



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



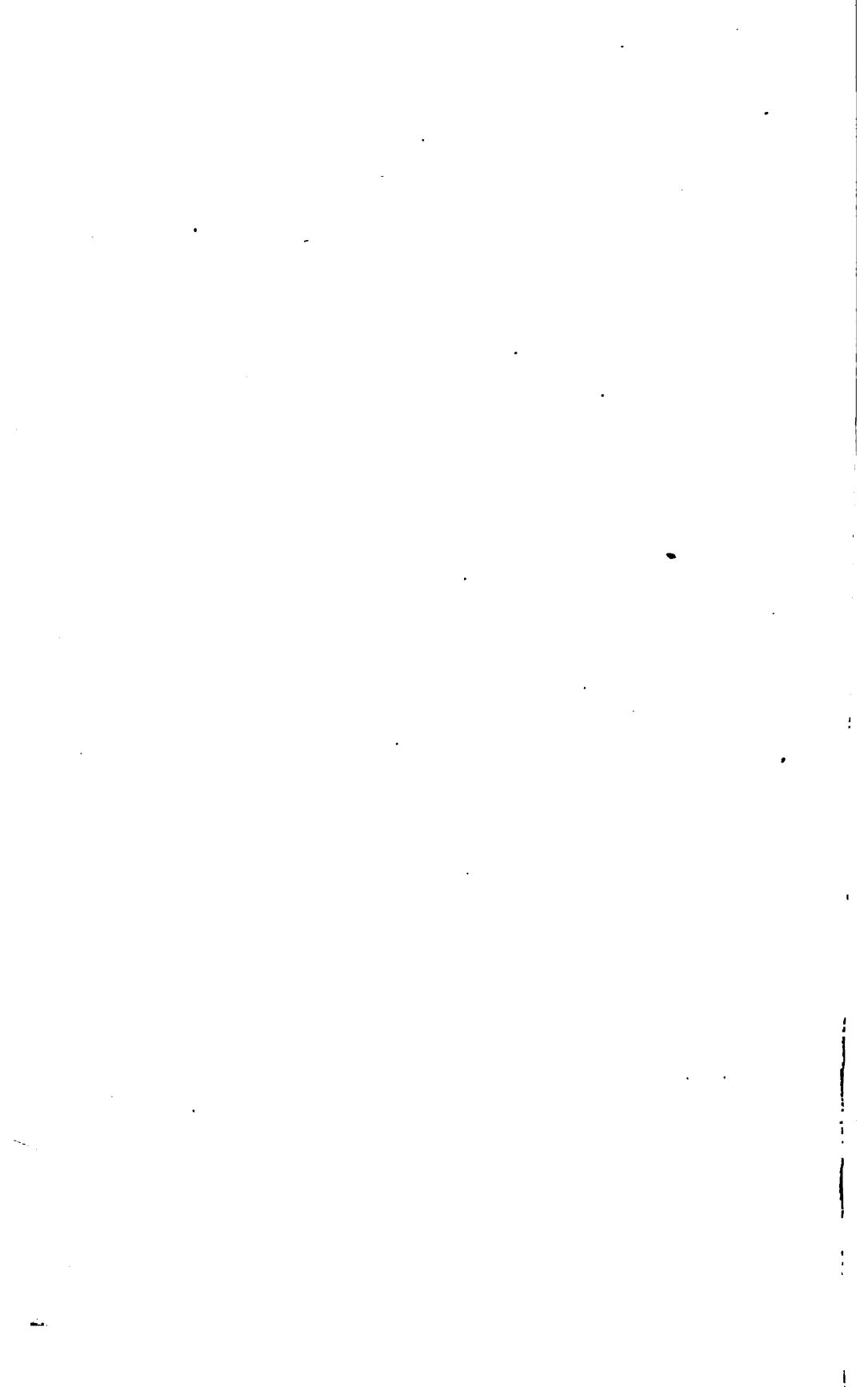
3 2044 103 250 346



HARVARD LAW LIBRARY

Received JUN 27 1921





BULLETIN SPÉCIAL

DES

DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

PARIS. — TYPOGRAPHIE A. GENNUYER, RUE DARCET, 7.

BULLETIN SPÉCIAL
DES
DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

ET DES
TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE
RECUEIL MENSUEL

PAR
M. AL. BEAUME **ET** **M. LOUIS MILLION**
Avocat à la Cour d'appel de Paris,
Suppléant du juge de paix du 10^e arrondissement
de Paris. Avocat,
Député du Rhône.
ET UNE SOCIÉTÉ DE JUGES DE PAIX, D'AVOCATS ET DE JURISCONSULTES

TOME TRENTE-QUATRIÈME

PARIS
BUREAUX, RUE GUÉNÉGAUD 27

1892

6/27.21

JUN 27 1921

BULLETIN SPÉCIAL

DES

DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

Justice de paix du canton de Castelmoron
(Lot-et-Garonne).

*Président : M. LAFFITTE DU TREILH,
juge de paix.*

10 novembre 1891.

*Listes électorales consulaires. — Officier
ministériel en exercice. — Notaire.
— Appel de la décision municipale.
— Radiation.*

Un notaire en exercice, bien que payant patente, n'est pas un commerçant et ne peut, par suite, être inscrit sur la liste électorale consulaire.

Il en est de même de tous les officiers ministériels, avoués, greffiers, etc., lesquels ne pourraient être électeurs consulaires que si, après avoir cessé leurs fonctions, ils s'étaient faits commerçants.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le sieur Jeay (Émile), notaire à la résidence de Laparade, y demeurant, est appelant d'une décision rendue le 7 octobre dernier par la commission municipale de la commune de Laparade, chargée, aux termes de l'article 3 de la loi du 8 décembre 1883, de dresser la liste des électeurs consulaires de ladite commune.

Développant les motifs en son

appel du 3 novembre courant enregistré, il a soutenu que, c'est à tort que ladite commission a inscrit son nom sur la liste des électeurs consulaires de cette commune, en se fondant sur ce qu'aux termes de la loi précitée ainsi conçue : « Ne pourront participer à l'élection » (art. 2, § 7) : les notaires, greffiers et officiers ministériels des « titués en vertu d'une décision judiciaire. » Et que ladite commission se basant sur ce fait que, s'ils ne peuvent être électeurs consulaires, par le motif qu'ils sont destitués par une décision judiciaire, ne l'étant pas, ils doivent de droit être compris au nombre desdits électeurs ; que lui appelant, n'étant pas compris au nombre des patentés désignés en l'article 1^{er} de la loi du 8 décembre 1883, il conclut à ce qu'il plaise au juge de paix infirmer la décision municipale de la commune de Laparade susdatée, et ordonner la radiation de son nom sur la liste des électeurs consulaires de ladite commune. Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la décision et l'acte d'appel susdatés ; — Vu les articles 1 et 2 de la loi du

8 décembre 1883 ; — Vu l'article 1^{er} du Code de commerce ; — Attendu, d'une part, que ledit appel a été formé en temps utile ; — Attendu, d'autre part, que l'article 1^{er} de la loi du 8 décembre 1883 dit que les membres des Tribunaux de commerce seront élus par les citoyens commerçants patentés, etc. ; — Attendu qu'en ledit article, tous les citoyens qui doivent être inscrits sur la liste des électeurs consulaires y sont nommément désignés ; qu'aucun autre citoyen ne peut y être inscrit sans violer la loi du 8 décembre 1883, et par conséquent faire partie de ce collège électoral ; — Considérant que les notaires, les greffiers et officiers ministériels ne sont pas indiqués en l'article 1^{er} de la loi précitée, comme devant faire partie des électeurs consulaires de leur commune ; c'est donc à tort que la commission municipale de la commune de Laparade a inscrit le nom de M^e Jeay (Émile), notaire, par les motifs sus-énoncés. Car si la loi dit en son article 2, § 7, que les notaires, les greffiers et officiers ministériels ne pourront participer à l'élection, s'ils sont destitués en vertu d'une décision judiciaire, elle ne parle pas des officiers ministériels en exercice, mais bien de ceux qui, l'ayant été, ont été destitués par décision judiciaire, se sont faits commerçants et qui, comme tels, devraient y être inscrits aux termes de l'article 1^{er} de ladite loi, s'ils n'en étaient empêchés comme étant privés de leurs droits électoraux ; — Considérant qu'à ces derniers seuls doit être fait application de l'article 2, § 7, de la loi du 8 décembre 1883, et non aux officiers ministériels exerçant qui,

quoique payant une patente, ne sont et ne doivent pas être considérés, aux termes de l'article 1^{er} du Code de commerce, comme des commerçants ; — Attendu dès lors qu'en inscrivant le nom de Jeay (Émile), notaire, sur la liste des électeurs consulaires de la commune de Laparade, la commission municipale de ladite commune a violé la loi du 8 décembre 1883 ; — Par ces motifs et par jugement en dernier ressort ; — Faisant droit sur l'appel ; — Nous le déclarons tout à la fois recevable et bien fondé ; — Infirmons la décision de la commission municipale de la commune de Laparade en date du 7 octobre dernier, et ordonnons que le nom de Jeay (Émile) sera rayé sur la liste électorale consulaire de ladite commune. »

Observations. — Les officiers ministériels, notaires ou autres, tant qu'ils sont en exercice, ne sont pas commerçants, et n'ont même pas le droit de faire le commerce. Par suite, ils ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale consulaire.

Just. de paix du 2^e canton de Montpellier (Hérault).

Président : M. MAURIN, juge de paix.

20 mars 1891.

**Action possessoire. — Complainte.
Chemin. — Titres.**

Le copropriétaire d'un chemin troublé dans sa jouissance est en droit de demander, par voie de complainte, le rétablissement des lieux dans leur état primitif et la destruction des ouvrages exécutés. Le juge de paix n'a à statuer que sur la possession annale. Il n'est pas tenu d'apprécier le mérite des titres qui seraient produits ni d'en faire l'application.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu que le chemin en question, par lequel les propriétés limitrophes sont desservies, n'est compris dans aucun tableau de classement ; que l'usage en est commun à tous les riverains, qui peuvent, le chemin fût-il même classé comme public rural, exercer en leur propre nom les actions tendant à garantir le droit de jouissance individuelle qui leur appartient ; — Attendu qu'il n'est pas dénié et qu'il a été du reste établi par l'enquête que, depuis 1886, date de son acquisition, Guilhaume a joui dudit chemin paisiblement, publiquement et à titre de copropriétaire, comme tous ses voisins ; qu'il y est toujours passé avec charrettes, pour accéder au sentier créé pour les besoins de son exploitation ; — Attendu qu'il est résulté de la vérification des lieux que ce chemin avait, depuis plusieurs années, une largeur de 3^m,85 au point litigieux ; — Attendu qu'au mois d'août dernier Barrau a détruit le vieux mur de soutènement, dont il reste encore des traces, a réduit l'assiette dudit chemin à 3^m,15, et a commencé l'édification d'un nouveau mur à 70 centimètres de hauteur au-dessus du sol ; — Attendu que, par suite des entreprises de Barrau, Guilhaume ne peut plus faire tourner, comme précédemment, les grosses charrettes, qu'il ne peut faire usage que de simples carrioles ; — Qu'ainsi troublé dans sa jouissance, Guilhaume demande, par voie de plainte, le rétablissement des lieux dans leur état primitif et la destruction des

ouvrages exécutés par Barrau ; — Attendu qu'en défense à cette action Barrau objecte que les travaux par lui faits l'ont été sur un terrain lui appartenant, et qu'il n'a agi que dans les limites que lui confère son titre ; — Mais attendu que nous n'avons à statuer que sur la possession annale, que nous n'avons pas à apprécier le mérite des titres ni à en faire l'application, sauf au sieur Barrau, qui prétend n'avoir exercé qu'un droit de propriété, à porter une action au pétitoire ; — Et attendu qu'il est constant en fait, d'une part, que les entreprises de Barrau ont été commises depuis moins d'un an ; — D'autre part, que la possession de Guilhaume remonte à 1886, et réunit toutes les conditions voulues par la loi ; — Que, dans ces circonstances, la demande doit être accueillie ; — Attendu, en ce qui concerne les dommages, que le préjudice éprouvé jusqu'à ce jour n'est pas d'une grande importance, que nous avons des éléments suffisants pour l'apprécier ; — Attendu que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort : — Condamnons Barrau à remettre les lieux dans l'état où ils étaient avant son entreprise, c'est-à-dire à redonner au chemin la largeur de 3^m,85, qu'il avait précédemment, et à démolir le mur par lui édifié ; — Et, à défaut par lui de ce faire dans la huitaine à partir de ce jour, autorisons Guilhaume à faire procéder aux travaux nécessaires, à ses frais avancés ; dont il sera remboursé sur la simple quittance des ouvriers ; — Condamnons Barrau à payer à Guilhaume 20 francs à titre de

dommages-intérêts; le condamnons en outre aux dépens. »

Observations. — En principe, devant le juge du possessoire, les actes de possession dûment établis doivent prévaloir même, contre les titres, et le juge n'est tenu de les consulter qu'autant qu'ils sont nécessaires pour donner à la possession un caractère utile, par exemple lorsqu'il s'agit d'une servitude discontinue dont la possession ne peut être utile à prescrire qu'autant qu'elle est fondée en titre. En l'espèce, il s'agissait d'un chemin de desserte ou d'exploitation, commun à tous les riverains, et dont la possession était utile, même en l'absence de titres. C'est donc à bon droit que le juge saisi a pu refuser de consulter les titres et maintenir la possession annale du demandeur, telle qu'elle avait été exercée avant le trouble.

Just. de paix du 2^e canton d'Angoulême
(Charente).

Prés. : M. LE LÉGARD, A. O., juge de paix.

6 octobre 1889.

Vente. — Livraison. — Rétention illicite.
— *Fautes communes. — Dépens partagés.*

La vente est parfaite dès que l'on est d'accord sur la chose et sur le prix. Le vendeur peut se refuser, à défaut de paiement, à délivrer la chose vendue. Mais le droit de rétention implique que la livraison n'a pas encore eu lieu.

Ce droit, préalable à la livraison, ne peut être exercé ultérieurement, si les circonstances remettent la chose vendue à la disposition du vendeur.

Les dépens doivent être partagés entre

les parties qui succombent respectivement sur certains chefs.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance et l'intervention volontaire de M...; — Vu ce qui est résulté des témoignages, des explications et observations des parties; — Attendu que la vente est parfaite entre les parties, et que la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur aussitôt que l'on est convenu de la chose et du prix; — Que le vendeur, obligé de délivrer la chose vendue, ne peut user du droit établi à son profit par l'article 1612 du Code civil que préalablement à la livraison, la rétention à titre de gage impliquant que la livraison n'a pas encore eu lieu; — Attendu que M..., dans le courant de janvier dernier, envoya à B... une chienne d'arrêt, race Saint-Germain, le chargeant de la vendre, quand il en trouverait le placement, et sous la seule condition de lui remettre la moitié du prix, l'autre moitié étant abandonnée à B..., pour frais de garde et de nourriture; — Que, dans ces conditions, B... avait manifestement, outre un intérêt personnel, les pouvoirs nécessaires pour livrer la chienne et en toucher le prix; — Attendu que, dans la première moitié d'août, B... ayant demandé 75 francs de la chienne à G..., celui-ci accepta; — Que, si cette version n'est pas exacte, il est du moins certain que B... n'ignore pas le prix de vente; — Que B... ne tarda pas à écrire à G... qu'il ne ferait la livraison que contre argent; — Attendu que M..., informé de cette détermination, intervint

aussitôt, et que la bête fut livrée par B..., le 15 août, à un envoyé de M... pour G..., qui était présent, en tout cas pour M..., sans difficulté comme sans observation ; — Attendu que la chienne, étant revenue, à quelque temps de là, chez B..., fut retenue par lui, sous prétexte que le prix ne lui avait pas été payé ; — Attendu qu'il n'était plus loisible à B... d'exercer à ce moment le droit de rétention, eût-il eu la certitude, la preuve matérielle que M... et G... avaient conclu eux-mêmes la vente, ou qu'ils s'étaient entendus pour l'empêcher de toucher le prix, même la part lui revenant sur le prix de vente ; — Attendu, en effet, que la vente avait reçu son exécution avec le concours de B... ; — Sur les dommages-intérêts réclamés : — Attendu que G... n'a pas éprouvé de préjudice matériel ; — Qu'il a, par sa faute, retardé la solution de l'affaire, occasionnant à B... des déplacements et une perte de temps dont il est juste de lui tenir compte dans la réparation qui lui est due ; — Attendu que M... a eu tort d'obtenir ou de recevoir de G..., en dehors de toute opposition régulière, le versement du prix tout entier ; — Que ce fait, ainsi qu'il l'a reconnu lui-même à l'audience, a été la cause des agissements reprochés à B... ; — Que M... ne devait pas, quelque intéressante que fût sa situation vis-à-vis de B..., imposer à celui-ci une compensation avec des dettes non liquides, suivant sa propre déclaration ; — Que le consentement indispensable de B... n'avait pas été obtenu ni demandé ; — Que c'est le cas d'appliquer l'article 131 du Code de procédure civile ; — Par ces motifs, statuant contradictoi-

rement et en dernier ressort ; — Condamnons B... à rendre la chienne dans les huit jours, sinon et faute de ce faire, le condamnons à payer 5 francs à G..., qui a déboursé cette somme ; — Condamnons M... envers B... en 37 fr. 50, moitié du prix de vente ; faisons masse des frais, condamnons B... à la moitié des dépens, pour tous dommages-intérêts, et M... à l'autre moitié, le coût du présent jugement dans les mêmes proportions, la levée et la signification à la charge de celui qui y donnera lieu. »

Observations. — Solutions exactes.

Tribunal de simple police de Troyes (Aube).

Président : M. DELATOUR, juge de paix du 3^e canton.

7 novembre 1890.

*Divagation de volailles dans les champs.
— Loi du 4 avril 1889. — Absence de contravention.*

Sous l'empire de la loi du 4 avril 1889, le fait de divagation des volailles sur le terrain d'autrui ne constitue plus un délit rural ni une contravention, et ne donne plus lieu qu'à une action civile en réparation du dommage causé.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Vu les articles 1 et suivants, et particulièrement l'article 4 de la loi du 4 avril 1889 ; — Attendu qu'il est établi par un procès-verbal du garde champêtre de la commune de Barberey, non combattu par la preuve contraire, que des dégâts ont été causés,

le 4 octobre dernier, à la vigne du sieur Lutel Guillou, par des dindes appartenant à la dame veuve François, lesdites dindes se trouvant en état de divagation ; — Qu'il est nécessaire d'examiner si, dans l'état de la législation, ces faits constituent une contravention punie par la loi pénale ; — Attendu que les pénalités sont de droit étroit, et qu'il n'appartient pas aux Tribunaux d'appliquer une peine en dehors des dispositions de la loi ; — Attendu que, sous l'empire de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, la divagation des volailles sur les propriétés d'autrui, prévue par l'article 12, titre II, de ladite loi, était considérée comme un délit rural, pour la répression duquel il était de jurisprudence d'appliquer la peine édictée par les articles 3 et 4 de la même loi, combinés avec l'article 2 de la loi du 23 thermidor an IV ; — Mais attendu qu'aujourd'hui, l'article 12 étant fatalement remplacé par les articles 1 et suivants de la loi du 4 avril 1889, et, pour ce qui concerne les volailles, par l'article 4, il résulte que la disposition pénale se trouve abrogée, la loi de thermidor an IV ne visant que les délits prévus par la loi de 1791 et mentionnés en cette loi, et que, par suite, la divagation des volailles, en l'absence d'arrêt en faisant défense, ne constitue plus de contravention rurale pour la répression de laquelle l'action publique puisse être mise en mouvement ; — Qu'aucune pénalité n'est édictée par la loi du 4 avril 1889 pour les faits de divagation de volailles sur les propriétés d'autrui ; — Que le fait de divagation de volailles, d'après les dispositions de l'article 4 de la loi du 4 avril 1889, ne peut donner

lieu, en dehors du droit de tuer les volailles réservé au propriétaire qui a souffert le dommage, qu'à une action civile en réparation du dommage ; — Par ces motifs, annule le procès-verbal et tout ce qui a suivi, et renvoie la veuve François des fins de la poursuite, sans amende ni dépens. »

Observations. — Il ne nous est pas possible d'admettre la doctrine de ce jugement. La loi du 4 avril 1889, avons-nous dit dans nos ANNALES 1890, p. 112, ne renferme aucune disposition portant abrogation de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, et notamment de l'article 3 du titre II de cette loi. Il reste donc, selon nous, en vigueur, et doit être encore appliqué, c'est-à-dire que l'abandon d'animaux sur le terrain d'autrui n'a pas cessé aujourd'hui de constituer un délit rural. — Voir, pour plus de détails, notre article sur cette question, *loc. cit.* — Nous avons au surplus été souvent consultés sur cette question, et c'est dans notre sens que beaucoup de Tribunaux de simple police ont cru devoir la résoudre. Il serait à désirer que la Cour de cassation fût appelée à faire cesser toute incertitude sur l'interprétation qu'il convient de donner à la loi nouvelle.

Justice de paix du 2^e canton d'Angoulême
(Charente).

Prés.: M. LE LÉGARD, A. J., juge de paix.

28 novembre 1891.

*Saisie-gagerie. — Sous-locataire. —
Mainlevée de la saisie.*

La saisie-gagerie ne peut être pratiquée

contre le sous-locataire qui a, sans fraude et sans anticipation, acquitté ses loyers au moment de la saisie. Mainlevée doit lui être accordée dans ces conditions.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance ; — Ouï les parties en leurs dires et conclusions ; — Attendu que la demoiselle Marie-Louise Débonnaire, sous-locataire d'une dame Rémondet, après avoir sommé inutilement le sieur Meilhaud, propriétaire de l'immeuble, de lui donner main-levée d'une saisie pratiquée au préjudice de ladite dame et qui comprend des meubles et des effets mobiliers lui appartenant, ou à elle loués, requiert, en ce qui la concerne, défense de procéder à la vente et main levée de la saisie ; — Attendu que le prix annuel du bail est de 360 francs, et que la sous-location, ayant pour objet une chambre, est de 15 francs par mois ; — Attendu que si la loi, attachant au paiement des loyers une importance bien légitime, donne au propriétaire le droit de pratiquer la saisie-gagerie non seulement contre le locataire principal, mais encore contre le sous-locataire (article 1753 du Code civil et 820 du Code de procédure civile), ce dernier peut, dans des cas déterminés, obtenir main-levée de la saisie ; — Attendu, en effet, qu'il n'est pas débiteur direct du propriétaire ; qu'il n'est obligé personnellement et sur ses meubles que jusqu'à concurrence du prix du sous-bail, à défaut de paiement par le locataire principal, et seulement pour ce qu'il doit au moment de la saisie ; qu'il peut opposer qu'il

a payé au locataire principal, et que les paiements, faits sans fraude et sans anticipation, en conformité des stipulations de son bail ou de l'usage des lieux, ont pour résultat certain d'écarter les réclamations du propriétaire à son égard ; — Qu'enfin les quittances font foi contre le propriétaire, encore qu'elles soient sous signature privée (Trop-Long, n° 542) ; — Attendu que la saisie est du 23 octobre dernier ; — Attendu que la production de cinq quittances sous seing privé établit, pour les mois de juin, juillet, août, septembre et octobre, la libération régulière et complète de la demoiselle Débonnaire ; — Qu'aux termes de l'article 1753 du Code civil, ne sont pas réputés faits par anticipation les paiements conformes aux conditions de la location ou à l'usage des lieux ; — Que les reçus présentés au Tribunal de paix paraissent avoir été faits à leurs dates respectives ; — Qu'enfin il est d'usage à Angoulême, spécialement dans le deuxième canton, que le loyer d'une chambre se paye au mois et à l'avance ; — Qu'ainsi toute idée de fraude et d'anticipation doit être écartée ; — Attendu que de ce qui précède il résulte qu'à la date du 23 octobre, la demanderesse n'était débitrice d'aucun loyer, et qu'elle ne pouvait, de ce chef, être inquiétée ni par la dame Rémondet ni par le sieur Meilhaud ; — Que le juge n'avait autorisé à placer sous la main de la justice que les meubles, effets et objets mobiliers de la dame Rémondet ; — Qu'il n'avait donc nullement le droit de faire procéder à la saisie-gagerie des meubles et effets qui garnissaient la chambre occupée par la deman-

deresse, qui étaient, pour partie sa propriété et, pour partie, la propriété du sieur Lamoureux qui les lui avait loués, qui n'appartenaient pas à la dame Rémondet ; — Attendu que la demoiselle Débonnaire a fait connaître en temps utile sa qualité de sous-locataire et la propriété des meubles garnissant sa chambre, tout en déclarant qu'elle avait payé son loyer ; — Attendu qu'au tort d'avoir pratiqué la saisie est venu s'ajouter celui de n'avoir pas déféré à la sommation du 9 novembre, alors surtout que la demanderesse offrait de se libérer de ce mois aux mains du sieur Meilhaud ; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, fait, en ce qui concerne la demanderesse, défense de procéder à la vente et donne main-levée de la saisie ; condamne Meilhaud en tous les dépens. »

Observations. — Le sous-locataire n'est tenu envers le propriétaire que jusqu'à concurrence du prix de sa sous-location, dont il peut être débiteur au moment de la saisie. Il s'ensuit que le mobilier placé par lui dans les lieux loués n'est soumis au privilège du bailleur que de la même manière et jusqu'à la même concurrence, Paris 2 février 1808, Amiens, 10 avril 1839. D'où la conséquence que le propriétaire qui n'a pas été payé par le locataire principal ne peut saisir les meubles appartenant au sous-locataire, si celui-ci s'est valablement libéré. — Il en serait autrement si le sous-locataire avait payé par anticipation, contrairement à

l'usage, par suite d'un concert frauduleux entre lui et le locataire principal.

Justice de paix du canton d'Épinac
(Saône-et-Loire).

Président : M. BOULAND, juge de paix.

15 juin 1889.

Diffamation. — Action civile en dommages-intérêts. — Enquête. — Instituteur. — Compétence.

Un instituteur n'est ni un agent ni un dépositaire de l'autorité publique ; en conséquence, il ne peut être assujéti, en matière de diffamation ou d'injure, à une autre juridiction que celle du droit commun, alors surtout qu'il n'a pas été diffamé à raison ou à l'occasion de ses fonctions.

Spécialement, le juge de paix est compétent pour connaître de l'action civile pour diffamation intentée devant lui par un instituteur.

Le fait d'avoir dit d'un instituteur qu'on lui a remis ou qu'on lui a fait remettre 6 francs pour être versés par lui à la caisse d'épargne et qu'il n'y a que 4 francs au livret constitue une diffamation dont réparation est due par l'auteur de ce propos.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance ; — Vu notre jugement du 18 mai 1889, admettant Pommier à faire la preuve des faits par lui articulés à l'encontre de Creusevaux ; — Vu nos procès-verbaux d'enquête en date des 25 mai et 6 juin dernier ; — Ouï le demandeur en ses explications par l'organe de A. Baudot, son mandataire ; — Ouï également le défen-

deur en personne et par l'organe de M^e Cognet, avoué, son défenseur, en ses dires, moyens et conclusions; — Après en avoir délibéré : — Attendu que Pommier a introduit devant nous contre Creusevaux une action en 100 francs de dommages-intérêts pour le préjudice qui lui a été causé par les propos diffamatoires tenus par ce dernier sur la voie publique, à Change, le 10 avril 1889; — Attendu que le défendeur, déniaut ces propos, a formé une demande reconventionnelle contre Pommier en 150 francs de dommages-intérêts pour poursuite injuste et en réparation du préjudice qu'il en éprouve; — Attendu, en outre, qu'après l'audition des témoins diligentés par les parties, il a conclu à notre incompétence par application des articles 31, 46 et 47, de la loi du 29 juillet 1881, et subsidiairement à la non-recevabilité de la demande comme mal fondée; — Qu'il y a donc lieu de statuer sur toutes ces conclusions; — En ce qui concerne l'incompétence : — Attendu que Pommier, comme instituteur, n'étant ni agent ni dépositaire de l'autorité publique, dans le sens de la loi du 29 juillet 1881, ne peut être assujetti, en matière de diffamation ou d'injure, à une autre juridiction que celle du droit commun; — Que, du reste, il n'a pas été diffamé (si diffamation il y a) à raison ou à l'occasion de ses fonctions, mais bien en sa qualité d'intermédiaire et de mandataire officieux de Creusevaux qui lui faisait remettre, pour sa commodité, avant les faits de la cause, avec les livrets de ses enfants, des fonds pour être versés par ses soins à la caisse d'épargne, en leur nom; —

Que dans cette circonstance il n'était pas chargé d'un service ou d'un mandat public, car son ministère purement gracieux vis-à-vis de cette caisse et des élèves n'est ni imposé ni indispensable puisque le défendeur a lui-même continué les versements; — En conséquence, déterminé par ces considérations, rejetons les conclusions prises par Creusevaux sur ce point et disons que nous sommes compétemment saisi; — Sur la demande principale : — Attendu qu'il résulte des débats ainsi que des dépositions concordantes de tous les témoins de l'enquête, notamment de celle du sieur Jean-Baptiste Masson, qui a depuis longtemps quitté l'école, faite sous la foi du serment, que le 10 avril dernier, à Change, sur la voie publique, en présence des élèves de l'école et dudit sieur Masson, Creusevaux, sans motif et sans provocation, s'adressant à Pommier, lui a dit à haute voix, faisant allusion à l'argent qu'il lui avait fait remettre pour être versés à la caisse d'épargne : « J'ai remis 6 francs à mon « garçon pour être versé à la caisse « d'épargne et il n'y a que 4 francs « au livret. Que sont devenus les « 2 francs? Ajoutant que cinq ou « six pères de famille qu'il nomme- « rait étaient dans son cas; » — Attendu que ces propos tenus d'un ton acerbe insinuaient d'une manière claire et précise, et avec intention de nuire (comme l'ont compris les personnes qui les ont entendus) que Pommier, sous une forme habile, était accusé d'avoir détourné une partie des fonds à lui confiés par Creusevaux et cinq ou six autres pères de famille; — Attendu que cette insinuation a même

été soulignée et accentuée par lui en retirant, dès le lendemain, ses fils de l'école de Change ; — Attendu que l'honneur de tout citoyen ne peut être mis à la merci d'artifices de langage qui, à l'aide d'un vague intentionnel ou de la prétérition, déguisent une pensée tout en la faisant voir suffisamment ; — Attendu que les propos dont s'agit renferment l'imputation de faits précis et déterminés de nature à nuire à l'honneur et à la considération du demandeur ; — Que, dans l'espèce, ils ont une certaine gravité puisqu'ils s'adressent à un homme qui non seulement est resté à l'abri de tout reproche, mais qui, pour remplir la mission qui lui est confiée, a besoin de conserver le respect auquel il a droit, surtout de la part des élèves qui fréquentent son école ; — Attendu que la contre-enquête n'a pas détruit le bien fondé de cette demande ; — Que les deux témoins entendus n'ont signalé qu'un fait qui ne peut être considéré comme repréhensible si ce n'est pour le frère de Creusevaux qui, en présence de celui-ci et avec sa participation, dans un cabaret, après avoir mangé et bu avec un des enfants qui avaient déposé, l'a tourmenté, excité et taquiné pour obtenir soit sa rétractation, soit une déclaration à jeter dans le débat ; — Attendu que le fait concernant la pétition colportée par le défendeur est abandonné par le demandeur qui a déclaré ne l'avoir coté dans sa citation que pour faire connaître les sentiments dont il était animé envers lui ; — Qu'il n'y a donc pas lieu de s'y arrêter ; — Attendu, quant aux dommages-intérêts réclamés qu'ils doivent être

fixés équitablement ; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ; — Sur la demande reconventionnelle : — Attendu que de tout ce qui précède elle doit être déclarée non recevable et mal fondée ; — Par ces motifs : — Statuant contradictoirement en premier ressort, déclarons concluante l'enquête et non concluante la contre-enquête et, en rejetant toutes plus amples conclusions du demandeur, condamnons Creusevaux à lui payer la somme de 30 francs, à titre de dommages-intérêts pour réparation des propos diffamatoires ci-devant relatés, le déboutons de sa demande reconventionnelle comme mal fondée et le condamnons en outre en tous les dépens de l'instance. »

Observations. — Il y a grand intérêt à préciser, au point de vue de la compétence en matière de diffamation ou d'injure, ce que l'on entend par dépositaires ou agents de l'autorité publique ; ainsi il a été jugé que ne sont pas considérés comme tels : ni les avoués ni les notaires, Cass., 27 novembre 1840, 9 septembre 1857 ; ni les huissiers, 13 août 1841, ni un ingénieur des mines ; ni les ministres du culte, Besançon, 28 août 1872, ANNALES 1872, p. 383. L'instituteur, très certainement, n'est en aucune manière dépositaire de l'autorité publique.

Justice de paix du canton de Segré
(Maine-et-Loire).

Président : M. MILLON, A. U, juge de paix.

22 juillet 1891.

Citation. — Domicile. — Principal établissement. — Nullité.

Est nul l'exploit de citation donnée au défendeur à un domicile qu'il a quitté avant la date de l'exploit.

Le domicile est au lieu du principal établissement.

La nullité de l'exploit peut être prononcée même d'office par le juge.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Par exploit de Colas, huissier, enregistré, le sieur Martin, forgeron, demeurant à Sainte-Gemmes-d'Ansigné, a fait citer le sieur Bedouet, garde-barrière et chef d'équipe sur la ligne du chemin de fer de l'Ouest, avec résidence à la maisonnette du Perrin, même commune de Sainte-Gemmes, pour obtenir paiement de la somme de 61 fr. 75 que ce dernier lui devrait pour location d'un pressoir en 1898.

La cause appelée, Martin a requis défaut contre Bedouet qui ne s'est pas présenté, ni personne pour lui, et, pour le profit, l'adjudication des conclusions de son exploit de citation ; — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement en dernier ressort ; — Attendu qu'il résulte des renseignements qui nous ont été fournis à l'audience que Bedouet qui, par ordre de ses chefs, avait quitté la maisonnette du Perrin, son domicile, le 17 juillet à 7 heures du matin, pour aller occuper un poste de même nature que le premier,

commune de Parné, canton d'Argentré (Mayenne), n'a pu être touché par une citation présentée le même jour entre 5 et 6 heures du soir, au domicile qu'il avait définitivement quitté depuis plus de dix heures, et qui, en son absence et celle des siens, avait été déposée à la mairie ; que, par suite, il n'a pu ni se présenter ni se faire représenter à la présente audience pour y défendre à la demande qui lui est faite ; — Attendu que toute citation en matière *personnelle* ou *mobilière*, doit être donnée devant le juge de paix du domicile *du défendeur*, article 2 du Code de procédure civile, et cela, conformément aux dispositions des articles 68 et 70 du même Code, c'est-à-dire à *personne* ou *domicile* ; — Attendu qu'aux termes de l'article 102 du Code civil, le domicile de tout citoyen français est au lieu où il a son principal établissement, c'est-à-dire son commerce, sa fonction, son emploi ; — Attendu qu'aux termes de l'article 103, le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation *réelle*, quelque courte qu'elle soit, dans un autre lieu, joint à l'intention manifeste d'y fixer son principal établissement (Cass., 16 avril 1817, 9 juin 1830, 25 février 1834, 25 août 1835, 4 novembre 1832) ; — Attendu que, sauf preuve du contraire, cette intention résulte suffisamment de ce fait, de la part d'un fonctionnaire ou d'un agent d'une administration publique, d'avoir transporté sa famille et ses meubles au nouveau domicile qui lui a été assigné et qu'il a accepté, sans qu'il lui soit besoin d'établir par les déclarations prescrites par l'article 104 du même Code (Cass., 11 juillet

1831, 20 juin 1832, 1^{er} mars 1836); — Attendu qu'il est constant que les meubles de Bedouet ont été expédiés à Parné à plusieurs fois, dans les jours qui ont précédé son départ, et qu'il nous paraît difficile que Martin, qui était son proche voisin, n'en ait point été informé; que, du reste, il lui suffisait de le vouloir pour être renseigné tant sur les agissements et le départ de Bedouet que sur le lieu de son nouveau domicile; — Attendu, en effet, que l'annonce de son très prochain départ avait été faite par Bedouet, à notre audience de conciliation du 8 juillet courant, et à laquelle Martin, demandeur, aurait bien dû se présenter en personne, au lieu de s'y faire représenter par un mandataire sans pouvoir, qui n'a pu ni réfuter ni contester la déclaration de paiement faite par Bedouet; — Attendu que tout exploit de citation qui n'est pas conforme aux règles prescrites par la loi *sous peine de nullité*, et notamment aux dispositions des articles 2, 61 et 68 du Code de procédure civile, doit être d'office déclaré nul par le juge; — Attendu, enfin, qu'en cas de défaut, le juge, peut suppléer tous les moyens de droit que le défaillant eût pu proposer s'il eût été présent; — Par ces motifs, et sans rien préjuger sur le fond, déclarons nul et de nul effet, comme illégalement donné, l'exploit de citation dont s'agit, ainsi que tout ce qui s'ensuit; en conséquence, condamnons le demandeur aux frais du présent jugement. »

Observations. — Dans les circonstances indiquées par le jugement, l'huissier aurait dû ne point

délivrer la copie et avertir son mandant du départ du défendeur. On aurait ainsi évité des frais bien inutiles d'un jugement qui ne préjuge pas le fond, mais qui annule la procédure. D'autre part, le juge aurait peut-être mieux fait de prononcer défaut et de remettre à quinzaine pour en adjuger le profit. Le demandeur aurait eu alors intérêt à prévenir son adversaire, lequel aurait été ainsi mis à même d'apprécier s'il lui convenait ou non de décliner la compétence du juge saisi.

Justice de paix du IV^e arrond. de Lille
(Nord).

Président : M. LANCIEU, juge de paix.

27 juillet 1891.

Compétence civile des juges de paix. — Compétence commerciale. — Assurances contre les accidents. — Paiement des primes.

Le contrat d'assurance passé entre un commerçant et une société commerciale à raison des risques pouvant résulter de la circulation d'une voiture servant au commerce de l'assuré a un caractère commercial. C'est donc aux Tribunaux consulaires qu'il appartient de connaître des demandes intentées en vertu d'un pareil contrat par les parties l'une contre l'autre, soit en paiement de primes, soit en paiement d'indemnité.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, suivant police n° 6480, enregistrée, la Compagnie à primes fixes la France industrielle, actuellement en liquidation, a assuré le défendeur contre les suites des accidents que sa voiture et ses che-

vaux pourraient causer aux tiers en circulant sur la voie publique, moyennant une prime annuelle de 30 francs et pour dix années à compter du 24 février 1887; — Attendu que le demandeur, en qualité de liquidateur de ladite compagnie, réclame contre Devogèle le paiement de deux primes échues; — Attendu que le défendeur prétend qu'il n'a plus ni voiture ni cheval; que l'objet de l'assurance n'existe donc plus et qu'il y a eu, en 1889, résiliation verbale de ladite police; qu'il prend des conclusions reconventionnelles tendant à faire dire que le contrat d'assurance dont s'agit est résilié et, au besoin, à nous faire déclarer incompetent tant sur la demande principale que sur la demande reconventionnelle, à raison du caractère indéterminé de celle-ci; — Attendu que la Compagnie la France industrielle est une société commerciale; que le défendeur est commerçant; que le contrat d'assurance a été souscrit à raison des risques qui pouvaient résulter de la circulation d'une voiture servant au commerce de l'assuré, c'est-à-dire dans l'intérêt et pour les besoins de ce commerce; qu'il a conséquemment un caractère commercial; qu'il n'appartient qu'aux Tribunaux consulaires de connaître des demandes qu'en vertu d'une telle assurance les parties contractantes intentent l'une à l'autre en paiement de primes ou indemnités; — Attendu qu'incompetent à raison de la matière, nous n'avons pas à examiner les autres moyens opposés à la demande; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire en premier ressort; —

JANVIER 1892.

Nous déclarons incompetent; renvoyons le demandeur à se pourvoir devant telle juridiction que de droit, et condamnons ledit demandeur aux dépens, sauf son recours devant les juges compétents.»

Observations. — C'est bien la théorie que nous enseignons dans notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o Assurance, n^o 11.

Justice de paix du VIII^e arrondissement de Paris.

Président : M. GAULTIER-PASSERAT,
juge de paix.

19 novembre 1891.

Responsabilité. — *Chemin de fer.* — *Wagon-lit.* — *Dépôt nécessaire.* — *Aubergiste.* — *Voiturier.*

Les compagnies de wagons-lits doivent, au point de vue de la responsabilité des objets appartenant aux voyageurs, être assimilées à l'aubergiste et au voiturier.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il est établi que M. et M^{me} B..., ayant loué dans le train, qui devait les mener de Lisbonne à Paris, deux places de wagon-lit et pris possession de leur compartiment, ont dû en sortir pour laisser la place au préposé qui venait préparer les lits; qu'en rentrant ils ont constaté la disparition d'un petit sac qui avait été laissé sur la table; qu'ils ont immédiatement adressé leurs réclamations à l'employé, qui n'a pu donner aucune explication; que l'enquête provoquée séance tenante n'a pas abouti et que M. B... réclame aujourd'hui la valeur d'un

sac et de son contenu ; — Attendu qu'il s'agit tout d'abord d'examiner si le sac a été véritablement laissé dans le compartiment ; — Attendu que, sur ce point, aucun doute n'est possible, et qu'à l'origine le fait ne paraît pas avoir été contesté ; que M. et M^{me} B..., qui avaient loué un compartiment pour y passer commodément la nuit, conservaient nécessairement avec eux les objets et accessoires indispensables, et que, suivant la demande, M^{me} B... avait déjà, lors de l'entrée des employés, commencé à se débarrasser des bijoux faisant partie de sa toilette ; que, ce fait une fois reconnu, il s'agit de décider si la compagnie doit être déclarée responsable, et, dans le cas où la responsabilité serait admise, d'apprécier si la valeur des objets dont M. B... donne la nomenclature est exagérée ; — Sur la responsabilité : — Attendu que, s'il est de jurisprudence constante que les compagnies ne sont pas responsables de la perte des effets laissés dans les wagons ordinaires, c'est par le motif que ces objets y ont été volontairement abandonnés, que la compagnie n'en avait pas la garde, et que le voyageur ne saurait s'en prendre qu'à lui-même de s'être séparé d'objets qui sont censés ne pas devoir le quitter ; — Attendu qu'il en est autrement du voyageur qui loue un wagon-lit ; que le premier, le principal avantage, paraît être la faculté de se coucher, ce qui entraîne la nécessité de quitter ses vêtements, d'en revêtir d'autres, et par conséquent de garder avec soi les objets nécessaires pour vaquer aux soins de sa toilette ; qu'un local est même disposé à cet effet et qu'en réalité le

voyageur s'installe dans un véritable logement, dont le service est fait par un employé chargé de la surveillance de vingt lits au plus, et auquel incombe la police du couloir accessible à toutes les personnes qui font partie du train, et dans lequel, en certaines circonstances, le voyageur doit se retirer pour les nécessités du service, ce qui a eu lieu dans l'espèce ; — Attendu que, ces distinctions une fois admises, le Tribunal, pour statuer sur la question qui lui est soumise et en l'absence d'un texte particulier relatif à une espèce qui n'existait pas lors de la confection de nos Codes, doit s'inspirer des principes généraux inscrits dans la loi qui concourent à établir la responsabilité de la Compagnie des wagons-lits ; que, soit qu'on l'assimile à l'aubergiste ou au voiturier, la responsabilité est la même, et que la Compagnie ne saurait s'y soustraire sous prétexte qu'elle n'est ni l'un ni l'autre ; qu'elle participe incontestablement de l'un comme de l'autre et tombe conséquemment sous l'application tout à la fois des articles 1782, 1952 et 1953 du Code civil ; que, comme l'enseigne péremptoirement M. Troplong, le dépôt d'hôtellerie n'est réputé nécessaire que par assimilation ; qu'il en est de même du voiturier ; que les articles précités ne sont pas limitatifs ; d'où la conséquence pour le Tribunal que, dans la pensée du législateur, les responsabilités devront s'appliquer à tous les cas analogues et particulièrement dans l'espèce qui nous est soumise ; — En ce qui touche le chiffre de l'indemnité : — Attendu que la responsabilité une fois admise et l'honorabilité

du demandeur ne permettant pas de suspecter l'énumération des objets contenus dans le sac, le Tribunal n'a plus qu'à en apprécier la valeur dont la plus importante est justifiée par facture; qu'une somme de 1 200 francs paraît suffisante; — Par ces motifs, condamnons la Compagnie défenderesse à payer à M. et M^{me} B... la somme de 1 200 francs; la condamnons en outre aux dépens. »

Observations. — La décision ci-dessus rapportée est tout à fait nouvelle en jurisprudence; mais on ne saurait affirmer qu'elle serait approuvée par la Cour de cassation. Voir notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, v^o *Dépôt*, n^o 25 et suiv. Voir également Tribunal civil de Rouen, 21 mars 1883, *ANNALES* 1884, p. 248. On pourra voir, en se reportant à ces ouvrages, que la Cour suprême, jusqu'à ces dernières années, tendait plutôt à décider en sens opposé. Il est bon de rappeler en passant qu'une loi du 18 avril 1889 (Voir *ANNALES* 1889, p. 181) a restreint à 1 000 francs pour les espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur la responsabilité édictée par l'article 1953.

Just. de paix du 2^e canton de Montpellier
(Hérault).

Président : M. MAURIN, juge de paix.

17 juin 1891.

Responsabilité. — *Caractère.* — *Faute du demandeur.*

Un fait dommageable ne constitue un quasi-délit que tout autant qu'il provient soit d'une faute positive, soit tout au

moins d'une négligence ou imprudence, imputable à l'auteur du fait dommageable.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le sieur Merle et le sieur Pioch desservent, chacun avec un omnibus, quelques petites et mêmes communes des environs de Montpellier. Circulant à peu près aux mêmes heures, les deux voitures se rencontrent parfois sur la route. Le 2 mai dernier, le véhicule du sieur Pioch a accroché celui du sieur Merle et lui a fait des dégradations en paiement desquelles Pioch réclame la somme de 200 francs.

Après enquête, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'un fait, même nuisible à autrui et imputable à son auteur, ne constitue un quasi-délit qu'autant qu'il y a eu, de la part de ce dernier, soit faute positive, soit tout au moins négligence ou imprudence; — Attendu qu'on ne peut pas davantage considérer comme quasi-délit un fait qui n'a porté préjudice à autrui que par suite d'une faute imputable à la personne même qui éprouvé ce préjudice; — Attendu, dans l'espèce, qu'il est résulté des enquêtes et des explications de l'audience : — 1^o Que le 2 mai dernier, vers 5 heures du soir, au lieu dit *Terral*, les deux voitures, celle du sieur Pioch et celle du sieur Merle qui la précédait, tenaient le milieu de la route; — 2^o Qu'à partir du moment où elles se sont trouvées à 50 mètres de distance, le conducteur de la voiture de Pioch n'a cessé de sonner de la trompe et de faire claquer son fouet pour annoncer son intention

de passer devant ; — 3^e Que lorsque le conducteur de la voiture de Pioch manœuvrait pour aller à droite, celui de la voiture de Merle prenait malicieusement la même direction, et que lorsqu'il voulait aller à gauche, la même manœuvre se renouvelait ; — Attendu que les constatations qui précèdent n'établissent aucune faute imputable à Pioch qui paraît au contraire avoir pris toutes les précautions voulues et s'être conformé aux usages ; — Qu'il n'en est pas de même pour le sieur Merle ; — Attendu, en effet, qu'aux termes de l'article 9 du décret du 10 août 1852 portant règlement sur la police du roulage et des messageries publiques : « Tout « roulier ou conducteur de voiture « doit se ranger à sa droite à l'ap- « proche de toute autre voiture de « manière à lui laisser libre au moins « la moitié de la chaussée ; » — Attendu que le conducteur de la voiture du sieur Merle qui tenait la gauche ou le milieu de la route d'une largeur de 6 mètres environ, au point où l'accident est arrivé, n'a dirigé son véhicule à droite que tardivement ou maladroitement, et alors que la voiture du sieur Pioch venait d'être engagée de ce côté ; qu'il aurait dû tenir compte des avertissements qui lui étaient donnés, au moyen de la trompe et des claquements de fouet, par le conducteur de la voiture du sieur Pioch, avertissements réitérés qui ont commencé à une distance de 50 mètres, et qui étaient entendus par tous ; — Que ce conducteur a eu le tort de ne pas avoir pris plus tôt la détermination de se ranger à droite ; que n'ayant opéré ce mouvement que tardivement et après

une hésitation plus ou moins calculée, il a commis une faute dont il doit seul subir les conséquences ; — Que dans ces circonstances, la demande du sieur Merle doit être rejetée ; — Attendu que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ; — Déboutons le sieur Merle de sa demande et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Il a été maintes fois jugé que l'auteur d'un accident ne peut être responsable du dommage causé qu'autant qu'il a commis une imprudence ou une faute ; à plus forte raison en est-il ainsi lorsque celui qui a subi le dommage a commis lui-même une imprudence, a enfreint les lois ou règlements sur la police du roulage, et a ainsi volontairement ou imprudemment provoqué l'accident dont il se dit victime.

Just. de paix du 2^e canton de Montpellier
(Hérault).

Président : M. MAURIN, juge de paix.

14 août 1889.

Responsabilité. — Animaux. — Bâtiment abandonné.

Les propriétaires d'animaux qui les mettent en commua, sans surveillance, dans un bâtiment abandonné, sont réputés s'être affranchis de la responsabilité des accidents qui peuvent résulter d'une situation dans laquelle ils se placent volontairement. Dès lors, l'article 1385 du Code civil ne peut recevoir son application.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Il existe au hameau de Carnon, sur la plage de Pérols, un vieux hangar abandonné, où les baigneurs et les chasseurs qui fréquentent ces parages ont l'habitude de remiser leurs chevaux. Dans le courant du mois de juillet dernier, les sieurs J... et N... avaient chacun placé un cheval dans ce hangar. En allant reprendre le sien, J... constata qu'il avait reçu de nombreuses blessures qui lui auraient été faites, prétend-il, par le cheval du sieur N..., et il a fait assigner ce dernier en paiement de 50 francs, à titre de dommages.

Le 14 avril 1889, jugement en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il est reconnu par les parties et qu'il est d'ailleurs constaté en fait que le hangar sous lequel elles avaient placé leurs chevaux est un vieux bâtiment abandonné, au lieu-dit *Carnon*, où les personnes qui se rendent à cet endroit ont l'habitude de remiser leurs attelages ; — Qu'il est également reconnu par les parties que les animaux sont ainsi remisés sans aucune garde ; — Attendu qu'en se dispensant de faire exercer une surveillance quelconque, les personnes qui utilisent l'abri en question ont évidemment entendu s'affranchir réciproquement de toute responsabilité en ce qui concerne les accidents pouvant résulter d'une situation dans laquelle ils se placent volontairement et dont les chances sont les mêmes pour tous ; — Que, dans ces circonstances, l'article 1385 du Code civil ne peut recevoir son application ; — Attendu qu'il n'est articulé contre le défendeur aucun

fait qui puisse engager sa responsabilité aux termes des articles 1382 et 1383 du même Code, et notamment qu'il n'est pas allégué que le cheval du sieur N... soit d'un naturel vicieux ; — Que dès lors la demande du sieur J... ne saurait être accueillie ; — Attendu que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort, déboutons le sieur J... de sa demande, et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Voir en ce sens Cass., 2 juillet 1851, D., P., 1851, I, 189. Voir aussi Sourdat, n° 1455, Larombière, n° 6.

Tribunal de simple police de Toulouse
(Haute-Garonne).

Président : M. BERNARD, juge de paix.

1^{er} août 1891.

Animaux. — Mauvais traitements. — Tribunal de simple police. — Compétence. — Citation. — Contravention. — Dommage volontaire à la propriété d'autrui.

L'article unique de la loi du 2 juillet 1850 (loi Grammont) ne prononce restrictivement les peines que contre les propriétaires des animaux et les personnes auxquelles ils en ont confié le soin et la conduite.

Le juge de simple police a le droit et le devoir, lorsque le fait dont il est saisi échappe à l'application de la disposition pénale, invoquée par le ministère public ou visée dans la citation, de rechercher même d'office si ce fait n'est pas susceptible d'une qualification différente et ne constitue pas une infraction à une autre disposition pénale.

Ainsi jugé en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que le sieur Pourquoié est poursuivi devant le Tribunal de simple police pour avoir, dans la journée du 15 juillet, vers deux heures du soir, contrevenu à la loi du 2 juillet 1850, connue sous le nom de loi Grammont, en frappant, à coups de manche de fouet, un âne, « conduit et appartenant à la dame Béteille », est-il dit dans le rapport dressé, le 17 du même mois, par l'agent de police Pradines; — Attendu que l'article unique de cette loi ne prononce restrictivement les peines qui y sont énoncées que contre les propriétaires des animaux et les personnes auxquelles ils en ont confié le soin et la conduite; — Attendu qu'il est certain et reconnu par tous que le sieur Pourquoié n'était ni propriétaire, ni conducteur du susdit animal, au moment où il l'a frappé; que, par suite, il ne saurait lui être fait application de l'article de loi précité; — Mais attendu, en droit, que le juge de simple police n'est pas lié par les termes de la citation ou de l'avertissement qui le saisit, ni par la pénalité requise par le ministère public; que, d'après une jurisprudence constante, il a le droit et le devoir, lorsque le fait dont il est saisi échappe à l'application de la disposition pénale invoquée par le ministère public ou visée dans la citation, de rechercher, même d'office, si ce fait n'est pas susceptible d'une qualification différente, et ne constitue pas une infraction à une autre disposition pénale; — Attendu, en fait, qu'il résulte du rapport de contravention ci-dessus mentionné, et

de l'enquête à laquelle il a été régulièrement procédé à l'audience de ce jour, que le prévenu qui passait, le jour et à l'heure indiquée, sur le Pont-Neuf de cette ville, en conduisant une charrette, et était placé derrière la dame Béteille, conduisant elle-même un chariot traîné par une ânesse, trouvait que cette ânesse ne marchait pas assez vite, est descendu de son véhicule, a saisi cet animal par le licou et l'a volontairement frappé avec le manche de son fouet d'une façon si brutale que l'ânesse s'est affaissée sur le trottoir du pont et aurait été dans l'impossibilité de se relever si le prévenu n'avait eu assez de force pour l'y aider; — Attendu que, par suite des coups qu'elle a reçus et de la chute qui en a été la conséquence, l'ânesse de la dame Béteille a eu, pendant quelque temps, de la peine à marcher et à faire son service habituel; que ce fait est constitutif d'un dommage volontaire à la propriété mobilière d'autrui, et, par suite, de la contravention prévue et punie par l'article 479, § 1, du Code pénal, et qu'il y a lieu, dès lors, de faire à son auteur l'application de la peine édictée par cet article; — Par ces motifs, déclare Pourquoié coupable de la contravention réprimée par l'article 479, § 1, du Code pénal; — Le condamne à 44 francs d'amende. »

Observations. — En effet, la loi Grammont ne punit que les propriétaires d'animaux ou leurs préposés. Voir en ce sens Cass. crim., 30 novembre 1888, ANNALES 1889, p. 357. — La jurisprudence est unanime pour décider, comme le

jugement ci-dessus rapporté, que le juge de police n'est pas lié par les termes de la citation, ni par les réquisitions du ministère public. Voir dans le même sens Cass. crim., 31 mars 1884, ANNALES 1885, p. 314; Cass. crim., 2 avril, 1887, ANNALES 1887, p. 388. — Mais le juge doit, en pareil cas, avoir soin de ne point introduire dans le débat de faits nouveaux, et de porter son examen exclusivement sur les faits mêmes dont il est saisi. Cass. crim., 21 novembre 1884, ANNALES 1886, p. 130.

Justice de paix du canton de l'Escarène
(Alpes-Maritimes).

Président : M. MAYEN, juge de paix.

27 novembre 1891.

Demande en dommages-intérêts. — Occupation illégale du terrain d'autrui. — Absence de bail. — Contestation. — Compétence du juge de paix.

Il ne suffit pas qu'il y ait contestation sur l'existence du bail, que le défendeur qui occupe indûment les terres du demandeur allègue qu'il les a occupées comme fermier ou métayer, alors que cette allégation ne repose sur aucun motif sérieux.

Le juge de paix est compétent pour statuer sur l'action en dommages-intérêts basée sur cette occupation illicite, alors que la demande n'excède pas le taux de la compétence du juge de paix, telle qu'elle est réglée par la loi du 25 mai 1838.

Le juge de paix est, en ce cas, compétent pour ordonner la cessation de l'occupation induue, et arbitrer le dommage qui en est résulté.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Par exploit de M^e Cicioz, huissier à l'Escarène, le sieur Asso (Français), cultivateur, demeurant à Peille (Alpes-Maritimes), a fait citer la dame Asso (Philomène), épouse du sieur Barelli (Constant), et celui-ci tant en propre que pour tous les effets de droit, propriétaires, demeurant à Peille, à comparaître, vendredi 20 novembre 1891, devant cette justice de paix, pour :

« Attendu que depuis le mois d'avril dernier (les requis) sans droit aucun, ni qualité, se permettent de se rendre dans les propriétés que le requérant possède aux quartiers Saint-Siméon et Rivet, complantées d'oliviers, vignes, figuiers et autres fruitiers, d'en ramasser toutes les récoltes telles que celle de la vigne, pommes de terre et haricots, de faire enfin de vrais actes de propriétaires ; — Que la valeur des récoltes qu'ils ont faites et se sont appropriées peut s'élever à la somme de 100 francs et même plus ; — Attendu que les requis se sont en outre permis de s'approprier tout le bois qui se trouvait sur les propriétés du requérant et d'arracher même les échelas de la vigne ; que ces faits causent au requérant des préjudices que les requis doivent incontestablement réparer ; — Par ces motifs, moyennant la preuve de l'exposé et vérification des lieux s'il y a lieu ; — Voir pour le jugement à intervenir et dès le jour de sa prononciation ; — Faire inhibition et défense aux requis de ne jamais plus, à l'avenir, s'introduire dans les propriétés du requérant et ce, sous toutes les peines de droit ; — S'entendre, en outre, condamner conjointement et solidairement à payer au demandeur ; 1^o la somme

de 100 francs, comme représentant la valeur des récoltes qu'ils se sont appropriées, sauf meilleure fixation ; 2^e celle de 50 francs à titre de dommages-intérêts et aux dépens. »

Le 27 novembre, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGES DE PAIX : — Attendu qu'Asso a fait ester devant nous Barelli (Constant) et Asso (Philomène), son épouse, non comparante, mais représentée par son mari Barelli (Constant) ici présent, à l'effet de s'entendre condamner à lui payer : 1^o la somme de 100 francs pour appropriation indue de diverses récoltes telles que figues, raisins et autres fruits de la terre et pour jouissance illégale de deux pièces de terre qu'il possède aux quartiers dits Rivet et Saint-Siméon, commune de Peille, que le demandeur aurait données à titre de prêt et secours aux époux Barelli, dans le courant du mois d'avril dernier 1891, pour y semer et récolter quelques haricots ainsi que les fourrages pendant l'été dernier ; 2^o celle de 50 francs à titre de dommages-intérêts, et ce, avec frais et dépens ; — Attendu que ladite demande ayant été intentée entre beau-père et gendre, en raison de la parenté des parties et dans l'espoir d'une transaction à l'amiable entre elles à laquelle nos efforts n'ont pu aboutir, nous avons renvoyé l'affaire à l'audience de ce jour pour le prononcé du jugement ; — Attendu qu'à l'audience de vendredi dernier, 20 novembre, les époux Barelli, par l'organe de M^e Blanchi (Eugène), clerc d'avoué et agent d'affaires à Nice, ont reconnu que les terres objet de la contestation

principale appartenaient véritablement à Asso, mais qu'ils les exploitaient en qualité de métayers (ce qui est formellement contesté par le demandeur), et qu'à ce titre ils avaient le droit de les garder jusqu'au jour où Asso leur signifierait, par congé régulier, d'en faire abandon, et demandent, étant donné que l'existence du bail dont s'agit était niée ou du moins formellement contestée par le demandeur, que le Tribunal de paix se déclare incompétent et renvoie l'affaire devant les juges qui doivent en connaître, avec dépens à la charge du demandeur ; — Sur la demande d'incompétence soulevée par les époux Barelli ; — Attendu qu'à l'audience de ce jour, le demandeur Asso abandonne ses premières conclusions tendant au paiement de la somme de 100 francs, pour appropriation de récoltes et détention illégale des terres désignées plus haut, déclarant ajouter seulement à la demande de 50 francs à titre de dommages-intérêts, formulée dans les dernières conclusions de son exploit d'instance, celle de 50 francs, soit en totalité 100 francs de dommages-intérêts ; — Attendu que cette demande entre dans la catégorie des indemnités réclamées, provenant du fait d'une personne, pour la détention indue d'une chose pour laquelle, comme dans l'espèce, le dommage causé n'excède pas 200 francs ; qu'il s'agit dans une telle action d'une contestation civile ayant, en quelque sorte, le caractère d'un prêt à usage, ou commodat, conformément aux dispositions de l'article 1874 et suivants du Code civil, résultant d'un dommage auquel le Tribunal civil n'a point à en connaître, et qu'au Tri-

bunal de paix appartient seul le droit d'en être saisi, conformément à l'article 5 de la loi du 25 mai 1838, § 1 ; — Attendu que la demande qui nous occupe ne conclut pas à d'autre but ; — Par ces motifs, nous déclarons compétent et retenons l'affaire ; — Attendu, ainsi qu'il vient d'être dit plus haut, qu'il n'est intervenu entre les parties aucune convention de location verbale ou par écrit pouvant faire présumer l'existence d'un bail ; qu'en admettant même cette hypothèse, très ridicule, formulée par les défendeurs, ceux-ci, ne prouvent, dans ce cas, d'aucune manière, leur libération de fermage envers Asso, car, s'il en était ainsi, le demandeur aurait, dit-il, demandé la résiliation du bail pour défaut de paiement de fermage ; — Que c'est à tort que les époux Barelli invoquent comme exception d'incompétence la contestation d'un bail existant, disent-ils, entre eux et Asso. Ce moyen, tiré d'une façon assez maladroite, tombe de lui-même par l'unique raison que, pour contester utilement une chose, il faut qu'elle existe ; donc, le bail n'existant pas, il ne peut y avoir aucune contestation ; — Que, dans ce cas, le juge ne peut admettre que, pour échapper à la juridiction, l'une des parties vienne dire sans apparence de raison : « Je conteste telle chose, tel titre, « tel bail, etc... » — Attendu que le demandeur nous paraît sincère dans ses déclarations et explications, tandis que les Barelli sont d'une mauvaise foi manifeste et se troublent sans cesse dans leurs dires ; que ce n'est que lorsqu'ils se sont vus appeler en justice, que, ceux-ci ont imaginé ce moyen, dans

le but de rester en possession des terres sus-mentionnées et entraver l'exercice légitime des droits du demandeur ; — Attendu, d'autre part, qu'il suffit d'examiner la situation des Barelli pour se convaincre du peu de consistance de leur prétention et que ce n'est qu'à la suite d'une inspiration coupable de leur part qu'ils ont consenti à se dire les fermiers d'Asso contre lequel ils nourrissent un sentiment de haine et de vengeance inexplicable ; — Attendu que les dispositions des articles 1802, 1803 du Code civil permettent de rechercher la responsabilité incombant à tout homme qui, par son fait, par sa faute, par son imprudence ou négligence, a causé du dommage à autrui, et imposent à l'auteur de ce dommage l'obligation d'en faire la réparation ; — Attendu que, dans la circonstance, il y a lieu de reconnaître que le demandeur n'a pas pris toutes les mesures de sécurité nécessaires, en donnant, à titre provisoire et gracieux, la faculté aux époux Barelli de jouir desdites terres pendant l'été dernier, depuis la semailles jusqu'à la récolte des haricots et fauchaison des fourrages ; qu'à cet effet, il convient de réduire la demande en 90 francs de dommages-intérêts formés par Asso envers les époux Barelli, dans des proportions justes et équitables ; — Par tous ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort ; — Disons fondée et bien intentée l'action du demandeur ; — Ordonnons que les époux Barelli (Constant) délaissent au sieur Asso (François), à partir de la signification du présent jugement, la jouissance des terres situées aux quar-

tiers Rivet et Saint-Siméon, commune de Peille, et disons que, faute par eux de le faire, ils seront expulsés conformément à la loi et même avec l'assistance de la force publique s'il y a lieu ; — Déboutons, en outre, lesdits époux Barelli de leur exception d'incompétence dans laquelle ils restent et demeurent mal fondés, et les condamnons à payer au demandeur Asso la somme de 20 francs, à titre de dommages-intérêts ; — Quant aux frais et dépens de l'instance : — Attendu que, s'il est de règle que la partie qui succombe supporte les dépens, la loi permet au juge de faire fléchir la rigueur de ce principe, lorsque, comme dans la circonstance actuelle, il s'agit de parties unies entre elles par des liens intimes de parenté ; — Par ces derniers motifs, condamnons les parties à payer chacune la moitié des dépens, liquidés à..., etc. — Déclarons les époux Barelli conjointement et solidairement responsables envers le demandeur pour frais et dommages-intérêts encourus. »

Observations. — La question de savoir si le juge de paix est compétent en l'absence de toute location régulière et de congé pour ordonner l'expulsion de l'individu qui occupe indûment la propriété du demandeur est essentiellement controversable. En effet, le juge peut certainement statuer, dans les limites de sa compétence, sur les dommages réclamés à raison de cette occupation indue. Mais, doit-il ordonner l'expulsion ? N'est-ce pas un chef de demande dont la valeur est indéterminée, et peut-il, par conséquent statuer sur l'expulsion

demandée, alors que cette expulsion ne rentre pas dans les cas prévus par l'article 3 de la loi de 1838 ? La Cour de cassation ne semble pas l'admettre. Jugé notamment que le juge de paix n'est compétent pour statuer sur les expulsions des lieux, que lorsqu'il s'agit de locations verbales ou par écrit. Cass., 23 octobre 1888, *ANNALES* 1889, p. 358. — Au fond, l'occupation d'une propriété par un tiers, alors que cette occupation ou n'a pas été autorisée ou même est simplement tolérée par le propriétaire, doit nécessairement cesser à la première sommation émanant de ce dernier, sans que celui-ci soit tenu de donner congé, ni de se conformer aux délais établis par l'usage des lieux en matière de bail. Voir dans le sens de la présente décision un jugement de M. le juge de paix de Vencé en date du 8 octobre 1864, *Bulletin* 1865, p. 60 ; mais des termes de ce jugement il n'apparaît pas que la compétence du juge de paix ait été contestée par le défendeur.

Tribunal de simple police de Saint-Clair (Gers).

Président : M. DAYREM, juge de paix.

14 mai 1891.

Jet de pierres. — Procès-verbal des gendarmes. — Absence de preuve. — Relaxe.

En matière pénale, le doute se résout en faveur du prévenu.

En conséquence, lorsque le prévenu nie avoir commis la contravention de jet de pierres qui lui est reprochée, et que le procès-verbal ne constate pas que les agents qui l'ont dressé aient eux-mêmes vu le

prévenu jeter des pierres, qu'aucune preuve juridique n'est faite par témoins ou autrement à la charge du prévenu, ce dernier, quelles que soient les circonstances de nature à faire soupçonner sa culpabilité, doit être relaxé de la poursuite.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le 23 mars 1891, la dame C..., âgée de trente-sept ans, rentière, demeurant dans la ville de Saint-Clar, y faisait à la gendarmerie la déclaration suivante : « La nuit dernière, vers trois heures et demie du matin, j'ai entendu frapper à la porte de ma maison. Étant couchée au premier étage, je me suis levée et, ouvrant la fenêtre, j'ai demandé : Qui est là ? — Descendez, m'a-t-on répondu, je suis Fernand Tardin, j'ai quelque chose à vous communiquer. — Sur mon refus de descendre, mon interlocuteur, que j'ai, en effet, reconnu pour être le nommé Tardin, âgé de vingt-six ans, a ajouté : « Si vous ne descendez pas, j'enfonce la porte. » — Je n'ai plus rien dit et me suis recouchée. Mais, à peine ai-je été au lit que ce même individu a traversé la rue et a dit à un groupe de camarades qu'il avait pour complices : *Le coup est raté.* — Au même instant, il a été lancé contre ma porte une quantité de pierres dont les empreintes sont encore visibles. »

Les deux gendarmes à qui cette déclaration a été faite se rendent au domicile de la plaignante, constatent sur la porte d'entrée de la maison des empreintes et dégradations qu'ils estiment avoir été faites à coups de pierres, et dressent du tout procès-verbal contre Fernand Tardin.

Poursuivi en simple police pour avoir jeté des pierres contre la maison de M^{me} C... (art. 475, n° 8, du Code pénal), ledit Tardin reconnaît et avoue, sans ombre d'hésitation, qu'il est allé frapper chez M^{me} C..., ainsi qu'il est dit au procès-verbal, mais il ajoute que, devant l'attitude de ladite dame, il s'est immédiatement retiré. Il nie avoir dit : « Si vous ne descendez pas, j'enfonce la porte. » Il nie enfin le *jet de pierres* à lui reproché par le ministère public.

Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que le Tribunal de police n'a pas à rechercher pour quel motif des groupes de jeunes gens se permettent d'assiéger, pendant la nuit, la porte de la maison habitée par la dame C...; que la seule question soumise au Tribunal est celle de savoir si le sieur Tardin a jeté des pierres contre ladite maison et commis, en ce faisant, la contravention prévue et punie par l'article 475, n° 8, du Code pénal ; — Attendu que ledit Tardin ne fait aucune difficulté de reconnaître qu'il est allé frapper chez la dame C..., dans la nuit et à l'heure indiquées au procès-verbal du 23 mars, ajoutant que, sur le refus de cette dame de lui donner accès dans sa maison, il s'est retiré sans souffler mot ; — Attendu qu'il nie avoir dit : « Si vous ne descendez pas, j'enfonce la porte ; » qu'il nie également le *jet de pierres* à lui reproché ; — Attendu que la plaignante a déclaré à la gendarmerie qu'un groupe plus ou moins nombreux de jeunes gens se trouvait en même temps que le prévenu devant la porte

de sa maison ; qu'ainsi, en admettant, comme c'est l'opinion des gendarmes, que des pierres aient été lancées contre ladite porte, il n'en suit pas rigoureusement que le fait doive être imputé à Fernand Tardin, les pierres ayant pu être lancées et la porte dégradée par d'autres mains que les siennes ; — Attendu que si les circonstances sont de nature à faire soupçonner la culpabilité du prévenu, il ne faut pas perdre de vue que les plus fortes probabilités ne sauraient, devant les Tribunaux de répression, remplacer la preuve juridique ; — Attendu, dans l'espèce, que cette preuve ne résulte ni des constatations du procès-verbal ni des dires de la plaignante ; qu'elle n'a point été faite au cours des dé-

bats, et qu'en matière pénale le doute se résout en faveur du prévenu ; — Par ces motifs, dit la contravention non prouvée à la charge de Tardin, annule le procès-verbal du 23 mars, et renvoie le prévenu des fins de la poursuite sans amende ni dépens. »

Observations. — Solution exacte. Le juge de répression ne peut condamner le prévenu qu'autant que la preuve juridique du fait reproché est rapportée devant lui. Un procès-verbal qui constate des faits que le rédacteur de ce procès-verbal n'a point vus lui-même n'est qu'un renseignement et ne fait pas preuve des faits qu'il relate.

Justice de paix du canton du Raincy
(Seine-et-Oise).

Président : M. HAMELIN, juge de paix.

12 décembre 1891.

Demande en répétition de l'indu. — Redevances annuelles. — Contestation sur le fond du droit. — Titre. — Interprétation. — Incompétence du juge de paix.

Est indéterminée, et dès lors en dehors de la compétence du juge de paix, une demande relative à des cotisations annuelles, même inférieures à 200 francs, lorsque le fond même du droit est contesté et qu'il y a lieu à interprétation de titre pouvant engager l'avenir, surtout pour un temps indéfini.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En fait ; — 1° Attendu que d'après son assignation du 26 novembre, le sieur Hazard s'est borné à citer le sieur Raimbault en sa qualité de président du Syndicat du parc Carrette (dépendance de l'ancien domaine royal du Raincy), pour s'entendre condamner à lui restituer la somme de 150 francs pour cotisations indûment perçues de lui comme habitant dudit parc ; — Mais que, d'après ces explications complémentaires par lui fournies à l'audience, et des pièces produites, il résulterait que le sieur Hazard entendrait justifier sa demande par les motifs suivants : — C'est que si, lors de la revente par le sieur Moutier, en deux cent quatre-vingt-dix-sept lots des 23^h, 60 du parc Carrette, pour le service et la facilité de communications desquels, il avait été créé un grand nombre d'allées ou

FÉVRIER 1892.

d'avenues, il a été dit, d'une part, au cahier des charges dressé par M^e Rigault, notaire à Paris, le 8 mai 1865, que ces routes resteraient la propriété privée et commune, chacun pour un deux cent quatre-vingt-dix-septième, de tous les acquéreurs, qui devraient contribuer à la charge de leur entretien à raison d'une cotisation annuelle d'un centime par mètre superficiel de chacun de leurs lots, à l'effet de quoi ils se constitueraient en syndicat, il a été ajouté d'une autre part qu'il n'en serait ainsi toutefois que jusqu'à ce que l'autorité administrative ait jugé à propos d'accepter lesdits chemins pour les convertir de voies privées en voies publiques, et se charger dès lors de leur entretien ; — Que dès le 10 mars 1883, un arrêté préfectoral était venu reconnaître et classer, comme chemin vicinal ordinaire et parmi ceux de la commune du Raincy, les 54 mètres de long de l'avenue *Marie* sur laquelle ouvre sa propriété, comme acquéreur, le 10 mai suivant, de deux des deux cent quatre-vingt-dix-sept lots ci-dessus, lesquels 54 mètres joints aux 306 de l'avenue du *Rond-point*, qui en fait le prolongement, forment les 360 portés dans l'arrêté et le tableau de classement pour la longueur totale de ce nouveau chemin public, y indiqué comme devant partir du *rond-point* de la gare du Raincy pour se terminer à la limite de son territoire contigu à celui limitrophe de Villemonble, et ne devant plus désormais faire qu'un seul et même tout sous le nom d'avenue *Victor-Hugo* ; — Que la conséquence en était, d'après ledit sieur Hazard, qu'à partir de ce c)

sement et de la conversion des 54 mètres ci-dessus de voie privée en voie publique, pour l'entretien de laquelle il payait déjà sa part de contributions à la commune du Raincy, c'avait été indûment que le Syndicat du parc Carrette n'en avait pas moins, et comme s'il en eût été encore propriétaire, continué à l'imposer, pour leur entretien, d'une cotisation annuelle d'un centime par mètre, soit d'environ 22 francs pour ses 2 209 mètres, ce qui constituait pour les annuités courues de 1884 à 1890 inclusivement et payées par lui par erreur et sans cause, dans l'ignorance où il était alors de ce qui précède, les 450 francs de sa demande actuelle en répétition de l'indu, conformément aux dispositions des articles 1235-1431 et 1376 du Code civil. — 2° Attendu qu'en réponse et de son côté, le sieur Rimbault ès nom a prétendu que les cotisations imposées au sieur Hazard et payées par lui ne l'avaient point été indûment, par erreur et sans cause, mais bien conformément aux termes et conditions du cahier de charges du 8 mai 1865, auquel, comme tous les autres acquéreurs, il s'était engagé de se soumettre et qui dès lors faisait la loi des parties ; — Qu'il contestait d'ailleurs que les 54 mètres de l'ancienne avenue Marie, sur lesquels ouvrait la propriété Hazard, aient été compris dans les 360 du nouveau chemin vicinal classé le 10 mars 1883 et qui ne devait réellement s'appliquer qu'à l'avenue du Rond-point et se terminer à l'entrée de cette propriété Hazard, puisque aujourd'hui encore ces 54 mètres sont séparés de cette ancienne avenue du Rond-point par

deux grosses bornes délimitatives placées à ladite entrée et surmontées d'un poteau portant un écriteau ainsi conçu : *Syndicat du parc Carrette. — Toutes les voitures indistinctement devront acquitter une taxe de 15 centimes par collier, avant d'entrer dans le parc* ; que ce droit de péage est encore journellement perçu par le syndicat et qu'il est évident que la commune du Raincy n'aurait pas souffert l'établissement de ces bornes ni de cet écriteau à l'entrée de ces 54 mètres en litige, s'ils fussent réellement sa propriété comme voie publique, mais qu'elle en eût exigé le recul à leur extrémité et au point d'intersection formant la limite entre elle et la commune limitrophe de Villemonble ; — Qu'en tout cas d'ailleurs, d'après ledit sieur Rimbault, soit que ces 54 mètres dussent être considérés comme compris dans les 360 du nouveau chemin vicinal, soit qu'ils dussent rester en dehors de la propriété privée et particulière du syndicat, les cotisations imposées à M. Hazard et payées par lui ne l'auraient pas moins été à bon droit, puisque d'après le cahier de charges du 8 mai 1865 et sa saine interprétation, elles devaient et doivent encore continuer de s'appliquer non pas seulement aux 54 mètres ci-dessus, mais ce que, d'après lui, contestait à tort aujourd'hui M. Hazard, à toutes les dépenses générales d'entretien et d'utilité commune de toutes les autres allées ou avenues du parc Carrette, sans distinction, et conformément aux décisions prises à cet égard chaque année par l'assemblée générale de ses acquéreurs devenus copropriétaires indivis et chacun pour un

deux-cent-quatre-vingt-dix-septième de la totalité ou de l'ensemble desdites allées et avenues ; — En droit : — Attendu que dans ces circonstances et en présence de ces prétentions respectives, contraires sur le fond même du droit, le juge de paix se trouve devenir incompétent à un triple point de vue : — D'abord, parce que la solution du litige dépend de l'interprétation du titre, soit ici du cahier de charges de 1865 ; — Ensuite, parce qu'elle soulève même une question de propriété pour les 54 mètres de l'ancienne avenue Marie. — Enfin, parce qu'au fond et en réalité, la demande du sieur Hazard, bien qu'en apparence de 150 francs seulement, se trouve être ici d'une valeur indéterminée, puisque sa solution, quelle qu'elle soit, n'aurait pas seulement d'effet pour les anciennes annuités prétendues indûment imposées et payées, mais créerait encore et forcément un précédent et un préjugé pour les autres annuités dues ou non dues pour l'avenir à partir de 1891, et même ici pour un temps indéfini. — Attendu dès lors qu'il en doit être, dans l'espèce, comme dans les cas analogues où il s'agit de primes d'assurances ou autres redevances ou cotisations annuelles inférieures à 200 francs, cas pour lesquels il est de principe et de jurisprudence constante que le juge de paix doit se déclarer incompétent, lorsque le fond même du droit est contesté et qu'il y a lieu à interprétation de titre pouvant engager l'avenir (Cass., 17 août 1836, 16 août 1843, 23 mars 1869, 2 juin 1870) ; — Attendu que cette incompétence étant *ratione materis* et d'ordre public, le juge de paix ne peut faire autrement que

de la prononcer même d'office. — Par ces motifs, jugeant en premier ressort ; — Nous déclarons d'office incompétent ; — En conséquence, renvoyons les parties à se pourvoir ainsi et comme elles aviseront devant le Tribunal civil, soit le sieur Hazard, pour faire décider que non seulement il ne doit plus pour l'avenir ses cotisations en litige, mais encore qu'il a droit à la répétition de l'indu pour celles déjà payées, soit le sieur Raimbault pour faire décider lui-même au contraire qu'il les devrait toujours à partir de 1891 ; — Condamnons le sieur Hazard aux dépens. »

Observations. — Le juge de paix saisi d'une demande tendant au paiement d'une somme n'excédant pas 200 francs, et par suite compétent pour connaître de l'action, l'est également pour connaître des exceptions soulevées contre la demande. C'est ainsi qu'il peut même interpréter le texte, si la question d'interprétation est soulevée à titre d'exception, et à la condition que cette interprétation n'ait pas d'autre objet que celle de déterminer si la somme réclamée est due et n'engage pas un intérêt supérieur à cette somme. C'est ainsi qu'on admet que le juge de paix, saisi d'une demande en paiement de primes d'assurance, peut statuer même sur l'exception tirée d'une précédente nullité de contrat, si la prime échue et les primes restant à échoir n'excèdent pas ensemble une valeur de 200 francs. L'intérêt du débat même pour l'avenir, est en ce cas, limité à une valeur qui n'excède pas le taux de la compétence du juge en matière personnelle mobilière ; mais

si le contrat qu'il s'agit d'interpréter doit avoir une durée illimitée ou tout au moins indéterminée, s'il s'agit de cotisations ou redevances annuelles qui pourront être réclamées pendant de longues années, le juge ne saurait interpréter le contrat sans créer un préjugé pour l'avenir, et ce, pour un temps indéfini, et par suite, sans statuer sur une valeur réellement indéterminée. Dans de telles conditions le juge de paix devient incompétent et doit se dessaisir même d'office.

Justice de paix du VII^e arrondissement
de Paris.

Président : M. LE PELETIER, suppléant.

9 octobre 1891.

*Location. — Prise de possession. —
Dommages-intérêts. — Denier à Dieu.
Engagement de location.*

L'usage est, à Paris, lorsqu'on trouve un local à sa convenance et qu'on l'arrête, de remettre au concierge une modique somme dénommée *denier à Dieu*.

Au moyen de cette remise, lorsque aucun engagement de location par écrit n'a eu lieu, chacune des parties a la faculté de se dédire de la location, le propriétaire en rendant et le locataire en retirant le *denier à Dieu* dans la journée du lendemain.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Donnons défaut contre Mayard non comparant quoique régulièrement cité, et pour le profit : — Attendu que la demoiselle Mulet réclame à Mayard 25 francs à titre de dommages-intérêts pour réparation du préjudice que celui-ci lui avait causé

en se refusant à laisser prendre possession par ladite demoiselle Mulet, pour le 8 octobre courant, d'un logement que Mayard lui avait loué dans sa maison, à Paris, avenue de Ségur, 67 ; — Attendu qu'il paraît établi, d'après les explications de la demoiselle Mulet, que, le 15 septembre dernier, il a été convenu entre la demoiselle Mulet et le sieur Mayard que celui-ci lui louait, moyennant un loyer annuel de 160 francs, un logement pour entrer en possession le 8 octobre suivant ; — Attendu qu'aussitôt après l'accord intervenu entre les parties, la demoiselle Mulet a remis à Mayard 3 francs à titre de *denier à Dieu* ; — Attendu que, le 25 septembre dernier, Mayard est venu chez la demoiselle Mulet et lui a offert de lui remettre les 3 francs de *denier à Dieu* qu'il avait reçus ; — Attendu que la demoiselle Mulet a refusé de les recevoir ; — Attendu que néanmoins Mayard a disposé, pour un autre locataire, du local qu'il avait loué à la demoiselle Mulet qui, ainsi, s'est trouvée empêchée d'y entrer ; — Attendu que la demoiselle Mulet a été obligée de continuer à habiter dans un hôtel meublé et de placer les meubles qu'elle avait achetés dans un local loué par elle à cet effet ; — Attendu qu'il en est résulté pour la demoiselle Mulet un préjudice dont elle demande la réparation ; — Attendu que l'usage est à Paris, lorsqu'on trouve un local à sa convenance et qu'on l'arrête, de remettre au concierge une modique somme dénommée *denier à Dieu* ; — Attendu qu'au moyen de cette remise, lorsqu'aucun engagement de location par écrit n'a eu lieu,

chacune des parties a la faculté de se dédire de la location, le propriétaire en rendant et le locataire en retirant le denier à Dieu dans la journée du lendemain ; — Attendu que Mayard, qui avait reçu le denier à Dieu, se trouvait vis-à-vis de la demoiselle Mulet dans la même situation de droit que si cette remise avait été faite à son concierge, et que son offre de remettre le denier à Dieu dix jours après la location arrêtée ne pouvait lui permettre de s'en dédire ; — Attendu qu'il est tenu de réparer le préjudice éprouvé par la demoiselle Mulet ; — Par ces motifs, condamnons Mayard à payer à la demoiselle Mulet 25 francs à titre de dommages-intérêts, et condamnons Mayard aux dépens. »

Observations. — La décision ci-dessus rapportée nous semble critiquable à tous égards. Tout d'abord, bien que le défendeur n'ait pas comparu, le juge considère comme acquis aux débats et relate en détail dans son jugement tous les faits allégués par la demanderesse. Cette façon de procéder offre un inconvénient grave : si le défendeur forme opposition et qu'il vienne à établir l'inexactitude des allégations de la demanderesse, le juge se trouvera, dans son second jugement, obligé de contredire expressément les motifs invoqués dans le premier. Il est préférable, lorsque le défendeur ne comparait pas, et que la demande formée contre lui paraît juste en droit et ne semble pas manifestement exagérée en fait, d'adjuger purement et simplement au demandeur ses conclusions ; il suffit de donner

comme motifs que la demande paraît fondée et que l'absence du défendeur régulièrement cité est une forte présomption de plus en ce sens. De cette façon, le demandeur ayant toujours une tendance à exagérer ses prétentions, le défendeur, s'il a de bonnes raisons à invoquer, ne manquera pas de former opposition, et cette fois le juge ayant devant lui les deux parties, parviendra plus facilement à faire sortir la vérité de leurs explications contradictoires.

En second lieu, il nous semble que dans la décision ci-dessus rapportée il a été fait une confusion regrettable entre les arrhes et le denier à Dieu, et qu'il a été invoqué un usage dont l'existence est fort contestable suivant nous. Il est d'usage, à Paris, que le locataire après avoir arrêté provisoirement un appartement, remette directement au concierge une somme proportionnée au chiffre du loyer et qu'on appelle *denier à Dieu*. Cette somme est destinée exclusivement au concierge et par conséquent la remise qui en est faite par le locataire ne peut créer aucun lien de droit entre le propriétaire et lui. S'il n'est pas donné suite à la location, le denier à Dieu doit être restitué par le concierge. Au contraire, d'après le jugement ci-dessus, si dans les vingt-quatre heures de la remise, le denier à Dieu n'est pas restitué, le propriétaire ne peut se dégager. — Quelle serait la conséquence de cette jurisprudence si elle était suivie ? C'est qu'en réalité ce serait les concierges et non plus les propriétaires qui seraient maîtres des locations. En effet, sauf peut-être le cas où le propriétaire

habite sa maison, c'est le concierge qui est chargé de transmettre au propriétaire les propositions des futurs locataires. Si donc le concierge recevait un denier à Dieu et négligeait de prévenir le propriétaire dans les vingt-quatre heures, ou du moins suffisamment à temps pour que celui-ci pût formuler son refus dans ce court délai, le propriétaire se verrait obligé d'accepter un locataire peut-être insolvable ou dont la présence, dans d'autres cas, entraînerait des réclamations ou des procès de la part des autres locataires. Cela est inadmissible. Il est vrai que, dans l'espèce ci-dessus, le denier à Dieu semble avoir été remis au propriétaire lui-même. Mais cela est invraisemblable, surtout étant donné le chiffre minime de ce denier à Dieu. Et en ce cas, ce serait une appellation inexacte ; il faudrait donner le nom d'*arrhes* à la somme remise par le locataire. — En résumé, ou la somme remise par le locataire était un denier à Dieu, et dans ce cas elle a dû, suivant l'usage, être remise au concierge, et cette remise n'a imposé au propriétaire aucune obligation, ou cette somme a été versée au propriétaire ; alors ce sont des *arrhes* ; en ce cas, les termes employés par le juge sont inexacts, et l'usage invoqué par lui n'existe pas à Paris à notre connaissance. Voir sur ce point notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o *Arrhes*, n^o 9.

Justice de paix du canton de Goderville
(Seine-Inférieure).

Président : M. BOURCIER, juge de paix.

21 avril 1891.

Vente. — Vices cachés. — Payement du
prix. — Action en résolution.

Le négociant qui reçoit des marchandises, les emmagasine et en paye le prix sans protestation ni réserve, n'est plus recevable à demander plus tard la résolution de la vente, par la seule raison que la mauvaise qualité des marchandises n'était pas apparente ; il suffit qu'il ait pu vérifier les marchandises lors de l'achat, pour qu'il ne soit pas admis à se plaindre s'il ne l'a pas fait, quel que soit, du reste, l'usage contraire.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, le 8 janvier dernier, le sieur Delalonde, cultivateur, faisant le commerce de pommes, passant dans la commune de Tocqueville, visita, sur la ferme de M. Baillard, un lot de pommes qui lui convint, puisqu'il les acheta sur-le-champ à raison de 2 fr. 75 le demi-hectolitre ; que le 12 janvier, Delalonde vint lui-même prendre livraison des pommes achetées, qu'il emporta sans faire aucune réserve ; que plus tard des pommes ayant été vendues à divers producteurs, d'après le dire du demandeur, un cidre sûr, âcre, de mauvaise qualité, et que, de ce chef, il dut subir des réductions de prix ; — Attendu que les pommes à cidre sont, d'après leur nature intrinsèque, classées en trois catégories distinctes : douces ou sucrées, amères, acides ; que pour obtenir un cidre agréable, limpide et de bonne garde, ces trois variétés doi-

vent être employées en proportions déterminées, et qu'en méconnaissant cette règle on court le risque de n'obtenir qu'une boisson laissant à désirer sous le rapport du goût, de la limpidité et de la conservation ; que Delalonde, en négligeant de goûter les pommes achetées chez Baillard et en vendant ces pommes sans s'être assuré de quelle catégorie elles relevaient, a commis plus qu'une légèreté, et que si plus tard des reproches lui ont été adressés par les acheteurs, il ne peut les imputer qu'à sa négligence ; que ces pommes étaient saines, de bonne apparence et d'une nature spéciale qu'il fallait constater ; que leur âcreté ou acidité ne constitue pas un vice caché dont le vendeur est responsable conformément à l'article 1641 du Code civil ; — Attendu qu'il a été jugé que le négociant qui reçoit des marchandises, les emmagasine et en paye le prix sans protestation ni réserve n'est plus recevable à demander plus tard la résolution de la vente, par la seule raison que la mauvaise qualité des marchandises n'était pas apparente ; qu'il suffit qu'il ait pu vérifier les marchandises lors de l'achat pour qu'il ne soit pas admis à se plaindre s'il ne l'a pas fait, quel que soit du reste l'usage contraire (Colmar, 15 novembre 1830) ; — Attendu que la demande de Delalonde est à tort et mal fondée ; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ; — En ce qui concerne la demande reconventionnelle : — Attendu que Baillard a dû supporter des déplacements et des frais, et que le Tribunal possède des renseignements suffisants pour leur estimation ; — Par ces motifs, débou-

tons Delalonde de la demande de dommages-intérêts de 150 francs formée contre Baillard ; — Le condamnons en tous les dépens ; — Condamnons en outre ledit Delalonde à payer au sieur Baillard défendeur la somme de 35 francs pour les motifs ci-dessus énoncés. »

Observations. — La décision ci-dessus rapportée nous semble devoir être approuvée. Le demandeur n'aurait eu une action fondée sur l'article 1641 que si les vices par lui reconnus aux marchandises achetées n'avaient pu être remarqués par lui au moment de l'achat ; mais ces marchandises étaient de bonne qualité. Le seul défaut que leur reconnaissait le demandeur était de ne pouvoir servir telles qu'elles étaient à l'usage auquel il les destinait. Il eût fallu alors, pour se réserver une action en résolution, qu'il se fît garantir spécialement et formellement par le vendeur que ces marchandises pouvaient, telles qu'elles étaient, servir à un usage déterminé. Autrement on ne saurait étendre la garantie de droit aussi loin que le réclamait le demandeur, sous peine de nuire à la sûreté des transactions. D'ailleurs le demandeur ayant acheté ces pommes pour les revendre aux fabricants de cidre devait s'assurer par lui-même, avant le contrat, qu'elles remplissaient les conditions nécessaires.

Trib. de simple police de Saint-Claud
(Charente).

Président : M. MARTIN, juge de paix.

13 juillet 1891.

Petite voirie. — Chemin rural. — Défaut d'arrêté de reconnaissance. —

Plan d'alignement. — Autorisation de construire. — Chemin communal. — Empiètement sur la voie publique. — Prescription. — Question préjudicielle. — Sursis.

Ne saurait constituer une contravention le fait de construire sans autorisation un mur de clôture le long d'un chemin rural n'ayant jamais fait l'objet d'un arrêté de reconnaissance en vertu de la loi du 20 août 1884, et alors qu'il n'existe pas dans la commune de plan d'alignement.

Un chemin communal non légalement reconnu n'est point imprescriptible par nature. — Lorsqu'un individu prévenu de la contravention d'usurpation de la voie publique revendique la propriété du terrain litigieux et produit un titre colorant sa possession, il y a lieu, pour le Tribunal, de surseoir à statuer jusqu'à ce que la question préjudicielle de propriété ait été résolue par les juges compétents.

Ainsi décidé en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'il résulte du procès-verbal sus-énoncé et daté que le prévenu aurait, sans autorisation, construit un mur de clôture sur la voie publique du village de Chez-Mancier, commune de Saint-Claud, de telle sorte que le passage des voitures chargées serait désormais impossible à cet endroit, et que de plus le même se serait absolument refusé à la démolition du mur incriminé et à suivre un alignement régulier; — Attendu que le ministère public près ce Tribunal a cru rencontrer, dans ces faits ainsi constatés, la preuve d'une double infraction, dont il réclame la répression ; — I. En ce qui concerne les actes de défaut d'autorisation de construire et de refus d'obéissance aux règlements de voirie; — Attendu qu'il a été suffisamment démontré et

reconnu par les parties elles-mêmes que la voie publique visée dans le procès-verbal et à laquelle le travail du prévenu fait grief est un simple chemin rural appartenant à la commune de Saint-Claud ; que ce chemin n'a jamais fait l'objet d'un arrêté de reconnaissance, en vertu de la loi du 20 août 1884 ; qu'il n'existe dans ladite commune aucun plan général d'alignement, et que l'autorité locale, à la vigilance de laquelle a été confiée la police des propriétés communales n'a jamais prescrit aux particuliers, par des mesures régulières, de demander préalablement, pour les travaux intéressant la voie publique, soit une autorisation, soit un alignement ; — Attendu qu'il suit de ces constatations que les manœuvres du prévenu n'ont pas pu enfreindre des dispositions réglementaires qui n'existent pas et lui faire commettre une contravention à une chose qui n'est pas défendue ; — Attendu d'ailleurs qu'on ne saurait tirer aucune conclusion utile des termes de l'édit de 1607, qui, d'après une jurisprudence constante, ne s'applique qu'à la voie urbaine, ni de la loi du 21 mai 1836, qui se borne à régir les chemins vicinaux ; — II. En ce qui concerne l'acte d'empiètement ou d'usurpation sur la voie publique ; — Attendu qu'un chemin communal, non légalement reconnu, n'est point imprescriptible par sa nature ; que le sol qui le compose peut s'acquérir, au même titre que la propriété en général, par une possession suffisante, et devenir ainsi un droit particulier selon l'étendue de cette possession ; — Attendu que le prévenu excipe d'un droit de jouissance et de possession légale

du terrain sur lequel repose la construction qui lui est reprochée ; qu'il explique que sa construction consiste, non dans une œuvre absolument nouvelle et récente, mais dans un travail de réparation d'un mur élevé depuis une époque très ancienne et dont il aurait joui personnellement et sans interruption jusqu'à ce jour, pendant une période de temps plus que trentenaire, avec le sol qui lui sert d'assiette ; — Attendu que ces faits, s'ils étaient justifiés, pourraient constituer un acte de possession suffisamment efficace pour conduire à la prescription invoquée ; — Attendu que le prévenu revendique encore la propriété exclusive du terrain litigieux, et que le titre qu'il a produit à cet effet, colore ses prétentions ; — Attendu que ces diverses articulations de la part du prévenu paraissent assez graves pour être prises en considération par le Tribunal, puisque, dans le cas où elles seraient reconnues bien fondées, elles auraient pour effet d'ôter tout caractère de contravention au fait qui sert de base à la poursuite ; — Vu les dispositions de l'article 182 du Code forestier ; — Par ces motifs, — Déclare que le fait du prévenu d'avoir agi sans autorisation et refusé d'obéir aux règlements de voirie ne présente ni délit, ni contravention ; comme conséquence et quant à ce seulement, relaxe le prévenu sans dépens, et annule le procès-verbal et les actes qui en ont été la suite ; et pour le fait d'usurpation sur la largeur du chemin, qui sert de base à la deuxième contravention, dit, sans rien préjuger, qu'il y a lieu à renvoi à fin civile ; par suite, surseoit à faire droit à l'action du

ministère public pendant le délai de trois mois, pendant lequel le prévenu sera tenu de poursuivre devant la juridiction compétente les exceptions dont il argumente, et d'en rapporter la preuve à l'audience qui suivra l'expiration dudit sursis, sinon sera fait droit, dépens et tous nouveaux moyens de défense réservés ; — Fait et prononcé, etc.»

Observations. — L'article 3 de la loi du 20 août 1881 (voir ANNALES 1881, p. 289) nous dit bien que tout chemin affecté à l'usage du public est présumé jusqu'à preuve contraire appartenir à la commune sur le territoire de laquelle il est situé ; mais l'article 6 de la même loi ajoute que les chemins ruraux qui ont fait l'objet d'un arrêté de reconnaissance deviennent imprescriptibles. Il est donc permis d'en conclure par *a contrario*, comme l'a fait le Tribunal dans le jugement ci-dessus rapporté, que les chemins ruraux non reconnus sont soumis à la prescription. — Pour qu'un particulier, ayant construit le long d'une voie publique sans autorisation, soit en état de contravention, il est nécessaire qu'un plan d'alignement existe dans la commune et que le règlement d'alignement ait été publié ou affiché, ou au moins notifié audit particulier. Cass. crim., 4 février 1882, ANNALES 1883, p. 211 ; Cass. crim., 5 mai 1883, ANNALES 1884, p. 265. — En exécution de l'article 182 du Code forestier, le juge de police doit surseoir au jugement de la contravention jusqu'à ce qu'il ait été statué par la juridiction compétente sur les exceptions préjudicielles résultant de tout droit qui serait de nature à faire disparaître la contra-

vention ; mais le juge ne doit ordonner ce sursis que lorsque l'exception est fondée soit sur un titre apparent, soit sur des faits de possession équivalents. Cass. crim., 14 décembre 1882, ANNALES 1884, p. 160 ; Cass. crim., 20 novembre 1886, ANNALES 1887, p. 392.

Tribunal de simple police de la Mure
(Isère).

Président : M. TAGNARD, juge de paix.

5 octobre 1891.

*Arrêté municipal. — Illégalité. — Contreven-
tion. — Procès-verbal. — Em-
blèmes séditieux. — Interprétation.*

Ne sauraient constituer l'exhibition d'emblèmes séditieux ou religieux interdits le fait par un prêtre, en dehors de son église, de se coiffer de la barrette et de porter sur le bras une étole ou un surplis, non plus que le fait par des particuliers de porter sur la voie publique une statue de sainteté et une bannière recouverte de voiles.

Est nul comme illégalement fait l'arrêté municipal interdisant aux citoyens le port de vêtements blancs sur la voie publique.

Les Tribunaux de police ont le droit de rechercher si les règlements, dont on poursuit devant eux l'application, sont légaux et obligatoires.

Ainsi jugé en ces termes :

« LE TRIBUNAL : Attendu qu'il n'existe aucun document législatif interdisant à un prêtre de se coiffer de la barrette en dehors de son église, et que, pas plus que le port d'une étole ou d'un surplis sur le bras gauche, cette coiffure ne saurait constituer l'exhibition d'emblèmes séditieux ; —

Attendu que, d'autre part, le procès-verbal vise, à l'encontre des contrevenantes, l'exhibition d'un char de triomphe, d'une statue de la Vierge, de couronnes de procession et de costumes ou emblèmes religieux ; — Mais attendu que le char de triomphe, c'est-à-dire le brancard et la statue de la Vierge qui était vissée dessus, ces deux objets ne formant ainsi qu'un même tout, avait été recouvert d'une double enveloppe par les prévenues en vue de se conformer à l'arrêté du maire : que, de même, la bannière, dont les porteuses n'ont d'ailleurs pas été mises en cause, et qui était portée horizontalement et non perpendiculairement, se trouvait en outre recouverte d'un voile ; que, par suite, ces deux objets transportés sous cette forme, soumise, humiliée et masquée, n'avaient plus le caractère d'emblèmes exposés à la vénération des fidèles, et qu'ainsi il n'y a pas eu exhibition d'emblèmes religieux interdits ; — Attendu que les prévenues reconnaissent avoir été vêtues d'habillements blancs, avec voiles et couronnes blanches sur la tête, ainsi que le constate à trois reprises le procès-verbal, lequel, en interprétant par cette répétition même et en expliquant ainsi la pensée de l'auteur de l'arrêté du 15 août, indique évidemment que cet arrêté a été pris en vue de proscrire les vêtements blancs, puisque des couronnes blanches même dites de procession ne peuvent se comprendre que comme l'accompagnement et le complément de robes et de voiles blancs ; — Mais attendu que le port de cet habillement blanc est usité dans une foule de circonstan-

ces inutiles à rappeler ; qu'il n'est défendu par aucune loi ; qu'il ne relève que des habitudes et de la mode ; — Attendu d'ailleurs que les prévenus n'avaient qu'une seule voie, la rue du Breuil, pour se rendre dans la commune voisine, et que d'aucun des éléments de la cause il ne résulte qu'il y ait eu de leur part une manifestation de nature à troubler l'ordre et la tranquillité de la rue ; — Par ces motifs, renvoie les prévenus des fins de la plainte, sans dépens, etc. »

Observations. — Le juge de police ne peut condamner un prévenu traduit à sa barre que si ce dernier a commis une infraction à une loi, à une ordonnance ou à un règlement. Et ce juge a le droit et le devoir d'apprécier si les faits établis à la charge du prévenu sont bien ceux qui ont été prévus dans le texte de loi ou de règlement dont l'application est requise. Et lorsque c'est en vertu d'un arrêté municipal que la poursuite a été intentée, le juge a le pouvoir de rechercher si cet arrêté a été légalement pris ; dans le cas de la négative, le prévenu doit être relaxé. Or, en fait, dans l'espèce qui vient d'être rapportée, les faits reprochés aux prévenus ne tombaient sous l'application d'aucun texte de loi ou d'ordonnance, et l'arrêté municipal dont l'exécution était demandée portait évidemment atteinte aux libertés garanties aux citoyens par nos lois et notre organisation sociale et politique. C'est donc à bon droit que, sans tenir compte dudit arrêté, le Tribunal a prononcé la relaxe. Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o *Arrêté municipal*, n^o 24 et suiv.,

et aussi Cass. crim., 26 novembre 1886, ANNALES 1887, p. 356.

Just. de paix du canton centre de Toulouse
(Haute-Garonne).

Président : M. BERNARD, juge de paix.

22 juillet 1891.

Expertise. — Réparations locatives. — Pouvoir du juge. — Demande principale. — Incident. — Non-recevable.

Le juge de paix devant lequel est portée une demande en réparation locative ne peut commettre un expert pour en évaluer le montant qu'à la double condition qu'il soit saisi de la demande principale en paiement de ces réparations, et que le demandeur ait précisé dans ses conclusions la somme qu'il prétend lui être due.

Doit donc être déclarée non recevable la demande principale tendant uniquement à la nomination de l'expert.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS JUGE DE PAIX : — Attendu que, suivant exploit de Cazabat, huissier à Toulouse, en date du 20 juillet courant, enregistré, les frères Labédan ont cité le sieur Lacroix, pour avoir à comparaître à notre audience du présent jour, « à l'effet de voir nommer un expert, « chargé de procéder à la vérification des locaux que ce dernier « occupait, à titre de locataire, dans « la maison des demandeurs, située « à Toulouse, avenue de Lyon, 24, « ainsi qu'à l'évaluation des réparations locatives à sa charge, pour, « sur le rapport dudit expert, être « statué ce que de droit ; » — Attendu que, s'il est incontestable que le juge de paix devant lequel est portée une demande en réparations

locatives, en vertu de l'article 5 de la loi du 25 mai 1838, peut commettre un expert pour en évaluer le montant, ce n'est qu'à la double condition qu'il soit saisi de la demande principale en paiement de ces réparations, et que le demandeur ait précisé dans ses conclusions la somme qu'il prétend lui être due ; — Attendu, en effet, qu'il n'appartient pas au juge de préparer des moyens de preuve pour une action future et que, spécialement, en ce qui concerne une expertise, celle-ci n'est qu'une procédure incidente, un moyen d'instruction qui se rattache à une solution pendante, et qu'il est entièrement libre d'ordonner ou de rejeter, selon qu'elle lui paraît ou non nécessaire ou utile — ce dont il est l'appréciateur souverain — pour éclairer la demande principale et lui permettre de statuer au fond ; que la nécessité de cette demande principale s'impose encore de plus fort, pour que le défendeur puisse en connaître l'objet réel et véritable *in limine litis*, et décider immédiatement et avant toute mesure d'instruction préliminaire, s'il doit y répondre par un acquiescement ou par un refus ; — Attendu, dès lors, que la demande des frères Labédan, tendant uniquement à la nomination d'un expert, sans précision d'une action principale, il y a lieu de la déclarer purement et simplement irrecevable ; — Par ces motifs, disons que la demande en nomination d'un expert faite par les frères Labédan n'est pas recevable ; — Les en déboutons et les condamnons aux dépens. »

Observations. — L'action en jus-

tice tendant uniquement à la nomination d'experts avec une mission déterminée est en effet irrecevable. Cass., 25 octobre 1886. Voir ANNALES, 1887, p. 260. — Cela se comprend à merveille puisque l'expertise est un mode d'instruction facultatif pour les juges sauf dans les cas où il est déclaré obligatoire par une disposition expresse et formelle de la loi, et puisque, hors ces cas, le juge du fond ne fait qu'user du pouvoir qui lui appartient en décidant que, dans les circonstances de la cause, il est inutile de recourir à une expertise. Cass., 29 février 1888. Voir ANNALES 1889, p. 54. Une procédure analogue à celle qu'avait suivie le demandeur dans l'affaire dont la solution est rapportée ci-dessus existait dans l'ancien droit pour les enquêtes : c'était ce qu'on appelait les enquêtes *in futurum* ou à futur. Une partie pouvait faire entendre des témoins sur un fait qui n'était pas la matière présente d'un procès. La faculté de procéder à ces enquêtes fut abolie par l'ordonnance de 1667. Le Code n'a pas reproduit cette abrogation textuellement ; cependant il suppose toujours que l'enquête est demandée incidemment ; malgré cela quelques Cours ont admis la possibilité d'enquêtes à futur.

Justice de paix de Villefranche
(Rhône).

Président : M. BENDER, juge de paix.

8 octobre 1889.

Bail. — Colonage partiaire. — Propriétaire. — Métayer. — Solidarité. — Engrais.

L'acquisition des pailles est une obli-

gation pour le colon partiaire. Suivant les conventions particulières du bail, lesquelles ne concernent les tiers en aucune façon, le propriétaire peut lui rembourser partie ou totalité de leur valeur, comme il serait libre de lui rembourser tout ou partie du prix du bétail ou de tout autre ustensile, dont ledit colon partiaire est obligé de garnir le domaine ; mais cela n'entraîne pas la solidarité du propriétaire vis-à-vis du fournisseur ; l'engagement en ce cas n'est pris par le propriétaire que vis-à-vis du colon partiaire.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Dugelay reconnaît devoir à Damour la somme de 130 francs, que ce dernier lui réclame pour fourniture de pailles ayant été employées dans un domaine appartenant au comte de Tournon et que ledit Dugelay exploite à titre de colon partiaire ; — Attendu que le comte de Tournon est assigné comme tenu solidairement au paiement de la paille achetée par son vigneron, laquelle profite au fonds cultivé, c'est-à-dire aussi bien au vigneron qu'au propriétaire, puisque ces deux derniers partagent la récolte ; — Attendu que le comte de Tournon ne s'est jamais reconnu débiteur solidaire avec Dugelay de la somme dont s'agit ; bien au contraire qu'il a toujours protesté n'en rien devoir à Damour, ce que celui-ci reconnaît du reste parfaitement ; — Attendu qu'aux termes de l'article 2102 du Code civil, la solidarité ne se présume jamais et doit être formellement stipulée ; que le même article ajoute *in fine* : « Cette règle ne cesse « que dans le cas où la solidarité a lieu « de plein droit, en vertu d'une « disposition de la loi ; » que dès lors, de Tournon ne s'étant point

reconnu débiteur solidaire, il y a lieu de rechercher si la solidarité invoquée contre lui ne résulte pas d'une disposition de la loi ; — Attendu que, s'il pouvait y avoir doute à cet égard jusqu'à ces derniers temps, grâce au mutisme du Code et aussi des usages locaux, si même la question a pu être tranchée en faveur du système soutenu par le demandeur, et cela en conciliation ou judiciairement, il ne saurait en être de même depuis la promulgation toute récente de la loi du 18 juillet 1889, loi complétant le Code rural et réglant précisément le bail à *colonat partiaire* et la compétence du juge de paix en cette matière ; — Attendu que l'article 13 de cette loi est ainsi conçu : « Les dispositions de la « section I^{re} du titre de *louage*, con- « tenues dans l'article 1778 et dans « les articles 1736 à 1741 inclusive- « ment, et celles de la section III « du même titre contenues dans les « articles 1766, 1776 et 1778 sont « sont applicables aux baux à colo- « nat partiaire ; » — Attendu que l'article 1766 du Code civil, dont l'application est obligatoire, aux termes de l'article 13, qui vient d'être transcrit, mentionne expressément que le preneur est tenu de garnir l'héritage rural « des bestiaux « et des ustensiles nécessaires à son « exploitation » ; qu'aux termes de l'article 4 de la même loi du 18 juillet 1889, le colon partiaire est tenu d'user de la chose louée en bon père de famille, par conséquent doit y mettre tout ce qui est nécessaire dans ce but, et qu'enfin les divers articles de ladite loi assimilent à cet égard le colon partiaire au fermier ordinaire ; — Attendu que, dans ces conditions, l'acquisition des pailles

est une obligation pour le colon partiaire ou vigneron ; que, suivant les conventions particulières du bail, lesquelles ne concernent les tiers en aucune façon, le propriétaire peut lui rembourser partie ou totalité de leur valeur, comme il serait libre de lui rembourser tout ou partie du prix du bétail ou de tout autre ustensile dont le vigneron est obligé de garnir le domaine qu'il exploite ; mais que rien en tout cela n'entraîne solidarité exprimée ou légale de la part du propriétaire, qui ne contracte d'engagements que vis-à-vis du colon partiaire seul ; — Attendu qu'en utilisant dans le domaine qu'il cultive les engrais produits par les pailles achetées, le sieur Dugelay n'a fait que remplir une des obligations lui incombant, en vertu des articles du Code civil et de la loi du 18 juillet 1889 précités ; que son créancier conserve du reste son action contre le colon partiaire, à l'égard des sommes qui pourraient lui être dues par le bailleur, lors du règlement du fermage ; — Vu la loi du 23 mai 1838, celle précitée du 18 juillet 1889 et l'article 130 du Code de procédure civile ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement, en premier ressort, déclarons le sieur Damour non recevable et mal fondé dans sa demande contre de Tournon, lequel nous mettons hors de cause, sans charge ni dépens ; — Et, faisant droit sur la demande de Damour contre Dugelay, condamnons Dugelay à payer au demandeur la somme de 130 francs qu'il lui doit pour fournitures de pailles à lui faites ; le condamnons en outre en tous les dépens. »

Observations. — Antérieurement

à la promulgation de la loi du 18 juillet 1889 sur le bail à colonat partiaire, il avait déjà été jugé : 1° que le colon partiaire était en général parfaitement libre et indépendant relativement à toutes les opérations se rattachant au colonage, et que le propriétaire ne pouvait s'y immiscer que pour sauvegarder ses droits (Bourges, 30 novembre 1885, *ANNALES* 1886, p. 351) ; 2° que le bail à colonage partiaire était un contrat de bail ordinaire. Riom, 19 novembre 1884, *ANNALES* 1886, p. 204 ; Trib. Chambéry, 20 avril 1884, *ANNALES* 1885, p. 240. — Aucun doute n'est plus possible aujourd'hui sur la nature du contrat de colonage partiaire : la loi du 18 juillet 1889 le qualifie en propres termes de bail ; et nulle part, dans ladite loi ni dans les articles du Code civil relatifs au contrat de bail auxquels ladite loi renvoie, il n'est dit que le propriétaire sera tenu solidairement avec le preneur du prix des fournitures que celui-ci peut commander, seraient-elles destinées à être employées sur le fonds loué. Or comme, en l'absence d'une disposition expresse de la loi, la solidarité n'existe que s'il y a eu convention spéciale à cet égard avec le créancier, il est certain que, dans l'espèce ci-dessus, la solidarité ne pouvait être admise contre le propriétaire. Peu importe qu'aux termes d'un usage local ou de conventions particulières entre bailleur et preneur, le bailleur soit tenu de rembourser au preneur la moitié de la somme dont le paiement est réclamé à ce dernier. Pour le créancier, c'est là *res inter alios acta*, c'est une arme qui ne peut être employée ni pour ni contre lui. Et d'ailleurs

cet usage ou cette convention ne supplée pas à une disposition légale ou à une convention expresse prononçant ou stipulant la solidarité du bailleur et du preneur vis-à-vis du fournisseur de ce dernier.

Just. de paix du 2^e canton de Montpellier
(Hérault).

Président : M. MAURIN, juge de paix.

6 mai 1891.

Chiens errants. — Dommages causés.

Maitre. — Responsabilité.

Commet une imprudence et se rend coupable de négligence de nature à engager sa responsabilité celui qui, laissant vaquer dans les dépendances de son habitation, un chien errant, permet à cet animal de venir habituellement aux heures des repas manger ce qu'il trouve au lieu de le chasser.

Spécialement celui qui a ainsi recueilli ou admis chez lui un chien errant, est réputé l'avoir sous sa garde, et peut être déclaré personnellement responsable du dommage causé à autrui par ce chien.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Lamouroux réclame au sieur Combettes la somme de 200 fr. à titre de dommages en réparation du préjudice par lui éprouvé à la suite de la morsure qui lui a été faite par un chien qu'il prétend appartenir audit Combettes ; — Attendu qu'en défense à cette action, Combettes a soutenu que le chien qui avait mordu Lamouroux ne lui appartenait pas, et a produit à l'appui de sa dénégation un certificat du percep-teur constatant qu'il n'existe

pas au rôle des chiens qui sont en recouvrement d'article imposé sous son nom ; — Attendu que les témoins administrés par les parties ont été entendus aux dates du 1^{er} et 17 avril dernier, en vertu du jugement interlocutoire par nous rendu le 19 mars précédent ; — Qu'il s'agit aujourd'hui de statuer définitivement ; — Attendu que les présomptions qu'ont fait naître les enquêtes, quelque graves qu'elles soient, ne sont pas toutefois suffisantes pour établir que Combettes fût propriétaire du chien ; — Mais que si Combettes ne peut être déclaré responsable à ce titre, il résulte de l'ensemble des dépositions et des débats, qu'il a encouru une responsabilité par sa faute, sa négligence ou son imprudence ; — Attendu, en effet, que le premier témoin, Clément Victor, a déclaré que le chien venait aux heures des repas chez Combettes et qu'il y mangeait ce qu'il trouvait ; que cet animal avait été amené à Saint-Sauveur par Combettes, dans la voiture servant à porter le lait ou en suivant cette voiture ; — Que le deuxième témoin, Pierre Rigal, déclare que, lorsqu'il était au service de Combettes, il a vu plusieurs fois le chien en question, et que, dans l'escalier, lui et les autres domestiques s'en amusaient ; — Que le quatrième témoin, Barthélemy Bourrillon, garde champêtre, a déclaré que, lorsqu'on tira la première fois sur le chien, celui-ci, après avoir été blessé, se réfugia chez Combettes et prodigua des caresses à sa femme ; — Que ce témoin a ajouté qu'ayant rencontré Chazot, régisseur du domaine, et lui ayant demandé s'il connaissait le propriétaire du chien, ledit Chazot

lui répondit qu'il avait vu le chien chez Combettes depuis une dizaine de jours ; que ledit Chazot pria le garde de ne pas le mettre en vue dans son procès-verbal ; — Que cette recommandation de Chazot explique les réticences qu'il a apportées dans sa déposition ; — Attendu que Combettes et sa femme ont le tort grave de tolérer à certains moments, dans la partie du bâtiment qu'ils occupent, la présence d'un chien dont ils prétendent n'avoir pas été les maîtres, et qui, n'étant ni soigné ni surveillé, était exposé par suite à devenir malfaisant, ce qui est malheureusement arrivé ; qu'ils auraient dû repousser les caresses de cet animal et le chasser ; que c'étaient là de vulgaires mesures de prudence qu'ils étaient commandées dans un intérêt général et surtout dans l'intérêt des clients qui venaient s'approvisionner chez eux et qui devaient pouvoir le faire en toute sécurité ; — Attendu que la responsabilité de l'accident aurait pu, dans une certaine mesure, être partagée par d'autres personnes, notamment par les gens plus ou moins préposés à la garde et à la surveillance du domaine, mais qu'aucune action en garantie n'ayant été formée, ni aucune mise en cause demandée, nous n'avons pas à statuer à cet égard ; — Attendu que, dans ces circonstances, Combettes doit totalement indemniser Lamouroux du dommage par lui éprouvé à la suite de l'accident ; — Attendu qu'il appert des documents de la cause que le chiffre de la demande n'a rien d'exagéré, la perte éprouvée par le demandeur excédant la somme de 300 francs ; d'où suit qu'il convient de prononcer la

condamnation demandée ; — Attendu que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort, vidant notre avant faire droit du 19 mars dernier ; — Condamnons le sieur Combettes à payer au sieur Lamouroux la somme de 200 francs pour les causes dont s'agit ; le condamnons en outre aux intérêts légitimes et aux dépens ; — Disons n'y avoir lieu d'ordonner l'exécution provisoire, etc. »

Observations. — Il y a évidemment imprudence et faute dans le fait d'accueillir un chien errant, de le recevoir chez soi et de l'attirer en lui donnant à manger. La personne qui le reçoit ainsi peut être réputée l'avoir pris sous sa garde, et, par suite, se rend responsable des dommages que l'animal peut causer. Le juge a, à cet égard, un pouvoir souverain d'appréciation, et la responsabilité doit se mesurer à la faute commise.

Justice de paix du canton de Segré
(Maine-et-Loire).

Président : M. MILON, A. (.), juge de paix.

4 février 1891.

Responsabilité. — *Machine agricole.* — *Dommage.* — *Faute.* — *Enquête et contre-enquête.* — *Entrepreneur de battage.* — *Accidents.*

En matière d'accident, la responsabilité de son auteur n'est engagée qu'autant qu'il y a eu de sa part faute positive, ou tout au moins négligence ou imprudence, et qu'aucune faute n'est imputable à la personne qui a éprouvé le préjudice.

Spécialement, l'entrepreneur de battage

qui a placé chez un fermier sa machine dans un emplacement trop étroit pour que cette machine pût en être sortie sans risque, n'est pas fondé à actionner en dommages-intérêts le fermier qui, chargé de faire sortir la machine et de la conduire à une autre ferme, n'a pu la faire sortir sans accident.

Le fermier, en ce cas, n'est pas responsable de l'avarie survenue à la machine.

Ainsi décidé dans les circonstances exposées ci-dessous :

Le 7 janvier, le sieur Chimier, entrepreneur de battages de trèfles, demeurant à Sainte-Gemmes-d'Andigné, a actionné le sieur Sureau, fermier, demeurant commune de Saint-Martin-du-Bois, en 120 francs de dommages-intérêts à titre de réparation du préjudice que ce dernier lui aurait causé en détériorant, par négligence ou imprudence, une machine à feu que, conformément aux usages du pays, il devait transporter de sa ferme à une autre ferme qui lui était désignée par le demandeur Chimier.

Le sieur Sureau, tout en reconnaissant le dommage éprouvé par Chimier, et résultant du fait sus-énoncé, en a contesté la responsabilité par ces causes : 1° qu'il n'avait commis aucune faute; et 2° que Chimier, qui s'était engagé à lui battre ses trèfles moyennant un prix déterminé et à ses risques et périls, était responsable de tous accidents pouvant survenir à sa machine, aussi bien pendant le travail, dont il était seul chargé, que pendant le transport qu'il ordonnait et dirigeait, ainsi que cela résultait d'un usage immémorial dont il offrait de faire la preuve. Les parties étant contraires en faits pouvant être

prouvés par témoins, nous avons ordonné, par jugement interlocutoire, que nous procéderions, à notre audience du 16 courant, à l'enquête et à la contre-enquête par elles demandées.

D'après enquête et contre-enquête, à cette dernière date, conformément aux prescriptions de la loi, le demandeur a dit que certains témoins de la contre-enquête ayant déposé sur des faits non visés à l'interlocutoire, et notamment sur l'usage dont entend se prévaloir le sieur Sureau, il nous requérait de vouloir bien l'autoriser à compléter son enquête à notre audience de huitaine, ce que nous lui avons octroyé en renvoyant, à cet effet, la cause au jour par lui fixé.

Les nouveaux témoins entendus à notre audience du 28, nous avons déclaré et ordonné, qu'insuffisamment éclairé sur les faits et les causes de l'accident, nous nous transporterions, le 2 février suivant, heure de midi, sur les lieux où il s'était produit, à l'effet d'y faire toutes constatations et toutes expériences pouvant nous conduire à la vérité; avons, en outre, renvoyé la cause à notre audience du 4 du même mois, pour être, par les parties requis et par nous, statué ce qu'il appartiendra.

De cette dernière audience, le demandeur, par l'organe de M^e Réveillard, avoué, son conseil, a dit qu'il ne résultait ni des enquêtes et contre-enquêtes auxquelles il a été procédé, ni des expériences et des constatations faites sur les lieux de l'accident, qu'il eût commis une faute ou une imprudence pouvant engager sa responsabilité; que le seul auteur de l'accident était Su-

reau, qui, pour sortir la machine du lieu où elle était placée, ainsi qu'il y était tenu par conventions verbales, n'avait pris aucune des précautions que la situation commandait, comme il n'avait non plus écouté ni suivi aucun des conseils qui lui avaient été donnés dans le but de l'éviter; que, d'autre part, le défendeur ne pouvait être admis à arguer à son profit d'une prétendue convention de laquelle il résulterait que tout propriétaire de machine à battre les trèfles serait seul responsable de tous accidents pouvant survenir à sa machine, en cours du transport, même du fait du fermier, comme, de son côté, ce dernier répondait seul des accidents pouvant survenir à ses chevaux; que, par ces causes, il requérait l'adjudication des conclusions par lui prises dans son exploit de citation.

Le sieur Sureau, par l'organe de M^e Gatini, avoué, son conseil, a dit que l'accident dont réparation lui était demandée, ne résultant d'aucune faute pouvant lui être attribuée, ainsi que les constatations faites sur les lieux l'ont surabondamment démontré, ne pouvait, en aucune manière, engager sa responsabilité; que si, en effet, il n'a pu, malgré toutes les précautions qu'il a prises et sa connaissance des chevaux et des lieux, éviter l'accident qui est arrivé et qu'il prévoyait, c'est uniquement parce que Chimier avait, de sa propre autorité, placé sa machine dans un endroit d'où elle ne pouvait être sortie sans danger; qu'il était absolument inadmissible, en outre, qu'une convention consacrée par un usage immémorial, et à laquelle tout le pays se con-

forme, ainsi que huit de ses témoins l'ont déclaré, pût être considérée comme nulle et sans effet, par ce fait que deux des témoins de l'enquête auraient déclaré que des dégâts survenus à des machines, au cours du transport, auraient été payés, en tout ou partie, par les fermiers qui les conduisaient, mais par suite d'arrangements amiables et sans intervention de justice, ont-ils ajouté, que, par ces causes, il concluait à ce que le sieur Chimier fût purement et simplement débouté de ses demandes, fins et conclusions, et condamné aux dépens. — Jugement définitif en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Déclarons les débats clos, et faisant droit : — Vu nos jugements de remise en date des 7, 21 et 28 janvier; — Vu nos procès-verbaux d'enquête et de contre-enquête en date des 21 et 28 du même mois, ensemble notre procès-verbal de constat du 2 février et le plan qui y est annexé; — Vu également l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838, et les articles 1332 et 1383 du Code civil; — Ouf les parties en leurs dires, moyens et conclusions; — Attendu que Chimier a actionné Sureau en 120 fr. de dommages-intérêts à titre de réparation du préjudice que ce dernier lui aurait causé en détériorant, par imprudence ou négligence, une machine à battre le trèfle, lui appartenant, à lui Chimier, et que Sureau, son battage fait, devait conduire au lieu qu'on lui avait indiqué; — Attendu que Sureau, tout en reconnaissant le dommage éprouvé par Chimier, en conteste absolument la responsabilité; — Attendu que chacun est responsable du

dommage qu'il a causé, soit par son fait, soit par négligence ou imprudence; — Attendu qu'en matière d'accident la responsabilité de son auteur n'est engagée qu'autant qu'il y a eu, de sa part, faute positive, ou tout au moins négligence ou imprudence, et qu'aucune faute n'est imputable à la personne qui a éprouvé le préjudice; — Attendu que les trois premiers témoins de l'enquête, qui ont déposé sur les faits mêmes de l'accident, auquel ils ont assisté, en qualité de journaliers de Chimier, n'ont point suffisamment démontré que Sureau ait commis une faute qu'il aurait dû ou pu éviter; qu'ils ont bien parlé, il est vrai, de conseils donnés et non suivis, mais qui, d'après les constatations que nous avons faites sur les lieux, nous ont paru être plus faciles à donner qu'à exécuter; — Attendu, en effet, que les expériences auxquelles nous nous sommes livré, et que la reconstitution de la scène que nous avons ordonnée et dirigée, nous ont permis de constater que, si une charrette vide, mesurant 6 mètres de longueur, non compris les 50 centimètres de tête et de poitrail du cheval qui y était attelé, n'a pu, sans grandes difficultés, sortir de l'espace restreint dans lequel la machine avait été placée, il était, sinon impossible, tout au moins extrêmement difficile d'en sortir, sans accident, une machine mesurant, en longueur, 50 centimètres de plus que la charrette, et qui, en raison de son poids de 3000 kilogrammes, nécessitait de la part des chevaux un effort violent que le conducteur devait aussitôt réprimer afin d'éviter un premier obstacle (le mur de l'écurie) contre

lequel, machine, attelage et conducteur couraient grand risque d'être broyés, et se diriger ensuite sur un deuxième obstacle (la remise) que, malgré sa prudence et son savoir-faire, Sureau n'a pu complètement éviter; — Attendu que le recours à un deuxième cheval, conseillé par Chimier, nous paraît n'avoir été qu'une difficulté de plus pour le conducteur de l'attelage, étant donnée que l'espace dans lequel il lui fallait se mouvoir ne suffisait pas même au premier; — Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que l'unique auteur de l'accident, et le seul qui en soit conséquemment responsable, n'est autre que Chimier lui-même qui, alors que Sureau, absent, ne pouvait ni conseiller ni protester, ce que l'avocat du demandeur lui a reproché de n'avoir pas fait, a placé sa machine de 7 mètres de longueur, y compris la tête et le poitrail du cheval, dans un demi-cercle de moins de 8 mètres de diamètre; et cela sans avoir eu la prudence ou la prévoyance de se demander comment il l'en sortirait, ou plutôt comment l'en sortirait le fermier qui, d'après l'usage, devait en être chargé; que la faute qu'il a ainsi commise est d'autant plus grave que, libre de choisir son emplacement, il pouvait prendre celui qu'il avait occupé déjà l'année précédente, et qui n'offrait, tant pour l'entrée que pour la sortie, aucune sorte de difficulté; — Attendu que, les faits de responsabilité ainsi établis, nous n'avons plus à rechercher ce que peut bien valoir *en droit* l'usage local dont a argué le défendeur, en deuxième moyen, dont huit de ses témoins sont venus affirmer l'existence, et qui n'a été

que partiellement constaté par le demandeur ; — Par ces motifs, et par jugement contradictoire en premier ressort, disons la demande de Chimier non justifiée ; l'en déboutons et le condamnons en tous les dépens, sauf ceux, cependant, pouvant résulter des citations et taxes des cinq derniers témoins de la contre-enquête, qu'aux termes de l'article 281 du Code de procédure civile nous laissons à la charge de Sureau. »

Observations. — La question de responsabilité en matière d'accident est, dans la plupart des cas, une question de fait et d'appréciation dans laquelle les principes généraux d'équité doivent, avant tout, guider le juge. Si l'auteur de l'accident a commis une imprudence ou une faute, il est seul responsable, seul tenu de la réparation du dommage. S'il y a faute des deux parts et de l'auteur de l'accident et de celui qui en est victime, la responsabilité doit être proportionnelle à la faute de chacun et partagée en conséquence. Si, enfin, l'auteur de l'accident n'a commis ni faute ni imprudence, et si l'individu qui en est victime a seul commis une imprudence, et s'est exposé d'avance par son fait et sa faute à l'accident qui est ensuite survenu, ce dernier n'a point d'action pour obtenir la réparation du préjudice causé. Le jugement qui précède et que nous approuvons entièrement est une application exacte de cette dernière règle. Nous avons déjà eu occasion, dans ce BULLETIN, de rapporter plusieurs décisions en ce sens.

Justice de paix du canton d'Hirson
(Aisne).

Président : M. FOURNET, *juge de paix*.

17 octobre 1891.

Louage de services. — Engagement. — Congé. — Tacite réconduction. — Grève. — Syndicats professionnels. — Quasi-délit. — Coauteurs. — Solidarité.

Si la loi du 21 mars 1884 relative à la création de syndicats professionnels a laissé aux ouvriers la faculté de se concerter sans encourir aucune pénalité, elle n'a dérogé en rien aux règles de droit commun contenues dans l'article 1134 du Code civil, et qui veulent que toute convention licite légalement formée soit exécutée de bonne foi et ne puisse être révoquée ou modifiée que d'un consentement mutuel.

Un congé, en matière de louage de services, doit être donné purement et simplement, et sans conditions.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que les cités sont occupés à la Société anonyme des verreries d'Hirson, en qualité de souffleurs, grands garçons et cueilleurs de verre ; — Attendu qu'aux termes du règlement affiché dans l'usine, et dont un exemplaire, timbré et enregistré à Hirson, le 7 octobre courant, nous est représenté, tout ouvrier verrier ou manoeuvre contracté, par le fait de l'occupation d'une place, un engagement d'un an, renouvelable par tacite réconduction, si l'ouvrier ne prévient pas l'administrateur de son intention de quitter, deux mois avant l'expiration dudit engagement ; — Attendu que, par suite d'un mot d'ordre venu de l'extérieur, les ouvriers de la verrerie d'Hirson se sont concertés et mis

en grève, et ont cessé tout travail à la date du 7 octobre courant, sans avoir donné un congé préalable, contrairement au règlement; — Attendu que les cités prétendent avoir prévenu le directeur de l'usine, quinze jours avant de se mettre en grève, qu'ils ne travailleraient plus, si ce dernier n'acceptait pas les conditions nouvelles qu'ils lui présentaient; qu'ils prétendent que leur engagement ne dépassait pas une durée de quinzaine, et que l'avis par eux donné au directeur équivalait à un congé; qu'ils ne doivent prévenir de leur départ que quinze jours à l'avance, et que le règlement n'est pas obligatoire pour ceux qui ne l'ont pas signé; — Attendu qu'une injonction d'avoir à changer dorénavant les conditions du travail n'est pas un congé; qu'un congé se donne purement et simplement et sans condition; que celui qui s'en va n'a pas de condition à poser; ou abstraction faite du règlement, et si l'on tient compte des usages de la verrerie, un congé de quinze jours n'est pas suffisant; qu'il paraît indispensable en cette matière que l'engagement dure jusqu'à l'extinction du four; — Attendu que, si la loi du 21 mars 1884, relative à la création des syndicats professionnels, a laissé aux ouvriers la faculté de se concerter sans encourir désormais aucune pénalité, elle n'a dérogé en rien aux règles du droit commun, contenues dans l'article 1134 du Code civil, et qui veulent que toute convention licite, légalement formée, soit exécutée de bonne foi et ne puisse être révoquée ou modifiée que d'un consentement mutuel; — Attendu que la cessation complète du travail

a causé à la société demanderesse un grave préjudice qui doit être réparé; — Attendu qu'il est de jurisprudence que les coauteurs d'un quasi-délit sont solidairement tenus à la réparation du préjudice causé; — Attendu que ce préjudice causé ne peut être dès à présent fixé d'une façon rigoureuse, mais que néanmoins nous avons les éléments nécessaires pour évaluer la provision qui peut être allouée à la société requérante; qu'il y a lieu en outre de condamner les défendeurs à l'accomplissement de leurs engagements et à la réintégration de leurs ateliers, sous peine d'une contrainte par chaque jour de retard; — Attendu, en ce qui concerne l'exécution provisoire, que rien ne milite en sa faveur, et qu'aucun motif sérieux n'a été invoqué pour l'obtenir; — Par ces motifs, condamnons les défendeurs à payer solidairement à la Société des verreries d'Hirson des dommages-intérêts à fixer par état pour la réparation du préjudice causé par la cessation du travail; — Les condamnons, en outre, à payer solidairement à ladite Société une provision de 40 000 francs; — Les condamnons à reprendre leur travail, sans délai, à la verrerie d'Hirson, à leurs places habituelles, et faute par eux de ce faire dans les vingt-quatre heures, les condamnons individuellement à payer chacun une indemnité de 6 francs par chaque jour de retard pendant quinze jours, après lequel délai il sera fait droit; — Les condamnons en outre solidairement en leurs qualités susénoncées aux intérêts de droit et aux dépens; — Donnons acte à la Société demanderesse de ses réserves. »

Observations. — Aux termes de l'article 1134 du Code civil, les conventions légalement formées font la loi des parties. Or, un règlement d'atelier est une véritable convention passée entre le patron qui l'a fait afficher dans son atelier, et l'ouvrier qui l'a au moins tacitement accepté, en consentant à travailler dans l'atelier, où il était affiché. D'autre part, rien ne s'oppose à ce que les patrons et ouvriers, dans leurs règlements, dérogent aux usages locaux en ce qui concerne les congés. Cass., 11 mai 1886. Voir ANNALES 1887, p. 156. — Et l'usage en matière de congé ne doit être observé qu'à défaut de stipulation contraire. Cass., 17 mai 1887. Voir ANNALES 1888, p. 47. — Le règlement d'atelier visé dans l'espèce ci-dessus devait donc être exécuté de bonne foi aux termes de l'article 1134, à peine des dommages-intérêts édictés par l'article 1142.

Justice de paix de Reims
(Marne).

Président : M. BAILLY, juge de paix.

6 juin 1891.

Louage de services. — Serviteur à gages. — Congé. — Convention. — Clause illicite. — Nullité. — Dommages-intérêts.

Est frappée d'une nullité radicale, aux termes des articles 1131 et 1133 du Code civil combinés avec l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1890, la convention intervenue entre patron et ouvrier et aux termes de laquelle les parties s'accordent la faculté réciproque de se donner un congé immédiat et sans indemnité. La rupture du contrat de louage de services par la volonté de l'une ou l'autre des

parties est à la vérité l'exercice d'un droit indéniable, dont l'appréciation échappe d'une manière absolue à l'autorité judiciaire, soit quant à la réalité, soit quant à la légitimité des griefs allégués ; mais les contractants doivent observer néanmoins les délais de congé consacrés par l'usage, ainsi que toutes les autres conditions légales expresses ou tacites de l'engagement.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Nicot est entré, le 5 mars dernier, au service de Harth, en qualité d'ouvrier de brasserie ; que cette situation lui assurait, depuis la date prérappelée, un salaire mensuel de 90 francs, et qu'en cet état, il a été brusquement congédié, le 7 mai, par le défendeur, pour la convenance personnelle de celui-ci, en dehors de toutes circonstances graves et exceptionnelles exigeant le renvoi immédiat du subordonné ; — Attendu que, par suite, il réclame, outre la somme de 18 francs, représentant six journées de travail accomplies au moment de son départ, celle de 24 francs à titre de réparation du préjudice que lui a causé la rupture intempestive du contrat de louage de services pour une durée illimitée, verbalement intervenu entre lui et le cité ; — Attendu que Harth, tout en reconnaissant la légitimité du chef relatif aux gages acquis à son adversaire, se borne, en ce qui concerne les dommages-intérêts sollicités, à opposer une fin de non-recevoir absolue, tirée d'un règlement, constamment et ostensiblement affiché dans son usine, portant dérogation formelle à l'obligation d'observer les délais de congé consacrés par l'usage,

qui est d'ailleurs ainsi conçu : « Tous les hommes occupés à l'établissement à quelque titre que ce soit, quel que soit leur emploi, sont avertis que la maison n'a pas à les prévenir d'avance lorsqu'elle n'a plus besoin de leurs services, et qu'ils n'ont pas à la prévenir avant de la quitter. Ils cessent de travailler dès qu'ils en ont été prévenus, ou dès qu'ils en ont été prévenu, sans indemnité de part et d'autre ; » — Mais attendu que cette prétendue convention entre l'industriel et les gens qu'il emploie reposerait désormais sur une cause illicite, prohibée par la loi, et se trouve ainsi frappée de nullité radicale aux termes des articles 1131 et 1133 du Code civil combinés avec l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1890, disposant : « L'article 1780 du Code civil est complété comme suit : Le louage de services fait sans détermination de durée peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes ; néanmoins la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages-intérêts ; pour la fixation de l'indemnité à allouer, le cas échéant, il est tenu compte des usages, de la nature des services engagés, du temps écoulé, des retenues opérées et des versements effectués en vue d'une pension de retraite, et, en général, de toutes les circonstances qui peuvent justifier l'existence et déterminer l'étendue du préjudice causé ; les parties ne peuvent renoncer à l'avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts en vertu des dispositions ci-des-

sus ; » — Attendu que, la violation de la règle prohibitive établie par ce dernier alinéa devant faire envisager comme inefficace et non avenue la convention dans laquelle elle a été enfreinte, il deviendrait même inutile, en l'espèce, de rechercher si Nicot a pu tacitement acquiescer au texte présentement invoqué contre lui par son ancien patron ; que, d'ailleurs, il n'a jamais donné son adhésion formelle ou par écrit, et que sa demande prouve surabondamment qu'il n'entend point ratifier la clause litigieuse contenue dans le règlement susvisé ; — Attendu que si, conformément à l'article 1134 du Code civil, les conventions légalement formées tiennent, en effet, lieu de loi à ceux qui les ont faites, il serait essentiellement contraire à la vérité juridique de tenir pour valable et obligatoire, en vertu de ce même principe, la clause en question, eût-elle été positivement et librement acceptée par l'ouvrier lors de son entrée dans l'atelier, car, le vice de la convention ne tenant pas au consentement des parties, mais bien au caractère illicite de l'engagement qui en forme l'objet, la convention dont s'agit ne serait « pas légalement formée », au sens exact de la disposition ci-dessus rappelée ; — Attendu qu'en complétant l'article 1780 la loi du 27 décembre 1890 s'exprime, au surplus, dans les termes les plus clairs, aussi larges et aussi absolus qu'on peut le désirer ; que son texte, venant ajouter une défense légale à celles relativement nombreuses existant dans notre Code, se concilie très bien, comme nous venons de le voir, avec l'article 1134,

dont les prévisions demeurent incontestablement étrangères aux accords spécialement interdits par le législateur ; — Attendu que la rupture du contrat de louage de services par la volonté de l'une ou de l'autre des parties est, à la vérité, l'exercice d'un droit indéniable, dont l'appréciation échappe d'une manière absolue à l'autorité judiciaire, soit quant à la réalité, soit quant à la légitimité des griefs allégués ; mais que, tout en conservant une liberté entière à cet égard, les contractants doivent observer néanmoins les délais de congés consacrés par l'usage, ainsi que toutes les autres conditions expresses ou tacites de l'engagement ; — Attendu que la mission confiée au requérant ne nécessitait qu'un travail purement physique et manuel, abstraction faite de toute spécialité professionnelle ; qu'en d'autres termes elle était celle d'un domestique, ouvrier ou préposé ordinaire ; et que, dans ces conditions, selon l'usage suivi dans la localité, le congé de huitaine était suffisant, mais indispensable, si mieux n'eût aimé le défendeur, en renvoyant sur-le-champ le sieur Nicot lui payer la valeur de huit jours de gages ; — Attendu que Harth, en refusant de se conformer à cet usage, constant en la matière, a, sans contredit, commis un abus engageant sa responsabilité ; — Attendu que la partie qui succombe est passible des frais de l'instance ; — Par ces motifs, disons qu'à raison de l'usage établi, le défendeur devait accorder au demandeur un délai de congédiement de huitaine, et qu'en le renvoyant sans avertissement préalable, il lui a

causé un préjudice dont il lui doit réparation ; — Condamnons Harth fils à payer au sieur Nicolas Nicot : 1° la somme de 18 francs, montant de six jours de salaires acquis et dus au 7 mai écoulé ; 2° celle de 24 francs à titre d'indemnité, avec intérêts desdites sommes du jour de la demande en justice ; — Le condamnons en tous les dépens. »

Observations. — L'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1890 est une loi générale touchant tous ceux qui signent ou acceptent verbalement un contrat de louage et par suite tous ceux qui louent leurs services peuvent au même titre se prévaloir de ses dispositions. Or, cette loi prohibe formellement toute renonciation anticipée au droit éventuel d'invoquer ses dispositions relatives aux dommages-intérêts ; il importe donc peu dans l'espèce ci-dessus que l'employé n'ait ou n'ait pas connu ou accepté la condition de l'engagement, puisque la loi défendait d'invoquer en sa faveur ou contre lui.

Tribunal de simple police de Vorey
(Haute-Loire).

Président : M. ESPENEL, juge de paix.

8 août 1891.

Voirie. — Travaux non autorisés. — Contravention. — Réparations civiles. — Empiètement sur la largeur de la voie publique. — Contravention. — Reconstruction. — Usurpation. — Chemin d'intérêt commun. — Réparations civiles. — Incompétence.

La confection de travaux non autorisés, et sans une demande préalable d'un

alignement, le long de la voie publique, constitue une contravention.

Commét la contravention prévue et punie par l'article 479, § 11, du Code pénal, le propriétaire qui a empiété sur la largeur de la voie publique en reconstruisant le mur de face de sa maison sujette à reculement.

La reconstruction de la façade d'une maison sujette à reculement et qui a été démolie en partie jusqu'à la base, constitue une véritable usurpation.

Si le juge de police est tenu d'ordonner la démolition de la besogne mal plantée, lorsqu'il y a usurpation de la voie publique, sa compétence cesse lorsqu'il s'agit d'anticipation commise sur un chemin vicinal.

La rue d'une ville, qui n'est autre chose que le prolongement, dans la traversée de cette ville, d'un chemin d'intérêt commun et de petite vicinalité, en fait partie intégrante et est soumise aux mêmes lois et règlements.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal, en date du 25 mai 1894, enregistré, dressé par le sieur Merle, conducteur des ponts et chaussées, chargé du service vicinal dans la subdivision de Vorey ; — Vu le plan d'alignement du chemin d'intérêt commun n° 1, dans la traverse de Vorey, approuvé par arrêté préfectoral en date du 28 avril 1887 ; — Vu l'édit de décembre 1607 ; encore applicable dans ses prescriptions générales, et qui a servi de base aux dispositions législatives plus récentes en matière de voirie ; — Vu les articles 471, § 5, 479, § 11, du Code pénal, 161 et 162 du Code d'instruction criminelle ; — Après avoir entendu la prévenue en ses dires, moyens de défense et obser-

vations, ensemble le ministère public dans le résumé de l'affaire et en son réquisitoire ; — Attendu que le fait relevé par le procès-verbal constitue une double contravention : 1° celle prévue par l'article 479, § 5, consistant en ce que la prévenue aurait construit le long de la voie publique sans autorisation ; 2° celle prévue par l'article 471, § 11, et consistant en ce que la prévenue aurait usurpé sur la voie publique ; — En ce qui touche la première contravention ; — En droit : — Attendu que, de l'article de l'édit de décembre 1607, et de l'ensemble d'une jurisprudence constante, il résulte que toute propriété confinant une voie publique dépendant de la grande comme de la petite voirie, est assujettie à la demande préalable d'un alignement, soit qu'il s'agisse d'établir ou élever une construction ou un ouvrage quelconque sur ou joignant la voie publique ; — En fait : — Attendu qu'il est certain, et d'ailleurs non contesté, que, dans le courant du mois de mai dernier, Marie Soulier s'est permis, non seulement sans autorisation et sans une demande préalable d'un alignement, mais même malgré les défenses verbales et écrites que lui en avait faite le rédacteur du procès-verbal sus-visé, de reconstruire la majeure partie de la façade de sa maison, qu'elle avait fait démolir, située sur le côté droit du chemin d'intérêt commun n° 1 de Vorey à Saint-Georges-Lagricol ; — Attendu que la confection de travaux non autorisés et sans une demande d'alignement le long de la voie publique constitue la contravention punie par l'article 471, § 5, du Code pénal ; — En ce qui touche les réparations

civiles requises en vertu de l'article 161 du Code d'instruction criminelle, et consistant en la démolition de la façade rebâtie; — Attendu qu'il sera statué sur ce point en même temps que sur la deuxième contravention; — En ce qui touche la deuxième contravention; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal que Marie Soulier, en reconstruisant le mur de face de sa maison sujette à reculement, a empiété sur la largeur de la voie publique, telle que ladite largeur, dans la traverse de Vorey, est déterminée par le plan d'alignement sus-visé; — Attendu que, sur le fait même de cet empiétement, aucune contestation n'a été élevée par Marie Soulier; que celle-ci a donc encouru la pénalité édictée par l'article 479, § 11, du Code pénal; — Attendu qu'il ne reste plus à statuer que sur les réparations civiles, c'est-à-dire sur la démolition de la besogne mal plantée; — Attendu qu'il s'agit d'un travail constituant une véritable usurpation au sens légal du mot, puisque la façade de ladite maison a été démolie, au moins en partie, jusqu'à la base; — Attendu que, si le juge de police est tenu d'ordonner la démolition de la besogne mal plantée lorsqu'il y a usurpation de la voie publique, sa compétence cesse, et la juridiction administrative a seule qualité pour prononcer, lorsqu'ils s'agit d'anticipation commise sur un chemin vicinal; — Qu'en droit, cette compétence du Conseil de préfecture résulte des articles 1 et 4 de la loi du 29 floréal an X; 6, 7 et 8 de la loi du 9 ventôse an XIII; — Qu'elle a été consacrée, du reste, par de nombreuses décisions de la Cour de cassation et du Tribunal des conflits;

— Attendu que la rue où est située la maison de Marie Soulier n'est autre chose que le prolongement, dans la traversée de Vorey, du chemin d'intérêt commun n° 1, de Vorey à Saint-Georges-Lagricol; — Que cela résulte, non seulement du procès-verbal et du plan d'alignement sus-visés, mais aussi de la décision du Conseil général en date du 19 avril 1887, approuvée par l'arrêté préfectoral du 28 avril 1887, que, d'ailleurs, ce point n'a pas été contesté par la prévenue; — Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 8 juillet 1864 : « Toute rue « qui est reconnue, dans les formes « légales, être le prolongement d'un « chemin vicinal, *en fait partie inté-* « *grante* et est soumise aux mêmes « lois et règlements; » — Attendu, par conséquent, que nous sommes incompétent pour ordonner la démolition; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort; — Faisant application des articles 471, § 5, 479, § 11, 463 du Code pénal, 462 du Code d'instruction criminelle ainsi conçus, et dont lecture est donnée; — Condamne Marie Soulier à 5 francs d'amende pour la première contravention; — Condamne Marie Soulier à 5 francs d'amende pour la deuxième contravention; — Se déclare incompétent pour statuer sur la démolition; — Condamne Marie Soulier aux dépens; — Fixe, quant au recouvrement des amendes et des frais envers l'État, la durée de la contrainte par corps à quatre jours. »

Observations. — Toutes les solutions de ce jugement sont exactes et conformes à une jurisprudence aujourd'hui constante. Voir en ce

sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Alignement*, et les arrêts cités, et v° *Voirie*, n° 63; Cass., 19 juin 1851, 7 janvier 1860, 14 février 1863, etc.

Justice de paix du canton est d'Auxerre
(Yonne).

Présid.: M. BERTHELEMOT, juge de paix.

20 octobre 1891.

Action possessoire. — Mur. — Tuyaux. — Conduite de gaz. — Absence de prétention à la possession du mur. — Complainte non recevable. — Acte dommageable. — Dépens.

L'acte même dommageable ou illicite qui n'implique de la part de son auteur aucune prétention de possession contraire à celle du demandeur, ne peut donner ouverture à une action possessoire.

Il en est ainsi notamment du fait par une compagnie de gaz de s'être servie, sans l'autorisation du propriétaire, d'un tuyau déjà scellé dans le mur de ce propriétaire, et d'y ajouter un branchement pour conduire le gaz chez un tiers.

Mais bien qu'un tel fait ne puisse donner lieu à la complainte, et alors même que le juge repousse l'action, il peut condamner le défendeur aux dépens, l'acte qu'il s'est permis étant à la fois et illicite et la cause première de l'action.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Un tuyau à gaz destiné à conduire le gaz dans la propriété Guillon est scellé dans le mur de la dame Paumier. Guillon, assigné au possessoire par la dame Paumier qui demande l'enlèvement du tuyau, la réparation du mur et 100 francs de dommages-intérêts, met en cause la Compagnie Parisienne du Gaz dont les agents ont placé le tuyau liti-

gieux. La Compagnie qui, au reçu de la citation, avait enlevé ledit tuyau, pose d'abord des conclusions tendant au rejet de l'action possessoire comme mal formulée, et à notre incompétence, les travaux et réparation étant d'une valeur indéterminée. Abandonnant ensuite ces conclusions primitives, elle demande simplement le rejet de l'action possessoire à défaut de trouble suffisamment caractérisé. — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Attendu, en fait, que les maisons de la dame Paumier et de Guillon sont séparées par une petite ruelle au fond de laquelle la maison Guillon fait retour en hache sur la maison Paumier ; — Attendu qu'un locataire de Guillon, habitant au fond de la ruelle, ayant voulu faire venir le gaz dans son appartement, s'est adressé directement, à cet effet, à la Compagnie Parisienne, laquelle, sans y être invitée par Guillon, mais aussi sans être autorisée par la veuve Paumier, a cru pouvoir utiliser un tuyau déjà scellé dans le mur de cette dernière, en le prolongeant le long de ce mur au moyen d'un branchement fixé par deux clous, et aboutissant au fond de la ruelle dans la propriété Guillon ; — Attendu que, par suite de la disposition des lieux, ce fait n'était pas de nature à impliquer, de la part de Guillon, une prétention quelconque, soit à la possession du mur Paumier, soit à un droit de servitude sur le fonds de la demanderesse. Qu'il appartient plutôt à cette catégorie d'actes que peuvent permettre les relations de bon voisinage et la tolérance mu-

tuelle entre riverains; — Attendu, en droit, que des actes de ce genre ne pouvant fonder ni possession ni prescription, ne peuvent également servir de base à une action possessoire (Leligois, *RÉPERTOIRE DES ACTIONS POSSESSOIRES*, v° *Tolérance*, t. II, p. 245), que l'action de la veuve Paumier n'est donc pas recevable dans la forme où elle est intentée; — Mais, au fond, attendu que l'entreprise, objet du litige, quelque peu grave qu'elle soit au point de vue juridique, est devenue un fait abusif du moment où la veuve Paumier a manifesté l'intention de ne pas la tolérer; — Que ladite dame a été néanmoins obligée, pour se faire rendre justice et pour obtenir tardivement l'enlèvement du tuyau indûment placé, d'exposer des frais qui ne peuvent rester à sa charge; — Attendu, en effet, en ce qui concerne Guillon, qu'appelé, à bon droit, à notre audience de petite conciliation du 13 mai dernier, comme propriétaire de l'immeuble dans lequel ce tuyau était dirigé, et comme auteur apparent du fait inoriminé, il a refusé de se concilier et a nécessité la continuation des poursuites; — Que, cité en justice, il a fait signifier lui-même un exploit de mise en cause à la Compagnie du gaz, quand il lui aurait été facile, dès le début, de faire cesser à l'amiable et sans frais le trouble dont la demanderesse se plaignait avec raison; — Que, seul, il a donc rendu nécessaires et ensuite augmenté les dépens exposés; — En ce qui touche la Compagnie Parisienne

du Gaz; — Attendu qu'en usant du mur de la veuve Paumier, sans son autorisation, pour y fixer le tuyau du voisin, elle a commis un acte dont elle a reconnu elle-même l'irrégularité; lequel acte, en dehors même de tout préjudice matériel, engage, dans une certaine mesure, sa responsabilité; — Par ces motifs, déclarons non recevable, en la forme, l'action possessoire intentée par la veuve Paumier contre Guillon; — Au fond, attendu qu'il y a eu, néanmoins, de la part des défendeurs, un acte abusif et des frais exposés mal à propos; — Condamnons Guillon en tous les dépens de l'instance, mais disons que la Compagnie du Gaz devra le garantir et indemniser de ladite condamnation à concurrence de la moitié. »

Observations. — La solution principale est conforme à la doctrine que nous avons toujours enseignée. La plainte n'est recevable qu'autant que le fait qualifié *trouble* implique une atteinte à la possession du demandeur. Mais, si le fait est en lui-même illicite, en ce sens qu'il a été commis sans l'autorisation du demandeur ou contre sa volonté, les défendeurs, bien que renvoyés des fins de la demande, peuvent-ils être condamnés aux dépens, parce que cet acte, irrégulier en soi, a, dans une certaine mesure, légitimé la réclamation du demandeur qui a pu se tromper sur la nature de l'action à intenter, mais qui était fondé à se plaindre. Cette question est au moins controversable.

Justice de paix du VIII^e arrondissement
de Paris.

Président : M. GAULTIER-PASSERAT,
juge de paix.

19 novembre 1891.

Responsabilité. — Chemin de fer. —
Wagon-lit. — Colis. — Dépôt néces-
saire. — Aubergiste. — Voiturier.

Les compagnies de wagons-lits doivent,
au point de vue de la responsabilité des
objets appartenant aux voyageurs, être
assimilées à l'aubergiste et au voiturier.

Lorsque dans un wagon-lit des colis
appartenant à un voyageur ont été sous-
traits par d'autres voyageurs, la faute
lourde commise par l'employé qui ne s'est
pas opposé à cette soustraction rend la
Compagnie responsable du contenu des
colis.

Ainsi décidé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu
que, le 16 mai 1891, M. B... partait
de Paris pour Munich, ayant loué sa
place dans un wagon-lit ; qu'au
cours du voyage, il s'est rendu au
wagon-restaurant, laissant dans le
compartiment, occupé par trois
autres personnes, la valise qui con-
tenait ses effets, et ce, prétend-il,
sur injonction du surveillant, qui
avait allégué qu'on ne doit pas
encombrer le restaurant ; — Attendu
qu'en rentrant dans son wagon,
M. B... l'a trouvé vide, les voyageurs
étaient descendus à une station
intermédiaire, et sa valise avait
disparu ; — Attendu que, sur la
réclamation de M. B..., le préposé
lui a fait savoir que ses compagnons
de voyage étaient un banquier fort
connu, son secrétaire et son valet
de chambre, et lui a dit que sa valise
avait, sans aucun doute, été em-
portée par mégarde ; — Attendu

que, dans ces circonstances, M. B...
était autorisé à croire qu'il en serait
quitte pour la privation momentanée
de son bagage, et qu'il a pris lui-
même la peine d'écrire à la personne
qu'on lui désignait et dont l'hono-
rabilité lui était un sûr garant du
retour de la valise ; — Attendu que
c'est seulement après avoir reçu une
réponse absolument négative que
M. B... s'est adressé à la compagnie,
qu'il entend rendre responsable ; —
Attendu que ces faits sont établis
par la correspondance et notam-
ment consignés dans une lettre
missive en date du 30 juillet, signée
du secrétaire général de la compa-
gnie ; que cette lettre, qui sera
enregistrée avec le présent juge-
ment, contient l'affirmation la plus
absolue que les domestiques de
M. B... auraient enlevé la valise, et
que, « dans ces conditions, il était
« impossible de reconnaître la res-
« ponsabilité de la compagnie dans
« la perte des bagages » ; — Attendu
que les énonciations contenues dans
cette lettre, loin qu'elles soient de
nature à exonérer la compagnie,
établissent au contraire d'une façon
péremptoire cette responsabilité ;
qu'elle constate tout à la fois l'exis-
tence de la valise et la négligence
de l'employé qui ne s'est pas opposé
à l'enlèvement d'un colis qui était
sous sa garde ; qu'il faut reconnaître
dans ce fait une faute lourde qui,
indépendamment même des dispo-
sitions des articles 1782, 1952 et 1953,
applicables dans l'espèce, suffirait à
faire déclarer la compagnie respon-
sable ; — Sur le chiffre de l'indem-
nité : — Attendu que, la responsabi-
lité une fois admise et l'honorabilité
du demandeur ne permettant pas de
suspecter l'énumération des objets

contenus dans la valise, le Tribunal n'a plus qu'à apprécier la valeur des objets désignés, qui ne paraît pas empreinte d'exagération ; qu'en tout cas, une somme de 300 francs sera suffisante ; — Par ces motifs, condamnons la compagnie défenderesse à payer à M. B... la somme de 300 francs ; la condamnons en outre aux dépens. »

Observations. — Contrairement à la décision rapportée ci-dessus, la Cour de cassation tendait, dans ces dernières années, à restreindre l'application des articles 1952 et suivants. Voir sur ce sujet notre *Dictionnaire Général*, 4^e édit., v^o *Dépôt*, n^{os} 25 et suiv., et les observations mises à la suite d'un jugement du Tribunal civil de Rouen, du 21 mars 1883, *ANNALES* 1884, p. 248. — Mais le juge nous semble avoir fait une saine application de l'article 1147 du Code civil, en se basant, pour condamner la compagnie, sur la faute commise par elle, en la personne de son préposé.

Trib. de simple police de Marly-le-Roi
(Seine-et-Oise).

Président : M. LAURENCE, juge de paix.

27 mai 1891.

Tramways à vapeur. — Chemins de fer. — Grande voirie. — Incompétence du Tribunal de simple police. — Chemin communal. — Embarras. — Contravention.

Les tramways à vapeur étant assimilés aux chemins de fer et faisant partie de la grande voirie, les contraventions commises par leur administration sur les propriétés riveraines échappent à la compétence du Tribunal de simple police. L'embarras

d'un chemin communal, lorsqu'il est impérieusement nécessité par les travaux de construction des tramways, ne saurait constituer aucune contravention.

Ainsi jugé en ces termes :

« **LE TRIBUNAL :** — Attendu qu'il résulte des constatations du procès-verbal du garde champêtre de la commune de Port-Marly que M. de Montserrat, représentant la Compagnie des Tramways à vapeur de Paris à Saint-Germain-en-Laye, aurait fait, soit sur la *place publique* soit sur le *chemin communal* des dépôts de terre, traverses, rails et poteaux télégraphiques, embarrassant la voie publique ; qu'il convient, par suite, d'examiner au point de vue de la compétence du Tribunal de simple police et de l'application de la loi la situation dans laquelle se trouve la Compagnie ; — En ce qui concerne l'embarras sur la place publique : — Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1845, les chemins de fer construits ou concédés par l'État font partie de la grande voirie que la loi du 11 juin 1880 (art. 39) et le décret du 6 août 1881 ont assimilé les compagnies de tramways à vapeur aux compagnies de chemins de fer ; — Attendu que l'article 9 de la même loi du 15 juillet 1845 dispose que : sont également applicables aux propriétés riveraines des chemins de fer, les servitudes imposées par les lois et règlements sur la grande voirie et qui concernent notamment l'occupation temporaire des terrains en cas de réparation ; — Attendu, en l'espèce, qu'il résulte des principes ci-dessus exposés aussi bien que des documents produits au Tribunal et

des renseignements qu'il s'est procurés sur les lieux mêmes, que le terrain joignant le dépôt à Port-Marly de la Compagnie des Tramways à vapeur, dit *laplace publique*, dont il est parlé au procès-verbal du garde champêtre, et sur lequel la Compagnie a déposé des traverses, rails, poteaux télégraphiques et fait des dépôts de terre, est non seulement compris dans la grande voirie par application de la loi du 15 juillet 1845, mais est encore un terrain domanial relevant du service de la navigation; — Qu'ainsi sans avoir à examiner si le garde champêtre de la commune de Port-Marly avait qualité pour constater, par un procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve contraire, une contravention résultant d'un embarras de la voie publique; la contravention commise par la Compagnie des Tramways à vapeur, dans le cas où elle serait établie ayant été commise sur des terrains dépendant soit de la grande voirie, soit du domaine national, devait être poursuivie et réprimée par la voie administrative, conformément aux articles 1 et 2 de la loi du 29 floréal an X; qu'elle est par suite de la compétence du conseil de préfecture et échappe à l'appréciation de la juridiction du Tribunal de simple police; — En ce qui concerne l'embarras du chemin vicinal: — Attendu qu'il résulte jusqu'à l'évidence de la nature même des travaux entrepris et de l'obligation où se trouvait la Compagnie de déposer ses matériaux à la portée même des ouvriers occupés à la pose de la voie, et qui en avaient à tout instant besoin, que la Compagnie prévenue se trouvait

dans la nécessité impérieuse d'agir comme elle l'a fait, et ne tombe point par suite sous l'application de l'article 471, n° 4, du Code pénal; — Par ces motifs: — En ce qui concerne la contravention qui aurait été commise sur la voie publique, se déclare incompétent; — Et en ce qui touche la contravention qui aurait été commise sur le chemin vicinal, dit que M. de Montserrat ès-nom se trouvait dans la nécessité absolue d'agir comme il l'a fait, et le renvoie de ce chef des fins de la poursuite sans dépens.»

Observations. — Les contraventions de grande voirie échappent à la juridiction du juge de police pour rentrer dans la compétence des conseils de préfecture. Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Voie*, n° 7 et 11. — L'article 471, § 4, ne punit que l'embarras causé sur la voie publique sans nécessité. Et c'est au juge de police qu'il appartient de décider en fait si cette nécessité existe. Voir *Ibid.*, n° 14 et suiv. Dans le même sens, Cass. crim., 6 août 1886. Voir ANNALES 1887, p. 274, et Cass. crim., 24 août 1883. Voir ANNALES 1883, p. 98.

Justice de paix de Ressons-sur-Matz
(Oise).

Président : M. GODART, juge de paix.

1^{er} juillet 1887.

Action possessoire. — Complainte. — Récréance. — Possession annale. — Enquête. — Visite de lieux. — Arbre. — Dommages-intérêts.

Des protestations verbales ne constituent pas un trouble de fait et sont in-

suffisantes pour faire considérer une possession annale comme non paisible.

Lorsque la possession annale est acquise, elle se conserve par la seule intention et ne se perd qu'autant que le possesseur a été privé de la jouissance de la chose, et qu'une autre possession a pris la place de la même et s'est perpétuée pendant une année.

Un possesseur de bonne foi, troublé dans sa possession par l'acte violent d'un tiers, a contre l'auteur du trouble une action en dommages-intérêts, alors même que celui-ci serait en droit d'avoir des doutes sur la légitimité de la possession prétendue.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre procès-verbal de visite de lieux, en date du 22 juin dernier, constatant l'enquête et la contre-enquête faites sur le lieu contentieux, en exécution de notre interlocutoire susdaté, duquel procès-verbal de visite de lieux il résulte : — 1° Que le pré du demandeur n'est pas clos du côté du défendeur, et l'est des trois autres sens par des haies, à l'une desquelles, sise vers le nord-nord-est, se trouve adossée une haie appartenant à M. Laboureix, et qu'à l'extrémité de cette haie double se trouve une borne mitoyenne que nous appellerons *borne de la haie double*, que M. Laboureix a prise comme point de départ du fossé ou rigole par lui creusé, fossé qu'il a fait aboutir au ravin et à la touffe de broussailles ci-après spécifiés ; — 2° Qu'à l'aspect de cette borne mitoyenne se trouve, dans la direction du fossé creusé contre celle-ci, une autre borne, reconnue par les parties leur servir de limite et qui est placée à une distance d'environ 22 mètres de la première, derrière une touffe de broussailles et arbustes, sise sur la propriété Baillon, et que nous

appellerons *borne du ravin*, à cause du ravin que forme en cet endroit la propriété de M. Laboureix, située de ce côté en contre-bas des broussailles de M. Baillon ; — 3° Que, si on se place auprès de la borne de la haie double, on a devant soi, sur la droite, à environ 12 mètres de la borne de la haie double et 6^m,65 du ravin, un grand chêne dont la souche se trouve en partie dans le fossé litigieux et dont le tronc est à proximité de ce fossé ; — 4° Qu'entre la borne de la haie double et le chêne et à une distance de la borne pouvant varier entre 9^m,20 et 9^m,40, il existe, sur la droite, à environ 2^m,80 du chêne, une borne enterrée, que M. Laboureix ne reconnaît pas comme limite, et dont l'existence, d'après ce dernier, aurait été ignorée tant par lui que par M. Auxenfans, son auteur, beau-frère du demandeur ; — Attendu que M. Baillon, précisant l'objet de sa demande, conclut aujourd'hui à être maintenu dans la possession annale qu'il avait, d'après lui, lors du trouble dont il se plaint, de l'espace compris entre la borne de la haie double, la borne enterrée et l'extrémité du fossé ou rigole ouvert par M. Laboureix, dans lequel espace il fait figurer l'emplacement de ce fossé, ainsi que le chêne voisin de la borne enterrée, prétendant aussi faire reconnaître à son profit la possession annale de cet arbre ; que, sur le tout, sa possession annale est déniée par M. Laboureix ; — Attendu que le défendeur déclare qu'il a acheté sa propriété, il y a environ deux ans, du sieur Auxenfans, beau-frère de son adversaire, à la barre du Tribunal ; — Qu'il n'a été délivré qu'une seule grosse du jugement

d'adjudication, laquelle a été remise à l'acquéreur d'un autre immeuble vendu à un tiers et compris dans la saisie qui avait été faite de ces immeubles avec d'autres sur ledit sieur Auxenfans ; — Que ledit défendeur ne produit aux débats aucun titre à apprécier au point de vue du possessoire ; que nous n'avons pas à rechercher s'il devait demander en communication à son coacquéreur la grosse du jugement, ou lever une expédition de ce jugement à ses frais pour les besoins de la cause ; — Attendu que M. Baillon nous a représenté, comme titre de propriété de l'immeuble contigu au pré de M. Laboureix, l'expédition d'une acquisition Fauchaux constatée devant M^e Villain, notaire à Ressons, le 7 septembre 1873, et dont nous avons pris connaissance, pour rechercher les caractères de la possession alléguée par lui ; que ce titre ne fournit aucune indication sur les limites du côté de la propriété Laboureix, qu'il n'est d'aucun secours pour la solution du litige actuel ; — Attendu que, si le titre d'acquisition de M. Baillon ne donne aucun renseignement utile, il n'en est pas de même d'un autre document par lui versé aux débats et qui consiste en un procès-verbal d'arpentage et de délimitation sous seing privé, en date du 14 mars 1849, dressé par MM. Bachellez et Ancel, géomètres, le premier à Cuvilly et le second à Orvillers, et signé d'eux, ainsi que des propriétaires pour le compte de qui ils ont fait leurs opérations, savoir : M. Louis-François Fanchon, taillandier à Conchy, aux droits duquel est M. Baillon, et M. Jean-Baptiste Auxenfans, cultivateur au même lieu, que repré-

sentait l'auteur de M. Laboureix ; — Attendu que ce procès-verbal indique la limite de la propriété Fanchon, du côté de M. Auxenfans, comme formée par une ligne brisée, composée de deux lignes droites se coupant et faisant angle à 9^m,20 de l'endroit qui nous semble correspondre exactement à l'emplacement de la borne actuelle appelée par nous borne de la haie double ; que le document dont s'agit ne fait pas mention de plantation de bornes, mais qu'il est vraisemblable que la borne enterrée, dont l'existence a été constatée lors de notre visite de lieux, à un peu moins de 3 mètres du chêne, a été plantée depuis et par application de ce procès-verbal, à l'endroit qui y est indiqué comme étant celui où ladite ligne de séparation cessait alors d'être droite, pour devenir ligne brisée ; — Qu'il paraît résulter, tant dudit procès-verbal et du plan y inséré que de l'examen des lieux, qu'en ce qui concerne la partie qui fait l'objet de la contestation actuelle, la limite qu'indiquent le procès-verbal de délimitation et son plan et celle que M. Baillon prétend pouvoir assigner à sa possession annale, à supposer qu'elles ne se confondent pas, ne doivent cependant pas différer sensiblement l'une de l'autre ; — Qu'il ressort de ce qui précède que la prétention de M. Baillon n'est pas contredite par son titre et par ledit procès-verbal de délimitation, envisagés au point de vue du possessoire, lesquels sont les seuls documents versés aux débats en vue de nous éclairer sur les caractères de la possession qu'il invoque et que lui dénie son adversaire ; — Attendu qu'il est établi par la déposition du

sieur Auxenfans, troisième témoin de l'enquête, que celui-ci a acheté l'herbe du pré de M. Baillon en 1880 et 1881, et l'a récoltée dans les limites comprises entre les trois bornes, par conséquent à l'endroit du fossé et au delà, et par les dépositions des époux Lorin, premier et second témoins de ladite enquête, que le sieur Lorin a acheté, pendant les cinq dernières années, la récolte du pré de M. Baillon ; qu'il en a coupé l'herbe l'an dernier, mais qu'il ne l'a pas récoltée l'année précédente, parce qu'il aurait attendu trop longtemps et l'aurait laissé brûler par le soleil, en sorte qu'elle n'était plus susceptible d'être utilisée ; que, l'année dernière, comme avant 1885, il a coupé et enlevé l'herbe, tant sur l'emplacement du fossé creusé par M. Laboureux que sur la partie qui se trouve au delà et qui est comprise entre la borne de la haie double, la borne enterrée à environ 2^m,80 du chêne, et l'extrémité du fossé ; — Attendu que le sieur Raymond Delavaquerie, témoin unique de la contre-enquête, a fait, au sujet des actes de jouissance pouvant établir la possession annale de l'une ou l'autre des parties sur ladite portion de pré, une déposition purement négative ; — Attendu que la possession annale prétendue par M. Baillon est établie par son enquête ; qu'elle réunit les caractères exigés par l'article 23 du Code de procédure et l'article 2229 du Code civil ; — Qu'elle n'est pas précaire, les indications du procès-verbal de délimitation de 1849 ayant autorisé M. Baillon à se croire en droit de jouir à titre de propriétaire, dans les limites par lui spécifiées ; — Qu'elle a été paisible, ne s'étant pas

établie par la violence et n'ayant pas été gardée au moyen de voies de faits, et d'autre part les protestations que M. Laboureux a faites verbalement l'an dernier, au moment où le sieur Lorin coupait l'herbe, ne constituant pas un trouble de fait qui ait pu légitimer de la part de M. Baillon une action possessoire, et étant par suite dépourvues de tout effet juridique ; — Qu'elle a été publique et non équivoque, s'étant exercée ostensiblement, à une certaine distance au delà de la limite très apparente que M. Laboureux réclame ; — Qu'elle a été continue et non interrompue ; — Qu'en effet M. Baillon a joui, par le fait du sieur Lorin, en 1883 et 1884 ; qu'il avait donc la possession annale en 1885 ; que, si, au cours de cette dernière année, il n'a pas fait acte de jouissance, la dame Lorin a donné de cette abstention une explication toute naturelle ; que, d'ailleurs, lorsque la possession annale est acquise, elle se conserve par la seule intention, et ne se perd qu'autant que le possesseur a été privé de la jouissance de la chose et qu'une autre possession est venue prendre la place de la sienne et s'est perpétuée pendant une année ; que le possesseur actuel qui prouve avoir possédé anciennement est présumé avoir possédé dans le temps intermédiaire ; — Que M. Laboureux n'a pas prouvé qu'il eût lui-même fait aucun acte de jouissance sur la portion de pré litigieuse avant le jour où il a creusé le fossé dont le comblement est demandé ; — Attendu qu'il y a lieu de décider si le chêne isolé est compris dans les limites de la possession annale de M. Baillon ; — Qu'à la vérité les témoins de l'enquête et

de la contre-enquête ont déclaré ne l'avoir jamais vu émonder et botter avant la présente année, et que, s'il résulte de la contre-enquête que M. Baillon l'a fait élaguer il y a quelques mois, cet acte de jouissance a été suivi à bref délai (le surlendemain de l'élagage, d'après la déclaration de M. Laboureux) d'une quasi-dépossession résultant de l'ouverture du fossé qui a donné lieu au procès à juger ; — Que s'il est constant, d'après l'aspect des lieux, que, dans les premiers temps de sa plantation, ledit chêne se trouvait entièrement enclavé dans la portion de pré litigieuse, et si, à raison de cette circonstance, il est présumable que M. Baillon a sur cet arbre les mêmes droits que sur cette partie de prairie, bien qu'il ne soit pas fait mention dudit arbre dans le procès-verbal de délimitation de 1849, et qu'il ne soit pas figuré sur le plan inséré dans ce procès-verbal, ce n'est qu'une simple présomption et non une preuve ; — Attendu toutefois que cette présomption est assez grave pour nous autoriser à accorder la garde et la jouissance du chêne, à titre de récréance, à M. Baillon, aucune des parties ne justifiant de la possession annale de cet arbre, alors surtout qu'on peut se demander si ledit sieur Baillon n'aurait pas obtenu gain de cause au cas où, en ce qui concerne le chêne, il aurait formé contre son adversaire une action en réintégration ; — Attendu que, l'action en complainte de M. Baillon étant reconnue bien fondée, il y a lieu, par voie de conséquence, d'ordonner le comblement du fossé, au désir des conclusions ; — Attendu, à l'égard de

la demande en dommages-intérêts formée contre M. Laboureux, que, si ce dernier, n'ayant pas de titre susceptible de lui faire connaître les limites de sa propriété, a pu jusqu'à un certain point, en raison de l'aspect des lieux, avoir des doutes sur la légitimité de la possession prétendue par M. Baillon sur la portion de pré litigieuse et surtout sur le chêne, il ne devait pas, de sa propre autorité, enlever audit sieur Baillon la possession de fait que celui-ci avait, au vu et au su du sieur Laboureux, mais devait recourir aux voies légales, dont la plus naturelle paraissait devoir être, dans les circonstances, sinon l'action en bornage proprement dite, du moins celle en recherche et reconnaissance des bornes et limites des deux propriétés ; — Que le trouble de fait résultant de l'ouverture du fossé a causé à M. Baillon un préjudice dont il lui est dû réparation, peu élevée d'ailleurs et pour la fixation duquel nous avons les éléments nécessaires ; — Attendu, en ce qui concerne les dépens, qu'ils doivent être supportés par la partie qui succombe ; qu'il y a lieu d'y comprendre la moitié des droits à la perception desquels donnera lieu l'enregistrement du procès-verbal de délimitation du 14 mars 1849, reconnu utile pour le jugement de la cause ; — Par ces motifs, statuant au possessoire, contradictoirement et à charge d'appel, les droits des parties réservés au pétitoire : — Maintenons M. Baillon dans la possession annale de l'emplacement du fossé creusé par M. Laboureux vers la limite séparative de leurs propriétés sises lieudit les Guiffards, terroir de Conchy-les-Pots, trois

mois environ avant l'introduction de l'instance, et dont nous qualifions l'ouverture de trouble à cette possession; — Disons et ordonnons que, dans le mois de la signification du présent jugement, le défendeur sera tenu de combler ledit fossé, qui est d'une largeur d'environ 30 à 40 centimètres, suivant les endroits, et d'une longueur approximative de 18^m,80, et qui, partant de la borne placée à l'extrémité d'une haie double séparant les parties vers le nord-nord-est, aboutit à une touffe de broussailles sise sur la propriété de M. Baillon, et à un ravin situé en contre-bas de ces broussailles; — Disons que, faute par M. Labou-reix de boucher le fossé dont il s'agit, dans ledit délai et icelui passé, M. Baillon est autorisé à le faire combler aux frais du défendeur; — Maintenons en outre ledit sieur Baillon dans la possession annale de l'espace compris entre : 1^o la borne de la haie double, sise vers le nord-nord-est; 2^o une borne enterrée située à environ 9^m,20 de la première et à une distance approximative de 2^m,80 du chêne isolé, dont la souche se trouve en partie dans le fossé litigieux; 3^o et l'extrémité de ce fossé; — Disons qu'aucune des parties n'a justifié avoir la possession annale du chêne isolé, situé à proximité dudit fossé et à une distance d'environ 6^m,65, tant de l'extrémité de ce fossé que des broussailles de M. Baillon et du ravin, mais accordons la garde et la jouissance dudit arbre au demandeur à titre de récréance aux charges de droit; — Condamnons le défendeur à payer à M. Baillon la somme de 5 francs, à titre de réparation du préjudice causé à ce dernier par le trouble

de possession qui a motivé son action. »

Observations. — En ce qui concerne l'interruption de la possession et le trouble, voir notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 4^e édit., v^o *Action possessoire*, n^{os} 199 et suiv. Sur la question de dommages-intérêts, conf. Cass., 11 mai 1885, *ANNALES* 1887, p. 48.

Tribunal de simple police de Montmédy
(Meuse).

Président : M. DIEUDONNÉ, *juge de paix*.

31 octobre 1891.

Voie publique. — *Dépôt de matériaux.* — *Procès-verbal.* — *Nécessité.* — *Excuse.* — *Relaxe.*

Le dépôt de matériaux sur la voie publique n'est pas punissable lorsqu'il a été effectué pour un temps très court et par nécessité.

Il appartient au juge d'apprécier les circonstances qui sont de nature à faire admettre l'excuse de nécessité.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« **LE TRIBUNAL** : — Vu le procès-verbal de la gendarmerie de Montmédy, en date du 24 octobre courant, enregistré; — Vu les articles 2, § 2 et 7, tit. I, chap. I, de l'arrêté municipal du 1^{er} août 1868, l'article 471, n^o 4, et n^o 15 du Code pénal, l'article 159 du Code d'instruction criminelle; — Ouf le ministère public en son réquisitoire, et le prévenu en sa défense; — Attendu qu'en vertu d'un procès-verbal dressé par la gendarmerie de Montmédy, à la date du 24 octobre courant, sur la plainte d'un sieur Foulon, marchand de vins en cette

ville, le sieur Fissou est traduit devant le Tribunal de police pour avoir contrevenu à l'article 471, n° 15, du Code pénal, en faisant déposer, en face de son jardin, des deux côtés du chemin des remparts, des décombres provenant de la démolition d'une fontaine publique, sans l'autorisation préalable du maire, prescrite par les articles 2, § 2 et 7, du règlement de police; — Attendu qu'à l'audience, le prévenu, tout en reconnaissant avoir fait ce dépôt sans autorisation, a invoqué le cas de nécessité conformément à l'article 471, n° 4, du Code pénal ainsi conçu : « Seront « punis d'amende, depuis 1 franc « jusqu'à 5 francs inclusivement, « ceux qui auront embarrassé la voie « publique, en y déposant, en y laissant sans nécessité des matériaux « quelconques ou des choses qui empêchent ou diminuent la liberté ou « la sûreté du passage; » — Attendu qu'il ressort des termes du procès-verbal, base des poursuites, que le dépôt dont s'agit avait eu lieu le 24 octobre courant, vers quatre heures et demie du soir, pour être transporté, le lendemain matin, dans le jardin Fissou, « que les deux tiers « de la voie étaient libres, et que le « plaignant pouvait facilement sortir « son camion sur la voie publique, « soit à gauche, soit à droite, pour « aller dans n'importe quelle direction, et le remiser de même à son « retour, à sa place habituelle; » — Attendu qu'un tel dépôt effectué le soir, dans un intérêt agricole, et qui a été enlevé le lendemain, dès la première heure, comme le constatent les débats, doit être considéré comme momentané et causé par nécessité dans le sens de l'article 471,

n° 4, du Code pénal, par suite de l'impossibilité où se trouvait Fissou, à la tombée de la nuit, de transporter immédiatement, à la brouette, dans son jardin, les cinq tombeaux de décombres que l'entrepreneur de la démolition de la fontaine venait de lui amener; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante qu'un dépôt sur la voie publique ne constitue une contravention que s'il a lieu sans nécessité, lors même qu'un arrêté municipal le prohiberait, sans l'autorisation préalable du maire; — Que, dès lors, le fait reproché à Fissou se trouvant justifié par le cas de nécessité, ne revêt nullement le caractère de contravention, même en l'absence de l'autorisation prescrite par le règlement de police de la ville de Montmédy; — Par ces motifs, faisant application de l'article 471, du Code pénal, n° 4, et de l'article 159 du Code d'instruction criminelle, relaxe, sans dépens, le sieur Fissou des poursuites dirigées contre lui. »

Observations. — On sait que l'embarras de la voie publique ne constitue une contravention qu'autant que l'embarras a été causé sans nécessité. Nous avons rapporté dans nos ANNALES de nombreux arrêts en ce sens. Voir aussi notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Voie publique*, n° 14 et suiv. Or, le juge de police a qualité et compétence pour apprécier cette circonstance de nécessité. Cass., 12 décembre 1878, ANNALES 1879, p. 383; 30 mars 1879, *ibid*, 1880, p. 167, etc.

Justice de paix du canton sud d'Aix
(Bouches-du-Rhône).

Président : M. HEIRIEIS, juge de paix.

2 octobre 1891.

*Valeurs à lots. — Vente à tempérament.
— Inexécution du contrat. — Liquidation.
— Nantissement. — Nullité de
contrat de vente.*

La clause insérée dans un contrat de vente à crédit de valeurs à lots et par laquelle le vendeur se réserve la faculté de déposer le titre vendu en nantissement à son profit dans une maison de banque, est faite en violation des principes qui régissent le contrat de vente. En effet, elle donne au vendeur le droit de se servir d'une chose qui ne lui appartient plus et de la frapper du privilège du créancier gagiste.

L'insertion d'une pareille clause dans un contrat suffit pour en entraîner la nullité radicale.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'aux termes d'un contrat, en date du 9 août 1890, le Crédit commercial et agricole, représenté par son directeur le sieur Lefranc, a vendu au sieur Martin Marius une obligation à lots du Crédit foncier de 500 francs 3 pour 100 sur laquelle il a été payé un acompte de 20 francs, le solde devant l'être moyennant 10 francs par mois jusqu'à parfaite libération ; — Attendu que le contrat stipule entre autres dispositions : 1° que, dès la signature, l'acheteur a droit aux intérêts et aux avantages de l'obligation ; 2° que l'obligation pourra être déposée à la Banque de France ou dans toute autre banque en nantissement ou garantie jusqu'à entier paiement ; 3° que le Crédit com-

mercial aura droit à un intérêt de 5 pour 100 l'an, calculé sur le prix principal du titre ; 4° que le Crédit commercial aura droit à indemnité fixée aux deux dixièmes du prix principal du titre ; 5° que dans le cas où l'acheteur laisserait retourner impayé un mandat mensuel, il sera mis en demeure de retirer son obligation contre paiement du solde restant dû, faute de quoi son compte sera crédité du prix de ladite obligation au prix moyen de la Bourse de Paris, et le solde lui sera remboursé ou payé par lui selon qu'il sera créancier ou débiteur ; — Attendu que le sieur Martin, après avoir avancé par acomptes mensuels une somme de 50 francs, a laissé retourner impayées les traites qui lui étaient présentées ; — Attendu que la société du Crédit commercial et agricole aurait liquidé conformément à ses statuts, pour le compte du débiteur, l'obligation du Crédit foncier achetée le 9 août 1890 ; — Attendu qu'à la suite de cette liquidation, Martin resterait débiteur d'une somme de 88 fr. 70 dont le paiement lui est réclamé par voie de justice ; — Attendu qu'à l'appui de sa prétention, le Crédit commercial présente un décompte d'où il résulte que, par suite des intérêts et de la commission, une obligation de 500 francs du Crédit foncier, achetée à un taux qui ne dépasse pas 470 francs, reviendrait à l'acheteur à la somme exorbitante de 612 fr. 50 alors que cette même obligation a été liquidée au cours de la Bourse à la somme de 467 francs ; — Attendu que cette majoration portant sur une obligation du Crédit foncier dévoile l'immoralité de l'opération à la-

quelle s'est livré le Crédit commercial et agricole ; — Attendu qu'on ne saurait trop flétrir les agissements de ces sociétés interlopes qui, opérant uniquement dans les campagnes, abusant de la crédulité et de l'ignorance des personnes avec lesquelles elles traitent, n'ont d'autre but que de faire des dupes ; — Attendu en l'espèce qu'il n'est pas démontré que le décompte présenté par la société demanderesse soit exact et que le solde de 88 fr. 70 soit réellement dû ; — Attendu en effet que, pour vérifier la sincérité de ce décompte, la Société demanderesse a été par nous sommée de produire le bordereau d'achat et le bordereau de vente de ladite obligation du Crédit foncier ; — Attendu que le Crédit commercial et agricole n'a pu faire cette production et qu'en fait sa demande n'est point justifiée ; — Attendu, en outre, qu'il s'agit d'examiner la nature des clauses du contrat intervenu entre les parties et de rechercher si elles ne le vicient pas dans son essence ; — Attendu que quelques-unes de ces clauses ont été reconnues licites par la jurisprudence ; — Mais attendu qu'il ne saurait en être de même de celle qui autorise le vendeur à déposer le titre vendu en nantissement à la Banque de France ou dans toute autre banque ; — Attendu que cette clause est une violation flagrante des principes qui régissent le contrat de vente, puisqu'elle donne au vendeur le droit de se servir d'une chose qui ne lui appartient plus et de la frapper du privilège du créancier gagiste ; — Attendu que l'acheteur serait ainsi exposé à être dépossédé du titre dont il est seul le proprié-

taire légitime, et de tous les avantages attachés à cette propriété ; — Attendu que, dans l'espèce, Martin, après s'être libéré vis-à-vis du Crédit commercial, aurait pu ne pas obtenir livraison de son titre dans le cas où, usant de la clause précitée du contrat, le vendeur l'aurait déposé en nantissement dans une maison de banque ; — Attendu que l'insertion d'une pareille clause rend radicalement nul le prétendu contrat de vente intervenu entre les parties ; — Attendu qu'en l'état de ces faits il paraît inutile de rechercher si l'obligation imposée à l'acquéreur de payer un intérêt de 5 pour 100 sur le prix « intégral de l'obligation jusqu'à la « fin de l'engagement » ne rend pas le contrat nul ; — Attendu qu'il est bon de faire remarquer qu'une pareille clause ne tend rien moins qu'à faire payer l'intérêt d'une chose qui n'existe plus, ou tout au moins à percevoir un intérêt usuraire sur ce qui peut être encore dû ; — Attendu que l'on objecte qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, d'un prêt d'argent, et que les principes sur l'usure ne sont pas applicables ; — Attendu que, sans rechercher si l'objection est fondée, il suffit de retenir, pour la moralité du débat, les étranges procédés auxquels ne craint pas de se livrer la société demanderesse ; — Attendu donc, d'une part, que le Crédit commercial ne justifie pas qu'il soit créancier d'une somme de 88 fr. 70 ; que, d'autre part, le contrat étant nul par suite de l'insertion d'une clause autorisant le nantissement du titre, il y a lieu de remettre les parties en l'état où elles se trouvaient avant la signature

du contrat, et de faire droit à la demande reconventionnelle ; — Par ces motifs, déboutons le Crédit commercial et agricole de sa demande comme non justifiée et mal fondée ; — Faisant droit à la demande reconventionnelle ; — Condamnons le Crédit commercial et agricole à payer au sieur Martin la somme de 50 francs et tous les dépens. »

Observations. — La décision qui vient d'être rapportée nous semble faire une saine application des articles 1603 et suiv. du Code civil qui mentionnent parmi les obligations du vendeur celle de délivrer la chose vendue, et de l'article 1172, même Code, qui déclare nulle toute condition d'une chose prohibée par la loi, et nulle également la convention qui en dépend.

Justice de paix du canton de Bellegarde
(Creuse).

Président : M. BORIE, juge de paix.

30 novembre 1891.

Scellés. — *Syndic de faillite d'un héritier.* — *Réquisition.* — *Opposition d'un héritier à réserve.* — *Testament mystique portant partage.* — *Ordonnances du juge de paix.*

Le droit de requérir l'apposition des scellés appartient aux créanciers de la succession, mais ne saurait être étendu aux créanciers de l'un des héritiers du défunt, ni par suite au syndic de la faillite de cet héritier.

Ainsi décidé, par ordonnance de M. le juge de paix de Bellegarde, dans les termes que voici :

« L'an mil huit cent quatre-vingt-

onze et le trente novembre, dix heures du matin ; — Nous, JUGE DE PAIX : — Vu la réquisition du sieur Roucher, syndic près le Tribunal de commerce de la Seine, y demeurant, rue Hautefeuille, n° 1 bis, nommé syndic de la faillite du sieur René-Marie-Louis Sauvin-Renaud, comte de la Roche-Aymon, formulée dans sa lettre du 28 courant ainsi libellée :

« Monsieur le juge de paix,

« En ma qualité de syndic de la
« faillite de M. René-Marie-Louis
« Sauvin-Renaud, comte de la Ro-
« che-Aymon, déclarée par juge-
« ment du Tribunal de commerce
« en date du 12 juin dernier, je
« vous prie d'apposer les scellés au
« château de M. de la Roche-Ay-
« mon, père, qui vient de décéder
« à Mainsat, et dont le fils, que je
« représente, est héritier pour par-
« tie.

« Veuillez me faire dire par votre
« greffier, à qui je devrai envoyer
« un pouvoir pour la levée des scel-
« lés et pour l'inventaire descriptif,
« qu'il y aurait éventuellement lieu
« de faire.

« Recevez, etc.

« Signé : ROUCHER. »

« Nous nous sommes transporté, assisté du sieur Jean-Baptiste-Simon Rimbault, notre greffier, au domicile de M. le marquis de la Roche-Aymon, sis au chef-lieu de la commune de Mainsat, à l'effet d'apposer, conformément à la réquisition ci-dessus transcrite, les scellés sur les meubles et effets dépendant de la succession du sieur François-Marie-Paul Renaud, marquis de la Roche-Aymon, décédé en son château le 16 du courant.

« Arrivés au domicile ci-dessus désigné, nous avons trouvé dans le salon à compagnie, situé au midi, le sieur Guichard, François-Antoine-Marie-Louis Renaud, marquis de la Roche-Aymon, licencié en droit, fils aîné, lequel, après lui avoir fait connaître l'objet de notre mission et lui avoir donné lecture de la lettre ci-dessus, nous a répondu qu'il s'opposait à l'apposition des scellés par les motifs suivants :

« 1° Que le marquis de la Roche-Aymon était décédé à la survivance de dame Marie Boissel de Monville, son épouse, et de trois enfants, héritiers à réserve, savoir : le sus-nommé opposant ; 2° Renaud, dont les créanciers sont représentés par ledit sieur Roucher, syndic de la faillite, requérant ; 3° dame Antoinette de la Roche-Aymon, épouse du comte de Villebresme.

« Que par testament mystique en date du 3 mars dernier, le *de cujus* a disposé de la quotité disponible, savoir : en sa faveur 100 000 francs et les deux tiers du surplus, et l'autre tiers en faveur de l'épouse de Villebresme, sa sœur.

« Que par ce même testament le *de cujus* a fait entre tous ses enfants le partage de tous ses biens, meubles et immeubles, qu'il y a lotissement et attribution en faveur de chacun des enfants de toutes les valeurs dépendant de la succession, et ce en proportion des droits leur revenant.

« Que dans son lot sont compris la propriété de Mainsat, le château, ses dépendances, et tous les objets la garnissant, sur lesquels on requiert aujourd'hui l'apposition des scellés ; qu'il s'y oppose formellement comme en étant seul proprié-

taire en vertu de l'attribution qui lui en avait été faite dans le testament mystique précité.

« Que par deux codicilles en date des 19 avril et 1^{er} mai dernier, le *de cujus* avait nommé pour son exécuteur testamentaire M^e Monanges, avocat près le Tribunal civil de Montluçon.

« Que relativement à ces testaments et codicilles, toutes les formalités prescrites par la loi avaient été observées, qu'ils avaient été présentés à M. le président du Tribunal civil d'Aubusson, qui en avait ordonné les dépôts en l'étude de M^e Lunaud, notaire à Mainsat, ainsi que l'établissent ses ordonnances en date du 21 de ce mois.

« 2° Qu'au surplus les créanciers d'un héritier, quels que soient la position et l'état des affaires de ce dernier, étaient sans droit aucun à faire procéder à l'apposition des scellés.

« Et a signé après lecture faite des motifs ci-dessus.

« Signé : de LA ROCHE-AYMON.

« Vu les motifs ci-dessus ; — Vu le testament mystique et les codicilles ; — Vu les procès-verbaux descriptifs du 21 de ce mois, ensemble les ordonnances de M. le président du Tribunal civil d'Aubusson, qui en ordonne les dépôts en l'étude de M^e Lunaud, notaire à Mainsat, pour être mis au rang de ses minutes ; — Vu les articles 820, 821, 883 du Code civil ; 900, § 2 du Code de procédure civile.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — 1° Sur le premier motif tiré du testament mystique contenant partage ; — Attendu que M^e Lunaud est dépositaire d'un testament mystique con-

tenant les dernières volontés du marquis de la Roche-Aymon, et des deux codicilles nommant M^e Monanges, avocat près le Tribunal civil de Montluçon, son exécuteur testamentaire; que ces testament et codicilles sont réguliers en la forme, que toutes les formalités édictées par la loi ont été remplies, ainsi que nous avons pu nous en convaincre par la communication qui nous en a été faite par le notaire détenteur; — Attendu que ce testament contient partage et lotissement de l'actif de la succession grevée uniquement des reprises de la veuve, marquise de la Roche-Aymon, née de Monville, mère des héritiers, et attributions de lots à chacun des enfants en proportion des droits leur revenant en tenant compte du quart préciputaire légué à l'opposant et à l'épouse de Villebresme, savoir 100 000 francs, et les deux tiers du surplus en faveur du premier, et l'autre tiers en faveur de la seconde; — Attendu qu'aux termes de l'article 883 du Code civil, chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les effets compris dans son lot, ou à lui échus sur licitation, et n'avoir jamais eu la propriété des autres effets de la succession; — Que, par le décès de leur père, les enfants, en leur qualité d'héritiers à réserve, sont saisis de plein droit de leurs droits respectifs; que, par l'effet du partage, l'indivision cessant, ils deviennent propriétaires des objets mobiliers, immobiliers et créances mis dans leur lot, le partage étant attributif de propriété; — Attendu que les scellés, dont on requiert l'apposition, doivent être apposés aux ter-

mes de la lettre précitée au château du marquis de la Roche-Aymon; que ce château, ses dépendances et objets mobiliers le garnissant, ont été attribués au fils aîné, opposant, dans le partage testamentaire, qu'ils sont sa propriété exclusive conformément à l'article 883 du Code civil, qu'en cette occurrence l'apposition des scellés serait une grave atteinte portée à ses droits de propriétaire que lui confère le partage; — Qu'actuellement les créanciers ne peuvent, s'ils estiment être lésés, qu'attaquer le partage pour cause de lésion de plus du quart, et aussi dans le cas où il résulterait du partage et des dispositions faites par préciput, que l'un des copartagés aurait un avantage plus grand que la loi ne le permet (art. 1079 du Code civil); — Qu'en attendant qu'il soit statué sur leurs prétentions par les juges compétents, ledit testament portant partage doit sortir à son plein et entier effet; — 2^e Sur le second motif: — Attendu que le paragraphe 2 de l'article 909 du Code de procédure civile porte que l'apposition des scellés peut être requise par tous créanciers fondés en titre exécutoire ou autorisés par une permission soit du président du Tribunal civil, soit du juge de paix du canton où le scellé doit être apposé; — Attendu que par ces mots, *tous créanciers*, employés dans le paragraphe 2 de l'article 909 ci-dessus visé, il faut entendre seulement les créanciers de la succession; le droit de requérir l'apposition des scellés étant un droit inhérent à la personne de l'héritier, les créanciers personnels de cet héritier sont sans qualité de la requérir au nom de leur débiteur,

leur droit consistant uniquement à former opposition aux scellés apposés sur les effets de la succession pour qu'on ne puisse procéder hors de leur présence aux opérations du partage, cette apposition ne leur conférant pas même le droit d'assister à la levée des scellés (arrêt de la Cour de Douai du 26 mars 1824); — Attendu que, quoique la question de savoir si le créancier personnel d'un héritier a le droit de requérir l'apposition des scellés sur les effets d'une succession échue à son débiteur soit vivement controversée tant en doctrine qu'en jurisprudence, nous n'hésitons pas à la résoudre dans le sens négatif, ainsi que l'ont décidé les Cours de Nancy et de Caen dans leurs arrêts des 9 janvier 1817, 12 mai 1844, 29 août 1876, et conformément à la doctrine enseignée par Rolland de Villargues, *Scellés*, n° 20, Thomine, n° 1074, Vazeille, art. 820, n° 3, et autres auteurs; — Attendu que, si cette solution est plus conforme à l'esprit qu'à la lettre de l'article précité, elle a aussi le mérite incontestable, à l'égard des autres héritiers irresponsables des actes de leur cohéritier, d'écarter toutes mesures irritantes, frustratoires, et susceptibles de rompre la bonne harmonie qui doit exister entre tous les membres d'une même famille que les affaires d'intérêt divisent trop souvent; — Attendu que le syndic d'une faillite d'un héritier ne peut en cette qualité avoir plus de droit que les créanciers eux-mêmes qu'il représente; — Par ces motifs, disons qu'il n'y a pas lieu à apposition de scellés, renvoyons Roucher en sadite qualité à se pourvoir ainsi qu'il l'entendra,

chargeons notre greffier delui faire connaître notre décision. »

Observations. — Cette question est très controversée en doctrine. Voir, dans le sens de l'ordonnance ci-dessus, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Scellés*, n° 63 et suiv., et les autorités citées. La solution adoptée par M. le juge de paix de Bellegarde paraît d'ailleurs prévaloir dans le dernier état de la jurisprudence.

Tribunal de simple police de Toulouse
(Haute-Garonne).

Président : M. BERNARD, *juge de paix*.

8 août 1891.

Injure. — Outrage. — Lettre missive. — Compétence territoriale du Tribunal de simple police. — Citation. — Nullité. — Contravention. — Provocation. — Circonstances atténuantes.

En matière d'injures par lettre, le Tribunal répressif, compétent pour connaître de la contravention, est celui dans le ressort duquel la lettre a été reçue par le destinataire.

L'injure à un simple particulier contenue dans une lettre remise au destinataire et n'ayant reçu aucune publicité, constitue une contravention déferée par la loi du 29 juillet 1881 au Tribunal de simple police.

Le ton peu courtois pris dans une lettre par son expéditeur ne saurait constituer pour le destinataire l'excuse de provocation, ni justifier de la part de ce dernier une réponse injurieuse.

Ainsi décidé en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Sur l'exception d'incompétence territoriale : — Attendu que, d'après l'article 139 du

Code d'instruction criminelle, les juges de paix connaissent exclusivement des contraventions commises dans l'étendue de la commune chef-lieu de canton ; qu'il ne s'agit, par conséquent, que de rechercher dans quelle commune a été commise la contravention reprochée à la dame veuve Peyre ; — Attendu qu'il ne saurait y avoir le moindre doute à cet égard, et qu'il est certain qu'en matière de diffamation ou d'injures par lettre, le Tribunal répressif, compétent pour connaître du délit ou de la contravention, est bien celui dans le ressort duquel la lettre a été reçue par le destinataire ; que s'il est en effet difficile de comprendre qu'une personne verbalement injuriée puisse se considérer comme telle si elle n'a pas entendu l'injure, on comprend plus difficilement encore que celle qui est offensée dans une lettre puisse se considérer comme atteinte par cette offense tant que la lettre ne lui est pas parvenue et qu'elle ne l'a pas lue ; que c'est donc bien, lorsqu'il s'agit d'une lettre injurieuse, la connaissance qu'en prend celui à qui elle est adressée qui constitue le fait délictueux, et que, par conséquent, cette connaissance n'ayant lieu qu'au moment et à l'endroit où la lettre est remise, c'est là et là seulement que le délit est consommé, et là seulement qu'il doit être poursuivi, comme l'a décidé le Tribunal correctionnel de la Seine par son jugement en date du 2 mars 1889 ; — Sur l'exception tirée de la nullité de la citation ; — Attendu que, d'après l'article 33, § 3, de la loi du 29 juillet 1881 et l'article 60 de la même loi, la citation donnée à la

requête du ministère public ou de la partie civile doit, à peine de nullité, préciser les faits incriminés, les qualifier et indiquer le texte de la loi applicable à la poursuite ; — Attendu, en fait, que la citation introductive d'instance reproduit le passage d'une lettre, en date du 16 juin dernier, adressée par la prévenue au plaignant, duquel résulterait, selon lui, la contravention de diffamation et d'injures non publiques dont il se plaint ; que cette citation vise en outre les articles 29, 33, 45 et 60 de ladite loi, ainsi que l'article 471 du Code pénal, qui répriment ladite contravention ; qu'ainsi elle répond pleinement aux prescriptions de la loi de 1881, conformément à la jurisprudence de la Cour de cassation, qui même a décidé qu'il suffit de viser l'article 471 du Code pénal, sans indiquer l'article 33 de ladite loi, lorsque, dans l'espèce, tant l'une que l'autre de ces dispositions se trouvent relevées dans la citation (Cass., 28 février 1889, D., 1890, I, 186) ; — Au fond : — Attendu, en droit, que l'injure à un simple particulier contenue dans une lettre remise au destinataire et n'ayant reçu aucune publicité, constitue une contravention, déférée par la loi du 29 juillet 1881 au Tribunal de simple police ; — Attendu, en effet, qu'en se bornant à dire, dans son article 33, § 3, de cette loi, que si l'injure n'est pas publique, elle ne sera punie que de la peine prévue par l'article 471 du Code pénal, le législateur a conféré au juge le pouvoir souverain d'apprécier quelles injures doivent être réprimées par la loi ; que, dès lors, aucune distinction ne doit être établie entre l'injure verbale et l'injure

écrite, pour frapper la première et exonérer la seconde ; qu'il conviendrait même, si une distinction devait être faite, de considérer l'injure écrite comme bien plus grave que l'injure verbale, car celle-ci peut avoir été proférée sans la moindre réflexion, dans un moment de surexcitation, d'entraînement ou de colère et en laissant à son auteur un sincère regret de s'en être rendu coupable, tandis que celle-là est le plus souvent préméditée, commise de sang-froid et libellée avec l'intention non équivoque d'atteindre plus sûrement celui auquel elle est adressée ; que c'est là, au surplus, ce qui a été décidé par la Cour de cassation, sous l'empire des législations abrogées et de la législation nouvelle, et spécialement dans un arrêt tout récent, cassant un jugement du Tribunal de simple police d'Auxerre, qui avait jugé le contraire (Cass., 20 juin 1817, 12 novembre 1826, 29 avril 1846, 30 août 1851, 12 décembre 1890) ; — Attendu, en fait, que, des difficultés étant survenues entre le sieur Ducros d'une part, le sieur Peyre et la dame veuve Peyre d'autre part, au sujet du paiement d'un costume et d'un pantalon vendus et livrés par le premier au second, plusieurs lettres ont été échangées entre eux ; qu'on lit dans une d'elles, adressée par la dame veuve Peyre au sieur Ducros, de Saint-Vincent-de-Tyrosse, le 13 juin dernier, les passages suivants, littéralement transcrits : « Je ne répondrai pas aux impertinences de votre lettre, et je ne vous cacherai pas que si, lorsque je vous ai écrit ma lettre, vous adressant les 50 francs, j'avais su, en ce moment-là, que mon fils

« avait été dévalisé dans un tripot dont vous faites partie, je me serais bien gardée, pour ma dignité, de correspondre avec un individu de votre espèce... Quant au costume, je vois que vous continuez dans votre commerce les traditions de votre salle de jeu, mais je vous dirai que, si vous aviez eu envie de le réparer, vous auriez envoyé un de vos employés à l'hôtel où se trouvait mon fils. Mais je prévois que vous avez dû le fuir. On n'aime pas à se trouver en présence de personnes vis-à-vis desquelles on n'a pas la conscience tranquille ; » — Attendu qu'en admettant que ces passages ne contiennent pas, d'une façon formelle et précise, l'allégation ou l'imputation d'un fait de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération du sieur Ducros, allégation ou imputation absolument nécessaire pour constituer une diffamation, aux termes de l'article 29, § 1, de la loi de 1881, il renferme du moins des expressions outrageantes, des termes de mépris et des invectives constitutifs de l'injure, telle qu'elle est définie par le paragraphe 2 du même article, et punis par l'article 471 du Code pénal ; — Attendu que pour se justifier d'avoir écrit les passages de sa lettre qui viennent d'être reproduits, la dame Peyre prétend que le sieur Ducros l'avait provoquée en lui adressant le premier des lettres injurieuses, et qu'elle n'a fait qu'opposer l'insulte à l'insulte, l'outrage à l'outrage ; qu'elle représente à l'appui de sa prétention une lettre de son adversaire, en date à Toulouse, du 9 juin dernier, dont voici l'analyse et les passages incriminés ; M. Ducros débute ainsi : « Je reçois

« votre lettre et je vois que vous
 « voulez faire comme votre fils,
 « chercher des chicanes pour la
 « retouche au col du veston. » Il
 continue en donnant sur cette re-
 touche, sur son peu d'importance
 et sur le mode qu'il conviendrait
 d'employer pour l'opérer, des ex-
 plications agrémentées des phrases
 suivantes : « De grâce, laissez de côté
 « une bêtise pareille et de si peu
 « d'importance. » Il se plaint ensuite
 de la futilité du motif mis en avant
 pour ne pas payer, et, après avoir
 cherché à établir que le compte a
 été reconnu tant par le fils que par
 la mère, il termine ainsi : « Prière
 « de me répondre de suite, ou je
 « remets mes pièces aux poursuites
 « contre vous deux, car je crois
 « que, pas plus que votre fils, vous
 « n'avez envie de me payer. Je vous
 « salue bien. *Signé* Ducros. » — Mais
 attendu que, si cette lettre ne peut
 être citée comme un parfait modèle
 d'urbanité et de convenance, et s'il
 est regrettable d'y lire des expres-
 sions qui ne devraient jamais sor-
 tir de la bouche ni tomber de
 la plume d'un homme bien élevé,
 alors surtout qu'il s'adresse à une
 femme, et à une femme respec-
 table et plus âgée que lui, on ne
 saurait y trouver une provocation
 présentant le caractère d'un fait
 justificatif ou d'une excuse, et per-
 mettant à la dame veuve Peyre de
 répondre, après trois jours de médi-
 tation, dans les termes dédaigneux,
 blessants et injurieux, dont elle s'est
 servie dans sa lettre ; que dire, en
 effet, dans une lettre d'affaire, à la
 mère d'un débiteur qui a cautionné
 la dette de son fils et qui n'acquitte
 pas cette dette aux échéances con-
 venues, sous des prétextes plus

ou moins plausibles, que lui dire
 « qu'elle cherche des chicanes pour
 « ne pas payer ; que le motif qu'elle
 « invoque dans ce but est une bêtise,
 « et qu'elle ne veut pas plus payer
 « que son fils », n'est certainement
 pas la provoquer dans le sens de
 l'article 471 du Code pénal, de façon
 à légitimer et à excuser les expres-
 sions injurieuses et offensantes con-
 tenues dans la réponse, depuis la
 première phrase jusqu'à la dernière ;
 que le ton peu courtois de la lettre
 du sieur Ducros peut seulement être
 considéré comme une atténuation
 des injures que renferme la réponse
 de la dame veuve Peyre, atténuation
 dégageant jusqu'à une certaine
 mesure et au double point de vue
 de l'action civile et de l'action
 publique, la responsabilité de l'au-
 teur de ces injures ; — Attendu qu'il
 résulte des précisions qui précèdent
 que l'inculpée s'est rendue coupable
 envers le plaignant, dans les cir-
 constances et par le moyen plus
 haut indiqué, de la contravention
 d'injures non publiques, sans pro-
 vocation ; qu'il y a lieu par suite
 de faire droit aux conclusions du
 ministère public et de la partie
 civile, en réduisant toutefois les
 dommages - intérêts réclamés par
 celle-ci, qui sont exagérés, et pour
 l'appréciation desquels le Tribunal
 possède les éléments nécessaires ; —
 Par ces motifs, se déclare compé-
 tent, dit que la citation introductive
 d'instance adressée à la prévenue
 répond pleinement aux prescriptions
 de la loi du 29 juillet 1881, et se
 trouve en harmonie avec la juris-
 prudence de la Cour de cassation ;
 — Et statuant au fond : — Déclare
 la dame veuve Peyre convaincu
 d'avoir injurié le sieur Ducros dans

une lettre qu'elle a jetée au bureau de poste de Saint-Vincent-de-Tyrosse, et qui a été remise à ce dernier, à son domicile, à Toulouse ; en conséquence, vu l'article 471, n° 41, du Code pénal, condamne ladite veuve Peyre à 2 francs d'amende et aux frais ;— Condamne en outre la veuve Peyre à payer, sans délai, au sieur Ducros, la somme de 50 francs, à titre de dommages-intérêts. »

Observations. — En ce qui concerne la compétence, la décision ci-dessus rapportée nous semble être basée sur des motifs très sérieux. C'est bien en effet au moment de l'ouverture de la lettre que l'injure est consommée, puisque c'est à ce moment-là que la personne à qui elle est adressée en a connaissance. C'est donc bien là que la contravention est commise et doit être réprimée. — Sur la question de savoir si le fait d'adresser une lettre injurieuse constitue une contravention, voir, dans le même sens que le jugement susrapporté, notre Dictionnaire Général, 4^e édit., v° *Injure*, n° 53. — Le juge du fait décide souverainement si les circonstances présentées comme constitutives de la provocation ont réellement ce caractère, et l'appréciation émise sur ce point échappe à la Cour de cassation. Cass. crim., 24 mars 1887, *ANNALES* 1888, p. 130. — Nous ferons remarquer que c'est à tort que le juge de police a, pour justifier sa compétence, invoqué l'article 139 du Code d'instruction criminelle, qui a été abrogé par la loi du 27 janvier 1873, art. 2. C'est l'article 138 modifié par cette même loi qui était applicable. Le juge de paix est compétent pour statuer sur

toutes les contraventions de simple police commises dans l'étendue de son canton. Comme on le voit, cette erreur de citation n'entache en rien la décision rendue.

Justice de paix de Toulouse
(Haute-Garonne).

Président : M. BERNARD, juge de paix.

26 août 1891.

Responsabilité civile. — Accident. — Propriétaire. — Imprudence. — Négligence. — Dommages-intérêts.

La responsabilité édictée par l'article 1382 s'applique au propriétaire d'une maison dont les locaux sont disposés de façon à présenter un danger à ceux qui y pénètrent, alors surtout qu'aucune précaution n'a été prise pour éviter ce danger.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En ce qui concerne la demande principale : — Attendu, en droit, qu'aux termes de l'article 1382 du Code civil, tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ; que cette disposition, si large et si compréhensive, embrasse dans sa généralité tous les faits de l'homme préjudiciables et répréhensibles à la fois, tant ceux de commission que ceux d'omission, c'est-à-dire qu'elle s'applique à celui qui a fait ce que la loi lui défendait de faire, comme à celui qui n'a pas fait ce qu'elle lui ordonnait de faire ; qu'elle est par suite parfaitement applicable au propriétaire d'une maison dont les locaux sont disposés de façon à présenter un danger à ceux qui y pénètrent ; alors surtout

qu'aucune précaution n'a été prise pour éviter ce danger ; — Attendu, en fait, qu'il doit être tenu pour constant qu'à la date du 10 juin dernier, vers les sept heures et demie du matin, la demoiselle Casties, qui se rendait, pour travailler à la journée, chez la dame Francazal, locataire dans la maison de la dame veuve Vieussac, située dans cette ville, rue Peyras, n° 10, après avoir traversé la cour de cette maison et pénétré dans un passage placé au bas de l'escalier conduisant à l'appartement de ladite locataire, est tombée dans la cave, dont la porte qui y donne accès est à l'entrée de ce passage ; que cette chute lui a occasionné des contusions graves à la tête, aux hanches, aux jambes, sur les épaules et sur l'omoplate d'un côté du corps, lesquelles contusions ont nécessité des soins spéciaux pendant plusieurs jours, et, tout en lui faisant éprouver de vives souffrances, l'ont privée de son travail ordinaire, qui constitue sa seule ressource pour vivre ; qu'il s'agit de rechercher si cet accident provient ou non d'une distribution vicieuse des lieux et de l'absence des précautions qui auraient dû être prises pour l'empêcher ; — Attendu qu'il ne saurait y avoir le plus léger doute à ce sujet, et qu'une simple inspection des lieux dont il s'agit suffit pour établir qu'ils offrent un danger sérieux à ceux qui les parcourent sans les connaître, et qu'aucun des moyens commandés par la plus vulgaire prudence n'a été employé en vue de parer à ce danger ou de le prévenir ; — Attendu, en effet, que le passage prémentionné est divisé en deux parties par un mur plein, d'une

grande épaisseur, qui obstrue à celui qui s'y engage la vue de l'escalier menant aux étages supérieurs ; qu'à l'entrée de ce passage, la première chose qui fixe l'attention est une porte pratiquée dans le mur de gauche, s'ouvrant de dehors en dedans, qu'un mouvement instinctif de celui qui cherche quelqu'un ou quelque chose, sans avoir une connaissance des locaux, incite à pousser, lorsqu'elle est entr'ouverte, et à ouvrir lorsqu'elle est fermée ; que cette porte donne elle-même accès dans l'escalier de la cave, très sombre et très escarpé et où il est presque impossible de ne pas se précipiter si, dans l'ignorance de cette situation périlleuse, qu'absolument rien ne révèle, on fait un seul pas en avant ; — Attendu qu'il résulte des explications contradictoirement échangées entre les parties au cours des débats, que cette porte sert aux divers locataires de la maison pour aller dans la cave, et qu'elle n'est jamais fermée à clef ; qu'il résulte aussi de la vérification des lieux par nous faite en présence des parties, qu'elle s'ouvre avec la plus grande facilité, au moyen d'un simple loquet, qui n'offre à la main aucune résistance ; que c'est là incontestablement un danger, et un danger permanent pour ceux qui entrent dans le couloir et ouvrent cette porte avec confiance ; qu'aucune mesure particulière n'a été prise pour faire disparaître ce danger ou y remédier, alors qu'il serait si facile de le faire, soit en remettant une clef à chaque locataire, et en l'obligeant à s'en servir pour fermer hermétiquement la porte, soit en plaçant à l'ouverture de l'escalier une barre en fer ou en bois, une barrière ou un

obstacle quelconque, propre à corriger la disposition défectueuse desdits locaux ; — Attendu qu'en maintenant ces locaux dans leur état actuel, sans prendre la moindre précaution, la dame veuve Vieussac s'est rendue coupable d'une imprudence, ou tout au moins d'une négligence grave, et qu'elle a par suite engagé sa responsabilité dans les termes du droit commun ; — Attendu toutefois que les dommages réclamés par la demoiselle Casties sont exagérés, et que nous avons les éléments nécessaires pour en déterminer la quotité ; — En ce qui concerne la demande reconventionnelle : — Attendu que la solution qui va être donnée à la demande principale implique nécessairement le rejet de cette demande reconventionnelle ; — Attendu enfin que l'exécution provisoire de notre jugement, nonobstant appel, sans caution, est demandée, et que les dispositions de la loi et la nature de la cause nous permettent de l'ordonner ; — Par ces motifs, disons que la demande de la demoiselle Casties est tout à la fois recevable et fondée, et y faisant droit, condamnons la dame veuve Vieussac à lui payer sans délai la somme de 150 francs, qu'elle lui doit à titre de dommages-intérêts, pour les causes ci-dessus, avec les intérêts de droit à dater du 6 juillet dernier, jour de la citation ; — Disons que la demande reconventionnelle n'est pas fondée, et en déboutons purement et simplement la dame veuve Vieussac ; — Condamnons en outre cette dernière aux entiers dépens, liquidés à... ; — Ordonnons enfin l'exécution provisoire de notre jugement, nonobstant appel, sans caution. »

Observations. — Voir en ce sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Responsabilité*, n° 15 et suiv. La Cour de Paris, par arrêt du 14 mai 1889 (*Gaz. des Tr.*, 19 juillet 1889) a bien jugé en sens contraire que l'on ne pouvait faire un grief à un propriétaire de ne pas fermer à clef la porte donnant accès à un endroit dangereux de son immeuble. Mais cet arrêt n'est pas pour cela en contradiction avec la décision ci-dessus. En effet, dans l'espèce sur laquelle la Cour a statué, la victime de l'accident avait fait une chute dans un endroit où elle n'avait pas accès ; elle y avait pénétré sans autorisation et sans se faire renseigner, alors que rien ne motivait son entrée dans les lieux dont elle ne connaissait pas la disposition.

Justice de paix du canton de Lorris
(Loiret).

Président : M. MÉNIGOT, juge de paix.

21 janvier 1892.

Vente. — Billard. — Billes. — Contestation sur les conditions du marché. — Demande en paiement d'une indemnité pour défaut de livraison des billes. — Enquête. — Défaut de preuve.

La vente d'un billard n'emporte pas nécessairement celle des billes et du porte-queue alors d'ailleurs qu'il est reconnu par les parties qu'au moment de la vente ces objets n'étaient en vue ni sur le billard, ni même dans la salle où a été passé le marché.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la demande formée par Caron contre Poncet en paiement d'une somme

de 55 francs, prix de trois billes de billard et de leur porte-queues, objets que celui-ci lui a vendus mais non livrés lors de la remise du billard également vendu; — Parties ouïes, ouï les témoins en leurs dépositions; — Attendu qu'il est établi par les parties que Poncet a vendu verbalement à Caron un billard moyennant un prix de 150 francs; — Attendu que Caron, prétendant que ce marché intervenu entre lui et Poncet comprend non seulement le billard, mais encore ses accessoires, notamment les trois billes et le porte-queues, il en demande la remise ou le paiement; — Attendu que Poncet soutient, au contraire, n'avoir vendu que le billard, les billes, pas plus que les autres accessoires, ne faisant partie de cette vente; — Attendu qu'il est reconnu par Caron et Poncet qu'au moment du marché ces billes n'étaient ni en vue ni sur le billard, pas même dans la salle, non plus que le porte-queues; — Attendu qu'aucun des témoins appelés par les parties n'était présent au marché, partant ne peut dire quels en sont les objets; — Attendu que les dépositions des témoins, dépositions absolument contradictoires et qui ne rapportent que des ouï-dire, n'éclaircissent en rien la question litigieuse; — Disons que la preuve offerte par le demandeur n'est point établie; — Attendu, d'autre part, qu'il est contraire à l'usage de prétendre que dans une vente de billard, muette sur la question des billes, celles-ci, dont le prix est d'ailleurs relativement élevé, doivent nécessairement être comprises comme accessoires; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort: —

disons que Caron n'est point fondé en sa demande; — En conséquence, l'en déboutons et le condamnons aux dépens, etc... »

Observations. — Le prix relativement élevé des billes de billard ne permet pas de les considérer comme un simple accessoire, en sorte que la vente du billard lui-même implique nécessairement, dans le silence de la convention, la vente des billes. La doctrine enseigne que la vente d'un cheval n'entraîne la vente des harnais qu'autant qu'au moment où a été passé le marché l'animal a été présenté muni de son harnais. Par application du même principe, il convient de décider que celui qui a vendu un billard sans présenter en même temps à l'acheteur les billes et autres accessoires, doit être réputé n'avoir vendu que le billard seul, si l'acheteur ne rapporte pas la preuve que les billes fussent comprises dans le marché.

Justice de paix du canton d'Illiers
(Eure-et-Loir).

Président : M. MARIÉ, juge de paix.

18 janvier 1892.

Fournitures de marchandises. — Indivisibilité de l'aveu. — Prescription. — Irrecevabilité.

L'aveu d'une partie n'est indivisible qu'à la condition d'être le seul élément de preuve judiciaire et le motif déterminant de la décision à intervenir.

Les prescriptions *brevis temporis* reposent sur une présomption de paiement et ne peuvent être invoquées quand la présomption de paiement est repoussée par les circonstances de la cause qui peuvent

résulter soit d'une dénégation de la dette, soit d'un aveu exprès ou tacite du débiteur.

Les circonstances de la cause sont expliquées par les conclusions ci-après du débiteur et par le jugement qui y fait suite.

M. Morin opposant au jugement du 2 novembre 1891 contre M^{me} veuve Pelletier, demanderesse.

« Plaise à M. le juge de paix : — Attendu que M^{me} veuve Pelletier a, le 2 novembre 1891, surpris à la religion de M. le juge de paix un jugement par défaut condamnant le concluant à lui payer la somme de 200 francs ; — Attendu que le concluant reconnaissant avoir pris les livraisons des marchandises de M^{me} veuve Pelletier en compte courant dont les ventes et livraisons ont cessé le 27 janvier 1889 ; — Attendu que M. Morin s'est libéré du montant tant en espèces remises à M^{me} veuve Pelletier que par remboursement de divers effets à l'ordre de ladite dame veuve Pelletier ; — Par ces motifs et tous autres ; recevoir le concluant opposant au susdit jugement ; — Au fond : — Donner acte au concluant de son aveu indivisible reconnaissant avoir reçu livraison desdites marchandises, mais déclarant et affirmant les avoir payées ; et qu'au surplus il invoque à son profit la prescription libératoire édictée à l'article 2272 du Code civil. »

Le 10 janvier, jugement définitif en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré à ce jour et statuant par jugement contradictoire, en premier ressort ; — Vu notre jugement par défaut du 2 novembre

1891 ; — Vu l'exploit sur opposition à ce dit jugement, et nos jugements préparatoires des 14 et 28 décembre, 4 et 11 janvier ; — Vu les rapports de l'expert Gaudichau des 30 décembre et 11 janvier, enregistrés et déposés ; — Ouf les parties en leurs dires, productions, conclusions et moyens respectifs ; — Considérant que l'opposition est régulière en la forme, recevons le sieur Morin opposant à notre jugement par défaut du 2 novembre 1891 ; — Au fond : — Attendu que la dame veuve Pelletier a obtenu, le 2 novembre 1891, un jugement par défaut contre le sieur Morin qui a été condamné à lui payer la somme de 200 francs pour solde de prix de fournitures de marchandises et aux dépens s'élevant à 21 fr. 93, compris l'enregistrement dudit jugement ; — Attendu que Morin reçu opposant audit jugement a d'abord, à l'audience du 14 décembre, nié la dette qui lui est réclamée par la dame veuve Pelletier ; — Qu'en présence de cette dénégation d'une part, et de l'affirmation de la demanderesse originaire d'autre part, une expertise a été ordonnée pour l'examen des livres de cette dernière dans le but d'en tirer les renseignements utiles aux débats ; — Que les parties ont accepté l'expertise, ont dispensé l'expert du serment préalable et lui ont fourni les pièces et renseignements utiles à leur cause ; — Que Morin a fourni un compte des marchandises qui lui ont été livrées et des sommes qu'il prétend avoir payées, duquel il résulte qu'au lieu d'être débiteur de la dame veuve Pelletier, il serait son créancier de la somme de 166 francs qu'il lui aurait payée en

trop ; — Attendu qu'à l'audience du 4 janvier il a été donné lecture du rapport de l'expert, des conclusions duquel il résulte que Morin reste bien débiteur de la dame veuve Pelletier, mais pour une somme de 84 fr. 85 seulement ; — Qu'en présence de ces conclusions, le sieur Morin a demandé un rapport complémentaire contenant le détail des sommes créditées, et qu'il a été fait droit à sa demande ; — Qu'à l'audience du 11 janvier, il a été donné lecture dudit rapport complémentaire qui contient les mêmes conclusions ; — Qu'à la suite de cette lecture, Morin, par l'organe de son conseil, a d'abord contredit les conclusions des deux rapports de l'expert et a finalement changé ses moyens de défense en déposant des conclusions écrites et signées par lesquelles il reconnaît avoir eu livraison des marchandises, objet de la demande, dont les ventes et livraisons ont cessé le 29 janvier 1889, et affirme s'être libéré du montant en espèces et en billets à ordre qu'il a remboursés ; qu'il a demandé acte de son aveu indivisible et subsidiairement, a invoqué la prescription libératoire édictée à l'article 2272 du Code civil ; — Sur l'exception de l'indivisibilité de l'aveu et de la prescription libératoire : — Sur le premier moyen : — Attendu que l'aveu d'une partie n'est indivisible qu'à la condition d'être le seul élément de preuve judiciaire et le motif déterminant de la décision à intervenir ; — Que, dans l'espèce, la preuve des fournitures de marchandises ressortait suffisamment de la correspondance des parties, des billets à ordre souscrits par le débiteur pour le paiement

de ces marchandises et des derniers reçus par lui produits, remontant à moins d'un an et libellés « à valoir sur son compte » ; que ce moyen est donc irrecevable ; — Et sur le second moyen subsidiaire ; — Attendu que s'il est vrai que les prescriptions *brevis temporis* sont un moyen de droit, d'ordre public et pouvant être invoqué en tout état de cause, elles n'en reposent pas moins sur une présomption de paiement et ne peuvent être invoquées quand la présomption de paiement est repoussée par les circonstances de la cause qui peuvent résulter soit d'une dénégation de la dette, soit d'un aveu exprès ou tacite du débiteur (Cour de Cass., 10 février 1836, 25 février 1863, 30 juillet 1879, 20 novembre 1889) ; — Que, dans l'espèce, Morin, qui a d'abord nié la dette, a ensuite présenté à l'expertise, qu'il a acceptée, un compte tant des marchandises reçues que des sommes qu'il prétend avoir payées ; — qu'il a, par cela même, reconnu implicitement qu'il pouvait ne pas avoir payé la totalité desdites marchandises, puisque son compte créancier pouvait être modifié par le résultat de l'expertise à laquelle il s'était soumis ; — Attendu que ces circonstances constituent l'aveu tacite nécessaire pour détruire la présomption de paiement alléguée en dernier lieu ; qu'au surplus l'ensemble des circonstances de la cause sont de nature à ne laisser aucun doute sur l'exactitude du décompte établi par l'expert et sur la légitimité de la dette ; — Par ces motifs, donnons acte au défendeur originaire de l'indivisibilité de l'aveu et de la prescription par lui invoquées et l'en déboutons pure-

ment et simplement ; — Au fond : — Rapportons notre jugement par défaut du 2 novembre dernier et statuant à nouveau, entérinons les deux rapports de l'expert Gaudichau et condamnons Morin à payer à la dame veuve Pelletier la somme de 84 fr. 85 pour solde du prix de fourniture des marchandises dont s'agit, et le condamnons en outre aux intérêts de droit ; — Statuant sur les dépens. Attendu que la dame veuve Pelletier succombe en partie sur sa demande originaire, la condamnons à un quart de tous les dépens ; et condamnons Morin aux trois autres quarts, etc. »

Observations. — Solutions exactes. Sur la première, jugé dans le même sens que l'aveu n'est indivisible qu'autant qu'il est la seule preuve produite à l'appui de la demande. Cass., 26 février 1851, 11 avril 1877, ANNALES 1878, p. 46. — Sur la seconde solution, la jurisprudence de la Cour de cassation a quelque peu varié, mais la grande majorité des arrêts décide que les prescriptions à court terme étant fondées sur une présomption de paiement, ne sauraient être appliquées lorsque cette présomption est combattue par les circonstances de la cause. Or, la présomption nous paraît disparaître entièrement lorsque, comme dans l'espèce, le défendeur a d'abord nié la dette, puis consenti à une expertise ayant pour objet de déterminer le compte d'entre les parties. C'est, en effet, reconnaître implicitement que ce compte n'a pas été définitivement réglé, et que le défendeur peut rester débiteur de tout ou partie de la

somme réclamée. — Voir sur cette question, et dans le sens de la présente décision, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o *Prescription*, n^o 66 et suiv.

Justice de paix de Neuvy-le-Roi
(Indre-et-Loire).

Président : M. HUBERT, juge de paix.

15 novembre 1891.

Action personnelle et mobilière. — Demande au-dessus de 150 francs. — Absence de preuve écrite. — Aveu. — Indivisibilité. — Livres de commerce. — Preuve testimoniale. — Présomption. — Attestation d'un paiement à valoir. — Serment supplétoire. — Offres. — Validité. — Renvoi. — Dépens.

Sur une action personnelle et mobilière s'élevant au delà de 150 francs, non justifiée par écrit, l'aveu du défendeur qui se reconnaît débiteur d'une somme moindre, qu'il offre à deniers découverts, est indivisible.

Les livres régulièrement tenus d'un commerçant ne peuvent faire preuve en justice à son profit qu'autant qu'il les invoque contre un commerçant et pour fait de commerce.

Si la preuve testimoniale n'est pas recevable pour justifier une demande dépassant le chiffre de 150 francs ; cette preuve ne peut également être admise pour justifier l'exception de paiement de la dette en tout ou par partie, même à l'aide d'une attestation d'un codébiteur.

Si des circonstances de la cause et des débats d'audience il se rencontre des présomptions suffisantes en faveur du défendeur, le juge peut lui déférer d'office le serment supplétoire.

Si des offres réelles à deniers découverts faites précédemment et renouvelées à l'audience se trouvent suffisantes pour opérer la libération du débiteur, elles peuvent être validées, et le demandeur

doit être débouté du surplus de ses conclusions et supporter tous les dépens.

Ainsi décidé par le jugement dont la teneur suit :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes dans leurs conclusions, dires et explications ; — Statuant par jugement définitif, contradictoire, en premier ressort : — Attendu que les parties diffèrent sensiblement dans leurs prétentions, qu'il n'y a aucune preuve écrite de part et d'autre et que la justification de la demande ne repose que sur l'aveu du défendeur qui est indivisible (art. 1356 du Code civil) ; que si les livres régulièrement tenus d'un commerçant peuvent faire preuve en justice à son profit, ce n'est qu'autant qu'il les invoque contre un commerçant et pour faits de commerce (art. 1329 du Code civil et 12 du Code de commerce) ; — Attendu que le sieur Peltier n'a jamais varié dans ses déclarations, qu'il n'a pas cherché à s'étayer sur les dispositions de l'article 2272 du Code civil en présence des huit années écoulées depuis les dernières relations d'affaires entre le sieur Métivier et lui ; — Attendu qu'il n'est pas démontré qu'il y ait eu d'autres engrais chimiques fournis par le demandeur à la ferme dont il est ci-dessus parlé, lors des emblavements en blé de l'automne 1883, qu'il est à croire que le défendeur qui n'avait qu'un quart à prétendre dans la future récolte n'aurait pas voulu, pour une si minime perspective, risquer de contribuer pour les 400 kilogrammes d'engrais chimiques qui figurent encore à son débit dans le compte du sieur Métivier, qu'il paraît ra-

tionnel que Peltier a fait connaître à ce dernier les promesses et conventions arrêtées avec les deux autres cointéressés, puisque ledit Métivier a passé écriture dans ce sens en ce qui concerne Rouget, quoique d'une façon incomplète ; — Attendu que M. de Louvencourt lui-même confirme par écrit le dire du sieur Peltier sur la contribution de chacun dans le paiement de l'engrais chimique livré à Peltier et qu'il prétend même avoir payé sa quote-part directement au sieur Métivier, par une somme de 70 francs ; — Attendu qu'il est avoué par le demandeur qu'il a reçu du sieur Rouget, à compte sur l'ensemble desdits engrais livrés à l'époque susindiquée une somme de 27 francs représentant en partie la part contributive dudit Rouget dans cette fourniture d'engrais ; — Attendu qu'en raison du chiffre de la demande la preuve testimoniale ne peut être admise pour justifier les prétentions du demandeur, qu'il en est de même d'après la doctrine et la jurisprudence les plus récentes et les mieux établies pour ce qui concerne l'exception de paiement même par fractions moindres de 150 francs (argument des art. 1341 et 1344 du Code civil) ; — Attendu que selon l'interprétation de l'article 1353 du Code civil, lorsqu'une dette qu'on ne nie pas avoir existée ne repose que sur des allégations et non sur un titre écrit, la libération du débiteur peut s'induire de l'appréciation des faits et circonstances sans qu'il soit besoin d'un commencement de preuve par écrit ; — Attendu que des circonstances de la cause et des explications échangées à notre barre entre les

parties, il se rencontre des présomptions graves et concordantes en faveur du sieur Peltier qui nous permettent par surcroît de précautions de lui déférer d'office le serment supplétoire ; — Et à l'instant même nous avons fait appeler ledit sieur Peltier, lequel, la main droite levée, a prêté le serment supplétoire demandé dans les termes suivants : « Je jure que lors « des couvraillies d'automne 1883, « époque de ma sortie de la ferme « de Gatineau, commune de Bresches, qu'il n'a été employé pour « la fumure des blés que 500 kilogrammes d'engrais chimiques pris « chez M. Métivier, à Saint-Paterne, « et j'affirme que le prix de cet engrais devait être payé moitié par « par M. de Louvencourt, propriétaire du lieu, un quart par Rouget, mon successeur, et un quart « par moi personnellement. Que « j'ai indiqué cette répartition de « la dette en prenant livraison à « M. Métivier qui a accepté cette « combinaison, et j'atteste même « que depuis ma sortie et quelque « temps après, ce dernier m'a dit « que mes deux coobligés dans « le paiement de l'engrais dont « il s'agit, avaient payé à lui personnellement leur quote-part selon la portée de leur engagement » ; En conséquence nous avons donné acte au sieur Peltier de la prestation de serment supplétoire qu'il vient de faire, et nous avons rendu la décision suivante : — Par les motifs ci-dessus déduits, disons que les offres faites par le sieur Peltier, Pierre, étaient suffisantes pour opérer sa libération, les déclarations valables et libératrices. — Disons que la lettre de M. de Lou-

vencourt demeurera annexée aux présentes avec mention de cet annexe pour servir et valoir ce que de droit ; — Déclarons le demandeur Métivier irrecevable et mal fondé dans le surplus de ses demandes, fins et conclusions ; — Et attendu qu'aux termes de l'article 130 du Code de procédure civile, toute partie qui succombe doit supporter les dépens, condamnons ledit sieur Métivier en tous les dépens ; — Disons que, faute par le sieur Métivier, dans un délai de quinzaine à partir de ce jour, d'avoir encaissé aux mains de notre greffier la somme de 88 fr. 50 montant des offres ci-dessus validées, déduction faite des frais liquidés et autres, et des avances qu'aurait pu faire le défendeur, le sieur Peltier demeure autorisé à faire le dépôt du capital disponible à la Caisse des dépôts et consignations établie à Tours, aux risques et périls du demandeur ; — Tous droits, moyens et recours réservés. »

Observations. — Solutions exactes en fait et en droit.

Justice de paix du canton de Ballon
(Sarthe).

Président : M. LUCÉ, juge de paix.

30 septembre 1891.

*Bornage. — Expertise. — Procès-verbal.
— Acquiescement. — Preuve testimoniale. — Présomptions.*

La raison d'ordre public qui a dicté l'article 646 du Code civil ne permet pas de faire dépendre le bornage de simples présomptions ou d'une simple preuve par témoins. Le bornage, conformément aux articles 1341 et suivants du Code civil,

doit donc être soumis à l'acte écrit, et la preuve testimoniale ou la présomption ne peuvent pas être invoquées utilement en semblable cas.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Beaufls prétend que le 5 février 1891, M. Galpin, expert à Balon, sur l'invitation personnelle de Léguillon, vint à la Guierche et procéda au bornage de leurs propriétés contiguës; qu'il y eut accord entre les parties et que l'expert fut chargé de dresser un procès-verbal du bornage exécuté; que, dans la quinzaine qui suivit ce bornage, Léguillon fit dresser des poteaux et planter un treillage le long de sa propriété en suivant les délimitations fixées par l'expert et paya à ce dernier les frais de son déplacement, ce qui, d'après le demandeur, était un acquiescement formel au bornage; — Attendu que Léguillon prétend qu'il n'a accepté en aucune façon le bornage élaboré par Galpin, et que, le même jour, il a protesté contre la façon dont il était fait; — Attendu que le procès-verbal dressé par Galpin, n'ayant pas été signé des parties, ne peut avoir de valeur, cet expert n'ayant

reçu aucune mission judiciaire de procéder au bornage; — Attendu que le bornage est une opération dont il doit rester des traces; que la raison d'ordre public qui a toujours fait obliger au bornage et qui a dicté l'article 646 du Code civil ne permet pas de faire dépendre le bornage de simples présomptions, ou d'une simple preuve par témoins; que le bornage (en conformité des articles 1341 et suivants du Code civil) doit donc être soumis à l'acte écrit et que la preuve testimoniale ou la présomption ne peuvent être invoquées utilement en semblable cas; — Attendu que de l'aveu même du demandeur, le litige est bien supérieur à 150 francs...; — Par ces motifs, disons sans effet le bornage opéré par Galpin le 5 février dernier; — Déclare en conséquence la demande de Beaufls, en ce qui concerne le maintien du bornage, mal fondée et l'en déboute. »

Observations. — L'opinion émise dans le jugement sus-rapporté est absolument conforme à celle que nous enseignons dans notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Bornage*, n° 129 et suiv.

Justice de paix du canton d'Orthez
(Basses-Pyrénées).

Président : M. MANIORT, juge de paix.

4 novembre 1890.

Louage. — Congé donné par l'un des copropriétaires sans le consentement de l'autre. — Intervention de celui-ci. — Congé annulé.

Le congé donné au locataire par un seul des copropriétaires n'est valable qu'autant qu'il n'est pas désavoué par les autres copropriétaires.

Parsuite et lorsqu'un congé a été donné par un seul, ce congé doit être annulé si le ou les autres copropriétaires interviennent pour le désavouer.

Ainsi décidé dans l'espèce suivante :

Par exploit du 31 juillet 1890, enregistré, du ministère de R..., huissier à Orthez, le sieur Émile B... a fait signifier un congé à la dame Eugénie B..., veuve S..., pour voir cesser, à partir du 31 octobre suivant, le bail verbal d'une partie de la maison située rue Saint-Gilles, que cette dernière occupe à titre de locataire, moyennant le prix annuel de 115 francs, et dont ledit B... est propriétaire.

La dame B... ayant persisté à occuper ladite maison après le 31 octobre dernier, le demandeur, par autre exploit du même huissier, en date du 1^{er} novembre 1890, l'a fait citer à comparaître à notre audience du 2 du même mois, à l'effet de voir valider le congé à elle donné le 31 juillet, et ordonner son expulsion des lieux qu'elle occupe.

A ladite audience du 2 novembre, toutes parties ont comparu en personne. Il a été donné lecture des pièces du procès.

AVRIL 1892.

Le demandeur a persisté dans les conclusions par lui prises et développées en l'exploit d'instance. Il a soutenu qu'ayant seul la gestion de l'immeuble loué, le congé par lui donné devait être valable.

La défenderesse a répondu que ce n'était point Émile B..., demandeur, qui lui avait consenti le bail de la partie de maison qu'elle occupe rue Saint-Gilles, mais bien la veuve B..., mère d'Auguste B..., ce dernier *autre copropriétaire* ; que le congé devait être déclaré nul, parce qu'il n'avait été donné que par *l'un* des copropriétaires, sans le consentement de *l'autre*.

A ce moment s'est présenté le sieur Auguste B..., relieur, domicilié à Orthez, lequel nous a dit qu'en sa qualité de copropriétaire par indivis de la maison située rue Saint-Gilles, il demandait à intervenir dans l'instance.

Et ladite qualité lui ayant été reconnue par les parties, nous avons entendu ses conclusions qu'il a ainsi formulées :

« Recevoir l'intervention du concluant dans l'instance pendante entre Émile B... et la veuve S... ; lui donner acte de sa déclaration qu'il n'a *jamais donné mandat* à Émile B... de signifier à la veuve S... le congé dont s'agit ; par suite annuler ce congé. »

Le 4 novembre, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu le congé signifié, le 31 juillet dernier, à la dame Eugénie B..., veuve S..., enregistré ; — Vu l'exploit introductif d'instance, en date du 1^{er} novembre présent mois ; — Oui le sieur Émile B..., de-

mandeur, et la dame B..., veuve S..., défenderesse, en leurs dires, explications et conclusions ; — Ouï également le sieur Auguste B..., lequel nous a déclaré vouloir intervenir dans l'instance et comparaître volontairement ; — Vu les articles 339 et suivants du Code de procédure civile et l'article 7 du même Code ; — Attendu qu'il est constant que le sieur Auguste B... est copropriétaire par indivis de l'immeuble loué à la veuve S... ; — Qu'ayant intérêt dans la cause, il y a lieu d'admettre son intervention ; — Au fond : — Attendu qu'à la date du 31 juillet dernier, le sieur Émile B... a fait signifier un congé à la dame B..., veuve S..., pour qu'elle eût à quitter, le 1^{er} novembre suivant, la partie de maison qu'elle occupe, rue Saint - Gilles, dont il est copropriétaire ; — Attendu que la dame B... n'ayant point obtempéré à cette réquisition, le demandeur, par autre exploit du 1^{er} de ce mois, l'a fait citer à comparaître devant nous, pour voir statuer sur la validité du congé ; — Attendu qu'à notre audience, la défenderesse a dit que ce n'était point Émile B... qui lui avait consenti le bail de la partie de maison dont s'agit, mais bien la mère d'Auguste B..., qui agissait alors dans l'intérêt des deux ; qu'elle savait parfaitement qu'Auguste B... était copropriétaire avec son oncle de l'immeuble loué ; qu'elle n'a point à déférer aujourd'hui au congé à elle donné le 31 juillet, ce congé ne lui ayant été donné que par Émile B... seul ; — Attendu que, de son côté, le demandeur soutient que, depuis 1887, il s'occupe seul de la gestion de la maison dont s'agit ;

qu'il consent les baux, qu'il perçoit les loyers et en donne quittance ; qu'enfin il fait procéder à toutes les réparations, sauf à rendre compte de sa gestion à l'échéance de chaque trimestre ; que conséquemment il pouvait seul donner congé, et que ce congé doit être valable ; — Attendu qu'Auguste B..., présent à cette audience et intervenant, est venu déclarer que jamais son intention n'avait été de donner congé à la veuve S... ; qu'il désire au contraire que le bail à elle consenti autrefois par sa mère se continue ; — Attendu que des explications fournies par les parties et des débats il ressort que c'est la dame B..., mère d'Auguste B..., qui a consenti le bail à la veuve S..., qui en a fixé le prix, et cela à une époque où le demandeur (son beau-frère) habitant Pau, elle administrait l'immeuble dans l'intérêt des communistes ; — Attendu que c'est vainement qu'Émile B..., demandeur, soutient avoir agi en qualité de gérant de l'immeuble ou de mandataire d'Auguste B..., son neveu ; qu'il n'excipe point d'abord d'un mandat écrit ; qu'on ne trouve pas non plus, dans les faits de la cause, des circonstances qui puissent porter à croire qu'il y a eu mandat *verbal* ou même *tacite* ; qu'on ne saurait en effet considérer comme un mandat tacite s'étendant à tous les actes d'administration ou de gestion de l'immeuble le fait notamment d'avoir reçu le prix de loyers échus, pour ensuite en remettre à son copropriétaire la part lui revenant ; — Attendu qu'il résulte au contraire de l'aveu même du demandeur que, le 30 juillet dernier, il a fait demander à son neveu s'il consentirait à prendre un autre

locataire ; qu'il trouvait à louer plus avantageusement la maison, et que son neveu ne lui aurait *rien répondu* ; — Qu'il est évident que, si le demandeur avait tenu d'Auguste B..., copropriétaire, le mandat de gérer et administrer l'immeuble dans l'intérêt des deux, cette démarche de sa part aurait été superflue, et il ne se serait point cru obligé, dans cette circonstance, de solliciter son assentiment ; — Attendu, en droit, qu'en matière de louage, lorsque l'immeuble appartient à plusieurs copropriétaires indivis, le congé doit être donné au locataire par tous les copropriétaires et non par un seul d'entre eux ; — Qu'il n'en serait différemment que si le copropriétaire qui a donné congé avait agi avec l'assentiment des autres, et que les rapports que le preneur avait eus avec lui pendant la durée du bail ne lui permissent pas d'ignorer qu'il était le mandataire de tous ; — Attendu qu'en l'espèce il ressort des faits de la cause que, loin de donner son assentiment au congé, Auguste B..., copropriétaire, a manifesté au contraire son intention formelle de continuer le bail existant avec la dame veuve S..., notamment le 18 août dernier ; — Que, d'un autre côté, celle-ci n'a jamais considéré le demandeur comme le mandataire de son neveu, qui se trouve d'ailleurs sur les lieux, à Orthez, et par conséquent en situation de veiller lui-même à ses intérêts ; — Attendu que de tout ce qui précède il résulte que le congé du 31 juillet dernier n'ayant été donné qu'au nom seul d'Émile B..., l'un des copropriétaires, ne saurait être déclaré valable ; — Attendu que la partie qui succombe doit être

condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort : — Admettons l'intervention dans l'instance du sieur Auguste B..., copropriétaire par indivis de la maison de la rue Saint-Gilles ; — Déclarons nul et de nul effet le congé donné, le 31 juillet 1890, par le sieur Émile B... ; à la dame Eugénie B..., veuve S... ; — Déboutons, en conséquence, le sieur Émile B..., demandeur, de ses fins et conclusions, et le condamnons en tous les dépens.»

Observations. — Voir, en ce sens, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Louage*, n° 238 ; Dalloz, v° *Louage*, n° 678 ; Guillouard, t. I, n° 433 ; Douai, 6 février 1828.

Justice de paix du canton est d'Auxerre
(Yonne).

Présid.: M. BERTHELENOT, juge de paix.

28 décembre 1891.

Réintégrande. — *Concession de terrain pour extraction de sable.* — *Trouble violent.* — *Dommages-intérêts.*

Il y a un trouble violent, donnant ouverture à la réintégrande, dans le fait d'un propriétaire qui, après avoir concédé temporairement à des tiers, un terrain lui appartenant pour en extraire du sable, moyennant une rétribution proportionnelle, s'est opposé par la violence à la continuation du travail des concessionnaires, et les a expulsés de son terrain les armes à la main.

Il y a lieu pour le juge saisi de réintégrer les concessionnaires dans la possession et jouissance du terrain à eux concédé, et de statuer sur les dommages-intérêts qui peuvent leur être dus.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu, en fait, que Lemaître avait concédé aux demandeurs, pour y extraire du sable, et moyennant une rétribution proportionnelle à la quantité de sable extrait, un terrain sis à Auxerre, avenue Saint-Florentin ; que les demandeurs étant en possession du dit terrain, avaient procédé à leur exploitation, sous les yeux et sans aucune opposition de Lemaître, pendant plus de deux mois, quand, le 10 décembre dernier, le défendeur s'opposa par la violence à la continuation de leur travail, et les expulsa du terrain les armes à la main ; — Attendu que ce fait constitue un acte agressif sur la personne des plaignants qui, mettant en mouvement le droit de légitime défense et pouvant troubler la paix publique, est de nature à servir de base à l'action en réintégrande ; — Attendu, en droit, que, la réintégrande étant admise dans l'intérêt de l'ordre et de la tranquillité publiques, l'action peut être intentée par tout détenteur, même précaire, et notamment par le fermier contre le propriétaire du fonds ; — Par ces motifs, déclarons recevable l'action en réintégrande intentée par Guérande et consorts contre Lemaître ; disons en conséquence que les demandeurs seront réintégrés et maintenus dans la possession du terrain à eux concédé par Lemaître pour y exploiter une sablière ; faisons défense à ce dernier de les troubler à l'avenir, et, pour le préjudice causé, le condamnons en 30 francs de dommages-intérêts et aux dépens de l'instance. »

Observations. — La question résolue par ce jugement est essen-

tiellement controversable. La réintégrande, bien que très différente de la complainte possessoire, puisqu'il n'est pas nécessaire pour l'exercer de justifier d'une possession annale avec les caractères qui la rendent utile pour prescrire, n'en reste pas moins une action réelle, tendant à la maintenue, au moins provisoire, d'un droit de détention de tout ou partie d'un héritage, c'est-à-dire d'un droit immobilier. Aussi y a-t-il lieu de se demander si un simple concessionnaire du droit d'extraire du sable sur un terrain est recevable à intentionner l'action en réintégrande, lorsqu'il est par violence dépouillé de ce droit. La concession qui lui est faite ne lui confère aucune détention du sol lui-même. Le propriétaire concédant n'a pas cessé d'avoir la possession annale, la détention matérielle de son sol. En telle sorte que l'on peut certainement soutenir que le concessionnaire, n'ayant pas, au moment du trouble, la détention du sol lui-même, n'est pas recevable, surtout contre le concédant, à exercer la réintégrande. En ce qui concerne le fermier, qui ne possède qu'à titre précaire, il a été jugé qu'il peut exercer la réintégrande, mais à la condition que ce soit contre des tiers et non contre le bailleur lui-même. Voir en ce sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Action possessoire*, n^o 81, et les décisions qui y sont rapportées. Mais le concessionnaire du droit d'extraire du sable peut-il même être assimilé à un fermier ? La question est au moins douteuse.

Quoi qu'il en soit de toutes ces objections, il faut reconnaître que la majorité des auteurs paraissent avoir adopté la doctrine de M. le

juge de paix d'Auxerre. « C'est dans l'intérêt de l'ordre et de la tranquillité publiques, dit Leligois, v° *Réintégration*, n° 4 et 5, que la réintégration a été admise. Or, à ce point de vue, qu'importe que la possession soit précaire ou à titre de maître ? » D'où il résulte que tout acte de violence commis pour priver un fermier, même un simple concessionnaire, du droit qu'il a de retirer d'un terrain tels ou tels produits, doit donner ouverture à la réintégration. Et l'on peut citer en ce sens Bourbeau, n° 334 ; Aubry et Rau, p. 189 ; Belime, n° 283 ; Bioche, 710, etc., etc.

On voit qu'il y a d'imposantes autorités dans le sens du jugement que nous rapportons ci-dessus. Aussi ce jugement a-t-il été purement et simplement exécuté par le défendeur, qui, sur l'avis de ses conseils, a renoncé à en faire appel.

Justice de paix du canton est de Dijon
(Côte-d'Or).

Président : M. ARBINET, juge de paix.

13 novembre 1891.

Arrhes. — Résiliation de marché. — Bicyclette. — Abandon des arrhes. — Acte passé par écrit. — Preuve testimoniale irrecevable.

Lorsque, à la suite d'une vente de bicyclette, au prix de 400 francs, l'acheteur a versé un acompte de 100 francs, et que le marché ayant été résilié d'un commun accord, aux termes d'une lettre par laquelle l'acheteur a invité le vendeur à garder les arrhes, ce dernier n'est pas recevable à prouver par témoins qu'il avait été verbalement convenu que les arrhes ne seraient que de 50 francs.

En conséquence, doit être rejetée la

demande en restitution de la différence, soit 50 francs.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX :—Sur la demande en preuve par témoins :—Considérant qu'il est acquis aux débats, et d'ailleurs parfaitement reconnu par les parties, que Gérodiér a vendu à Fauroy, pour un sieur Gagnaire, une bicyclette moyennant la somme de 400 francs, sur laquelle 100 francs ont été payés comptant par Fauroy, le surplus, soit 300 francs, devant être versé par à compte de 100 francs ; qu'une quittance de 100 francs, signée de Gérodiér, a été remise à Fauroy qui, en même temps, a souscrit au profit de Gérodiér, trois billets de 100 francs qui lui ont été remis ;—Que onze jours après, ce marché a été résilié d'un commun accord, la bicyclette a été reprise par Gérodiér ; les trois billets et la quittance ont été détruits ; et Fauroy a remis à Gérodiér la déclaration suivante : « Dijon, le 6 août 1891. — Mon-sieur Gérodiér, Dijon. — Veuillez « garder les arrhes reçues pour le « marché qui avait été conclu le « 26 juillet dernier avec le sieur « Gagnaire pour l'achat d'une bicy-clette et considérer le marché « comme nul et non avenue. — Si-gné : F. Fauroy. »—Considérant que Fauroy affirme que contrairement à cet écrit, il a été en réalité convenu que Gérodiér conserverait 50 francs seulement, sur les 100 francs reçus, et lui rendrait l'autre moitié, soit 50 francs ; expliquant avoir écrit, signé et délivré ladite déclaration d'abandon de la somme totale versée, sur la demande de Gérodiér

qui insistait pour avoir un écrit ainsi libellé, uniquement pour la régularité de ses écritures, tout en s'engageant verbalement à ne conserver que 50 francs, et à lui rendre la même somme ; — Qu'il demande à faire la preuve par témoins de cette convention verbale, qui aurait eu lieu quelques minutes avant la rédaction de l'acte qu'on vient de lire ; — Que Gérodiër nie énergiquement s'être engagé à rendre 50 francs à Fauroy, soutient qu'aucune convention verbale ou autre n'est intervenue entre eux, avant, lors ou depuis la résiliation écrite, et s'oppose à l'admission de la preuve testimoniale, en invoquant l'article 1341 du Code civil ; — Que Fauroy soutient que l'acte qu'on lui oppose ne fixant pas le chiffre de la somme abandonnée, la preuve par témoins doit être admise, car elle ne viendra en aucune façon combattre des énonciations qui ne sont pas nettement exprimées audit acte. — Considérant qu'il s'agit tout d'abord de vérifier si l'acte en question est incomplet ou obscur ; — Considérant sur ce point, que, d'après les conventions telles qu'elles ont été expliquées par les parties, et qui viennent d'être résumées, il est clair que le mot *arrhes* de la phrase : « Veuillez garder les arrhes reçues... » s'appliquent aux 100 fr. versés à valoir ; ce que Fauroy reconnaît sans la moindre hésitation, fait qu'il ne pourrait du reste nier, puisque dans son exploit introductif d'instance du 26 août dernier, il demande que Gérodiër soit condamné à lui payer et rembourser la somme de 50 francs qu'il lui doit sur celle de 100 francs, que ledit sieur Fauroy lui a consignée sur une bi-

cyclette rendue... » — Qu'ainsi, il n'y a et ne peut y avoir aucune incertitude sur ce point de fait, nettement établi et hors de toute discussion ; — Que l'on peut donc soutenir qu'on ne rencontre dans l'affaire ni obscurité, ni ambiguïté, ni équivoque ; les *arrhes*, c'est-à-dire l'acompte, dont il est parlé dans l'acte, et qui sont abandonnées à Gérodiër, étant bien la somme de 100 francs à lui versée à valoir par Fauroy, disent à l'unisson les deux parties, point confirmé par la citation du 26 août ; — Considérant néanmoins que Fauroy demande à établir par la preuve testimoniale qu'il n'abandonnait, à Gérodiër, que 50 francs sur les 100 francs versés ; — Qu'il veut ainsi prouver par témoins un fait juridique en contradiction avec l'acte et, par suite, supprimer en quelque sorte son exploit de citation, et sa déclaration à la barre ; — Qu'admettre la preuve testimoniale dans ces conditions, ce ne serait ni pour interpréter, ni pour compléter les énonciations de l'écrit, mais ce serait, au contraire, pour y introduire une énonciation nouvelle, outre et contre celles qui y sont contenues ; — Que ce serait appliquer le vieil adage de la première époque de notre ancien droit français : « Témoins passent lettres » ; mettre la preuve par témoins au-dessus de la preuve par actes, ce que défend précisément l'article 1341 du Code civil ; — Que la solution serait autre si le chiffre de la somme versée n'était pas connu et s'il était discuté par les parties ; qu'alors la preuve ne serait point faite contre et outre le contenu en l'acte, mais tendrait, au contraire, à en révéler l'exactitude et la sincérité ; — Que

la demande de Fauroy pourraient encore se présenter sous des auspices favorables, s'il alléguait que la convention verbale dont il excipe a été postérieure à la rédaction de son écrit, ce qui pourrait être considéré comme l'abandon ou la remise à son profit d'une partie de la somme payée, mais qu'il n'en est pas ainsi, puisqu'il déclare que cette convention a été concomitante et même antérieure de quelques minutes à l'acte ; — Considérant que si l'explication, assez invraisemblable d'ailleurs, qu'il donne du motif qui l'a déterminé à libeller ainsi l'acte discuté, est vraie, Fauroy a eu le plus grand tort d'écouter Gérodier, en consentant à rédiger et à signer une convention différente de celle qui, d'après lui, aurait existé. « Puisqu'on avait dressé un acte, dit Pothier, la partie doit s'imputer de n'y avoir point fait exprimer ce qu'elle allègue aujourd'hui ; » — Que la contrariété des énonciations de l'acte avec la déclaration de Fauroy serait plutôt de nature à faire croire que sa proposition d'abandonner 50 francs seulement pour la résiliation du marché n'a pas prévalu ; — Que sa manière d'agir, après la rédaction de l'acte, est en effet étrange. Alors qu'il devait lui être rendu 50 francs, il détruit billets et quittance, renvoie la bicyclette à Gérodier, lui donne l'écrit sus-transcrit, du 6 août, sans se faire remettre les 50 francs qu'il réclame, ou sans se faire donner une contre-lettre ; — Qu'en tout cas, abstraction faite de toutes ces considérations, il est manifeste que la demande en preuve par témoins est refusée par l'article 1341 du Code civil, et ne peut être accueillie

par le juge ; — Considérant que, ce premier moyen de défense de Gérodier étant admis, il n'échet d'examiner les deux autres moyens, proposés dans ses conclusions ; — Déboute Fauroy, etc... »

Observations. — L'acheteur reconnaissait avoir versé à compte sur le marché une somme de 100 francs. Par écrit il s'était engagé, lors de la résiliation du marché, d'abandonner les arrhes au vendeur. A défaut d'autre indication, ces arrhes ne pouvaient être que la somme versée à compte, soit 100 francs, et c'est avec raison que le juge saisi de la contestation a refusé d'admettre la preuve testimoniale pour prouver, contre le contenu de l'écrit, que les arrhes ne devaient être que de 50 francs ; si telle était l'intention de l'acheteur, il aurait dû la mentionner dans sa lettre. — Le jugement nous paraît donc avoir exactement appliqué le principe énoncé en l'article 1341 du Code civil.

Justice de paix du canton de Segré
(Maine-et-Loire).

Président : M. MILON, A. Q., juge de paix.

22 janvier 1891.

Vente. — Jument poussive. — Dépôt. — Perte de l'animal. — Demande en paiement du prix.

Lorsqu'à une demande en paiement du prix d'un animal vendu, dans l'espèce, une jument poussive et de peu de valeur, le défendeur objecte qu'il n'a pris l'animal qu'en dépôt, l'exception ne saurait être accueillie, alors que d'une part le défendeur n'offre pas la preuve du prétendu dépôt, et que, d'autre part, la perte de l'animal

étant survenue, le défendeur a disposé de sa dépouille et en a reçu le prix sans avertir le demandeur.

Il appartient au juge du fait, à raison de la maladie de l'animal, de laisser une partie de la perte à la charge du vendeur, et par suite de réduire proportionnellement le prix convenu.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le sieur Bouillé, cultivateur, demeurant au Buron, commune du Châtelais, a actionné le sieur Maussion, maréchal et marchand de bestiaux, demeurant au bourg de la même commune, pour obtenir paiement d'une somme de 50 francs représentant le prix d'une jument pousive et impropre à tout service, que ce dernier lui aurait achetée, sur sa propre demande et en pleine connaissance de cause, le 4 novembre dernier, et dont il aurait pris livraison le 7 du même mois.

La cause appelée, Maussion a nié avoir acheté la jument dont s'agit et dont le prix lui est demandé; il a déclaré ne l'avoir reçue qu'à titre de dépôt pour la joindre au premier envoi qu'il ferait à la boucherie d'Angers, mais sans s'engager envers le requérant à autre chose qu'à lui tenir compte du prix qu'il en retirerait, et qui, en aucun cas, ne serait inférieur à 50 francs; qu'en outre, cette jument ayant péri dans la nuit même qui a suivi le dépôt, c'est-à-dire dans la nuit du 7 au 8 novembre, il se refusait absolument à payer le prix d'un animal qu'il n'avait point acheté; jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties entendues en leurs dires et explications; — Attendu que Maussion,

tout en reconnaissant avoir reçu chez lui la jument du demandeur, ne justifie point par écrit le dépôt dont il arguë. et qu'il n'en offre pas davantage la preuve testimoniale autorisée par les articles 1923 et 1344 du Code civil; — Attendu qu'il reconnaît également avoir lui-même, sans être vétérinaire, pratiqué une saignée à l'animal en question, dans la soirée même du 7 novembre, et en avoir vendu la dépouille, après sa mort, à l'équarisseur, sans avoir jamais instruit de ces faits le sieur Bouillé qui ne demeure qu'à 2 kilomètres de chez lui; — Attendu que ces derniers actes, que peut seule autoriser la qualité de propriétaire, sont en contradiction absolue avec les déclarations et les dénégations du défendeur; qu'ils sont de nature, en outre, à engager sa responsabilité alors même que, comme il le prétend, il n'aurait été que simple dépositaire; — Attendu, en effet, que, pour le cas même où le dépôt pourrait être admis, Maussion n'en serait pas moins responsable de la valeur de l'animal qui en aurait été l'objet, puisqu'il ne se serait point conformé aux dispositions des articles 1932 et 1934 du Code susvisé, qui l'obligeaient : 1° à sa conservation et à la restitution de la chose reçue; et 2° à la remise du produit qu'il en avait pu tirer; — Attendu, d'autre part, qu'aux termes de l'article 1929 du même Code, le dépositaire est responsable même en cas de perte par force majeure, de toutes les fautes qu'il a pu commettre, et spécialement des fautes lourdes, comme celle, dans l'espèce, de pratiquer, sans autorisation ni qualité, une saignée; qui a fort bien pu

être la cause déterminante de la mort de l'animal, et de disposer de sa dépouille sans même en informer le soi-disant déposant qui, alors pourtant, eût été le principal intéressé; — Mais attendu que la gravité de la maladie de la jument en question ne lui laissait qu'une minime valeur; que le dénouement fatal pouvait survenir quelques heures plus tôt aussi bien que quelques heures plus tard, disons qu'il nous paraît devoir être fait bonne et saine justice en laissant à la charge du vendeur une part équitable de perte; — Par ces motifs et par jugement contradictoire en dernier ressort, condamnons le sieur Mausson à payer au sieur Bouillé la somme de 35 francs pour les causes sus-énoncées, le condamnons en outre aux intérêts de droit et aux dépens. »

Observations. — Le fait que le défendeur avait disposé de la dépouille de l'animal sans en avertir le demandeur indiquait certainement qu'il s'en considérait comme propriétaire. En tout cas, il avait agi comme tel et n'était plus, par suite, recevable à soutenir que l'animal lui avait seulement été donné en dépôt.

Justice de paix de Villefranche
(Rhône).

Président : M. BENDER, juge de paix.

7 novembre 1894.

Action en complainte. — Chemin. — Trouble violent. — Réintégration. — Enquête. — Reproche à témoins. — Possession. — Voie de fait. — Travaux illégalement exécutés. — Intervenants.

L'action en réintégration se distingue

des autres actions possessoires, en ce qu'au lieu qu'il soit nécessaire de justifier d'une possession réunissant les caractères prescrits par l'article 23 du Code de procédure civile, il suffit que le demandeur établisse sa possession au moment du trouble, et sa dépossession par violence ou voie de fait.

On doit considérer comme voie de fait, donnant ouverture à la réintégration, le fait de clôturer un terrain, sur lequel s'exerçait en fait un droit de passage, au moyen d'une barrière qui en interdit l'accès.

Dans un procès pendant entre une commune et un ou plusieurs habitants, un conseiller municipal ne peut pas être reproché comme témoin, alors que ce conseiller n'a aucun intérêt personnel dans ce procès.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Suivant exploit de l'huissier Carret, de Villefranche, en date du 6 août 1894, enregistré, la commune de Gleizé, en la personne de M. Chabert, son maire, a fait citer les sieurs Deschamps et Billet pour comparaître devant M. le juge de paix de Villefranche. Les sieurs de Longchamps, Georges, Mathieu-Biolay et de Longevialle, ont déclaré, par M^e Morel, intervenir au procès, aux fins suivantes :

« Attendu que depuis un temps immémorial il existe un chemin ou passage tendant de la place de la République à Saint-Roch, commune de Gleizé, au chemin de grande communication n^o 5 bis, dont l'accès est ouvert à tout le monde; — Que les sieurs Deschamps et Billet, propriétaires riverains, se sont permis depuis moins d'un an et jour d'intercepter ce passage ou chemin au moyen d'une porte et d'une barrière; — Attendu qu'une

mise en demeure a été signifiée à Fleury Deschamp à la date du 9 septembre dernier, et qu'elle est demeurée sans effet; — Attendu que les faits ci-dessus reprochés aux sieurs Deschamp et Billet constituent un trouble à la possession et jouissance de la commune de Gleizé, et qu'elle est en droit de faire cesser cet état de trouble et de demander des dommages-intérêts; — De voir dire et prononcer que c'est à tort et sans droit que les sieurs Billet et Deschamp se sont permis de fermer l'accès du chemin ou passage dont s'agit; — Dire que ces faits constituent un trouble à la possession plus qu'annale de la commune de Gleizé — En conséquence, maintenir ladite commune en possession et jouissance dudit passage ou chemin; — Faire défense aux sieurs Deschamp et Billet de l'y troubler à l'avenir, et, pour l'avoir fait, s'entendre, ces derniers, condamner à payer à ladite commune la somme de 200 francs à titre de dommages-intérêts. »

Après enquête et contre-enquête, jugement définitif en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la loi du 25 mai 1838; — Vu les articles 130, 23, 281 du Code de procédure civile; — Vu la loi du 20 août 1881 et l'article 2060 du Code civil; — Attendu qu'en notre procès-verbal de descente de lieux du 26 août dernier, et plus tard en nos enquête et contre-enquête des 9 septembre et 27 octobre derniers, l'intervention des sieurs Déroche de Longchamps, Georges, Mathieu et de Longevialle, a été formellement acceptée par toutes les parties en cause; qu'il y a lieu en conséquence

de les considérer comme défendeurs au procès au même titre que les sieurs Fleury Deschamp et Billet, mis seuls en cause par l'exploit introductif d'instance du 6 août 1891; — Attendu qu'antérieurement à cette date, et par autre exploit du même huissier Carret, en date du 9 septembre 1890, sommation avait été faite par la commune de Gleizé audit Deschamps d'avoir « dans les quarante-huit heures « pour tout délai, à enlever la porte « et la barrière placées sur le passage « en litige et de remettre les lieux « dans leur état primitif sous peine « de tous dépens et dommages-intérêts »; — Ledit passage en litige ainsi désigné dans l'exploit : « Passage public allant de la place de « la République à Saint-Roch au « chemin de grande communication « n° 5 bis »; — Attendu que tous ces faits sont constatés au procès-verbal de descente de lieux du 26 août dernier précité et qu'il y est encore reconnu, par toutes les parties en cause ou intervenantes, que la porte dont s'agit a été placée quelques jours seulement avant la mise en demeure sus-relatée, ladite porte à l'extrémité sud du sentier, est désignée par la lettre A, au plan annexé au rapport de l'expert Jacquet qui nous assistait, rapport en date, à Villefranche, du 26 août 1891, déposé le 7 septembre même année aux minutes du greffe de la justice de paix, le tout enregistré; que même constatation est faite en ce qui concerne la barrière D, placée à la même époque par les défendeurs à l'autre extrémité, celle Nord du passage en litige; — Attendu que par l'exploit introductif d'instance et la mise en demeure

prérappelés, la commune de Gleizé, considérant la pose des porte et barrière dont s'agit comme un trouble à la possession qu'elle prétend avoir dudit passage, requiert l'enlèvement desdits obstacles ; que les deux avocats, conseils des parties en cause, ont longuement développé leurs conclusions, demandant réciproquement à être maintenus en possession du passage ou chemin dont s'agit ; — Attendu que la demande de la commune de Gleizé est bien introduite au possessoire, mais rentre évidemment et doit être considérée, non comme une action en complainte, ni surtout en dénonciation de nouvel œuvre, mais comme présentant de la façon la plus certaine les caractères d'une action en réintégrande ; que l'on doit, en effet, tenir comme voie de fait donnant ouverture à la réintégrande, le fait de clôturer un terrain par une barrière qui en interdit l'accès (voir parmi de nombreux arrêts de la Cour suprême celui du 18 juin 1866) ; — Attendu que cet arrêt décide : « Que si la voie de « fait qui sert de base à la réinté-
« grande consiste en travaux illé-
« galement exécutés sur le terrain
« d'autrui, le juge du possessoire
« est nécessairement compétent
« pour ordonner la suppression de
« ces travaux ; » que c'est bien là précisément le caractère de la demande introductive par la commune demanderesse ; — Attendu que, si, pendant longtemps, la jurisprudence, et surtout les auteurs, étaient on ne peut plus divisés sur cette question, l'article 23 du Code de procédure, qui, pour les actions possessoires, exige la possession an-
nale, est-il applicable à la réinté-

grande aussi bien qu'à la complainte ? Ces controverses doctrinales ont aujourd'hui pris fin (voir Bioche, *Action possessoire*, Bourbeau et notamment Allain, 3^e édit., t. II, p. 594) ; la jurisprudence est aujourd'hui fixée à cet égard (voir principalement un arrêt de la Chambre des requêtes du 14 mars 1876) ; Attendu que, s'il est indiscutable que, soit dans les procès-verbaux de descente de lieux, d'enquête et de contre-enquête, soit au cours des longs débats à l'audience, les parties en cause ont toutes justifié de faits de possession, il est non moins certain que la commune a rapporté la preuve que le sentier litigieux a servi de passage aux habitants depuis de longues années (dépositions des huit témoins entendus dans l'enquête et des sept entendus dans la contre-enquête ou leur supplément) ; — Attendu qu'aux termes de la loi du 20 août 1881, ces faits établissent une présomption suffisante de la publicité de ce chemin ou sentier ; qu'en tout cas, et cette publicité fût-elle douteuse, les défendeurs n'avaient pas le droit de se faire justice à eux-mêmes : 1^o En plaçant une barrière ou porte fermant à clef au point extrême méridional A, entre deux murs appartenant à la commune, et sans même offrir de remettre une des clefs de la serrure ; 2^o et en plaçant à l'extrémité nord D une barrière ou palissade dont la situation paraissait si précaire aux défendeurs, que l'un d'eux, le sieur Billet, par une lettre adressée au maire de Gleizé le 9 septembre 1890, enregistrée et annexée au jugement rendu par nous le 27 octobre dernier, demandait « à
« fermer, pendant les vendanges, le

« petit chemin allant de la grande « route au bourg de Gleizé ; » — Attendu que les défendeurs ou intervenants ont commis un acte violent dont la commune est en droit de demander la répression en vertu de la maxime : *Spoliatus ante omnia restituendus* », que cette action résulte formellement de l'article 2060 du Code civil, et aussi de l'article 6 de la loi du 25 mai 1838 ; et qu'ainsi qu'il a été établi ci-dessus, l'action en réintégrande se distingue des autres actions possessoires, en ce qu'au lieu d'exiger une possession réunissant les conditions prescrites par l'article 23 du Code de procédure civile, il suffit que le demandeur établisse sa possession au moment du trouble et sa dépossession par violence ou voie de fait ; — Attendu que, dans ces conditions, la commune n'a point à se prévaloir de la possession annale, et qu'il n'y a pas lieu d'examiner les faits de possession réciproque, commune ou promiscue, invoqués par les défendeurs ; qu'il suffit que ladite commune justifie, comme elle a justifié, de sa possession à l'époque où les porte et barrière ont été placées par les riverains ; — En ce qui concerne le reproche, par les défendeurs, du témoin Meunier, comme faisant partie du conseil municipal de la commune de Gleizé, reproche articulé au procès-verbal de continuation d'enquête du 27 octobre dernier ; — Attendu qu'il n'y a pas davantage lieu de reprocher un conseiller municipal que tout autre habitant de la commune, surtout au cas où ledit conseiller municipal n'a aucun intérêt personnel dans le procès en cours ; — Attendu que, sur ce point, la jurisprudence

est aujourd'hui fixée (voir Sirey, *Codes annotés*, art. 283 du Code de procédure civile), et que, dans ces conditions, il y a lieu de tenir pour valable la déposition faite par le témoin Meunier, alors surtout que le conseil des défendeurs n'a pas persisté dans ce reproche ; — Attendu qu'aux termes de l'article 281 du Code de procédure civile « La « partie qui aura fait entendre plus « de cinq témoins sur un même fait » ne pourra répéter les frais des « autres dépositions ; » — Attendu, en ce qui concerne les dommages-intérêts réclamés par la commune de Gleizé, que le juge possède tous les éléments nécessaires pour l'évaluation du préjudice causé ; — Par ces motifs, recevant comme défendeurs intervenants au procès, les sieurs Déroche de Longchamps, Georges, Mathieu et de Longevialle, et statuant par jugement contradictoire en premier ressort, sans qu'il soit nécessaire de statuer sur l'action en complainte ni sur les autres motifs invoqués par les parties en cause ; réintégrons la commune de Gleizé dans la possession et jouissance du passage sur le sentier ou chemin allant de la place de la République à Saint-Roch, au chemin de grande communication n° 5 bis, telle qu'elle existait avant la pose des porte et barrière en litige. Faisons défense aux défendeurs et intervenants de troubler cette possession à l'avenir ; condamnons lesdits défendeurs et intervenants à rétablir les lieux dans l'état où ils se trouvaient avant le trouble, et à enlever la porte placée en A et la barrière placée en D aux deux extrémités dudit sentier ; disons que cet enlèvement aura lieu

dans un délai de huitaine de la signification du présent jugement; et faute de ce faire, autorisons la commune à y procéder aux frais desdits défendeurs, lesquels frais seront remboursés sur la production des quittances des ouvriers; — Condamnons les défendeurs et intervenants solidairement entre eux à payer à la commune de Gleizé la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts, les condamnons en tous les dépens et frais généralement quelconques; lesdits dépens liquidés comme suit, etc. »

Observations. — Solutions exactes. Voir indépendamment des autorités citées dans la sentence notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Action possessoire*, n° 65 et suiv., 71 et suiv. — En ce qui touche la dernière solution, il est de principe que, pour les causes de reproche qui ne sont pas prévues par l'article 283 du Code de procédure civile, le juge a plein pouvoir d'apprécier si elles doivent être admises ou rejetées. Il a été jugé que les habitants d'une commune ne peuvent être reprochés, par le seul fait que l'enquête a lieu dans un procès intéressant cette commune. Cass., 30 mai 1825, Montpellier, 12 mai 1829. Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Reproche*, n° 24. Il y a même raison de décider qu'un conseiller municipal ne peut pas être reproché, alors qu'il n'est pas établi que ce conseiller ait dans le procès un intérêt direct et personnel.

Justice de paix de Louvigné-du-Désert (Ille-et-Vilaine)..

Président : M. CARNÉ, juge de paix.

2 novembre 1891.

Contributions indirectes. — Tonneau de cidre. — Fraude. — Amende. — Transaction. — Action en restitution formée contre le vendeur.

Lorsque le vendeur d'un tonneau de cidre a omis de payer les droits de circulation, et que l'acheteur, à la suite d'un procès-verbal dressé par la régie, a dû payer une amende réduite sur transaction, cet acheteur n'est pas recevable ni fondé à actionner son vendeur en restitution de l'amende par lui payée, si des débats et des circonstances de la cause il résulte que l'acheteur avait profité seul de la fraude, et que seul il a transigé avec la régie, en dehors et sans le concours du vendeur.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance, notre jugement interlocutoire du 19 octobre dernier, enregistré, notre procès-verbal d'enquête du 26 du même mois; oui les parties en leurs explications et moyens, ensemble les témoins en leurs dépositions et statuant par jugement en premier ressort; — Attendu que, par son exploit introductif d'instance, la veuve Diné demande que les époux Boivent soient condamnés à lui rembourser, avec intérêts et dépens, la somme de 174 fr. 75 qu'elle a dû payer à la régie pour avoir introduit chez elle, en fraude, un tonneau de cidre qu'ils lui avaient vendu *quitte de droit*; — Attendu que, pour repousser l'action à eux intentée, les époux Boivent ont répondu que l'amende payée par la

demanderesse étant une peine, elle ne pouvait donner lieu à aucun recours contre eux; qu'en tout cas, cette action n'était pas fondée, parce qu'ils n'avaient point vendu leur tonneau quitte de droit, et que ce n'était pas à eux de les acquitter; — Attendu qu'aux termes de notre jugement interlocutoire susrelaté, nous avons déclaré l'action recevable par le motif qu'en matière de contributions indirectes, l'amende a moins le caractère d'une peine que d'une réparation civile; que plusieurs jugements et arrêts l'ont ainsi décidé, et que la jurisprudence paraît aujourd'hui définitivement fixée en ce sens (voir Cass., 9 novembre 1888; Pau, 23 mars 1889); puis nous avons autorisé la demanderesse à prouver par témoins qu'elle avait acheté quitte de droit le tonneau dont s'agit; — Mais attendu que cette preuve n'a pas été suffisamment établie; qu'en effet, la femme Brunet, qui seule a été témoin du marché fait entre la veuve Diné et la femme Boivent, a déclaré dans l'enquête que, quand elles furent d'accord sur le prix du cidre, un débat assez long eut lieu entre elles sur le point de savoir qui payerait les droits, mais que rien ne fut décidé à cet égard en sa présence; que si plus tard, au début du procès actuel, elle a dit à quelques personnes que le tonneau en question avait été vendu quitte de droit, c'est qu'elle l'avait supposé en entendant la femme Boivent dire, après avoir reçu la visite des employés de la régie : « C'est bien malheureux que nous soyons pris, vu que j'avais donné 10 francs à mon fils pour payer la déclaration; » — Attendu que,

s'il est d'usage que le vendeur transporteur fasse à la régie la déclaration de transport des boissons vendues, c'est néanmoins l'acheteur qui, en principe, doit payer les droits de circulation, à moins de convention contraire; qu'en l'absence de cette convention, le défaut de déclaration par le vendeur peut bien engager sa responsabilité envers l'administration des contributions indirectes, mais non à l'égard de l'acheteur qui, dans ce cas, est présumé, comme dans l'espèce, avoir seul profité de la fraude; — Attendu que la démarche des époux Boivent auprès des employés de la régie, en vue d'un arrangement, est insuffisante pour détruire cette présomption et engager leur responsabilité, quand on considère surtout qu'elle n'a été faite que parce qu'ils se croyaient pris n'ayant pu fournir au receveur la feuille d'expédition qu'il était venu leur réclamer; que, d'autre part, c'est la veuve Diné qui, la première, a eu l'idée de la fraude qu'elle avait, du reste, pratiquée déjà (voir dépositions, femme Brunet et Victor Adam); qu'au lieu de s'informer avant l'encavage du tonneau si les droits étaient payés, et le refuser en cas de négative, elle a approuvé Boivent de l'avoir logé dans son auberge sans déclaration (déposition Adam); qu'enfin elle a transigé avec la régie en dehors et sans le concours des défendeurs, semblant elle-même reconnaître par là qu'elle était seule responsable; — Par ces motifs, déclarons la veuve Diné mal fondée en la demande, l'en déboutons et la condamnons aux dépens. »

Observations. — L'acheteur, dûment informé que le droit de circulation n'avait pas été payé, aurait dû refuser de recevoir le tonneau dans sa cave. Il l'a accepté et a ainsi profité seul de la fraude. Il engageait donc bien sa responsabilité envers la régie, et il l'a si bien compris que, lorsqu'il a transigé, il n'a pas même appelé son vendeur à participer à la transaction. Il n'était donc plus fondé à demander à ce vendeur la restitution de l'amende. C'est ce que décide, avec raison, le jugement rapporté ci-dessus.

Justice de paix du VII^e arrondissement de Paris.

Président : M. LE PELETIER, suppléant.

9 octobre 1891.

Louage de services. — Gages. — Garçon d'hôtel. — Rupture du contrat. — Congé. — Indemnité. — Dommages-intérêts. — Usage.

D'après les usages de Paris, le maître qui, sans avoir prévenu le domestique huit jours à l'avance, se refuse de le laisser entrer au jour convenu, lui doit une indemnité représentant huit jours de ses gages mensuels.

Si le maître a prévenu le domestique dans un délai plus court, il doit verser à ce dernier une indemnité représentant les gages pendant le temps écoulé entre ce délai et le délai d'usage.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Pierrard réclame à la veuve Obrecht 21 francs qu'il prétend lui être dus pour huit jours de gages ; — Attendu qu'il fonde sa demande sur les circonstances suivantes : le

23 septembre dernier, la veuve Obrecht l'a arrêté comme garçon d'hôtel pour entrer à son service le 30 du même mois ; — Attendu que la veuve Obrecht ayant le 26 septembre, c'est-à-dire quatre jours seulement avant celui fixé pour l'entrée de Pierrard, pris le parti de conserver son ancien garçon, a prévenu Pierrard qu'il n'avait pas à compter sur la place ; — Attendu qu'à raison de cette rupture de l'engagement par la veuve Obrecht, Pierrard lui réclame 21 francs, représentant huit jours de ses gages ; — Attendu que, d'après les usages de Paris, le maître qui, sans en avoir prévenu le domestique huit jours à l'avance, se refuse de le laisser entrer au jour convenu, lui doit une indemnité représentant huit jours de ses gages mensuels ; — Attendu que, faisant à la cause l'application de ces usages, la veuve Obrecht ne peut être tenue de payer à Pierrard que quatre jours de ses gages, puisque pour quatre jours seulement, l'usage n'a pas été observé ; — Attendu que ces gages, pour quatre jours, s'élèvent à 10 fr. 50 ; — Sur la demande de Pierrard de 10 francs à titre de dommages-intérêts ; — Attendu que condamner la veuve Obrecht à des dommages-intérêts ce serait prononcer deux condamnations pour la même cause, puisque les huit jours alloués par les usages de Paris, le sont à titre d'indemnité ; qu'il n'y a donc pas lieu d'admettre ce chef de la demande ; — Par ces motifs, condamnons la veuve Obrecht à payer à Pierrard la somme de 10 fr. 50, avec les intérêts du jour de la citation, et condamnons la veuve Obrecht aux dépens. »

Observations. — Endehorsmême de toute espèce d'usage local, le domestique, dans l'espèce ci-dessus, avait droit à des dommages-intérêts. En effet, le patron, en retenant à l'avance un domestique, contracte envers lui l'obligation de lui réserver la place et de ne pas en disposer en faveur d'un autre, comme le domestique en pareil cas, s'engage à réserver ses services. Il y a donc là à la fois obligation de faire et de ne pas faire, laquelle, aux termes de l'article 1742 du Code civil, se résout en dommages-intérêts.

Justice de paix du VIII^e arrondissement de Paris.

Président : M. GAULTIER-PASSERAT,
juge de paix.

28 février 1889.

Liberté du commerce. — *Cafetier.* — *Restaurateur.* — *Lieux publics.* — *Marchand.* — *Boutique.*

Tout marchand a le droit d'interdire l'accès de sa maison à une personne déterminée et de refuser de lui vendre les objets de son commerce; cette interdiction constitue le légitime usage d'un droit consacré au profit de tous marchands par l'article 7 de la loi des 2 et 17 mars 1791 sur la liberté du commerce et de l'industrie.

Voici le jugement que rendait, à la date du 28 février 1889, M. le juge de paix du huitième arrondissement de Paris :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur le premier chef de demande : — Attendu qu'il est reconnu par Sylvain que, dans la journée du 27 janvier, Guy de Marcilly s'est présenté dans

son établissement et a demandé qu'on lui servit à souper, ce qui a été refusé ; — Attendu que Sylvain reconnaît également que de Marcilly n'était ni en état d'ivresse ni dans une tenue inconvenante, et qu'il a offert de payer d'avance le prix des consommations ; — Mais que, pour expliquer son refus, Sylvain allègue qu'en différentes circonstances, Guy de Marcilly s'est comporté à son égard avec une familiarité blessante, et a provoqué des altercations de nature à porter préjudice à son établissement ; — Attendu que Guy de Marcilly ne méconnaît pas qu'en effet, à deux reprises, et antérieurement au 27 janvier, des discussions ont eu lieu, mais qu'il en rejette la faute sur Sylvain et ses garçons qui auraient eu tous les torts ; — Attendu que, sans qu'il soit besoin d'apprécier les griefs que s'imputent réciproquement les parties, et en particulier jusqu'à quel point peuvent être réellement offensants les procédés de M. Guy de Marcilly qui affecterait, vis-à-vis des hôteliers, des allures d'un autre âge, il suffit que Sylvain les trouve tels et ne veuille plus s'y exposer ; qu'il exerce un commerce absolument libre, et n'a, par aucun agissement, compromis vis-à-vis du public cette liberté qu'il tient de la loi ; — Attendu que c'est à tort que la demande s'appuyant sur les articles 1582 et suivants du Code civil, voudrait assimiler le restaurateur au boutiquier qui a procédé par voie d'affiche sur une marchandise à l'étalage, ce qui constitue l'offre à tout venant et rend la vente parfaite et la livraison obligatoire dès qu'il se présente acheteur ; que, tout au

contraire, les consommations, dans un établissement du genre de celui qu'exploite le défendeur, sont livrées sur commande, au désir du client, et soumises à sa critique, ce qui paraît même avoir eu lieu, à tort ou à raison, dans une précédente circonstance; que c'est à bon droit que Sylvain appuie son refus de servir à souper à de Marcilly sur les termes de l'article 7 de la loi des 2 et 17 mars 1791, qui a décrété la liberté du commerce; — Attendu que les principes proclamés par cette loi ont été consacrés à plusieurs reprises par des décisions de la Cour suprême, et notamment dans un arrêt récent de la Cour de cassation (11 janvier 1889); qu'ils doivent recevoir leur application dans la cause; — Sur le second chef de demande: — Attendu qu'il n'est, en réalité, qu'une demande accessoire à la première; que celle-ci étant rejetée, elle doit être également repoussée; — Par ces motifs, déclare Guy de Marcilly non recevable, en tout cas mal fondé en sa demande; l'en déboute, et le condamne aux dépens. »

Observations. — Sur appel interjeté par le sieur de Marcilly, le Tribunal de la Seine, à la date du 23 mars 1892, a statué comme suit :

« **LE TRIBUNAL :** — Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence que tout marchand a le droit d'interdire l'accès de sa maison et de refuser de vendre les objets de son commerce; que cette interdiction constitue le légitime usage d'un droit consacré au profit de tous marchands par l'article 7 de la loi des 2 et 17 mars 1791, sur la

liberté du commerce et de l'industrie; — Et attendu, dans l'espèce, qu'il résulte des débats que c'est pour des motifs et des convenances personnelles qu'il n'échet de rappeler ici, que Sylvain Gourdon a refusé de servir des consommations à Guy de Marcilly et lui a interdit l'entrée de son établissement; que, dans ces conditions, il n'y a lieu de faire droit à l'appel, lequel est mal fondé; — Par ces motifs, — Reçoit Guy de Marcilly appelant du jugement du 28 février 1889; — Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé; — Confirme ledit jugement; dit qu'il sortira son plein et entier effet; et condamne de Marcilly à l'amende et en tous les dépens. »

Il y a, dans les décisions ci-dessus rapportées, une application intéressante et exacte, suivant nous, de l'article 7 de la loi des 2 et 17 mars 1891 sur la liberté du commerce. Voici dans quels termes est conçu l'arrêt de rejet de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 11 janvier 1889, visé par le premier juge dans sa sentence: « Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que la dame F., non pour se soustraire à l'application de la taxe, mais pour des motifs de convenance personnelle, a refusé absolument de vendre du pain et a interdit l'accès de son magasin à une personne déterminée; qu'une telle interdiction ne peut être considérée comme un refus de vente de pain au prix de la taxe, dans le sens de la loi; qu'elle constitue, au contraire, le légitime usage d'un droit consacré au profit des boulangers comme de tous autres marchands par l'article 7 des 2-17 mars 1891 sur la liberté du

commerce et de l'industrie; — Par ces motifs, — **REJETTE.** »

Justice de paix du canton de Saint-Clar (Gers).

Président : M. DAYREM, juge de paix.

12 novembre 1891.

Action possessoire. — Enclave. — Chemin de desserte ou d'exploitation. — Assiette du passage. — Possession. — Titre. — Interprétation. — Incompétence.

Les actions possessoires ne sont recevables qu'autant qu'elles ont été formées dans l'année du trouble par ceux qui, depuis une année au moins, étaient en possession paisible par eux ou les leurs à titre non précaire.

Une action possessoire doit être rejetée lorsque des circonstances de la cause, de la visite de lieux et des enquêtes, il résulte qu'aucun trouble n'a été apporté à la possession réelle du demandeur.

Le demandeur en maintenue possessoire d'un droit de passage qui revendique pour la largeur du passage 1 mètre de terrain *ultra possessum*, et base sa revendication sur une interprétation vraie ou fausse du titre constitutif de la servitude, soulève une question du fond qui échappe à la compétence du juge de paix.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Par exploit de Bourgeat, huissier à Saint-Clar, en date du 13 octobre 1891, dûment enregistré, le sieur Jean Barrieu, propriétaire, habitant de la commune de l'Isle-Bouzon, a été, à la requête de Jean-Siméon Manéchal, aussi propriétaire, demeurant dans la même commune, cité à comparaître devant M. le juge de paix du canton de Saint-Clar, en son audience du 13 octobre, pour :

« Attendu, est-il dit dans l'exploit, que le requérant possède, au quartier de Pebernat, lieu dit à *Bataillé*, commune de l'Isle-Bouzon, une pièce de terre labourable, d'une contenance de 96^a,93, pour l'avoir acquise suivant acte de vente, du 10 juin 1875, au rapport de M^e Treille, notaire à Saint-Clar; — Que, pour l'exploitation de cette pièce de terre, qui est à l'état d'enclave, ledit requérant a, de tout temps et notamment depuis an et jour avant le trouble dont il va être parlé, exercé un droit de passage et servitude, à pied, à cheval, avec bœufs et charrette et autrement, sur un immeuble contigu, autrefois propriété de Barnabé Lafforgue, aujourd'hui de Jean Barrieu; — Que cette servitude, qui s'est exercée constamment au couchant de l'immeuble prémentionné, a toujours eu et doit avoir une largeur de 3 mètres, mais que, depuis moins d'un an, le sieur Barrieu, s'étant permis d'enlever de la terre au midi de son immeuble, a, par cette opération, réduit l'assiette de la servitude à une largeur de 1^m,60; — Par ces motifs et tous autres à faire valoir, y venir mondit sieur Barrieu entendre maintenir le requérant dans la possession de la servitude dont s'agit, s'entendre condamner à rétablir les lieux tels qu'ils étaient avant son entreprise, ou tout au moins voir dire et déclarer qu'il sera tenu de donner à ladite servitude une largeur de 3 mètres, à peine de 10 francs de dommages par chaque jour de retard, et, pour le préjudice déjà causé, s'entendre condamner en 150 francs de dommages-intérêts et en tous les dépens. »

A l'audience du 15 octobre, le trouble est formellement dénié par le défendeur, et le Tribunal, par un jugement d'avant faire droit, décide de se transporter sur le terrain du litige.

La visite des lieux, à laquelle il est procédé le 31 octobre, a pour résultat les constatations suivantes :

Le sieur Jean Barrieu possède au lieu de Bataillé, commune de l'Isle-Bouzon, une pièce de terre, nature de labourable, confrontant du nord à chemin public du Rey, et du midi à pièce de terre de Siméon Manéchal.

Pour l'exploitation de cette dernière, c'est-à-dire pour aboutir d'icelle au chemin du Rey et *vice versa*, ledit Manéchal a un droit de passage établi par titre (acte du 10 juin 1875) sur l'immeuble de Jean Barrieu. Cette servitude s'exerce au couchant dudit immeuble. Là se trouve, en effet, un chemin à usage de servitude, qui va en ligne droite du chemin du Rey à la pièce de terre du demandeur. Or ce chemin, sur lequel Manéchal a toujours exercé le passage, ne présente qu'une largeur de 2 mètres.

A l'audience du 2 décembre et malgré les constatations ci-dessus, le sieur Manéchal persiste à réclamer pour la largeur du passage un troisième mètre de terrain. Il invoque à l'appui de cette réclamation l'acte précité du 10 juin 1875, où il est dit qu'il aura « un droit et servitude de passage à pied, à cheval, avec bœufs et charrette et autrement ». Il soutient que les mots, *et autrement*, lui donnent droit à une largeur de 3 mètres.

Le défendeur répond qu'il n'a jamais contesté au sieur Manéchal le droit de passage, pas plus que

l'exercice et la possession de la servitude sur une largeur de 2 mètres, et, attendu qu'il ne s'est permis aucun acte contraire à ladite possession, ce qui est suffisamment démontré par l'état des lieux, il conclut à ce qu'il plaise au Tribunal débouter purement et simplement le demandeur, et le condamner aux dépens.

Le 12 novembre, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'action possessoire exercée par Siméon Manéchal contre Jean Barrieu ; — Vu notre procès-verbal de visite des lieux, en date du 31 octobre 1891, lequel sera enregistré avant ou en même temps que le présent jugement ; — Parties ouïes en leurs dires, moyens et conclusions ; — Attendu que le sieur Manéchal, pour l'exploitation d'une pièce de terre enclavée, située au quartier de Pebernat, lieudit à Bataillé, commune de l'Isle-Bouzon, est en possession plus qu'annale d'une servitude de passage avec bœufs et charrette, ladite servitude établie d'ailleurs par titre, sur une propriété contiguë, appartenant au sieur Barrieu, qui ne le conteste pas ; — Attendu qu'il se plaint d'avoir été troublé dans sa légitime possession par le fait dudit Barrieu, qui se serait permis, depuis moins d'un an et jour, d'enlever de la terre sur la lisière sud du fonds servant, et, par cette opération, aurait rétréci le passage et réduit à la largeur de 1^m,60 l'assiette de la servitude, qui doit avoir, au dire du plaignant, une largeur de 3 mètres ; — Attendu qu'il existe, au couchant de la pièce du défendeur, un chemin à usage de servitude, qui va en ligne

droite du chemin public du Rey à la pièce de Manéchal ; — Attendu que le demandeur a toujours pratiqué le passage avec bœufs et charrette sur ledit chemin, qui ne présente qu'une largeur de 2 mètres ; — Attendu qu'il n'a ni prouvé ni offert de prouver que le passage ait été pratiqué par lui sur une plus large étendue du terrain ; — Attendu qu'il résulte de notre procès-verbal du 31 octobre et qu'il est démontré par l'état des lieux que le défendeur n'a rien fait pour nuire à l'exercice de la servitude à l'endroit et dans la limite susindiqués ; qu'en enlevant de la terre sur la lisière sud du fonds servant, comme c'est son droit de propriétaire, il n'a nullement rétréci le passage, dont l'assiette présente, depuis, comme avant, non une largeur de 4^m,60, comme le prétend Manéchal, mais une largeur de 2^m,10, comme il est dit au procès-verbal de visite des lieux ; — Attendu qu'aux termes de l'article 23 du Code de procédure civile, les actions possessoires ne sont recevables qu'autant qu'elles ont été formées dans l'année du trouble, par ceux qui, depuis une année au moins, étaient en possession paisible, par eux ou les leurs, à titre non précaire ; — Attendu qu'aucun trouble n'a été apporté par Barrieu à la possession réelle du sieur Manéchal ; que, dès lors, l'action intentée par celui-ci manque de la première condition exigée par la loi pour l'exercice des actions possessoires ; — Attendu, au surplus, qu'en revendiquant, pour la largeur du passage, 1 mètre de terrain *ultra possessum*, ledit Manéchal a mêlé dans son action le possessoire et le pétitoire, qui ne

doivent jamais être cumulés (art. 25 du Code de procédure civile) ; — Attendu qu'une telle revendication, basée, non sur la possession annale, mais sur une interprétation vraie ou fausse du titre constitutif de la servitude, s'applique au fond du droit, et soulève une question qui est du ressort exclusif de la justice ordinaire ; — Par ces motifs, vidant le délibéré et statuant par jugement contradictoire à charge d'appel, déclarons Manéchal non recevable dans sa demande en maintenue possessoire, et l'en déboutons ; — Sur le fond du droit, interprétation et application de l'acte du 10 juin 1875, nous déclarons incompétent, renvoyons ledit Manéchal à se pourvoir comme il avisera devant le Tribunal civil, et le condamnons aux dépens, liquidés à 32 fr. 10, en ce non compris les frais et accessoires du présent jugement, auxquels le demandeur est également condamné. »

Observations. — Le juge du possessoire ne peut que maintenir l'état de choses existant avant le trouble, et s'il s'agit notamment d'une servitude de passage, il ne peut maintenir le demandeur que dans la possession dont il justifie. De la visite des lieux et des circonstances de la cause il résultait la preuve que le chemin de desserte sur lequel s'exerçait la servitude avait une largeur de 2 mètres, et que le demandeur ne prouvait pas qu'il l'eût exercée sur une largeur plus étendue de terrain. Or, comme cette largeur n'avait pas été diminuée du fait du défendeur, l'action en complainte manquait de base et devait être rejetée. — Peu importe,

devant le juge du possessoire, que les titres accordent au demandeur une assiette plus large. D'une part, la possession doit être préférée aux titres, et d'autre part le juge de paix ne pourrait, sans cumuler le pétitoire avec le possessoire, interpréter le titre, afin de restituer au demandeur une largeur du chemin plus grande que celle sur laquelle s'est jusqu'ici exercée la possession réelle. Ce serait là, en effet, statuer non plus sur la possession, mais sur le fond du droit.

Trib. de simple police de Saint-Fargeau (Yonne).

Président : M. BALUT, juge de paix.

5 juin 1891.

Recensement de la population. — Refus de fournir les renseignements. — Procès-verbal. — Défaut de distribution des imprimés prescrits. — Relaxe.

N'est pas tenu d'obéir au décret sur le recensement de la population, ni de fournir aux recenseurs les renseignements prescrits, l'individu à qui n'ont pas été remis en temps utile, c'est-à-dire le 10 avril au plus tard, les imprimés, feuilles de ménage et bulletins individuels, prescrits par l'instruction ministérielle du 6 mars 1891.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Après l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 153 et 155 du Code d'instruction criminelle; ouï le prévenu en ses moyens de défense; M^e de Breuze en sa plaidoirie; et le ministère public en ses réquisitions et conclusions; — Donne

acte à la défense de ses conclusions écrites et du certificat de M. le maire des Bordes; — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier, dressé le 14 avril dernier à 7 heures du soir et clos le 28 du même mois par le nommé Corbin, garde champêtre de la commune de Lavau; que ledit Corbin s'étant présenté au château de la Grange-Arthuis pour procéder au recensement de ses habitants le 12 dudit mois, jour du dénombrement de la population, accompagné du sieur Dussoulier, nommés tous deux agents recenseurs par arrêté de M. le maire de Lavau, que ces agents n'ayant trouvé que le maître d'hôtel qui n'a pu leur donner les renseignements nécessaires; — Attendu qu'il résulte encore du procès-verbal, ce qui, du reste, est parfaitement établi aux débats par les aveux du prévenu, que le surlendemain 14 avril, M. de Lestrade étant de retour à Lavau, l'agent Corbin s'est à nouveau présenté chez lui à l'effet de recueillir sur les membres de sa famille et ses domestiques les renseignements dont il avait besoin pour établir sa feuille de ménage; que M. de Lestrade s'est obstinément refusé à lui donner ces renseignements; — Attendu que pour motiver son refus, le prévenu opposant que, lui et les personnes de sa maison ont été recensés aux Bordes (Loiret), où il a élu domicile, au moyen de bulletins individuels, qu'il n'a pas sa résidence au château de la Grange-Arthuis et que par conséquent il ne devait pas être porté comme absent de la commune de Lavau non plus que son personnel; et qu'en outre, les agents ne s'étaient pas conformés à la loi, en

ne déposant que le 12 avril les imprimés nécessaires, il n'était pas tenu de donner les renseignements qu'ils demandaient; il y a lieu d'examiner le mérite de ces exceptions. — Sur la question de résidence : Attendu, en droit, que la résidence n'est pas le domicile dans le sens légal du mot, qu'il faut entendre par résidence le lieu auquel tout individu est présumé attaché par un séjour d'habitude et par des moyens d'existence notoires, qu'au surplus, le même individu peut avoir plusieurs résidences, mais, qu'en ce qui concerne celle relative au dénombrement de la population, l'on doit se référer aux instructions prescrites à la suite du décret de M. le président de la République en date du 1^{er} mars 1891. — Attendu que la partie de ces instructions intitulée « Individus à « inscrire sur la liste nominative « quoique absents de la commune. » porte : « La seconde section du « bulletin de ménage sera également transcrite sur la liste nominative, cette section se composant d'individus qui, quoique absents de la commune au moment du recrutement, doivent être considérés comme faisant partie de la population municipale. D'une manière générale, on doit considérer, comme rentrant dans cette catégorie toutes les personnes qui, bien qu'ayant plusieurs résidences ou étant en déplacement momentané, passent la plus grande partie de l'année dans la commune. — Telles sont les personnes qui ont une habitation à la ville et une à la campagne. » — Attendu, en fait, qu'il n'est pas dénié que M. le mar-

quis de Lestrade habite la plus grande partie de l'année la Grange-Arthuis, commune de Lavau, où il y possède son château et la plus grande partie de ses biens, qu'il y a donc des moyens d'existence notoires, et qu'ainsi il devait y être recensé comme absent, de même que les membres de sa famille et ses domestiques le 12 avril dernier, puisque ce jour-là ils se trouvaient aux Bordes (Loiret) où ils ont été recrutés individuellement comme présents dans cette dernière commune; — Attendu qu'en refusant à son retour le 14 avril, de donner les renseignements nécessaires à la composition de sa feuille de ménage comme ayant sa résidence à Lavau, il ne s'est pas conformé aux instructions du décret de M. le Président de la République ci-avant relaté; — Et attendu qu'il est de jurisprudence que les arrêtés préfectoraux et décrets présidentiels qui prescrivent le dénombrement de la population doivent être assimilés aux règlements publiés par les autorités municipales (Cass., 7 mars 1887). Les contrevenants sont passibles de l'amende édictée par l'article 471, n° 15, du Code pénal; — Mais attendu que l'instruction ministérielle du 6 mars 1891, sous le titre « Distribution des imprimés », prescrit de déposer le 10 avril, au plus tard, dans chaque maison, un bordereau de maison modèle n° 3, un nombre de feuilles de ménage n° 2 et des bulletins individuels n° 1, quelque peu supérieur aux chiffres portés sur le carnet de prévision; — Attendu qu'il résulte de la déposition de l'agent recenseur Corbin que les imprimés nécessaires au dénombrement des habitants du

château de la Grange-Arthuis n'étaient pas déposés audit château à la date du 10 avril, puisqu'ils n'y ont été présentés que le 12; qu'ainsi M. de Lestrade n'aurait pas pu remplir ces imprimés, s'il avait été chez lui, avant cette dernière date afin de s'éviter de donner plus tard les renseignements nécessaires; qu'il suit de là, que c'est à bon droit qu'il prétend que, du moment où la municipalité ou ses agents n'ont pas rempli toutes les prescriptions de l'instruction, elle est mal fondée à exiger qu'il en soit de même pour lui; — Attendu qu'en matière pénale, tout étant de droit étroit, il y a lieu de déclarer que les agents recenseurs de la commune de Lavau n'ayant pas observé strictement l'instruction du 6 mars 1891 dans toutes les parties intéressant essentiellement la population, ils ne pouvaient astreindre de Lestrade à se conformer à ladite instruction; — Que si l'opération du recensement de la population est très utile et même indispensable à divers points de vue et que tout citoyen doit se faire un devoir de se conformer aux décrets et instructions y relatifs, il n'en est pas moins vrai qu'elle engendre parfois des ennuis et des vexations pour le public; que dès lors, on comprend aisément toute l'importance du titre susvisé, où il est dit que le 10 avril au plus tard, les imprimés devront être distribués; cette partie de l'instruction ayant eu évidemment pour but d'obvier autant que possible à ce grave inconvénient; — Attendu qu'en ne remplissant pas cette formalité les agents recenseurs de la commune de Lavau ont virtuellement dispensé de Lestrade de se conformer lui-

même à ladite instruction sans encourir la contravention qui lui est reprochée; — Par ces motifs, vu l'article 159 du Code d'instruction criminelle, etc., prononce la relaxe et renvoie le prévenu des fins de la poursuite sans dépens. »

Observations. — Il a été plusieurs fois jugé qu'il y a contravention punissable en vertu de l'article 474, n° 15, du Code pénal, dans le fait de refuser d'obéir aux prescriptions du décret ordonnant le recensement de la population et de fournir aux recenseurs les renseignements exigés par ce décret. Le prévenu, dans l'espèce s'était refusé itérativement à fournir ces renseignements, bien que les recenseurs se fussent deux fois présentés à son domicile. Il avait donc très certainement commis la contravention prévue et punie par l'article précité. L'excuse invoquée par le jugement pour motiver la relaxe ne nous paraît pas suffisante, sans doute une instruction ministérielle, visée dans la sentence prescrit une distribution dans chaque maison le 10 avril au plus tard, d'imprimés qui devaient ou pouvaient être remplis par les habitants de chaque maison; mais cette distribution prescrite par une simple instruction n'est qu'un moyen de faciliter l'exécution du décret; elle devait être faite non pas seulement dans l'intérêt des particuliers, mais aussi et surtout pour abrégé le travail des recenseurs, et les dispenser de se présenter en personne au domicile de chaque famille, puisqu'elle leur permettait de retirer des mains des concierges toutes les feuilles de la maison, remplies par chacun des

locataires; mais nous ne pensons pas que le défaut de remise en temps utile des imprimés prescrits par l'instruction puisse dispenser les citoyens de fournir les renseignements voulus, lorsque les recenseurs se présentent à leur domicile. Le décret ordonne que ces renseignements soient fournis, lorsqu'ils sont demandés par les personnes à ce autorisées. Le refus de les donner dans ce cas constitue donc une contravention sans excuse.

Justice de paix de Castelmoron-sur-Lot
(Lot-et-Garonne).

Président : M. LAFFITTE DU TREILH,
juge de paix.

29 décembre 1891.

Exploit. — Nullité. — Opposition.
Jugement par défaut. — Huissier.

Un exploit contenant citation devant un Tribunal de paix, ne peut, à peine de nullité, être délivré par un huissier résidant dans le ressort d'un autre Tribunal de paix.

Par jugement en date du 8 décembre 1891, le juge de paix de Castelmoron-sur-Lot (arrondissement de Marmande) avait condamné par défaut le sieur Ostendie à payer au sieur Charrié une somme de 100 francs pour dommages aux champs. Le jugement fut signifié au sieur Ostendie par exploit en date du 22 décembre 1891 du ministère de Petit, huissier audiencier de la justice de paix, commis à cet effet. Suivant autre exploit en date du 23 décembre du ministère de Combret, huissier près le Tribunal civil de Marmande, mais résidant dans le canton de

Tonneins, le défendeur défaillant forma opposition au jugement. Par autre jugement en date du 29 décembre 1891, le sieur Ostendie a été déclaré non recevable en son opposition, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'aux termes de l'article 4 du Code de procédure civile, les citations et exploits pour comparaître en justice de paix doivent être notifiés par huissier au défendeur ; — Attendu qu'Ostendie et Charrié sont tous les deux habitants du canton de Castelmoron, et que l'acte d'opposition au 23 décembre courant aurait dû être notifié, non par l'huissier Combret, qui réside dans le canton de Tonneins, mais bien par l'huissier Petit, résidant à Castelmoron, et qui est seul huissier audiencier de notre justice de paix (il n'y en a pas d'autre dans le canton) qui seul a qualité pour faire valablement lesdits actes. Qu'en outre la jurisprudence constante et reconnue enseigne qu'un huissier non résidant du canton où l'action est portée en justice de paix, ne peut pas plus instrumenter pour cette justice de paix qu'il ne pourrait le faire devant un Tribunal d'arrondissement autre que celui où il exerce ; que dans le cas où sa qualité n'existe plus, l'acte qu'il a signifié tombe, non parce qu'il est fait par un officier public incompetent, mais parce que hors de la juridiction dans laquelle il instrumente, cet officier n'ayant plus un caractère public, cet acte manque en l'une des conditions les plus essentielles de son existence ; — Par ces motifs et par jugement

en dernier ressort, déclarons d'office l'acte d'opposition du ministère de M^e Combret, huissier à Tonneins, nul et de nul effet; conséquemment renvoyons Ostendie de sa demande en opposition comme irrecevable, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Ce jugement nous paraît faire une juste application de l'article 16 de la loi du 23 mai 1838 qui, en conférant à tous les huissiers d'un même canton le droit de donner toutes les citations et de faire tous les actes devant la justice de paix; exclut par là même de ce droit les huissiers résidant dans les autres cantons du même arrondissement. On ne saurait, pour critiquer la décision ci-dessus rapportée, invoquer l'article 1030 du Code de procédure civile qui défend de suppléer les nullités. L'huissier qui instrumente en dehors du ressort déterminé par la loi, agit sans aucune qualité; l'acte qu'il délivre dans de semblables conditions n'a pas plus de valeur que s'il était signifié par un avoué, un notaire ou même un simple particulier; or, dans ce dernier cas, il ne viendrait à personne l'idée de soutenir que l'article 1030 est applicable.

Justice de paix du VIII^e arrondissement de Paris.

Président : M. GAULTIER-PASSERAT,
juge de paix.

3 décembre 1891.

Loueur de voitures. — Mariage. — Contrat. — Inexécution. — Faute. — Demande en paiement du prix stipulé.

Le loueur de voitures qui a loué des

landaus pour un mariage est responsable de la faute de ses cochers qui n'ont pas mis leurs voitures à la disposition des mariés pendant toute la durée de la cérémonie.

Lorsque l'inexécution du contrat provient d'un malentendu, il appartient au juge d'apprécier quelle est celle des parties qui doit en supporter les conséquences. Spécialement lorsque des voitures louées pour une noce rentrent pour remiser à midi, le loueur de voitures ne peut pas raisonnablement supposer qu'un service de noce soit terminé à midi, et il commet une faute s'il ne renvoie pas les voitures.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

M. Coquelin, frère des acteurs de la Comédie française, a épousé, à la mairie du huitième arrondissement, une jeune fille de religion protestante.

Après le mariage civil qui s'est terminé à onze heures, et la cérémonie religieuse ne devant avoir lieu qu'à deux heures, les mariés et leurs familles se rendirent au restaurant pour déjeuner, et en y arrivant, M. Coquelin fit prévenir les cochers des landaus qui avaient amené la noce, de ne pas manquer de revenir la prendre à une heure et demie précise pour aller au temple.

Or les cochers ont cru ou ont feint de se croire congédiés, et ne sont pas revenus, en sorte qu'à l'heure indiquée, la noce dut gagner le temple dans de simples voitures de places.

Le loueur de voitures, le sieur Honoré, n'en a pas moins réclamé à M. Coquelin le paiement intégral des deux landaus, soit 70 francs. M. Coquelin a offert 20 francs, estimant qu'il eût été en droit de ne rien payer et de réclamer des dommages-intérêts.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que deux landaus ont été loués à l'occasion du mariage de M. Coquelin; que ces voitures ont conduit à dix heures et demie la famille et les mariés à la mairie du huitième et ensuite au café Anglais où avait lieu le déjeuner; — Attendu que Coquelin déclare qu'en descendant de sa voiture, il a dit aux cochers de venir le prendre à une heure et demie; — Attendu que les voitures n'ont pas reparu et que les mariés ont dû se rendre au temple en fiacre; — Attendu que le loueur réclame aujourd'hui 70 francs, prix convenu pour la location de deux landaus; que Coquelin se refuse à payer cette somme par le motif que, loin d'avoir joui des voitures, il a par suite de leur absence, éprouvé, sinon un préjudice matériel, un désagrément que tout le monde doit comprendre; que toutefois, à titre gracieux, il a dès l'origine offert la somme de 20 francs, pour l'heure et demie pendant laquelle les landaus ont été à son service, offre qu'il renouvelle à la barre; — Attendu qu'il est incontestable qu'un malentendu a eu lieu et qu'il s'agit pour le Tribunal d'apprécier quelle est celle des parties qui doit en supporter les conséquences; — Attendu, d'une part, qu'il ne saurait être contesté que les voitures avaient été louées à la journée et que, d'autre part, il n'est pas admissible qu'un loueur qui, comme la maison Honoré, a la pratique des mariages, puisse supposer un seul instant qu'un service de nocé finisse à midi; — Qu'au courant par état des usages en pareille cir-

constance, le loueur ne pouvait ignorer que la cérémonie religieuse avait lieu au temple dans l'après-midi et que les voitures avaient à y conduire la mariée; — Qu'à supposer que l'ordre donné aux cochers n'ait pas été suffisamment précis, le patron ou son préposé voyant ses voitures rentrer et remiser à midi devait, en présence d'un fait aussi anormal, pressentir une erreur et aviser sans retard à la réparer; — Attendu que de ce que dessus il résulte que l'inexécution du contrat doit être principalement attribuée à la faute du demandeur, et que le prix stipulé ne saurait être réclamé; — Attendu, toutefois, que malgré ses justes griefs, Coquelin maintient son offre gracieuse de la somme de 20 francs, et qu'il y a lieu de lui en donner acte; — Par ces motifs, déclarons le demandeur purement et simplement non recevable; — Donnons toutefois acte de l'offre de 20 francs faite par Coquelin, et condamnons le demandeur aux dépens. »

Observations. — Le loueur de voitures, en l'espèce, devait nécessairement comprendre qu'il y avait eu malentendu, et il avait le devoir de s'assurer par lui-même s'il était vrai que les mariés qui payaient leurs voitures à la journée, n'en eussent plus besoin dès midi. Il avait commis une négligence et une faute, et par suite il était responsable du dommage causé par le malentendu. La décision ci-dessus nous paraît donc devoir être approuvée.

Justice de paix du cant. sud-est de Lille
(Nord).

Président : M. GOUBET, juge de paix.

9 octobre 1891.

*Demande en paiement de commission. —
Agent d'affaires. — Compétence. —
Garantie. — Demandereconventionnelle.*

Lorsque la partie demanderesse n'est pas commerçante, elle peut assigner à son choix le défendeur commerçant, pour un acte relatif à son commerce, soit devant le juge civil, soit devant les juges consulaires.

L'agent d'affaires, non patenté, n'est pas commerçant.

L'agent d'affaires qui a procuré, sur la demande du défendeur, un locataire pour un cabaret appartenant à ce dernier, est recevable et fondé à réclamer le paiement de la commission qui lui a été promise.

La garantie donnée par un tiers ne peut être étendue au delà des termes précis dans lesquels elle a été promise.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré et statuant par jugement contradictoire en premier ressort ; — Attendu que, par exploit du 28 septembre dernier, enregistré, le sieur Delahaye a fait citer devant nous le sieur Deleplanque pour lui réclamer le paiement de la somme de 25 francs qui lui serait due, depuis le mois de juillet dernier, pour commission relative à la location d'une maison à usage de cabaret ; — Attendu qu'avant de plaider au fond, l'avocat du défendeur a soulevé une question de compétence et a prétendu que les parties en cause étant toutes deux commerçantes, le demandeur agent

d'affaires, le défendeur brasseur, le litige devait être porté devant la juridiction consulaire ; — Attendu que pour être commerçant, il est nécessaire, aux termes de l'article 1^{er} du Code de commerce, d'exercer des actes de commerce et d'en faire sa profession habituelle ; — Attendu qu'il n'est nullement établi que le demandeur fasse habituellement des actes de commerce, ni qu'il soit à la tête d'une agence ou d'un bureau d'affaires ; — Que, de plus, il n'est pas inscrit à la patente ; — Que dans ces circonstances l'affaire ressortit de la compétence du Tribunal de paix, puisque la jurisprudence est unanime à décider que, lorsque la partie demanderesse n'est pas commerçante, elle peut assigner à son choix la partie défenderesse pour un acte relatif à son commerce, soit devant les Tribunaux civils, soit devant les juges consulaires ; — Au fond, attendu que le défendeur reconnaît avoir chargé le demandeur de lui procurer un locataire pour son cabaret de Fivec, et lui devoir pour ses démarches la somme convenue de 25 francs ; — Mais attendu qu'il forme une demande reconventionnelle s'élevant à la somme de 28 francs ; qu'à l'appui de sa demande il allègue que le sieur Delahaye « a répondu verbalement pour Desains, son locataire, pour la valeur d'un hectolitre et demi de bière, autrement dit d'une rondelle » ; que le prix de ce fût de bière lui est dû, puisqu'il n'a pas touché l'intégralité de ses fournitures de bière ; — Attendu que le sieur Delahaye ne nie pas l'engagement qu'il a pris, mais soutient que dans sa pensée il n'a en-

tendu garantir que le paiement du premier hectolitre et demi de bière qui devait être livré à Desains; que la première fourniture ayant été soldée par le débiteur, sa responsabilité cesse d'être engagée; — Attendu que la convention verbale intervenue entre les parties, bien que peu précise dans ses termes, nous semble devoir être interprétée dans le sens indiqué par le demandeur; que c'est ainsi, du reste, que paraît l'avoir comprise d'abord le défendeur lui-même, puisqu'en invoquant la compensation dans notre cabinet de conciliation, il basait uniquement sa prétention sur ce fait, affirmé par lui, mais depuis reconnu erroné, qu'il n'avait touché alors aucune fourniture de bière; — Attendu au surplus qu'en supposant même que le demandeur se soit porté caution de Desains pour toute la durée du bail, jusqu'à concurrence de 28 francs, la réclamation du sieur Deleplanque ne serait pas encore fondée, car, l'insolvabilité de son locataire n'étant pas établie, la somme cautionnée ne serait pas actuellement exigible et par suite elle ne saurait, justement à cause de cette inexigibilité, être l'objet d'une compensation, ainsi que le décide l'article 1291 du Code civil; — Par ces motifs, nous déclarons compétent, déboutons le défendeur de sa demande reconventionnelle,

le condamnons à payer au demandeur la somme de 23 francs, le condamnons en outre aux intérêts judiciaires et en tous les frais et dépens; — Disons qu'il n'y a pas lieu d'ordonner l'exécution provisoire. »

Observations. — Sur la première solution, il est incontestable que le demandeur non commerçant a l'option d'actionner le défendeur commerçant devant le Tribunal civil ou devant le Tribunal de commerce. C'est ce que nous enseignons nous-mêmes dans notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o *Acte de commerce*, n^{os} 10 et suiv., et les arrêts cités; mais il faut reconnaître que c'est une question controversée, celle de savoir si un agent d'affaires n'est pas commerçant. L'article 632 du Code de commerce répute acte de commerce « toute entreprise de fournitures, d'agences, bureaux d'affaires, etc., et l'on n'ignore pas que beaucoup d'agents d'affaires ont revendiqué le droit d'être inscrits sur la liste des électeurs des juges commerciaux. Toutefois, en l'espèce, le demandeur n'était point assujetti à la patente, et le juge saisi a pu à bon droit décider qu'il n'était pas commerçant.

Sur la demande reconventionnelle, nous approuvons entièrement les motifs et la solution du jugement.

Justice de paix de Fresnes-en-Woëvre
(Meuse).

Président : M. THORION, juge de paix.

24 octobre 1891.

Arbres. — Distance légale. — Dommages-intérêts. — Pépinière. — Hauteur des arbres.

Doivent être arrachés ou réduits à la hauteur de 2 mètres les arbres âgés de moins de trente ans, plantés à moins de 2 mètres de l'héritage voisin.

C'est du pied à la cime que la hauteur d'un arbre doit être calculée, quelle que soit la position d'un arbre.

Le propriétaire des arbres ne saurait échapper aux prescriptions relatives à la distance, en se bornant à coucher ses arbres, alors que, remis à la position verticale qu'ils avaient avant d'être couchés, ils auraient plus de 2 mètres de hauteur.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance de Bivert, huissier à Fresnes-en-Woëvre, en date du 27 août 1891, enregistré ; — Vu notre jugement du 12 septembre suivant, notre procès-verbal de vue de lieux du 19 du même mois et notre jugement du 10 octobre, présent mois, tous enregistrés ; — Vu les conclusions des parties retenues en nosdits jugements ; — Vu les articles 671 et 672 du Code civil, texte nouveau, loi du 20 août 1881 ; — Vidant notre délibéré ; — Attendu que le sieur M... a fait citer le sieur V... à comparaître à notre audience du 29 août dernier pour le faire condamner : 1° à arracher, dans les trois jours de la signification du jugement à intervenir, les arbres ayant moins de trente ans, plantés

Mai 1892.

à moins de 2 mètres des propriétés du demandeur, et ayant plus de 2 mètres de hauteur ; 2° à lui payer la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé ; 3° et en tous les dépens ; — Attendu qu'il n'existe ici aucun règlement ni usage constant et reconnu ; qu'il y a donc lieu d'appliquer les articles 671 et 672 du Code civil, modifiés par la loi du 20 août 1881 ; — Attendu qu'à l'audience du 12 septembre 1891, à laquelle la cause avait été renvoyée, le sieur M..., par son mandataire, maintenant les conclusions de son exploit introductif d'instance, ayant demandé notre transport sur les lieux litigieux pour pouvoir statuer en connaissance de cause ; que le sieur V..., ayant déclaré que ses arbres étaient au vœu de la loi, tout en reconnaissant qu'il avait couché ou courbé ceux qui, étant en liberté, plantés à moins de 2 mètres des propriétés du demandeur dont la hauteur dépassait 2 mètres avant cette opération et qu'il ne s'opposait pas au transport demandé par son adversaire, nous avons dû nous transporter sur lesdits lieux le 19 septembre dernier, les visiter et en constater l'état comme nous l'avons fait par notre procès-verbal dudit jour ; — Attendu qu'il résulte de notre procès-verbal de vue de lieux du 19 septembre dernier que le sieur V... avait à cette époque : 1° dans sa pépinière du Cul-des-Fêtes, plusieurs arbres âgés de moins de trente ans, dont le pied se trouvait à moins de 50 centimètres de la propriété du demandeur, et, dans la zone de 2 mètres contigus à la même propriété du demandeur, cent quatre-vingt-

dix-sept arbres âgés de moins de trente ans, tels que hêtres sanguins et autres, poiriers, sapins, pruniers, acacias et arbustes, de plus de 2 mètres de hauteur, mesurée du pied à la cime, dont le pied se trouvaient dans ladite zone, couchés et courbés de manière que, dans cette partie, ils ne dépassaient pas la hauteur de 2 mètres, mesurée verticalement au-dessus du sol et retenus dans cette position par des liens en osier, et dans la même zone un poirier et un acacia ayant plus de 2 mètres de hauteur; 2° dans sa pépinière du lieudit Suzémont, plantés dans la zone de 2 mètres joignant la propriété du sieur M..., douze frênes de 3 à 5 mètres de hauteur et deux cent dix pruniers ayant plus de 2 mètres de hauteur, âgés de moins de trente ans, couchés et courbés comme ceux de sa pépinière du Cul-des-Fêtes; que les arbres qui se trouvaient à moins de 2 mètres des propriétés du demandeur étaient les seuls traités de cette manière dans les pépinières du sieur V...; — Attendu que le sieur V... prétend qu'ayant ainsi couché ses arbres de manière à ce que, dans cette position, ils ne dépassent pas la hauteur de 2 mètres mesurée au-dessus du sol de sa pépinière, il a satisfait à la loi; — Mais attendu qu'aucun des arbres ainsi traités n'est destiné à être replanté dans la position anormale qu'il lui a donnée, car si ces arbres restaient seulement une année dans cette position, les branches ne poussant que d'un côté, ils seraient tellement défectueux qu'aucun amateur n'en voudrait, et notamment des pruniers dont la tête, à la naissance des branches,

qui se trouve à environ 2 mètres du pied, serait toute de côté; — Attendu, en outre, qu'à cette époque de replantation des arbres, ceux qui se trouvent à une distance illégale des propriétés du demandeur pourraient être déplacés et transplantés sans éprouver un préjudice sensible et certainement bien moindre que celui qu'ils éprouvent par la position que le défendeur leur a donnée; que ce n'est donc que par entêtement que le défendeur a employé ce moyen d'éluder la loi qu'il interprète dans un sens tout à fait contraire à son esprit, allant ainsi à l'encontre du but qu'a voulu atteindre le législateur; — Attendu que c'est du pied à la cime que la hauteur d'un arbre doit être calculée quelle que soit la position de l'arbre; — Attendu que tous les arbres couchés et courbés, dont la hauteur varie de 3 à 5 mètres, n'ont été mis dans cette position que quelques jours avant la citation du 27 août dernier; que jusqu'à cette époque ils ont porté aux propriétés du demandeur un préjudice incontestable que la vue des lieux nous a permis d'apprécier; — Attendu que pour faire droit à la demande subsidiaire formulée à l'audience du 10 courant par le sieur M..., relative aux nouvelles pousses des arbres dont la tête a été coupée à 2 mètres de hauteur, il nous faudrait ordonner un nouveau transport sur les lieux, ce qui nous paraît inutile en ce moment, en réservant toutefois au demandeur tous ses droits à cet égard; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux frais; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire, en premier

ressort; — Condamnons le défendeur : 1° à arracher ou à réduire à la hauteur de 2 mètres, non pas en les couchant comme il l'a fait, mais bien en les coupant à la hauteur de 2 mètres mesurée du pied, pris à la hauteur du sol, tous les arbres plantés à moins de 2 mètres des propriétés du demandeur, qui, remis dans la position verticale qu'ils avaient avant d'être couchés, auront plus de 2 mètres de hauteur; 2° à arracher ceux de ces arbres qui se trouvent à moins de 50 centimètres de la propriété du demandeur, et ce, dans les huit jours qui suivront la signification du présent jugement, sinon et faute de ce faire dans ledit délai et icelui passé, autorisons le demandeur à le faire faire lui-même, par ouvriers de son choix, aux frais du défendeur; 3° à payer au demandeur la somme de 15 francs avec l'intérêt de cette somme au taux légal à partir du jour de la demande à titre de réparation du préjudice qu'il lui a causé en tenant ses arbres à une distance et à une hauteur illégales des propriétés du demandeur; — Le condamnons, en outre, en tous les dépens liquidés à... — Quant à la demande subsidiaire formulée par le sieur M..., à notre audience du 10 octobre courant, disons qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter particulièrement, le présent jugement statuant implicitement sur cette question. »

Observations. — Solutions exactes. Ce jugement, au surplus, a été exécuté selon sa forme et teneur.

Justice de paix du XI^e arrondissement de Paris.

Prés.: M. CRANNEY $\frac{1}{2}$, A. Q, juge de paix.

24 février 1892.

Location d'une écurie. — Occupation des lieux par un nouveau locataire, sans congé préalable donné au précédent. — Demande en paiement de loyers formée contre le premier locataire et demande reconventionnelle en 100 francs de dommages et intérêts formée par ce dernier contre le propriétaire. — Jonction des instances. — Débouté de la demande principale et allocation des dépens pour tous dommages et intérêts.

N'est pas admissible, comme étant prohibée par la loi, l'offre de preuves faite par le propriétaire, tendant à établir qu'il n'aurait consenti à l'occupant une location qu'avec l'assentiment du premier locataire, ce que conteste ce dernier.

Ainsi décidé par le jugement que nous reproduisons ci-après, qui fait connaître suffisamment les faits de la cause.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, d'une part, le sieur Savoye a fait citer devant nous le sieur Tilliard, à l'effet de s'entendre condamner à lui payer la somme de 55 francs qu'il prétend lui être due pour location d'une écurie, dépendant d'une maison, sise à Paris, rue Popincourt, n° 39, dont il lui a consenti la location, à raison de 220 francs par an, payables par terme, échu d'avance, avec intérêts tels que de droit et dépens; — Attendu que le sieur Tilliard, contestant ladite demande et exposant que le sieur Savoye, sans avoir donné ni reçu congé, s'est permis d'installer un autre locataire dans les lieux loués, auquel il aurait fait

payer un demi-terme d'avance, d'autre part, a formé contre ledit sieur Savoye une demande reconventionnelle tendant à 100 francs de dommages-intérêts ; — Attendu qu'il convient tout d'abord de joindre la demande reconventionnelle à la demande principale, pour être statué sur icelles, par un seul jugement ; — Attendu que les parties ayant été renvoyées à notre audience de conciliation du 18 de ce mois, à laquelle, il a été justifié que nonobstant la location consentie par Savoye à Tilliard, il a disposé des lieux par lui loués à ce dernier, au profit d'un sieur Schouber, sans avoir donné congé desdits lieux au sieur Tillard, le 8 février dernier, lequel occupe actuellement les lieux, à titre de locataire ; qu'il s'ensuit que la demande en paiement de loyers ne saurait être accueillie ; — Attendu que le sieur Savoye prétend, il est vrai, sans en justifier, que le sieur Tilliard, qui le conteste, aurait consenti à la location dont s'agit, au sieur Schouber, l'occupant actuel, ce qu'il offre de prouver ; — Attendu que l'offre de preuve ne saurait être admise, comme étant prohibée par la loi en pareille matière ; — Attendu, sur la demande reconventionnelle de Tilliard, qu'il ne précise aucunement l'importance du préjudice qu'il prétend avoir subi ; qu'en l'état il recevra une suffisante satisfaction par la condamnation de Savoye aux dépens qu'il a exposés ; — Par ces motifs, joignant la demande reconventionnelle à la demande principale et statuant sur icelles contradictoirement et en dernier ressort ; — Déboutons le sieur Savoye des frais de la demande principale ; —

Et disant droit sur la demande reconventionnelle, le condamnons aux frais exposés par le sieur Tilliard pour tous les dommages-intérêts ; condamnons enfin le sieur Savoye aux frais de la demande principale. »

Observations. — Solutions exactes en fait et en droit. Le propriétaire qui a loué un local ne peut plus en disposer [au profit d'un second preneur sans l'autorisation du titulaire du bail, et cette autorisation doit être donnée par écrit ; car, alors surtout qu'il s'agit d'une location d'une valeur supérieure à 150 francs, la preuve testimoniale de cette autorisation, au cas où elle est contestée, ne saurait être reçue par le juge.

Justice de paix du canton d'Illiers
(Eure-et-Loir).

Président : M. MARIÉ, juge de paix.

13 juillet 1891.

Action possessoire. — Fontaine. — Lavage. — Passage. — Puisage. — Servitude discontinue. — Titres.

En matière de servitude discontinue, le complainant n'est plus tenu de produire le titre constitutif lorsqu'un jugement passé en état de chose jugée a maintenu l'un de ses auteurs en possession de cette servitude.

Et le juge du possessoire ne pourrait, dans ce cas, apprécier le titre primordial sans cumuler le possessoire avec le pétitoire.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le 21 avril 1879, les époux Chobriat ont acheté l'auberge de la *Détourbe*, située à Illiers, avec le droit

de servitude de passage, puisage et lavage à la fontaine dite de *Saint-Hilaire*, existant sur un pré appartenant à M. André, et ont exercé cette servitude, sans trouble, jusqu'au 6 juin 1891, M. André ayant, à cette date, fait établir un entourage sur tout le périmètre de cette fontaine.

Les époux Chobriat ont alors introduit une action en complainte, et M. André a soutenu que la possession revendiquée n'était que précaire, ayant été exercée par pure tolérance de sa part, les complainants n'ayant pu lui justifier que d'un simple titre translatif de propriété, sans mention du titre primordial.

Les demandeurs ont répliqué que l'un de leurs auteurs avait été maintenu en possession de cette servitude par jugement du 2 août 1842, confirmé en appel le 30 du même mois; que leur droit prenait sa source dans ce jugement qui était passé en état de chose jugée, et ont conclu à leur maintenue en possession, sans production d'anciens titres. D'où le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré et statuant par jugement contradictoire, en premier ressort ; — Vu l'exploit introductif d'instance ; — Vu notre jugement préparatoire du 29 juin dernier ; — Vu notre procès-verbal de visite de lieux du 2 juillet courant ; — Vu notre jugement de mise en délibéré du 6 du même mois ; — Vu les titres versés dans la cause ; — Ouï les parties en leurs dires, conclusions et moyens respectifs ; — Attendu que les époux Chobriat demandent à être remis et maintenus en la libre posses-

sion et jouissance du droit de servitude de passage, puisage et lavage qu'ils articulent avoir à la fontaine dite de Saint-Hilaire, existant sur la propriété du sieur André, située à Illiers, lequel, les 6 et 8 juin 1891, les a troublés dans cette possession en établissant un entourage en fer et fil de fer sur tout le périmètre de ladite fontaine et d'une partie du canal auquel elle donne naissance ; — Qu'ils demandent également à être remis et maintenus en la possession d'une planche à laver, qu'ils ont établie, depuis plus d'un an, sur ledit canal, à l'appui de cette fontaine ; — Attendu qu'André, défendeur, ne méconnaît pas la jouissance plus qu'annale des actes de passage, puisage et lavage articulés par les demandeurs, ni les faits de trouble par lui apportés à cette jouissance, mais prétend que ces actes sont de pure tolérance, qu'il pouvait les faire cesser à son gré, et qu'ils n'ont pu, dans tous les cas, donner lieu à une possession utile pour pouvoir prescrire, puisqu'il s'agirait d'une servitude discontinue qui ne peut être établie que par un titre constitutif ou au moins reconnaîtif ; — Que, par des conclusions prises lors de la visite des lieux contentieux, il tend à faire dépendre le sort de la cause de la communication ou non-communication par les demandeurs d'un titre du 13 mai 1697, qu'il dit visé dans ceux produits par eux ; — Attendu que les demandeurs, tout en déclarant ne point avoir ce titre en leur possession, disent qu'une communication de titres anciens ne serait d'aucune utilité dans une action possessoire, puisque leur droit prend sa source dans le jugement de la justice de paix de ce canton

du 2 août 1842, confirmé en appel le 30 du même mois, lequel jugement est passé en état de chose jugée ; — Attendu qu'il nous appartenait, les choses étant dans cet état, d'examiner les titres versés dans la cause, afin de pouvoir apprécier les caractères de la possession invoquée par les demandeurs ; — Et en ce qui concerne l'acte translatif de propriété du 21 avril 1879 : — Attendu qu'il résulte de l'examen de cet acte qu'il a été vendu aux époux Chobriat, avec l'auberge de la Détourbe, un droit de passage, puisage et lavage à la fontaine Saint-Hilaire et à la rivière le Loir ; — Et en ce qui concerne les jugements possessoires des 29 mars et 2 août 1842, confirmés en appel les 21 juin, 5 juillet et 30 août suivants ; — Attendu qu'il résulte de ces jugements consultés au point de vue du possessoire seulement que, dans l'action en complainte intervenue entre le sieur Patas, d'Illiers, auteur d'André, et les époux Dujoncquoy, propriétaires antérieurs de l'auberge de la Détourbe, il a été déclaré prouvée par les débats la possession annale par lesdits époux Dujoncquoy du droit de puiser et laver à la fontaine Saint-Hilaire, et qu'ils ont été maintenus dans cette possession ; — Attendu qu'aucun de ces actes ne fait mention d'un titre du 13 mai 1697, et qu'André ne saurait raisonnablement exiger la communication de ce titre ; qu'eût-il commis une erreur de date, en croyant viser l'un des titres cités au jugement du 29 mars 1842, l'utilité de cette communication ne serait pas démontrée ; car, en présence des termes précis des jugements des 2 et 30 août 1842, les complainants ne

sauraient être tenus de produire à nouveau un titre primordial que nous ne pourrions d'ailleurs apprécier sans cumuler le possessoire avec le pétitoire ; — Attendu qu'André ne conteste même pas, au moins explicitement, les titres produits par les demandeurs et sur lesquels ils font reposer leur possession du droit de servitude dont s'agit en leur complainte ; — Attendu qu'en outre des titres produits et ci-dessus résumés, il existe, en faveur desdits demandeurs, des ouvrages apparents sur le fonds servant, lesquels ouvrages sont permanents, et ont pour objet l'exercice même de la servitude ; qu'en effet, ladite fontaine est pourvue d'un emmarchement ancien servant au puisage, lequel est directement en communication avec le passage tendant de la porte du jardin de l'auberge de la Détourbe à cette fontaine, et que la planche servant au lavage est également établie sur ledit fonds servant ; — Attendu que les actes matériels de la possession annale des demandeurs ne sont pas méconnus par le défendeur ; — Attendu que de toutes les circonstances des débats il ressort surabondamment la preuve que la possession annale des époux Chobriat a été, quoi qu'en dise le défendeur, exercée à titre utile et non précaire ; — Attendu qu'en matière de maintenue possessoire, le juge doit ordonner la suppression des travaux qui ont occasionné le trouble ; — Et à l'égard des dommages-intérêts réclamés par les complainants : — Attendu que le défendeur ne pouvait se méprendre sur les caractères de la possession desdits complainants, et que le trouble quelque

peu violent qu'il leur a apporté leur a été d'autant plus préjudiciable qu'ils ont été subitement privés de l'eau nécessaire à leur établissement, et que cette privation dure depuis plus d'un mois ; — Attendu que nous avons les éléments d'appréciation du préjudice causé ; — Par ces motifs, déclarons que les époux Chobriat ont fait la preuve de la possession annale du droit de passage, puisage, lavage et planche à laver à la fontaine dite de Saint-Hilaire, et que l'entourage établi par André les 6 et 8 juin dernier est un trouble apporté à leur juste et paisible possession ; — Maintenons lesdits époux Chobriat dans cette possession ; — Ordonnons la suppression par André, dans les trois jours de la signification du présent jugement, de l'entourage en fer et fil de fer qu'il a établi sur le périmètre de ladite fontaine et de la planche à laver, et ce sous une astreinte de 3 francs par jour pendant un mois à compter de cette signification, passé lequel délai, il sera fait droit ; — Condamnons ledit sieur André à payer aux époux Chobriat la somme de 75 francs, à titre de dommages-intérêts pour la réparation du préjudice qu'il leur a causé, et le condamnons aux dépens, etc. »

Observations. — Ce jugement, très bien motivé, a été, sur l'appel du sieur André, confirmé purement et simplement par jugement du Tribunal civil de Chartres, en date du 26 décembre 1891.

Tribunal de simple police de Paris.

Président : M. JOUAUST, juge de paix.

11 février 1892.

Contravention. — Arrêté préfectoral. — Compétence. — Tribunal de simple police. — Voirie. — Saillies. — Devantures. — Enseignes. — Prescription. — Action publique.

Aux termes du décret du 27 octobre 1808, sur le tarif des droits de voirie pour la ville de Paris, les contraventions concernant les saillies mobiles sont à Paris des contraventions de petite voirie et doivent être jugées par le Tribunal de simple police.

Les saillies effectuées sans autorisation ne peuvent fonder ni possession ni prescription, aux termes de l'article 2232 du Code civil, la voie publique étant imprescriptible ; l'autorité municipale a donc toujours le droit d'en ordonner la destruction, et le refus d'exécuter l'arrêté pris à cet égard tombe sous l'application de l'article 471, n° 15.

Ainsi jugé en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que L... est propriétaire d'une maison à Paris ; — Attendu qu'il est poursuivi pour avoir contrevenu à un arrêté de M. le préfet de la Seine en date du 8 août 1891, lui enjoignant d'enlever les objets ci-après désignés, posés en saillie au devant dudit immeuble, savoir : deux devantures de boutique, deux seuils, deux tableaux sous corniche, deux tuyaux de descente ; — Attendu que L... prétend : 1° que le Tribunal de police est incompétent ; 2° qu'en tout cas la contravention serait couverte par la prescription ; — En ce qui concerne la compétence : — Attendu en droit que les contraventions de grande voirie sont de

la compétence des conseils de préfecture ; que, d'une façon générale, la grande voirie comprend les grandes routes et les rues qui dans les villes en sont le prolongement, et la petite voirie, les chemins vicinaux et ruraux et les autres rues et places des villes, bourgs et villages ; que toutes les rues de Paris, considérées comme le prolongement des grandes routes, sont soumises au régime de la grande voirie ; — Mais attendu qu'anciennement on entendait par grande voirie l'ouverture, la direction, l'alignement et la conservation des routes royales, des chemins des communes et de toutes les rues des villes, bourgs et villages, qu'elles fissent ou non suite à des routes royales ou chemins ordinaires ; et par petite voirie la police de conservation de ces routes, chemins et rues, laquelle avait pour objet d'empêcher leur détérioration, leur encombrement, leur rétrécissement par des échoppes ou des étalages fixes ou mobiles ; — Attendu que le décret du 27 octobre 1808, sur le tarif des droits de voirie pour la ville de Paris, a conservé cette ancienne distinction appliquant la dénomination de la grande voirie, à la délivrance des alignements, aux permissions de construire ou de réparer, et celle de petite voirie aux petites saillies, telles que devantures de boutiques, corniches, seuils, tableaux servant d'enseigne ; que ce sont ces distinctions qui fixent la compétence ; que les contraventions aux lois et règlements sur les alignements et constructions sont donc à Paris des contraventions de grande voirie soumises au conseil de préfecture, conformément à la loi du 28 pluviôse, an VIII, tan-

dis que les contraventions concernant les saillies mobiles sont des contraventions de petite voirie, et dès lors doivent être jugées par le Tribunal de police ; — En ce qui concerne la prescription : — Attendu, il est vrai, que l'action publique, pour les contraventions de simple police, est prescrite après une année révolue à compter du jour où elles ont été commises ; — Attendu qu'il semble, en effet, comme le prétend L..., que les saillies dont s'agit ont été effectuées au mois de mars 1888 ; — Mais attendu qu'elles l'ont été sans autorisation ; qu'un arrêté de M. le préfet de la Seine, en date du 8 août 1891, a enjoint à L... d'enlever ces saillies ; que cet arrêté remonte à moins d'un an ; qu'il a été légalement pris ; — Attendu en effet que les saillies effectuées sans autorisation ne peuvent fonder ni possession, ni prescription aux termes de l'article 2232 du Code civil, la voie publique étant imprescriptible ; que l'autorité municipale a donc toujours le droit d'en ordonner la destruction et que le refus d'exécuter l'arrêté pris à cet égard tombe sous l'application de l'article 371, n° 13 ; — Attendu que L... n'a pas obéi à l'arrêté du 8 août 1891 ; — Par ces motifs ; — Le condamne à l'amende de 1 franc et aux dépens ; — Ordonne en outre qu'il ait à démolir les saillies placées au devant de sa maison et consistant en deux devantures, deux seuils, deux tableaux sous corniche et deux tuyaux de descente ; dit qu'à défaut par lui d'effectuer cette démolition, elle aura lieu à la requête du ministère public. »

Observations.—Sur la question de compétence, nous sommes d'accord avec le Tribunal. Voir dans le même sens, *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, v° *Voirie*, n° 37, 59 et 60, et v° *Saillie*. Sur la question de prescription nous avons une légère critique à adresser au jugement, quoiqu'en fait nous le trouvions bien rendu. — Il est certain, en effet, que le contrevenant ne pouvait invoquer la prescription. Il était poursuivi pour désobéissance à un arrêté légalement fait ; sa condamnation s'imposait. Mais voici le point sur lequel notre opinion diffère de celle du Tribunal : le juge semble laisser entendre dans les motifs de son jugement que si l'arrêté avait remonté à plus d'un an avant le jour de l'audience, la prescription aurait pu être invoquée. C'est une erreur, la contravention poursuivie était continue et successive et la prescription ne pouvait courir qu'à partir de la cessation du fait qui constituait cette contravention. Le contrevenant n'aurait pu utilement invoquer la prescription que s'il avait été poursuivi pour le fait même de la contravention de saillies sans autorisation, plus d'un an après l'achèvement des travaux. Alors ce n'eût plus été une contravention continue et successive, mais une contravention ordinaire prescriptible à partir du jour de sa perpétration. Sur toutes ces questions, voir *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, v° *Prescription*, n° 84 et suiv., et v° *Saillie*. Voir également Cass., 8 janvier 1883 ; *ANNALES*, 1886, p. 223.

Justice de paix du canton de Salon
(Bouches-du-Rhône).

Président : M. VIGUIER, juge de paix.

21 novembre 1891.

Louage. — Moulin. — Meules. — Demande en paiement de grosses réparations. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix est incompétent pour connaître d'une dépense de gros entretien, et notamment d'une demande intentée contre le propriétaire afin d'avoir le paiement du prix de meules de moulin achetées par le locataire en remplacement des anciennes meules en mauvais état, qui se trouvaient dans le moulin.

Cette action prenant sa base dans un contrat de louage ne peut rentrer dans la catégorie des actions purement personnelles et mobilières dont le juge de paix connaît, quand le taux de la demande n'excède pas 200 francs.

L'incompétence *ratione materiæ* n'est pas couverte par le silence des parties.

Ainsi jugé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance ; — Ouï les parties en leurs dires et explications, les sieurs David et Guiraud, défenseurs, en leurs plaidoiries ; — Vu l'article 424 du Code de procédure civile ; — Attendu que Henri Franck, en sa qualité de fermier du Moulin neuf, sis à Pelissanne, en vertu d'un acte de bail reçu par M^e Olivier, notaire au même lieu, à la date du 30 août 1889, enregistré le 13 septembre suivant, demande à Zénon Isnard, son propriétaire, le prix d'une réparation qu'il a fait faire audit moulin pour le remplacement de deux pierres ou meules en mauvais état, par deux autres achetées par lui au prix de

200 francs, avec le consentement du défendeur; — Attendu que Zénon Isnard ne conteste point avoir donné son consentement à cet achat, mais d'une manière conditionnelle, c'est-à-dire si la convention l'y obligeait; — Que cette obligation ne lui étant pas imposée par l'acte de bail, et le demandeur ne s'étant pas conformé à l'article 8 de cet acte, qui exige un accord ferme entre les parties pour toutes les réparations et innovations qu'il y aurait lieu de faire à l'usine louée, non spécifiées dans les articles précédents, il refuse de payer la somme de 200 francs demandée; — Attendu que le demandeur invoque aussi, de son côté, le dernier article de l'acte de bail précité, qui oblige les parties pour tout ce qui n'est pas prévu par les présentes, à s'en référer aux lois et usages locaux; — Qu'il doit bénéficier dès lors des dispositions de l'article 1719 du Code civil, lequel, en l'état, oblige Isnard au même titre que la convention; — Attendu qu'en matière de louage la compétence du juge de paix est expressément limitée par la loi du 25 mai 1838; — Attendu, qu'en l'espèce, il ne s'agit nullement d'une réparation locative reconnue telle par la loi, c'est-à-dire par l'article 1754 du Code civil et l'usage des lieux, mais d'une dépense de gros entretien; — Que cette action, prenant sa base dans un contrat de bail, ne peut rentrer dans la catégorie des actions purement personnelles et mobilières dont le juge de paix connaît quand le taux de la demande n'excède pas 200 francs; — Attendu que la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour décider que les actions en répara-

tion, autres que les locatives, doivent être portées devant le Tribunal d'arrondissement; — Attendu que la compétence du juge de paix ne peut être prorogée que par le consentement des parties, et que son incompétence *ratione materiæ* ne peut être couverte par leur silence ni leurs plaidoiries; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire, à charge d'appel, nous déclarons incompétent, renvoyons le sieur Henri Franck à se pourvoir sans préliminaire de conciliation devant les juges qui doivent connaître de sa demande, et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Ce jugement, dont les solutions sont exactes, a été, sur appel, confirmé par adoption de motifs, par le Tribunal civil d'Aix.

Just. de paix de Montauban-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine).

Président : M. FERRAND, juge de paix.

30 octobre 1891.

Demande en paiement du prix d'une machine à battre ou en 100 francs d'indemnité. — Mandataire. — Jugement ordonnant la comparution personnelle du défendeur. — Refus de comparaitre. — Condamnation.

Lorsqu'un juge de paix, jugeant insuffisantes les explications du mandataire du défendeur, a, par jugement, ordonné la comparution de ce défendeur en personne, et que ce dernier, à l'audience indiquée, n'a pas comparu, il y a lieu de considérer la demande comme bien fondée et de condamner le défendeur.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le demandeur Barbot avait fait citer un sieur Gillet, pour s'entendre condamner à prendre livraison d'une machine à battre qu'il lui avait vendue 650 francs, ou à défaut lui payer une indemnité de 100 francs, à titre de dommages-intérêts.

A l'appel de la cause, le défendeur se fit représenter par son père, muni d'un pouvoir régulier. Celui-ci prétendit que son fils n'avait pas acheté la machine, et qu'il ne s'en livrerait pas, et finalement conclut à être renvoyé des fins de la demande sans dépens. — Premier jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance ; — Oui le demandeur en ses conclusions et le mandataire du prévenu en son exception : — Attendu que le mandataire du défendeur ne répond pas d'une manière suffisamment claire aux conclusions de son adversaire ; que la présence personnelle de la partie représentée est nécessaire pour expliquer plus clairement les faits ; — Sans rien préjuger, ordonnons la comparution personnelle de Gillet (Joseph), pour continuer les derniers errements à notre audience de huitaine ; sinon sera fait droit ; dépens réservés. »

A l'audience du 13 novembre, le défendeur Barbot n'a pas comparu.

Jugement définitif ainsi conçu :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance du 21 octobre dernier, enregistrée ; — Vu les articles 9 et 130 du Code de procédure civile ; — Vu notre jugement interlocutoire du 30 octobre dernier ; — Oui le demandeur dans ses conclusions ; oui également le man-

dataire du défendeur en ses dires et dénégations ; — Attendu que, sur la demande du sieur Barbot, qui conclut, à l'audience du 30 octobre, que Gillet (Joseph) fût condamné à prendre livraison d'une machine à battre qu'il lui a vendue au mois de septembre dernier et, à défaut de ce faire, lui payer, à titre de dommages-intérêts, la somme de 100 francs, la comparution personnelle dudit sieur Joseph Gillet fut par nous ordonnée, et la cause renvoyée à aujourd'hui, pour continuer l'instruction de l'affaire, et à défaut être fait droit ; — Attendu que, malgré notre injonction, le sieur Gillet persiste à ne pas se présenter lui-même ; que cette manière d'agir nous porte à reconnaître comme bien fondée l'action du demandeur ; — Attendu que nous trouvons dans les circonstances de la cause des éléments d'appréciation suffisants pour évaluer le préjudice ; — Attendu que la partie qui succombe, etc. ; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort : — Condamnons Gillet (Joseph) à payer à Barbot la somme de 50 francs, à titre de dommages-intérêts, si mieux n'aime prendre livraison de la machine à battre qu'il a achetée, et ce, dans la huitaine de la prononciation du présent jugement ; — Le condamnons en outre aux dépens. »

Observations. — Dans bien des cas, la présence du mandataire à l'audience est insuffisante pour donner au juge le moyen de former sa conviction, et les explications de la partie elle-même peuvent être nécessaires. Aussi tous les Tribunaux, et plus particulièrement les

juges de paix, ont-ils le droit d'ordonner la comparution personnelle des parties à l'audience, afin de les interroger sur les circonstances de la cause. Lorsque la partie ainsi mise en demeure de se présenter et de fournir ses dires et explications, refuse d'obéir à justice, et ne se présente pas à l'audience qui lui a été indiquée, il y a tout lieu de supposer que cette partie n'a pas de sérieuses raisons à opposer à son adversaire, et qu'elle reconnaît elle-même le bien fondé de sa prétention. Par suite, dans ces conditions et si d'ailleurs la demande paraît justifiée, le juge peut à bon droit condamner la partie non comparante, sauf à lui à examiner s'il n'y a pas lieu de réduire la demande et dans quelles proportions elle doit être réduite. Dans l'espèce actuelle, le défendeur avait interjeté appel du jugement rendu contre lui, mais, après avoir pris conseil, il s'est désisté de son appel. Il convient d'ailleurs de remarquer que cet appel eût dû être rejeté comme non recevable, car la sentence du juge de paix était avec raison qualifiée en dernier ressort. Le demandeur, il est vrai, demandait l'exécution d'un marché dont la valeur était supérieure même au taux de la compétence en premier ressort du juge de paix. Mais il n'en avait pu saisir ce magistrat qu'à la condition d'intenter son action sous forme de demande alternative, en ce sens que le défendeur pouvait s'affranchir de l'obligation de prendre la machine vendue, en payant une indemnité de 100 fr. La valeur réelle de la demande se trouvait ainsi réduite à 100 francs, et dans ces termes, le juge de paix devait en connaître en dernier ressort.

Tribunal de simple police de Paris.

Président : M. BECKER, juge de paix.

27 janvier 1892.

Réquisition. — Refus de service. — Exécution judiciaire. — Adultère. — Flagrant délit. — Concierge. — Propriétaire. — Contravention. — Responsabilité civile.

Se rend coupable de la contravention prévue et punie par l'article 475, § 12, du Code pénal, la concierge qui donne à un commissaire de police, dont la qualité a été portée à sa connaissance, des renseignements inexacts sur le logement d'un des locataires de la maison et cherche ainsi à empêcher la constatation d'un flagrant délit d'adultère.

En pareil cas, le propriétaire doit être déclaré civilement responsable.

Ainsi jugé en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que l'article 475, § 12, du Code pénal, punit celui qui, le pouvant, aura refusé ou négligé de faire le service ou de prêter le secours dont il aura été requis dans les circonstances d'exécution judiciaire ; que cette disposition concerne toutes les exécutions judiciaires, tant en matière civile qu'en matière criminelle ou correctionnelle (Cass., 20 février 1830, Dall., v° *Contravention*, n° 395) ; que le commissaire de police du quartier Saint-Germain-l'Auxerrois, porteur d'un mandat de justice tendant à la constatation d'un flagrant délit d'adultère, s'est présenté, le 23 décembre 1891, pour procéder à cette exécution judiciaire ; qu'il s'est adressé à la femme Dumont, portière, dont le devoir est de renseigner exactement ceux qui ont affaire aux habitants de la maison ; qu'il est constaté par le procès-

verbal que la femme Dumont a hésité à reconnaître que le sieur Forge habitait la maison, et qu'elle a fini par dire qu'il demeurait au septième; qu'elle a conduit le commissaire devant une porte et a affirmé que Forge demeurait là, ce qui était faux; qu'elle a déclaré que la femme qui habitait avec Forge était démenagée depuis deux mois; qu'elle a laissé prendre diverses mesures qu'elle savait être inutiles; qu'enfin, sommée d'indiquer la porte du local où Forge devait être avec sa concubine, elle a conduit le commissaire de police au sixième étage, et que là, d'après certaines indications vagues, ce magistrat a pu découvrir la porte du logement où se trouvaient Forge et sa concubine; que le constat a pu être enfin établi; que la femme Dumont, en ne donnant pas au commissaire de police, dont elle connaissait la qualité, les indications nécessaires pour arriver au logement des inculpés, en le trompant, en l'égarant dans ses recherches et en cherchant, par un bruit excessif et volontaire, à éveiller l'attention des inculpés et favoriser leur fuite, elle a, autant qu'elle a pu, fait obstacle à l'exécution judiciaire pour laquelle son concours était requis; que la personne requise de faire une chose et qui ne la fait pas est considérée comme le refusant; que c'est ainsi que le témoin requis de prêter le serment judiciaire, qui ne le prête pas, est réputé défaillant; qu'en conséquence la femme Dumont a contrevenu à la disposition ci-dessus; que le fait par elle d'avoir à la fin obtempéré à de nouvelles réquisitions n'enlève pas au fait primitif son caractère contraventionnel (Cass., 4 novem-

bre 1859, D., 1860, V, 328); que la femme Dumont a agi dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions de portière préposée par le principal locataire; que ce dernier est donc civilement responsable; — Par ces motifs, etc. »

Observations. — Le Tribunal nous semble avoir fait une saine application de l'article 475. — En effet, la constatation d'un flagrant délit d'adultère est bien un cas d'exécution judiciaire; le commissaire de police avait fait connaître sa qualité; la prévenue n'arguë d'aucun empêchement. Enfin les hésitations et les tergiversations de cette dernière, les renseignements inexacts donnés par elle, tout en un mot, dans son attitude, permet de dire qu'elle a, sinon refusé, tout au moins négligé de faire le service et de prêter le secours dont elle avait été requise.

Just. de paix du 2^e canton d'Angoulême
(Charente).

Prés.: M. LE LÉGARD, A. G., juge de paix.

6 février 1892.

Servitude de passage. — Titre.

Interprétation. — Condition. — Abus.

Une servitude de passage ne peut s'établir que par titre et ne peut être exercée que dans les limites de ce titre, qui doit être interprété restrictivement.

Spécialement, s'il est dit dans un acte de partage que les parties se donnent réciproquement, et en cas de besoin, le passage sur leurs propriétés respectives, la condition de nécessité est essentielle.

Le passage qui n'est pas nécessaire n'est pas dû, et au cas où il est dû, il doit être exercé conformément au titre et sans abus.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance, le jugement avant faire droit, les titres produits et le rapport d'expert relatif à la visite des lieux ; — Ouï les parties en leurs dires et conclusions ; — Attendu que le sieur Hymonnet demande au sieur Grandjean 50 fr., pour réparation du préjudice que lui ont causé des faits de passage journaliers, accomplis par Grandjean, sans droit, sans autorisation, dans la partie nord du pré lui appartenant, situé au Labbés, commune de Balzac, appelé *pré des Vallées* ; — Attendu que le défendeur réplique qu'il a usé d'un droit, se fondant sur un acte de vente que lui a consenti le sieur Augereau, et dont un passage est ainsi conçu : « Avec observation qu'il existe au « profit des immeubles vendus un « droit de passage, de 1 mètre de « largeur, le long de la propriété « de la veuve Chaumet ou représentés ; » — Attendu, tout d'abord, que cet acte paraît recevoir son exécution, puisqu'il existe un passage large de 1 mètre longeant la propriété désignée et aboutissant au jardin de Grandjean (constatations de la visite des lieux) ; — Attendu que le bien de ce dernier et le pré des Vallées, qui joint son jardin, pré acquis récemment par Hymonnet, viennent de la même famille ; — Attendu que, le 15 avril 1808, les enfants Maufra, dans un acte de partage, « se sont donné « réciproquement, au besoin, le « passage sur leurs propriétés respectives, et ce dans les temps et « saisons convenables et à moins

« de dégâts que faire se pourra », — Attendu que Grandjean peut se rendre à la rivière d'Argence par un chemin, le chemin du village ; que, dans ces conditions, le pré des Vallées ne paraît pas assujéti à la servitude que Grandjean voudrait exercer pour aller puiser, pour sa consommation personnelle, à un cours d'eau distant de 65^m, 40 de son jardin ; — Attendu que le passage de 1 mètre dont il a été parlé n'est plus que de 65 centimètres vers l'angle nord-ouest dudit jardin, et que la visite des lieux a établi que le rétrécissement est fort ancien ; — Attendu que l'espace étroit ménagé entre le jardin de la veuve Chaumet et le jardin de Grandjean, devait servir à l'écoulement des eaux pluviales destinées à arroser le pré des Vallées (acte du 4 décembre 1836) ; — Attendu que la veuve Doyen, née Maufra, venderesse dans ledit acte, prend, quant à l'écoulement des eaux, des précautions minutieuses, justifiées du reste par l'importance attachée à l'arrosage des prés, et que les époux Helme, acquéreurs des mêmes immeubles que possède aujourd'hui Grandjean, ne font insérer aucune disposition concernant le droit de passage sur le pré des Vallées ; d'où l'on doit induire que le droit de passer s'arrête pour Grandjean au point où le passage dont il est parlé dans son acte cesse d'avoir 1 mètre de largeur, et que l'espace resserré entre son jardin et celui de la veuve Chaumet, un demi-mètre suivant l'acte du 4 décembre 1836, n'est destiné qu'à l'écoulement des eaux ; — Attendu qu'il convient d'ajouter que le plan cadastral ne représente, sur le pré des Vallées, aucun passage

pour aller à la rivière d'Argence ; — Attendu qu'il ne résulte pas du seul acte opposable produit, pas même de l'acte de Grandjean, que le pré d'Hymonet soit grevé du droit de passage invoqué, alors que les actes constitutifs des servitudes, suivant la doctrine et la jurisprudence, doivent être interprétés d'une manière restrictive ; — Attendu en outre que, Grandjean eût-il le droit dont il prétend avoir usé, il est établi par la visite des lieux que, sur certains points, il a passé au delà de la distance de 1 mètre, et qu'il reconnaît lui-même avoir exercé des faits de passage journaliers ; — Sur les dommages - intérêts réclamés : — Attendu qu'il doit être tenu compte de la bonne foi du défendeur et du chiffre des frais ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort sur la demande personnelle et mobilière qui nous est soumise : — Disons que Grandjean a passé sans droit, en tout cas d'une manière abusive, sur le pré d'Hymonet ; en conséquence, le condamnons, pour tous dommages-intérêts, aux dépens. »

Observations. — L'action du demandeur a été intentée sous forme de demande personnelle et mobilière en dommages-intérêts pour préjudice causé par des faits de passage abusifs. A ce titre, elle pouvait rentrer dans la compétence en dernier ressort du juge de paix, puisque le chiffre des dommages-intérêts réclamés n'était pas supérieur à 100 francs ; mais c'était à la condition que l'abus ne fût pas contesté par le défendeur, et qu'il n'y eût à statuer que sur le montant de la réparation. Au contraire, le

défendeur a prétendu avoir usé de son droit, en passant sur le pré de son adversaire, en sorte que le juge, pour statuer sur la demande, a été nécessairement conduit à examiner les titres, à les interpréter, afin de décider si oui ou non il existait une servitude de passage au profit du défendeur. Le moyen de défense soulevé par ce dernier engageait donc une question réelle, et, comme le juge de paix n'est compétent pour statuer sur un droit immobilier qu'en matière possessoire seulement, il nous paraît certain que le défendeur aurait pu soulever un déclinatoire et demander le renvoi de la contestation devant le Tribunal civil, seul compétent pour en connaître. Toutefois la jurisprudence tend de plus en plus à décider que, lorsque le juge de paix est compétent pour connaître de la demande, il l'est également pour connaître des exceptions que le défendeur oppose, et à la condition que le dispositif du jugement ne statue pas sur un droit réel, pour l'accorder ou le refuser à l'une des parties en cause.

Justice de paix de Mont-Saint-Vincent
(Saône-et-Loire).

Président : M. LAIZON, juge de paix.

29 janvier et 5 février 1892.

Demande en paiement du prix d'une voiture. — Enquête. — Reproche à témoins. — Témoignage insuffisant.

Est reprochable le témoin auquel la partie qui l'a fait citer procure un avantage quelconque, et notamment celui que cette partie a amené à l'audience dans sa propre voiture.

Le témoignage qui ne porte point sur des propos que le témoin aurait tenus directement de leur auteur ne constitue qu'un indice insuffisant pour faire preuve complète.

Ainsi décidé, dans les circonstances que voici :

Le sieur Chauvet, voiturier à Montchanin-les-Mines, a fait citer le sieur Jacob du même lieu pour avoir paiement de la somme de 12 francs, représentant le prix d'une voiture demandée par Jacob ou sa femme pour conduire à Mont-Saint-Vincent, le 8 janvier, la veuve et la fille Renard appelées comme témoins à la requête de ce dernier dans une instance pendante entre lui et un sieur Bossu.

Jacob ayant dénié les faits, Chauvet sur sa demande a été admis à en faire la preuve.

A l'audience du 29 janvier 1892, il produisit alors comme témoin la veuve et la fille Renard qui furent reprochées par Jacob.

Ledit jour 29 janvier 1892, jugement ainsi conçu :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Les deux témoins après avoir séparément prêté serment de dire la vérité et avoir déclaré n'être ni parents, ni alliés, ni serviteurs ou domestiques des parties en cause, ont été reprochés par Jacob : 1° comme ayant fait usage de la voiture dont le prix lui est réclamé ; 2° et comme ayant été amenés à Mont-Saint-Vincent le présent jour par Chauvet dans sa voiture et à ses frais ; — Le sieur Chauvet a prétendu que la veuve et la fille Renard ne devaient pas le prix de la voiture du 8 janvier, qui n'avait pas été commandée par elles, et que le présent jour il n'est

pas venu avec les témoins qui ont été conduits par son fils ; — Les témoins interrogés ont reconnu que le 8 janvier elles avaient, en effet, fait usage de la voiture de Chauvet et que le présent jour, c'est Chauvet qui les a fait amener à Mont-Saint-Vincent dans sa voiture conduite par son fils âgé de dix-huit ans et gracieusement mise à leur disposition ; — Sur quoi, statuant sur les reproches proposés par un seul et même jugement ; — Attendu que s'il est constant que les causes de reproches énumérées dans l'article 283 du Code de procédure civile ne sont pas strictement limitatives, et s'il est admis que l'on peut notamment reprocher un témoin qui peut avoir un intérêt direct ou indirect dans la contestation, il faut reconnaître que le juge doit admettre les reproches avec une extrême réserve ; que dans des cas analogues à ceux spécifiés par cet article, et seulement lorsqu'il y a des motifs graves de soupçonner l'impartialité des témoins ; — Sur le premier grief, attendu qu'à toutes les audiences Chauvet a toujours déclaré que n'ayant pas été commandé par la veuve et la fille Renard, il ne peut pas leur réclamer le prix de la voiture dont il s'agit ; que de cette déclaration il résulte suffisamment que, quelle que soit la solution du litige actuel, ces deux femmes ne sauraient être recherchées à cet égard ; que, par suite, elles ne sauraient être considérées comme ayant un intérêt direct ou indirect dans la contestation qui divise les parties ; que ce motif est insuffisant pour faire admettre le reproche ; — Mais attendu, sur le deuxième grief, qu'aux termes de

l'article 283 sus-énoncé pourra être reproché le témoin qui aura bu ou mangé avec la partie et à ses frais depuis la prononciation du jugement qui a ordonné l'enquête; que cette base de reproche est basée sur la crainte de voir le témoin, par un sentiment de reconnaissance, faire une déposition favorable à la partie qui lui a offert le repas; que les mêmes raisons de décider doivent évidemment s'appliquer au cas où la partie qui a fait citer le témoin lui procure un avantage quelconque; — Attendu qu'en profitant de la voiture que Chauvet a gracieusement mise à leur disposition pour les amener à Mont-Saint-Vincent le jour où elles y étaient appelées comme témoins à sa requête, la veuve Bernard et sa fille ont tiré de là un avantage qui a eu pour résultat de les dispenser soit de faire le trajet à pied, soit d'en supporter les frais de transport; que ce fait pouvant dès lors avoir pour conséquence d'altérer sensiblement l'impartialité de leurs dépositions, il y a là motif assez grave pour justifier le reproche articulé; — Par ces motifs, admettant le reproche proposé entre la veuve et la fille Renard, disons que ces témoins ne seront pas entendus et condamnons Chauvet aux frais du présent incident. »

Chauvet demanda ensuite à faire entendre le sieur Monneret, aubergiste à Mont-Saint-Vincent; après audition de ce témoin, sans protestation de la part de Jacob, la cause est renvoyée à l'audience du 5 février 1892 pour jugement définitif.

Le 5 février 1892, jugement en ces termes :

témoins appelés en leurs dépositions séparées, serment par eux préalablement prêté de dire la vérité, les parties en leurs moyens et explications, le tout à l'audience du 29 janvier dernier; — Attendu qu'en exécution de notre jugement interlocutoire du 22 janvier dernier qui l'avait appointé à faire la preuve des faits par lui articulés, Chauvet a, ledit jour 29 janvier, produit d'abord deux témoins, la veuve et la fille Renard, lesquelles ont été reprochés par Jacob; — Attendu qu'un jugement dudit jour ayant admis les reproches proposés contre elles, Chauvet a alors demandé à faire entendre le sieur Monneret, aubergiste à Mont-Saint-Vincent, dont la déposition seule est à examiner; — Attendu que Monneret après avoir d'abord déclaré ne rien savoir directement, a déposé que, le 8 janvier, alors qu'il se trouvait dans son auberge, Chauvet, la veuve et la fille Renard ont raconté que la voiture, par laquelle Chauvet avait amené ces deux dernières, citées comme témoins à la requête du sieur Jacob dans une instance pendante entre lui et un sieur Bossu, avait été commandée par la femme dudit Jacob; que ces femmes croyaient même devoir être hébergées aux frais de Jacob; — Attendu que cette déposition a trait à des propos tenus d'une part par Chauvet et, par suite, sans valeur comme émanant d'une partie en cause et, d'autre part, par la veuve et la fille Renard; qu'elle ne porte point dès lors sur des propos que le témoin aurait tenus directement de leur auteur; que c'est par suite un témoignage *ex auditu alieno* qui ne peut constituer que de simples indices insuffi-

sants pour faire preuve complète, mais pouvant seulement être pris en considération lorsqu'ils sont appelés à venir en aide à la justification d'un fait qui n'est pas entièrement établi ; — Attendu que rien dans la cause ne pouvant faire présumer que la femme de Jacob ait commandé la voiture dont il s'agit, ce fait, pour les raisons indiquées plus haut, ne saurait résulter uniquement de la déposition du témoin Monneret ; que le contraire même semble établi par la déposition du sieur Révillot ; qu'en effet ce témoin de la contre-enquête a déclaré que la veuve Renard ayant, en sa présence à Mont-Saint-Vincent, demandé à Jacob de payer la voiture qui l'avait amenée, elle et sa fille, celui-ci a répondu : « qu'il « payait la taxe, mais que la voiture « ne le regardait pas ; » — Attendu que la demande n'étant pas justifiée ne saurait être accueillie ; — Sur les dépens, attendu qu'ils doivent rester à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort, déboutons Chauvet de sa demande et le condamnons aux dépens. »

Observations. — C'est une question très controversée que celle de savoir si le juge peut admettre d'autres causes de reproche que celles qui sont expressément indiquées dans l'article 283 du Code de procédure civile, en d'autres termes si les dispositions de cet article sont limitatives ou simplement énonciatives. Il a été rendu bien des arrêts en sens contraire, et en présence du doute que soulève la question, nous avons émis dans le

DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o *Reproche*, l'avis que les juges de paix ne doivent user qu'avec une extrême réserve du pouvoir d'étendre les causes de reproche. Il n'est guère de procès dans lesquels les parties ne puissent invoquer contre le témoin cité par l'adversaire un reproche quelconque d'animosité personnelle, ou de partialité en faveur de la partie qui le fait entendre. Aussi avons-nous quelque peine à admettre que le fait par une partie d'avoir amené dans sa voiture la personne qu'il veut faire entendre comme témoin, puisse suffire pour justifier le reproche formulé contre ce témoin, et doive être assimilé au fait d'avoir bu et mangé avec la partie et à ses frais. Sur la seconde question nous approuvons, sans réserve, la solution du jugement.

Justice de paix de Castelsarrasin
(Tarn-et-Garonne).

Président : M. CARLES, juge de paix.

18 janvier 1892.

Apprentissage. — Conventions verbales. — Rupture. — Action en dommages-intérêts. — Salaires.

Lorsque le contrat d'apprentissage a été formé sans écrit et qu'il y a contestation seulement sur la durée de l'apprentissage, on doit s'en rapporter à l'usage des lieux pour déterminer cette durée.

Spécialement, le maître ne peut réclamer aucune indemnité à raison de ce que son apprenti l'a quitté, lorsqu'il est d'usage reconnu dans le pays que, en l'absence de contrat écrit, le maître et l'apprenti peuvent se séparer quand bon leur semble, sans forme de procédure et sans qu'il y ait lieu à aucune indemnité de part ni d'autre.

De même, l'apprenti n'a droit à aucun salaire pour des journées de travail fournies, avant qu'il soit resté deux ans chez le maître, si l'usage local est que l'apprentissage dure deux ans.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Rébeille a fait citer Alla, père du sieur Alla, son fils mineur, lui demandant 200 francs de dommages-intérêts parce que son fils l'a quitté sans motifs légitimes et sans avoir achevé les deux ans d'apprentissage qui avaient été convenus verbalement entre eux ; Alla fils n'a fait que onze mois.

Alla père nie la convention relative à la durée de l'apprentissage ; dit que son fils a fait un an et s'en est allé quand il lui a plu, ce qui est régulier et conforme aux conventions intervenues entre parties, verbalement. Il ajoute que, peu de temps après sa première sortie de l'atelier, son fils y est revenu, mais à titre d'ouvrier et qu'il a droit, à ce titre, pour les journées par lui faites, à 27 francs qu'il réclame reconventionnellement, s'appuie pour dire que le fils, en faisant un an de temps, s'est conformé au surplus à la loi, sur l'opinion de Curasson, t. 1^{er}, n° 455, p. 679, disant que comme pour les ouvriers, l'article 15, loi du 22 germinal, an XI, fixe à un an la durée de l'engagement.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il résulte des débats et des explications des parties, que le fils Alla a été apprenti chez Rébeille, charpentier ; que Rébeille est en désaccord avec Alla père, au sujet de la durée de l'apprentissage

d'Alla fils ; que Rébeille prétend avoir stipulé verbalement que cette durée serait de deux ans, tandis qu'Alla père prétend que le contrat intervenu entre Rébeille et Alla n'avait pas fixé la durée de l'apprentissage ; que son fils ayant, au reste, fait un an chez Rébeille, l'a légalement satisfait ; — Attendu que c'est à tort qu'Alla invoque l'article 15 de la loi du 22 germinal, an XI, lequel n'a trait qu'aux ouvriers, et qu'il cite l'opinion de Curasson, vol. 1^{er}, p. 679, n° 456, laquelle ne se rapporte qu'à la compétence des juges de paix au sujet des contestations de toute nature entre ouvriers et chefs d'ateliers et aussi entre apprentis et chefs d'ateliers, qu'il n'y a lieu à s'en référer en l'espèce audit article de loi ; — Attendu que, l'existence du contrat demeurant reconnue et la durée de l'apprentissage étant seule en contestation, tandis que le demandeur ne peut l'établir, puisqu'il n'y a pas d'écrit et que l'objet de la demande dépasse 150 francs, et que le défendeur soutient que les parties n'avaient pas fixé cette durée, il y a lieu de s'en rapporter à l'usage des lieux pour déterminer la durée de l'engagement, les parties étant, en ce cas, présumées s'en être rapportées à cet usage ; — Attendu que la loi du 4 mars 1831, par son article 17, indique bien que le juge de paix peut invoquer un tel usage en matière de contestations entre maîtres et apprentis ; qu'il a été jugé qu'à défaut de convention établie la durée du contrat d'apprentissage peut être déterminée par l'usage des lieux (*J. du P.*, Aix, 15 septembre 1863) ; qu'il est enseigné par Allain (*Manuel encyclopédique*

des juges de paix, t. II, p. 396) que la durée de l'apprentissage est, sauf la réduction du juge, abandonnée aux conventions des parties qui, en cela doivent se conformer aux usages ; qu'ainsi c'est bien aux usages des lieux qu'il faut, en la matière, s'en rapporter et décider d'après ces usages ; — Attendu que lorsque l'apprenti entre chez un maître charpentier ou menuisier, sans qu'un contrat écrit intervienne au sujet de la durée de l'apprentissage, il est d'usage à Castelsarrasin que le maître et l'apprenti peuvent se séparer quand bon leur semble, sans aucune forme de procédure, et sans qu'il y ait lieu à indemnité ni d'une part, ni de l'autre ; — Attendu que Alla fils, en quittant Rébeille, l'a fait d'après cet usage et que Rébeille n'a donc droit à rien réclamer à Alla pour l'avoir ainsi quitté ; — Attendu que si Alla fils est revenu en septembre 1891 chez Rébeille qu'il avait quitté en août, sans avoir accompli une année entière d'apprentissage, il est à présumer qu'Alla y est revenu comme apprenti et non comme ouvrier ; que ce qui donne à le penser ainsi, c'est que l'usage des lieux, lorsqu'il y a contrat écrit, stipule que l'apprenti qui n'est ni nourri, ni logé, ni couché, doit rester deux ans chez le maître ; attendu au surplus que si Alla prétend que son fils, en décembre 1891, était chez Rébeille comme ouvrier à gages et s'il demande reconventionnellement à Rébeille 27 francs pour dix-huit journées faites par sondit fils, à ce titre, Alla n'a justifié en rien une pareille prétention ; qu'il est, au contraire, très présumable qu'Alla fils y est retourné pour continuer

son apprentissage aux conditions précédentes, soit sans être ni logé, ni nourri, ni payé d'une manière fixe et déterminée. D'où suit qu'Alla n'a reconventionnellement droit à aucun prix de journées d'ouvrier ; — Par ces motifs, statuant à charge d'appel ; — Vu les articles 1 et 5, § 3, 7 de la loi du 25 mai 1838 ; la loi du 22 février 1851 ; l'article 131 du Code de procédure civile ; — Disons que la demande principale de Rébeille n'est pas justifiée, l'en déboutons ; — Disons la demande reconventionnelle d'Alla non justifiée, ni fondée, l'en déboutons ; — Et attendu que chacune des parties a partiellement succombé ; qu'il y a lieu, en conséquence, de compenser entre elles les dépens ; condamnons chacune des parties par moitié auxdits dépens ; les frais de signification du présent devant être à la charge de celle des deux parties qui y donnera lieu. »

Observations. — Il est dit dans l'article 17 de la loi du 22 février 1851, qui suppose un contrat écrit dans des formes déterminées, que si le temps convenu pour la durée de l'apprentissage dépasse le maximum de la durée consacrée par les usages locaux, ce temps peut être réduit ou le contrat résolu. Il résulte de ce texte, qu'au moins pour la durée du contrat, le maître et l'apprenti ne peuvent, même par une convention écrite, déroger à l'usage local. Cet usage doit servir de base pour fixer la durée du contrat, en ce sens que l'on ne peut pas la fixer plus longue que celle établie par l'usage, à plus forte raison, doit-on dire que, lorsqu'il n'existe pas de convention écrite, cet usage devient

la règle formelle, c'est-à-dire que la durée du contrat verbal doit être exactement celle fixée par l'usage, ni supérieure, ni moindre.

Justice de paix du canton de Saulxures
(Vosges).

Président : M. PICARLE, juge de paix.

6 février 1892.

Ouvrier. — Renvoi sans observation du délai prévu par les règlements d'atelier. — Dommages-intérêts.

Alors qu'un règlement d'atelier porte que l'ouvrier et le patron qui veulent rompre l'engagement ne peuvent le faire qu'en se prévenant réciproquement quatre semaines à l'avance, le patron ne peut renvoyer son ouvrier sans l'observation du délai stipulé.

Il exciperait en vain de ce que le sort de la femme est lié à celui du mari, et que celui-ci étant sorti de l'établissement, la femme doit en sortir en même temps.

En conséquence, le renvoi de la femme sans avertissement préalable donne lieu à des dommages-intérêts au profit de cette dernière.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La dame Honorine Moyen expose qu'elle est tisserande et travaillait à l'usine de Zainvillers ; qu'il y a plusieurs jours, à la suite de différends survenus entre le directeur du tissage et son mari, ce dernier a quitté immédiatement l'établissement, sans dénonciation préalable, d'accord en cela avec le susdit directeur ; — Qu'en ce qui la concerne personnellement, on l'a congédiée aussitôt, sans tenir compte de l'article 2 du règlement de l'établissement, en date du 1^{er} octobre

1870, qui exige l'avertissement réciproque de quatre semaines pour mettre fin au contrat qui lie les parties.

Le sieur Houillon, son mari, ajoute qu'il a demandé la réintégration de sa femme et l'accomplissement, à l'égard de cette dernière, de la formalité de la dénonciation préalable, et que ce n'est que sur le refus qui leur a été opposé, que sadite épouse s'est décidée à se pourvoir judiciairement.

La demanderesse estime que, dans ces circonstances et en présence de la violation flagrante du contrat qui les liait respectivement, la société Flageollet et C^e doit être tenue à son égard à des dommages-intérêts qu'elle nous laisse le soin d'évaluer.

Le sieur Paul Kayser, ès noms qu'il agit, répond que les faits invoqués sont exacts, mais que, dans sa pensée, en règle générale, le sort de la femme était intimement lié à celui du mari, bien que le règlement soit muet à cet égard, et que dès lors le départ de la dame Honorine Moyen s'imposait par cette seule circonstance que son mari quittait l'établissement ; ensuite il a offert à la demanderesse de reprendre, si elle le désirait, son travail, pour permettre de lui faire la dénonciation préalable en question. Cette dernière a refusé de se prêter à cette combinaison.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX, statuant en dernier ressort : — Attendu qu'il est établi sans conteste et reconnu par les parties en cause que la dame Honorine Moyen, épouse Houillon, employée à l'usine de Zainvillers-

Vagny, dépendant des établissements de la Société Flageollet et C^e, a été congédiée brusquement et sans motifs, et mise par là dans l'impossibilité de continuer son travail ; que sa demande de réintégration n'a pas été accueillie lorsqu'elle a été produite par son mari, et qu'elle s'est vue dès lors dans l'obligation de se pourvoir judiciairement ; — Attendu qu'aux termes de l'article 2 du règlement de l'établissement, « tout ouvrier ou patron « qui veut rompre l'engagement ne « peut le faire qu'en prévenant ré- « ciproquement quatre semaines à « l'avance » ; — Que l'interprétation invoquée et qui tendrait à établir la communauté de sort de deux époux travaillant dans le même établissement, ne repose sur rien de sérieux, et ne saurait être prise en considération ; que ce système de défense a été abandonné du reste par le sieur Kayser, qui offrait de reprendre la demanderesse à des conditions que celle-ci n'a pas cru devoir accepter ; — Attendu, en ce qui concerne la fixation des dommages-intérêts, que nous possédons en mains les éléments suffisants pour la faire équitablement ; — Par ces motifs, disons que c'est à tort, sans droits et au mépris de son règlement, que la Société Flageollet et C^e, en la personne de son directeur de tissage, a congédié sans motifs plausibles la femme Honorine Moyen, épouse Léon Houillon, sans lui avoir au préalable signifié son renvoi dans les délais indiqués au règlement du 1^{er} octobre 1870, art. 2 ; et, pour l'avoir fait, condamnons ladite Société à lui payer, à titre de dommages - intérêts, la somme de 40 francs ; — Ordonnons

l'exécution du présent jugement sur minute et sans aucun délai. »

Observations. — Solution exacte.

Justice de paix de Criqueotot-l'Esneval
(Seine-Inférieure).

Président : M. BOULENGER, juge de paix.

27 juin 1890.

Femme mariée. — Quasi-délit.
Communauté.

La femme mariée sous le régime de la communauté légale ne peut, par un quasi-délit, engager la communauté, et il en est ainsi, alors même que le mari l'aurait autorisée à ester en justice, alors surtout que la communauté n'a retiré et ne peut retirer aucun bénéfice du quasi-délit.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX, statuant en premier ressort : — Attendu que, suivant exploit de Varin, huissier à Criqueotot, en date du 21 mai dernier, les époux Vautier ont fait citer à comparaître devant nous, à l'audience du 23 dudit mois de mai, M^{me} Caillou et son mari, ce dernier pour la validité de la procédure, à l'effet, le sieur Caillou, autoriser sa femme à ester en justice, la femme Caillou s'entendre condamner à payer à la femme Vautier la somme de 125 francs de dommages-intérêts en réparation du préjudice qu'elle lui a causé par ses propos diffamatoires tenus à Gonnevillle le 29 avril dernier ; attendu qu'à l'audience du 23 mai la femme Caillou, assistée de son mari, a nié avoir tenu les propos reprochés ; que, sur la demande des époux Vautier, ces derniers ont été autorisés à faire la

preuve par témoins des faits par eux articulés, et que l'enquête a été renvoyée à l'audience du 30 mai suivant; — Attendu que, par exploit de Varin, en date du 28 mai même mois, les époux Vautier ont fait citer personnellement le sieur Caillou à comparaître à l'audience du 30 mai pour : attendu que le sieur Caillou a approuvé et ratifié les faits d'injures et d'allégations diffamatoires et calomnieuses dont sa femme s'est rendue coupable envers M^{me} Vautier; que la femme de Caillou était en quelque sorte l'écho de ce dernier; attendu qu'il suffit, en tout cas, que le sieur Caillou ait approuvé la conduite de sa femme et lui ait donné son autorisation pour qu'il soit responsable avec elle envers les époux Vautier des réparations civiles dues à ces derniers, voir recevoir les époux Vautier additionnellement et complémentaiement demandeurs, voir joindre les demandes, et Vautier s'entendre condamner solidairement avec sa femme à payer la somme de 125 francs, montant des dommages-intérêts réclamés; — Attendu qu'il y a lieu d'examiner : 1° si la femme Caillou a tenu les propos incriminés, et si, par suite, elle doit être condamnée à des dommages-intérêts au profit de la femme Vautier; 2° si le sieur Caillou a été l'instigateur de ses propos, ou si, du moins, il leur a donné son approbation, et par suite, il doit être tenu solidairement avec sa femme au paiement des dommages-intérêts; 3° si le fait d'avoir assisté sa femme au cours de l'instance suffit pour entraîner sa responsabilité. — Sur le premier chef : — Attendu qu'il résulte de la déposition des deux té-

moins de l'enquête, que la femme Caillou a dit à la fille Thieulent et au sieur Cousin qu'il lui avait été volé une pièce de 5 francs et que la voleuse ne pouvait être que la femme Vautier; attendu que vainement le défenseur de la femme Caillou soutient que ces propos manquent d'un des éléments essentiels de la diffamation, la publicité, et que, par suite, ils ne peuvent donner lieu à aucune action en responsabilité; — Attendu que ces allégations tendant à faire suspecter à autrui la probité de la femme Vautier, alors même qu'elles n'auraient pas eu lieu en public, étaient de nature à porter atteinte à la considération de la plaignante, et, par suite, rentrent dans la classe des quasi-délits définis par l'article 1382 du Code civil; — Attendu que les propos de la femme Caillou ont été répétés par les personnes à qui elle les avait tenus, que la bonne réputation de la femme Vautier a pu se trouver ainsi compromise; — Attendu que la femme Caillou, en articulant cette accusation sans aucune preuve (alors que le vol même n'est pas établi, puisque la pièce disparue a pu être simplement égarée ou perdue) s'est rendue coupable pour le moins de légèreté et d'imprudence et qu'elle doit réparation à la femme Vautier du dommage qu'elle lui a causé; — Attendu qu'une imputation de cette nature, en portant atteinte à l'honneur de la partie diffamée et pouvant la rendre suspecte à tous ceux qui l'entourent, est des plus graves, et que la réparation doit être proportionnée tant à la gravité de la faute qu'à celle du préjudice causé; que toutefois la réputation de la femme Vautier n'ayant

pas été sérieusement atteinte, d'après les renseignements qui nous sont fournis, la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts nous paraît une indemnité suffisante. — Sur le deuxième chef : — Attendu que Caillou, qui est domestique dans un village voisin, ne va chez lui que le dimanche ; que la femme Caillou a tenu les propos reprochés aussitôt après s'être aperçue de la disparition de la pièce de 3 francs ; qu'il n'a donc pu être l'instigateur desdits propos ; attendu qu'il résulte des dépositions des témoins de la contre-enquête qu'il ne les a jamais approuvés, puisqu'il a manifesté le regret de ne pas avoir été sur les lieux afin d'empêcher sa femme de faire ce qu'elle avait fait et de l'inviter à garder, comme il l'aurait fait lui-même, le silence sur la disparition de ladite pièce ; que, de ce chef, il ne saurait donc être responsable ; — Sur le troisième chef : — Attendu que, par l'organe de M^e Pimont, son avocat, Caillou a fait soutenir que, s'il s'était présenté sur la première citation, c'était dans son ignorance des lois et de la jurisprudence, par déférence pour le juge devant lequel il était appelé ; qu'il s'était borné par sa présence à assister sa femme, sans prendre personnellement aucune part aux débats ; que, par son assistance, il croyait simplement remplir une formalité et nullement assumer une responsabilité quelconque ; que même encore aujourd'hui il ne pensait pas que sa simple présence pût engager sa responsabilité personnelle ; — Attendu qu'à défaut d'un texte de loi précis, d'une jurisprudence bien établie, il y a lieu de consulter la doctrine ; — Attendu que si Dalloz,

après avoir posé en principe que le mari n'est point responsable des délits et quasi-délits de sa femme (Dalloz, *Répertoire*, v^o RESPONSABILITÉ, n^o 592), enseigne d'une manière générale, sous le numéro 597, que le mari qui a autorisé sa femme à se défendre est tenu des frais et dommages-intérêts s'il y a communauté, le même auteur corrige en un autre endroit (*Contrat de mariage*, n^o 998) ce que sa règle peut avoir de trop absolu et ajoute : « Si « le mari n'est pas passible des dé- « pens à raison de l'autorisation « qu'il a donnée à sa femme, c'est « seulement lorsqu'il ne peut retirer « aucun profit du procès », et il cite à l'appui de cette restriction deux arrêts de la Cour de cassation, l'un du 24 vendémiaire an VII, l'autre du 21 février 1832 ; — Attendu qu'il y a lieu, en effet, d'établir une distinction indiquée par Sourdat (*Traité de la Responsabilité*, n^o 861), comme enseignée par Valette, Duranton et Demolombe ; qu'il faut rechercher si l'autorisation maritale a été donnée pour une affaire qui intéresse la communauté ou la femme seule ; que si du procès engagé peut résulter pour la société conjugale un bénéfice quelconque, cette dernière se trouve engagée directement (*ubi lucrum, ibi periculum*) et l'article 1419 du Code civil, reçoit ici son application ; mais si le débat n'intéresse que la femme seule, que la communauté ne puisse ni actuellement ni dans l'avenir en retirer aucun profit, la communauté comme le mari ne sauraient devenir responsables ; — Attendu que, dans l'espèce, la communauté existant entre les époux Caillou ne pouvait tirer aucun avantage de l'issue du procès ; que, par

suite, le sieur Caillou, en autorisant sa femme, n'a pu ni voulu engager la communauté ; que l'autorisation par lui donnée était à ses yeux une mesure d'ordre dont les tiers ne pourraient se prévaloir contre lui ; que cette opinion est celle de Tronchet, qui, lors de la discussion de l'article 219 du Code civil au conseil d'État, soutint que le mari qui autorise sa femme ne s'oblige pas envers les tiers ; que, par suite, Caillou ne doit pas encore de ce chef être déclaré responsable ; — Par ces motifs, condamnons la femme Caillou à payer aux époux Vautier la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts, la condamnons, en outre, aux intérêts de droit et aux dépens, disons qu'il n'y a pas lieu de déclarer Caillou civilement responsable, déboutons les époux Vautier du surplus de leur demande, etc. »

Observations. — Le mari n'est pas responsable des délits ou contraventions commises par sa femme, à moins qu'il ne l'ait formellement excitée à les commettre. En effet, l'article 1384 du Code civil ne range point les maris parmi les personnes qu'il déclare civilement responsables du fait d'autrui. Par les mêmes raisons, le quasi-délit commis par la femme n'engage pas la communauté, quand il lui est imputable à elle seule, que le mari n'y a pas directement ou indirectement participé, et que la communauté n'y est point intéressée.

**Justice de paix du canton de Roye
(Somme).**

Président : M. OSCAR BARON, juge de paix.

29 février 1892.

*Élections. — Listes. — Inscription.
Domicile d'origine.*

Doit être inscrit sur la liste électorale, l'électeur qui a son domicile d'origine dans la commune.

Le domicile d'origine se conserve *animo solo*.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que l'article 14 de la loi du 5 avril 1884 est ainsi conçu : « La liste électorale d'une commune comprend : « 1° tous les électeurs qui ont leur « domicile réel dans la commune. » — Attendu que le comte de Delcoal était lors de sa majorité (20 janvier 1884) domicilié à Deuvraignes ; qu'en effet il y a satisfait à la loi sur le recrutement et y a été porté ladite année sur la liste électorale ; qu'il y a donc son domicile d'origine. — Attendu que, quoiqu'il réside à Paris depuis plusieurs années, quoiqu'il y ait exercé les fonctions d'auditeur au conseil d'État et y remplisse aujourd'hui le mandat de député, il ne peut, par ce seul fait, être réputé y avoir transporté son domicile ; — Attendu, en effet, que ces fonctions n'étant que temporaires, ne peuvent, à moins de déclaration contraire ou d'intention formellement manifestée, entraîner le changement de domicile d'origine ; — Attendu, comme le dit Demolombe, que le domicile se conserve par la seule intention ; qu'il se conserve toujours tant qu'on n'en a pas

adopté un autre ; qu'il est une création juridique et abstraite, indépendante de la résidence ; et que la loi n'ayant déterminé aucune époque après laquelle le domicile abandonné perdrait son caractère et ses effets, il ne paraît pas permis de limiter, en droit, la conséquence du principe ; — Attendu, d'ailleurs, que l'appelant paraît avoir manifesté à diverses reprises l'intention de conserver son domicile d'origine ; — 1° Qu'en effet, depuis 1881 jusques et y compris 1891, il est toujours porté sur la liste électorale de Deuvraignes ; — 2° Que vers 1883 ayant hérité, d'un parent, une bibliothèque importante, il l'installe à grands frais dans une maison appartenant à sa mère en cette commune ; — 3° Qu'en juillet 1887, lors de son mariage à Paris, il fait faire ses publications aussi bien à Deuvraignes qu'à Paris quoiqu'il ait dans cette ville plusieurs années de résidence ; — 4° Qu'en mai 1888 il est nommé conseiller municipal de Deuvraignes ; — 5° Et qu'en 1890, il paye sa cote personnelle et l'impôt des prestations ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort ; — Infirmons la décision de la commission municipale de Deuvraignes du 8 février 1892 et ordonnons l'inscription du comte de Delcoal sur la liste électorale de cette commune. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à la jurisprudence.

Justice de paix de Criquetot-l'Esneval
(Seine-Inférieure).

Président : M. BOULENGER, juge de paix.

30 octobre 1891.

Louage. — *Congé.* — *Délai.* — *Forme.*
Usage des lieux.

Le congé par lettre missive est valable, mais à la condition que le locataire reconnaisse l'avoir reçu.

Lorsque, d'après l'usage des lieux, le congé doit être donné six mois à l'avance et que l'entrée en jouissance a lieu le 29 mars et le 29 septembre à midi, est tardif le congé donné le 29 mars avant midi, le délai ne courant pas d'heure à heure, mais de jour à jour.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Nestor T... demande l'enlèvement de cadenas apposés par Achille T..., son frère, sur un bâtiment lui appartenant ; — Attendu qu'il résulte des explications des parties que M. Achille T... est propriétaire à Etretat d'un petit terrain que, depuis plusieurs années, il louait à son frère, à raison de 25 francs par an ; que, sur ce terrain, M. Nestor T... a fait édifier à ses frais un petit bâtiment à usage de cellier et de water-closet, et ce au vu et su de son frère, qui ne s'y est pas opposé ; que, d'après le dire de M. Achille T..., ce dernier aurait, par une lettre chargée, remise au destinataire dans la matinée du 29 mars dernier, donné congé à son frère ; que, M. Nestor T... n'ayant pas, au 29 septembre dernier, enlevé les constructions par lui élevées sur le terrain de M. Achille T..., ce dernier y a fait apposer des cadenas qui en interdisent l'entrée ; — Attendu que, nul n'ayant le droit de se faire justice soi-même, M. Achille T..., au lieu

de faire apposer des cadenas, devait assigner son frère en validité de congé et en enlèvement des constructions par lui faites ; — Attendu que, si le congé donné par lettre missive est valable, c'est à condition que le locataire reconnaisse l'avoir reçu ; qu'en présence des dénégations de Nestor T..., son frère, ne pouvant pas faire la preuve des termes de la lettre, et la preuve testimoniale n'étant pas admise dans l'espèce, son congé ne peut être admis en justice ; — Attendu, d'ailleurs, que le congé ainsi donné par lettre missive était tardif ; que le délai, d'après l'usage des lieux, est de six mois, et que ce délai se calcule, non d'heure à heure, mais de jour à jour ; que, si la journée du 29 mars jusqu'à midi fait partie du premier semestre de la location, l'après-midi commence le deuxième semestre ; que par suite les congés doivent au plus tard être donnés le 28 mars ; que, dans l'espèce, celui de M. Achille T... n'est pas recevable ; — Par ces motifs, disons que M. Achille T... n'a pas donné à son frère le congé voulu par la loi, le condamnons, etc. »

Observations. — Le congé par lettre missive est valable aussi bien que le congé purement verbal, mais il n'offre pas de garantie, car il ne peut avoir d'effet qu'autant que le locataire ou bailleur reconnaît l'avoir reçu. Si l'une des parties dénie le congé, l'autre ne serait pas admise à l'établir par la preuve testimoniale. La seconde solution, basée sur l'usage local, est également exacte. Voir, sur la forme et les délais de congé, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Louage*, n° 233 et suiv. Voir aussi

Agnel, *Code des propriétaires*, n° 853 et suiv.

Justice de paix du canton de Limonest (Rhône).

Président : M. FÉNÉTRIER, juge de paix.

18 février 1892.

Nantissement. — Bail expiré. — Héritier. Demande en restitution.

L'extension du gage à une seconde dette n'a pas lieu dans le cas où la constitution du gage provient d'un *de cujus* dont l'héritier devient ensuite de son chef et personnellement débiteur envers le même créancier.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'à la date du 28 mai 1886, la dame Ray, mère de la demanderesse, a déposé entre les mains des consorts Vénard un nantissement de 200 francs pour garantie de l'exécution d'un bail verbal que ces derniers lui avaient consenti ; — Attendu qu'à l'expiration de ce bail, la dame Ray étant décédée, la demoiselle Marie Ray, sa fille, a passé, en son nom personnel, à la date du 24 juin 1891, un nouveau bail, enregistré, actuellement en cours ; — Qu'elle réclame aujourd'hui, en sa qualité d'héritière de sa mère, la restitution du nantissement déposé pour garantie de l'exécution du bail expiré ; — Attendu que les consorts Vénard refusent de le lui rendre, prétendant que, de son consentement, il demeure affecté à la garantie de l'exécution du nouveau bail ; — Attendu que les consorts Vénard ne justifient pas cette prétention et que la demoiselle Ray nie

de la façon la plus formelle avoir donné un tel consentement; — Attendu qu'aux termes de l'article 2082 du Code civil, le débiteur est bien fondé à réclamer la restitution du gage après paiement de la dette pour sûreté de laquelle il a été donné; — Que la disposition finale dudit article autorise, il est vrai, l'extension du gage lorsqu'il existe de la part du même débiteur une autre dette contractée postérieurement à la mise en gage et devenue exigible avant la première dette; — Mais que cette disposition n'est pas applicable à l'espèce; qu'il ne s'agit pas du même débiteur et que la seconde dette, c'est-à-dire les termes du nouveau bail, ne sont pas devenus exigibles avant ceux du premier; — Attendu, d'autre part, qu'il est de jurisprudence que l'extension du gage à la seconde dette, n'a pas lieu dans le cas où la constitution du gage provient d'un *de cuius* dont l'héritier devient ensuite de son chef et personnellement débiteur du même créancier; — D'où il suit qu'à aucun point de vue la

prétention des consorts Vénard ne peut être admise et qu'il doit être fait droit à la demande de la demoiselle Ray; — Attendu que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe; — Par ces motifs; — Statuant contradictoirement et en premier ressort; — Condamnons les consorts Vénard solidairement à payer avec intérêt de droit, à la demoiselle Ray, ès-qualité, la somme de 200 francs, montant du nantissement déposé entre leurs mains par la dame Ray, sa mère décédée; — Les condamnons en outre solidairement aux dépens. »

Observations. — Solution exacte et conforme à la jurisprudence. Le débiteur ou son héritier est toujours en droit de réclamer la restitution du gage, lorsque la dette pour sûreté de laquelle le gage avait été donné, est entièrement payée. L'extension du gage à une nouvelle dette qui serait contractée par l'héritier ne saurait avoir lieu qu'en vertu d'une convention nouvelle et expresse.

Justice de paix du canton de Chevreuse
(Seine-et-Oise).

Présid. : M. EM. PRIEUR $\frac{3}{4}$, juge de paix.

19 décembre 1891.

*Dommages aux champs. — Lapins. —
Terriers. — Grillages mal entretenus.
— Négligence — Responsabilité. —
Servitude inhérente au voisinage des
bois.*

Le propriétaire d'un bois, dont la chasse est gardée et réservée, est responsable des dommages causés par le gibier et notamment par des lapins sortant des terriers existant dans ce bois.

Alors surtout qu'il a favorisé la multiplication du gibier et qu'il a négligé de défoncer les terriers et de réparer les grillages clôturant le bois et placés pour empêcher les lapins de courir dans les champs voisins.

Mais on ne saurait lui réclamer le montant intégral des dommages, lorsque l'expertise constate l'existence de terriers dans un bois contigu, joignant les pièces endommagées et n'appartenant pas au défendeur.

C'est au demandeur à mettre en cause le propriétaire du bois contigu, conformément aux articles 32 et 33 du Code de procédure civile.

Il y a toujours lieu de tenir compte dans l'évaluation des dommages, de la servitude résultant du voisinage des bois.

Ainsi jugé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance ; vu la loi du 25 mai 1838, art. 5, § 1^{er} ; vu notre jugement interlocutoire du 7 avril 1891, enregistré ; après avoir entendu MM^e Nourry et Hùé, avoués des parties, en leurs conclusions, dires et plaidoirie ; — Attendu que le sieur Bourgogne est locataire de différentes pièces de terre sises près

JUIN 1892.

de la forêt des Maréchaux sur le territoire de Senlis, canton de Chevreuse, savoir : 1^o au lieudit *la Pucellerie*, une pièce joignant d'un bout M^{me} la duchesse de Luynes, d'autre bout, le demandeur, d'un côté M. le baron de Rothschild comme locataire de la chasse ; 2^o une pièce de terre au lieudit *les Lisières*, mêmes tenants ; 3^o une pièce au lieudit le *pré de Presle*, mêmes tenants ; 4^o une pièce au lieudit *les Sables*, mêmes tenants ; — Attendu que Bourgogne ayant prétendu que de Rothschild, locataire de la chasse des Maréchaux, y entretenait des faisans et des lapins qui causaient de grands dégâts à ses récoltes ; qu'en outre, le grillage formant clôture de ladite chasse était, par endroits, en très mauvais état, nous avons ordonné, par notre jugement interlocutoire susvisé, notre transport sur les lieux contentieux avec l'assistance de l'expert Robin, à l'effet de constater l'existence du dommage ; — Attendu qu'il résulte du premier procès-verbal de visite en date du 21 avril 1891, enregistré, que la pièce désignée ci-dessus, n^o 1, au lieudit *la Pucellerie*, est ensemencée en avoine et sainfoin, bien plantée ; que la pièce n^o 2, dite *des Lisières*, est ensemencée en avoine et bien ensemencée ; que la pièce n^o 3, au lieudit le *pré de Presle*, est ensemencée en sainfoin, en bon état ; enfin que la pièce sise au lieudit *les Sables*, est partie ensemencée en avoine non encore levée et partie en prairie artificielle ; que si quelques grattis de lapins ont été reconnus sur lesdites pièces de terre, les dégâts causés n'étaient pas encore appréciables ; — Attendu qu'il a été

constaté le même jour, que dans le faite de la pièce de *la Pucellerie*, le grillage séparant ladite pièce des bois de M. de Rothschild avait besoin d'être relevé en quelques endroits ; puis après avoir pénétré dans lesdits bois, des grattis de lapins et l'existence d'un ou deux terriers y ont été également reconnus. — Attendu que lors de la seconde visite des champs contentieux, nous avons constaté avec l'expert, suivant procès-verbal du 28 juin 1891, enregistré : 1° sur la pièce de *la Pucellerie*, plantée en sainfoin, des traces et coulés de lapins, et de nombreux grattis ; qu'en outre ladite pièce avait été, par endroits, mangée par des lapins et que l'on pouvait d'ores et déjà évaluer un déficit d'environ cinq cents bottes de foin qui manqueraient à la récolte, tout en ne faisant pas entrer, dans cette évaluation, environ cent bottes, lesquelles, sans l'existence du gibier, auraient poussé dans la partie longeant les bois ; mais qu'il n'y avait pas lieu de tenir compte de ce dernier déficit de cent bottes, qui doit être attribué à la servitude naturelle inhérente aux pièces de terre situées à proximité des bois ; 2° dans la pièce dite *des Lisières*,ensemencée en avoine, et dans la pièce dite *de Presle*, plantée en sainfoin, il n'y avait encore aucune trace de dégât appréciable ; 3° enfin, dans la pièce dite *des Sables*, dont partie est plantée en sainfoin, les dégâts produits par des lapins ont été évalués par l'expert, à environ cinquante bottes de foin ; — Attendu que ledit procès-verbal constate encore que, sur une partie longeant le bois de M. de Rothschild, le grillage est complètement renversé sur

une longueur de 12 mètres à un endroit, et d'environ 50 mètres à un autre endroit ; que les pieux en sont complètement pourris ; que dans le bois de M. de Rothschild, et sur un coteau sablonneux dominant la pièce de *la Pucellerie*, il existe une grande quantité de terriers habités ; que dans la lisière du bois appartenant à M^{me} la duchesse de Luynes, en longeant ladite pièce, l'expert a reconnu avec nous l'existence d'un terrasson et de deux terriers, dont l'un s'ouvre sur la propriété du défendeur et l'autre dans la lisière du bois de la duchesse de Luynes ; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal dressé lors de la dernière visite des terrains endommagés, le 19 août 1891, enregistré : 1° que dans la pièce de terre dite *des Lisières*, le dégât a été évalué par l'expert à deux cents gerbes d'avoine sur lesquelles il a déduit vingt-cinq gerbes mises sur le compte de la servitude naturelle, résultant du voisinage des bois sur une largeur approximative et moyenne de 50 centimètres sur le pourtour des bois ; que ce dégât provient de la présence des nombreux lapins, dont on a constaté les grattis et les coulés en plusieurs endroits ; 2° que dans la pièce dite *le pré de Presle*, l'expert a constaté que la récolte en est mangée d'un bout à l'autre et que le dégât peut être évalué à trois cents gerbes d'avoine ; 3° que dans la pièce dite *des Sables*, plantée partie en sainfoin et partie en avoine, si l'expert n'a pas constaté de dégâts appréciables dans le sainfoin, il a évalué à deux cents gerbes le dégât commis par les lapins sur la partie ensemencée en avoine ; 4° que le grillage longeant les bois

de M. de Rothschild, qui était complètement renversé le 23 juin 1891, avait été réparé récemment et huit jours avant le 19 août, ainsi que l'a déclaré le représentant de M. de Rothschild; 5° que tous les dégâts causés ont été évalués en argent par l'expert, savoir : pour 675 gerbes d'avoine à 75 francs le cent. 506^{fr},25 Pour 550 gerbes de sainfoin

à 0^{fr},30 161 »

Soit au total. 671^{fr},25

Attendu qu'aux termes des articles 1382 et 1383 du Code civil, tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer, et que chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou imprudence; — Attendu que les dommages causés et constatés par expertise, suivant les procès-verbaux susvisés, doivent être attribués en grande partie au fait et à la négligence du défendeur qui a favorisé et facilité la reproduction des lapins, en conservant dans ses bois de nombreux terriers et en ne faisant pas réparer, en temps utile, les grillages placés pour empêcher le gibier de courir sur les champs du demandeur; que la responsabilité comme la négligence du défendeur ne sont donc pas contestables; — Attendu que l'action contre M. de Rothschild est régulièrement engagée; que celui-ci ne saurait la repousser par le motif que M^{me} la duchesse de Luynes n'a pas été mise en cause; que le défendeur, s'il croyait cette mise en cause nécessaire pour sa défense, aurait dû user du droit que lui accordent les

articles 32 et 33 du Code de procédure, ce qu'il n'a pas fait; mais attendu que si la responsabilité de M. de Rothschild est évidente, on ne saurait lui faire supporter la totalité du dommage; qu'il résulte en effet de l'expertise du 16 juin 1891, dont le procès-verbal est susvisé, que l'existence de deux terriers a été reconnue dans la parcelle du bois de M^{me} la duchesse de Luynes, longeant la pièce *des Sables*, et qu'il est à présumer que quelques lapins provenant de ces deux terriers ont pu causer des dommages à la récolte de ladite pièce; qu'il y a lieu en conséquence de réduire, mais dans une faible proportion, le montant de l'indemnité fixée par l'expert, au chiffre de 671 fr. 25; que cette réduction peut être équitablement fixée au vingtième de ce chiffre, soit à 33 fr. 56; — Attendu que le demandeur pourra, s'il le juge convenable, réclamer à M^{me} la duchesse de Luynes, dont il est le fermier, la part contributive qui lui incombe et par nous fixée, au vingtième du montant de l'estimation faite par l'expert comme il est dit ci-dessus; — Par tous ces motifs, jugeant en premier ressort et sans nous arrêter ni avoir égard au surplus des conclusions du défendeur que nous rejetons; — Nous condamnons M. le baron Arthur de Rothschild à payer à M. Bourgogne la somme de 637 fr. 65, formant les dix-neuf vingtièmes du montant du dommage (évalué par l'expert, 671 fr. 25), pour le préjudice qu'il a éprouvé par la faute du défendeur, sauf à M. Bourgogne à exercer ses recours contre la duchesse de Luynes dont il est le fermier; — Nous condamnons en outre M. de

Rothschild en tous les dépens dans lesquels seront compris les frais d'expertise et de transport. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à une jurisprudence aujourd'hui bien établie. Jugé notamment que le propriétaire de bois doit être considéré comme ayant favorisé la multiplication des lapins, lorsqu'il fait rigoureusement garder la chasse par ses agents. Cass., 4 décembre 1844; 19 janvier 1875, *ANNALES* 1879, p. 275; — Ou qu'il ne fait pas soigneusement défoncer les terriers. Cass., 29 août 1870. Voir au surplus sur ces diverses questions notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 4^e édit., v^o *Dommages aux champs*, n^o 46 et suiv., et les arrêts cités.

Justice de paix du canton de Luxeuil
(Haute-Saône).

Président : M. POURCHET, juge de paix.

10 juin 1891.

Action possessoire. — Complainte. — Possession. — Troubles de droit. — Titres.

Constituent un trouble de droit à la possession les conclusions dans lesquelles une partie allègue et cherche à établir une possession contraire à celle de l'autre partie.

La possession s'exerce selon la nature de l'objet auquel elle s'applique.

Lorsqu'une partie se prévaut de la possession de ses auteurs, le juge du possessoire a le droit de rechercher si les titres produits constatent la transmission de cette possession.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur le

trouble allégué : — Attendu que les demandeurs n'ont pas démontré le fait constitutif de ce trouble, à savoir, suivant les termes de la citation introductive, que, dans le courant du mois d'avril dernier, le défendeur a coupé et enlevé sur une longueur de 6 mètres et sur toute la largeur de la parcelle 410 *ter*, les bois existants entre cette parcelle et la voie publique sur la parcelle 411 *bis*, dont ils revendiquent la possession; — Qu'il résulte des explications du sieur Galmiche que l'entreprise dont s'agit est le fait d'un tiers employé par lui à l'exploitation de la parcelle contiguë, n^o 411; — Qu'ainsi l'action des demandeurs est mal fondée quant aux faits pris comme troubles dans la citation introductive; — Attendu que dans des conclusions subsidiaires prises verbalement, les demandeurs ont déclaré arguer de troubles à leur possession les faits de coupe et enlèvement de bois effectués par le défendeur sur d'autres points de la parcelle litigieuse, faits rapportés dans la contre-enquête, reconnus par lui et remontant à moins d'une année; — Qu'ils opposent d'autre part, comme un trouble de droit à leur même possession, les conclusions du défendeur tendant à se faire maintenir dans cette possession à exclusion des demandeurs; — Attendu, sur le premier point, que les faits dont s'agit ont été précédés de faits de même nature remontant à plus d'un an avant la demande; qu'en cas de troubles successifs l'action en complainte doit, en principe, être intentée dans l'année du premier fait; mais il faut que ce fait constitue un trouble caractérisé, sinon le délai

pour intenter l'action ne court utilement que du fait qui a réellement ce caractère ; que, dans l'espèce, les faits articulés n'ont pris le caractère de troubles véritables que du moment où le défendeur a excipé de ces faits comme d'actes de possession contraires à la possession des demandeurs ; que ces derniers seraient donc fondés à les invoquer comme troubles à l'appui de leur plainte ; qu'au surplus le trouble de droit dont excipent également les demandeurs résulte suffisamment de la prétention formelle élevée par le défendeur à la possession contraire dans ses conclusions ci-devant transcrites ; que le trouble de droit s'entend, en effet, de tout acte judiciaire ou extrajudiciaire impliquant contradiction ou prétention contraire à la possession d'autrui ; qu'aucune forme particulière n'est attachée à ces actes ; qu'il suffit que l'acte invoqué ait une existence certaine et ne laisse aucun doute sur l'intention de revendiquer une possession contraire ; qu'il est évident que des conclusions déposées dans une instance et dans lesquelles la partie, comme le défendeur dans l'espèce, sans conclure à l'irrecevabilité de l'action, ainsi qu'il aurait pu le faire, établit des faits et produit des titres contraires et s'en prévaut comme d'une possession acquise à son profit et contraire à celle de l'autre partie, constituent un acte au sens particulier dont s'agit et par le fait un trouble de droit ; — Sur la possession : — Attendu, en droit, que la possession s'exerce selon la nature de l'objet auquel elle s'applique ; — Que la parcelle litigieuse est un bois taillis qui n'est suscep-

tible d'exploitation que tous les quinze ou vingt ans ; que les actes de possession doivent donc être appréciés selon ce mode de jouissance ; — Attendu qu'il résulte des dépositions des troisième et quatrième témoins de l'enquête et premier témoin de la contre-enquête, et qu'il n'est d'ailleurs pas contesté qu'il y a quinze ou seize ans la parcelle litigieuse a été, avec d'autres situées au-dessus, exploitée par les nommés Boffy dit Rapaillet et Daval dit le Pape ; que les témoins déclarent, le troisième de l'enquête et le premier de la contre-enquête, sans indiquer par qui ils en ont eu connaissance, le quatrième en indiquant qu'il en a eu connaissance par les exploitants, que les bois avaient été vendus à Boffy dit Rapaillet et Daval, par Auguste Boffy ; qu'enfin le troisième témoin de l'enquête dit, de plus, que les limites avaient été indiquées par le fermier de Boffy Auguste et la coupe marquée suivant les indications par le garde forestier Py ; — Qu'il ne résulte pas de l'ensemble de ces témoignages la certitude que la coupe a été vendue dans les limites où elle a été effectuée ; qu'en effet ces limites ont été fixées hors la participation du vendeur ; — Qu'on ne saurait dans ces conditions tenir pour suffisamment caractérisée la possession que les demandeurs fondent sur le fait de l'exploitation de la parcelle litigieuse ; qu'il y a donc lieu, pour déterminer la véritable portée de ce fait, au point de vue de la possession, de recourir aux indications de l'état des lieux, des faits de possession antérieurs et des titres ; — Que le juge du possessoire a le droit et même le devoir de

s'aider de ces éléments d'appréciation dans le but d'éclairer la possession ; — Attendu qu'aujourd'hui encore aucune limite ni signe apparents ne séparent ou distinguent la parcelle litigieuse de celle contiguë ; que les limites sont à ce point incertaines, que dans l'exploitation récente du n° 411 appartenant aux demandeurs il a été anticipé de 60 centiares sur le n° 410^{ter} appartenant au défendeur, fait constaté en présence des parties et d'ailleurs non contesté ; — Qu'en 1862, Jean-Claude Boffy, père d'Auguste, ayant vendu des bois au-dessus de la parcelle litigieuse, recommandait aux bucherons de ne pas toucher à cette parcelle, attendu qu'elle ne lui appartenait pas, mais à Tuaillon-Desle (trois premiers témoins de la contre-enquête) ; — Que les demandeurs soutiennent que Jean-Claude Boffy a acquis depuis cette parcelle de Marguerite Boffy, femme Clotot, sa sœur, ainsi qu'il résulte de l'acte passé en mairie de Breuchotte, le 1^{er} février 1870, portant vente par Jean-Claude Boffy à ladite commune d'une portion du n° 411 *bis* et énonçant que la parcelle a été acquise par lui quatorze ou quinze ans auparavant de la femme Clotot ; — Attendu que le titre de cette acquisition n'est pas produit ; — Que les énonciations de l'acte du 1^{er} février 1870 sont, ainsi qu'il est expliqué dans notre procès-verbal de vue de lieux, en contradiction avec tous les autres titres produits par les parties, la matrice cadastrale et le plan de Breuchotte ; que, d'abord, contrairement à ce que porte cet acte, la parcelle 411 *bis* n'était pas, à la date à laquelle il a

eu lieu, et n'a jamais été inscrite à la matrice au nom de Jean-Claude Boffy ; qu'elle était, au contraire, et qu'elle est restée inscrite au nom des auteurs du défendeur ; qu'ensuite l'acte du 28 octobre 1860 comparé avec la donation-partage du 17 août 1832 indique que si Marguerite Boffy, femme Clotot, a jamais eu des droits dans la parcelle litigieuse, c'est à Auguste Boffy et non à Jean-Claude que ces droits appartenaient, lors de la vente du 1^{er} février 1870 ; qu'enfin il résulte des actes représentés par le défendeur et des indications du cadastre, que la parcelle litigieuse inscrite et figurée dans ce document dès son origine, postérieure de deux ans à l'acte de donation-partage précité, au nom de Boillot, Claude-François-Ferjeux, époux de Marie-Thérèse Boffy, sœur et copartageante de Marguerite Boffy dans la donation-partage dont s'agit, a été donnée par lesdits époux Boillot à leurs enfants, puis vendue par ces derniers à Tuaillon-Desle qui l'a vendue ensuite à Mange, le 4 août 1870 ; — Que les titres des parties, ainsi consultés au seul point de vue de la possession, laissent donc subsister l'incertitude sur le caractère non équivoque du fait de l'exploitation de la parcelle litigieuse ; — Attendu, au surplus, que ce caractère fût-il reconnu, les demandeurs auraient encore à prouver qu'ils sont fondés à joindre la possession de Boffy Auguste à la leur, selon les dispositions des articles 2235 du Code civil et 23 du Code de procédure civile ; — Qu'il y a donc lieu de rechercher quelle est, à ce point de vue particulier, la valeur de la possession invoquée par les deman-

deurs, conséquemment de consulter les titres d'où ceux-ci font résulter la jonction; — Que l'article 23 du Code de procédure civile, en autorisant le complainant à se prévaloir devant le juge du possessoire de la possession des siens, reconnaît évidemment à ce juge le pouvoir d'apprécier cette possession, et par le fait de reconnaître si elle a été transmise au successeur, que cette conséquence est nécessaire et résulte d'ailleurs de cette autre considération, que le droit de jonction existe par la seule force du titre et qu'il peut être exercé par le successeur indépendamment d'actes personnels de possession, d'où il suit évidemment que le juge du possessoire peut rechercher, au regard de la possession, si le titre constate suffisamment la transmission de la possession; — Attendu que les demandeurs s'appuient, pour justifier leur droit de joindre leur possession à celle d'Auguste Boffy sur l'acte de 1^{er} décembre 1888, par lequel l'épouse Galmiche a acquis un corps de ferme des héritiers dudit Auguste Boffy, dans lequel, suivant eux, était et a été comprise la parcelle litigieuse; — Qu'il ne résulte pas des termes de cet acte, examiné dans la limite de notre pouvoir et dans la seule vue de caractériser la possession, que la parcelle litigieuse fait partie des immeubles vendus; — Qu'il ne résulte pas davantage dans des actes qui ont été examinés précédemment, sous le même rapport possessoire, que cette parcelle a appartenu à Jean-Claude Boffy, ni à Auguste Boffy; qu'une telle question, à savoir si la parcelle litigieuse a été vendue à la dame Galmiche

malgré le silence de l'acte sur ce point, et si elle appartenait autrefois à Jean-Claude ou à Auguste Boffy malgré l'incertitude que les actes les concernant présentent à cet égard ne peut être résolue qu'au pétitoire; — Que dans ces conditions, il n'est pas démontré que la possession qui a pu être exercée par eux sur la parcelle litigieuse a été transmise aux demandeurs et que ceux-ci sont fondés à s'en prévaloir; — Qu'en conséquence, leur action en complainte n'est justifiée ni en fait ni en droit et qu'ils doivent en être déboutés; — Attendu que le défendeur n'a pas, de son côté, prouvé des faits de jouissance suffisants pour fonder une possession non équivoque et non précaire, eu égard à la nature de la chose; que d'ailleurs il se borne à affirmer sa possession et à conclure au déboutement des demandeurs; — Qu'on doit s'en tenir à ce qui est exprimé dans ses conclusions; — Attendu que les dépens doivent être supportés par les demandeurs qui les ont occasionnés; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort et tous droits et moyens des parties réservés au pétitoire, déclarons les demandeurs mal fondés en leur action en complainte, les en déboutons et les condamnons aux dépens...; déboutons en tant que de besoin, le défendeur de ses conclusions contraires, moyennant quoi il est suffisamment pourvu sur les conclusions des parties au surplus desquelles elles demeurent au besoin déboutées. »

Observations. — La question nous semble bien jugée en fait comme en droit.

Sur le premier point, il est dit au Dictionnaire Général, 4^e édit., v^o *Action possessoire*, n^o 47, que de simples prétentions verbales ne sont pas à proprement parler des troubles de droit; mais que si toutefois celui qui a émis ces prétentions est assigné devant le juge de paix et que là il déclare les maintenir, sa défense constitue un trouble de droit. *A fortiori*, il est permis de considérer comme un trouble de droit les prétentions émises dans des conclusions écrites et déposées sur la barre du Tribunal. Voir également sur le trouble de droit, Trib. civ., Annecy, 3 avril 1884, ANNALES 1885, p. 209 et Trib. civ., Annecy, 27 décembre 1885, ANNALES 1887, p. 29. — Sur le deuxième point, il est certain que la possession s'exerce selon la nature de l'objet auquel elle s'applique : selon les cas, la preuve de la possession est suffisamment faite même par des actes rares ou éloignés; mais il faut que dans l'intervalle aucun acte interruptif de la possession ne se soit produit ou que le défendeur ne justifie pas à son tour d'actes de possession contraires et concomitants. Voir Dictionnaire Général, 4^e édit., v^o *Action possessoire*, n^o 400. — Sur le dernier point, il est hors de doute que l'on peut joindre à sa possession celle de son auteur; mais il faut établir d'une façon irréfutable qu'il y a un lien juridique, un rapport d'obligation en vertu duquel les deux possessions se joignent sans qu'il y ait eu d'interruption. Voir Dictionnaire Général, 4^e édit., v^o *Action possessoire*, n^o 231 et 232.

**Justice de paix du canton d'Hirson
(Aisne).**

Président : M. FOURNET, juge de paix.

17 octobre 1891.

Verrerie. — Grève. — Défaut de congé préalable. — Engagement d'un an. — Règlement. — Usage. — Contrainte. — Dommages-intérêts. — Solidarité.

L'exercice du droit de faire grève ne dispense pas les ouvriers de l'obligation de remplir les conditions de leur engagement et de ne point interrompre le travail sans un congé donné dans les délais prévus par l'usage ou le règlement d'atelier.

Alors que la cessation complète du travail a eu lieu sans un congé préalable et a causé à une société de verrerie un préjudice grave, les ouvriers peuvent être condamnés solidairement à la réparation de ce préjudice.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La Société anonyme des Verreries d'Hirson, dont le siège social est à Hirson, poursuites et diligence du sieur Ernest Fontaine, administrateur de ladite Société, demeurant à Hirson, a fait citer les sieurs Charles Gandart, souffleur en bouteilles, et seize autres ouvriers, devant M. le juge de paix d'Hirson, pour : « Attendu que les défendeurs étaient engagés comme ouvriers par la Société demanderesse ; — Attendu qu'aux termes des conventions verbales intervenues entre la Société et les défendeurs, des usages de la verrerie et du règlement spécial de la Société, les défendeurs se trouvaient engagés pour une année et étaient obligés de prévenir l'administrateur de leur intention de quitter la verrerie deux mois au moins

avant l'expiration de leurs engagements ; — Attendu que la Société demanderesse a rempli de la façon la plus scrupuleuse les obligations résultant, pour elle, des conventions intervenues avec les défendeurs ; que ces derniers, sans pouvoir invoquer aucun grief contre la Société, se sont néanmoins concertés pour quitter simultanément leur travail, en date du 7 octobre courant ; que toutes les démarches faites auprès d'eux et les facilités qui leur ont été accordées pour continuer leur travail sont restées inutiles ; qu'il en a été de même des sommations dudit M^e Boquet, en date des 7 et 8 octobre dernier ; — Attendu que, en suite de ce refus persistant d'exécuter leurs engagements, les défendeurs mettent la Société dans la nécessité d'éteindre ses fours et lui causent un préjudice considérable, à la réparation duquel ils sont tenus solidairement ; — Attendu que ce préjudice ne saurait s'élever, à l'heure actuelle, à moins de 40 000 francs ; — Attendu que la Société est, en outre, fondée à demander que les défendeurs exécutent complètement leurs engagements à peine de dommages-intérêts par chaque jour de retard ; — Par ces motifs, s'entendre, les défendeurs, condamner solidairement à payer, à la Société demanderesse, la somme de 40 000 francs à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice causé par la cessation du travail et l'extinction des fours ; voir dire que, dans les vingt-quatre heures de la signification du jugement à intervenir, les défendeurs seront tenus de payer individuellement une indemnité de 30 francs par jour jusqu'à la reprise du tra-

vail ; voir ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir, nonobstant opposition ou appel et sous caution ; s'entendre, en outre, les défendeurs, condamner solidairement aux intérêts de droit desdites sommes, ainsi qu'aux dépens, sous toutes réserves, notamment de réclamer ultérieurement tous autres dommages-intérêts qui pourront être dus en cas de prolongation du chômage, comme aussi d'agir contre les autres ouvriers non cités pour l'audience sus-indiquée. »

Après la lecture de cet exploit, la Société demanderesse, par l'organe de M. Hiblot, en a développé les conclusions et en a requis l'adjudication ; ensuite M. Hiblot a déposé sur le bureau les conclusions subsidiaires ci-après littéralement transcrites :

« Plaise à M. le juge de paix, — Adjuger, à la Société des Verreries d'Hirson, les conclusions de la citation ; subsidiairement et pour le cas où M. le juge de paix ne croirait pas devoir accepter, dès maintenant, le chiffre réclamé par la concluante, condamner les défendeurs solidairement à payer à la Société concluante des dommages-intérêts à fixer par état ; — Condamner, dès maintenant, les défendeurs à payer solidairement à ladite Société une provision de 21 490 francs ; adjuger à la Société le surplus de ses conclusions ; — Et ce sera justice. »

De leur côté, les défendeurs, par l'organe du sieur Bonnardel, l'un d'eux, ont fait la déclaration suivante, et par écrit qu'ils nous ont déposé :

« Réponse au juge de paix. Nous n'avons pas d'engagement de durée prolongée au delà de quinzaine. —

Nous n'avons pas rompu d'engagement. — C'est le patron qui a refusé de s'entendre avec nous sur des modifications à apporter dans le travail. — Nous n'avons pas été appelés en conciliation, mais cités directement. — En tout état de cause, nous demandons la remise à l'audience à huitaine ou nous déclarons faire défaut. »

La Société demanderesse a répliqué qu'elle s'opposait formellement à la remise à huitaine, en raison des graves intérêts engagés au procès.

Les défendeurs ayant défendu au fond et l'affaire étant instruite, M. le juge de paix a donné acte, aux défendeurs, de leur déclaration de faire défaut, a déclaré les débats clos et mis l'affaire en délibéré pour le jugement être rendu à son audience du 17 octobre.

Au jour indiqué, jugement en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu que les cités sont occupés à la Société anonyme des Verreries d'Hirson en qualité de souffleurs, grands garçons et cueilleurs de verre ; — Attendu qu'aux termes du règlement affiché dans l'usine, et dont un exemplaire, timbré et enregistré à Hirson le 7 octobre courant, nous est représenté, tout ouvrier verrier ou manœuvre contracte, par le fait de l'occupation d'une place, un engagement d'un an, renouvelable par tacite reconduction, si l'ouvrier ne prévient pas l'administrateur de son intention de quitter, deux mois avant l'expiration dudit engagement ; — Attendu que, par suite d'un mot d'ordre venu de l'extérieur, les ouvriers de la Verrerie

d'Hirson se sont concertés et mis en grève et ont cessé tout travail, à la date du 7 octobre courant, sans avoir donné un congé préalable, contrairement au règlement ; — Attendu que les cités prétendent avoir prévenu le directeur de l'usine, quinze jours avant de se mettre en grève, qu'ils ne travailleraient plus, si ce dernier n'acceptait pas les conditions nouvelles qu'ils lui présentaient ; — Qu'ils prétendent que leur engagement ne dépasse pas une durée de quinzaine et que l'avis par eux donné au directeur équivaut à un congé ; qu'ils ne doivent prévenir de leur départ que quinze jours à l'avance et que le règlement n'est pas obligatoire pour ceux qui ne l'ont pas signé ; — Attendu qu'une injonction d'avoir à changer dorénavant les conditions du travail n'est pas un congé ; — Qu'un congé se donne purement et simplement et sans condition ; que celui qui s'en va n'a pas de condition à poser ; qu'abstraction faite du règlement, et si l'on tient compte des usages de la verrerie, un congé de quinze jours n'est pas suffisant ; qu'il paraît indispensable, en cette matière, que l'engagement dure jusqu'à l'extinction du four (voir Jugement du Conseil des prud'hommes de Fourmies, en date du 27 octobre 1890) ; — Attendu que, si la loi du 21 mars 1884, relative à la création des syndicats professionnels, a laissé aux ouvriers la faculté de se concerter, sans encourir désormais aucune pénalité, elle n'a dérogé en rien aux règles de droit commun contenues dans l'article 1134 du Code civil et qui veulent que toute convention licite, légalement formée, soit exécutée de bonne foi et ne puisse être révoquée

ou modifiée que d'un consentement mutuel ; — Attendu que la cessation complète du travail a causé à la Société demanderesse un grave préjudice qui doit être réparé ; — Attendu qu'il est de jurisprudence que les coauteurs d'un quasi-délit soient solidairement tenus à la réparation du préjudice causé ; — Attendu que ce préjudice ne peut être dès à présent fixé d'une façon rigoureuse, mais que, néanmoins, nous avons les éléments nécessaires pour évaluer la provision qui peut être allouée à la Société requérante ; — Qu'il y a lieu, en outre, de condamner les défendeurs à l'accomplissement de leurs engagements et à la réintégration des ateliers, sous peine d'une contrainte par chaque jour de retard ; — Attendu, en ce qui concerne l'exécution provisoire, que rien ne milite en sa faveur et qu'aucun motif sérieux n'a été invoqué pour l'obtenir ; — Par ces motifs : — Condamnons les défendeurs à payer solidairement, à la Société des Verreries d'Hirson, des dommages-intérêts à fixer par état pour la réparation du préjudice causé par la cessation du travail ; les condamnons, en outre, à payer solidairement à ladite Société une provision de 10 000 francs ; les condamnons à reprendre leur travail, sans délai, à la Verrerie d'Hirson, à leurs places habituelles, et, faute par eux de ce faire dans les vingt-quatre heures, les condamnons individuellement à payer chacun une indemnité de 6 francs par chaque jour de retard pendant quinze jours, après lequel délai, il sera fait droit ; les condamnons, en outre, solidairement, en leurs qualités sus-exprimées, aux intérêts de droit et aux dépens ; —

Donnons acte à la Société demanderesse de ses réserves ; — Disons qu'il n'y a pas lieu d'accorder l'exécution provisoire. »

Observations. — Voir, dans le même sens, un jugement de M. le juge de paix de Saint-Rambert, que nous avons publié et approuvé dans notre BULLETIN 1891, p. 26. — De même que le patron ne pourrait renvoyer l'ouvrier sans un congé préalable donné dans le délai fixé soit par l'usage, soit par le règlement d'atelier, à peine de dommages-intérêts, de même l'ouvrier ne peut cesser le travail que sous les mêmes conditions.

Just. de paix de Montauban-de-Bretagne
(Ile-et-Vilaine).

Président : M. FERRAND, juge de paix.

6 juin 1890.

Demande en paiement de solde de créance.

— *Coût d'un acte de transport.* — *Convention.* — *Interprétation.* — *Déclinatoire.* — *Compétence du juge de paix.* — *Demande reconventionnelle.* — *Remise du titre.* — *Pouvoir du juge.*

Toutes les fois que le jugement sur la nullité d'un acte ou l'interprétation de ses clauses ne doit avoir d'autre résultat que celui de statuer sur une demande qui rentre, par son chiffre, dans la compétence du juge de paix, ce magistrat, juge de l'action, est en même temps compétent pour statuer sur l'exception.

La circonstance que le débiteur se trouve porteur de la grosse du titre ne fait présumer la libération entière qu'autant qu'il est prouvé que ce titre a été remis volontairement par le créancier lui-même au débiteur.

Il appartient donc au juge de décider, d'après les faits et circonstances de la

cause, que la remise de la grosse n'a pas été libératoire.

Ainsi décidé dans l'espèce que voici :

Suivant exploit du 7 mai 1890, Bodin a fait citer Sourdain devant M. le juge de paix de Montauban, et explique ce qui suit : Sourdain devait à Bodin la somme de 1500 francs suivant acte de M^e Burel.

Sourdain a remboursé 1 435 fr.

Il redoit donc 45 »

Total égal 1 500 »

Mais Bodin avait promis de payer la moitié des frais d'un transport notarié de 1500 francs. Sourdain veut lui retenir le solde de 45 francs, ce qui porterait à 90 francs le coût du transport, dont le coût normal ne pouvait dépasser 65 francs, soit, pour Bodin, 32 fr. 50. Or, Sourdain veut faire contribuer Bodin aux frais d'un emprunt de somme plus élevée, ou de recherches et formalités hypothécaires étrangères à Bodin ; ce que ce dernier déclare inadmissible. A l'audience du 9 mai, le défendeur dépose les conclusions suivantes :

« Attendu que Bodin réclame à Sourdain une somme du 45 francs pour solde d'une obligation de 1500 francs ; — Attendu que tous comptes d'entre parties ont été réglés il y a plus d'un an ; que la meilleure preuve de la libération complète de Sourdain est la remise du titre qui lui fut consentie par Bodin ; — Que cette remise du titre constitutif de la créance vaut libération définitive ; — Qu'en supposant qu'une somme de 45 francs ait été retenue pour la moitié des frais d'acte, Bodin reconnaît lui-même

qu'une moitié des frais lui incombait ; — Que, si Bodin trouvait cette somme exagérée, il fallait contester au moment du règlement et ne pas attendre plus d'un an pour réclamer une restitution de 12 francs sur une somme de 1500 francs ; — Que, quoi qu'il en soit de la prétention de Bodin, la demande n'est pas de la compétence du juge de paix ; — En effet, il s'agit de l'interprétation d'une convention (convention relative au paiement des frais de l'obligation), et le juge de paix est incompétent pour interpréter ces conventions ; Par ces motifs, débouter Bodin de sa demande, tant par fins de non-recevoir, que pour incompétence ou autres causes, le condamner aux dépens sous toutes réserves. »

Premier jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Considérant qu'en réponse à la demande de Bodin, Sourdain conclut à ce qu'il nous plaise débouter celui-ci de sa demande tant par fins de non-recevoir que pour incompétence ou autres causes ; — Que Bodin repousse ces allégations et constate notre compétence sur exception ; — Que le juge de l'action est juge de l'exception ; — Qu'il nous appartient donc d'examiner si l'exception soulevée par Sourdain est de nature à nous dessaisir de l'action principale ; — Qu'en matière personnelle et mobilière, le juge de paix est compétent pour connaître de toutes exceptions et de tous moyens de défense, à moins d'une interdiction spéciale de la loi, interdiction qui n'existe pas dans l'article 1^{er} comme dans les articles 4, 5 et 6 de la loi du 25 mai 1838 ; qu'il

a plénitude de juridiction et est en même temps juge de l'action et de l'exception (Cass, 4 novembre 1837, 27 juin 1860, 22 juillet 1861, 13 mai 1865); — Qu'il résulte de nombreux arrêts de la même Cour (11 avril 1836, 29 décembre 1846, 29 novembre 1859) que, quand il s'agit d'un engagement dont la valeur n'excède pas 200 francs ou du restant d'une obligation d'une plus forte somme, toutes les fois, en un mot, que le jugement sur la nullité de l'acte ou l'interprétation de ses clauses ne doit avoir d'autre résultat que celui de statuer sur une demande qui rentre dans la compétence du juge de paix, c'est alors que, juge de l'action, ce magistrat l'est en même temps de l'exception; qu'il n'en serait autrement que dans le cas où le titre pourrait donner lieu à d'autres difficultés, parce qu'alors la validité ou l'interprétation de l'acte, une fois reconnue et fixée sur une demande de 200 francs ou de moindre valeur, ne pourrait plus être débattue entre les mêmes parties; — Que cette doctrine a aussi pour elle l'autorité d'un arrêt de la Cour de Toulouse (19 janvier 1847) adoptant les conclusions de son procureur général qui soutenait que, quelque grave que soit l'exception, elle ne peut rien changer à la compétence irrévocablement fixée par les conclusions du demandeur; — En un mot, que, pour savoir si la défense place la cause hors des limites de la juridiction du Tribunal de paix, il faut examiner si l'exception ne porte que sur la demande actuelle ou si elle peut avoir d'autres conséquences; qu'ainsi toutes les fois qu'il ne s'agit de décider la question incidente que relativement à la de-

mande, sans qu'il puisse en sortir d'autre conséquence ou résultat, l'affaire, en ce cas, ne saurait excéder les bornes de la compétence; qu'il n'en serait autrement que si, sur la demande originaire de 200 francs et au-dessous, la question incidente devient le principal effet de la contestation, et que du jugement à intervenir puisse résulter l'exception de chose jugée relativement à d'autres demandes qui pourraient être formées, dans la suite, entre les mêmes parties; — Considérant que la demande de Bodin tend à faire condamner Sourdain à lui payer la somme de 45 francs, sous la déduction de la moitié du coût normal d'un transport de créance de 1500 francs dans l'étude d'un notaire de canton, comme il avait été convenu; que le jugement à intervenir ne saurait avoir d'autre effet que de décider s'il y a lieu, pour Bodin, de répéter contre Sourdain une somme d'argent qui, quoique non exactement déterminée, rentre cependant dans notre compétence, par suite de ses conclusions, somme qu'il dit lui-même être retenue indûment par ce dernier: qu'ainsi donc il ne pourra jamais résulter de notre décision, quelle qu'elle soit, l'exception de chose jugée relativement à d'autres demandes qui pourraient être formées, dans la suite, entre les mêmes parties; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort; — Rejetons l'exception d'incompétence proposée, ordonnons qu'il sera plaidé au fond à notre audience du 23 mai, et condamnons Sourdain aux dépens de l'incident. »

Après remises et à l'audience du

6 juin 1890, le demandeur déclara persister dans les conclusions de son exploit introductif d'instance.

Le défendeur prit les conclusions additionnelles suivantes :

« Décerner acte à Sourdain de ce qu'il forme une demande reconventionnelle de 120 francs pour le préjudice éprouvé par les bruits répandus par Bodin qu'il était son débiteur et refusait de le payer et aussi pour les déplacements occasionnés à Sourdain, sous toutes réserves. »

Jugement définitif en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Considérant qu'il résulte des débats que, dans le courant de l'année 1888, Bodin et Sourdain se présentèrent dans l'étude de M^e Burel, notaire à Ifendic, pour y traiter des conditions de remboursement d'une obligation hypothécaire s'élevant à 1 500 francs, souscrite par Sourdain au profit de M^{lle} Rigourd, auteur de Bodin, mais exigible seulement au mois de septembre 1891 ; — Que Bodin reconnaît avoir pris alors l'engagement de payer à Sourdain la moitié du coût d'un acte de transport de sa créance pour le temps restant à courir jusqu'à l'époque du remboursement ; que ce fait n'a pas été contesté par Sourdain ; — Que, contrairement à ce qui avait été convenu entre eux, Sourdain a contracté, dans l'étude de M^e Baudet, notaire à Montauban, un emprunt hypothécaire de 2 000 francs, somme supérieure de 500 francs à ce qu'il devait à Bodin ; — Que, lors de sa comparution à notre audience de conciliation, Sourdain offrit 5 francs (à Bodin) qu'il laissa même en dépôt entre

les mains du greffier ; — Que la grosse dont Sourdain est aujourd'hui porteur et de la remise de laquelle il prétend tirer argument pour établir sa libération ne lui a point été rendue par son créancier Bodin, mais bien par M^e Burel, à qui celui-ci l'avait confiée, pour préparer l'acte de transport dont il avait été question ; que ce n'est pas même à lui, Sourdain, mais au clerc de M^e Baudet, qu'elle fut remise en échange des 1 500 francs qu'il remboursait ; — Que M^e Burel, qui ignorait alors ce qui s'était passé en dehors de lui entre Bodin et Sourdain, conserva le certificat de radiation délivré par M. le conservateur du bureau des hypothèques de Montfort ; — Que Bodin est complètement étranger à l'acte passé dans l'étude de M^e Baudet ; — Que la question à juger est donc de savoir si Bodin était tenu de payer à Sourdain la moitié des frais d'un acte hypothécaire de 2 000 francs ou seulement ceux afférents à la somme de 1 500 francs représentant ce qui lui était dû ; — Que l'erreur de droit, comme l'erreur de fait, donne lieu à répétition de ce qui a été indûment payé ; — Qu'il résulte de nombreux arrêts de la Cour de cassation que l'existence du titre original sous seing privé entre les mains du débiteur n'établit pas nécessairement en sa faveur une preuve de remise volontaire du titre ayant pour effet d'opérer libération ; que les juges peuvent même, d'après de simples présomptions, décider que la remise n'a été ni volontaire ni libératoire ; qu'il en est ainsi, à plus forte raison, de la circonstance que le débiteur se trouve porteur de la grosse du titre ; cette circonstance

ne faisant présumer la libération qu'autant qu'il est prouvé que ce titre a été remis volontairement par le créancier au débiteur; que de l'ensemble des faits ci-dessus constatés résulte pour nous la présomption que la remise de la grosse n'a pas été libératoire, et nous pourrions même ajouter volontaire, et que, l'eût-elle été, Bodin n'en serait pas moins fondé à répéter ce qu'il a indûment payé par erreur; n'est-il pas, en effet, contraire au plus simple bon sens qu'il ait pu consentir à payer à son débiteur les frais d'un emprunt supérieur à ce qui lui était dû; — Considérant, en outre, que Sourdain n'a d'autre preuve que l'aveu de Bodin, aveu que l'article 1330 du Code civil range au nombre des présomptions légales; — Que le coût normal d'une obligation hypothécaire de 1 500 francs, contractée dans l'étude d'un notaire de canton, est de 62 fr. 50, chiffre égal, à quelques centimes près, à celui d'un transport de même somme; que c'est donc la moitié de 62 fr. 50, soit 31 fr. 75, que Sourdain était autorisé à retenir sur ce qu'il avait à compter à Bodin; qu'il y a donc lieu d'ordonner le remboursement de la différence de 31 fr. 75 à 45 francs égale à 13 fr. 25; — En ce qui concerne la demande reconventionnelle: — Considérant qu'elle est basée sur un préjudice injustifié; qu'elle n'a donc aucune raison d'être, en présence des motifs ci-dessus et des dispositifs ci-après; qu'elle doit être considérée comme non avenue; — Que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort, —

Donnons acte au sieur Bodin, demandeur, de la reconnaissance, faite à l'audience du 16 mai, de son engagement de rembourser à Sourdain la moitié du coût du transport de sa créance de 1 500 francs; condamnons celui-ci à lui payer la somme de 13 fr. 25, pour les motifs énoncés ci-dessus; le déboutons de sa demande reconventionnelle, comme non recevable ou tout au moins mal fondée, et le condamnons aux dépens de l'instance liquidés à 18 fr. 43, dans lesquels est compris le coût du jugement du 16 mai dernier; statuant sur l'exception d'incompétence, mais non ceux du présent jugement et les frais d'exécution, s'il y a lieu, qui demeurent également à sa charge. »

Observations. — Sur la compétence, solutions exactes et conformes à une jurisprudence bien établie et, d'ailleurs, signalée dans la sentence. — Au fond, nous approuvons également la décision ci-dessus, dont les motifs très complets ne nous laissent rien à y ajouter.

Justice de paix du canton de Roye
(Somme).

Président : M. OSCAR BARON, juge de paix.

4 mars 1892.

*Frais de référé. — Juge de paix.
Compétence. — Jardinier. — Congé.*

Le juge de paix est compétent pour connaître des frais de référé, lorsque l'introduction d'une instance au principal est inutile.

Le magistrat pouvant statuer sur l'expulsion d'un domestique logé par son maître, les frais de représentation, dé-

marches et transports au chef-lieu d'arrondissement peuvent être rejetés.

Un jardinier, devant être congédié généralement comme un domestique ordinaire, peut donner le congé de huitaine, surtout si, en fait, ce congé a suffi pour son remplacement.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu que par la citation introductive d'instance, Écleu réclame à Mauroy 200 francs de dommages-intérêts pour avoir quitté son service sans le prévenir; mais qu'à l'audience il explique que dans ces 200 francs, il comprend 148 fr. 35 de frais exposés par lui en référé pour l'expulsion du défendeur d'une maison dont il lui avait concédé la jouissance dans son engagement; — Attendu donc que la demande actuelle comprend en réalité deux chefs; 1^o 148 fr. 35 pour frais de référé; 2^o 51 fr. 65 pour indemnité de rupture de contrat de louage; — Attendu qu'il est constant que Mauroy est entré chez Écleu comme jardinier pépiniériste au mois de septembre dernier et qu'il l'a quitté le 1^{er} février sans le prévenir; — Attendu, sur les frais de référé, que Mauroy, en dehors de son salaire, avait le logement et les légumes nécessaires à son ménage; — Attendu qu'en quittant Écleu, il a laissé dans le logement concédé, sa femme, ses enfants et son mobilier; — Que dès le 4 février, il a été assigné en référé à fin d'expulsion et qu'une ordonnance est intervenue le 6; — Que cette ordonnance a donné satisfaction au demandeur; qu'elle n'a été frappée ni d'opposition ni d'appel et a acquis aujourd'hui

l'autorité de la chose jugée; — Attendu qu'elle a été exécutée le 17 même mois; que l'introduction d'une instance au principal est donc inutile et que le demandeur se bornant pour tous dommages-intérêts à réclamer le remboursement des frais, nous a compétemment saisi; — Que toutefois il appartient au juge qui a rendu l'ordonnance de procéder à la taxe, formalité qui aurait dû être remplie avant l'introduction de l'instance; — Attendu, au fond, qu'Écleu avait le droit de s'adresser à la justice pour obtenir que sa maison fût libre et que si une saisie-arrêt empêchait le défendeur d'enlever son mobilier, c'était à lui à se pourvoir pour débarrasser la maison; — Mais attendu qu'à côté des frais d'acte se trouvaient divers articles, tels que rédaction et enregistrement de pouvoir, dépêches à l'avoué, représentation, correspondances, voyages à Montdidier, qui ne doivent pas être à la charge du défendeur; — Attendu, en effet, que la demande soumise au juge du référé était de la compétence du Tribunal de paix, qu'il s'agissait en effet d'une contestation relative à un engagement entre maître et gens de travail, au jour, au mois et à l'année (art. 3, loi du 25 mai 1838); que par engagements, on entend tous les arrangements qui peuvent intervenir entre les personnes désignées par ledit article de loi; — Que le demandeur eût donc pu et peut-être dû s'adresser à la juridiction cantonale et éviter ainsi, par suite de la proximité de ce Tribunal, les frais dont s'agit, ce dont le défendeur ne peut pâtir; — Attendu que les articles dont s'agit s'élevant

à 34 fr. 25, il y a lieu de les déduire des 148 fr. 35 réclamés ; — Attendu, sur la demande en 51 fr. 65 de dommages-intérêt pour rupture du contrat de louage, qu'il a été décidé (Trib. de la Seine, 18 octobre 1889; Corbeil, 6 avril 1882) qu'il n'y a pas de distinction à faire entre le jardinier et les autres domestiques et que le délai de huit jours reconnu par l'usage s'applique dès lors aux uns comme aux autres ; — Que peut-être serions-nous enclin à exiger un plus long délai, la profession de jardinier exigeant des connaissances spéciales et par suite les jardiniers étant plus rares que les autres domestiques, mais que, dans l'espèce, le congé de huitaine a été suffisant en fait ; — Attendu que Mauroy, ne justifiant pas avoir donné ce congé de huitaine, doit une indemnité équivalente, soit 26 fr. 64 ; — Attendu qu'il n'est pas contesté qu'Écleu redoit pour gages 45 francs ; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, condamnons Mauroy à payer à Écleu la somme de 114 fr. 35 pour les frais de référé proprement dits (frais d'actes), disant toutefois que le montant en sera réduit à la taxe qui sera faite par le magistrat compétent ; — Le condamnons, pour indemnité de huitaine, à la somme de 26 fr. 64 ; — Condamnons Écleu à payer 45 francs pour gages ; — Condamnons Mauroy aux intérêts de droit de ce qu'il restera devoir après compensation ; — Le condamnons aux dépens. »

Observations. — Le juge de paix est en principe incompétent pour connaître d'une demande en paiement de frais faits devant une autre

juridiction que la sienne, et notamment de ceux d'un référé. Mais nous pensons qu'il en peut connaître lorsque cette demande en paiement de frais est faite à titre de dommages-intérêts accessoirement à une contestation entre maître et domestique, laquelle rentre essentiellement dans la compétence du juge de paix. — Sur la question de savoir quel est le délai du congé pour les jardiniers, la jurisprudence a varié. Elle tend aujourd'hui à les assimiler aux domestiques, pour lesquels il est d'usage que le congé soit donné huit jours d'avance.

*Justice de paix de Castelsarrasin
(Tarn-et-Garonne).*

Président : M. CARLES, juge de paix.

20 février 1892.

Élections. — Décision de la commission municipale. — Nullité. — Appel. — Radiation.

La commission municipale instituée pour statuer sur les contestations relatives aux inscriptions sur la liste électorale, ne peut délibérer valablement que si les cinq membres désignés par la loi pour la composer sont présents et concourent à la délibération.

En conséquence, le juge de paix saisi de l'appel d'une décision de cette commission, doit annuler, même d'office, cette décision, si elle a été prise sans le concours et en l'absence de l'un de ses membres ; il doit en outre évoquer le fond et statuer sur les réclamations des appelants.

L'électeur, même inscrit l'année précédente sur la liste électorale d'une commune, doit en être rayé, s'il résulte des débats la preuve que cet électeur ne réside plus dans cette commune, qu'il n'y est

inscrit sur le rôle d'aucune des contributions ni des prestations en nature et qu'il a transporté, avant la revision des listes, son domicile dans une autre commune.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le sieur Rey, appelant, dépose sur la barre de M. le juge de paix de Castelsarrasin : 1° une copie authentique de la décision dont est appel, prise, le 9 février 1892, par la commission de la Bastide-du-Temple, laquelle maintient sur la liste électorale le sieur Bouysset, parce qu'il a toujours été inscrit sur cette liste, et que, bien qu'étant allé bordier à Brassac, il a manifesté le désir d'exercer ses droits électoraux à la Bastide; 2° un certificat de M. le percepteur des contributions directes de Castelsarrasin, relatant que Bouysset (Léon) ne paye aucun impôt dans la perception dont fait partie la commune de la Bastide-du-Temple; 3° un autre certificat délivré par M. le maire de Moissac (Tarn-et-Garonne), attestant que ledit Léon Bouysset est né à Moissac le 8 mars 1839; 4° un autre certificat de M. le maire de Brassac, attestant que Léon Bouysset est, depuis le 29 septembre 1891, colon partiaire chez M. Miquel, propriétaire au lieu de Rouzet. Il a dit persister dans son appel, ainsi qu'il l'a déclaré au greffe, le 13 février 1892, et motif pris de ce que Léon Bouysset, ayant son domicile à Brassac, n'ayant plus à la Bastide ce domicile, et n'y ayant jamais eu son domicile d'origine, n'y étant personnellement inscrit au rôle d'aucune des quatre contributions ni des prestations en nature, n'y résidant pas, n'a plus à la Bastide aucune des qualités requises

par la loi pour y être électeur, il demande l'infirimation de la décision de la commission municipale du 9 février 1892, qui l'a maintenu sur la liste électorale de la Bastide, et qu'il soit ordonné que Léon Bouysset sera rayé de ladite liste électorale.

Delbouis, tiers électeur intervenant, a fait déposer par M^e Alric fils, avocat, les conclusions suivantes : « Attendu que Bouysset a quitté la commune de la Bastide, pour aller habiter une autre commune, en qualité de bordier; que, de tout temps, il avait eu son domicile à la Bastide, et qu'il était inscrit sur les listes de cette commune; — Attendu que le domicile réel se conserve tant qu'il n'est pas remplacé par l'acquisition d'un autre domicile, et que l'intention d'en changer n'a pas été établie d'une manière expresse et positive (Cass., 22 mars et 14 avril 1888), que Bouysset n'a pas demandé sa radiation des listes de la commune de la Bastide, et qu'il a si peu l'intention de quitter son domicile dans cette commune qu'il vient tout récemment d'y faire des acquisitions immobilières; — Plaise à M. le juge de paix confirmer, quant au concluant, la décision de la commission. » Et il a excipé, en outre, de la permanence des listes électorales, inscrite en principe dans la loi, pour le maintien de Bouysset sur la liste de la Bastide.

Rey a persisté, a nié que Bouysset ait fait l'acquisition réelle d'immeubles dans la Bastide, ce qui d'ailleurs ne changerait rien à sa situation actuelle de non-contribuable. — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'acte d'appel du sieur Rey, en date du

13 février 1892, régulier ; — Vu l'avertissement envoyé le 16 février, pour l'audience de ce jourd'hui, aux intéressés Rey et Bouysset ; — Vu le défaut de Bouysset et l'intervention en sa faveur du sieur Delbouys, tiers électeur ; — Vu le décret du 2 février 1852, la loi du 7 juillet 1874, 5 avril 1884, art. 14 ; — Vu la copie authentique de la décision du 9 février 1892, dont est appel, de la commission municipale de la commune de la Bastide-du-Temple ; — Vu les pièces déposées par l'appelant, et dont le détail est plus haut recensé dans les qualités du présent jugement ; — Statuant en dernier ressort : — Attendu que la commission municipale instituée pour statuer au premier degré de juridiction sur les contestations relatives aux inscriptions sur la liste électorale, ne peut délibérer valablement que si les cinq membres désignés par la loi pour la composer sont présents et concourent à la délibération ; que ce principe formel est consacré par plusieurs arrêts de la Cour de cassation, dont le plus récent est du 18 mars 1891 ; que la décision prise par la commission sans le concours et en l'absence de l'un de ses membres est par suite nulle ; que c'est là une question d'ordre public, et que le juge a le devoir de prononcer une telle nullité, même d'office ; — Attendu que la décision dont est appel, en date du 9 février 1892, de la commission municipale de la Bastide-du-Temple, a été prise par quatre de ses membres seulement, en l'absence du cinquième, d'où suit qu'elle est nulle ; qu'il y a lieu de la dire telle et d'évoquer le fond, conformément à l'article 473 du Code de procédure civile (Cass., 29 mai

1878 ; 21 juin 1881 ; 9 mai, 30 juillet 1889) ; — Attendu que Léon Bouysset est allé, depuis le 18 septembre 1891, comme colon partiaire, dans la commune de Brassac ; qu'il a dès lors transporté à Brassac son principal établissement, son domicile réel (Cass., 28 mars 1889 et d'autres précédents) ; qu'étant natif et originaire de Moissac, il n'avait pas à la Bastide son domicile d'origine ; qu'il n'a pas à ladite Bastide, depuis le 29 septembre 1891, son domicile légal ; qu'il n'y réside plus, qu'il n'est inscrit à la Bastide au rôle d'aucune des contributions ni des prestations en nature ; — Attendu que, s'il excipe de ce qu'il a l'intention d'y rester domicilié, et que, pour y arriver, il vient tout récemment d'acheter des immeubles, *il n'a pas prouvé* cette exception ; que ledit achat, non prouvé, ne saurait d'ailleurs modifier actuellement sa situation consistant en ce qu'il a son principal établissement à Brassac ; qu'il n'a même pas dit quelle est l'importance du prétendu achat, lequel son adversaire prétend, au contraire, être illusoire et n'existant pas sérieusement ; qu'il résulte des débats que ce n'est, de la part de Bouysset, qu'une allégation sans fondement au procès ; — Attendu que, dès lors, Léon Bouysset n'a plus à la Bastide-du-Temple les qualités légales requises pour y être électeur ; — Attendu que, s'il excipe de la permanence des listes électorales, pour avoir le droit de rester inscrit sur la liste de la Bastide, où il figurait l'année dernière, et où il désire rester encore, cette exception n'est pas davantage fondée ; qu'en effet, si les listes sont permanentes, elles

sont soumises à la revision annuelle, tout électeur pouvant alors, non-obstant la résistance des intéressés, réclamer la radiation de ceux qui ne se trouveraient plus dans les conditions nécessaires pour y figurer (Cass., ch. civ., 2 juin 1891); — Attendu que c'est bien le cas de faire l'application de cette jurisprudence à l'espèce qui nous est soumise, et de rejeter l'exception de Bouysset basée sur la permanence de la liste électorale; — Par ces motifs, — Disons irrégulière et nulle en la forme la décision dont est appel de la commission municipale de la Bastide-du-Temple, du 9 février 1892; disons qu'il y a lieu d'évoquer le fond; disons recevable et fondé l'appel du sieur Rey, électeur de la commune de la Bastide-du-Temple; — Ordonnons la radiation de Léon Bouysset, colon partiaire à Braasac, de la liste électorale de la commune de la Bastide-du-Temple, ledit Léon Bouysset n'ayant plus aucune des qualités requises pour y être électeur; — Donnons pour la forme défaut contre Bouysset (Léon). »

Observations. — Solutions exactes et conformes à la jurisprudence la plus récente.

Justice de paix du canton de Montsalvy (Cantal).

Président : M. FLORY, juge de paix.

22 octobre 1891.

Enclave. — *Action possessoire.* — *Destination du père de famille.* — *Servitude de passage.* — *Mur.* — *Trouble.* — *Partage.* — *Titre.* — *Action mal fondée.*

On ne peut considérer comme enclavé

le fonds qui, sur une longueur de 3^m,50, longe la voie publique, alors qu'au moyen de travaux peu considérables le propriétaire de ce fonds peut se créer une issue praticable sur cette voie publique.

Le demandeur est mal fondé à revendiquer une servitude de passage comme reposant sur la destination du père de famille, alors que dans un acte de partage, le père de famille reconnaît au contraire la non-existence de cette servitude.

N'est ni recevable ni fondée, la demande en maintenue possessoire d'une servitude de passage, servitude essentiellement discontinue, alors que cette servitude n'est pas fondée en titre sur l'enclave et qu'elle n'est pas établie par destination du père de famille.

Ainsi décidé par M. le juge de paix de Montsalvy dans les circonstances que voici :

Vermerie a fait citer devant le juge de paix de Montsalvy le sieur Bobis pour :

« Attendu que par acte reçu M^e Martin, notaire à Montsalvy, le 1^{er} novembre 1888, Vermerie a acquis, de François Bobis père, un enclos composé de maison, grange et autres bâtiments, limitant au midi avec le chemin public, et à l'ouest avec l'enclos de Baptiste Bobis; — Attendu que pour avoir accès au chemin public, le requérant ne peut passer que sur la cour de Baptiste Bobis, laquelle cour est adjacente à l'enclos de Vermerie; — Attendu que non seulement il y a enclave pour ledit enclos du requérant, mais encore destination du père de famille, puisque les enclos de ce dernier et du défendeur n'ont fait qu'une seule et même propriété entre les mains de François Bobis ou de ses auteurs; — Attendu que le requérant ou ses auteurs ont de

tout temps exercé un passage avec chars et charrettes sur la cour de Baptiste Bobis pour se rendre de chez eux au chemin public; — Attendu que depuis moins d'un an et jour, ledit Baptiste Bobis a construit sur sa cour un mur qui coupe la rampe et le chemin par où le requérant avait accès au chemin public; — Attendu que par ce fait, Vermerie a été troublé dans la possession de sa servitude de passage et que le préjudice qui lui est causé ainsi ne saurait être inférieur à 50 francs; — Voir dire et ordonne que le requérant sera maintenu et au besoin réintégré dans la possession de la servitude de passage à laquelle il a droit dans la cour de Baptiste Bobis, comme il a droit d'en jouir ainsi qu'il l'a fait jusqu'au moment du trouble; — Se voir faire défense, ledit Bobis, de ne plus troubler à l'avenir le requérant dans l'exercice dudit droit de passage, et pour l'avoir fait, s'entendre condamner à 50 francs de dommages-intérêts et aux dépens; — S'entendre condamner, en outre, à détruire la susdite muraille et à remettre les lieux dans leur état primitif, sous toutes réserves utiles et notamment de modifier les présentes conclusions en tout état de cause. »

A l'audience du 23 juillet, les parties ont comparu. Vermerie a pris les mêmes conclusions que celles développées en la citation. Baptiste Bobis a répondu que l'enclos de Vermerie aboutissait au chemin public, que par conséquent il n'était pas enclavé, que le demandeur n'avait aucun besoin de passer sur sa cour sans aucun acte qui lui en conférât le droit; il conclut à ce que Vermerie soit déboute

de sa demande et condamné aux dépens.

Après visite des lieux, jugement en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Statuant contradictoirement et en premier ressort, vidant notre délibéré du 5 octobre courant; — Vu la loi du 25 mai 1838, art. 6; — Vu l'article 23 du Code de procédure civile; — Vu notre procès-verbal d'enquête et de visite des lieux du 5 octobre courant; — Attendu que des constatations faites par nous sur les lieux, il résulte que l'enclos de Vermerie, situé au lieu Leucam, commune de Lapeyrague, enclos qu'il a acquis du sieur Bobis, François, père, par acte du 1^{er} novembre 1888, reçu Martin notaire, est limité à l'ouest par l'enclos de Baptiste Bobis fils, au midi par le chemin public du village de Leucam et à l'est par un chemin qui contourne la maison et par d'autres bâtiments de Vermerie; mais que ce chemin ou plutôt ce sentier ne peut être utilisé pour passage avec char et bestiaux, attendu qu'il n'a qu'une largeur moyenne de 1^m,50 et qu'il est d'une très grande déclivité, environ 25 centimètres par mètre, qu'il ne peut être amélioré ni élargi sans le consentement du sieur Delblat, propriétaire riverain, non partie en cause; que par suite, comme le prétend Bobis, le défaut d'enclave ne pourrait être invoqué comme résultant de l'existence de ce chemin; — Attendu qu'à l'aspect du midi, la cour de Vermerie longe la voie publique sur une longueur de 3^m,50; qu'en faisant quelques travaux qui n'entraîneraient pas des frais trop considérables et qui ne

seraient pas hors de proportion avec l'importance et l'utilité du passage, Vermerie peut sur ce point se créer une issue sur la voie publique; — Attendu que, en fait, l'enclave n'existant pas, le titre légal faisant défaut, l'action possessoire est à ce point de vue irrecevable; — En ce qui concerne la destination du père de famille, également invoquée par Vermerie; — Attendu que, en droit, une servitude de passage de sa nature discontinue, ne peut s'acquérir par prescription et ne peut par conséquent être susceptible d'une possession utile pouvant motiver une action possessoire; — Attendu que, en fait, la destination du père de famille fait encore défaut; en effet, par acte du 27 février 1883, en forme, Bobis père et fils ont partagé entre eux divers immeubles et un enclos sis à Leucam; ils ont divisé les bâtiments et la basse-cour et ils ont convenu que les immeubles compris au lot de chacun d'eux, aboutissant pour leur exploitation à la voie publique, ne seraient grevés d'aucune servitude de passage au profit de l'autre; il n'est fait d'exception que pour certains immeubles désignés dans l'acte et notamment au sujet du passage de 1 mètre conservé par Bobis père auteur commun, le long de sa maison, à l'aspect du midi, sur la cour de Bobis fils; il est dit en effet dans cet acte : « Attendu que tous
« les immeubles écartés respecti-
« vement aux copartageants abou-
« tissent à des chemins publics,
« chacun d'eux, pour la desserte des
« siens, pratiquera le chemin de
« service sur son propre terrain et
« n'exercera aucune servitude de
« passage sur les biens écartés à l'au-

« tre; toutefois il sera dérogé à cette
« règle relativement aux immeubles
« suivants : Art. 1^{er} et 2 sans intérêt
« dans la cause; art. 3. François
« Bobis père aura une servitude de
« passage sur la partie de la cour
« écartée à son fils, pour entrer
« dans la maison ou en sortir par
« la porte de derrière qui s'ouvre
« sur cette partie de la cour à
« l'aspect du midi; mais ce pas-
« sage devra être exercé simple-
« ment le long du mur de la maison
« sur une largeur de 1 mètre. »
— Attendu que cette servitude de passage a été et est encore exercée par Vermerie et n'est nullement contestée par le défendeur; — Attendu que Vermerie veut exercer encore un autre passage sur la cour de Bobis pour aboutir à la voie publique; — Mais attendu que cette seconde servitude de passage n'est nullement indiquée dans l'acte du 27 février 1883 qui a amené la division du fonds; — Attendu que les servitudes qui devaient être maintenues ont été parfaitement établies dans ledit acte et réglées par le sieur François Bobis, père de famille, dans les mains duquel les deux fonds étaient réunis et qui a reconnu implicitement que, en dehors de la servitude dont il est parlé à l'article 3, la cour attribué à Bobis fils devait être libre de toute servitude de passage; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède, que la servitude revendiquée par Vermerie ne saurait reposer sur la destination du père de famille, puisque, dans l'acte précité, le père de famille reconnaît la non-existence de cette servitude; — Attendu qu'à ce second point de vue l'action possessoire doit être repoussée; — At-

tendu que l'action possessoire en matière de servitude discontinue est recevable lorsque la possession est caractérisée par un titre conventionnel ou légal; — Attendu que, dans l'espèce, le titre légal d'enclave ou de destination du père de famille n'existe pas; que le titre conventionnel n'existe pas davantage, car Vermerie ne saurait se prévaloir de l'acte de vente du 1^{er} novembre 1888 que lui a consenti le sieur Bobis père, qui ne parle que des servitudes actives et passives en termes généraux et est complètement muet au sujet de la servitude qui fait l'objet du présent litige; — Attendu que la demande principale de maintenue possessoire ne pouvant être admise, la demande en dommages-intérêts, qui en est la conséquence, ne saurait être mieux accueillie; — Attendu, en ce qui concerne les dépens, que conformément à l'article 130 du Code de procédure civile, toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, disons que le sieur Bobis, en construisant un mur sur son propre terrain pour séparer son enclos de celui de Vermerie, n'a fait qu'user de son droit et n'a causé aucun trouble à ce dernier; — Déboutons Vermerie de sa demande en maintenue possessoire de la servitude de passage qu'il voulait exercer sur la cour de Bobis pour aboutir à la voie publique; disons qu'il n'est pas fondé dans cette demande pas plus que dans celle en dommages-intérêts dont il est également débouté; — Le condamnons en tous les dépens.»

Observations. — Solutions exactes. Il a été jugé qu'on peut consi-

dérer comme enclavé le fonds auquel aboutirait même une voie publique, mais qui ne pourrait être rendue accessible qu'au moyen de dépenses hors de proportion avec la valeur du fonds; mais cette doctrine ne peut être étendue au delà des limites raisonnables. Aussi a-t-il été plusieurs fois décidé qu'il n'y a pas enclave si l'accès à la voie publique limitrophe peut être obtenu au moyen de travaux peu coûteux. Voir notamment en ce sens, Amiens, 3 juin 1866, Cass., 4 juin 1866. ANNALES 1867, p. 209, Cass., 13 juillet 1880, etc. Voir aussi notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Enclave*, n^{os} 15 et suiv. — Quant au moyen tiré de la destination du père de famille, les clauses de l'acte de partage relevées dans la sentence démontrent suffisamment que ce moyen faisait défaut dans la cause. Par suite, et s'agissant d'une servitude de passage qui n'est fondée ni sur le titre légal de l'enclave ni sur la destination du père de famille, la possession n'en pouvait être utile ni susceptible de donner ouverture à l'action possessoire. C'est donc avec toute raison que le juge saisi a rejeté la demande.

Justice de paix de Magny-en-Vexin
(Seine-et-Oise).

Président : M. BOURUT, juge de paix.

20 février 1892.

Arbres. — Espalier. — Distance légale.
Action possessoire.

N'est pas recevable l'action possessoire basée sur un fait qui remonte à plus d'une année.

N'est pas non plus recevable l'action intentée à l'effet de faire reculer à la distance légale des arbres plantés en espaliers à 20 centimètres du mur séparatif appartenant au demandeur.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En fait : — Attendu que l'action introduite suivant exploit de Molleret, huissier à Magny, en date du 3 février 1892, par Murgues contre Duvivier, sous forme de complainte possessoire, comprend deux chefs distincts, tendant : — Le premier, à faire reculer à la distance légale trois espaliers plantés, depuis moins d'un an, à 20 centimètres du mur du demandeur, par le défendeur, et cela contrairement à l'article 674 du Code civil ; — Le deuxième à faire réduire à la hauteur déterminée par le même Code civil, art. 674, un poirier appartenant au défendeur, planté, d'après Murgues, à environ 30 centimètres de sa maison, et dont les branches au moindre vent frappent cette maison ; — Attendu que du procès-verbal de notre transport sur les lieux contentieux, situés à Chaussy, canton de Magny-en-Vexin, rue du Val, dans la propriété des parties litigantes, dressé par nous, en présence de celles-ci, avec l'assistance de notre greffier, le 11 février présent mois, en conséquence de notre avant faire droit du 6 de ce même mois de février, il résulte notamment ce qui suit : — Sur les faits relatifs au deuxième chef de la demande : — Que, devant la maison Duvivier, est une cour dans laquelle se trouve un poirier, âgé d'environ vingt ans, planté à 20 centimètres du mur pignon de la mai-

son Murgues ; que ce mur pignon est mitoyen dans son entier ; — Que le poirier en question est en espalier, qu'on a cessé de tailler et de diriger à une époque déjà éloignée, et qui depuis lors s'est développé en liberté ; que sa cime est un peu inclinée vers la cour, et n'arrive pas à beaucoup près à la hauteur du mur pignon ; que ce poirier n'est pas appuyé contre ce mur, et que quelques branches y touchent légèrement, mais sans y produire le moindre dommage ; — Sur les faits relatifs au premier chef de la demande : — Que, derrière la maison de Duvivier est un jardin en dépendant et qui tient, d'un côté, au nord, à un autre jardin, appartenant à Murgues, demandeur, et duquel il est séparé par un mur de clôture construit en pierres sèches, sans chaperon ; que ce mur a environ 2^m,50 d'élévation, et paraît entièrement assis sur le terrain de Murgues, est cependant mitoyen pour partie de sa longueur entre Murgues et Duvivier, et ce à partir du pignon de la maison de Duvivier ; — Que, pour le surplus, il appartient exclusivement à Murgues ; que, le long de la partie de ce mur appartenant à Murgues et à environ 20 centimètres dudit mur, Duvivier a planté, depuis moins d'un an, quatre petits espaliers, essence de poirier, qui ne sont nullement appuyés contre le mur de Murgues, et n'y ont par leurs branches aucun point de contact ; que leur élévation moyenne est inférieure à la moitié du mur ; — Attendu au surplus que les mitoyennetés ci-dessus indiquées résultent des titres versés aux débats et spécialement d'un acte de cession de mitoyenneté par une dame Au-

ger à un sieur Yon, reçu Grébault, notaire à Magny en Vexin, le 15 avril 1843 (titre commun aux deux parties et qu'elles détiennent des précédents propriétaires);—Après avoir entendu les parties en personne en leurs explications respectives à l'audience du 6 février présent mois, sur les lieux litigieux le 11 du même mois, continué la cause à l'audience de ce jour pour le prononcé de notre jugement, et en droit délibéré, conformément à la loi; — Statuant contradictoirement et en premier ressort : — En droit, — Sur le deuxième chef : — Attendu que l'action intentée par Murgues à raison du trouble qui serait causé par les branches du poirier appartenant à Duvivier, planté le long du mur pignon mitoyen séparatif de la propriété du demandeur d'avec la cour du défendeur, prend sa cause dans un fait qui remonte à plus d'une année, et par suite ne peut être rangée dans la catégorie des actions possessoires, telles qu'elles sont définies par l'article 23 du Code de procédure civile et l'article 6 de la loi du 25 mai 1838; — Qu'en examinant ce chef de la demande de Murgues, fût-il sérieux, ce serait méconnaître les principes de notre compétence, cumuler le pétitoire avec le possessoire et violer l'article 25 du Code de procédure civile; que par suite nous ne pouvons en connaître; — Sur le premier chef : — Attendu que le demandeur, pour justifier sa demande, invoque le nouvel article 671, § 1, du Code civil (loi du 20 août 1881); — Attendu que le défendeur, pour y faire échec, lui oppose les paragraphes 2 et 3 du même article; — Qu'il y a donc lieu pour nous d'interpréter ce texte de loi, lequel est ainsi

conçu : — « Article 671. Il n'est
« permis d'avoir des arbres, arbrisseaux et arbustes près de la limite
« de la propriété voisine qu'à la
« distance prescrite par les règlements particuliers actuellement
« existants, ou par des usages constants ou reconnus, et, à défaut de
« règlements et usages, qu'à la distance de 2 mètres de la ligne
« séparative des deux héritages pour les plantations dont la hauteur
« dépasse 2 mètres, et à la distance d'un demi-mètre pour les autres
« plantations. — Les arbres, arbustes et arbrisseaux de toute espèce
« peuvent être plantés en espaliers, de chaque côté du mur séparatif,
« sans que l'on soit tenu d'observer aucune distance; mais ils ne pourront dépasser la crête du mur. —
« Si le mur n'est pas mitoyen, le propriétaire seul a le droit d'y appuyer ses espaliers »; — Que, pour bien comprendre un article de loi, il ne faut pas en faire une lecture partielle pour les besoins de la cause, mais le lire *in extenso*, et en combiner les paragraphes les uns avec les autres; — Attendu que la prétention de Murgues repose sur une erreur et une fausse interprétation du paragraphe 1^{er} de l'article précité; qu'il demande à tort l'enlèvement d'espaliers qui, bien que plantés le long d'un mur lui appartenant, n'ont avec ce mur aucun point de contact; — Qu'en lisant les paragraphes 2 et 3 du même article 671, il est facile de se convaincre que l'on peut planter des espaliers à fin d'héritage lorsque la limite est formée par un mur, mais aux deux conditions suivantes : — 1^{re} Que les arbres ne dépassent pas la hauteur du mur; — 2^{re} Et en outre que les

arbres ne soient point appuyés sur le mur, si, comme dans l'espèce, il n'est pas mitoyen ; — Que Duvivier, simple artisan, habitant la campagne, était d'autant plus fondé à se croire en droit de planter ses espaliers comme il l'a fait, qu'il existait, avant la promulgation de la loi du 20 août 1881, dans le canton de Magny-en-Vexin, un usage constant et reconnu par la notoriété publique, qui consistait à planter les espaliers à la distance de 16 à 20 centimètres du mur du voisin, à la condition toutefois de ne pas toucher le mur ; — Attendu que les litiges soulevés à l'occasion de distances résultant d'usages locaux qui, en doctrine et en jurisprudence, pouvaient donner lieu à certaines controverses avant la loi précitée (nouvel article 671 du Code civil), ne peuvent donner lieu aujourd'hui à aucune difficulté sérieuse en ce qui concerne la plantation des espaliers ; — Qu'en effet le texte nouveau a eu pour objet de substituer aux usages locaux, variables et souvent incertains, une règle uniforme et précise ; — Que cela résulte de l'exposé des motifs, de la discussion de la loi et notamment du passage suivant du rapport de M. Leroy à la Chambre des députés : — « La règle « de la distance à observer subsiste « alors même que les plantations « sont faites dans un terrain clos de « murs, mais le nouvel article 671 « apporte à cette règle un tempé- « rament déjà admis par les usages, « dans le but de faciliter les relations « de bon voisinage : des espaliers « pourront être plantés de chaque « côté du mur séparatif, sans ob- « server la distance légale ; ils ne « pourront cependant dépasser la

« hauteur du mur, si le mur n'est « pas mitoyen ; ce droit d'appui ne « pourra être exercé que par le « propriétaire exclusif du mur » ; — Par ces motifs, sur le deuxième chef : — Disons qu'il n'y a lieu à action possessoire, et nous déclarons incompétent ; — Sur le premier chef : — Disons que la demande en complainte possessoire introduite par Murgues contre Duvivier, pour lui faire reculer ses espaliers à la distance légale, c'est-à-dire à 50 centimètres, est mal fondée, l'en déboutons ; — Condamnons Murgues en tous les dépens de l'instance, liquidés à...

Observations. — Nous n'avons pas sous les yeux les termes de la citation, mais des énonciations du jugement il résulte que la demande avait été intentée sous forme d'action possessoire. Or l'arbre dont les branches touchaient parfois le mur séparatif existait depuis plus d'un an ; les faits mêmes que le demandeur qualifiait *troubles* remontaient à plus d'une année ; dans ces conditions, l'action possessoire ne pouvait être reçue, et devait nécessairement être rejetée, puisque, aux termes de l'article 23 du Code de procédure civile, les actions possessoires ne sont recevables qu'autant qu'elles ont été formées dans l'année du trouble. — Il est à remarquer qu'en matière possessoire le juge de paix est toujours compétent ; alors même que la demande n'aurait pas été intentée dans l'année du trouble, il reste compétent pour en connaître. Il statue en la rejetant par une fin de non-recevoir. — La seconde solution est une application exacte des termes de l'article 671 du Code

civil. On ne saurait considérer comme trouble à la possession du voisin l'exercice d'un droit reconnu par la loi.

Justice de paix du canton d'Anglure
(Marne).

Président: M. BOUCHEZ, juge de paix.

14 janvier 1892.

Demande personnelle et mobilière. — Reconnaissance d'une somme de 200 fr. — Transport. — Exception de dol. — Délai.

Le fait qu'un transport de créance, dûment signifié au débiteur, pourrait être entaché d'un vice de nature à le rendre annulable ou rescindable au profit du cédant, ne prive pas le cessionnaire du droit de poursuivre le débiteur.

Ce dernier n'est pas fondé à demander un sursis, basé sur ce que le cédant se propose d'attaquer le transport et d'en demander la nullité pour cause de dol, alors que ce cédant n'est ni intervenant ni appelé en garantie dans la cause.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance ; — Vu la reconnaissance enregistrée, le transport sous seing privé et l'original de signification, tous enregistrés ; — Vu notre jugement de mise en délibéré du 7 courant ; — Attendu que Sergeot, comme cessionnaire de la veuve Pluat, sa belle-mère, réclame à Jules Pluat la somme de 200 francs, montant en principal de la reconnaissance ; que la demande ne contient pas de réserves expresses pour les intérêts qui peuvent être échus, ce qui équivalant à une renonciation tacite de

ces intérêts, afin de rester dans les limites de notre juridiction ; — Attendu que Pluat se prévaut de la demande en nullité pour cause de dol, que la veuve Pluat, sa mère, se propose d'intenter contre Sergeot, pour solliciter un sursis jusqu'à décision du Tribunal qui doit être saisi de cette demande en nullité ; — Mais qu'en admettant même, que l'exception du défendeur puisse être considérée comme dilatoire, cette exception n'aurait pu être soulevée ici que par la veuve Pluat ; — Que cette dame n'est ni intervenante ni appelée en garantie dans l'affaire ; — Attendu, en droit, que la créance résulte d'une reconnaissance dont l'écriture n'est pas méconnue par le défendeur ; — Attendu que si le transport sous seing privé est entaché d'une imperfection assez grave pour le rendre annulable et rescindable, il réunit du moins, vis-à-vis de Pluat, tous les éléments nécessaires à sa formation ; — Attendu que, par la signification de ce transport en date du 12 août dernier, la créance est passée du patrimoine de la cédante dans celui du cessionnaire ; que celui-ci est en possession du titre qui en constate l'existence, et qu'ainsi il est à même d'user de la chose qui lui est cédée ; — Attendu cependant que le fait, par le cessionnaire, de riposter par une citation en justice contre le débiteur, à la décision du bureau qui vient d'accorder l'assistance judiciaire à sa mère, est certainement blâmable ; qu'il eût été convenable d'attendre le résultat de l'instance engagée contre lui par la cédante, d'autant plus qu'il n'y a pas péril en la demeure et que le débiteur paraît digne d'intérêt ; — Attendu

qu'en raison des circonstances de l'affaire, vu la qualité des parties, et conformément au droit qui nous est conféré par l'article 1244 du Code civil, il y a lieu d'accorder des tempéraments au défendeur, lequel, d'ailleurs, l'a sollicité dans le cours des débats; — Par ces motifs, statuant en premier ressort; — Condamnons Pluat à payer à Sergeot ladite somme de 200 francs pour les causes sus-énoncées, ensemble

aux intérêts de cette somme du jour de la demande; le condamnons en outre aux dépens; — Disons que le défendeur aura, pour se libérer, terme et délai d'un mois, durant lequel il sera sursis à l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état.»

Observations. — Solution exacte en droit. Ce jugement au surplus a été exécuté par les parties.

Justice de paix de Neuvy-le-Roi
(Indre-et-Loire).

Président : M. HUBERT, juge de paix.

2 novembre 1891.

Diffamation. Conclusions accessoires non précisées. — Action civile. — Compétence du juge de paix. — Conciliation faite par le juge sur avertissement. — Poursuites judiciaires ultérieures. — Relaxe.

Le paragraphe 5 de l'article 5 de la loi du 25 mai 1838, n'a pas été abrogé par l'article 68 de la loi du 29 juillet 1881 ; par suite, c'est toujours devant le juge de paix et non devant le Tribunal civil que doit être portée l'action civile en dommages-intérêts, pour diffamation verbale envers un particulier, intentée séparément de l'action générale.

Si en réalité il ne se rencontre qu'un préjudice moral, l'action rentre dans la compétence restreinte de l'article 1^{er} de ladite loi du 25 mai 1838 et l'article 5, § 5, ne peut recevoir son application, d'où suit qu'il peut en découler, d'après les circonstances d'audience, une incompétence en raison du chiffre de la demande.

Si les parties précédemment ont eu une entrevue dans le cabinet du juge de paix, sur avertissement délivré, et qu'il y ait eu conciliation, excuses admises et indemnité accordée et acceptée, toutes poursuites de ce chef, faites ultérieurement, ne sont pas recevables, en dehors de faits nouveaux établis par preuves positives.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX, parties ouïes dans leurs conclusions et explications. Vu l'article 5, § 5, de la loi du 25 mai 1838, les articles 1381, 1382 et 1384 du Code civil, la loi du 17 mai 1819 et celle du 29 juillet 1881 ; — Attendu que l'article 68 de la dernière loi précitée, d'après

la jurisprudence la plus récente, n'a pas eu pour effet de porter atteinte aux dispositions à fins civiles du paragraphe 5, art. 5, de la loi du 25 mai 1838, d'où il suit que la demande demeure recevable en la forme ; — Au fond : — Attendu que le fils Ragueneau, aux époques indiquées par la citation se trouvant sous une impression bien naturelle par le fait d'un vol de 50 francs, dont il aurait été victime pendant son séjour comme serviteur à gages chez les époux Cherreau, a pu, avec l'inexpérience de son âge, tenir à ses voisins, sur le compte de ses maîtres, des propos déplacés et même diffamatoires sans en peser les conséquences ; — Attendu que, pour accorder réparation à une personne qui se prétend victime d'un quasi-délit, il faut qu'elle justifie avoir subi un préjudice soit matériel, soit moral ; — Attendu que de la façon dont la réputation des époux Cherreau est établie dans leur voisinage et à Chenillé-sur-Dême, ces derniers nous semblent n'avoir rien à craindre pour leur prestige, leur considération et leur crédit, d'expressions irréfléchies et déplacées de la part d'un adolescent, expressions ayant les apparences plus ou moins injurieuses et offensantes ; qu'il ne resterait dans l'espèce qu'un préjudice tout au plus moral, mais qui sortirait de notre compétence en raison de l'élévation du taux de la demande ; — Attendu que l'objet principal du litige repose sur les propos diffamatoires tenus vers la fin d'août ; que le surplus des conclusions accessoires n'a pas suffisamment de consistance et de précision pour permettre d'en faire cas ; — Attendu que les parties

en cause ont comparu en notre cabinet de conciliation, le 7 septembre dernier ; que dans cette entrevue où ils s'agissait d'un règlement de comptes réciproques de travaux, de salaires et de gages domestiques, il a été question des propos diffamatoires reprochés, mais qu'après explications échangées on a fait figurer, dans le règlement de compte accepté de part et d'autre, une certaine somme comme indemnité pour les paroles diffamatoires ou injurieuses dont il s'agit ; que des regrets pour cet écart de langage ont été exprimés, qu'il s'en est suivi une conciliation, le pardon de l'offense, indemnité acceptée avec promesse de plus de sobriété de langage dans l'avenir et par conséquent il y a eu renonciation à toutes poursuites ultérieures pour le même objet ; — Attendu qu'il n'est pas établi que, depuis cette date, les sieurs Ragueneau père ou fils aient renouvelé leurs diffamations envers le demandeur ; — Que dans ces conditions, il y a lieu de décider que dans l'état où se présente le litige qui nous est soumis, la demande ne peut être déclarée recevable et fondée ; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort, relaxons le sieur Ragueneau, Victor, fils, et au besoin, son père, de toutes demandes, fins et conclusions contre eux prises par le sieur Alexandre Cherreau et condamnons ce dernier aux dépens. »

Observations. — En l'espèce, les parties avaient antérieurement comparu devant le juge de paix ; à son audience de conciliation, le magistrat avait amené les parties à accep-

ter une transaction équitable, car, dans le règlement de leurs comptes respectifs, il avait fait figurer une indemnité pour les propos diffamatoires reprochés au défendeur. La question de diffamation devait donc être considérée comme définitivement réglée et il n'appartenait plus aux demandeurs de la faire revivre par une citation à l'audience publique. M. le juge de paix a rejeté cette demande avec raison ; avec raison aussi, il a refusé de tenir compte des nouveaux griefs vaguement énoncés dans la citation. « Attendu, y était-il dit, que non content de répéter à chaque instant ce propos, le sieur Ragueneau l'a aggravé encore par différents propos plus nuisibles les uns que les autres au requérant. » Invité à préciser les nouveaux propos dont il se plaignait, le demandeur n'a pu les indiquer exactement et s'est borné à réclamer une enquête. Dans ces circonstances, le juge n'était pas tenu d'ordonner cette enquête, laquelle ne peut être ordonnée qu'autant que les faits sur lesquels elle doit porter sont pertinents, admissibles, et que le juge peut d'avance en apprécier la gravité. Nous approuvons donc, à tous les points de vue, le jugement rapporté ci-dessus. Au surplus ce jugement a été, sur appel du demandeur, confirmé purement et simplement par le Tribunal civil de Tours. En appel, le demandeur a nié la transaction intervenue en conciliation ; mais le Tribunal s'est fait représenter la mention contenue au registre d'avertissement et a considéré cette mention comme une preuve suffisante de la transaction.

Justice de paix de Magny-en-Vexin
(Seine-et-Oise).

Président : M. BOURUT, juge de paix.

9 janvier 1892.

Action en paiement de salaires. — Jardinier. — Comptes respectifs des parties. — Compensation. — Expertise. — Usage local. — Dépens.

Lorsque les parties sont en désaccord sur le taux des salaires dus à un jardinier travaillant au jour ou à l'heure, il appartient au juge saisi d'apprécier et notamment de commettre un expert pour régler le compte d'entre les parties, d'après l'usage local.

Si le débiteur offre à deniers découverts, à la barre du juge de paix, une somme suffisante, notamment celle réglée par le rapport de l'expert, entériné par le juge, ce dernier peut déclarer l'offre valable, et au refus par le demandeur d'accepter l'offre ou à raison de l'exagération de la demande primitive, mettre à la charge de ce dernier une partie des dépens.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le 24 novembre 1891, Bouchy, ouvrier jardinier et en même temps locataire du sieur Deschamps, demeurant à Arthieul, fit citer ce dernier à comparaître, le 28 du même mois de novembre, devant le Tribunal de paix de Magny-en-Vexin (Seine-et-Oise), pour s'entendre condamner à lui payer la somme de 303 fr. 80, pour solde de tous comptes entre eux et après compensation opérée des loyers que Bouchy reconnaît devoir au sieur Deschamps. A l'audience du 28 novembre 1891, Deschamps offrit à Bouchy 20 fr. pour solde de comptes, et sous réserve de 50 francs que celui-ci allait lui devoir pour un semestre

de loyer à échoir le 31 décembre 1891. Bouchy refusa ces offres, et persista dans sa demande. Le demandeur soutenait avoir travaillé au prix de 50 centimes l'heure, tandis que le défendeur prétendait occuper celui-ci à raison de 3 fr. par jour.

Le deuxième suppléant, devant lequel l'affaire avait été portée n'ayant pas les éléments suffisants pour trancher la contestation, par jugement en date du 28 novembre 1891, commit un expert à l'effet d'établir le compte d'entre les parties, pour être ensuite statué ce que de droit. L'expert commis dressa le rapport de ses opérations à la date du 4 janvier 1892.

A l'audience du 9 janvier 1892, M. le juge de paix, après un nouvel exposé de l'affaire et avoir entendu les dires respectifs des parties présentes à l'audience, rendit le jugement suivant, entérinant le rapport de l'expert et faisant application des articles 130 et 131 du Code de procédure civile sur les dépens :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes en personne : — Attendu qu'en exécution d'un jugement rendu en ce Tribunal, à l'audience du 28 novembre dernier (1891), Chaudé, expert commis, dispensé du serment du consentement des parties, a procédé à la mission qui lui avait été confiée ; — Qu'il résulte du rapport par lui dressé de son travail à la date du 4 janvier présent mois, enregistré et déposé aux archives de ce Tribunal, que ledit expert, après avoir entendu Bouchy et Deschamps en leurs dires respectifs et examiné leurs livres, concluait à fixer le reliquat des comptes d'entre

eux comme se soldant par une somme de 125 fr. 50, en faveur de Bouchy, à la charge de Deschamps ; — Attendu qu'à la présente audience, le demandeur Bouchy a persisté à soutenir qu'au 24 novembre dernier, jour de la citation introductive d'instance, sa demande s'élevait réellement à . . . 303^{fr},80

— Mais qu'il consentait à retrancher de cette somme, en opérant la compensation, celle de 50 francs qu'il devait actuellement au défendeur pour un terme de loyer échu le 31 décembre 1891, c'est-à-dire postérieurement à la citation prédatée, ci. 50

— De telle sorte qu'il concluait à ce que le défendeur fût condamné à lui payer pour solde de tous comptes. 253 80 et en tous les dépens de l'instance ;

— Sur le compte des parties : — Mais attendu que Deschamps a conclu à ce qu'il nous plût entériner purement et simplement le rapport de l'expert commis, et a offert réellement à la barre à Bouchy la somme de 125 fr. 50, chiffre établi dans les conclusions dudit rapport ; — Que Bouchy, interpellé en personne d'avoir à dire et déclarer s'il acceptait ces offres, a refusé formellement la somme offerte comme insuffisante, et a dit qu'il contestait le rapport de l'expert, et qu'il persistait à réclamer au défendeur la somme de 353 fr. 80 pour solde de tout compte ; — Sur l'entérinement du rapport : — Attendu que le rapport de l'expert Chaudé est régulier en la forme et juste au fond, qu'il fait une exacte appréciation du compte d'entre les parties litigantes ;

— Qu'en présence des contradictions d'icelles et à défaut de conventions écrites, les prix par lui fixés sont conformes aux usages de la localité et en rapport avec les travaux exécutés ; — Qu'au surplus, s'il pouvait y avoir un doute à ce sujet, ce doute devrait s'interpréter contre Bouchy et en faveur de Deschamps (art. 1162 du Code civil) ; — Sur les dépens : — Attendu qu'il y a lieu de tenir compte de l'offre faite par Deschamps au début de cette instance, des offres par lui faites le 28 novembre 1891, jour du jugement préparatoire, des dispositions conciliantes dont il a fait preuve devant l'expert et des offres par lui faites ce jourd'hui ; — Que la résistance de Bouchy et le chiffre exagéré de sa demande ont occasionné en grande partie le procès ; que, par suite, il y a lieu de mettre à la charge de ce plaideur téméraire la majeure partie des dépens ; — Qu'il y a lieu de faire application des articles 130 et 131 du Code de procédure civile, et que nous avons les éléments d'appréciation suffisants pour déterminer la quote-part des dépens à mettre à la charge de chacun ; — Par ces motifs, — Jugeant en premier ressort : — Entérinons purement et simplement le rapport dressé par l'expert Chaudé à la date du 4 janvier 1892 et déposé au greffe, suivant acte constatant ce dépôt, le 9 du même mois ; — Fixons le reliquat dudit compte à ce jour à 125 fr. 50 ; — Donnons acte à Deschamps de ce qu'il reconnaît devoir à Bouchy, pour solde de tous comptes, la somme de 125 fr. 50, et qu'il est prêt à lui payer ladite somme ; — Donnons acte, en tant que de besoin, à Deschamps, des

offres par lui faites à Bouchy, sauf à lui à les réitérer s'il y a lieu ; — Faisons masse des dépens liquidés jusqu'à ce jour, y compris ceux de la minute du présent jugement, à la somme de 40 fr. 30, et condamnons les parties aux dépens, savoir : Deschamps au tiers et Bouchy aux deux tiers. »

Observations. — Ce jugement, tout en fait, nous paraît devoir être entièrement approuvé. Lorsque le maître et l'ouvrier sont en désaccord sur le salaire du travail fourni par ce dernier, et qu'il n'a été passé aucune convention écrite pour en fixer le prix, c'est au juge qu'il appartient de fixer lui-même le prix, en se basant soit sur l'usage local, soit sur tout autre moyen d'instruction, tel qu'une expertise. — Nous n'avons qu'un seul point à signaler dans la rédaction du dispositif. Lorsque le juge déclare suffisantes les offres faites par le débiteur, non acceptées à la barre, et qu'il en donne acte à ce dernier, il convient de fixer un délai pour la réalisation de ces offres et de condamner autant que de besoin le débiteur à payer la somme par lui due. Cette disposition est utile pour donner au créancier le moyen d'exécuter le jugement au cas où, par impossible, le débiteur, après avoir fait des offres à la barre, tarderait à s'acquitter réellement de ce qu'il doit. Il est rare, en justice de paix, que le montant des offres soit déposé à la Caisse des consignations. Il est donc nécessaire de donner un titre au créancier, alors même qu'il a eu tort de refuser la somme offerte devant le juge de paix.

Justice de paix de Monts-sur-Guesnes (Vienne).

Président : M. BRUGIER, juge de paix.

3 et 10 mars 1888.

Liste électorale. — Omission de statuer par la commission municipale. — Droit et délai d'appel. — Feuille volante tenant lieu du registre prescrit pour recevoir les réclamations. — Inscription au rôle des contributions personnelles et mobilières, déclaration nécessaire, équivalent et délai. — Établissement principal, domicile légal. — Résidence alternative, droit d'option.

Le refus ou l'omission par la commission municipale de statuer sur les réclamations dont elle est saisie équivaut au rejet de ces réclamations et donne ouverture à l'appel devant le juge de paix.

Il appartient au juge saisi d'un appel de la décision de la commission municipale de décider en fait, d'après les circonstances de la cause, qu'un électeur a son domicile réel dans une commune.

Doit être inscrit sur la liste électorale d'une commune, l'électeur qui, ne résidant pas dans la commune, y est inscrit au rôle des contributions directes ou des prestations en nature et a déclaré vouloir y exercer ses droits électoraux.

Le fait que l'électeur s'oppose à la radiation de son nom sur la liste de cette commune doit être considéré comme l'équivalent de cette déclaration.

Ainsi décidé par M. le juge de paix de Monts-sur-Guesnes, dans les circonstances suivantes :

« Le 24 février dernier, les sieurs Émile Pichot et Victor Boisgaultier, électeurs à Monts-sur-Guesnes, avaient fait conjointement, au greffe de la justice de paix, une déclaration d'appel portant en substance : — Que le sieur François Brie avait réclamé à la mairie du chef-lieu

dudit canton, le 29 janvier précédent, son inscription sur la liste électorale; qu'ils y avaient réclamé eux-mêmes, le lendemain et le 2 février suivant, l'inscription des sieurs Louis Turquois et Théophile Robin, et la radiation des sieurs Joseph Raud, Frédéric Thémann et Désiré Savatier; — Que la commission municipale avait omis de statuer sur ces réclamations; que la voie de l'appel n'en était pas moins ouverte et que le délai de cet appel n'avait pas cessé de courir; — Qu'ils déclaraient, en conséquence, saisir le juge de paix desdites réclamations pour être jugé que Brie, Turquois et Robin seraient inscrits sur ladite liste et que Raud, Thémann et Savatier en seraient rayés. »

Le 3 mai, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu les documents de la cause et les lois sur la matière électorale; — Ouï les parties en leurs moyens et conclusions; — Attendu qu'il est de jurisprudence que le refus ou l'omission, par la commission municipale, de prononcer sur les réclamations dont elle est saisie équivaut au rejet de ces réclamations et donne ouverture à l'appel devant le juge de paix; — Attendu que, dans ce cas, le défaut de notification, qui en est la conséquence, semble devoir faire courir le délai de l'appel jusqu'au sixième jour après la clôture de la liste; que c'est, en effet, à partir de cette opération seulement que tout électeur peut prendre communication de la liste et y constater les inscriptions, radiations et omissions contre lesquelles il a réclamé; — D'où il

suit que l'appel a été formé en temps utile et doit être déclaré recevable; — Attendu que les réclamations des sieurs François Brie, Émile Pichot et Victor Boisgaultier sont inscrites sur une feuille volante tenant lieu du registre prescrit par l'article 19 du décret organique du 2 février 1852; mais que l'inscription sur ce registre ne constitue qu'une formalité d'ordre, imposée seulement à l'autorité municipale et dont l'inaccomplissement doit être sans influence sur le sort des réclamations; — Que, par suite, cette irrégularité ne peut faire obstacle à l'admission des conclusions prises par les appelants; — Attendu qu'il est constant que les sieurs François Brie, Louis Turquois et Théophile Robin auront six mois de résidence à Monts-sur-Guesnes au moment de la clôture de la liste, et qu'il n'est révélé à leur égard aucune cause d'incapacité; — Que, dès lors, le droit à l'inscription demandée est hors de doute; — Attendu que le sieur Joseph Raud offre de prouver par témoins ou tous autres moyens de droit qu'il habite d'une manière presque permanente la ville de Monts-sur-Guesnes depuis les premiers jours du mois d'octobre 1886; — Qu'il y a lieu de l'autoriser à faire cette preuve; — Attendu que le sieur Frédéric Thémann — dont l'inscription sur la précédente liste électorale de la commune de Monts-sur-Guesnes n'a pas été l'objet d'un retranchement sur le tableau rectificatif — s'oppose à la demande en radiation en ce qui le concerne, par le motif qu'il est inscrit, pour la présente année, au rôle des contributions personnelles et mobilières

de cette commune, ainsi que le constate un extrait de ce rôle ; — Attendu qu'aux termes de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, la liste électorale comprend les électeurs qui, ne résidant pas dans la commune, y auront été inscrits au rôle d'une des quatre contributions directes ou au rôle des prestations en nature et auront déclaré vouloir y exercer leurs droits électoraux ; — Attendu que le fait par ledit Thémann de s'opposer à la radiation de son nom doit être considéré comme l'équivalent de la déclaration exigée par la disposition légale sus-rapportée; et que cette déclaration, sans utilité tant que l'inscription n'était pas attaquée, peut être valablement faite pendant toute la durée du délai de l'appel ; — Attendu enfin que le cas du sieur Savatier exige un examen attentif ; — Par ces motifs et par jugement en dernier ressort : — Déclarons que l'appel formé par les sieurs Pichot et Boisgaultier est recevable et seulement bien fondé, quant à présent, à l'égard de la demande en inscription ; — En conséquence, ordonnons que les sieurs François Brie, Louis Turquois et Théophile Robin seront inscrits sur la liste électorale de la commune de Monts-sur-Guesnes ; autorisons le sieur Joseph Raud à administrer à notre audience du 10 courant, et à l'heure de midi, la preuve offerte par lui ; disons que l'inscription du sieur Frédéric Thémann sera maintenue sur ladite liste électorale ; disons enfin qu'il sera délibéré par nous sur le cas du sieur Désiré Savatier et que notre jugement définitif en ce qui le concerne sera prononcé à ladite audience. »

Puis, le 10 du même mois, les deux jugements suivants :

Premièrement sur le cas dudit Savatier :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré ; — Vu notre jugement sus-daté et les autres documents de la cause ; — Oui les parties en leurs explications et conclusions respectives ; — Attendu que les appelants soutiennent que le défendeur est indûment inscrit sur la liste électorale de la commune de Monts-sur-Guesnes, par le motif qu'il n'habite plus cette commune ; — Attendu que ce dernier soutient à son tour que le droit à cette inscription résulte de faits et circonstances multiples, à savoir : 1° qu'il habite, depuis le 24 juin 1887, avec les époux Pichot, fermiers à la Chambaudière, dite commune de Monts-sur-Guesnes, les ayant servis comme domestique jusqu'au premier novembre suivant et ensuite comme journalier habituel ; ne s'étant absenté que les nuits à partir du 31 janvier dernier, époque de son mariage, pour coucher dans la commune de Dercé ; 2° que dans le courant de son service, il a pris, à titre de bail à ferme, la propriété exploitée par ses maîtres audit lieu de la Chambaudière, pour les remplacer le 25 de ce mois, conformément à l'une des conditions du contrat, passé en forme authentique ; 3° que sa propre exploitation est déjà commencée par le double fait de plantations et labours ; 4° et enfin que ses instruments aratoires, quelques-uns de ses meubles et tous ses effets portatifs sont déposés à ladite ferme en attendant son installation définitive ; — Attendu que

tous ces faits et circonstances sont de notoriété publique et qu'ils sont d'ailleurs attestés par un certificat émanant du sieur Pichot, ancien maître dudit Savatier, en date du 2 courant et versé à la cause; — Attendu que si la continuité de résidence dans ladite commune de Monts-sur-Guesnes peut être contestée au défendeur, le fait par lui d'avoir fixé, pour une époque imminente, son principal établissement dans cette commune, alors qu'il y habitait réellement et qu'il y avait domicile aux termes de l'article 109 du Code civil, constitue pour lui le domicile légal défini dans l'article 102 du même Code; — Attendu que ce domicile est celui visé par l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, et qu'il confère, par cela seul qu'il est dûment constaté, le droit à l'électorat, indépendamment du fait de l'habitation; — Cass., chambre civile, 8 avril 1886; — Par ces motifs et par jugement en dernier ressort: — Disons que la demande en radiation formée par les sieurs Pichot et Boisgaultier, à l'égard du sieur Désiré Savatier, est mal fondée; la rejetons et ordonnons que le nom de ce dernier sera maintenu sur la liste électorale de ladite commune de Monts-sur-Guesnes. »

Deuxièmement, sur le cas du sieur Raud :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement sus-daté et les autres documents de la cause; — Oui les parties en leurs moyens et conclusions; — Attendu qu'il est établi par l'enquête qui précède, que vers les premiers jours du mois de novembre 1886, le sieur Raud est

venu habiter avec son fils à Monts-sur-Guesnes; qu'il s'en est absenté plusieurs fois pour retourner à Saint-Jean-d'Angely, où l'appelle de temps à autres la surveillance de modestes intérêts; et que la durée de ses absences, dans leur ensemble, n'a pas excédé le tiers du temps écoulé depuis cette époque; — Attendu que son séjour alternatif à Saint-Jean-d'Angely n'a pas empêché sa résidence à Monts-sur-Guesnes de conserver un caractère consécutif; — Que, par suite, ce séjour ne peut faire obstacle à l'exercice du droit électoral prétendu par ledit Raud; — Que, d'ailleurs et dans le cas même où ce dernier n'aurait pas une résidence mieux déterminée à Monts-sur-Guesnes qu'à Saint-Jean-d'Angely, il serait autorisé à faire une option; — (Bavellier, 2^e édit., p. 483); — Par ces motifs et par jugement en dernier ressort; — Disons que la demande en radiation formée par le sieur Pichot et Boisgaultier, à l'égard du sieur Joseph Raud, est mal fondée; la rejetons et ordonnons que le nom de ce dernier sera maintenu sur la liste électorale de Monts-sur-Guesnes. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à la jurisprudence de la Cour de cassation.

Justice de paix du canton d'Ervy
(Aube).

Président : M. CHOULLIER, juge de paix.

16 janvier 1892.

Action possessoire. — Vaine pâture. — Prairie. — Enclave. — Servitude de passage.

Si les servitudes discontinues, telle

qu'une servitude de passage, ne peuvent s'établir que par titre, il en est autrement au cas d'enclave où la servitude devient légale et prend sa source dans la nécessité. En conséquence, doit être maintenu en sa possession celui qui justifie de la possession annale d'une servitude de passage avec bétail, fondée en titre sur l'enclave.

Mais le possesseur de cette servitude n'a pas le droit de l'aggraver en usant du passage pour conduire ses bestiaux au pâturage sur un autre terrain non enclavé et auquel il peut accéder par la voie publique. Une telle aggravation constitue un trouble qui donne ouverture à la complainte.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX, statuant contradictoirement et en premier ressort : — Attendu que François, demandeur, fit citer Thiesson à comparaître à l'audience du 12 décembre dernier, pour voir dire que le demandeur sera maintenu dans la libre possession et jouissance d'un pré que, depuis plus d'an et jour, il possède au finage des Croûtes et appelé le pré des Communes; qu'il sera fait défense au défendeur de traverser à l'avenir la rivière d'Armanche, lieudit la Fosse-des-Moulins, et de passer ensuite sur ledit pré, tant pour déblayer ses récoltes de foins provenant de la prairie dite des Petits-Prés, que pour conduire ses bestiaux au pâturage dans cette prairie, et enfin, pour le préjudice causé, s'entendre, ledit défendeur, condamner en 25 fr. de dommages-intérêts; — Que, par de nouvelles conclusions écrites, modifiant celles de la citation et dont il a requis expressément l'insertion au jugement, le demandeur,

sans formuler aucune défense concernant la traversée de la rivière, ne conteste plus au défendeur que le droit de servitude d'un passage avec voitures ou bestiaux sur le pré dont s'agit; — Qu'il fonde notamment sa demande sur les motifs suivants : que le défendeur n'a pu exercer la possession annale que par tolérance et d'une façon précaire sur ledit pré; qu'il n'a pu acquérir la prescription trentenaire, les servitudes de passage étant de leur nature discontinues, apparentes ou non apparentes, et ne pouvant s'établir que par titres; qu'un passage sur ce pré a été par lui, demandeur, donné à location aux autres cultivateurs du hameau de Grandchamp, suivant bail du 1^{er} juillet dernier, enregistré, et que les locataires ont reconnu, dans cet acte, qu'il n'existait aucune servitude de passage sur le pré en question; que d'ailleurs le droit de vaine pâture est aboli; — Attendu que Thiesson, défendeur, articule et pose en fait que, par suite d'enclave, depuis nombre d'années, notamment depuis plus d'an et jour, il a toujours passé ou fait passer son bétail dans le gué de la Fosse-du-Moulin, qui borde son habitation, pour ensuite, en traversant le pré du demandeur, conduire ce bétail, non seulement sur ses propres propriétés enclavées dans la contrée des Petits-Prés-des-Croûtes, mais encore dans les autres parties de cette prairie, où il a également droit d'exercer la vaine pâture, laquelle contrée est sans issue sur la voie publique; que, prenant pour trouble à sa possession de passage l'action formée contre lui, il se porte reconventionnellement demandeur en maintenue de cette possession plus qu'annale qu'il offre

de prouver par témoins; — Attendu, en droit, que, si les servitudes discontinues, apparentes ou non apparentes, au nombre desquelles se trouvent les servitudes de passage, ne peuvent s'établir que par titres (art. 691 du Code civil), il en est autrement en cas d'enclave où, suivant l'article 682 du même Code, la servitude devient légale et prend sa source dans la nécessité; — Qu'une telle servitude, caractérisée à titre de propriétaire, est fondée sur l'existence présumée d'une convention primitivement faite, présomption *juris de jure*, équivalant à une représentation du titre même; — Qu'il suit de là que la jouissance d'un passage, pendant l'an et jour, pour l'exploitation d'un fonds enclavé, autorise, en cas de trouble, l'action en complainte possessoire, quand la possession réunit toutes les conditions exigées par les articles 23 du Code de procédure civile et 2229 du Code civil; que cette action peut être intentée, non seulement par le propriétaire, mais par toute personne qui exploite l'immeuble en vertu d'un droit réel, tel que l'usufruitier, l'usager et même l'emphytéote; — Attendu que la possession en cas d'enclave ne peut jamais être considérée comme précaire, et que le droit du propriétaire enclavé, de passer sur le fonds de ses voisins, dérive d'une servitude légale qui n'existe point par simple tolérance; — Attendu qu'il est également admis par la jurisprudence que le passage est dû à tous ceux qui ont quelque portion d'une prairie divisée entre un certain nombre de propriétaires et formant un amas unique; que ce droit existe sans qu'il soit besoin de titre, tant pour

l'enlèvement des foin que pour la conduite des bestiaux (Bourges, 8 juin 1831); — Attendu qu'à défaut d'arrêté municipal réglant l'exercice de la vaine pâture quant à la quantité proportionnelle de bétail que chacun pourra y envoyer, eu égard à la quantité des terres qu'il possède, chaque propriétaire ou fermier exploitant à le droit, qu'il soit ou non domicilié dans la commune, d'envoyer son troupeau sur les terres de cette commune; — Attendu, en fait, que la vaine pâture sur les prairies naturelles, abolie par la loi du 9 juillet 1889, a été rétablie sur le territoire des Croûtes, conformément à la loi du 22 juin 1890, suivant délibération du conseil municipal de cette commune, en date du 6 mars dernier, approuvée par le conseil général de l'Aube le 10 avril suivant; — Qu'aucun arrêté n'ayant jusqu'à présent réglementé l'exercice de la vaine pâture sur le finage des Croûtes, il s'ensuit que Thiesson, défendeur, qui y exploite, comme propriétaire, deux parcelles de pré, dans la contrée dite des Petits-Prés, ne fait qu'user d'un droit résultant pour lui des termes de la loi, en envoyant ses vaches dans cette prairie, bien qu'habitant Grandchamp, hameau de la commune voisine de Courtaout; — Attendu que de notre procès-verbal de visite de lieux, en date du 5 de ce mois, il résulte: — Que les deux pièces de pré du défendeur sont, comme celle du demandeur, enclavées dans la contrée des Petits-Prés, territoire des Croûtes, soumise à l'exercice de la vaine pâture, laquelle contrée, formée de l'agglomération d'un grand nombre de parcelles, se trouve elle-même dans son ensemble

à l'état d'enclave, étant limitée, au nord, par la rivière d'Armanche, qui borne le pré du demandeur à l'endroit du gué de la Fosse-du-Moulin; à l'ouest, par la rivière des Croûtes, qui la sépare à cet aspect de la contrée dite de la Noue-de-la-Pierre; au midi, par des terres labourables, et enfin à l'est, par la prairie de la commune de Chessy, lieudit les Prés-d'en-bas-de-Mézières; — Que le passage ouvert dans les bois, sur le territoire de Flogny (Yonne), indiqué par le demandeur comme pouvant servir de communication entre les Petits-Prés et la route de Saint-Florentin, aboutit directement à la contrée des Prés-d'en-bas, au finage de Chessy, qu'il faut traverser en partie pour arriver à ladite contrée des Petits-Prés, finage des Croûtes; — Que conséquemment cette contrée des Petits-Prés est entièrement enclavée et sans aucune issue sur la voie publique, puisqu'on ne peut y arriver sans passer sur le territoire de la commune voisine et sur le terrain d'autrui; — Attendu que de l'ensemble des dépositions des témoins de l'enquête et de la contre-enquête il ressort: — Que, depuis plus de cinquante ans, le père du défendeur et après lui ce dernier, pour la déblave de leurs prés et la conduite de leurs bestiaux au pâturage des Petits-Prés, ont, comme les autres habitants, traversé le gué de la Fosse, placé près de leur habitation, à environ 80 mètres au-dessous de l'ancien moulin de Grandchamp, et ayant son entrée sur le chemin vicinal; ensuite le pré du demandeur, aboutissant à ce gué; — Qu'en 1872, le défendeur a même contribué, avec les autres cultivateurs du hameau, à améliorer ce

passage, en enlevant des terres sur le pré du demandeur et en y déposant de la grève, pour en faciliter l'accès aux voitures et aux bestiaux entrant ou sortant dudit gué; — Que, dans l'intervalle des années 1862 à 1872, le défendeur a momentanément cessé de pratiquer ce passage de bestiaux, soit qu'il n'eût plus de bétail, soit qu'il ait réuni ses vaches au troupeau commun, qui alors n'était mené au pâturage que dans les contrées de la Noue-de-la-Pierre et des Grands-Prés, situées au delà de la rivière des Croûtes; — Que, depuis deux ou trois ans seulement, tout en continuant de faire passer ses bestiaux dans ledit gué et sur le pré du demandeur, le défendeur, pour la rentrée de ses foin provenant des Petits-Prés, a dû, de même que la plupart des autres cultivateurs du pays, passer, soit dans les terres labourables, soit dans les bois de Flogny, par le chemin aux Voleurs, c'est-à-dire par le village des Croûtes et la prairie de Chessy, le gué de la Fosse étant, depuis quelque temps, par suite du chômage du moulin de Grandchamp, devenu extrêmement dangereux pour le passage des voitures chargées de récoltes; — Qu'enfin depuis 1872 et sans interruption jusqu'à ce jour, le défendeur a conduit son bétail, soit isolément, soit avec le troupeau commun, à la pâture dans les Petits-Prés, en traversant toujours le gué de la Fosse et le pré contigu du demandeur; — Attendu qu'il résulte à la fois de la visite des lieux, de l'enquête et même de la déclaration du demandeur, que, ne pouvant traverser le gué de la Fosse à la suite de leurs bestiaux, les cultivateurs sont dans la néces-

sité de passer la rivière sur une passerelle placée près du moulin, afin de les rejoindre sur le pré en litige et les diriger dans la prairie; — Attendu qu'étant suffisamment établi qu'à la date du 9 décembre 1891, date de la citation, le défendeur avait la possession plus qu'annale d'une servitude pour le passage de ses bestiaux sur le pré du demandeur, il s'agit de rechercher s'il l'a exercée de manière à pouvoir invoquer et obtenir sa maintenue possessoire; — Attendu que, dans ses conclusions écrites, insérées au jugement préparatoire du 13 décembre dernier, le demandeur prétend que le passage ainsi exercé par le défendeur n'est que précaire et de pure tolérance; que ce n'est qu'à la faveur d'une promesse de location dudit passage, à lui faite, en 1890, par le témoin Vallet, au nom et comme mandataire verbal des autres habitants de Grandchamp, notamment de Thiesson, défendeur, que ce dernier aurait profité du passage qu'il accordait gratuitement à ses futurs locataires jusqu'à la réalisation du bail projeté; — Attendu que, suivant bail sous signatures privées, en date du 1^{er} juillet dernier, enregistré à Ervy, le 28 septembre suivant, le demandeur a loué, pour cinq années consécutives, à douze habitants de Longchamp, au nombre desquels le témoin Vallet, un passage sur le pré en litige, pour la conduite de leurs bestiaux sortant du gué de la Fosse-du-Moulin et se rendant au pâturage des Petits-Prés; — Attendu qu'il n'est pas établi que le demandeur ait jamais prévenu le défendeur de ses intentions à l'égard de cette location, ni qu'il lui ait même signifié aucune défense;

— Que, d'un autre côté, le témoin Vallet avoue lui-même ne pas se souvenir d'en avoir prévenu le défendeur; — Qu'il n'est pas établi davantage que Thiesson ait connu ce projet de location de passage avant le mois d'août dernier, époque à laquelle on lui a présenté le bail qu'il a refusé de signer; que ce fait est en quelque sorte appuyé par la déposition du témoin Victor Chailley, qui déclare également n'avoir eu connaissance de ce bail que quand ledit Vallet le lui a présenté en lui demandant sa signature, au mois d'octobre dernier; — Attendu que si, en 1889 et 1890, le témoin Vallet, locataire du pré dont s'agit, a, après la fauchaison, placé des perches au droit du gué, il explique, dans sa déposition, que ce n'était pas pour interdire l'entrée de ce pré, mais pour bien marquer la limite du passage des bestiaux sortant du gué, afin d'éviter au delà la détérioration des rives; — Que, l'année dernière au mois d'août, il n'a replacé ces perches, qui ont barré le gué jusqu'au mois de septembre suivant, que par représailles et pour empêcher seulement le sieur Adelin Guillot de conduire ses bestiaux dans les Petits-Prés, ce dernier ayant clos ses propriétés de manière à fermer complètement aux autres cultivateurs l'accès d'une partie de la prairie; qu'il ajoute qu'il n'a jamais eu l'intention d'interdire le passage dudit pré ni à Thiesson ni aux autres habitants du hameau, qui ont toujours pu y faire passer librement leurs bestiaux; — Attendu, en ce qui concerne le parcours que le demandeur voudrait imposer au défendeur, qu'il occasionnerait à ce dernier un détour considérable, une

perte de temps en dehors de toute proportion, puisque, étant, comme tous les habitants de Grandchamp, dans l'usage de conduire deux fois par jour, matin et soir, ses bestiaux dans la pâture des Petits-Prés, il serait ainsi obligé de faire quatre fois le trajet de son domicile à cette prairie, par le village des Croûtes, la route de Saint-Florentin, le chemin des bois de Flogny et les Prés-d'en-Bas, territoire de Chessy, c'est-à-dire en passant toujours sur le terrain d'autrui, de parcourir, aller et retour, 12 ou 15 kilomètres par jour, tandis que, jusqu'à présent, pour arriver à la même prairie, il n'a eu, en sortant de sa demeure, qu'à traverser le gué de la Fosse et immédiatement le pré du demandeur ; — Qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, de déterminer et régler l'assiette d'un passage indiqué par le demandeur, action réservée aux juges du pétitoire, mais seulement d'apprécier si, pour les besoins de sa culture, le défendeur a acquis un droit de passage depuis l'an et jour ; — Que d'ailleurs, jusqu'à présent, les autres cultivateurs n'ont, pas plus que le défendeur, effectué ce long trajet, tous ayant également, pour la conduite de leurs bestiaux dans les Petits-Prés, passé toujours directement dudit gué dans le pré du demandeur ; — Que l'assiette de ce passage, ainsi pratiqué, est bien fixée au point où le trajet est le plus court et, par suite, le moins dommageable ; — Attendu qu'on ne saurait voir, de la part du défendeur, une aggravation de servitude dans le fait de faire passer ses quatre ou cinq vaches, soit isolément, soit avec le troupeau commun, puisque, dans un cas comme dans l'autre,

c'est toujours le même nombre de bêtes qui traverse le pré du demandeur ; — Attendu que de tout ce qui précède on doit nécessairement conclure que le défendeur est en possession plus qu'annale, paisible, à titre non précaire, continue et non interrompue, d'une servitude de passage avec bétail, sur le pré du demandeur, et qu'il y a lieu de l'y maintenir ; — Mais attendu qu'il est aussi révélé par l'enquête qu'après la fauchaison dernière, le défendeur a profité dudit passage pour conduire ses bestiaux au pâturage dans une pièce de pré qu'il tenait d'un sieur Cassemiche, laquelle pièce, close, non livrée à la vaine pâture, a accès sur le chemin de Maisières à Courtaoult par une terre contiguë appartenant au même propriétaire ; — Que, n'ayant qu'un droit de passage à titre d'enclave, le défendeur ne pouvait, comme il l'a fait, user de ce passage pour le service d'un fonds accédant à la voie publique ; — Qu'en agissant ainsi, il a commis, selon l'article 702 du Code civil, une aggravation de servitude dont le demandeur est fondé à poursuivre la répression ; — Attendu que le pré, objet du litige, étant journellement fréquenté par la plus grande partie des bestiaux du hameau de Grandchamp, aucun dommage appréciable ne saurait être spécialement attribué au passage des bestiaux du défendeur lorsqu'ils se rendaient au pré dudit Cassemiche ; — Par ces motifs, — Tous droits réservés au pétitoire : — Maintenons et gardons le défendeur dans la possession de la servitude légale de passage dont il jouit, depuis plus d'an et jour, sur le pré du demandeur ; — Disons qu'il exercera

ce passage par l'endroit où il l'a toujours pratiqué, c'est-à-dire que les bestiaux du défendeur, sortant du gué de la Fosse, traverseront en ligne droite le pré du demandeur, pour se rendre au pâturage dans les Petits-Prés des Croûtes, le conducteur devant, suivant l'usage, les rejoindre à leur sortie du gué, en traversant la rivière d'Armanche sur la passerelle établie près de l'ancien moulin de Grandchamp ; — Disons que c'est à tort et sans droit, et par aggravation de servitude, que le défendeur a usé du même passage pour mener son bétail dans le pré du sieur Cassemiche, qui communique à la voie publique par une pièce de terre appartenant à ce dernier ; — En conséquence, lui faisons défense de réitérer dans ce but ledit passage ; — Renvoyons le demandeur du surplus de ses conclusions ; — Et statuant sur les dépens : — Attendu que les parties succombant respectivement sur divers chefs de contestation, c'est le cas de leur faire application des dispositions de l'article 131 du Code de procédure civile ; — Faisons masse des dépens, pour être supportés entre elles par moitié. »

Observations.—Les solutions de ce jugement sont exactes en droit comme en fait. Le possesseur d'une servitude de passage fondée en titre sur l'enclave ne peut en user que pour le service des fonds enclavés. S'il en use pour d'autres fonds ayant accès à la voie publique, il aggrave la servitude au détriment du propriétaire du fonds assujéti, et sa possession même annale est précaire, en tant qu'elle s'exerce au profit de terrains non enclavés.

Tribunal de simple police d'Hirson
(Aisne).

Président : M. FOURNET, juge de paix.

19 novembre 1891.

Diffamation verbale. — Partie civile. — Enquête. — Dommages-intérêts. — Père. — Responsabilité.

Le fait d'avoir dit d'une femme mariée qu'elle se dérange avec tel individu dénommé constitue une diffamation.

La diffamation verbale qui n'a reçu aucune publicité est assimilée à l'injure et doit être punie de la peine de l'article 471, n° 4, du Code pénal.

Le père du mineur est civilement responsable des condamnations prononcées contre ce dernier.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Vu les réquisitions du ministère public et statuant en premier ressort ; — Sur l'action publique ; — En ce qui concerne Charles Hennequin père : — Attendu que les propos qui lui sont reprochés sont par lui formellement déniés et qu'ils n'ont pas été établis par l'enquête ; qu'il y a donc lieu de le mettre hors de cause ; — En ce qui concerne Émile Hennequin fils ; — Attendu que ce dernier a avoué et qu'il est du reste établi par l'enquête, que le 29 septembre dernier, il a dit, dans la fonderie où il travaille, à Saint-Michel, que la femme Leroux se dérangeait avec Legros ; — Attendu que ces propos n'ont pas reçu la publicité énoncée dans la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, et qu'ils constituent seulement la diffamation verbale, dont il est parlé en l'article 5, § 5, de la loi du 25 mai 1838 ;

— Attendu que la jurisprudence continue d'assimiler à l'injure la diffamation verbale et de la réprimer par l'application de l'article 471, n° 11, du Code pénal; que la loi dudit jour 29 juillet n'a pas innové sur ce point; — Qu'il y a lieu de faire application, à Hennequin fils, dudit article 471, n° 11, du Code pénal ainsi conçu, etc.; — Et par suite, condamne ledit sieur Hennequin père hors de cause, sans amende ni dépens; — Sur l'action civile; — Attendu qu'Hennequin fils, en se rendant coupable envers les époux Leroux et Legros de diffamation verbale, a causé à ces derniers, un grave préjudice moral, dont réparation est due; que nous avons les éléments nécessaires pour apprécier ce préjudice; — Par ces motifs, le Tribunal condamne Hennequin fils à payer aux demandeurs une somme de 30 fr. à titre de dommages-intérêts, avec les intérêts de droit; — Condamnons la partie civile en tous les dépens, sauf son recours selon la loi; — Déclare Hennequin père civilement responsable des condamnations qui viennent d'être prononcées contre son fils mineur, tant sur l'action publique que sur l'action civile. »

Observations. — Le propos incriminé dans l'espèce constituait bien l'imputation d'un fait précis et par suite une diffamation. Voir en ce sens, notamment Limoges, 14 mars 1828. Dans le sens de la seconde solution, jugé que la diffamation ne constitue un délit

qu'autant que les propos diffamatoires ont été proférés dans des lieux ou réunions publics. Cass., 2 juillet 1872; ANNALES 1874, p. 403.

Justice de paix du XI^e arrondissement de Paris.

Président : M. CRANNEY juge de paix.

9 mars 1892.

*Responsabilité. — Location de cave.
Défaut d'éclairage. — Accident.*

Le locataire d'une cave qui a son entrée à fleur de terre sur une cour mal éclairée peut être déclaré responsable de la blessure causée à un tiers, lorsqu'il a commis personnellement une faute, en ce sens que, après avoir ouvert les ventaux en fer de la cave, il n'en a ni gardé ni éclairé l'entrée et a ainsi exposé les passants à y tomber ou à se heurter aux ventaux.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, sur la demande introduite devant nous par le sieur Vasseur contre le sieur Breton, à l'effet de s'entendre condamner à lui payer la somme de 129 fr. 50, pour réparation du préjudice qu'il prétend lui avoir été causé par la chute, par lui faite, dans la cave de ce dernier, par lui laissée ouverte, nous avons, par jugement contradictoirement rendu entre les parties, le 10 février 1892, autorisé le demandeur, à faire la preuve des faits par lui articulés à l'appui de sa demande; — Attendu qu'en exécution de ce jugement nous avons procédé à l'enquête ordonnée par l'audition des témoins produits par le deman-

deur dont procès-verbal a été dressé ; — Attendu qu'après l'audition desdits témoins, le défendeur nous ayant déclaré n'avoir fait citer aucun témoin et renoncer à son droit de contre-enquête, nous avons clôturé les enquête et contre-enquête et entendu à nouveau les parties en leurs explications et conclusions respectives ; — Attendu, en droit, qu'aux termes de l'article 1382 du Code civil, tout fait de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ; qu'enfin, aux termes de l'article 1383 du même Code, chacun est responsable non seulement du dommage qu'il a causé par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence ; — Attendu, en fait, que la cave se trouvant dans la cour de la maison, rue de Charonne, n° 104, dont est locataire le sieur Breton, a son entrée à fleur de terre sur la cour ; que sa fermeture consistant en deux vantaux en tôle et fer, réunis par une chaîne, était ouverte et n'était ni gardée ni éclairée lorsque le sieur Vasseur, sortant de l'atelier où il travaille, fin janvier dernier, vers sept heures du soir, s'est heurté à l'un des battants en fer et s'est blessé en voulant éviter une voiture se trouvant dans la cour et a été assez heureux pour se rattraper à la chaîne servant de fermeture ; — Attendu que plusieurs accidents s'étant déjà produits, le sieur Breton a à se reprocher soit sa négligence, soit son imprudence en n'éclairant pas l'entrée de sa cave lorsqu'il s'en sert le soir, le témoin Ray ayant déclaré que le bec de gaz se trouvant dans la cour l'éclairait d'une manière insuffi-

sante, ce qui est élémentaire, alors surtout que la cour est fréquentée par des ouvriers allant et venant pour leurs besoins ; — Attendu qu'il appert de ce qui précède qu'il y a lieu de faire droit à la demande ; — Attendu que, toutefois, ladite demande est exagérée et qu'en allouant au demandeur une somme de 100 francs seulement il aura été fait une juste et équitable appréciation des faits de la cause ; — Par ces motifs ; — Statuant contradictoirement et en premier ressort, vidant notre avant faire droit du 10 février dernier ; — Condamnons par toutes voies de droit le sieur Breton à payer au demandeur la somme de 100 francs, à laquelle nous réduisons la demande avec intérêts tels que de droit et dépens. »

Observations. — Les caves qui ont leur entrée à fleur de terre constituent un danger pour les voisins. Le locataire d'une cave ainsi établie, a donc le devoir de prendre toutes les précautions nécessaires pour en garder ou en éclairer l'entrée lorsqu'il ouvre les portes ou vantaux qui recouvrent l'escalier. S'il néglige de prendre ces précautions, il commet une imprudence et une faute qui engagent sa responsabilité en cas d'accident.

Tribunal de simple police de Limonest (Rhône).

Président : M. FÉNÉTRIER, juge de paix.

7 avril 1892.

Jet d'immondices par imprudence sur un passant. — Passage privé. — Contreven-tion.

Le fait de jeter, par imprudence, des

immondices sur un passant constitue la contravention prévue et punie par l'article 471, n° 12, du Code pénal.

Il en est ainsi alors même que le jet d'immondices aurait eu lieu dans un passage privé, mais non interdit au public.

Ainsi décidé en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'il est constant et reconnu du reste par la dame G... que, le 14 mars dernier, vers six heures et demie du matin, elle a jeté de sa fenêtre le contenu d'un vase de nuit et atteint le sieur B...; — Attendu qu'il n'est pas suffisamment établi par les débats que la dame G... ait voulu atteindre le sieur B...; — Que dès lors l'article 475, § 8, ne lui est pas applicable; — Attendu que la dame G... prétend qu'elle n'a pas contrevenu davantage à l'article 471, § 12, à raison de ce que la ruelle sur laquelle elle a versé son vase et atteint le sieur B... est un passage privé, fermé sur la voie publique par une barrière et lui appartenant exclusivement; — Attendu, en droit, qu'il n'est pas nécessaire, pour que la contravention existe, que le jet d'immondices ait eu lieu sur une personne se tenant sur la voie publique; — Que l'article 471, § 12, ne contient aucune restriction et que ses dispositions ont été prises en vue de garantir les personnes et non dans un intérêt général de liberté de la circulation; — Qu'il est de doctrine que la contravention existe en quelque lieu qu'une personne ait été atteinte, à la ville ou à la campagne, dans une rue ou dans un chemin, dans un endroit public ou non public; — Attendu au surplus qu'en fait, le passage dont s'agit est bien séparé du che-

min de grande communication 13 bis par une barrière, mais que cette barrière est constamment ouverte et que l'autre extrémité du passage s'ouvre actuellement sur un chemin en construction et n'est fermée d'aucune façon; — Que cette disposition des lieux commandait à la dame G... de ne pas jeter ses eaux à cet endroit ou du moins de prendre certaines précautions, alors surtout qu'à titre de tolérance elle permet à tout le monde d'user de son passage; — Par ces motifs, le Tribunal statuant contradictoirement et en dernier ressort; — Faisant application à la dame G... de l'article 471, § 12, du Code pénal, ainsi conçu... : — La condamne à 1 franc d'amende et aux dépens; — Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps. »

Observations. — C'est bien l'article 471, n° 12, qui était applicable en l'espèce, puisqu'il n'était pas établi que le jet d'immondices ait été opéré avec intention d'atteindre le passant. L'article 475, n° 8, ne doit être appliqué qu'autant que le jet d'immondices sur une personne a été volontaire. — Quant à la circonstance que le passage dans lequel ont été jetées les immondices était une propriété privée, elle n'était pas de nature à excuser la contravention. L'article 475, n° 12, ne fait pas de distinction. Il punit l'imprudence. Or, c'est certainement une imprudence que de verser des immondices dans une ruelle même privée, alors que l'usage n'en est pas absolument fermé au public. Voir notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Jet*.

Justice de paix de Beaufort-en-Vallée
(Maine-et-Loire).

Président : M. BOUTARD, juge de paix.

22 décembre 1891.

Société de secours mutuels. — Indemnité de secours. — Maladie. — Soins et médicaments. — Statuts. — Prescription. — Demande reconventionnelle.

La demande intentée contre une société de secours mutuels en paiement d'une indemnité pour cause de maladie et du prix de médicaments fournis au demandeur n'est prescriptible ni par six mois ni par trois ans, alors d'ailleurs, qu'il n'existe dans les statuts de la société de secours mutuels, défenderesse, aucune disposition déclarant les sociétaires déchus de leur droit à l'indemnité pour n'avoir pas formulé judiciairement leur réclamation dans un délai déterminé.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu les parties en leurs dires, développements et conclusions, vidant notre délibéré ; — Attendu qu'Ollivier Blaise, membre de la Société de secours mutuels de Beaufort, a formé contre Duliège, président de ladite société, une action tendant qu'il soit condamné, en sadite qualité, à lui payer la somme de 38 francs, ainsi composée : 1° celle de 30 francs pour indemnité de trente jours de maladie, qui ont commencé le 12 février 1883 ; 2° et celle de 8 francs pour prix de médicaments nécessités par cette maladie, qu'il a payés de ses deniers à son pharmacien ; — Attendu que Duliège, par ses conclusions primitives et subsidiaires, lues et déposées, déclare que, sans se préoccuper si l'indemnité de trente

jours de maladie et le remboursement des médicaments qu'Ollivier Blaise réclame sont dus ou non et si le tout a été payé ou non, sa demande étant tardivement formée est inadmissible, par ce fait qu'une société de secours mutuels, réglant ses comptes tous les trimestres, ne peut rester des années sous le coup d'une réclamation pouvant lui être faite par un de ses membres, qui attendrait le moment où la preuve des faits ayant fait rejeter sa demande d'indemnité ne pourrait plus être produite ; — Que, dans l'espèce, il y a lieu de réclamer, au nom de la société, le bénéfice de l'article 2271 du Code civil sur la prescription ; se portant, en outre, demandeur reconventionnellement de 150 francs de dommages-intérêts pour le préjudice qu'Ollivier Blaise cause à la société par ses agissements en formulant sa demande principale ; — Attendu, dans ces circonstances, qu'il est nécessaire de rechercher si la demande principale est fondée ; si la prescription invoquée est applicable en l'espèce, si la demande reconventionnelle est justifiée ; — Attendu qu'il résulte des débats et des documents fournis en la cause, qu'Ollivier Blaise fait partie de la société de secours mutuels de Beaufort, en qualité de membre participant ; qu'un accident lui est survenu le 12 février 1883 ; qu'il a bien réellement reçu une feuille de visite ; que si cette feuille n'a pas été signée tant par le docteur Geslin, son médecin, que par le visiteur Havard, ce qui l'a empêché de toucher, à cette époque, l'indemnité de secours qui lui était due pour sa maladie, c'est que la société, par une modification à ses

statuts, avait décidé, contrairement à l'article 33, qu'un seul médecin, le docteur Legrand, visiterait les malades, décision contre laquelle il a protesté et qui a motivé son éloignement volontaire de la société, ainsi que d'autres membres participants, pendant près de deux ans; — Attendu qu'Ollivier Blaise a déclaré que, s'il n'a pas formulé sa demande d'indemnité de secours immédiatement après sa maladie, c'est qu'il croyait, avec tous les membres de la société, que les modifications apportées à cet article avaient été approuvées; qu'ayant acquis, par suite de secours accordés dernièrement à un sociétaire, la certitude que ces modifications, contre lesquelles il n'a cessé de protester, n'avaient pas reçu l'approbation nécessaire pour leur validité, il demande que l'indemnité qui lui est due soit payée avec le remboursement des médicaments; — Attendu que Duliège, dans le développement de ses conclusions, a dit et soutenu qu'Ollivier Blaise n'a pas touché l'indemnité de secours, accordée par la société à ses membres et le remboursement des médicaments, c'est qu'il n'y avait aucun droit, prétendant que, lors de son accident, arrivé le 12 février 1885, il était en état d'ébriété, cas prévu par l'article 52 des statuts; que, mis en demeure d'établir cette prétention, il a déclaré ne pouvoir le faire; qu'il a également dit qu'il ne pensait pas que les modifications, dont parle Ollivier Blaise avaient été apportées aux statuts; que, du reste, sans se préoccuper de savoir s'il avait été indemnisé ou non, sa demande étant tardive, n'était pas admissible, prenant pour exemple

ce qui existe en matière de délits se prescrivant par trois ans, une société ne pouvant rester à la merci d'un de ses membres pour régler définitivement ses comptes; — Attendu que l'article 6 du décret organique des sociétés de secours mutuels, du 26 mars 1852, dans son paragraphe premier, dit : « Que les sociétés de secours mutuels auront pour but d'assurer des secours temporaires aux malades, blessés ou infirmes et de pourvoir à leurs frais funéraires; » que l'article 15 de ce décret « déclare nulles de plein droit les modifications apportées à ses statuts par une société, si elles n'ont pas été préalablement approuvées par le préfet; » que, de son côté, l'article 44 des statuts constitutifs de la société de Beaufort, approuvée le 12 octobre 1868, dit : « La société accordera aux malades les soins d'un médecin et les médicaments pendant tout le cours de la maladie. Elle accorde, en outre, une indemnité en argent fixée à 1 franc par jour pendant les deux premiers mois et 50 centimes pendant le troisième. Si la maladie se prolonge, le bureau décidera si le secours en argent sera continué, réduit ou supprimé; » que l'article 33 laisse le choix à chaque sociétaire pour son médecin et son pharmacien, la société n'en désignant aucun, pourvu que les médecins aient accepté les conditions faites par le conseil d'administration; — Attendu qu'un secours ou une indemnité de maladie n'a pas pour objet le payement de journées, fournitures, salaires d'ouvriers et gens de travail, se prescrivant par six mois, comme le prétend Duliège; mais bien celui

d'une indemnité de chômage pour cause de maladie, dont tous les membres de la société, de professions différentes, travaillant à la journée ou autrement, sont, sans distinction aucune, fondés à en bénéficier le cas échéant; — Attendu que si l'action civile naissant d'un délit correctionnel se prescrit, comme l'action publique, par trois ans, il n'en est ainsi qu'autant que cette action civile a pour base unique et exclusive un délit et ne puise pas son principe dans un contrat ou une disposition de droit civil (arrêts de la Cour de cassation des 5 mai 1863 et 27 août 1867); que la demande d'Ollivier Blaise n'étant fondée que sur l'article 44 des statuts de la société, il n'existe de ce fait aucun délit, cette demande étant toute civile, basée sur un droit qu'il a comme membre participant de cette société, laquelle est une société civile; que, dès lors, les prétentions de Duliège ne sont pas soutenables de ce chef et ne peuvent être admises; — Attendu que la Cour de cassation, par ses arrêts rendus en matière de prescription (*brevis temporis*), a toujours décidé qu'il fallait, pour qu'elle soit régulièrement invoquée et admise, qu'il y ait présomption de paiement; qu'un arrêt de la Cour supérieure de Bruxelles, du 22 octobre 1817, a décidé aussi que « la prescription « établie par l'article 2271 du Code « civil doit être fondée sur la pré- « somption du paiement et exige la « bonne foi dans la personne qui « veut s'en servir, en sorte que la « même prescription ne peut opérer « quand les circonstances de la « cause repoussent cette prescrip- « tion »; — Qu'également, la Cour

de Paris a décidé, par son arrêt du 14 novembre 1818, « qu'il faut que « la prescription annale repose sur « une présomption de paiement; « qu'elle ne peut être invoquée « lorsqu'il résulte de la défense « même de ceux qui en excipent, « que le paiement n'a pas eu lieu »; ce qui existe pour le cas actuel, Duliège n'ayant jamais affirmé ni allégué, dans le développement de ses conclusions, qu'un paiement quelconque avait été fait par la société à Ollivier Blaise, pour l'indemnité de secours et le remboursement des médicaments occasionnés par sa maladie du 12 février 1885; ce qui, du reste, lui eût été impossible, à cause de la régularité qui doit exister dans les comptes du trésorier, cette somme ne figurant pas sur le livret d'Ollivier Blaise, comptabilité particulière de chaque sociétaire, portant ses recettes et versements, qui doivent coïncider avec celle du trésorier; — Attendu, qu'en matière aussi rigoureuse que la prescription, quand il s'agit d'éteindre les droits d'un créancier, on ne peut, ainsi que le dit Marcadé, dans son tome XII, page 304, sur la prescription, décider par simple analogie, la prescription étant une peine qui ne peut être appliquée qu'en vertu d'une disposition édictée expressément; que si nulle prescription plus brève n'est indiquée, c'est à la prescription trentenaire qu'il faudrait remonter; que, dans les statuts de la Société de secours mutuels de Beaufort il n'existe aucune disposition déclarant les sociétaires déchus de leurs droits à l'indemnité de secours fixée par l'article 44, pour n'avoir pas formé judiciairement leurs réclamations

dans un délai déterminé; que l'article 2271 du Code civil, dans son paragraphe 5, ne parle que des ouvriers et gens de travail pour le paiement de leurs journées; que, dans le cas actuel, Ollivier Blaise n'a pas la qualité de journalier, mais bien celle de membre participant d'une société de secours mutuels; que ce n'est qu'à ce titre seulement qu'il réclame l'indemnité de secours fixée par ledit article 44; que, dans ces circonstances, l'article 2271 invoqué n'est pas applicable en l'espèce; — Attendu qu'Ollivier Blaise a soldé de ses deniers personnels le pharmacien pour les médicaments qu'il lui a fournis au cours de sa maladie du mois de février 1885; que, se trouvant, par ce fait, en son lieu et place, l'article 2271 n'est pas applicable de ce chef, la prescription n'étant pas de six mois, comme l'invoque Duliège, mais bien d'un an (art. 2272); qu'en conséquence, il est fondé à demander le remboursement des 8 francs qu'il a payés au pharmacien, le juge ne pouvant, en matière de prescription, suppléer d'office le moyen en résultant, article 2223 du même Code; — Attendu que Duliège n'apporte aucune preuve que la société dont il est le président a éprouvé un préjudice ou dommage quelconque par les agissements d'Ollivier Blaise, établissant le bien fondé de sa demande reconventionnelle; — Attendu que toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort; — Disons que l'article 2271 du Code civil, sur la prescription, n'est pas applicable en la cause; — Condamnons Duliège, en sa qualité de président de

la société de secours mutuels de Beaufort, à payer à Ollivier Blaise la somme de 38 francs pour trente jours d'indemnité de secours pour cause de sa maladie du mois de février 1885 et pour le remboursement des médicaments nécessités par cette maladie; — Déboutons Duliège, ès qualité, de sa demande reconventionnelle; le condamnons en tous les dépens. »

Observations. — Solution exacte et conforme à une jurisprudence aujourd'hui bien établie. Les prescriptions à court terme, outre qu'elles n'étaient pas applicables à l'espèce, ne l'étaient point par ce seul fait que la société défenderesse invoquait des motifs qui excluent la présomption de paiement.

Justice de paix du canton de Montredon
(Tarn).

Président : M. BALMELLE, juge de paix.

14 décembre 1891.

Action possessoire. — Chemin de desserte. — Destination du père de famille. — Enquête. — Possession précaire. — Rejet de l'action.

Le propriétaire d'un fonds non enclavé qui réclame sa maintenue en possession d'une servitude de passage ne peut être déclaré recevable et fondé en sa demande, qu'autant qu'il peut prouver que la prétendue servitude a été établie par destination du père de famille et qu'elle se manifeste par des signes apparents, continus et non équivoques; et en outre qu'aucune des clauses de l'acte qui a fait cesser l'indivision entre les héritiers au nombre desquels il se trouve, n'implique contradiction de la servitude de passage.

A défaut de cette double preuve, les

faits de possession qu'a pu exercer le demandeur doivent être considérés comme de pure tolérance et ne peuvent par suite donner ouverture à la plainte.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Par exploit de Combes, huissier, en date du 3 octobre dernier, enregistré, les sieurs Cazal et Reynal ont intenté une action possessoire contre les époux Séguier, pour le trouble que ces derniers ont causé aux demandeurs en faisant disparaître sur le numéro 117, en le labourant et en l'ensemencant, un chemin destiné à desservir les parcelles de terre qu'ils possèdent sur le même n° 117, section Y, de la commune de Montredon; ce chemin aboutissant, est-il dit dans l'exploit, à la route de Castres.

Les sieurs Cazal et Reynal invoquent, à l'appui de leur action, la destination de père de famille, en vertu de l'article 693 du Code civil, et demandent à être maintenus en possession dudit chemin, dont ils ont la possession plus qu'annale, et, à titre de dommages-intérêts, chacun la somme de 100 francs, plus le rétablissement des lieux dans leur état primitif.

Les époux Séguier concluent au rejet de la demande qui leur est faite, par le motif que les parcelles des réquerants sur le numéro 117 ne sont pas enclavées et se trouvent contiguës au chemin public dit *la Grave*; qu'en passant à travers les champs des époux Séguier, ils ont simplement, sans droit ni autorisation, exercé une servitude discontinue de passage qui ne peut colorer une possession annale, et, par conséquent, donner lieu à l'action possessoire, et demandent à chacun

d'eux, à titre de dommages-intérêts, la somme de 150 francs, pour avoir, tout récemment, traversé avec charrette un champ ensemencé de seigle sur une longueur d'environ 120 mètres. — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il ressort des débats que les champs ou parcelles de terre possédés actuellement par toutes parties sur le numéro 117 ont appartenu au sieur Cariven père; que ce n'est qu'après l'acte de partage des biens de ce dernier, passé devant M^e Farene, notaire à Montredon, le 25 mars 1890, que les sieurs Cazal et Reynal sont devenus propriétaires, sur le numéro 117, des diverses parcelles attribuées aux lots de Eulalie et Louise Cariven, par actes aux minutes du même notaire, en date du 2 avril 1890; que, par suite, l'action en plainte intentée par les demandeurs paraît recevable, bien qu'il s'agisse d'une servitude discontinue, à la condition par ces derniers de prouver : 1^o que c'est par l'auteur commun que ces choses ont été mises en l'état d'une servitude de passage; que cette servitude se manifeste par des signes apparents, continus et non équivoques; 2^o de justifier, par la production de l'acte qui a fait cesser l'indivision entre les héritiers Cariven, qu'aucune des clauses dudit acte n'implique contradiction de la servitude de passage;—Sur le premier point, attendu que la preuve de la destination de père de famille peut se faire par témoins ou par l'aveu de la partie, nous avons procédé, les 23 et 30 novembre dernier, à une enquête et contre-enquête, desquelles il résulte que, contraire—

ment aux dires des demandeurs, le chemin ou passage dont s'agit n'a jamais abouti à la route de Castres n° 15, témoins 1, 2, 4, 5, 7, 9, 10 de l'enquête et contre-enquête; que ce chemin n'a existé avec signes apparents que jusqu'au numéro 134, et, qu'à partir de ce point, il était très peu marqué, et que, même, le père Cariven, pour l'exploitation du numéro 117, dont la contenance est de 3^h,59^a,80, à raison des difficultés qu'offrait le terrain, a toujours suivi le chemin de la Souque, qui aboutit à la route départementale n° 15, et, de là, descendait dans le numéro 117, soit pour y porter du fumier avec charrettes attelées, soit pour l'enlèvement des récoltes, et qu'il opérât son retour à la Connarinié, où était son habitation, non par le chemin ou passage en discussion, mais bien par les numéros 131, 132 et 133, dits *la Pradaille*, témoins de l'enquête et contre-enquête, 1, 2, 4, 6, 7, 8. — Sur le deuxième point, attendu que l'acte de partage, du 25 mars 1890, qui nous a été présenté et que nous avons consulté et examiné dans le but unique de caractériser la possession des demandeurs, contient des indications contraires aux prétentions de ces derniers; que, dans cet acte, on a parfaitement désigné les chemins de service que les parties contractantes ont voulu conserver pour desservir leurs terres, tel que celui de Puech-Peyroux, qui traverse tous les lots des copartageants; qu'il n'est nullement question dans cet acte de celui réclamé par Cazal et Reynal, et dont ceux-ci demandent la maintenance possessoire à partir seulement du numéro 134; la partie entre ce

numéro et le numéro 121, qui se trouve bien marquée avec signes apparents par des haies vives de chaque côté, n'étant point contestée; — Attendu que ce chemin ou passage, à partir du numéro 134, aurait-il existé avant l'époque du partage des biens de Cariven père, l'intention des héritiers de l'abolir ne peut être mise en doute; — En effet, dans cet acte du 25 mars 1890, au lieu d'assigner à Mélanie Cariven, épouse Séguier, et à Justine, sa sœur, épouse Cabannes, pour le service de leurs parcelles de terre qui font partie des numéros 117 et 135, le chemin ou passage en question auquel touchent ces parcelles, on leur a accordé un droit de passage du côté opposé, nord-est, sur le haut de la parcelle du numéro 117, mise au lot de Louise, épouse Caninade, représentée dans l'espèce par Reynal, un des demandeurs, pour aboutir au chemin public dit *la Grave*. Or, ce droit de passage, ainsi stipulé en faveur de Mélanie et de Justine, serait devenu tout à fait inutile, au cas où le chemin ou passage en discussion aurait été consacré dans l'acte précité; — Attendu que, de tout ce qui précède, les éléments nécessaires pour établir une possession légale manquent dans la cause; que les faits de passage accomplis par Cazal et Reynal sur le numéro 117, à partir du numéro 134, et sur la propriété des époux Séguier dans les conditions qui viennent d'être établies, doivent être réputés actes de pure tolérance, ne pouvant, par suite de ce caractère, donner lieu à la plainte; — Que les champs de Cazal et de Reynal, qui font partie du numéro 117, touchent à la voie pu-

blique ou chemin de la Grave, par lequel ces derniers y ont accès; — Que dans ces diverses conditions, alors même qu'ils devraient être tenus pour constants, les faits de passage allégués par les demandeurs sont entachés du vice absolu de précarité; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et à charge d'appel, déclarons les requérants mal fondés dans leurs demandes, les en déboutons, sous réserve du pétitoire, et les condamnons aux frais et dépens, liquidés à....., etc.; — En ce qui concerne les dommages réclamés par les défendeurs, nous estimons que la condamnation des requérants aux frais ci-dessus nous paraît suffisante, attendu que les dommages, dont nous avons les éléments d'appréciation, sont minimes et inappréciables. »

Observations. — Solutions exactes. La destination du père de famille faisant défaut dans l'espèce, et l'acte même de partage ayant eu pour effet de supprimer le prétendu chemin de desserte, les demandeurs n'avaient pas la possession utile du passage, et, par suite, devaient être déboutés de leur demande.

Justice de paix de Montmorillon
(Vienne).

Président : M. FORTIN, juge de paix.

9 mars 1888.

Demande en paiement de salaires. — Domestique de ferme. — Colon. — Privilège. — Action contre le propriétaire.

Le domestique de ferme, au service d'un colon partiaire, est recevable et fondé à actionner en paiement des salaires à lui dus, non seulement le colon qui

l'avait engagé, mais même le propriétaire, alors que ce dernier, après expulsion du colon, s'est emparé des récoltes en terre et a repris le cheptel vif ou mort garnissant la ferme.

Ainsi décidé par jugement de M. le juge de paix de Montmorillon, dans les circonstances que voici :

Par citation de M^e Chaumont, huissier, à Montmorillon, en date du 20 février dernier, enregistrée, le sieur Dimier a fait appeler les sieurs Fillaud et B... devant le juge de paix de Montmorillon, pour s'entendre condamner solidairement à lui payer la somme de 140 francs, restée due de ses gages de domestique lorsqu'il travaillait en cette qualité dans la propriété du Poizat, commune de Pindrag, appartenant au sieur B...; lesdits gages courus du 24 juin dernier au 11 novembre aussi dernier, aux intérêts de droit, aux dépens, sous toutes réserves.

A cette audience, le sieur Fillaud a reconnu devoir la somme de 140 francs pour les gages domestiques du sieur Dimier; mais il a dit qu'il ne pouvait le payer, le sieur B..., son maître, s'était emparé, le 11 novembre dernier, des récoltes en terre, consistant en topinambours, qu'il estime, pour sa part, valoir de 130 à 140 francs, en betteraves, en pommes de terre, et s'étant mis également en possession des cheptels vif et mort, garnissant le domaine du Poizat, qu'il estime 4000 francs, et de tous les terrains ensemencés. — Après débat contradictoire, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement contradictoire et en

premier ressort; ouï les parties en leurs dires, moyens et conclusions; vu les articles 2101, 2102 et 520 du Code civil; — Attendu que le sieur Dimier a fait citer les sieurs Fillaud et B... pour notre audience du 24 février dernier, à l'effet de les faire condamner solidairement à lui payer la somme de 140 francs qui reste due sur ses gages pendant qu'il travaillait comme domestique dans la propriété de Poizat, appartenant au sieur B..., et ce avec intérêts et dépens; — Attendu qu'à cette audience le sieur Fillaud a reconnu devoir au sieur Dimier la somme de 140 francs qu'il lui réclame; mais a dit ne pouvoir la payer, le sieur B..., son maître, s'étant emparé des récoltes en terre, telles que topinambours, betteraves et pommes de terre, dont il estime sa part, pour les topinambours seuls, 130 à 140 francs; du cheptel vif et mort garnissant sa ferme, valant 4000 francs, et de tous les terrains ensemencés; — Attendu que le mandataire du sieur B... n'a point contesté les dires du sieur Fillaud; qu'il a conclu seulement à ce que le sieur Dimier soit déclaré non recevable, ou, en tout cas, mal fondé en son action, à ce qu'il en soit débouté et condamné aux dépens, et ce, par les motifs suivants : 1° que le sieur Fillaud a quitté le domaine du Poizat le 11 novembre dernier, après l'avoir ensemencé, devant à son maître plus de 1 200 francs; 2° que si, d'après les articles 2101 et 2102 du Code civil, le domestique a un privilège certain, primant celui du maître, il ne peut exercer ce privilège que sur des meubles et non sur les récoltes pendantes par racines, qui, aux

termes de l'article 520 du Code civil, sont immeubles par leur nature et ne peuvent devenir mobilières qu'au fur et à mesure qu'elles sont recueillies; 3° que le sieur Dimier ne peut exercer aucune action personnelle contre le sieur B..., celui-ci n'ayant pas pris l'engagement de le payer si son colon ne le payait pas; 4° que Dimier pouvait d'autant moins intenter son action contre le sieur B..., qu'il a, pour garantir sa créance, les récoltes pendantes par les racines, sur le prix desquelles il aura le droit de se faire payer à leur maturité; que le sieur B... n'a point fait de cession secrète avec son colon de manière à compromettre les intérêts du demandeur, n'ayant jamais cherché à lui faire croire que son colon était solvable; 5° et enfin, parce que le sieur B... ne peut être condamné à payer 140 francs à Dimier, qui peut, soit par une saisie, soit par toute autre voie, se faire payer de cette somme lorsque la récolte sera bonne à prendre, et ce, d'autant mieux, qu'elle peut être détruite par la grêle, l'incendie ou autres causes; — Attendu qu'il s'agit de savoir si les prétentions du sieur B... sont fondées; — Attendu tout d'abord que, dans ses conclusions, le sieur B... reconnaît que Dimier a un privilège certain, primant même celui du propriétaire dans le cas où il serait créancier, en vertu des articles 2101 et 2102 du Code civil; — Attendu que le sieur Dimier était domestique du sieur Fillaud, colon dans la propriété du Poirat, appartenant au sieur B...; qu'il ne cultivait pas seulement la terre, mais qu'il donnait encore des soins aux bestiaux composant le cheptel, et,

par ce fait, a aidé à en augmenter la valeur; qu'il a donc un privilège certain à exercer, non seulement sur les récoltes en terre, mais encore sur les cheptels, avant le propriétaire; — Attendu qu'il n'a point été contesté que les cheptels valaient 4 000 francs, et qu'il existait sur le domaine, au 11 novembre 1887, des topinambours, des betteraves et des pommes de terre, que le sieur B... a fait arracher ou laissé arracher tous les jours, sur lesquels le sieur Dimier aurait pu exercer son privilège et être payé, puisque les topinambours seuls valaient, pour la part du colon, de 130 à 140 francs; — Attendu que si le sieur B..., au lieu de s'emparer, le 11 novembre dernier, des cheptels et des récoltes bonnes à arracher, les avait fait saisir et vendre, il est évident que Dimier aurait lui-même pu pratiquer une saisie sur le prix de cette vente pour sauvegarder ses droits, que, tout au contraire, en s'emparant, sans caractère de publicité, des récoltes bonnes à prendre, des bestiaux et du matériel formant la généralité des meubles sur lesquels les domestiques ont un privilège, conformément au paragraphe 4 de l'article 2101 du Code civil, il a mis ce dernier dans l'impossibilité de faire aucun acte conservatoire; — Attendu que Dimier, ayant un privilège certain sur les cheptels garnissant le domaine du Poirat, sur les récoltes en terre, desquels le sieur B... s'est emparé et a fait sa chose, ce dernier est mal venu à prétendre que ledit sieur Dimier ne peut exercer son privilège que sur les récoltes ensemençées au fur et à mesure de leur maturité (art. 520 du Code civil); —

Que, si l'on acceptait ce principe, ce serait le cas de dire qu'il a été statué contre le droit et l'équité, car ce ne serait plus Dimier, mais bien le sieur B... qui aurait son privilège sur les meubles garnissant le domaine, soit sur les cheptels et les récoltes; — Attendu qu'en agissant comme il l'a fait, le sieur B... s'est mis dans le cas de payer personnellement ce qui est dû au sieur Dimier par son colon insolvable; que c'est donc à bon droit que ce dernier a intenté son action contre lui et son dit colon; que cette action est bien personnelle et qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions qu'il a prises en sa citation et dans celle de M^e Debègue et de les adjuger; — Attendu que, d'après l'article 130 du Code civil, les dépens sont à la charge de la partie qui succombe; — Attendu, toutefois, qu'il est juste de réserver au sieur B... tous ses droits et actions contre le sieur Fillaud; — Par ces motifs, condamnons solidairement les sieurs Fillaud et B... à payer au sieur Dimier la somme de 140 francs qu'ils lui doivent pour les causes sus-énoncées, les intérêts du jour de droit et les dépens liquidés à 11 fr. 05; en ce, non compris le coût, levée et mise à exécution du présent jugement, qui sont également mis à leur charge; réservons au sieur B... tous les droits et actions qu'il croira devoir exercer contre le sieur Fillaud, son colon, pour se faire rembourser de cette condamnation solidaire en capital et frais. »

Observations. — C'est une question très controversée que celle de savoir si le domestique de ferme, non payé de ses gages par le fermier

ou colon, peut, en vertu de son privilège, citer le propriétaire en paiement de ce qui lui est dû, à raison de ce que ce dernier se serait emparé des récoltes pendantes par racine et des bestiaux garnissant la ferme, ou s'il ne peut exercer ce privilège que sur le prix de ces mêmes récoltes saisies et vendues. Il semble cependant équitable de décider que le propriétaire ne peut, en s'abstenant de saisir et de vendre les récoltes, et en se les appropriant peu à peu, à mesure de leur maturité, rendre illusoire, en fait, le privilège de l'ouvrier de ferme, et le mettre dans l'impossibilité de l'exercer. En agissant ainsi, le propriétaire engage sa responsabilité, et, à ce titre, il peut être actionné directement en paiement des salaires dus au domestique qui a, par son travail, aidé à la production des récoltes.

**Justice de paix de Saint-Sulpice
(Haute-Vienne).**

Président : M. RABALLET, juge de paix.

23 février 1892.

Listes électorales. — Résidence. — Domicile réel. — Prescription. — Appel de la décision de la commission municipale.

Le citoyen qui n'a pas six mois de résidence dans une commune, mais qui, avant la formation de la liste électorale, avait établi son domicile réel dans cette commune, a droit d'y être inscrit sur la liste.

Il appartient au juge de paix, saisi d'un appel de la décision de la commission municipale, de décider souverainement, d'après les faits et circonstances de la cause, qu'un électeur a son domicile réel

dans la commune sur la liste électorale de laquelle il réclame son inscription.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

Sur l'avertissement à lui transmis le 16 courant pour comparaître à notre audience de ce jour, est comparu le sieur Camille Gabiat, avocat, demeurant à Saint-Sulpice-les-Feuilles, appelant d'une décision rendue le 7 février 1892 et à lui notifiée le lendemain, par la commission électorale municipale de la commune de Saint-Sulpice-les-Feuilles et développant les motifs de son appel, en date du 13 courant; il a soutenu que c'était à tort que ladite commission avait refusé d'inscrire les sieurs Beaune et Bouchard, maîtres domestiques, attachés au domaine du docteur Menut à Saint-Sulpice-les-Feuilles, par le motif que ces deux citoyens n'avaient pas six mois de résidence dans la commune.

En conséquence, il a conclu, ainsi que lesdits Beaune et Bouchard qui se sont aussi présentés à notre avertissement du même jour, à ce qu'il nous plût, faisant droit sur l'appel de la décision municipale sus-datée, infirmer ladite décision et ordonner l'inscription de leur nom sur la liste électorale de la commune de Saint-Sulpice-les-Feuilles, par le motif qu'ayant leur domicile réel dans ladite commune depuis le 11 novembre 1891 et en vertu de l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, ils doivent être inscrits sur ladite liste électorale sans condition de temps de résidence ou d'habitation, et qu'au surplus, ils ont fait opérer, le 15 novembre dernier, leur changement de résidence sur leur livret militaire et demandé

leur radiation des listes électorales des communes où ils habitaient précédemment. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'extrait notifié de ladite décision et l'acte d'appel sus-datés ; vu le décret organique du 2 février 1852, le décret réglementaire du même jour et la loi du 7 juillet 1874 ; vu aussi l'article 14, § 1^{er}, de la loi du 5 avril 1884 ainsi conçu : « La liste « électorale comprend tous les électeurs qui ont leur domicile réel « dans la commune ou y habitent « depuis six mois au moins ; » et après avoir entendu l'appelant et les sieurs Beaune et Bouchard en leurs conclusions ; — Attendu, d'une part, que ledit appel a été formé en temps utile ; — Attendu, d'autre part, que par sa décision en date du 7 février courant, la commission électorale municipale de la commune de Saint-Sulpice-les-Feuilles a refusé l'inscription des sieurs Beaune et Bouchard sur la liste électorale de cette commune par le motif unique qu'ils n'avaient pas six mois de résidence ; — Attendu qu'aux termes des articles 102, 103, 104, 105 et 109 du Code civil, le domicile de tout Français est au lieu où il a son principal établissement ; que ce domicile s'acquiert par l'habitation réelle dans un lieu, jointe à l'intention de fixer dans ce lieu son principal établissement et que la preuve de cette intention résulte d'une

double déclaration faite tant à la municipalité du lieu que l'on quitte qu'à la mairie du lieu où l'on entend s'établir ou, à défaut de déclaration expresse, la preuve de l'intention dépendra des circonstances ; — Attendu que, dans l'espèce, à défaut de cette double déclaration formelle, les sieurs Beaune et Bouchard, en venant s'installer le 11 novembre dernier comme maîtres domestiques dans les bâtiments du domaine du docteur Menut, pour exploiter ce domaine et en s'y faisant suivre de leur mobilier, outils aratoires et des membres de leur famille, ont manifesté suffisamment l'intention de fixer leur habitation dans cette commune, et attendu que, dans ces circonstances, le domicile réel de Beaune et Bouchard est bien dans la commune de Saint-Sulpice-les-Feuilles ; — Par ces motifs, jugeant en dernier ressort, infirmons la décision de la commission électorale municipale de Saint-Sulpice-les-Feuilles, dont est appelé et ordonnons, en conséquence, l'inscription sur la liste électorale de cette commune des sieurs Beaune et Bouchard. »

Observations. — Solutions exactes. Le pourvoi formé contre ce jugement a été rejeté par arrêt de la chambre civile de la Cour de cassation, en date du 21 mars 1892. Nous insérerons, en son temps, dans les ANNALES, l'arrêt de la Cour suprême.

Justice de paix du XI^e arrondissement de Paris.

Président : M. CRANNEY, juge de paix.

25 novembre 1891.

Responsabilité. — Accidents. — Voitures. — Contestations entre commerçants. — Incompétence du juge de paix. — Loueur. — Siège social.

La demande en indemnité pour dommage causé par un accident de voitures doit être portée devant le juge du lieu du siège social de la compagnie défenderesse.

La contestation qui s'élève entre deux commerçants au sujet d'un accident de cette nature n'est pas de la compétence du juge de paix. Elle doit être portée devant le Tribunal de commerce.

La dame Van Meenen, loueuse de voitures, réclame devant le juge de paix du onzième arrondissement de Paris, contre la Compagnie des Messageries, la somme de 200 francs pour réparation du dommage causé à l'une de ses voitures par une voiture des Messageries.

La Compagnie défenderesse a conclu à l'incompétence du Tribunal, par la raison que son siège social n'est pas établi dans le onzième arrondissement.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : Attendu que la dame Léonie Roynet, loueuse de voitures, épouse séparée de biens du sieur Van Meenen, duquel elle est assistée et autorisée, exposant : que le 23 août dernier, un accident a été causé à l'une de ses voitures, portant le numéro 8234, par une voiture des Messageries nationales ; que les frais de réparations nécessités par ledit accident s'élèvent à 125 francs, y compris le

AOÛT 1892.

charron et le chômage de la voiture ; qu'en outre le cheval attelé à ladite voiture a été blessé à la jambe droite de derrière ; que le préjudice souffert de ce chef est évalué par le vétérinaire à la somme de 75 francs, faits en raison desquels elle a fait citer devant nous la Compagnie des Messageries nationales à l'effet de s'entendre condamner à lui payer la somme de 200 francs pour réparation du préjudice à elle causé, requérant intérêts, dépens et exécution provisoire ; — Attendu qu'en réponse à ladite demande, il est conclu à notre incompétence, par la Compagnie défenderesse, qui se fonde sur ce que le siège social de la Compagnie des Messageries serait non dans le onzième arrondissement, mais bien rue Vignon, 1 ; — Attendu qu'il appert de ce qui précède qu'il y a lieu de faire droit au déclinatoire proposé, avec d'autant plus de raison que le litige existe entre deux commerçants, la demanderesse, loueuse de voitures, et la Compagnie des Messageries, toutes deux justiciables du Tribunal de commerce ; — Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort, disant droit sur le déclinatoire proposé, nous déclarons incompétent et renvoyons la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître ; — Laissons les dépens à la charge de la demanderesse. »

Observations. — La première solution n'est que l'application du principe en vertu duquel le défendeur doit être cité, en matière personnelle et mobilière, devant le juge du lieu de son domicile. Sur la seconde question, jurisprudence con-

stante. Voir en ce sens Cass., 11 juillet 1877; D., *P.*, 1878, I, 122; Paris, 13 mars et 29 mai 1888. Toutefois, nous pensons que l'incompétence du juge de paix en cette matière n'est pas absolue et qu'il pourrait statuer si les deux parties, bien que toutes deux commerçantes, acceptaient sa juridiction.

Justice de paix du canton nord d'Annecy
(Haute-Savoie).

Président : M. BERNARD, juge de paix.

10 octobre 1890.

Demande en paiement de fournitures. —

Billet souscrit. — Demande reconventionnelle. — Aveu indivisible. — Serment litis décisive.

Est indivisible l'avou du défendeur qui reconnaît avoir pris des consommations chez un restaurateur ou cafetier, mais affirme les avoir payées au jour le jour et ne rien devoir de ce chef.

Par suite et lorsque le demandeur n'apportant aucune preuve à l'appui de sa réclamation, se borne à déférer le serment *litis décisive* au demandeur, le juge saisi ne peut que donner acte au défendeur du serment par lui prêté qu'il ne doit rien, débouter en conséquence le demandeur des fins de sa demande et le condamner à payer au défendeur la somme reconventionnellement demandée par le défendeur pour travail fourni, alors que le demandeur reconnaît que ce travail a été réellement fait.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Suivant exploit de M^e Levet, huissier, du 17 septembre dernier, enregistré, le sieur Petit a fait citer le sieur Mugnier à comparaître devant M. le juge de paix du canton nord d'Annecy, aux fins de le faire

condamner à lui payer avec dépens et intérêts de droit : 1^o la somme de 75 francs qu'il a reconnu lui devoir pour pension, suivant billet sous seing privé, du 27 juin 1889, enregistré à Annecy le 17 septembre 1890, n^o 466; 2^o les intérêts de cette somme tels que de droit; 3^o celle de 54 fr. 55, montant des dépenses faites par le défendeur dès la date du susdit billet; 4^o les intérêts de cette somme tels que de droit; 5^o et les dépens de l'instance dans lesquels sera compris le coût de l'enregistrement dudit billet. Avis ayant été donné, le défendeur a fait défaut. Sous toutes dues réserves.

Les parties ont comparu. Le défendeur a d'abord déclaré ne rien devoir, expliquant indivisiblement que s'il avait pris des consommations chez le demandeur, il les avait payées; que quant au premier chef porté par le billet, il ne lui devait, au moment où il l'a signé, que 20 francs pour vingt jours de pension à 1 franc par jour, et il a dit interpellé le demandeur sur la véracité de son allégation.

Reconventionnellement, il a conclu au paiement de la somme de 39 francs pour divers travaux et réparations faits pour le compte du demandeur, de laquelle déduisant 20 francs pour pension, il restait créancier de 19 francs, pour laquelle somme il a requis condamnation contre Petit.

La cause renvoyée à l'audience de ce jour, pour le demandeur répondre au sujet du billet, ce dernier n'a produit aucun témoin et a reconnu qu'au moment de la signature du billet de 75 francs, Mugnier ne lui devait bien que 20 francs de

pension, que le surplus était le montant de consommations qu'il lui devait alors ; il a dit déférer à Mugnier le serment *litis* décisoire, soit sur sa demande reconventionnelle, soit sur le second chef de la demande, et aussi au sujet des 55 francs, partie du billet représentant le prix des consommations et qui auraient déjà été dues au moment de la souscription du billet.

Mugnier, présent à la barre, après lui avoir donné connaissance de la formule du serment à lui déféré, a dit être prêt à le prêter ; Petit, demandeur, a dit insister et s'en rapporter pour le tout au serment déféré. — La main droite levée, Mugnier a prêté le serment suivant : « Je, François Mugnier, dis et jure que toutes les consommations que j'ai prises chez le demandeur Petit, et arrivant, d'après lui, à 93 fr. 50, ainsi que les 55 francs représentant aussi des consommations que je lui devais au moment du règlement de la pension, ont été payés au jour le jour et que par conséquent je ne lui dois rien. Je jure, en outre, que les 39 francs que je lui réclame reconventionnellement n'ont pas été compensés par le prix de consommations et qu'ils me sont réellement dus. »

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que pour trancher le litige qui nous occupe, le demandeur Petit, ne pouvant faire la preuve de sa demande, a consenti à déférer à Mugnier le serment dont la formule précède ; que ce dernier l'a accepté et prêté à l'audience de ce jour ; qu'en l'état il n'échoit que d'en demander acte ; — En ce qui touche

la demande reconventionnelle de Munier : Attendu qu'au vu du serment prêté elle se trouve suffisamment justifiée, puisque le demandeur a reconnu devoir au défendeur les 39 francs qu'il réclame et qu'il n'a pu justifier de leur compensation en consommations : — Par ces motifs, en donnant acte du serment prêté à cette audience par Mugnier, déboutons Petit de sa demande ; — Et en ce qui concerne les conclusions reconventionnelles de Mugnier, les déclarons fondées ; en conséquence, condamnons Petit à payer à Mugnier, avec intérêts dès ce jour, la somme de 19 francs lui restant due pour les causes sus-énoncées, imputation faite des 20 francs pour pension sur les 39 francs de la demande reconventionnelle ; — Condamnons, en outre, Petit aux dépens de l'instance et aux coût et cours du présent jugement. »

Observations. — Le serment décisoire déféré par le demandeur, qui n'apporte aucune preuve à l'appui de sa demande, lorsqu'il a été prêté par le défendeur, sans réticence ni ambiguïté, forme preuve en faveur de ce dernier. Voir notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o *Serment*, n^o 96 et suiv.

Just. de paix du 2^e canton d'Angoulême
(Charente).

Prés. : M. LE LÉGARD, A. (.), juge de paix

6 février 1892.

Vente à crédit. — Fournitures de ménage achetées par la femme. — Condamnation du mari.

Le mari peut être actionné pour des

fournitures de ménage achetées à crédit par la femme, alors même que celle-ci a quitté le domicile conjugal, s'il n'est pas établi qu'elle a, volontairement et sans faute du mari, abandonné ledit domicile. Dans ces circonstances, le mari doit être condamné, sauf son recours, s'il y a lieu, sa femme ne résidant pas avec lui et demandant la séparation de corps.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré ; — Vu la citation introductive d'instance ; — Oui les parties en leurs explications et conclusions ; — Attendu que, suivant exploit de M^e Séjourné, huissier à Angoulême, en date du 21 janvier, présent mois, les sieurs Weill frères et C^e, négociants, ont cité devant le Tribunal de paix du deuxième canton d'Angoulême le sieur Rousse, propriétaire, demeurant commune de Saint-Yrieix, en paiement d'une somme de 111 fr. 75, pour vente et fournitures de marchandises, indiquées dans une facture, savoir : serviettes, couverture, châle, cretonne, coutil, cachemire ; — Attendu que Rousse, sans contester ni la réalité ni le prix des fournitures, refuse cependant de les payer ; qu'il prétend qu'il ne doit pas être condamné, lesdites fournitures ayant été faites à sa femme à la veille de sa comparution devant M. le Président du Tribunal à la suite d'une demande en séparation de corps que celle-ci lui a intentée, et alors que sa femme avait quitté le domicile conjugal ; — Attendu que la facture indique comme débiteur de ladite somme, à raison des fournitures dont il s'agit, le sieur Rousse, défendeur dans l'instance ; —

Attendu qu'aux termes de l'article 214 du Code civil, le mari est obligé de fournir à la femme tout ce qui lui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état ; — Attendu que la femme est présumée avoir mandat du mari, lorsqu'elle achète à crédit des fournitures nécessaires au ménage et sans disproportion avec la position et la fortune des époux ; que dans ces conditions, elle oblige son mandant sans s'obliger elle-même ; — Attendu, il est vrai, que le mari n'est tenu de fournir à la femme ce qui est nécessaire à la vie, selon ses facultés et son état, qu'à la condition que celle-ci accomplisse le devoir corrélatif d'habiter avec lui ; qu'en se tenant éloignée de son mari, elle l'exonère de l'obligation de subvenir à ses besoins et rend personnelles les dépenses qu'elle peut faire, et que ses fournisseurs, n'ayant procuré au mari aucun profit, n'ayant point fait pour lui ce qu'il était obligé de faire lui-même, ne peuvent exiger qu'il exécute une obligation qui n'est que la conséquence d'une obligation inexécutée par sa femme ; — Mais attendu qu'il n'est pas suffisamment justifié que la femme de Rousse ait volontairement, ou sans faute de ce dernier, abandonné le domicile conjugal ; que Rousse, dans l'espèce, alors même qu'il peut trouver pénible de payer cette dette, doit être condamné à acquitter le prix des fournitures dont il s'agit, sauf son recours, s'il y a lieu ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, condamnons Rousse à payer la somme réclamée par Weill et C^e, soit la somme de 111 fr. 75, lui réservant son recours

contre sa femme pour l'exercer, s'il y a lieu, quand le moment sera venu; le condamnons, en outre, aux intérêts de cette somme à compter du jour de la demande et aux dépens. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à une jurisprudence aujourd'hui bien établie.

Trib. de simple police de Castelsarrasin
(Tarn-et-Garonne).

Président : M. CARLES, juge de paix.

5 août 1891.

Établissement insalubre. — Procès-verbal. — Arrêté du maire. — Engrais. — Établissement non commercial. — Ancienneté. — Non rétroactivité du décret de 1810. — Question préjudicielle. — Incompétence du juge de paix.

Le Tribunal de simple police est incompétent pour apprécier si un établissement insalubre a une existence antérieure au décret de 1810.

Il est également incompétent pour décider si un établissement est susceptible d'être compris dans l'une des classes déterminées par le décret précité.

En conséquence, le juge de police saisi d'une poursuite contre le propriétaire d'un établissement prétendu insalubre, mais dont le caractère et l'ancienneté sont contestés, doit surseoir à statuer, jusqu'à ce que la question préjudicielle ait été examinée et résolue par l'autorité administrative.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le greffier a donné lecture d'un procès-verbal du commissaire de police de Castelsarrasin, du 9 juillet 1891, dressé contre Laffon, qui ne s'est pas conformé à l'arrêté de

police de M. le maire de Castelsarrasin, en date du 1^{er} mars 1891, lui ordonnant de combler sans retard ou de récurer de manière à y rendre impossible l'introduction des eaux et matières de l'aqueduc de la ville, le réservoir compris dans la parcelle cadastrale n° 520, etc., et ce dans le délai de quinze jours à partir de la notification dudit arrêté; ce dernier constituant un établissement insalubre de première classe.

Le prévenu Laffon, par l'organe de M^e Lafforgue, avocat, a soutenu que le prétendu établissement était l'accessoire de son exploitation agricole (engrais pour les vignes) et n'était pas un établissement insalubre; d'où suit que nous avons compétence pour le relaxer. Subsidairement conclut au renvoi devant l'autorité administrative comme question préjudicielle. Le ministre public a requis, à son tour, que vu l'exception préjudicielle soulevée par Laffon, il soit sursis à statuer jusqu'à ce que l'autorité administrative ait résolu cette question.

Et avant de terminer, le ministère public a reconnu ne pouvoir pas justifier que le prétendu établissement insalubre a été créé postérieurement au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815.

Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : Ouï M^e Lafforgue, avocat, pour le prévenu, ouï le ministère public; — Sur le premier moyen : — Attendu que le prévenu a conclu tout d'abord qu'il nous plaise déclarer la poursuite irrecevable, faute par le ministère public de justifier que le prétendu établissement insalubre a été créé

postérieurement au décret de 1810 et à l'ordonnance de 1815; qu'il n'a pas de rétroactivité; — Attendu que le Tribunal de police est incompétent pour apprécier si un établissement insalubre a une existence antérieure au décret de 1810 (15 octobre) et pour décider que, par application de l'article 41 de ce décret, l'exploitation peut avoir lieu sans autorisation, que c'est ainsi que l'ont décidé plusieurs Tribunaux de police : Merville, 14 juillet 1838, le Havre 14 septembre 1866, etc.; qu'il y a donc lieu de nous déclarer de ce chef incompétent, tout en donnant acte au ministère public, de ce qu'il reconnaît ne pouvoir pas justifier que le prétendu établissement de Laffon a été créé postérieurement au décret du 15 octobre 1810; — Sur les deuxième et troisième moyens et les conclusions du ministère public : — Attendu que la chambre criminelle de la Cour de cassation a décidé effectivement, le 30 avril 1885, que l'autorité judiciaire est compétente pour apprécier que le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance du 14 janvier 1815 ne sont applicables qu'aux établissements ayant un caractère commercial, si elle se fonde dans sa décision sur ce que le prétendu établissement n'est que l'accessoire de l'exploitation agricole du prévenu; — Mais attendu que la jurisprudence de la Cour de cassation sur la question de la compétence des Tribunaux judiciaires en matière de reconnaissance du caractère des établissements prétendus insalubres est loin d'être constante; qu'à côté de l'arrêt précité, d'autres arrêts et surtout de plus récents, décident,

au contraire, que c'est à l'autorité administrative qu'est confié le soin de décider si un établissement est ou non insalubre, s'il est ou non susceptible d'être compris dans l'une des classes déterminées par les décrets et ordonnance sur la matière. Que c'est ainsi que la Cour suprême l'a encore posé en principe le 19 juin 1890 (affaire Ferrari); que la jurisprudence paraît s'établir définitivement en ce sens; — Attendu qu'il y a lieu de nous conformer à ces principes rappelés ainsi récemment par la Cour de cassation, et de faire droit tant aux conclusions subsidiaires du prévenu qu'aux réquisitions du ministère public, en ce qu'elles tendent, les unes comme les autres, à ce qu'il soit sursis à statuer au jugement définitif, jusqu'à ce que le caractère du prétendu établissement de Laffon ait été qualifié par l'autorité administrative; — Par ces motifs, se dit incompétent pour apprécier si le prétendu établissement de Laffon a été créé postérieurement au décret du 15 octobre 1810 et à l'ordonnance du 14 janvier 1815 et dire qu'il n'y a pas de rétroactivité. Donne acte au ministère public de ce qu'il reconnaît ne pouvoir pas justifier que ledit établissement a été créé postérieurement audit décret du 15 octobre 1810; — Se dit aussi incompétent pour statuer sur le caractère du prétendu établissement de Laffon et reconnaître qu'il n'est pas susceptible d'être compris dans l'une des classes déterminées par le décret et l'ordonnance précités de 1810 et de 1815. Dit que c'est à l'autorité administrative qu'il appartient de décider sur cette ques-

tion préjudicielle; — Que le Tribunal doit surseoir à statuer sur la contravention relevée contre Laffon en attendant la solution de la question préjudicielle par l'autorité administrative, ainsi que l'a conclu, au reste, formellement, le ministère public. Donne au ministère public, pour faire apprécier par la juridiction administrative le caractère légal de l'établissement de Laffon, un délai de deux mois, pendant lequel il sera par nous sursis au jugement de l'affaire, laquelle sera appelée à nouveau et continuée à l'audience de police du mois de décembre prochain. »

Observations. — Voir dans le même sens sur les deux questions notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Établissements insalubres* n° 14 et 16 et les arrêts cités, notamment Cass., 20 novembre 1880, ANNALES 1881, p. 268; 25 novembre 1881, ANNALES 1881, p. 280.

Tribunal de simple police de Ganges
(Hérault).

Président : M. MARTIN, juge de paix.

20 novembre 1891.

*Police du roulage. — Attelage de bœufs.
— Conduite. — Procès-verbal. — Preuve contraire. — Relaxe.*

Doit être relaxé le charretier ou voiturier qui, à l'encontre d'un procès-verbal dressé contre lui, prouve qu'au moment où ce procès-verbal a été dressé, la position qu'il occupait sur la voiture lui permettait de conduire et de diriger ses bœufs.

Lorsque les énonciations du procès-verbal constituent non une simple contravention de fait, mais une sorte d'ex-

périence ou d'expertise faite par les agents verbalisateurs, il appartient au juge de police de contrôler l'épreuve faite par ces agents et de la faire recommencer sous ses yeux, alors que le prévenu conteste absolument l'exactitude de l'avis émis par les agents.

Ainsi décidé par les deux jugements qui suivent :

Premier jugement du 20 novembre 1891 :

« LE TRIBUNAL : — Parties ouïes ainsi que les agents verbalisateurs cités, qui ont déclaré être prêts à assister à toute expérience qu'il croirait devoir ordonner; — Vu : 1° le procès-verbal dont lecture a été donnée par le greffier; — 2° L'article 14 du décret du 10 août 1832, § 1, qui a été visé par ledit procès-verbal; — 3° L'arrêt de la Cour de cassation du 17 novembre 1881, aussi visé dans ledit procès-verbal; — Et 4° l'article 154 du Code d'instruction criminelle; — Attendu que si l'article 14 du décret du 10 août précité exige expressément que tout voiturier ou conducteur se tienne constamment à portée de ses chevaux ou bêtes de trait et en position de les guider, il ne prescrit aucun mode spécial pour la conduite de ces animaux; qu'il semble dès lors s'en rapporter pour cela à la pratique, suivant la nature des différentes bêtes de trait, et aussi à l'appréciation des juges, ne pouvant être admis que cela soit laissé à celle des agents verbalisateurs; — Attendu que, quoique les bœufs ne soient pas particulièrement désignés dans l'article 14 susrappelé, il y a lieu cependant de les ranger dans la catégorie des animaux qu'il vise, les mots *voiturier ou conducteur* devant s'en-

tendre de tout individu qui conduit une voiture ou un véhicule quelconque ne servant pas au transport des personnes, quel que soit le genre d'animal qui y soit attelé, et les termes génériques de *bêtes de trait* devant s'appliquer à tout animal qui s'attelle avec ou sans trait, et quel que soit d'ailleurs son mode d'attelage; — Attendu que l'arrêt de la Cour de cassation invoqué par les gendarmes dans leur procès-verbal ne peut avoir ici son application, l'espèce dans laquelle il a été rendu n'étant pas absolument la même que celle qui occupe actuellement ce Tribunal, et de plus une des principales causes d'infirmité relevées par la Cour suprême contre le jugement de police qui lui était soumis étant que le procès-verbal dressé par les gendarmes, faisant foi jusqu'à preuve contraire, n'avait pas été débattu à l'audience, en présence de ceux qui l'avaient rédigé; — Attendu enfin que du procès-verbal produit il résulte qu'au moment de constater la contravention, les gendarmes eux-mêmes ont hésité, ne paraissant pas bien convaincus qu'elle existât; qu'ils ont cru alors pouvoir se substituer au Tribunal de police et faire ce qui appartenait à lui seul; qu'ils ont en effet intimé l'ordre au contrevenant de leur prouver que, de l'endroit où il était et dans la position qu'il occupait, avec ses guides à la main, il pouvait diriger son attelage; qu'il est certain qu'en agissant ainsi ils se sont en quelque sorte établis juges d'une question reconnue par eux controvertible, ce qui sortait sans contre-dit de leurs pouvoirs, de sorte que le résultat de l'expérience faite par eux seuls ne peut pas faire foi, et

doit laisser le Tribunal absolument maître de les contrôler; que, dès lors, sans méconnaître la foi due aux procès-verbaux des gendarmes, consacrée par l'arrêt de la Cour de cassation précité et résultant, soit de l'article 154 du Code d'instruction criminelle aussi précité, soit de l'article 498 du décret du 1^{er} mars 1854 portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie, le Tribunal de simple police peut et doit considérer que l'épreuve faite par les gendarmes seuls est sans valeur, et doit ordonner qu'elle sera faite devant lui, en présence bien entendu de ceux-ci, mais lui seul ayant qualité pour apprécier le résultat; — Avant faire droit et sous la réserve au profit du ministère public de présenter toutes observations et de poser toutes nouvelles conclusions: — Ordonne qu'incontinent et en présence des sieurs Poggy (Charles-Pierre), brigadier, et Constant (Albain), gendarme à pied de la brigade de Sumène (Gard), agent verbalisateurs, dans le procès-verbal précité, il va se transporter sur la voie publique, devant l'hôtel de la mairie (dans une des salles duquel se trouve son prétoire), où il somme Pastre de se trouver avec son char et ses bœufs attelés et arrangés comme ils étaient le jour où le procès-verbal lui a été dressé, l'admettant à faire la preuve, comme il l'a demandé dans ses conclusions, que, dans la position où il était quand les gendarmes l'ont rencontré, il était en position de pouvoir guider son attelage.»

Et ledit jour 20 novembre 1891, à dix heures et demie du matin, en exécution de son jugement interlocutoire qui précède, le Tribunal de

simple police de Ganges s'est transporté sur la route nationale n° 99 d'Aix à Montauban, en face de l'hôtel de la mairie de Ganges, accompagné des gendarmes verbalisateurs.

Où étant, le sieur Pastre s'est présenté devant lui, monté sur son char, attelé de deux bœufs, avec des guides en corde d'une main, et tenant de l'autre son aiguillon, les guides étant passées par chaque extrémité au museau de chacun des animaux et reposant sur leur corne extérieure.

Il a été alors demandé aux gendarmes si l'agencement était le même que celui constaté sur leur procès-verbal, et si Pastre occupait la même position qu'il avait quand ils l'ont rencontré. Sur leur réponse affirmative, le Tribunal a commandé à Pastre diverses évolutions qu'il a fait aussitôt exécuter à ses bœufs, les faisant aller à droite ou à gauche, éviter d'autres charrettes se trouvant sur la voie, ou s'arrêter sur un ordre donné, le tout avec régularité et rapidité, bien que les bœufs fussent fatigués et que le char fût chargé d'un poids considérable, se servant, pour se faire obéir, des guides, de la voix et de l'aiguillon, le Tribunal l'ayant autorisé à se servir de tous les moyens qu'il pouvait avoir en son pouvoir, la loi, comme cela a été expliqué dans le jugement interlocutoire qui précède, n'imposant aux voituriers ou conducteurs aucun mode particulier pour guider et diriger leur attelage, ne leur demandant qu'une chose, d'être constamment à portée de faire aller leurs animaux où ils veulent.

Le ministère public, invité à présenter ses observations, a dit n'en avoir à faire aucune en ce moment.

Pareille invitation ayant été faite aux gendarmes, le brigadier Pogy a dit alors qu'il ne niait pas qu'on pût conduire et guider des bœufs attelés dans la position où ils ont trouvé Pastre, mais qu'on ne pouvait arriver à ce résultat que grâce à l'aiguillon, les guides ne servant absolument à rien.

Après quoi l'expérience a été déclarée close. — Deuxième jugement :

« LE TRIBUNAL : — Étant immédiatement rentré en séance dans ce prétoire ; — Toujours en présence des gendarmes cités ; — Et après avoir entendu les nouvelles conclusions du ministère public, qui a déclaré que l'expérience était concluante, et a demandé la relaxe pure et simple du prévenu, et celles de celui-ci, qui a dit s'en rapporter à justice ; — Attendu que, par l'expérience qui vient d'être faite en la présence continuelle des gendarmes verbalisateurs et contradictoirement avec eux, le prévenu Pastre a prouvé d'une manière indéniable que, de l'endroit où il était lorsque lesdits gendarmes l'ont rencontré et lui ont dressé procès-verbal, il était à portée de ses bœufs et en position de les guider ; d'où il résulte qu'il n'a pu commettre la contravention prévue par l'article 14 du décret du 10 août 1852, visé par le susdit procès-verbal, cet article, bien que les termes en soient très vagues, ne demandant qu'une chose essentielle, à savoir que celui qui conduit une voiture quelconque, ne servant pas au transport des personnes et circulant sur les routes nationales, départementales, ou chemins vicinaux de grande communication,

se trouve constamment à portée des animaux qui y sont attelés, quels qu'ils soient, et en position de les guider, le Tribunal répressif ne pouvant être appelé à constater autre chose et n'ayant pas à se préoccuper des moyens employés ou des habitudes du pays; — Par ces motifs et tous ceux déduits dans le jugement interlocutoire qui précède, et par jugement en dernier ressort; — Statuant en outre en conformité de l'article 159 du Code d'instruction criminelle, dont lecture a été faite; — Annule le procès-verbal de gendarmerie précité, ainsi que la poursuite et tout ce qui a suivi, et renvoie le sieur Pastre de la demande formée contre lui, sans dépens. »

Observations. — Les procès-verbaux des agents ne font preuve que des faits qu'ils constatent *de visu* ou *de auditu*, mais non pas des opinions qu'ils expriment ou du résultat des expériences qu'ils ont pu faire pour reconnaître l'existence de la contravention. Le juge n'est donc pas lié par l'expérience faite, parce que lui seul a pouvoir d'apprécier. — Sur la question du fond, il a été jugé que peu importait que l'attelage fût composé de bœufs accouplés, si le conducteur, monté dans sa voiture, n'avait point de guides pour les diriger. Le juge de police, en pareille circonstance, ne pourrait décider que le conducteur pouvait ainsi guider les animaux confiés à sa direction. Cass., 30 juin 1876, *ANNALES* 1877, p. 32; 17 novembre 1881, *ANNALES* 1883, p. 47. Dans l'espèce actuelle, le conducteur était bien monté dans sa voiture, mais il avait des guides et un ai-

guillon, et il a démontré qu'en fait il dirigeait parfaitement son attelage. Le juge saisi, appréciateur du fait, a donc pu très juridiquement décider que, dans ces circonstances, le prévenu était en position de guider ses animaux, et que par suite il n'avait pas contrevenu à l'article 14 du décret du 10 août 1852, et ce contrairement aux énonciations du procès-verbal. Voir, sur ces questions, notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 4^e édit., v^o *Police du roulage*, n^{os} 4 et suiv.

Justice de paix du canton de Pontoise
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPH. BOULÉ, juge de paix.

22 janvier 1892.

I. Propriétaire. — *Fourniture de bois de charpente. — Traités non acceptés. — Frais de protêts. — Acte non commercial.*

II. Exception d'incompétence émanant du demandeur. — Désistement.

Les frais de protêts de traites, faites sur un non-commerçant, qui ne les a pas acceptées, doivent rester à la charge du tireur.

L'exception d'incompétence soulevée incidemment par le demandeur lui-même ne peut équivaloir qu'à un désistement dont l'effet est subordonné à l'acceptation du défendeur.

Ainsi jugé dans les termes suivants par M. le juge de paix de Pontoise.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant le délibéré ordonné, après avoir entendu les parties en leurs dires et conclusions respectifs; — Attendu que les consorts Porreaux concluent contre Dusseaux au paiement de

36 fr. 55 pour un prétendu solde de prix de ventes de bois, avec intérêts et dépens; — Attendu que Dusseaux déclare que le bois dont s'agit lui a été vendu pour servir à la construction de sa maison; mais qu'il s'est acquitté du prix par voie d'acomptes et qu'il ne doit plus rien; — Attendu qu'il s'est porté, en outre, reconventionnellement demandeur : 1° en paiement de la somme de huit francs, qu'il dit avoir payée en trop; 2° et en paiement d'une indemnité de 18 francs, à raison de 3 francs par chacune des six journées qu'il a dû employer à se présenter à l'audience par suite des demandes par lui qualifiées injustes et formulées par les héritiers du sieur Porreaux; — Attendu que des explications fournies et des débats échangés, il résulte, en définitive, que le montant de la demande principale correspond aux frais de trois traites tirées sur le défendeur et des trois protêts qui en ont été la suite; — Attendu que Dusseaux nie avoir autorisé le défunt sieur Porreaux à faire traite sur lui; — Attendu que les demandeurs, à défaut d'acceptation expresse de la part de Dusseaux, prétendent que ce dernier avait tacitement adhéré à ce mode de procéder en vue du paiement; — Attendu que cette allégation ne s'appuie que sur cette circonstance, qu'une traite tirée sur Dusseaux, non acceptée, aurait été cependant par lui acquittée; — Attendu que ce fait unique ne saurait justifier le système des demandeurs; — Qu'en effet, cette traite ayant été payée lors de sa présentation, c'est-à-dire n'ayant pas fait l'objet d'un protêt, n'a pas soulevé la question de sa-

voir si un civil peut être passible des frais de protêt d'une traite qu'il n'a ni autorisée ni acceptée expressément; — Que Dusseaux n'avait pas, d'après sa déclaration, fait un acte de commerce et que nul n'est censé renoncer à son droit; — Que, de plus, les protêts dressés à la suite de la présentation de chacune des trois traites dont s'agit n'ont été portés à la connaissance de Dusseaux qu'en fin de compte et après le décès du sieur Porreaux; — Qu'en effet, à l'époque à laquelle ils ont été dressés, l'officier ministériel qui les a signés était admis par tolérance à ne pas laisser au tiré ou prétendu tel copie de son exploit; — Attendu qu'en cet état de choses, les demandeurs concluent à ce que nous nous déclarions incompétent, par le motif que les fournitures de bois faites à Dusseaux, marchand tonnelier, auraient servi aux besoins de son commerce (Code de commerce, art. 632, § 1); — Attendu que le déclinatoire n'est qu'une exception, c'est-à-dire un moyen qui, dans la pratique, n'est invoqué ou ne semble pouvoir être invoqué que par le défendeur; — Que le mode insolite de conclure incidemment des demandeurs, lesquels, s'ils considèrent qu'ils ont saisi à tort la juridiction civile, n'auraient, s'il n'avait pas été formé de demande reconventionnelle, qu'à retirer purement et simplement leur demande, en réservant leurs droits devant la juridiction qu'ils estiment aujourd'hui comme la seule compétente; attendu (disons-nous) que ce mode insolite de conclure ne peut être par nous considéré que comme un désistement; — Attendu qu'il n'y a pas lieu, en

conséquence, pour nous, de statuer comme s'il s'agissait d'un déclinaire proprement dit; — Attendu que ce désistement tacite n'est pas accepté par Dusseaux, qui persiste dans sa demande reconventionnelle; — Attendu que nous n'avons pas à nous déclarer incompétent d'office; les consorts Porreaux alléguant, sans le justifier, que les bois vendus ont été employés par Dusseaux aux besoins de son prétendu négoce, contrairement à sa déclaration personnelle; — Attendu que la demande reconventionnelle est justifiée quant à la restitution réclamée des 8 francs, qui se trouvent avoir été payés en trop; — qu'en outre, et pour l'indemnité de déplacements, elle doit être accueillie en principe, les demandeurs ayant eu le tort de dénaturer l'objet de l'instance, en concluant au paiement de fournitures, alors qu'il ne s'agit que de remboursement de frais, qui, en définitive, n'avaient pas légalement leur raison d'être; — Attendu qu'il convient de réduire à 10 francs l'indemnité à allouer de ce chef, pour dommages-intérêts fondés sur la demande principale elle-même, en tant que vexatoirement formée; — Par tous ces motifs, déclarons les consorts Porreaux non recevables, en tout cas mal fondés dans leur demande, les en déboutons; — Et, statuant sur la demande reconventionnelle, les condamnons conjointement entre eux à payer à Dusseaux : 1° la somme de 8 francs pour autant payé en trop; 2° et celle de 10 francs à titre de dommages-intérêts; le tout avec intérêts tels que de droit, et les condamnons, en outre, en tous les dépens. »

Observations. — Bien jugé sur tous les points.

Just. de paix du 2^e canton de Montpellier
(Hérault).

Président : M. MAURIN, juge de paix.

4 mars 1892.

Responsabilité. — **Hôtelier.** — **Vêtement.**
Substitution. — **Vol.**

Le mot *vol*, de l'article 1953 du Code civil qui déclare les aubergistes ou hôteliers responsables comme dépositaires, est une expression générique qui doit s'entendre de toute soustraction, disparition ou substitution d'effets.

En conséquence, l'hôtelier ne peut être exonéré de cette responsabilité de droit, sous prétexte que, dans le fait de la substitution d'un vêtement (dans l'espèce, un pardessus), il n'y a pas vol. La substitution, même involontaire, n'en constitue pas moins, à l'égard du voyageur dont la chose a disparu, une soustraction qui entraîne la responsabilité de l'hôtelier conformément aux dispositions de l'article précité.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Miquel Bernard réclame au sieur Andrieux, chez qui il a logé les 28 et 29 décembre dernier : 1° la somme de 115 francs, valeur d'un pardessus qu'il avait en sa possession et qui n'a pu lui être restitué lorsqu'il a quitté l'hôtel; 2° la somme de 100 francs à titre de dommages; — Attendu, en droit, qu'aux termes des articles 1952 et 1953 du Code civil, les hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par les voyageurs qui logent chez eux; qu'ils répondent du vol de ces

effets, soit qu'il ait été fait par les domestiques ou préposés de l'hôtel, soit qu'il ait eu pour auteurs des étrangers allant et venant dans la maison ; — Attendu que le sieur Andrieux prétend vainement que, ne s'agissant pas d'un vol, mais d'une simple substitution, les articles précités ne sont point applicables ; — Attendu tout d'abord qu'il n'est nullement démontré que c'est par suite d'une substitution que le pardessus de Miquel Bernard a disparu ; — Attendu que l'offre par l'hôtelier à Miquel Bernard d'un pardessus en remplacement de celui dont il a été privé ne démontre nullement la substitution ; — Attendu au surplus que la substitution même involontaire n'en constitue pas moins une soustraction à l'égard du voyageur qui ne retrouve pas sa chose et qui n'est pas obligé d'en accepter une autre en remplacement ; — Que le mot *vol* de l'article 1953 est une expression générique, qui doit s'entendre de toute soustraction, disparition ou substitution d'effets ; — Que l'hôtelier est donc bien responsable, conformément aux dispositions susrapportées ; — Attendu, en fait, qu'il n'est pas dénié et qu'il a été du reste établi par les débats : — 1° Que le sieur Miquel Bernard était réellement en possession d'un pardessus lorsqu'il est entré à l'hôtel et pendant le temps qu'il y a séjourné ; — 2° Que, dans la matinée du jour où il a quitté l'hôtel, ce vêtement a été confié par lui à un garçon qui devait le lui remettre à l'heure du départ ; — 3° Qu'à ce moment, Miquel Bernard ayant réclamé son pardessus, il lui en fut offert un qui n'était pas le sien et qu'il refusa ; — 4° Que le vête-

ment de Miquel Bernard avait été confectionné au mois de novembre dernier, et qu'il l'avait payé 115 fr. ; Que la preuve de ces divers faits résulte des explications fournies à l'audience par les parties en personne et par le sieur Goudou, marchand tailleur à Béziers, entendu à titre de renseignement et sans formalités de justice, du consentement exprès des parties, lequel Goudou a fait la description du pardessus par lui confectionné pour Miquel Bernard, et a déclaré que ce n'était point celui présenté par le sieur Andrieux ; — Que, dans ces circonstances, il y a lieu d'accueillir la demande du sieur Miquel Bernard ; — Attendu, toutefois, qu'en égard à l'usage qui a été fait du pardessus, la valeur de ce vêtement doit être réduite à la somme de 105 francs ; — Attendu, quant aux dommages, qu'une somme de 15 francs nous paraît suffisante pour la réparation du préjudice éprouvé par le demandeur, à raison de la privation du vêtement dont s'agit et de ses débours et perte de temps pour réclamations et démarches ; — Attendu que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ; — Condamnons le sieur Andrieux à payer au sieur Miquel Bernard, avec intérêts légitimes : 1° la somme de 105 francs, valeur du vêtement perdu ; 2° la somme de 15 francs à titre de dommages ; — Le condamnons en outre aux dépens. »

Observations. — La responsabilité de l'aubergiste, en ce qui touche les effets apportés dans l'auberge

par le voyageur est générale et absolue, et ne cesse d'exister que lorsqu'il y a eu vol à main armée ou toute autre force majeure. L'obligation de veiller à la conservation des effets des voyageurs implique la responsabilité de l'aubergiste aussi bien au cas où ces effets ont été changés et emportés par erreur qu'au cas où il y a eu vol proprement dit. Voir sur ces questions notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édition, v^o *Aubergiste*, n^o 42 et suiv., et *Responsabilité*, n^o 41.

Tribunal de simple police d'Hirson
(Aisne).

Président : M. FOURNET, juge de paix.

27 août 1891.

Femme mariée. — Fournitures de vin. — Séparation de biens. — Domicile commun. — Besoins de la famille. — Insolvabilité du mari. — Solidarité. — Protêt.

La femme mariée, séparée de biens mais habitant avec son mari, est tenue solidairement avec lui du paiement des fournitures faites pour les besoins du ménage commun.

Mais elle n'est pas tenue des frais du protêt de la traite fournie sur son mari seul, alors qu'elle n'a pas été préalablement avisée par le fournisseur.

Ainsi décidé par le jugement que voici :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance ; — Vu l'acte du greffe du 20 août courant, enregistré, par lequel Camet a été, sur sa demande, reçu partie dans l'instance, où il ne figurait d'abord que pour autoriser son

épouse ; — Vu les conclusions nouvelles du demandeur contre les sieur et dame Camet solidairement, consignées en notre jugement du 20 présent mois, enregistré ; — Vidant notre délibéré : — Attendu que Camet, ayant reconnu avoir commandé et reçu le vin dont le prix est réclamé, doit être tenu au paiement de ce prix ; — En ce qui concerne M^{me} Camet : — Attendu que cette dame, séparée de biens d'avec son mari depuis environ dix ans, demeure néanmoins avec lui, de même que les deux enfants issus de leur union ; — Attendu qu'il résulte des débats que le vin en question, déposé chez les époux Camet, a servi ou sert encore à l'alimentation de la famille ; — Qu'il est vrai que Camet, voulant dégager son épouse de l'instance, déclare que le vin qu'il a acheté était pour son père exclusivement, et non pour l'alimentation de sa famille ; mais qu'il n'est pas admissible que Camet père, qui mange chez son fils, consomme seul le vin ; qu'au surplus Camet père fait partie de la famille, puisque son fils et, au besoin, sa belle-fille sont tenus de pourvoir à ses besoins ; — Attendu que Camet déclare être insolvable, qu'il promet de payer un acompte de 30 ou 40 francs au mois d'octobre ; — Attendu que M^{me} Camet ne conteste pas cette insolvabilité ; qu'au contraire elle reconnaît que son mari n'a que ses salaires pour vivre ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1448 du Code civil, la femme séparée de biens doit contribuer, proportionnellement à ses facultés et à celles du mari, aux frais du ménage ; qu'elle doit même supporter entièrement ces frais en cas d'insolvabilité du mari ; — At-

tendu que cet article trouve ici son application ; — Mais attendu que la traite protestée n'a pas été formée sur la dame Camet ; qu'elle n'a pas été avisée par le demandeur ; qu'elle n'était donc pas à même d'éviter les frais de protêt qui ont été faits ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort ; — Condamnons les époux Camet solidairement à payer à Picard la somme de 67 fr. 95 pour prix du vin en question, y compris congé et sortie, avec les intérêts du jour de la demande ; les condamnons en outre solidairement aux dépens ; — Condamnons Camet seul à payer en outre à Picard la somme de 15 fr. 55 pour frais de protêt et négociation ; le condamnons aux intérêts de la somme totale, à partir du jour du protêt jusqu'au jour de la demande ; le condamnons en outre aux dépens relatifs à ce deuxième chef de condamnation. »

Observations. — Voir dans le même sens un jugement de la justice de paix de Vienne, en date du 30 juillet 1864, BULLETIN 1865, p. 124.

Justice de paix du canton de Bellegarde
(Creuse).

Président : M. BORIE, juge de paix.

3 mars 1892.

Fournitures. — *Femme mariée judiciairement séparée de biens. — Cohabitation. — Dette du mari. — Responsabilité de la femme. — Prescription.*

Lorsque le mari a commandé des travaux ou acheté des matériaux pour l'entretien ou la réparation d'un immeuble appartenant à sa femme séparée de biens, le fournisseur a action contre le mari et

aussi contre la femme pour avoir paiement de ses fournitures.

Le femme n'est pas recevable à opposer la prescription, lorsqu'elle soutient n'être pas personnellement obligée.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'Auber-Bias, quoique régulièrement cité, ne comparait pas, donnons défaut contre lui ; — Et statuant au fond ; — parties entendues en leurs dires, moyens, conclusions et exceptions, savoir : Bouchet, demandeur, comparant par Saint-Rapt, Victor ; Lionnet, Mélanie, autorisée de son mari pour ester en justice, comparante par Laumet, Antoine ; l'un et l'autre nantis de pouvoirs réguliers et enregistrés, annexés au présent jugement pour être expédiés à suite, si besoin est ; — Attendu que Bouchet a fait citer les époux Auber-Bias, Lionnet, pour avoir paiement d'une somme de 188 fr. 60, pour fournitures de quatre mille huit cent tuiles plates, au prix de 32 francs le mille, transport compris, livrées en deux reprises, les 12 août et 5 septembre 1887, et de cent faitières, au prix de 35 francs, aussi transport compris, livrées le 19 septembre de la même année ; — Attendu que, ni le nombre ni le prix des tuiles et faitières fournies et livrées ne sont pas contestés ; que la défenderesse, pour se soustraire au paiement, conclut à sa mise hors de cause, se fondant sur ce que son mari est seul acquéreur ; qu'elle-même n'a figuré en rien ni pour rien dans ce marché, ainsi que l'établissent les factures, et que, en cas de rejet de cette demande, elle invoquait purement et

simplement les prescriptions édictées par les articles 2271 et 2272 du Code civil ; — Attendu qu'il résulte des explications fournies à l'audience et des documents versés au procès, que les époux Auber-Bias et Lionnet sont séparés de biens, par jugement du Tribunal civil d'Aubusson, en date du 5 mai 1886 ; que les reprises matrimoniales de Lionnet, Mélanie, ont été liquidées, par contrats reçus M^e Blanchon, notaire à Aubusson, en dates des 30 novembre 1886 et 14 janvier 1887 ; — Que, par ces contrats, Auber-Bias a délaissé à son épouse, en paiement de ses reprises, la moitié des immeubles lui appartenant, l'autre moitié étant la propriété de Lionnet, Mélanie, dans les acquisitions faites pendant le mariage, ainsi que l'établit un contrat de vente passé devant M^e Trouillet, notaire à Bellegarde, du 13 février 1882 ; lesdits immeubles en nature de maison, chènevières, jardijs et prés ; — Attendu que la défenderesse, depuis la séparation de biens, vit avec son mari en état de ménage commun, et, qu'ayant repris la libre administration de ses biens meubles et immeubles, elle n'a pu ignorer et ne peut ignorer que les tuiles plates et faîtières ont été employées à réparer la toiture du bâtiment lui appartenant en propre ; que ces réparations, toutes d'entretien, ont été faites dans son intérêt personnel et lui ont été profitables ; — Qu'elles n'ont pu avoir lieu sans son consentement sinon exprès, tout au moins tacite, n'ayant au moment des livraisons fait aucune opposition, protestation ni réserve ; — Attendu que Lionnet, Mélanie, n'ap-
 pue aujourd'hui son refus de payer

d'aucun motifs sérieux, moins encore d'un moyen juridique quelconque ; que, si elle est séparée de biens avec son mari, elle a continué à cohabiter avec lui, à administrer ses biens ; qu'en cette circonstance, son mari a agi en qualité de *negotiorum gestor* ; — En droit : — Attendu qu'il est de jurisprudence (Cass., 14 juin 1820), et de doctrine (Pothier, *Quasi-contrat*, *Neg. gest.*, n^o 179 ; Favart, *Quasi-contrat*, n^o 9), que, lorsque, par l'ordre du mari seul, des ouvriers ou entrepreneurs ont exécuté des constructions ou réparations sur un immeuble appartenant en propre à la femme, ils ont non seulement contre le mari l'action du mandat pour se faire payer du prix de leurs travaux, mais encore l'action directe résultant du quasi-contrat ; — Que la Cour de Paris, dans son arrêt du 21 avril 1830, a décidé que, lorsqu'une femme est séparée de biens, mais vit avec son mari en état de ménage commun, si ce ménage commun fait des dettes, les créanciers ont généralement action contre la femme pour sa moitié, et, si le mari ne possède rien, c'est à la femme à supporter entièrement les frais du ménage commun, les créanciers pouvant s'adresser directement à elle pour le paiement de la totalité de la dette ; — Sur l'exception tirée des articles 2271 et 2272 du Code civil : — En droit : — Attendu que les prescriptions établies par les articles 2271 et 2272 du Code civil sont basées sur une présomption de paiement ; que cette présomption n'existe plus lorsque le débiteur, au lieu de soutenir qu'il a payé ce qui lui est réclamé, ne conteste l'existence même de la dette (Cass.,

26 janvier 1881); — En fait : — Attendu que, s'il est vrai pour les livraisons faites les 12 août, 5 et 19 septembre 1887, la prescription serait encourue, ce moyen de droit, d'ordre public, présumant une libération, ne saurait recevoir son application dans l'espèce, puisque Lionnet, Mélanie, au lieu de soutenir que son mari ou elle avait soldé, a, au contraire, constamment soutenu qu'elle n'avait pris aucun engagement à l'égard de Bouchet, ne s'étant jamais immiscée dans ce marché des fournitures de tuiles plates et faîtières; — qu'au surplus, par ces mots employés dans sa procuration, « invoquer au besoin toutes « prescriptions de droit », elle n'entendait se servir de ce moyen que tout autant que ses conclusions, tendant, en cas de non-conciliation, à obtenir sa mise hors de cause, seraient rejetées; — Qu'il s'ensuit qu'il y a lieu, par suite, de la débouter de son exception; — Par ces motifs, et par jugement en premier ressort; — Sans nous arrêter ni avoir égard aux conclusions prises et au moyen de prescription invoqué, dont il convient de la débouter comme n'étant pas fondé, condamnons Auber-Bias, par défaut, et Lionnet, Mélanie, son épouse, contradictoirement, à payer solidairement à Bouchet la somme de 188 fr. 60, montant des fournitures de tuiles plates et faîtières, avec intérêts du jour de la demande, et aux dépens. »

Observations. — La femme mariée, séparée de biens, mais vivant avec son mari, est personnellement tenue du paiement des matériaux achetés pour la réparation d'un im-

AOUT 1892.

meuble qui lui est propre, alors même que ces matériaux auraient été commandés et employés par le mari. En effet, décider autrement ce serait ouvrir la porte à la fraude, et on ne saurait admettre que la femme puisse profiter des fournitures sans en acquitter le prix. Elle est donc tenue avec son mari, elle, parce qu'elle a profité, et le mari, parce qu'il a traité personnellement avec le fournisseur. — Sur la question de prescription, jurisprudence constante. Le défendeur qui prétend ne pas devoir parce qu'il ne s'est pas personnellement obligé, ne peut invoquer une prescription à court terme, basée sur une présomption de paiement.

Justice de paix du canton de Montréjeau
(Haute-Garonne).

Président : M. DUPUY, juge de paix.

5 août 1891.

*Servitude. — Prise d'eau. — Trouble.
Action possessoire. — Droit d'accès.*

Une servitude de prise d'eau, exercée au moyen de travaux apparents pratiqués sur le fonds servant, est une servitude continue et apparente qui peut donner ouverture, en cas de trouble, à l'action possessoire.

Celui auquel est due une servitude a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et pour la conserver.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Cassé a le droit incontesté d'user du canal d'irrigation énoncé dans l'exploit introductif d'instance, pour arroser ses pro-

priété; — Qu'il est d'ailleurs en possession plus qu'annale de la servitude de prise d'eau au moyen de travaux apparents sur la propriété du sieur Doux; que, par conséquent, s'agissant d'une servitude continue et apparente, il est fondé à être maintenu dans cette possession; — Attendu qu'aux termes de l'article 697 du Code civil, celui auquel est due une servitude, a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et pour la conserver; — Que par la généralité de ses termes, cet article confère à celui qui a la servitude le droit de faire tous les travaux nécessaires sur le fonds dominant aussi bien que sur le fonds servant; — Que cette opinion, qui ne nous paraît pas soulever de controverse, est enseignée notamment par Laurent (t. VIII, n° 240) et par Demolombe qui entre dans des développements et donne des exemples saisissants (*Servitudes*, t. II, n° 833), d'après lesquels sa théorie paraît s'appliquer parfaitement au cas de l'espèce litigieuse; — Que le sieur Cassé avait donc le droit de servitude sur le fonds supérieur pour faire les travaux nécessaires, à l'effet d'user de sa servitude de prise d'eau; par conséquent, celui de passer à pied, à cette fin, sur ce même fonds, et qu'en s'opposant néanmoins à l'exercice de ce droit, le sieur Doux la trouble dans sa possession légitime; — Attendu qu'il n'a pas été démontré que le trouble possessoire apporté par Doux a causé un préjudice appréciable au sieur Cassé; — Par ces motifs, prononçant en premier ressort, déclarons fondée l'action en complainte possessoire

formée par Cassé; en conséquence, le gardons et maintenons dans la possession plus qu'annale du droit de prendre, au moyen des barrages ou engins qui s'y trouvent, l'eau nécessaire à l'irrigation de sa prairie; — Disons qu'à tort Doux s'est violemment opposé à l'exercice du passage par le pré de ce dernier pour pratiquer cette prise d'eau ou pour la mettre en mouvement; — Lui défendons de plus s'y opposer désormais, et pour l'avoir fait, le condamnons, pour tous dommages-intérêts, aux entiers dépens. »

Observations. — Voir en ce sens, Leligois, RÉPERTOIRE DES ACTIONS POSSESSOIRES, v° *Servitudes*, n° 12 et suiv., 88 et suiv., et les autorités citées dans la sentence.

Justice de paix du canton d'Orthez
(Basses-Pyrénées).

Président : M. MANIORT, juge de paix.

17 novembre 1891.

Octroi. — Adjudicataire des droits. — Tarif. — Trop-perçu. — Demande en restitution et en dommages-intérêts. — Consignation exigée du contribuable. — Demande reconventionnelle.

Les tarifs d'octroi doivent être interprétés dans leur sens absolu et restreint; il n'est pas permis de procéder, dans leur application, par voie d'analogie, d'extension ou d'assimilation.

Spécialement, lorsque d'un tarif d'octroi il résulte que les porcs, entiers ou par quartiers, introduits en ville, sont assujettis au droit de 1 fr. 50 par tête, l'adjudicataire des droits ne peut percevoir un droit supérieur, notamment celui de 5 francs pour 100 kilogrammes, applicable à la graisse pure.

Les droits indûment perçus doivent être restitués.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Suivant exploit de X. C..., huissier à Orthez, en date du 11 novembre 1891, enregistré, le sieur C... a fait citer le sieur P... à comparaître devant M. le juge de paix d'Orthez le 3 du présent mois, pour, est-il dit dans cet exploit :

« Attendu 1°, qu'à l'occasion des marchés d'Orthez des 6, 13, 20, 27 octobre et 10 novembre 1891, le requérant a introduit en ville, dépecés par quartiers, divers porcs abattus à S... de N...; — Qu'il résulte des diverses quittances délivrées au requérant par le sieur P..., que la somme perçue par ce dernier s'élève en totalité à 38 fr. 40, alors que les tarifs de l'octroi n'autorisent qu'une perception de 10 fr. 50, plus 10 centimes pour chaque quittance; — Que la différence, soit 27 fr. 40, doit donc être restituée au requérant;

« Attendu 2°, que sous un vain prétexte, le 3 novembre dernier, le sieur P... menaça le requérant d'un procès-verbal pour fausse déclaration et de la saisie de la marchandise; — Que la saisie de la marchandise ne put être évitée que par la consignation, en mains du sieur P... d'une somme de 100 francs exigée par lui ainsi qu'il appert d'une quittance dudit jour, 3 novembre.

« Attendu qu'il n'y avait point matière à procès-verbal comme l'événement l'a d'ailleurs prouvé, M. P... n'en ayant dressé ou fait dresser aucun; — Qu'en toutes circonstances, la consignation d'une somme de 100 francs eût été illégale et arbitraire, mais que cette mesure est particulièrement vexa-

toire si l'on songe qu'aucun procès-verbal n'a pu être dressé.

« Attendu que de pareils agissements méritent répression et doivent motiver des dommages-intérêts, ne fusse qu'en raison de l'obstacle qu'ils apportent à la facilité des exigences commerciales.

« Par ces motifs, s'entendre condamner, le sieur P..., à restituer au requérant : 1° la somme principale de 27 fr. 40; 2° autre somme principale de 100 francs, plus 10 centimes de timbre-quittance; 3° celle de 50 francs de dommages-intérêts; s'entendre, en outre, condamner aux dépens. »

La cause, en cet état, inscrite au rôle et appelée à ladite audience du 13 novembre, toutes parties ont comparu en personne, le demandeur assisté de M^e R..., avocat du barreau d'Orthez. Le demandeur, par l'organe de son avocat a repris et développé les conclusions insérées dans l'exploit d'instance. Il a dit, en substance, que P... ne devait percevoir que le droit de 1 fr. 50 par tête sur les animaux introduits dans le rayon de l'octroi et non le droit de 5 francs par 100 kilogrammes, qui est celui applicable à la « graisse pure »; qu'en outre, c'était arbitrairement que le défendeur avait exigé la consignation d'une somme de 100 francs.

Et, conformément aux prescriptions de l'article 81 de l'ordonnance du 27 décembre 1814, il nous a représenté les quittances des droits qu'il a consignés.

De son côté, le sieur P... a soutenu que la perception avait été régulièrement faite; reconventionnellement, il a réclamé 150 francs à titre de dommages-intérêts.

L'affaire a été renvoyée à notre audience du 17 du présent mois, pour recevoir jugement.

Et, ce dit jour, 17 novembre 1891,

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance en date du 11 novembre 1891, enregistrée ; — Vu le règlement d'octroi de la ville d'Orthez en date du 10 mai 1889, approuvé par décret du 20 décembre de la même année ; — Vu l'ordonnance des 9-27 décembre 1814 portant règlement sur les octrois ; — Ouï les parties en leurs dires, explications et conclusions et M^e R..., avocat, plaidant pour le demandeur ; — Sur le premier chef de demande : — Attendu qu'aux dates des 6, 13, 20, 27 octobre et 10 novembre derniers, C... a introduit dans le rayon de l'octroi de la ville d'Orthez la quantité de sept porcs, dépecés par quartiers, pesant ensemble 778 kilogrammes ; — Que, sur ces animaux, le sieur P..., adjudicataire des droits d'octroi de ladite ville, a perçu la somme totale de 38 fr. 40 ; — Attendu, qu'aux termes de la citation introductive d'instance, C... réclame aujourd'hui à P... la restitution de la somme de 27 fr. 40, représentant la différence entre la somme de 38 fr. 40 et celle de 11 francs seulement (timbres compris), dont le demandeur était redevable ; — Que C... fonde sa réclamation sur ce que le tarif sus-visé ne fixe qu'à 1 fr. 50 le droit à percevoir, par tête, soit sur les porcs abattus en ville, soit sur les porcs introduits morts par quartiers ou dépecés ; — Attendu que des quittances qui nous ont été représentées et des explications fournies aux débats il ressort que

P... a perçu sur les porcs introduits par C... aux dates sus-indiquées, un droit de 5 francs par 100 kilogrammes, droit applicable seulement à la « graisse pure » ; — Mais attendu que l'on ne saurait entendre par *graisse pure* les viandes de porc, qui sont un composé de maigre et de gras ; — Attendu que s'il est évident que les quartiers de porc contiennent, dans leur ensemble, des parties grasses, adhérentes aux chairs maigres, telles que le lard et le saindoux notamment, il faut néanmoins, pour que ces parties grasses puissent être considérées comme *graisse*, qu'elles aient été, par la fonte, dégagées de tout élément étranger ; — Il faut, en un mot, que suivant le mode ordinaire de préparation, le lard ait été converti en graisse pure ; — Attendu, en l'espèce, que P... a assimilé les quartiers de porc introduits par C... à de la « graisse pure » et cela, pour les frapper du droit de 5 francs par 100 kilogrammes ; — Attendu qu'il n'a point dénié, du reste, qu'il ne percevait plus la taxe de 1 fr. 50 portée au tarif sur les porcs introduits par quartiers dans les rayons de l'octroi et venant de l'extérieur ; — Mais attendu que les tarifs d'octroi en général doivent être interprétés dans leur sens absolu et restreint ; — Qu'on ne peut, dans leur application, procéder par voie d'analogie, d'extension ou d'assimilation ; — Attendu qu'aux termes du tarif d'octroi de la ville d'Orthez les « porcs, abattus en ville, ou portés morts, entiers ou par quartiers », sont soumis au droit de 1 fr. 50 *par tête* ; — Que, pour la perception de cette taxe, il n'y a nullement

à tenir compte, comme l'a fait le défendeur, du poids des animaux introduits dans ces conditions; — Attendu que c'est donc arbitrairement que P... a perçu un droit supérieur, celui de 5 francs par 100 kilogrammes, sur les quartiers de porc présentés au bureau d'octroi par C... aux dates sus-indiquées; — Attendu enfin qu'il importe peu de rechercher si c'est à titre de perception ou de consignation que P... a reçu les sommes dont le demandeur lui réclame aujourd'hui la restitution; — Qu'il nous suffit de reconnaître que P... a reçu ou perçu de C... des sommes supérieures à celles réellement dues; — Sur le second chef de demande : — Attendu que rien ne justifie la consignation de la somme de 100 francs que P... a obtenue de C... le 3 novembre dernier; — Qu'aucun procès-verbal d'ailleurs n'a été dressé à cette date contre le demandeur par les préposés à l'octroi; — Attendu que de ce qui précède il résulte que le défendeur doit être contraint à restituer à C... : 1° la somme de 27 fr. 40, représentant la différence entre celle de 38 fr. 40 perçue par P... et celle de 11 francs (y compris le coût de cinq timbres de quittance), cette dernière somme réellement due par C... pour droits d'octroi sur sept porcs divisés par quartiers introduits par lui dans la ville d'Orthez, les 6, 13, 20, 27 octobre et 10 novembre derniers; — 2° la somme de 100 francs reçue par P... le 3 du présent mois de novembre, ainsi que cela résulte d'une déclaration en date dudit jour qui nous a été représentée; — En ce qui concerne les dommages-

intérêts réclamés par le demandeur : — Attendu que P... a causé un certain préjudice à C...; — Qu'il a pu, en agissant comme il l'a fait, sinon empêcher, du moins rendre difficiles les transactions commerciales auxquelles celui-ci se livre en sa qualité de marchand charcutier sur les marchés d'Orthez; — Attendu toutefois que la somme de 50 francs réclamée par le demandeur comme dommages-intérêts nous paraît exagérée; — Que, des circonstances de la cause, il résulte que celle de 15 francs est suffisante; — Attendu que la demande reconventionnelle de P... en 150 francs de dommages-intérêts n'est pas justifiée; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort : — Condamnons P..., adjudicataire des droits d'octroi de la ville d'Orthez à restituer à C... : — 1° la somme de 27 fr. 40, et ce, pour les causes sus-énoncées; — 2° la somme de 100 francs, montant de la consignation du 3 novembre dernier; — 3° la somme de 15 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé au demandeur; — Rejetons comme non fondée la demande en dommages-intérêts formée par le défendeur; — Condamnons le sieur P... en tous les dépens. »

Observations. — Solutions exactes. Il appartient aux juges de paix d'interpréter les tarifs d'octroi et d'en assurer l'application stricte, en ordonnant la restitution du trop perçu.

Jurisdiction de paix du canton de Montmédy
(Meuse).

Président : M. DIEUDONNÉ, juge de paix.

28 novembre 1891.

*Louage d'ouvrage. — Louage d'industrie
ou de services. — Usages locaux. —
Règlement de compte. — Compétence
civile des juges de paix. — Reliquat
de compte. — Salaire. — Gratification.
Dépens. — Compensation.*

Le contrat de louage d'industrie entre manœuvre et cultivateur, résultant seulement de l'accord tacite des parties, tel qu'il se pratique dans certains cantons de la Meuse, peut être rompu au gré de chacune des parties.

Le juge de paix est compétent pour statuer sur la demande en paiement du reliquat d'un compte, portant sur une somme supérieure à 200 francs, pourvu que ce reliquat soit lui-même inférieur à 200 francs et qu'il soit seul en contestation.

En matière de louage d'industrie, le salaire seul est obligatoire et la gratification ne peut donner lieu à une action judiciaire qu'autant qu'elle a fait l'objet d'une promesse antérieure.

Ainsi jugé en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il ressort des débats qu'Andrieu-Génin a, comme manœuvre, en 1891, fait la fenaison et la moisson des blés, avoines et orges, pour le compte de Malcuit-Richard, son cultivateur; que celui-ci, de son côté, a effectué pour lui les cultures et charrois dont il a eu besoin et lui a fourni un terrain d'une contenance de 16^h, 17 environ, pour y planter des pommes de terre; — Attendu qu'il s'agit là du contrat de louage d'industrie entre manœuvre et cultivateur, tel qu'il se

pratique à l'année au village de Brouennes et dans les campagnes environnantes, accepté tacitement par les parties et dont le règlement a lieu une fois par an, à la Saint-Martin, soit en argent pour la fenaison, la coupe des avoines et menus grains, ou en denrées pour la moisson des seigles et des blés, proportionnellement au terrain fauché et moissonné, et à tant le coup de charrue et les charrois; — Que, toutefois, un tel engagement (résultant de l'accord tacite des parties) n'est pas obligatoire selon la loi; qu'il n'est pas même signalé, à titre de renseignements, parmi les usages locaux de la Meuse, dans la délibération n° 20 du 26 août 1876; que, dès lors, chacun des intéressés peut l'interrompre quand bon lui semble; — Attendu que, dans l'espèce, le contrat a pris fin aux semailles dernières, époque à laquelle Andrieu a demandé le règlement immédiat de son compte, en suite du refus de Malcuit de lui fournir le blé de semence nécessaire pour implanter son champ; — Attendu que, sur la prétention émise par Malcuit d'avoir réglé intégralement son manœuvre, au moyen :

« 1^{er} de divers acomptes s'élevant à 236^{fr} 00

« 2^e De cultures et charrois effectués pour son compte 49 00

« 3^e De la location d'un champ à implanter en pommes de terre 20 00

« Total 305^{fr} 00

le demandeur l'a actionné devant nous en paiement d'une somme de 87 fr. 50, formant le reliquat de son compte; qu'à l'audience du

14 novembre, Andrieu a réduit ce chiffre à 61 fr. 25, tout en soutenant : 1° que les cultures et charrois ne s'élevaient pas au-dessus de 43 francs; 2° que le champ de pommes de terre en question lui était concédé à titre gracieux, selon l'usage, comme aux autres manœuvres, en compensation de plusieurs journées de travail qu'il avait faites lui-même, aussi gratuitement, pour le compte de Malcuit, les dimanches, pendant la fenaison et la moisson de 1891; qu'il a, en outre, formé une demande additionnelle en 50 francs de dommages-intérêts, basée sur le refus de Malcuit de lui fournir de la semence pour implanter son champ de blé, et de faire ses charrois de fumier et de pommes de terre, conformément à l'usage du pays; — Attendu qu'en l'absence de conventions dûment reconnues, il y avait lieu d'appliquer, pour le règlement du compte des parties, les règles du droit commun, ainsi que les prix en cours dans les environs, tant pour les travaux de la fenaison et de la moisson que pour les cultures et charrois; — Attendu que les intéressés sont tombés d'accord, à l'audience, sur le quantum des acomptes versés, s'élevant à 236 francs, ainsi que sur le salaire dû, s'élevant, au total, à 298 fr. 27; — Que, dès lors, il ne reste plus en litige que les points suivants, qui ont fait l'objet de notre enquête du 21 novembre 1891 : 1° la coupe de seigle et de l'orge; 2° le prix des cultures; 3° la location du champ de pommes de terre; 4° et l'indemnité de 50 francs pour refus d'ensemencer le champ de blé d'Andrieu et d'effectuer divers transports; — Attendu que, dans ces

circonstances, l'action dont nous sommes saisi rentre dans le cercle de nos attributions, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 23 mai 1838, bien que la somme réclamée, qui est inférieure à 200 francs, forme le reliquat d'une créance plus forte, puisque ce reliquat reste en contestation (Cour de Paris, 9 décembre 1874); — Attendu que, d'après les éléments d'appréciation que nous possédons et eu égard aux prix en usage dans le pays, le salaire dû au manœuvre pour la moisson de 1^{re}, 18^e, 29 de seigle peut être fixé à 28 francs; celui dû pour couper et lier 36^e, 55 d'orge, à 7 francs; le prix des cultures et charrois, à 45 francs, en raison du transport de bois pour des tiers; — 3° En ce qui concerne la location du champ de pommes de terre — Attendu que la gratuité ne se présume pas; qu'en matière de contrat de louage, le salaire seul est obligatoire, tandis que la gratification ne peut donner lieu à une action judiciaire qu'autant qu'elle a fait l'objet d'une promesse antérieure; qu'en l'espèce, le sieur Andrieu ne justifie pas d'un engagement préalable de la part de Malcuit de lui fournir, en 1891, gratuitement, un champ pour y implanter des pommes de terre, en compensation de plusieurs journées de travail; qu'en outre, l'usage invoqué à ce sujet par le demandeur n'est pas même consacré par la commission cantonale de la Meuse, et ne pourrait résulter, dans tous les cas, du fait isolé rapporté par le témoin Husson et remontant à près de trois ans, quand il est de notoriété publique qu'à Brouennes et dans les environs c'est l'usage contraire qui est en vigueur; qu'enfin,

l'enquête ne révèle aucun travail exécuté gratuitement, les dimanches, par Andrieu au profit de Malcuit, pendant la fenaison et la moisson de 1891 ; — Qu'il convient donc de porter à l'actif de Malcuit une somme de 20 francs pour location du terrain dont s'agit ; — 4° En ce qui concerne l'indemnité de 50 francs réclamée par Andrieu pour le refus de Malcuit d'ensemencer son champ de blé et d'effectuer ses charrois de fumier et de pommes de terre : — Attendu que si parfois, dans nos campagnes, le cultivateur avance à son manœuvre le blé de semence nécessaire à planter son champ, ce n'est là de sa part qu'un acte de pure faculté et non une obligation ; que Malcuit n'était nullement tenu de fournir du blé de semence à Andrieu, son manœuvre, ni d'effectuer pour lui les charrois susvisés, dès lors qu'il n'avait pris à cet effet aucun engagement et qu'il n'existe à ce sujet aucun usage ayant force de loi ; que, dès lors, Andrieu doit s'imputer à tort d'avoir laissé son champ inculte et de n'avoir pas fait exécuter les charrois en question par une tierce personne ; que, de ce chef, sa demande additionnelle manque de base ; — Qu'il s'ensuit que le compte d'Andrieu doit être arrêté pour solde à la somme de 32 fr. 25. — 5° En ce qui concerne les frais : — Attendu qu'il y a lieu de compenser les dépens, conformément à l'article 131 du Code de procédure civile, les parties ayant succombé respectivement sur quelques chefs ; — Par ces motifs, condamnons Malcuit à payer au demandeur la somme de 32 fr 25 pour les causes sus-énoncées, les intérêts à partir du jour de la de-

mande et aux dépens, à l'exception du tiers des frais des jugements préparatoires et interlocutoires et de leurs suites à la charge d'Andrieu ; — Déboutons ce dernier du surplus de ses prétentions et le condamnons aux dépens de l'incident. »

Observations. — Le louage de services ou d'industrie, sans détermination de durée, peut toujours cesser par la libre volonté de l'un des contractants, à la seule condition d'observer les délais de congé spécifiés, soit par l'usage, soit par les accords exprès ou tacites des parties. (Cass., 17 mai 1887, voir ANNALES 1888, p. 47). — S'il s'agit d'un reste de somme à payer, le juge de paix est compétent en premier ou en dernier ressort, pourvu que ce reste de somme ne dépasse pas 200 ou 100 francs, et quelle que fût, d'ailleurs, l'importance de la dette originaire, pourvu, toutefois, que cette dette elle-même ne soit pas contestée. Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Compétence civile*, n° 56. La gratification n'est jamais obligatoire ; ce n'est, de la part du patron envers son employé, qu'un acte de générosité, ou la rémunération facultative d'un service. Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Contrat d'engagement des ouvriers*, n° 190.

Justice de paix du canton de Saint-Clar
(Gers).

Président : M. DAYREM, juge de paix.

18 juillet 1891.

Bail à colonat partiaire. — Bordier. —
Dernière récolte. — Obligation de four-

nir un logement au fermier sortant.
— *Usage des lieux.*

Le bail à colonat partiaire, même après la sortie du métayer, ne prend réellement fin que lorsque ce dernier a pu achever les travaux d'enlèvement de la dernière récolte.

Le fermier entrant, ou à son défaut le propriétaire, est tenu de fournir au fermier sortant un logement pendant le temps nécessaire pour opérer ces travaux.

A défaut par le propriétaire de fournir ce logement qui lui est réclamé, ce dernier peut être condamné à payer au demandeur une indemnité de logement.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le sieur Larroque a présenté à M. le juge de paix de Saint-Clar une requête en ces termes :

« Le soussigné, Joseph Larroque, cultivateur, demeurant au lieu de la Boulidère, commune de l'Isle-Bouzon, a l'honneur de vous exposer qu'il a exploité, en qualité de bordier ou colon partiaire, du 25 novembre 1889 au 25 novembre 1890, la métairie dite de Naillé, appartenant à M. Jacques Cahuzac, dans la commune de Cadeilhan ; qu'ayant fait, en 1890, les travaux et les ensemencements de colon sortant, il a droit à la moitié des récoltes pendantes ; qu'il s'est rendu, il y a trois ou quatre jours, audit lieu de Naillé, susdite commune de Cadeilhan, pour ramasser lesdites récoltes ; mais que le sieur Cahuzac s'est absolument refusé à lui laisser occuper une seule chambre dans les bâtiments de la métairie, lesquels sont cependant inhabités, ledit Cahuzac n'ayant pas pris d'autre métayer ; qu'appelé devant vous, monsieur le juge, par billet d'aver-

tissement, le sieur Cahuzac n'a pas comparu ni personne pour lui ; que, dans ces circonstances, le soussigné s'est vu dans la nécessité de chercher provisoirement, dans le voisinage, un logement pour lui et les siens ; qu'il lui importe de contraindre ledit Cahuzac à lui fournir le logement nécessaire ou à lui payer une juste indemnité pour le préjudice déjà existant ; c'est pourquoi l'exposant vous supplie, monsieur le juge, de l'autoriser à faire citer devant vous, avec abréviation des délais ordinaires, et pour telle audience qu'il vous plaira indiquer, mondit sieur Cahuzac, pour s'entendre condamner à fournir au soussigné, pendant tout le temps que dureront les travaux de la moisson, une chambre logeable ou à lui payer une somme de 80 francs pour indemnité de logement, plus 20 francs à titre de dommages-intérêts ; s'entendre, en outre, ledit sieur Cahuzac, condamner aux dépens, et ferez justice. »

Cette requête a été répondue par l'ordonnance suivante :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la requête qui précède et les faits y exposés, autorisons l'exposant à faire citer le sieur Cahuzac par-devant nous, le 18 juillet courant, à neuf heures du matin, et commettons Bourgeat, notre huissier audiencier, pour notifier la présente cédule. »

A l'audience, Joseph Larroque consent à réduire encore ses conclusions. Il déclare qu'il se contentera d'un local quel qu'il soit. Il demande seulement que le sieur Cahuzac soit tenu de lui assigner ledit local sans aucun retard, vu

l'urgence. — Le défendeur, qui se dispense de comparaître en personne, fait plaider par M^e Candelon, avoué, son mandataire et fondé de pouvoirs, que l'action n'a aucune base légale et ne se justifie ni en fait ni en droit.

En fait, Joseph Larroque a quitté la métairie de Naillé le 25 novembre 1890. Il est aujourd'hui bordier chez M. de Galard, à la métairie de la Bouldière, commune de l'Isle-Bouzon.

En droit, il n'y a pas de loi qui oblige le propriétaire d'une métairie à fournir, au mois de juillet ou d'août, un logement quelconque au bordier ou colon partiaire qui a dû quitter ladite métairie et vider les locaux en dépendant le 25 novembre de l'année précédente.

M^e Candelon dit que la demande de Joseph Larroque est une tracasserie ajoutée à beaucoup d'autres procédés dont le défendeur a eu à se plaindre.

Enfin, le sieur Cahuzac, toujours par l'organe de M^e Candelon, avoué, demande, reconventionnellement, une somme de 150 francs à titre de dommages-intérêts, pour le préjudice à lui occasionné par la demande principale, et la condamnation de Joseph Larroque aux frais de l'instance.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur la demande formée par Joseph Larroque contre Jacques Cahuzac ; — Vu les articles 1 de la loi du 23 mai 1838, 13 de la loi du 18 juillet 1889, 1777 et 1142 du Code civil et 130 du Code de procédure ; — Attendu que si tout bordier sortant est tenu, d'après les usages du pays, de quit-

ter la métairie ou la ferme et de vider les locaux en dépendant à la date du 25 novembre, pour faire place au bordier qui lui succède dans l'exploitation, le bail à colonat partiaire continue de produire ses effets pour tout ce qui concerne la récolte pendante ; — Attendu que ce bail ne prend réellement fin qu'après les travaux de la dernière moisson ; — Attendu qu'à l'occasion de ces travaux, le nouveau bordier, ou à son défaut le propriétaire de la métairie, doit, dans la mesure du possible, procurer à l'ancien colon, c'est-à-dire au bordier sortant, les logements convenables et autres facilités pour les récoltes restant à faire (art. 1777 du Code civil) ; — Attendu que le refus par Cahuzac de fournir un logement à Joseph Larroque pendant les quelques jours qu'il va consacrer à l'exécution des derniers travaux qui lui incombent est d'autant plus étrange qu'il est facile de trouver, soit dans la maison d'habitation, soit dans les autres bâtiments de la métairie de Naillé, un local disponible pour satisfaire à la demande bien modeste de Joseph Larroque ; — Attendu que cette demande est fondée sur les usages du pays en même temps que sur le texte de la loi et justifiée en outre par la nécessité ; — Par ces motifs, statuant publiquement, contradictoirement, et à charge d'appel, rejetons la demande reconventionnelle de Cahuzac ; faisant droit sur la demande principale, ordonnons que le défendeur sera tenu, dans le délai de vingt-quatre heures à dater du présent jugement, soit dans la journée de demain, 19 juillet, au plus tard, de mettre à la disposition de

Joseph Larroque une chambre ou un local quelconque, où il puisse, de jour comme de nuit, se retirer et trouver un abri pendant la durée des travaux de la moisson, et, faute par ledit Cahuzac de ce faire dans le délai imparti, disons et ordonnons qu'il sera tenu de payer au demandeur 1 franc par chaque jour de retard, à titre d'indemnité de logement, et ce, à partir du 20 juillet inclusivement, sans toutefois que ladite indemnité puisse, en aucun cas, s'élever au-dessus de 50 francs; finalement, disons n'y avoir lieu à des dommages-intérêts et condamnons le défendeur aux dépens. »

Observations. — Application exacte de l'article 1777 du Code civil et de l'usage local. — Cette sentence, au surplus, a été, sur appel, confirmée purement et simplement par jugement du Tribunal civil de Lectoure.

Justice de paix du canton d'Hirson
(Aisne).

Président : M. FOURNET, juge de paix.

17 septembre 1891.

Jugement par défaut. — Opposition.
Tardivité. — Déboulé.

L'individu qui s'est laissé condamner par défaut et n'a pas formé opposition au jugement à lui dûment signifié, dans les trois jours de la signification, ne peut être relevé de la rigueur du délai qu'autant qu'il justifie qu'à raison d'absence ou de maladie grave, il n'a pu être instruit de la procédure.

Ainsi jugé dans les termes suivants :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu

que, suivant acte de M^e Marage, huissier à Hirson, en date du 14 septembre, enregistré, Bouttefeux est opposant à un jugement par défaut rendu contre lui au profit de Musa, par ce Tribunal, à la date du 3 septembre 1885 ; — Qu'avant de passer à l'examen du fond il y a lieu de rechercher si cette opposition est recevable ; — Attendu que le jugement susdit a été signifié à Bouttefeux par M^e Bocquet, huissier commis, le 18 septembre 1885, au domicile dudit Bouttefeux, à Saint-Michel, et parlant à sa femme ; — Attendu que ce dernier a donc eu connaissance dudit jugement dès ledit jour 18 septembre ; — Attendu qu'aux termes de l'article 20 du Code de procédure civile, l'opposition, pour être recevable, doit être formée dans les trois jours de la signification du jugement ; — Qu'il est vrai que l'article 21 du même Code dit que le défaillant pourra être relevé de la rigueur du délai et admis à opposition en justifiant qu'à raison d'absence ou de maladie grave il n'a pu être instruit de la procédure ; — Attendu que Bouttefeux n'invoque rien de pareil, et qu'on ne rencontre dans la cause aucun motif permettant de le faire bénéficier de l'article 21, *in fine* ; — Que son opposition est donc tardive, et ne saurait être accueillie ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort : — Déclarons l'opposition de Bouttefeux non recevable comme tardive, l'en déboutons, et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Le juge de paix ne peut relever de la rigueur du délai la partie déchue du droit d'opposition que dans les cas pré-

vus par la loi : absence ou maladie grave. Voir en ce sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Opposition*.

**Tribunal de simple police d' Hirson
(Aisne).**

Président : M. FOURNET, juge de paix.

19 novembre 1891.

*Diffamation verbale. — Partie civile.
Prescription. — Relaxe.*

L'action publique et l'action civile basées sur une diffamation se prescrivent après trois mois révolus, à compter du jour où le délit, ou la contravention, aura été commis, ou du dernier acte de poursuite, s'il en a été fait.

Cette prescription est d'ordre public et doit être appliquée même d'office par le juge.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Après avoir reçu les réquisitions du ministère public, statuant en premier ressort : — Attendu qu'il résulte des débats et de l'enquête qu'Auguste Hennequin s'est rendu coupable de diffamation verbale envers les demandeurs ; — Attendu qu'aux termes de l'article 65 de la loi du 29 juillet 1881, sur la liberté de la presse,

l'action publique et l'action civile résultant des crimes, délits et contraventions prévus par ladite loi, se prescrivent après trois mois révolus, à compter du jour où ils auront été commis, ou du jour du dernier acte de poursuite, s'il en a été fait ; — Attendu que cette prescription est d'ordre public et doit être appliquée d'office par le juge, aux termes d'une jurisprudence constante et d'un arrêt de la Cour suprême en date du 14 mai 1884 ; — Attendu que suivant la déposition de l'unique témoin Caramin, c'est le 28 juillet, et non le 29 comme il est dit en la citation, que la diffamation verbale reprochée à Auguste Hennequin a été commise au cabaret Picard ; qu'il s'était donc écoulé trois mois entiers au 28 octobre, jour de la citation introductive d'instance ; qu'à cette date, les actions publique et civile étaient prescrites ; — Par ces motifs ; — déclare prescrites les actions publique et civile relatives à la diffamation verbale sus - rappelée. — Renvoie Auguste Hennequin des poursuites dirigées contre lui, sans amende ni dépens et sans dommages-intérêts. Laisse les dépens à la charge des parties civiles. »

Observations. — Application exacte de l'article 65 de la loi du 29 juillet 1881.

Justice de paix du canton d'Allègre
(Haute-Loire).

Président : M. CUOQ, juge de paix.

7 et 28 octobre 1889.

Responsabilité. — Gendarmes. — Garde
champêtre. — Ordre illégal. — Maire.
— Recours en garantie.

Les agents de la force publique sont responsables des dommages causés par eux aux particuliers, dans l'exécution d'un ordre illégal du maire (*premier jugement*).

Mais ils sont recevables et fondés à actionner en garantie le maire qui leur a donné cet ordre illégal (*deuxième jugement*).

Ainsi décidé par M. le juge de paix d'Allègre dans les termes suivants :

Premier jugement du 7 octobre 1889.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance en date du 4 septembre dernier, notre jugement préparatoire du 9 septembre et les procès-verbaux d'enquête par nous dressés, les 16 et 30 du même mois, le tout enregistré ; — Après avoir entendu les parties dans leurs divers moyens, conclusions et défenses ; — Vidant notre délibéré et statuant par jugement contradictoire en premier ressort ; — En fait : attendu qu'il a été constaté et reconnu que le mercredi 21 août dernier, jour de marché à Allègre, le sieur Joubert, marchand étalagiste, avait installé son banc de mercerie sur la place du marché à Allègre, en face de la chapelle publique des Pénitents, sous l'angle nord-ouest de cette église ; et que ce même jour-là, vers les deux heures du soir,

SEPTEMBRE 1892.

au moment où le marché était dans sa pleine activité, les gendarmes Boule, Vignal et le garde champêtre Nolhat sont venus lui intimer l'ordre d'enlever son banc de cette place, et, sur son refus, ont bouleversé son étalage et ont brouillé ses marchandises qu'ils ont dispersées sur le sol ou rejetées pêle-mêle sur une caisse placée à terre à côté du banc d'étalage ; — Que ce fait a occasionné un préjudice matériel et moral au sieur Joubert qui en demande la réparation, et ce tant pour le dégât des marchandises avariées que pour l'interruption forcée de son commerce dans la soirée du 21 août ; — Que pour repousser l'action dirigée contre eux, les défendeurs prétendent que, dans cette circonstance, ils ont agi comme agents de la force publique, en vertu d'une réquisition régulière émanée de l'autorité municipale, et que dès lors, en cette qualité, ils sont couverts par les ordres qu'ils ont reçus et ne sont pas personnellement responsables des conséquences de leur exécution ; — Mais attendu que les agents et dépositaires de la force publique sont, comme tous les autres citoyens, soumis au principe général de la responsabilité de leurs actes personnels, suivant la règle posée par les articles 1382 et 1383 du Code civil ; — Qu'il en est ainsi surtout depuis l'émission du décret du 19 septembre 1870, qui a abrogé l'article 75 de la constitution de l'an VIII et toutes autres dispositions des lois ayant pour objet d'entraver les poursuites dirigées contre les fonctionnaires publics de tout ordre ; — Que ce principe admis, il s'agit seulement de vérifier si les

défendeurs ont agi légalement en vertu d'ordres réguliers et dans les limites de leurs attributions; — Au fond : attendu qu'il est établi par l'enquête et les débats que l'emplacement où Joubert avait installé son banc fait partie et est une dépendance, non de la voie publique, mais de la place du marché; que telle a toujours été sa destination spéciale; — Que Joubert, depuis plus de trois ans, et d'autres marchands avant lui, avaient occupé cet emplacement par leurs étalages, sans aucune protestation de la part de l'autorité municipale ni du placier adjudicataire des droits de la ville, qui en percevait le prix de location des mains de ces divers marchands; — Que ce même état de choses se poursuit encore aujourd'hui; — Attendu que, pour changer l'affectation de cet emplacement et modifier cette situation acquise par un long usage et maintenue par les diverses municipalités qui se sont succédé à Allègre, il aurait fallu, aux termes de l'article 68 de la loi du 5 avril 1884, une délibération du conseil municipal, approuvée par l'autorité supérieure, ou tout au moins, de la part du maire, un arrêté pris en vertu des articles 94 et 97 de la même loi et rendu exécutoire selon les formes et dans les délais prescrits par les articles 95 et 96; — Qu'aucune justification de ce genre n'a été faite et que néanmoins, à la date du 21 août dernier, M. l'adjoint au maire d'Allègre a requis deux gendarmes « à l'effet d'obliger « par la force publique l'enlèvement « d'un banc installé sur la place « aux bestiaux et devant la cha- « pelle, empêchant la libre circu-

« lation publique, par le sieur Jou- « bert-Borie, marchand. » — Attendu que cette réquisition, en vertu de laquelle les défendeurs ont agi, manque de base et n'a aucune valeur légale; — Que pour être régulière et complète, elle aurait dû énoncer la loi qui l'autorisait, le motif, l'ordre, le jugement ou l'acte administratif en vertu duquel elle était faite; le tout suivant les prescriptions de l'article 93 du décret du 1^{er} mars 1854, auquel il aurait fallu se conformer; — Que toutes ces énonciations substantielles font défaut dans ladite réquisition et que, de plus, c'est à tort que le rédacteur invoque, dans cet acte, l'intérêt de la circulation publique, puisqu'il est établi par l'enquête que l'emplacement en question n'était pas affecté à cette circulation publique, mais était de tout temps spécialement réservé aux besoins et à l'usage du marché et à l'étalage des marchands, comme il l'est encore aujourd'hui; — Attendu d'ailleurs qu'il n'est produit, ni même allégué comme existant, aucun arrêté municipal ayant pour but de réglementer la tenue et l'emplacement divers des bancs de marchands sur la place du marché public; — Que dès lors, en l'absence de toute réglementation spéciale et en vertu de nos lois civiles proclamant, pour tous les citoyens indistinctement, l'égalité des droits et la liberté du commerce et de l'industrie, tout marchand patenté a la faculté d'installer son banc sur la place publique, en en payant le prix de location suivant le tarif en vigueur; — Que ce droit a été violé dans la personne de Joubert et que réparation lui est due pour le dom-

mage dont il a souffert à la suite de l'acte arbitraire et illégal dont il a été victime dans la journée du 21 août dernier ; — Attendu que nous trouvons dans les documents de l'enquête des bases d'appréciation suffisantes pour pouvoir évaluer ce dommage et pour déterminer les responsabilités de ceux qui l'ont occasionné ; — Que M. Martin, adjoint à M. le maire d'Allègre et auteur direct de la réquisition du 21 août, ayant été invité verbalement par les défendeurs à prendre leur fait et cause, a fui personnellement le débat et s'est refusé à intervenir volontairement dans l'instance où il n'avait pas été appelé régulièrement ; — Que par suite de ce refus, la cause reste engagée et circonscrite entre les trois défendeurs, sauf à ceux-ci leur recours ultérieur, s'il y a lieu contre qui de droit, conformément à l'article 33 du Code de procédure civile ; — Et en ce qui concerne ces derniers, attendu que de l'enquête et des débats il résulte que le gendarme Boule est resté simple spectateur passif du fait dommageable dont se plaint Joubert ; qu'il s'est abstenu et n'y a pas participé personnellement ; — Que toute la responsabilité de ce fait retombe sur les autres deux défendeurs, Vignal et Nolhat, qui seuls ont déplacé et froissé les marchandises du demandeur et ont entravé son commerce dans la journée du 21 août dernier ; — Par ces motifs, déboutons le sieur Joubert de sa demande contre le gendarme Boule, mis et resté hors d'instance ; et faisant droit à cette même demande contre les sieurs Vignal et Nolhat, les condamnons conjointement et solidai-

rement, comme coauteurs du fait dommageable, à 50 francs de dommages-intérêts envers le sieur Joubert ainsi qu'en tous les dépens. »

Deuxième jugement du 28 octobre 1889 :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance en date du 10 courant, notre jugement préparatoire du 14 octobre et notre procès-verbal d'enquête en date de ce jour ; vu la réquisition délivrée par M. Martin, adjoint, le 21 août 1889, ainsi conçu : « Nous maire de la « commune d'Allègre, requérons « deux gendarmes à l'effet d'obliger « par la force publique l'enlèvement d'un banc installé sur la « place aux bestiaux et devant la « chapelle, empêchant la libre circulation publique, par le sieur « Joubert-Borie, marchand, qui n'a « voulu se référer à nos ordres. » — Vu le procès-verbal dressé contre Joubert par les gendarmes Boule et Vignal le 21 août dernier à la suite de cette réquisition et le jugement de relaxe, rendu sur la poursuite du ministère public par le Tribunal de simple police du canton d'Allègre, le 26 août 1889, lors duquel M. Martin a été entendu dans ses explications ; — Vu le décret du 19 septembre 1870, portant abrogation de l'article 75 de la constitution de l'an VIII, et de toutes autres dispositions des lois ayant pour objet d'entraver les poursuites dirigées contre les fonctionnaires publics de tout ordre ; — Après avoir entendu les parties dans leurs conclusions, moyens et défenses, tant à l'audience de ce jour qu'à celle du 14 octobre courant ; — Statuant par jugement contradic-

toire en premier ressort; — En droit : — Attendu qu'il est de jurisprudence et de doctrine que les décisions rendues par la juridiction criminelle ont envers toutes les parties, même celles qui n'ont pas figuré dans l'instance, l'autorité de la chose jugée et qu'on ne saurait débattre à nouveau non seulement l'existence du fait, mais encore la qualification qui lui a été donnée; — Que cette influence de la chose jugée au criminel sur l'action civile est une conséquence déduite des dispositions de l'article 1351 du Code civil et des articles 3 et 360 du Code d'instruction criminelle; — En fait : — Attendu que la demande du gendarme Vignal est basée et prend sa source dans les faits relevés lors de la procédure et de l'instruction qui ont eu lieu à la suite du procès-verbal dressé contre Joubert le 21 août dernier, et qui se sont terminés par un jugement de relaxe, rendu le 26 août par le Tribunal de simple police du canton d'Allègre, lequel n'ayant été l'objet d'aucun pourvoi a acquis l'autorité de la chose jugée en dernier ressort; — Qu'il résulte de ces instruction et jugement que le sieur Joubert n'avait commis aucune infraction, en refusant d'enlever son étalage de mercerie qu'il avait installé ce jour-là, comme les autres mercredis précédents depuis trois ans, sur le marché public à Allègre, en face de la chapelle des Pénitents, sur un emplacement communal affecté à la tenue des foires et marchés, et non destiné à la circulation publique; — Qu'il est établi par ces mêmes documents que la réquisition délivrée à la gendarmerie d'Allègre

le 21 août dernier par M. Martin, en sa qualité d'adjoint au maire de cette commune, pour procéder par la force publique à l'enlèvement du banc Joubert, n'était pas régulière et conforme à l'article 95 du décret du 1^{er} mars 1854, dès lors qu'elle n'était pas basée sur aucune disposition de loi, ni sur aucun arrêté municipal légalement pris et publié à l'effet de modifier l'état de choses ancien et d'interdire l'occupation de cet emplacement par les bancs d'étalage qui jusque-là s'y étaient toujours tenus et s'y tiennent même encore aujourd'hui, comme cela résulte de la déposition faite à la présente audience par l'épouse Moury, adjudicataire des droits de place; — Attendu que le gendarme Vignal, en déplaçant les marchandises de Joubert, n'a pas agi spontanément et de son propre chef, mais à la suite et en exécution d'ordres par lui reçus qu'il n'a pas outrepassés et qu'il était autorisé à considérer comme réguliers, en raison de leur provenance et de la qualité du fonctionnaire qui les lui avait transmis et qui avait droit de requérir la force publique; — Que n'ayant été lui-même qu'un instrument passif, un agent d'exécution matérielle de cette réquisition, ledit M. Vignal n'a pu être déclaré responsable vis-à-vis de Joubert, du fait dommageable éprouvé par celui-ci, que sous la réserve de son recours en garantie contre l'auteur direct de cette réquisition qui, seul, doit en assumer la responsabilité définitive; — Attendu que le dommage dont Joubert a été victime dans cette circonstance, a consisté principalement dans le trouble apporté à son petit négoce, outre le

déplacement et le froissement de ses marchandises qui a été le résultat forcé et inévitable de l'exécution de ladite réquisition, ordonnant l'enlèvement du banc de Joubert; — Et que dès lors il y a nécessité et obligation légale, pour M. Martin, de garantir et relever le sieur Vignal de toutes les condamnations prononcées contre celui-ci au profit de Joubert par le jugement du 7 octobre courant; le tout par application des articles 1382 et 1383 du Code civil, et à raison de la faute et de l'imprudence commises par M. Martin, en ordonnant une mesure illégale et une voie de fait que n'autorisaient pas les circonstances et les antécédents ni les règlements locaux; — Par ces motifs, déclarons M. Martin auteur direct et responsable du fait dommageable éprouvé par Joubert dans la journée du 21 août dernier; disons que M. Martin est tenu d'indemniser M. Vignal de toutes les condamnations prononcées contre celui-ci par le jugement précité du 7 octobre courant; en conséquence, condamnons ledit M. Martin à payer et rembourser à M. Vignal : 1° la somme de 50 francs, montant des dommages-intérêts alloués à Joubert; 2° celle de 64 fr. 45, montant des frais liquidés de l'instance Joubert; 3° et tous les dépens de l'instance actuelle. »

Observations. — La question de savoir si l'agent requis par un fonctionnaire qui avait le droit de requérir la force publique est personnellement responsable de l'exécution de l'ordre illégal qui lui a été donné par ce fonctionnaire, ne

laisse pas que de soulever quelque doute et est certainement contro-versable. En tout cas, il est bien certain que l'agent condamné comme responsable a son recours contre le fonctionnaire qui l'a requis indûment. Ces deux jugements ont été exécutés sans appel.

Justice de paix de Sainte-Hermine
(Vendée).

Président : M. LARGEAUD, juge de paix.

7 mars 1892.

Diffamation verbale. — Publicité. — Dommages - intérêts. — Compétence civile du juge de paix.

La diffamation pouvant donner ouverture à l'action civile en dommages-intérêts existe alors même qu'elle ne s'est pas produite dans un lieu public.

Pour fixer équitablement la quotité des dommages-intérêts à allouer à la personne qui en a été victime, le juge de paix doit tenir compte du degré de publicité qui lui a été donné par le fait du diffamateur et non de la publicité ou du surcroît de publicité imputable aux doléances et récriminations intempestives de la personne diffamée.

Le juge de paix doit, en outre, dans le même but, prendre en considération la condition sociale, la situation de fortune, le degré d'instruction et d'éducation des parties, le préjudice moral résultant de propos diffamatoires n'étant jamais absolu, mais toujours subordonné à ces éléments d'appréciation.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le sieur Jules Plancher, meunier, demeurant à la Chapelle - Thémér, a fait citer les sieurs Jean Daguzé et Henri Fagot, tous deux cultivateurs, demeurant au même lieu, à

comparaître, le 22 février dernier; à l'audience de M. le juge de paix de Sainte-Hermine, pour :

« Attendu que le sieur Jean Daguzé poursuit le requérant et son épouse des imputations et des injures les plus graves et les plus imméritées; — Que le sieur Henri Fagot, beau-frère de Jean Daguzé, croit bien faire en agissant de la même façon; que c'est ainsi que, le 21 décembre 1891, dans la cuisine de M. Gustave Boutet, propriétaire à la Chapelle-Thémér, Daguzé s'est vanté que lui et un autre homme qu'il nommait avaient l'un et l'autre des relations adultères avec la femme du requérant; — Que, le lendemain, dans les bois du Plessis, commune de Saint-Laurent, le sieur Jean Daguzé, s'adressant à un témoin qui travaillait au bois comme lui, s'écria : « Je vais « faire quarante fagots, et j'irai en- « suite au b... », indiquant par des explications ultérieures qu'il entendait désigner par ce terme obscène la maison du requérant; — Que Fagot intervint alors et insista sur la signification susindiquée des paroles adressées par Jean Daguzé à son interlocuteur qui s'étonnait : « Oui, « c'est bien de Plancher, notre fari- « nier, qu'il s'agit; il a déclaré sa « femme au public comme tenant « b... et se livrant à qui la voudrait; « Plancher n'a plus qu'à faire placer « maintenant un gros numéro à la « porte de sa maison, à l'exemple « de notre défunt voisin X..., qui, « quand il fut ruiné, livra sa femme « au public »; — Attendu que ces indignes calomnies, proférées devant de nombreux témoins, causent le plus grand préjudice au sieur Plancher et à sa femme, qui sont ainsi représentés, l'un comme un

mari complaisant et l'autre comme une femme adultère; — Que réparation leur est due; — S'entendre les sieurs Daguzé et Fagot condamner, solidairement entre eux, en 3 000 francs de dommages-intérêts, avec intérêts et dépens, sous toutes réserves. »

La cause appelée, le demandeur, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et comme exerçant les droits et actions mobiliers de la dame Marie Duret, son épouse, a repris les conclusions de l'exploit précité. Les défendeurs ont répondu que, loin d'émettre les propos à eux reprochés, ils avaient au contraire toujours protesté contre la conduite du demandeur, qui seul les avait accrédités en leur en attribuant malicieusement l'invention, et notamment en disant partout à qui voulait l'entendre : « Je ne suis pas « satisfait de Daguzé : il se vante « d'entretenir des relations adultères « avec ma femme. »

Le demandeur a alors déposé entre nos mains des conclusions tendant à ce qu'il nous plaise vouloir bien l'autoriser à faire par témoins la preuve des faits par lui articulés dans son exploit introductif d'instance, et nous lui en avons donné acte.

En conséquence et par jugement interlocutoire du même jour, avant dire droit au fond, nous avons ordonné que, le lundi 7 mars 1892, à l'audience, le demandeur ferait par témoins la preuve par lui offerte, preuve contraire réservée aux défendeurs et dépens remis en fin de cause.

En exécution du jugement interlocutoire susvisé et à l'audience susindiquée, nous avons procédé à

l'audition des témoins cités à la requête du demandeur et des défendeurs, et leurs dépositions ont été consignées sur un procès-verbal séparé.

L'enquête et la contre-enquête terminées, M^e Pacquetteau, avoué du barreau de Fontenay, défenseur du sieur Plancher, demandeur, après avoir repris et développé les conclusions de l'exploit introductif d'instance susrelaté, a dit que, la preuve offerte par son client se trouvant bien faite par suite des témoignages que nous venions d'entendre, il persistait, au nom de ce dernier, dans lesdites conclusions.

Les défendeurs ont maintenu les dénégations et moyens de défense par eux formulés à notre précédente audience.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort : — Vu la citation introductive d'instance, en date du 15 février dernier, et notre jugement interlocutoire du 22 du même mois ; — Vu notre procès-verbal d'enquête et de contre-enquête de ce jour ; — Ouf le défendeur du demandeur en ses dires et conclusions, et les défendeurs en leurs moyens de défense ; — En droit : — Attendu qu'aux termes de la loi du 25 mai 1838, art. 5, § 5, non modifiée par la loi du 29 juillet 1884, le juge de paix connaît, sans appel, jusqu'à la valeur de 100 francs, et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions civiles pour diffamation verbale et pour injures publiques ou non publiques, verbales ou par écrit, autrement que par voie de la presse ;

— Attendu que la diffamation peut avoir un caractère différent suivant les conditions où elle a été commise et la personne envers qui elle a été commise ; — Qu'il y a lieu, pour le juge de paix, de rechercher d'abord la gravité du préjudice causé et ensuite quelle a été l'intention du diffamateur, c'est-à-dire si les propos diffamatoires ont été tenus légèrement ou avec une intention de nuire plus ou moins caractérisée ; — Que, pour qu'il y ait diffamation, il n'est pas nécessaire que ces propos aient été tenus publiquement et dans un lieu public ; — Qu'il résulte en effet des termes de l'article 5 susvisé de la loi du 25 mai 1838 que le législateur n'a pas entendu que la diffamation, même dépourvue de publicité, restât impunie ; — Qu'il suffit dès lors, au point de vue de l'action en réparation par la voie civile, que l'allégation ou l'imputation reprochée renferme le caractère légal de la diffamation, tel qu'il est défini par l'article 29 de la loi du 29 juillet 1884 ; — Attendu que le mari peut poursuivre en son nom personnel la répression des propos diffamatoires qui atteignent non seulement son honorabilité, mais encore l'honorabilité de sa femme ; — Attendu que la preuve faite de la diffamation verbale entraîne l'application de l'article 1382 du Code civil, aux termes duquel tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ; — En fait : — Attendu qu'il résulte de la déposition du sieur Ragon (Constant), premier témoin de l'enquête : — Que, le 22 ou 23 décembre 1891, dans l'après-midi, ledit Ragon se trouvant à fagoter dans les bois du

Plessis, commune de Saint-Laurent, avec les défendeurs, Fagot et Daguzé, ce dernier lui dit : « Je dois « faire quarante fagots pour ma part ; « quand mes quarante fagots seront « faits, j'irai au b... — Tu sais bien, « toi aussi, Constant, qu'il y a un « b... de déclaré dans notre village ; » — Que, le témoin ayant répondu qu'il l'ignorait, Daguzé reprit : « Tu « le sais bien, il te l'a dit à toi aussi, « mais il t'a défendu de le répéter ; » — Que Fagot, trouvant sans doute le langage de Daguzé, son beau-frère, insuffisamment explicite, intervint alors en disant : « C'est de « notre voisin Plancher, le farinier, « qu'il s'agit ; il a déclaré sa femme « au public, et c'est pourquoi, ce « matin, Daguzé l'a traité de cor- « nard ; » — Que Daguzé, confirmant les paroles de Fagot, ajouta : « Oui, j'ai dit à Plancher, ce matin, « d'aller chercher sa v..., sa p... ; « cela lui a bien fait trouver une « langue ; » — Que Fagot, en manière de conclusion, fit ensuite cette réflexion, applaudie et commentée par Daguzé : « Plancher n'a plus « qu'à faire placer un gros numéro « sur la porte de sa maison, à l'exem- « ple de notre défunt voisin X..., « qui, quand il fut ruiné, livra sa « femme au public ; » — Attendu que le sieur Bodin (Jacques), deuxième témoin de l'enquête, vient déclarer ensuite que, vers la même époque, Daguzé, en sa présence et aussi en présence de Ragon, premier témoin, ayant raconté qu'il allait bientôt se rendre chez Plancher, pour retirer de l'argent par lui prêté à ce dernier, répondit affirmativement audit Ragon, qui lui demandait s'il profiterait de l'occasion pour b... la femme Plancher ; — Qu'enfin les

troisième et quatrième témoins de l'enquête viennent à leur tour affirmer que, toujours vers la même époque, le sieur Daguzé, étant attablé avec eux dans la cuisine de la maison Boutet, a, sous une forme assez astucieuse, à l'aide de laquelle il pensait couvrir sa responsabilité, cherché à porter atteinte à l'honorabilité de la femme Plancher, en racontant, comme une histoire plaisante, que lui, Daguzé, et un nommé T... étaient accusés de fréquenter intimement cette dernière ; — Attendu que les témoins de la contre-enquête, en s'efforçant à prouver que les propos diffamatoires dont se plaint le demandeur avaient été considérablement propagés par son fait, n'ont cependant pas réussi à disculper les défendeurs ; — Qu'il découle des principes de droit susvisés que lesdits propos constituent la diffamation verbale telle qu'elle est définie par l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881, bien qu'ils aient été tenus successivement dans les bois et à l'intérieur d'un domicile privé ; — Attendu pourtant, en ce qui concerne d'une part le dialogue obscène intervenu, dans les bois du Plessis, entre Daguzé et Fagot, qu'il paraît n'avoir eu pour auditeur que le témoin Ragon, celui-ci n'ayant pu mentionner le nom d'aucune autre personne présente ; — Qu'il n'est point établi ni par les débats ni par l'enquête qu'il se soit répandu dans le public par son intermédiaire ; — Qu'au surplus ce témoin qui s'amuse à provoquer au besoin les grivoiseries stupides et malpropres de Daguzé peut à bon droit être suspecté de les avoir amplifiées dans sa déposition ; — Attendu, en ce qui concerne, d'autre part, les paroles

prononcées par Daguzé dans la cuisine de la maison Boutet, paroles évidemment diffamatoires et répréhensibles, malgré la forme sous laquelle elles ont été transmises par leur auteur, qu'il n'est pas non plus établi par l'enquête qu'elles aient été colportées et propagées par les deux domestiques de cette maison, qui seuls les ont entendues ; — Qu'il résulte de la contre-enquête que Plancher en aurait été lui-même le principal propagateur, à force de répéter partout à qui voulait l'entendre : « Je suis très mécontent de « Daguzé, parce qu'il se permet de « répandre le bruit qu'il fait de ma « femme tout ce qu'il veut ; chaque « fois que je passe auprès de lui et « de Fagot, son beau-frère, ils me « traitent de cornichon et de cor- « nard, » rééditant ainsi sommairement, sous une forme moins incongrue, les propos tenus précédemment, dans les bois du Plessis, par Daguzé et Fagot, en présence du témoin Ragon ; — Qu'il est donc bien évident que, si Daguzé et Fagot lui ont causé un préjudice en mettant en suspicion sa moralité et celle de sa femme, il doit s'imputer la faute de l'avoir considérablement aggravé en donnant à leurs racontars obscènes un surcroît de publicité par ses doléances naïves et maladroites ; — Attendu néanmoins que, quelle que soit la faute imputable au demandeur, la diffamation commise méchamment par les défendeurs à l'encontre des époux Plancher, dont les bonnes mœurs sont attestées par un certificat de M. le maire de la commune de la Chapelle-Thémer, n'en constitue pas moins un fait dommageable, soumettant ses auteurs à une répa-

ration civile, aux termes de l'article 1382 précité du Code civil ; — Que les témoignages recueillis dans notre procès-verbal d'enquête et de contre-enquête de ce jour, concourant à établir que c'est Plancher qui a répondu par des récriminations aux paroles outrageantes dont les défendeurs s'étaient déjà rendus coupables à son égard, ceux-ci prétendent en vain, pour dégager leur responsabilité, n'avoir fait que protester contre les accusations calomnieuses dudit Plancher, tendant à faire croire que Daguzé entretenait des relations adultères avec la dame Plancher ; — Que l'existence effective d'un semblable grief, au lieu de motiver d'ailleurs l'hilarité de Daguzé, dans la cuisine de la maison Boutet, eût plutôt soulevé de sa part de légitimes protestations ; — Qu'en pareille hypothèse, les défendeurs, loin de s'égayer mutuellement, dans les bois du Plessis, aux dépens de la dame Plancher et de son mari, se fussent montrés indignés de la conduite de ce dernier, dont les imputations calomnieuses pouvaient nuire à leur considération et mettre la discorde entre les époux Daguzé ; — Que ces paroles rapportées dans la contre-enquête par le témoin Brusseau : « Si je voulais, je ferais « faire mauvais ménage aux époux « Daguzé, » semblent, eu égard aux circonstances de la cause, avoir, dans la bouche de Plancher, une tout autre signification que celle qui leur est attribuée par les défendeurs ; — Que Plancher a évidemment voulu dire par là que, si les forfanteries de Daguzé, qui se flatte lui-même faussement de se faire octroyer, quand bon lui semble, les

plus coupables privautés par la dame Plancher, étaient rapportées à la femme Daguzé, celle-ci, irritée par un sentiment de jalousie, ferait incontestablement mauvais ménage avec son mari ; — Que si le demandeur, à notre audience de conciliation du 15 février dernier, dans notre cabinet, a eu le tort grave d'adresser les épithètes les plus malsonnantes au sieur Daguzé, en lui reprochant de s'être introduit chez lui, en son absence, il n'est pas pour cela démontré que, dans une autre circonstance quelconque, soit publiquement, soit même confidentiellement, il ait tenu un langage aussi inconséquent ; — Que la culpabilité des défendeurs ne saurait au contraire être mise en doute ; — Sur les dommages-intérêts : — Attendu que les dommages-intérêts réclamés sont considérablement exagérés ; qu'il y a lieu de les réduire à des proportions équitables, et, dans ce but, de prendre en considération : — 1° Que les racontars scandaleux reprochés aux défendeurs n'auraient eu qu'une publicité très restreinte si, avec une incroyable naïveté, longtemps avant de se décider à en poursuivre la répression, le demandeur n'avait pas commis la faute de les propager par ses doléances et récriminations intempestives ; — 2° Que, si la diffamation n'entraîne aucune conséquence appréciable au point de vue matériel, le dommage qui en résulte n'est jamais absolu, mais toujours relatif, c'est-à-dire subordonné à la condition sociale, à la situation de fortune, au degré d'instruction ou d'éducation des parties, éléments d'appréciation par nous puisés à bonne source dans l'espèce, où

l'extension donnée aux débats, le chiffre relativement élevé des dépens (98 francs), constituent déjà une réparation notable en faveur de la partie lésée ; — 3° Qu'en définitive, l'effet moral produit par un jugement de condamnation rétablit la réputation de la personne diffamée plutôt que l'allocation d'une somme d'argent plus ou moins forte ; — Par ces motifs, sans rechercher si la culpabilité de l'un des défendeurs est moindre que celle de l'autre ; préférant, à cause des liens de parenté qui unissent les sieurs Daguzé et Fagot, leur faire partager la responsabilité du préjudice causé au demandeur, les condamnons, solidairement entre eux, à payer à ce dernier la somme de 100 francs, à titre de dommages-intérêts ; — Sous la même solidarité, les condamnons en outre aux dépens. »

Observations. — Les propos imputés aux défendeurs avaient certainement un caractère diffamatoire d'une très réelle gravité, et étaient de nature à justifier l'action civile en dommages-intérêts pour diffamation et injure. Peu importe que les propos aient été tenus dans un lieu public ou non public. L'article 5 de la loi de 1838 donne compétence au juge de paix pour connaître des actions civiles pour diffamation *verbale*, c'est-à-dire sans exiger que la diffamation se soit produite dans un lieu public. — Quant à l'évaluation des dommages-intérêts qu'il convient d'allouer au demandeur, le juge a un plein pouvoir d'appréciation, et peut notamment tenir compte de l'état social des parties et des circonstances de toute nature qui peuvent atténuer le préjudice causé

par les propos. Nous avons rapporté, dans ce BULLETIN, de nombreuses décisions en ce sens.

Justice de paix de Londinières
(Seine-Inférieure).

Président : M. HUE, juge de paix.

6 novembre 1891.

Usagers. — Bois. — Lotissement. —
Hêtre. — Limite. — Demande en ga-
rantie.

Lorsqu'un arbre se trouve placé exactement sur la ligne séparative des lots attribués à deux usagers, l'un d'eux n'a pas le droit d'abattre cet arbre et de se l'attribuer tout entier.

La valeur de cet arbre doit être partagée entre les deux usagers.

En conséquence, celui qui se l'est approprié doit être condamné à payer à l'autre la moitié de cette valeur.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — OUI MM^e Bouvet et Niquet, avoués, conseils des parties, en leurs conclusions et plaidoiries, à l'audience du 23 octobre dernier, vidant notre dé-libéré; — Attendu que Levasseur a actionné Letellier en paiement de 45 francs, représentant, selon lui, la valeur des trois quarts qu'il prétend lui appartenir dans le hêtre litigieux; qu'il réclame, en outre, une somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts; — Attendu que Letellier a appelé à son tour Seré en garantie des condamnations qui pourraient intervenir contre lui, et lui récla-mait une somme de 30 francs à titre de dommages-intérêts, récla-mation à laquelle il a renoncé à l'audience; — En la forme : — At-

tendu que l'instance principale a été à bon droit dirigée contre Le-tellier; — Que, celui-ci, en effet, a été, le 5 octobre 1890, réguliè-rement nommé entrepreneur respon-sable du Vol-Pateux, par M^e Cor-sange, notaire à Londinières, et Charles de Gally, propriétaire à Croixdalle, en leur qualité de syn-dics des usagers de la forêt domaniale de Croixdalle; — Que, comme entrepreneur responsable, Letellier est chargé de délivrer à chaque usa-ger son lot; mais, que celui-ci, de son côté, est en droit de s'adresser à lui pour demander la possession complète du lot qui lui est échu; — Qu'il a toujours été procédé ainsi; que cela est conforme aux règles du syndicat des usagers, et que Seré lui-même a demandé cette déli-vrance au mois d'avril dernier; — Attendu que la demande en garantie formée par Letellier contre Seré est également régulière et recevable; — Qu'appelé personnellement en cause par Levasseur, il est en droit d'établir que le fait dont il est res-ponsable est l'œuvre de Seré; que ce dernier l'a accompli sans son autorisation, et que, s'il est jugé dommageable, Seré doit le garantir des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui; — Au fond : — Sur la demande princi-pale : — Attendu que, suivant pro-cès-verbal du 19 juin 1890, dont une expédition nous a été repré-sentée, revêtue de la formalité du timbre et enregistrée, il a été pro-cédé, par M. l'inspecteur des forêts, à l'arpentage de la coupe du canton de Vol-Pateux, terroir de Croix-dalle, pour l'année 1890, et à la di- vision de cette coupe, suivant les droits des usagers, avec indication

des lots attribués à chacun d'eux, ainsi qu'il résulte du plan contenu audit procès-verbal ; — Attendu que l'administration des forêts a fait délivrance à Letellier de ladite coupe, et que celui-ci a accepté cette délivrance et le morcellement indiqué ; — Que cette acceptation par l'entrepreneur désigné par les syndics oblige tous les usagers, et que Levasseur ou Seré ne peuvent aujourd'hui prétendre à une contenance supérieure à celle portée au plan ; — Que, d'ailleurs, Seré a lui-même payé, sans réclamation, à l'administration des domaines, la redevance due pour cette contenance ; — Attendu qu'il ne reste donc qu'à rechercher les lots attribués à Levasseur et Seré et quel était l'emplacement du hêtre litigieux ; — Attendu qu'il a été attribué à Seré le troisième lot, ayant une contenance de 1^a,68 ; — Que Levasseur a eu le quatrième lot, d'une contenance de 14^a,89 ; — Que, sans recourir aux opérations de visite des lieux ou expertise sollicitées, il ressort suffisamment des explications des parties, ainsi que du procès-verbal dressé par le garde-vente Lupart, le 23 juin dernier, et des documents de la cause, notamment de ceux émanant de l'administration forestière, que le hêtre dont s'agit se trouvait sur la ligne séparative des troisième et quatrième lots, et appartient dès lors à Levasseur et Seré, chacun pour moitié ; — Attendu qu'il n'est pas contesté par Seré qu'il ne se soit complètement approprié cet arbre ; que Levasseur a donc été privé à tort de la moitié du hêtre, dont la valeur totale peut être fixée à 55 fr. 25, suivant l'estimation du

garde ; — Attendu que Letellier, entrepreneur responsable, doit, en conséquence, être condamné au paiement de la moitié de cette somme, soit de 27 fr. 72 ; — Attendu que la condamnation aux dépens sera une réparation suffisante du préjudice éprouvé par Levasseur et qu'il n'y a lieu de lui allouer d'autres dommages-intérêts ; — Sur la demande en garantie ; — Attendu qu'il est constant que Letellier a appelé plusieurs fois Seré pour procéder contradictoirement entre les deux usagers voisins au partage du hêtre dont s'agit, et que Seré ne s'est pas rendu à cet appel ; — Que, notamment, il a été convoqué à cet effet le 18 juin dernier, pour le dimanche suivant 21 juin ; — Que, sans attendre le partage, Seré a, dans l'intervalle, abattu le hêtre, et se l'est approprié sans droit ; — Attendu que, dans ces circonstances, Letellier est bien fondé dans son action en garantie ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort, déclarons recevables en la forme l'action principale de Levasseur contre Letellier et l'action en garantie de Letellier contre Seré ; — Donnons acte aux parties de ce que Letellier s'est désisté à l'audience de sa demande en 20 francs de dommages-intérêts ; — Disons qu'il n'y a lieu d'ordonner une mesure d'instruction avant faire droit ; — Condamnons Letellier à payer à Levasseur la somme de 27 fr. 62, représentant la valeur de la moitié du hêtre dont s'agit ; — Le condamnons, en outre, aux intérêts de droit, et, pour tous dommages-intérêts, aux dépens ; — Et, faisant droit à la demande récursoire de Letellier ; — Condamnons

Seré à garantir et indemniser ce dernier des condamnations qui viennent d'être prononcées contre lui en principal, intérêts et frais ; — Le condamnons, en outre, aux dépens de la demande en garantie formée contre lui. »

Observations.—Solution exacte. Il a été jugé que lorsqu'un arbre est placé au point de jonction de deux propriétés, il est mitoyen ou commun. Par la même raison, lorsqu'il se trouve sur la ligne séparative des lots attribués à deux usagers, il doit être partagé entre eux par moitié.

Justice de paix du canton de l'Escarène
(Alpes-Maritimes).

Président : M. MAYEN, juge de paix.

15 mars 1889.

Action possessoire. — Pacage. — Possession commune. — Berger. — Intervention.

En justice de paix, toute personne peut se présenter et être admise sur comparution volontaire à l'audience pour y prendre fait et cause d'une des parties en instance ou pour y faire valoir des droits personnels qui ont quelque connexité avec la contestation déjà portée devant le juge.

Spécialement, un propriétaire est recevable à intervenir dans l'instance engagée entre des tiers et des bergers cités pour trouble possessoire.

N'est pas recevable ni fondée l'action possessoire intentée contre des bergers pour pacage prétendu illicite, lorsque des circonstances de la cause et de l'enquête il résulte que le terrain sur lequel a été exercé le pacage est commun entre les demandeurs et l'intervenant, ou qu'au moins les bergers ou leur maître ont joui

sans opposition depuis un temps immémorial du droit d'y faire pacager leurs troupeaux.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que par exploit en date du 12 décembre 1890, enregistré, les sieurs Paul, Jean-Baptiste et Pierre frères, le premier, curé à Blantase, hameau de la commune de Peille, et le second propriétaire, cultivateur à Lucéram, unis d'intérêts, demandeurs, ont fait citer : 1° Michel, Jean-Honoré ; 2° Michel, Félix, fils du précédent ; 3° et la dame Baraja, Marie, son épouse, ce deuxième tant en propre que pour la due autorisation de sa femme, tous propriétaires, cultivateurs et demeurant également à Lucéram, en réparation du dommage qu'ils leur ont causé, pour avoir mené journellement et ce, pendant plus de quatre mois, c'est-à-dire, depuis le mois de janvier jusqu'au mois d'avril de la présente année, et notamment dans le courant du mois de novembre dernier, et malgré la défense qui leur en a été faite, leur troupeau composé de chèvres et brebis dans la propriété (dite bandite, ancien terme sarde) des demandeurs, sise au lieu dénommé Galibert, et communément appelée Bandite de Martel, territoire de la commune de Lucéram, dommage qu'ils évaluent en la somme de 500 francs, avec condamnation au paiement de ladite somme ainsi qu'aux dépens de l'instance et demandent à être maintenus en possession de laquelle, ils ont, disent-ils, exercé la libre, publique et pacifique jouissance, sans aucun

trouble depuis plus d'an et jour, de l'immeuble ci-dessus désigné et spécifié; — Attendu que les demandeurs offrent de faire la preuve par témoins de ce qu'ils avancent, à une audience qu'il nous plaira de fixer ou de nous transporter sur les lieux litigieux afin de pouvoir interroger utilement les témoins sur place; — Qu'invités à s'expliquer sur cette demande, les défendeurs ont répondu qu'ils reconnaissent avoir fait pacager le troupeau de chèvres et brebis confié à leur garde sur les terrains indiqués en l'acte introductif d'instance, mais que le troupeau dont s'agit appartient exclusivement à Baraja, Jean-Baptiste, lequel est aussi copropriétaire et usager de ladite bandite Martel; — Attendu que les demandeurs Paul ajoutent qu'il est de notoriété publique à Lucéram que leurs adversaires et défendeurs Michel ont toujours exercé, pour leur propre compte et depuis bien des années, la profession de berger; que ce n'est que pour se soustraire aux conséquences de la poursuite dirigée contre eux qu'ils cherchent à se placer sous la sauvegarde de Baraja, Jean-Baptiste; — Attendu que le sieur et susdit Baraja, Jean-Baptiste, se trouvant présent à la barre demande à intervenir volontairement en cause, pour et au lieu et place des trois cités et à mettre ceux-ci hors de cause; — Attendu que le Code de procédure civile, en traitant de l'intervention, qu'au point de vue des Tribunaux d'arrondissement, impose à cette voie d'action incidente des formes qui ne sauraient être suivies en justice de paix, où toute partie peut se présenter pour lui demander jus-

tice et être admise sur comparution volontaire à l'audience, soit pour y prendre fait et cause d'une des parties en instance, soit pour y faire valoir des droits personnels qui ont quelque connexité avec la contestation déjà établie; — Par ces motifs, donnons acte à Baraja de son intervention en cause, attendu qu'elle nous paraît régulière en la forme et recevable au fond, et mettons les cités Michel père et fils et Marie Baraja hors de cause; statuant sur les conclusions de l'intervenant en cause; — Attendu que Baraja, sans méconnaître les droits de bandite des demandeurs, frères Paul, dans le quartier Galibert, demande à prouver, également par témoins, que le quartier dont est question, appartient en commun et par indivis à une vingtaine de propriétaires depuis plus de vingt ans; — Qu'à cette dernière date, ces mêmes propriétaires conclurent, d'un commun accord, de procéder à un partage verbal et provisoire dont chacun d'eux reconnaîtrait son lot, à condition qu'il serait loisible et facultatif à chaque communiste ayant droit de faire pacager ses bestiaux pendant toute l'année dans le terrain en friche et de respecter, bien entendu, celui qui serait à l'état de culture; — Que, d'autre part, il demande à son tour, à être maintenu en possession de laquelle il a toujours, dit-il, tant lui queses auteurs, exercé publiquement et pacifiquement depuis longues années et notamment depuis plus d'un an et un jour; — Attendu que les demandeurs prétendent que ces faits, ayant été accomplis à titre de tolérance, ne peuvent fonder ni pos-

session ni prescription ; — Attendu que, en réponse à cette objection émanant seule de Paul, curé à Blantase, Baraja réplique et soutient de nouveau que le droit de bandite, c'est-à-dire de pâturage, est commun entre les parties et que c'est à titre de copropriétaire et de communiste que ses auteurs et lui y ont toujours fait pacager leurs bestiaux et non à titre de tolérance ou de servitude ; — Attendu que, pour examiner le mérite de cette exception, une enquête a été ordonnée par notre jugement interlocutoire du 15 décembre 1888 et qu'elle a eu lieu sur les terrains en litige, en présence des parties, le 5 février 1889, à 9 heures du matin, ainsi qu'il résulte du procès-verbal que nous avons dressé le même jour ; — Attendu au fond, qu'il nous résulte suffisamment des témoignages que nous avons recueillis dans l'enquête, que toujours, de mémoire d'homme, par lui ou ses prédécesseurs ou ayants droit, le sieur Baraja, intervenant en cause, a toujours mené paître son troupeau dans la propriété Galibert sans y être troublé ; — Que cela concorde en effet avec les faits de possession dénoncés dans la contre-enquête, d'après laquelle aussi tous les témoins, et entre autres les vieillards Gal, Honoré et Barralis, Antoine, tous deux dignes de foi, affirment qu'ayant été appelés autrefois pour procéder à un partage verbal des propriétés indivises du quartier Galibert, les communistes ont toujours mené paître leurs troupeaux sans être troublés par personne ; qu'il est également à leur connaissance personnelle que Baraja a toujours fait pacager son troupeau dans le

même quartier depuis longues années et notamment en 1891 et 1890 ; — Que ces faits ainsi prouvés sont de nature à servir de base à la possession annale dudit Baraja, à laquelle il y a lieu de le maintenir ; — Attendu qu'aux termes de l'article 6, n° 1^{er}, de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent à charge d'appel de toutes actions possessoires fondées sur les faits de trouble, allégués commis pendant l'année ; — Attendu, en conséquence, que la possession légitime et annale tant des frères Paul que de Baraja dans le quartier Galibert, dépendant de la bandite Martel est promiscue et commune, de manière que celle de l'un se trouve absolument identique à celle de l'autre des parties en cause ; que c'est donc le cas de les maintenir tous dans cette possession ; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire, en premier ressort, tous les droits des parties réservés au pétitoire ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Au fond, attendu qu'il y a eu toutefois, de la part des demandeurs Paul, une action mal fondée, capricieuse et surtout accompagnée de mauvaise foi et des frais exposés mal à propos ; — Déclarons les demandeurs Paul (Jean-Baptiste), curé desservant le hameau de Plantase, et Paul (Pierre), cultivateur à Lucéram, non recevables ; en tout cas mal fondés dans les chefs de leur demande, dont ils sont respectivement déboutés ; les condamnons en outre solidairement à tous les frais et dépens. »

Observations. — L'intervention dans une instance pendante devant

le juge de paix peut être formée par acte signifié aux parties litigantes et même par une simple comparution à l'audience, sans qu'il soit nécessaire de suivre les formes indiquées par l'article 339 du Code de procédure civile. Voir notre *Dictionnaire Général*, 4^e édit., v^o *Intervention*, n^o 9. — Au fond, l'enquête ayant démontré que l'intervenant avait, au même titre que le demandeur, la possession et jouissance annale et plus qu'annale du terrain litigieux, l'action du demandeur devait être nécessairement rejetée.

Justice de paix du canton de Cannes
(Alpes-Maritimes).

Président : M. FIOUPOU, juge de paix.

17 mars 1892.

Pigeons. — Oiseaux. — Animaux. — Colombier. — Tir. — Res nullius. — Offres. — Nullité. — Conventions verbales. — Dommages-intérêts.

Les pigeons de tir ne peuvent être considérés que comme une marchandise vendue aux tireurs dans le but d'exercer leur adresse. Lors donc, qu'après avoir échappé au feu des tireurs, ils se réfugient dans un colombier voisin, le propriétaire de ce colombier ne peut pas les retenir en vertu de l'article 564.

Il en est ainsi, surtout lorsque précédemment, le propriétaire du colombier a reconnu implicitement que ce droit ne lui appartenait pas, en restituant au propriétaire du tir des pigeons dans les mêmes conditions, moyennant une simple rétribution pour ses soins.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il résulte de la réponse faite par Terrier à la suite de la sommation

du 28 janvier sus-mentionnée, que ce dernier a refusé les offres qui lui étaient faites par Bertrand, en ajoutant qu'il était prêt à restituer les pigeons du tir dont il s'agit, réclamés par Bertrand contre le paiement par ce dernier de la somme de 1 franc pour chaque oiseau et que les offres étaient faites pour soixante pigeons ; que dès lors, il est établi que Terrier retenait pareil nombre d'oiseaux au moment de la sommation qui lui a été faite d'avoir à les restituer à Bertrand ; — Attendu que dans les conclusions insérées dans le présent jugement, Terrier se dit en droit de considérer les conventions verbales qui ont existé entre lui et Bertrand comme nulles et n'existant plus et ne voulant user que de la faculté que la loi lui accorde ; — Attendu dès lors, qu'il ne s'agit plus que d'examiner si les pigeons du tir de Bertrand, au moment où ils ont été tirés, ne sont plus la propriété de ce dernier ou s'ils deviennent la chose du tireur ou des tiers qui s'en emparent ; — Attendu qu'à cet égard les documents de la cause établissent que les tireurs, membres du comité du tir aux pigeons de Bertrand, ont concédé à ce dernier tous les droits qu'ils peuvent avoir sur les pigeons tirés ; que c'est donc vainement que Terrier, défendeur, soutient que les tireurs ne réclament jamais les pigeons tirés et que ces oiseaux deviennent ensuite *res nullius* ; qu'il résulte des mêmes documents de la cause qu'avant de les avoir tirés, les membres du comité ont cédé au demandeur ces oiseaux qu'ils avaient payés ; qu'à la suite de ce marché, ce dernier en est redevenu le pro-

propriétaire et qu'il a qualité pour en demander la restitution à Terrier défendeur, s'il est démontré que ces animaux ne peuvent être assimilés aux pigeons errants qui, passant d'un colombier dans un autre, appartiennent au propriétaire du colombier qui les reçoit, ainsi que le soutient le demandeur; — Attendu, à cet égard, que la prétention de Terrier tendant à faire admettre que les pigeons du tir de Bertrand sont devenus sa propriété dès qu'ils sont entrés dans son colombier ne saurait être accueillie; qu'en effet, les pigeons de tir ne peuvent être considérés que comme une marchandise vendue aux tireurs dans le but d'exercer leur adresse; que, dans la cause actuelle, il est établi que les pigeons, après avoir été tirés, ont été cédés à Bertrand et que soixante de ces oiseaux se sont réfugiés chez Terrier qui n'a pas voulu les restituer à Bertrand, si Bertrand ne lui payait pas 1 franc par chaque pigeon; — Attendu que précédemment Terrier avait restitué des pigeons à Bertrand, moyennant une indemnité de 60 centimes par chaque oiseau, ce qui constituait de sa part comme un aven implicite qu'il ne revendait pas les pigeons à Bertrand et qu'il ne recevait de ce dernier qu'une simple rémunération pour ses peines et soins, avec d'autant plus de raison que le prix de chaque oiseau est de 2 francs vendu aux tireurs; — Attendu dès lors que l'action introduite par Bertrand contre Terrier est recevable et que l'enquête qu'il demande dans ses conclusions est inutile; — Mais attendu que Bertrand, après avoir fixé à soixante le nombre des pigeons d'abord re-

tenus par Terrier, demande la restitution de ceux qui ont pu se réfugier dans le colombier de ce dernier sans en fixer le nombre; que cette seconde partie de la demande, telle qu'elle est formulée, est indéterminée et ne nous permet pas de statuer, soit sur le nombre de pigeons qui devront être restitués, en dehors des soixante qui font l'objet de la première partie de la demande, ni d'ordonner le paiement de leur valeur en cas de non-restitution par Terrier; qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à ce deuxième chef de la demande; — Attendu, quant à l'indemnité, qu'il est équitable d'accorder à Terrier pour ses peines et soins qu'il n'y a plus lieu de s'en rapporter aux offres faites par Bertrand dans l'exploit extrajudiciaire du 28 janvier dernier, qu'il a rétractées après le refus qu'a fait Terrier d'en recevoir le montant, mais que les circonstances de la cause nous fournissent des éléments suffisants pour fixer le chiffre de cette indemnité; — Par ces motifs, condamnons Terrier, défendeur, à rendre et restituer à Bertrand, demandeur, les soixante pigeons qui se sont échappés du tir de ce dernier et qui se sont réfugiés dans le colombier dudit Terrier, et disons que, faute par lui de faire cette restitution dans les vingt-quatre heures à partir de la signification du présent jugement, il devra lui en payer, dans le même délai, la valeur que nous fixons à 120 francs; disons qu'en cas de restitution des pigeons, Bertrand devra payer à Terrier pour ses peines et soins la somme de 40 centimes pour chacun des soixante pigeons restitués et qu'en

cas de paiement de leur valeur fixée à 120 francs, Terrier est autorisé d'ores et déjà à retenir sur cette somme celle de 24 francs, soit 40 centimes par chaque pigeon; condamnons Terrier aux dépens. »

Observations. — Bien que l'article 564 n'ait pas fait de distinction, dans la pratique, on ne l'applique qu'aux pigeons vivant en liberté et conservant leur libre nature et non aux pigeons domestiques ou de volière. Voir jugement de la justice de paix de Roubaix du 19 juin 1874; BULLETIN DES DÉCISIONS, 1874, p. 220; voir également Dalloz, *Répertoire alphabétique*, v° BIENS, n° 85. Or, les pigeons de tir ne sont lâchés qu'au moment du tir et, s'ils ne sont pas tués, doivent être repris aussitôt le tir terminé. On ne peut donc pas dire qu'ils vivent en liberté; on ne peut pas dire non plus que, dans l'espèce ci-dessus, les pigeons appartenaient au fonds qui les possédait, puisque, aux termes des conventions, après le tir, ils étaient acquis au propriétaire du tir, qui n'était pas nécessairement propriétaire du sol. La loi du 4 avril 1889 sur le Code rural n'a pas abrogé l'article 564; elle a seulement déterminé dans quelles conditions le propriétaire d'un fonds pourrait tuer des pigeons venant d'un fonds voisin.

Tribunal de simple police de Betz
(Oise).

Président : M. CHAMOIN, juge de paix.

3 mai 1892.

*Blessures à des animaux par l'emploi
d'armes ou instruments. — Cheval. —*

Voiturier. — Domestique. — Contravention. — Preuve.

Doit être condamné à l'amende édictée par l'article 479, n° 3, du Code pénal, le domestique qui a, par l'emploi d'un crochet, sans d'ailleurs qu'il soit prouvé qu'il l'ait fait volontairement, blessé un cheval appartenant à son maître.

La preuve de la contravention peut être faite par les présomptions résultant des débats, corroborées par la déposition d'un témoin qui aurait recueilli l'aveu du prévenu.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que Thominot est poursuivi devant le Tribunal de police pour avoir contrevenu à la loi du 2 juillet 1850, en exerçant envers un animal domestique des mauvais traitements qui ont amené sa mort; — Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé, que le jeudi 19 novembre, au matin, Morel père s'est aperçu que le cheval par lui confié à Thominot portait deux blessures sur le dos; — Que le vétérinaire Delamarre, appelé aussitôt, a constaté que ces blessures distantes l'une de l'autre de 10 centimètres et profondes de 7 à 8 centimètres, avaient été faites avec un crochet et qu'elles pouvaient remonter à vingt-quatre heures; — Attendu que Thominot nie les faits qui lui sont reprochés; qu'aucune preuve directe de sa culpabilité n'étant rapportée, il y a lieu de rechercher si de l'instruction faite à l'audience résulte la preuve de la contravention poursuivie, les Tribunaux pouvant former leur conviction sur tous les documents résultant de l'instruction et des débats; — At-

tendu que Thominot, qui remplaçait un domestique malade, a seul conduit le cheval de Morel depuis le lundi 16 novembre jusqu'au moment où les blessures ont été découvertes; — Que, pendant ces trois jours, il conduisait au matin du fumier dans les champs et que le soir il rentrait des betteraves; — Qu'il résulte des constatations faites par le vétérinaire que les blessures dont il s'agit correspondent exactement à deux trous existant dans la couverture que le cheval portait sur le dos, ce qui indique qu'il a été blessé pendant qu'il était au travail; — Que l'autopsie a en outre révélé de nombreuses contusions et ecchymoses tant sur les reins que sur les côtes dans la région du cœur; — Qu'il est établi que ces blessures et contusions ont été faites le mercredi matin; — Que Morel père s'est en effet aperçu, ce jour-là, à midi, que son cheval boudait, remarque qui concorde avec la déclaration du vétérinaire, que les blessures constatées le jeudi pouvaient remonter à vingt-quatre heures; — Attendu que, pendant la matinée du mercredi, Thominot charriait du fumier et qu'il était muni d'un crochet à deux dents; — Qu'il est donc probable que c'est lui qui a frappé et blessé l'animal dont il s'agit, lequel était attelé devant et n'obéissait pas bien à la parole; — Que son attitude équivoque et embarrassée à l'audience le démontre suffisamment; — Qu'il est en effet impossible d'admettre, comme il le prétend, qu'il ne sache ni par qui, ni comment le cheval a été blessé et qu'il ne se soit pas aperçu de ces blessures, car il résulte de la déposition du témoin Delamarre qu'elles

ont dû saigner abondamment et que le cheval et la couverture ont dû être lavés; — Que ce lavage a certainement été fait par l'inculpé qui a déclaré, sur interpellation, n'avoir pas abandonné son attelage; — Qu'il est vrai que Thominot insinue que ces blessures ont pu être faites à l'écurie, à midi, alors que le cheval n'est pas dégarni, mais que l'enquête a suffisamment établi, étant donnée la disposition des blessures et des contusions, surtout celles de la poitrine, que l'animal, placé dans une case, ayant à sa gauche une séparation en planches de 3 mètres de longueur sur 1^m,85 de hauteur et deux autres chevaux à sa droite, n'a pu être frappé en cet endroit où les chevaux ne restent qu'une heure pour prendre leur repas et où il n'y a pas de crochets; — Que de graves présomptions existent donc contre Thominot, puisque le cheval blessé faisait partie de son attelage, qu'il n'allègue pas avoir abandonné et qu'elles sont corroborées par la déposition du témoin Fauvet, à qui l'inculpé a déclaré, le 1^{er} décembre, dans un moment d'expansion, que c'était bien lui qui avait blessé le cheval de Morel; qu'il suit de ce qui précède que la contravention est suffisamment établie; — Attendu que cette contravention ne saurait être réprimée par la loi du 2 juillet 1850, les blessures dont il s'agit n'ayant pas été faites publiquement; — Qu'elle ne tombe pas davantage sous l'application de l'article 479, n° 1^{er}, du Code pénal, l'enquête ni les circonstances de la cause n'ayant établi que le prévenu ait volontairement blessé le cheval de son patron et causé ainsi un dommage

volontaire; mais qu'il échet de déclarer que le fait incriminé constitue la contravention prévue et réprimée par l'article 479, n° 3, lequel est ainsi conçu, etc. : — Vu également l'article 162 du Code d'instruction criminelle; — Attendu qu'il n'existe pas de circonstances atténuantes en faveur de Thominot, mais que le prévenu n'ayant pas d'antécédents judiciaires, il n'y a pas lieu de lui appliquer l'article 480 du même Code; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, condamnons Thominot en 15 francs d'amende et aux dépens. »

Observations. — L'intention de blesser le cheval du maître n'ayant pas été prouvée, la contravention relevée tombait certainement sous l'application du numéro 3 de l'article 479 du Code pénal. Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v° *Animaux*, n° 53. Quant à la preuve du fait incriminé, il appartient au juge de simple police, juge du fait, de décider qu'elle résulte suffisamment des débats et des témoignages recueillis à l'audience.

Justice de paix du canton ouest d'Alais
(Gard).

Président : M. PLATON, *juge de paix*.

29 mars 1891.

Boulangier. — *Demande en paiement de fourniture de pain. — Tailles et échantillons. — Exception de prescription non recevable.*

La prescription à court terme est basée sur une présomption de paiement qui ne peut plus être admise, lorsque, avant d'invoquer ce moyen, le défendeur a consenti à la vérification du compte.

Il appartient au juge d'examiner les tailles produites par un boulanger et de décider d'après les diverses circonstances de la cause, l'attitude du défendeur et la moralité du demandeur, que la somme réclamée est réellement due, et, en rejetant l'exception de prescription, de condamner le défendeur au paiement de cette somme.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, dans nos audiences précédentes, le défendeur a reconnu qu'il devait une certaine somme à Boyer, en reste de son compte, somme qu'il pensait être de 34 francs environ; que c'est donc sur l'ensemble du compte que la discussion s'est d'abord engagée et poursuivie ensuite à plusieurs audiences; que ce n'est qu'aujourd'hui que le défendeur s'avise d'opposer la prescription pour ce qui pourrait dépasser les 34 francs offerts; — Attendu que la prescription implique une présomption de paiement qui ne peut plus être admise lorsque celui qui l'invoque a consenti à la vérification des comptes; qu'en effet, il résulte de cette discussion du compte que le défendeur avait des doutes sur le montant des sommes par lui payées ou sur le total du compte présenté; que tel est bien le cas entre Studieu et Boyer, puisque le premier avait formellement déclaré qu'il pensait ne devoir que 34 francs; — Attendu donc que son exception n'est pas fondée ou tout au moins est tardivement venue; — Attendu, d'autre part, que si Boyer a en même temps des tailles et des livrets, il a le tort de présenter un livret ne

ressemblant en rien à celui de son client, ni quant à la forme, ni quant au contenu, autant qu'on en peut juger par le fragment présenté par le défendeur; — Attendu toutefois que les deux parties déclarent que quinze marques du livret restent dues; — Attendu encore que les tailles présentées par Boyer constituent une présomption légale, quoique les échantillons ne soient pas produits par Studieu; qu'en effet, le défendeur a d'abord prétendu avoir perdu ces échantillons, ensuite, en avoir payé le montant, enfin n'avoir jamais eu de taille chez ce boulanger; que ces dires divers laissent suffisamment présumer qu'il n'a pas voulu produire des échantillons qui auraient prouvé sa mauvaise foi; que cette mauvaise volonté résulte encore de l'hésitation avec laquelle il a produit son livret, non sans l'avoir lacéré, de manière à ne laisser en évidence que des chiffres au crayon, reconnus exacts d'ailleurs par Boyer et dont il comptait se servir pour établir sa libération; qu'enfin et en dernier lieu, il a essayé d'opposer une prescription partielle; — Attendu que les témoins entendus ne laissent aucun doute sur la régularité avec laquelle Boyer tient ses tailles, en faisant avec soin le nombre de marques correspondant aux acomptes donnés, et qu'il résulte de celle présentée que sa demande à l'égard de Studieu est justifiée en tous points; — Par ces motifs et par jugement contradictoire en premier ressort, nous repoussons l'exception de prescription opposée par Studieu et le condamnons à payer à Boyer la somme de 117 francs, etc. »

Observations. — Sur la question de prescription, solution exacte et déjà plusieurs fois approuvée dans ce *Bulletin* où nous avons rapporté quelques décisions dans le même sens. Sur la valeur des tailles, lorsque l'échantillon n'est pas présenté, voir notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 4^e édit., v^o *Tailles*, n^{os} 3 et suiv., et les auteurs cités.

Justice de paix du canton nord d'Annecy
(Haute-Savoie).

Président : M. BERNARD, juge de paix.

15 octobre 1890.

Canal souterrain. — Conduite d'eau. — Servitude. — Trouble. — Action possessoire. — Maintenu.

Le juge de paix saisi d'une action possessoire en maintenue d'une servitude d'aqueduc, manifestée par l'existence d'un canal souterrain établi dans le fonds du défendeur, peut, alors que celui-ci ne conteste pas la possession du demandeur, mais qu'il n'est pas établi que le trouble consistant dans la rupture de la conduite provienne d'un fait personnel du défendeur, autoriser le demandeur à faire à ses frais la réparation de la conduite sur le terrain du défendeur.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Les sieurs Vernay et consorts ont cité le sieur Burnod devant M. le juge de paix du canton nord d'Annecy pour :

« Attendu que les requérants, François Vernay, d'une part, et mère et fils Luiset, d'autre part, sont propriétaires et possesseurs, chacun à concurrence de moitié, à Sillingy, d'un pré situé audit Sil-

lingy, section de la Combes, sous n° 165, 166 pour partie et sous n° entiers, 672 et 673 de la mappe locale nouvelle et sous n° 4043, 4044, 4045, 4046 et 4047 de la mappe ancienne, confiné au couchant par Guillot Joseph et au sud par un chemin public; qu'ils ont possédé ce pré par eux et leurs auteurs, dès plus de l'an et jour, le sieur François Vernay pour la moitié, au levant; les mère et fils Luiset pour la moitié, au couchant, en y récoltant l'herbe chaque année; — Attendu que les requérants possèdent, en outre, dès plus de l'an et jour, comme accessoires de ces prés, par moitié entre eux, des eaux de sources, provenant des fonds supérieurs où elles ont été captées, qu'elles traversent par un canal couvert, construit de main d'homme, eaux qui servent à irriguer le pré susdésigné, à l'exclusion de tous autres prés et de toutes autres terres; — Que depuis moins d'un an, soit depuis trois mois, le cité, devenu récemment propriétaire d'une partie des terrains supérieurs traversé par les eaux, a porté atteinte à la possession annale qu'ont les requérants de l'usage de ces eaux, en coupant le conduit souterrain, soit canal, à l'endroit où il traverse ses fonds et en détournant les eaux pour irriguer ses fonds, précédemment nature champs et qu'il a convertis en prés; — Attendu, en droit, qu'il appartient au juge de paix, comme juge du possessoire, de faire respecter la possession plus qu'annale des requérants en ordonnant que les eaux leur seront rendues et qu'elles seront remises dans leur précédent cours; que, d'après une

jurisprudence constante, la complainte peut être intentée par le propriétaire d'aqueducs ou tuyaux destinés à conduire les eaux sur son fonds, contre le propriétaire du fonds traversé, qui les trouble en obstruant ces canaux, même quand il n'existe aucun titre (Aubry et Rau, p. 132, note 50; Cass., 11 août 1856; D., P., I, 36); — Qu'il en est ainsi à plus forte raison quand il y a titre ou destination du père de famille (Cass., 22 août 1859; D., P., 1860, I, 221; Cass., 17 juillet 1844; D., P., 1844, 1400; Demolombe, l. II, IV, 83); — Attendu que la possession qu'ont des eaux dont il s'agit les requérants est, en l'espèce, caractérisée à l'encontre du cité dont les fonds sont traversés et des autres propriétaires supérieurs d'où proviennent les eaux par des titres et la destination du père de famille; — Qu'en effet, les immeubles des requérants et ceux du requis, proviennent du même auteur, le sieur Vernay François, qui les a partagés entre ses enfants, par acte Duparc, notaire, du 14 avril 1851, puis des mains du sieur Georges Vernay, qui les a eus en partage dans cet acte, ils sont venus entre les mains de ses trois fils par acte Duparc, notaire, du 2 février 1875, soit entre les mains du sieur François Vernay, l'un des requérants copartageants à cet acte et de Joseph Vernay, son frère, qui en a vendu une partie aux mère et fils Luiset, le 12 novembre 1889 et le surplus au sieur Burnod, défendeur, en mars 1890; que dans le premier acte (14 août 1851), il est stipulé que *les eaux destinées à l'irrigation* des prés ne pourront être détournées de leur destination, et dans

l'acte de partage du 2 février 1875, il est formellement stipulé que les eaux qui arrosent le pré des fontaines froides seront divisées *par moitié* entre les deux copartageants qui ont la moitié chacun du pré ; — Or, le cité, tenant les droits de Joseph Vernay, l'un des copartageants, doit respecter les engagements pris par lui dans cet acte, consacrés du reste par une possession conforme dès l'acte, soit dès 1875 ; — Attendu que la possession exclusive et annale qu'invoquent les requérants est donc fondée sur des titres et sur la destination du père de famille, elle est certainement utile et doit être consacrée ; — Par ces motifs, ouïr le cité, maintenir et au besoin réintégrer les requérants dans la possession paisible et annale de leurs fonds susdécrits, nature prés, ensemble des eaux de sources qui servaient dès plus de l'an et jour avant le trouble commis par le cité à irriguer lesdits fonds possédés par moitié par les requérants, l'exclusion de tous autres ; — S'ouïr, le cité, faire défense de troubler à l'avenir cette possession ; — S'ouïr condamner à remettre les eaux dont s'agit dans leur cours précédent, de façon à ce qu'elles aillent tout entières aux prés des requérants et à réparer l'aqueduc destiné à les y conduire, et ce, dans les trois jours du jugement à intervenir à peine de 5 francs de dommages par chaque jour de retard ; — S'ouïr condamner à 100 francs de dommages-intérêts et aux dépens ; — Dont acte et avec l'offre d'établir par témoins, en cas de négative téméraire, la possession annale et exclusive des requérants

sur les eaux, objet du litige, et sur leur fonds. »

Les parties ont comparu et après plusieurs renvois successifs de la cause, M. le juge de paix a procédé à la vérification des lieux et a reconnu l'existence d'un canal qui traverse la propriété du défendeur à 35 centimètres environ de profondeur, pour mener les eaux dans celle des demandeurs. Il a constaté qu'au point incriminé, le susdit canal était coupé, donnant passage aux eaux qui, au lieu de continuer le chemin tracé par le canal, étaient dirigées sur la gauche et servaient à irriguer le pré du défendeur.

Des explications des parties il est résulté que le défendeur pouvait ignorer l'existence du canal qui n'avait dans sa propriété aucun signe extérieur, et que s'il s'est servi des eaux, c'est qu'elles sortaient dans son pré au point incriminé et qu'il fallait les diriger sur un point quelconque pour éviter les dégradations, mais qu'au vu du canal souterrain, il reconnaît n'avoir aucun droit à ces eaux.

Les demandeurs ont fait observer que, même en admettant une explication, il restait acquis au procès que, dans un but de conciliation et pour ne pas rechercher si c'était bien le défendeur qui avait coupé le canal à l'endroit incriminé pour se servir des eaux, ou si c'était le canal qui s'était rompu naturellement sur ce point, ils avaient offert au défendeur de remettre à leurs frais le canal en l'état, ce à quoi le défendeur s'était refusé.

Interpellé par le juge, le défendeur a répliqué qu'il n'avait pas voulu permettre aux demandeurs

de venir travailler dans son pré au moment de la récolte, pour éviter des dégâts qui étaient forcés à ce moment-là, mais qu'il était prêt à leur laisser faire actuellement toutes les réparations nécessaires.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il résulte de la visite des lieux, ainsi que le reconnaît du reste le défendeur, que sa propriété est grevée de la servitude de passage d'un canal souterrain qui conduit les eaux à la propriété des demandeurs, que ce canal est coupé au point incriminé ; — Attendu qu'ensuite des explications des parties et de leurs aveux qu'il y a lieu de retenir, toute enquête devient inutile ; — Attendu, au surplus, que pour éviter toute malfaçon, les demandeurs ont offert de réparer eux-mêmes et à leurs frais, dans le délai d'un mois, l'aqueduc, objet du litige, au point incriminé et aux autres endroits défectueux, ce que le défendeur a accepté ; — Par ces motifs, statuant par jugement définitif, contradictoire et en premier ressort, sans nous arrêter au surplus des dires et conclusions des parties si ce n'est pour les rejeter ; maintenons et au besoin réintégrons les demandeurs susqualifiés dans la libre jouissance et dans la possession paisible et annale de leurs fonds susdécrits, avec la jouissance des eaux et la servitude de passage sur le fonds du défendeur du canal souterrain qui conduit ces eaux sur leurs prés ; — Autorisons les demandeurs à faire à leurs frais et dans le délai d'un mois, les réparations nécessaires au point incriminé du canal, objet de l'instance, ainsi

que partout où besoin sera pour remettre ledit canal dans son état primitif ; — Faisons défense au défendeur de troubler à l'avenir les demandeurs dans la jouissance de ces eaux et de leur canal, et pour tous dommages les condamnons aux entiers dépens liquidés à ce jour à 21 fr. 95, ainsi qu'aux coût et cours du présent jugement, la signification restant à la charge de de la partie qui y donnera lieu. »

Observations. — Solution équitable et fondée en droit.

Justice de paix du XI^e arrondissement de Paris.

Président : M. CRANNEY, juge de paix.

11 mai 1892.

Assurance. — Accident. — Demande principale en dommages-intérêts contre l'auteur de l'accident. — Recours en garantie contre la compagnie d'assurance. — Non recevabilité de l'action récursoire.

L'individu assuré contre les risques d'accidents n'est pas recevable, alors qu'il est actionné par la victime d'un accident, à former contre l'assureur un recours en garantie.

La demande en garantie, bien que formée à l'occasion de l'accident, repose sur une base essentiellement différente, c'est-à-dire sur l'exécution du contrat d'assurance, et par suite ne peut être considérée, au regard de la demande principale, comme une action récursoire.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, sur la demande introduite devant nous par le sieur Cholet,

exposant que, le 9 février 1892, à 5 h. 45 du soir, rue de Montreuil, il a été grièvement blessé par des madriers, chargés sur la voiture appartenant au sieur Chevillon, qui lui sont tombés sur les jambes; que, par suite de cet accident, il a été obligé de cesser tout travail pendant trente jours; que la faute incombe au charretier Boudaire, préposé au service du sieur Fresnillon, qui, par son imprudence, lui a causé un préjudice dont il lui doit réparation, a fait citer devant nous les sieurs Boudaire et Fresnillon à l'effet de s'entendre condamner, conjointement et solidairement, à lui payer la somme de 200 francs à titre de dommages et intérêts, requérant intérêts et dépens, ladite demande et les faits à l'appui étant contestés par les défendeurs et le demandeur en ayant offert la preuve, nous avons, par jugement contradictoirement rendu entre les parties, le 13 du mois dernier, autorisé la preuve offerte et réservé la preuve contraire; — Attendu qu'en l'état de ces faits, le sieur Fresnillon a fait citer devant nous la Compagnie d'assurance le Soleil-Sécurité générale, à l'effet de voir dire qu'elle serait tenue d'intervenir dans l'instance actuellement pendante entre Fresnillon et Cholet, voir dire qu'elle sera déclarée dans l'obligation, conformément aux articles de la police d'assurances de le garantir de la responsabilité civile qui pourrait lui incomber en raison de l'accident ci-dessus relaté, requérant intérêts et dépens; — Attendu, qu'en exécution de notre jugement du 13 du mois dernier, il a été procédé aux enquête et contre-enquête or-

données à notre audience du 4 de ce mois dont procès-verbal a été dressé; — Attendu qu'après avoir clôturé les enquête et contre-enquête, nous avons entendu les parties en leurs explications et conclusions respectives, celles de la Compagnie du Soleil-Sécurité, tendant à dire qu'elle ne saurait être tenue de garantir le sieur Fresnillon, déclarer en conséquence ce dernier non recevable et mal fondé, l'en débouter et le condamner aux dépens; — Attendu qu'il convient de joindre la demande récursoire à la demande principale pour être statué sur icelles par un seul jugement; — Attendu, à l'égard de la demande principale, qu'il est résulté des témoignages recueillis dans l'enquête et non contredits par celui de la contre-enquête, que le 9 février, à 5 heures et demie du soir, le sieur Cholet a été blessé par la chute de madriers mal attachés sur la voiture que conduisait Boudaire pour le compte du sieur Fresnillon, responsable du sieur Boudaire, son préposé; — Attendu en ce qui touche la demande en garantie, que cette demande, bien que formée à l'occasion de l'accident du 9 février 1892, repose sur une base essentiellement différente et n'a pas le même objet, la première ayant pour objet l'allocation de dommages et intérêts résultant d'un quasi-délit, la seconde ayant pour objet l'exécution d'un contrat passé entre le sieur Fresnillon et la Compagnie d'assurance le Soleil-Sécurité. Cette seconde demande ne saurait être considérée au regard de la demande principale comme une action récursoire; — Par ces motifs, joignons la demande récur-

soire à la demande principale et statuant contradictoirement et en premier ressort sur icelles, disant droit sur la demande principale, condamnons par toutes voies de droit les sieurs Boudaire et Fresnillon solidairement entre eux à payer au demandeur la somme de 120 francs à laquelle nous réduisons la demande, avec intérêts tels que de droit et dépens ; — Et en ce qui touche l'action récursoire du sieur Fresnillon contre la Compagnie le Soleil - Sécurité, la déclarant non recevable, condamnons le sieur Fresnillon aux dépens de ladite demande ; — Disons n'y avoir lieu d'ordonner l'exécution provisoire demandée. »

Observations. — **Solution exacte.** Les deux actions intentées, l'une par la victime de l'accident, l'autre par le défendeur, ne reposaient pas sur la même base ; mais au contraire sur des obligations sans connexité entre elles. Le demandeur originaire demandait la réparation du dommage à lui causé par l'auteur de l'accident ou son préposé. Le défendeur de la demande originaire appelait la compagnie assureur en cause, comme tenue en vertu de son contrat. Cette seconde demande n'était donc pas une véritable action récursoire et ne pouvait être formée que par voie d'action principale, après solution de la demande originaire. Voir en ces sens, Cass., 21 janvier 1865, D., P., 1865, I, 46.

Justice de paix du canton de Montréjeau
(Haute-Garonne).

Président : M. DUPUY, juge de paix.

29 mars 1892.

Droit de place. — Tarif. — Cahier de charges. — Compétence du juge de paix.

Le juge de paix est compétent pour interpréter et appliquer les tarifs des droits de place, et pour statuer sur les demandes en paiement de ces droits intentées par le fermier contre les assujettis.

Le cahier des charges, régulièrement porté à la connaissance des intéressés, fait partie intégrante du tarif général et est applicable à ceux qu'il frappe, alors même qu'il constitue une aggravation du tarif.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'Aragon, adjudicataire des droits de place de la ville de Montréjeau, a formé contre le sieur Saboulard, marchand de grains, une demande en paiement de la somme de 101 fr. 20 pour droits de place sur le marché de ladite ville, et celle de 50 francs à titre de dommages-intérêts pour préjudice causé ; — Attendu que le juge de cette cause doit toujours se poser d'abord la question de sa compétence ; — Attendu, sur ce point, que l'article 133, § 6, de la loi du 5 avril 1884, combiné avec la loi du 11 frimaire, an VII, accorde en recettes ordinaires, dans les communes, le produit des droits de place perçus dans les halles, foires, marchés, d'après les tarifs approuvés ; — Qu'en cette matière, comme en matière d'octroi, si le décret du 17 mai 1809 défère,

au préfet le jugement des contestations élevées sur le sens des baux entre les communes et les fermiers des droits d'octroi auxquels doivent être assimilés les droits de place, les Tribunaux sont seuls compétents pour apprécier la valeur des actes dont lesdits fermiers demandent d'assurer l'exécution ; — Que cette compétence s'étend à l'examen de toutes les conditions légales desdits actes ; que l'article 81 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 le dit formellement ; — Qu'il suit que notre juridiction, au cas de l'espèce actuelle, reste entière ; — Attendu, au fond, que le sieur Saboulard achète sur le marché de ladite ville, aux cultivateurs principalement, des grains et autres marchandises qu'il met dans des sacs à lui appartenant et qu'il assemble sur un point déterminé du marché ; — Qu'il s'agit de savoir s'il doit payer le droit de place, sachant que la marchandise l'a déjà payé à raison de son exposition pour la mise en vente ; — Attendu que le droit de place, qui est entièrement distinct de celui d'octroi, ne peut être dû par la marchandise ni établi sur elle ; qu'il porte toujours sur la superficie du terrain occupé dont il est le prix du loyer ; — Qu'il en résulte qu'à l'occasion de la même marchandise, il peut être dû au fermier un droit de place par le vendeur qui l'a étalée en vente sur un terrain, et un autre droit de place par l'acheteur qui, au lieu de l'enlever après l'achat, la dépose et la laisse séjourner dans un autre emplacement du même marché ; — Qu'il nous paraît juste qu'en un tel cas l'acheteur qui a usé de cet emplacement en doive à son

tour le loyer et soit tenu lui aussi à un autre péage de cette même marchandise ; — Que c'est dans ce sens qu'a été inséré dans le cahier des charges l'article 16 qui assujettit au droit de place « les meuniers et « autres personnes qui opèrent des « dépôts de sacs et autres marchandises non à vendre » ; — Que ce droit, dit cet article 16, est celui fixé par l'article 3 du tarif, soit 10 centimes par mètre carré ; — Que, en effet, l'article 3 soumet à ce péage « les étalages de quelque « nature et où qu'ils soient établis « en dehors de la halle » ; — Attendu qu'il semble tout d'abord que cet article 3 soit bien général et que l'article 16, n'ayant pour effet que d'en préciser le sens, ne constituerait pas une aggravation des charges des contribuables ; — Mais attendu que le mot *étalage* suppose la mise en vente ; qu'alors les dépôts de marchandises ne rentrent pas dans les termes de l'article 3, et que, par suite, l'article 16 ajoute au tarif une nouvelle catégorie d'assujettis ; ce qui démontre que le fermier des places de ladite ville est fondé dans sa réclamation contre Saboulard ; — Attendu que nous ne croyons pas devoir nous incliner devant cette objection formulée par ce dernier, laquelle consiste à dire que le cahier des charges n'est qu'un contrat civil, n'engageant que ceux qui y figurent et ne pouvant dès lors créer une obligation ; que le cahier des charges ne peut donc soumettre au péage ceux qui opèrent des dépôts, alors que l'article 3 n'y soumet que les étalages ; — Attendu que cet argument se réfute par ce fait que le cahier des charges

émane de la même autorité que le tarif lui-même; c'est-à-dire du conseil municipal dont la délibération a été approuvée par l'autorité supérieure et publiée comme il convient, c'est-à-dire dans les formes et délais prescrits; — Attendu qu'on objecte encore l'arrêt du 25 février 1874 qui juge que le fermier ne peut percevoir la taxe que lorsque le tarif annexé au cahier des charges fixe la quotité du droit et détermine les industries qui y sont soumises; — Mais attendu que, puisque la clause du cahier des charges qui donne lieu à la contestation a été régulièrement portée à la connaissance des intéressés, ainsi qu'on vient de le démontrer, elle devient partie intégrante du tarif et est applicable à ceux qu'elle frappe; — Attendu donc qu'à tous égards, c'est bien le cas de faire droit à la demande du

fermier des places; — Par ces motifs, etc. »

Observations. — L'action en paiement des droits de place est de la compétence du juge civil, le Tribunal d'arrondissement ou le juge de paix, selon que la demande excède ou n'excède pas 200 francs. Le tarif annexé au cahier des charges fait loi pour les assujettis comme pour le fermier des droits. Voir Cass., 24 février 1874; *ANNALES* 1876, p. 235. Comme c'est en général d'après l'emplacement et non d'après la marchandise que la taxe doit être perçue, on comprend que le conseil municipal ait le droit d'assujettir à la taxe toute personne qui use d'un emplacement sur la voie publique, alors même qu'elle ne l'occuperait pas pour mettre en vente, mais au contraire pour y déposer la marchandise achetée.

Justice de paix du canton de Gravelines
(Nord).

Président : M. VANDELET, juge de paix.

18 mars 1892.

Marché. — Inexécution. — Défaut de livraison au temps convenu. — Demande en dommages-intérêts inférieure à 200 francs. — Compétence du juge de paix.

Lorsqu'une des parties contractantes, dans un marché de vente de bétail d'une valeur supérieure à 200 francs, a refusé de livrer au temps dit et que l'autre partie intente une demande, non pas en exécution ou en résiliation du marché, mais seulement en dommages-intérêts n'excédant pas 200 francs, le juge de paix est compétent pour statuer sur cette demande.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le sieur Lecluze, commissionnaire en bestiaux, a fait citer devant M. le juge de paix de Gravelines le sieur Becquet-Clinquant, cultivateur, pour :

« Attendu que le demandeur a acheté au défendeur, le 13 janvier dernier, deux génisses pleines pour prendre livraison avant le vélage, moyennant le prix de 730 francs ; — Attendu que le demandeur est allé pour prendre livraison, mais que Becquet a refusé de livrer les bestiaux vendus, et a causé ainsi un préjudice au demandeur dont il lui doit réparation ; — Attendu qu'une sommation du ministère du dit huissier, en date du 17 février dernier, réclamant à Becquet livraison des deux génisses avec dommages-intérêts, est restée sans effet ; — Par ces motifs, s'entendre, le sieur Becquet, condamner à payer

au demandeur 150 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé ; s'entendre, en outre, condamner aux intérêts judiciaires et aux dépens. »

L'affaire fut mise au rôle et appelée à l'audience du 11 mars, à laquelle le demandeur reprit et développa à la barre les conclusions de son exploit introductif d'instance sus-visées et en requit l'adjudication. Le défendeur prit à son tour des conclusions par lesquelles il prétend que les deux génisses qu'il a vendues au demandeur, moyennant 750 francs, devaient être enlevées de chez lui dans la huitaine de la vente ; que, lorsque le demandeur a envoyé les chercher, il a bien voulu les livrer, mais à la condition d'être indemnisé du supplément de nourriture depuis la huitaine expirée ; ce qui lui a été refusé. Le demandeur déclare, au contraire, qu'il a bien acheté les deux génisses pour 750 francs ; que l'enlèvement a été fixé avant le vélage, et qu'une huitaine de jours après le marché, il est passé chez le sieur Becquet pour examiner les deux génisses ; qu'il a reconnu qu'elles pourraient encore aller une quinzaine de jours ; que huit jours après, il a envoyé les chercher avec l'argent pour en payer le prix, mais que Becquet a refusé de les livrer, voulant un supplément de prix pour la nourriture. Le demandeur a, en outre, conclu à être autorisé à faire la preuve des faits par lui articulés.

A cette audience, il a été rendu un jugement d'avant faire droit autorisant le demandeur à faire la preuve des faits articulés ; la preuve contraire réservée au défendeur.

De l'enquête ordonnée, il est

résulté que Lecluze avait bien acheté les génisses à prendre au moment du vélage et non dans la huitaine de la vente.

Le 18 mars, jugement définitif en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il résulte de la déposition du premier témoin de l'enquête, que le sieur Lecluze a acheté au sieur Becquet, chez celui-ci, deux génisses, moyennant 750 francs, à prendre à terme, c'est-à-dire au moment où elles seraient prêtes à vélager ; que l'habitude du sieur Lecluze, à Loon, c'est d'acheter des bestiaux dans ces conditions ; — Que le troisième témoin confirme cette habitude, ajoutant que c'est lui-même qui était chargé de prendre livraison des deux génisses, et qu'il a offert, avant l'enlèvement, les 750 francs au sieur Becquet, de la part du demandeur, mais que Becquet a refusé sous prétexte d'être indemnisé des nourritures des deux bêtes, pour le retard apporté à l'enlèvement qui devait être effectué, selon lui, dans la huitaine de la vente ; — Que le second témoin a déclaré que le sieur Lecluze achetait habituellement, à Loon, des vaches pour n'en prendre livraison qu'au moment du vélage ; qu'il lui en avait vendu une dans ces conditions-là ; — Attendu que Becquet ne peut fournir aucune preuve à l'appui de ses prétentions ; — Que, de l'enquête, il résulte clairement que le sieur Lecluze a acheté au sieur Becquet les deux génisses en question pour en prendre livraison quelques jours avant le vélage ; — Que Becquet reconnaît parfaitement que le sieur Binet, troisième témoin, lui a offert les 750 francs en ques-

tion, alors que lesdites génisses n'étaient pas encore délivrées ; — Que la demande en dommages-intérêts se trouve donc justifiée ; qu'il y a lieu d'y faire droit dans des proportions en rapport avec le préjudice éprouvé par l'acheteur ; — Attendu que le Tribunal possède les éléments suffisants pour fixer cette indemnité ; — Que la somme de 150 francs réclamée est exagérée ; qu'il y a lieu de la ramener dans des proportions équitables ; — Par ces motifs ; — Statuant par jugement contradictoire et en premier ressort, condamnons le sieur Becquet à payer au sieur Lecluze la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts pour les causes dont s'agit ; — Le condamnons, en outre, aux intérêts judiciaires et aux dépens liquidés à... »

Observations. — Sur l'appel interjeté par Becquet, le Tribunal a rendu le jugement suivant :

« Attendu que les parties ne sont en désaccord, en fait, que sur un seul point : l'époque de la livraison de la chose vendue ; que le sieur Becquet-Clinquant a soutenu que les génisses, objet de la vente, devaient être enlevées par l'acheteur dans la huitaine qui a suivi le marché, tandis que le sieur Lecluze, au contraire, a prétendu qu'il ne devait en prendre livraison que sur leur ferme ; — Attendu que, par jugement rendu par M. le juge de paix du canton de Gravelines, à la date du 18 mars 1892, le sieur Becquet-Clinquant a été condamné à payer au sieur Lecluze la somme de 100 francs, avec intérêts judiciaires et dépens pour la réparation du préjudice causé à ce dernier par le

refus de délivrer la marchandise vendue; — Attendu que le sieur Becquet-Clinquant a interjeté appel de la sentence de M. le juge de paix, suivant lui incompétemment rendue; — Attendu que l'intimé a plaidé que l'exception d'incompétence devait être opposée *in limine litis*; que le juge est lié par l'interlocutoire; que le principe est d'autant plus vrai que, dans l'espèce, l'intéressé a acquiescé au jugement interlocutoire; et enfin, qu'il était loisible à l'intimé de réclamer à l'appelant des dommages-intérêts, comme de poursuivre l'exécution ou la résiliation du marché dont il s'agit; — Attendu que le sieur Lecluze pouvait certainement exercer à son gré l'action qu'il croyait la plus conforme à son intérêt, mais qu'il devait en saisir le juge compétent; — Attendu que l'interlocutoire ne lie pas le juge, et qu'on ne peut valablement acquiescer à un jugement émané d'un Tribunal dont l'incompétence *ratione materiæ* étant d'ordre public, peut être invoquée en tout état de cause, qu'elle peut être invoquée pour la première fois en appel et même en cassation; — Attendu que, pour fixer la quotité des dommages-intérêts réclamés par le sieur Lecluze, M. le juge de paix devait prendre connaissance d'un contrat dont le taux échappe à sa compétence aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838; — Attendu que le jugement du 18 mars 1892 a été incompétemment rendu; — Le Tribunal dit qu'il a été mal jugé, bien appelé; — Met à néant le jugement du 18 mars 1892; — Renvoie le sieur Lecluze à se pourvoir devant juges compétents; — Émendant, décharge le sieur Bec-

quet-Clinquant des condamnations prononcées contre lui; — Déclare l'intimé non recevable en ses demandes, fins et conclusions, et l'en déboute; — Le condamnons en outre à tous les dépens.»

Nous croyons fermement qu'en infirmant, pour cause d'incompétence, le jugement de M. le juge de paix de Gravelines, les juges d'appel ont été mal inspirés.

Depuis longtemps déjà, la Cour de cassation tend à écarter de plus en plus les moyens de droit, plus subtils que fondés, par lesquels on cherchait à restreindre la compétence des juges de paix. Dans ses arrêts les plus récents, la Cour suprême a toujours fait ressortir cette règle essentielle que la compétence de ces magistrats se détermine, en matière personnelle et mobilière, par le seul taux de la demande. Peu importe que la somme réclamée soit le reliquat d'une créance plus forte, ou que la demande se rattache à un contrat originaire d'une valeur supérieure à 200 francs, si le demandeur n'a conclu qu'au paiement d'une somme égale ou inférieure à ce chiffre. Voir notamment Cass., 14 avril 1836, 9 février 1847, etc., et notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Compétence*, n^{os} 68 et suiv. — Cette jurisprudence, outre qu'elle est l'application exacte de l'article 1^{er} de loi de 1838, a encore cet avantage d'assurer aux justiciables le bénéfice d'une justice plus économique et plus prompte que celle des Tribunaux civils.

Au contraire, le Tribunal saisi de l'appel, dans l'espèce actuelle, a cru devoir compliquer cette petite affaire et en retarder la solution, et les motifs qu'il donne à l'appui de

son jugement ne sont rien moins que concluants.

Le Tribunal reconnaît tout d'abord que Lecluze pouvait exercer à son gré l'action qu'il jugeait la plus conforme à son intérêt. Il pouvait notamment poursuivre l'exécution ou la résiliation du marché. S'il l'eût fait, très certainement, et comme ce marché excédait 200 francs, le juge de paix se serait déclaré incompétent. Lecluze a préféré abandonner le marché et intenter une simple action en 150 francs de dommages-intérêts, basée sur un fait matériel, le défaut de livraison au temps convenu. La demande était bien personnelle et mobilière, elle n'excédait pas 200 francs, et, par suite, elle rentrait dans la compétence du juge de paix, en premier ressort, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838. Les juges d'appel pouvaient donc infirmer sur le fond le jugement du juge de paix, s'ils estimaient que les dommages-intérêts alloués par le premier juge n'étaient pas dus; mais ils ne devaient pas annuler la sentence pour vice d'incompétence. — Certes, l'interlocutoire ne lie pas le juge; certes, l'incompétence *ratione materiæ* peut être invoquée en tout état de cause. Mais les juges d'appel ont oublié de dire pourquoi une demande personnelle et mobilière en 150 francs de dommages-intérêts échappait à la compétence du juge de paix; ou s'ils l'ont dit, ils n'ont donné qu'une seule raison, absolument insuffisante.

« Pour fixer la quotité des dommages réclamés, M. le juge de paix, ont-ils dit, devait prendre connaissance d'un contrat dont le taux échappe à sa connaissance. » Ce

motif, le seul sur lequel s'appuie l'infirmité, est absolument inacceptable. N'arrive-t-il pas tous les jours que le juge de paix statue sur des demandes mobilières inférieures à 200 francs, alors que le contrat, base de la demande, est de beaucoup supérieur à ce chiffre? Une compagnie d'assurance réclame le paiement de primes de 10 francs, 20 francs, 200 francs, et le juge de paix, pour condamner le défendeur, est bien obligé de consulter la police, le contrat d'assurance dont la valeur totale est vingt fois supérieure, puisque la valeur réelle du contrat est celle des objets assurés. Et si le défendeur, à titre d'*exception*, oppose la nullité du contrat, le juge de paix ne serait-il pas néanmoins compétent, parce que, juge de l'action, il est juge de l'exception, et que la demande n'excède pas 200 francs? Nous pourrions citer mille autres exemples où le juge de paix est reconnu compétent, bien que pour statuer, il ait eu à consulter des titres, ou, comme le disent les juges d'appel, à *prendre connaissance* d'un contrat dont le taux échappe à sa compétence. L'unique motif du jugement est donc tout simplement erroné, et, par suite, la décision des juges d'appel n'est pas sérieusement défendable. Affirmer l'incompétence, ce n'est pas la prouver.

Et au point de vue pratique, quelle solution déplorable du litige? Voilà un demandeur condamné à tous les frais de deux instances, en justice de paix et au Tribunal! S'il veut se faire rendre justice, il sera obligé d'introduire une nouvelle demande, devant le Tribunal cette fois, et de recommencer, devant les

mêmes juges, une instance dans laquelle il a déjà une première fois succombé. En sorte que si, cette fois, il obtient 100 francs de dommages-intérêts, il sera encore en perte, car les frais auxquels il a été condamné une première fois, ceux qu'il sera obligé de faire sur sa nouvelle demande, absorberont et au delà la faible réparation qu'il obtiendra enfin après deux ans de luttes !

A tous les points de vue, nous regrettons que la sentence du juge de paix de Gravelines ait été infirmée.

Just. de paix du 2^e canton de Montpellier
(Hérault).

Président : M. MAURIN, juge de paix.

18 mars et 13 mai 1892.

I. *Compétence. — Acte commercial à l'égard d'une des parties seulement. — Déclinatoire rejeté.*

II. *Femme. — Participation au commerce du mari. — Voiturier. — Réception. — Réserves. — Avaries. — Contrat. — Expertise. — Dommages.*

Lorsqu'un acte n'est commercial qu'à l'égard d'une des parties, celle qui n'a pas fait acte de commerce, peut, à son choix, actionner l'autre, soit devant le Tribunal de commerce, soit devant le Tribunal civil (*premier jugement*).

La femme, quelque importante que soit la part qu'elle peut prendre dans le commerce de son mari, ne saurait être considérée comme obligée, lorsque le commerce est sur la tête de son mari seul. Aux termes de l'article 5 du Code de commerce, l'action dirigée contre elle n'est pas recevable (*deuxième jugement*).

La déchéance en faveur du voiturier prononcée par l'article 105 du Code de commerce n'est pas applicable, lorsque

la réception a eu lieu sous la réserve de l'action en responsabilité.

La loi du 15 avril 1888 n'a point modifié la jurisprudence sur ce point, mais l'a au contraire élargie, en permettant la vérification même après la réception et le paiement du prix de la voiture. Les formes prescrites pour la protestation par le nouvel article 105 ne sont applicables qu'en cette dernière hypothèse.

En matière d'avarie, l'article 106 du Code de commerce ne prescrit pas l'expertise à peine de déchéance; il n'exclut pas tout autre mode de preuve pour la contestation de l'avarie et l'appréciation des dommages.

Spécialement, le juge peut baser sa décision sur des attestations revêtant un caractère de sincérité et d'authenticité.

M. le juge de paix du deuxième canton de Montpellier a été saisi d'une demande en paiement d'indemnité contre un voiturier pour avaries de mobilier. Ce dernier a opposé un déclinatoire qui a été rejeté par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Lauzit a fait assigner Bazille en paiement de la somme de 158 fr. pour avaries survenues par le fait des déménageurs à son mobilier, durant le transport de Montpellier à Toulouse ; — Attendu que Bazille décline notre compétence au prétexte qu'il s'agit de difficultés surgissant à l'occasion d'un contrat de transport, dont l'essence est commerciale ; — Mais attendu qu'il est de jurisprudence que, lorsqu'un acte n'est commercial qu'à l'égard de l'une des parties, celle qui n'a pas fait acte de commerce peut, à son choix, actionner l'autre, soit devant le Tribunal de commerce, soit devant la juridiction civile ; — Attendu qu'en chargeant Bazille

d'opérer le transport de Montpellier à Toulouse de divers meubles et objets mobiliers à son usage personnel, Lauzit, qui avait vendu et liquidé l'atelier de photographie qu'il exploitait précédemment, n'a point fait acte de commerce ; — Que dès lors il a pu à bon droit, le chiffre de l'indemnité réclamée ne dépassant pas 200 francs, porter sa demande devant nous ; — Attendu que Bazille, succombant dans son exception, doit supporter les dépens de l'incident ; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort, rejetons le déclinatoire, nous déclarons en conséquence compétent, et ordonnons qu'il sera immédiatement plaidé au fond ; condamnons Bazille aux dépens de l'incident. »

Et le 13 mai 1892, jugement définitif en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes ; — Attendu que les mariés Lauzit ont fait assigner les mariés Bazille en paiement de la somme de 158 francs pour avaries survenues, par le fait des déménageurs, au mobilier desdits mariés Lauzit, durant le transport de Montpellier à Toulouse ; — Qu'à une première audience, les mariés Bazille ont d'abord soulevé une exception d'incompétence que nous avons rejetée par jugement en date du 18 mars dernier ; — Qu'appelés aujourd'hui à se défendre au fond, les mariés Bazille opposent à la demande des mariés Lauzit, savoir : la dame Bazille, qu'elle n'est pas marchande publique, qu'elle n'est que l'auxiliaire de son mari dans son commerce, que par suite elle doit être relaxée ; — le sieur Bazille, que cette

demande est irrecevable et mal fondée, tenant l'inobservation des formes et délais prescrits par l'article 105 du Code de commerce ; — Attendu, en ce qui concerne la dame Bazille, que, quelque importante que soit la part qu'elle peut prendre dans le commerce de son mari, seul inscrit au rôle des patentes, l'action ne saurait être recevable contre elle, aux termes de l'article 5 du Code précité ; — Qu'il y a lieu dès lors de la mettre hors d'instance ; — En ce qui concerne le sieur Bazille : — Attendu, en droit, qu'il est de jurisprudence constante que la déchéance en faveur du voiturier prononcée par l'article 105 du Code de commerce ne saurait être appliquée lorsque la réception a eu lieu sous réserve de l'action en responsabilité ; — Que la loi du 15 avril 1888 n'a modifié en rien le sens de la jurisprudence sur ce point, mais l'élargit au contraire, en permettant en outre d'éviter efficacement ladite déchéance, même après que la réception a eu lieu et que le paiement de la voiture a été effectué ; — Attendu que les formes prescrites pour la protestation par le nouvel article 105 ne sont applicables qu'en cette dernière hypothèse, le législateur ayant eu seulement pour but d'empêcher les abus pour les réclamations postérieures à la réception des marchandises ; — Qu'il s'agit donc d'examiner en fait si, dans l'espèce, il a été formulé des réserves au moment de la livraison ou du paiement ; — Attendu que, s'agissant d'un contrat commercial à l'égard de Bazille et aucune quittance n'ayant été consentie par celui-ci, ni aucune pièce présentée sur laquelle le destinataire aurait pu

consigner par écrit ses réserves, la preuve de ces réserves peut être faite par tous les moyens et quel que soit le taux de la demande ; — Attendu qu'il a été versé au procès une déclaration des sieurs Bataille, Mille et Vidal, datée de Toulouse, le 24 octobre 1891, enregistrée à Montpellier le 10 mars 1892, n° 92, c° 1473, par le receveur Debens, qui a perçu les droits, déclaration d'après laquelle la somme de 275 francs, due par la dame Lauzit pour solde de son déménagement de Montpellier à Toulouse n'aurait été payée au sieur Janin, agent et représentant de Bazille dans cette dernière ville, que sous la réserve, au profit de ladite dame Lauzit, de ses droits pour avaries ; — Attendu d'autre part que, dans une première lettre, en date du 10 novembre 1891, laquelle sera enregistrée avant ou en même temps que le présent jugement, Janin, qui ne voulait pas livrer sans paiement, écrivait à Bazille : « Elle (la dame Lauzit) m'a dit qu'elle « ferait constater par un employé « de l'entrepôt où nous avons trans- « porté le mobilier si les meubles « étaient avariés ; » — Que, dans une seconde lettre, à la date du 15 du même mois, laquelle sera également enregistrée, Janin, annonçant à Bazille qu'il venait d'être payé, ajoutait : « Elle (la dame Lauzit) a été « obligée de mettre son mobilier en « dépôt aux docks, où elle a fait « constater certaines avaries ; no- « tamment des verres de photogra- « phie ; » et plus loin : « Je vous envoie « ci-joint la lettre de voiture et le « détail des avaries que réclame « votre cliente ; » — Attendu que, par une attestation en date du 29 mars 1892, enregistrée à Tou-

louse, le 30 du même mois, n° 88, c° 1116, par le receveur, qui a perçu les droits, le sieur Pierre Vidal, employé aux magasins généraux, et le sieur Auguste Rossignot, dont les signatures ont été dûment légalisées, se sont rendus, en compagnie de la dame Lauzit, à la gare de la petite vitesse, à Toulouse, pour assister au déballage du wagon contenant le mobilier, afin d'en constater l'état ; — Qu'ils se sont trouvés en présence de Janin, lequel a procédé à l'enlèvement des meubles du wagon pour les déposer dans ses voitures, et qu'au fur et à mesure, devant Janin lui-même, qui s'en rendait compte, ils ont constaté les avaries dont ils donnent le détail et l'estimation ; que le tout a été relevé sur le calepin de l'un d'eux, avec apposition de signatures, et que, si Janin n'a pas signé, c'est parce qu'il a prétendu que cela ne le regardait pas lui, mais seulement Bazille, dont il est le correspondant ; — Qu'il résulte bien des documents ci-dessus analysés la preuve que la réception de la marchandise et le paiement du prix n'ont été effectués que sous les plus expresses réserves ; — Que les mariés Lauzit n'ont donc encouru aucune déchéance, et que leur action est recevable ; — Attendu, au fond, que Bazille s'était chargé d'opérer et a effectivement opéré le déménagement et le transport du mobilier des mariés Lauzit de Montpellier à Toulouse, et ce moyennant le prix de 275 francs ; — Qu'il a fait procéder lui-même à l'enlèvement de ce mobilier du domicile des mariés Lauzit, et que l'emballage des caisses a eu lieu sous sa direction et sous sa surveillance ; qu'il n'a stipulé aucune

réserve ni sur l'état du mobilier, ni à raison d'aucune circonstance particulière de risque; qu'il est présumé dès lors avoir tout reçu intact et en bon état de conditionnement; d'où son entière responsabilité, aux termes des articles 98 et 103 du Code de commerce; — Attendu que l'existence d'avaries à l'arrivée ne peut être sérieusement contestée; qu'elle résulte des attestations et pièces ci-dessus relatées, et notamment du relevé et des estimations faites par les sieurs Vidal et Rossignot; que par suite le vœu de l'article 106 est rempli; — Qu'à la vérité, les experts auraient dû être nommés par le président du Tribunal de commerce, ou, à son défaut, par le juge de paix; mais que l'inaccomplissement de ces formalités ne saurait légitimer une fin de non recevoir; — Qu'il est en effet de jurisprudence que l'article 106 ne prescrit pas l'expertise à peine de déchéance, et n'exclut pas tout autre mode de preuve; que, d'autre part, il ne déclare point l'action éteinte faute d'estimation dans un délai déterminé, cette estimation n'étant nécessaire que pour fixer la quotité des dommages-intérêts; qu'il serait facile au surplus de faire apprécier ces dommages aujourd'hui comme ils l'ont été le 24 octobre, les objets détériorés existant encore et les mariés Lauzit offrant de les représenter; — Mais que cette mesure d'instruction, outre qu'elle n'est pas demandée par Bazille, occasionnerait un surcroît de frais, et nous paraît inutile; que les indications contenues dans le procès-verbal dressé par les sieurs Vidal et Rossignot sont suffisantes pour nous permettre de résoudre le litige, sans

qu'il soit besoin de recourir à de nouveaux experts à l'avis desquels nous pourrions ne pas avoir à nous astreindre; — En ce qui touche les dommages: — Attendu que la note des avaries se compose de 15 articles; que 14 de ces articles figurent chacun pour de petites sommes, et ont pour objet de petites dégradations s'élevant à 28 fr. 20; — Que l'article principal est celui relatif aux clichés brisés, évalués à la somme de 130 francs, à raison de 10 francs l'un; — Attendu qu'il a été établi par les débats que ces clichés consistaient en reproductions de monuments anciens, de documents archéologiques, et servaient de base nécessaire à la création d'épreuves phototypiques que le sieur Lauzit, par suite du commerce futur qu'il se proposait de faire à Toulouse, était appelé à se voir demander; — Que, d'autre part, Lauzit justifie: 1° d'une commande de deux à trois cents épreuves d'une muraille intérieure de la Faculté de médecine de Montpellier, offrant un certain intérêt au point de vue archéologique, cliché dont il ne reste que des débris; — 2° Que, parmi les autres clichés qui ont été brisés, il en est, comme ceux de Notre-Dame des Tables, dont il avait le monopole en phototypie, de l'École d'agriculture, « études « microscopiques », qui avaient également une sérieuse valeur; — Que, pour certains de ces clichés, le chiffre de 10 francs, non seulement n'est pas exagéré, mais n'est même pas suffisant; qu'il l'est plus ou moins pour d'autres; que, dans ces circonstances, il convient de faire une évaluation moyenne, que nous estimons devoir être de 8 francs par cliché, soit

pour les 13 la somme de 104 francs; — Attendu que cette somme, ajoutée à celle de 28 fr. 20 pour les dégradations aux meubles, forme la somme totale de 132 fr. 20, qu'il y a lieu d'allouer aux mariés Lauzit; — Attendu que les dépens suivent le sort du principal; — Pour ces motifs, jugeant publiquement et en premier ressort, mettons la dame Bazille hors d'instance; condamnons Bazille à payer aux mariés Lauzit, avec intérêt légal, la somme de 132 fr. 20, pour les causes dont s'agit; le condamnons en outre aux dépens. »

Observations.— Sur la question de compétence, voir dans le même sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Acte de commerce*, n^o 10 et suiv., où est exposée la controverse qui s'est élevée sur ce point. Voir aussi Cass., 22 avril 1859, ANNALES 1860, p. 39; Paris, 30 décembre 1853. Voir aussi Boncenne, t. I, p. 800; Lebire et Carteret, v^o *Commerçant*, n^o 20 et 21, et Nougier, *Tribunaux de commerce*, t. I, p. 350. — Sur le fond, voir Cass., 16 juillet et 23 décembre 1891; Lyon-Caen, *Traité du droit commercial*, t. III, n^o 658, p. 467.

Tribunal de simple police du canton
de Saint-Mars-la-Jaille
(Loire-Inférieure).

Président : M. LANEZVAL, juge de paix.

12 avril 1892.

Arrêté préfectoral. — Débit de boissons.
— Affichage. — Contravention. —
Exemplaire de l'arrêté non fourni. —
Relaxe.

Le défaut d'affichage d'un arrêté préfectoral sur la police des cafés et débits de

boissons n'est pas punissable, lorsque le cabaretier soutient avoir vainement réclamé, pour l'afficher, un exemplaire de l'arrêté, et que le ministère public ne demande même pas à faire la preuve contraire.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

A l'appel de la cause, lecture a été faite, par le greffier, d'un procès-verbal en date du 10 mars dernier, dressé par la gendarmerie de..., ainsi que d'un avertissement du ministère public, en date du 1^{er} avril courant, desquels il résulte que ledit jour, 10 mars, à 2 heures et demie du soir, les gendarmes rédacteurs du procès-verbal prédaté ont constaté que l'exemplaire de l'arrêté préfectoral sur la police des cabarets, en date du 27 mars 1873, n'était pas affiché dans le débit de Leroux, ainsi que le prescrit l'article 6 de cet arrêté. Le prévenu, dans ses moyens de défense, a prétendu n'être pas en contravention, l'administration ne lui ayant pas fourni l'exemplaire nécessaire à cet effet.

Jugement dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Ouï les moyens de défense du prévenu et les conclusions orales et motivées du ministère public; — Attendu, en droit, qu'il est d'usage et de principe que l'administration doit fournir elle-même les placards dont elle prescrit l'affichage; que toute personne qui veut tenir un débit doit en faire la déclaration au maire de la commune où il a l'intention d'établir son établissement et réclamer à ce magistrat l'exemplaire de l'arrêté préfectoral sur la police des caba-

rets; qu'en dehors d'un texte formel, le débitant n'est pas astreint à se procurer de ses deniers l'exemplaire destiné à être affiché et que sa seule obligation consiste à afficher cet exemplaire aussitôt que l'administration le lui a fait remettre; — Attendu, en fait, que par avertissement prédaté, le prévenu Leroux a été appelé à notre audience de simple police de ce jour, sous l'inculpation de défaut d'affichage, dans son débit, de l'arrêté préfectoral prédaté sur la police des cabarets et dont l'article 10 est ainsi conçu : « Le présent arrêté devra, « sous quinzaine, à dater de sa publication à la mairie, être affiché « et rester affiché constamment « dans la principale salle, à l'en- « droit le plus apparent de tous « cafés et débits de boissons, à « côté de la loi sur l'ivresse; » — Attendu qu'il résulte de documents légaux, versés aux débats, que le prévenu Leroux n'est aubergiste que depuis quelques mois et qu'en faisant sa déclaration au maire de sa commune, il a demandé à ce magistrat l'exemplaire nécessaire, en le priant, s'il n'en possédait pas, de vouloir bien en référer à M. le sous-préfet; — Attendu que, malgré ses réclamations, cet exemplaire ne lui a pas été remis par l'administration; — Attendu que le ministère public non seulement ne demande pas à faire la preuve du contraire, mais se refuse même à administrer cette preuve; — Attendu que de tout ce que dessus, il résulte que le prévenu Leroux n'a commis aucune contravention à l'arrêté préfectoral de ce département sur la police des cabarets et qu'ainsi il y a lieu de le relaxer

sans dépens de l'action contre lui intentée par application de l'article 159 du Code d'instruction criminelle ainsi conçu : « Si le fait « ne présente aucune contraven- « tion, le prévenu sera relaxé sans « dépens. » — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort, relaxons sans dépens le prévenu Leroux de l'action contre lui intentée. »

Observations. — L'arrêté préfectoral, en prescrivant aux cabaretiers, par son article 10, l'affichage de son texte dans la salle commune, n'a pas en même temps imposé aux débitants l'obligation de faire imprimer à leurs frais ou de se procurer une copie du texte de l'arrêté. Ce texte imprimé par les soins de l'administration et par conséquent officiel leur est fourni par elle, d'où la conséquence que si le cabaretier a formellement demandé à qui de droit l'affiche de l'arrêté, et si elle ne lui a pas été donnée, ce cabaretier doit être relaxé, alors que le ministère public ne prouve pas qu'il ait été mis en mesure d'apposer cette affiche.

Tribunal de simple police de Lille
(Nord).

Président : M. LANCIEN, juge de paix.

2 avril 1892.

Étranger. — Déclaration. — Contravention temporaire. — Contravention permanente. — Contravention successive. — Prescription.

La contravention, consistant de la part d'un étranger, qui avait antérieurement sa résidence en France, à n'avoir pas ef-

fectué, dans le délai imparti, la déclaration prescrite par les décrets des 2 et 27 octobre 1888, doit être réputée commise le lendemain du jour d'expiration du délai, et c'est de ce jour que la prescription extinctive commence à courir.

Ainsi jugé en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que Jaeger est prévenu de contravention au décret du 2 octobre 1888, pour avoir omis de faire, devant la municipalité de Lille, la déclaration prescrite par les articles 1 et 4 dudit décret; — Attendu qu'il est constant et reconnu que Jaeger est étranger, mais réside à Lille depuis quarante ans sans interruption; — Attendu qu'en matière pénale le moyen tiré de la prescription de l'action doit être appliqué d'office par le Tribunal, s'il la constate; — Attendu que toute contravention, qu'elle soit temporaire ou permanente, se prescrit par un an; que ce principe est de jurisprudence certaine et constante; qu'il n'y a d'exception que lorsqu'il s'agit d'une contravention successive, qui n'a point cessé depuis moins d'une année; — Attendu que la contravention successive comporte un fait répété ou une série de faits accomplis à certains intervalles; qu'elle est exclusive d'un fait unique créant un état permanent; que l'infraction qui résulte de l'omission d'une formalité à remplir dans un temps déterminé n'a nullement le caractère successif; — Attendu que la contravention reprochée au prévenu consiste dans le fait d'avoir négligé de faire la déclaration prescrite par le décret de 1888; — Attendu que d'après ce décret, modifié par celui du 27 octobre 1888, les étrangers

qui avaient antérieurement leur résidence en France ont eu délai, pour effectuer leur déclaration jusqu'au 1^{er} janvier 1889; — Attendu qu'à cette dernière date la contravention s'est trouvée commise par le prévenu; qu'elle a pris un caractère permanent et que la prescription est acquise depuis le 1^{er} janvier 1890; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort, vu les articles 159 et 640 du Code d'instruction criminelle; — Annule la citation délivrée à Jaeger et le relaxe de la poursuite sans dépens. »

Observations. — Comme il est dit au DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o *Prescription*, n^o 85, la contravention n'est continue et successive qu'autant qu'elle consiste en un fait qui se renouvelle. Or, dans l'espèce ci-dessus, la contravention consistait en un fait unique : celui de n'avoir pas, dans le délai imparti par la loi, effectué la déclaration prescrite. Le fait n'avait existé qu'après l'expiration du délai et ne pouvait plus se renouveler après. Dans ces conditions, la prescription était acquise, comme l'a très bien décidé le Tribunal. La chambre criminelle de la Cour de cassation a statué dans le même sens par arrêt du 5 mars 1887 (voir ANNALES 1888, p. 126) dans une espèce à peu près semblable : il s'agissait d'un particulier qui n'avait pas, dans le délai à lui imparti par l'arrêté du maire, enlevé des matériaux. Le jugement de condamnation ayant été rendu plus d'un an après l'expiration du délai fixé par le maire, la Cour suprême a considéré que le bénéfice de la prescription était acquis au prévenu.

Justice de paix du canton de Villefort
(Lozère).

Président : M. FRAISSE, juge de paix.

31 mars 1892.

Droits de place. — Demande en payement. — Exception d'incompétence. — Domicile du défendeur.

En matière de droit de place, le recouvrement doit en être fait selon les règles du droit commun, et par suite, la demande en paiement de ces droits doit être portée devant le juge du lieu du domicile du défendeur.

En conséquence, est incompétent pour connaître d'une telle demande le juge de paix de la commune chef-lieu de canton dans laquelle les droits de place étaient dus, si le défendeur a son domicile dans un autre canton.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Bertrand, adjudicataire des droits de place de la commune de Villefort, avait fait citer Reboul en paiement d'une somme de 3 francs, pour droits de place de dix veaux, à raison de 30 centimes par tête.

Reboul, qui est domicilié au Bleymord, où il demeure, se présenta sur la citation, et, tout en faisant ses réserves au fond, conclut à ce que le juge de paix de Villefort voulût bien se rendre incompétent, et développa ses conclusions.

Bertrand répondit que, de tout temps, les redevables avaient été appelés devant la justice de paix de Villefort ; qu'il ne pouvait pas en être autrement d'ailleurs, à moins de rendre impossible le recouvrement des droits dus, les marchés de Villefort étant fréquentés par des étrangers au canton, et les foires surtout. — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance et l'article 2 du Code de procédure ; — Les parties entendues ; — Attendu que le demandeur persiste dans les conclusions prises dans sa citation ; que le défendeur, dans ses conclusions, demande d'abord que le juge saisi se déclare incompétent à raison du domicile, ne prenant que subsidiairement d'autres conclusions au fond ; — Attendu que l'exception d'incompétence doit être résolue avant tout ; — Attendu qu'en matière purement personnelle ou mobilière, la citation doit être donnée devant le juge du domicile du défendeur ; que le domicile de ce dernier est au Bleymord, chef-lieu de canton ; — Que si, dans certaines matières, il est dérogé à cette règle de la compétence territoriale, ce n'est que par application de lois spéciales, telles que celles du 14 fructidor an III, art. 10, sur les douanes ; 2 vendémiaire an III, art. 4 ; 27 frimaire an VIII, art. 13 ; ordonnance de novembre 1814, art. 81, sur l'application et la prescription des droits d'octroi ; 6 frimaire an VII, art. 32 et 33, sur les droits de péage ; — Attendu qu'aucune loi spéciale ne vise la perception des droits de place ; que par suite le recouvrement doit en être fait selon les règles de droit commun, étant de jurisprudence constante que les dispositions des lois dérogeant aux principes généraux doivent être restreintes aux cas qui en sont l'objet, et ne peuvent, par analogie, sous aucun prétexte, être étendues et recevoir application dans d'autres circonstances ; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort, nous déclarons

incompétent, renvoyons le demandeur à se pourvoir devant qui de droit, et le condamnons aux dépens liquidés à ... »

Observations.— Solution exacte et conforme à celle que nous avons recommandée dans notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit.— Le fermier des droits de place de Villefort a fait appel de la sentence, mais elle a été confirmée purement et simplement par jugement du Tribunal civil de Mende, en date du 11 juillet dernier.

Justice de paix de Sainte-Hermine
(Vendée).

Président : M. LARGEAUD, juge de paix.

25 juillet 1892.

Injures. — Voies de fait. — Action civile. — Compétence des juges de paix. — Provocation. — Représailles. — Torts réciproques. — Rejet des demandes principale et reconventionnelle. — Partage des dépens.

Le juge de paix ne cesse de connaître, dans les termes de l'article 3, § 5, de la loi du 25 mai 1838, de l'action civile en dommages-intérêts pour injures connexes à des voies de fait, que lorsque ces voies de fait échappent à sa compétence comme juge de police.

La demande n'en est pas moins recevable bien que les témoins produits à son appui aient oublié, au jour de l'enquête, la date exacte des faits sur lesquels ils sont appelés à déposer si, d'ailleurs, leurs dépositions sont précises et s'appliquent, en réalité, au fait relevé dans la demande et admis en preuve.

Le sens et l'acception des mots injurieux ou diffamatoires sont essentiellement relatifs et, par suite, dépendent du

temps, des circonstances où ils sont prononcés, souvent même des personnes qui les prononcent.

La provocation, dont la loi n'a pas défini le caractère, laissant ainsi aux Tribunaux le pouvoir d'apprécier les faits qui pour eux la constituent, est un motif d'excuse qui efface le délit et enlève tout droit à réparation.

En conséquence, lorsque le défendeur, cité à raison d'injures et voies de fait, a été préalablement provoqué par des actes agressifs et vexatoires, il y a lieu de débouter le demandeur de sa demande en dommages-intérêts et de compenser les dépens entre les parties.

Toutes les fois que le demandeur, qu'il ait été ou non le provocateur, a usé de représailles envers son adversaire, la même décision s'impose par application de la maxime : *Injurix mutua pensatione solvuntur*.

Par exploit du 27 juin 1892, enregistré, le sieur Chévrier a fait citer le sieur Morteau devant la justice de paix de Sainte-Hermine, pour :

« S'entendre condamner à lui payer la somme de 1 500 francs, à titre de dommages-intérêts, en réparation du préjudice qu'il lui a causé, le 14 juin dernier, sur le chemin public de la Réorthe à Ingrande, en le poursuivant avec un bâton dont il menaçait de le frapper, tout en criant d'une voix très élevée : « Arrêtez-le ! arrêtez-le ! ce grand voleur ; il m'a volé ma barre de « charrue ; il est d'une famille de « voleurs ! »

« S'entendre en outre condamner aux dépens. »

A l'appel de la cause, le demandeur a repris les conclusions de son exploit précité.

Le défendeur ayant dénié les griefs à lui reprochés, le demandeur

a offert de prouver par témoins la légitimité de sa demande.

En conséquence, avant dire droit au fond, nous avons ordonné que le lundi, 11 juillet 1892, à l'audience, le demandeur ferait par témoins la preuve des faits par lui articulés, preuve contraire réservée au défendeur et dépens remis en fin de cause.

En exécution de ce jugement, nous avons procédé, à la date sus-indiquée, à l'audition des témoins cités à la requête du demandeur et du défendeur et leurs dépositions ont été consignées sur un procès-verbal séparé.

L'enquête et la contre-enquête terminées, le demandeur a dit que la preuve par lui offerte se trouvant bien faite, par suite des témoignages que nous venions d'entendre, il persistait dans les conclusions de son exploit introductif d'instance.

M^e Moussaud, avoué du barreau de Fontenay-le-Comte, conseil du sieur Morteau, après avoir présenté la défense de son client, nous a déposé les conclusions suivantes :

« Attendu qu'aucun des témoins de l'enquête n'est venu déposer sur les faits articulés, c'est-à-dire sur la scène du 14 juin dernier, date à laquelle Chévrier plaçait ses griefs aussi bien dans son assignation que dans son articulation ; — Que de ce chef et suivant une jurisprudence constante, la demande ne peut être accueillie puisque la preuve contraire n'eût pas été possible ;

« Attendu, d'ailleurs, que, cette première cause de rejet n'existait-elle pas, les faits assurés établissent que si quelqu'un a eu des torts graves à l'égard de l'autre, c'est Chévrier, qui détenait dans des

conditions délictueuses ou quasi-délictueuses, la barre de Morteau ; la lui avait refusée en le poursuivant à coups d'aiguillon, la refusait à sa femme cramponnée à sa charrette, toutes choses qui étaient de nature à émouvoir les époux Morteau et particulièrement le mari, menacé dans sa personne, celle de sa femme et dans sa propriété mobilière ;

« Attendu que, dans ces circonstances, les cris de Morteau étaient des plus excusables, même légitimes, et qu'on ne saurait y voir ni injures ni faits répréhensibles ;

« Attendu que l'action dont est saisi M. le juge de paix est purement vexatoire et que c'est le concluant qui a droit à une réparation ;

« Par ces motifs, plaise à M. le juge de paix, débouter le sieur Chévrier de sa demande, le condamner en 100 francs de dommages-intérêts au profit du concluant en réparation du préjudice causé par cette mauvaise action ; aux dépens.

« Sous toutes réserves de fait et de droit.

« *Signé : MOUSSAUD.* »

Le 23 juillet 1892, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance en date du 27 juin dernier ; notre jugement ordonnant enquête en date du 4 juillet courant et notre procès-verbal d'enquête du même jour, actes dûment enregistrés ; — Vu l'article 5, § 3, de la loi du 25 mai 1838 ; l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881 et l'article 1382 du Code civil ; — Vidant notre délibéré : — Sur la compétence ; — Attendu que sans être appelé, par des conclusions formelles, à se pro-

noncer sur la compétence, le juge de paix a le droit et le devoir d'examiner si c'est bien à lui qu'il appartient de connaître du litige que les parties lui soumettent ; — Attendu qu'aux termes de l'article 5, § 5, susvisé, de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent, sans appel, jusqu'à la valeur de 100 francs, et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever : — « Des actions civiles pour diffamation verbale et pour injures publiques ou non publiques, verbales ou par écrit, autrement que par la voie de la presse ; des mêmes actions pour rixes ou voies de fait ; le tout lorsque les parties ne se sont pas pourvues par la voie criminelle ; » — Attendu, néanmoins, que la demande qui nous est soumise étant supérieure à 200 francs et ayant pour objet la réparation d'injures ou propos diffamatoires connexes à certaines voies de fait, elle échapperait à notre compétence si ces voies de fait présentaient un caractère de gravité tel, que les parties en cause, dans le cas où il leur aurait plu d'en poursuivre la répression par la voie criminelle, se fussent trouvées dans la nécessité de s'adresser à une juridiction plus élevée que le Tribunal de simple police ; — Que, dans ces conditions, il y a donc lieu de déterminer exactement la nature des voies de fait dont Chévrier et Morteau se sont rendus coupables vis-à-vis l'un de l'autre pour fixer notre compétence ; — Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été par nous procédé, à la date sus-indiquée, que les voies de fait exercées par Morteau vis-à-vis de Chévrier et réciproquement par

Chévrier vis-à-vis de Morteau et de sa femme, ne constituent que des voies de fait simples ou violences légères sans coups ni blessures, que nous aurions certainement le droit de réprimer comme juge de police ; — Que la position de la femme Morteau, cramponnée à la charrette de Chévrier, dans le but de saisir, sur ce véhicule traîné par deux bœufs, la barre de charrue appartenant à son mari, ne semble pas, d'après les dépositions des témoins entendus, avoir causé la moindre émotion à ce dernier uniquement préoccupé de ladite barre et la réclamant à son adversaire avec des menaces et des injures ; — Qu'aucun témoin n'établit, d'ailleurs, que la femme Morteau, dans cette situation qu'elle était libre de ne pas prolonger, qu'elle a pu abandonner sans difficulté, après avoir repris possession de la barre objet du litige, ait couru un danger quelconque ou ait manifesté seulement quelque frayeur ; — Qu'il suit de là que la disposition ajoutée par la loi du 13 mai 1863 à l'article 311 du Code pénal est sans application dans l'espèce ; — Par ces motifs, nous déclarons compétent. — Sur la recevabilité de la demande : — Attendu que, s'il ne résulte pas des dépositions des témoins de l'enquête, que les faits articulés par le demandeur aient eu lieu précisément le 14 juin dernier, c'est-à-dire à la date même où ce dernier, aussi bien dans son assignation que dans ses conclusions verbales d'audience, a placé les griefs dont il poursuit la répression, il faut bien reconnaître, cependant, que ces griefs et la scène où ils se sont produits, ont été par lui suffi-

samment précisés pour permettre au défendeur de les combattre au moyen de la preuve contraire; — Attendu que l'enquête ordonnée n'a pas porté sur des faits autres que ceux qui ont été articulés et admis en preuve; qu'il ne ressort nullement de la contre-enquête qu'une confusion quelconque ait pu subsister dans l'esprit du défendeur au sujet des faits à prouver; — Qu'en effet, la preuve par lui faite porte bien sur des faits contraires à ceux qui sont allégués par son adversaire, faits dont elle est en partie la négation directe, en ce sens que les témoins entendus à sa requête sont venus établir que le demandeur, contrairement à ses affirmations sur ce point, a provoqué par des actes agressifs et vexatoires les griefs dont il se plaint; — Attendu, d'ailleurs, que les témoins entendus de part et d'autre placent, en général, la scène d'injures et de voies de fait, objet du litige, vers la fin du mois de juin dernier et que l'un d'eux dont la mémoire est plus fidèle, vient même déclarer qu'elle s'est produite sept ou huit jours avant la Saint-Jean dernière; — Qu'exiger plus de précision dans le souvenir des témoins serait rendre toute enquête absolument impossible; — Par ces motifs, déclarons le défendeur mal fondé dans la fin de non-recevoir par lui soulevée à l'encontre de la demande et l'en déboutons; — Au fond: — Attendu que Chévrier a fait citer Morteau à l'effet de le faire condamner à lui payer la somme de 1 500 francs à titre de dommages-intérêts, pour s'être permis, le 14 juin dernier, sur le chemin public de la Réorthie à Ingrande, de le poursuivre avec

un bâton dont il menaçait de le frapper, tout en criant d'une voix très élevée: « Arrêtez-le, ce grand voleur; il m'a volé ma barre de charrue; il est d'une famille de voleurs! » — Attendu que le sens et l'acception des mots injurieux ou diffamatoires sont essentiellement relatifs; qu'ils dépendent du temps, des lieux, des circonstances où ils sont prononcés, souvent même des personnes qui les prononcent; — Attendu, par suite, que pour apprécier le caractère et la portée des paroles reprochées à Morteau par Chévrier, il convient de se rendre un compte exact de la scène dans laquelle elles ont été proférées et de consulter, à cet effet, les témoignages recueillis dans notre procès-verbal d'enquête et de contre-enquête susdaté; — Attendu que s'il résulte, d'une part, de l'enquête et notamment de la déposition des premier, deuxième et quatrième témoins, que, dans le courant du mois de juin dernier, quelques jours avant la Saint-Jean, le sieur Morteau, armé d'un bâton, a poursuivi le sieur Chévrier sur le chemin public de la Réorthie à Ingrande, en criant: « Arrêtez-le, le brigand, arrêtez-le, le voleur qui emporte ma barre de charrue! » « Famille de voleurs! » Il résulte, d'autre part, de la contre-enquête et spécialement de la déposition du premier témoin, que, Chévrier non seulement a provoqué le sieur Morteau en s'amusant à le narguer par son refus de lui restituer, bien qu'il ne lui en contestât pas la propriété, la barre de charrue qu'il lui avait enlevée, mais encore en se permettant de le poursuivre avec un aiguillon dont il menaçait de le frap-

per; — Attendu qu'un procédé aussi vexatoire a seul donné lieu de la part de Morteau aux paroles injurieuses et en apparence diffamatoires dont Chévrier poursuit la répression; — Attendu que la provocation est une excuse qui efface le délit et enlève son droit à réparation; — Que le paragraphe 2 de l'article 471 du Code pénal a statué à cet égard dans les termes les plus positifs, en ne punissant que « ceux » qui, sans avoir été provoqués, « auront proféré contre quelqu'un » des injures ». — Attendu que la loi n'a pas défini le caractère de la provocation et a laissé aux Tribunaux le pouvoir d'apprécier les faits qui pour eux la constituent; que l'excuse de la provocation peut résulter aussi bien de voies de fait, sévices, gestes ou menaces que d'expressions outrageantes, termes de mépris ou invectives; — Que ces principes quoique tirés de la loi répressive, n'en sont pas moins par leur logique ou leur équité, applicables en matière civile; — Qu'en admettant que la première provocation fût l'œuvre du sieur Morteau, ce que n'établissent point les témoignages de l'enquête et de la contre-enquête qui, vraisemblablement, n'ont pas assisté au début de l'altercation, puisque aucun d'eux n'a pu nous éclairer sur le point de savoir dans quelles conditions et de quelle manière Chévrier est arrivé à se rendre un instant détenteur de la barre de charrue appartenant à Morteau, il n'en faudrait pas moins décider que la demande ne repose sur aucune base sérieuse, par cela même que les actions civiles pour injures et voies de fait ne sauraient être utilement intentées qu'autant

que celui qui se prétend offensé non seulement n'a pas été le provocateur, mais encore n'a pas usé de représailles, en opposant voies de fait à voies de fait, parce que toutes les fois qu'il en est autrement, comme au cas particulier, il y a toujours torts respectifs de la part des deux adversaires et lieu à la maxime : *Injuris mutua pensatione solvuntur*; — Attendu que décider le contraire serait encourager la provocation, les rixes et tous les désordres qui en seraient nécessairement la conséquence; — Qu'au surplus, à défaut d'excuses légales que Chévrier a lui-même largement fournies à Morteau, dans les circonstances de temps et de lieux susmentionnées, il est suffisamment établi par les débats, l'enquête et les éléments d'appréciation qui se trouvent dans la cause, qu'il y a absence de préjudice, réciprocité de voies de fait et que, par conséquent, il n'y a pas lieu d'appliquer l'article 1382 du Code civil; — Qu'il est évident, en effet, que, prononcées dans les conditions que nous avons déjà examinées, les paroles de « voleur, famille de voleurs », proférées par Morteau à l'égard de Chévrier, qui, tout d'abord, s'était permis de le narguer en refusant de lui restituer sa barre de charrue et de le poursuivre avec un aiguillon, dont il menaçait de le frapper, n'ont pas le caractère diffamatoire que leur attribue le demandeur, à l'honneur et à la considération duquel elles n'ont pu porter atteinte, alors surtout qu'elles partent de la bouche d'un adversaire dont les facultés mentales paraissent assez mal équilibrées; — Qu'il n'échet donc pas de lui allouer une somme quel-

conque à titre de dommages-intérêts; — Mais attendu que Chévrier et Morteau ont eu le tort de se livrer vis-à-vis l'un de l'autre à des voies de fait et violences légères; qu'il est par conséquent juste que tous deux supportent une part dans les dépens de l'instance qui constate leur faute; — Que cette décision s'impose avec d'autant plus de raison que, de notoriété publique, le demandeur et le défendeur vivent dans un état d'animosité réciproque et ont la détestable habitude de s'injurier mutuellement, troublant ainsi la tranquillité publique, dès qu'ils se trouvent en présence l'un de l'autre au village d'Ingrande, commune de la Réorthe, où ils exploitent des propriétés limitrophes; — Sur la demande reconventionnelle: — Attendu que cette demande formée par Morteau contre Chévrier en vertu de la disposition finale de l'article 7 de la loi du 25 mai 1838, est basée sur un préjudice injustifié et n'a aucune raison d'être en présence des motifs ci-dessus qui préjugent le dispositif ci-après; qu'elle doit être considérée comme nulle et non avenue; — Par ces motifs; statuant par jugement contradictoire et en premier ressort; — Rejetons les conclusions de la demande principale et de la demande reconventionnelle, et conformément à l'article 131 du Code de procédure civile, disons qu'il sera fait masse des dépens pour être supportés moitié par Chévrier et moitié par Morteau. »

Observations. — Il arrive fréquemment, dans les enquêtes, que les témoins ne se rappellent pas exactement la date ou l'heure de

la scène d'injures ou de violences à laquelle ils ont assisté et sur laquelle ils déposent. C'est en ce cas au juge d'apprécier si les faits dont ils déclarent avoir été témoins s'appliquent bien exactement aux griefs relevés dans la demande; si la déposition est précise et s'applique certainement au fait admis en preuve, le juge peut et doit l'admettre comme concluante et de nature à établir ce fait. Les autres solutions du jugement sont également exactes et nous ne voyons rien à ajouter aux motifs très complets de la sentence sur les différents points du débat.

Justice de paix du canton de Surgères
(Charente-Inférieure).

Président : M. DELAVAUT, juge de paix.

6 juillet 1892.

Chasse. — Gibier. — Poursuite. — Res nullius. — Occupation. — Lièvre.

L'occupation du gibier par le chasseur ne se réalise qu'autant qu'il est personnellement en son pouvoir, de manière à ne plus pouvoir s'échapper. La simple poursuite par les chiens, ou même une blessure légère ne suffisent pas pour constituer cette occupation.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le demandeur ayant offert la preuve que le lièvre appréhendé par Mitteau était celui poursuivi par ses chiens, le fait coté a été déclaré pertinent et admissible, et qu'il a été procédé à cette enquête à l'audience du 27 février dernier; — Attendu, en fait, qu'il paraît résulter de l'enquête dont s'agit que le lièvre

tiré et appréhendé par Mitteau est bien celui que poursuivaient les chiens de Faribeu; — Attendu que Faribeu, s'appuyant sur ce fait qu'il prétend constant, en conclut qu'il était le propriétaire de l'animal poursuivi par ses chiens, invoquant, pour justifier sa prétention, des usages de chasse, les convenances, les procédés délicats et les rapports de bon voisinage qui doivent exister entre chasseurs; — Attendu que ces principes sont constants et consacrés par deux arrêts de la Cour de cassation des 29 avril 1862 et 17 décembre 1879, qui les a formulés dans les deux propositions suivantes : 1° le gibier *res nullius*, devient la propriété du premier occupant; 2° l'occupation ne résulte pas du simple fait de poursuite; — Attendu qu'il est constant en fait que le lièvre poursuivi par Faribeu avait été tiré par lui, mais sans être blessé; que son action sur le lièvre tué par Mitteau s'est donc bornée à la poursuite par ses chiens; que, par suite, il n'avait l'occupation du gibier (Dall., 1862, I, 449 et 1880, I, 120); — Attendu que, faisant l'application de ces principes, il n'est pas vrai de dire que le droit d'appropriation du chasseur sur le gibier commence au moment où des chiens le lancent; qu'en effet l'animal poursuivi, fût-il blessé légèrement, à plus forte raison s'il n'est pas blessé, comme tel est le cas, peut échapper à la poursuite; qu'il est vrai au contraire que l'occupation du gibier par le chasseur ne se réalise qu'autant qu'il est réellement en son pouvoir, de manière à ne pouvoir plus s'échapper; qu'on ne saurait soutenir que tel est le cas du lièvre tué par Mitteau, qui n'était

point blessé et qui pouvait fort bien se soustraire à la poursuite des chiens courants de Faribeu; — Attendu que la doctrine a fait application de ces principes et a décidé que l'animal poursuivi et blessé de manière à ne pouvoir s'échapper et *à fortiori* s'il n'est pas blessé, peut être tué et pris par tout autre chasseur, malgré la poursuite dont il est l'objet, et encore que l'individu qui l'a tué ait su que la bête était chassée et qu'il y eût bien identité entre le gibier suivi et celui dont cet individu s'est emparé; qu'il y a là une question de droit, et non pas une question de bons procédés, de convenance ou de savoir-vivre (Demolombe, 1882, Dalloz, 1862); — Attendu que de ces principes il faut conclure que le demandeur n'avait point réalisé l'occupation du gibier dont s'agit, lequel, par suite, pouvait être l'objet de cette occupation par tout autre chasseur; que les agissements de Mitteau ne sont que l'exercice d'un droit incontestable et dont le principe est déposé dans l'article 715 du Code civil, et la jurisprudence ci-dessus analysée; — Attendu, par suite, que l'action de Faribeu doit être déclarée non recevable, et en tout cas mal fondée; — Par ces motifs, déclare Faribeu non recevable, en tout cas mal fondé en son action, l'en déboute et le condamne aux dépens. »

Observations. — Voir dans le même sens, DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v° *Gibier*, n° 1 et suiv. Voir aussi Trib. Langres, 13 avril 1882, ANNALES 1885, p. 27.

**Tribunal de simple police de Bets
(Oise).**

Président : M. CHAMOIN, juge de paix.

3 mai 1892.

*Bois. — Serpe. — Branches mortes. —
Contravention. — Récidive. — Jugement
antérieur non signifié.*

Le fait de couper avec une serpe des branches mortes dans un bois de sapin constitue une contravention aux dispositions de l'article 194 du Code forestier et punissable d'une amende de la confiscation de la serpe et de dommages-intérêts qui ne peuvent être inférieurs à l'amende.

Un jugement antérieur, susceptible d'appel, portant condamnation du prévenu pour un même fait, n'est pas irrévocable, et par suite ne lui fait pas encourir la peine de la récidive.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« **LE TRIBUNAL :** — Attendu qu'il résulte du procès-verbal produit la preuve que le prévenu Tassin a été trouvé, le 6 février dernier, coupant avec une serpe des branches mortes dans un bois de sapins appartenant à M. le comte d'Acy, lieudit les *Pierres-du-Château* ; que ces branches ont été évaluées à un fagot ; — Attendu que si Tassin a été condamné pour pareil fait, par ce Tribunal, le 5 mai 1891, à 2 francs d'amende, 2 francs de dommages-intérêts, et en outre à la confiscation des griffes lui servant à monter sur les arbres, ce jugement, qui était susceptible d'appel, n'a pas été signifié au prévenu ; que la condamnation n'est donc pas irrévocable, et que, par suite, Tassin n'est pas passible des peines de la récidive ; — Attendu que le fait incriminé

constitue une contravention aux dispositions de l'article 194 du Code forestier, lequel est ainsi conçu, etc. ; — Vu les articles 198 et 202 du même Code, et 162 du Code d'instruction criminelle ; — Par ces motifs, statuant en premier ressort ; — Condamne Tassin en 2 francs d'amende, ordonne la confiscation de la serpe saisie ; — Et faisant droit sur les conclusions de la partie civile : — Attendu que la somme de 25 francs réclamée est exagérée et qu'il y a lieu de la réduire à des proportions équitables ; que, néanmoins, les dommages-intérêts ne peuvent être inférieurs à l'amende (art. 202) ; — Condamne Tassin à payer au comte d'Acy la somme de 2 francs de dommages-intérêts et aux dépens. »

Observations. — Application exacte des dispositions de l'article 194 du Code forestier. — Sur la question de récidive, jugé par de nombreux arrêts que, pour qu'il y ait récidive dans le sens de la loi, il faut que la condamnation antérieure soit devenue définitive. Cass., 8 octobre 1865, 19 novembre 1868, et 18 février 1869, *ANNALES* 1869, p. 360 et 373, etc. Voir aussi notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 4^e édit., v^o *Récidive*.

**Just. de paix du canton nord d'Abbeville
(Somme).**

Président : M. TRIBOUT, juge de paix.

20 mai et 5 août 1892.

Réintégrande. — Fermiers. — Chemin d'exploitation. — Enclave. — Intervention des propriétaires. — Mise hors de cause.

Pour exercer la réintégrande, il n'est

pas nécessaire d'avoir la possession annuelle avec les caractères voulus par la loi ; une simple possession de fait suffit.

La réintégration peut être exercée par un détenteur précaire, tel qu'un fermier.

Cette action peut être dirigée contre l'auteur même du fait et notamment contre un fermier, sans qu'il y ait à mettre en cause le propriétaire, quand celui-ci n'a ni ordonné ni autorisé le fait constitutif du trouble.

Le propriétaire appelé en cause par son fermier, défendeur à la réintégration, doit donc être mis hors de cause, lorsqu'il est établi qu'il n'a pas autorisé le trouble.

Le fait d'empêcher, par l'établissement d'une barrière, le fermier d'une pièce de terre enclavée, d'user du droit de passage qu'il exerçait antérieurement sur un chemin d'exploitation pour la desserte de cette pièce de terre, constitue un acte violent qui donne ouverture à la réintégration.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Par exploit de Calippe, huissier à Nouvion, en date du 18 mai 1892, le sieur Augot a fait citer le sieur Graudsire à comparaître devant la justice de paix nord d'Abbeville, pour :

« Attendu que le citant occupe, comme fermier de M^{me} du Liège, un marché de terres, sis au terroir de Caux ; — Qu'une de ces pièces de terre est enclavée ; que pour son exploitation, un chemin a été établi depuis un temps immémorial ; — Que ce chemin de desserte part du chemin de Domvast à Abbeville, passe sur partie d'une pièce de terre appartenant à M^{me} de Brutelette, puis traverse la pièce de terre occupée par un sieur Delgare pour aboutir enfin à la pièce de M^{me} du Liège, affermée au citant ; — Que celui-ci

qui occupe ce marché depuis 1886, s'est toujours servi du chemin litigieux ainsi que le faisaient depuis de longues années ses prédécesseurs, fermiers de M^{me} du Liège ; que la pièce de terre sis au terroir de Caux, tenant au chemin de Domvast, d'un côté appartenant à M^{me} de Brutelette, est donc grevée au profit de la pièce de terre de M^{me} du Liège d'une servitude légale de passage, fondée sur l'enclave ; — Que le cité, le sieur Graudsire, s'est permis sans droit ni qualité, de barrer en avril dernier le chemin dont s'agit ; — Attendu que le citant a vainement invité le cité à enlever la barrière qu'il a indûment placée, et cela à l'époque des travaux de culture et de semaille ; — Que par ce fait, le cité a causé un grand préjudice au citant et dont il lui est dû réparation ; — Partant, voir dire, le sieur Graudsire, que c'est sans droit ni qualité qu'il a intercepté ce chemin ; — Voir ordonner que le cité sera tenu d'enlever, dans le jour du jugement à intervenir, le barrage en question et de rétablir les lieux dans l'état primitif ; — Voir dire que faute de le faire dans la huitaine et ce délai passé, il sera fait droit, et le citant autorisé à faire enlever la barrière, aux frais, risques et périls du cité. S'entendre celui-ci condamner en 100 francs de dommages et intérêts pour le préjudice causé. »

A l'appel de la cause, le sieur Graudsire ne s'est pas présenté ni fait représenter, et après vérification, les conclusions de la demande ont été adjugées par défaut en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — At.

tendu que, cité régulièrement, le défendeur ne s'est pas présenté et qu'il a même fait défaut sur simple avertissement; — Que ces non-comparutions portent à croire, jusqu'à preuve contraire, que la demande est fondée; — Attendu en fait, et suivant les explications du demandeur, que celui-ci, fermier de M^{me} du Liège, se trouve obligé de passer, pour l'exploitation de ses terres, sur celles mêmes du défendeur défaillant, fermier lui-même de M^{me} Brutelette; — Que ce passage, effectué par le demandeur et de précédents occupants depuis plusieurs années, constitue une servitude basée sur l'enclave; — Qu'au surplus le défendeur ne saurait contester les faits, puisqu'il reçoit une indemnité à raison de ce passage; — Attendu que, tout récemment, le défendeur a entravé ce chemin par la plantation d'une barrière; — Que cette entreprise a eu pour conséquence de gêner le demandeur dans le libre exercice de sa servitude de passage, fondée sur l'enclave et l'a empêché de cultiver ses terres; — Attendu qu'il est de principe qu'il n'est jamais permis de se faire justice soi-même; d'où il suit que celui qui a été dépossédé par violence même d'un droit réel, doit avant tout rentrer en possession; — Attendu que de tout ce qui précède, la demande, suivant les conclusions prises à l'audience, revêt le caractère non de la plainte, mais d'une action en réintégration, fondée sur l'enclave; — Que dès lors, la réintégration, d'après l'état actuel de la jurisprudence, appartient à tout détenteur précaire, ce qui est le cas, sans que celui-ci soit obligé de

mettre en cause le bailleur comme dans la plainte possessoire; — Par ces motifs, jugeant par défaut et en premier ressort, donnons défaut du défendeur et pour le profit déclarons l'action en réintégration du sieur A... recevable; — Disons que sauf la réserve des droits respectifs des propriétaires, qui les feront valoir de la manière et par la voie qu'ils aviseront, le sieur A... sera maintenu et réintégré dans le libre exercice de la servitude de passage résultant de l'enclave; — En conséquence, ordonnons que dans les trois jours de la signification du présent jugement, s'il ne le fait avant, le sieur G... sera tenu d'enlever l'obstacle par lui placé, sinon, et ce délai passé, autorisons le demandeur à le faire lui-même aux dépens du cité; condamnons celui-ci en 25 francs de dommages-intérêts pour le préjudice causé. »

Ce jugement fut signifié, et, en temps utile, le sieur Graudsire revint sur opposition, alléguant dans ses moyens que, dans l'espèce, le sieur Augot, fermier comme lui, n'avait pas le droit d'exercer l'action possessoire, et demandant qu'il fût débouté purement et simplement.

Toutefois, le sieur G... crut prudent pour lui de mettre en cause sa propriétaire, M^{me} de Brutelette, pour le couvrir; de son côté le sieur A... demanda un sursis pour agir de la même façon envers M^{me} du Liège, sa propriétaire.

A l'audience du 15 juillet dernier, toutes les parties étaient présentes; M^{me} de Brutelette et du Liège, propriétaires, représentées régulièrement. Après conclusions et la reconnaissance par Graudsire de l'état d'enclave des terres du sieur Augot

dont il a été donné acte, l'affaire fut mise en délibéré et renvoyée au 5 août dernier pour le prononcé du jugement sur opposition.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties entendues ; — Sur l'opposition du sieur Graudsire ; — Attendu qu'elle est régulière en la forme ; qu'elle n'est pas contestée et qu'il y a lieu de l'accueillir ; — Au fond ; — Attendu qu'il s'agit dans l'espèce d'une servitude de passage, fondée sur l'enclave d'un chemin de desserte, nécessaire à l'exploitation des terres que cultive le sieur Augot ; que l'état d'enclave n'a pas été méconnu par Graudsire, mais qu'il n'appartient pas, comme pourrait le croire celui-ci, au juge du possesseur de modifier l'assiette de ce passage, qui, au surplus, existe depuis fort longtemps, parce qu'il existerait un chemin plus court ; — Sur la recevabilité de l'action originaire : — Attendu que dans la citation originaire, non plus que dans les conclusions orales, il n'a été question de possession annale pouvant faire supposer qu'il s'agissait non d'une action en réintégrande, mais d'une complainte, qui aurait motivé alors forcément l'intervention des propriétaires ; — Que le sieur Augot, en qualité de fermier, a demandé purement et simplement l'enlèvement de la barrière placée par Graudsire et à être maintenu, réintégré dans le libre exercice de la servitude de passage qu'il avait au moment de l'entreprise faite par Graudsire ; — Qu'il s'agit d'une action en réintégrande, basée pour Augot, d'une part, sur une possession de pur fait du che-

min litigieux, et d'autre part, sur un acte agressif de Graudsire ; — Que ces caractères suffisent pour engendrer la réintégrande ; que cette action est une action possessoire, *sui generis*, s'appuyant d'abord sur la maxime : *Spoliatus ante omnia restituendus*, et ensuite sur l'enclave ; — Que pour l'exercer, il n'est pas nécessaire, comme dans la complainte, d'avoir la possession annale ; — Qu'il est de jurisprudence aujourd'hui que cette action appartient à un possesseur précaire, tel qu'un fermier (Voir Garnier, p. 437, Dalloz, n° 102, Bourbeau). — Que néanmoins Augot a mis en cause régulièrement M^{me} du Liège, sa propriétaire ; — Que cet appel en garantie a été nécessité par la même mesure que Graudsire avait prise aussi le premier envers M^{me} de Brutelette, sa propriétaire ; — Qu'en admettant même, qu'Augot ait payé une indemnité à Graudsire, cela ne détruit nullement le caractère de l'action ni celui de la servitude due à raison de l'enclave ; qu'on ne peut y voir, comme on l'a dit, qu'un dédommagement alloué à Graudsire à raison du terrain dont il se trouve privé par le passage ; — Sur l'intervention de M^{me} de Brutelette ; — Attendu que Graudsire a appelé en garantie sa propriétaire, dans le seul but de mettre sa responsabilité à couvert ; — Que cette intervention n'était pas nécessaire, puisque Graudsire n'avait pas agi d'après les ordres de M^{me} de Brutelette, ainsi qu'il l'a reconnu ; — Que du reste l'action en réintégrande étant une action *ex delicto*, peut être dirigée contre l'auteur même du trouble, à moins que celui-ci n'ait eu lieu par ordre

du propriétaire; — Que M^e Bouilly, avoué à Abbeville et mandataire de cette dame, a protesté contre cette intervention et demandé la mise hors de cause de sa mandante; — Qu'il a expliqué que celle-ci n'entendait nullement couvrir son fermier, et qu'au surplus, elle ne soulevait aucune objection contre le passage réclamé par Augot; — Que lorsque Graudsire a loué la terre de M^{me} de Brutelette, il savait très bien qu'elle était traversée par un chemin de desserte, existant depuis longtemps; que dès lors, les conclusions de M^e Bouilly paraissent justifier pleinement l'action d'Augot et démontrer la témérité que Graudsire a apportée dans ce procès sans avoir au préalable consulté sa propriétaire; — Que les prétentions de Graudsire tombent d'elles-mêmes du moment qu'elles ne se trouvent pas appuyées par l'intervention de M^{me} de Brutelette; — Sur l'intervention de M^{me} du Liège; — Que celle-ci a été appelée en garantie par son fermier; — Que son mandataire régulier a pris fait et cause du sieur Augot et a demandé, en présence des déclarations du mandataire de M^{me} de Brutelette, que notre premier jugement soit maintenu tout en déboutant Graudsire de son opposition; — Par ces motifs, jugeant sur opposition, contradictoirement et en premier ressort, donnons acte de la reconnaissance faite par Graudsire à l'audience de l'état d'enclave; mettons hors de cause les parties intervenantes; disons que notre jugement par défaut du 20 mai dernier sortira son plein et entier effet; — Déclarons Graudsire non recevable, en tout cas mal fondé sur son opposition, dont il est

débouté; — Disons qu'il n'y a lieu d'allouer d'autres dommages-intérêts que ceux fixés dans le premier jugement; — Condamnons Graudsire aux intérêts de droit et en tous les dépens. »

Observations. — Il est depuis longtemps admis en doctrine et en jurisprudence que la réintégrande peut être exercée par celui qui a la simple possession de l'objet litigieux au moment du trouble; c'est ce qui distingue cette action de la complainte. D'où la conséquence que cette action peut être intentée par le fermier, détenteur précaire. Voir en ce sens notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 4^e édit., v^o *Action possessoire*, n^{os} 81 et suivants. Les autres solutions du jugement sont également exactes. Jugé notamment qu'il y a trouble violent pouvant donner ouverture à la réintégrande, dans le fait de clôturer un terrain par une barrière qui en interdit l'accès au possesseur. Cass., 18 juin 1866, *ANNALES* 1867, p. 119; Cass., 17 février 1869, etc. Voir aussi *loco citato*, n^o 71.

Justice de paix de Magny-en-Vexin
(Seine-et-Oise).

Président : M. BOURUT, juge de paix.

26 décembre 1891.

Chef de gare. — Expédition. — Refus par le destinataire de prendre livraison. — Bequette à fin d'être autorisé à vendre la marchandise. — Ordonnance du juge de paix.

A défaut de Tribunal de commerce dans une localité, il appartient au juge de paix d'autoriser, par ordonnance sur

requête, un chef de gare à faire vendre publiquement des marchandises en souffrance, dont le destinataire refuse de prendre livraison.

Ainsi décidé ainsi qu'il suit :

Le chef de gare principal de la Compagnie de Magny à Chars a présenté requête en ces termes :

« A Monsieur le juge de paix du canton de Magny-en-Vexin (Seine-et-Oise).

« M. Masson (Léger-Joseph-Louis), chef de gare principal, agissant comme représentant de la Compagnie de Magny à Chars,

« A l'honneur de vous exposer :

« Que la Compagnie a reçu, le 18 décembre 1891, un wagon K.7047, chargé de 6540 kilogrammes de pommes de la gare d'Argenteuil, lequel a été expédié, le 2 décembre 1891, par M. Taboureux, à la Houssoye (Oise), à M. Monnier, à Estrez, commune de Saint-Gervais ;

« Que M. Monnier, avisé le 18 décembre 1891, d'en prendre livraison comme destinataire, en a refusé la livraison le 19 décembre 1891 ; que, mis en demeure les 19 et 20 même mois, ce dernier en a fait un nouveau refus le 21 décembre 1891 ;

« Que, depuis cette dernière date et jusqu'à ce jour, la marchandise est en souffrance à la gare de Magny-en-Vexin ;

« Que, ni le prix du transport, ni les frais de magasinage, qui continuent à courir, n'ont été payés ;

« Qu'aux termes de l'article 106 du Code de commerce, la vente des objets transportés, en cas de refus, peut être ordonnée en faveur du voiturier jusqu'à concurrence du prix de la voiture ;

« Que la marchandise paraissant

avariée, il y a urgence, en l'espèce, de solliciter cette mesure conservatoire ;

« Par ces motifs :

« L'exposant es qualité qu'il agit, conclut à ce qu'il vous plaise, monsieur le juge de paix, dire et ordonner qu'à la requête de l'exposant il sera procédé à la vente du wagon de pommes en souffrance ;

« Ordonner que, vu l'extrême urgence, M. Taboureux, expéditeur, et M. Monnier, destinataire, seront mis en demeure d'assister à la vente par lettre chargée seulement ;

« Commettre M^e Milleret, huissier à Magny-en-Vexin, pour procéder à la vente ;

« Autoriser la Compagnie à prélever, sur le produit de la vente, les frais du transport, de stationnement et de vente, et être, le surplus, s'il y a lieu, tenu à la disposition de qui de droit ;

« Et ce sera justice.

« Présenté à Magny le 26 décembre 1891.

« Signé : MASSON. »

Ordonnance en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Agissant à défaut de président du Tribunal de commerce existant dans notre localité ; — Vu les paragraphes 1 et 3 de l'article 106 du Code de commerce combinés ; — Vu également le paragraphe 6 de l'article 2102 du Code civil ; — Vu la requête qui précède et les pièces à l'appui ; — Ouf M. le chef de gare principal de la Compagnie de Magny à Chars en ses explications verbales ; — Attendu l'extrême urgence ; — Attendu que la vente des pommes litigieuses dans les termes où elle est sollicitée paraît de nature à sauvegarder les droits

de toutes les parties intéressées à la contestation ; — Qu'au surplus, il est de jurisprudence qu'il n'est pas nécessaire que, préalablement à cette vente, ladite Compagnie mette, par un acte extrajudiciaire, le destinataire en demeure de se livrer, ni de signifier l'ordonnance à intervenir à l'expéditeur avant de la mettre à exécution (Paris, 8 mai 1857; *Jurisprudence générale*, de Dalloz, v° *Voirie par chemin de fer*, p. 483; *Code annoté*, de Dalloz, art. 2102 du Code civil, n° 376) ; — Par ces motifs ; — Ordonnons que les marchandises en souffrance seront vendues aux enchères publiques dans les termes et conditions indiquées dans la requête qui précède ; — Commettons Milleret pour procéder à ladite vente ; — Autorisons la Compagnie de Magny à Chars à prélever, sur le produit de la vente, les frais de transport, de stationnement et de vente, et à tenir le surplus à la disposition de qui de droit.

« Donné à Magny-en-Vexin, en notre cabinet, le 26 décembre 1891.

« Signé : Abel BOURUT. »

Observations. — Voir, dans le même sens, une ordonnance de notre collègue de Roye (Somme), du 27 janvier 1891 (*Moniteur des Justices de paix*, 1891, p. 283) ; voir aussi un jugement du Tribunal civil de Mantes du 20 novembre 1885 (*Bulletin des chemins de fer*, p. 55, 1886). — Ce jugement décide que les formalités prescrites pour les expertises ordinaires ne s'appliquent pas à la vérification spéciale des marchandises transportées, établie par l'article 106 du Code de commerce ; il est même de jurisprudence constante que le

voiturier n'est pas tenu d'appeler l'expéditeur ou le destinataire à assister à l'expertise (voir l'arrêt de la Cour de Paris du 8 mai 1857).

Dans le cas particulier qui a donné lieu à l'ordonnance du 26 novembre 1892, nous avons, sur la demande de la Compagnie du Chemin de fer de Magny à Chars, ordonné une expertise pour faire vérifier les marchandises à l'arrivée. L'expert commis avait constaté que les pommes étaient avariées ; il y avait donc urgence à en ordonner la vente. Faisant application de la jurisprudence du Tribunal civil de Mantes, nous avons décidé que la sommation qui, aux termes de l'article 614 du Code de procédure civile, devait être faite à la partie saisie, et qui, par analogie, est adressée à toute partie défaillante, n'avait pas sa raison d'être en matière de vente ordonnée par justice en cas de force majeure.

BOURUT.

Justice de paix du XVII^e arrondissement de Paris.

Président : M. BRÉSILLION, juge de paix.

22 juin 1892.

Transport. — Voituriers. — Avaries. — Perte. — Responsabilité. — Déchéance. — Protestation.

Sont d'ordre public et ne pourraient être suppléées par des déclarations verbales, les formalités impérativement exigées par la loi du 11 avril 1888 du destinataire, pour la conservation de son action en dommages-intérêts contre le transporteur pour avarie ou perte d'objets.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu

que par leur citation, en date du 25 mai 1892, les époux Goisneau ont actionné le sieur Robert, tapissier, qui s'était chargé de transporter leur mobilier et leurs marchandises de la rue de Courcelles, 128, au n° 26 de la rue Cardinet, où les demandeurs allaient occuper un nouveau logement, en 200 francs de dommages-intérêts, comme responsable de la perte de divers objets énoncés dans ladite citation; — Attendu que le défendeur doit, quant au transport par lui opéré, être rangé dans la classe des voituriers et est dès lors recevable à exciper de la disposition de l'article 105 du Code de commerce; — Attendu qu'aux termes de la loi du 11 avril 1888, modificative, de cet article, la réception des objets transportés et le paiement du prix de la voiture éteignent toute action contre le voiturier pour avarie ou perte partielle, si, dans les trois jours, non compris les jours fériés, qui suivront celui de cette réception et de ce paiement le destinataire n'a pas notifié au voiturier, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée, sa protestation motivée; que la loi nouvelle ajoute que la déchéance résultant de l'inobservation de ces prescriptions (déchéance antérieurement encourue par le seul fait de la réception et du paiement non accompagné de réserves), frappe le destinataire notwithstanding toutes stipulations contraires qu'elle déclare nulles et de nul effet; que les formalités impérativement exigées par la législation actuelle, comme équivalent des réserves qu'imposait la loi ancienne, sont donc d'ordre public, et que des déclarations verbales n'auraient

y suppléer; — Attendu que les époux Goisneau ont reçu les objets transportés par le sieur Robert et payé le prix du transport, sans qu'il soit justifié que cette réception et ce paiement aient été suivis ni d'acte extrajudiciaire, ni de la lettre recommandée dont parle l'article précité; qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter aux deux démarches dans lesquelles a été signalée au voiturier la perte partielle alléguée, alors surtout que la seconde, où l'importance de cette perte était de beaucoup aggravée, n'a eu lieu qu'après le délai prescrit; — Par ces motifs, déclare les époux Goisneau non recevables dans leur demande et les condamne aux dépens, etc. »

Observations. — Contrairement à la décision que nous venons de rapporter, il a été jugé, à la date du 11 mars 1891, par le Tribunal de commerce de Rouen « que l'obligation imposée aux réceptionnaires de notifier leurs protestations motivées par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée a été édictée en vue d'établir la date certaine des protestations et de permettre ainsi aux transporteurs de constater d'une manière absolument positive, si ces protestations leur ont bien été transmises dans le délai rigoureux imposé par la loi; que l'omission de la recommandation de la lettre contenant la protestation du réceptionnaire ne saurait constituer une fin de non-recevoir, alors que le voiturier reconnaît qu'il a été avisé de la protestation moins de trois jours après la réception de la marchandise, objet de l'avarie ou de la perte partielle ». Pour notre part, nous croyons,

avec M. le juge de paix, que les Tribunaux ne doivent se livrer à l'interprétation des textes de loi ou des contrats, que lorsque les termes en sont obscurs ou ambigus ; mais c'est à la lettre qu'il faut s'en tenir, quand elle est claire et formelle, sous peine de tomber dans l'arbitraire. La loi du 14 avril 1888 a tracé

une marche que doivent suivre ceux qui ont des réclamations à adresser à des commissionnaires de transport ; nul n'étant censé ignorer la loi, c'est à eux-mêmes qu'ils doivent s'en prendre si leur action est rejetée pour défaut d'observation desdites formalités.

SOUS PRESSE

SUPPLÉMENT

AU

DICTIONNAIRE GÉNÉRAL

DE LA COMPÉTENCE DES JUGES DE PAIX

4^e ÉDITION. — PRIX : 8 FRANCS FRANCO.

L'Administration des ANNALES, soucieuse de tenir le DICTIONNAIRE GÉNÉRAL incessamment au courant du dernier état de la législation et de la jurisprudence, vient de mettre sous presse, pour paraître au mois de décembre prochain, un premier supplément.

Nous en avons, depuis longtemps déjà, annoncé la publication, mais nous l'avons différée parce que nous avons espéré pouvoir comprendre dans notre travail de revision la loi projetée sur l'extension de la compétence des juges de paix. Mais cette loi n'est encore votée qu'en première lecture. Nous ignorons quand pourra avoir lieu la seconde lecture, car l'ordre du jour de la Chambre des députés est, en ce moment, exceptionnellement chargé. Mais alors même que la loi serait définitivement adoptée par cette Chambre, il faudra encore attendre qu'elle soit examinée et votée par le Sénat, en sorte que la promulgation de la loi, si, comme nous l'espérons bien, elle triomphe de tous les obstacles qu'elle rencontre, ne pourra en tout cas avoir lieu que dans un délai encore éloigné.

Or, depuis la publication de la quatrième édition du DICTIONNAIRE, des lois importantes ont été promulguées, sur le droit électoral, sur les étrangers, sur le Code rural, etc., lois qui sont d'une application journalière et qui doivent figurer dans le DICTIONNAIRE. Nous avons donc résolu de ne pas différer davantage la publication d'un premier supplément.

Lorsque la loi sur l'extension de la compétence des juges de paix aura été enfin définitivement adoptée, nous publierons un second supplément, d'ailleurs moins étendu que le premier, car la loi en projet augmentera, surtout quant aux chiffres, la compétence des magistrats cantonaux, mais ne modifiera guère leurs attributions.

L'Administration des ANNALES recevra dès maintenant les souscriptions au premier supplément, au prix de 8 francs, réduit à 6 francs pour ceux de nos abonnés qui croiront devoir envoyer à l'avance un mandat-poste de 6 francs avec leur souscription.

Justice de paix du canton de Creil
(Oise).

Président : M. MOURET, juge de paix.

20 mai 1892.

Sépulture. — Caveau. — Autorisation d'exhumer. — Droit de propriété. — Exhumation non autorisée par le propriétaire du caveau. — Dommages-intérêts. — Demande reconventionnelle.

Les tombeaux de famille constituent une propriété privée qui se transmet aux héritiers de la personne qui les a fait construire.

Un parent même autorisé à exhumer le corps d'une personne inhumée dans un caveau ne peut cependant procéder à cette exhumation sans le consentement du propriétaire du caveau ou sans autorisation de justice.

En agissant de sa propre autorité, l'auteur de l'exhumation commet un acte abusif et illicite dont il doit réparation, sauf au juge saisi à réduire les dommages-intérêts à un chiffre modique, s'il n'y a eu aucun dégât matériel.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Par exploit de Livaire, huissier à Précy-sur-Oise, en date du 2 mai 1892, la dame P..., veuve M..., demanderesse, a fait citer ledit C..., à comparaître devant M. le juge de paix de Creil à l'audience du 6 du même mois pour : « Attendu que M^{lle} Geneviève C..., première épouse de Jules-Henri M..., est décédée le 16 juillet 1871 ; — Attendu que, six mois environ après le décès de sa femme, ledit M... a acheté une concession de terrain à perpétuité dans le cimetière de la commune de G..., sur lequel il a fait construire un caveau ; qu'aussitôt le caveau construit, M. M... y a fait déposer le corps de M^{me} Geneviève C..., son épouse ; que

M. M... est décédé à son domicile, à G..., le 29 février 1892, laissant la requérante, sa veuve, sa légataire universelle ; qu'après ce décès arrivé, le sieur C..., frère de la dame M... née C..., enleva du caveau dont s'agit le corps de cette dernière, sans autorisation et sans même prévenir la famille ; qu'il n'avait pas qualité de faire cette chose ; que par ce fait, il a commis un préjudice dont il est dû réparation ; — Par ces motifs et tous autres à déduire ou à suppléer, s'entendre, le sieur C..., condamner à payer à la requérante, deuxième épouse de M. M..., restée sa veuve et légataire universelle, la somme de 400 francs à titre de dommages-intérêts, laquelle somme sera déposée par ladite dame à la mairie de G..., pour servir à l'achat d'un corbillard municipal ; s'entendre en outre condamner aux intérêts de droit et aux dépens ; sous toutes réserves. »

A l'appel de la cause, M^e Martin, avoué mandataire de la demanderesse, a déclaré persister dans les conclusions de la demande dont il a requis l'adjudication au profit de sa mandante ;

M^e Sainte-Beuve, avoué et mandataire du défendeur, a déposé les conclusions suivantes qu'il a développées en plaidant.

« Il plaira à M. le juge de paix : — Attendu que la famille C..., en faisant exhumer le cadavre de la première femme de M. M..., n'a fait qu'user de son droit le plus absolu ; qu'il appartient soit au conjoint, soit aux héritiers d'une personne décédée, de disposer des restes mortels de l'époux et du parent défunt. Que les circonstances regrettables et trop connues qui ont amené le dé-

cès de M. M... justifient amplement le désir réalisé, par M^{me} C... mère et son fils, d'exhumer le corps de leur fille et sœur dont ils sont les seuls héritiers et l'inhumer dans le caveau de leur famille ; qu'en ce faisant, ils n'ont agi que sous l'empire de sentiments, de convenances qui doivent être respectés. Que c'est à tort qu'on leur reproche d'avoir commis une violation de sépulture, puisqu'ils étaient régulièrement autorisés par l'autorité compétente ; que la demande ne constitue qu'une mesure de chantage d'un caractère vexatoire et préjudiciable en concluant ; — Par ces motifs : — Déclarer M^{me} veuve M... non recevable, en tout cas mal fondée en sa demande, l'en débouter ; — Et recevant le concluant reconventionnellement demandeur, condamner M^{me} veuve M... à lui payer, à titre de dommages - intérêts , 150 francs dont le concluant se réserve de disposer pour une œuvre de bienfaisance ; condamner M^{me} veuve M... en tous les dépens sous toutes réserves, et ce sera justice. »

Le 20 mai 1892, — jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance ; — Vu les conclusions déposées par le défendeur ; — Ont les mandataires des parties en leur plaidoirie ; — Vidant notre délibéré ; — Attendu que la dame Geneviève C... est décédée le 16 juillet 1874, épouse de J.-H. M..., laissant pour seul héritier la veuve C..., sa mère, et le défendeur, son frère, et en outre pour donataire en usufruit, son mari survivant ; — Attendu que celui-ci, usant du droit accordé au conjoint survi-

vant de conserver les restes de sa défunte épouse, fit déposer son corps dans un caveau de famille qu'il avait fait construire à ses frais dans un terrain dont il avait obtenu la concession perpétuelle dans le cimetière de la commune de G. ; — Que les héritiers ne firent alors aucune objection ; — Attendu que le dit M... convola en seconde noce quelques années plus tard ; que néanmoins les héritiers ne réclamèrent pas le corps de leur parente qui continue à reposer dans le caveau M... ; — Attendu que ledit M..., pour des causes regrettables inutiles à rappeler ici, mit fin à ses jours le 29 février 1892, laissant la demanderesse pour légataire universelle ; — Attendu que les héritiers C... ne voulant pas laisser plus longtemps le corps de leur fille et sœur dans le caveau M..., sollicitèrent et obtinrent de M. le maire de G... l'autorisation de l'exhumer ; qu'ils ont en conséquence fait ouvrir le caveau M... et fait enlever le corps de leur parente ; — Attendu que si, en principe, les droits du conjoint doivent avoir la prééminence sur les droits de la famille pour déterminer le lieu où le défunt doit être inhumé, il ne peut plus en être de même dans le cas où le conjoint s'est remarié ; — Que par ce second mariage il fait l'abdication volontaire de ses droits d'époux survivant sur les restes mortels de sa première femme ; que dès lors, en raison de ce second mariage et aussi en présence des circonstances regrettables qui ont amené le décès du sieur M..., les héritiers n'ont fait qu'user d'un droit bien légitime en sollicitant l'autorisation d'exhumer les restes de leur fille et sœur, pour les déposer dans leur

caveau de famille ; qu'au surplus la demanderesse reconnaît implicitement ce droit, puisqu'elle ne conclut pas à la réintégration du corps de la femme M... dans son caveau ; — Mais attendu que les tombeaux de famille constituent une propriété privée qui se transmet aux héritiers ; que dans l'espèce le tombeau dans lequel se trouvait le corps de la première femme M..., appartient à la demanderesse, en sa qualité de légataire universelle de son défunt mari qui l'avait fait construire à ses frais ; — Attendu que l'autorisation d'exhumer délivrée par M. le maire de G... n'entraînait pas consentement à l'ouverture, par les héritiers C..., du caveau de la demanderesse ; que ceux-ci auraient dû, pour procéder régulièrement, obtenir le consentement de cette dernière ou une autorisation de justice ; — Attendu que le défendeur, en agissant de sa propre autorité, a certainement méconnu le droit de propriété de la demanderesse et commis un fait abusif et illicite dont il doit réparation ; mais qu'en l'absence de tout dégât matériel la somme de 100 francs est exagérée ; — Attendu que la demande reconventionnelle en 150 francs de dommages-intérêts n'est fondée exclusivement que sur la demande principale ; que dès lors le défendeur, succombant sur la demande principale, doit être débouté de sa demande reconventionnelle ; — Par ces motifs et par jugement en premier ressort ; — Statuant sur la demande principale, — Condamnons le sieur C... à payer à la demanderesse la somme de 5 francs à titre de dommages-intérêts pour les causes sus-énoncées ; — Le cen-

damnons en outre aux intérêts de droit et aux frais ; — Et statuant sur la demande reconventionnelle ; — Déclarons le défendeur non recevable, en tout cas mal fondé en sa demande, l'en déboutons. »

Observations. — Très certainement un caveau de famille est la propriété de celui qui l'a construit ou de ses héritiers. Par suite, un tiers, même autorisé par qui de droit à exhumer un corps, doit en outre obtenir la permission du propriétaire du caveau ou, en cas de refus illégitime, de justice, pour procéder à l'ouverture de ce caveau et à l'exhumation. Si le tiers agit de sa propre autorité, il méconnaît le droit du propriétaire du caveau et est passible de dommages-intérêts, dans les proportions du préjudice causé.

Justice de paix du XI^e arrondissement de Paris.

Prés. : M. CRANNEY ✱, A. Q., juge de paix.

24 février 1892.

Louage. — Congé. — Propriétaires indivis. — Administrateur. — Nullité. — Congé.

Est nul et de nul effet le congé donné par l'un des copropriétaires indivis, et non par l'administrateur de la succession.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Auguste Mention a fait citer devant nous la Société de la laiterie des fermiers réunis, à l'effet de voir déclarer bon et valable le congé signifié en son nom à la So-

ciété défenderesse, suivant exploit de Vincent, huissier à Paris, à la date du 29 juin dernier, d'un terrain de la contenance d'environ 4 ares, situé à Dennemont-Pottainville, loué verbalement à la Société par le sieur Mention-Moussard, moyennant un loyer annuel de 60 francs, payable le 1^{er} janvier de chaque année; voir dire en conséquence que ladite Société sera tenue de cesser immédiatement toute possession et jouissance du terrain dont s'agit, sinon se voir autoriser à l'expulser en la manière ordinaire et accoutumée, même avec l'assistance de la force publique s'il y a lieu; se voir autoriser à reprendre la libre possession et jouissance dudit terrain, et s'entendre en outre condamner aux dépens sous toutes réserves, et aux offres qu'il fait de tenir compte à la Société défenderesse de la valeur des constructions érigées sur ledit terrain, à dire d'expert, voir enfin ordonner l'exécution provisoire dudit jugement; — Attendu qu'en réponse à ladite demande la Société défenderesse a conclu au rejet de la demande, fondé sur la nullité du congé; — Attendu, à cet égard, qu'il est résulté des explications des parties que l'immeuble dont s'agit est indivis entre le demandeur, la dame Marguerite Moussard, veuve Mention, sa mère, François Mention, Constant Mention et Désiré Mention, ses frères, et que l'administrateur des biens serait François Mention; — Qu'il appert des termes mêmes du congé qu'il n'a été donné par le sieur Auguste Mention, pour le 1^{er} avril prochain, qu'en ce qui le concernait; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que le congé dont s'agit, pour être valable, aurait dû être

donné collectivement, à la requête des ayants droit, ou tout au moins à la requête du sieur François Mention, comme administrateur; qu'il s'ensuit que c'est le cas de faire droit aux conclusions de la Société défenderesse, en prononçant la nullité du congé et par suite le rejet de la demande; — Par ces motifs: — Statuant contradictoirement et en premier ressort, déclarons nul et de nul effet le congé dont s'agit; — Déboutons en conséquence le sieur Mention de sa demande, et le condamnons aux dépens. »

Observations. — En principe, lorsqu'il y a plusieurs propriétaires d'un immeuble, le congé doit être donné par tous les copropriétaires. Voir notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 4^e édit., v^o *Louage*, n^o 238. — Cependant il a été jugé par un arrêt ancien que le congé donné par un seul des copropriétaires pourrait être validé s'il n'était pas désavoué par les autres. Douai, 6 février, 1828. Encore faut-il que l'accord de tous soit dûment établi. — Si l'immeuble indivis est géré par un administrateur judiciaire, ce dernier seul peut donner un congé valable.

Justice de paix du canton d'Orthes
(Basses-Pyrénées).

Président : M. MANIORT, juge de paix.

28 juillet et 24 octobre 1891.

Octroi. — Tarif. — Interprétations. — *Demande en restitution de droits indûment perçus. — Quittance. — Exception. — Adjudicataire des droits. — Demande en paiement de nouveaux droits.*

Le contribuable est recevable à intenter une action en paiement de droits d'octroi

indûment perçus, lorsqu'il produit le récépissé délivré par la compagnie du chemin de fer, d'où il résulte que le droit dont s'agit a été payé par le demandeur.

Les droits d'octroi doivent être interprétés selon leur texte et dans un sens rigoureusement restrictif.

Il appartient au juge de paix d'ordonner la restitution du droit illégalement perçu

Au point de vue des droits d'octroi, la pierre apportée en ville ne peut être soumise aux droits que dans l'état où elle se trouvait au moment de son introduction dans le rayon de l'octroi, et non dans l'état où elle pourrait se trouver plus tard, c'est-à-dire après les transformations que la main de l'ouvrier a pu lui faire subir dans l'intérieur de la ville.

Ainsi décidé par les deux jugements qui suivent :

Le 28 juillet 1891, premier jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'article 7 du Code de procédure civile ; — Ouï les parties en leurs dires, déclarations et conclusions ; — Vu le règlement d'octroi de la ville d'Orthez, en date du 10 mai 1891, approuvé par décret du 20 décembre de la même année ; — Vu l'ordonnance des 9-27 décembre 1814 portant règlement sur les octrois ; — Sur l'irrecevabilité de la demande fondée sur ce que B..., ne représentant point la quittance des droits consignés, ne doit pas être entendu ; — Attendu que d'un récépissé délivré par la Compagnie des chemins de fer du Midi et produit aux débats, il résulte qu'un droit d'octroi s'élevant à la somme de 13 fr. 65 (timbre compris) a été payé par B... pour les 4^{mes}, 930 de pierre d'Angoulême, brute, introduite par

lui dans la ville d'Orthez, le 23 mai dernier ; — Qu'il est donc constant pour nous que la consignation exigée par l'article 81 de l'ordonnance du 27 décembre 1884 et par l'article 58 du règlement d'Orthez a été opérée ; — Qu'il y a lieu d'entendre le demandeur en sa réclamation ; — Au fond : — Attendu que B... réclame à P... la restitution d'une somme de 6 fr. 06, formant la différence entre celle de 13 fr. 45 qu'il prétend avoir été indûment perçue, et celle de 7 fr. 39 régulièrement due comme droits d'octroi sur de la pierre d'Angoulême, brute, introduite par lui dans le rayon de l'octroi de la ville d'Orthez, le 23 mai 1891 ; — Qu'il fonde sa réclamation sur ce que, d'après le tarif d'octroi de cette ville, cette pierre est soumise au droit de 1 fr. 50 par mètre cube et non au droit de 2 fr. 73, qui est celui applicable à la pierre d'Angoulême taillée ; — Attendu, en effet, que tels sont les droits établis par le tarif susvisé sur la pierre d'Angoulême brute et sur la pierre taillée provenant des mêmes carrières, savoir : 1 fr. 50 par mètre cube sur la première et 2 fr. 73 sur la seconde ; — Attendu que P..., pour sa défense, soutiendrait que cette pierre n'est point employée à l'état brut ; qu'étant ultérieurement travaillée et taillée, c'est le droit applicable à la pierre taillée qui doit être perçu ; — Mais attendu qu'une telle prétention ne saurait être admise ; — Qu'il n'y a point lieu de rechercher quelles transformations la pierre brute est destinée à subir après son introduction dans le rayon de l'octroi ; — Que nous devons rechercher plutôt

le sens et la disposition des termes du tarif ; — Attendu que l'intention des rédacteurs du tarif d'Orthez a été certainement d'établir une distinction entre la pierre d'Angoulême brute, bien que susceptible d'être taillée, et la pierre d'Angoulême déjà taillée, c'est-à-dire travaillée, ciselée ; Que la première est assujettie au droit de 1 fr. 50 par mètre cube, tandis que la seconde, est imposée au droit de 2 fr. 73 aussi par mètre cube ; qu'à cet égard, notamment, le tarif d'Orthez ne présente ni obscurité ni ambiguïté ; — Attendu, d'ailleurs, que les tarifs d'octroi en général, doivent être interprétés selon leur texte et dans un sens rigoureusement restrictif ; — Qu'on ne peut, dans leur application, procéder par voie d'extension ou d'assimilation sans tomber dans l'arbitraire et commettre un excès de pouvoir ; — Attendu que de tout ce qui précède il résulte que c'est à tort que P... a perçu la somme de 13 fr. 45 pour les 4^{me},930 de pierre d'Angoulême brute, introduite en ville par B..., le 23 mai dernier ; — Qu'aux termes du tarif, il ne devrait percevoir que la somme de 7 fr. 39, calculée à raison de 1 fr. 50 par mètre cube ; — Qu'il y a donc lieu d'ordonner, au profit de B..., la restitution de la différence entre ces deux sommes, soit 6 fr. 06 ; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en dernier ressort ; — Condamnons P... à restituer à B... la somme de 6 fr. 06 et ce, pour les causes susénoncées ; — Condamnons le défendeur aux dépens. »

Depuis la date de ce jugement et

par exploit du 31 septembre dernier, le sieur P... adjudicataire de l'octroi, assigne le sieur B... en paiement :

1° De la somme de 4 fr. 70 ;

2° De la somme de 10 centimes pour le coût d'un timbre de quittance ;

3° De la somme de 200 francs à titre de dommages-intérêts ;

Le sieur P... fonde sa demande sur ce que B... ayant fait travailler 3^{me},814 de cette même pierre introduite le 23 mai, il doit la différence entre le droit établi sur la pierre d'Angoulême brute et celui établi sur la pierre d'Angoulême taillée, soit la somme de 4 fr. 70.

Et le 24 octobre 1891, deuxième jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance du 31 septembre 1891, enregistrée ; — Vu le règlement d'octroi de la ville d'Orthez en date du 10 mai 1889, approuvé par décret du 20 décembre de la même année ; — Vu l'ordonnance des 9 et 27 décembre 1814 portant règlement sur les octrois ; — Ouï les parties en leurs dires, explications et conclusions ; — Attendu qu'aux termes du tarif de l'octroi de la ville d'Orthez la pierre d'Angoulême brute est assujettie au droit de 1 fr. 50 par mètre cube et la pierre taillée provenant des mêmes carrières au droit de 2 fr. 73 aussi par mètre cube ; — Attendu que par jugement de cette justice de paix, en date du 28 juillet dernier, P... a été condamné à restituer à B... la somme de 6 fr. 06, cette somme formant la différence entre celle de 13 fr. 45 qu'il avait indûment perçue et celle de 7 fr. 39

régulièrement due comme droits d'octroi sur 4^m,930 de pierre d'Angoulême brute introduite par B... dans le rayon de l'octroi de la ville d'Orthez, le 23 mai 1891 ; — Attendu qu'aujourd'hui et par exploit du 31 septembre dernier, P... réclame à B... la somme de 4 fr., 70 ; — Que sa réclamation est fondée sur ce que la quantité de 3^m,814 de cette même pierre ayant été travaillée depuis son introduction dans le rayon de l'octroi, le défendeur est redevable de la différence entre le droit établi sur la pierre brute et celui établi sur la pierre taillée, soit de la susdite somme de 4 fr. 70 ; — Mais attendu que nous avons déjà statué sur ce qui fait l'objet de la contestation portée aujourd'hui devant nous ; — Qu'en effet, notre jugement du 28 juillet dernier rendu contradictoirement et en dernier ressort, a déterminé exactement les droits des parties en ce qui concerne la pierre d'Angoulême introduite le 23 mai ; — Attendu, au surplus, qu'en l'espèce il ne faut considérer la pierre que dans l'état où elle se trouvait au moment de son introduction dans le rayon de l'octroi et non dans l'état où elle pouvait se trouver plus tard, c'est-à-dire après les transformations que la main de l'ouvrier a pu lui faire subir dans l'intérieur de la ville ; — Que ces transformations sont sans influence dans l'application du tarif qui frappe de 1 fr., 50 la pierre d'Angoulême brute et d'un droit de 2 fr., 73 la pierre d'Angoulême taillée ; — Attendu, d'ailleurs, qu'il est de jurisprudence constante que les règlements d'octroi en général doivent toujours être interprétés dans leur sens absolu et restreint ;

— Attendu, enfin, que les articles 75 et 76 du règlement d'Orthez, invoqués par P... à l'appui de sa demande ne sauraient recevoir ici leur application ; — Que, dans leurs dispositions, ces articles ne visent que les combustibles ou les matières premières qui, dans l'intérieur du lieu sujet, sont employés à la préparation ou à la fabrication d'un produit industriel livré à la consommation intérieure et imposable ; — Attendu que de ce qui précède, il résulte que la demande de P... doit être rejetée et que le droit seul de 1 fr. 50 par mètre cube était dû sur la pierre introduite par B... le 23 mai dernier ; — Attendu qu'il n'est pas contesté qu'une partie de la pierre introduite ledit jour a été travaillée dans l'intérieur du rayon de l'octroi ; — Attendu qu'il n'y a pas lieu d'allouer des dommages-intérêts au défendeur ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort : — Rejetons la demande formée par P..., adjudicataire des droits d'octroi de la ville d'Orthez contre B... et l'en déboutons ; — Disons qu'il n'y a pas lieu à dommages-intérêts envers le défendeur ; — Condamnons P... en tous les dépens. »

Observations. — Solutions exactes ; ces jugements ont été exécutés sans appel.

Justice de paix du canton ouest d'Alais (Gard).

Président : M. PLATON, juge de paix.

20 juin 1892.

Action possessoire. — Recevabilité. —

Compétence. — Construction. — Passage commun. — Égout des toits.

Le propriétaire d'une maison joignant une cour commune peut ouvrir sur cette cour des fenêtres et portes nouvelles, sans être tenu d'observer les distances légales, pourvu qu'il ne nuise pas à l'exercice des droits des autres copropriétaires.

Le juge de paix est toujours compétent pour connaître d'une action purement possessoire, sauf à la rejeter s'il estime qu'elle n'est pas fondée.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

La veuve Auguste Julian avait fait citer Marius Julian, son neveu, pour comparaître à l'audience du 13 juin, à l'effet de s'y voir condamner : 1° à démolir une construction et fermer une porte, nouvellement édifiées par lui sur le bord d'un chemin commun entre parties, d'après un acte de partage du 1^{er} novembre 1861, lesdites construction et porte n'étant pas à la distance voulue par la loi des limites de la demanderesse; 2° à supprimer les chéneaux et conduits de descente des eaux de son toit; ces eaux tombant naturellement avant le nouvel œuvre, dans le terrain du cité et présentement dans le chemin commun; 3° à des dommages-intérêts.

A l'audience susdite, les parties comparurent, assistées chacune d'un avocat. La demanderesse développa ses conclusions, demandant l'application des prescriptions des articles 678 et 681 du Code civil. Le défendeur plaida, d'abord, l'irrecevabilité, par ce motif que la veuve Julian ne justifiait d'aucun droit sur la propriété échue à son défunt mari, ensuite notre incompétence, parce que pour apprécier

le bien ou le mal fondé de la demande, il fallait appliquer et interpréter le titre visé en la citation, enfin, et pour le cas où ces exceptions fussent rejetées, le droit qu'il avait à faire les construction et changement dont on se plaignait.

La veuve Julian demanda et obtint le renvoi à huitaine, pour, dans l'intervalle, communiquer à son adversaire et nous faire parvenir le titre en vertu duquel elle agissait. A cette dernière audience, aucune observation n'étant faite par les parties ou leurs avocats, le jugement suivant a été rendu :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'acte de partage du 1^{er} novembre 1861, reçu par M^e Pagès, notaire, et où les parties en leurs dires et conclusions; — Attendu que la veuve Julian a produit un testament en due forme, reçu par M^e Dumas, notaire, le 10 novembre 1882, par lequel son mari « lui « lègue l'entière quotité disponible « de ses biens, en pleine propriété « et en usufruit »; que la succession d'Auguste Julian, le testateur, est encore indivise et que par suite, chacun des ayants droit a le devoir de la faire respecter; que l'action est donc recevable; — Attendu que le partage invoqué par les deux parties réserve un chemin commun à tous les copartageants, et en attribue le sol mesuré avec le lot attenant, moitié à Auguste Julian et moitié à l'auteur de M. Julian, sans autre explication ni restriction; que l'interprétation de cette clause ne souffre aucune difficulté et ne prête à aucune équivoque; qu'au surplus, nous avons toujours le droit d'interpréter un acte pour

en déduire les caractères d'une possession utile, ce que nous faisons ici, en déclarant qu'en vertu du partage précité, le chemin dans ou près lequel les travaux ont été faits étant un passage commun, chacun des ayants droit en a la jouissance parfaite depuis l'attribution du 1^{er} novembre 1861; — Attendu qu'il s'agit d'appliquer seulement les termes formels d'un acte de partage, d'apprécier la nature des travaux faits récemment par M. Julian, lesquels travaux ne sont ni défendus ni autorisés par ledit partage, et de savoir si ces travaux gênent ou non la servitude due aux représentants d'Auguste Julian ou aggravent la situation de ces derniers contrairement à la loi; que ces questions ainsi posées sont bien des actions possessoires dûment intentées devant nous par la veuve Julian en les qualités qu'elle agit; qu'il y a donc lieu de les retenir et de nous dire compétant pour en connaître; — Attendu, au fond, que M. Julian a construit ou mieux reconstruit dans son terrain et ouvert une porte nouvelle donnant sur le chemin commun, et spécialement dans la moitié de ce chemin qui est sa propriété, d'après les expressions très précises du partage du 1^{er} novembre 1861; que ces faits sont certains et reconnus d'ailleurs par les parties; qu'il est vrai que la porte ne se trouve pas au regard de la veuve Julian à la distance prévue et prescrite par l'article 678 du Code civil; mais que cet article vise les vues droites ou fenêtres d'aspect et non les portes ou ouvertures d'accès, ainsi que l'a décidé plusieurs fois la jurisprudence et notamment la Cour de Bordeaux

par son arrêt du 26 novembre 1885; — Attendu encore qu'il est admis que le propriétaire d'une maison joignant une cour commune peut ouvrir sur cette cour des fenêtres et portes nouvelles, *sans être tenu d'observer les distances légales*, pourvu qu'il ne nuise pas à l'exercice des droits des autres copropriétaires (Caen, 24 août 1842; Angers, 26 mai 1847; Agen, 23 juin 1874), et qu'en l'espèce rien ne prouve et ne laisse même présumer que la porte ouverte par M. Julian nuise au droit de passage de la veuve Julian; — Attendu qu'en dirigeant, au moyen de chéneaux appuyés sur sa construction, les eaux de son toit vers le couchant, alors qu'elles tombaient naturellement au midi de sa maison et dans son fonds, M. Julian ne les a point conduites dans le terrain de la demanderesse, ainsi qu'elle le prétend, mais dans le chemin commun, et encore dans la partie de ce chemin avoisinant sa construction, c'est-à-dire, dans la partie à lui attribuée en nue-propriété; qu'au surplus, et pour ne pas grever la servitude de passage, il avait, ainsi que l'a reconnu la veuve Julian, construit un petit canal couvert; que ce canal est défectueux, paraît-il, mais que M. Julian offre de le réparer et de veiller à ce qu'il ne se détériore plus; que dès lors la conduite et les eaux qui en découlent ne nuisent nullement aux servitudes de la veuve Julian; — Par ces motifs, et par jugement contradictoire, en premier ressort, disons que la veuve Auguste Julian avait qualité pour intenter la présente action, laquelle est une action possessoire et ne sort pas des limites de notre compétence; et re-

tenant acte des promesses de réparation et d'entretien faites par Marius Julian, déboutons la veuve Julian de l'ensemble de ses demandes et la condamnons à payer les trois quarts des dépens, l'autre quart étant laissé à la charge de M. Julian, à cause des incidents par lui soulevés et sur lesquels il a succombé. »

Observations. — Solutions conformes à une jurisprudence bien établie, ainsi qu'il résulte d'ailleurs des arrêts visés dans la sentence. Le juge de paix est toujours et exclusivement compétent pour statuer en premier ressort sur une action possessoire, sauf à lui à rejeter l'action, si elle n'est pas fondée en droit ou en fait.

Justice de paix du cant. de Lafrançaise
(Tern-et-Garonne).

Président : M. GÉRAUD, juge de paix.

2 avril 1892.

Listes électorales. — Contribuables. — Mandataire. — Appel de la décision de la commission municipale.

Les demandes en inscription sur la liste électorale d'une commune ne sont assujetties à aucune forme ; il n'est pas nécessaire qu'elles soient écrites et peuvent être faites par mandataire, même verbalement.

Doivent être inscrits sur la liste électorale d'une commune les électeurs qui justifient de leur inscription au rôle de l'une des contributions dans cette commune, et ont produit un certificat en due forme de radiation de leur nom sur la liste électorale de la commune où ils avaient leur domicile d'origine.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Au fond : attendu qu'il résulte des débats de la cause et des pièces produites que, par suite de la négligence ou des manœuvres de l'administration municipale de la commune de Piquecos, les opérations de revision de la liste électorale de cette commune n'ont pas été effectuées dans les délais légaux ; — Qu'il est intervenu d'abord, à la date du 2 février dernier, un arrêté préfectoral déférant ces opérations au conseil de préfecture et, ensuite, un arrêté de ce conseil annulant lesdites opérations et prorogeant les délais suivant le tableau y annexé ; — que cet arrêté n'a été ni publié ni affiché dans la commune de Montastruc, résidence des appelants, et qu'il n'a pas été porté à leur connaissance ; — Que la commission municipale, saisie de la réclamation des protestataires Laforce et autres, désignés dans ses deux décisions, contre l'inscription, sur la liste, des appelants Brel et autres nommés plus bas, par la commission administrative qui les avait déjà inscrits, se réunit le 15 mars et, sans appeler devant elle les électeurs dont l'inscription était contestée, décida leur radiation pour les motifs que : 1° l'inscription à titre de contribuable ne peut être réclamée par un tiers, mais seulement par l'électeur lui-même ou par un fondé de pouvoir régulier ; 2° que les appelants auraient dû renouveler leur demande dans les nouveaux délais impartis par l'arrêté du conseil de préfecture et, spécialement pour Sauret, Jean, et Campech, Jean, qu'ils ne sont pas inscrits personnellement au rôle des contributions de la commune où ils veulent être électeurs ; que ladite

commission notifia ses décisions aux appelants le 19 du même mois, sans en faire connaître les motifs et sans donner les noms des protestataires intervenus devant elle, de telle sorte, qu'il ne nous a été possible de donner auxdits intéressés les avertissements prescrits par la loi, qu'après le jour de la première audience où la copie en due forme des décisions nous a été produite ; — Attendu qu'il résulte aussi du certificat du maire de Piquecos fourni au procès, des débats de la cause et de la déposition du sieur Maudou que les appelants ont tous fait, à la mairie de Piquecos, à la date du 4 février dernier, et par l'organe de leur mandataire le sieur Maudou, une déclaration tendant à l'inscription de leur nom sur la liste électorale de cette commune à titre de contribuables, qu'ils ont tous produit un certificat en due forme de radiation de leur nom sur la liste électorale de la commune de Montastruc, leur commune d'origine et que le mandat verbal et spécial donné par eux au sieur Maudou et accepté par ce dernier, doit être reconnu incontestable et certain ; — Attendu, en ce qui concerne Jean Sauret et Jean Campech, que Sauret n'a produit aucun certificat constatant son inscription personnelle au rôle des contributions de ladite commune de Piquecos ; attendu que, si Campech a produit un certificat constatant, qu'il est inscrit audit rôle sous ses véritables noms et prénoms, il résulte aussi implicitement, mais nécessairement, d'un extrait de la matrice cadastrale signé par le faisant fonction de maire et produit par les parties adverses, que Cam-

pech porte le même prénom que son père et que la mutation n'a pas été faite, ce qui n'est d'ailleurs pas contesté ; — En droit : — Attendu que Jean Campech et Jean Sauret ne justifiant pas de leur inscription personnelle au rôle des contributions de la commune de Piquecos, ne remplissent pas les conditions exigées par la loi ; — attendu que les sieurs Brel, Bley, Brousset, Vaisières, Paga, Campech, Amans, et Negra justifient, notamment par le certificat du maire de la commune de Piquecos précité et par la déposition du sieur Maudou, qu'à la date du 4 février dernier ils ont déclaré, par mandataire verbal et spécial et à qui de droit, vouloir exercer leurs droits électoraux dans la commune de Piquecos, à titre de contribuable et qu'ils ont chacun remis un certificat du maire de Montastruc constatant la radiation de leur nom sur la liste électorale de leur commune d'origine ; qu'ils justifient aussi, par les certificats du directeur des contributions directes et du percepteur de leur inscription personnelle au rôle des contributions foncières de ladite commune de Piquecos ; qu'en conséquence et aux termes des lois des 7 juillet 1874, art. 5, et 5 avril 1884, art. 14, ils ont le droit de demander et d'obtenir l'inscription de leur nom sur la liste électorale de Piquecos ; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante que les demandes ne sont assujetties à aucune forme ; qu'il n'est pas nécessaire qu'elles soient écrites et qu'elles peuvent être faites par mandataire, même verbalement ; que c'est là l'esprit et la lettre de la loi et que si, aux dires de la commission, il a été jugé autrement, cela n'a pu être que dans des espèces différentes de celle toute

particulière qui nous est soumise ; — Qu'il ne faut pas oublier, en effet, qu'il s'agit ici d'électeurs ruraux d'une des plus petites communes de France, en général illettrés et ignorants des lois, qu'il serait toujours facile de frustrer de leurs droits au moyen de manœuvres combinées ou non, du genre de de celles précitées, si la jurisprudence énergique de la Cour suprême, affirmée d'ailleurs jusqu'à ce jour par de nombreux arrêts, ne venait mettre un terme à ces regrettables abus ; — Sur le moyen nouveau tiré de ce que les appelants n'auraient pas renouvelé leur demande dans les délais fixés par l'arrêté du conseil de préfecture ; attendu qu'en faisant leur demande dans la période fixée par la loi, les demandeurs ont fait tout ce qu'ils avaient à faire, qu'ils n'avaient pas à se préoccuper des devoirs et obligations des autorités municipales ou préfectorales ; que l'arrêté du conseil de préfecture n'a même pas été porté à leur connaissance et qu'aucun texte de loi ne défend de faire la demande en *première inscription* avant la publication des listes, ainsi jugé par arrêt de la Cour de cassation du 22 mai 1883 ; — Attendu enfin, que la commission municipale de jugement, en refusant l'inscription des noms des demandeurs sur la liste électorale de la commune de Piquecos, a manqué aux prescriptions des lois précitées et a sacrifié à une forme non prévue par lesdites lois, les droits électoraux certains et incontestables des appelants ; — Par ces motifs, confirmons la décision de la commission municipale dont est appel, en ce qui concerne les sieurs Jean Sauret et Jean Campech ; infir-

mons au contraire la décision de cette commission en ce qui concerne les sieurs Brel, Guillaume et autres six électeurs précités, et ordonnons en conséquence que les noms de ces électeurs seront inscrits sur la liste électorale de la commune de Piquecos pour l'année 1892. »

Observations.—Solution exactes et conformes à la jurisprudence. Au surplus le pourvoi formé contre ce jugement a été rejeté par la Cour de cassation, suivant arrêt du 2 mai 1892.

Justice de paix du canton de Beaujeu
(Rhône).

Président : M. JACOB, juge de paix.

29 juin 1892.

Éboulement de terre. — Dommage causé à la propriété voisine. — Eaux. — Action en dommages-intérêts.

S'il est admis comme conséquence de l'article 640 du Code civil que les fonds inférieurs sont aussi assujettis à recevoir les éboulements de terre qui se détachent des propriétés supérieures, c'est toujours à la condition que ces éboulements se produisent naturellement et sans que, par des travaux quelconques, la main de l'homme y ait contribué.

Par suite, lorsqu'il s'est produit un éboulement de terres et de pierres sur le fonds du voisin, celui-ci est recevable et fondé à actionner en dommages-intérêts le propriétaire qui, par certains travaux, conduites d'eau ou autres, a déterminé l'éboulement ou a contribué à le produire.

Ainsi décidé par le jugement que voici :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouf les parties en leurs dires et conclusions ;

—Vu notre jugement interlocutoire du 16 mars dernier;—Vu le rapport d'experts du 10 mai suivant;—Vu notre jugement interlocutoire du 1^{er} juin courant, ordonnant visite de lieux avec assistance d'un expert;—Vu notre procès-verbal de visite de lieux du 9 courant;—Vu le rapport d'expert du 16 du même mois, le tout enregistré;—Attendu, en droit, qu'aux termes de l'article 1382 du Code civil, tout fait de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer;—Attendu qu'en vertu de l'article 639 du même Code, les servitudes naturelles, lois de voisinage et de nécessité, dérivent de la situation des lieux; que si, conformément aux prescriptions de l'article 640, les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement, sans que la main de l'homme y ait contribué, le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave l'assujettissement, notamment, soit en imprimant aux eaux un cours plus rapide en réunissant sur un seul point celles qui, sans ce travail, se seraient répandues sur toute la surface du sol (Cass., 15 mars 1830), soit en changeant la direction naturelle de certaines eaux et en leur donnant un cours différent de celui qui résulte de la conformation du sol et de la situation des lieux;—Attendu que, comme conséquence dudit article 640, s'il est admis que les fonds inférieurs sont aussi assujettis à recevoir les éboulements de terres qui se détachent des propriétés supérieures, c'est toujours à la condition que ces éboulements se pro-

duisent naturellement et sans que, par des travaux quelconques, la main de l'homme y ait contribué; que, dans ce cas, le propriétaire supérieur a la faculté de venir reprendre sur le fonds inférieur les terres et pierres qui y ont été entraînées, à la condition qu'il répare le dommage résultant, non seulement de l'enlèvement, mais aussi du tort que le cas fortuit a pu causer, puisqu'il n'en accepte pas les conséquences, mais que ce n'est point pour lui une obligation de faire cet enlèvement; que, dans le cas contraire, il est tenu de réparer le dommage, et est passible de dommages-intérêts;—Attendu que la propriété consiste dans le droit en vertu duquel une chose se trouve soumise d'une manière absolue et exclusive à la volonté et à l'action d'une personne; qu'en vertu de ce droit et par une sorte de restriction aux règles édictées par l'article 640, il est de doctrine que le propriétaire supérieur peut, sur son fonds, faire les ouvrages nécessaires pour la culture de son héritage; qu'on ne peut même l'empêcher d'en changer le mode d'exploitation, notamment de faire un pré d'une terre labourable, lors même qu'il en résulterait une certaine aggravation dans l'écoulement des eaux pour les propriétaires inférieurs; que ceux-ci ne sont donc pas fondés à se plaindre de cette aggravation, mais toujours cependant à la condition que ces travaux, ces ouvrages ne changent pas la direction naturelle des eaux, et ne transportent pas, n'imposent pas la servitude sur un fonds qui, d'après la situation des lieux, ne doit pas y être assujetti (Pardessus, t. I, n° 83, 86; Durantou, t. V, n° 166; Daviel,

t. III, n° 788 ; Demolombe, t. XI, n° 39); — Attendu aussi, aux désirs de l'article 690, qu'il est encore de doctrine que, lorsqu'il s'est écoulé trente ans depuis l'établissement par le propriétaire supérieur des ouvrages nuisibles, l'action en dommages - intérêts est prescrite, puisque ce propriétaire, en aggravant l'écoulement naturel des eaux, a pu ainsi acquérir une servitude continue sur le fonds inférieur (Demolombe, t. XI, n° 49); — Attendu, en fait, que du rapport d'expert susvisé, du 10 mai, il résulte que, depuis plusieurs années, mais depuis moins de trente ans, Rampin a établi, près de ses bâtiments situés liendit *Vers les champs*, commune de Saint-Didier-sur-Beaujeu, une serve ou réservoir, de la contenance d'environ 300 mètres cubes, dont les eaux servent à irriguer un pré nouvellement créé, au moyen de rigoles prenant naissance, soit au bas de ladite serve, soit à un second réservoir inférieur, alimenté en partie par le précédent, mais que par suite il est imprimé à ces eaux un cours plus violent et tout autre que celui qu'elles suivraient naturellement; qu'en outre, par des aqueducs et des rigoles établis au nord et au sud de sa propriété, Rampin conduit sur ledit pré d'autres eaux qui, sans ces travaux, s'écouleraient naturellement dans deux petites vallées latérales; que toutes ces petites rigoles convergent vers un même point formant une sorte de promontoire au centre de la propriété Rampin; que, dans la nuit du 8 au 9 février dernier, précisément à l'endroit où sont ainsi conduites toutes ces eaux détournées de leur cours, un éboulement considérable

s'est produit, entraînant une partie de ce promontoire, dont les terres et les pierres ont été amenées jusque sur la propriété Montantême, située à environ 200 mètres du lieu de l'éboulement; — Attendu que du même rapport il résulte aussi que cet éboulement est la conséquence de l'action combinée des eaux naturelles, des eaux pluviales et de celles qui y ont été amenées par Rampin, mais que ce document demeure muet sur le point de savoir si cette dernière catégorie d'eaux a été la cause déterminante de l'éboulement et de l'entraînement du terrain, ou si elle y a contribué dans une plus ou moins grande proportion; que ce silence a nécessité une vue de lieux avec assistance d'un quatrième expert, chargé de se prononcer sur cette question et d'établir ainsi les responsabilités; qu'enfin il suit du rapport dont s'agit que, dans un but de conciliation et avant toute opération, Montantême a renoncé à sa demande en 200 francs de dommages-intérêts, se contentant de réclamer pour son fermier, à titre d'indemnité, pour réparation du dommage, une somme fixée par les experts à 50 francs; — Attendu que cette tentative de conciliation a échoué, et que par suite la demande subsiste telle qu'elle était lors de la citation introductive d'instance, puisque, dans le cas où la modification des conclusions doit amener un jugement définitif, cette restriction n'est valable que quand le défendeur l'accepte formellement à l'audience et consent à se priver du droit d'appel; — Attendu que du rapport d'expert du 16 courant il résulte que les eaux naturelles seules n'auraient jamais déterminé l'ébou-

lement, à cause de leur écoulement régulier sous forme de source, au pied du monticule sur lequel se trouve le pré créé par Rampin ; que les eaux pluviales, se répandant sur toute la surface du terrain, n'auraient seules pu non plus produire ; que certainement ces deux catégories d'eaux ont contribué à l'éboulement, mais que la cause déterminante de l'entraînement des terres et pierres jusque sur la propriété Montantème a été les eaux amenées des fonds voisins sur un même point par le défendeur, qui par suite devient responsable des dégâts causés ; — Attendu que, quand même, comme l'objecte Rampin, les eaux détournées par lui de leur cours n'auraient pas fonctionné le jour de l'éboulement, il n'en est pas moins évident qu'habituellement on les fait couler sur le pré nouvellement créé, et qu'alors, aidées des eaux naturelles et pluviales, elles ont détrem্পé insensiblement le sol, l'ont désagrégé de telle sorte qu'il a cédé brusquement sous l'influence d'une forte pluie ; — Attendu, quant aux dommages-intérêts réclamés, que le Tribunal possède les éléments nécessaires pour en fixer le *quantum* ; — Attendu, quant aux dépens, qu'ils sont à la charge de la partie qui succombe ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, condamnons Rampin à payer aux consorts Montantème la somme de 50 francs, à titre de dommages-intérêts, pour le préjudice à eux causé par l'entraînement et l'enlèvement du terrain amené sur leur propriété par les eaux distraites par Rampin de leur cours naturel ; le condamnons en outre aux dépens de l'instance. »

Observations. — Il va de soi que le propriétaire d'un fonds supérieur ne peut être responsable du mouvement de son sol et des éboulements qui peuvent se produire sur le fonds inférieur. C'est pour ce fonds une sorte de servitude dérivant de la situation des lieux, comme celle qui est établie par l'article 640 du Code civil. Mais il en est autrement si le propriétaire a, par des travaux imprudemment faits ou par l'adduction d'eaux en quantité trop considérable, occasionné l'éboulement, ou a seulement contribué dans une part quelconque à l'occasionner. Il y a dans ce cas un fait personnel du propriétaire supérieur, et qui engage sa responsabilité. C'est d'ailleurs au juge du fait qu'il appartient d'apprécier dans quelle mesure ce propriétaire doit être déclaré responsable et quelle réparation est due. Nous approuvons entièrement le jugement rapporté ci-dessus.

Tribunal de simple police de Château-d'Oleron
(Charente-Inférieure).

Président : M. PIRON, juge de paix.

22 juillet 1892.

Poids et mesures. — Vérification. — Boulangerie. — Société de panification. — Relaxe.

Une société de panification qui ne vend pas de pain et qui n'en fournit qu'aux sociétaires, à charge par eux de contribuer proportionnellement aux dépenses, ne peut être assimilée ni aux boulangers ni aux marchands de pain et n'est pas assujettie à la vérification de ses poids et mesures.

En conséquence, doit être relaxé de la poursuite, le président d'une telle société, contre lequel a été dressé procès-verbal pour refus de se soumettre à la vérification.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La cause appelée, le greffier a donné lecture d'un procès-verbal dressé le 14 juin dernier, par le sieur Goujard, Jean, vérificateur des poids et mesures, demeurant à La Rochelle, affirmé et enregistré, duquel il résulte que le 13 dudit mois de juin, sur les sept heures et demie du soir, cet agent s'est transporté au Château, dans une maison portant une enseigne de boulangerie; que s'étant adressé à un employé il lui a demandé pourquoi il n'avait pas présenté les poids de la boulangerie à la mairie; que celui-ci lui a répondu que le bulletin de convocation avait bien été remis à M. Tessier, président directeur de la boulangerie; mais qu'il ne voulait pas faire vérifier ses poids et mesures; qu'il avait alors été obligé de se retirer sans pouvoir remplir sa mission.

Cette lecture terminée, le prévenu a prétendu qu'il n'exerçait point ou qu'il ne faisait point exercer la profession de boulanger; qu'il était président d'une société de panification; qu'il n'avait jamais vendu de pain; que la maison dans laquelle se fabrique le pain de la société qu'il représente, au Château, porte et a toujours porté comme enseigne non le mot *boulangerie* mais bien ceux de *Société de panification*; il a déposé sur notre bureau, un exemplaire des statuts de ladite société et il nous a offert de nous prouver par témoins

les faits par lui articulés; il a ajouté que s'il s'était refusé à la vérification des poids et mesures de la Société, c'est qu'il croyait que les sociétés du genre de celle qu'il dirige n'étaient pas assujetties à cette vérification.

Le ministère public de son côté a répondu qu'il tenait pour certains les faits mentionnés au procès-verbal, ne se refusait point à la preuve offerte par le prévenu, et il a déclaré qu'il n'avait, lui, aucun témoin à produire à l'appui du procès-verbal. — Jugement :

« Le TRIBUNAL : — Après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 153 du Code d'instruction criminelle, après l'appel des témoins présentés par le prévenu, leur prestation de serment de dire toute la vérité, rien que la vérité et leur audition conformément à l'article 155 du même Code; — Après avoir entendu le prévenu dans ses moyens et défense, et le ministère public en ses conclusions; — Vu le décret du 26 février 1873; — Les arrêtés de M. le préfet de la Charente-Inférieure en date du 29 décembre 1873 et 27 avril dernier; — Attendu qu'il résulte des débats, de l'enquête à laquelle il a été procédé et des statuts qui ont été déposés sur notre bureau; — 1° Que le prévenu n'a jamais exercé ou fait exercer la profession de boulanger; qu'il est depuis environ douze ans président d'une société civile de panification ayant son siège social au Château; — 2° Que les opérations de cette société consistent à acheter de la farine et à la convertir en pain qui est distribué à chacun des sociétaires selon ses besoins; qu'à la

fin du mois, les dépenses de toutes sortes sont réparties entre lesdits sociétaires proportionnellement à la quantité de pain prise par chacun d'eux; mais que jamais cette société n'a vendu de pain; — 3° que la maison où se fabrique ce pain, au Château, porte et a toujours porté comme enseigne, non le mot *boulangerie* mais bien ceux de *Société de panification* en lettres d'environ 30 centimètres de hauteur; — Attendu qu'aux termes de l'article 6 du décret du 26 février 1873, sont assujettis à la vérification des poids et mesures, les commerces, industries et professions désignés au tableau A annexé audit décret; — Que le deuxième paragraphe de cet article dit que les commerces, industries et professions analogues à ceux qui sont énumérés dans ledit tableau et qui n'y ont pas été compris peuvent être soumis à la vérification par arrêtés spéciaux des préfets, sauf l'approbation du ministre de l'agriculture et du commerce; — Attendu que sur ledit tableau A il n'est pas fait mention des sociétés de panification, que la profession de boulanger seule est assujettie à la vérification; — Que depuis le 26 février 1873 deux arrêtés ont été pris par M. le préfet de la Charente-Inférieure, en vertu du deuxième paragraphe de l'article 6 ci-dessus : l'un à la date du 29 décembre de la même année et l'autre le 27 avril dernier; — Qu'aux termes du premier, la profession de marchand de pain (non boulanger) est soumise à la vérification, mais qu'il n'est pas encore parlé des sociétés de panification; — Que le deuxième astreint les sociétés coopératives de consumma-

tion seulement à la vérification des poids et mesures dont ces sociétés font usage dans leurs magasins de vente; — Attendu que les sociétés civiles de panification ne peuvent être assimilées aux boulangers; — Qu'en effet, d'après la définition donnée par tous les auteurs, le mot boulanger indique celui qui fait et vend le pain; que le boulanger est commerçant; qu'il paye patente et peut être soumis à la taxe et à diverses autres obligations; — Que les sociétés de panification en général, et celle du Château en particulier, doivent être considérées comme de grandes familles composées, non de parents, mais de concitoyens réunis dans un intérêt commun, non pas pour faire un commerce ou pour exercer une industrie, mais dans le seul but de se procurer, dans les meilleures conditions possibles, en le fabriquant eux-mêmes, le pain nécessaire à leur consommation personnelle; — Que ces sociétés ne vendent pas de pain; qu'en raison de la nature de leurs opérations, elles n'ont pas un caractère commercial (Cass., 12 décembre 1887); qu'enfin elles ne sont pas soumises à la patente; — Attendu que pour les mêmes motifs il est également de toute évidence qu'elles ne peuvent encore moins être comprises dans la catégorie des marchands de pain (non boulangers); — Attendu enfin que l'arrêté du 27 avril dernier ne peut pas les atteindre non plus, car ces sociétés ne vendant pas leur pain n'ont pas, par conséquent, de magasin de vente; qu'elles n'ont que des locaux dans lesquels on fabrique le pain et où l'on distribue celui qui n'est pas porté à domicile; or, il n'y a que les poids et mesures dont

on fait usage dans les magasins de vente qui sont soumis par cet arrêté à la vérification ; — Attendu, dès lors, que s'il est vrai qu'il n'y a ni loi ni décret qui exemptent ces sociétés de la vérification, il est non moins vrai qu'il n'en existe pas non plus qui les y assujettissent ; — Attendu par conséquent, qu'en refusant de laisser procéder à la vérification des poids et mesures de la société de panification dont il est président, le sieur Tessier n'a contrevenu à aucun texte de loi ; — Attendu qu'il y a lieu dès lors de faire application de l'article 159 du Code d'instruction criminelle ainsi conçu : « Si le fait » ne présente ni délit ni contraven- » tion de police, le tribunal annu- » lera la citation et tout ce qui aura » suivi, et statuera par le même ju- » gement sur les demandes en dom- » mages-intérêts ; » — Attendu enfin que le ministère public a déclaré s'en rapporter à l'appréciation du Tribunal ; — Par ces motifs : — Jugeant contradictoirement et en dernier ressort : — Annule la poursuite dirigée contre le sieur Tessier, Jean, ès qualité, à raison de la contravention qui lui était imputée et le renvoie sans dépens. »

Observations. — La loi n'assujettit à l'assortiment de poids et mesures légaux que les individus exerçant une profession industrielle ou commerciale ; d'où la conséquence que les mêmes individus peuvent être seuls assujettis à la vérification de leurs poids et mesures, à moins qu'un arrêté préfectoral spécial n'ait rangé d'autres classes de personnes parmi les assujettis. Une société qui a pour objet de faire du pain pour ses membres seulement et à frais com-

muns, qui n'en vend pas au public, n'est point commerçante et ne peut être assimilée ni aux boulangers, ni aux marchands de pain et par suite n'est pas assujettie à la vérification. C'est ce que décide, avec raison, la décision dont nous rapportons le texte ci-dessus.

Justice de paix du canton d'Auxerre
(Yonne).

Présid.: M. BERTHELENOT, juge de paix.

18 mai 1892.

Pension alimentaire. — Plusieurs défendeurs. — Demande totale supérieure à 150 francs. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix est incompétent pour connaître d'une demande en pension alimentaire dont le total excède 150 francs, formée contre plusieurs défendeurs, de quelque manière que l'obligation se divise entre ces derniers.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré, et statuant contradictoirement, en premier ressort : — Attendu que, par exploit de Crépin, huissier à Gama-ches, du 6 avril 1892, la veuve Monoury réclame [aux époux Belvallet, ses gendre et fille, une pension alimentaire annuelle de 150 fr. ; que, pour justifier la poursuite devant notre juridiction, les défendeurs habitant le département] de la Somme, elle a fait intervenir aux débats ses deux autres enfants, Julie et Eugène Monoury, habitant Auxerre, lesquels, par acte dressé en cette justice de paix, le 4 courant,

conformément à l'article 7 du Code de procédure civile, ont demandé que le jugement à intervenir fût commun entre eux et les défendeurs, et ont offert de payer à leur mère chacun une pension annuelle de 120 francs ; qu'en l'espèce nous aurions donc à statuer sur une pension totale de 360 francs ; — Attendu qu'aux termes de l'article 6, § 4, de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix ne connaissent que des demandes en pension alimentaire n'excédant pas 150 francs par an ; qu'en conséquence les époux Belvallet déclinent notre compétence ; — Attendu que de nombreuses controverses se sont élevées et existent encore sur la question de savoir si, pour déterminer la juridiction compétente en matière de pension alimentaire, il y a lieu de prendre en considération la part réclamée à chacun des défendeurs, ou la valeur de la prestation annuelle qui fait l'objet de la demande ; — Qu'un jugement du Tribunal civil de Saint-Dié, du 19 novembre 1890 (ANNALES 1891), qui paraît former le dernier état de la jurisprudence, a décidé que le juge de paix est incompétent pour connaître d'une demande en pension alimentaire dont le total excède 150 francs, formée contre plusieurs défendeurs, de quelque manière que l'obligation se divise entre ces derniers (voir dans le même sens Trib. de la Seine, 1^{er} juin 1876 ; Just. de paix, IV^e arrondissement de Paris, 12 janvier 1876 ; Just. de paix, IX^e arrondissement de Paris, 29 décembre 1875 ; Just. de paix d'Angers, 14 juin 1873 ; Curasson, p. 161, n^o 8 ; Guilbon, p. 249 et 251 ; Benech, p. 295 ; Carré, n^o 542 ; Bour-

beau, n^o 221) ; — Attendu, en effet, que la pension alimentaire, alors qu'elle n'est pas due par une seule personne, mais par plusieurs, constitue, à l'égard de tous ceux qui en sont tenus, une obligation collective, un ensemble qui ne peut être apprécié qu'en considérant, d'une part, les besoins de celui qui réclame la pension, et en comparant, d'autre part, la situation et les facultés respectives des diverses personnes auxquelles incombe l'obligation de la fournir ; — Attendu que si, en principe, en cas de demande collective formée par une seule personne contre plusieurs, c'est la somme réclamée à chaque défendeur qui détermine la compétence (Cass., 20 mai 1889), on se trouve, en ce qui concerne les pensions alimentaires, en présence d'un texte spécial, l'article 6, § 4, de la loi du 25 mai 1838, dont les termes clairs et précis doivent être appliqués à la lettre ; — Que cette interprétation résulte d'ailleurs avec évidence de la discussion de la loi, dans laquelle les demandes en pension alimentaire n'ont été introduites qu'après de sérieuses hésitations et en seconde lecture, pour le cas seulement où elles seraient très minimales (Rapport de M. Amilhaud, dans la séance du 6 avril 1838) ; — Par ces motifs et sans entrer dans l'examen du fond du litige, nous déclarons incompétent ; renvoyons la demanderesse à se pourvoir devant les juges qui doivent en connaître ; compensons les dépens par égales portions entre les parties principales et intervenantes, conformément à l'article 131 du Code de procédure civile. »

Observations. — La doctrine de

ce jugement est enseignée dans notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Pension alimentaire*, n^o 45 et suiv. Voir toutefois, *eod. loco*, les distinctions que nous admettons pour le cas où la demande est intentée contre un seul défendeur, alors même que d'autres personnes seraient également tenues de la pension alimentaire.

Tribunal de simple police du canton
de Saulxures-sur-Moselotte
(Vosges).

Président : M. PICARLE, juge de paix.

3 juin 1892.

Audience. — Costume des avocats. —
Police de l'audience. — Irrévérence. —
Réprimande. — Pouvoir du juge de
paix.

L'avocat qui se présente devant le Tribunal de simple police doit être revêtu des insignes de sa profession, s'il entend jouir des privilèges attachés à son ordre ; autrement, il n'est plus qu'un simple particulier, un mandataire.

Il appartient au juge de paix, président e Tribunal de simple police, d'appliquer la peine de la réprimande à l'avocat qui prononce à la barre des paroles de nature à porter atteinte à la dignité de la magistrature.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Un avocat de la cour de Nancy, M^e X... (je ne le désignerai pas autrement), s'est présenté à l'audience de simple police, assistant des inculpées, en qualité de défenseur, sans être revêtu des insignes de sa profession. Le juge président le Tribunal lui fit observer que, dans ces conditions, il ne devait être considéré que comme « mandataire

verbal » et ne pourrait, par conséquent, prétendre au bénéfice des privilèges attachés à son ordre ; il répondit qu'il n'était pas d'usage que les avocats se présentant devant les Justices de paix fussent revêtus de leur costume et qu'il entendait plaider comme avocat et jouir de toutes les prérogatives attachées à cette fonction, ne voulant en aucune façon être considéré comme simple mandataire. M. le juge de paix lui fit observer que de nombreux arrêtés du conseil de l'ordre de Paris ont rappelé les avocats à l'exécution rigoureuse des décrets relatifs au costume et les ont invités à le revêtir devant toutes les juridictions (23 février et 16 mars 1858, *Répertoire Pand. franç.*, t. 1^{er}, p. 338, n^o 869).

Devant la résolution fermement arrêtée du juge de maintenir ce qu'il considérait être le droit, l'avocat pria le greffier de lui prêter sa robe, ce qui fut fait et l'audience commença.

Lorsque la parole lui fut donnée pour présenter la défense des inculpées, il ne s'en servit que pour attaquer avec la dernière violence des personnages politiques absolument étrangers à la cause, jusqu'à ce que ayant, par une insinuation injurieuse, attaqué la magistrature, la parole lui fut retirée et la peine de la « réprimande » infligée.

Voici le procès-verbal dressé sur cet incident par M. le juge de paix de Saulxures-sur-Moselotte :

« L'an 1892, le vendredi 3 juin, à l'audience publique du Tribunal de simple police de Saulxures-sur-Moselotte, tenue à dix heures du matin (heure légale), par nous, etc. ;

— Dans l'affaire suivie à la requête du ministère public contre les nommées (onze inculpées) prévenues de tapage injurieux et dommage à la propriété mobilière d'autrui, M^e X..., avocat du barreau de Nancy, qui assistait les prévenues en qualité de défenseur, a débuté par traiter de « sale affaire » celle qui nous était soumise, et continué ensuite par une attaque violente contre des personnes de Remiremont entièrement étrangères à la cause. Nous lui avons fait observer alors qu'il s'écarterait considérablement du véritable objet de sa plaidoirie qui était la discussion des témoignages produits à l'appui de la poursuite et la défense des prévenues; — Loin de tenir compte de notre observation, il a, continuant les mêmes attaques, prononcé cette phrase : « Parce qu'il y a deux ou trois « mauvais drôles à..., qui voudraient « être maires, entre autres un ma- « réchal ferrant... » ; — A ce moment encore nous lui avons renouvelé notre observation dont il n'a tenu aucun cas ; enfin, dans un état violent de surexcitation, il alla jusqu'à dire que « la poursuite venait de la loge « maçonnique de... » ; — Nous avons considéré cette phrase injurieuse comme une atteinte grave portée à la dignité de la magistrature, et ayant donné audit M^e X... lecture de l'article 43 de l'ordonnance du 20 novembre 1822, nous lui avons retiré la parole; après avoir prononcé contre lui la peine de la « réprimande », prévue par l'article 18 de l'ordonnance sus-relaté; — De tout ce que dessus, etc... »

Observations. — Sur la première question, voir dans le même sens,

Tribunal correctionnel de Valence, 29 novembre 1876, *ANNALES* 1877, p. 70, et les auteurs cités plus haut. — Quant au droit du juge de paix d'appliquer une peine disciplinaire à l'avocat qui lui manque de respect ou qui prononce des paroles outrageantes contre la magistrature en général, de droit est incontestable et lui a été reconnu par arrêt de la Cour suprême en date du 23 avril 1830. Voir *ANNALES* 1851, p. 80. Cet arrêt décide que le juge de paix peut notamment appliquer à l'avocat la peine disciplinaire de l'avertissement ou de la réprimande, conformément au décret du 20 novembre 1822, articles 16 et 45. — Voir aussi sur les pouvoirs des juges de paix en pareil cas, notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, v^o *Audience*, où il est dit que l'irrévérence commise envers le juge de paix par un avocat plaident dans un intérêt personnel peut même tomber sous l'application de l'article 11 du Code de procédure civile. Cass., 1^{er} mars 1878, *ANNALES*, 1878, p. 26.

Justice de paix du canton d'Anglure
(Marne).

Président : M. BOUCHEZ, juge de paix.

17 mars 1892.

Action en dommages-intérêts. — Maison à vendre. — Hypothèque. — Absence d'intérêt. — Rejet de la demande.

Le créancier n'est pas fondé à se plaindre ni à réclamer des dommages-intérêts pour ce fait que son débiteur aurait fait apposer sur le pignon de sa maison l'inscription suivante : « Maison à vendre, hypothèque M. (le nom du créancier).

La demande doit être rejetée en vertu du principe : point d'intérêt, point d'action.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le demandeur prétend que le fait reproché au défendeur peut être considéré comme vexatoire, et qu'il se rapproche par diverses circonstances de la raillerie, de l'outrage et de l'insulte, mais qu'il ne s'explique pas sur les circonstances par suite desquelles le fait en lui-même aurait un caractère injurieux à l'égard du créancier; — Attendu que pour toute réparation, le demandeur conclut à ce que le défendeur soit tenu de faire enlever à ses frais, de l'inscription peinte sur sa maison, la mention hypothèque M..., sinon à être autorisé à la faire enlever aux frais du défendeur, frais qu'il évalue à 40 francs pour fixer notre compétence; — Attendu que le défendeur C... se reconnaît l'auteur de l'inscription peinte sur le pignon de sa maison à vendre, et prétend avoir usé de son droit en ajoutant les mots : « Hypothèque M... », sans que pour cela il ait eu l'intention de nuire à qui que ce soit; ajoutant que d'ailleurs rien ne prouve qu'il ait voulu viser M. M..., demandeur en l'espèce, plutôt qu'une autre personne portant le même nom; — Attendu qu'en réponse aux allégations du défendeur, le demandeur, par l'organe de son mandataire, se borne à déclarer qu'il n'a rien à ajouter aux motifs contenus en l'exploit dont il maintient les conclusions, mais que son mandant est bien créancier inscrit

sur la maison C... et qu'il s'en rapporte à notre sagesse; — Considérant qu'à défaut d'explications de la part du demandeur sur les circonstances alléguées, le fait reproché à C... ne peut être apprécié en dehors de son état matériel apparent et des éléments apportés aux débats par C... lui-même, en réponse à la demande dirigée contre lui; — Considérant qu'il s'agit alors de savoir si l'action de C... a un caractère injurieux, à défaut de ce caractère, si elle ne constituerait pas au moins un quasi-délit; — Sur le caractère injurieux; — Vu l'article 29 de la loi du 29 juillet 1884; — Attendu que des termes de cet article, il résulte que l'injure est constituée par toute expression outrageante, terme de mépris ou invective, ne renfermant l'imputation d'aucun fait; — Attendu que tout fait qualifié d'injure donne lieu à l'action publique en même temps qu'à l'action civile, et que la Cour suprême, par de nombreux arrêts, a décidé qu'en matière pénale il n'est pas permis de raisonner par induction, analogie ou comparaison, et que l'on ne doit considérer comme délit ou contravention que les faits ainsi qualifiés par un texte formel de la loi; — Que cette jurisprudence doit s'appliquer aussi bien à l'action civile qu'à l'action publique, sauf à la partie civile à se pourvoir s'il y a lieu, conformément à l'article 1382 du Code civil; — Attendu, dans l'espèce, que le fait n'est qualifié par aucun texte de loi, et que par conséquent il n'y a pas injure; — Sur le quasi-délit: — Vu l'article 1382 du Code civil; — Attendu que le quasi-délit est un fait illicite qui cause un dom-

mage sujet; à réparation, ou plus spécialement un fait dommageable commis avec ou sans intention de nuire, lequel peut donner lieu à l'action civile, lorsque sans être classé parmi les crimes, délits ou contraventions, il cause à quelqu'un un préjudice; — Attendu que l'article susvisé pourrait être applicable contre le créancier qui aurait cru devoir publier sa qualité même sans intention de nuire, la publicité en pareil cas ayant pour résultat possible de discréditer le débiteur; mais qu'il n'apparaît nullement que, même au point de vue moral, cette publicité au moyen d'un placard puisse causer un préjudice au créancier quel qu'il soit, visé par l'affiche, à moins de circonstances particulières dont il faudrait alors prouver l'existence et la gravité pour rendre le dommage moral appréciable; — Attendu, en effet, que très souvent, dans les journaux de Paris et même de province, on peut voir l'annonce de maisons à vendre avec déclaration qu'il est dû au Crédit foncier telle somme, sans que cet établissement ait jamais songé à s'en plaindre; que, certainement, cette mention est faite par les débiteurs, dans l'intérêt des acquéreurs qui peuvent ainsi, dans certains cas, être dispensés de lever un état d'inscription et prendre à l'avance des arrangements avec le créancier inscrit; — Considérant, dans l'espèce, que si le fait est préjudiciable à quelqu'un, ce ne peut être qu'à C... lui-même qui en est l'auteur; — Attendu, en conséquence, que la demande qui nous est soumise ne saurait être accueillie, en vertu de la maxime : « Point d'intérêt, point

d'action »; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort; — Déclarons M... mal fondé en sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — On ne s'explique pas aisément pourquoi le propriétaire de la maison a cru devoir, en annonçant que cette maison était à vendre, faire savoir au public qu'elle était hypothéquée et que le créancier inscrit était le sieur M... En tout cas, cette énonciation ne pouvait nuire qu'au propriétaire lui-même et non au créancier. C'est donc avec raison que le juge saisi a rejeté la demande puisque le créancier ainsi dénommé ne pouvait justifier d'aucun préjudice réel.

Justice de paix du canton du Raincy
(Seine-et-Oise).

Président : M. HAMELIN, juge de paix.

29 août 1892.

*Diffamation par écrit. — Action en 40 000 francs de dommages-intérêts.
— Incompétence du juge de paix.*

Le juge de paix n'est compétent indéfiniment pour dommages-intérêts résultant de diffamation, que s'il s'agit de diffamation verbale.

S'il s'agit au contraire de diffamation écrite, il n'est compétent que jusqu'à concurrence de 200 francs.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix du canton du Raincy, dans les circonstances suivantes :

Par exploit de Minguet, huissier, en date du 20 août dernier, Arnaud a fait citer Ledoux à comparaître par-devant M. le juge de paix du Raincy, pour :

« Attendu que dans le courant du mois de mai dernier, la Compagnie l'Union des Entrepreneurs a demandé à M. le maire de Clichy-sous-Bois l'autorisation de passer en galeries souterraines sous le chemin des Maisonnettes et sous l'avenue D. ; — Que cette demande fut soumise au conseil municipal de ladite commune, qui émit un vœu favorable, M. le préfet de Seine-et-Oise devant décider en dernier ressort ; — Qu'à la séance du conseil municipal où fut prise la délibération ci-dessus, le requérant y assistait ainsi que le sieur Ledoux, susnommé, en sa qualité de conseiller municipal ; que celui-ci n'a pas protesté contre la présence du requérant à ladite séance ; mais qu'il a cru devoir, après coup, écrire à M. le préfet de Seine-et-Oise pour protester et demander l'annulation de ladite délibération, basant sa protestation sur la présence du requérant à ladite délibération, qu'il qualifie, dans sa protestation, de *directeur et d'actionnaire de la Compagnie l'Union des Entrepreneurs*, et qu'en conséquence il ne pouvait, de par la loi, assister à ladite délibération ; — Qu'en affirmant ces faits, le sieur Ledoux s'est servi sciemment et volontairement d'un moyen frauduleux ; qu'en effet, il sait pertinemment que le requérant n'est et n'a jamais été ni directeur ni actionnaire de la Compagnie l'Union des Entrepreneurs, puisqu'il a acquis, il y a deux ans, de ladite Société, un terrain avoisinant sa propriété et que, pour cette vente, il n'a eu affaire qu'à M. Rousseau du Rocher, directeur et seul fondé de pouvoir de ladite Compagnie ;

que le requérant n'est jamais intervenu à aucun moment ni à aucun titre dans cette transaction ; — Attendu qu'à la suite de la protestation du sieur Ledoux, contenant les allégations mensongères ci-dessus énoncées, M. le préfet de Seine-et-Oise, dont la bonne foi a été indignement surprise, a cru devoir annuler la délibération du conseil municipal de Clichy-sous-Bois, autorisant la Compagnie l'Union des Entrepreneurs à établir les passages souterrains susindiqués ; qu'il prit un arrêté dans ce sens, lequel fut porté à la connaissance du conseil municipal de Clichy-sous-Bois dans sa séance du 7 août dernier ; — Qu'il semble de tous ces faits que le sieur Ledoux, en se servant de moyens frauduleux, a porté atteinte à la dignité de son collègue en tant que conseiller municipal, adjoint au maire de sa commune ; qu'en effet, si les faits articulés eussent été exacts, le requérant se serait certainement abstenu d'assister à la séance où des intérêts qui eussent été les siens étaient discutés ; — Que le double but évident du sieur Ledoux, par ses manœuvres, était de faire perdre au requérant la situation qu'il a su se créer par une longue période de dévouement et par ses connaissances dans les travaux que lui avait confiés la Compagnie l'Union des Entrepreneurs, et de lui nuire dans la considération qui entoure tout citoyen honnête investi de fonctions publiques ; — Que par suite de l'annulation de la délibération ci-dessus, la Compagnie l'Union des Entrepreneurs, éprouve un grave préjudice qu'elle menace de faire supporter au requérant, et qu'en tout cas la situa-

tion actuelle de ce dernier vis-à-vis de ladite Compagnie est très précaire; — Que par suite de ces agissements, le sieur Ledoux a causé au requérant un préjudice pécuniaire et moral qui ne peut être évalué à moins de 10 000 francs; — Par ces motifs, s'entendre le sieur Ledoux condamner à payer au requérant la somme de 10 000 fr., à titre de dommages-intérêts pour les causes susénoncées; — S'entendre en outre condamner aux intérêts de droit et aux dépens. »

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En droit : — Attendu que l'article 5, § 5, de la loi du 25 mai 1838, qui attribue compétence aux juges de paix pour connaître, à charge d'appel, des actions civiles pour diffamation, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, limite cette extension de compétence au cas où il s'agit de diffamation purement et simplement *verbale*; — Qu'autrement, et s'il s'agit de diffamation *écrite*, le juge de paix n'est compétent que lorsque la valeur de la demande se renferme dans les limites de la compétence générale attribuée aux juges de paix par l'article 1^{er} de la même loi, quant aux actions personnelles, soit jusqu'à la valeur de 200 francs, ainsi que l'a jugé la Cour de cassation par arrêt du 14 janvier 1861 (*J. du P.*, 1862, p. 863); — En fait : — Attendu que la valeur de la demande formée par le sieur Arnaud contre le sieur Ledoux est de 10 000 francs, à titre de dommages-intérêts pour prétendue diffamation, résultant d'une lettre écrite par ce dernier à

tant faussement et méchamment au sieur Arnaud (et d'après celui-ci) d'avoir, comme conseiller municipal, adjoint au maire de la commune de Clichy-sous-Bois, indûment assisté à une délibération du conseil municipal, autorisant la Compagnie l'Union des Entrepreneurs à passer en galeries souterraines sous le chemin des Maisonnettes, alors qu'en sa qualité de directeur et d'actionnaire de ladite Compagnie, ledit sieur Arnaud aurait dû s'abstenir d'assister à une séance où des intérêts qui eussent été les siens étaient en discussion, ce qui aurait fait annuler ladite délibération; — Attendu que, d'un autre côté, non seulement la nouvelle loi du 29 juillet 1881, sur la presse, n'a rien changé aux principes ci-dessus, quant à la compétence des juges de paix, mais les a confirmés; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort : — Nous déclarons d'office incompétent et renvoyons le sieur Arnaud à se pourvoir ainsi qu'il avisera devant le Tribunal civil; — Le condamnons aux dépens. »

Observations. — Solution exacte. Voir en ce sens l'arrêt cité dans la sentence. Au surplus, le texte de l'article 5 de la loi de 1838 est formel. Il ne donne compétence au juge de paix, sans limitation de chiffres, en matière d'action pour diffamation, qu'autant que la diffamation est verbale, à la différence de l'injure qui, verbale ou écrite, peut donner ouverture à l'action prévue par l'article précité.

Justice de paix du canton de Fournels (Lozère).

Président : M. PELISSE, juge de paix.

5 avril 1892.

Domestique. — Contrat de louage de service. — Berger. — Rupture de l'engagement. — Dommages-intérêts.

Le domestique qui, après avoir loué ses services pour un temps fixé par le contrat, refuse d'entrer chez son maître, est tenu envers lui de dommages-intérêts. Il appartient au juge de paix d'en fixer le chiffre d'après la valeur du contrat et les circonstances de la cause.

Ainsi décidé par M. le juge de paix de Fournels :

Par exploit de Ferrière, huissier à Fournels, la demoiselle F... a fait citer le sieur S... à comparaître devant M. le juge de paix de ce canton pour, est-il dit dans cet exploit :

« Attendu que M^{lle} F... avait loué verbalement le sieur S..., comme berger; pour un an à partir du 25 mars, moyennant la somme de 60 francs et quatre bêtes à laine qu'elle lui permettait de faire paître avec son troupeau; — Attendu que, pendant le temps écoulé du jour où le marché était conclu par le sieur S... lui-même à celui où il devait se mettre, comme berger, au service de M^{lle} F..., ledit S... est allé se louer verbalement, non par lui-même, mais par son frère, qui a traité avec le sieur B..., et que depuis S... est au service de ce dernier; — Que S... a ainsi porté préjudice à la requérante, qui a toujours compté sur les promesses abusives de S...; — Qu'elle n'a point encore de berger, et aura beaucoup plus de difficultés pour en trouver un; —

Pour ces motifs et tous autres, s'entendre ledit S... condamner à venir servir immédiatement M^{lle} F..., ou, pour le préjudice causé, à 50 fr. de dommages-intérêts et aux dépens, sous toutes réserves utiles. »

Le 5 avril 1885, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — OUI les parties dans leurs explications, moyens de défense et conclusions; — Attendu que le défendeur reconnaît s'être loué verbalement comme berger, pendant un an, chez la demanderesse, à partir du 25 mars dernier, moyennant la somme de 60 francs et l'autorisation de faire paître quatre bêtes à laine avec le troupeau qui lui serait confié; — Attendu qu'au lieu d'exécuter au jour fixé le contrat verbal qu'il avait consenti, le défendeur a, pendant le temps écoulé du jour où le marché était conclu par lui à celui où il devait se mettre, comme berger, au service de la demanderesse, contracté un nouvel engagement, au mépris du premier, avec le sieur B..., au service duquel il est actuellement depuis le 25 mars; — Attendu que l'excuse que fait valoir le défendeur, en prétendant que son frère aurait contracté ce nouvel engagement pour lui et en son nom est nulle, et n'est digne d'aucune prise en considération; — Attendu que l'article 1142 du Code civil doit être entendu en ce sens que l'obligation de faire se résout en dommages-intérêts lorsqu'elle est de telle nature qu'elle ne peut être accomplie utilement que par le débiteur lui-même, ou bien encore, en supposant que l'exécution effective de l'obligation soit possible, lorsque

le créancier préfère demander des dommages-intérêts ; — Attendu qu'un domestique qui, après avoir loué ses services pour un temps fixé, refuse d'entrer chez son maître, est tenu envers lui des mêmes dommages-intérêts que s'il le quittait avant l'époque convenue, lesquels dommages-intérêts sont fixés, dans ce cas, au tiers du temps à courir ; — Attendu, dans l'espèce, que cette fixation au tiers des dommages-intérêts à supporter par le défendeur n'est pas exagérée, mais bien légitime, si l'on considère que ledit défendeur avait prié et fait prier la demanderesse à plusieurs reprises de le prendre à son service ; qu'au contraire elle serait à peine suffisante si l'on n'écartait toute mauvaise foi de la part du défendeur dans le fait d'avoir contracté un

second engagement, au mépris du premier, et si l'on ne tenait compte de son ignorance absolue et de son étrange faiblesse d'esprit ; — Attendu enfin que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, faisant droit aux parties, jugeant contradictoirement et en dernier ressort, condamnons le sieur S..., défendeur, à payer à M^{lle} F..., demanderesse, la somme de 20 francs, à titre de dommages - intérêts ; — Le condamnons en outre aux frais et dépens de l'instance. »

Observations. — Voir dans le sens de ce jugement notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Domestiques*, n^{os} 12 et 13, et les décisions citées.

Justice de paix du canton de Montredon
(Tarn).

Président : M. BALMELLE, juge de paix.

29 juillet 1892.

Action possessoire. — Rigole. — Eaux
pluviales. — Copropriétaires. — Source.

Si le copropriétaire ou communiste a la faculté d'user de la chose commune dans la mesure de son intérêt, c'est à la condition de ne point entraver la jouissance des autres ayants droit.

Doit être considéré comme un trouble à la jouissance des autres copropriétaires, l'établissement par l'un des communistes d'une rigole, laquelle a pour effet de priver les copropriétaires d'une partie des eaux dont ils jouissaient avant le trouble.

Ainsi décidé par le jugement suivant qui fait suffisamment connaître les faits de la cause :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre précédent jugement en date du 22 février dernier, ordonnant transport sur les lieux, enquête et contre-enquête; vu notre procès-verbal de constat et d'audition de témoins en date du 18 juin suivant, lequel contient l'indication et la date du 21 juillet prochain pour le prononcé de notre jugement définitif, ainsi que le consentement des parties à proroger audit jour les délais accordés par la loi pour la solution de leur litige; — Attendu que par la citation introductive d'instance, visée dans notre premier jugement ci-dessus rappelé, le sieur Correch intente une action possessoire avec dommages-intérêts contre les sieurs Loubet et Culié, pour avoir été troublé par ces derniers dans la possession plus qu'annale du n° 99, dit Patûs, dont ledit Correch se

DÉCEMBRE 1892.

dit copropriétaire par indivis avec les cités et les autres habitants du hameau de Bellegarde; lesdits Loubet et Culié s'étant permis au mois de février dernier de creuser, sur le n° 99 et sur une longueur de 13 mètres, une rigole assez profonde, ayant pour but de capter non seulement les eaux pluviales qui coulent d'un chemin supérieur et de les détourner de leur cours naturel au préjudice du requérant, mais encore les eaux de deux sources qui naissent à l'endroit même de cette rigole; — Attendu qu'il est reconnu et acquis à la cause que le sieur Correch, à raison de la situation des lieux, était seul, de tous les propriétaires voisins du n° 99, obligé de recevoir les eaux pluviales dont s'agit; que pour les dégradations que ces eaux, dans leur cours rapide, auraient pu occasionner à sa propriété, et pour les utiliser, il avait, lui ou ses auteurs, pratiqué depuis fort longtemps un béal assez large et profond sur la limite même du n° 99, entre la propriété Loubet et la sienne, pour les recevoir et les amener dans un grand réservoir d'irrigation lui appartenant; que le n° 99, dit Patûs, est commun entre tous les habitants de Bellegarde; que ces derniers en payent la contribution et en ont l'usage, soit pour aller puiser de l'eau à la fontaine, soit pour conduire les bestiaux à l'abreuvoir, soit encore pour aller à leurs parcelles de terre; que, partant, la qualité de communiste est reconnue au sieur Correch, non seulement par l'enquête, mais encore par les défendeurs eux-mêmes; qu'agissant en cette qualité, le sieur Correch a bien certainement le

droit de se plaindre des agissements de ses adversaires en vue du trouble qu'il éprouve dans sa possession et jouissance du n° 99; — Attendu que la conséquence de l'entreprise des défendeurs est non seulement de priver le demandeur des eaux pluviales dont il avait toujours joui dans les conditions qui précèdent, mais encore de transformer une partie du n° 99, à proximité de la fontaine et de l'abreuvoir, en une véritable mare d'eau, de manière que cette partie endommagée en rend l'accès et l'usage bien plus difficiles; — Attendu que, comme habitant du hameau de Bellegarde et dans la mesure de son intérêt privé, le demandeur, qui doit et peut user de cette partie des Patûs, se trouve fondé et recevable dans son action possessoire contre lesdits Loubet et Cullé; — Attendu, quant à la privation des eaux pluviales et de celles des deux sources, que le sieur Correch déclare que, bien qu'il en soit parlé dans l'exploit de citation, cette question ne forme point la base de son action en complainte; qu'elle n'en est que l'accessoire et que son action en maintenance possessoire repose exclusivement sur le trouble qu'il éprouve dans la possession et jouissance plus qu'annale du n° 99, en ce que le service des eaux de la fontaine, soit pour les habitants soit pour le bétail, est rendu plus difficile et plus incommode; — En cet état, attendu que la rigole reprochée aux sieurs Loubet et Cullé, si elle eût été creusée, comme ceux-ci le prétendent, sur le chemin public et non sur le n° 99, l'action possessoire est également recevable entre particuliers à raison de leurs inté-

rêts privés; que du reste la vue et l'inspection seules des lieux suffit pour affirmer qu'elle a été creusée sur le n° 99 à une longueur de 6 mètres seulement en amont et à partir de l'un des montants de la porte du jardin Mouton et non sur le chemin supérieur d'où coulent les eaux pluviales; — Attendu que si le copropriétaire ou communiste a la faculté d'user de la chose commune dans la mesure de son intérêt, c'est à la condition rigoureuse de ne point entraver la jouissance des autres ayants droit; — Attendu que par cette innovation, le sieur Correch s'est vu troublé dans sa possession plus qu'annale du n° 99, en sa qualité de copropriétaire, trouble qui a eu pour conséquence de le priver d'une partie des eaux pluviales qui se déversaient naturellement dans sa propriété par suite de la situation des lieux; — Attendu que l'action Correch contre les défendeurs susnommés s'est produite dans l'année du trouble, puisque la rigole, d'après l'enquête et l'aveu de ces derniers, n'avait été creusée que deux mois avant le 19 février, date de l'exploit de citation; que conséquemment il y a lieu de l'accueillir; — Ordonnons que les défendeurs seront tenus de remettre les lieux dans leur état primitif dans la quinzaine de la signification du présent jugement, sinon et passé ce délai, le demandeur est autorisé à faire opérer ce rétablissement aux frais des défendeurs qui, en outre, demeurent condamnés pour tous dommages à tous les frais du procès. »

Observations. — Solution exacte et conforme à une jurisprudence

souvent citée dans ce BULLETIN.
Voir aussi Leligois, *Actions possessoires*, v° COPROPRÉTÉ.

Tribunal de simple police d'Offranville
(Seine-Inférieure).

Président : M. VAVASSEUR, juge de paix.

17 juin 1892.

*Affiches blanches. — Papier blanc. —
Affiches manuscrites. — Procès-verbal.
— Elections. — Relaxe.*

Les dispositions de loi qui prohibent l'emploi, par les imprimeurs, du papier blanc pour les affiches privées ne s'appliquent pas aux affiches manuscrites apposées par un particulier.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que Grépet est inculpé d'avoir, le 8 mai dernier, jour du scrutin de ballottage aux élections municipales de la commune d'Hautôt-sur-Mer, collé à la mairie une affiche sur papier blanc (écrite de sa main, pour protester contre sa candidature), fait prévu par l'article 15, § 3, de la loi du 29 juillet 1881, et puni des peines portées à l'article 2 de la même loi; — Attendu que Grépet prétend qu'il était dans son droit en agissant ainsi qu'il l'a fait; que l'article 15 de la loi susvisée ne s'applique qu'aux affiches imprimées sur papier blanc, et que la poursuite ne peut avoir lieu que contre l'imprimeur; — Attendu que, sous la législation antérieure, les imprimeurs seuls étaient coupables d'imprimer des affiches privées sur papier blanc, cette couleur étant expressément réservée à l'administration, le tout aux termes des arti-

cles 65 de la loi du 28 avril 1816, 77 de la loi du 25 mars 1817 et 76 de celle du 15 mai 1818; — Attendu qu'il ne ressort pas de la nouvelle loi un changement dans l'esprit du législateur à ce sujet; que le paragraphe 3 de l'article 15 de la loi de 1881 ne paraît également concerner que les seules affiches imprimées; que, dans tous les cas, les termes vagues dont se sert cet article doivent profiter à l'accusé; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement, en dernier ressort et en matière de simple police : — Déclare Crépet non coupable de la contravention qui lui est reprochée, et le renvoie de la poursuite sans dépens. »

Observations. — Solution exacte.
Le texte de l'article 15 de la loi du 29 juillet 1881 ne réserve aux actes émanés de l'autorité que les affiches imprimées sur papier blanc. Elle n'interdit pas aux particuliers les affiches manuscrites, et, au point de vue répressif, l'interdiction de la loi ne saurait être étendue au delà de ses termes stricts.

Tribunal de simple police de Briennon
(Yonne).

Président : M. RAGOT, juge de paix.

26 août 1892.

Embarras de la voie publique. — Meubles. — Saisie. — Nécessité. — Relaxe.

L'embarras de la voie publique cesse d'être une contravention lorsqu'il a eu lieu par nécessité.

Il appartient au juge de police d'apprécier les circonstances qui constituent la nécessité.

Spécialement, le propriétaire qui a été

autorisé par jugement à saisir les meubles du locataire n'est pas passible des peines de la contravention, pour ce fait qu'à la suite de la saisie l'huissier a déposé sur la voie publique les meubles du locataire.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

La cause appelée, le greffier donne lecture d'un procès-verbal dressé par Biot, Victor, agent de police à Briennon, le 16 août 1892, affirmé et enregistré, constatant que, sur la place du Carré, à Briennon, devant une maison appartenant à M^{me} veuve Hervey, un tas de mobilier était déposé, et que ladite dame veuve Hervey, invitée à faire enlever ce mobilier, obstruant la voie publique, s'y est refusée.

M. Moreau, pour sa mandante, a lu et développé des conclusions tendant à ce que M^{me} Hervey soit renvoyée des fins de la plainte, sans dépens, le mobilier déposé sur la voie publique, devant sa maison, ne lui appartenant point, mais étant la propriété du sieur Paul Frevin, son locataire, qu'elle a été autorisée à expulser, faute de paiement, par un jugement du 8 juillet dernier.

Le ministère public a conclu au renvoi de M^{me} Hervey de la plainte portée contre elle, le mobilier de Frevin, son locataire, ayant été placé par l'huissier sur la voie publique, aurait dû en être enlevé par Frevin, qui en est propriétaire. — Jugement :

« LE TRIBUNAL, après avoir entendu le mandataire de M^{me} veuve Hervey en ses explications et le ministère public en ses conclusions : — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal dressé par le garde Biot,

agent de police de la ville de Briennon, le 16 août présent mois, enregistré, contre M^{me} veuve Hervey, que cette dame a entravé la voie publique en y faisant déposer le mobilier des époux Frevin, ses locataires, et (en se refusant formellement de procéder à son enlèvement ; — Attendu qu'en faisant déposer sur la place du Carré de la ville de Briennon, qui est l'une des voies publiques, le mobilier des époux Frevin, par l'huissier Moreau, M^{me} Hervey n'a fait que se renfermer dans les prescriptions d'un jugement de la justice de paix de Briennon, du 8 juillet dernier, qui l'autorisait à effectuer ce dépôt sur la voie publique, par suite du défaut de paiement de loyer qui lui était dû, qu'elle avait fait réclamer vainement aux époux Frevin, qui s'étaient formellement refusés de le payer ; — Que c'est donc à tort qu'un procès-verbal relatant une contravention commise par la veuve Hervey a été dressé contre ladite dame par l'agent de police Biot, pour dépôt de mobilier embarrassant la voie publique ; que cette contravention ne lui incombait en aucune façon, ce dépôt ayant été effectué par nécessité et par ministère d'huissier, en vertu d'une décision judiciaire ; que c'était contre les époux Frevin, propriétaires de ce mobilier, que cette contravention devait être relevée ; — Par ces motifs, relaxe purement et simplement M^{me} Hervey de la contravention qui lui est reprochée, sans dépens. »

Observations. — Jugé que l'appréciation de l'excuse de nécessité, en matière de dépôt sur la voie publique est souveraine de la part du

juge de police. Cass., 10 mars 1859, ANNALES 1859, p. 366. — Il y a certainement nécessité quand le propriétaire autorisé à expulser un locataire, pour défaut de paiement des loyers, se contente de faire descendre les meubles du locataire, au lieu de les faire vendre, comme il en aurait en le droit. C'est, en ce cas, au locataire, qui est laissé propriétaire de son mobilier, qu'il appartient de l'enlever de la voie publique où il a été déposé.

Justice de paix du cant. d'Ancy-le-Franc (Yonne).

Président : M. GUILLET, juge de paix.

18 août 1892.

Louage. — Résiliation de bail. — Tiers. Plantation. — Garantie.

La résiliation volontaire d'un bail à ferme ne peut nuire à des tiers ni entraîner l'extinction des droits qui leur ont été valablement concédés.

Spécialement, celui à qui un fermier a concédé le droit de planter des pommes de terre sur une partie du sol affermé, est en droit de récolter ces pommes de terre, alors même que le fermier a résilié son bail.

Mais le fermier qui a résilié volontairement ce bail sans réserver les droits du concessionnaire est personnellement responsable de sa faute et peut être condamné à la réparation du dommage au cas où ce concessionnaire est empêché de faire sa récolte.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Suivant exploit de Brunat, huissier à Ancy-le-Franc, en date du 9 août, présent mois, enregistré, Rouginat a fait citer Bonneau à

comparaître devant M. le juge de paix d'Ancy-le-Franc pour :

« Voir dire qu'il sera tenu de laisser récolter au requérant les pommes de terre par lui plantées dans un champ que lui avait loué le sieur Digat, alors fermier du cité, et, faute de ce faire, s'entendre condamner à lui payer la somme de 25 francs à titre de dommages-intérêts, aux intérêts de droit et aux dépens, sous toutes réserves. »

La cause appelée à l'audience du 11 août et lecture faite de la citation, Rouginat a expliqué qu'au printemps dernier le sieur Eugène Digat, fermier de Bonneau, l'a autorisé à planter des pommes de terre dans un champ de sa ferme, sis au finage de Chassignuelles, lieu-dit aux *Montereaux*, à la condition qu'il lui ferait une journée de travail ; — Qu'aujourd'hui, Bonneau ne veut pas lui laisser récolter ses pommes de terre, prétendant que la récolte lui appartient, par suite de la résiliation de son bail avec Digat ; — Qu'il ne lui paraît pas possible que Bonneau s'empare ainsi de ses pommes de terre et qu'il persiste dans sa demande.

Bonneau a répondu que l'acte de résiliation de bail, reçu par M^e Tallard, notaire à Ancy-le-Franc, le 27 juin dernier, enregistré, ne contient en faveur de Rouginat aucune réserve relative aux pommes de terre qu'il dit avoir plantées ; — Qu'il n'a rien à voir dans les conventions prises entre Rouginat et Digat et qu'il demande l'intervention de ce dernier dans l'instance.

Puis l'affaire a été remise à huitaine.

Par un second exploit de Brunat, huissier à Ancy-le-Franc, Bonneau

a fait citer Digat à comparaître, pour voir dire qu'il sera tenu d'intervenir dans la présente instance et voir statuer sur les causes énoncées dans l'exploit précité.

La cause appelée et lecture faite des citations susénoncées, Digat a expliqué qu'il a, en effet, autorisé Rouginat à planter trois rayons de pommes de terre dans le champ situé au climat des Montereaux, moyennant une journée de travail ; — Que Bonneau a eu connaissance de ce fait, et que, dans l'acte de résiliation du bail, on a oublié de faire la réserve des pommes de terre au profit de Rouginat.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu 1° l'exploit introductif d'instance ; — 2° notre jugement de remise du 14 août, présent mois ; — 3° la citation donnée par Bonneau à Digat, par exploit de Brunat, huissier à Ancy-le-Franc, en date du 16 août, présent mois, demandant la mise en cause de Digat ; — 4° l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838 ; — 5° l'article 1382 du Code civil ; — Après avoir entendu les parties en leurs explications et conclusions, disons qu'il y a lieu de mettre en cause le sieur Digat et ordonnons ladite mise en cause ; — Et statuant au fond contradictoirement et en dernier ressort, — En fait : — Attendu que Digat était fermier de Bonneau lorsque, au printemps dernier, il a autorisé Rouginat, par une sorte de sous-location verbale, à planter trois raies de pommes de terre dans le champ lieudit *aux Montereaux*, à la charge de lui faire une journée de travail ; — Attendu que ces pommes de terre ont été plantées

par Rouginat au vu et au su de Bonneau, ainsi que l'affirme Digat qui soutient que c'est par un simple oubli que le droit de Rouginat n'a pas été réservé dans l'acte de résiliation du bail ; — Attendu que Digat et Bonneau ont résilié volontairement leur bail suivant acte passé devant M^e Tallard, notaire à Ancy-le-Franc, le 27 juin 1892, sans que Digat ait réservé le droit de Rouginat ; — En droit : — Attendu que la résiliation volontaire ne peut nuire à des tiers et entraîner l'extinction des droits qui leur ont été valablement concédés sur les objets de la convention ; — Attendu que Digat, n'ayant pas réservé les droits de Rouginat dans l'acte de résiliation, est obligé de réparer le dommage causé à Bonneau, pour ce fait, si dommage il y a ; — Par ces motifs, disons que Bonneau devra laisser récolter par Rouginat les pommes de terre plantées par celui-ci dans le champ lieudit *aux Montereaux* ; — Et, pour le cas où Rouginat ne pourrait faire cette récolte par le fait de Bonneau, condamnons Bonneau à lui payer 25 francs à titre de dommages-intérêts, avec intérêts de droit ; le condamnons en outre en tous les dépens qui sont liquidés à 9 fr. 99, non compris le coût du présent jugement ; — Et, subsidiairement, condamnons Digat à payer et rembourser à Bonneau le montant en principal, intérêts et frais des condamnations qui viennent d'être prononcées contre lui. »

Observations. — Dans l'espèce, le propriétaire avait pu, lors de la résiliation du bail, ignorer le droit concédé au demandeur. Le fermier

seul était en faute de n'avoir pas, en résiliant, averti le propriétaire et réservé le droit de Rouginat; c'est donc à lui qu'incombait en définitive la responsabilité de cette faute. Il est vrai que le fermier prétendait bien avoir avisé le propriétaire; mais un simple avis ne suffisait pas puisqu'en fait il a pu être dénié par ce dernier. Le fermier aurait dû tenir la main à ce que la réserve fût exprimée dans l'acte de résiliation, et il était encore responsable de sa négligence.

Tribunal de simple police du canton
de Magny-en-Vexin
(Seine-et-Oise).

Président : M. BOURUT, juge de paix.

15 octobre 1892.

Police du roulage. — Voiture attelée d'un chien. — Plaque. — Énonciations. — Dimensions. — Emplacement.

Une voiture contenant des marchandises et attelée d'un chien transformé ainsi en bête de trait, pour circuler sur les routes nationales ou départementales et sur les chemins vicinaux de grande communication, doit être munie de la plaque prescrite par les articles 2, 3 et 7 de la loi du 30 mai 1851 et 16 du décret du 10 août 1852.

La contravention existe par le seul fait du défaut de plaque constaté sur la voiture elle-même; vainement le conducteur alléguerait-il avoir satisfait au vœu de la loi par suite de l'existence de la plaque se trouvant au collier du chien attelé à la voiture.

Le juge de simple police ne peut apporter une exception autre que celles qui y sont expressément formulées aux lois réglementaires sur la police du roulage.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Après avoir entendu le ministère public en ses réquisitions, et Coupil en ses explications à l'audience; — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal dressé par les gendarmes Letulle et Barriot, de la brigade de Magny-en-Vexin, le 29 septembre 1892, enregistré dans les délais légaux, que Coupil a été trouvé, ledit jour, sur le chemin de grande communication n° 174, territoire de la commune d'Arthieul, conduisant une voiture à deux roues, servant au transport des marchandises, attelée d'un chien dit *terre-neuve*, laquelle voiture n'était pas pourvue de la plaque prescrite par l'article 16 du règlement d'administration publique en date du 10 août 1852; — Attendu que Coupil soutient que c'est à tort que la contravention aurait été relevée à sa charge, et que la plaque dont son chien était pourvu satisfait au vœu de la loi, et que, bien que sa voiture ne fût pas munie d'une plaque spéciale, il se trouvait en règle; — Attendu que la fin de non-recevoir soulevée par la défense ne saurait être admise, et, bien que le procès-verbal constate que le chien du contrevenant portait à son cou le collier ayant les indications prescrites par l'article 51 du décret du 22 janvier 1882 sur la police sanitaire des animaux, le juge de simple police ne peut, par des équivalents, apporter une exception autres que celles qui y sont expressément formulées aux dispositions légales précitées, qui sont générales; — Attendu qu'en présence du texte précis des articles 2, § 1, n° 24, 3 et 7 de la loi du 30 mai 1851, et de l'article 16 du décret du 10 août 1852, la jurisprudence est

formelle pour reconnaître comme inadmissible la théorie des équivalents, invoquée par la défense pour faire échec à la prévention ; — Attendu qu'il s'agit bien en effet d'une contravention commise à la police du roulage, et que Coupil, n'établissant pas que sa voiture, bien qu'attelée d'un chien transformé en bête de trait, fût munie de la plaque réglementaire prescrite par l'article 16 du décret du 10 août 1852, tombe sous le coup de la réglementation établie sous lesdites dispositions ; — Attendu au surplus que, par un arrêt du 9 mars 1889, la chambre criminelle de la Cour de cassation a fixé dans ce sens sa jurisprudence, dans une espèce identique à celle qui nous est déférée, et que par suite, la fin de non-recevoir étant écartée, la contravention résulte de l'instruction, des débats et de l'aveu même du contrevenant ; — Par ces motifs, admettant les circonstances atténuantes, statuant comme juge de simple police ; — Faisant application desdites dispositions, dont lecture a été donnée à l'audience, condamnons Coupil à 4 franc d'amende et en tous les dépens ; — Fixons au maximum la durée de la contrainte par corps. »

Observations. — Voir dans le même sens l'arrêt du 9 mars 1889 de la chambre criminelle de la Cour de cassation, cité dans le jugement qui précède, *ANNALES* 1890, p. 179, et nos observations. Le Tribunal de simple police de Magny s'est appuyé sur les motifs de la Cour suprême cassant un jugement du Tribunal de simple police de Vervins qui avait acquitté un sieur Huclin. Après avoir posé comme principe l'inad-

missibilité d'équivalents à la plaque réglementaire, le juge a déclaré la contravention constante, et a condamné Coupil. Voir notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, 4^e édit., v^o *Plaque*.

Justice de paix du XI^e arrondissement de Paris.

Prés. : M. CRANNEY $\frac{3}{4}$. A. Q, juge de paix.

3 août 1892.

Responsabilité. — Chien. — Morsure. *Domages-intérêts.*

Le propriétaire d'un chien, ou celui qui s'en sert, est, pendant qu'il est à son usage, responsable du dommage que le chien a causé à autrui, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il se fût échappé.

Spécialement, celui qui a recueilli le chien d'autrui peut être déclaré responsable du dommage causé par ce chien.

Il appartient au juge du fait d'apprécier l'importance du préjudice et de réduire les dommages-intérêts réclamés.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, s'il est résulté des témoignages recueillis, que si le demandeur n'a pas fait la preuve que le chien l'ayant mordu appartenait au sieur P..., il est constant qu'après le départ pour l'Angleterre du sieur D..., à qui il appartenait, le susdit chien est retourné chez le sieur P..., qui l'avait élevé, et y est demeuré, ainsi qu'en ont déposé les témoins de la contre-enquête, Avril et Gaulin ; — Attendu qu'aux termes de l'article 1385 du Code civil, le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du

dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé; — Attendu qu'il appert de ce qui précède que sa demande a bien procédé; que, toutefois, elle est exagérée, et qu'en allouant 30 francs, plus les dépens, le demandeur obtiendra une suffisante satisfaction; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort; — Condamnons, par toutes voies de droit, le sieur P... à payer au demandeur la somme de 30 francs à titre de dommages et intérêts pour les causes dont s'agit, avec intérêts tels que de droit et dépens. »

Observations. — Application exacte de l'article 1385 du Code civil.

Justice de paix du XI^e arrondissement de Paris.

Prés.: M. CRANNEY $\frac{1}{2}$, A. O., juge de paix.

13 février 1886.

Scellés. — Référé. — Ordonnance. — Inventaire. — Acte de notoriété. — Envoi en possession.

L'ordonnance par laquelle un légataire universel est envoyé en possession n'a pas pour effet de soustraire ce légataire à tout recours de la part des héritiers naturels du *de cuius*, en nullité du testament.

En conséquence, le légataire ne peut requérir la levée des scellés qu'à charge de faire procéder à un inventaire régulier ou de justifier par un acte de notoriété qu'il n'existe pas d'héritiers naturels.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le sieur Baillet, légataire universel en toute propriété de la dame veuve Chevallier, a été envoyé en possession dudit legs par ordonnance en date du 22 janvier 1886.

Il a demandé la levée pure et simple des scellés apposés par M. le juge de paix du onzième arrondissement. Ce magistrat s'est refusé de procéder à la levée pure et simple et s'est transporté en référé devant M. le président du Tribunal.

Après avoir entendu le juge de paix et l'intéressé, M. le président a rendu l'ordonnance que voici :

« NOUS PRÉSIDENT : — OUI M. le juge de paix du onzième arrondissement de Paris, en ses explications orales; — Attendu qu'il résulte de ces explications que le sieur Baillet, légataire universel en toute propriété de la dame Émilie-Julie Boullay, veuve du sieur François-Georges Chevallier, aux termes d'un testament olographe de cette dame, en date du 15 mai 1884, a été envoyé en possession dudit legs par une ordonnance en date du 22 janvier 1886; — Que cet envoi en possession qui lui donne la saisine ne saurait soustraire ledit légataire contre tout recours de la part des héritiers naturels de la défunte en nullité du testament précité; — Attendu, dès lors, qu'il y a utilité d'assurer auxdits héritiers naturels, s'il y en a, la possibilité d'exercer leurs droits utilement; — Par ces motifs, disons que les scellés apposés au domicile et après le décès de la dame veuve Chevallier seront levés à la requête du sieur Baillet, légataire universel envoyé en possession, seul, à charge de faire pro-

céder à un inventaire régulier des biens dépendant de la succession de la *de cujus*, ou sans inventaire, mais à la charge, par ledit sieur Baillet, de justifier par un acte de notoriété qu'il n'existe aucun héritier naturel; — Ce qui sera exécutoire par provision nonobstant opposition ou appel et même avant

l'enregistrement des présentes vu l'urgence. »

Observations. — Voir dans le même sens, Paris, 4 mars 1886, *ANNALES* 1886, p. 190, et nos observations à la suite. Nous avons combattu cette jurisprudence, qui cependant paraît prévaloir.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES AU BULLETIN SPÉCIAL DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

POUR L'ANNÉE 1892.

ABANDON. — V. *Divagation*.

ACTE DE COMMERCE. Lorsqu'un acte n'est commercial qu'à l'égard d'une des parties, celle qui n'a pas fait acte de commerce peut, à son choix, actionner l'autre, soit devant le Tribunal de commerce, soit devant le Tribunal civil, p. 257.

ACTION PERSONNELLE ET MOBILIÈRE. Sur une action personnelle et mobilière s'élevant au delà de 150 francs, non justifiée par écrit, l'aveu du défendeur qui se reconnaît débiteur d'une somme moindre, qu'il offre à deniers découverts, est indivisible, p. 81. — Les livres régulièrement tenus d'un commerçant ne peuvent faire preuve en justice à son profit qu'autant qu'il les invoque contre un commerçant et pour fait de commerce. *Ibid.* — Si la preuve testimoniale n'est pas recevable pour justifier une demande dépassant le chiffre de 150 francs; cette preuve ne peut également être admise pour justifier l'exception de paiement de la dette en tout ou par partie, même à l'aide d'une attestation d'un co-débiteur. — Si des circonstances de la cause et des débats d'audience, il se rencontre des présomptions suffisantes en faveur du défendeur, le juge peut lui désérer d'office le serment supplétoire. *Ibid.* — Si des offres réelles à deniers découverts faites précédemment et renouvelées à l'audience se trouvent suffisantes pour opérer la libération du débiteur, elles peuvent être validées, et le demandeur doit être débouté du surplus de ses conclusions et supporter tous les dépens. *Ibid.* — Le créancier n'est pas fondé à se plaindre ni à réclamer des dommages-intérêts pour ce fait que son débiteur aurait fait apposer sur le pignon de sa maison l'inscription suivante : « Maison à vendre, hypothèque M. » (le nom du créancier), p. 302.

ACTION POSSESSOIRE. Les actions possessoires ne sont recevables qu'autant qu'elles ont été formées dans l'année du trouble par ceux qui, depuis une année au moins, étaient en possession paisible par eux ou les leurs à titre non précaire, p. 102. — Une action possessoire doit être rejetée lorsque des circonstances de la cause, de la visite de lieux et des enquêtes, il résulte qu'aucun trouble n'a été apporté à la possession réelle du demandeur. *Ibid.* — Le demandeur en maintenue possessoire d'un droit de passage qui revendique pour la largeur du passage 1 mètre de terrain *ultra possessum*, et base sa revendication sur une interprétation vraie ou fausse du titre constitutif de la servitude, soulève une question du fond qui échappe à la compétence du juge de paix. *Ibid.* — L'acte même dommageable ou illicite qui n'implique de la part de son auteur aucune prétention de possession contraire à celle du demandeur ne peut donner ouverture à une action possessoire, p. 53. — Il en est ainsi notamment du fait par une compagnie de gaz de s'être servie, sans l'autorisation du propriétaire, d'un tuyau déjà scellé dans le mur de ce propriétaire, et d'y ajouter un branchement pour conduire le gaz chez un tiers. *Ibid.* — Constituent un trouble de droit à la possession les conclusions dans lesquelles une partie allègue et cherche à établir une possession contraire à celle de l'autre partie, p. 144. — La possession s'exerce selon la nature de l'objet auquel elle s'applique. *Ibid.* — Lorsqu'une partie se prévaut de la possession de ses auteurs, le juge du possessoire a le droit de rechercher si les titres produits constatent la transmission de cette possession. *Ibid.* — Des protestations verbales ne constituent pas un trouble de fait et sont insuffisantes pour faire considérer une possession annale comme non paisible, p. 59.

— Lorsque la possession annale est acquise, elle se conserve par la seule intention et ne se perd qu'autant que le possesseur a été privé de la jouissance de la chose, et qu'une autre possession a pris la place de la même et s'est perpétuée pendant une année. *Ibid.* — En matière de servitude discontinue, le complainant n'est plus tenu de produire le titre constitutif, lorsqu'un jugement passé en état de chose jugée a maintenu l'un de ses auteurs en possession de cette servitude, p. 116. — Et le juge du possessoire ne pourrait, dans ce cas, apprécier le titre primordial sans cumuler le possessoire avec le pétitoire. *Ibid.* — Le propriétaire d'un fonds non enclavé qui réclame sa maintenance en possession d'une servitude de passage, ne peut être déclaré recevable et fondé en sa demande, qu'autant qu'il peut prouver que la prétendue servitude a été établie par destination du père de famille et qu'elle se manifeste par des signes apparents, continus et non équivoques; et en outre qu'aucune des clauses de l'acte qui a fait cesser l'indivision entre les héritiers au nombre desquels il se trouve, n'implique contradiction de la servitude de passage, p. 189. — A défaut de cette double preuve, les faits de possession qu'a pu exercer le demandeur doivent être considérés comme de pure tolérance et ne peuvent par suite donner ouverture à la plainte. *Ibid.* — Le copropriétaire d'un chemin troublé dans sa jouissance est en droit de demander, par voie de plainte, le rétablissement des lieux dans leur état primitif et la destruction des ouvrages exécutés. Le juge de paix n'a à statuer que sur la possession annale. Il n'est pas tenu d'apprécier le mérite des titres qui seraient produits ni d'en faire l'application, p. 6. — Si les servitudes discontinues, telles qu'une servitude de passage, ne peuvent s'établir que par titre, il en est autrement au cas d'enclave où la servitude devient légale et prend sa source dans la nécessité. En conséquence, doit être maintenu en sa possession celui qui justifie de la possession annale d'une servitude de passage avec bétail, fondée en titre sur l'enclave, p. 176. — Mais le possesseur de cette servitude n'a pas le droit de l'aggraver en usant du passage pour conduire ses bestiaux au pâturage sur un autre terrain non enclavé et auquel il peut accéder par la voie publique. *Ibid.* — En justice de paix, toute personne peut se présenter et être admise sur comparution volontaire à l'audience pour y prendre fait et cause d'une des parties en instance ou pour y faire valoir des

droits personnels qui ont quelque connexité avec la contestation déjà portée devant le juge, p. 237. — Spécialement, un propriétaire est recevable à intervenir dans l'instance engagée entre des tiers et des bergers cités pour trouble possessoire. *Ibid.* — N'est pas recevable ni fondée l'action possessoire intentée contre des bergers pour pacage prétendu illicite, lorsque des circonstances de la cause et de l'enquête il résulte que le terrain sur lequel a été exercé le pacage est commun entre les demandeurs et l'intervenant, ou qu'au moins les bergers ou leur maître ont joui sans opposition depuis un temps immémorial du droit d'y faire pacager leurs troupeaux. *Ibid.* — Le juge de paix saisi d'une action possessoire en maintenance d'une servitude d'aqueduc, manifestée par l'existence d'un canal souterrain établi dans le fonds du défendeur, peut, alors que celui-ci ne conteste pas la possession du demandeur, mais qu'il n'est pas établi que le trouble consistant dans la rupture de la conduite provienne d'un fait personnel du défendeur, autoriser le demandeur à faire à ses frais la réparation de la conduite sur le terrain du défendeur, p. 245. — Le propriétaire d'une maison joignant une cour commune peut ouvrir sur cette cour des fenêtres et portes nouvelles, sans être tenu d'observer les distances légales, pourvu qu'il ne nuise pas à l'exercice des droits des autres copropriétaires, p. 288. — Le juge de paix est toujours compétent pour connaître d'une action purement possessoire, sauf à la rejeter s'il estime qu'elle n'est pas fondée. *Ibid.* — Si le copropriétaire ou communiste a la faculté d'user de la chose commune dans la mesure de son intérêt, c'est à la condition de ne point entraver la jouissance des autres ayants droit, p. 309. — Doit être considéré comme un trouble à la jouissance des autres copropriétaires, l'établissement par l'un des communistes d'une rigole, laquelle a pour effet de priver les copropriétaires d'une partie des eaux dont ils jouissaient avant le trouble. *Ibid.*

AFFICHAGE. — V. Arrêté préfectoral.

AFFICHES. Les dispositions de loi qui prohibent l'emploi, par les imprimeurs, du papier blanc pour les affiches privées ne s'appliquent pas aux affiches manuscrites apposées par un particulier, p. 311.

AGENT D'AFFAIRES. Lorsque la partie demanderesse n'est pas commerçante, elle peut assigner à son choix le défendeur

commerçant, pour un acte relatif à son commerce, soit devant le juge civil, soit devant les juges consulaires, p. 111. — L'agent d'affaires, non patenté, n'est pas commerçant. *Ibid.* — L'agent d'affaires qui a procuré, sur la demande du défendeur, un locataire pour un cabaret appartenant à ce dernier, est recevable et fondé à réclamer le paiement de la commission qui lui a été promise. *Ibid.*

ANIMAUX. L'article unique de la loi du 2 juillet 1850 (loi Grammont) ne prononce restrictivement les peines que contre les propriétaires des animaux et les personnes auxquelles ils en ont donné le soin et la conduite, p. 21. — Le juge de simple police a le droit et le devoir, lorsque le fait dont il est saisi échappe à l'application de la disposition pénale, invoquée par le ministère public ou visée dans la citation, de rechercher même d'office si ce fait n'est pas susceptible d'une qualification différente et ne constitue pas une infraction à une autre disposition pénale. *Ibid.* — Doit être condamné à l'amende édictée par l'article 479, n° 3, du Code pénal, le domestique qui a, par l'emploi d'un crochet, sans d'ailleurs qu'il soit prouvé qu'il l'ait fait volontairement, blessé un cheval appartenant à son maître, p. 242. — La preuve de la contravention peut être faite par les présomptions résultant des débats, corroborées par la déposition d'un témoin qui aurait recueilli l'aveu du prévenu. *Ibid.* — V. *Chien, Divagation, Pigeons.*

APPRENTISSAGE. Lorsque le contrat d'apprentissage a été formé sans écrit et qu'il y a contestation seulement sur la durée de l'apprentissage, on doit s'en rapporter à l'usage des lieux pour déterminer cette durée, p. 130. — Spécialement, le maître ne peut réclamer aucune indemnité à raison de ce que son apprenti l'a quitté, lorsqu'il est d'usage reconnu dans le pays que, en l'absence de contrat écrit, le maître et l'apprenti peuvent se séparer quand bon leur semble, sans forme de procédure et sans qu'il y ait lieu à aucune indemnité de part ni d'autre. *Ibid.* — De même, l'apprenti n'a droit à aucun salaire pour des journées de travail fournies, avant qu'il soit resté deux ans chez le maître, si l'usage local est que l'apprentissage dure deux ans. *Ibid.*

AQUEDUC. — V. *Action possessoire.*

ARBRES. Doivent être arrachés ou réduits à la hauteur de 2 mètres les arbres âgés de moins de trente ans, plantés à

moins de 2 mètres de l'héritage voisin, p. 113. — C'est du pied à la cime que la hauteur d'un arbre doit être calculée, quelle que soit la position de cet arbre. *Ibid.* — Le propriétaire des arbres ne saurait échapper aux prescriptions relatives à la distance, en se bornant à coucher ses arbres, alors que, remis à la position verticale qu'ils avaient avant d'être couchés, ils auraient plus de 2 mètres de hauteur. *Ibid.* — N'est pas recevable l'action intentée à l'effet de faire reculer à la distance légale des arbres plantés en espaliers à 20 centimètres du mur séparatif appartenant au demandeur, p. 163.

ARRÊTÉ MUNICIPAL. Ne sauraient constituer l'exhibition d'emblèmes séditieux ou religieux interdits le fait par un prêtre, en dehors de son église, de se coiffer de la barrette et de porter sur le bras une étole ou un surplis, non plus que le fait par des particuliers de porter sur la voie publique une statue de sainteté et une bannière recouvertes de voiles, p. 38. — Est nul comme illégalement fait l'arrêté municipal interdisant aux citoyens le port de vêtements blancs sur la voie publique. *Ibid.*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL. Le défaut d'affichage d'un arrêté préfectoral sur la police des cafés et débits de boissons n'est pas punissable, lorsque le cabaretier soutient avoir vainement réclaté, pour l'afficher, un exemplaire de l'arrêté, et que le ministère public ne demande pas à faire la preuve contraire, p. 261.

ARRHES. Lorsque, à la suite d'une vente de bicyclette, au prix de 400 francs, l'acheteur a versé un acompte de 100 fr., et que le marché ayant été résilié d'un commun accord, aux termes d'une lettre par laquelle l'acheteur a invité le vendeur à garder les arrhes, ce dernier n'est pas recevable à prouver par témoins qu'il avait été verbalement convenu que les arrhes ne seraient que de 50 francs, p. 89. — En conséquence, doit être rejetée la demande en restitution de la différence, soit 50 francs. *Ibid.*

ASSURANCES. L'individu assuré contre les risques d'accidents n'est pas recevable, alors qu'il est actionné par la victime d'un accident, à former contre l'assureur un recours en garantie, p. 248. — La demande en garantie, bien que formée à l'occasion de l'accident, repose sur une base essentiellement différente, c'est-à-dire sur l'exécution du contrat d'assurance, et

par suite ne peut être considérée, au regard de la demande principale, comme une action récursoire. *Ibid.* — V. *Compétences*.

AUDIENCE. L'avocat qui se présente devant le Tribunal de simple police doit être revêtu des insignes de sa profession, s'il entend jouir des privilèges attachés à son ordre; autrement, il n'est plus qu'un simple particulier, un mandataire, p. 301. — Il appartient au juge de paix, président le Tribunal de simple police, d'appliquer la peine de la réprimande à l'avocat qui prononce à la barre des paroles de nature à porter atteinte à la dignité de la magistrature. *Ibid.*

AVEU. Est indivisible l'aveu du défendeur qui reconnaît avoir pris des consommations chez un restaurateur ou cafetier, mais affirme les avoir payées au jour le jour et ne rien devoir de ce chef, p. 198. — Par suite et lorsque le demandeur n'apportant aucune preuve à l'appui de sa réclamation, se borne à désérer le serment *litis* décisoire au demandeur, le juge saisi ne peut que donner acte au défendeur du serment par lui prêté qu'il ne doit rien, débouter en conséquence le demandeur des fins de sa demande et le condamner à payer au défendeur la somme reconventionnellement demandée par le défendeur pour travail fourni, alors que le demandeur reconnaît que ce travail a été réellement fait. *Ibid.* — L'aveu n'est indivisible qu'à la condition d'être le seul élément de preuve, p. 78. — V. *Prescription*.

BAIL A COLONAT PARTIAIRE. Le bail à colonat partiaire, même après la sortie du métayer, ne prend réellement fin que lorsque ce dernier a pu achever les travaux d'enlèvement de la dernière récolte, p. 220. — Le fermier entrant, ou à son défaut le propriétaire, est tenu de fournir au fermier sortant un logement pendant le temps nécessaire pour opérer ces travaux. *Ibid.* — A défaut par le propriétaire de fournir ce logement qui lui est réclamé, ce dernier peut être condamné à payer au demandeur une indemnité de logement. *Ibid.* — L'acquisition des pailles est une obligation pour le colon partiaire. Suivant les conventions particulières du bail, lesquelles ne concernent les tiers en aucune façon, le propriétaire peut lui rembourser partie ou totalité de leur valeur, comme il serait libre de lui rembourser tout ou partie du bétail ou de tout autre ustensile, dont ledit colon partiaire

est obligé de garnir le domaine; mais cela n'entraîne pas la solidarité du propriétaire vis-à-vis du fournisseur; l'engagement en ce cas n'est pris par le propriétaire que vis-à-vis du colon partiaire, p. 40.

BOIS. Le fait de couper avec une serpe des branches mortes dans un bois de sapin constitue une contravention aux dispositions de l'article 194 du Code forestier et punissable d'une amende, de la confiscation de la serpe et de dommages-intérêts qui ne peuvent être inférieurs à l'amende, p. 272. — Un jugement antérieur, susceptible d'appel, portant condamnation du prévenu pour un même fait, n'est pas irrévocable, et par suite ne lui fait pas encourir la peine de la récidive. *Ibid.*

BORNAGE. La raison d'ordre public qui a dicté l'article 646 du Code civil ne permet pas de faire dépendre le bornage de simples présomptions ou d'une simple preuve par témoins. Le bornage, conformément aux articles 1341 et suivants du Code civil, doit donc être soumis à l'acte écrit, et la preuve testimoniale ou la présomption ne peuvent pas être invoquées utilement en semblable cas, p. 83.

BOULANGER. La prescription à court terme est basée sur une présomption de paiement qui ne peut plus être admise, lorsque, avant d'invoquer ce moyen, le défendeur a consenti à la vérification du compte, p. 244. — Il appartient au juge d'examiner les tailles produites par un boulanger et de décider d'après les diverses circonstances de la cause, l'attitude du défendeur et la moralité du demandeur, que la somme réclamée est réellement due, et, en rejetant l'exception de prescription, de condamner le défendeur au paiement de cette somme. *Ibid.*

CANAL. — V. *Action possessoire*.

CHASSE. L'occupation du gibier par le chasseur ne se réalise qu'autant qu'il est personnellement en son pouvoir, de manière à ne plus pouvoir s'échapper. La simple poursuite par les chiens, ou même une blessure légère ne suffisent pas pour constituer cette occupation, p. 270.

CHIEN. Commet une imprudence et se rend coupable de négligence de nature à engager sa responsabilité celui qui, laissant vaguer dans les dépendances de son habitation, un chien errant, permet à cet animal de venir habituellement aux heures des repas manger ce qu'il trouve au lieu

de le chasser, p. 43. — Spécialement, celui qui a ainsi recueilli ou admis chez lui un chien errant est réputé l'avoir sous sa garde, et peut être déclaré personnellement responsable du dommage causé à autrui par ce chien. *Ibid.*

CITATION. Est nul l'exploit de citation donnée au défendeur à un domicile qu'il a quitté avant la date de l'exploit, p. 15. — Le domicile est au lieu du principal établissement. *Ibid.* — La nullité de l'exploit peut être prononcée même d'office par le juge. *Ibid.* — Un exploit contenant citation devant un Tribunal de paix, ne peut, à peine de nullité, être délivré par un huissier résidant dans le ressort d'un autre Tribunal de paix, p. 108.

COMPÉTENCE. Le contrat d'assurance passé entre un commerçant et une société commerciale à raison des risques pouvant résulter de la circulation d'une voiture servant au commerce de l'assuré a un caractère commercial. C'est donc aux Tribunaux consulaires qu'il appartient de connaître des demandes intentées en vertu d'un pareil contrat par les parties l'une contre l'autre, soit en paiement de primes, soit en paiement d'indemnité, p. 16. — Est indéterminée, et dès lors en dehors de la compétence du juge de paix, une demande relative à des cotisations annuelles, même inférieures à 200 francs, lorsque le fond même du droit est contesté et qu'il y a lieu à interprétation de titre pouvant engager l'avenir, surtout pour un temps indéfini, p. 29. — Toutes les fois que le jugement sur la nullité d'un acte ou l'interprétation de ses clauses ne doit avoir d'autre résultat que celui de statuer sur une demande qui rentre, par son chiffre, dans la compétence du juge de paix, ce magistrat, juge de l'action, est en même temps compétent pour statuer sur l'exception, p. 151. — La circonstance que le débiteur se trouve porteur de la grosse du titre ne fait présumer la libération entière qu'autant qu'il est prouvé que ce titre a été remis volontairement par le créancier lui-même au débiteur. *Ibid.* — Il appartient donc au juge de décider, d'après les faits et circonstances de la cause, que la remise de la grosse n'a pas été libératoire. *Ibid.* — Il ne suffit pas pour qu'il y ait contestation sur l'existence du bail que le défendeur qui occupe indûment les terres du demandeur allègue qu'il les a occupées comme fermier ou métayer, alors que cette allégation ne repose sur aucun motif sérieux, p. 23. — Le juge de paix est compétent pour sta-

tuer sur l'action en dommages-intérêts basée sur cette occupation illicite, alors que la demande n'excède pas le taux de la compétence du juge de paix, telle qu'elle est réglée par la loi du 25 mai 1838. *Ibid.* — Le juge de paix est, en ce cas, compétent pour ordonner la cessation de l'occupation induue, et arbitrer le dommage qui en est résulté. *Ibid.*

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. Lorsque le vendeur d'un tonneau de cidre a omis de payer les droits de circulation, et que l'acheteur, à la suite d'un procès-verbal dressé par la régie, a dû payer une amende réduite sur transaction, cet acheteur n'est pas recevable ni fondé à actionner son vendeur en restitution de l'amende par lui payée, si des débats et des circonstances de la cause il résulte que l'acheteur avait profité seul de la fraude, et que seul il a transigé avec la régie, en dehors et sans le concours du vendeur, p. 97.

DESTINATION DU PÈRE DE FAMILLE. — V. *Enclave.*

DIFFAMATION. Un instituteur n'est ni un agent ni un dépositaire de l'autorité publique ; en conséquence, il ne peut être assujéti, en matière de diffamation ou d'injure, à une autre juridiction que celle du droit commun, alors surtout qu'il n'a pas été diffamé à raison ou à l'occasion de ses fonctions, p. 12. — Spécialement, le juge de paix est compétent pour connaître de l'action civile pour diffamation intentée devant lui par un instituteur. *Ibid.* — Le fait d'avoir dit d'un instituteur qu'on lui a remis ou qu'on lui a fait remettre 6 francs pour être versés par lui à la caisse d'épargne et qu'il n'y a que 4 francs au livret constitue une diffamation dont réparation est due par l'auteur de ce propos. *Ibid.* — Le paragraphe 5 de l'article 5 de la loi du 25 mai 1838 n'a pas été abrogé par l'article 68 de la loi du 29 juillet 1881 ; par suite, c'est toujours devant le juge de paix et non devant le Tribunal civil que doit être portée l'action civile en dommages-intérêts, pour diffamation verbale envers un particulier, intentée séparément de l'action pénale, p. 169. — Si en réalité il ne se rencontre qu'un préjudice moral, l'action rentre dans la compétence restreinte de l'article 1^{er} de ladite loi du 25 mai 1838 et l'article 5, § 5, ne peut recevoir son application, d'où suit qu'il peut en découler, d'après les circonstances d'audience, une incompétence en raison du chiffre de la demande. *Ibid.* — Si les parties précédem-

ment ont eu une entrevue dans le cabinet du juge de paix, sur avertissement délivré, et qu'il y ait eu conciliation, excuses admises et indemnité accordée et acceptée, toutes poursuites de ce chef, faites ultérieurement, ne sont pas recevables, en dehors de faits nouveaux établis par preuves positives. *Ibid.* — Le juge de paix n'est compétent indéfiniment pour dommages-intérêts résultant de diffamation que s'il s'agit de diffamation verbale, p. 304. — S'il s'agit au contraire de diffamation écrite, il n'est compétent que jusqu'à concurrence de 200 francs. *Ibid.* — Le fait d'avoir dit d'une femme mariée qu'elle se dérange avec tel individu dénommé constitue une diffamation, p. 182. — La diffamation verbale qui n'a reçu aucune publicité est assimilée à l'injure et doit être punie de la peine de l'article 471, n° 4, du Code pénal. *Ibid.* — L'action publique et l'action civile basées sur une diffamation se prescrivent après trois mois révolus, à compter du jour où le délit, ou la contravention, aura été commis, ou du dernier acte de poursuite, s'il en a été fait, p. 224. — Cette prescription est d'ordre public et doit être appliquée même d'office par le juge. *Ibid.* — La diffamation pouvant donner ouverture à l'action civile en dommages-intérêts existe alors même qu'elle ne s'est pas produite dans un lieu public, p. 229. — Pour fixer équitablement la quotité des dommages-intérêts, le juge de paix doit tenir compte du degré de publicité qui lui a été donné par le fait du diffamateur. *Ibid.* — Le juge de paix doit, en outre, dans le même but, prendre en considération la condition sociale, la situation de fortunes des parties. *Ibid.*

DIVAGATION. Sous l'empire de la loi du 4 avril 1889, le fait de la divagation des volailles sur le terrain d'autrui ne constitue plus un délit rural ni une contravention, et ne donne plus lieu qu'à une action civile en réparation du dommage causé, p. 9.

DOMESTIQUE. Le domestique de ferme, au service d'un colon partiaire, est recevable et fondé à actionner en paiement des salaires à lui dus, non seulement le colon qui l'avait engagé, mais même le propriétaire, alors que ce dernier, après expulsion du colon, s'est emparé des récoltes en terre et a repris le cheptel vif ou mort garnissant la ferme, p. 192. — Le domestique qui, après avoir loué ses services pour un temps fixé par le contrat, refuse d'entrer chez son maître, est tenu envers lui de dommages-intérêts. Il

appartient au juge de paix d'en fixer le chiffre d'après la valeur du contrat et les circonstances de la cause, p. 307.

DOMMAGES AUX CHAMPS. Le propriétaire d'un bois, dont la chasse est gardée et réservée, est responsable des dommages causés par le gibier et notamment par des lapins sortant des terriers existant dans ce bois, p. 141. — Alors surtout qu'il a favorisé la multiplication du gibier et qu'il a négligé de défoncer les terriers et de réparer les grillages clôturant le bois et placés pour empêcher les lapins de courir dans les champs voisins. *Ibid.* — Mais on ne saurait lui réclamer le montant intégral des dommages, lorsque l'expertise constate l'existence de terriers dans un bois contigu, joignant les pièces endommagées et n'appartenant pas au défendeur. *Ibid.* — Il y a toujours lieu de tenir compte, dans l'évaluation des dommages, de la servitude résultant du voisinage des bois. *Ibid.*

DROITS DE PLACE. En matière de droit de place, le recouvrement doit en être fait selon les règles du droit commun et par suite la demande en paiement de ces droits doit être portée devant le juge du lieu du domicile du défendeur, p. 264. — En conséquence, est incompétent pour connaître d'une telle demande le juge de paix de la commune chef-lieu de canton dans laquelle les droits de place étaient dus, si le défendeur a son domicile dans un autre canton. *Ibid.* — Le juge de paix est compétent pour interpréter et appliquer les tarifs des droits de place, et pour statuer sur les demandes en paiement de ces droits intentées par le fermier contre les assujettis, p. 250. — Le cahier des charges, régulièrement porté à la connaissance des intéressés, fait partie intégrante du tarif général et est applicable à ceux qu'il frappe, alors même qu'il constitue une aggravation du tarif. *Ibid.*

ÉBOULEMENT. S'il est admis comme conséquence de l'article 640 du Code civil que les fonds inférieurs sont aussi assujettis à recevoir les éboulements de terre qui se détachent des propriétés supérieures, c'est toujours à la condition que ces éboulements se produisent naturellement et sans que, par des travaux quelconques, la main de l'homme y ait contribué, p. 293. — Par suite, lorsqu'il s'est produit un éboulement de terres et de pierres sur le fonds du voisin, celui-ci est recevable et fondé à actionner en dommages-intérêts le propriétaire qui, par certains travaux,

conduites d'eau ou autres, a déterminé l'éboulement ou a contribué à le produire. *Ibid.*

ÉLECTIONS. La commission municipale instituée pour statuer sur les contestations relatives aux inscriptions sur la liste électorale ne peut délibérer valablement que si les cinq membres désignés par la loi pour la composer sont présents et concourent à la délibération, p. 187. — En conséquence, le juge de paix saisi de l'appel d'une décision de cette commission, doit annuler même d'office, cette décision si elle a été prise sans le concours et en l'absence de l'un de ses membres; il doit en outre évoquer le fond et statuer sur les réclamations des appelants. *Ibid.* — L'électeur, même inscrit l'année précédente sur la liste électorale d'une commune, doit en être rayé, s'il résulte des débats la preuve que cet électeur ne réside plus dans cette commune, qu'il n'y est inscrit sur le rôle d'aucune des contributions ni des prestations en nature et qu'il a transporté, avant la revision des listes, son domicile dans une autre commune. *Ibid.* — Doit être inscrit sur la liste électorale, l'électeur qui a son domicile d'origine dans la commune, p. 137. — Le domicile d'origine se conserve *animo solo*. *Ibid.* — V. *Listes électorales*.

ENCLAVE. On ne peut considérer comme enclavé le fonds qui, sur une longueur de 3^m,50, longe la voie publique, alors qu'au moyen de travaux peu considérables le propriétaire de ce fonds peut se créer une issue praticable sur cette voie publique, p. 160. — Le demandeur est mal fondé à revendiquer une servitude de passage comme reposant sur la destination du père de famille, alors que, dans un acte de partage, le père de famille reconnaît au contraire la non-existence de cette servitude. *Ibid.* — N'est ni recevable ni fondée, la demande en maintenance possessoire d'une servitude de passage, servitude essentiellement discontinuée, alors que cette servitude n'est pas fondée en titre sur l'enclave et qu'elle n'est pas établie par destination du père de famille. *Ibid.*

ÉTABLISSEMENT INSALUBRE. Le Tribunal de simple police est incompétent pour apprécier si un établissement insalubre a une existence antérieure au décret de 1810, p. 201. — Il est également incompétent pour décider si un établissement est susceptible d'être compris dans l'une des classes déterminées par le décret précité. *Ibid.* — En conséquence, le juge de

police saisi d'une poursuite contre le propriétaire d'un établissement prétendu insalubre, mais dont le caractère et l'ancienneté sont contestés, doit surseoir à statuer jusqu'à ce que la question préjudicielle ait été examinée et résolue par l'autorité administrative. *Ibid.*

ÉTRANGER. La contravention, consistant de la part d'un étranger, qui avait antérieurement sa résidence en France, à n'avoir pas effectué, dans le délai imparté, la déclaration prescrite par décrets des 2 et 27 octobre 1888, doit être réputée commise le lendemain du jour de l'expiration du délai, et c'est de ce jour que la prescription extinctive commence à courir, p. 262.

EXPERTISE. Le juge de paix devant lequel est portée une demande en réparation locative ne peut commettre un expert pour en évaluer le montant qu'à la double condition qu'il soit saisi de la demande principale en paiement de ces réparations, et que le demandeur ait précisé dans ses conclusions la somme qu'il prétend lui être due, p. 39. — Doit donc être déclarée non recevable la demande principale tendant uniquement à la nomination de l'expert. *Ibid.*

EXPLOIT. — V. *Citation*.

FEMME MARIÉE. La femme mariée, séparée de biens mais habitant avec son mari, est tenue solidairement avec lui du paiement des fournitures faites pour les besoins du ménage commun, p. 210. — Mais elle n'est pas tenue des frais du prêt de la traite fournie sur son mari seul, alors qu'elle n'a pas été préalablement avisée par le fournisseur. *Ibid.* — Lorsque le mari a commandé des travaux ou acheté des matériaux pour l'entretien ou la réparation d'un immeuble appartenant à sa femme séparée de biens, le fournisseur a action contre le mari et aussi contre la femme pour avoir paiement de ses fournitures, p. 211. — La femme n'est pas recevable à opposer la prescription, lorsqu'elle soutient n'être pas personnellement obligée. *Ibid.* — La femme mariée sous le régime de la communauté légale ne peut, par un quasi-délit, engager la communauté, et il en est ainsi, alors même que le mari l'aurait autorisée à ester en justice, alors surtout que la communauté n'a retiré et ne peut retirer aucun bénéfice du quasi-délit, p. 134. — La femme, quelque importante que soit la part qu'elle peut prendre dans le commerce de son mari,

ne saurait être considérée comme obligée, lorsque le commerce est sur la tête de son mari seul. Aux termes de l'article 5 du Code de commerce, l'action dirigée contre elle n'est pas recevable, p. 257.

FRAIS DE RÉFÉRÉ. Le juge de paix est compétent pour connaître des frais de référé, lorsque l'introduction d'une instance au principal est inutile, p. 156.

GRÈVE. L'exercice du droit de faire grève ne dispense pas les ouvriers de l'obligation de remplir les conditions de leur engagement et de ne point interrompre le travail sans un congé donné dans les délais prévus par l'usage ou le règlement d'atelier, p. 148. — Alors que la cessation complète du travail a eu lieu sans un congé préalable et a causé à une société de verrerie un préjudice grave, les ouvriers peuvent être condamnés solidairement à la réparation de ce préjudice. *Ibid.*

IMMONDICES. — V. *Jet*.

INJURE. En matière d'injures par lettre, le Tribunal répressif, compétent pour connaître de la contravention, est celui dans le ressort duquel la lettre a été reçue par le destinataire, p. 71. — L'injure à un simple particulier contenue dans une lettre remise au destinataire et n'ayant reçu aucune publicité, constitue une contravention déferée par la loi du 29 juillet 1881 au Tribunal de simple police. *Ibid.* — Le ton peu courtois pris dans une lettre par son expéditeur ne saurait constituer, pour le destinataire, l'excuse de provocation. *Ibid.* — Le juge de paix ne cesse de connaître, dans les termes de l'article 5, § 5, de la loi du 25 mai 1838, de l'action civile en dommages-intérêts pour injures connexes à des voies de fait, que lorsque ces voies de fait échappent à sa compétence comme juge de police, p. 265. — La demande n'en est pas moins recevable bien que les témoins produits à son appui aient oublié, au jour de l'enquête, la date exacte des faits sur lesquels ils sont appelés à déposer si, d'ailleurs, leurs dépositions sont précises et s'appliquent, en réalité, au fait relevé dans la demande et admis en preuve. *Ibid.* — Le sens et l'acception des mots injurieux ou diffamatoires sont essentiellement relatifs et, par suite, dépendent du temps, des circonstances où ils sont prononcés, souvent même des personnes qui les prononcent. *Ibid.* — La provocation, dont la loi n'a pas défini le caractère, laissant ainsi aux Tribunaux le pouvoir d'apprécier les faits qui pour eux la cons-

tituent, est un motif d'excuse qui efface le délit et enlève tout droit à réparation. *Ibid.* — V. *Diffamation*.

JARDINIER. Lorsque les parties sont en désaccord sur le taux des salaires dus à un jardinier travaillant au jour et à l'heure, il appartient au juge saisi d'apprécier et notamment de commettre un expert pour régler le compte entre les parties, d'après l'usage local, p. 171. — Si le débiteur offre à deniers découverts, à la barre, une somme suffisante, notamment celle réglée par le rapport de l'expert, entériné par le juge, ce dernier peut déclarer l'offre valable, et mettre à la charge de ce dernier une partie des dépens. *Ibid.* — Un jardinier, comme un domestique ordinaire, peut donner le congé de huitaine, p. 156.

JET DE PIERRES OU D'IMMONDICES. En matière pénale, le doute se résout en faveur du prévenu, p. 26. — En conséquence, lorsque le prévenu nie avoir commis la contravention de jet de pierres qui lui est reprochée, et que le procès-verbal ne constate pas que les agents qui l'ont dressé aient eux-mêmes vu le prévenu jeter des pierres, qu'aucune preuve juridique n'est faite par témoins ou autrement à la charge du prévenu, ce dernier, quelles que soient les circonstances de nature à faire soupçonner sa culpabilité, doit être relaxé de la poursuite. *Ibid.* — Le fait de jeter par imprudence des immondices sur un passant constitue la contravention prévue et punie par l'article 471, n° 12, du Code pénal, p. 184. — Il en est ainsi alors même que le jet d'immondices aurait eu lieu dans un passage privé, mais non interdit au public. *Ibid.*

JUGEMENT PAR DÉFAUT. L'individu qui s'est laissé condamner par défaut et n'a pas formé opposition au jugement à lui dûment signifié, dans les trois jours de la signification, ne peut être relevé de la rigueur du délai qu'autant qu'il justifie qu'à raison d'absence ou de maladie grave il n'a pu être instruit de la procédure, p. 223.

LIBERTÉ DU COMMERCE. Tout marchand a le droit d'interdire l'accès de sa maison à une personne déterminée et de refuser de lui vendre les objets de son commerce; cette interdiction constitue le légitime usage d'un droit consacré au profit de tous marchands par l'article 7 de la loi des 2 et 17 mars 1791 sur la liberté du commerce et de l'industrie, p. 100.

LISTES ÉLECTORALES. Les demande,

en inscription sur la liste électorale d'une commune ne sont assujetties à aucune forme; il n'est pas nécessaire qu'elles soient écrites et peuvent être faites par mandataire, même verbalement, p. 291. Doivent être inscrits sur la liste électorale d'une commune les électeurs qui justifient de leur inscription au rôle de l'une des contributions dans cette commune, et ont produit un certificat en due forme de radiation de leur nom sur la liste électorale de la commune où ils avaient leur domicile d'origine. *Ibid.* — Le refus ou l'omission par la commission municipale de statuer sur les réclamations dont elle est saisie équivaut au rejet de ces réclamations et donne ouverture à l'appel devant le juge de paix, p. 173. — Il appartient au juge saisi d'un appel de la décision de la commission municipale de décider en fait, d'après les circonstances de la cause, qu'un électeur a son domicile réel dans une commune. *Ibid.* — Doit être inscrit sur la liste électorale d'une commune l'électeur qui, ne résidant pas dans la commune, y est inscrit au rôle des contributions directes ou des prestations en nature et a déclaré vouloir y exercer ses droits électoraux. *Ibid.* — Le fait que l'électeur s'oppose à la radiation de son nom sur la liste de cette commune doit être considéré comme l'équivalent de cette déclaration. *Ibid.* — Le citoyen qui n'a pas six mois de résidence dans une commune, mais qui, avant la formation de la liste électorale, avait établi son domicile réel dans cette commune, a droit d'y être inscrit sur la liste, p. 195. — Il appartient au juge de paix, saisi d'un appel de la décision de la commission municipale, de décider souverainement, d'après les faits et circonstances de la cause, qu'un électeur a son domicile réel dans la commune sur la liste électorale de laquelle il réclame son inscription. *Ibid.* — V. Elections.

LISTE ÉLECTORALE CONSULAIRE.

Un notaire en exercice, bien que payant patente, n'est pas un commerçant et ne peut, par suite, être inscrit sur la liste électorale consulaire, p. 5. — Il en est de même de tous les officiers ministériels, avoués, greffiers, etc., lesquels ne pourraient être électeurs consulaires que si, après avoir cessé leurs fonctions, ils s'étaient faits commerçants. *Ibid.*

LOUAGE. N'est pas admissible, comme étant prohibée par la loi, l'offre de preuves faite par le propriétaire, tendant à établir qu'il n'aurait consenti à l'occupant une location qu'avec l'assentiment du premier

locataire, ce que conteste ce dernier, p. 115. — L'usage est, à Paris, lorsqu'on trouve un local à sa convenance et qu'on l'arrête, de remettre au concierge une modique somme dénommée *denier à Dieu*, p. 32. — Au moyen de cette remise, lorsque aucun engagement de location par écrit n'a eu lieu, chacune des parties a la faculté de se dédire de la location, le propriétaire en rendant et le locataire en retirant le *denier à Dieu* dans la journée du lendemain. *Ibid.* — Est nul et de nul effet le congé donné par l'un des copropriétaires indivis, et non par l'administrateur de la succession, p. 284. — Le congé donné au locataire par un seul des copropriétaires n'est valable qu'autant qu'il n'est pas désavoué par les autres copropriétaires, p. 85. — Par suite et lorsqu'un congé a été donné par un seul, ce congé doit être annulé si le ou les autres copropriétaires interviennent pour le désavouer. *Ibid.* — Le congé par lettre missive est valable, mais à la condition que le locataire reconnaisse l'avoir reçu, p. 138. — Lorsque, d'après l'usage des lieux, le congé doit être donné six mois à l'avance et que l'entrée en jouissance a lieu le 29 mars et le 29 septembre à midi, est tardif le congé donné le 29 mars avant midi, le délai ne courant pas d'heure à heure, mais de jour à jour. *Ibid.* — Le juge de paix est incompétent pour connaître d'une dépense de gros entretien, et notamment d'une demande intentée contre le propriétaire afin d'avoir le paiement du prix de meules de moulin achetées par le locataire en remplacement des anciennes meules en mauvais état, qui se trouvaient dans le moulin, p. 121. — Cette action prenant sa base dans un contrat de louage ne peut rentrer dans la catégorie des actions purement personnelles et mobilières dont le juge de paix connaît, quand le taux de la demande n'excède pas 200 francs. *Ibid.* — L'incompétence *ratione materiæ* n'est pas couverte par le silence des parties. *Ibid.* — La résiliation volontaire d'un bail à ferme ne peut nuire à des tiers ni entraîner l'extinction des droits qui leur ont été valablement concédés, p. 313. — Spécialement celui à qui un fermier a concédé le droit de planter des pommes de terre sur une partie du sol affermé, est en droit de récolter ces pommes de terre, alors même que le fermier a résilié son bail. *Ibid.* — Mais le fermier qui a résilié volontairement ce bail sans réserver les droits du concessionnaire est personnellement responsable de sa faute et peut être condamné à la réparation du dommage au cas où ce con-

cessionnaire est empêché de faire sa récolte. *Ibid.* — V. *Bail à colonat partiaire.*

LOUAGE DE SERVICES. Si la loi du 21 mars 1884, relative à la création de syndicats professionnels, a laissé aux ouvriers la faculté de se concerter sans encourir aucune pénalité, elle n'a dérogé en rien aux règles de droit commun contenues dans l'article 1134 du Code civil et qui veulent que toute convention licite légalement formée soit exécutée de bonne foi et ne puisse être révoquée ou modifiée que d'un consentement mutuel, p. 48. — Un congé, en matière de louage de services, doit être donné purement et simplement, et sans conditions. *Ibid.* — D'après les usages de Paris, le maître qui, sans avoir prévenu le domestique huit jours à l'avance, se refuse de le laisser entrer au jour convenu, lui doit une indemnité représentant huit jours de ses gages mensuels, p. 99. — Si le maître a prévenu le domestique dans un délai plus court, il doit verser à ce dernier une indemnité représentant les gages pendant le temps écoulé entre ce délai et le délai d'usage. *Ibid.* — Est frappée d'une nullité radicale, aux termes des articles 1131 et 1133 du Code civil combinés avec l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1890, la convention intervenue entre patron et ouvrier et aux termes de laquelle les parties s'accordent la faculté réciproque de se donner un congé immédiat et sans indemnité. Les contractants doivent observer au moins les délais de congé consacrés par l'usage, ainsi que toutes les autres conditions légales expresses ou tacites de l'engagement, p. 80. — Le contrat de louage d'industrie entre manœuvre et cultivateur, résultant seulement de l'accord tacite des parties, tel qu'il se pratique dans certains cantons de la Meuse, peut être rompu au gré de chacune des parties, p. 218. — Le juge de paix est compétent pour statuer sur la demande en paiement du reliquat d'un compte, portant sur une somme supérieure à 200 francs, pourvu que ce reliquat soit lui-même inférieur à 200 francs et qu'il soit seul en contestation. *Ibid.* — En matière de louage d'industrie, le salaire seul est obligatoire et la gratification ne peut donner lieu à une action judiciaire qu'autant qu'elle a fait l'objet d'une promesse antérieure. *Ibid.*

LOUEUR DE VOITURES. Le loueur de voitures qui a loué des landaus pour un mariage est responsable de la faute de ses cochers qui n'ont pas mis leurs voi-

tures à la disposition des mariés pendant toute la durée de la cérémonie, p. 109. — Lorsque l'inexécution du contrat provient d'un malentendu, il appartient au juge d'apprécier quelle est celle des parties qui doit en supporter les conséquences. Spécialement, lorsque des voitures louées pour une noce rentrent pour remettre à midi, le loueur de voitures ne peut pas raisonnablement supposer qu'un service de noce soit terminé à midi, et il commet une faute s'il ne renvoie pas les voitures. *Ibid.*

MANDATAIRE. Lorsqu'un juge de paix, jugeant insuffisantes les explications du mandataire du défendeur, a, par jugement, ordonné la comparution de ce défendeur en personne, et que ce dernier, à l'audience indiquée, n'a pas comparu, il y a lieu de considérer la demande comme bien fondée et de condamner le défendeur, p. 122.

NANTISSEMENT. L'extension du gage à une seconde dette n'a pas lieu dans le cas où la constitution du gage provient d'un *de cujus* dont l'héritier devient ensuite de son chef et personnellement débiteur envers le même créancier, p. 139.

OCTROI. Les tarifs d'octroi doivent être interprétés dans leur sens absolu et restreint ; il n'est pas permis de procéder, dans leur application, par voie d'analogie, d'extension ou d'assimilation, p. 214. — Spécialement, lorsque d'un tarif d'octroi il résulte que les porcs, entiers ou par quartiers, introduits en ville, sont assujettis au droit de 1 fr. 50 par tête, l'adjudicataire des droits ne peut percevoir un droit supérieur, notamment celui de 5 francs pour 100 kilogrammes, applicable à la graisse pure. *Ibid.* — Les droits indûment perçus doivent être restitués. *Ibid.* — Le contribuable est recevable à intenter une action en paiement de droits d'octroi indûment perçus, lorsqu'il produit le récépissé délivré par la compagnie du chemin de fer, d'où il résulte que le droit dont s'agit a été payé par le demandeur, p. 285. — Les droits d'octroi doivent être interprétés selon leur texte et dans un sens rigoureusement restrictif. *Ibid.* — Il appartient au juge de paix d'ordonner la restitution du droit illégalement perçu. *Ibid.* — Au point de vue des droits d'octroi, la pierre apportée en ville ne peut être sujette aux droits que dans l'état où elle se trouvait au moment de son introduction dans le rayon de l'octroi, et non dans l'état où elle pourrait se trou-

ver plus tard, c'est-à-dire après les transformations que la main de l'ouvrier a pu lui faire subir dans l'intérieur de la ville. *Ibid.*

OPPOSITION. — V. *Jugement par défaut.*

OUVRIER. Alors qu'un règlement d'atelier porte que l'ouvrier et le patron qui veulent rompre l'engagement ne peuvent le faire qu'en se prévenant réciproquement quatre semaines à l'avance, le patron ne peut renvoyer son ouvrier sans l'observation du délai stipulé, p. 133. — Il exciperait en vain de ce que le sort de la femme est lié à celui du mari, et que, celui-ci étant sorti de l'établissement, la femme doit en sortir en même temps. *Ibid.* — En conséquence, le renvoi de la femme sans avertissement préalable donne lieu à des dommages-intérêts au profit de cette dernière. *Ibid.*

PAILLES. — V. *Bail à colonat partiaire.*

PASSAGE. — V. *Action possessoire, Servitude.*

PENSION ALIMENTAIRE. Le juge de paix est incompétent pour connaître d'une demande en pension alimentaire dont le total excède 150 francs, formée contre plusieurs défendeurs, de quelque manière que l'obligation se divise entre ces derniers, p. 299.

PIGEONS. Les pigeons de tir ne peuvent être considérés que comme une marchandise vendue aux tireurs dans le but d'exercer leur adresse. Lors donc qu'après avoir échappé au feu des tireurs ils se réfugient dans un colombier voisin, le propriétaire de ce colombier ne peut pas les retenir en vertu de l'article 564, p. 240. — Il en est ainsi surtout lorsque, précédemment, le propriétaire du colombier a reconnu implicitement que ce droit ne lui appartenait pas, en restituant au propriétaire du tir des pigeons dans les mêmes conditions, moyennant une simple rétribution pour ses soins. *Ibid.*

POIDS ET MESURES. Une société de panification qui ne vend pas de pain et qui n'en fournit qu'aux sociétaires, à charge par eux de contribuer proportionnellement aux dépenses, ne peut être assimilée ni aux boulangers ni aux marchands de pain et n'est pas assujettie à la vérification de ses poids et mesures, p. 296. — En conséquence, doit être

relaxé de la poursuite le président d'une telle société, contre lequel a été dressé procès-verbal pour refus de se soumettre à la vérification. *Ibid.*

POLICE DU ROULAGE. Doit être relaxé le charretier ou voiturier qui, à l'encontre d'un procès-verbal dressé contre lui, prouve que, au moment où ce procès-verbal a été dressé, la position qu'il occupait sur la voiture lui permettait de conduire et de diriger ses bœufs, p. 203. — Lorsque les énonciations du procès-verbal constituent non une simple contravention de fait, mais une sorte d'expérience ou d'expertise faite par les agents verbalisateurs, il appartient au juge de police de contrôler l'épreuve faite par ces agents et de la faire recommencer sous ses yeux, alors que le prévenu conteste absolument l'exactitude de l'avis émis par les agents. *Ibid.* — Une voiture contenant des marchandises et attelée d'un chien transformé en bête de trait, pour circuler sur les routes nationales ou départementales et sur les chemins vicinaux de grande communication, doit être munie de la plaque prescrite par les articles 2, 3 et 7 de la loi du 30 mai 1881 et 16 du décret du 10 août 1882, p. 315. — La contravention existe par le seul fait du défaut de plaque constaté sur la voiture elle-même; vainement le conducteur alléguerait-il avoir satisfait au vœu de la loi par suite de l'existence de la plaque se trouvant au collier du chien attelé à la voiture. *Ibid.* — Le juge de simple police ne peut apporter une exception autre que celles qui y sont expressément formulées aux lois réglementaires sur la police du roulage. *Ibid.*

PRESCRIPTION. Les prescriptions *brevis temporis* reposent sur une présomption de paiement et ne peuvent être invoquées quand la présomption de paiement est repoussée par les circonstances de la cause qui peuvent résulter soit d'une dénégation de la dette, soit d'un aveu exprès ou tacite du débiteur, p. 78.

PROTET. Les frais de protêt de traites faites sur un non-commerçant, qui ne les a pas acceptées, doivent rester à la charge du tireur, p. 206. — L'exception d'incompétence soulevée incidemment par le demandeur lui-même ne peut équivaloir qu'à un désistement dont l'effet est subordonné à l'acceptation du défendeur. *Ibid.*

RECENSEMENT. N'est pas tenu d'obéir au décret sur le recensement de la population ni de fournir aux recenseurs les

renseignements prescrits l'individu à qui n'ont pas été remis en temps utile, c'est-à-dire le 10 avril au plus tard, les imprimés, feuilles de ménage et bulletins individuels, prescrits par l'instruction ministérielle du 6 mars 1891, p. 105.

REINTÉGRANDE. Pour exercer la réintégration, il n'est pas nécessaire d'avoir la possession annale avec les caractères voulus par la loi ; une simple possession de fait suffit, p. 272. — La réintégration peut être exercée par un détenteur précaire, tel qu'un fermier. *Ibid.* — Cette action peut être dirigée contre l'auteur même du fait et notamment contre un fermier, sans qu'il y ait à mettre en cause le propriétaire, quand celui-ci n'a ni ordonné ni autorisé le fait constitutif du trouble. *Ibid.* — Le propriétaire appelé en cause par son fermier, défendeur à la réintégration, doit donc être mis hors de cause, lorsqu'il est établi qu'il n'a pas autorisé le trouble. *Ibid.* — Le fait d'empêcher, par l'établissement d'une barrière, le fermier d'une pièce de terre enclavée d'user du droit de passage qu'il exerçait antérieurement sur un chemin d'exploitation pour la desserte de cette pièce de terre constitue un acte violent qui donne ouverture à la réintégration. *Ibid.* — Il y a un trouble violent, donnant ouverture à la réintégration, dans le fait d'un propriétaire qui, après avoir concédé temporairement à des tiers un terrain lui appartenant pour en extraire du sable, moyennant une rétribution proportionnelle, s'est opposé par la violence à la continuation du travail des concessionnaires, et les a expulsés de son terrain les armes à la main, p. 87. — Il y a lieu, pour le juge saisi, de réintégrer les concessionnaires dans la possession et jouissance du terrain à eux concédé, et de statuer sur les dommages-intérêts qui peuvent leur être dus. *Ibid.* — L'action en réintégration se distingue des autres actions possessoires en ce que, au lieu qu'il soit nécessaire de justifier d'une possession réunissant les caractères prescrits par l'article 23 du Code de procédure civile, il suffit que le demandeur établisse sa possession au moment du trouble, et sa dépossession par violence ou voie de fait, p. 93. — On doit considérer comme voie de fait, donnant ouverture à la réintégration, le fait de clôturer un terrain, sur lequel s'exerçait en fait un droit de passage, au moyen d'une barrière qui en interdit l'accès. *Ibid.* — Dans un procès pendant entre une commune et un ou plusieurs habitants, un conseiller muni-

cipal ne peut pas être reproché comme témoin, alors que ce conseiller n'a aucun intérêt personnel dans ce procès. *Ibid.*

REPROCHE. — V. Témoin.

RÉQUISITION. Se rend coupable de la contravention prévue et punie par l'article 473, § 12, du Code pénal, la concierge qui donne à un commissaire de police, dont la qualité a été portée à sa connaissance, des renseignements inexacts sur le logement d'un des locataires de la maison et cherche ainsi à empêcher la constatation d'un flagrant délit d'adultère, p. 124. — En pareil cas, le propriétaire doit être déclaré civilement responsable. *Ibid.*

RESPONSABILITÉ. Un fait dommageable ne constitue un quasi-délit que tout autant qu'il provient soit d'une faute positive, soit tout au moins d'une négligence ou imprudence, imputable à l'auteur du fait dommageable, p. 19, 44. — Spécialement, l'entrepreneur de battage, qui a placé chez un fermier sa machine dans un emplacement trop étroit pour que cette machine pût en être sortie sans risque, n'est pas fondé à actionner en dommages-intérêts le fermier qui, chargé de faire sortir la machine et de la conduire à une autre ferme, n'a pu la faire sortir sans accident, p. 44. — Le fermier, en ce cas, n'est pas responsable de l'avarie survenue à la machine. *Ibid.* — Le locataire d'une cave qui a son entrée à fleur de terre sur une cour mal éclairée peut être déclaré responsable de la blessure causée à un tiers, lorsqu'il a commis personnellement une faute, en ce sens que, après avoir ouvert les vantaux en fer de la cave, il n'en a ni gardé ni éclairé l'entrée et a ainsi exposé les passants à y tomber ou à se heurter aux vantaux, p. 183. — Le mot *vol*, de l'article 1953 du Code civil qui déclare les aubergistes ou hôteliers responsables comme dépositaires, est une expression générique qui doit s'entendre de toute soustraction, disparition ou substitution d'effets, p. 208. — En conséquence, l'hôtelier ne peut être exonéré de cette responsabilité de droit, sous prétexte que, dans le fait de la substitution d'un vêtement (dans l'espèce, un pardessus), il n'y a pas vol. La substitution, même involontaire, n'en constitue pas moins, à l'égard du voyageur dont la chose a disparu, une soustraction qui entraîne la responsabilité de l'hôtelier, conformément aux dispositions de l'article précité. *Ibid.* — Les agents de la force

publique sont responsables des dommages causés par eux aux particuliers, dans l'exécution d'un ordre illégal du maire, p. 225. — Mais ils sont recevables et fondés à actionner en garantie le maire qui leur a donné cet ordre illégal. *Ibid.* — La responsabilité édictée par l'article 1382 s'applique au propriétaire d'une maison dont les locaux sont disposés de façon à présenter un danger à ceux qui y pénètrent, alors surtout qu'aucune précaution n'a été prise pour éviter ce danger, p. 75. — Les propriétaires d'animaux qui les mettent en commun, sans surveillance, dans un bâtiment abandonné, sont réputés s'être affranchis de la responsabilité des accidents qui peuvent résulter d'une situation dans laquelle ils se placent volontairement. Dès lors, l'article 1383 du Code civil ne peut recevoir son application, p. 20. — La demande en indemnité pour dommage causé par un accident de voiture doit être portée devant le juge du lieu du siège social de la compagnie défenderesse, p. 197. — La contestation qui s'élève entre deux commerçants au sujet d'un accident de cette nature n'est pas de la compétence du juge de paix. Elle doit être portée devant le Tribunal de commerce. *Ibid.* — Les compagnies de wagons-lits doivent, au point de vue de la responsabilité des objets appartenant aux voyageurs, être assimilées à l'aubergiste et au voiturier, p. 17, 57. — L'arsaque, dans un wagon-lit, des colis appartenant à un voyageur ont été soustraits par d'autres voyageurs, la faute lourde commise par l'employé qui ne s'est pas opposé à cette soustraction rend la compagnie responsable du contenu des colis. *Ibid.* — Le propriétaire d'un chien ou celui qui s'en sert, est, pendant qu'il est à son usage, responsable du dommage que le chien a causé à autrui, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il se fût échappé, p. 316. Spécialement, celui qui a recueilli le chien d'autrui peut être déclaré responsable du dommage causé par ce chien. *Ibid.* — Il appartient au juge du fait d'apprécier l'importance du préjudice et de réduire les dommages-intérêts réclamés. *Ibid.* — V. *Voiturier*.

SAISIE-GAGERIE. La saisie-gagerie ne peut être pratiquée contre le sous-locataire qui a, sans fraude et sans anticipation, acquittés loyers au moment de la saisie. Mainlevée doit lui être accordée dans ces conditions, p. 10.

SCELLÉS. Le droit de requérir l'apposition des scellés appartient aux créanciers

de la succession, mais ne saurait être étendu aux créanciers de l'un des héritiers du défunt, ni par suite au syndic de la faillite de cet héritier, p. 68. — L'ordonnance par laquelle un légataire universel est envoyé en possession n'a pas pour effet de soustraire ce légataire à tout recours de la part des héritiers naturels du *de cujus*, en nullité de testament, p. 317. — En conséquence, le légataire ne peut requérir la levée des scellés, qu'à charge de faire procéder à un inventaire régulier ou de justifier par un acte de notoriété qu'il n'existe pas d'héritiers naturels. *Ibid.*

SÉPULTURE. Les tombeaux de famille constituent une propriété privée qui se transmet aux héritiers de la personne qui les a fait construire, p. 282. — Un parent même autorisé à exhumer le corps d'une personne inhumée dans un caveau ne peut cependant procéder à cette exhumation sans le consentement du propriétaire du caveau ou sans autorisation de justice. *Ibid.* — En agissant de sa propre autorité, l'auteur de l'exhumation commet un acte abusif et illicite dont il doit réparation, sauf au juge saisi à réduire les dommages-intérêts à un chiffre modique, s'il n'y a eu aucun dégât matériel. *Ibid.*

SERVITUDE. Une servitude de prise d'eau, exercée au moyen de travaux apparents pratiqués sur le fonds servant, est une servitude continue et apparente qui peut donner ouverture, en cas de trouble, à l'action possessoire, p. 213. — Celui auquel est due une servitude a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et pour la conserver. *Ibid.* — Une servitude de passage ne peut s'établir que par titre et ne peut être exercée que dans les limites de ce titre, qui doit être interprété restrictivement, p. 125. — Spécialement, s'il est dit dans un acte de partage que les parties se donnent réciproquement, et en cas de besoin, le passage sur leurs propriétés respectives, la condition de nécessité est essentielle. *Ibid.* — Le passage qui n'est pas nécessaire n'est pas dû, et au cas où il est dû, il doit être exercé conformément au titre et sans abus. *Ibid.* — V. *Action possessoire*.

SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS. La demande intentée contre une société de secours mutuels en paiement d'une indemnité pour cause de maladie et du prix de médicaments fournis au demandeur n'est prescriptible ni par six mois ni par trois ans, alors d'ailleurs, qu'il n'existe

dans les statuts de la société de secours mutuels, défenderesse, aucune disposition déclarant les sociétaires déchu de leur droit à l'indemnité pour n'avoir pas formulé judiciairement leur réclamation dans un délai déterminé, p. 186.

TAILLES. — V. *Boulangier*.

TÉMOIN. Est reprochable le témoin auquel la partie qui l'a fait citer procure un avantage quelconque, et notamment celui que cette partie a amené à l'audience dans sa propre voiture, p. 127. — Le témoignage qui ne porte point sur des propos que le témoin aurait tenus directement de leur auteur ne constitue qu'un indice insuffisant pour faire preuve complète. *Ibid.*

TRAMWAYS. Les tramways à vapeur étant assimilés aux chemins de fer et faisant partie de la grande voirie, les contraventions commises par leur administration sur les propriétés riveraines échappent à la compétence du Tribunal de simple police. L'embarras d'un chemin communal, lorsqu'il est impérieusement nécessaire par les travaux de construction des tramways, ne saurait constituer aucune contravention, p. 58.

TRANSPORT DE CRÉANCE. Le fait qu'un transport de créance, dûment signifié au débiteur, pourrait être entaché d'un vice de nature à le rendre annulable ou rescindable au profit du cédant, ne prive pas le cessionnaire du droit de poursuivre le débiteur, p. 167. — Ce dernier n'est pas fondé à demander un sursis, basé sur ce que le cédant se propose d'attaquer le transport et d'en demander la nullité pour cause de dol, alors que ce cédant n'est ni intervenant, ni appelé en garantie dans la cause. *Ibid.*

USAGER. Lorsqu'un arbre se trouve placé exactement sur la ligne séparative des lots attribués à deux usagers, l'un d'eux n'a pas le droit d'abattre cet arbre et de se l'attribuer tout entier, p. 235. — La valeur de cet arbre doit être partagée entre les deux usagers. *Ibid.* — En conséquence, celui qui se l'est approprié doit être condamné à payer à l'autre la moitié de sa valeur. *Ibid.*

VALEURS A LOTS. La clause insérée dans un contrat de vente à crédit de valeurs à lots et par laquelle le vendeur se réserve la faculté de déposer le titre vendu en nantissement à son profit dans une

maison de banque, est faite en violation des principes qui régissent le contrat de vente. En effet, elle donne au vendeur le droit de se servir d'une chose qui ne lui appartient plus et de la frapper du privilège du créancier gagiste, p. 66. — L'insertion d'une pareille clause dans un contrat suffit pour en entraîner la nullité radicale. *Ibid.*

VENTE. La vente est parfaite dès que l'on est d'accord sur la chose et sur le prix. Le vendeur peut se refuser, à défaut de paiement, à délivrer la chose vendue. Mais le droit de rétention implique que la livraison n'a pas encore eu lieu, p. 8. — Ce droit, préalable à la livraison, ne peut être exercé ultérieurement, si les circonstances remettent la chose vendue à la disposition du vendeur. *Ibid.* — Le négociant qui reçoit des marchandises, les emmagasine et en paye le prix sans protestation ni réserve, n'est plus recevable à demander plus tard la résolution de la vente, par la seule raison que la mauvaise qualité des marchandises n'était pas apparente; il suffit qu'il ait pu vérifier les marchandises lors de l'achat, pour qu'il ne soit pas admis à se plaindre s'il ne l'a pas fait, quel que soit, du reste, l'usage contraire, p. 84.

— Lorsque, à une demande en paiement du prix d'un animal vendu, dans l'espèce une jument poussive et de peu de valeur, le défendeur objecte qu'il n'a pris l'animal qu'en dépôt, l'exception ne saurait être accueillie, alors que, d'une part, le défendeur n'offre pas la preuve du prétendu dépôt, et que, d'autre part, la perte de l'animal étant survenue, le défendeur a disposé de sa dépouille et en a reçu le prix sans avertir le demandeur, p. 91. — Il appartient au juge du fait, à raison de la maladie de l'animal, de laisser une partie de la perte à la charge du vendeur, et par suite de réduire proportionnellement le prix convenu. *Ibid.* — Lorsqu'une des parties contractantes, dans un marché de vente de bétail d'une valeur supérieure à 200 francs, a refusé de livrer au temps dit et que l'autre partie intente une demande non pas en exécution ou en résiliation du marché, mais seulement en dommages-intérêts n'excédant pas 200 francs le juge de paix est compétent pour statuer sur cette demande, p. 253. — La vente d'un billard n'emporte pas nécessairement celle des billes et du porte-queue, alors d'ailleurs qu'il est reconnu par les parties qu'au moment de la vente ces objets n'étaient en vue ni sur le billard, ni même dans la salle où a été passé le marché, p. 77. — Le mari peut être actionné pour

des fournitures de ménage achetées à crédit par la femme, alors même que celle-ci a quitté le domicile conjugal, s'il n'est pas établi qu'elle a, volontairement et sans faute du mari, abandonné ledit domicile. Dans ces circonstances, le mari doit être condamné, sauf son recours, s'il y a lieu, sa femme ne résidant pas avec lui et demandant la séparation de corps, p. 199.

VOIE PUBLIQUE. Le dépôt de matériaux sur la voie publique n'est pas punissable lorsqu'il a été effectué pour un temps très court et par nécessité, p. 64. — Il appartient au juge d'apprécier les circonstances qui sont de nature à faire admettre l'excuse de nécessité. *Ibid.* — L'embarras de la voie publique cesse d'être une contravention lorsqu'il a eu lieu par nécessité, p. 311. — Il appartient au juge de police d'apprécier les circonstances qui constituent la nécessité. *Ibid.* — Spécialement le propriétaire qui a été autorisé par jugement à saisir les meubles du locataire n'est pas passible des peines de la contravention, pour ce fait qu'à la suite de la saisie, l'huissier a déposé sur la voie publique les meubles du locataire. *Ibid.*

VOIRIE. Aux termes du décret du 27 octobre 1808, sur le tarif des droits de voirie pour la ville de Paris, les contraventions concernant les saillies mobiles sont à Paris des contraventions de petite voirie et doivent être jugées par le Tribunal de simple police, p. 119. — Les saillies effectuées sans autorisation ne peuvent fonder ni possession ni prescription, aux termes de l'article 2232 du Code civil, la voie publique étant imprescriptible ; l'autorité municipale a donc toujours le droit d'en ordonner la destruction, et le refus d'exécuter l'arrêté pris à cet égard tombe sous l'application de l'article 471, n° 15. *Ibid.* — La confection de travaux non autorisés, et sans une demande préalable d'un alignement, le long de la voie publique, constitue une contravention, p. 52. — Commet la contravention prévue et punie par l'article 479, § 11, du Code pénal, le propriétaire qui a empiété sur la largeur de la voie publique en reconstruisant le mur de face de sa maison sujette à reculement. *Ibid.* — La reconstruction de la façade d'une maison sujette à reculement et qui a été démolie en partie jusqu'à la base, constitue une véritable usurpation. *Ibid.* — Si le juge de police est tenu d'ordonner la démolition de la besogne mal plantée, lorsqu'il y a usurpation de la voie

publique, sa compétence cesse lorsqu'il s'agit d'anticipation commise sur un chemin vicinal. *Ibid.* — La rue d'une ville, qui n'est autre chose que le prolongement, dans la traversée de cette ville, d'un chemin d'intérêt commun et de petite vicinalité, en fait partie intégrante et est soumise aux mêmes lois et règlements. *Ibid.* — Ne saurait constituer une contravention le fait de construire sans autorisation un mur de clôture le long d'un chemin rural n'ayant jamais fait l'objet d'un arrêté de reconnaissance en vertu de la loi du 20 août 1881, et alors qu'il n'existe pas dans la commune de plan d'alignement, p. 35. — Un chemin communal non légalement reconnu n'est point imprescriptible par nature. — Lorsqu'un individu prévenu de la contravention d'usurpation de la voie publique revendique la propriété du terrain litigieux et produit un titre colorant sa possession, il y a lieu, pour le Tribunal, de surseoir à statuer jusqu'à ce que la question préjudicielle de propriété ait été résolue par les juges compétents. *Ibid.*

VOITURIER. A défaut de Tribunal de commerce dans une localité, il appartient au juge de paix d'autoriser, par ordonnance sur requête, un chef de gare à faire vendre publiquement des marchandises en souffrance, dont le destinataire refuse de prendre livraison, p. 276. — La déchéance en faveur du voiturier prononcée par l'article 105 du Code de commerce n'est pas applicable, lorsque la réception a eu lieu sous la réserve de l'action en responsabilité, p. 257. — La loi du 15 avril 1888 n'a point modifié la jurisprudence sur ce point, mais l'a au contraire élargie, en permettant la vérification même après la réception et le paiement du prix de la voiture. Les formes prescrites pour la protestation par le nouvel article 105 ne sont applicables qu'en cette dernière hypothèse. *Ibid.* — En matière d'avarie, l'article 106 du Code de commerce ne prescrit pas l'expertise à peine de déchéance ; il n'exclut pas tout autre mode de preuve pour la contestation de l'avarie et l'appréciation des dommages. *Ibid.* — Spécialement, le juge peut baser sa décision sur des attestations revêtant un caractère de sincérité et d'authenticité. *Ibid.* — Sont d'ordre public et ne pourraient être suppléées par des déclarations verbales, les formalités impérativement exigées par la loi du 11 avril 1888 du destinataire, pour la conservation de son action en dommages-intérêts contre le transporteur pour avarie ou perte d'objets, p. 278.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES JUGEMENTS

INSÉRÉS AU BULLETIN DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

pendant l'année 1893.

DATES.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGES.	DATES.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGES.
1886			3 août.	ESPENEL, juge.	52
13 fév.	CRANNEY, juge.		5 août.	CARLES, juge.	201
1888			5 août.	DUPUY, juge.	213
			8 août.	BERNARD, juge.	71
3 mars.	BRUGIER, juge.	173	26 août.	BERNARD, juge.	75
9 mars.	FORTIN, juge.	192	27 août.	FOURNET, juge.	210
10 mars.	BRUGIER, juge.	173	17 sept.	FOURNET, juge.	223
1889			2 oct.	HEIRIEIS, juge.	66
			5 oct.	TAGNARD, juge.	38
			9 oct.	LE PELETIER, juge suppléant.	99
28 fév.	GAULTIER-PASSERAT, juge.	100	9 oct.	LE PELETIER, juge suppléant.	32
15 mars.	MAYEN, juge.	237	9 oct.	GOUBET, juge.	111
15 juin.	BOULAND, juge.	12	17 oct.	FOURNET, juge.	148
14 août.	MAURIN, juge.	20	17 oct.	FOURNET, juge.	48
6 oct.	LE LÉGARD, juge.	8	20 oct.	BERTHELEMOT, juge.	55
8 oct.	BENDER, juge.	40	22 oct.	FLORY, juge.	160
1890			24 oct.	THORION, juge.	113
			30 oct.	FERRAND, juge.	122
6 juin.	FERRAND, juge.	151	30 oct.	BOULENGER, juge.	138
27 juin.	BOULENGER, juge.	134	31 oct.	DIEUDONNE, juge.	64
10 oct.	BERNARD, juge.	198	2 nov.	HUBERT, juge.	169
15 oct.	BERNARD, juge.	245	2 nov.	CARNÉ, juge.	97
4 nov.	MANIORT, juge.	85	6 nov.	HUE, juge.	235
7 nov.	DELA TOUR, juge.	9	7 nov.	BENDER, juge.	93
1891			10 nov.	LAFFITTE DU TREILH, juge.	5
			12 nov.	DAYREM, juge.	102
22 janv.	MILON, juge.	91	13 nov.	ARBINET, juge.	89
4 fév.	MILON, juge.	44	15 nov.	HUBERT, juge.	81
20 mars.	MAURIN, juge.	6	17 nov.	MANIORT, juge.	214
29 mars.	PLATON, juge.	244	19 nov.	GAULTIER-PASSERAT, juge.	57
21 avril.	BOURCIER, juge.	84	19 nov.	FOURNET, juge.	224
6 mai.	MAURIN, juge.	43	19 nov.	FOURNET, juge.	182
14 mai.	DAYREM, juge.	26	20 nov.	MARTIN, juge.	203
17 mai.	LAURENCE, juge.	58	21 nov.	VIGUIER, juge.	121
3 juin.	BALUT, juge.	105	25 nov.	CRANNEY, juge.	197
6 juin.	BAILLY, juge.	50	27 nov.	MAYEN, juge.	23
10 juin.	POURCHET, juge.	144	28 nov.	LE LÉGARD, juge.	10
27 juin.	MAURIN, juge.	19	28 nov.	DIEUDONNE, juge.	218
1 ^{er} juillet.	GODART, juge.	59	30 nov.	BORIE, juge.	68
13 juillet.	MARIE, juge.	116	3 déc.	GAULTIER-PASSERAT, juge.	109
18 juillet.	MARTIN, juge.	35	12 déc.	HAMELIN, juge.	29
18 juillet.	DAYREM, juge.	220	14 déc.	BALMELLE, juge.	189
22 juillet.	BERNARD, juge.	39	19 déc.	PRIEUR, juge.	141
22 juillet.	MILON, juge.	15	22 déc.	BOUTARD, juge.	186
27 juillet.	LANCIEN, juge.	16	26 déc.	BOURUT, juge.	276
28 juillet.	MANIORT, juge.	285	28 déc.	BERTHELEMOT, juge.	87
1 ^{er} août.	BERNARD, juge.	21	29 déc.	LAFFITTE DU TREILH, juge.	108

DATES.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGES.	DATES.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGES.
1893			18 mars.	MAURIN, juge.	257
9 janv.	BOURUT, juge.	171	20 mars.	DUPUY, juge.	250
14 janv.	BOUCHEZ, juge.	167	31 mars.	FRAISSE, juge.	264
14 janv.	BOURUT, juge.	167	2 avril.	LANCIEN, juge.	262
16 janv.	CHOULLIER, juge.	176	2 avril.	GERAUD, juge.	291
18 janv.	CARLES, juge.	180	5 avril.	PELISSE, juge.	307
18 janv.	MARIE, juge.	78	7 avril.	FENETRIER, juge.	184
21 janv.	MENIGOT, juge.	77	12 avril.	LANCYVAL, juge.	261
22 janv.	BOULE, juge.	206	2 mai.	CHAMOIN, juge.	242
27 janv.	BECKER, juge.	124	3 mai.	CHOMOIN, juge.	272
27 janv.	LAIZOZ, juge.	127	11 mai.	CRANNEY, juge.	248
29 janv.	PICARLE, juge.	133	18 mai.	BERTHELENOT, juge.	299
6 fév.	LE LEGARD, juge.	125	20 mai.	TRIBOUT, juge.	272
6 fév.	LE LEGARD, juge.	199	20 mai.	MOURET, juge.	282
11 fév.	JOUAUST, juge.	119	3 juin.	PICARLE, juge.	301
18 fév.	FENETRIER, juge.	139	16 juin.	VAVASSEUR, juge.	
20 fév.	BOURUT, juge.	163	20 juin.	PLATON, juge.	288
20 fév.	CARLES, juge.	157	22 juin.	BRESSILLION, juge.	278
23 fév.	BABALLET, juge.	195	29 juin.	JACOB, juge.	293
24 fév.	CRANNEY, juge.	284	6 juillet.	DELAVALT, juge.	270
24 fév.	CRANNEY, juge.	115	22 juillet.	PIRON, juge.	296
29 fév.	BARON, juge.	137	25 juillet.	LARGEAUD, juge.	67
4 mars.	MAURIN, juge.	208	29 juillet.	BALMELLE, juge.	309
4 mars.	BARON, juge.	156	3 août.	CRANNEY, juge.	316
5 mars.	BORIE, juge.	211	18 août.	GUILLET, juge.	313
7 mars.	LARGEAUD, juge.	229	26 août.	RAGOT, juge.	311
9 mars.	CRANNEY, juge.	183	29 août.	HAMELIN, juge.	304
17 mars.	FIOUPOU, juge.	240	30 sept.	LUCK, juge.	83
17 mars.	BOUCHEZ, juge.	302	7 oct.	CUOQ, juge.	225
18 mars.	VAUDELET, juge.	353	15 oct.	BOURUT, juge.	315
			28 oct.	CUOQ, juge.	225

BULLETIN SPÉCIAL

DES

DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

PARIS. — TYPOGRAPHIE A. HENNUYER, RUE DARCET, 7.

BULLETIN SPÉCIAL

DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

DES

ET DES

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE

RECUEIL MENSUEL

PAR

M. AL. BEAUME

ET

M. LOUIS MILLION

Avocat à la Cour d'appel de Paris,
Suppléant du juge de paix du 10^e arrondissement
de Paris.

Avocat,
Député du Rhône.

ET UNE SOCIÉTÉ DE JUGES DE PAIX, D'AVOCATS ET DE JURISCONSULTES

TOME TRENTE-CINQUIÈME

PARIS
BUREAUX, RUE GUÉNÉGAUD, 27

1893

BULLETIN SPÉCIAL

DES

DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

Justice de paix du canton de Doullens
(Somme).

Président : M. GODART, juge de paix.

6 juillet 1892.

*Bornage. — Jugement interlocutoire. —
Nomination d'expert. — Mission de
l'expert déterminée par le juge.*

M. le juge de paix de Doullens, saisi d'une action en bornage, a cru devoir commettre un expert, et a déterminé sa mission par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Donnons défaut contre la dame veuve Royon, qui ne comparait pas, ni personne pour elle, et, statuant en premier ressort, par défaut à l'égard de cette dame et contradictoirement à l'égard des autres parties, lesquelles sont présentes et ont été entendues dans leurs dires, moyens et observations ; — Attendu qu'il n'est pas établi que les propriétés sises lieudit *la route d'Abbeville*, à Hardinval-lès-Henn, dont il est question en l'exploit introductif d'instance, soient bornées ; — Qu'aux termes de l'article 646 du Code civil, tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés conti-

guës ; que cette condition de contiguïté des immeubles des parties n'est pas méconnue et est même constante ; — Attendu qu'avant de faire droit à la demande en bornage dont s'agit, il est nécessaire de déterminer les conditions dans lesquelles il devra avoir lieu, ce qui nécessite des vérifications et des opérations géométriques pour lesquelles le concours d'un expert nous est indispensable ; — Par ces motifs : — Ordonnons avant faire droit, sauf à procéder ultérieurement à toutes visites de lieux qui seraient jugées utiles, que, par M. Biou, géomètre à Doullens, que nous commettons d'office à cet effet, et serment préalablement prêté par lui, conformément à la loi, il sera procédé à une expertise en vue de rechercher les bases d'après lesquelles il y aura lieu d'effectuer la délimitation des propriétés dont le bornage est demandé, et de préparer les opérations de ce bornage ; — Disons et ordonnons que les parties remettront leurs titres de propriété et tous autres documents utiles à cet expert, lequel les entendra, leur fera préciser leurs prétentions respectives, et les conciliera si faire se peut, sinon fera toutes vérifications,

et procédera à toutes opérations d'arpentage nécessaires, en présence des parties ou elles dûment appelées par exploit d'huissier, ou intimées contradictoirement ; sur son procès-verbal, indiquera les contenance et les limites d'après la jouissance actuelle, si elle est plus qu'annale, et celles qu'assignent ou semblent assigner aux immeubles à borner les titres des parties et le cadastre ; nous donnera son avis motivé sur le mode de délimitation qui lui paraîtrait devoir être adopté, et dressera de ses opérations un rapport qu'il déposera au greffe de cette justice de paix, en figurant, sur un plan coté, inséré ou joint à ce rapport, la configuration et les limites actuelles desdits immeubles, ainsi que les modifications que son projet de délimitation leur ferait subir, et les emplacements des bornes qui seraient à planter si ce projet devenait définitif ; — Disons qu'en cas d'empêchement de l'expert commis, il sera remplacé par nous, sur requête de la partie la plus diligente ; que la partie qui aura présenté cette requête fera notifier aux autres parties engagées dans l'instance ; — Continuons la cause au mercredi 7 septembre prochain, dix heures du matin, à notre audience ordinaire, à laquelle les parties sont d'ores et déjà intimées à comparaître, pour être, à cette audience, par elles conclu et par nous procédé ou statué ainsi qu'il appartiendra, tous droits, moyens et dépens réservés ; — Et mettons Dehay, huissier audencier de cette justice de paix, pour signifier le présent jugement à la dame veuve Royon, défaillante, avec dénonciation des jour et heure

que l'expert aura fixés pour son opération, et sommation d'assister à l'expertise. »

Observations. — Bien que ce jugement ne soit qu'un interlocutoire, et ne contienne aucune solution de pur droit, nous avons cru devoir le publier, parce qu'il peut servir de formule en cas pareil, et qu'il définit très exactement la mission que le juge doit confier à l'expert en matière de bornage. Lorsque le juge ne se transporte pas de sa personne sur les terrains à borner, il est utile que l'expert nommé trouve, dans le jugement même qui le commet, l'indication complète des opérations dont il est chargé et des pouvoirs dont il est investi. A ce point de vue, le jugement de M. le juge de paix de Doullens nous paraît très net et très complet.

Justice de paix du canton de Montredon
(Tarn).

Président : M. BALMELLE, juge de paix.

29 août 1892.

Eaux. — Réservoir. — Acte de partage.
Action possessoire. — Haie. — Distance légale. — Passage. — Interprétation de titre. — Rejet de la demande.

Lorsque, aux termes d'un acte de partage, un demandeur au possessoire ne doit avoir la jouissance des eaux d'un réservoir que pendant deux jours de la semaine, les actes de jouissance desdites eaux, en dehors des deux jours qui lui sont réservés, ne peuvent lui faire acquérir une possession utile pour les autres jours de la semaine.

Dans ces conditions, une possession annale, exercée contrairement aux pres-

criptions de l'acte de partage, devrait être considérée comme étant de pure tolérance et entachée de précarité.

Lorsque le titre présente une lacune, il n'appartient pas au juge du possessoire d'interpréter le titre.

Ainsi décidé par jugement de M. le juge de paix de Montredon, en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement préparatoire du 30 mai dernier, ordonnant transport sur les lieux, enquête et contre-enquête; vu nos procès-verbaux de visite des lieux et d'audition de témoins, des 21 juillet et 14 août, ces trois documents enregistrés; — Attendu que par citation du 25 mai, visée dans notre précédent jugement ci-dessus rappelé, le sieur Gantel intente une action possessoire avec dommages-intérêts contre les époux Cros, motifs pris : 1° de ce que contrairement aux prescriptions d'un acte de partage entre les hoirs Bruniquel, retenu par M^e André, ex-notaire à la Bessonie, le 23 novembre 1883, les époux Cros se sont permis, depuis moins d'an et jour, de détourner journellement, à son préjudice, les eaux du réservoir n° 2 pour les faire servir à l'irrigation du lot n° 2, attribué dans ledit acte à la dame Jeanne Bruniquel, épouse Cros, ledit acte contenant réglementation des eaux de tous les réservoirs entre parties intéressées; — 2° De ce que les époux Cros se sont en outre permis de planter, depuis moins d'an et jour, une haie d'aubépine ayant pour objet de séparer les prairies du deuxième lot d'avec celles du troisième lot, non seulement à une distance moindre que celle prescrite par les règlements,

mais encore avec empiétement sur la propriété du demandeur, et ensuite de pratiquer un passage au fond de leur parcelle n° 249, pour passer avec vaches jointes ou libres sur le pré du requérant n° 250; — En ce qui touche les trois derniers griefs : attendu qu'il résulte de notre procès-verbal de visite des lieux que les époux Cros ont reconnu que le sentier de pied qui met en communication le n° 249 avec le n° 250, établi par l'acte de partage précité et sur lequel les époux Cros avaient cru pouvoir y passer avec vaches attelées ou libres, n'est à leur usage que dans la direction du n° 250 et non dans celle du réservoir n° 3, cette dernière ne leur étant permise que pour le service et l'usage des eaux dudit réservoir n° 3, les jours seulement où les eaux leur appartiennent, c'est-à-dire du jeudi à 6 heures du soir au dimanche 6 heures du matin; — Que les époux Cros, quelques jours avant notre arrivée sur les lieux, avaient arraché la haie vive qu'ils avaient plantée même dans la rigole qui sépare le troisième lot du second, ayant reconnu qu'elle n'était point à la distance réglementaire de 50 centimètres; que cette rigole séparative des lots ci-dessus, contrairement aux allégations du demandeur, ne présentait aucune déviation d'une borne à l'autre; que tous les faits n'ayant occasionné aucun dommage appréciable, les parties se sont déclarées, en notre présence, satisfaites; — En ce qui concerne les eaux du deuxième réservoir, sur lesquelles l'action possessoire du sieur Gantel contre les époux Cros se localise par suite de l'accord intervenu

entre parties sur tous les autres chefs de la demande : — Attendu que l'usage des eaux pour l'irrigation des prairies des divers lots (partage Bruniquel) a été réglementé dans l'acte de partage du 25 novembre 1883; qu'il est dit dans cet acte de partage que le réservoir n° 2 recevra les égouts supérieurs pendant deux jours de la semaine, du lundi matin 6 heures au mercredi matin même heure, pendant lesquels jours les eaux de ce réservoir serviront, à l'aide d'une rigole, à arroser les troisième et quatrième lots; — Attendu que le sieur Gantel, devenu acquéreur des troisième et quatrième lots par acte devant M° Farone, notaire à la Bessonie, les 1^{er} et 8 janvier dernier, ne peut disposer et se servir des eaux du réservoir n° 2 que pendant les deux jours où les eaux lui appartiennent en vertu de l'acte de partage précité, c'est-à-dire du lundi matin, 6 heures, au mercredi matin à pareille heure; que tous actes de jouissance desdites eaux, en dehors des deux jours qui lui sont réservés dans ledit acte de partage, ne peuvent lui faire acquérir une possession utile et efficace pour les cinq jours restants de la semaine où lesdites eaux n'étant distribuées à aucun des copartageants, semblent dès lors devoir se déverser dans le réservoir n° 3 par la rigole qui le relie avec le réservoir n° 2; — Que, dans ces conditions, une possession, bien qu'annale, ne pourrait avoir un caractère légal, attendu qu'elle aurait été exercée contrairement aux prescriptions dudit acte de partage, c'est-à-dire à titre de tolérance et par conséquent entachée du vice

absolu de précarité qui fait obstacle à la plainte; — Que partant, l'action possessoire *Gantel* se trouve réduite et ramenée à la simple question de savoir si, pendant les deux jours où les eaux du réservoir n° 2 appartiennent au demandeur en vertu du règlement d'eau stipulé dans l'acte de partage du 25 novembre 1883, les époux Cros l'ont troublé dans sa possession et jouissance desdites eaux; — A cet effet, attendu qu'il résulte de notre procès-verbal d'enquête, contenant la déposition du témoin Calmet Pierre et l'aveu formel du demandeur, que pendant les deux jours indiqués ci-dessus, où les eaux du deuxième réservoir appartiennent à ce dernier, les époux Cros ne les ont jamais prises et n'ont pu, conséquemment, le troubler dans sa possession et jouissance desdites eaux; — Attendu donc que le trouble dont se plaint Gantel n'existe point quant aux deux jours où les eaux du réservoir n° 2 lui sont réservées et ne pourrait même s'appliquer à une possession précaire, que le demandeur pourrait avoir des eaux du réservoir n° 2 pendant les cinq jours où les eaux ne sont attribuées à aucun des intéressés; que l'acte de partage prémentionné présente en cet endroit une lacune qui donne lieu à interprétation échappant à notre compétence; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et à charge d'appel, tous droits au pétitoire demeurant réservés, déclarons le sieur Gantel mal fondé dans sa demande, l'en débouons et le condamnons à la moitié des frais et dépens liquidés en totalité à....., l'autre moitié est mise à la charge des époux Cros pour avoir agi, ainsi

qu'ils en ont convenu, sans droit ni autorisation sur la propriété du demandeur. »

Observations. — Aux termes de l'article 2240 du Code civil, on ne peut prescrire contre son titre, d'où il résulte que, lorsque le titre ne réserve à un propriétaire la jouissance de certaines eaux que pendant deux jours de la semaine, ce dernier ne peut acquérir par prescription, c'est-à-dire même par une longue possession, l'usage et la propriété de ces eaux pour tous les autres jours. La possession même annale, pendant ces autres jours, est donc inopérante, précaire, et par suite ne peut servir de base à la complainte, s'il est démontré que le demandeur au possessoire n'a jamais été troublé dans la jouissance des eaux pendant les jours que lui réservait le titre, il n'a pas subi de préjudice, il n'a pas subi de trouble dans la part utile de sa possession, et par suite l'action doit être rejetée. Jugé dans le sens de la présente décision que les actes de pure tolérance ne peuvent servir de titre à une action possessoire; Cass., 6 juin 1866, *ANNALES* 1867, p. 264. Or, ce n'est évidemment que par suite d'une tolérance des autres ayants droit qu'un d'entre eux a pu jouir des eaux, en dehors des jours que lui réservait l'acte de partage.

Justice de paix du cant. de Saint-Savin (Vienne).

Président: M. HILLAIRET, juge de paix.

15 avril 1892.

Action possessoire. — Procès-verbal. — Fossé. — Chemin. — Possession. — Présomption de propriété. — Possession non prouvée. — Rejet de la demande.

Le demandeur au possessoire a la charge de prouver, autrement que par des présomptions simples, la possession annale dont il se prévaut pour justifier sa demande.

Une simple présomption de propriété exclusive du sol litigieux ne constitue pas une preuve suffisante de possession annale.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit ci-après analysé et l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 25 mai 1838; — Ouï MM. Bavoul (mandataire de la demanderesse) et L... (maire de la commune défenderesse), en leurs dires, explications et conclusions respectifs; — Attendu que par exploit de Chagnon, huissier à Saint-Savin, en date du 12 mars dernier, M^{lle} D... (demanderesse) a fait citer à comparaître [à notre audience du 18 du même mois, L... en sa qualité de maire de la commune de M... pour : — « Considérant, ainsi qu'il « est dit en l'exploit, que la demanderesse possède aux Vaux un terrain qui confronte, au nord... et « au midi, *Del...*; — Qu'en décembre « dernier, M^{lle} D..., ayant fait relever « le fossé qui longe le chemin de « Lussais, L..., comme maire, pré- « tendant qu'elle interceptait ainsi

« un chemin public, l'invita à dé-
 « molir le fossé de la largeur du
 « chemin public qui, d'après lui,
 « partirait de la route de Lussais
 « et longerait les taillis de M... au
 « levant, pour remonter ensuite
 « à angle droit au midi, le long de
 « la pièce de terre de la requérante ;
 « — Que cette dernière n'ayant
 « pas obéi à cet avertissement,
 « M. le maire lui a fait dresser
 « procès-verbal par le garde cham-
 « pêtre de la commune, pour con-
 « travention à l'article 3 de l'arrêté
 « municipal du 5 novembre 1882,
 « ce qui constitue un trouble à sa
 « possession et jouissance annale
 « et plus qu'annale de cette portion
 « de sa pièce de terre : — 1° Voir
 « dire que M^{lle} D... sera maintenue
 « dans la possession annale de
 « la partie de sa pièce de terre à tort
 « prétendue chemin public ; — 2° Voir
 « dire que c'est à tort et sans droit
 « qu'elle a été troublée dans cette
 « possession par M. le maire ; qu'il
 « sera fait défense à ce dernier de
 « l'y troubler à l'avenir ; 3° Voir
 « dire que, dans la huitaine du ju-
 « gement à intervenir, il sera tenu
 « de faire relever le fossé abattu par
 « la commune, à peine de 20 francs
 « de dommages-intérêts par chaque
 « jour de retard ; — 4° Voir dire
 « dans tous les cas que M^{lle} D...
 « sera autorisée à le faire relever,
 « mais aux frais de la commune ;
 « — 3° S'entendre, M. le maire,
 « condamner aux dépens. » — At-
 tendu qu'à cette première audience,
 B... a complété et expliqué les
 conclusions ci-dessus de sa man-
 dante, en ajoutant qu'elle doit être
 présumée avoir la propriété exclu-
 sive de la partie du terrain en ques-
 tion, en vertu de l'article 546 du

Code civil ; que cette présomption
 entraîne avec elle présomption à
 son profit de la possession exclu-
 sive annale, comme ayant été ac-
 quise, tout au moins, par sa seule
 volonté, et que dès lors elle n'a
 plus rien à prouver pour justifier
 la possession dans laquelle elle de-
 mande à être maintenue ; la preuve
 de la possession annale contraire
 étant à la charge de la commune ;
 — Attendu que M. le maire n'ayant
 pas comparu à cette audience,
 M. B... a requis défaut contre son
 adversaire et sollicité l'adjudication
 de ses conclusions ; — Mais attendu
 que notre religion ne se trouvant
 pas suffisamment éclairée, nous
 avons, comme c'était notre droit et
 aussi notre devoir, renvoyé la cause
 à notre audience du 8 avril courant
 pour (est-il dit au plume) plus
 amples renseignements et jugement
 s'il y a lieu ; — Attendu qu'à cette
 deuxième audience, MM. B... et L...
 étant présents, nous avons prié le
 premier de développer et appuyer
 ses conclusions en présence de son
 adversaire qui y répondrait, mais
 qu'il a obstinément refusé de rou-
 vrir le débat, s'en rapportant à ses
 conclusions prises au fond à l'au-
 dience précédente et réclamant
 un jugement de défaut ; — Attendu
 que, trouvant la demande insuffi-
 samment justifiée, nous avons prié
 M. B... (ce qui figure au plume) de
 répondre à diverses questions
 que nous avions à lui poser, et de
 nous dire s'il voulait prouver la
 possession de sa mandante par en-
 quête, et qu'il nous a dit ne vouloir
 pas répondre à nos questions quelles
 qu'elles fussent, qu'il était inutile
 de les lui poser ; qu'il n'avait pas
 non plus à corroborer par une en-

quête la possession annale et exclusive en question ; que si nous ne la trouvions pas suffisamment établie, nous n'avions qu'à débouter M^{lle} D... de sa demande, et qu'il a refusé également de nous remettre par écrit des conclusions qui ont tout au moins l'avantage de permettre au juge de ne rien oublier de ce qui lui est demandé ; — Attendu que, de son côté, M. L..., en présence de l'attitude de son adversaire, a conclu à ce que M^{lle} D... fût purement et simplement déboutée de sa demande, qu'elle ne justifie pas, et condamnée aux frais, et que pour expliquer sa non-comparution à la première audience, il a déclaré d'abord qu'il croyait l'audience à une heure du soir au lieu de midi ; mais que, fût-il arrivé assez tôt, il n'eût pu comparaître utilement, parce qu'il avait besoin, pour défendre, de l'avis du conseil municipal, en conformité de l'article 61 de la loi municipale du 5 avril 1884, avis qu'il n'avait encore pu obtenir, étant donné le peu de jours séparant la date de la citation de la première audience ; — Attendu que, dans ces conditions, il y a lieu d'examiner, uniquement au point de vue possessoire, les seuls arguments fournis par M. B..., afin de déterminer s'ils sont ou non probants, mais qu'il convient d'observer tout d'abord que M. Del..., propriétaire limitrophe du prétendu chemin, en face de la demanderesse, pouvait tenir, et avec autant de raison qu'elle, le même langage, et que, dans ce cas, la prétendue présomption de propriété exclusive de M^{lle} D... s'évanouirait ; que dès lors, d'après son raisonnement même, on ne s'expliquerait pas

comment elle peut aujourd'hui revendiquer la possession exclusive du terrain litigieux ; — Attendu, du reste, que la présomption de propriété invoquée par M^{lle} D..., comme base de sa possession, ne nous semble pas justifiée et fondée ; qu'en effet, elle paraît faire abstraction des articles 1 et 3 de la loi du 20 août 1881, qui règlent d'une façon spéciale et formelle la présomption de propriété pour les chemins ruraux en général, en établissant par son article 1^{er} que cette présomption existe en faveur des communes pour les chemins ruraux affectés à l'usage du public et en faveur des riverains et non d'un seul, pour les chemins et sentiers d'exploitation, et que, dans l'espèce, le caractère public ou privé du chemin litigieux n'est pas déterminé ; qu'il suit donc que M^{lle} D... ne peut, quant à présent, se prévaloir de ces deux articles ni de l'article 546 du Code civil pour établir qu'elle possède à titre de propriétaire, mais que, le pourrait-elle, cette présomption de propriété n'entraînerait pas *ipso facto* cette conséquence ; qu'elle serait, comme elle le prétend, en possession exclusive et annale du sol du chemin dont s'agit ; qu'en effet cette possession qui impliquerait, du moins au début, des actes de sa part, resterait toujours à établir, et que, comme demanderesse, la charge lui en incomberait et qu'elle ne saurait dire utilement qu'elle possède par sa seule volonté, la possession annale ne s'acquérant pas de cette façon, mais pouvant seulement se conserver ainsi quand elle a été une fois acquise effectivement ; — Attendu qu'il découle de ce qui pré-

cède que la possession exclusive et annale de M^{lle} D... a besoin d'être prouvée; que c'est bien à elle à fournir cette preuve; qu'elle ne l'a pas fait et que son mandataire a catégoriquement refusé de la faire à la précédente audience; — Attendu que le défendeur a comparu à la deuxième audience; qu'il a conclu lui aussi, et que dès lors le jugement à intervenir doit bien être contradictoire; — Attendu enfin que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens et que la cause a été renvoyée à l'audience de ce jour, 15 avril 1892, pour le prononcé du jugement; — Statuant contradictoirement et en premier ressort, disons M^{lle} D... non recevable et en tout cas mal fondée en sa demande qui n'est pas justifiée et que conteste absolument le défendeur; — En conséquence, déboutons la demanderesse purement et simplement de tous les chefs de sa demande et la condamnons en tous les frais et dépens de l'instance. »

Observations. — Pour motiver l'action possessoire, il ne suffit pas au demandeur d'établir qu'il existe en sa faveur une présomption de propriété exclusive du terrain litigieux. Il faut encore qu'il prouve qu'il a exercé depuis an et jour des actes de possession effective, la possession pouvant se continuer par la seule intention, mais à la condition qu'elle ait au moins été commencée et pratiquée en fait depuis plus ou moins longtemps. La demanderesse se refusait à justifier d'aucuns faits de possession antérieurs au trouble. C'est donc avec raison que le juge saisi l'a déboutée de sa demande.

Just. de paix du 2^e canton de Montpellier (Hérault).

Président : M. MAURIN, juge de paix.

16 septembre 1892.

Aveu. — Indivisibilité. — Payement.

Preuve. — Livres de commerce.

Quelque graves que soient les présomptions de sa légitimité, la demande d'un commerçant basée uniquement sur ses livres et non établie par aucun genre de preuve ne saurait être accueillie, si elle ne résulte que de l'aveu du défendeur qui, tout en reconnaissant avoir reçu les marchandises, déclare en même temps qu'il les a payées. Il y a lieu dans ce cas à l'application de l'indivisibilité de l'aveu et au renvoi du défendeur des fins de la demande.

Lorsque au contraire, l'existence de la créance est susceptible d'être établie autrement que par la production des livres et notamment par un écrit émanant du défendeur, celui-ci perd le bénéfice de son aveu et ne peut échapper à une condamnation qu'en rapportant la preuve positive de sa libération.

Ainsi jugé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Plagniol a fait actionner les mariés Bonnel en payement de la somme de 199 fr. 85, montant de marchandises à eux vendues et livrées; — Qu'en défense à cette demande, les mariés Bonnel soutiennent, savoir : la dame Bonnel, qu'elle a effectivement reçu lesdites marchandises, mais qu'elle les a payées, bien que ne pouvant justifier ce payement par quittances; le sieur Bonnel, qu'il ne doit rien au sieur Plagniol, n'ayant jamais fait à celui-ci aucune commande et n'ayant jamais reçu livraison d'aucune marchandise; — En ce qui

concerne la dame Bonnel : — Attendu que, si la demande du sieur Plagniol n'était établie que par l'aveu de ladite dame, elle ne pourrait évidemment être accueillie, tenant l'indivisibilité de l'aveu ; — Mais que le sieur Plagniol prétend prouver autrement que par l'aveu de la dame Bonnel qu'il a été réellement son créancier, et que par suite celle-ci doit rapporter la preuve positive de sa libération ; — Qu'il s'agit donc d'examiner les genres de preuve invoqués par le sieur Plagniol ; — Attendu que les marchandises, dont le paiement est réclamé, ont fait l'objet de cinq envois se montant : le premier, du 29 mars 1888, à 30 fr. 60 ; le second, du 25 avril suivant, à 2 fr. 60 ; le troisième, du 27 du même mois, à 38 fr. 60 ; le quatrième, du 1^{er} octobre suivant, à 91 fr. 40 ; le cinquième, du 3 avril 1889, à 36 fr. 25 ; — Attendu, relativement aux trois premiers envois, sonnante ensemble pour 71 francs, que le sieur Plagniol appuie sa demande sur les constatations de ses livres et sur la production d'une lettre de la dame Bonnel, en date du 12 mai 1889, enregistrée à Montpellier le 16 septembre courant, n^o 30, c^o 3, par le receveur Montlahue, qui a perçu les droits, dans laquelle lettre la dame Bonnel sollicite le report à une date indéterminée du mandat qui devait être fournie sur elle le 15 mai pour la somme susdite ; — Attendu que cette missive constitue une reconnaissance certaine de la dette, en même temps qu'elle exclut tout paiement ; — Que la créance du sieur Plagniol étant ainsi établie en dehors de l'aveu de la dame Bonnel, et cette dernière ne justifiant point de sa libération, il y a lieu de passer

outre à la condamnation sur ce point ; — Attendu, quant aux deux derniers envois, sonnante ensemble pour 127 fr. 25, que Plagniol fonde uniquement son action sur ses livres de commerce et particulièrement sur des carnets constatant la remise à la Compagnie des chemins de fer, aux dates indiquées, de ballots expédiés en gare de Bédarieux, à l'adresse de Cazals, roulier à Olargues, chargé, paraît-il, de remettre aux destinataires, parmi lesquels étaient les mariés Bonnel, les paquets les concernant ; — Attendu que les énonciations et mentions contenues dans ces livres militent sans doute en faveur de la légitimité de sa demande, alors surtout qu'à l'encontre de la prétention de paiement émise par la dame Bonnel il est établi que ladite dame ne payait les fournitures qui lui étaient faites que d'une saison à l'autre, sollicitant toujours des délais ; que d'autre part il est permis de douter que la dame Bonnel se soit libérée de ces deux derniers envois, tandis qu'elle n'avait point payé les trois précédents ; — Mais que, quelque graves que soient ces présomptions, elles ne sont pas suffisantes pour suppléer à une preuve écrite et créer un titre au demandeur ; — Attendu en effet, qu'aux termes de l'article 1329 du Code civil, les registres des marchands ne font point contre les personnes non marchandes preuve des fournitures qui y sont portées ; — Que la créance du sieur Plagniol relativement aux deux livraisons dont s'agit n'étant pas établie par un écrit émanant de la dame Bonnel ni par un des moyens de preuves admis par la loi, il y a lieu à l'application de l'indivisibilité

de l'aveu, et comme conséquence au renvoi de la défenderesse des fins de la demande sur ce chef ; — En ce qui concerne le sieur Bonnel : — Attendu que l'action du sieur Plagniol contre lui ne s'appuie sur aucun écrit ; — Que ledit Plagniol invoque vainement les énonciations de ses livres mentionnant le sieur Bonnel comme acheteur et comme destinataire des marchandises ; — Que ces énonciations et mentions, bien que constituant des présomptions graves et de même nature que celles relevées à l'encontre de la dame Bonnel, avec laquelle le sieur Bonnel, qui n'a contracté mariage qu'en 1891, vivait en commun à l'époque des fournitures, ne sont pas toutefois, comme il a été dit ci-dessus, suffisantes pour établir une créance contre ledit Bonnel, dont les dénégations ne peuvent être combattues par la preuve testimoniale, s'agissant d'une somme supérieure à 150 francs ; — Sur les dépens : — Attendu que la dame Bonnel, étant débitrice, doit les supporter en entier, y compris le coût de la citation au sieur Bonnel, dont la présence était nécessaire comme mari ; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort : — Condamnons la dame Bonnel à payer au sieur Plagniol, avec intérêts légitimes, la somme de 71 fr., pour le montant des marchandises à elle vendues et livrées les 29 mars, 25 avril et 27 avril 1888 ; — Rejetons le surplus des demandes du sieur Plagniol, tant contre ladite dame que contre le sieur Bonnel ; — Condamnons la dame Bonnel aux dépens. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à la jurisprudence souvent citée dans ce BULLETIN.

Tribunal de simple police du canton
de Magny-en-Vexin
(Seine-et-Oise).

Président : M. BOURUT, juge de paix.

17 septembre 1892.

Police du roulage. — Défaut de plaque métallique. — Indications peintes sur la voiture non admises comme équivalents. — Contravention.

Commet la contravention prévue et punie par l'article 7, titre II, de la loi du 30 mai 1851 sur la police du roulage, le propriétaire d'une voiture circulant sur les voies publiques, qui ne s'est pas strictement conformé aux prescriptions de l'article 16 du décret réglementaire du 10 août 1852.

Une enseigne, portant en légende le nom, la profession et le domicile du propriétaire de la voiture, peinte sur les deux côtés de la voiture, ne satisfait pas au vœu de la loi dont les termes sont impératifs.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Vu et lu à l'audience un procès-verbal dressé par Colombain, gendarme à cheval à la résidence de Magny, le 31 août dernier ; — Après avoir entendu le ministre public en ses réquisitions et les contrevenants Bohard et Bèche, ce dernier maître du précédent, en leurs explications ; — Attendu que le défaut de plaque métallique constaté par le gendarme Colombain, sur la voiture du sieur Bèche, qui était conduite par le nommé Bohard ; n'est pas contesté, mais que, pour

justifier la demande de relaxe qu'il sollicite pour lui et son domestique, Bèche allègue que la voiture destinée à la livraison de ses marchandises, qui circulait sur la route nationale n° 14, au moment où le gendarme rédacteur a verbalisé, portait en légende, en gros caractères : *Bèche, épicier, à Marines (Seine-et-Oise)*, et qu'étant seul de ce nom à Marines, il croyait avoir satisfait au vœu de la loi ; qu'au surplus, pour le cas où on ne croirait pas devoir le renvoyer indemne de la poursuite, il sollicitait le privilège des circonstances atténuantes, à raison de son absolue bonne foi ; — Mais attendu que les termes de l'article 16 du décret du 10 août 1852 étant impératifs, il en résulte que l'obligation d'avoir sur les voitures une plaque métallique est indiscutable, et que les indications relatives aux nom, prénoms, profession et domicile, du propriétaire, sont de rigueur ; — Que le défaut absolu de plaque étant établi, on ne saurait admettre qu'une plaque puisse être remplacée par une enseigne même peinte sur la voiture, ayant le caractère d'une réclame commerciale, et qu'au surplus, en admettant même la thèse des contrevenants, le défaut de prénoms sur la voiture de Bèche étant établi de l'aveu même de ce dernier, la contravention existe ; — Que la Cour de cassation a décidé en effet, le 21 août 1873, qu'une plaque irrégulière, parce que les prénoms du propriétaire seraient omis, ne pourrait être déclarée suffisante, alors même que les indications qui y seraient contenues ne permettraient aucun doute sur l'individu qu'elle désignerait ; — Que c'est le cas pour nous d'appliquer cette juris-

prudence ; — Vu la loi du 30 mai 1851, art. 2, § 1, n° 4, 3 et 7 ; le décret réglementaire du 10 août 1852, art. 16 ; — Par ces motifs, admettant les circonstances atténuantes ; — Jugeant en dernier ressort et en matière de simple police ; — Condamne solidairement Bohard et Bèche chacun en 1 franc d'amende et en tous les dépens. »

Observations. — Chacune des prescriptions de l'article 16 du règlement d'administration publique du 10 août 1852 doit être rigoureusement observée. Ainsi il y a contravention punissable : si la plaque n'est pas en métal, si elle occupe un emplacement autre que celui qui lui est assigné, si la hauteur des caractères est moindre que celle réglementaire, etc. — Voir Cass., 21 août 1854, ANNALES 1855, p. 90 ; Cass., 21 août 1873, ANNALES 1874, p. 14 ; DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v° *Police du roulage* ; Guilbon, *Traité de la police du roulage*, p. 130 et 131.

Justice de paix du canton d'Anglure
(Marne).

Président : M. BOUCHEZ, juge de paix.

3 et 31 mars 1892.

Vente. — **Condition.** — **Supplément de prix.** — **Compétence.** — **Déclinatoire.** — **Acte de commerce.** — **Rejet de l'exception.** — **Enquête.**

Le particulier, non commerçant, qui traite avec un commerçant peut, en cas de contestation, saisir, à son choix, la juridiction civile ou la juridiction commerciale.

Le juge de paix est compétent pour connaître d'une demande tendant au paiement d'une somme de 40 francs,

bien que la convention originaire soit supérieure à 200 francs, alors que la somme restant due, inférieure à ce chiffre, est seule contestée.

Les aveux et reconnaissance faits par une partie dans le cours des débats et consignés dans un procès-verbal d'enquête constituent un commencement de preuve par écrit, qui autorise l'admission de la preuve testimoniale jusqu'à 150 francs.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

S... a fait citer O..., marchand de bestiaux, pour :

« Attendu que le 20 septembre dernier, il lui a vendu verbalement une vache sous poil cendré, moyennant 220 francs payés comptant; mais avec condition que, si la vache venait à faire veau (alors qu'elle était pleine de quatre mois et demi), O... payerait une nouvelle somme de 40 francs; — Attendu que la vache, revendue au sieur C..., a fait veau dans le courant de février; — S'entendre condamner à payer les 40 francs, intérêts et dépens. »

A l'audience du 3 mars 1892, O... pose les conclusions suivantes :

« Attendu que le concluant est commerçant; qu'il est patenté marchand de vaches; — Qu'en achetant la vache de S..., il a fait un acte de commerce; que, par suite, le Tribunal est incompétent pour connaître de la demande du sieur S...; Par ces motifs, se déclarer incompétent; renvoyer la cause et les parties, etc. » — Jugement :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Statuant sur l'incident : — Vu l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838; — Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, de l'exécution d'une obligation conditionnelle, subordonnée autrefois à

l'accomplissement d'un événement qui serait aujourd'hui accompli (1168 du Code civil); — Attendu que la demande est de 40 francs; que si elle se rattache à une transaction d'un prix plus élevé, elle en est parfaitement distincte, et que, d'ailleurs, la première transaction n'est pas mise en question; que cette demande ne surpasse donc pas la compétence ordinaire des juges de paix; — Vu l'article 638 du Code de commerce; — Attendu que le demandeur est cultivateur; que son action est le résultat et la suite de la vente d'une vache provenant de son exploitation, qu'il ne s'agit donc là, en aucune façon, d'un acte de commerce de sa part; — Considérant qu'il ne peut être soumis malgré lui à la juridiction commerciale, pas plus en demandant qu'en défendant; — Attendu, au contraire, qu'il est de principe, d'après une jurisprudence constante, que le particulier non commerçant qui traite avec un commerçant peut, à son choix, en cas de contestation, saisir la juridiction civile ou la juridiction commerciale (Cass., 21 juillet 1873); — Attendu, par conséquent, que S... n'a fait qu'user d'un droit incontestable en portant sa demande devant nous; — Que, dès lors, O... n'est pas recevable dans l'exception d'incompétence par lui soulevée, et fondée sur ce qu'il serait, au cas dont s'agit, justiciable du Tribunal de commerce; — Par ces motifs, nous déclarons compétemment saisi; — Et avant faire droit au fond : — Attendu que les parties sont contraires en faits dont la preuve est utile et admissible; — Attendu que le demandeur articule,

pose en fait et offre de prouver :
 1° Qu'en prenant livraison et en payant le prix de la vache, pleine de quatre mois et demi, à la date du 20 septembre dernier, le défendeur s'est engagé à payer 40 francs si la vache venait à faire veau ; —
 2° Que l'événement s'est accompli dans le mois de février dernier ; —
 Attendu que ces faits ne sont pas reconnus par le défendeur ; —
 Disons qu'à l'audience du 17 du présent mois, jour auquel nous ajournons la cause et les parties, le demandeur fera la preuve des faits par lui articulés, la preuve contraire réservée au défendeur ; — Tous droits, moyens et dépens réservés. »

A l'audience du 17 mars, O..., par de nouvelles conclusions, déclare s'opposer à l'enquête, par la raison qu'aux termes de l'article 1344 du Code civil, la preuve testimoniale n'est pas admise, alors qu'il s'agit d'une somme restant due ou faisant partie d'une créance supérieure à 150 francs qui n'est point prouvée par écrit.

Il est passé outre à l'enquête, en présence du défendeur, sauf à statuer ultérieurement sur ses nouvelles conclusions ; puis l'affaire est mise en délibéré et le prononcé du jugement définitif ajourné au 31 mars.

Le 31 mars 1892, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En la forme : — Attendu qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, du restant d'une créance plus forte dont la preuve de l'existence serait à faire, ainsi que le défendeur l'a soutenu à tort dans ses dernières conclusions, puisque les parties sont d'accord sur l'ex-

inction de la première obligation, résultant du contrat verbal intervenu entre elles le 20 septembre dernier, obligation qui consistait, de la part de S..., à livrer une vache, et, de la part d'O..., à en payer le prix ; que, d'ailleurs, l'existence, puis l'extinction de cette première obligation sont palpables, puisque, d'une part, il est prouvé que O... a, depuis, revendu cette vache au sieur C..., qui la possède encore, et que, d'autre part, S... reconnaît en avoir reçu le prix, soit 220 francs ; — Attendu, enfin, qu'à plusieurs reprises, dans le cours des débats, et notamment à la dernière audience publique, le sieur O... a reconnu hautement avoir acheté une vache à S..., le 20 septembre dernier, et en avoir payé le prix ; qu'il ne conteste pas que cette vache est bien celle qu'il a revendue depuis au sieur C... ; — Attendu que S... réclame une somme de 40 francs, que le défendeur se serait engagé à lui verser si la vache, pleine de quatre mois et demi au moment du marché, venait à faire veau dans le délai normal (naturel, ce qui est dénié par O... ; — Qu'il s'agit donc ici d'une autre obligation conditionnelle indépendante de la première, et dont l'exécution était soumise à une condition supérieure prévue et autorisée par la loi (1181 du Code civil) ; — Attendu, d'ailleurs (ce qui n'est pas), que, lors même que les deux obligations seraient indivisibles au point de vue de la preuve testimoniale, en raison de ce qu'elles résulteraient d'un seul et unique contrat, devant, par son chiffre supérieur à 150 francs, être prouvé par écrit, les aveux et reconnaissances faits par le sieur O...

dans le cours des débats, et consignés dans notre procès-verbal d'enquête, constituent bien certainement un commencement de preuve par écrit; que ce principe est de jurisprudence constante, et consacré notamment par un arrêt de la Cour de cassation du 5 avril 1864; — Attendu qu'aux termes de l'article 1347 du Code civil, les règles sur la preuve testimoniale, établies par les articles 1344 et suivants du même Code, reçoivent exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit; — Attendu donc que le sieur O... était bien non recevable dans sa seconde exception, conçue comme la première, par esprit d'obstruction, à défaut de moyens valables à opposer à la demande; — Au fond: — Attendu que, de la déposition des témoins de l'enquête il résulte la preuve certaine de l'existence de l'obligation conditionnelle dont il s'agit, et de la réalisation de la condition suspensive à laquelle cette obligation était soumise; — Attendu que le sieur O... n'apporte pas la preuve contraire et que son attitude depuis le commencement des débats de la cause et ses moyens peu sérieux de défense feraient présumer le bien fondé de la demande dirigée contre lui, si cette demande n'était déjà légalement et pleinement justifiée; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort: — Condamnons O... à payer à S... la somme de 40 francs pour les causes ci-devant exprimées, ensemble aux intérêts du jour de la demande et en tous les dépens. »

Observations. — Un cultivateur qui vend ses blés ou ses bestiaux ne

fait pas acte de commerce, et n'est pas justiciable des Tribunaux de commerce, alors même qu'il a traité avec un commerçant. Sur ce point, la jurisprudence est depuis longtemps fixée. Le commerçant assigné par lui devant la juridiction civile ne peut donc demander le renvoi de la contestation devant les juges consulaires. Le demandeur non commerçant a seul le droit d'assigner à son choix devant le Tribunal de commerce ou devant le Tribunal civil. C'est ce qui a été décidé par plusieurs arrêts, et notamment par l'arrêt de cassation du 21 juillet 1873, cité dans la sentence. — Les autres solutions du jugement sont également exactes.

Justice de paix du canton de Ribécourt (Oise).

Président : M. PECQUET, juge de paix.

26 février 1892.

Domages aux champs. — Lapins et faisans. — Fermier de chasse. — Cahier de charges. — Action principale — Demande en garantie. — Conventions. — Compétence du juge de paix.

Le juge de paix est compétent pour connaître d'une action principale en dommages-intérêts, pour dommage causé aux champs et récoltes par le gibier, contre le fermier de chasse d'un cantonnement, et de la demande en garantie intentée par le défendeur contre un co-fermier, alors même que la demande en garantie est fondée sur une convention, si la demande principale n'excède pas 200 francs.

Ainsi décidé par le jugement suivant qui fait suffisamment connaître les faits de la cause :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement interlocutoire et en premier ressort : — Attendu que M. Lefèvre a formé contre M. Leclère une demande en paiement de la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts pour dégâts qu'il prétend avoir été causés par du gibier provenant des bois d'Ollencourt, dont la chasse est louée à mondit sieur Leclère, à la propriété de M. Lefèvre, riverain des bois dont il s'agit ; — Attendu que M. Lefèvre soutient que M. Leclère ne prend aucune mesure suffisante pour la destruction des lapins, lièvres et faisans qui pullulent dans les bois d'Ollencourt et ont ravagé sa récolte ; — Attendu que, subsidiairement, il sollicite du Tribunal une expertise à l'effet de rechercher la cause du dommage dont il se plaint, l'étendue de ce dommage, et de faire établir que les mesures d'usage pour la destruction du gibier n'ont pas été prises par M. Leclère ; — Attendu qu'en réponse à cette demande, M. Leclère se borne à soutenir qu'elle n'est pas fondée, que dans tous les cas, elle n'est pas suffisamment établie et justifiée, et subsidiairement déclare en ses conclusions ne pas s'opposer à l'expertise demandée par M. Lefèvre ; — Attendu que mondit sieur Leclère est le fermier principal du lot de chasse, cantonnement de Saint-Léger-Ollencourt, et M. Sauvage de la Martinière, cofermier dudit lot ; que par cela même M. Leclère est personnellement responsable, au regard des riverains et de la forêt, du dommage qui peut leur être causé par le gibier, conformément à l'article 23 du cahier de charges de

l'administration forestière, en date du 4 juin 1884, approuvé le 8 septembre de la même année ; — Attendu que suivant exploit de Hazard, huissier à Paris, rue du Faubourg-Montmartre, n° 33, en date du 23 janvier 1892, enregistré, M. Leclère a fait assigner mondit sieur Sauvage de la Martinière, cofermier de mondit sieur Leclère, des bois d'Ollencourt et responsable vis-à-vis de lui des dommages qui pourraient lui être réclamés en raison des dégâts causés aux riverains par le gibier, pour voir dire qu'il serait tenu de prendre les fait et cause de M. Leclère et le garantir contre l'action intentée contre lui par M. Lefèvre ; — Attendu que M. Sauvage de la Martinière ne nie pas être le cofermier de M. Leclère dans les bois d'Ollencourt ; — Attendu, d'autre part, que suivant exploit d'Ouarnier, huissier à Compiègne, en date du 12 décembre 1891, enregistré, M. Sauvage de la Martinière a fait signifier à M. Leclère « qu'il avait seul la responsabilité « des dégâts du petit gibier venant « des terres et bois dont la chasse « lui a été sous-louée par mondit « sieur Leclère, qu'en conséquence, « et sans manquer à l'esprit des « conventions, il entendait que les « demandes lui fussent transmises « dès qu'elles se produiraient, pour « aviser ensuite comme il le jugerait utile et prendre telles mesures « de contrôle que de droit ; qu'il « n'entendait rembourser à M. Leclère ou payer désormais à qui « que ce soit aucune indemnité dont « il n'aurait préalablement constaté « et admis le principe et la quotité. » — Attendu qu'en faisant citer M. Sauvage de la Martinière en garantie,

M. Leclère n'a fait que se conformer au désir exprimé par ce dernier dans l'exploit délivré à sa requête le 12 décembre 1891, déjà énoncé ; que dès lors, on ne s'explique pas comment, dans les conclusions prises en son nom, M. Sauvage de la Martinière déclare en principe décliner la responsabilité que M. Leclère veut faire peser sur lui, contrairement aux déclarations formelles par lui faites dans ledit exploit ; — Attendu que M. Sauvage de la Martinière ajoute dans lesdites conclusions que pour statuer sur le recours en garantie formé par M. Leclère, le juge de paix se trouverait dans la nécessité d'apprécier les conventions écrites par lesquelles mondit sieur Leclère a sous-loué à mondit sieur Sauvage de la Martinière le lot de chasse d'Ollencourt, et que cette appréciation échappe à la compétence des Tribunaux de paix, qu'il en conclut en conséquence à ce que le Tribunal se déclare incompetent ; — Attendu qu'il convient de remarquer que la demande formée par M. Lefèvre a pour objet le paiement d'une somme de 100 francs, montant du préjudice qu'il prétend lui avoir été causé ; — Attendu que la demande en garantie se trouve nécessairement limitée à la même somme ; que, par suite, le Tribunal de paix est compétent pour connaître à la fois de la demande principale et de la demande en garantie, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838 qui donne compétence aux Tribunaux de paix pour connaître de toutes les actions purement personnelles et mobilières en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs, et à charge d'appel jusqu'à la valeur

de 200 francs ; — Attendu qu'à la vérité il est admis par les auteurs les plus autorisés et par une jurisprudence constante, que la compétence des juges de paix en matière de dommages aux champs n'existe que dans le cas où ce dommage serait la conséquence d'un quasi-délit imputable à l'une des parties, mais qu'il n'en serait plus de même si l'action en indemnité dérivait d'une obligation civile ou s'il s'agissait d'un dommage prévu par une stipulation contractuelle ; — Attendu qu'il n'en saurait être ainsi qu'autant qu'il s'agit de la compétence exceptionnelle attribuée aux juges de paix par l'article 5 de la loi du 25 mai 1838 ; que tous les auteurs et arrêts précités se placent dans l'hypothèse où le recours en garantie, basé sur une convention écrite, serait supérieur à la somme de 200 francs ; que pour ce cas seulement ils décident que, conformément au droit commun, la connaissance de l'affaire appartient au Tribunal de première instance, mais réservent expressément la compétence du juge de paix pour le cas où le chiffre de la demande ne dépasserait pas la somme de 200 francs ; — Attendu qu'en vertu des principes ci-dessus rappelés, le Tribunal de paix est compétent pour connaître de la demande intentée par M. Leclère contre M. Sauvage de la Martinière, que le juge de paix compétent pour connaître de l'action l'est aussi pour connaître de l'exception ; — Attendu que, par suite, le Tribunal de paix est compétent pour connaître des difficultés auxquelles pourrait donner lieu, relativement au procès actuel, l'interprétation des conventions pas-

sées entre MM. Leclère et Sauvage de la Martinière, s'il en surgit par la suite, puisque actuellement M. Sauvage de la Martinière se borne à soutenir qu'il est en désaccord avec M. Leclère sur le sens desdites conventions, sans indiquer quel est l'objet de leur désaccord et sans préciser en quoi consiste la difficulté qui les divise; — Attendu que la demande introduite par M. Lefèvre n'est pas suffisamment justifiée quant à présent; qu'une expertise seule peut démontrer si cette demande est fondée, si un dommage est dû à M. Lefèvre et quelle en est l'étendue; — Par ces motifs, se déclare compétent tant sur la demande principale que sur la demande en garantie; — Avant faire droit : — Disons que par : 1° M. Sohm, brigadier forestier, demeurant à la maison forestière dite de Sempigny, terroir de Carlepont; 2° M. Nicolas Naret, cultivateur, demeurant à Carlepont; 3° et M. Coucharrière, propriétaire, demeurant à Tracy-le-Val, experts commis à cet effet, serment préalablement prêté, il sera procédé, avec l'assistance du Tribunal et sous la présidence de M. le juge de paix du canton de Ribécourt, le lundi 14 mars 1892, à neuf heures et demie du matin, à l'examen des lieux litigieux et à toutes visites ultérieures qui pourraient être reconnues nécessaires; — Disons que les experts constateront dans quelles conditions la semence a été faite, si la terre a été bien cultivée, si la semence a bien levé, s'il y a été causé des dégâts par les lapins et autres gibiers peuplant la chasse de M. Leclère; en évalueront le montant; s'il existe dans la forêt des

terriers en quantité suffisante pour favoriser la multiplication des lapins; si les lapins peuvent venir d'autres bois limitrophes, et si eu égard à la proximité de la forêt, la terre de M. Lefèvre n'est pas foncièrement soumise à certains dégâts; — Autorisons les experts à s'entourer de tous renseignements utiles et à prendre connaissance de tous titres et pièces pouvant éclairer leur religion; — Disons en outre que les experts chercheront à concilier les parties et s'ils n'y parviennent, dresseront de leurs opérations un rapport qu'ils déposeront au greffe de notre Tribunal pour être par les parties conclu et par le Tribunal statué ce qu'il appartiendra; — Disons qu'en cas d'empêchement ou de non-acceptation de la part des experts commis, il sera pourvu à leur remplacement par une ordonnance rendue au bas de la requête qui nous sera présentée à cette fin; — Dépens réservés. »

Observations. — Le juge de paix compétent pour connaître d'une demande l'est également pour connaître de l'action récursoire à laquelle elle donne lieu contre les garants. Il en est ainsi, soit que l'obligation du garant résulte des principes généraux du droit, soit qu'elle résulte d'une convention préexistante entre le garant et le garanti. Cette solution ne peut faire doute lorsque la demande rentre dans les termes de l'article 1^{er} de la loi de 1838, en ce sens que la demande originaire est personnelle et mobilière et n'excède pas 200 fr., mais en est-il de même si la demande excède ce chiffre et rentre

dans l'ordre des actions pour lesquelles le juge de paix a une compétence spéciale et plus étendue, telles que les demandes pour dommages aux champs? La question peut paraître douteuse, car le juge de paix aura à interpréter une convention dont la valeur peut être illimitée. Or, il semble que même en ce cas, le juge de paix devrait connaître de la demande en garantie, parce que la convention invoquée se rattachant à une matière sur laquelle il a une compétence étendue, il ne sort pas de ses attributions en l'interprétant. Juge de l'action, il est en même temps juge de toutes les exceptions qui peuvent être soulevées au cours du débat. Mais nous devons reconnaître que cette manière de voir n'a pas été adoptée par la Cour de cassation. Cette Cour, par plusieurs arrêts, a décidé que le juge de paix est incompétent pour connaître de la demande intentée contre un locataire du droit de chasse par le propriétaire qui lui a affirmé ce droit sur son héritage, à l'effet d'obtenir l'exécution, de l'engagement contracté par le preneur de payer tous les dégâts qui pourraient être causés par le gibier aux récoltes, alors que la demande est indéterminée ou qu'elle excède 200 francs. La Cour s'est basée, pour statuer en ce sens, sur ce que l'article 5 de la loi de 1838 n'attribue compétence illimitée aux juges de paix que lorsque l'action est basée sur un quasi-délit et non pas quand elle est fondée sur une stipulation contractuelle. Voir notamment, Cass., 11 mars 1868, 2 janvier 1879, ANNALES 1879, p. 276. La distinction que fait la Cour est certainement

contestable. En effet, il se peut très bien que la stipulation contractuelle ait eu justement pour objet de prévoir le quasi-délit du défendeur originaire ou de l'appelé en garantie, en ce sens qu'elle l'a rendu responsable au cas où il ne prendrait pas les mesures nécessaires pour éviter que le gibier ne cause du dommage aux propriétés voisines. L'action en garantie serait donc bien en ce cas fondée sur le quasi-délit en même temps que sur la convention. Quoi qu'il en soit et dans l'espèce dont était saisi M. le juge de paix du canton de Ribécourt, la demande originaire n'excédait pas 200 francs. Ce magistrat a donc pu, aux termes mêmes de la jurisprudence indiquée ci-dessus, rejeter le déclinatoire et se déclarer compétent tant sur la demande principale que sur la demande en garantie.

Justice de paix du canton de Marnamet
(Tarn).

Présid. : M. VALETTE, A. (.), juge de paix.

23 août 1892.

Fournitures de vin. — Billets à ordre. — Endos en blanc. — Protêt. — Frais frustratoires.

L'endos en blanc n'opère pas le transport. Il n'est qu'une simple procuration.

Le billet à ordre, quand il ne représente que le règlement d'une vente de vin faite au souscripteur pour des besoins personnels, ne donne pas au marché le caractère commercial, et par suite n'autorise pas le bénéficiaire ou son mandataire à grever le débiteur de frais qui ne sont prescrits qu'en matière commerciale.

Par suite, le juge de paix saisi d'une demande en paiement du billet et des

frais de protêt de ce billet, peut, tout en condamnant le souscripteur au paiement de la somme due, débouter le demandeur de sa demande en paiement du protêt.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le défendeur ne s'est ni présenté ni fait représenter à l'audience ; — Attendu que le demandeur nous a produit les titres constitutifs de sa créance, consistant en deux billets à ordre conformes aux précisions contenues en la citation, et représentant ensemble la somme de 138 fr. 30 ; — Attendu que la somme de 21 fr. 48, réclamée, en outre, pour frais précédemment exposés, représente le montant des protêts de ces billets ; — Attendu que ces billets ne portent, au dos, aucun des détails exigés par l'article 137 du Code de commerce, pour que les endossements soient réguliers ; qu'ils sont simplement signés par Dressayre ; — Attendu que, aux termes de l'article 138 du même Code, si l'endossement est ainsi irrégulièrement fait, il n'opère pas le transport, il n'est qu'une procuration ; — Attendu donc que Carayol ne peut être considéré que comme agissant au nom et pour le compte de Joseph Dressayre, à l'ordre de qui ces billets avaient été créés ; — Or, attendu que ces billets représentaient, entre Gout et Dressayre, le règlement d'une vente faite par ce dernier à Gout de vin destiné à sa consommation personnelle ; que cette transaction n'est nullement commerciale ; que Dressayre, ne pouvant être considéré comme ayant régulièrement négocié les billets de

Gout, en était lui-même légalement propriétaire au moment de l'échéance, et ne devait pas les grever de formalités et frais qui ne sont prescrits qu'en matière commerciale, et qui, sans accroître sa garantie, augmentaient injustement la dette de Gout ; — Attendu donc que le montant de ces frais ne saurait être alloué au demandeur ; — Attendu qu'en ne se présentant pas, le défendeur laisse supposer qu'il ne soulève aucune objection sur la réalité de sa dette ; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ; — Vu, enfin, l'article 11, § 1^{er} de la loi du 25 mai 1838 ; — Par ces motifs, statuant par défaut, condamnons Jean Gout à payer à Hippolyte Carayol, en ce fondé de pouvoirs de Joseph Dressayre, la somme de 138 fr. 30, montant total des deux billets par lui souscrits à l'ordre de Dressayre ; déboutons Hippolyte Carayol, ès qualités que dessus, de sa demande de 21 fr. 48 pour frais ci-devant exposés ; condamnons, en outre, Jean Gout aux dépens. »

Observations. — Application exacte des termes impératifs des articles 137 et 138 du Code de commerce. Voir aussi l'article 636 du même Code. — Le tiers commerçant, porteur, par endos régulier, d'un effet souscrit même par un non-négociant, est en droit, pour réserver son recours, de faire protester le billet et de saisir de la demande en paiement la juridiction commerciale. Mais si l'endos est irrégulier, le tiers, même négociant, n'est qu'un simple fondé de pouvoirs et n'a que les droits de son mandant, c'est-à-dire qu'il ne peut poursuivre

le souscripteur non négociant, pour cause non commerciale, que devant la juridiction civile. Dans ces conditions, il doit s'abstenir de grever le débiteur de frais de protêt, parfaitement inutiles, car, s'agissant surtout d'une créance inférieure à 200 francs, il aurait pu, au préalable, appeler le débiteur en conciliation, et peut-être obtenir ainsi, sans autres frais que ceux de la lettre d'avertissement, le paiement de la somme due. Le juge de paix saisi de la demande et du principal et des frais a donc très certainement le droit d'écarter la demande en paiement des frais du protêt, en considérant ces frais comme purement frustratoires.

Justice de paix du cant. d'Aigues-Mortes
(Gard).

Président : M. HUGOU, juge de paix.

14 mars 1892.

*Injures dans un lieu public. — Violence.
— Voies de fait. — Provocation. —
Torts réciproques. — Dépens.*

La provocation n'est pas une excuse des violences.

La demande en dommages-intérêts pour injures et voies de fait doit être rejetée lorsqu'il y a des torts réciproques.

En pareil cas, il y a lieu pour le juge de mettre les dépens par moitié à la charge de chacune des deux parties.

Ainsi jugé dans les circonstances que voici :

Le sieur Édouard Félix réclame, devant le juge de paix d'Aigues-Mortes, la somme de 400 francs de dommages-intérêts pour voies de fait contre les frères Bournier. Ces derniers, représentés par M^e Ca-

biac, avocat, font à leur tour une demande reconventionnelle de 200 fr. pour violence exercée sur eux par un verre lancé par Édouard Félix.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Les parties entendues dans leurs moyens de défense et conclusions ; — Vu le procès-verbal d'enquête et de contre-enquête ; — Attendu qu'Édouard Félix réclame aux frères Bournier des dommages-intérêts pour avoir été frappé par eux ; — Attendu qu'il résulte de la déposition des témoins, qu'au lendemain de l'élection d'un conseiller général, les frères Bournier ont, par des allusions blessantes et moqueuses, agacé ledit Félix, Édouard, au point que ce dernier, pris d'un subit accès de colère, leur a jeté un verre à boire, sans les atteindre ; qu'aussitôt les frères Bournier se sont jetés sur lui et l'ont frappé ; qu'Édouard Félix prétend, pour sa défense, avoir été provoqué par leurs sarcasmes ; — Attendu que la loi n'a pas défini nettement les caractères de la provocation susceptibles d'atténuer la culpabilité ; toutefois, il résulte de l'article 324 du Code pénal qu'elle doit consister en coups et en violences ; que ces coups ou violences doivent être graves et tels que le coupable n'ait pas eu, au moment de l'action qui lui est reprochée, toute la liberté d'esprit pour agir avec réflexion ; tel n'est pas le cas d'Édouard Félix, vis-à-vis des railleries lancées à son adresse ; — Attendu que les frères Bournier invoquent, à leur tour, la provocation par le verre à boire lancé contre eux par Édouard Félix ; — Attendu que la provocation, quand elle est

admise, ne justifie pas l'auteur des voies de fait et n'a pour effet que l'atténuation de sa culpabilité; qu'il suit de là qu'en reprochant à Édouard Félix de les avoir provoqués en leur lançant son verre, ils n'articulent pas que cet acte de brutalité ait produit la moindre blessure ni la plus petite douleur sur leur personne; — Attendu qu'Édouard Félix et les frères Bournier ont des torts réciproques; — Attendu que nous avons des éléments suffisants d'appréciation, puisés tant dans les circonstances de la cause que dans les débats, pour savoir s'il convient d'accueillir la demande principale ainsi que la demande reconventionnelle des frères Bournier; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort, déclarons Édouard Félix non recevable en sa demande principale et l'en déboutons; — Disons aussi que la demande reconventionnelle des frères Bournier est mal fondée et les en déboutons également; quant aux dépens, renvoyons les parties dos à dos, en leur faisant supporter à chacune d'elles le tiers. »

Observations. — En matière d'injures, la provocation peut être considérée comme une excuse. Il n'en est pas de même en matière de violences et voies de fait; mais quand toutes les parties ont eu des torts réciproques, le juge ne peut que rejeter toutes les demandes et partager entre elles les dépens.

Justice de paix du canton de Soissons (Aisne).

Présid. : M. MICHAUX, O. A., juge de paix.

20 février 1892.

Demande personnelle et mobilière. — Location de bicyclettes. — Mineur. — Action en responsabilité contre le père.

Le père est civilement responsable du dommage causé par son fils mineur habitant avec lui.

Il ne cesse pas d'être responsable alors que le mineur a, par intermittence, déserté le domicile paternel, s'il est d'ailleurs établi que ce dernier ne peut être considéré comme ayant eu une habitation régulière et séparée de sa famille, à la connaissance et avec l'autorisation de son père.

En conséquence et dans de telles circonstances, le père peut être condamné comme civilement responsable du prix réclamé pour location de bicyclettes et détériorations causées par le fait du fils qui les a louées.

Ainsi décidé par jugement en ces termes :

« NOUS, JUGES DE PAIX : — Statuant contradictoirement et en dernier ressort; — Vu la citation introductive d'instance; — Vu notre jugement préparatoire du...; — Vu notre procès-verbal d'enquête du...; — Attendu qu'Amarre réclame à Levasseur père, défendeur, comme étant responsable, aux termes de l'article 1384 du Code civil, de son fils mineur, Henri Levasseur, la somme de 74 francs, que ce dernier lui doit pour location et réparation de bicyclettes; — Attendu que Levasseur dénie toute responsabilité envers le demandeur, au sujet de la dette contractée par son fils sans l'autorisation paternelle, à une épo-

que où ledit Henri Levasseur n'habitait pas chez son père; — Attendu que, très subsidiairement seulement, Levasseur soutient que la somme réclamée par Amarre est manifestement exagérée, et que son fils ne peut devoir qu'une somme bien inférieure à celle demandée; — Sur la responsabilité encourue par Levasseur père : — Attendu qu'aux termes de l'article 1384 du Code civil, le père est responsable du dommage causé par son fils mineur habitant avec lui; — Attendu que, si cette responsabilité cesse quand l'enfant a une habitation séparée, il faut que cette séparation ait une cause légitime, connue et autorisée par le père; — Attendu que les auteurs et la jurisprudence décident au contraire que, si le père laisse son enfant aller à l'abandon, où il lui plaît, sans moyens d'existence réguliers, cette liberté, ce vagabondage, constituent une imprudence, une faute de la part du père, et doivent être considérés comme une aggravation de sa responsabilité; — Attendu que, dans l'espèce, le fils Levasseur, dont la conduite a souvent donné à ses parents de graves sujets de mécontentement, et qui a même, par intermittence, déserté le foyer paternel, ne peut être considéré comme ayant eu une habitation régulière et définitive séparée de sa famille, à la connaissance et avec l'autorisation de son père, alors qu'il est établi que le jeune homme était encore reçu à la maison paternelle, et continuait de s'occuper des affaires de l'agence d'assurances dont son père est titulaire, alors surtout que cette séparation n'était que momentanée, puisque le jeune Levasseur, revenu à de meilleurs

sentiments, a peu après réintégré le domicile familial; — En ce qui concerne la nature et l'importance de la réclamation du demandeur: — Attendu qu'Amarre réclame: 1° pour une journée de location d'une bicyclette à caoutchouc plein, le 2 juin, 5 francs; 2° pour une journée d'une machine en caoutchouc creux, le 3 juin, 10 francs; 3° pour une journée d'une machine à caoutchouc plein, le 19 juin, 5 francs; 4° pour même cause, le 26 juin, 5 francs; 5° pour une heure de location, le 14 juillet, 1 franc; — Attendu qu'Amarre n'apporte aucune preuve que ces prix de location aient été débattus et arrêtés entre lui et le jeune Levasseur; — Que ce dernier, sans méconnaître la réalité des locations à lui faites aux dates indiquées, dit que le prix est exagéré et hors de proportion avec celui en usage à Soissons; — Attendu qu'il résulte des explications échangées à la barre et des renseignements retenus par nous que le louage des bicyclettes se fait à Soissons aux conditions suivantes pour des clients habitués et bien exercés au maniement de ces sortes de machines: — Pour une bicyclette à caoutchouc plein, par jour, 2 fr. 50; pour une machine à caoutchouc creux, 3 fr. 50; — Attendu qu'il est établi qu'Henri Levasseur était un client habitué de la maison Amarre; que le demandeur connaissait particulièrement son habileté et son expérience à se servir des instruments de vélocité; — Que, dans ces conditions, Amarre ne peut raisonnablement pas lui appliquer le tarif de 5 et de 10 fr. par jour qui ne se réclame que le dimanche et les jours de fêtes aux amateurs d'occasion et inexpérimentés.

tés, qui se disputent, ces jours-là, la jouissance des instruments de vélocipédie; — Attendu que de ce chef la réclamation du demandeur doit être ramenée: pour la première journée, à 2' 50
 Pour la deuxième. 3 50
 Pour la troisième. 2 50
 Pour la quatrième. 2 50
 et peut être maintenue pour l'heure du 11 juillet à . . . 1 00
 soit au total, pour toutes les locations. 12' 00
 — Attendu qu'à la date du 3 juin, le demandeur réclame en outre le paiement d'une somme de 30 francs pour détérioration d'un caoutchouc à la machine louée ce jour-là à Levasseur fils; — Attendu qu'il ressort de l'enquête que le caoutchouc dont le prix est réclamé garnit encore une machine qui, après avoir été louée par Amarre à ses clients, a depuis, par des ventes successives, passé aux mains d'un sieur Lefèvre, du chef de gare d'Ambleny et enfin d'un sieur Ferté de Confrécourt; — Attendu qu'il paraît que, dans la vente de cet instrument, Amarre aurait été obligé de consentir une diminution de prix, en raison de l'état défectueux du caoutchouc de l'une des roues; — Attendu qu'il n'est nullement démontré que cette détérioration soit le fait d'Henri Levasseur, et soit surtout le résultat de sa négligence, de son imprudence ou de son inexpérience; qu'elle paraît au contraire n'être que le produit de l'usage naturel et régulier de la machine, et semble ne devoir être considérée que comme un risque de location ordinaire, largement compensé par le produit rémunérateur que tire le locataire du prix de location; — Attendu

qu'Amarre réclame encore une somme de 18 francs, pour remplacement d'une fourche brisée par Levasseur fils à la bicyclette à lui louée le 3 juin; — Attendu qu'il paraît démontré par l'enquête qu'en effet, le 3 juin, le fils Levasseur, parti en excursion avec une machine louée à Amarre, est rentré peu après avec sa bicyclette brisée, et il l'a remise dans les dépendances d'un café voisin de la demeure d'Amarre; qu'il semble établi qu'une fourche de roue de cet instrument a dû être remplacée à la suite de cet accident; — Attendu qu'une semblable détérioration ne peut plus être considérée comme la conséquence de l'usage naturel et régulier de l'objet loué; que la rupture d'une pièce de cette importance est certainement due au contraire à un choc violent qu'un bicycliste prudent et expérimenté doit pouvoir éviter; — Attendu que par suite le fils Levasseur doit être déclaré responsable des conséquences de cet accident; — Attendu toutefois que, des renseignements recueillis par nous, il résulte que la somme réclamée est hors de proportion avec le prix réel de la pièce brisée, et que nous avons la certitude de faire une large évaluation en fixant ce prix à 10 francs; — Par ces motifs: — Déclarons Levasseur père responsable de la dette contractée par son fils Henri envers Amarre; le condamnons à payer à ce dernier: 1° la somme de 12 francs pour les diverses locations de bicyclettes faites au jeune Levasseur; 2° celle de 10 francs pour réparation à la machine détériorée par ledit Levasseur fils; — Et attendu le défaut d'offre par Levasseur père à Amarre, condamnons ledit Le-

vasseur aux dépens ; — Déclarons Amarre mal fondé dans le surplus de sa demande, et l'en déboutons. »

Observations. — Voir, dans le sens du présent jugement, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Responsabilité*, n^o 68 et suiv., et les arrêts cités, notamment Aix, 11 juin 1859 ; Agen, 23 juin 1869 ; Aix, 16 avril 1876, etc.

Justice de paix du XI^e arrondissement
de Paris.

Prés. : M. CRANNEY $\frac{1}{2}$, A. O., juge de paix.

21 septembre 1892.

Action personnelle et mobilière. — Perroquet. — Demande en restitution ou en 200 francs pour sa valeur. — Rejet de la demande.

Doit être débouté de sa demande celui qui demande la restitution d'un perroquet dont il se prétend propriétaire et qu'il reproche au défendeur de se l'être approprié le 25 juillet, alors qu'il n'apporte aucune preuve à l'appui de sa demande, et que le défendeur prétend avoir acquis ce perroquet au marché aux oiseaux, et le posséder depuis le 10 juillet.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Duguerne a fait citer devant nous les époux Monet, à l'effet de voir dire que, dans le jour du jugement à intervenir, ils seront tenus de lui remettre un perroquet qu'ils se sont approprié indûment, le 25 juillet dernier vers cinq heures du soir, sinon et faute de ce faire s'entendre condamner, conjointe-

ment et solidairement, à lui payer la somme de 200 francs pour la valeur dudit perroquet, requérant intérêts depuis et exécution provisoire ; — Attendu que les défendeurs contestent formellement le fait qui leur est reproché ; attendu que s'il appert des documents de la cause et de leurs explications que s'ils possèdent un perroquet qu'ils auraient acquis le dimanche 10 juillet 1892, dans l'après-midi, au marché aux oiseaux, lequel aurait un plumage vert et ce antérieurement au 25 juillet dernier, époque où le sieur Duguerne leur reproche de s'être emparé du sien ; — Attendu que ce dernier qui ne précise même pas la couleur de l'oiseau, en présence de la dénégation des défendeurs, n'apporte aucune justification à l'appui de sa demande et n'offre aucune preuve du fait reproché, bien que mis en demeure par nous de le faire, laquelle preuve lui incombe comme demandeur ; — Attendu qu'en l'état c'est le cas de débouter Duguerne de sa demande comme n'étant ni justifiée ni fondée ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, déboutons, en l'état, le sieur Duguerne de sa demande et le condamnons aux dépens. »

Observations. — En principe, c'est au demandeur qu'incombe la charge de prouver le bien fondé de sa demande. Si la demande est contestée par le défendeur et si le demandeur ne fournit aucune preuve, cette demande doit nécessairement être rejetée, comme toute allégation sans preuve.

Justice de paix du X^e arrondissement
de Paris.

Président : M. BEAUME, 1^{er} suppléant.

14 septembre 1892.

Demande en paiement de fourniture de vin. — Marchand. — Besoins du ménage. — Déclinatoire. — Compétence du juge de paix. — Mise hors de cause de la femme.

En cas de contestation ayant trait à un acte commercial quant à l'une des parties et non commercial quant à l'autre, la compétence est déterminée par la nature de l'engagement de celui contre lequel la demande est introduite.

Spécialement, le juge de paix est compétent pour connaître d'une demande introduite par un marchand de vin contre un individu, même commerçant, si la fourniture a été faite à ce dernier non pour revendre, mais pour les besoins de son ménage.

La femme non séparée de biens, citée en même temps que son mari, doit être mise hors de cause. Le mari, chef de la communauté, est seul tenu du paiement de la marchandise achetée par lui pour les besoins du ménage.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le sieur Boulé, marchand de vin, actionne devant le juge de paix du dixième arrondissement de Paris les sieur et dame Nédonchelle, en paiement d'une somme de 125 francs pour fourniture de vin.

A l'audience, le sieur Nédonchelle ne nie pas la dette, mais il se prétend voyageur à la commission ou représentant de commerce. Il dit qu'il lui est dû des remises ou commissions par le demandeur, pour des opérations qu'il aurait faites pour son compte, décline la compétence du juge de paix à raison de

la qualité des parties et demande à être renvoyé devant le Tribunal de commerce.

Il reconnaît d'ailleurs que le vin lui a été fourni, non pour le revendre et en faire commerce, mais pour les besoins de son ménage.

Il demande, en outre, la mise hors de cause de sa femme non séparée de biens.

Le 14 septembre 1892, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouf les parties en leurs dires, conclusions et explications ; — Attendu que le sieur Boulé réclame aux défendeurs solidairement la somme de 125 francs restant due sur le montant d'un mandat de 145 francs tiré de Paris, le 11 mai 1891, par le sieur Boulé contre le sieur Nédonchelle qui l'a accepté, valeur reçue en marchandises, stipulé payable au 1^{er} juillet, l'an prochain, et dûment timbré et enregistré, ledit mandat ayant pour cause des fournitures de vin faites pour l'usage des époux Nédonchelle, à Paris, boulevard de La Chapelle, n° 29, avec intérêts et dépens ; — Attendu que le défendeur Nédonchelle ne conteste pas devoir ladite somme, mais décline notre compétence en se basant sur ce que la cause est commerciale ; — Attendu que dans le cas de contestations ayant trait à un acte commercial quant à l'une des parties, et non commercial quant à l'autre, la compétence est déterminée par la nature de l'engagement de celui contre lequel la demande est introduite ; — Attendu qu'en fait il résulte des débats et des explications des parties que le vin, dont le prix est réclamé, a été fourni au défendeur,

non pour en faire commerce, mais pour ses besoins personnels et ceux de sa famille ; — Que c'est pour en représenter le prix qu'il a accepté le mandat tiré sur lui ; — Que le marché qui donne lieu à la contestation n'est donc pas commercial au regard du défendeur, et que c'est à tort qu'il décline notre compétence ; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort : rejetons l'exception d'incompétence, nous déclarons compétent et disons qu'il sera plaidé au fond ; — Mais attendu que Boulé ne justifie pas que la dame Nédonchelle soit séparée de biens d'avec son mari ; qu'au cours du mariage, le mari est l'administrateur des biens de la communauté et que lui seul doit être en cause ; — Mettons la dame Nédonchelle hors de cause ; — Remettons la cause pour être plaidée au 5 octobre prochain, tous droits, dires et moyens des parties et dépens réservés. »

Observations. — Voir dans le sens de la première solution notre *DICTIONNAIRE GÉNÉRAL*, v° *Acte de commerce*, n° 15 et les autorités citées. Il est clair que le fait par un particulier d'acheter une marchandise pour ses besoins n'est pas un acte de commerce. Peu importe, en ce cas, que l'acheteur soit lui-même commerçant. — Sur le second point, jurisprudence constante.

Justice de paix du X^e arrondissement
de Paris.

Président : M. AUJAY, suppléant.

17 novembre 1892.

*Billet de théâtre. — Contrat. — Vente.
Nullité. — Restitution.*

Un billet de théâtre sur lequel le di-

recteur a fait imprimer cette mention : « Ce billet ne peut être vendu, » est une chose hors du commerce. La vente d'un tel billet par un tiers est nulle aux termes de l'article 1598 du Code civil, et le vendeur doit être condamné, aux termes des articles 1626 et suivants du même Code, à en restituer le prix à l'acheteur de bonne foi, qui n'a eu connaissance de cette mention qu'après la vente.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le demandeur Guillaud réclame principalement aux époux Cabrol, défendeurs : 1° la restitution d'une somme de 6 francs, prix d'un billet de spectacle ; 2° 1 franc de dommages-intérêts ; — Sur la restitution du prix d'un billet de spectacle : — Attendu qu'il est constant et reconnu par les défendeurs eux-mêmes que le demandeur a acheté, chez ces derniers, tenant un débit de tabac à Paris, 24, boulevard Saint-Denis, moyennant la somme de 6 francs versés comptant, un billet de spectacle, qui sera enregistré en même temps que le présent jugement, pour une représentation des courses de taureaux à Paris, rue Pergolèse ; que ce billet, signé du directeur, est ainsi libellé : « Deux fauteuils, « deuxième galerie, valable pour « août 1892, service d'affiches sur « cadres, Metzger et David ; » qu'il porte au bas cette mention en plus petits caractères : « Ce billet ne sera « reçu que muni de la signature « du dépositaire du cadre-affiche ; » qu'enfin ce billet porte en marge, en travers, en gros caractères, la mention suivante : « Ce billet ne peut être « vendu ; » — Attendu qu'il est constant que le demandeur n'a remarqué cette dernière mention

qu'après achat et paiement du prix, au moment où il allait présenter le billet au contrôle ; qu'alors, pris d'un scrupule, il n'en a pas fait usage, et s'est procuré deux autres entrées au bureau de location ; — Attendu qu'ensuite le demandeur a réclamé aux défendeurs le remboursement du prix du billet par eux vendu, malgré la mention interdisant la vente ; — Attendu que les défendeurs ont refusé cette restitution, et allèguent, à l'appui de leur résistance, que de semblables billets sont couramment vendus, et que, si le demandeur avait présenté le sien au contrôle, il eût été reçu sans difficulté ; — Mais attendu que le demandeur n'était point obligé de participer à un acte frauduleux ; qu'en effet le directeur de l'établissement a mis comme condition à la délivrance d'un semblable billet qu'il ne serait pas vendu ; que le directeur a voulu éviter que des personnes capables d'aller à son établissement en payant ne puissent pas se procurer des entrées ailleurs qu'à son bureau ; qu'il a pu valablement interdire tout trafic avec les billets dits d'affichage et les mettre hors du commerce ; — Attendu que les défendeurs ont vendu une chose hors du commerce ; qu'une telle vente est nulle aux termes de l'article 1598 du Code civil ; qu'ils sont tenus, en vertu des articles 1626 et suivants du même Code, de restituer le prix d'une vente nulle ; — Sur les dommages-intérêts réclamés : — Attendu qu'il n'est justifié d'aucun préjudice ; qu'il n'y a lieu d'allouer le franc de dommages-intérêts réclamé ; — Par ces motifs : — Condamnons les époux Cabrol à payer à Guillaud la somme de 6 francs,

avec les intérêts légaux à partir de la demande ; — Les condamnons en outre aux dépens, lesquels comprendront l'enregistrement du billet susdit. »

Observations. — Ce jugement nous semble faire une saine application des articles de loi qui y sont visés.

Justice de paix du XI^e arrondissement de Paris.

Prés. : M. CRANNEY $\frac{3}{4}$, A. Q, juge de paix.

14 mai 1892.

Prescription. — Paiement. — Remise de dette.

La prescription annale, établie par l'article 2272 du Code civil, ne peut être invoquée par le débiteur, lorsqu'il résulte des déclarations mêmes de ce dernier que ce n'est pas par un paiement réel, mais bien par un autre mode d'extinction de la créance, telle que la remise de dette, qu'il se serait libéré.

Ainsi décidé par le jugement que nous reproduisons ci-après, qui fait connaître les faits de la cause :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le docteur Reyard a fait citer devant nous Colin Osias, à l'effet de s'entendre condamner à lui payer la somme de 63 fr. 50, qu'il prétend lui être due pour visites faites et soins et visites à lui et à sa famille, requérant intérêts et dépens ; — Attendu qu'en réponse à ladite demande, le défendeur oppose la prescription édictée par l'article 2272 du Code civil ; — Mais attendu qu'il appert des explications des parties et des documents de la cause que ce n'est pas un paiement réel, mais

bien un autre mode d'extinction de la créance, telle que la remise de la dette, qu'il se trouverait libéré; d'où il suit qu'il y a lieu, faute par le défendeur de justifier de sa libération, de le condamner à payer au demandeur la somme de 63 fr. 50 pour les causes dont s'agit; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort, 'sans nous arrêter ni avoir égard au moyen tiré de la prescription, dont il y a lieu de démettre le défendeur, le condamnons à payer au docteur Reyard la somme de 63 fr. 50 avec intérêts tels que de droit et dépens. »

Observations. — Jurisprudence constante. Nous avons déjà rapporté dans ce *Bulletin* de nombreuses décisions en ce sens.

Tribunal de simple police du canton
de Magny-en-Vexin
(Seine-et-Oise).

Président : M. BOURUT, juge de paix.

17 mai 1892.

Violences légères. — Coups volontaires.
Compétence. — Tribunal de simple
police. — *Ordre public.*

Lorsqu'une personne est citée devant le Tribunal de simple police pour violences légères, et qu'il résulte des circonstances de la cause que la voie de fait reprochée constitue en réalité le délit de coups volontaires, le Tribunal doit d'office se déclarer incompétent.

Ainsi jugé en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que l'officier du ministère public, après avoir appelé en simple police Trognon, sous la prévention de violences légères faites au nommé Ouvray,

contravention prévue et punie par l'article 605; § 8, du Code du 3 brumaire an IV, article de loi qui, d'après la jurisprudence de la Cour suprême, ne paraît pas avoir été abrogé, a déclaré, au cours des débats, abandonner la poursuite à la présente audience; — Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats, et de l'aveu même de Trognon, que, le 7 août 1892, ce dernier a porté à la figure d'Ouvray plusieurs coups de bâton qui ont produit une ecchymose dont il porte encore la marque; — Attendu qu'il résulte par suite des circonstances de la cause que la voie de fait ainsi précisée ne peut, à raison de sa gravité, être classée au nombre des *violences légères* passibles des peines de simple police par l'article 605 du Code de brumaire an IV; qu'elle constituerait le délit de *coups volontaires* pouvant entraîner contre Trognon l'application de l'article 311 du Code pénal; — Attendu qu'à raison de ce délit, Trognon serait justiciable du Tribunal correctionnel, et que par suite, comme juge de simple police, nous sommes incompétent pour en connaître; que cette incompétence étant d'ordre public, il y a lieu de la déclarer d'office, en l'absence de toutes conclusions du ministère public et de la partie; — Attendu que cette jurisprudence est consacrée par de nombreux arrêts et notamment par trois arrêts de la Cour de cassation (chambre criminelle) des 12 mars 1885, 20 juin 1889 et 14 novembre 1890; — Par ces motifs, jugeant en matière de simple police et en dernier ressort: — D'office nous déclarons incompétent. »

Observations. — En statuant sur la poursuite dont il était saisi, même en l'absence d'exception d'incompétence opposée par le ministère public ou le prévenu, le Tribunal aurait commis un excès de pouvoir. Voir en ce sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v° *Violences légères*, et Cass. crim., 15 juillet 1882, ANNALES 1884, p. 26, et Cass. crim., 25 juillet 1884, ANNALES 1886, p. 20.

Tribunal de simple police de Paris.

Président : M. CARRÉ, juge de paix.

2 avril 1892.

Contravention. — *Ordonnance de police.*

— *Arrêté.* — *Voie publique.* — *Tapis.*

— *Responsabilité civile.* — *Mattes.* —

Committants. — *Domestiques.* — *Pré-*

posés. — *Frotteur.* — *Entrepreneur.*

— *Ouvrier.*

L'homme qui, à certains jours, frotte et nettoie un appartement, n'est pas le domestique de celui qui l'emploie, mais il est son préposé, comme d'ailleurs tout homme engagé, choisi et payé pour un travail déterminé et auquel celui qui l'emploie est en droit de donner des ordres et des instructions.

La personne qui emploie un entrepreneur n'échappe à la responsabilité civile des infractions commises par ce dernier que dans le cas où l'entrepreneur ne travaille pas lui-même et se fait remplacer par un de ses ouvriers dont alors il répond.

Ainsi jugé en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que X... est poursuivi pour avoir, en contravention à l'ordonnance du 25 juillet 1862, secoué des tapis sur la voie publique, par la fenêtre d'un

appartement au quatrième étage d'une maison sise à Paris; que M..., locataire dudit appartement, est poursuivi comme civilement responsable de l'infraction commise par X..., frotteur; — En ce qui concerne X... : — Attendu qu'il se reconnaît coupable du fait relevé contre lui; — En ce qui concerne M... : — Attendu qu'il prétend que la responsabilité ne saurait l'atteindre; que l'article 1384 du Code civil vise seulement les rapports de maîtres à domestiques, de commettants à préposés; que X... n'est ni son domestique ni son préposé; qu'il vient frotter chez lui à raison de tant la séance et que son salaire est payé chaque fois; — Que, vis-à-vis de lui, X... doit être considéré comme un entrepreneur; — Attendu que celui qui, à certains jours, frotte et nettoie un appartement, n'est pas le domestique de celui qui l'emploie; qu'il ne fait pas partie de la maison, de la famille, mais qu'il est son préposé; — Attendu, en effet, que si, dans le langage académique, le mot « préposé » semble ne s'appliquer qu'aux commis, qu'aux personnes revêtues par un tiers d'une certaine autorité pour faire quelque chose ou en prendre soin, la langue juridique donne à cette expression une acception bien plus étendue; que la doctrine et la jurisprudence s'accordent à appeler *préposé* quiconque est employé par un autre à des travaux, tels les ouvriers, les journaliers, les manœuvres, etc., que l'on engage pour un travail déterminé, quelle qu'en soit la durée, que l'on choisit, que l'on paye et auxquels on est en droit de donner des ordres; — Attendu que X...

à l'égard de M... se trouve dans ces conditions d'engagement et de subordination ; — Attendu qu'en admettant, ce qui serait peut-être excessif, que X..., frotteur, dût être qualifié d'entrepreneur, il n'en serait pas moins le préposé de M..., sur lequel ne cesserait de peser la responsabilité civile ; qu'en effet, celui qui emploie un entrepreneur n'échappe à cette responsabilité que dans le cas où l'entrepreneur ne travaille pas lui-même et se fait remplacer par l'un de ses ouvriers dont alors il répond ; — Par ces motifs, condamne X... à l'amende de 1 franc et solidairement avec M... aux dépens. »

Observations. — Nous approuvons pleinement cette décision sur le premier point. Voir la définition du mot *Préposé* dans le Dictionnaire Général, 4^e édit., v^o *Responsabilité*, n^o 84. Mais sur le deuxième point, il nous semble que M. le juge de paix étend un peu trop loin la responsabilité. La personne qui emploie un entrepreneur pour un travail relevant de son métier ne le prend pas pour cela à son service et n'acquiert pas par cela même le droit de lui donner des ordres et des instructions techniques sur l'exécution du travail. Il nous semble qu'en pareil cas, pour que la responsabilité du client fût engagée, il faudrait que le ministère public démontrât que la contravention a été commise sur l'ordre formel du client, qui deviendrait alors véritablement maître ou commettant. Voir Dictionnaire Général, 4^e édit., v^o *Responsabilité*, n^o 97 et suivants.

Justice de paix du canton de Charenton (Seine).

Président : M. CLÉMENT, juge de paix.

25 octobre 1892.

*Morsures de chien. — Responsabilités.
Maître et domestique.*

Le propriétaire d'un chien est, avec son préposé à la garde duquel il était, responsable du dommage causé à autrui par une morsure de l'animal. La responsabilité est encore aggravée par ce fait que le propriétaire de ce chien l'a fait disparaître après l'accident et ne l'a pas fait examiner.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Barbier a fait citer, par exploit de M^e Halard, huissier à Charenton, en date du 24 septembre 1892, le sieur Prosper Lachal, charretier au service de M. de la Maillauderie et solidairement M. de la Maillauderie, entrepreneur de camionnage, comme civilement responsable, à lui payer solidairement une somme de 190 fr., à titre de dommages-intérêts et pour incapacité de travail, à raison de morsures faites au bras du demandeur par le chien du sieur de la Maillauderie, laissé sous la garde du sieur Lachal ; — Attendu que, le 19 juillet 1892, vers deux heures et demie de l'après-midi, le sieur Barbier, passant sur le trottoir de l'avenue de Bercy, près de la porte de Bercy, a été mordu cruellement par un chien placé sur un camion arrêté contre le trottoir, alors qu'il est reconnu que Barbier passait inoffensif, et n'avait nullement excité le chien ; — Attendu la

déclaration du gardien de la paix Gabillaux, du poste de Bercy, lequel étant de service sur ce point, et ayant, après l'accident, interpellé Lachal pour connaître le nom du propriétaire du chien, reçut de lui cette réponse : « Ce chien appartient à mon maître, M. de la Maillauderie ; » — Attendu que le camion conduit par Lachal portait sur sa plaque le nom de M. de la Maillauderie, propriétaire du véhicule ; — Attendu qu'immédiatement après avoir été mordu, Barbier est entré à l'hôpital, pour y faire soigner ses blessures ; qu'il y a séjourné neuf jours, ainsi qu'en font foi les certificats de médecin et d'hôpital ; — Attendu qu'il y a eu pour Barbier incapacité de travail, et que, même après sa convalescence, il a eu de la peine à reprendre ses fonctions d'employé de commerce ; — Attendu l'enquête pratiquée par M. le commissaire de police du quartier de Bercy, à la suite de laquelle un double procès-verbal de contravention, transmis le 27 septembre 1892 à la préfecture de police, fut dressé conjointement et solidairement contre Lachal et de la Maillauderie, en matière de simple police ; — Attendu la déclaration de M. le commissaire de police, constatant que, le lendemain de l'accident, le chien avait disparu ; — Attendu que cette disparition implique de la part de Lachal et de la Maillauderie un parti pris de se soustraire tout d'abord à toute vérification de possession de l'animal, alors qu'il était de leur devoir, dans l'intérêt du blessé, de provoquer une expertise médicale du chien, dans le but de savoir s'il était sain ou atteint d'une maladie quelconque ; — Attendu dès lors, en

l'absence de cette expertise, que Barbier a souffert et souffre encore d'anxiétés morales, lesquelles, ajoutées aux douleurs des morsures, doivent être appréciées par le Tribunal dans l'estimation du dommage réclamé ; — Attendu que ni Lachal ni de la Maillauderie n'ont jamais fait à Barbier aucune offre d'indemnité ; qu'au contraire ils se sont bornés à dire que le chien ne leur appartenait pas, et que c'était un chien de rencontre ; — Attendu que cette articulation n'est pas sérieuse ; qu'elle est contredite par la déclaration de Lachal à l'agent Gabillaux ; qu'il n'est pas supposable d'ailleurs qu'un chien étranger se soit constitué le gardien d'un camion, et qu'il est moins supposable encore que ce chien, sous l'œil du charretier Lachal, ait pris place sur un camion, sans l'autorisation du conducteur ; — Attendu qu'il y a lieu d'imputer à blâme à Lachal et à de la Maillauderie le fait de la disparition du chien et celui de la suppression de l'expertise ; — Attendu que leur justification ne saurait être admise par le Tribunal ; — Attendu qu'en l'absence du patron, propriétaire, Lachal, charretier, est responsable du chien qu'il emmène avec lui et dont il a la garde ; — Attendu qu'il y a eu préjudice, et qu'il y a lieu d'appliquer les dispositions des articles 1382, 1383, 1384 et 1385 du Code civil ; — Par ces motifs : — Condamnons de la Maillauderie et Lachal à payer, conjointement et solidairement, à Barbier, la somme de 160 francs, à titre de dommages-intérêts ; les condamnons en outre aux intérêts légitimes et aux dépens. »

Observations. — La responsabilité du propriétaire d'un chien qui a attaqué et blessé un passant n'est pas contestable. Elle est formellement écrite dans les articles 1382 et suivants du Code civil. Cette responsabilité est encore plus étendue lorsque le propriétaire de ce chien l'a fait disparaître, de façon qu'il puisse rester un doute sur l'état de santé de l'animal, et que par suite le blessé a dû nécessairement concevoir de légitimes et cruelles inquiétudes sur les suites que peut occasionner la morsure. En l'espèce, les dommages-intérêts alloués au demandeur n'ont donc rien d'excessif, et nous ne pouvons qu'approuver entièrement la décision de M. le juge de paix de Charenton.

Justice de paix du canton nord d'Annecy
(Haute-Savoie).

Président : M. BERNARD, juge de paix.

17 octobre 1890.

Frais et honoraires d'huissier. — Action en dommages-intérêts contre un officier ministériel à raison de l'exercice de ses fonctions. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix est incompétent pour connaître des demandes en paiement des frais et honoraires des officiers ministériels, alors même que la créance est inférieure à 200 francs.

Ce magistrat est également incompétent pour connaître des actions en dommages-intérêts dirigées contre les huissiers à raison des faits accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

En tout cas, de telles demandes échapperaient à la compétence du juge de paix, si elles étaient supérieures à 200 francs, et ce, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838.

Ainsi décidé dans l'espèce que voici :

Suivant exploit de M^e Levet, huissier, du 20 février 1890, les consorts Masson ont fait citer Monnet, pour, est-il dit en l'exploit :

« Attendu qu'en 1878, le sieur Barut (Antoine), auteur des requérants, a chargé le cité de poursuivre un sieur Claude Petit en remboursement d'une somme de 100 francs; — Attendu que le cité obtint, au mois d'août de ladite année, un jugement condamnant Petit au paiement d'une somme de 163 francs en capital, intérêts et dépens; que, le 5 mai 1879, le cité prit, au bureau des hypothèques d'Annecy, une inscription hypothécaire, en vertu dudit jugement; — Attendu que le cité, s'étant fait payer la totalité des frais par le sieur Barut, conserva par devers lui les pièces pour arriver au recouvrement de la somme due aux requérants; qu'il signifiâ au débiteur deux commandements, les 4 juillet 1883 et 13 juin 1885; — Que, postérieurement, le sieur Petit vendit à un sieur Gardet l'immeuble qui constituait son unique avoir et sur lequel pesait, en ordre utile, l'inscription prise par Monnet au profit des requérants; — Attendu que le cité égara les pièces, et oublia notamment de renouveler, en temps utile, l'inscription ci-dessus; que, par cet oubli, les requérants ont perdu leurs droits hypothécaires à l'égard du vendeur Petit; — Que Monnet est responsable vis-à-vis des requérants de cette négligence de sa part, et doit les indemniser de la perte de leur créance qui atteint aujourd'hui 400 francs en capital, intérêts et frais; — S'ouïr, le cité, condamner à payer aux requérants

la somme de 400 francs, à titre de dommages, avec intérêts et dépens, sans préjudice de tous autres droits dus, actions et conclusions, sous toutes réserves. »

L'affaire appelée à l'audience du 28 février, a été successivement renvoyée jusqu'au moment de notre nomination à ce siège. Après notre installation, sur la demande des parties, la cause a été fixée pour être rappelée à notre audience de ce jour, et ledit jour, les parties ayant comparu, les demandeurs ont développé leurs conclusions contenues dans l'exploit introductif d'instance. Le défendeur a prétendu n'être pas responsable des pièces qu'on lui réclamait, lesquelles auraient été remises par lui à l'un des demandeurs, et ne devoir par conséquent aucune indemnité; au surplus, il excipe de la prescription en vertu de l'article 2276 du Code civil; il a, en outre, demandé reconventionnellement la somme de 20 fr. 75 pour solde du paiement de ses frais, le déboutement des demandeurs, et a insisté à des dommages pour la vexation à lui faite. — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties entendues en leurs dires, moyens et conclusions respectives; — Statuant par jugement définitif, contradictoirement et en premier ressort; — Attendu que les juges de paix sont incompetents pour connaître des demandes en paiement de frais et honoraires dus aux officiers ministériels, bien que la créance soit au-dessous de 200 francs, ces demandes ne pouvant être portées que devant les Tribunaux civils, en conformité de l'article 60 du Code de procédure

civile (*conf.* Sirey 1869, art. 1^{er}; loi de 1838, n° 29), ce qui est parfaitement le cas de la demande reconventionnelle de l'huissier Monnet; — Attendu qu'il en est de même de la demande en dommages-intérêts dirigée contre les huissiers, à raison de faits accomplis dans l'exercice de leurs fonctions (*ibid.*, n° 32; Cass., 29 juin 1840), ce qui est le cas de la demande principale au procès actuel; — Attendu, au surplus, que, si cette incompetence ne s'appliquait pas en l'espèce, il faudrait considérer la demande des veuve et hoirs Barut comme une demande purement personnelle et mobilière, pour lesquelles demandes nous ne sommes compétent, en vertu de l'article 1^{er} de la loi de 1838, que jusqu'à la valeur de 100 francs en premier ressort et jusqu'à la valeur de 200 fr. à charge d'appel; que la demande qui nous occupe étant de 400 fr., dépasse encore notre compétence à ce point de vue; — Attendu par conséquent que la demande principale dépasse notre compétence, soit à raison de sa nature, soit à raison de sa valeur, ou des deux, et que, de plus, la demande reconventionnelle est encore hors des limites de notre compétence à raison de sa nature; — Par ces motifs, nous déclarons incompetent, et renvoyons les parties à se pourvoir, pour le tout, devant les juges qui doivent en connaître, sans préliminaire de conciliation, dépens réservés. »

Observations. — Solutions exactes. Le juge de paix n'est compétent pour statuer sur les demandes en paiement de frais et honoraires des huissiers qu'autant qu'il est justifié que ces frais ont été faits exclusive-

ment devant la justice de paix. — Sur la seconde question, l'incompétence devait être prononcée pour le double motif que la demande était personnelle et mobilière, et excédait par son chiffre le taux de la compétence en premier ressort du juge de paix, et en outre la contestation elle-même échappe par sa nature à la juridiction de ce magistrat. — Le jugement ci-dessus a été, sur appel des demandeurs, confirmé purement et simplement par le Tribunal d'Annecy.

Justice de paix du canton nord
de Castelnau-dary
(Aude).

Président : M. FABARS, juge de paix.

24 octobre 1892.

Action civile. — Diffamation. — Avertissement. — Plainte. — Prescription.

L'avertissement préalable prescrit par la loi du 2 mai 1855 n'est point interruptif de la prescription.

L'action civile et l'action publique, aux termes de l'article 65 de la loi du 29 juillet 1881, sont soumises pour la prescription aux mêmes règles, et cette prescription s'acquiert par les mêmes moyens.

Une plainte déposée au parquet n'interrompt point le cours de la prescription au point de vue de l'action civile ni de l'action publique, qui sont justiciables de l'article 640 du Code d'instruction criminelle.

Ainsi jugé le 24 octobre 1892 par M. le juge de paix du canton nord de Castelnau-dary dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Considérant que la veuve Astre demande à la femme Rougé une somme de

200 francs à titre de dommages-intérêts pour réparation du préjudice que cette dernière lui a causé, en tenant sur son compte des propos injurieux et diffamatoires, la traitant de *voleuse*, *recelleuse* et de *p...*; que l'avertissement préliminaire prescrit par la loi du 2 mai 1855 a été envoyé à la défenderesse le 21 septembre 1892; que la citation qui a suivi cet avertissement a été signifiée le 4 octobre courant par exploit de Vergnes, huissier à Castelnau-dary, par suite de laquelle la veuve Astre avec le consentement des époux Rougé a fait entendre trois témoins, dont la déposition est constatée par procès-verbal d'enquête dressé par nous à l'audience du 10 octobre même mois; qu'aucun des témoins interrogés n'a pu préciser exactement le jour ni la date auxquels auraient été tenus les propos dont se plaint la défenderesse; — Considérant que la cause, renvoyée à l'audience du 17 octobre suivant pour plus amples informations, M^e Gautier, avocat de la femme Rougé a produit un rapport dressé le 8 juillet dernier par les gendarmes Auriol et Louis, de la brigade de Castelnau-dary, duquel il résulte que les propos reprochés à sa cliente ont été tenus le 24 et le 25 juin 1892; que par suite ledit M^e Gautier a conclu à ce que l'action intentée à la femme Rougé soit déclarée éteinte par la prescription, conformément à l'article 65 de la loi du 29 juillet 1881; — Considérant, que M^e Ch. Delord, avocat de la veuve Astre, soutient : 1° que l'avertissement du 21 septembre 1892 est interruptif de la prescription; 2° que la plainte portée auprès de M. le procureur de la

République de Castelnaudary, qui a motivé l'enquête faite par les gendarmes le 8 juillet dernier, constitue aussi une interruption de prescription, et il demande, au fond, qu'il lui soit adjugé les frais de la citation; — Sur le premier moyen, considérant que l'avertissement n'a jamais été considéré comme une citation en justice; qu'il ne peut être assimilé à la citation en conciliation prévue par l'article 57 du Code de procédure civile, parce qu'il ne saisit pas le juge de façon à prononcer une condamnation, soit par défaut, soit contradictoire, soit même à dresser, sans le consentement des parties, un procès-verbal de conciliation ou non-conciliation; qu'avant la loi de 1855, cet avertissement était facultatif et qu'il résulte des explications fournies par le rapporteur de cette loi sur l'article 17, que l'avertissement n'est pas interruptif de prescription; — Considérant que des termes mêmes de l'article 65 de la loi du 29 juillet 1881, il résulte expressément, qu'au point de vue de la prescription, l'action civile et l'action publique ne peuvent être divisées et que les faits et actes cités pour prescrire sont absolument les mêmes pour les deux actions; que l'avertissement devant le Tribunal de simple police n'autorise pas le juge à se prononcer, si l'inculpé fait défaut; que la Cour de cassation, chambre criminelle, 5 mars 1887, a souverainement jugé que cet avertissement n'avait pas le caractère interruptif de la prescription; — Sur le deuxième moyen, considérant que de la simple lecture de l'article 640 du Code d'instruction criminelle il résulte que les actes

quelconques d'instruction n'interrompent point la prescription qui ne peut être interrompue que par les jugements de condamnation (Cassation, 24 août 1882 et l'arrêt précité du 5 mars 1887); que si la plainte portée au parquet de Castelnaudary n'a pu interrompre la prescription au point de vue de l'action publique, elle est évidemment inefficace pour l'interrompre au point de vue de l'action civile; ces deux actions se trouvent intimement liées entre elles aux termes de l'article 65 de la loi du 29 juillet 1881; — Considérant que la citation signifiée par huissier à la requête de la veuve Astre constitue seule le point de départ de la prescription; qu'elle est datée du 4 octobre courant; que les propos diffamatoires dont se plaint la veuve Astre ont été tenus les 24 et 25 juin dernier; que du 25 juin au 4 octobre suivant, il s'est écoulé plus de trois mois et qu'en conséquence l'exception tirée de la prescription soulevée par la femme Rougé doit être accueillie; — Considérant que les dépens doivent être mis à la charge de la partie qui succombe; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort, déclarons l'action intentée par la veuve Astre à la femme Rougé éteinte par la prescription; ce faisant, rejetons toutes les demandes, fins et conclusions prises contre cette dernière et condamnons ladite veuve Astre aux dépens. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à une jurisprudence aujourd'hui constante. Voir au surplus les arrêts cités dans la sentence.

**Justice de paix de Saint-Rambert
(Loire).**

Président : M. TARCHIER, juge de paix.

2 juillet 1894.

Entrepreneur de travaux publics. — Maître carrier. — Renvoi sans motif légitime. — Salaire. — Dommages-intérêts.

Le patron qui, sans motif sérieux, a renvoyé un contremaître ou ouvrier et rompu des conventions écrites, librement consenties, est tenu à des dommages-intérêts envers son employé ; il appartient au juge saisi d'évaluer l'indemnité due.

Lorsque les appointements du contremaître ont été, par le contrat, fixés à tant par mois, le patron ne peut lui faire subir des réductions, sous prétexte qu'il y a eu, au cours des travaux, des jours de chômage forcé.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Par exploit de l'huissier Barailler, de Saint-Rambert, en date du 7 avril dernier, le demandeur a fait citer le défendeur devant ce Tribunal pour l'audience du 9 dudit mois d'avril, aux fins :

« Attendu que suivant conventions intervenues entre le demandeur et le défendeur à la date du 10 septembre 1890, enregistrées à Saint-Rambert le 6 avril 1891, Chareyron était attaché comme *chef de chantier*, au service de l'entreprise, exploitation d'une des carrières de Périgneux, moyennant le prix de 200 francs par mois ; — Attendu que la durée de ces conventions devait être celle de la réfection du tunnel de Terre-Noire ; — Attendu que sous prétexte qu'en décembre et en janvier derniers, il y a eu des jours de

chômage, Fraysse prétend opérer sur lesalaire mensuel de Chareyron une retenue de 57 fr. 15 pour le mois de décembre et 164 fr. 50 pour le mois de janvier ; — Attendu que cette suspension de travaux ne provenant point du chef de Chareyron, il ne doit point en supporter le préjudice ; — Attendu qu'il lui reste dû encore 78 fr. 35 pour le solde des appointements du mois de mars ; en résumé que Fraysse reste devoir à Chareyron au 1^{er} avril dernier, sur les appointements de ce dernier, une somme de 300 francs ; — Attendu, en outre, que sans aucun motif et sous des prétextes futiles, Fraysse, au mépris de ses conventions, a renvoyé le requérant de ses chantiers ; qu'aux termes de l'article 1184 du Code civil, Fraysse n'avait point le droit de résoudre lui-même les conventions contractées et qu'il devait demander cette résolution à la justice ; — Attendu que le renvoi subit de Chareyron a causé à ce dernier un préjudice considérable, s'entendre condamner Fraysse, sur le premier chef de la demande, à payer au demandeur la somme de 300 francs pour arrérages d'appointements ; sur le deuxième chef, entendre dire qu'il sera tenu de continuer les conventions existantes entre lui et Chareyron et de reprendre ce dernier à son service aux mêmes conditions que par le passé, sinon s'entendre condamner à payer de ce chef la somme de 2 000 francs à titre de dommages-intérêts, les intérêts de droit et les dépens de l'instance, sous toutes réserves. »

La cause appelée à son tour de rôle par l'huissier de service a été renvoyée à l'audience du 30 avril

dernier où elle a été appelée à nouveau.

Où le demandeur qui a conclu à ce qu'il plaise au Tribunal lui adjuger les conclusions prises dans son exploit de citation sus-énoncé.

Où le défendeur qui a présenté un compte duquel il résulterait que le 31 mars dernier, il n'était dû à Chareyron pour les causes qu'il réclame que la somme de 78 fr. 35 pour solde, distraction faite des acomptes à lui donnés, le défendeur n'entendant payer Chareyron que pour le temps effectif par lui employé à son service, ce chiffre de 200 francs par mois étant une base et non un appointement fixe; qu'en outre depuis déjà longtemps, il avait à se plaindre d'une manière grave des services dudit Chareyron, lequel n'a tenu aucun compte des observations à lui faites, ce qui a motivé et forcé à son renvoi; qu'il a occasionné au défendeur un préjudice grave, pour réparation duquel, sous le bénéfice de l'offre de de 78 fr. 35, solde de sesdits appointements, M. Fraysse conclut à ce que ledit Chareyron soit condamné à lui payer la somme de 300 francs à titre de dommages-intérêts, aux intérêts de droit et aux dépens.

Où à nouveau Chareyron qui a dit qu'il résultait de la convention sus-énoncée que son appointement au service de Fraysse était un appointement fixe de 200 francs par mois; que c'est à tort, sans motifs, que Fraysse a rompu cet engagement et procédé à son renvoi nullement justifié, a conclu au rejet de la demande reconventionnelle de Fraysse qui est absolument sans cause et à l'adjudication des conclu-

sions résultant de sa demande sus-énoncée.

Où à nouveau Fraysse qui a demandé à faire la preuve des faits par lui articulés contre Chareyron, justifiant son renvoi et la résiliation des engagements dont il excipe, persistant dans l'adjudication de ses conclusions.

Par jugement à la date dudit jour, 30 avril, le Tribunal, attendu que rien ne s'opposait à ce que Fraysse soit admis à faire la preuve des faits par lui articulés en ses conclusions pour justifier le renvoi de Chareyron, a autorisé ledit Fraysse à faire la preuve des faits par lui articulés et déniés par Chareyron, la preuve contraire réservée.

Après enquête et contre-enquête, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance, jugement interlocutoire du 30 avril dernier, procès-verbaux d'enquête et contre-enquête des 14, 28 mai, 11 juin dernier, conclusion des parties, vidant notre délibéré; — Attendu que les conventions des parties résultant d'un acte sous signatures privées, à la date du 10 septembre dernier, enregistré, acte qui n'est point contesté, réglant les droits des parties et fixant les appointements donnés par Fraysse à Chareyron à la somme de 200 francs par mois; que cette convention devait avoir la durée de l'entreprise des travaux du tunnel de Terre-Noire, dont était chargé le défendeur; qu'il est justifié que lesdits travaux devaient durer jusqu'au 14 juillet prochain; — Attendu que les parties sont d'accord sur le chiffre des acomptes donnés par Fraysse à Chareyron;

que ces acomptes s'élèvent à la somme de 1 400 francs ; qu'à la fin de mars dernier, Fraysse arguant de différents prétextes, a renvoyé Chareyron et rompu les engagements sus-énoncés ; qu'il a prétendu alors ne devoir à Chareyron que la somme de 78 fr. 30, au lieu de celle réclamée par le demandeur, entendant lui faire supporter les jours de chômage forcé en décembre et en janvier derniers ; — Attendu que les appointements de Chareyron étant au mois et non à la journée, la prétention de Fraysse n'est pas admissible ; — Attendu que Fraysse prétend justifier le renvoi de Chareyron par sa mauvaise conduite ; mais qu'admis à faire cette preuve, il n'a point justifié de faits assez graves pour motiver ce renvoi et la rupture de conventions écrites librement consenties sur lesquelles à bon droit Chareyron avait le droit de compter ; — Attendu qu'il n'y a guère qu'un seul témoin, le sieur Duplan, ancien employé de Fraysse aux carrières de Périgneux et sous les ordres duquel était Chareyron, qui articule contre ce dernier des faits d'une certaine gravité, notamment de refus d'obéissance, mais il reconnaît aussi que ces faits avaient été accusés par Fraysse, et que depuis ayant quitté le service de Fraysse, Chareyron n'a plus travaillé sous ses ordres ; — Attendu que pour opérer le renvoi de Chareyron, son contremaître, Fraysse ne justifie d'aucune mise en demeure ; que ce renvoi paraît motivé beaucoup plus par le ralentissement des travaux aux carrières de Périgneux que par la conduite de Chareyron ; — Attendu que lors de la convention, l'engagement

réciroque des parties était fait pour la durée des travaux du tunnel de Terre-Noire, c'est-à-dire le 14 juillet prochain ; qu'il importe peu que, par suite de circonstances imprévues, l'achèvement de ces travaux ait été retardé ; que Chareyron n'a pu compter pour ses engagements au service de Fraysse que jusqu'à cette époque ; — Attendu que pour la résiliation et la rupture par Fraysse de ses engagements, il est dû à Chareyron de justes dommages-intérêts ; que le Tribunal possède les éléments nécessaires pour les apprécier ; — Attendu qu'il n'y a pas lieu de faire droit à la demande reconventionnelle de Fraysse, cette dernière n'étant point justifiée ; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, tant sur la demande principale que sur la demande reconventionnelle, condamnons le défendeur à payer au demandeur : 1° la somme de 300 francs, reste de celle de 1 400 francs pour sept mois d'appointements à raison de 200 francs par mois, dus par Fraysse audit Chareyron, ainsi qu'il résulte des conventions écrites et de la demande sus-énoncée ; 2° celle de 300 francs à titre de dommages-intérêts pour le renvoi de Chareyron avant l'expiration desdites conventions, 14 juillet prochain, aux intérêts de ces sommes tels que de droit et aux dépens liquidés savoir : ceux exposés par le demandeur à 42 fr. 71, ceux exposés par le défendeur à 97 francs : total 139 fr. 71 outre le coût et accessoires du présent jugement auxquels le défendeur est également condamné. »

Observations. — Solutions exactes sur tous les points. Dans l'espèce, l'entrepreneur n'a pu justifier d'aucun grief sérieux de nature à motiver et autoriser la rupture du contrat. Par suite, il devait indemnité au maître carrier.

Just. de paix du 2^e canton d'Angoulême
(Charente).

Prés. : M. LE LÉGARD, A. , juge de paix.

30 juillet 1892.

Femme mariée. — Emprunt. — Besoins du ménage. — Dette de la communauté. — Mari tenu de payer. — Mise hors de cause de la femme.

La femme mariée agit en vertu d'un mandat tacite du mari, lorsqu'elle fait des dépenses, contracte des dettes ou des obligations relatives au ménage. Mais il faut qu'elle n'excède pas les besoins ordinaires du ménage ni les ressources de la communauté.

Dans ces conditions et dans ces limites, la femme engage le mari sans s'engager elle-même, et c'est au mari seul que le créancier doit s'adresser, alors que la femme n'a pas retiré de l'emprunt un profit exclusivement personnel et que l'emprunt n'a pas été spécialement employé pour les enfants communs.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu ce qui est résulté des débats et des pièces versées au procès ; ouï les parties et mandataire ; — Attendu que Vacher est opposant à un jugement que Brunet a obtenu contre lui le 28 mai dernier ; que l'opposition est recevable ; — Attendu que la femme mariée est mandataire du mari lorsqu'elle fait des dépenses,

contracte des dettes ou des obligations relatives au ménage ; — Que toutefois sa sphère d'action est limitée aux besoins ordinaires du ménage, à l'entretien de la famille, sans excéder les ressources de la communauté ; — Que, faites dans ces conditions, ayant un objet utile, les dettes de la femme doivent être acquittées par le mari, obligé lui-même, comme chef de la communauté, de pourvoir à l'entretien de sa maison et à la subsistance de sa famille ; — Attendu qu'il est établi que l'épouse Vacher a touché le plus souvent le salaire de son mari, scieur de long, lequel a travaillé assez fréquemment, depuis le mois de mars 1888, pour la maison Laroche-Joubert et C^e ; — Que la maison Castaner et C^e a livré du vin à la dame Vacher du 16 décembre 1891 au 9 janvier 1892 ; que toujours la dame Vacher a fait les commandes et opéré les versements de fonds ; — Qu'enfin la femme Vacher, dont le mari travaille depuis dix ans environ chez M. Laboisne, s'est présentée constamment pour recevoir de cet entrepreneur l'argent gagné par son mari ; — Attendu qu'il y a lieu de tenir pour constant que Vacher laissait à sa femme une très grande latitude, qu'il avait en elle une entière confiance, et que ces dispositions ont précédé et suivi le prêt dont il s'agit ; — Attendu que Vacher se prétend fort de ce qu'il n'a pas, d'une manière expresse, autorisé sa femme à emprunter une somme de 75 francs ; — Attendu que cet emprunt, fait à la date du 27 septembre 1890, ne paraît pas exorbitant, et qu'il a eu pour objet manifestement les besoins du ménage, ainsi qu'il apparaît d'une lettre de la dame

Vacher, dont l'écriture n'a pas été contestée; qu'une seconde lettre établit que la somme demandée a été réellement prêtée par Brunet à la dame Vacher, qui explique et prie d'excuser le retard mis à la rendre; — Attendu que ni l'un ni l'autre époux ne paraît avoir tiré de la somme prêtée un avantage ou profit exclusivement personnel; que rien n'indique que le prêt ou une partie déterminée dudit prêt ait été spécialement employé pour les enfants communs; que, dans ces conditions, il y a lieu de mettre la femme Vacher hors de cause, l'emprunt ayant servi aux besoins du ménage ou à la subsistance de la famille, profitant ainsi à la communauté, sans en excéder les ressources; — Attendu que les demandes reconventionnelles ne peuvent être accueillies comme non fondées; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens; — Par ces motifs, rejetons l'opposition comme non fondée, repoussons la demande reconventionnelle tant du sieur Vacher que de la dame Vacher; disons que le jugement par défaut sortira son plein et entier effet; condamnons en conséquence Vacher, comme chef de la communauté, à payer et rembourser au sieur Brunet la somme de 75 francs, avec les intérêts de droit; le condamnons aux dépens, la citation à la femme Vacher laissée à la charge de Brunet. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à une jurisprudence constante.

Trib. de simple police de Solre-le-Château (Nord).

Président : M. PLATEAU, juge de paix.

2 avril 1892.

Passage sur un terrain cultivé. — Pré. — Procès-verbal. — Nullité. — Aveu du prévenu. — Mineur. — Père responsable.

A défaut de procès-verbal régulier, l'aveu du prévenu ou de son mandataire suffit pour établir le fait constitutif de la contravention.

Le passage avec chevaux et voiture sur un terrain en nature de pré constitue la contravention prévue et punie par l'article 475, n° 10, du Code pénal.

Le père est civilement responsable de cette contravention, commise par son fils mineur, alors surtout qu'il avait confié à ce dernier le soin de conduire la voiture et les chevaux.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« **LE TRIBUNAL :** — Parties ouïes en leurs explications et moyens de défense; — Ouï le ministère public en ses conclusions; — Attendu, tout d'abord, que le procès-verbal, base de la prévention, dressé à la date du 18 septembre dernier, par le garde champêtre T..., est nul comme étant dressé à la charge seulement du sieur Émile H..., lequel n'a commis aucune contravention, ainsi qu'il ressort, au surplus, des énonciations mêmes dudit procès-verbal; — Qu'il y est dit, en effet, que le sieur Eugène F... a été vu passant avec un chariot sur le terrain d'un sieur Lucien H..., et alors qu'il effectuait un transport pour le compte dudit Émile H...; — Attendu que le sieur Eugène F... et le sieur

Émile H... sont aujourd'hui poursuivis à la requête du ministère public, le premier comme auteur principal de la contravention relevée audit procès-verbal, et le second comme civilement responsable dudit Eugène F... ; — Attendu qu'à cette audience et sur interpellation du ministère public, le sieur Alphonse F... père a déclaré se présenter comme mandataire verbal de son fils mineur susnommé, et aussi en son nom personnel, en tant que civilement responsable de ce dernier, a déclaré, en outre, accepter le débat à cette même audience et s'en rapporter à la sagesse du Tribunal en ce qui concerne la responsabilité qui peut peser sur lui ; — Attendu que M. F... père, au nom de son fils mineur, reconnaît comme étant exact le fait de passage avec chevaux et chariot sur le terrain du sieur Lucien H..., lequel terrain est en nature de pré, c'est-à-dire en état de production permanente ; — Qu'il prétend seulement que le sieur Émile H..., son oncle, pour le compte de qui il effectuait un transport de meubles, a le droit de passer sur ce terrain pour retourner les chariots amenés chez lui où il ne trouve pas place nécessaire pour cela ; que ce droit doit résulter, tout au moins, de la prescription trentenaire ; — Attendu que le sieur Émile H..., dans ses explications, confirme cette prétention ; — Attendu que l'aveu passé par le sieur F... père, au nom et comme mandataire de son fils mineur, suffit, à défaut de procès-verbal régulier ou de tout autre moyen de preuve, pour établir la matérialité du fait constitutif de la contravention ; que cet aveu couvre

toute espèce de nullité et irrégularité et doit entraîner la condamnation du prévenu ; — En ce qui concerne le droit que prétend avoir le sieur Émile H... — droit sur lequel le sieur F... base sa défense — de faire passer, pour les retourner sur le terrain de Lucien H..., autrefois propriété communale, les chariots amenés sur la propriété dudit Émile H... pour la desserte d'icelle ; — Attendu que la servitude de passage étant une servitude discontinuée, ne saurait s'acquérir autrement que par titre, non par prescription, si ce n'est en cas d'enclave ; — Attendu que la propriété du sieur Émile H... n'est pas enclavée ; — Que ledit H... ne produit aucun titre duquel résulterait le droit auquel il prétend ; — En ce qui concerne la responsabilité civile ; — Attendu que cette responsabilité ne saurait peser sur le sieur Émile H..., qui n'avait nullement la garde du prévenu au moment de la contravention, n'avait sur lui aucun droit de surveillance et n'avait pas à lui indiquer telle ou telle direction pour son attelage ; — Qu'ayant chargé M. F... père d'effectuer le transport de son mobilier, il n'avait pas à se préoccuper de la façon dont ce transport s'effectuait ni de la route qui serait suivie par l'attelage que conduisait Eugène F... fils, encore moins de la contravention qui pourrait être commise par celui-ci ; — Mais, attendu que la responsabilité civile qui s'attache au fait commis par le mineur F... incombe entièrement à son père, avec qui il habite (art. 1384 du Code civil), à qui appartient l'équipage que conduisait le prévenu au moment de la contravention ; que le sieur F...

père, qui a jugé bon de confier cet équipage à son fils mineur, ne saurait se soustraire aux conséquences civiles résultant de la contravention ci-dessus rappelée commise par ce dernier; — Par tous les motifs ci-dessus, statuant contradictoirement et en dernier ressort. — Annulons le procès-verbal dont s'agit; — Disons que le sieur Eugène F... a commis la contravention prévue et punie par l'article 475, n° 10, du Code pénal, dont nous avons donné lecture à cette audience, et qui est ainsi conçu : ..., laquelle disposition a abrogé celles de l'article 27 du Code rural du 6 octobre 1791, et, lui faisant application dudit article 475, n° 10, ainsi que des dispositions de l'article 162 du Code d'instruction criminelle, dont nous avons également donné lecture à cette audience, et qui est ainsi conçu : ...; — Vu aussi les articles 483 et 463 du Code pénal; — Condamnons ledit Eugène F... fils en une amende de 6 francs, et, solidairement avec le sieur F... père, civilement responsable, aux dépens, dans lesquels n'entrera pas le coût du procès-verbal dont s'agit; — Fixons à deux jours la durée de la contrainte par corps pour le cas où il y aurait lieu de l'exercer; mettons hors de cause et sans dépens ledit Émile H... »

Observations. — Il est de jurisprudence constante que, à défaut de procès-verbal régulier, la preuve de la contravention peut être faite par tous autres moyens juridiques de preuve, notamment par témoins. A plus forte raison, la preuve est-elle faite par l'aveu du prévenu. — Un seul point semble discutable

dans ce procès. Le juge de police, en présence d'une exception préjudicielle de propriété ou de servitude de passage, ne devait-il pas surseoir jusqu'à ce qu'il eût été statué par les juges civils sur la question préjudicielle? Toutefois, on admet généralement que le juge de police n'est tenu de surseoir qu'autant que l'exception est sérieuse et présente une réelle difficulté. Or, dans l'espèce, on excipait d'une servitude de passage, non fondée en titre, ni même sur le titre légal de l'enclave. Une telle servitude ne pouvant s'établir que par titre ou par suite de l'enclave, le Tribunal de police a pu considérer l'exception comme peu sérieuse, et, par suite, n'était pas absolument tenu de surseoir. C'est ce qu'a décidé un arrêt ancien de la Cour de cassation, du 10 mars 1835, en disant que les juges de simple police ont droit d'apprécier le mérite de l'exception préjudicielle soulevée par le prévenu. Ils ne sont tenus de renvoyer le jugement de l'exception au juge civil que si elle est fondée sur un titre apparent, ou sur des faits équivalents.

Tribunal de simple police de Pontoise
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPH. BOULÉ, juge de paix

18 novembre 1892.

Établissement prétendu incommode. — Désignation du fait constitutif de ce caractère par suite d'un mode particulier d'exploitation. — Question préjudicielle. — Sursis.

Quand le prévenu soutient que son mode d'exploitation pour fabriquer du

plâtre est tel qu'il n'en résulte pas de poussière, et que dès lors son établissement ne peut être classé parmi ceux *incommodes*, il y a lieu de surseoir jusqu'à ce que l'autorité administrative ait tranché la question préjudicielle ainsi soulevée.

Jugé dans ce sens par le Tribunal de police de Pontoise, dans les termes suivants :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que Lacroix soutient que son établissement ne se trouve pas dans la catégorie de ceux qualifiés d'*incommodes* par le décret du 3 mai 1886 ; — Qu'il observe, à l'appui de cette prétention, que, depuis les jugements de ce Tribunal, des 20 février et 5 mars 1891, rendus le premier par défaut et le second contradictoirement, sans opposition, il a adopté un mode de travail pour fabriquer du plâtre qui ôte à son moulin tout caractère incommode par suite de défaut de poussière ; qu'il broie la pierre hors de Pontoise ; — Que, dans cet état de choses, il y a lieu de surseoir à statuer au fond, jusqu'à ce que l'autorité administrative ait tranché la question préjudicielle de savoir si l'établissement tel qu'il fonctionne actuellement a besoin, pour exister, d'une autorisation préalable ; — Par ces motifs : — Remet la cause au mois, pour que, d'ici là, la question préjudicielle soulevée soit tranchée par l'autorité administrative ; — Dit et ordonne en tant que de besoin que le procès-verbal dressé par M. le commissaire de police et l'expédition de celui dressé aujourd'hui, lors de la visite ordonnée, seront, avec les échantillons prélevés sur le produit sortant des moulin et blutoirs de l'éta-

blissement incriminé, transmis à qui de droit. »

Observations. — L'autorité administrative est seule compétente pour constater le caractère d'un établissement industriel et dire s'il est insalubre ou incommode. Par conséquent, le juge de police doit surseoir à toute décision lorsqu'il s'élève une contestation sur le caractère de l'établissement ouvert ou exploité sans autorisation. Voir en ce sens notamment, Cass., 7 août 1869, *ANNALES* 1869, p. 132 ; Cass., 25 novembre 1880, etc.

Just. de paix du 2^e canton d'Angoulême (Charente).

Prés. : M. LE LÉGARD, A. J., juge de paix.

26 novembre 1892.

Machine à coudre. — Privilège du bailleur. — Défaut d'avertissement. — Offres insuffisantes. — Restitution du gage [contre le montant de la somme due.

Le bailleur ne peut exercer son privilège sur les objets garnissant la maison louée et appartenant à un tiers, qu'à la condition d'ignorer que ces objets étaient la propriété d'un tiers.

D'autre part, le tiers, s'il n'a pas avisé le propriétaire en temps utile, doit, pour obtenir la restitution des objets mis en gage, payer ou offrir de payer le montant de la dette en capital, intérêts et frais.

Si les offres sont insuffisantes, le coût de l'acte doit rester à la charge de la partie qui les a faites.

Et, au cas de torts réciproques, il y a lieu à compensation équitable des dépens.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance et les pièces versées aux débats ; oui en leurs explications et conclusions le mandataire du demandeur et la défenderesse ; — Attendu que si le bailleur peut exercer son privilège sur des objets mobiliers appartenant à un tiers, c'est à la condition de n'avoir pas su que ces objets garnissant la maison louée étaient la propriété d'un tiers ; — Attendu, en outre, que le propriétaire des objets mobiliers, donnés en gage par le locataire au bailleur non payé, n'a le droit d'en réclamer la restitution qu'après avoir entièrement payé ou offert de payer entièrement, en capital, intérêts et frais, la dette pour sûreté de laquelle le gage a été affecté ; — Attendu que Bonnet, le 3 mai 1890, a reçu en location, de la Compagnie manufacturière Singer, une machine à coudre n° 8366 014 ; — Attendu que, l'année suivante, le 9 juin, la femme Bonnet a reconnu devoir à la dame Gary la somme de 20 francs pour un mois de loyer exigible le lendemain, et qu'elle a laissé en garantie une machine à coudre et un sac d'effets, s'obligeant à payer ladite somme le jour où elle ferait prendre la machine et les effets ; — Attendu que Bonnet lui-même a déclaré, le 2 novembre 1891, avoir reçu de la dame Gary le sac de linge et effets que sa femme lui avait laissé à son départ comme garantie ; — Qu'il n'est donc pas douteux que la dame Gary n'ait reçu et gardé, à titre de gage, la machine à coudre dont il s'agit ; — Que, vainement, Bonnet a prétendu, dans une lettre du 30 mars dernier, que la machine n'était

point engagée pour le mois de loyer (20 francs), dont il se reconnaissait débiteur envers la dame Gary, et qu'elle avait été laissée par sa femme sans son consentement ; — Attendu, au surplus, que la femme mariée agit en vertu d'un mandat tacite du mari, lorsqu'elle règle les questions de loyer d'assez peu d'importance, et qu'il résulte de ce qui précède que la femme Bonnet était accoutumée et autorisée à agir ainsi ; — Qu'on peut même induire de la lettre précitée que Bonnet eût rendu la machine à la Compagnie Singer, si elle n'avait été réellement engagée ; — Attendu que la Compagnie Singer paraît avoir compris et accepté cette situation, puisque, à la date du 14 de ce mois, elle a sommé la dame Gary de lui remettre la machine contre la somme de 20 francs, dont Bonnet était débiteur, offrant elle-même cette somme ; — Qu'elle a ainsi renoncé à invoquer l'article 2102, § 4, du Code civil, ne pouvant, du reste, invoquer cette disposition de la loi, puisque la machine a été donnée en gage antérieurement à l'avis indispensable de la Compagnie Singer, qui est du 18 juin 1891, avis formellement contesté, sans qu'il soit établi qu'il est parvenu à la dame Gary ; — Qu'il n'est pas allégué que cette dame ait eu autrement connaissance que la machine appartenait à la Compagnie Singer ; — Attendu que la dame Gary, régulièrement sommée, ainsi qu'il a été dit, a eu le tort de ne pas faire connaître la somme qu'elle se croyait en droit de réclamer ; qu'elle a déclaré seulement à l'audience de ce jour qu'elle demandait 20 francs pour le

loyer dont il a été parlé, puis 3 francs par mois pour avoir gardé la machine; — Attendu qu'il est équitable, en raison du temps écoulé, de lui accorder une indemnité de 15 francs; — Attendu que, dans ces conditions, l'offre d'une somme de 20 francs est insuffisante et que le coût de l'acte faisant cette offre doit rester à la charge de la Compagnie Singer; — Attendu que les parties, succombant respectivement, il y a lieu de compenser les dépens; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort. — Condamnons la veuve Gary à remettre au gérant de la succursale de la Compagnie Singer, à Angoulême, la machine à coudre n° 8366 014 contre la somme de 35 francs, indemnité comprise, sinon à payer pour la valeur de ladite machine la somme de 150 francs, arbitrée comme suffisante par le Tribunal de paix, sous déduction de la somme de 35 francs; — Laissons le coût de la sommation, taxé et liquidé à la somme de 5 fr. 30, à la charge de la Compagnie; — Disons que le coût de la citation et le coût du présent jugement seront supportés, par moitié, entre ladite Compagnie Singer et la veuve Gary; la levée et la signification du jugement à la charge de la partie qui y donnera lieu. »

Observations. — En principe, tous les objets garnissant les lieux loués sont le gage du propriétaire. Il y a, toutefois, exception à cette règle, à l'égard des objets appartenant à des tiers, lorsque le propriétaire a été dûment avisé du dépôt momentané de ces objets dans les lieux loués. C'est ainsi,

notamment, que le propriétaire ne peut faire saisir un piano donné en location par un marchand de pianos, de marchandises, matières premières ou autres, déposées dans les lieux loués pour y être ouvrées ou manufacturées, etc. — Il en est de même des cas où le propriétaire ne pourrait exercer son privilège sur certains objets garnissant les lieux loués, si, par la nature même de l'industrie de son locataire, et sans qu'il fût besoin d'avis préalable, le propriétaire n'a pu ignorer que ces objets appartenaient à des tiers et n'étaient dans les lieux que pour y être travaillés, réparés et rendus, telles notamment les montres confiées à un horloger pour y être réparées. — Dans l'espèce, il s'agissait d'une machine à coudre. Le propriétaire ne pouvait pas savoir si cette machine appartenait à son locataire, ou si elle lui était seulement louée, et, à défaut d'avis formel de la part de la compagnie propriétaire de cette machine, il a pu valablement retenir cette machine comme gage des loyers à lui dus. — Les solutions de ce jugement nous paraissent donc devoir être entièrement acceptées. La Compagnie Singer aurait pu revendiquer utilement sa machine à coudre si, au moment de l'introduction de cette machine dans la maison de la veuve Gary, elle avait averti cette dame que la machine n'appartenait pas au locataire. Mais cet avis n'ayant pas été donné, ou ne l'ayant été que tardivement, la Compagnie ne pouvait la reprendre qu'à charge de payer préalablement ce qui restait dû par le locataire.

Justice de paix du canton de Saint-Béat
(Haute-Garonne).

Président : M. DE LAMY, juge de paix.

25 octobre 1890.

Demande personnelle et mobilière en remboursement d'avances. — Assurances. — Impositions. — Quittances. — Preuve insuffisante.

La détention par un demandeur de diverses quittances d'assurances et d'impositions et autres reçus n'est pas une preuve suffisante que ce demandeur ait payé de ses deniers, pour le compte du défendeur, les diverses sommes qu'il réclame.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Attendu que le sieur Dret réclame à son beau-père, Jacques Tomps, le remboursement de certaines sommes qu'il aurait payées à sa décharge ; — Attendu qu'il est de principe de droit que tout demandeur doit justifier sa réclamation ; — Attendu que la détention par le sieur Dret de quittances d'assurances et d'impositions ne prouve en aucune façon qu'il ait fait à son beau-père l'avance de ces diverses sommes, s'élevant à 265 francs ; — Attendu que toutes les quittances produites par le demandeur, sans aucune exception, sont libellées au nom du défendeur ; que, par le seul fait que toutes ces quittances sont ainsi libellées au nom du sieur Tomps, la présomption de droit est que c'est ce dernier qui a payé de ses deniers ; — Attendu, en effet, que si le sieur Dret avait réellement payé toutes ces quittances,

il aurait fait consigner sur les reçus qu'il payait de ses deniers, mais à la décharge de Jacques Tomps, son beau-père ; — Attendu qu'il y a lieu, dès lors, de croire que ces diverses quittances ont été remises au sieur Dret, soit parce qu'il était sur les lieux, à Eup, soit parce qu'il gérait la propriété de son beau-père, en l'absence de ce dernier, qui réside à Arles ; — Attendu que, dans l'espèce, ce serait au sieur Dret qu'incomberait la charge de prouver, par lettre émanant de son beau-père ou autre document précis, qu'il a fait ces divers paiements de ses deniers ; en d'autres termes, qu'il en a fait l'avance à son beau-père ; — Attendu que le sieur Dret ne fournit point cette preuve ; qu'il résulte même d'une lettre à la date du 11 mai 1887, enregistrée, par lui écrite à son beau-père, que le sieur Dret était, à cette époque, dans un pressant besoin d'argent et qu'il remercie le sieur Tomps de lui avoir envoyé la somme de 20 francs ; — Attendu qu'à cette date du 11 mai 1887, malgré sa situation pécuniaire, le sieur Dret ne fait aucune allusion, dans le cours de sa lettre, aux importantes avances d'argent que le demandeur prétend avoir faites à son beau-père de l'année 1882 à l'année 1889 ; — Qu'il est invraisemblable, dans ces circonstances, qu'il ne soit intervenu, de 1882 à ce jour, aucun règlement entre les deux parties ; — Attendu qu'il résulte des explications par eux fournies à l'audience qu'il y a à peine deux mois, le sieur Dret a payé à son beau-père une somme de 300 francs sans formuler aucune réserve expresse à cet égard ; — Que, tout récemment encore, dans

une instance introduite par le sieur Toms contre son gendre, devant la justice de paix de Saint-Béat, en payement de quelques denrées vendues par le sieur Dret et appartenant à son beau-père, le sieur Dret fut condamné à payer au sieur Toms la somme de 97 francs et ne fit entendre, en cette circonstance, aucune espèce de réclamation; — Attendu, enfin, qu'il résulte de la déposition du sieur Martin, maire de la commune d'Eup, unique témoin de l'enquête, que le sieur Dret avait eu longtemps en sa possession la clef de la maison de son beau-père et que l'on dut recourir, il y a deux mois, à l'autorité du maire d'Eup, pour retirer ladite clef des mains du sieur Dret; — Que les rapports étant, depuis plusieurs mois, très tendus entre les parties, le sieur Dret a pu se saisir de certains papiers pour s'en faire plus tard une arme contre son beau-père; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens; — Par ces motifs, rejetons, comme non justifiée, la demande du sieur Dret et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Les motifs de ce jugement sont tout à fait concluants et ne nous laissent rien à y ajouter. Il est bien certain que la détention d'une quittance délivrée au nom d'un tiers ne prouve pas que celui qui la détient en ait payé le montant de ses deniers. La présomption est que c'est le tiers qui a payé.

Justice de paix du canton de Lens
(Pas-de-Calais).

Présid. : M. LE JARDINIER, juge de paix.

20 septembre 1892.

Accident. — Responsabilité. — Chariots attelés bout à bout. — Preuve de l'accident. — Père. — Défaut de surveillance. — Rejet de la demande.

Le conducteur d'une voiture n'est pas responsable de l'accident survenu à un tiers, lorsqu'il n'a commis aucune faute, et qu'au contraire l'accident est le résultat d'une faute ou d'une imprudence commise par ce tiers.

Le fait de conduire deux chariots dont l'un est attaché au premier seul attelé ne constitue pas un fait interdit par les règlements.

Le fait par un enfant de monter sur le chariot vide à l'insu du conducteur constitue une imprudence, et la chute de l'enfant, en ce cas, n'est pas imputable au voiturier.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que G... a fait citer devant nous B... à l'effet de s'entendre condamner à lui payer la somme de 200 francs à titre de dommages-intérêts en raison des blessures occasionnées à sa fille mineure par suite de ce fait que le domestique de B... conduisait deux chariots bout à bout et ce dernier étant par suite responsable de l'imprudence ou de la négligence de son domestique avec intérêts de droit et dépens de l'instance; — Attendu que B... ayant allégué que l'accident ne lui était pas imputable et qu'au surplus il n'en était pas survenu de blessure à la fille du demandeur comme le prétendait à tort ce dernier, il a été procédé à

l'audition du témoin cité par ce dernier à l'appui de sa demande; — Attendu qu'il résulte de sa déposition que B... s'en allait aux champs avec deux chariots attachés bout à bout, le premier seul étant attelé et dans lequel il se trouvait avec son domestique et diverses personnes et le second vide; — Que c'est alors la fille du demandeur qui avait grimpé à l'insu du défendeur sur le timon du second char, en est alors tombée à la suite d'une secousse et a roulé sous une roue du chariot qui lui serait alors passé sur le corps; — Attendu que l'accident ayant eu lieu dans les conditions dont s'agit, il en résulte qu'il ne saurait être attribué à la négligence ou à l'imprudence du défendeur; qu'en effet le fait de réunir deux chariots pour les faire traîner par des chevaux en tête du premier ne saurait être contraire aux lois et règlements sur la police du roulage; — Attendu que le demandeur, en qualité quant à lui a pour devoir de surveiller ses enfants en bas âge et de ne pas les laisser courir à l'abandon sur les routes et s'exposer à des accidents de la nature de celui qui est arrivé à sa fille Rosalie, et que, par suite, il est gravement en tort d'avoir failli au devoir paternel; qu'il a ainsi commis une faute dont les conséquences ne peuvent, par suite, que lui être imputables; — Attendu, au surplus, qu'il n'a pas rapporté la preuve que sa fille Rosalie ait eu des blessures lui ayant occasionné, à lui demandeur, perte de temps pour des soins à lui prodiguer, ni perte d'argent des visites de médecin et des médicaments en raison des faits dont s'agit; — Qu'il résulte, au contraire,

des débats que Gaigneur, en sa qualité d'ouvrier mineur, pouvait avoir gratuitement pour sa fille Rosalie des visites de médecin et des médicaments pour le cas où elle aurait été blessée; — Attendu que de tout ce qui précède il résulte que la demande de Gaigneur n'étant pas fondée, il y a lieu de la rejeter; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort, déclarons le demandeur, en sa qualité non recevable, en tout cas mal fondé en sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens liquidés à 13 fr. 65, en ce non compris coût et suites du présent jugement auxquels il est également condamné. »

Observations. — La responsabilité d'un accident peut être réduite ou partagée entre les deux parties lorsqu'il y a faute ou imprudence des deux parts; mais dans l'espèce, la faute était exclusivement imputable à l'enfant, qui était montée imprudemment dans le chariot vide, et à son père qui l'avait laissée divaguer sur les chemins; la demande intentée contre le propriétaire ou le conducteur de la voiture devait donc nécessairement être rejetée.

Tribunal de simple police de Pavilly
(Seine-Inférieure).

Président : M. ROLLAND, juge de paix.

12 août 1902.

Logement militaire. — Pouvoir du maire.
— **Dépandances des gares. — Refus de**
loger. — Contravention.

La loi du 3 juillet 1877 confère aux maires le soin de pourvoir au logement et au cantonnement des troupes chez l'habitant.

En conséquence, est en contravention le chef de gare qui refuse de recevoir et de loger, dans les dépendances de la gare affectées à son propre logement, un sous-officier porteur d'un billet de logement délivré par le maire.

Ce chef de gare exciperait en vain d'une circulaire du ministre des travaux publics, aux termes de laquelle le logement des troupes ne pourrait être imposé aux agents des compagnies de chemins de fer dans les dépendances des gares ou de la voie.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Après l'appel de la cause par l'huissier de service, lecture est donnée par le greffier du procès-verbal dressé par le sieur Ridet, garde champêtre à Pavilly, le 20 juillet dernier, affirmé et enregistré dans les délais de droit, constatant que le 17 juillet, et sur l'ordre qui lui en avait été donné par M. le maire de Pavilly, ledit sieur Ridet s'est transporté au domicile du prévenu, accompagné d'un sergent fourrier du 28^e de ligne porteur d'un billet de logement au nom du sieur Radet, et qu'arrivé en la demeure de ce dernier, l'ayant requis de loger le militaire porteur du billet, le sieur Radet a déclaré s'y refuser complètement, disant qu'il avait des instructions qui lui défendaient de loger aucun militaire.

Le prévenu a reconnu les faits, mais a dit que s'il ne s'était pas conformé à la réquisition du garde champêtre, c'est qu'il ne croyait pas devoir le faire conformément aux instructions contenues dans une circulaire de M. le ministre des travaux publics en date du 12 juillet 1888, dont il a donné lecture.

Le ministère public expose ce qui suit :

Un procès-verbal régulier, dressé par le garde champêtre de Pavilly, constate que le 17 juillet dernier, à Pavilly, le sieur Radet, chef de gare, a refusé de loger un sous-officier porteur d'un billet de logement délivré par M. le maire de Pavilly. Le fait est reconnu par le sieur Radet, mais il invoque, pour être relaxé de la poursuite contre lui, une circulaire de M. le ministre des travaux publics en date du 12 juillet 1888, aux termes de laquelle le logement des troupes ne pourrait être imposé aux agents des Compagnies de chemins de fer logés dans les dépendances des gares ou de la voie. Il résulte des renseignements fournis par M. le maire de Pavilly que cette circulaire n'a pas été portée à sa connaissance ; mais, d'ailleurs, les circulaires ministérielles n'ayant ni la valeur d'une loi ni celle d'un décret et ne pouvant par cela même apporter aucune modification aux lois et décrets, il y a lieu uniquement dans la circonstance actuelle de rechercher si, d'après la loi en vigueur, le sieur Radet est astreint au logement des militaires. Or le premier paragraphe de l'article 12 de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires est ainsi conçu : « Dans l'établissement du logement ou du cantonnement chez l'habitant, les municipalités ne feront aucune distinction de personnes, quelles que soient leurs fonctions ou leurs qualités. » Aux termes de l'article 13, les municipalités doivent veiller à ce que la charge du logement ou du cantonnement soit répartie sur tous les habitants. Les seules exceptions

apportées à cette règle par les articles 12 et 13 concernent une catégorie d'officiers ou de fonctionnaires militaires et les établissements publics ou particuliers requis préalablement par l'autorité militaire et effectivement utilisés par elle. Il résulte donc des dispositions de la loi qu'en dehors des exceptions ci-dessus indiquées, tous les habitants sont soumis à la charge du logement, qu'ils soient ou non agents des compagnies de chemins de fer. On ne peut tirer de l'article 34 de la loi aucun argument en faveur de ces derniers; cet article s'applique à des réquisitions d'un autre ordre que le logement et qui ne s'exécutent pas de la même manière. Le titre III de la loi de 1877 règle tout ce qui concerne le logement ou le cantonnement, les municipalités seules sont chargées de son exécution. L'exécution des autres réquisitions est réglée par le titre IV; le maire, dans ce cas, est assisté de deux conseillers municipaux et de deux des plus imposés, et c'est aux réquisitions faites en cette forme que se rapporte l'article 34. En effet, le logement n'est pas un objet; ce n'est pas des compagnies de chemins de fer qu'on le requiert, mais de leurs agents comme habitants de la commune; bien que ces agents soient logés dans des immeubles dont les compagnies sont propriétaires, leur situation, au point de vue de la loi, n'est pas différente de celle d'un directeur d'usine, par exemple, logé dans une maison appartenant à une société commerciale propriétaire de l'usine. Le logement des troupes est une charge d'habitant qui se répartit sur tous aussi bien que la contribution per-

sonnelle mobilière. Les agents des compagnies de chemins de fer n'en peuvent pas plus être exonérés qu'ils ne le sont de cette contribution. Il est à remarquer à ce sujet que, longtemps avant la loi de 1877, les compagnies de chemins de fer avaient cherché à faire dispenser leurs agents du logement militaire, en invoquant contre la loi l'ordonnance de 1846 sur la police des chemins de fer. Ce moyen spécieux a toujours été rejeté. Le gouvernement n'ignorait pas les prétentions des compagnies à cet égard, puisqu'elles avaient donné lieu à deux circulaires en 1858 et 1859, et il est évident que si, en 1877, les législateurs avaient eu l'intention de dispenser du logement les agents des compagnies de chemins de fer, ils l'auraient expressément indiqué dans la loi. L'article 2 de la loi du 3 juillet 1877 prescrit qu'à l'arrivée de la troupe et sur la présentation des ordres de route, les municipalités délivreront les billets de logement. Les billets de logement ainsi délivrés pour l'exécution de la loi ont le caractère d'arrêtés administratifs individuels, et le refus de s'y conformer a pour sanction l'article 21 de la loi, lorsque le maire a pris, en exécution de l'article 27 du décret du 2 août 1877, un arrêté fixant la somme à payer. Dans l'espèce, le militaire imposé au sieur Radet ayant été logé par un autre habitant qui s'en est chargé gratuitement, le maire de Pavilly n'a pas eu à prendre l'arrêté indiqué à l'article 27 du règlement d'administration publique; mais il n'en résulte pas moins, à la charge du sieur Radet, une contravention qui tombe alors sous l'application de l'ar-

ticle 471, n° 15, du Code pénal.

Par ces motifs, le ministère public conclut à ce qu'il plaise au Tribunal faire application au sieur Radet de l'article 471, n° 15, du Code pénal, et le condamner en outre aux dépens.

Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal sus-énoncé, partie ouïe en ses explications et le ministère public en ses conclusions ; — Attendu que la loi du 3 juillet 1877 confère aux maires le soin de pourvoir au logement et au cantonnement des troupes chez l'habitant ; que ce pouvoir est défini d'une façon précise par les articles 10, 11, 12 et 13 de la loi ; que l'article 12 dit que les municipalités ne feront aucune distinction de personnes, quelles que soient leurs fonctions ou qualités, et énumère ensuite celles qui seront dispensées de fournir le logement dans leur domicile, et que l'article 13 dit que les municipalités veilleront à ce que la charge du logement ou du cantonnement soit répartie avec équité sur tous les habitants ; — Attendu que par procès-verbal en date du 17 juillet 1892, le garde champêtre de Pavilly constate que le sieur Radet, chef de gare, a refusé de loger un sous-officier porteur d'un billet de logement délivré par M. le maire de Pavilly ; que ce fait est reconnu par Radet à l'audience de ce jour, mais qu'il invoque, pour être relaxé de la poursuite, une circulaire du ministre des travaux publics en date du 12 juillet 1888, par laquelle le logement des troupes ne pourrait être imposé aux agents des compagnies de chemins de fer dans les dé-

pendances des gares ou de la voie ; — Attendu que cette circulaire ministérielle était ignorée du maire lorsqu'il a fait dresser les billets de logement ; que d'ailleurs elle ne peut prévaloir contre la loi et y apporter aucune modification ; que M. le ministre de l'intérieur pouvait recommander aux maires de ne point donner de billets de logement chez les chefs de gare ou autres agents logés dans les dépendances des gares, mais pour maintenir le principe d'égalité entre les habitants ne devrait-il envoyer cette instruction qu'à charge, pour les agents dispensés, de contribuer aux frais du logement dans les conditions indiquées par l'article 12 ; — Attendu que l'article 34 de la loi, invoqué par la circulaire de M. le ministre des travaux publics, ne s'applique pas au logement ni au cantonnement qui est réglé par le titre III ; que le logement ne peut pas être considéré comme un objet, tel que le désigne ledit article ; que ce n'est pas des compagnies de chemins de fer qu'on le requiert, mais de leurs agents comme habitants de la commune et imposés aux contributions comme tous les autres citoyens ; — Attendu que le maire de Pavilly, en délivrant un billet de logement à Radet, a agi en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi et que Radet, en refusant de se conformer à cette injonction, a commis une contravention qui tombe sous l'application de l'article 471, n° 15, du Code pénal ; — Par ces motifs, vu les articles 471, n° 15, du Code pénal et 162 du Code d'instruction criminelle, dont lecture a été donnée séance tenante, ainsi conçus : —

« Art. 471, n° 15. Seront punis d'a-

« mende, depuis 1 franc jusqu'à
 « 5 francs inclusivement, ceux qui
 « auront contrevenu aux règlements
 « légalement faits par l'autorité ad-
 « ministrative et ceux qui ne se se-
 « ront pas conformés aux règle-
 « ments ou arrêtés publiés par l'au-
 « torité municipale en vertu des
 « articles 3 et 4, titre XI, de la loi
 « des 16-24 août 1790, de l'article 46,
 « titre I^{er}, de la loi des 19-22 juil-
 « let 1791. — Art. 162. La partie qui
 « succombera sera condamnée aux
 « frais même envers la partie pu-
 « blique; les dépens seront liquidés
 « par le jugement; » — Con-
 damne Radet à 1 franc d'amende et
 aux dépens, et fixe au minimum la
 contrainte par corps. »

Observations. — Une circulaire

ministérielle ne peut prévaloir contre
 la loi. Le maire seul, en vertu de
 la loi de 1877, a pouvoir de répar-
 tir la charge du logement militaire
 entre les habitants, et il a le devoir
 de la répartir aussi également que
 possible. Seuls sont dispensés par
 la loi les femmes ou filles vivant
 seules, les établissements reli-
 gieux, etc., à charge par eux de
 faire loger ailleurs et à leurs frais
 les militaires qu'ils ne logent pas à
 domicile. La loi ne comporte pas
 d'autres exceptions; un chef de
 gare ne peut donc se dispenser de
 cette charge, alors qu'on lui pré-
 sente un billet de logement déli-
 vré par le maire, et le ministre
 lui-même n'a pu valablement l'en
 exonérer.

Tribunal de simple police du canton
de Saint-Martin (île de Ré)
(Charente-Inférieure).

Président : M. GUILLOTON, juge de paix.

17 février 1893.

*Arrêté municipal. — Société musicale. —
Défense de jouer sans autorisation sur
la voie publique. — Insignes déployés.
— Interprétation. — Renvoi du pré-
venu.*

Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui dispose que toutes les sociétés musicales, autorisées ou non, ne pourront jouer sur la voie publique sans autorisation. Un tel arrêté, général dans ses termes, ne constitue pas une mesure individuelle à l'égard d'une musique plutôt que d'une autre, et le juge de police n'a pas à rechercher pour quels motifs l'autorisation a été refusée à une des sociétés.

Mais lorsqu'il est dit dans l'arrêté qu'une société musicale ne pourra jouer sans autorisation sur la voie publique avec bannières et insignes déployés, cet arrêté doit être interprété dans son sens le plus large, c'est-à-dire que l'interdiction de jouer sur la voie publique n'a d'effet qu'autant que la société a joué avec bannière et insignes déployés.

Si le procès-verbal n'a pas constaté que la société eût déployé ses bannière et insignes, le chef de musique poursuivi doit être relaxé.

Le simple port, par les musiciens, d'une casquette galonnée avec lyre ne constitue pas l'insigne déployé dont parle l'arrêté.

Ainsi décidé dans l'espèce que voici :

A l'audience du 7 février 1893, le greffier donne lecture d'un procès-verbal rédigé le 25 décembre dernier par le sieur Alexandre Chemineau, garde champêtre de la commune du Bois, affirmé le lendemain, visé pour timbre et enregistré.

MARS 1893.

Ce procès-verbal constate que, contrairement à l'arrêté municipal de M. le maire de la commune du Bois, en date du 1^{er} novembre 1891, homologué par M. le préfet de ce département le 6 du même mois et notifié aux intéressés le 11 dudit mois de novembre, ladite Société philharmonique a été rencontrée par ledit garde champêtre, le 25 décembre 1892 à une heure du soir, jouant en marche sur la voie publique, section de la Place, et revêtue de leurs insignes, sans en avoir obtenu l'autorisation ni de M. le maire ni de M. l'adjoint.

Le garde fait connaître dans son procès-verbal qu'il le dresse contre le chef de cette musique, considérant qu'il y a de leur part (les musiciens) préméditation, mépris porté à l'autorité municipale et troisième récidive.

Invité à faire connaître ses dires et moyens de défense, le sieur André Cognacq, défendeur, formula les conclusions suivantes qu'il développa ensuite :

« Attendu que le 25 décembre 1892, le garde champêtre de la commune du Bois, île de Ré, a dressé procès-verbal contre ledit André Cognacq, chef de la Société de musique Sainte - Cécile, qui jouait en marche sur la voie publique, revêtue de leurs insignes; avec cette circonstance qu'il y a « préméditation, mépris porté à « l'autorité municipale et troisième « récidive, en contravention à l'arrêté municipal du 1^{er} novembre 1891 » ; — Attendu que les deux questions soulevées par la poursuite sont les suivantes : — 1^o le fait d'avoir joué en marche, sur la voie publique, constitue-t-il

une contravention à la charge de la musique Sainte-Cécile, alors que les musiciens portaient un insigne (galon d'argent) à leurs casquettes? — 2° et si ce galon d'argent pouvait être considéré comme un insigne, l'arrêté du 1^{er} novembre 1891 pourrait-il atteindre la Société Sainte-Cécile? — Attendu que l'arrêté du 1^{er} novembre 1891 porte défense à toute société musicale de jouer *avec bannières ou insignes déployés*; — Que, dans le sens de l'arrêté, le mot *insignes* est synonyme de bannières; — Que déjà M. le juge de paix, par un jugement de simple police, en semblable cas, a interprété cet arrêté dans le sens des présentes conclusions et a annulé un précédent procès-verbal, dressé contre la même Société Sainte-Cécile; — D'où il suit qu'il n'y a aucune récidive et encore moins mépris de l'autorité municipale; — Attendu qu'il y a intérêt pour la Société musicale Sainte-Cécile à ce qu'il soit *immédiatement statué* sur la question de savoir si l'arrêté municipal peut atteindre l'inculpé dans les conditions où il est exécuté; — Attendu qu'aux termes de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884 un maire a le droit de prendre des arrêtés, mais qu'il ne peut procéder que par voie réglementaire; qu'en outre ses arrêtés doivent avoir un caractère général, excepté dans les cas spéciaux prévus par la loi; — Attendu, notamment, qu'un maire n'a pas le droit d'ordonner par arrêté que l'une des musiques d'une commune ne pourra jouer sur la voie publique (Cass., 19 avril 1890, Sirey, 1892, I, 425); — Attendu que s'il est démontré qu'un maire, en donnant à un arrêté la forme d'une ré-

glementation générale, n'a entendu que tourner la loi et ne s'est servi de ses pouvoirs que pour atteindre une personnalité, un but autre que celui en vue duquel la loi lui a confié ces pouvoirs, l'arrêté par lui pris est également nul (Conseil d'État, 3 avril 1889, Société philharmonique de Marans, motifs; *Idem*, 2 décembre 1887, Société de l'Union musicale de Rugles, Sirey, 1889, III, 55; Cass., 1^{er} avril 1887, Société l'Harmonie du Commerce de Saint-Germain en Laye, Sirey, 1889, III, 10); — Attendu, en fait, que M. Airaud-Brin, actuellement maire du Bois, a fait partie de la Société Sainte-Cécile et s'en est retiré à la suite de difficultés que constatent les registres de cette Société — Que par un premier arrêté, pris au mois d'octobre 1891, M. le maire Airaud-Brin interdisait à ladite Société de jouer sur la voie publique; — Que l'administration préfectorale refusa d'homologuer cet arrêté; — Que quelques jours après, M. le maire Airaud-Brin prit l'arrêté du 1^{er} novembre 1891, visé dans le procès-verbal du garde champêtre; — Que, depuis cet arrêté, l'autre musique de la commune du Bois (la Lyre nationale) obtient quand bon lui semble l'autorisation de jouer sur la voie publique; que cette autorisation est systématiquement refusée à la musique Sainte-Cécile, malgré qu'elle n'ait jamais donné lieu à une plainte, et malgré le respect qu'elle témoigne dans ses demandes envers l'autorité municipale; — Que les 16 avril, 8 octobre, 21 novembre, 8 décembre et 31 décembre derniers, M. le maire du Bois a opposé aux demandes qui lui étaient res-

pectueusement soumises, un refus général pour l'avenir, ajoutant : *Soit dit, une bonne fois pour toutes, il m'est impossible de vous laisser jouer sur la voie publique dans toute l'étendue de notre commune* ; — Que même au commencement de septembre 1892, M. le maire a demandé à la préfecture de la Rochelle de prononcer la dissolution de la Société musicale Sainte-Cécile, ce qui lui fut refusé le 13 septembre dernier ; — Que rien ne motive de pareils agissements, mais que tous ces faits démontrent bien que l'arrêté du 1^{er} novembre 1891 est un acte individuel, interdit par la loi et la jurisprudence ; — Plaise à M. le juge de paix et de simple police du canton de Saint-Martin, île de Ré, dire que le procès-verbal et la poursuite qui en est la conséquence ne sont pas recevables : — 1^o parce que la musique Sainte-Cécile ne jouait pas avec insignes déployés ; — 2^o parce que les faits de la cause démontrent qu'en prenant, dans la forme d'un règlement général, son arrêté du 1^{er} novembre 1891, M. le maire n'a eu en vue que la Société Sainte-Cécile ; — Renvoyer en conséquence ledit sieur André Cognacq des fins de la plainte portée contre lui, sans amende ni dépens. »

Le ministère public a résumé l'affaire et conclu à ce que l'arrêté de M. le maire du Bois, île de Ré, précité et approuvé par M. le préfet, soit déclaré comme ayant été légalement pris, et a requis contre le sieur André Cognacq l'application de l'article 471, n° 15, du Code pénal, comme ayant contrevenu audit arrêté et avec dépens.

Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Ouf lecture du procès-verbal dressé par le garde champêtre de la commune du Bois, en date du 25 décembre 1892, contre le sieur André Cognacq, chef de musique de la Société philharmonique Sainte-Cécile, pour avoir fait jouer sa musique sur la voie publique, sans en avoir obtenu l'autorisation de l'autorité municipale, et ce en se basant sur l'arrêté municipal du 1^{er} novembre 1891, homologué ; — Vu l'arrêté municipal de M. le maire de la commune du Bois, en date du 1^{er} novembre 1891, homologué par M. le préfet, le 16 novembre suivant, lequel est ainsi conçu : — « Nous, maire de la commune du Bois, île de Ré ; — Vu « la loi du 5 avril 1884, articles 97 « et suivants, et l'article 471, n° 15, « du Code pénal ; — Arrêtons : « Article 1^{er}. Il est interdit à toute « société musicale, autorisée ou « non autorisée, de jouer avec bandières ou insignes déployés, sur « la voie publique, sans notre permission préalable. — Article 2. « Les contraventions au présent « arrêté seront constatées par des « procès-verbaux et poursuivies « conformément aux lois. — Mairie « du Bois, le 1^{er} novembre 1891. — « Le maire, *signé* : Airaud-Brin. — « Homologué par M. le préfet, le « 6 novembre 1891. — Mairie du « Bois, le 19 décembre 1892. — Le « maire, *signé* : Airaud-Brin. » — Ouf le sieur André Cognacq, chef de la musique la Sainte-Cécile, dans ses conclusions sus-transcrites, et par lesquelles il conclut à être renvoyé sans amende ni dépens des fins de la plainte portée contre lui dans le procès-verbal sus-relaté et enregistré ; — Ouf le ministère pu-

blic dans ses conclusions, lequel, après avoir résumé l'affaire, a conclu à ce que l'arrêté de M. le maire de la commune du Bois, précité et approuvé par M. le préfet, soit déclaré comme ayant été légalement pris, et a requis contre ledit André Cognacq l'application de l'article 471, n° 15, du Code pénal, avec dépens; — Attendu qu'il appartient au juge de police de rechercher si l'arrêté en vertu duquel le procès-verbal a été dressé est légal ou non; — Que des explications, des notes et renseignements fournis par le sieur Cognacq, ayant pour but de faire établir que l'arrêté précité, tout en interdisant d'une manière générale à toutes les musiques, autorisées ou non, le droit de jouer sur la voie publique sans autorisation, n'a été pris et n'a eu pour but que d'empêcher la musique la Sainte-Cécile de jouer sur la voie publique, puisqu'on lui refuse l'autorisation chaque fois que son chef la demande, tandis que l'autre musique joue sur la voie publique sans en demander l'autorisation; que dès lors cet arrêté qui vise seule la musique Sainte-Cécile est entaché d'illégalité, et comme tel doit être déclaré illégal et non obligatoire; — Attendu qu'il ne résulte pas pour nous la preuve suffisante, ainsi que le prétend le sieur Cognacq, que l'arrêté précité de M. le maire, approuvé par M. le préfet, ait été pris spécialement en vue d'empêcher ladite musique Sainte-Cécile de jouer sur la voie publique, en lui refusant systématiquement l'autorisation, et qu'il ne nous appartient pas de rechercher quels sont les motifs pour lesquels M. le maire refuse de donner cette autorisation,

dont lui seul est appréciateur; car, en effet, il peut avoir des motifs que nous ne connaissons pas pour en agir ainsi; — Que cet arrêté prescrit d'une manière générale que toutes les sociétés musicales, autorisées ou non, ne pourront jouer sur la voie publique sans une autorisation, ne comporte pas une mesure individuelle, à l'égard d'une musique plutôt que d'une autre; — Disons que cet arrêté est légal et dès lors obligatoire. — En ce qui concerne l'arrêté précité, en vertu duquel le procès-verbal a été dressé: — Attendu qu'il appartient également au juge de police de rechercher et d'interpréter, dans le sens le plus large, un arrêté en vertu duquel procès-verbal est dressé; — Attendu que l'arrêté de M. le maire du Bois, du 1^{er} novembre, sus-relaté, dit: « que toute société musicale, « autorisée ou non, ne pourra jouer « sur la voie publique *avec bannières* « ou *insignes déployés*, sans autorisation préalable; » — Qu'en s'exprimant ainsi, M. le maire n'a pas entendu interdire aux musiques de jouer sur la voie publique sans autorisation, d'une manière générale, car sans cela il l'eût dit et n'aurait pas eu besoin d'ajouter: « avec « bannières ou insignes déployés; » que ce n'est donc que dans ces dernières conditions que défense leur est faite de jouer sur la voie publique; — Attendu que le sieur André Cognacq soutient que la musique dont il est le chef a, en effet, joué sur la voie publique, le jour mentionné sur le procès-verbal, mais sans aucune bannière ni insigne déployés; que dès lors il n'avait pas besoin d'autorisation, et n'a nullement contrevenu à l'arrêté

précité de M. le maire ; — Attendu que le procès-verbal dressé par le garde champêtre ne fait nullement mention que la musique Sainte-Cécile, rencontrée ce jour-là par lui, avait soit une bannière, soit un insigne déployés ; qu'il établit seulement que les musiciens étaient *revêtus* de leurs insignes ; — Attendu qu'en disant que les musiciens étaient revêtus de leurs insignes, lesquels, d'après les explications qui nous ont été données, ne consistent qu'en une casquette ornée d'un petit galon d'argent et une petite lyre, il y a lieu de rechercher si le port de cette casquette peut constituer, ainsi que le comporte l'arrêté de M. le maire, un insigne *déployé*. Poser la question, c'est la résoudre : un insigne déployé est un étendard, un drapeau, ou tout autre objet que l'on déploie pour le faire flotter au vent ; et si M. le maire eût entendu parler d'insignes quelconques, tels qu'une casquette, par exemple, il n'eût pas, dans son arrêté, ajouté au mot insigne celui de déployé, qui en donne le véritable sens et la portée. — Par tous ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en dernier ressort, rendu publiquement, dit que le sieur André Cognacq, chef de la musique Sainte-Cécile, n'a pas contrevenu à l'arrêté précité et tel qu'il est libellé de M. le maire de la commune du Bois ; et en conséquence annule le procès-verbal dressé le 25 décembre dernier, par le garde champêtre de ladite commune, contre ledit sieur Cognacq, le relaxe des poursuites dirigées contre lui et le renvoie sans amende ni dépens.

Observations. — Il est de principe qu'en matière répressive, tout est de droit étroit, et que les prohibitions édictées par des arrêtés de police doivent être appliquées à la lettre et sans aucune extension des termes de l'arrêté. Dans l'espèce, l'arrêté dont s'agit n'interdisait aux sociétés musicales que le fait de jouer sans autorisation sur la voie publique avec bannière et insignes déployés. Le juge de répression ne pouvait donc condamner le chef de musique poursuivi qu'autant qu'il eût été constaté qu'il avait contrevenu à la prohibition prise dans l'ensemble de ses termes. Or, il n'était pas établi par le procès-verbal du garde champêtre que le fait reproché eût eu lieu avec bannière ou insignes déployés. Tout au plus y avait-il eu port d'insignes, mais non susceptibles d'être déployés. La prohibition n'avait donc pas été enfreinte dans son entier, ni dans l'ensemble de ses termes. Dans ces circonstances, nous ne pouvons qu'approuver entièrement le jugement de relaxe rendu par M. le juge de paix de Saint-Martin, et ce par les motifs très juridiques déduits dans la sentence, et que nous croyons inutile de reproduire. — Quant à l'arrêté, il était légal en lui-même puisqu'il était général. Le juge de police, qui n'avait pas à rechercher pour quels motifs le maire avait toujours refusé à l'une des sociétés une autorisation qu'il accordait à l'autre, ne pouvait déclarer nul et non obligatoire un arrêté qui, dans ses termes, était valable et légal. Il n'avait donc qu'à l'appliquer, au besoin l'interpréter, pour en faire une juste application à la cause.

Justice de paix du canton de Montredon
(Tarn).

Président : M. BALMELLE, juge de paix.

18 juillet 1892.

Eaux pluviales. — Rigole. — Copropriété. — Fontaine. — Source. — Trouble. — Action possessoire.

Est recevable et fondée l'action possessoire intentée par celui qui justifie de la possession annale d'eaux pluviales et de source, contre le voisin qui, au moyen d'une rigole, a détourné et capté ces mêmes eaux au préjudice du demandeur.

Il y a lieu en pareil cas, pour le juge, de maintenir le demandeur dans sa possession et d'ordonner que les lieux litigieux seront rétablis dans leur primitif état aux frais de l'auteur du trouble.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

Nous, JUGE DE PAIX : — Vu notre précédent jugement, en date du 22 février dernier, ordonnant transport sur les lieux, enquête et contre-enquête ; vu notre procès-verbal de constat des lieux et d'audition de témoins, en date du 18 juin suivant, lequel contient l'indication et la date du 21 juillet prochain pour le prononcé de notre jugement définitif, ainsi que le consentement des parties à proroger audit jour les délais accordés par la loi pour la solution de leur litige ; — Attendu que, par la citation introductive d'instance, visée dans notre premier jugement, ci-dessus rappelé, le sieur Correch intente une action possessoire avec dommages-intérêts contre les sieurs Loubet et Culié, pour avoir été troublé par ces derniers dans la possession plus qu'annale du numéro 99,

dit *poties*, dont ledit Correch se dit copropriétaire par indivis avec les cités et les autres habitants du hameau de Bellegarde, lesdits Loubet et Culié s'étaient permis, au mois de février dernier, de creuser sur le numéro 99 et sur une longueur de 13 mètres, une rigole assez profonde, ayant pour but de capter, non seulement les eaux pluviales qui coulent d'un chemin supérieur et de les détourner de leur cours naturel au préjudice du requérant, mais encore les eaux de deux sources qui naissent à l'endroit même de cette rigole ; — Attendu qu'il est reconnu et acquis à la cause que le sieur Correch, à raison de la situation des lieux, était seul, de tous les propriétaires voisins du numéro 99, obligé de recevoir les eaux pluviales dont s'agit ; que, pour éviter les dégradations que ces eaux, dans leur cours rapide, auraient pu occasionner à sa propriété, et, pour les utiliser, il avait, lui ou ses auteurs, pratiqué depuis fort longtemps un béal large et profond, sur la limite même du numéro 99, entre la propriété Loubet et la sienne, pour les recevoir et les amener dans un grand réservoir d'irrigation lui appartenant ; que le numéro 99, dit *poties*, est commun entre tous les habitants de Bellegarde ; que ces derniers en payent la contribution et en ont l'usage, soit pour aller puiser de l'eau à la fontaine, soit pour conduire les bestiaux à l'abreuvoir, soit encore pour aller à leurs parcelles de terre ; que partout la qualité de communiste est reconnue au sieur Correch, non seulement par l'enquête, mais encore par les défendeurs eux-mêmes ; que, agissant en cette qua-

lité, Correch a certainement le droit de se plaindre des agissements de ses adversaires en vue du trouble qu'il éprouve dans la possession et jouissance du numéro 99; — Attendu que la conséquence de l'entreprise des défendeurs est non seulement de priver le demandeur des eaux pluviales, dont il avait toujours joui dans les conditions qui précèdent, mais encore de transformer une partie du numéro 99, à proximité de la fontaine et de l'abreuvoir, en un véritable fossé ou mare d'eau, de manière que cette partie endommagée en rend l'accès et l'usage bien plus difficiles; — Attendu que, comme habitant du hameau de Bellegarde et dans la mesure de son intérêt privé, le demandeur, qui doit et peut user de cette partie des poties, se trouve fondé et recevable dans son action possessoire contre lesdits Loubet et Culié; — Attendu, quant à la privation des eaux pluviales et de celles de deux sources, que le sieur Correch déclare que, bien qu'il en soit parlé dans l'exploit de citation, cette question n'en est que l'accessoire et que son action en maintenue possessoire repose exclusivement sur le trouble qu'il éprouve dans la possession et jouissance plus qu'annales du numéro 99, en ce que le service des eaux de la fontaine, soit pour les habitants, soit pour le bétail, est rendu plus difficile et plus incommode; — En cet état, attendu que la rigole reprochée aux défendeurs, si elle eût été creusée, comme ceux-ci le prétendent, sur le chemin public et non sur ce numéro 99, l'action possessoire, qui ne serait point recevable à l'encontre de la commune, le devient entre propriétaires; que,

du reste, la vue et l'inspection seule des lieux suffit pour reconnaître que cette rigole est creusée sur le numéro 99, sur une longueur seulement de 6 mètres en amont, et à partir de l'un des montants de la porte du jardin Mouton, et non sur le chemin public; — Attendu que si le copropriétaire ou communiste a la faculté d'user de la chose commune dans la mesure de son intérêt, c'est à la condition rigoureuse de ne point entraver la jouissance des autres ayants droit; — Attendu que, par cette innovation, Correch a été troublé dans sa possession plus qu'annale du numéro 99, en sa qualité de communiste, trouble qui a eu pour conséquence de le priver d'une partie des eaux pluviales qui se déversaient naturellement dans sa propriété; — Attendu que l'action Correch s'est produite dans l'année du trouble, puisque la rigole, d'après l'enquête et l'aveu des défendeurs, n'aurait été faite que deux mois avant le 19 février, date de l'exploit; qu'il y a lieu par conséquent de l'accueillir; — Ordonnons que les défendeurs seront tenus de remettre les lieux dans leur primitif état, dans la quinzaine de la signification du présent jugement; sinon et passé ce délai, le demandeur est autorisé à faire opérer ce rétablissement aux frais des défendeurs, qui, en outre, demeurent condamnés, pour tous dommages, à tous les frais du procès. »

Observations. — Ce jugement est fondé en fait comme en droit. Nous avons rapporté nombre d'arrêts qui décident que le droit dont un propriétaire a joui depuis an

et jour de faire écouler sur son fond les eaux pluviales ou de source, au moyen d'un aqueduc ou conduite, peut être, en cas de trouble, l'objet d'une action possessoire. Voir notamment Cass., 3 août 1852, 6 mars 1855, etc. — Et l'on doit certainement considérer comme trouble à cette possession l'établissement par un tiers d'une rigole qui a pour effet de capter et détourner les eaux.

Justice de paix du canton de Saint-Béat (Haute-Garonne).

Président : M. DE LAMY, juge de paix.

27 septembre 1892.

Demande personnelle et mobilière en dommages-intérêts. — Abandon d'une voiture sur le terrain d'autrui. — Séquestration de la voiture. — Demande reconventionnelle. — Dépens.

Est abusif et peut donner lieu à une action en dommages-intérêts le fait par le propriétaire d'une voiture de l'avoir abandonnée et laissée stationner sur un terrain attenant à la voie publique, mais appartenant à un particulier.

Toutefois, si le fait a été commis de bonne foi et sans que le propriétaire de la voiture eût été avisé que le terrain dont s'agit était une propriété privée, la condamnation du défendeur aux dépens pour tous dommages-intérêts est une réparation suffisante.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le sieur Encausse, boucher à Saint-Béat, a laissé, entre deux courses, sa jardinière sur un terrain ouvert, attenant à la voie publique et formant un parallélogramme de 10 mètres de long sur 2 de large,

et que le sieur Parenteau, ancien notaire, affirmelui appartenir. Celui-ci enferme la jardinière dans sa remise et ne veut la rendre que moyennant la somme de 5 francs. Le sieur Encausse cite le sieur Parenteau devant M. le juge de paix de Saint-Béat et lui réclame 100 fr. à titre de dommages-intérêts. Le sieur Parenteau cite le même jour Encausse et lui demande 200 francs à titre d'indemnité. Les deux causes sont jointes, et après enquête et transport sur lieux, il a été rendu sur les lieux litigieux le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort; — Attendu, d'une part, qu'il résulte des dépositions des témoins de l'enquête que le sieur Encausse n'a abandonné qu'une ou deux fois, et pour peu de temps, sa jardinière sur un terrain attenant à la rue de Dessus, terrain que le sieur Parenteau affirme lui appartenir; — Attendu que, ce faisant, le sieur Encausse, dont l'écurie fait face audit terrain, n'a pas agi méchamment et avec l'intention de nuire; que la rue de Dessus étant fort étroite, pour ne pas gêner la circulation, le sieur Encausse a cru pouvoir laisser, parfois, sa jardinière, entre deux courses, sur un terrain qu'il supposait communal et où d'autres personnes que lui, notamment la dame Bondoumet, second témoin de l'enquête, abandonnaient aussi de bonne foi leur; — Attendu qu'il résulte de la visite des lieux qu'aucun poteau, aucune barrière, aucun signe matériel n'indiquent au public que ledit terrain inculte qui se

confond avec la rue soit une propriété privée; — Attendu que le sieur Parenteau, qui a bien le droit de faire respecter sa propriété, a négligé d'aviser le sieur Encausse par un agent de l'autorité locale, ni ne l'a mis en demeure d'avoir à cesser désormais d'abandonner sa jardinière sur le terrain en question; — Attendu que le sieur Encausse ne conteste pas au sieur Parenteau la propriété dudit terrain; — Attendu que le sieur Parenteau ne justifie d'aucun dommage à lui causé par le fait reproché au sieur Encausse; — Attendu qu'il est de principe et de jurisprudence que l'auteur d'un fait délictueux n'encourt réellement de responsabilité qu'autant qu'il a causé un préjudice réel effectif et que l'imprudence même, qui n'a pas causé un dommage, ne peut donner lieu à aucune réparation; — Attendu que le sieur Encausse a amiablement déposé 5 francs au greffe de la justice de paix jusqu'à l'issue du procès, et ce afin d'être remis en possession de sa jardinière dès le 20 courant; — Attendu, d'autre part, que le sieur Parenteau, le 3 courant, trouvant la jardinière du sieur Encausse sur le terrain dont il est question, s'est empressé de l'enfermer dans sa propre remise et n'a offert de la rendre au sieur Encausse que moyennant paiement préalable et à titre d'indemnité de la somme de 5 francs; — Attendu qu'il n'appartient pas aux parties de se faire justice elles-mêmes; — Attendu que le sieur Parenteau n'a amiablement rendu sa jardinière au sieur Encausse que le 20 septembre et l'en a de la sorte privé pendant dix-sept jours; — Attendu

qu'en agissant ainsi le sieur Parenteau a mis le sieur Encausse dans la nécessité, à raison de sa profession de boucher, de se procurer une autre jardinière pendant ces dix-sept jours et lui à nuire dans une certaine mesure; — Attendu qu'aux termes de l'article 1382 qui-conque porte préjudice à autrui doit le réparer; — Attendu que la solution qui va être donnée à la demande principale du sieur Encausse implique nécessairement le rejet de la demande reconventionnelle du sieur Parenteau; — Par ces motifs, déclarons la demande principale du sieur Encausse recevable et disons qu'eu égard au peu de préjudice par lui souffert et vu les frais relativement considérables exposés dans l'instance, il suffira de condamner le sieur Parenteau, pour tous dommages-intérêts en tous les dépens; en conséquence, le condamnons en tous les dépens, repoussons sa demande reconventionnelle, autorisons le sieur Encausse à retirer la somme de 5 francs par lui amiablement déposée au greffe de la justice de paix. »

Observations. — Solution toute en fait et d'ailleurs absolument équitable. Le sieur Parenteau n'avait certainement pas subi un dommage bien sérieux et avait causé lui aussi un préjudice à son adversaire en se faisant justice lui-même et en retenant sa voiture pendant trop longtemps. L'allocation des dépens était donc une réparation très suffisante.

Tribunal de simple police de Vertus
(Marne).

Président : M. ANDRÉ, juge de paix.

15 octobre 1892.

Contravention. — Procès-verbal. — Boucher. — Arrêté municipal. — Contrôle. — Abattoir. — Excès de pouvoir. — Liberté du commerce. — Maire.

Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui soumet au contrôle et à l'estampille d'un inspecteur les viandes abattues hors de la commune, lors de leur introduction et avant leur mise en vente.

Ainsi jugé en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que des trois procès-verbaux régulièrement dressés contre Étienne Denisard, boucher à Bergères-les-Vertus et tenantsuccursale à Vertus, il résulte que ce dernier a contrevenu à trois reprises différentes, les 9, 15 et 23 juillet 1892, à l'arrêté municipal du 19 juin 1891, en négligeant, en refusant même formellement de soumettre au contrôle prescrit, lors de leur introduction dans la commune des Vertus et avant leur mise en vente, des viandes abattues dans la tuerie particulière qu'il exploite sur le territoire de la prédite commune des Bergères ; — Attendu qu'il prétend que les dispositions réglementaires dont le ministère public poursuit présentement l'exécution sont entachées d'excès de pouvoir en tant qu'attaquatoires à la liberté du commerce et de l'industrie ; qu'elles sont, par suite, illégales et non obligatoires ; — Attendu que l'article 1^{er} de l'arrêté dont il s'agit, émanant du maire de la ville de Vertus, dûment revêtu de l'approbation préfectorale

est ainsi conçu en ses quatre premiers paragraphes : « A partir de « l'ouverture de l'abattoir communal, les viandes préparées à l'abattoir seront soumises à la visite et « à l'estampille, comme il est prescrit aux articles 34 et suivants. « Toute viande fraîche, sans exception, non préparée à l'abattoir communal, est considérée comme « viande foraine. Les viandes foraines ne pourront être mises en « vente qu'après avoir été visitées « et estampillées aux jours et heures « qui seront fixés ultérieurement « par l'inspecteur communal, comme il est dit aux articles 34 et « suivants ; pour être admises, ces « viandes devront, en outre, porter « la marque de l'abattoir où elles « ont été abattues, ou être accompagnées d'un certificat délivré « par un vétérinaire et constatant « qu'elles sont bonnes pour la consommation et qu'elles proviennent « d'un animal visité avant ou après « l'abatage. Elles devront être présentées à la visite de l'inspecteur communal par quartiers entiers, « les viscères adhérents (poumons, « cœur, foie, rate et reins), la face « interne du ventre et des côtes non « grattée. Toute viande foraine non « présentée à la visite de l'inspecteur communal dans les conditions ci-dessus sera refusée. » — Attendu que l'article 7 de la loi des 2-17 mars 1791 proclame l'affranchissement du négoce et de l'industrie sous les seules conditions de se pourvoir d'une patente, d'en acquitter le prix et de se conformer aux règlements de police existants ou pouvant être ultérieurement portés par les autorités compétentes ; — Attendu que ces règlements dont

l'Assemblée constituante de 1791 maintient de la sorte l'exécution ou autorise la promulgation pour l'avenir ne doivent s'entendre effectivement, que des mesures conciliables avec la liberté de la production et des transactions et sans lesquelles l'autorité municipale se trouverait dans l'impossibilité de remplir les obligations que ses attributions lui imposent ; — Attendu que, dans cet ordre d'idées, l'article 97, § 5 de la loi du 5 avril 1884 place dans les attributions de la police municipale l'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids et à la mesure, ainsi que sur la salubrité des comestibles exposés en vente ; que cette mission implique la faculté incontestable d'ordonner, pour les viandes provenant du dehors et abattues dans les tueries foraines, qu'elles soient apportées à l'abattoir avant d'être offertes aux consommateurs, en vue d'être soumises à l'examen des inspecteurs spéciaux, nommés et délégués à cette fin par l'administration et d'être frappées d'une estampille ayant pour unique objet de constater le susdit examen (Cassation, 10 juillet 1890) ; — Attendu, en effet, que la chair des animaux servant à la nourriture de l'homme est susceptible de se corrompre rapidement, notamment dans la saison d'été, et qu'il est non seulement du droit strict, mais du devoir impérieux des municipalités de protéger la santé publique, dans le cas où il pourrait y être porté atteinte par l'exposition ou la mise en vente de viandes gâtées, malsaines ou nuisibles : — Attendu que le service d'inspection auquel il est plus haut fait allusion, étant régulièrement

établi et fonctionnant normalement à Vertus, « dans l'enceinte de l'abattoir » communal, Denisard cherche vainement à démontrer que l'obligation de transporter audit lieu les viandes par lui journellement amenées de sa tuerie particulière, sise à Bergères-les-Vertus, pour le débit de sa succursale de Vertus, constitue une prescription excessive, contraire à la libre circulation des marchandises et de nature à porter trouble et gêne sérieux à l'exercice de son industrie, à nuire gravement, en un mot, à ses intérêts privés ; — Attendu que cette prescription n'en doit pas moins recevoir sa pleine et entière exécution, puisqu'elle justifie, ainsi que cela appert des considérations juridiques, précédemment déduites, de la délégation particulière qui lui donne une existence légale, et qu'elle ne sort, en aucune façon, des attributions conférées à l'autorité locale, au point de vue du pouvoir réglementaire ; — Attendu qu'en appréciant la convenance, l'opportunité ou la rigueur des mesures contenues dans le paragraphe 3 de l'article 1^{er} de l'arrêté à tort mis en question dans le procès pendant, sous le rapport de la légalité, le Tribunal de céans méconnaîtrait, sans contredit, les limites qui séparent le pouvoir judiciaire du pouvoir administratif ; — Attendu, au demeurant, que le prévenu soutient, sans raison plausible, que l'arrêté du maire de Vertus ne constituant qu'un règlement intérieur et atteignant les seuls bouchers qui tuent dans l'abattoir, ne saurait être applicable aux faits générateurs des présentes poursuites ; que les termes mêmes du document administratif

soumis à l'appréciation du Tribunal protestent contre cette interprétation abusive, totalement contraire, d'ailleurs, à l'esprit de la législation qui régit la salubrité publique et le maintien du bon ordre ; — Attendu enfin que la matérialité des faits incriminés tels qu'ils sont consignés dans les procès-verbaux plus haut mentionnés est reconnue par la défense ; — Par ces motifs, déclare Denisard atteint et convaincu d'avoir, dans les conditions sus-énoncées, violé, les 9, 15 et 23 juillet 1892, à Vertus, les dispositions légales et obligatoires contenues dans le paragraphe 3 de l'article 1^{er} de l'arrêté municipal du 19 juin 1891, lequel est ci-dessus littéralement reproduit. Pour réparation de quoi, lui faisant application des articles 471, n° 15, du Code pénal et 162 du Code d'instruction criminelle, etc. »

Observations. — Nous approuvons pleinement cette décision qui est conforme, d'ailleurs, à la jurisprudence de la Cour de cassation ; si nous en croyons même un arrêté de la Cour suprême en date du 31 janvier 1890 (ANNALES 1891, p. 237) serait légal l'arrêté municipal prohibant l'introduction et la vente en ville de la viande de boucherie qui proviendrait d'animaux abattus ailleurs que dans l'abattoir communal ou dans tous autres abattoirs publics. Mais dans la note mise au bas de cet arrêt nous avons fait observer qu'il y avait là une trop grande extension du pouvoir municipal au détriment du principe de la liberté du commerce, au contraire les mesures prises dans l'arrêté que vise le jugement ci-dessus rapporté sont de nature à concilier les inté-

rêts du commerce avec les intérêts privés, comme l'a voulu le législateur.

Tribunal de simple police du canton
de Magny-en-Vexin
(Seine-et-Oise).

Président : M. BOURUT, juge de paix.

19 mars 1892.

Dettes. — Reconnaissance. — Conciliation. — Fournitures. — Aveu judiciaire. — Arrêté de compte. — Registre des avertissements. — Héritiers. — Chose jugée.

Si en droit strict, l'engagement simplement inscrit sur le registre des avertissements et non signé des parties, ne constitue pas une preuve juridique, il y a lieu néanmoins de le considérer comme un véritable aveu judiciaire indivisible et intimement lié à l'instance qui peut se produire ultérieurement.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que M^{me} veuve Videlo demande à ce que les frères Coville, défendeurs, soient condamnés solidairement à lui payer la somme de 160 fr. 90, qu'ils lui doivent en leur qualité d'héritiers de leur mère ; — Attendu que, pour justifier cette demande, M^{me} Videlo invoque la reconnaissance formelle de la dette pour fournitures de pain des années 1889, 1890 et 1891, qui a été faite le 26 décembre dernier (1891), par la mère des défendeurs, en notre bureau de conciliation ; — Attendu que M^{me} Videlo soutient que l'engagement de payer ladite somme de 160 fr. 90, pris par sa débitrice et constaté par nous sur le registre tenu en exécution de la loi du 5 mai 1835, constitue un aveu

judiciaire indivisible, qui doit produire contre les défendeurs, en leur qualité d'héritiers de M^{me} veuve Coville mère, les mêmes effets juridiques que contre la débitrice elle-même; — Attendu que, sans méconnaître d'une façon catégorique le principe de la dette et l'obligation dans laquelle ils se trouvent de la payer, les héritiers Coville demandent à ce que M^{me} Videlo l'établisse par l'apport de ses registres; que de plus ils prétendent que la créance de M^{me} veuve Videlo contre leur mère ferait double emploi avec le montant en principal des condamnations obtenues par cette dernière le 13 décembre 1890, en notre Tribunal, contre un sieur Pellé, ouvrier en chaises, demeurant à Magny, qui habitait sous le même toit que la dame Coville et qui était son commensal habituel; — Attendu que les héritiers Coville, après avoir soulevé cette singulière fin de non-recevoir au début de l'instance, n'ont fait aucune diligence pour essayer de la justifier; — Attendu que, sans discuter le compte de M^{me} veuve Coville, qui a été arrêté d'une manière définitive, à notre bureau de conciliation, le 26 décembre 1891, il convient de faire remarquer, pour ordre seulement, qu'il serait difficile que les fournitures faites au courant de 1888 au sieur Pellé, partie étrangère à la présente instance, puissent avoir quelque chose de commun avec celles faites en 1889, 1890 et 1891, à M^{me} veuve Coville; que c'est le cas d'invoquer ce vieux brocard de droit : *Res inter alios acta neque nocet neque prodest*; « Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes; elles ne nuisent point au tiers, et elles ne

« lui profitent que dans le cas prévu « par l'article 1121 (art. 1355 du « Code civil »; — Attendu qu'il est de doctrine que ce principe s'applique aussi bien aux conventions qu'aux décisions de justice; qu'il est de jurisprudence que celui qui n'est pas personnellement partie à un procès ne peut opposer l'autorité de la chose jugée (Trib. comm. Seine, 13 février 1888, loi des 27 et 28 février 1888); que, par suite, les frères Coville ne peuvent se prévaloir d'un jugement de condamnation à la somme de 200 francs, rendu le 13 décembre 1890, au profit de la demanderesse contre Pellé; que cette décision est *res inter alios judicata*; qu'au surplus, elle ne procède pas de la même cause, n'a pas le même objet et n'a pas été rendue entre les mêmes parties; — Attendu que la fin de non-recevoir étant ainsi écartée, il convient d'arriver au fond du débat et d'examiner la valeur juridique de la reconnaissance de la dette du 28 décembre 1891, faite sous forme d'arrêt de compte, à notre bureau de conciliation et non signée de M^{me} veuve Coville; — Attendu que, si en droit strict l'engagement simplement inscrit sur le registre des avertissements et non signé des parties ne constitue pas une preuve juridique, il y a lieu néanmoins de le considérer comme un véritable aveu judiciaire, indivisible et intimement lié à l'instance qui peut se produire ultérieurement; — Attendu qu'il serait véritablement étrange que le magistrat qui a constaté comme conciliateur un fait puisse comme juge en méconnaître la portée juridique au point de n'en tenir aucun compte dans la décision

qu'il est obligé de rendre par suite de la violation ou de la non-exécution d'engagements pris devant lui; — Attendu que le juge de paix, siégeant comme juge dans la plénitude de ses attributions, institué par la loi pour recevoir sous la foi du serment la déposition des témoins venant éclairer sa religion, se trouve, par suite des garanties légales qui ont entouré son investiture et du serment qu'il a prêté le jour de son entrée en fonctions, être le témoin le plus impartial qui puisse compléter, par son propre témoignage, le commencement de preuve qu'il a authentiquement constaté par écrit de sa propre main sur le registre établi par la loi; — Attendu que, si le décès de M^{me} veuve Coville, arrivé le 1^{er} février 1892, a empêché l'exécution de l'engagement librement pris par elle, il n'a pu l'annihiler; — Attendu, au surplus, qu'à la demande même des défendeurs, les détails du compte litigieux ont été justifiés par la production qui nous a été faite des registres de M^{me} Videlo; — Attendu que, par suite de l'ensemble des circonstances de la cause, en présence de l'aveu formel de la *de cujus*, il n'est pas admissible que nous puissions considérer comme inexistantes des conventions arrêtées sous notre médiation et constatées de notre main elle-même; qu'en conséquence il est de toute équité de tenir compte de cet engagement et de le retenir aux débats pour en faire, avec la preuve résultant de la production des registres de M^{me} veuve Videlo, la base de notre décision; — Attendu que la solidarité ne se présume pas, et qu'aux termes de l'article 870 du Code civil, « les cohéritiers contri-

« buent entre eux au paiement des « dettes et charges de la succession, « chacun dans la proportion de ce « qu'il y prend »; que les héritiers Coville, de leur propre aveu, ont fait acte d'héritiers en payant le passif de la succession de leur mère, et qu'il y a lieu de ne les condamner individuellement que jusqu'à concurrence de leur part héréditaire; Par ces motifs : — Condamnons les trois frères Coville à payer, conjointement, à M^{me} veuve Videlo, la somme de 160 fr. 90, aux intérêts tels que de droit et aux dépens liquidés à..., — Disons que le principal et les dépens seront supportés par tiers par chacun d'eux. »

Observations. — Cette décision nous semble nouvelle en jurisprudence. Il a bien été jugé (Bordeaux, 4 juillet 1850, *ANNALES* 1850, p. 314) que « l'aveu fait au bureau de conciliation est de nature à emporter contre celui de qui il émane pleine foi de ce qui en fait l'objet, quoique la conciliation ne soit pas intervenue, sans que l'aveu soit accepté par la partie adverse et sans qu'il en ait été demandé ni donné acte »; mais encore faut-il, lisons-nous dans un arrêt de Limoges, du 17 juillet 1849 (*ANNALES* 1850, p. 15), que l'aveu soit consigné dans le procès-verbal de non-conciliation. Et nous devons ajouter que cette solution est contestée par un jugement du Tribunal de Foix du 22 janvier 1878, *ANNALES* 1878, p. 212, et par Boncenne, t. I, p. 296, et t. II, p. 42, au cas où il n'a pas été donné acte de l'aveu et où ni l'aveu ni le procès-verbal n'ont été signés par les parties. Mais, dans toutes les espèces que nous venons de citer, il s'agissait

de la conciliation sur citation ; en pareil cas, il y a toujours procès-verbal dressé et signé par le juge de paix. — Au contraire, dans l'espèce que nous rapportons plus haut, il s'agit de la conciliation sur simple billet d'avertissement. Ici l'aveu ne peut plus être consigné que dans le registre institué par la loi de 1855. Est-il bien entré dans l'esprit, dans la pensée du législateur d'attribuer une authenticité assez grande à ce registre pour qu'il fasse foi de l'aveu qui peut y être consigné ? Nous ne le croyons pas. Ce registre, d'après la circulaire du 26 mai 1855, ne doit contenir que des énonciations tout à fait sommaires : numéro d'ordre, noms des parties, objet de la contestation, date de l'envoi de l'avertissement, celle de la comparution, mention de la conciliation ou de la non-conciliation par défaut de comparution ou pour toute autre cause. Il est même permis de se demander si le juge de paix peut y inscrire autre chose que les mentions que nous venons d'indiquer. Ce registre doit être tenu sur papier libre : en un mot, ce n'est qu'un registre d'ordre. Il nous semble difficile d'admettre dans ces conditions qu'il puisse faire foi d'un aveu. Il est préférable de ne retenir pour élément de la décision que ce qui résulte des débats publics. D'autant que le juge de paix peut faire réitérer à l'audience l'aveu fait en son cabinet, en interrogeant les parties et en exigeant au besoin la comparution personnelle. Voir sur ces questions notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Conciliation*, n^o 21 et suiv., et v^o *Aveu*, n^o 15 et suivants.

Justice de paix du cant. de Neuvy-le-Roi
(Indre-et-Loire).

Président : M. HUBERT, juge de paix.

19 décembre 1892.

Propos ni injurieux ni diffamatoires, mais préjudiciables. — Conciliation. — Arrangement non exécuté. — Pour-suites ultérieures. — Dommages-intérêts. — Application de l'article 1382 du Code civil. — Dépens.

Un individu qui, volontairement et dans un but de vexation et de porter atteinte au crédit d'une personne, se permet, en présence de témoins, de réclamer à celle-ci, avec menaces et insolence, une somme assez importante, lorsque réellement il ne lui est rien dû, ne commet pas des actes injurieux ou diffamatoires proprement dits, mais il se rend coupable d'un fait nuisible commis volontairement, prévu par l'article 1382 du Code civil, et peut être condamné à des dommages-intérêts par application de l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838.

Si un arrangement a été conclu devant le juge de paix en conciliation, et qu'il n'y ait pas eu d'exécution par le coupable, qui continue même, d'une façon déguisée, son système de dénigrement, le juge de paix peut, sur citation, ne pas se trouver lié par l'arrangement fait et augmenter le chiffre de l'indemnité.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

Un sieur Lambert, aubergiste, a fait citer par l'huissier Bréchoire, de Neuvy-le-Roi, un sieur Lehoux, marchand de paille, à comparaître devant M. le juge de paix de Neuvy-le-Roi, pour :

« Attendu que le 4 novembre dernier, à la nuit close, le sieur Lehoux est entré avec des amis dans le cabaret du sieur Lambert, à la Ferrière, et s'est permis de vouloir

faire croire que ce dernier lui devait une somme assez importante, et de lui en réclamer avec instance et inconvenance le payement ; — Attendu que le sieur Lambert ne doit rien à Lehoux, pour quelque cause que ce soit ; que la demande faite par lui n'était qu'un système de vexation ayant pour but de porter atteinte au prestige et au crédit dont jouit le demandeur ; qu'il y a donc là, sans se préoccuper des autres faits qui se sont produits dans cette circonstance, un fait préjudiciable entraînant réparation ; — Attendu que le 21 novembre même mois, les parties ont comparu sur avertissement en le cabinet de conciliation de M. le juge de paix de Neuvy, et que dans cette entrevue le sieur Lehoux a reconnu ses torts et a promis, à titre d'indemnité, la distribution, aux pauvres de la Ferrière, de vingt pains de 3 kilogrammes chacun ; — Attendu que, depuis cette époque, le sieur Lehoux n'a pas rempli sa promesse ; au contraire, malgré l'indulgence dont il a été fait usage dans la circonstance, il semble narguer le demandeur et les personnes qui ont voulu concourir à mettre un terme à ses taquineries, qui néanmoins peuvent être nuisibles à plus d'un titre ; — Par ces motifs s'entendre condamner le sieur Lehoux à payer au demandeur la somme de 100 francs pour les causes sus-exprimées, et aux dépens. »

Le sieur Lehoux a répondu qu'il ne méconnaissait pas avoir tenu les propos relevés dans la citation, tels qu'il en a fait l'aveu précédemment en conciliation, où un arrangement était intervenu, il a ajouté qu'il avait distribué aux pauvres la quan-

tité de pain convenue, et il a produit une note acquittée de 19 francs, revêtue du timbre-quittance, qui porte la date du 12 de ce mois, émanant du boulanger de la Ferrière, le sieur Cissé, mais qui n'indique nullement la cause du payement. Le sieur Lambert, demandeur, a persisté dans ses conclusions et en a demandé l'adjudication, en affirmant qu'il était convaincu que l'arrangement pris devant le juge n'avait pas reçu d'exécution jusqu'à ce jour.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant par jugement définitif, contradictoire, en dernier ressort ; — Attendu, en fait, qu'il est constant et du reste avoué par le défendeur, qu'aux jour, lieu et heure indiqués dans la citation, le sieur Lehoux, sans motifs et n'étant nullement créancier des époux Lambert, s'est permis, en présence de plusieurs témoins, de leur réclamer avec insistance et inconvenance une dette imaginaire d'un chiffre assez élevé ; — Attendu que cette démarche était loin d'être empreinte de bienveillance ; qu'elle avait un but hostile dont la gravité n'échapperait à personne connaissant le pays et la situation ; — Attendu en droit : que si dans les faits ci-dessus exposés, qui forment le fondement de la cause, il ne se rencontre pas, selon nous, les éléments caractéristiques de la diffamation ou de l'injure verbale, tels qu'ils sont définis par l'article 13 de la loi du 17 mai 1819 et celle du 20 juillet 1881, art. 29, permettant au point de vue de la réparation civile, l'application de l'article 5, § 5, de la loi du 25 mai 1838, nous trouvons dans les faits et gestes du sieur Lehoux,

une intention arrêtée et mûrie de vexer sans raison ni nécessité des travailleurs honnêtes, et de porter atteinte à leur crédit, que par conséquent il y a là une situation préjudiciable qui doit donner lieu à l'application de l'article 1382 du Code civil et de l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838 sus-visée; — Attendu que le sieur Lehoux n'a pas exécuté en temps utile, malgré les invitations bienveillantes qu'il a reçues de nous, l'engagement par lui pris en notre audience de conciliation du 24 novembre dernier, qu'il n'apporte même pas aujourd'hui à notre barre la preuve positive que c'est un fait accompli; que malgré tout le tempérament dont il a été fait usage envers lui dans la circonstance, le défendeur Lehoux paraît vouloir continuer son système de dénigrement à l'égard du demandeur et de sa dame, que ces faits leur ont occasionné des faux frais et des démarches dont il est équitable de leur tenir compte, dans une certaine mesure; — Attendu que les dépens doivent être supportés par la partie qui succombe; — Par ces motifs, condamnons le sieur Lehoux, Ludovic, à payer au demandeur Lambert, une somme de 50 francs, à titre de réparation du préjudice causé, sauf toutefois à lui déduire une somme de 19 francs pour prix de pain, au cas où il justifierait efficacement avoir fait réellement la distribution aux pauvres de la Ferrière, auparavant ce jour; — Le condamnons aux dépens. »

Observations. — Tout propos qui ne constitue pas à proprement parler une injure ou une diffamation, mais qui est de nature à nuire au

crédit ou à la considération d'un tiers, peut donner lieu à une réparation civile, et il appartient au juge saisi d'arbitrer les dommages-intérêts dus à ce tiers. — Il est également vrai que le juge de paix n'est pas lié, dans son appréciation, par le chiffre de la réparation convenu et accepté en audience de conciliation par l'auteur du quasi-délit, si ce dernier n'a pas rempli son engagement, ou si par de nouveaux propos dommageables il a aggravé son tort et par suite sa responsabilité.

Justice de paix du canton de Lens
(Pas-de-Calais).

Présid. : M. LE JARDINIER, juge de paix.

29 octobre 1892.

Ouvriers briquetiers. — Équipe. — Coassociés. — Cessation de travail. — Règlement de comptes. — Entreprise non terminée. — Rejet de la demande.

L'ouvrier briquetier qui s'est associé à une équipe pour travail de briques à façon, avec convention que les comptes d'entre les parties ne devraient être définitivement réglés qu'à fin de travail, et qui a abandonné son emploi avant la fin de l'entreprise, perd, d'après l'usage de cette industrie, son droit à la rémunération du travail fourni.

Alors que cet usage est dûment constaté, les Tribunaux doivent en assurer l'exécution.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, sur la demande en paiement de la somme de 160 francs, réclamées par Van Overfelt à Jean Kens, en paiement de salaires et en ré-

glement de compte, il a été, en exécution d'un jugement avant faire droit ordonnant expertise, procédé par l'expert à sa mission, aux termes de son rapport, en date du 16 août 1891, enregistré;—Attendu qu'il résulte dudit rapport que, vérification faite par l'expert du compte d'entre les parties, il resterait dû à Van Overfelt la somme de 38 francs; — Mais, attendu que ce dernier s'étant embauché pour travail de briques à façon, et les comptes d'entre les parties ne devant être définitivement réglés qu'à fin de travail, et le sieur Van Overfelt ayant abandonné son emploi, l'entreprise n'étant pas finie, il en résulte que ses coassociés d'équipe demeurent, par suite, responsables de son travail jusqu'à ce que l'entreprise soit terminée; que le départ de Van Overfelt les a arrêtés dans leur travail et que, de ce chef, ils ont subi un préjudice, et que, c'est en raison de ces faits qu'il est d'usage, en pareil cas, aux termes du rapport de l'expert, que les sommes qui peuvent être dues à un ouvrier briquetier faisant partie d'une équipe et abandonnant son emploi, soient retenues par les ouvriers co-associés de l'équipe; — Attendu que, dans l'espèce, il y a lieu, en fait, de consacrer cet usage, lequel, en droit, se trouve sanctionné, par application des dispositions de l'article 1382 et suivants du Code civil, dont il y a lieu de faire application; ce faisant, d'édicter que la somme de 38 fr. 34, due à Van Overfelt, demeurera, par suite, acquise à ses co-associés d'équipe; — Attendu, en conséquence, que ledit rapport nous paraissant faire une juste appréciation des droits

des parties, il y a lieu de l'entériner; d'où il suit que, dans ces conditions, la demande de Van Overfelt n'étant pas fondée, il y a lieu de l'en débouter; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort, entérinons purement et simplement le rapport de l'expert. En conséquence, déclarons Van Overfelt non recevable, en tout cas mal fondé en sa demande, l'en déboutons et le condamnons aux dépens, liquidés à 20 fr. 53, en ce non compris coût et suites du présent jugement, auxquels il est également condamné. »

Observations. — Il est de principe que l'ouvrier qui s'est engagé pour l'exécution d'un travail déterminé et qui cesse le travail avant l'achèvement et résilie le contrat, sans motif légitime, est tenu de dommages-intérêts. Si, dans une industrie spéciale, il est d'usage constant et reconnu que les dommages-intérêts sont remplacés par la perte de tous droits au salaire du travail fourni ou à la répartition des bénéfices entre les ouvriers associés pour l'entreprise, cet usage fait loi et doit être appliqué par les Tribunaux contre l'ouvrier qui a manqué à son engagement.

Justice de paix du canton de Gravelines
(Nord).

Président : M. VANDELET, juge de paix.

16 décembre 1892.

Louage. — Sous-location. — Congé. — Durée du bail déterminée par le contrat. — Résiliation par le principal locataire. — Action en dommages-intérêts du sous-locataire.

Le locataire d'une terre qui en a sous-

loué une partie à un tiers et qui, sans y être contraint, a résilié son bail avec le propriétaire dans l'intention évidente de déposséder le sous-locataire, est passible de dommages-intérêts envers ce dernier.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le sieur Édouard Leclercq-Gellé, jardinier, demeurant à Gravelines, a fait citer devant M. le juge de paix de Gravelines le sieur Lefranc-Gellé, pour :

« Attendu que, suivant bail reçu par M^e Voituriez, notaire à Gravelines, le 30 juin 1885, M^{me} veuve Louf-Demarle, rentière à Gravelines, a loué au sieur Joseph Butin, cordier audit lieu, 66^a, 16 environ de terre à labour, sis à Gravelines, hameau des Huttes, près du cimetière, pour trois, six ou neuf années, qui ont pris cours à partir de l'enlèvement de la récolte de l'année 1885, moyennant un loyer annuel de 130 francs; — Que, suivant autre acte reçu par le même notaire, le 10 janvier 1887, enregistré, ledit sieur Butin a sous-loué ledit immeuble à Louis Lefranc-Gellé, jardinier à Gravelines, pour ladite sous-location, avoir effet le 11 novembre 1888; — Que, d'un commun accord, le sieur Lefranc-Gellé a cédé verbalement au sieur Declercq la location de la moitié dudit immeuble, et ce dernier a payé la somme de 22 francs, tant pour sa part dans les frais de sous-location ci-dessus énoncée, que pour l'arpentage qui a été fait dudit immeuble afin de le diviser en deux parties égales; — Attendu que le demandeur a fait quatre récoltes sur ledit immeuble; par suite, le deuxième trimestre étant com-

mencé, il est en droit de le terminer; — Attendu que le défendeur a donné congé verbalement au demandeur le 23 avril 1892; mais que ce congé ne peut avoir d'effet, n'ayant pas été donné dans les délais voulus par l'usage des lieux; — Attendu que le défendeur ou M. Gellé-Lefranc, son gendre, s'est permis de mettre du fumier sur ladite terre, ce qui a empêché ledit sieur Declercq de continuer ses travaux de culture; — Par ces motifs, s'entendre condamner à payer au demandeur la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts; s'entendre, en outre, condamner aux intérêts judiciaires et aux dépens, sous toutes réserves. »

L'affaire appelée à l'audience du 9 décembre, à laquelle le demandeur reprit et développa à la barre les conclusions contenues en son exploit introductif d'instance susvisées, et en requit l'adjudication; de plus, il déclare apporter les modifications suivantes :

« La sous-location verbale de ladite pièce de terre a eu lieu à mon profit pour une durée fixe, expirant après la récolte de 1894; les 100 francs de dommages-intérêts que je réclame sont basés tant pour le préjudice que j'éprouve en me trouvant privé d'une façon arbitraire de la jouissance de la moitié de la pièce de terre dont il s'agit pendant les années 1893-1894, que de la part afférente à ces deux années, des 22 francs de frais dont il est ci-dessus question. »

Le défendeur prit à son tour, à la barre, les conclusions suivantes :

« Je loue à l'année à mon beau-frère la pièce de terre en question et non pour une durée fixe, comme

il le prétend. Au 23 avril 1892, je lui ai donné congé pour le 11 novembre suivant, par une lettre recommandée, qu'il ne nie pas avoir reçue. M^{me} veuve Louf, ma propriétaire, ayant résilié mon bail, je me suis trouvé forcé d'en faire autant à l'égard du demandeur au procès. »

Le 16 décembre, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré et statuant par jugement en dernier ressort en présence des parties ; — Attendu que, par l'acte du 30 juin 1885, Benjamin Louf, aujourd'hui décédé, a loué à Butin 67^a, 90 de terre, non pas pour trois, six ou neuf années; mais, au contraire, pour une durée fixe de neuf années, expirant le 11 novembre 1894; — Que, par l'acte du 10 janvier 1887, Butin a cédé à Lefranc ses droits au bail sus-rappelé à partir du 11 novembre 1888; — Attendu qu'il n'est pas contesté aux débats que Lefranc a cédé verbalement la moitié de sa location à son beau-frère Declercq, non plus que celui-ci a payé à Lefranc 22 francs, tant pour sa part dans les frais d'acte de sous-location du 10 janvier 1887, que pour la division en deux parties égales de ladite pièce de terre faite par l'agent voyer Houcke; qu'il n'est pas non plus contesté que Declercq a joui de cette moitié de la pièce de terre pendant les années 1889, 1890, 1891 et 1892; qu'il n'est point admissible que Lefranc ait verbalement sous-loué à son beau-frère Declercq la moitié de ladite pièce de terre à l'année, alors que Lefranc reconnaît avoir reçu la moitié des frais de bail et d'arpentage ;

qu'au contraire, il y a lieu d'admettre les prétentions de Declercq, à savoir, que la sous-location lui était consentie pour tout le restant de la durée du bail, c'est-à-dire jusqu'au 11 novembre 1894; — Attendu que si Lefranc a résilié son bail avec M^{me} veuve Louf, par acte de M^e Volturiez, du 30 octobre 1892, pour, par un second acte du même notaire et du même jour, faire reporter la location sur le gendre de Lefranc, le sieur Gellé-Lefranc; — Le défendeur au procès ne nous justifie pas par un acte quelconque que M^{me} veuve Louf l'ait contraint à résilier son bail; qu'il y a lieu, au contraire, d'admettre que cette résiliation n'est que le résultat d'une entente, d'un moyen détourné pour déposséder Declercq de la pièce de terre; — Attendu que le congé dont parle Lefranc n'avait pas sa raison d'être, aux termes des articles 1774, 1775, 1737 du Code civil, la location ayant une durée fixe; — Vu l'article 1382 du même Code; — Attendu que la demande en dommages-intérêts est fondée; qu'elle n'est pas exagérée, étant donnés les bénéfices nets qu'on peut avoir sur 33^a, 97 en deux années, déduction faite encore de 7 fr. 30, applicables aux années 1893-1894, pour partie de frais de bail et d'arpentage, ainsi qu'il est ci-dessus dit; — Par ces motifs, condamnons, etc. »

Observations. — Les motifs de ce jugement, très exacts et complets, ne nous laissent rien à ajouter à l'appui de la solution qu'il contient.

Justice de paix du canton de Fournels
(Gard).

Président : M. PELISSE, juge de paix.

20 octobre et 13 novembre 1892.

Action possessoire. — Enclave. — Chemin. — Accès difficile, mais pouvant être facilité par des travaux peu coûteux. — Rejet de l'action.

Le juge de paix saisi d'une action possessoire est compétent pour statuer sur les exceptions opposées à l'action ; il a droit d'apprécier les titres produits par les parties pour caractériser la possession du demandeur lorsque le défendeur soutient que cette possession est précaire et de pure tolérance.

Le juge a, en outre, qualité pour apprécier si un fonds est réellement enclavé, et notamment si ce fonds qui confronte à la voie publique, mais d'où l'on n'y accède que par une pente raide, peut être considéré comme étant en état d'enclave.

Il n'y a pas enclave, s'il est possible de se procurer une issue au moyen de travaux faciles et peu dispendieux.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

Le sieur Constant, propriétaire, demeurant au Pouget, agissant comme mari et maître des biens dotaux de sa femme, a fait citer devant M. le juge de paix de Marvejols, le sieur Sadoul, propriétaire à Saint-Laurent-de-Veyrès pour, est-il dit dans l'exploit :

« Attendu que le requérant des qualités est propriétaire au terroir de Saint-Laurent-de-Veyrès d'un pré appelé *Zos Ribeyros* formant le numéro 379, section A d'une contenance de 1^h, 97^a, 80^c, confrontant au nord Roger, au levant ruisseau de Saint-Laurent ; — Attendu que cette propriété est enclavée pour son ex-

ploitation avec chars, puisqu'elle n'aboutit qu'à un petit sentier d'un accès très rapide et permettant seulement le passage des bestiaux détachés qu'on y mène dépaître ; que pour son exploitation avec chars, le requérant des qualités a exercé depuis un temps immémorial un droit de passage sur la propriété d'Albert Sadoul appelée *La Pallo* formant le numéro 414 desdits plan et section, confrontant au nord Planchon et autres, au midi le ruisseau ; que le 4 décembre 1891, ledit Sadoul a troublé le requérant dans le libre exercice de ce droit de passage en l'empêchant de passer dans ladite propriété, soit au moyen de lattes dont il avait entouré sa propriété, soit par l'enlèvement d'un ponceau posé sur une grande rase située dans ladite propriété ; — Attendu que par ces faits ledit Sadoul a causé au requérant un préjudice ; — Par ces motifs et tous autres venir voir maintenir le requérant en possession du droit de passage avec chars attelés sur sa propriété n° 414 pour l'exploitation de celle du requérant n° 379 qui est enclavée ; voir dire qu'il sera tenu d'enlever les lattes embarrassant le passage et de rétablir le ponceau démoli, le tout dans la huitaine du jugement à intervenir, passé lequel délai le requérant sera autorisé à le faire à ses frais avancés dont il sera remboursé sur le vu des quittances des ouvriers employés ; s'entendre condamner aux dépens et à 100 fr. de dommages-intérêts. »

La cause, en cet état, appelée à l'audience du 29 octobre, le demandeur a conclu persister dans ses conclusions ; subsidiairement à lui permettre de prouver à la vue des

lieux contentieux, les faits articulés dans sa demande. Le défendeur de son côté a nié que la propriété du demandeur fût en état d'enclave ; il a prétendu que si le demandeur avait passé chez lui avec chars attelés depuis longtemps, c'était par suite d'un fait de pure et simple tolérance qu'il entendait faire cesser ; que la propriété du demandeur avait une issue sur un chemin que de simples et légers travaux rendrait praticable ; il a, par suite, conclu d'être relaxé sans dépens de sa demande formée contre lui et subsidiairement, il a déclaré ne pas s'opposer à notre transport sur les lieux contentieux.

Le même jour, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu la nature de la contestation des parties ; — Attendu que pour pouvoir statuer et prononcer en connaissance de cause sur le mérite des explications respectives des parties, il est utile et nécessaire que les lieux contentieux soient par nous vérifiés ; — Par ces motifs, faisant droit aux parties et jugeant en premier ressort, tous droits, moyens et exceptions des parties leur demeurant expressément réservés, ordonnons que nous nous transporterons le samedi 3 novembre prochain, assisté de notre greffier, à 2 heures du soir au lieu et terroir de la commune de Saint-Laurent et sur les propriétés désignées en la citation introductive d'instance et où existe le litige à l'effet d'en faire la visite et en constater l'état, pour après cette visite et cette constatation faites, être par les parties conclu et par nous statué ce qu'il ap-

partiendra. — Dépens réservés. »

Après visite de lieux et le 13 novembre 1892, jugement définitif en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance en date du 25 octobre dernier ; — Vu notre jugement interlocutoire en date du 5 novembre dernier ; — Vu le procès-verbal de visite des lieux en date du 5 novembre ; — Vu l'article 6, n° 1 de la loi du 25 mai 1838, les articles 682 et suivants du Code civil, modifiés par la loi du 20 août 1881 ; — Vu l'article 23 du Code de procédure civile ; — Attendu, d'une part, qu'il résulte d'une jurisprudence constante que le juge du possessoire, compétent pour statuer sur les exceptions opposées à l'action en complainte à le droit, en principe, d'apprécier les titres produits par les parties pour caractériser la possession du demandeur lorsqu'elle est arguée par le défendeur d'équivoque, de précarité ou de pure tolérance ; — Attendu qu'en l'espèce le juge du possessoire est compétent pour dire si la possession est ou non fondée sur le titre légal de l'enclave ; — Attendu toujours qu'en l'espèce le juge de paix a qualité pour apprécier si l'accès à la voie publique dépend de travaux peu dispendieux, si cet accès présente de simples difficultés ; — Que ledit juge de paix se conforme à l'esprit de la loi en faisant seul cette appréciation, la nomination d'un expert entraînant des frais pour les parties et ledit juge de paix ne devant y recourir qu'autant qu'il s'agit d'une question toute technique qu'il ne pourrait résoudre lui-même ; — Attendu, d'autre

part, que les servitudes discontinues telles que les droits de passage sauf le cas d'enclave ne peuvent s'établir que par titres, que la possession même immémoriale ne suffit pas pour les établir ; — Attendu que la possession ne donne lieu à l'action possessoire qu'autant qu'elle est capable de faire acquérir la propriété par prescription ; — Que lesdites servitudes ne peuvent, par conséquent, donner lieu à la complainte ; — Attendu qu'il résulte de la visite des lieux que la prairie du demandeur n'est pas en état d'enclave, qu'elle confronte le chemin vicinal de première classe de Saint-Laurent à Fournels sur une longueur de 230 mètres environ ; — Que si le terrain s'élève rapidement sur la partie dite *termenas* sur une longueur d'environ 30 mètres, néanmoins et nonobstant cette pente raide, quelques travaux peu coûteux suffiraient pour y pratiquer une voie ou charrai sur la longueur de ces 30 mètres ; — Attendu que l'issue d'un fonds doit être réputée suffisante quand elle ne présente, comme dans l'espèce, que des inconvénients accidentels et faciles à faire disparaître à peu de frais ; — Attendu qu'elle ne devrait être tenue pour insuffisante que si l'accès à la voie publique était rendu matériellement impossible par un obstacle difficile et coûteux à supprimer ou encore s'il présentait soit des dangers sérieux, soit des difficultés permanentes qu'il serait impossible de faire disparaître ou du moins qu'on ne pourrait faire disparaître qu'au moyen de travaux dispendieux et d'un prix excessif en comparaison de la valeur de la propriété enclavée ; — Attendu, au

surplus, qu'il a été jugé que le fonds même privé d'accès à la voie publique ne doit pas être réputé enclavé, s'il est possible de lui procurer une issue au moyen de travaux faciles et peu dispendieux ; — Attendu que la servitude légale de passage doit être déterminée relativement à la voie publique et non relativement à la résidence ou à la commodité des réclamants ; — Attendu, enfin, qu'on ne doit pas considérer comme enclavé le fonds qui jouit par tolérance d'un passage sur le terrain d'autrui ; — Qu'en l'espèce la visite des lieux permet d'établir que le fonds du demandeur est dans ce cas ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en premier ressort, disons que l'action en complainte possessoire intentée par le sieur Édouard Constant, demandeur, contre Albert Sadoul, défendeur, est irrecevable et mal fondée ; — La rejetons par fins de non-valoir et de non-recevoir ; — Par suite, relaxons ledit défendeur des demandes à lui faites, fins et conclusions contre lui, prises par ledit demandeur, sauf à celui-ci à se pourvoir par telle autre action qu'il avisera et devant qui de droit ; — Condamnons le demandeur aux dépens et entiers frais de l'instance. »

Observations. — La servitude de passage étant essentiellement discontinue ne peut s'acquérir que par titre, ou que si elle est fondée sur le titre légal de l'enclave. Lors donc que le demandeur en maintient d'une telle servitude ne peut invoquer que l'enclave, il appartient au juge de paix de vérifier l'enclave. Certainement, un fonds attenant à

la voie publique peut encore être considéré comme enclavé, si sur le point où il touche à un chemin, l'accès à ce chemin pour l'exploitation de ce fonds est absolument impraticable, ou si pour accéder au chemin il faut faire des travaux difficiles et dont le prix serait excessif eu égard à la valeur réelle du terrain. C'est ce qui a été jugé plusieurs fois. Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o *Enclave*. Mais il en est autrement si l'accès peut être ménagé au moyen de travaux faciles et peu dispendieux. En ce cas, l'enclave n'existe réellement pas, et c'est là une question de pur fait qui rentre dans les pouvoirs d'appréciation du juge de paix, et qu'il peut résoudre lui-même par une visite de lieux.

Justice de paix du canton de Saint-Béat
(Haute-Garonne).

Président : M. DE LAMY, juge de paix.

15 juin 1890.

Réquisition. — *Aliéné.* — *Garde à vue.* — *Commune.* — *Salaires des gardiens.*

La commune doit indemnité aux citoyens requis de garder à vue un aliéné, alors que ce service qui leur a été imposé a duré un certain laps de temps et notamment vingt-quatre jours.

Il appartient au juge saisi d'évaluer le montant de l'indemnité due.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort ; — En droit, attendu qu'aux termes de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, la police municipale a pour

objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la sécurité publique ; — Attendu qu'à ces fins les maires ont le droit de requérir les travaux, services et secours des citoyens, dans les circonstances d'accident, tumulte, naufrage, inondation et autres calamités où il y a danger pour la sécurité publique et trouble à la tranquillité des habitants ; que, tout spécialement, conformément au paragraphe 7 de l'article 97 de la loi précitée, les maires ont « le droit de « prendre provisoirement les mesures nécessaires contre les aliénés « dont l'état pourrait compromettre « la moralité publique, la sécurité « des personnes ou la conservation « des propriétés » ; — Attendu néanmoins qu'à côté de ce droit, il y a le principe de la liberté de travail qu'il ne faut point violer ; que sans doute les citoyens qui ne sont que momentanément soustraits à leurs travaux journaliers, n'étant point lésés grièvement dans leurs intérêts particuliers, n'ont droit à aucun dédommagement, mais qu'il en est autrement lorsque l'autorité municipale requiert, soit un service, soit un secours qui se prolonge un certain laps de temps ; que, dans ce cas particulier, ainsi que l'a décidé un arrêt de la Cour de cassation, en date du 27 janvier 1858, et conformément à une jurisprudence constante, la commune doit une indemnité aux citoyens ainsi requis ; — En fait, attendu qu'il est constant que les sieurs Esterle (Joseph), sabotier, et Florane (François), manouvrier, tous les deux demeurant à Saint-Béat, ont été verbalement requis, le 30 octobre 1886, par M. le maire de Saint-Béat, pour garder à vue le sieur X..., atteint d'aliénation

mentale, lequel avait manifesté l'intention de s'opposer à l'inhumation de la dame Z..., sa mère, dans la journée du 30 octobre 1886 ; — Attendu qu'il est également constant qu'en dehors de cette journée du 30 octobre 1886, la garde à vue dudit X... par les sieurs Esterle et Florane s'est prolongée, de jour et de nuit, un certain laps de temps ; — Attendu qu'il ne résulte d'aucune pièce de la procédure que les sieurs Esterle et Florane aient été requis par aucuns des membres de la famille X... ; qu'au contraire il appert d'une attestation même de M. le maire de Saint-Béat, délivrée aux demandeurs le 4 mai dernier, enregistrée, que les sieurs Esterle et Florane n'ont point cessé de garder à vue le sieur X... du 28 octobre au 28 novembre 1886, et qu'il appert encore de cette même attestation que l'état mental dudit X... n'avait point cessé, dans cette même période de temps, d'inspirer des inquiétudes au point de vue de la sécurité publique ; qu'il y a donc lieu de conclure, par suite de cette attestation même, que la réquisition faite verbalement aux demandeurs, le 30 octobre 1886, aux fins de garder à vue ledit aliéné, n'a jamais été levée par M. le maire de Saint-Béat, et qu'en outre cette garde n'a jamais cessé d'être utilement faite dans l'intérêt de la sécurité publique ; — Attendu qu'ayant été requis pour un service public, intéressant à un haut degré la sécurité des personnes, les sieurs Esterle et Florane ne pouvaient spontanément désertir le poste qui leur avait été confié, sans encourir de graves responsabilités ; — Attendu que, quelque étranges que soient les erreurs commises par les deman-

deurs dans leur relevé de journées de garde ; quelque retard qu'ils aient apporté à actionner la commune de Saint-Béat ; quelques promesses qui leur aient été faites par le sieur Y..., frère de l'aliéné, les droits des sieurs Esterle et Florane contre ladite commune n'ont jamais périçlité ; — Attendu qu'il résulte des dires et explications fournis par les parties que la garde du sieur X... n'a eu lieu qu'après la réception d'une dépêche de M. le sous-préfet de Saint-Gaudens, invitant M. le maire de Saint-Béat à prendre toutes mesures de police nécessaires pour permettre la cérémonie de l'inhumation de la dame Z..., à laquelle ledit aliéné, son fils, voulait s'opposer de vive force ; — Attendu que cette dite dépêche a été reçue à Saint-Béat à huit heures quarante minutes du soir, et que la garde du malade n'a commencé que le 31 octobre ; — Attendu que l'internement dudit X... dans l'asile des aliénés de Toulouse a eu lieu le 24 novembre 1886, et que les demandeurs ont reconnu qu'ils avaient été couverts par le sieur Y..., frère de l'aliéné, des frais de toutes sortes occasionnés par ledit internement ; — Attendu dès lors que la garde à vue du sieur X... a eu une durée de vingt-quatre jours, nuits, comprises ; — Attendu que, pour ce service public, il nous paraît suffisant d'allouer, à titre d'indemnité, aux sieurs Esterle et Florane et à chacun d'eux la somme de 4 francs par jour de garde ; — Par ces motifs ; — Condamnons M. G... C..., en sa qualité de maire de la commune de Saint-Béat, à payer, à titre d'indemnité, pour vingt-quatre jours de garde du sieur X..., aliéné, la somme de 96 fr.

au sieur Esterle (Joseph) et la somme également de 96 francs au sieur Florane (François) ; — Le condamnons en outre aux dépens.»

Observations. — Le droit de réquisition en cas d'accident, tumulte, etc., ne peut pas être indéfini ; il va de soi que si l'autorité municipale exige des citoyens, non un secours et un appui momentanés, mais un service de longue durée, tel que la garde d'un aliéné pendant un certain temps, elle doit indemnité aux personnes qu'elle a requises pour ce service. Voir en ce sens l'arrêt cité dans la sentence.

Justice de paix de Châtillon-sur-Seine
(Côte-d'Or).

Président : M. CHALOPIN, juge de paix.

27 février 1892.

Listes électorales. — Commune. — Sections. — Résidence. — Appel. — Infirmité.

L'électeur qui réside dans une section de commune, qui y est propriétaire et y exerce son industrie, doit être inscrit sur la liste électorale de cette section et non sur celle de la section voisine.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Par déclaration reçue le 13 février 1892, au greffe, M. Edme Boitouzet, propriétaire, demeurant à Montliot, électeur inscrit sur la liste électorale de la section de Montliot, a interjeté appel d'une décision de la commission électorale de la commune de Montliot et Courcelles, en date du 7 février 1892, qui a inscrit sur ladite liste, section

de Montliot, le nom de Dumay, Octave, laitier à Courcelles-les-Rangs.

Sur les avertissements qui ont été donnés à MM. Boitouzet et Dumay sus-nommés dans les délais de la loi, ces derniers ont comparu en personne aux audiences publiques des 23 et 27 février 1892.

M. Boitouzet a demandé la radiation du nom de Dumay sur la liste de la section de Montliot, attendu que cet électeur habite Courcelles.

Dumay a conclu à être maintenu sur la liste de ladite section de Montliot parce qu'il exerce sa profession de laitier exclusivement à Montliot et qu'il travaille audit Montliot le reste de son temps.

Ledit sieur Dumay a reconnu néanmoins qu'il habite depuis le mois de mai 1885 la section de Courcelles, qu'il y possède une maison avec jardin et dépendances par lui achetées en ladite année 1885 et qu'il est inscrit sur le rôle des patentes, en qualité de laitier sur la section de Courcelles.

Il a représenté :

1° Un avertissement pour l'acquit des contributions foncière, personnelle, mobilière et des portes et fenêtres de 1892, constatant que Dumay est inscrit pour ces différentes contributions sur la commune de Montliot ;

2° Un avertissement pour l'acquit des patentes de 1892 constatant que ledit sieur Dumay, demeurant à Courcelles, est inscrit pour sa patente de laitier aussi sur la commune de Montliot ;

3° Et le certificat constatant que ledit sieur Dumay est imposé sur le rôle des patentes de l'année 1892

pour la profession de laitier, commune de Montliot dont la population est de 365 habitants (compre-
nant les deux sections de Montliot et Courcelles).

Le 27 février, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En la forme ; — Attendu que les commissions électorales de la commune de Montliot et Courcelles, pour les sections de Montliot et Courcelles ont pris décision le 7 février courant, aux termes de laquelle elles ont maintenu le nom du sieur Dumay sur la liste de la section de Montliot par ce seul motif que cet électeur a demandé son maintien comme électeur dans cette section ; — Attendu que Boitouzet fait appel de cette décision ; qu'il est inscrit comme électeur sur la liste électorale et que cette qualité ne lui est pas contestée ; — Attendu que c'est à ce titre qu'il fait appel ; qu'il est de jurisprudence que le droit de poursuivre devant la commission électorale l'inscription ou la radiation d'un nom de la liste électorale emporte, comme conséquence, pour toute personne qui jouit de ce droit, celui de poursuivre l'appel des décisions de ladite commission ; — Attendu que la déclaration d'appel a été par l'appelant déposée au greffe de la justice de paix le 13 février 1892, par conséquent dans les délais voulus par la loi ; qu'ainsi elle est régulière ; — Reçoit Boitouzet en son appel ; — Et statuant sur le fond ; — Attendu que Dumay est Français d'après les termes de l'article 8, § 3, du Code civil modifié par la loi du 26 juin 1889, qu'il a été inscrit sur sa demande pour la

première fois en 1890 sur la liste électorale de la section de Montliot et pour la deuxième fois sur la même liste en 1891, que ces faits résultent de la déclaration non contredite de Dumay et d'un certificat du maire de Montliot et Courcelles du 26 courant ; — Attendu que des pièces produites sus-énoncées et des déclarations de Dumay il résulte, savoir : — 1° Que cet électeur est né à Buncsey le 29 mars 1852 ; — 2° Qu'il réside à Courcelles depuis le mois de mai 1885 ; — 3° Qu'il est propriétaire d'une maison, jardin et dépendances sis audit Courcelles depuis 1885 ; — 4° Qu'il habite dans cette maison ; — 5° Qu'il est imposé au rôle des patentes comme laitier demeurant à Courcelles ; — 6° Et que toutes les propriétés de la commune de Montliot et Courcelles sont sises sur le finage de ladite commune, sans aucune indication de section, ce qui explique que les avertissements sus-énoncés indiquent que Dumay est inscrit sur la commune de Montliot et Courcelles dont la population est de 365 habitants ; — Attendu que Dumay réside à Courcelles, qu'il y est propriétaire et y exerce l'industrie de laitier ; — Attendu que le sieur Dumay n'avait pas le droit d'être inscrit sur la liste de la section de Montliot pour les années 1890 et 1891 ; — Attendu que la demande de Boitouzet ayant pour but de faire rayer ledit sieur Dumay sur la liste électorale de la section de Montliot et de le faire inscrire sur celle de la section de Courcelles pour l'année 1892 doit être accueillie ; que c'est donc à tort que la commission électorale a refusé de rayer Dumay de la liste électorale de ladite section

de Montliot; — Par ces motifs, statuant publiquement et en dernier ressort; — Infirmos la décision prise par les deux commissions électorales des sections de Montliot et Courcelles le 7 février 1892 à l'égard du sieur Dumay sus-nommé; — Ordonnons la radiation du nom de Dumay sur ladite liste électorale de la section de Montliot de 1892 et enfin ordonnons l'inscription dudit

nom de Dumay sur la liste électorale de la section de Courcelles de 1892. »

Observations. — Solution exacte et conforme à la jurisprudence. Aussi, par un arrêt du 22 mars 1892, la Cour de cassation a-t-elle rejeté le pourvoi formé par Dumay contre le jugement rapporté ci-dessus.

SUPPLÉMENT

AU

DICTIONNAIRE GÉNÉRAL

DE LA COMPÉTENCE DES JUGES DE PAIX

1 VOLUME IN-8°. — PRIX : 8 FRANCS.

Ce livre, annoncé depuis quelque temps déjà, a paru en février dernier. Ainsi que nous l'avons déjà dit, la publication en a été retardée par la nécessité où nous nous sommes trouvés d'introduire dans le manuscrit, au cours de l'impression, le commentaire de lois nouvelles qui ont été promulguées vers la fin du mois de décembre 1892 et même dans les premiers jours de 1893.

Le *Supplément* met donc notre Dictionnaire au courant du dernier état de la législation, et il en est, par suite, le complément indispensable.

Nous y avons, en même temps, relaté et analysé les arrêts récents de la Cour de cassation et des Cours d'appel ou Tribunaux civils, en sorte que le *Supplément* devient en outre une table des dernières années de la collection des ANNALES.

L'un des plus importants articles du *Supplément*, car il compte près de 80 pages, est le mot *Élections*. Sur cette matière, nos lecteurs trouveront, dans ce neuvième volume du Dictionnaire, des renseignements très complets, une doctrine sûre et exacte appuyée sur les arrêts de la Cour suprême, et qui les mettra en mesure de résoudre les difficultés sur lesquelles ils ont si souvent à statuer comme juges d'appel à l'époque de la revision annuelle des listes électorales.

Le *Supplément* comprend aussi le commentaire des lois nouvelles sur les chemins vicinaux, ruraux ou d'exploitation, sur le bail à colonat partiaire, sur les mines, la puissance paternelle, sur la vaine pâture, les vices rédhibitoires, etc., etc., toutes lois qui modifient les attributions des juges de paix, ou leur en donnent de nouvelles, en sorte que la quatrième édition du Dictionnaire, mise aujourd'hui au courant sur tous les points de la compétence de ces magistrats, équivaut à une cinquième édition publiée en 1893.

Tous les possesseurs du Dictionnaire tiendront donc à acquérir le *Supplément* pour lequel l'administration des ANNALES a déjà reçu, même avant la publication du livre, de très nombreuses souscriptions.

Just. de paix du 2^e canton d'Angoulême
(Charente).

Prés.: M. LE LÉGARD, A. J., juge de paix.

5 novembre 1892.

Incompétence à raison de la quotité de la demande. — Renvoi de l'affaire devant qui de droit et condamnation du demandeur aux dépens.

A défaut d'une déclaration expresse prorogeant la compétence du juge de paix, ce magistrat, s'il s'agit de l'incompétence à raison de la quotité, doit se dessaisir de l'affaire, la renvoyer devant la juridiction qui doit en connaître, en mettant les frais à la charge du demandeur.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Fourgeaud réclame 200 francs pour prix de vente d'une vache ; — Attendu que le cité soutient avoir payé ladite vache, non pas 200 fr., mais 212 francs, en divers acomptes indiqués par lui et formant cette somme ; — Que son affirmation, quant au prix de la vente dont il s'agit, a du reste été reconnue exacte ; — Attendu en outre que le défendeur demande le renvoi de l'affaire devant les juges qui doivent en connaître ; — Attendu que si, dans le cas d'incompétence à raison de la personne ou de la situation de l'objet litigieux, le pouvoir de juger peut résulter de la volonté tacite des parties acceptant le débat, il en est autrement lorsqu'il s'agit de l'incompétence à raison de la quotité, qu'une déclaration expresse et conforme à la loi est de toute nécessité, et qu'à défaut de cette déclaration, de ce contrat, les parties ne sont point liées, eussent-

elles conclu au fond ; que, par suite, il est loisible au défendeur, comme au demandeur, de proposer, en tout état de cause, l'incompétence du juge de paix, laquelle peut être prononcée d'office, ainsi du reste qu'il est admis par la doctrine et par la jurisprudence ; — Attendu qu'aucune partie n'a dit vouloir proroger notre juridiction ; — Attendu que le plaideur qui succombe doit supporter les dépens ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Accueillons l'exception proposée, nous déclarons incompetent, renvoyons l'affaire devant qui de droit, et condamnons le demandeur aux frais liquidés à... »

Observations. — Il arrive fréquemment en justice de paix que la partie demanderesse, pour bénéficier de la juridiction économique du Tribunal de paix, réduit sa demande à 200 francs, alors qu'il lui est réellement dû une somme quelque peu supérieure. Nous ne voyons aucun inconvénient à ce que le juge de paix, en ce cas, retienne le jugement de l'affaire et se déclare compétent, si aucune objection n'est faite par le défendeur. Toutefois il ne peut appartenir au demandeur seul de changer l'ordre de juridiction, et si la contestation porte sur un marché d'une valeur supérieure à 200 francs, si d'autre part le défendeur oppose formellement un déclinatoire, à raison de la valeur réelle du litige, le juge doit nécessairement accueillir ce déclinatoire et se dessaisir.

Justice de paix du canton du Raincy
(Seine-et-Oise).

Président : M. DE COURCHANT DE SABLON,
juge de paix.

26 décembre 1886.

Demande en restitution de trousseau d'élève. — Chef d'institution. — Demande reconventionnelle en paiement de pension scolaire. — Conditions du prospectus de l'institution. — Engagement du père de l'élève.

Le père de famille qui a mis son enfant dans une pension est réputé avoir accepté implicitement les conditions indiquées dans le prospectus de cette maison, et est tenu de payer la pension dans les termes du prospectus.

En conséquence, le père qui a brusquement retiré son enfant de la pension ne peut réclamer la restitution du trousseau de ce dernier, qu'à charge de payer la pension due et le trimestre à courir, conformément au prospectus.

Il appartient toutefois au juge saisi, suivant les circonstances, de réduire le montant de la somme réclamée par le chef d'institution, en ce qui touche le trimestre suivant, alors que l'élève n'a pas même commencé ce trimestre.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le sieur Fay a assigné devant M. le juge de paix du Raincy le sieur Galtier, chef d'institution dans cette ville, pour lui réclamer le trousseau de son fils ou une somme de 200 francs pour en tenir lieu, se disant prêt à payer à M. Galtier 50 francs pour les quinze jours passés dans sa maison par son enfant, en décembre 1885.

M. Galtier avait offert de rendre le trousseau, mais en réclamant reconventionnellement à M. Fay une somme de 280 francs, qu'il

réduisait à 180 francs, pour rester dans la compétence du Tribunal de paix, et qui lui était due par M. Fay pour location du lit de l'enfant et le paiement du mois de décembre 1885 et du premier trimestre de 1886, selon les termes du prospectus de la pension, remis à M. Fay, à l'entrée de son fils.

Le 26 décembre 1886, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Galtier déclare être prêt à rendre à Fay les effets formant le trousseau de son fils, mais qu'il refuse la somme de 50 francs que celui-ci lui offre pour le prix d'un mois de pension, comme tout à fait insuffisante ; — Attendu que ledit sieur Galtier, défendeur à l'action principale, a formé une demande reconventionnelle de 280 francs, mais qu'il réduit à 180 francs, pour rester dans la compétence du Tribunal, tant pour le prix de la pension pendant le mois de décembre 1885 que pour la location du lit et le premier trimestre de 1886, qui serait payable d'avance selon les conditions du prospectus de son établissement ; — Attendu que, dans la citation, le sieur Fay a prétendu n'avoir retiré son fils de la pension dont s'agit que parce qu'il avait été battu par ses camarades, ce que le sieur Galtier a reconnu devant le juge de paix du dixième arrondissement (ce qui est dénié par Galtier), le mandataire de Fay, à l'audience du 20 décembre, a néanmoins déclaré qu'il ne rendait pas le défendeur responsable de ces mauvais traitements ; — Attendu encore que, si le demandeur à l'action principale soutient qu'il n'avait mis

son fils qu'à l'essai chez Galtier, et qu'il avait été convenu entre eux qu'il ne payerait la pension que mensuellement, il ne produit aucune preuve de cette convention que nie énergiquement le sieur Galtier ; — Attendu ainsi que les conventions stipulées par le prospectus sus-énoncé resteraient seules exigibles ; — Attendu, d'une part, que de ce qui précède, si Galtier doit être tenu de rendre à Fay le trousseau tel, pour la quantité, qu'il l'a reçu, celui-ci devrait par contre être tenu au paiement de la pension de son fils dans les termes du prospectus et notamment du paragraphe visant le cas particulier en cause, qui est ainsi conçu : « Tout élève nouveau, « entrant dans le cours d'un trimestre « commencé, paye la partie du trimestre courant du jour de son entrée et « le trimestre suivant ; » — Attendu, d'autre part, qu'il y a lieu de tenir compte d'une certaine compensation profitant à Galtier par le départ subit de l'enfant, qui n'a séjourné chez lui que du 5 au 25 décembre 1885 et qui n'a même pas commencé le premier trimestre de 1886 ; — Par ces motifs, donnons acte à Galtier de son offre de restituer les objets du trousseau dont il est détenteur, sauf bien entendu les objets de consommation ; — Disons que le sieur Fay sera tenu d'aller ou d'envoyer chercher ces effets dans la quinzaine du présent jugement ; que, dans le cas où cette restitution n'aurait pas lieu par le fait de Galtier, disons qu'il payera à Fay une somme de 75 francs pour en tenir lieu ; — Statuant sur la demande reconventionnelle, condamnons Fay à payer à Galtier une somme de 135 francs au plus tard le jour et au même

moment de la restitution des effets dont s'agit ; — Le condamnons en outre aux intérêts de droit et aux dépens, liquidés à 9 fr. 97, etc. »

Observations. — Ce jugement, très exact et très équitable, a été, sur appel du sieur Fay, confirmé purement et simplement par le Tribunal civil de Pontoise, à la date du 25 novembre 1888.

Tribunal de simple police de Betz (Oise).

Président : M. CHAMOLIN, juge de paix.

2 août 1892.

Instruction primaire obligatoire. — Examen. — Instruction insuffisante. — Commission scolaire. — Peines prononcées par une commission. — Délivération irrégulière. — Renvoi devant le juge de police. — Acquiescement.

Les délibérations de la commission scolaire ne sont valables que si la majorité des membres est présente.

En conséquence, la contravention prévue par l'article 14 de la loi du 28 mars 1882, punissable de peines de police, n'existe pas lorsque les peines d'avertissement et d'affiche ont été prononcées par une commission scolaire composée d'un nombre de ses membres n'atteignant pas la majorité.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« **LE TRIBUNAL :** — Attendu que Tintelin père est traduit devant le Tribunal de police pour avoir contrevenu à la loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire obligatoire ; — Qu'il résulte des pièces produites que la fille de l'inculpé, Tintelin (Lydie), qui était instruite

dans la famille, a été appelée, le 21 septembre dernier, à subir l'examen prescrit par l'article 16 de la loi précitée; — Que son instruction ayant été reconnue insuffisante et aucune excuse n'ayant été admise par le jury d'examen, Tintelin père a été mis en demeure d'envoyer sa fille dans une école publique ou privée; — Que cette mise en demeure étant restée sans effet, la commission scolaire, dans ses réunions des 5 décembre et 25 mars dernier a successivement appliqué à l'inculpé les peines prévues par les articles 12 et 13 de ladite loi; — Que, malgré les peines prononcées contre lui, Tintelin père, ayant persisté à ne pas envoyer sa fille à l'école, a été déféré au Tribunal de police, suivant plainte de M. l'inspecteur primaire, en date du 25 mars 1892; — Attendu que Tintelin ne conteste pas les faits qui lui sont reprochés, mais que, pour repousser la prévention, il soutient que, lors de sa première réunion, le 5 décembre dernier, la commission scolaire n'était composée que de deux membres; que, par suite, la délibération qu'elle a prise est entachée de nullité, ainsi que tout ce qui a suivi; qu'il y a lieu d'examiner le mérite de son exception; — Attendu qu'il appartient au Tribunal de police, saisi d'une poursuite pour infraction à la loi du 28 mars 1882, d'apprécier la régularité des délibérations de la commission scolaire, et de décider si les délibérations qu'elle a prises peuvent servir de base aux poursuites dont il est saisi; qu'il n'a sans doute ni à confirmer ni à infirmer ces décisions, mais qu'il a le devoir de vérifier si les conditions essentielles auxquelles la loi a subordonné les

poursuites ont été régulièrement accomplies (Cass., 3 août 1883); — Attendu qu'aux termes de l'article 58 de la loi du 30 octobre 1886 sur l'organisation de l'enseignement primaire, les délibérations des commissions scolaires ne sont valables que si la majorité des membres est présente; — Attendu que des pièces versées aux débats, lesquelles seront enregistrées en même temps que le présent jugement et resteront ci-annexées, résulte la preuve que, le 5 décembre dernier, la commission scolaire de la commune de Rozoy se composait de six membres, y compris l'inspecteur primaire, membre de droit; qu'elle ne pouvait donc valablement délibérer qu'au nombre de quatre membres; — Attendu que deux membres seulement étaient présents à cette délibération qui a prononcé contre Tintelin la peine de l'avertissement; — Que la commission n'a donc pu délibérer valablement et appliquer à Tintelin aucune pénalité; qu'il s'ensuit que la délibération du 25 mars est aussi entachée de nullité, la récidive n'étant pas légalement établie; que, par suite, la plainte de M. l'inspecteur primaire est prématurée, et qu'il n'y a pas lieu d'y faire droit; — Parces motifs, statuant en dernier ressort: — Annule l'avertissement, et renvoie Tintelin des poursuites du ministère public, sans amende ni dépens.»

Observations. — Solution exacte et conforme à la jurisprudence. Voir notamment en ce sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., t. VIII, *Appendice*, n° 15. Trib. de Chinon, 13 avril 1883; Cass., 28 décembre 1883, etc., etc. Dans cette matière

spéciale, la contravention prévue par l'article 14 de la loi de 1882 ne peut résulter que de la deuxième récidive, c'est-à-dire de la troisième infraction, après deux infractions constatées et régulièrement punies. Or une deuxième infraction n'a pas été régulièrement punie si la peine a été prononcée par la commission irrégulièrement composée, à raison de l'insuffisance du nombre des membres présents à la délibération.

Tribunal de simple police du canton
de Montfort-sur-Risle
(Eure).

Président : M. FEREZ, juge de paix.

21 octobre 1892.

Arrêté municipal. — Lavage des fûts sur la voie publique. — Salubrité. — Avis du conseil d'hygiène. — Arrêté illégal et non obligatoire. — Annulation de l'arrêté municipal par le préfet. — Renvoi du prévenu.

L'arrêté du maire qui, dans l'intérêt de la salubrité, prohibe le lavage des fûts sur la voie publique n'est légal et obligatoire qu'autant que ces fûts contiendraient des matières dont le lavage et l'épandage sur la voie publique seraient de nature à compromettre la santé publique.

Il n'en est pas ainsi des fûts de vin, rhum ou eaux-de-vie, dont le lavage ne saurait compromettre la salubrité.

En conséquence doit être acquitté le prévenu d'avoir, contrairement à l'arrêté, lavé ou fait laver par ses préposés des fûts de cette nature.

A plus forte raison doit-il en être ainsi lorsque, sur l'avis du conseil d'hygiène, le préfet a annulé la disposition de l'arrêté municipal en ce qu'elle prohibait le lavage des fûts de vin.

Ainsi décidé par le jugement sui-

vant, qui fait suffisamment connaître les faits de la cause :

« LE TRIBUNAL : — Oui les prévenus en leurs moyens de défense; oui le sieur Quesney, maître et responsable; oui le ministère public en ses conclusions; — Vu les procès-verbaux relatés en un jugement précédent; — Attendu que les sieurs Thieulin, Morin et Cornu sont poursuivis pour avoir lavé des fûts et futailles dans et sur les ruisseaux du bourg de Montfort-sur-Risle : le sieur Thieulin seul les 19, 21, 23 et 29; les sieurs Thieulin et Cornu le 24, et les sieurs Thieulin et Morin le 28, contrairement à un arrêté municipal en date du 7 septembre dernier, approuvé d'urgence par M. le préfet de l'Eure, le 10 du même mois; — Qu'ils reconnaissent les faits matériels des poursuites dirigées contre eux, mais qu'il importe d'examiner si les faits matériels tenus pour constants constituent ou non des contraventions à l'arrêté de M. le maire de Montfort; — Attendu que l'article 2 de l'arrêté est ainsi conçu : « Il est expressément défendu de jeter dans les caniveaux de la route, sur la route et dans les ruisseaux, aucune eau sale, eau de savon, de vaisselle ou autres, de laver dans ou sur les ruisseaux du bourg aucuns fûts ni futailles dont les lavages couleraient dans lesdits ruisseaux; de déposer dans les rues aucunes ordures et immondices provenant de l'intérieur des maisons après le passage des voitures de nettoient, et d'en déposer d'autres que celles qui doivent être enlevées par l'entrepreneur; » — Attendu qu'il est de principe reconnu que

le juge de paix, saisi de la contravention, a le droit d'interpréter le règlement administratif qu'il est chargé d'appliquer; qu'il peut même décider que telle partie est légale, et que telle autre est illégale (Cass., 8 février 1845); — Attendu que M. le maire de Montfort, entendu comme témoin à la requête du ministère public : 1° pour représenter son registre des arrêtés et publications; 2° pour donner au Tribunal ses explications sur le but de son arrêté pris sans aucun considérant, a déclaré qu'il n'avait rien à répondre à cette dernière question, et, après réitération par nous de cette demande, a fini par dire évasivement que le but était dans l'arrêté lui-même; — Attendu qu'en refusant de donner les raisons qui lui ont dicté son arrêté pris en temps d'épidémie, M. le maire laisse supposer qu'il a agi ainsi en vue de prévenir ou de faire cesser l'épidémie cholérique; que ledit arrêté semble donc avoir été pris, surtout le paragraphe 2, en vue de la salubrité publique, ce qui est d'ailleurs démontré par la mise à exécution d'urgence autorisée par M. le préfet de l'Eure; — Attendu qu'il paraît donc évident que M. le maire de Montfort n'a eu en vue principalement que de combattre l'extension d'une épidémie naissante et d'interdire tout ce qui peut être nuisible à la salubrité publique; — Attendu qu'on arrive à la même conviction en se pénétrant de l'esprit même de l'arrêté, puisque les lavages des fûts sont intercalés entre les eaux sales; eaux de savon, de vaisselle et autres d'une part, les immondices et les ordures d'autre part; — Attendu que, si le paragraphe 2 de

l'arrêté avait interdit tout lavage ayant des odeurs malsaines, cesserait clair et précis, mais il défend aussi, par sa généralité, tout ce qui n'est point insalubre; qu'on ne peut cependant pas admettre qu'il ait pu venir à la pensée de l'administration municipale de prohiber le lavage des fûts qui n'est pas malsain; — Attendu, au surplus, que tout arrêté doit être une décision d'intérêt public et général, et qu'il ne peut être que le développement de l'article de loi dont il émane, dont il rappelle l'observation, et avec le texte et l'esprit duquel il doit toujours être en harmonie; qu'en un mot il ne peut y être écrit que ce qui est indiqué dans la loi sur laquelle il est basé, et que c'est à cette seule condition qu'il saurait être légal; que, s'il en était autrement, on arriverait aux conséquences les plus bizarres, puisque ce qui serait permis dans une commune serait prohibé dans l'autre, ce qui ne peut exister, la loi étant la même pour tous; qu'en un mot, pour qu'un arrêté soit légal, il ne doit pas porter atteinte aux principes de droit public, tels que la liberté du commerce et de l'industrie, sans profit pour l'intérêt général; — Attendu que ledit arrêté est basé sur l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, que le paragraphe 2 dudit arrêté interdit de laver dans ou sur les ruisseaux du bourg aucuns fûts dont les lavages couleraient desdits ruisseaux; qu'il y a là une mesure générale, comprenant non seulement le lavage des fûts ayant des exhalaisons malsaines, mais encore celui des fûts n'ayant aucune odeur; — Attendu que ledit article 97 pourrait servir de base à un tel arrêté, si celui-ci

n'interdisait que les lavages insalubres, mais qu'il en est tout autrement dans l'espèce ; que, pour admettre qu'il en est autrement, il faudrait décider que non seulement l'article 97 susvisé permet, sous prétexte de salubrité publique, d'interdire tout ce qui lui est contraire, mais encore tout acte qui ne peut lui préjudicier en rien, ou même lui être favorable, tel que les antiseptiques ; — Attendu que, pour qu'il y ait contravention à une ordonnance municipale prise en vertu dudit article 97, il faut : 1° qu'il y ait jet ou exposition ; 2° que le jet ou l'exposition ait lieu devant un édifice et sur une voie ou place publique ; 3° que la chose jetée ou exposée soit de nature à nuire par sa chute ou ses exhalaisons nuisibles ; — Attendu que l'article 471 du Code pénal, visé dans ledit arrêté, ne prohibe que le jet de corps solides ou liquides pouvant nuire par leurs exhalaisons insalubres ; que, pour qu'il y ait contravention, il faut que l'existence de ces exhalaisons ait été bien et dûment constatée, des eaux de lavage pouvant être sales et noires, exhaler une mauvaise odeur, sans être nécessairement insalubres ; — Attendu dès lors qu'il y a lieu d'interpréter le paragraphe 2 de l'arrêté dont s'agit en ce sens que M. le maire de Montfort n'a évidemment entendu prohiber que les lavages des fûts pouvant avoir des exhalaisons insalubres et malsaines et pouvant préjudicier à la salubrité publique ; qu'en effet c'est le seul but visé par l'article 97 de la loi municipale de 1884, qui sert de base à l'arrêté, et que le doute sur l'intention dont s'agit doit profiter aux prévenus ; — Qu'au surplus

il n'y a contravention que lorsqu'il y a exhalaison insalubre ; — Attendu que la preuve de ces exhalaisons insalubres incombe au ministère public, lequel n'a pas offert de suppléer à cette preuve, qu'il s'est simplement rapporté à la justice ; qu'au contraire le sieur Quesney, responsable de ses trois garçons de cave, fait résulter la preuve contraire de l'avis du conseil d'hygiène ; que, d'ailleurs, le sieur Quesney a déposé aujourd'hui même, sur le bureau de justice, une expédition conforme d'un arrêté de M. le préfet de l'Eure, en date du 14 de ce mois, par lequel le passage contenu dans l'article 2 de l'arrêté pris par M. le maire de Montfort-sur-Risle, le 7 septembre 1892, interdisant de laver dans ou sur les ruisseaux du bourg aucuns fûts ni futailles, dont les lavages couleraient dans lesdits ruisseaux, est et demeure annulé ; — Attendu que, dans ces conditions, il n'a été commis, par les sieurs Thieulin, Morin et Cornu, aucune contravention à l'arrêté de M. le maire de Montfort-sur-Risle en date du 7 septembre dernier ; — Vu l'article 159 du Code d'instruction criminelle ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort : — Joint tous les procès-verbaux en date des 19, 21, 23, 24, 28 et 29 septembre dernier ; — Dit qu'aucune contravention n'a été commise par Thieulin, Morin et Cornu ; les renvoie des fins des poursuites, sans frais ni dépens. »

Observations. — Il appartient certainement au juge de police d'interpréter les arrêtés municipaux et d'en apprécier la légalité, c'est-à-dire de décider s'ils ont été rendus dans les limites des pouvoirs que la

loi confère aux autorités municipales. Or, parmi ces pouvoirs, il faut compter celui que la loi municipale donne à l'autorité municipale de prendre toutes mesures propres à assurer la salubrité publique. Elle peut notamment défendre de répandre dans les rues et ruisseaux des eaux sales ou toutes autres matières de nature à répandre des exhalaisons nuisibles. C'est ainsi que le maire peut défendre de laver des fûts et futailles dans les ruisseaux d'une ville si ces fûts ont contenu des matières nuisibles ou pouvant répandre des odeurs insalubres. Mais alors qu'il s'agit de fûts ayant contenu du vin, des eaux-de-vie, rhums ou autres liquides de même nature, et alors que le conseil d'hygiène a déclaré qu'on ne peut considérer comme malsain et préjudiciable à la santé publique le lavage d'un fût à vin, l'arrêté municipal qui prohibe d'une façon générale le lavage des fûts ne peut être interprété comme s'appliquant aux fûts à vin ou eaux-de-vie, ou doit être considéré comme illégal et non obligatoire, si l'autorité municipale a entendu le leur appliquer. En effet, l'arrêté n'est pris dans les limites des pouvoirs conférés au maire qu'autant qu'il est rendu dans un intérêt de salubrité. Le prévenu d'avoir lavé des fûts doit donc être acquitté si ces fûts étaient des fûts à vin, eaux-de-vie, etc. — Dans l'espèce, cette solution s'imposait d'autant plus que l'arrêté du maire de Montfort avait été, sur le recours du prévenu et après avis du conseil d'hygiène, réformé *in parte qua* par arrêté du préfet, et avait par suite cessé d'être obligatoire en ce qui concerne les fûts reconnus non insalubres.

Justice de paix du canton de Moyenneville
(Somme).

Président : M. L. DUFLOS, juge de paix.

28 décembre 1890.

Action possessoire. — Complainte. —
Action en réintégration. — Publicité
de la possession. — Voie de fait.

La publicité de la possession est une condition essentielle pour l'exercice soit de la complainte possessoire, soit de l'action en réintégration.

Spécialement, cette dernière action ne peut être exercée sous prétexte de voie de fait, lorsqu'il est établi au procès que le demandeur s'est prêté à l'accomplissement du fait dont il se plaint.

Ainsi décidé dans les termes qui suivent par le jugement ci-après, qui fait suffisamment connaître les faits de la cause :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la demande formée suivant citation du 3 novembre dernier, par le sieur Grilly, tailleur de limes à Feuquières, contre le sieur Caron, épiciier au même lieu ; — Vu le jugement interlocutoire en date du 14 novembre dernier ; — Ouï, le 22 du même mois, les témoins de l'enquête et de la contre-enquête ; — Ouï, à l'audience du 12 décembre courant, les parties et leurs conseils en leurs plaidoiries et conclusions ; — Attendu, en fait, qu'en exécution d'un jugement rendu le 30 mai dernier, sur la demande du sieur Caron, il a été procédé au bornage et à la délimitation des propriétés contiguës, appartenant aux parties ; — Qu'en conséquence, des bornes ont été plantées pour fixer d'une façon définitive la ligne séparative des deux propriétés ; —

Attendu qu'après la plantation des bornes, le sieur Caron, voulant clore son jardin, a commencé la construction d'un mur en suivant la ligne divisoire déterminée par lesdites bornes; — Attendu qu'en creusant les fondations de ce mur l'ouvrier a rencontré la voûte d'une cave appartenant à Grilly et se prolongeant sous le sol au delà de la ligne séparative dans le terrain même de Caron; — Attendu que Caron a continué la construction de son mur, en faisant descendre les fondations dudit mur jusqu'au fond de la cave, ce qui en supprime une longueur d'environ 36 centimètres; — Attendu qu'après l'achèvement de ce travail qui avait été effectué sans obstacle ni protestation de la part de Grilly, ce dernier a invité, le 26 août, le sieur Caron à rétablir dans leur état primitif les murs et la voûte de ladite cave; — Attendu que cette invitation amiable ainsi que la sommation délivrée le 29 septembre suivant par ministère d'huissier ne produisirent aucun résultat; — Attendu qu'une tentative de conciliation étant restée également sans effet, le sieur Grilly fit délivrer au sieur Caron une citation suivant exploit du 5 novembre; — Attendu que par l'exploit susdaté Grilly se plaint d'avoir été dépossédé d'une partie de sa cave; — Qu'il conclut à ce que Caron soit tenu de démolir le mur élevé par lui dans ladite cave, d'en rétablir les murs latéraux et la voûte dans leur état primitif, et de refaire aussi la maçonnerie d'un four, laquelle aux termes dudit exploit, aurait été démolie au-dessous de la surface du sol; — Attendu que par jugement en date du 14 novembre, le Tribunal a ordonné son transport sur les

lieux, et a admis chacune des parties à faire la preuve des faits par elle allégués; — Attendu que les témoins de l'enquête et de la contre-enquête ont été entendus à Feuguères, sur les lieux contentieux le samedi 22 novembre; — Attendu que des constatations faites le même jour, il résulte qu'à l'un des pieds-droits du four de Grilly manquent quelques briques, de l'enlèvement desquelles il n'est pas établi que Caron soit responsable; — Que le procès se résume donc actuellement dans la question de savoir si Grilly doit être réintégré et maintenu dans la possession de la portion de cave dont il prétend avoir été dépossédé par le fait de Caron; — Qu'il y a donc lieu de rechercher actuellement si, en tenant compte des faits de la cause, l'action du sieur Grilly est recevable, tant au point de vue d'une demande en complainte, qu'au point de vue d'une action en réintégrande; — Attendu, en droit, que la complainte possessoire ne peut être accueillie que si le demandeur justifie avoir eu depuis plus d'un an la possession paisible, publique, continue, non équivoque et à titre de propriétaire d'un immeuble ou d'un droit réel, et qu'il ait été troublé dans cette possession depuis moins d'un an; — Attendu que s'il n'est pas nécessaire que l'action en réintégrande réunisse toutes ces conditions, il faut néanmoins que la possession invoquée soit matérielle et actuelle et surtout qu'elle soit paisible et publique; — Attendu qu'il y a lieu de rechercher si la possession sur laquelle Grilly base son action réunit tous les caractères prescrits par la loi; — Attendu que l'une des conditions

communes tant à la complainte possessoire qu'à l'action en réintégrande, est la publicité de la possession;—Attendu que dans l'espèce il résulte des débats que Caron ne connaissait pas l'existence de la cave en question; — Que Grilly lui-même ne savait pas que cette cave dépassait la ligne séparative et s'étendait sous le terrain de son voisin; — Attendu que la possession qu'il invoque n'était donc pas publique, puisque l'une, au moins, des parties ne savait à quoi s'en tenir, et qu'elle était équivoque, puisque Grilly lui-même ignorait si cette cave était sous son terrain ou sous celui de son voisin; — Attendu qu'on ne saurait admettre comme suffisante pour l'exercice de l'action possessoire, une possession cachée et ignorée de ceux-là mêmes qu'elle intéresse le plus; — Attendu qu'il faut donc reconnaître que l'on ne rencontre pas dans l'espèce l'une des conditions essentielles exigées tant pour la complainte possessoire que pour l'action en réintégrande; — Attendu, il est vrai, en ce qui concerne cette dernière action, que celui qui l'exerce doit, avant tout, être remis en possession, s'il en a été dépouillé par voie de fait ou violence; — Mais attendu que cette règle ne saurait être appliquée dans l'espèce; — Attendu qu'en effet, les ouvriers de Grilly, appelés par lui comme témoins, ont déclaré que leur patron, lors de la découverte de la cave, avait invité Caron à suspendre le travail jusqu'à plus ample information; — Mais attendu que la valeur de ces déclarations se trouve infirmée par les dépositions des témoins de la contre-enquête; — Attendu que si, en raison de ces

contradictions, un doute peut subsister sur cette question, il est, du moins, une série de faits qui sont, dès maintenant, acquis aux débats, c'est que lors de la découverte de la cave, Caron s'est empressé d'en prévenir Grilly; — Que la construction du mur s'est effectuée sous les yeux mêmes de ce dernier; — Que, pendant toute la durée du travail, Grilly n'a fait ni protestation, ni réclamation; — Qu'il s'est même prêté à l'exécution du travail en proposant de faire descendre un ouvrier dans sa cave pour *rappuyer* le mortier et donner au travail plus de propreté ou de solidité; — Que ce n'est qu'après l'achèvement du mur que Grilly a songé à protester; — Attendu que Grilly ne saurait donc se plaindre d'un fait dont il a lui-même, dans une certaine mesure, favorisé l'accomplissement; — Que bien que la voie de fait pouvant donner ouverture à l'action en réintégrande n'implique pas nécessairement l'idée de violence, il est cependant nécessaire qu'elle se soit produite contre le gré du plaignant; — Attendu que dans l'espèce on ne peut considérer comme suffisamment caractérisée la voie de fait sur laquelle Grilly base son action puisque lui-même s'est prêté à l'exécution du mur et qu'il n'a songé à protester qu'après l'achèvement du travail; — Attendu qu'en raison de ces diverses circonstances, il y a lieu de décider que Grilly ne se trouve pas dans les conditions légales pour pouvoir exercer soit la complainte possessoire, soit l'action en réintégrande; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort;— Déclarons Grilly non recevable, en tout cas mal fondé dans

la demande par lui formée; — L'en déboulons, et le condamnons aux dépens pour tous dommages-intérêts. »

Observations. — Ce jugement, très intéressant en ce qu'il statue sur une espèce assez rare, contient une application très juridique des principes de la matière. La complainte n'était certainement pas recevable, puisque la possession du demandeur était clandestine au regard du défendeur. Voir Leligois, *Répertoire des actions possessoires*, v° POSSESSION PUBLIQUE, n° 6; DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Action possessoire*, n° 205 et suiv. D'autre part, la réintégration n'était pas davantage admissible puisqu'il résultait des débats que le demandeur s'était prêté à l'exécution du mur et que, par suite, il ne pouvait soutenir qu'il y avait eu un trouble violent, une voie de fait, laquelle peut seule autoriser cette action. Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Réintégration*.

Justice de paix de Valence
(Drôme).

Président : M. ROJAT, juge de paix.

7 octobre 1892.

*Portrait. — Ressemblance insuffisante.
Prix convenu. — Réduction.*

Il appartient au juge du fait de décider, après avis d'un homme de l'art, qu'un portrait exécuté à prix convenu n'a pas une ressemblance suffisante avec l'original, et par suite de réduire le prix primitivement fixé.

Ainsi décidé par le jugement suivant, qui fait suffisamment connaître les faits de la cause :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que V... refuse de prendre livraison du portrait à l'huile exécuté par B..., prétendant que le prix convenu de 70 francs ne devait être payé qu'au cas où la ressemblance avec le modèle serait complète, ce qui, selon lui, n'existerait pas; — Attendu qu'en présence du refus de V..., le demandeur soutient que l'engagement intervenu est rompu quant au prix stipulé; qu'il a le droit, dès lors, d'exiger le prix réel de l'œuvre, qu'il évalue à 150 francs; — Attendu que les conditions dans lesquelles les accords des parties ont eu lieu ne nous permettent pas d'apprécier, au point de vue artistique, la valeur de l'œuvre du peintre B...; qu'il y a lieu d'examiner seulement si le portrait, pour le prix convenu, a une ressemblance suffisante avec l'original pour obliger le défendeur à en prendre livraison; — Attendu que, des débats et de l'examen de ce portrait auquel il a été procédé contradictoirement par un homme de l'art, il résulte que la ressemblance laisse à désirer par suite d'un manque de proportion dans le front et dans le tracé ou contour des joues et du nez; mais que, si l'ensemble du visage est un peu plus allongé qu'il ne l'est en réalité, il existe néanmoins une ressemblance suffisante pour reconnaître la physionomie de V...; — Attendu que, sans rabaisser le mérite et le talent de l'artiste, nous devons convenir que le portrait exécuté ne saurait satisfaire entièrement le défendeur; — Attendu qu'en présence des éléments d'appréciation qui nous ont été fournis, il nous paraît juste de réduire de 20 francs

le prix primitivement fixé; — Par ces motifs, réduisons le prix du portrait dont s'agit à 50 francs, etc.»

Observations. — Il est rare que la personne qui a commandé un portrait soit complètement satisfaite de la ressemblance; aussi, les procès de ce genre sont-ils relativement fréquents. Lorsqu'il s'agit d'un tableau, d'une œuvre purement artistique, celui qui l'a commandé n'est pas recevable ni fondé à contester le prix lorsque ce prix a été fixé d'avance, en prétextant de ce que l'œuvre qui lui est livrée serait inférieure à ce qu'il attendait de l'artiste. Il a dû, avant de traiter, connaître la valeur et le talent de cet artiste, et les Tribunaux ne peuvent guère, après l'exécution du travail commandé, modifier les conditions du contrat; mais, il faut bien reconnaître, qu'en matière de portrait, la ressemblance est un élément essentiel, une sorte de condition sous-entendue. Si cette condition n'est qu'insuffisamment remplie, le juge, sur l'avis d'un expert, peut alors réduire proportionnellement le prix.

Just. de paix du cant. de Sainte-Hermine
(Vendée).

Président : M. LARGEAUD, juge de paix.

9 janvier 1893.

Action possessoire. — Anticipation. —
Trouble. — Propriétaire. — Fermier.
— Action non recevable.

Celui qui se plaint d'un trouble possessoire doit citer l'auteur véritable du trouble, lorsqu'il le connaît et non pas la personne qui n'en a été que l'instrument.

Spécialement, lorsque le propriétaire d'une pièce de terre se prétend troublé dans sa possession par une anticipation commandée et surveillée par le propriétaire de la pièce de terre contiguë et exécutée par le fermier de celui-ci, il n'est pas recevable à actionner ce fermier aux lieu et place de son maître.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Sainte-Hermine, dans les circonstances suivantes :

Le 28 novembre 1892, sur une action possessoire intentée à la requête de la dame Bordevaire contre le sieur Remaud, la dame Bordevaire s'étant présentée à l'audience sans y être assistée et autorisée du sieur Pierre Bordevaire, son mari, et celui-ci ayant donné au sieur Alexandre Bordevaire fils un pouvoir insuffisant pour le représenter en justice, aux fins dont il s'agit, nous avons donné défaut-congé tant contre le sieur Pierre Bordevaire, non comparant et irrégulièrement représenté, que contre la requérante, faute de pouvoir conclure et ester en justice en l'absence de son mari, et nous avons, en conséquence, condamné ladite requérante aux dépens, après avoir renvoyé le défendeur de la demande formée contre lui.

Avant la signification de ce jugement, les défaillants y ont formé régulièrement opposition par exploit de Cagnon, huissier à Sainte-Hermine, en date du 22 décembre 1892, et ont cité, en même temps le sieur Remaud à comparaître devant nous, au prétoire de la justice de paix de Sainte-Hermine, à l'audience du 2 janvier courant, heure de midi, pour là étant :

« Attendu que la requérante est

propriétaire des deux tiers d'une pièce de terre labourable, contenant 1^h,65, située au lieudit de Pel-louailles, un tiers au levant et un tiers au couchant de la pièce confrontant du nord à Tessier, du sud, du couchant à Buclet et du levant à M. Eugène Pillaud, propriétaire au Simon-la-Vineuse ; — Attendu qu'il y a trois semaines environ, M. Remaud-Biret, fermier de la pièce de terre sise au levant et appartenant à M. Eugène Pillaud, a labouré le terrain de la requérante sur une largeur de 9 mètres et sur une longueur de 220 mètres ; — Attendu qu'en ce faisant, il a troublé la possession annale et plus qu'annale qu'a toujours eue la requérante, du terrain ayant fait l'objet de cette emprise ; — Attendu que, par exploit de Cagnon, huissier à Sainte-Hermine, en date du 26 novembre dernier, les requérants ont fait citer le sieur Remaud devant M. le juge de paix de Sainte-Hermine, statuant au possessoire, aux fins dudit exploit, mais qu'au jour de la comparution M. Bordevaire n'ayant pu comparaître en personne et n'ayant donné, à celui qui s'est présenté pour lui, qu'un pouvoir jugé insuffisant par M. le juge de paix, celui-ci rendit, le 28 novembre dernier, un jugement par défaut-congé, aux termes duquel il déboutait la requérante de son action, par dépens ; — Attendu qu'en outre de ce défaut de comparution qui, s'il était fondé et suffisant pour provoquer le jugement de défaut ainsi rendu, serait couvert aujourd'hui, M. le juge de paix a considéré que l'instance possessoire dont il était saisi était irrecevable : 1^o parce qu'elle devait être intentée par le mari seul et non par la femme

de lui autorisée ; 2^o parce que c'était contre le propriétaire de Remaud-Biret et non contre celui-ci qu'on eût dû agir ; — Attendu que les requérants estiment, au contraire, que la femme a qualité personnelle pour agir au possessoire avec l'assistance de son mari, lorsqu'il s'agit de ses biens et que, d'autre part, le sieur Remaud étant l'auteur direct du trouble incriminé, ils pouvaient agir contre lui, sauf aux interventions ou aux mises en cause à se produire, suivant qu'il appartiendrait ; — Voir recevoir les requérants opposants au jugement rendu par M. le juge de paix de Sainte-Hermine, le 28 novembre dernier, et, au fond : — Voir dire que c'est à tort et sans droit, le sieur Remaud, qu'il y a trois semaines environ, il a labouré la pièce de terre sus-indiquée, propriété de la requérante, sur une largeur de 9 mètres et une longueur de 220 mètres ; — Voir dire que ce fait sera pris comme trouble à la possession annale de la requérante sur le terrain ainsi empris ; — Voir dire que ledit terrain rentrera dans la possession de la requérante ; — S'entendre le défendeur condamner à 500 francs et aux dépens, sous offre que fait la requérante d'établir, par toutes les voies de droit, et notamment par témoins, sa possession annale du terrain litigieux, au cas où cette possession serait déniée ; — Sous les plus expresses réserves. — Dont acte. »

La cause appelée, le sieur Pierre Bordevaire, pris seulement pour assister et autoriser la dame Jeanne Germain, son épouse, a dit qu'il consentait à intervenir dans la cause en son nom personnel, comme ad-

ministre tant des biens de la communauté existant entre lui et sadite épouse, que de ceux appartenant en propre à cette dernière.

Ensuite M. Moussaud, avoué du barreau de Fontenay-le-Comte, conseil des époux Bordevaire, a repris en les développant, au nom de ses clients, les conclusions de l'exploit précité.

Le défendeur a répondu pour sa défense :

Qu'il n'avait jamais émis une prétention de possession quelconque sur la portion de terre anticipée, mesurant non pas 9 mètres de largeur sur 220 mètres de longueur, mais seulement une largeur de 6 mètres au midi et de 9 mètres au nord sur 220 mètres de longueur ;

Qu'il ne contestait pas que la possession de ladite portion de terre, ainsi restreinte à ses véritables dimensions, appartenait aux époux Bordevaire, au moment de l'anticipation constituant le trouble incriminé, mais que c'était, en tout cas, à tort qu'il avait été assigné personnellement à raison de ce trouble dont il n'avait été que l'instrument ;

Qu'en effet, au vu et su de tout le monde, il n'avait agi, dans la circonstance, que pour le compte, par ordre et sous les yeux de M. Eugène Pillaud, propriétaire demeurant au Simon-la-Vineuse dont il était le fermier ;

Que les époux Bordevaire savaient parfaitement à quoi s'en tenir sur ce point à l'époque où il avait été cité par eux, devant nous, pour la première fois, le sieur Alexandre Bordevaire fils, leur mandataire verbal, s'étant rencontré, à notre audience de petite conciliation du 14 novembre dernier, avec ledit

Pillaud venu tout exprès pour y assister son fermier, assumer l'entière responsabilité de ses actes et prendre, en un mot, fait et cause pour lui ;

Que dans ces conditions, c'était évidemment contre le sieur Pillaud que leur action en complainte eût dû être dirigée ;

Qu'il concluait donc à ce qu'il nous plût le renvoyer sans dépens comme ayant été assigné mal à propos.

M. Pillaud, présent dans la salle d'audience, a déclaré, sur notre interpellation, que les dires de Remaud étaient parfaitement exacts ; que c'était bien lui, Pillaud, qui, après avoir constaté dans sa pièce de terre un déficit considérable et un excédent dans celle contiguë des époux Bordevaire, avait commandé audit Remaud, son fermier, de labourer le terrain objet du litige ; qu'il avait d'ailleurs, au vu et su de tout le monde, surveillé lui-même cette opération jusqu'à ce qu'elle fût terminée ; qu'enfin, à notre audience de petite conciliation susdatée, à laquelle il était venu assister son fermier, il avait hautement déclaré, au mandataire des époux Bordevaire, qu'il entendait prendre fait et cause pour ledit fermier qui n'avait agi que d'après ses ordres et sous sa surveillance.

Nous avons alors demandé au sieur Pillaud s'il voulait se mettre en cause ; mais il a répondu que, froissé de la marche singulière adoptée par les époux Bordevaire, qui n'avaient dirigé leur action contre Remaud que dans un but de tracasserie, il n'était pas disposé à intervenir ; qu'il se défendrait lorsqu'il serait régulièrement assigné.

Les demandeurs ont reconnu que, par l'intermédiaire du sieur Bordevaire fils, leur mandataire verbal, ils avaient été mis au courant de ce qui s'était passé à notre audience de conciliation du 14 novembre dernier et que, par suite, ils n'ignoraient pas, le jour où ils avaient fait assigner devant nous Remaud, défendeur, en trouble de possession, que Pillaud, son maître, fût l'instigateur et l'auteur véritable de ce trouble.

M^e Moussaud, ès dites qualités, a soutenu que les auteurs d'un trouble possessoire constituant un délit ou quasi-délit ne pouvaient dégager leur responsabilité en s'abritant derrière un ordre ou un mandat tacite ou exprès; que, par suite, dans l'espèce, l'action en complainte des époux Bordevaire serait encore valablement dirigée contre le sieur Remaud, alors même que celui-ci aurait agi non en son nom personnel, mais pour le compte, par ordre et sous les yeux du sieur Pillaud, son maître, sauf à lui, Remaud, à mettre en cause et à appeler en garantie ledit Pillaud, puis il nous a déposé les conclusions suivantes, tendant à ce qu'il nous plaise :

« Donner acte aux concluants :
1^o de ce que Remaud reconnaît que les demandeurs avaient la possession du terrain objet de l'action possessoire dirigée contre lui, mais seulement sur une largeur de 6 mètres au midi, de 9 mètres au nord sur 220 mètres de longueur; 2^o de ce qu'ils articulent, avec offre de preuve par toutes voies de droit et notamment par témoins, qu'ils avaient, avant le trouble et dans l'année qui a précédé le trouble, revendu, possédé le terrain revendu conformément à l'article 2229

du Code civil, et ce sur une largeur de 9 mètres sur 220 mètres de longueur. »

Les débats relatifs à la question de recevabilité de la demande ayant été déclarés clos et l'opposition formée par les époux Bordevaire au jugement de défaut-congé rendu contre eux, le 28 novembre dernier, étant régulière en la forme, nous avons reçu lesdits époux Bordevaire opposants audit jugement et nous leur avons donné acte :

1^o De ce que le sieur Pierre Bordevaire a déclaré intervenir, au besoin, dans la cause, en son nom personnel, comme administrateur tant des biens de la communauté existant entre lui et la dame Jeanne Germain, son épouse, que de ceux appartenant en propre à cette dernière;

2^o De ce que Remaud, défendeur, a reconnu que les demandeurs avaient la possession du terrain objet de l'action possessoire dirigée contre lui, mais seulement sur une largeur de 6 mètres au midi, de 9 mètres au nord sur une longueur de 220 mètres;

3^o De ce qu'ils ont articulé, avec offre de preuve par toutes voies de droit et notamment par témoins, avoir, avant le trouble et dans l'année qui a précédé le trouble reproché, possédé le terrain revendu, conformément à l'article 2229 du Code civil et ce sur une largeur de 9 mètres sur une longueur de 220 mètres.

Enfin, d'autre part, nous avons donné acte au sieur Remaud de ce que les époux Bordevaire ont reconnu ne pas ignorer, au moment où ils ont fait citer pour la première fois, devant nous, ledit Remaud,

que ce dernier n'était que le fermier du sieur Pillaud, et savoir parfaitement qu'il n'avait agi, en labourant la bande de terre litigieuse, que pour le compte, par ordre et sous les yeux de son maître.

Cela fait, la cause a été renvoyée en délibéré à notre audience du 9 janvier courant pour y être statué préalablement sur la recevabilité de la demande.

Par suite de ce renvoi, la cause ayant été appelée à ladite audience, nous avons immédiatement rendu le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu les exploits introductifs d'instance et d'opposition susdatés ; — Vu notre jugement de mise en délibéré du 2 janvier courant, enregistré ; — Oui les demandeurs et leur conseil en leurs dires et conclusions, et le défendeur en ses moyens de défense ; — Vidant notre délibéré : — Attendu que s'il est de jurisprudence, que dans une action possessoire on a le droit, en principe, d'attaquer l'auteur du trouble constituant un délit ou quasi-délit et que c'est à celui-ci, en pareil cas, à mettre garant en cause, cela ne peut s'entendre que lorsque l'auteur réel n'est pas connu ; — Que, lorsqu'il en est autrement, c'est-à-dire lorsque celui qui a commandé et surveillé, à son profit, les travaux dont l'exécution a occasionné le trouble incriminé est connu, comme il est l'instigateur et le véritable auteur du trouble, c'est lui qui doit être assigné directement et non celui qui n'en a été que l'instrument ; — Attendu que, dans l'espèce, les demandeurs ne peuvent méconnaître qu'ils ne fussent complètement éclairés sur ce

point, au moment où ils ont actionné Remaud en trouble de possession ; que tout concourt à démontrer qu'il était à leur connaissance que le défendeur, en opérant l'anticipation dont ils se plaignent, n'avait agi que d'après les ordres, pour le compte et sous les yeux de son maître, le sieur Eugène Pillaud, propriétaire, demeurant à Simon-la-Vineuse ; — Que ceci a été surabondamment démontré aux débats soit par les dires du défendeur, soit par la déclaration du sieur Pillaud, par nous interpellé, soit par les aveux des demandeurs eux-mêmes ; — Qu'il est d'ailleurs de notoriété publique que les consorts Bordevaire, avant de diriger leur action en complainte contre le sieur Remaud, ont, après divers pourparlers avec le sieur Pillaud, essayé de terminer à l'amiable, avec celui-ci, le différend objet de leur demande, au moyen d'un abornement auquel ont assisté plusieurs propriétaires voisins et arrière-voisins possédant des parcelles de terres contiguës à la bande de terrain anticipée et que, si l'opération d'abornement projetée n'a pas abouti, ce résultat fâcheux doit être attribué au mauvais vouloir du sieur Alexandre Bordevaire fils, mandataire verbal des demandeurs ; — Attendu que, dans ces conditions, le sieur Remaud, qui ne peut avoir et déclare n'avoir jamais eu aucune prétention de possession personnelle à la portion de terrain anticipée, qui ne la possède pas, en un mot, *animo domini*, ne pouvait être cité pour défendre à l'action possessoire ; — Que, dès lors, il y a lieu de mettre le défendeur hors de cause, et, sans rien préjuger au fond, renvoyer les demandeurs dont

il est difficile de comprendre le mobile de la singulière marche adoptée, à se pourvoir comme ils l'entendront pour assigner valablement qui de droit ; — Attendu que le sort de la demande en dommages-intérêts doit suivre celui de la demande principale ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en premier ressort, tous droits, voies, moyens des parties réservés au pétitoire ; — Disons que le défendeur a été appelé indûment devant nous, et, sans rien préjuger sur le fond de la cause, renvoyons les demandeurs à se pourvoir comme ils l'entendront pour assigner valablement qui de droit ; — Rejetons enfin la demande en dommages-intérêts comme devant nécessairement suivre le sort de la demande principale ; — Et condamnons, conjointement entre eux, les demandeurs en tous les dépens. »

Observations. — Les locataires et fermiers sont des détenteurs à titre précaire, et, par suite, l'action en complainte leur est absolument refusée. Par la même raison, cette action ne peut être utilement intentée contre eux, à moins que le propriétaire n'intervienne volontairement pour prendre leur fait et et cause. Lors donc que l'acte constituant le trouble a été accompli par un fermier, mais sur l'ordre exprès et formel de son propriétaire, et que ce fait est connu du plaignant, celui-ci doit citer le propriétaire et non pas son fermier, lequel, en ce cas, n'est pas le véritable auteur du trouble. C'est donc à raison qu'en l'espèce le juge saisi a mis le fermier

hors de cause, le propriétaire ayant refusé d'intervenir volontairement pour soutenir le procès en son nom personnel. Peut-être y a-t-il lieu de regretter ce refus, lequel n'a eu pour résultat que de rendre nécessaire une nouvelle citation et d'aggraver les frais. Mais le juge n'avait aucun moyen de contraindre le fermier à appeler garant en cause, ou le propriétaire à intervenir.

Justice de paix de Saint-Denis
(Seine).

Président : M. DELEAU, juge de paix.

24 février 1893.

Élections. — Commission municipale. — Inscription. — Refus. — Femmes. — Français. — Droit électoral. — Droits civils et politiques. — Vote.

La loi n'accordant le droit de vote qu'aux citoyens français jouissant de la plénitude de leurs droits civils et politiques, il faut en conclure que le législateur n'a jamais entendu conférer ce droit aux femmes, lesquelles ne réunissent pas toutes les conditions légales qui font le citoyen français, et que l'inscription sur les listes électorales doit leur être refusée.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la commission municipale de Saint-Ouen, se basant sur l'article 14 de la loi du 5 avril 1884, a refusé d'inscrire la dame Vincent sur les listes électorales ; — Attendu que la dame Vincent prétend que les lois en vigueur n'ont pas exclu les femmes de l'exercice du droit électoral ; que le mot *Français*, employé notamment dans l'article 14 de la

loi du 5 avril 1884 est générique et s'applique à tous les citoyens français de l'un et l'autre sexe ; — Attendu que le décret organique du 2 février 1852 (art. 12), la loi du 7 juillet 1874 (art. 5), la loi du 30 novembre 1875 (art. 1^{er}), et la loi du 5 avril 1884 (art. 14) forment aujourd'hui la base de notre droit électoral ; qu'il résulte de l'ensemble de leurs dispositions que la qualité d'électeurs appartient, sous certaines conditions, aux citoyens âgés de vingt et un ans, aux Français jouissant de leurs droits civils et politiques ; qu'il s'agit uniquement de savoir si la femme jouit, en France, de ses droits civils et politiques ; — Attendu que, dans l'état actuel de notre législation, la femme n'a pas la plénitude desdits droits ; qu'elle ne peut faire partie du jury, être témoin dans les actes de l'état civil (art. 37 du Code civil), ni dans les actes notariés, être membre d'un conseil de famille et tutrice, à moins qu'elle ne soit mère ou aïeule de mineurs ou d'interdits ou femme d'interdit ; qu'elle ne peut, si elle est mariée, ester en justice ; qu'elle ne peut même, si elle est commerçante, concourir à la nomination des juges au Tribunal de commerce ; que cette qualité d'électeur consulaire lui a été refusée (du moins momentanément) lors de la discussion de la loi du 8 décembre 1883 ; — Attendu que la loi n'accordant le droit de vote qu'aux citoyens français jouissant de la plénitude de leurs droits civils et politiques, il faut en conclure que le législateur n'a jamais entendu que ce droit appartint aux femmes qui ne réunissent pas toutes les conditions légales qui font le

citoyen français ; que, quelque intéressante qu'elle soit, il n'appartient pas au juge de discuter une thèse philosophique, politique et sociale ; qu'il a seulement le devoir d'appliquer strictement la loi, et dans sa lettre et dans son esprit ; — Par ces motifs, confirmons la décision prise par la commission municipale de Saint-Ouen, en date du 11 février présent mois, et disons qu'il n'y a lieu d'inscrire le nom de la dame veuve Vincent sur les listes électorales de ladite commune. »

Observations. — Voir, dans le même sens, SUPPLÉMENT AU DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o *Élections*, n^o 2 bis c. Voir aussi Cass., 16 mars 1885, ANNALES 1885, p. 254.

Justice de paix de Moulins-Engilbert
(Nièvre).

Président : M. TORRACINTA-MOREAU,
juge de paix.

25 mars 1887.

Demande en paiement d'une somme de 105 francs pour prix d'engrais. — Fournitures faites à un fermier. — Action intentée contre le propriétaire. — Privilège sur la récolte. — Non-recevabilité de la demande.

Si le privilège de l'article 2102, § 5, du Code civil existe en faveur des sommes dues pour la semence et les frais de récolte par préférence au propriétaire, ce privilège ne saurait être étendu au prix des engrais et amendements employés par le fermier lors de l'ensemencement ou à quelque autre époque que ce soit.

Le propriétaire qui, par suite du départ de son fermier insolvable, rentre dans son domaine et prend possession de la récolte de l'année a exercé un droit qui

lui est personnel. Il n'est point substitué à son fermier et n'a point assumé la responsabilité des engagements contractés par ce dernier.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la demande de Barbenoire tend à ce que Tarse soit condamné à lui payer la somme de 105 francs pour prix d'engrais chimiques vendus et livrés, le 5 octobre 1885, à Chamont, fermier dudit Tarse, et employés dans les terres de ce dernier; — Attendu que, pour faciliter sa demande, Barbenoire s'appuie sur l'article 2102, § 5, du Code civil, qui l'aurait créé créancier privilégié, et soutient qu'en s'emparant de la récolte abandonnée par Chamont et en en faisant son profit, Tarse s'est mis aux lieu et place de Chamont et est, par suite, devenu son débiteur; — Attendu que, si le privilège de l'article 2102, § 5, du Code civil existe en faveur des sommes dues pour les semences et les frais de récolte par préférence au propriétaire, il ne doit pas être étendu aux prix des engrais ou amendements employés par le fermier lors de l'ensemencement ou à quelque autre époque que ce soit; — Attendu, en outre, que Tarse, en rentrant dans son domaine et en prenant possession de la récolte de l'année, a exercé un droit qui lui était personnel; qu'il ne s'est pas substitué à son fermier, et que, conséquemment, il n'a point assumé la responsabilité des engagements contractés par ce dernier; — Attendu que Barbenoire ne justifiant nullement sa demande contre Tarse, c'est le cas de l'en débouter

et de le condamner aux dépens; — Par ces motifs, statuant en premier ressort; — Déclarons Barbenoire non recevable en sa demande, l'en déboutons, etc., etc. »

Observations. — La question de savoir si le propriétaire qui reprend son domaine et les récoltes sur pied, par suite de l'expulsion ou du départ volontaire de son fermier insolvable, est tenu envers les tiers, ouvriers, fournisseurs de semences, etc., des sommes dues à ces derniers; en d'autres termes, s'il est tenu de payer les frais de la récolte de l'année, est très controversée et a donné lieu à des solutions en sens divers. On s'est demandé avec juste raison si les créanciers peuvent invoquer le privilège de l'article 2102, pour actionner directement le propriétaire en paiement du montant de leurs créances. Il est à remarquer que cet article suppose le cas où la récolte est vendue et où il y a lieu à distribution du prix entre les ayants droit; en ce cas, les sommes dues pour les semences ou les frais de la récolte sont payées sur ces prix, par préférence au propriétaire. Il semble donc que ceux auxquels sont dus ces frais de la récolte ne puissent exercer leur privilège qu'à condition de faire saisir et vendre la récolte.

Tribunal de simple police de Paris.

Président : M. PICOT, juge de paix.

6 janvier 1893.

Arrêté préfectoral. — Cave. — Voie publique. — Contravention. — Compétence du Tribunal de simple police. —

Tribunaux administratifs. — Grande voirie. — Petite voirie.

En ce qui concerne les rues de Paris, tout ce qui a trait à la direction et à la conservation de la voie publique est du domaine de la grande voirie, et au contraire, tout ce qui touche à la sûreté, à la liberté, à la facilité de la circulation est du domaine de la petite voirie.

Le fait par un propriétaire de laisser subsister une cave sous la voie publique, malgré l'injonction à lui faite par arrêté préfectoral d'avoir à combler ladite cave, constitue une contravention de petite voirie, relevant de la compétence du Tribunal de simple police.

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'à la date du 7 avril 1892, un arrêté du préfet de la Seine a enjoint Hubert Brière de faire, dans la huitaine, combler la cave existant sous la voie publique au droit de sa propriété sise à Paris, rue Saint-Martin, 59; que cet arrêté a été notifié à Hubert Brière le 19 avril; que le 3 août le commissaire voyer du quatrième arrondissement a dressé procès-verbal contre Hubert Brière pour n'y avoir pas obtempéré; que celui-ci a été cité le 5 novembre suivant devant le Tribunal de simple police; — Attendu que Hubert Brière, à l'audience du 9 décembre dernier, où il était régulièrement représenté par un mandataire, a demandé au Tribunal de se déclarer incompétent, d'après lui le fait qui lui est reproché ne pouvant constituer qu'une contravention de grande voirie pour laquelle les Tribunaux administratifs sont seuls compétents; — Attendu qu'il y a lieu, pour le Tribunal, de rechercher la nature de la contravention relevée contre le prévenu; — Attendu que

les rues de Paris sont en effet toutes soumises, par le décret du 26 mars 1852, au régime de la grande voirie; mais qu'il ne s'ensuit pas forcément pour cela que toutes les contraventions qui s'y commettent soient de la compétence des Tribunaux administratifs; — Attendu qu'une distinction est à faire; qu'il est admis aujourd'hui que tout ce qui a trait à la direction et à la conservation de la voie publique est du domaine de la grande voirie et qu'au contraire tout ce qui touche à la sûreté, à la liberté, à la facilité de la circulation est du domaine de la petite voirie, par conséquent de la compétence des Tribunaux de simple police; — Attendu que l'existence d'une cave sous la voie publique peut bien intéresser la conservation et l'intégrité de ladite voie, mais qu'elle constitue surtout un danger pour la sécurité de la circulation; — Attendu que les textes visés par l'arrêté préfectoral du 7 avril 1892 et qui interdisent la construction, le maintien des caves sous la voie publique ne trahissent de la part de leurs rédacteurs qu'une seule préoccupation : la sécurité publique; — Attendu que, notamment, un des textes visés, l'ordonnance des bureaux des finances de la généralité de Paris du 4 septembre 1778, constate « que l'existence de ces caves, « très préjudiciable à la sûreté publique eu égard à la grande quantité de charrois d'un poids anormal qui journellement affaissent « le sol sur lequel le pavé est établi, « fait craindre que les voûtes de ces « caves ne s'affaissent aussi et ne « s'écroulent »; — Attendu que l'arrêté préfectoral du 7 avril 1892

comme l'ordonnance de 1778, en vertu de laquelle il est rendu, se préoccupent seulement de rendre moins dangereuse et plus sûre la circulation publique; — Attendu dès lors que, en n'obtempérant pas à l'arrêté du 7 avril dernier, Hubert Brière n'a violé aucun règlement de grande voirie et que ce n'est qu'une contravention de petite voirie qu'il a pu commettre; que c'est donc à bon droit qu'il a été traduit devant le Tribunal de simple police; — Par ces motifs, se déclare compétent. »

Observations. — Sous l'ancien régime, la distinction entre la grande et la petite voirie existait, mais elle n'était pas la même que de nos jours; la grande voirie comprenait toutes mesures relatives à l'ouverture, l'alignement et la conservation des routes, chemins et rues de toute espèce : la petite voirie était l'ensemble des mesures de police qui protégeait les voies de communication quelconques. Aujourd'hui, la distinction est basée sur la nature et l'importance des différentes voies de communication; mais pour les rues de Paris, qui en principe sont comprises dans la grande voirie, on a conservé, comme le dit très bien le jugement ci-dessus rapporté, une trace de l'ancienne distinction. Voir dans le même sens, Cass., 20 décembre 1884, ANNALES 1886, p. 163.

Justice de paix de Bar-le-Duc
(Meuse).

Président : M. KOLB, juge de paix.

4 février 1893.

Preuve testimoniale. — Obligation. — Médecin. — Honoraires. — Impossibilité morale. — Prescription. — Serment.

Il y a lieu de faire aux médecins application de l'article 1348, § 1, du Code civil, et par suite de les autoriser à établir par la preuve testimoniale, même quand il s'agit de sommes excédant 150 francs, l'existence des obligations contractées envers eux par les malades qui ont reçu leurs soins.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la prohibition édictée par l'article 1341 du Code civil, rangée sous le titre des contrats et obligations conventionnelles, reçoit exception, aux termes de l'article 1348 du même Code, toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui; — Attendu qu'il résulte de l'interprétation donnée à cette disposition par Aubry et Rau et Toullier : que l'impossibilité de se procurer une preuve écrite s'entend d'une impossibilité morale et relative aussi bien que d'une impossibilité physique et absolue (Aubry et Rau, t. VIII, p. 345); que la loi laisse, sur ce point, une grande latitude de pouvoir au magistrat, suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait (Toullier, *Cours de droit civil*, t. IX, n° 139); — Attendu que l'obligation qui naît au profit du médecin à raison des

soins par lui donnés ne fait pas, dans l'usage, l'objet d'une convention écrite; — Attendu que cet usage constant se justifie tant par une impossibilité absolue qui se présente dans certains cas que par une impossibilité morale se rattachant à la nature des services rendus par le médecin; — Attendu qu'il est de règle que c'est au moment de la convention, au moment où l'obligation est contractée, qu'il faut se reporter pour savoir si cette obligation peut être prouvée par témoins; — Attendu que, la plupart du temps, le médecin ignore quelle est l'urgence ou la gravité des cas pour lesquels il est appelé; — Attendu, d'une part, que le devoir du médecin est de se porter le plus rapidement possible au secours de ses malades; que, d'autre part, il ne lui est pas toujours possible, et cette circonstance paraît se rencontrer dans l'espèce, de prévoir, lors d'une première visite, si l'obligation contractée envers lui à raison des soins à donner sera supérieure à 150 francs; que dans l'un comme dans l'autre cas, on ne saurait imputer à faute au médecin d'être plus soucieux de remplir ses devoirs professionnels que préoccupé de demander un écrit pour commencer ou continuer à donner ses soins; — Attendu, en outre, qu'une trop grande rigueur dans la preuve testimoniale tendrait, par suite de la gêne et des embarras suscités au médecin, à créer une situation dangereuse pour le public; — Attendu que ces considérations nous autorisent à décider que les défendeurs ne seraient pas fondés à s'opposer à la preuve offerte par le demandeur si l'exception de prescription

invoquée par eux n'était pas recevable; qu'il échet de statuer sur ce chef de leurs conclusions; — Attendu qu'aux termes de l'article 2272 du Code civil, l'action des médecins se prescrit par un an; — Attendu qu'il résulte des explications du demandeur que les soins qu'il a été appelé à donner à la dame Thomas-Mens remontent aux mois d'août et de septembre 1891, par conséquent à plus d'un an avant le jour de la demande; qu'il y a donc lieu de faire droit à l'exception de prescription invoquée par les défendeurs, sous la réserve du droit du demandeur de leur déférer le serment prévu par l'article 2275 du Code civil; — Attendu que le demandeur a conclu pour le cas où la preuve par témoins par lui offerte ne serait pas admise, et pour le cas où la prescription serait invoquée, à ce qu'il lui soit donné acte de ce qu'il défère aux héritiers de M^{me} Thomas-Mens le serment en ces termes : « Vous jurez qu'il n'est « pas à votre connaissance que « M^{me} veuve Thomas ait jamais reçu « des visites et des soins de M. le « docteur Moulin pendant sa maladie; vous jurez, en outre, qu'il « n'est pas à votre connaissance « qu'il soit dû aucune somme à « M. le docteur Moulin par M^{me} veuve « Thomas à raison de ces soins. » — Donnons acte au demandeur de ce qu'il défère le serment ci-dessus aux défendeurs. »

Observations. — Voir, dans le même sens, DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Médecin*, n^o 25, et v^o *Preuve*, n^{os} 32 et 33. — Il est bon de faire remarquer qu'aux termes des articles 11 et 34 de la loi du

30 novembre 1892, et à partir du 30 novembre 1893, l'action des médecins, chirurgiens, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens ne se prescrira plus que par deux ans.

Justice de paix de Gournay-en-Bray
(Seine-Inférieure).

Président : M. PEAUCELLE, juge de paix.

3 août 1892.

*Enclave. — Passage. — Servitude.
Possession. — Action possessoire.*

Lorsqu'un fonds primitivement enclavé cesse de l'être, par suite de sa réunion avec d'autres immeubles ayant accès à la voie publique, le passage qui s'exerçait sur les fonds voisins perd son caractère de passage légal et nécessaire et redevient une servitude discontinue et non apparente, laquelle ne peut reposer que sur un titre ou sur la prescription antérieurement acquise.

La preuve d'une possession antérieure à la possession annale ne peut se faire qu'au pétitoire.

Ainsi jugé en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu que Bauce est propriétaire de 31^m 36 de terre en labour au terroir d'El-beuf-en-Bray, lieudit *la Folie*, tenant des deux côtés au sieur Patrelle, défendeur, et des deux bouts audit sieur Bauce, comme lui provenant d'une acquisition faite avec d'autres immeubles d'une dame Robert, née Daniel de Beauvais, suivant contrat passé devant M^e Filleul, notaire en cette ville, le 1^{er} avril 1890 ; — Attendu qu'il est reconnu par le sieur Bauce que cette pièce de terre en labour se trouvait enclavée jusqu'au jour de son acquisition, mais qu'elle

ne l'est plus présentement par suite de sa réunion à d'autres immeubles lui appartenant, ayant accès à la voie publique ; — Attendu que, l'enclave ayant cessé de subsister, le passage qui s'exerçait sur le sieur Patrelle a perdu son caractère de passage légal et nécessaire, et est redevenu une servitude discontinue et non apparente, qui ne peut reposer que sur un titre ou la prescription antérieurement acquise ; — Attendu que le sieur Bauce, ne justifiant pas d'un titre pour le passage réclaté, ne peut être maintenu en possession dudit passage ; — Attendu en plus que, pour établir une possession antérieure à la possession annale, la preuve ne peut se faire qu'au pétitoire ; d'où il suit que le juge de paix, comme dans l'espèce, doit déclarer l'action non recevable ; — Par ces motifs ; — Disons non recevable l'action du sieur Bauce. »

Observations. — Sous le régime antérieur à la loi du 20 août 1881, la question de savoir si le droit de passage résultant de l'enclave pouvait survivre à l'enclave elle-même était controversée. Cependant de nombreuses décisions de jurisprudence avaient résolu la question dans le sens de l'affirmative. Voir sur ce point notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Enclave*, n^{os} 12 et 13. Depuis la promulgation de la loi du 20 août 1881, cette dernière solution s'impose, si nous en croyons le jugement du Tribunal civil de Neufchâtel-en-Bray, du 4 janvier 1893, lequel a confirmé sur appel la décision par nous rapportée plus haut, mais en en modifiant sensiblement les motifs. Voici d'ailleurs le texte de ce jugement :

« LE TRIBUNAL : — Adoptant les motifs des premiers juges, à l'exception des motifs ci-après exprimés ; — Attendu que le magistrat de paix, après avoir constaté que l'enclave n'existait plus, et qu'il n'était justifié d'aucun titre pour le passage réclamé, et en avoir déduit comme conséquence la non-recevabilité de l'action possessoire dont il était saisi, a ajouté qu'en plus la preuve d'une possession antérieure à la possession annale ne pouvait se faire qu'au pétitoire ; — Attendu que cette thèse de droit est trop absolue et ne saurait être accueillie par le Tribunal ; — Attendu qu'il est incontestable en principe que la servitude de passage, qui est de sa nature essentiellement discontinue, donne ouverture à l'action possessoire si les actes de jouissance accomplis par le demandeur s'appuient soit sur un titre conventionnel, ou résultant de la destination du père de famille, soit sur un titre légal comme l'enclave, parce que ces actes se trouvent ainsi purgés de la présomption de tolérance et de précarité ; mais qu'il y a lieu en outre de rechercher si, en l'absence d'un titre conventionnel ou légal, l'action possessoire n'est pas néanmoins recevable quand le passage accordé par la loi, spécialement en cas d'enclave, a été exercé pendant trente ans, et que l'enclave a ensuite cessé ; — Attendu, en droit, que, lorsque le propriétaire d'un fonds enclavé, auquel l'article 682 du Code civil accorde, à raison de la nécessité, un droit de passage, a, pendant trente ans, exercé ce droit suivant un mode et une assiette déterminés, sa possession équivaut à un titre d'acquisition de la servi-

tude de passage ; que cette solution découle implicitement des termes de l'article 685 du Code civil ; qu'il est vrai que le texte semble s'occuper uniquement du cas d'une enclave continuant de subsister, mais que l'on ne comprendrait pas qu'il en fût différemment au cas où l'enclave vient à cesser postérieurement à une possession trentenaire, puisqu'il y a véritablement droit acquis ; — Attendu que, si la possession trentenaire équivaut à un titre d'acquisition de la servitude, il est logique de faire produire à cette possession les effets attachés à un véritable titre d'acquisition ; que l'un de ces effets est de faire disparaître la présomption de tolérance et de précarité ; qu'il suit de là que l'action possessoire est recevable en cette matière, quand la possession annale sur laquelle elle repose s'appuie de son côté sur une possession trentenaire ; qu'en ce qui touche la preuve de cette double possession, il n'est pas douteux que la preuve testimoniale est admissible ; — Attendu qu'en vain il est objecté que cette solution aboutit au cumul du pétitoire et du possessoire ; que l'on ne doit pas s'arrêter à cette objection ; que le cumul dont s'agit est plutôt apparent que réel ; qu'en effet le juge du possessoire devra, en l'espèce, se préoccuper des témoignages produits devant lui sur la possession trentenaire, non pas pour constater s'ils établissent ou non, au point de vue pétitoire, le droit du demandeur à la servitude de passage prétendue, mais simplement pour rechercher si l'ensemble de ces témoignages a pour résultat de faire disparaître la précarité entachant la possession annale, et de prouver

que celle-ci a pu être exercée utilement *animo domini*;—Attendu, en fait, qu'en dehors des faits de possession annale, Bauce offre de prouver par témoins : 1° qu'il existe entre l'herbage acquis par lui de la dame Robert (n° 154 du cadastre, enclavé antérieurement à son acquisition) et le fonds Patrelle (n° 127 du cadastre) une barrière de largeur à laisser passer une voiture, laquelle existait une année et plus avant le trouble ; 2° qu'il existait entre les parcelles 127 et 156 une barrière que Patrelle a enlevée au mois de juin 1892 et qu'il a reportée à la limite des parcelles 155 et 156, à la place des barres mobiles qui y existaient depuis une année et plus, vers le milieu du mois de juin 1892; — Attendu que ces faits, fussent-ils prouvés, seraient insuffisants pour établir que Bauce a eu pendant trente ans la possession du passage qui lui est contesté ; que la preuve n'en saurait donc être ordonnée ; que par suite il n'y a pas lieu non plus d'autoriser la preuve des faits de possession annale ; — Par ces motifs, — Déclare autant non recevable que mal fondée l'action de Bauce ; — Dit en conséquence que le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet. »

Voir dans le même sens Orléans, 26 octobre 1889, *ANNALES* 1891, p. 391.

Tribunal de simple police du Raincy
(Seine-et-Oise).

Président : M. HAMELIN, juge de paix.

7 novembre 1892.

Voirie. — Travaux. — Démolition.

En cas de travaux de petite voirie faits sans autorisation à la façade d'une maison sujette à reculement et menaçant ruine, le juge de simple police doit non seulement condamner à l'amende, mais en outre ordonner la destruction de la besogne mal plantée, sans qu'il ait à distinguer et rechercher si les travaux étaient ou non confortatifs.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La cause appelée, le greffier a donné lecture d'un procès-verbal dressé, le 29 août dernier, par le sieur Bézin, garde appariteur de la commune de Gagny, affirmé et enregistré, duquel il résulte que le sieur Troublé, s'est permis, ledit jour 29 août, de réparer sans autorisation le soubassement de sa maison sise à Gagny, rue Brodelet, n° 45, ce qui constituerait la contravention prévue par l'article 273, § 6, de l'instruction générale sur les chemins vicinaux, et punie par l'article 471, n° 5, du Code pénal.

Cette lecture terminée, le prévenu a prétendu qu'il avait été autorisé à réparer sa maison jusqu'au premier plancher, et que les travaux faits dans le soubassement n'étaient nullement confortatifs et seulement pour la rendre plus propre.

Le ministère public, résumant l'affaire, conclut à ce qu'il plût au Tribunal faire application au prévenu des articles 471 du Code pénal et 161 du Code d'instruction cri-

minelle, ordonner par conséquent, à titre de dommages-intérêts, la démolition de la besogne mal plantée. — Jugement :

« LE TRIBUNAL :— Après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 153 du Code d'instruction criminelle ; — Après avoir entendu le prévenu dans ses moyens de défense et le ministère public en ses conclusions ; — Vu le procès-verbal du 29 août dernier, enregistré ; — Vu le plan d'alignement du 23 juin 1881, approuvé le 5 novembre suivant ; — Vu l'arrêté de classement des chemins vicinaux de la commune de Gagny, en date du 9 juin 1882 ; — Vu l'article 273, § 6, de l'Instruction générale sur les chemins vicinaux, rendue exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1871, par arrêté ministériel du 6 décembre 1870 ; — Vu l'article 471, n° 5, du Code pénal ; — Vu l'article 161 du Code d'instruction criminelle ; — Attendu que non seulement sans autorisation, mais même malgré la défense à lui faite, le sieur Troublé s'est permis, le 29 août dernier, de réparer le soubassement de sa maison, rue Brodelet, n° 15, à Gagny, laquelle faisait saillie sur la voie publique et menaçait ruine, ainsi qu'il résulte du procès-verbal dressé ledit jour contre lui par le garde appariteur de ladite commune de Gagny ; — Attendu que, pour sa défense, ledit sieur Troublé prétend qu'il n'a fait aucuns travaux confortatifs à la façade de sa maison sur la voie publique, mais seulement mis un léger enduit de plâtre pour boucher les joints et ne pas laisser des pierres à jour, de manière à ce que cette façade soit, sinon plus

solide qu'avant, du moins plus propre ; — Attendu que les faits relevés contre le sieur Troublé n'en constituent pas moins la contravention prévue par l'article 273, § 6, de l'Instruction générale sur les chemins vicinaux, et réprimée par l'article 471, n° 5, du Code pénal ; — Attendu en outre, et sur les conclusions de M. le commissaire de police, à fin de démolition des travaux de réparation indûment faits par le sieur Troublé, jusque dans le pied ou soubassement de sa maison, alors qu'il n'avait d'autorisation à cet égard que pour le haut jusqu'au premier plancher, il y a lieu de faire droit auxdites conclusions et d'ordonner cette démolition ; — Attendu qu'à cet égard il est en effet de principe et de jurisprudence que le juge de police ne pourrait même s'abstenir de prononcer lesdites condamnations, conformément aux dispositions tant de l'article 161 du Code d'instruction criminelle que de l'édit de décembre 1607, toujours en vigueur, sur la voirie, ordonnant en pareil cas, non seulement la condamnation à l'amende, mais aussi la destruction de la besogne mal plantée, c'est-à-dire faite en dehors et au delà de l'autorisation accordée et sans qu'il y ait lieu de distinguer et de rechercher si les travaux étaient ou non confortatifs ; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort ; — Condamne le sieur Troublé en 5 francs d'amende et aux dépens ; — Le condamne en outre à démolir, dans les trois jours du présent, les travaux de réparation indûment faits par lui dans le soubassement ou le pied de la façade de sa maison ; sinon autorise le maire de la commune à faire pro-

céder à ladite démolition, aux frais, risques et périls dudit sieur Troublé, à moins que l'autorité municipale n'autorise la conservation de ces ouvrages, si elle reconnaît qu'ils peuvent être tolérés sans inconvénient, et ce conformément à la jurisprudence en pareil cas du con-

seil d'Etat (décision du 3 mai 1850, affaire Sicard-Duval);— Fixe au minimum la durée de la contrainte. »

Observations. — Voir conforme, Cass., 6 août 1852, ANNALES 1853, p. 171 ; Cass., 25 janvier 1873 ; 26 janvier 1878, etc.

Justice de paix de Lille
(Nord).

Président : M. LANCEN, juge de paix.

28 septembre 1892.

Assurance. — Incendie. — Recours des voisins. — Police d'assurance. — Prime d'assurance. — Résiliation. — Indemnité.

La clause d'une police d'assurance contre l'incendie ainsi conçue : « En cas de vente des objets assurés, le vendeur sera tenu de payer à la Compagnie, outre les primes échues, une indemnité égale à une année de primes, à titre de dommages-intérêts, lorsqu'il n'aura pas imposé à l'acquéreur l'obligation d'exécuter la police », ne saurait recevoir son application lorsque la vente des objets assurés a eu lieu à une date antérieure à celle à laquelle le contrat d'assurance devait commencer à produire effet.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, suivant police du 23 septembre 1885, modifiée par un avenant du 22 juin 1888, la Compagnie demanderesse a assuré contre l'incendie et le recours des voisins, trois maisons appartenant alors au défendeur, plus son atelier, son mobilier, ses marchandises et outils pour dix ans, moyennant une prime annuelle totale de 48 fr. 75 ; qu'il a toutefois été dit et stipulé que les maisons assurées pour 36 000 francs l'étaient déjà jusqu'à concurrence de 30 000 francs par une autre Compagnie, le Phénix, dont le contrat expirait le 31 janvier 1892 ; que, par suite, l'assurance intégrale desdits immeubles par la Compagnie la France ne commencerait qu'à cette date ; que jusqu'alors cette

Mai 1893.

Compagnie ne garantissait que 6 000 francs ; — Attendu qu'en vertu de ces contrats, la Compagnie la France réclame 39 fr. 50, montant de la prime exigible par anticipation depuis le 24 septembre 1891 et déterminée quant à son chiffre par l'avenant sus-daté ; — Attendu que, suivant acte passé par-devant M^e Danel, notaire à Lille, les 17 et 18 octobre 1889, enregistré, les époux Stricanne-Pillot ont vendu à des tiers les immeubles alors assurés contre l'incendie par les deux Compagnies susdites, mais seulement jusqu'à concurrence de 6 000 fr. par la France ; que le contrat de vente a assuré aux acquéreurs la jouissance des biens vendus à partir du 1^{er} décembre suivant ; — Attendu qu'au jour où l'assurance de 36 000 francs éventuellement contractée par la Compagnie la France devait avoir effet, les immeubles n'étaient plus la propriété de Stricanne ; que cette assurance était caduque ; qu'à cette date, ladite Compagnie n'assurait que 6 000 francs et ne pouvait réclamer aucune prime autre que celle afférente à sa garantie réelle ; qu'à tort elle invoque le paragraphe 3 de l'article 3 de sa police, suivant lequel, en cas de vente des objets assurés, le vendeur est tenu de payer à la Compagnie, outre les primes échues, une indemnité égale à une année de primes, à titre de dommages-intérêts, lorsqu'il n'a pas imposé à l'acquéreur l'obligation d'exécuter la police ; que les termes de cette clause ne permettraient de l'appliquer qu'autant que l'aliénation aurait lieu au cours de l'assurance ; — Attendu que la Compagnie a déjà touché

depuis la vente l'indemnité de résiliation due réellement, en touchant la prime de 1890; qu'elle n'a plus droit qu'à la prime afférente aux objets autres que les immeubles, prime qui s'élève à 15 fr. 80; que le défendeur n'ayant fait aucune offre doit supporter les dépens; — Par ces motifs, condamnons le défendeur à payer à la Compagnie la France la somme de 15 fr. 80, montant de la prime d'assurance échue le 24 septembre 1891 et seule légitimement réclamée; — Le condamnons en outre aux intérêts judiciaires et aux dépens; — Disons ladite Compagnie mal fondée à plus prétendre. »

Observations.— Nous ne saurions nous ranger à l'avis adopté par M. le juge de paix. Les parties, à ce qu'il nous semble, avaient fait entre elles un contrat synallagmatique à terme; elles s'étaient liées d'une façon définitive l'une vis-à-vis de l'autre; seulement la mise à exécution du contrat avait été reportée à une date ultérieure. C'est par suite d'un acte purement facultatif dépendant de la volonté des assurés, que ceux-ci se sont soustraits à l'obligation par eux contractée. En effet, on ne saurait ranger la vente faite par les assurés parmi les cas fortuits ou de force majeure, prévus par l'article 1148 du Code civil. Rien ne les empêchait d'imposer à leur acquéreur l'exécution du contrat d'assurance conclu par eux avec la France; et d'autre part, les assurés s'y étaient engagés sans aucune espèce de restriction vis-à-vis de ladite Compagnie. Dans ces conditions, il nous semble que par application des

articles 1142 et suiv. du Code civil et du paragraphe 3 de l'article 3 de la police, il y avait lieu de faire droit à la demande en dommages-intérêts formée par la Compagnie.

Justice de paix de Neuvy-le-Roi
(Indre-et-Loire).

Président : M. HUBERT, juge de paix.

19 décembre 1892.

Vente d'un vêtement complet. — Demande en paiement. — Négation absolue de vente et livraison. — Témoin entendu. — Production d'un carnet de fournitures postérieures acquittées. — Condamnation. — Dépens.

Celui à qui on réclame le prix d'un vêtement fourni et qui allègue d'une façon absolue n'en n'avoir pas acheté, ni essayé, ni reçu, doit être condamné au paiement du prix, si le poursuivant justifie ses prétentions, même par un témoin unique. L'objection qu'au dernier moment le défendeur cherche à faire prévaloir comme présomption de libération, de la production d'un carnet contenant l'acquit de marchandises fournies ultérieurement, ne peut avoir aucune influence dans l'occurrence.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le sieur Bellivier, négociant, a fait citer le sieur Roulier à comparaître devant M. le juge de paix de Neuvy-le-Roi, pour s'entendre condamner à lui payer la somme de 52 francs pour le prix d'un vêtement complet vendu et livré à crédit, aux offres d'en justifier au besoin. Les parties sont comparues à l'audience du 5 décembre et à cette première audience, elles ont fait valoir leurs conclusions respec-

tives; le sieur Roulier pour sa défense a dit: « Qu'il n'a acheté ni reçu aucun vêtement du demandeur, que par conséquent il refuse de payer et demande son renvoi de la cause, sans dépens. » Sur interpellation, il ajoute: « Qu'il n'avait commandé aucun vêtement au sieur Bellivier, qu'aucun tailleur ne lui en avait essayé chez ce dernier, et que jamais il ne lui en avait délivré. »

Sur cette réponse, le sieur Bellivier a demandé la remise à quinzaine pour produire ses moyens de justification, et faisant droit à cette demande, le Tribunal a ajourné les parties à l'audience du 19 décembre, à laquelle elles ont pris intimation verbale de se trouver, sous toute réserve de fait et de droit. A l'audience indiquée, les parties présentes toutes les deux ont renouvelé leurs conclusions précédentes; le sieur Bellivier a amené un témoin qui a dit se nommer Hersent, Jules, âgé de vingt ans, tailleur d'habits, demeurant ville de Tours, rue de la Grille, n° 7, a prêté serment de dire la vérité, a déclaré n'être ni parent ou allié, ni serviteur des parties, et a fait sa déposition en ces termes :

« Je connais le sieur Roulier, ici présent, pour l'avoir rencontré chez M. Bellivier, quinze jours avant son mariage avec la nièce de ce dernier; c'était au commencement d'août de la présente année. Ce jour-là, le sieur Roulier me dit que, dans huit jours, j'aurais un vêtement complet à lui confectionner et à lui essayer; effectivement, le 13 du même mois d'août, il est revenu chez Bellivier où je lui ai essayé un vêtement entier, composé d'un veston laine de couleurs va-

riées, d'un pantalon et d'un gilet aussi en laine couleur mélangée avec rayures. Sitôt ce travail terminé, je l'ai déposé chez Bellivier pour le compte duquel je l'avais confectionné. Quinze jours après la remise de cet habillement, le sieur Roulier lui-même m'a renvoyé le pantalon pour le retoucher, sous prétexte qu'il était trop large du bassin. Je reconnais très bien les échantillons qui me sont présentés comme étant pareils au vêtement que j'ai fait pour le sieur Roulier dans les conditions ci-dessus expliquées. »

Après cette déposition, le sieur Roulier a persisté dans ses prétentions et a exhibé un carnet de la maison Bellivier d'où il découlerait que, le 25 septembre dernier, il se serait acquitté de différents articles vendus et livrés après l'époque assignée à la livraison du vêtement dont s'agit, prétendant par là en faire ressortir la preuve de sa libération.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes dans leurs dires et conclusions; — Attendu qu'il résulte du témoignage recueilli et des éléments de la cause, que la demande du sieur Bellivier est suffisamment justifiée et comme telle admissible; — Attendu qu'en présence de la négation absolue dans laquelle s'est constamment renfermé le défendeur, la production du carnet acquitté qu'il a faite au dernier moment ne peut avoir aucune influence sur la décision, puisque le costume complet dont le paiement lui est réclamé n'y figure pas et que du reste il a nié en avoir reçu livraison; — Attendu que les intérêts sont de

droit du jour de la demande et que toute partie qui succombe doit supporter les dépens ; — Par ces motifs, statuant par jugement définitif, contradictoire, en dernier ressort, condamnons le sieur Roulier à payer au sieur Bellivier la somme de 52 francs pour les causes exposées en demande, aux intérêts de droit et en tous les dépens. »

Observations. — Solution toute en fait et d'ailleurs parfaitement exacte. La déposition d'un témoin unique peut faire preuve suffisante du bien fondé de la demande quand elle n'est contredite par aucune preuve ou présomption contraire.

Justice de paix du canton de Clisson
(Loire-Inférieure).

Président : M. JOLLY, juge de paix.

10 février 1893.

Action possessoire. — *Eaux grasses.*
Aqueduc. — Trouble.

Le propriétaire qui depuis an et jour est en possession d'amener sur son terrain, au moyen d'un aqueduc, les eaux grasses sortant d'une écurie à lui appartenant, est recevable et fondé à exercer l'action possessoire contre celui qui, par un travail nouveau, a fait obstacle à l'écoulement de ces eaux.

Peu importe que le travail dont se plaint le demandeur ait été exécuté sur un chemin public et dans un intérêt commun avec l'autorisation du maire, alors que la commune n'intervient pas dans l'instance.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu, en fait, que le sieur Dabin, Jean-Baptiste, meunier à la Pégerie, commune de Saint-Lumine-de-Clisson, a cité devant nous, par voie de

complainte possessoire, le sieur Bouchaud, René, cultivateur, demeurant au Pâtis, même commune, pour le motif que ce dernier a pratiqué des travaux ayant eu pour résultat de détourner les eaux grasses sortant d'une écurie située dans le haut dudit village de la Pégerie, lui appartenant et s'écoulant, en traversant un aqueduc situé sous une chambre de décharge appartenant à la femme Richard, sa sœur, vers un chemin public qui longe le village précité ; — Attendu que le demandeur a été maintenu dans la possession des eaux dont il s'agit comme en étant le propriétaire depuis un temps immémorial, à la suite de deux visites de lieux faites par notre prédécesseur, les 2 novembre 1889 et 7 octobre 1891 ; — Attendu que, contrairement à cette décision, le sieur Bouchaud a empierré le chemin public ci-dessus indiqué, dans la partie comprise entre le village de la Pégerie et le pré du demandeur, ce qui a produit un exhaussement de 10 à 15 centimètres ; — Attendu qu'il résulte de notre visite de lieux, à laquelle nous avons procédé le 12 janvier courant, que les eaux dont s'agit ne peuvent plus arriver à l'aqueduc construit dans les conditions fixées dans le procès-verbal de visite de lieux du 7 octobre 1891, ce qui cause un nouveau trouble au demandeur et par suite un préjudice ; — Attendu que le sieur Bouchaud allègue que, s'il a empierré le chemin public et exécuté dans son intérêt, comme dans celui des habitants du village de la Pégerie, des travaux de réparation sur ledit chemin, il ne l'a fait qu'en vertu d'une autorisation donnée par M. le maire de Saint-Lumine-de-Clisson ;

— Attendu qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette argumentation, l'autorisation dont il est parlé n'étant pas rapportée par le défendeur, la commune n'étant pas en procès; — Qu'il n'y a donc lieu que d'examiner, pour l'instant, s'il y a eu trouble apporté par Bouchaud à la possession qu'invoque Dabin des eaux du litige; — Attendu, en droit, qu'aux termes de la jurisprudence, l'action possessoire est valablement intentée contre celui qui a commis personnellement un fait de trouble, encore bien qu'il prétende n'avoir agi que dans l'intérêt d'un tiers, par exemple d'une commune; — Par ces motifs, statuant à charge d'appel, disons et ordonnons que le sieur Bouchaud sera tenu, dans le délai de trois jours de la signification de la présente sentence, de donner aux eaux grasses spécifiées ci-dessus leur ancien cours; faute par lui de ce faire, le condamnons à 1 franc de dommages-intérêts par chaque jour de retard; faisons défense au sieur Bouchaud de troubler à l'avenir le sieur Dabin dans sa possession, et, pour tous dommages-intérêts, le condamnons aux dépens de l'instance. »

Observations. — Les autorisations, données par l'administration compétente, de faire certains travaux sur un chemin, ne le sont toujours et ne peuvent l'être que sans préjudice des droits des tiers. Si donc un travail, même autorisé, est de nature à porter atteinte à la possession annale d'un tiers, ce dernier, alors d'ailleurs que la commune n'intervient pas, est recevable à exercer l'action possessoire et à demander la suppression du nouvel

œuvre. Le juge, en ce cas, n'a à examiner que la double question de savoir si la possession invoquée est dûment justifiée, et si le fait reproché constitue bien un trouble à cette possession.

Justice de paix du XI^e arrondissement de Paris.

Prés.: M. CRANNEY $\frac{3}{4}$, A. Q., juge de paix.

8 mars 1893.

Responsabilité. — Accident dans une fabrique. — Rupture d'une poulie. — Demande en dommages-intérêts. — Action en garantie. — Responsabilité du constructeur de la machine.

Le patron, propriétaire d'une fabrique, est responsable envers son ouvrier de la blessure causée à ce dernier par la rupture subite de la poulie d'une machine à estamper.

Toutefois, et si l'accident provient d'un vice de la machine, le patron est recevable à actionner en garantie le constructeur qui la lui a fournie, et ce dernier est tenu de le garantir et indemniser des condamnations prononcées au profit de l'ouvrier.

Ainsi décidé par le jugement que nous reproduisons ci-après, qui fait suffisamment connaître les faits de la cause :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, d'une part, le sieur Pidoux, agissant au nom et comme maître des droits et actions de son fils mineur, Gaston Pidoux, exposant que, le 20 septembre dernier, ce dernier, travaillant dans les ateliers pour le compte de MM. Lefèvre, était occupé à estamper des pièces pour la fabrication des jouets, lorsqu'une poulie de la machine à

estamper vint à se casser, et le mouton, en s'abattant, lui écrasa quatre doigts de la main gauche; que, par suite de cet accident, Gaston Pidoux a dû rester trente-trois jours sans pouvoir travailler; qu'avant l'accident dont s'agit, il était payé par MM. Lefèvre à raison de 6 francs par jour, a fait citer devant nous les susnommés, à l'effet de s'entendre condamner à lui payer la somme de 198 francs, représentant les trente-trois journées pendant lesquelles il n'a pu travailler, avec intérêts tels que de droit et dépens;—Attendu que, d'une autre part, les sieurs Lefèvre, exposant que les travaux d'installation de la poulie de la machine cause de l'accident dont s'agit, ont été effectués par le sieur Pacon; que celui-ci a cassé la poulie en la clavetant; que c'est dès lors à lui qu'incombe la responsabilité de l'accident, en raison duquel ils l'ont fait citer devant nous, pour voir dire qu'il serait tenu de les garantir, libérer et indemniser, en principal, intérêts et frais des condamnations qui pourraient intervenir contre lui, et le condamner aux dépens de la demande en garantie;—Attendu que, tout d'abord, c'est le cas de joindre la demande en garantie à la demande principale, pour être statué sur icelles par un seul jugement;—Attendu que le sieur Pacon repousse la demande récursoire portée contre lui par les sieurs Lefèvre, en soutenant qu'il ne saurait être responsable de l'accident arrivé à Gaston Pidoux;—Attendu qu'il est résulté des documents de la cause, et notamment du rapport de l'expert Krumer, dressé à la requête de M. le procureur de la République, lors de

l'accident, et dont il nous a été donné communication, qu'il s'est produit pendant le travail du 24 septembre dernier, à onze heures et demie du matin, par suite de la rupture inopinée de la poulie, qui a occasionné la chute du mouton sur la main gauche, et lui a écrasé plusieurs doigts, au moment où il travaillait, on comprend qu'il lui était impossible de retenir de la main droite le mouton, alors que le point d'appui de la courroie qui le supportait est venu à manquer soudainement;—Attendu que l'expert, en son rapport, affirme que la rupture est due aux faibles dimensions des différentes parties de la poulie et au vice de construction du mouton; qu'enfin la poulie s'est brisée pendant que Pidoux travaillait, et qu'à ce moment il tenait la courroie du mouton d'une main et de l'autre plaçait sur la forme les pièces à estamper; que, la poulie venant à se briser, la force qui soulevait le mouton a cessé brusquement d'agir, et il est tombé sur sa main gauche, et l'a grièvement blessé;—Attendu que, le chiffre de la demande n'étant pas contesté, il appert de ce qui précède que c'est le cas de faire droit et à la demande principale et à la demande récursoire;—Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort:—Condamnons par toutes voies de droit les sieurs Lefèvre à payer à Pidoux à titre de la somme de 198 francs, pour les causes dont s'agit, avec intérêts tels que de droit et dépens;—Disant droit sur la demande récursoire formée par les sieurs Lefèvre contre le sieur Pacon:—Condamnons ce dernier à les relever et garantir des con-

damnations ci-dessus en principal, intérêts et frais, et aux frais de la demande en garantie.»

Observations. — La responsabilité d'une blessure causée à un ouvrier par la rupture d'un organe des machines de l'atelier incombe très certainement au patron ; l'ouvrier n'ayant commis personnellement aucune faute doit être indemnisé des frais et perte de travail qu'a pu occasionner la blessure. Mais si la rupture provient, non d'une négligence personnelle du patron, mais d'un vice de construction, le constructeur qui a fourni la machine est évidemment en faute, et devient garant des condamnations qui sont prononcées contre le patron. C'est lui qui en définitive doit supporter les conséquences de sa faute personnelle.

Justice de paix du canton de Lavit
(Tarn-et-Garonne).

Président : M. FOIGNET, juge de paix.

13 janvier 1893.

*Inscription hypothécaire. — Frais. —
Demande en paiement. — Héritiers. —
Usufruitier. — Incompétence du juge
de paix.*

Le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande en paiement de frais d'une inscription hypothécaire, alors que la contestation soulève la question de savoir à laquelle des parties, dans l'espèce le nu - propriétaire ou l'usufruitier, doivent incomber ces frais, et si même l'inscription a été légitimement prise.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Une dame Marguerite Fabas, veuve Candelon, et son beau-père, Pierre Candelon, étaient appelés à recueillir les successions de leurs mari, fils et petits-fils. Par acte du 29 juin 1871, Gibily, notaire à Lavit, le partage se fit sur les bases suivantes : la dame Candelon eut :

1° En vertu de son contrat de mariage : la moitié en usufruit de tous les biens laissés par son mari ;

2° En vertu de l'article 753 : la moitié en propriété de tous les biens dépendant de la succession de son fils ;

3° En vertu de l'article 754 : l'usufruit du tiers des biens auxquels elle ne succédait pas.

Antoine Candelon eut :

1° En nue propriété : la moitié des biens dont sa belle-fille avait l'usufruit par son contrat ;

2° La moitié en propriété des biens dépendant de la succession de son petit-fils, en vertu de l'article 753 ;

3° La nue propriété du tiers des biens auxquels la mère ne succédait pas en propriété... Le sieur Candelon trouva dans la succession de son petit-fils une dette de 1 270 fr. que ce dernier tenait de son père contre sa mère.

A l'occasion de cette dette qui est la cause médiate du procès, voici ce qu'on lit dans l'acte de partage du 29 juin 1871 :

« Suivant acte au rapport du notaire soussigné, en date... contenant le partage des successions de Pierre Fabas et de Marguerite Taupiac, auteurs de Marguerite Fabas comparante, ledit Pierre Candelon, son mari, fut subrogé contre sadite épouse jusqu'à concurrence d'une somme de 1 270 francs pour pa-

reille somme payée par lui à ses belles-sœurs à la décharge de ladite Marguerite Fabas, dont il devint ainsi le créancier. »

Puis encore :

« Il est établi que de la compensation faite à suite de la liquidation des comptes respectifs des parties, il résulte que Marguerite Fabas, veuve Candelon, demeure débitrice en faveur d'Antoine Candelon, grand-père, d'une somme de 216 fr. qui ne deviendra exigible qu'à l'extinction de l'usufruit, attendu que cette somme demeure grevée de cette charge au profit de ladite veuve Candelon. »

Sans qu'il fût question de garanties à fournir par la veuve Candelon pour assurer la bonne gestion de son usufruit; de leur propre autorité, Pierre Candelon en 1871, son héritière en 1881 et en 1891 prennent et renouvellent inscription sur tous les immeubles attribués à ladite veuve Candelon dans ledit acte de partage.

De là contestation devant le juge de paix de Lavit, sur la question de savoir qui doit payer les frais d'inscription.

La fille de Candelon, représentée par son mari, soutient que c'est l'usufruitière; la veuve Candelon déclare que mettre à sa charge de pareils frais, ce serait restreindre les bénéfices de son usufruit.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'en présence des conclusions prises par les parties, la demande introductive, minime en elle-même, change complètement de nature et d'étendue; — Attendu en effet que nous demander de décider qui du

nu-propriétaire ou de l'usufruitier doit les frais d'inscription; de dire quels frais l'article 2155 du Code civil met à la charge du débiteur; d'analyser cet article, d'introduire une distinction entre les débours du papier timbré, honoraires du conservateur des hypothèques, droit fiscal, et le coût de bordereaux dont la rédaction est l'œuvre de simples particuliers, n'est autre chose que nous inciter à examiner la légitimité, l'étendue, l'exercice, la durée, l'exigibilité d'une action hypothécaire; d'avoir une solution définitive en ce qui concerne le paiement tant des inscriptions déjà soldées que pour celles à prendre dans la suite; — Attendu que la cause ainsi envisagée nous rend doublement incompétent: incompétent par sa valeur indéterminée, incompétent par son caractère réel immobilier que lui confèrent les bordereaux d'inscriptions; — En ce qui concerne la valeur indéterminée: — Attendu que si le juge de paix est compétent en matière purement personnelle et mobilière lorsque la demande ne dépasse pas 200 francs, il ne l'est plus lorsque la solution du litige peut créer un préjugé pour l'avenir et pour un temps non défini; — Attendu qu'un jugement prononcé par nous, en ce qui concerne les frais des bordereaux pris en 1871, 1881 et 1891, entraîne fatalement une solution pour le paiement des inscriptions à prendre ultérieurement; que le nombre de ces inscriptions reste inconnu; que leur taux pourrait peut-être dépasser notre compétence, qu'il ne nous appartient en aucune façon de fixer nous-même sans outrepasser nos droits; — En ce qui concerne

le caractère réel de l'action : — Attendu que s'il est hors de doute que les actions qui se rattachent à l'usufruit d'une chose mobilière rentrent dans nos attributions, il faut que ces actions se présentent libres et indépendantes de tout lien avec un droit réel immobilier ; que leur existence, les mesures conservatoires qui en assurent la bonne gestion ne soient pas liées à un acte qui renferme en lui-même ce caractère réel dont la raison d'être est contestée ; — Attendu que la somme de 26 francs, réclamée à la veuve Candelon, représente des frais de bordereaux d'inscriptions prises sans distinction sur tous les immeubles attribués à ladite veuve Candelon dans l'acte de partage du 29 juin 1871 ; — Attendu que les bordereaux d'inscriptions sont en général des actes qui n'ont d'autre but que d'affecter à la garantie d'une créance ou d'une obligation, des biens immobiliers ; que ces actes qui donnent la vie au privilège ou à l'hypothèque conventionnelle doivent mentionner la nature et la date du titre qui constitue ce privilège ou cette hypothèque, afin que les tiers sachent ce qu'est le droit du créancier ; — Attendu que le droit fiscal à payer n'est et ne peut être assis que sur ces énonciations ; que son taux varie suivant les causes, la nature, l'étendue des mesures conservatoires à établir sur des bases immobilières ; qu'il est impossible de nier, que vérifier ce droit fiscal, ce n'est pas interpréter, discuter le titre originaire lui-même, et par suite, sortir de la sphère des actions purement personnelles mobilières ; — Attendu pourtant qu'avant d'attribuer à l'une quelconque

des parties le paiement des 26 francs réclamés, il nous est impossible de ne pas rechercher préalablement si de pareils frais avancés par le demandeur, dans son intérêt personnel, ne sont pas frustratoires et inutiles ; — Si de telles mesures pouvaient intervenir aux cours de l'usufruit sans qu'il fût établi que la veuve Candelon eût mis en péril par ses actes ou par un changement survenu dans sa situation personnelle les droits du nu-propriétaire ; d'examiner si aux termes de l'article 601 du Code civil, qui ne demande à l'usufruitier que la caution de jouir en bon père de famille et en présence de l'acte du 29 juin 1871, qui n'exige, n'implique ni ne fixe aucune restriction à la jouissance de la veuve Candelon. Antoine Candelon, puis Baumié étaient en droit de grever comme ils l'ont fait « tous les immeubles » attribués à ladite veuve dans « l'acte de partage » ci-dessus mentionné ; de savoir où Candelon a puisé ce droit, d'étudier enfin sa nature et sa légitimité ; — Attendu que résoudre de pareilles questions, qui cependant ne peuvent être négligées et qui sont préjudiciables, c'est aller au delà de notre compétence et placer la discussion sur un terrain dont il ne nous appartient pas de connaître ; — En ce qui concerne le paiement des billets d'avis et la demande reconventionnelle : — Attendu que ces demandes sont essentiellement liées et connexes avec la demande principale et ne peuvent être disjointes pour faire l'objet d'une décision distincte ; — Par ces motifs, vu les articles 1^{er} de la loi du 25 mai 1838, 601, 602, 2144, 2145, 2148 du Code

civil; vidant notre délibéré, nous déclarons incompétent et renvoyons les parties devant les Tribunaux ordinaires; — Condamnons le demandeur en tous les dépens. »

Observations. — La demande rentrait certainement par son chiffre dans la compétence du juge de paix; mais la question qui lui était soumise, celle de savoir qui devait le coût de l'inscription, soulevait inévitablement la question préjudicielle de la légitimité de l'inscription contestée par la défenderesse. Or c'était là certainement une question qu'il n'appartenait pas au juge de paix de trancher; par suite, ce magistrat a dû nécessairement se dessaisir du litige et renvoyer les parties à se pourvoir devant qui de droit.

Tribunal de simple police du canton d'Aillant-sur-Tholon (Yonne).

Président : M. LEBLANT, juge de paix.

11 avril 1893.

Tapage injurieux. — Charivari. — Procès-verbal. — Trouble à la tranquillité des habitants. — Conclusions du ministère public. — Condamnation des prévenus.

Le juge de police n'est pas lié par les conclusions du ministère public.

Spécialement, alors même que le ministère public conclut à l'acquiescement d'individus prévenus de la contravention de tapage injurieux, le juge de police peut et doit condamner ces prévenus, si la contravention est dûment établie par un procès-verbal régulier non débattu par la preuve contraire.

Un charivari est essentiellement un trouble à la tranquillité publique, et les

auteurs de ces bruits ou tapages ne peuvent être excusés sous prétexte qu'ils ont été approuvés par presque toute la population environnante.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La cause appelée, le greffier a donné lecture d'un procès-verbal dressé le 1^{er} avril 1893, par Guenier et Cathelin, gendarmes à Aillant, enregistré, duquel il résulte que, le 30 mars dernier, à huit heures et demie du soir, devant la maison de la veuve Châlons, née Bouland, sise dans une des rues principales de Villiers-sur-Tholon, les susnommés ont fait un charivari, en battant de la caisse et en sonnant de divers instruments.

Les prévenus ont reconnu l'exactitude des faits relevés contre eux.

Le ministère public a exposé l'affaire; il a dit que, quoique les faits contenus au procès-verbal soient probants, il y avait lieu de tenir compte aux prévenus de cette circonstance que le charivari par eux fait avait l'approbation de presque toute la population de Villiers-sur-Tholon, et avait amené l'arrestation des personnes contre qui il était dirigé, comme inculpées d'un crime, et il a conclu à l'acquiescement pur et simple des prévenus. — Jugement :

« LE TRIBUNAL : — Oui les prévenus en leurs aveux; — Oui également le ministère public en ses conclusions, tendant à acquiescement : — Attendu qu'il résulte du procès-verbal susdaté et de l'aveu des prévenus la preuve que, le 30 mars dernier, vers huit heures et demie du soir, lesdits prévenus ont fait un charivari avec tambours

et instruments de cuivre, dans une rue de Villiers-sur-Tholon, devant la maison de la veuve Châlons, née Bouland ; — Attendu que les faits exposés par le ministère public pour demander l'acquiescement ne sont pas admissibles pour les raisons suivantes : — 1° Que les charivaris sont essentiellement un trouble à la tranquillité publique, et que les auteurs de ces bruits ou tapages ne peuvent être excusés sous prétexte que la tranquillité publique n'en aurait pas souffert, et que les voisins ne se sont pas plaints (Cass., 30 novembre 1854); — 2° Que les prévenus ne pouvaient savoir que de leur charivari surgirait l'arrestation invoquée, puisqu'ils le faisaient dans un tout autre but ; — 3° Qu'au surplus une inculpation n'est pas une culpabilité; — 4° Et qu'enfin le juge de police ne saurait admettre d'autres excuses que celles reconnues par la loi, sans tomber dans l'arbitraire, ce qui serait le cas en la présente cause, et ce qui ne lui est pas permis; — Attendu au contraire que toute idée de circonstances atténuantes doit même être écartée par suite du mépris des prévenus pour l'autorité administrative supérieure et locale et la gendarmerie, puisqu'il résulte dudit procès-verbal non débattu par la preuve contraire: — Que ce charivari était prémédité depuis quelque temps, cinq des prévenus ayant adressé une demande à M. le sous-préfet tendant à être autorisés à organiser dans la commune, pendant deux mois, un charivari avec instruments de musique, contre un sieur Bouillaut et une veuve Châlons, laquelle autorisation a naturellement été refusée par M. le sous-préfet, qui a avisé la

gendarmerie des faits qui se préparaient, afin de veiller au maintien de l'ordre et constater toute contravention ; — Que, sur cet avis, M. le brigadier de gendarmerie à Aillant est allé trouver M. l'adjoint faisant fonction de maire à Villiers, et l'a invité à faire tous ses efforts pour empêcher ce charivari; — Que M. l'adjoint a fait prévenir les principaux meneurs, par le garde champêtre, à quoi ils s'exposeraient s'ils donnaient suite à leurs projets ; — Que, lors de l'intervention de la gendarmerie, pendant le charivari, les prévenus ont hésité longtemps à obtempérer aux sommations de se séparer et de se retirer chez eux ; — Attendu que le juge de police n'est pas lié par les conclusions du ministère public ; — Attendu que ce charivari présente bien tous les caractères de bruits et tapages nocturnes, troublant la tranquillité publique, et constitue la contravention prévue et punie par l'article 479, n° 8, du Code pénal, ainsi conçu : ... ; — Vu les articles 162 du Code d'instruction criminelle et 156 du décret du 18 juin 1811 ; — Faisant application des articles précités dont il a été donné lecture à l'audience, et statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Condamne : 1°..., 2°..., 3°..., 4°..., 5°..., principaux meneurs, et 6°..., 7°..., 8°..., venus exprès de Senan pour faire le charivari, chacun à 15 francs d'amende ; 9°..., 10°..., 11°..., 12°..., 13°..., chacun à 11 fr. d'amende, et tous solidairement aux dépens, liquidés à... ; — Fixe à cinq jours la durée de la contrainte par corps. »

Observations. — Les charivaris,

étant nécessairement et toujours injurieux, constituent essentiellement la contravention prévue et punie par l'article 479, n° 8, du Code pénal, sans qu'il y ait lieu, pour le juge de police, de rechercher si le charivari est ou non approuvé par les habitants de la commune, si la personne contre laquelle il est dirigé est plus ou moins digne d'intérêt. Ce seraient là des excuses qui ne sont pas prévus par la loi et que le juge de police ne saurait admettre.

Tribunal de simple police du canton de Sainte-Lucie-de-Tallano (Corse).

Président : M. ORSATTI, juge de paix.

7 novembre 1890.

Voirie urbaine. — Saillie. — Trottoir. — Construction sans autorisation. — Contravention. — Possession. — Chemin. — Publicité.

Le juge de police saisi d'une contravention de construction sans autorisation sur un chemin, est juge de la question de savoir si le chemin est ou non public.

Lorsque le chemin est reconnu public, le propriétaire qui construit sur le sol du chemin ne peut échapper à la répression, en soutenant qu'il aurait la propriété ou au moins la possession du sol de ce chemin ou de la partie de ce sol sur lequel il a construit.

L'établissement sur la voie publique d'un trottoir constitue une contravention, lorsqu'il a été fait sans autorisation, et il y a lieu pour le juge de police, indépendamment de l'amende, d'ordonner la destruction de l'ouvrage indûment fait.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La cause appelée, le greffier a donné lecture d'un procès-verbal

dressé par M. Giacomoni, maire de Sainte-Lucie-de-Tallano, daté du 21 octobre dernier, duquel il résulte que le sieur Bernardini a établi, sans alignement et en empiétant sur la voie publique n° 1, des bordures de trottoir, devant sa maison et sur ledit chemin qui conduit de Sainte-Lucie à Poggio, et place publique de Sainte-Lucie, et qu'il a en outre fait des encombrements sur ledit trottoir. — Jugement :

« **LE TRIBUNAL :**—Vu le procès-verbal susdaté, ainsi que l'arrêté pris par le maire de Sainte-Lucie-de-Tallano, le 9 mai 1890, dûment approuvé, ainsi qu'il résulte du récépissé de M. le sous-préfet de Sartène, en date du 25 juin 1890 ;—Vu l'exploit de citation en date du 28 octobre écoulé, signifié au sieur Bernardini par ministère de Maestras, huissier près cette justice de paix ; — Ouï le ministère public en ses conclusions demandant l'application de l'article 471, n° 4 et 5, du Code pénal ;—Ouï le prévenu en ses conclusions écrites, à savoir : — « Attendu que le concluant, cité « pour contravention à un arrêté de « M. le maire de Sainte-Lucie-de- « Tallano, qui lui enjoignait d'avoir, « dans le délai de dix jours, à démon- « lir les bordures du trottoir que le « concluant a établies, d'après les « allégations de l'arrêté du 9 mai « 1890, sans alignement, sur les « chemin communal et place pu- « blique de cette commune, et à faire « disparaître tous les encombre- « ments qui existent, toujours d'a- « près ledit arrêté, sur les trottoir, « chemin et place ; — Attendu que « le concluant a agi dans la pléni- « tude de son droit ; qu'en effet il

« est propriétaire, ou tout au moins
 « en possession paisible, publique,
 « non équivoque, *animo domini*, de
 « la parcelle de terrain sur laquelle
 « il a construit le trottoir;—Attendu
 « que c'est par une méconnaissance
 « absolue des droits du concluant
 « que M. le maire Giacomoni a dé-
 « claré, dans son arrêté qui fait
 « l'objet de la contravention, que le
 « trottoir a été construit sans ali-
 « gnement; qu'il résulte au contraire
 « des pièces et documents de la
 « cause, qui seront dans une autre
 « instance détaillés, et notamment
 « par l'arrêté préfectoral du 21 sep-
 « tembre 1864, que le concluant a
 « établi un aqueduc sur lequel il a
 « placé le trottoir revendiqué par
 « M. le maire; — Attendu que ladite
 « possession s'est librement mani-
 « festée par divers actes, notamment
 « par le comblage du ravin sur lequel
 « le trottoir a été établi, par la
 « construction de l'aqueduc sous le-
 « dit trottoir, par l'établissement de
 « bancs de pierre sur ce même trot-
 « toir ainsi qu'il se réserve de l'établir
 « devant qui de droit; — Par ces
 « motifs, se déclarer incompétent,
 « et renvoyer les parties à se pourvoir
 « comme elles aviseront bon être;
 « — Condamner la commune de
 « Sainte-Lucie-de-Tallano aux dé-
 « pens sous toutes réserves; » — Et
 subsidiairement concluant à obtenir
 un sursis de trois mois, afin de
 mettre la commune en cause, mais
 en même temps demandant à retirer
 et retirant cette demande de sursis;
 — Pour ce qui a trait à la compé-
 tence : — Attendu que le sieur Ber-
 nardini seul sait sur quel texte de
 loi il se fonde pour demander l'in-
 compétence du Tribunal, alors que
 ce Tribunal est appelé à statuer sur

un procès-verbal régulier, dressé
 par un maire et constatant une
 contravention sur un chemin qua-
 lifié public; que le juge de police
 saisi d'une contravention commise
 sur un chemin qualifié public par
 le procès-verbal est seul compétent
 pour décider si ce chemin est public
 ou non (Cass., 15 novembre 1860);
 — Attendu que le sieur Bernardini,
 par ses conclusions mêmes, est à se
 demander s'il est propriétaire ou s'il
 n'a que la possession; qu'il ne pro-
 duit pas de titres justifiant ses dires;
 que l'arrêté du 21 septembre 1864
 est la preuve la plus manifeste que,
 pour bâtir sa maison, il a été auto-
 risé à empiéter et il a empiété sur
 le domaine des ponts et chaussées;
 que cet arrêté ne préjuge en rien
 les droits de la municipalité, droits
 desquels le sieur Bernardini ne s'est
 soucié nullement alors et dont il ne
 se soucie nullement aujourd'hui;—
 Quant à la possession paisible, pu-
 blique, non équivoque, *animo do-
 mini*, qu'il invoque, il y a lieu de
 lui opposer les protestations des
 habitants révoltés de ses agissements
 et la tolérance des municipalités
 insouciantes ou ne voulant pas en-
 courir l'indignation du sieur Ber-
 nardini; — Attendu qu'en principe,
 les propriétaires sont présumés ne
 rien posséder en dehors de la façade
 de leurs maisons; que les saillies
 doivent être autorisées par l'admini-
 stration municipale; qu'à défaut
 d'autorisation, une tolérance ne
 peut fonder ni possession ni pres-
 cription, le domaine public muni-
 cipal étant, comme le domaine
 national, imprescriptible; qu'une
 tolérance, quelque prolongée qu'elle
 puisse être, ne saurait constituer ni
 un droit, ni une excuse légale (Cass.,

31 juillet 1880) ; — Attendu que la demande d'incompétence n'est qu'un moyen dilatoire pour continuer à arrêter des travaux qu'il a fait suspendre, par protestation d'huissier, à l'entrepreneur, alors que ces travaux ne sont que l'exécution d'un projet de route soumis à une enquête de *commodo et incommodo*, que le sieur Bernardini a consenti, qu'il a fait consentir à d'autres, qu'il a appelé de tous ses vœux, et dont personne n'est avantage autant que lui ; — Par ces motifs, se déclare compétent ; — Au fond : ouï de nouveau le ministère public en ses conclusions et le prévenu en ses moyens de défense ; — Attendu que d'un procès-verbal régulier dressé le 21 octobre écoulé, par M. le maire de Sainte-Lucie-de Tallano, il résulte que le sieur Bernardini, dans l'intérieur du village et sur la rue qui sert de chemin de Sainte-Lucie à Poggio, a empiété sur cette rue et chemin public n° 1, en y établissant, sans alignement, une bordure de trottoir, et en y déposant des matières encombrantes ; — Attendu que de l'inspection des lieux et de l'examen du plan cadastral, fait en présence du ministère public, du maire et du prévenu, il a été reconnu qu'en construisant sa maison, le sieur Bernardini a empiété d'environ 2^m,50 sur la voie publique ; que cet empiétement, quoique n'étant pas en cause, étant constant, le trottoir construit devant une telle façade est un second empiétement, venant à la suite du premier et établi sur le chemin public ; — Attendu que le juge de police, saisi d'une contravention commise sur un chemin qualifié public par le procès-verbal,

est seul compétent pour décider si ce chemin est public ou non (Cass., 15 novembre 1860), et aucun doute ne peut exister sur la publicité dudit chemin ; — Attendu qu'aucune construction ou réparation ne peut être entreprise sans alignement préalable (Cass., 23 août 1860), et dans toutes les communes de France (Cass., 22 février 1839) ; — Attendu que l'inculpé a travaillé sans alignement ; que dès lors les faits poursuivis par le ministère public demeurent légalement et surabondamment prouvés ; — Attendu que ces faits, alors même que le sieur Bernardini aurait opéré sur son terrain, ce qui n'est pas, constituent une contravention à l'édit de 1607, d'après lequel il est de principe et de droit public en France que nul ne peut faire de construction sur un terrain joignant la voie publique sans y avoir été au préalable légalement autorisé ; que l'instruction ministérielle du 6 décembre 1870, art. 273, n° 6, s'exprime ainsi : « Nul ne « pourra, sans y être préalable-
« ment autorisé, construire, recon-
« struire ou réparer aucun bâtiment,
« mur ou clôture quelconque, à la
« limite du chemin » ; que la Cour de cassation, par son arrêt du 21 mars 1851, dit que le dommage existe par le seul fait des constructions ou travaux exécutés au mépris des règlements, et la réparation de ce dommage, c'est-à-dire la démolition des travaux indûment faits, est la conséquence nécessaire de la reconnaissance et de la répression de la contravention ; — Attendu, quant à la pénalité, qu'une telle contravention tombe aujourd'hui sous l'application de l'article 471, n° 4 et 5, du Code pénal, ainsi conçu :

« Seront punis... » ; — Vu l'article 162 du Code d'instruction criminelle, qui porte : « La partie qui succombera... » ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort : — Déclare le sieur Bernardini (Antoine-Michel) convaincu de la contravention relevée contre lui au procès-verbal du 21 octobre écoulé, et faisant au contrevenant application des articles précités, dont il a été donné lecture, le condamne à 1 franc d'amende et à la démolition et à l'enlèvement des bordures du trottoir et matières encombrantes qui se trouvent devant la façade de sa maison et sur la voie publique, le tout fait par lui en contravention ; faute par ledit Bernardini d'exécuter lesdites condamnations dans le délai de quinze jours à partir de la signification du présent jugement, dit qu'il sera mis à exécution à la requête et diligence du ministère public de Sainte-Lucie-de-Tallano, aux frais dudit Bernardini ; — Le condamne en outre aux dépens, liquidés à 1 franc, en ce non compris le coût et les frais d'exécution du présent jugement, auxquels il est également condamné ; — Fixe, quant à l'amende et au paiement des frais envers l'Etat, la durée de la contrainte par corps au minimum de la peine (loi du 22 juillet 1837 sur la contrainte par corps). »

Observations. — Solution exactes et conformes à la jurisprudence de la Cour suprême, ainsi que cela résulte des divers arrêts de cette Cour cités dans la sentence. — Au surplus le pourvoi formé contre ce jugement a été rejeté par la Cour de cassation, et nous publierons, s'il y a lieu, l'arrêt de rejet dans nos ANNALES.

Justice de paix du canton de Montmédy (Meuse).

Président : M. DIEUDONNÉ, juge de paix.

5 mars 1892.

Action possessoire. — Complainte. — Opposition à jugement par défaut. — Bornage. — Possession incertaine. — Renvoi au pétitoire.

Lorsque, devant le juge de paix saisi d'une action possessoire, aucune des parties n'a fait preuve de sa possession annuelle du terrain litigieux, il y a lieu de les renvoyer à se pourvoir au pétitoire sans séquestre ni récréance.

Les deux parties ayant respectivement succombé, le juge doit compenser entre elles les dépens de l'instance.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance de l'huissier Foisy, de Montmédy, en date du 17 décembre dernier, enregistré ; notre jugement par défaut du surlendemain, enregistré, expédié et signifié le 11 janvier 1892 ; vu l'acte d'opposition de Goffinet du 13 même mois ; notre jugement interlocutoire du 16 janvier prescrivant une enquête, ensemble nos procès-verbaux d'enquête et de contre-enquête, en date des 6 et 27 février ; Vu la loi du 25 mai 1838, les articles 23 et suivants du Code de procédure civile ; Ouf les parties en leurs dires et conclusions : — Attendu que Léger et Goffinet possèdent sur le territoire d'Avioth, lieudit *Bossu-Pré*, deux propriétés contiguës en nature de pré ; — Attendu que sur l'action en trouble dirigée, le 17 décembre 1891, par Léger contre Goffinet, ce dernier a

été condamné par défaut, le 19 même mois : 1° à restituer au demandeur une bande de pré de 1^m,50 de largeur sur une longueur de 75 à 80 mètres, formant l'objet de son anticipation de septembre 1891 ; 2° à payer, en outre, 2 fr. à titre de dommages - intérêts et aux dépens ; — Attendu que Goffinet a formé opposition à cette sentence dans les délais légaux, d'abord, en soutenant : 1° qu'il n'avait fait que récolter en septembre dernier la parcelle de pré dont s'agit fauchée par Léger en juin précédent et dont il était en possession à cette époque ; 2° que l'action soumise à notre juridiction revêtait le caractère d'une complainte et non celui de la réintégration ; ensuite, en réclamant le bornage immédiat des deux héritages, dans le but de mettre fin au litige ; — Attendu que par notre jugement du 16 janvier 1892, rendu sur cette opposition, l'action introduite a été considérée comme complainte possessoire et la demande incidente en bornage rejetée comme intempestive et prématurée conformément à l'article 25 du Code de procédure civile, qui défend de cumuler le possessoire et le pétitoire ; qu'en conséquence, le sieur Léger a été autorisé à prouver, tant par titres que par témoins, sa possession annale, paisible, publique et non précaire de la bande de pré litigieuse qui, d'après ses allégations, était délimitée au regard de la propriété Goffinet, par des trous servant de point de repère aux faucheurs, la preuve contraire réservée au défendeur, qui, de son côté, avait revendiqué ladite possession ; — Attendu qu'il résulte

de nos procès-verbaux d'enquête, en date des 6 et 27 février, que le demandeur a produit cinq témoins et le défendeur un seul, le sieur Deffay, qui a été reproché pour cause de parenté, aux termes de l'article 283 du Code de procédure civile ; — Attendu qu'il ressort des débats, de l'enquête et de l'aveu même des intéressés, qu'ils ont tous deux fauché et récolté la bande de pré litigieuse, mesurant 1^m,50 de largeur, le demandeur en juin dernier, pour les foin, et le défendeur, en septembre même année, pour les regains, sans qu'aucun d'eux pût établir exclusivement à son profit sa possession annale antérieurement à ces actes de culture ; — Qu'en effet, s'il est vrai que le témoin Remy, ouvrier de Léger, ait déclaré qu'en septembre dernier, Goffinet avait commis une anticipation de 1^m,50 sur le pré de celui-ci, en fauchant au delà de la limite des deux héritages, déterminée par des trous, cette déposition se trouve formellement contredite par les autres témoins de l'enquête directe ; qu'ainsi tous affirment énergiquement qu'ils n'ont remarqué l'emplacement d'aucun trou sur la ligne de démarcation des propriétés, les uns, Gumbal, garde champêtre, et Dessay, rentier, lors de la visite des lieux faite après le trouble, sur la demande de Léger et les deux frères Dinon, en fauchant le pré de Léger, d'après la limite tracée par ce dernier ; — Que dans ces conditions, lorsque la possession reste incertaine aux yeux du juge, il est de jurisprudence constante de renvoyer les parties à se pourvoir au pétitoire, sans préli-

minaire de conciliation; — En ce qui concerne les dépens: — Attendu que ni l'une ni l'autre des parties n'ayant prouvé sa possession légale, elles doivent être considérées comme succombant toutes deux et, par suite, les dépens peuvent être compensés entre elles; — Par ces motifs, statuant en premier ressort et vidant notre délibéré: — Disons qu'aucune des parties n'a fait la preuve de sa possession annale du terrain litigieux; — En conséquence, les renvoyons à se pourvoir au pétitoire ou en bornage, sans séquestre ni récréance et sans préliminaire de conciliation, le cas échéant; recevons en outre Goffinet opposant au jugement par défaut du 19 décembre dernier et disons qu'il sera et demeurera déchargé des condamnations tant en principal qu'accessoires prononcées contre lui au profit de Léger, par ledit jugement à l'exception des frais de la demande incidente en bornage qui restent à la charge du défendeur; — Disons que les parties supporteront les frais qu'elles ont exposés, sauf ceux de la signification du jugement par défaut restant à la charge de Goffinet. »

Observations. — Voir en ce sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Action possessoire*, n^{os} 393, 464 et suiv., et les arrêts cités. Le juge du litige est souverain pour apprécier s'il y a lieu ou non d'ordonner le séquestre ou la récréance. Ces mesures sont purement facultatives et subordonnées aux circonstances.

Just. de paix du cant. de Sainte-Hermine (Vendée).

Président : M. LARGEAUD, juge de paix.

20 février 1893.

Élections. — Domicile réel.

Domestique. — Inscription.

Le domicile réel confère *ipso facto*, le droit d'être inscrit sur la liste électorale.

Par suite, le domestique habitant chez un maître et ayant de droit le même domicile que ce dernier doit obtenir son inscription sur la liste électorale de la commune dans laquelle ce domicile se trouve situé, sans condition de résidence.

Ainsi décidé, par M. le juge de paix de Sainte-Hermine, dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la décision de la commission municipale de la commune de Saint-Martin-Lars, l'acte d'appel auquel elle a donné lieu, l'avertissement délivré à l'appelant, l'article 14, § 1^{er} de la loi du 5 avril 1884, et l'article 109 du Code civil; — Après avoir entendu l'appelant dans ses conclusions : — Attendu que l'appel a été formé en temps utile; — Attendu qu'il résulte des documents de la cause que la commission municipale de la commune de Saint-Martin-Lars, chargée de statuer sur les réclamations électorales, a rejeté la demande en inscription du sieur Roux sur la liste électorale, par le motif unique que celui-ci n'aurait pas, au 31 mars prochain, six mois de résidence dans ladite commune, sans se préoccuper de la question de savoir si, aux fins de l'inscription sollicitée, ce défaut de résidence de six mois ne se trouvait pas légale-

ment suppléé, au profit dudit sieur Roux, par la translation du domicile réel de ce dernier dans la commune de Saint-Martin-Lars ; — Attendu que l'article 14, § 1^{er}, de la loi du 5 avril 1884, modifiant les lois antérieures, édicte que la liste électorale « comprend tous les électeurs qui ont leur domicile réel « dans la commune ou qui l'habitent depuis six mois au moins » ; que la préposition disjonctive *ou* indique que l'une des deux conditions suffit ; — Que cette disposition ressort, non seulement du texte de la loi, mais encore de la discussion de ladite loi, des termes du rapport, des déclarations des orateurs du gouvernement, et, principalement, d'un amendement proposé par M. Delsol (*Journal officiel*, Sénat, 5 mars 1884) ; — Attendu que le sieur Roux, appelant, a bien son domicile réel dans la commune de Saint-Martin-Lars ; — Qu'en effet, aux termes de l'article 109 du Code civil, les majeurs qui servent habituellement chez autrui ont le même domicile que la personne qu'ils servent lorsqu'ils demeurent avec elle dans la même maison ; — Attendu que le législateur, en édictant cet article de loi, a supposé que les domestiques majeurs de la catégorie y spécifiée, dans laquelle doit évidemment être compris le sieur Roux, ont l'intention de fixer chez leur maître leur principal établissement, parce que c'est chez lui qu'ils ont leur principale affaire ; — Attendu qu'il est constant qu'au moment où le sieur Roux a formé sa demande en inscription sur la liste électorale de la commune de Saint-Martin-Lars, il était, depuis le 4 octobre dernier, attaché en qua-

lité de cocher, à la personne de M. de Bernon, propriétaire, demeurant à la Guillemandière, commune de Saint-Martin-Lars, et qu'il habitait la maison de son maître comme il l'habite encore aujourd'hui ; — Attendu que le sieur Roux justifie, en outre, par un certificat signé de M. le maire de la commune de Pouzauges, de la radiation de son nom sur la liste électorale de cette commune, opérée pour cause de changement de domicile ; — Qu'en refusant, par suite, d'inscrire sur la liste électorale de la commune de Saint-Martin-Lars ledit sieur Roux, citoyen jouissant des droits civils et politiques, par le motif unique « qu'il n'aurait pas, au 31 mars « prochain, six mois de résidence « dans cette commune », la commission municipale a violé les articles de loi susvisés, dont les dispositions parfaitement claires et précises ont été, d'ailleurs, sanctionnées par de nombreux arrêts de la Cour suprême, décidant que le domicile réel confère, *ipso facto*, le droit d'être inscrit sur la liste électorale (Cass., 31 mars 1886 ; 8 avril 1886 ; 27 avril 1892) et spécialement que le domestique habitant chez son maître a de droit le même domicile que ce dernier et doit obtenir son inscription sur la liste de la commune sans aucune condition de résidence (Cass., 30 avril 1885 ; 22 mars 1888) ; c'est-à-dire, non seulement sans avoir six mois de résidence dans ladite commune au moment où il forme sa demande en inscription, mais encore sans être tenu de justifier que cette résidence semestrielle lui sera acquise au 31 mars,

époque de la clôture des opérations de revision de la liste électorale ; — Par ces motifs et par jugement en dernier ressort ; — l'aisant droit sur l'appel ; — Nous le déclarons tout à la fois recevable et bien fondé ; infirmons la décision de la commission municipale de la commune de Saint-Martin-Lars, en date du 5 février courant ; ordonnons que le sieur Roux (Jean) sera inscrit sur la liste électorale de ladite commune pour l'année 1893 et qu'avis de cette infirmation sera donné, dans les délais légaux, à M. le maire de Saint-Martin-Lars et à M. le préfet de la Vendée, conformément aux dispositions de l'article 6 du décret réglementaire du 2 février 1852, le tout sans dépens comme le veut la loi. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à une jurisprudence constante. Voir les arrêts cités dans la sentence et notre SUPPLÉMENT AU DICTIONNAIRE, v° *Élections*, p. 144, n° 7, § a, c.

Justice de paix du canton d'Olette
(Pyrénées-Orientales).

Président : M. GALY, juge de paix.

30 juin et 13 juillet 1892.

Action possessoire. — Canal. — Association syndicale. — Possession annale. — Barrage. — Trouble. — Enquête. — Maintenu.

Une association syndicale, dûment autorisée par arrêté préfectoral pour l'exploitation d'un canal d'arrosage, est recevable à intenter l'action possessoire pour trouble apporté à sa possession annale dudit canal.

Le fait d'avoir dégradé ou détruit le

barrage de ce canal constitue un trouble pouvant donner ouverture à la complainte.

Il appartient au juge saisi, non seulement d'ordonner le rétablissement du barrage dans son état primitif, mais d'apprécier et de fixer le montant des dommages-intérêts dus à l'association.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

L'association syndicale du nouveau canal d'Oreilla, représentée par M. Botet, son directeur, a fait citer le sieur Anglade, propriétaire à Oreilla, aux fins suivantes :

« Attendu que l'association requérante était en possession annale, paisible, publique, avant le 12 juin courant mois, d'un canal d'arrosage, servant à l'arrosage des fonds desdits tenanciers, au moyen d'eaux dérivées de la rivière de Cabrils, au moyen d'un barrage dont ladite association était pareillement en possession annale ; — Attendu que ledit jour, 12 juin, dans la matinée, l'association a été troublée dans cette possession par le sieur Lin Anglade, fils mineur du requis, demeurant avec lui, et des faits duquel il est personnellement responsable, aux termes de l'article 1384 du Code civil, lequel s'est permis non seulement de détruire ledit barrage, mais d'encombrer le canal de gros blocs de pierres ; — Attendu qu'un grave dommage a été, pour l'association, la conséquence de ces voies de fait ; — Attendu qu'appelé au préalable devant M. le Juge de paix par billet d'avis, le requis a refusé de se concilier ; — Avouer ou dénier tant les faits de possession que les faits de trouble sus-énoncés, lesquels en cas de non-comparution seront tenus pour confessés et avérés, et en cas de déni

prouvés par les voies légales ; et tant en cas d'aveu que de déni, voir déclarer qu'à tort il a troublé l'association requérante dans sadite possession, par les faits sus-indiqués ; l'y voir maintenir avec défense de plus le troubler sous telles peines que de droit ; et pour l'avoir fait, comme en réparation du dommage en résultant, s'entendre condamner à payer à l'association requérante, la somme de 150 francs, ou autre à arbitrer avec dépens sous toutes réserves. »

Le défendeur a produit les conclusions ci-après : « Le sieur Anglade, répondant à la demande formée contre lui par l'association syndicale du nouveau canal d'Oreilla (qui n'a aucune existence légale), et pour elle le sieur Barthélemy Botet, président de son syndicat (qui n'existe pas non plus), a l'honneur d'exposer à M. le juge de paix : 1° qu'il reconnaît avoir donné l'ordre à son fils mineur, le 12 juin courant, de détruire un barrage établi dans la rivière de Cabrils, parce que ce barrage, établi sans droit, empêchait l'eau de cette rivière d'arriver à son canal, qui a une existence légale, et l'empêchait d'arroser ses récoltes qui en avaient, par ces temps de sécheresse, un grand besoin ; 2° mais il nie formellement que cette prétendue association fût en possession légale, depuis plus d'an et jour, du barrage enlevé par son ordre ; M. le juge de paix n'ignore pas que la possession qui sert de base à l'action possessoire, art. 23 du Code de procédure, doit avoir tous les caractères indiqués par l'article 2229 du Code civil, ce qui ne se rencontre pas dans l'espèce qui lui est soumise ; et si l'as-

sociation requérante demande à prouver la possession qu'elle invoque et qui est déniée, Anglade à son tour demande à prouver le contraire ; notamment il demande à prouver que la possession qu'a pu avoir l'association n'a été qu'une possession précaire et non à titre de maître, et que chaque fois que les arrosants inférieurs ont eu besoin de l'eau de la rivière de Cabrils, ils ont enlevé le barrage établi dans la rivière, en amont de l'ancien canal ; que notamment dans le mois de septembre 1891, alors que les arrosages étaient loin d'être terminés, l'association requérante elle-même fit disparaître le barrage en question, qui était préjudiciable aux arrosants inférieurs, parmi lesquels figure Anglade ; la preuve contraire étant de droit, Anglade doit être admis à prouver les faits ci-dessus, si une enquête est ordonnée ; dans ce cas tous droits et dépens demeurant réservés. »

Immédiatement le demandeur a produit un exemplaire du *Recueil des actes administratifs*, n° 13, de ce département, constatant que le syndicat est formé de nouveau avec l'autorisation de M. le préfet, à la date du 21 avril 1884.

Le défendeur n'a produit aucune pièce régulière qui prouve que ce dernier arrêté préfectoral soit annulé, selon ses conclusions ci-dessus transcrites. — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que les parties sont contraires en faits de nature à être prouvés par témoins ; et qu'il est indispensable, pour nous rendre compte de la réalité des faits exposés, d'entendre les

témoins sur les lieux litigieux ; — Par ces motifs, statuant publiquement contradictoirement et en premier ressort, ordonnons que le 4 juillet prochain, à huit heures du matin, nous nous transporterons sur les lieux objets du procès, avec notre greffier, afin d'entendre les témoins produits par le demandeur ; réservons au défendeur la preuve contraire, dépens réservés. »

Après visite de lieux et enquête, le 13 juillet 1892, jugement définitif, ainsi conçu :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu 1° notre jugement interlocutoire en date du 30 juin dernier, enregistré ; — 2° Le procès-verbal d'enquête dressé le 4 juillet courant, enregistré ; — 3° L'article 6, § 1^{er}, de la loi du 25 mai 1838 ; — Sur l'existence du syndicat : — Attendu que Botet a produit un arrêté de M. le préfet des Pyrénées-Orientales, en date du 21 avril 1884, dont l'article 1^{er} est ainsi conçu : « Les propriétaires de la commune d'Oreilla, compris dans les actes d'association libre dressés les 16 février et 8 avril 1868, sont réunis en association syndicale autorisée, sous le nom de Société du nouveau canal d'Oreilla, dans le but d'exploiter un canal d'arrosage construit sur la rive gauche de la rivière de Cabrils, dans la commune d'Oreilla, ainsi que d'assurer l'exécution des travaux d'entretien, de perfectionnement et d'amélioration qui pourront être nécessaires ; le siège de l'association est fixé à Oreilla. » — Attendu que les délibérations prises par le syndicat depuis son autorisation ont été approuvées par M. le préfet ; — Attendu

qu'Anglade ne prouvant pas que ce dernier arrêté ait été annulé par l'autorité compétente, il y a lieu de le considérer comme étant en vigueur ; — Sur la possession annale : — Attendu que ledit arrêté, consulté par nous au point de vue possessoire seulement, démontre par sa date que le canal existe depuis plus d'un an et jour ; — Attendu que de l'enquête par nous faite, il résulte que l'association syndicale a joui sans trouble dudit canal pendant plusieurs années ; — Que le motif invoqué de sa possession précaire n'est pas fondé ; — Attendu que le fait d'enlever l'eau en temps de pénurie seulement n'a été, pour ainsi dire, que la continuation d'un usage exercé par les propriétaires de l'ancien canal, avec le consentement du directeur du nouveau canal ou des syndics ; — Attendu qu'en dehors des époques de pénurie, le syndicat du nouveau canal a joui de ce dernier comme il l'a entendu, sans être inquiété ; qu'il y a donc lieu d'admettre la possession annale ; — Sur les dommages : — Attendu qu'Anglade ne nie pas le fait, par son fils Lin, d'avoir détruit le barrage du nouveau canal ; que cette démolition a eu lieu sans le consentement du syndicat ; qu'il y a lieu de tenir compte de la déposition de Falguère, Joseph, qui a déclaré que l'eau a servi, après la démolition, plutôt au moulin de Sidou, Joseph, et à l'arrosage des prés d'autres personnes qu'à l'alimentation de l'ancien canal ; d'où il suit que le fils Anglade a été guidé plutôt par tout autre mobile que par le besoin de l'eau, puisqu'il ne s'en est servi que très peu, pour ainsi dire d'une façon désintéressée ;

qu'il y a donc lieu d'accorder des dommages au syndicat du nouveau canal, en tenant compte du préjudice causé aux propriétés, vu les sécheresses qui ont eu lieu ; que nous avons les éléments nécessaires pour les évaluer ; — Vu l'article 1384 du Code civil ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort ; vidant notre délibéré, disons que le syndicat du nouveau canal d'Oreilla est en possession depuis plus d'un an et jour, le maintenons dans sa possession ; faisons défense à Anglade de l'y troubler à l'avenir, le condamnons en 100 francs de dommages envers ledit syndicat ; lui enjoignons de rétablir le barrage dans son état primitif, à ses frais, dans un délai de huit jours après la signification du présent jugement ; faute de quoi, ce délai passé, le syndicat est dores et déjà autorisé à le faire faire aux frais dudit Anglade, le condamnons en tous les dépens. »

Observations. — Les solutions de ce jugement, d'ailleurs parfaitement motivé, ne sauraient être sérieusement discutées. Aussi, sur l'appel du défendeur, le Tribunal civil de Prades a-t-il confirmé purement et simplement, par adoption de motifs, la sentence de M. le juge de paix d'Olette.

*Justice de paix de Valence
(Drôme).*

Président : M. ROUBAUD, juge de paix.

29 mars 1887.

Demande en paiement de travaux. — Géomètre. — Devis. — Femme dotale. — Mise hors de cause.

Lorsqu'un géomètre, chargé par le

mari de dresser un devis de travaux à exécuter dans un immeuble même dotal, réclame contre le mari et la femme le paiement des frais et honoraires à lui dus, il y a lieu de mettre la femme hors de cause, comme n'étant pas tenue de payer un travail commandé par le mari.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

Le sieur Audemard, géomètre, a cité devant M. le juge de paix de Valence les mariés Geneston pour s'entendre condamner à lui payer conjointement et solidairement, avec intérêts de droit, la somme de 52 fr. 50, montant de travaux par lui faits pour leur compte.

Le sieur Geneston a conclu à ce qu'il plaise au Tribunal déclarer Audemard non recevable et mal fondé en ce qui concerne M^{me} Geneston, son épouse, cette dernière ne lui ayant rien commandé, et ordonner la mise hors d'instance de ladite dame Geneston.

En ce qui le concerne, il a conclu à la réduction de la demande de M. Audemard.

A l'audience, le sieur Audemard a exposé :

Que dans le courant de janvier 1886 il a été appelé par Geneston à l'effet de dresser un devis estimatif des travaux à exécuter pour la réparation des immeubles des mariés Geneston, situés au quartier du Pont-du-Gat à Valence ; que ce travail a été exécuté, qu'il a fait un plan et vaqué un certain nombre d'heures et qu'il demande de ce chef la somme indiquée dans la citation pour la rémunération de ces travaux.

Le sieur Geneston a répondu que le sieur Audemard, qui savait pourquoi on lui demandait un simple

devis, ne devait pas faire tous les plans et mensurations qu'il présente aujourd'hui et qu'il y a abus de la part du géomètre.

Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la dame Geneston n'a rien commandé à Audemard ; — Attendu qu'il résulte des débats que le sieur Geneston a réellement demandé un devis à Audemard ; — Attendu que ce devis, qui n'avait d'autre but que de fixer le Tribunal sur la nature et l'importance de réparations à faire à l'immeuble des mariés Geneston, ne nécessitait pas une levée des plans desdits immeubles ; — Attendu d'ailleurs, que la demande nous a paru trop élevée et qu'en fixant à 25 francs la rémunération due à M. Audemard, on se trouve très approximativement dans le vrai ; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en dernier ressort, mettons la dame Geneston hors de cause comme non solidaire d'un acte personnel à son mari ; — Condamnons le sieur Geneston à payer au sieur Audemard avec intérêts de droits et dépens, la somme de 25 fr., montant des travaux de mensurations et devis ; — Liquidons les dépens à la somme de, etc. »

Observations. — Le mari est seul tenu du paiement des travaux commandés par lui, et alors même qu'il s'agirait d'un immeuble dotal. Le jugement ne dit pas si l'immeuble dont s'agit était dotal ou non ; mais il paraît vraisemblable qu'il l'était, sans quoi l'on ne s'expliquerait guère l'action intentée par le demandeur contre la femme, alors que celle-ci ne lui avait rien

commandé. Mais serait-il dotal, le mari ne resterait pas moins seul tenu du paiement d'un travail tel que celui qui faisait l'objet du litige. Le mari seul, en effet, a l'administration de la dot pendant le mariage, et le travail commandé par le sieur Geneston, dans l'espèce, rentrait dans les actes d'administration. Il en serait autrement, s'il s'agissait d'un travail de réparation exécuté sur un propre de la femme séparée de biens. Alors même que le travail aurait été commandé par le mari, la femme en serait tenue solidairement avec lui, elle, parce qu'elle a profité du travail, et le mari parce qu'il l'a commandé. Voir en ce sens un jugement de la justice de paix de Bellegarde du 3 mars 1892, *Bulletin* 1892, p. 211.

Justice de paix du canton de Creil
(Oise).

Président : M. MOURET, juge de paix.

28 novembre 1892.

Diffamation. — Injures. — Mutilation d'arbre. — Transaction. — Action civile en dommages-intérêts.

Le pouvoir donné par le mari seul à un tiers d'occuper et au besoin de transiger sur une contestation relative à des propos diffamatoires ou injurieux ne saurait être opposé à la femme et la transaction intervenue ne rend pas celle-ci non-recevable à intentar une action civile en réparation du tort à elle causé par ces propos.

Il appartient au juge de paix d'apprécier le préjudice et de réduire dans une juste proportion les dommages-intérêts réclamés.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Par exploit de Lhomme, huissier à Creil, le 16 septembre dernier, enregistré, M. Louis-Félix Ratier, ancien marchand boucher, propriétaire, et M^{me} Léonie-Eugénie Drocourt, son épouse, de lui autorisée, demeurant ensemble à Coye, ont fait citer M. Cyprien Camus, marchand de vins, épiciier et principal clerc d'huissier demeurant à Coye, à comparaître par-devant nous le 30 du mois de septembre, pour, est-il dit en cet exploit : « Attendu que le 13 août 1892, entre six et sept heures du soir, le sieur Camus, qui se trouvait dans son jardin contigu à celui des demandeurs, a diffamé et injurié M^{me} Ratier ; qu'il a accusé cette dernière d'avoir cassé un arbre lui appartenant, l'a traitée de salope, saleté, bonne à tout, qu'elle avait le toupet de ce qu'elle était, rosse, chameau, avec son air de ne pas y toucher, qu'elle avait l'air d'une garce, et qu'elle s'était fait aider par sa femme de ménage pour casser l'arbre ; qu'il a tenu les mêmes propos dans son établissement de marchand de vins ; — Attendu que cette diffamation et ces injures sont de nature à porter atteinte à la considération de la dame Ratier et que le sieur Camus doit réparation du préjudice causé à cette dame ; — Par ces motifs, s'entendre le sieur Camus condamner à payer aux demandeurs la somme de 1 000 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé avec intérêts de droit ; s'entendre, en outre, condamner en tous les dépens, sous toutes réserves. »

La cause appelée à l'audience du 28 octobre dernier, à laquelle elle revenait utilement, les demandeurs assistés de M^e Martin, avoué à Sen-

lis, ont dit qu'ils persistaient dans leurs demandes.

Le mandataire du défendeur, par l'organe de M^e Sainte-Beuve, avoué à Senlis, a répondu que son mandant ne méconnaissait pas avoir tenu les propos énoncés dans la citation, mais que, par une transaction en date du 27 août dernier, les demandeurs avaient renoncé à intenter aucune action à ce sujet ; qu'en conséquence il concluait à ce qu'il nous plût déclarer les sieur et dame Ratier mal fondés dans leurs demandes, et les condamner aux dépens.

Puis il a déposé ladite transaction dont la teneur suit : « Les soussignés : M. Cyprien Camus, marchand épiciier demeurant à Coye, et M. Guillaume, géomètre demeurant à Chantilly ; au nom et comme mandataire de M. et de M^{me} Félix Ratier fils, propriétaires, demeurant à Coye, conviennent ce qui suit : M. Camus renonce à exercer toute poursuite correctionnelle contre M^{me} Ratier, pour mutilation par ladite dame, à la date du 13 août 1892, d'un acacia dans la propriété de M. Camus. De son côté, M. Guillaume, audit nom, renonce également à exercer toute action en diffamation et injures contre M. Camus à l'occasion du délit reproché à M^{me} Ratier. Fait double à Chantilly, le 27 août 1892. Approuvé l'écriture ci-dessus, *signé* : Camus et Guillaume. »

M^e Martin a répliqué que cette transaction ne pouvait être valablement opposée aux époux Ratier par le motif qu'ils n'avaient pas donné pouvoir à ce sujet ; que le pouvoir signé en blanc par Ratier avait été remis à M. Guillaume pour le représenter en justice de paix et non pour

transiger ; que les époux Ratier persistaient donc dans leur demande, ajoutant que pour le cas où notre conviction ne serait pas faite à cet égard, il concluait à ce qu'il nous plût surseoir à statuer pendant trois mois, lesdits sieur et dame Ratier entendant intenter une action en désaveu contre le mandataire Guillaume.

Puis il nous a remis le pouvoir sus-visé dont la teneur suit : « Je soussigné Félix Ratier fils, propriétaire demeurant à Coye, donne, par ces présentes, pouvoir à M. Théodore Guillaume-Bazinet, géomètre, demeurant à Chantilly, de pour moi et en mon nom me représenter devant tous juges et Tribunaux compétents, tant en demandant qu'en défendant, faire toutes transactions sur toutes affaires en tout état de cause, notamment transiger si faire se peut dans une affaire pendante entre moi et M. Camus, marchand épiciier à Coye, pour mutilation d'un acacia, délit qui est reproché à M^{me} Ratier mon épouse. Renoncer à toute poursuite en diffamation à l'occasion de cette affaire ; à cet effet, signer tous actes de transaction, etc. Donné à Chantilly, le 22 août 1892. Bon pour pouvoir, signé : F. Ratier. »

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance ; — Vu le pouvoir et la transaction sus-énoncés ; — Parties oules ; — Vidant notre délibéré ; — Attendu que le défendeur ne méconnaît pas avoir tenu les propos injurieux ci-dessus énoncés et se borne à dire que l'action des demandeurs se trouve éteinte par la transaction sus-visée ;

que dès lors il ne nous reste plus qu'à rechercher si cette transaction est opposable aux demandeurs ; — Attendu que le pouvoir sus-visé a été donné par Ratier seul, stipulant en son nom personnel ; que de l'aveu des parties, aucun autre pouvoir n'a été donné à M. Guillaume ; que dès lors celui-ci, en agissant comme mandataire de M^{me} Ratier, a pris une qualité qui ne lui appartenait pas, ce qui du reste était à la connaissance du défendeur Camus, puisque le pouvoir et la transaction ont été rédigés sinon sous sa dictée, tout au moins sous sa surveillance, par un clerc se trouvant sous ses ordres ; — Attendu que le sieur Guillaume n'est pas en cause ; qu'il ne nous appartient donc pas de rechercher si ce pouvoir a été rempli contrairement aux instructions que lui avait données le sieur Ratier ; que néanmoins il nous est permis d'être étonné des termes du pouvoir et de la transaction, M^{me} Ratier ayant toujours nié, tant en conciliation qu'à l'audience, avoir mutilé un acacia ; — Attendu qu'il y a lieu d'examiner la question de savoir si le mari peut poursuivre sans le concours de sa femme la réparation des injures proférées contre elle ; que cette question peut être envisagée sous deux rapports ; ou le mari agit en son nom personnel et comme partie lésée par des injures qui rejaillissent sur lui, quoique proférées contre sa femme, ou il agit au nom de sa femme et poursuit pour elle la réparation du préjudice dont elle a souffert ; dans le premier cas, le mari a un intérêt personnel et se trouve dans la même position que toute partie lésée, par conséquent, le droit de poursuite ne peut lui être con-

testé ; au deuxième cas, l'action appartient personnellement à sa femme, qui seule peut l'exercer avec l'autorisation de son mari (DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Injure*, 4^e édit.) ; que le sieur Ratier pouvait donc, comme partie lésée, donner pouvoir de pour lui et en son nom personnel renoncer à exercer toute action contre le sieur Camus, en réparation des injures prononcées par celui-ci contre M^{me} Ratier, sans pour cela nuire au droit personnel de celle-ci ; qu'au surplus il résulte des termes dudit pouvoir que ledit Ratier a agi en son nom personnel et nullement au nom de sa femme ; — Attendu que, dans ces circonstances, la transaction invoquée par le défendeur ne peut valablement être opposée à M^{me} Ratier, qui nie énergiquement avoir mutilé un acacia appartenant au défendeur, et qui nie également avoir donné pouvoir à M. Guillaume ; — Attendu que l'action étant intentée tant par M. Ratier que par M^{me} Ratier, il y a lieu de statuer sur chacune de ces demandes ; — Attendu que le sieur Camus, en tenant les propos injurieux énoncés en la citation, a causé un préjudice tant à M. Ratier, sur lequel ces injures rejaillissent, qu'à M^{me} Ratier, contre laquelle elles ont été prononcées ; qu'il leur en doit réparation ; — Attendu que la transaction sus-visée est opposable à M. Ratier par application du principe que le mandant est tenu d'exécuter les engagements contractés par le mandataire, conformément au pouvoir qui lui a été donné ; qu'en conséquence l'action du sieur Ratier se trouve éteinte, sauf son recours contre le sieur Guillaume s'il y a lieu ; — Attendu que la de-

mande en 1000 francs de dommages-intérêts est exagérée ; — Attendu que la considération de la personne injuriée ou diffamée se trouve rétablie plutôt par l'effet moral que produit un jugement de condamnation que par l'allocation d'une somme d'argent plus ou moins forte ; — En ce qui touche la demande de sursis : — Attendu qu'en l'espèce le désaveu est inadmissible, puisqu'il n'a pas pour objet l'un des actes dont parle l'article 352 du Code de procédure civile ; qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à cette demande de sursis ; — Par ces motifs, et statuant en premier ressort : — Disons qu'il n'y a pas lieu à surseoir ; — Disons l'action du sieur Ratier contre Camus éteinte par la transaction sus-visée ; — Disons que ladite transaction ne peut être opposée à M^{me} Ratier, qui n'a donné aucun pouvoir à M. Guillaume ; — En conséquence : — Déclarons le sieur Ratier mal fondé dans sa demande, l'en déboutons ; — Mais accueillant la demande de M^{me} Ratier, condamnons le sieur Camus à lui payer la somme de 35 francs à titre de dommages-intérêts pour les causes sus-énoncées, plus intérêts de droits ; — Et statuant sur les dépens, disons qu'ils seront supportés moitié par M. Ratier et moitié par M. Camus. »

Observations. — La femme, assistée et autorisée de son mari, a le droit de poursuivre en son nom personnel la réparation des injures qui ont été proférées contre elle. D'où la conséquence qu'alors même que le mari aurait donné pouvoir de transiger en son nom sur l'action en réparation à laquelle peuvent donner lieu ces injures, une transaction

intervenue dans ces termes ne peut être opposée à la femme qui n'y a pas personnellement consenti.

Tribunal de simple police de Pontoise
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPH. BOULÉ, juge de paix.

25 novembre 1892.

Ponton pour la pêche. — Bail. — Demande en mise en possession et en dommages et intérêts. — Question d'interprétation du bail. — Action personnelle. — Contestation du droit à l'indemnité. — Double incompétence.

Quand le prétendu locataire conclut à la mise en possession et au paiement d'une indemnité pour privation de jouissance, si le bail est nié, le juge de paix doit se déclarer incompétent. L'action en délivrance de l'objet loué ou prétendu tel, étant personnelle et mobilière, doit être portée devant le juge du domicile du défendeur.

Ainsi jugé dans les termes suivants par M. le juge de paix de Pontoise :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant le délibéré ordonné à l'audience précédente et statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Attendu que le sieur Vaquez, demandeur, conclut à la mise en jouissance, c'est-à-dire à la délivrance d'un ponton (sur l'Oise), qu'il prétend lui avoir été loué par le sieur Lambermont ; — Attendu qu'il conclut en outre au paiement d'une somme de 200 francs pour non-jouissance ; — Attendu que soit qu'il réduise sa demande à la mise en possession, soit qu'il la maintienne telle qu'elle vient d'être

énoncée, le moyen d'incompétence qui lui est opposé doit être par nous admis ; — Qu'en effet, l'action ayant trait à la délivrance du ponton, est personnelle et mobilière et aurait dû, en conséquence, être portée devant le juge du domicile du défendeur, soit notre collègue de Saint-Germain en Laye ; — Attendu d'un autre côté que la demande d'indemnité pour défaut de jouissance étant subsidiairement repoussée, alors même que le défendeur nie avoir loué ledit ponton et conteste implicitement le droit à l'indemnité, nous cessons d'être compétent au regard de ce second chef ; — Attendu que le juge de paix est incompétent pour connaître de l'existence d'un bail ; — Par ces motifs, nous déclarons incompétent, renvoyons la cause et les parties devant les juges qui doivent en connaître et par suite de la contestation du droit à l'indemnité, réservons les dépens. »

Observations. — Solutions exactes en fait et en droit ; mais les dépens devaient-ils être réservés ? Il nous semble que le demandeur ayant saisi la juridiction incompétente aurait pu être condamné aux dépens. Par ce seul fait, ne devait-il pas supporter les frais de la demande mal intentée ? En pareil cas, la réserve des dépens peut donner lieu à des difficultés. Si le demandeur renonce à son procès et ne forme pas une nouvelle demande devant la juridiction compétente, qui devra payer les frais déjà faits ? Un jugement d'incompétence n'est pas une décision avant faire droit. Le juge est dessaisi et le procès est terminé au moins devant lui ; et de

plus, lorsqu'un déclinatoire est admis, le demandeur est bien une partie qui succombe (Code de procédure civile), art. 130. Il n'a pas succombé sur la demande elle-même, puisque le juge a refusé d'en connaître; mais il n'en a pas moins commis une erreur en ne s'adressant pas au juge compétent, et occasionné des frais inutiles qu'il doit supporter seul. Voir en ce sens, Cass., 23 octobre 1888, ANNALES 1890, p. 193.

Tribunal de simple police de Corbigny
(Nièvre).

Président : M. GUENARD, juge de paix.

13 novembre 1892.

Police du roulage. — Éclairage. — Traîneau. — Arrêté préfectoral. — Contravention.

Un traîneau, attelé d'un cheval et servant au transport des personnes, doit être assimilé à une voiture et est assujéti, comme une voiture ordinaire, à l'observation de l'arrêté préfectoral qui dispose que toutes les voitures servant au transport des personnes doivent, pendant la nuit, être pourvues d'un falot ou d'une lanterne allumée.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal régulier dressé par la gendarmerie de Corbigny, que ledit jour, à 6 heures et demie du soir, Renard a été

trouvé conduisant sur la route nationale 77 *bis*, territoire de la commune de Chitay-les-Mines, un traîneau servant au transport des personnes, attelé d'un cheval et non muni d'un falot ou d'une lanterne allumée; — Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mai 1858, toutes les voitures servant au transport des personnes doivent, pendant la nuit, être pourvues d'un falot ou d'une lanterne allumée; — Attendu que les prescriptions de cet arrêté s'appliquent indistinctement à toutes les voitures servant au transport des personnes; — Attendu qu'un traîneau est une voiture sans roues, qui est destiné au même usage qu'une voiture ordinaire à deux ou à quatre roues; qu'il est dès lors soumis, lorsqu'il circule sur les voies publiques pendant la nuit, à l'obligation de l'éclairage; — Attendu que les faits reprochés au prévenu constituent la contravention punie par l'article 471, n° 13 du Code pénal; — Par ces motifs, condamne Renard à l'amende de 1 franc, etc. »

Observations. — Un traîneau ne diffère d'une voiture ordinaire qu'en ce fait qu'il n'a point de roues; mais il n'en est pas moins une voiture, alors qu'il sert au transport des personnes. Par suite, lorsqu'il circule la nuit sur les voies publiques, ce genre de véhicule est soumis comme toutes les autres voitures à l'obligation de l'éclairage.

Justice de paix de Saint-Rambert
(Loire).

Président : M. TARCHIER, juge de paix.

20 novembre 1890.

Eaux. — Bief. — Moulin. — Trouble. —
Action possessoire. — Destination du
père de famille.

Le propriétaire d'un moulin qui est depuis plus d'an et jour en possession et jouissance du volume d'eau nécessaire pour le roulement de ce moulin, ladite eau découlant d'un fonds supérieur, est en droit de réclamer par voie d'action possessoire, sa maintenue en jouissance du même volume d'eau.

Lorsque la dérivation d'eau a été établie par destination du père de famille, la possession du propriétaire du moulin inférieur est essentiellement utile et doit être maintenue, alors même que les fonds anciennement réunis, ont été, à la suite de vente publique sur saisie, adjugés à des propriétaires différents.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Les sieurs Pierre Brun et Fournon ont cité devant M. le juge de paix de Saint-Rambert le sieur Jean-Louis Mozin aux fins suivantes :

« Attendu que les demandeurs possèdent indivisément entre eux, à Saint-Rambert, un moulin et ses dépendances ; — Attendu que ledit moulin est alimenté en grande partie par les eaux provenant d'une dérivation de la rivière Bouson, laquelle dérivation prend naissance à environ 500 mètres en amont du hameau de Grillet, commune de Saint-Rambert ; — Attendu que les requérants ou leurs prédécesseurs ont de tout temps alimenté leur moulin au moyen desdites eaux ; que la possession annale est donc acquise aux

demandeurs ; — Attendu que, depuis moins d'an et jour, Mozin, à qui appartiennent les moulins de Grillet, prétendant être seul propriétaire de la partie du bief qui se trouve en amont du hameau de Grillet, barre ledit bief à sa naissance, et empêche l'écoulement naturel des eaux de la rivière par cette dérivation ; — Attendu que cet acte doit être considéré comme abusif et comme trouble apporté à la possession annale par les requérants des eaux servant au roulement de leur moulin, et qu'un préjudice considérable résulte de ce fait ; — Voir dire et ordonner le défendeur que le fait de barrer le bief à sa naissance sera pris pour trouble à la possession acquise par les demandeurs du volume d'eau nécessaire à l'alimentation de leur moulin ; que ces derniers seront maintenus dans cette possession et jouissance ; que défense sera faite à Mozin de les troubler à l'avenir, et, pour l'avoir fait, s'entendre condamner à leur payer la somme de 100 francs, à titre de dommages-intérêts, et les dépens de l'instance, sous toutes réserves. »

La cause appelée par l'huissier de service, les demandeurs ont conclu à ce qu'il plût au Tribunal leur adjuger les conclusions prises dans leur exploit de citation susénoncé.

Le défendeur a dit qu'il n'avait fait qu'user des eaux appartenant à ses moulins, sur lesquelles eaux les demandeurs n'avaient absolument aucun droit ; que, pour le service de leur moulin, ils avaient une prise d'eau particulière sur la rivière de Bouson, prise d'eau détruite par l'inondation, qu'ils n'ont pas jugé, eux ou leur auteur, utile de faire

rétablir, trouvant plus commode d'user des eaux du défendeur à la sortie de son moulin, mais cela sans droit ni de servitude ni de communauté, et il a conclu en conséquence à son renvoi d'instance, sans dépens.

Transport sur les lieux a été ordonné par jugement du 23 octobre, effectué par le Tribunal le 24 octobre. — Le 20 novembre, jugement définitif en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance, notre jugement interlocutoire et notre procès-verbal de visite de lieux ; — Attendu que, si les moulins des demandeurs et du défendeur ont des origines distinctes, ayant appartenu à différents propriétaires, ceux de Saint-Rambert venant de la maison Noyraud, celui de Grillet de la maison Rolland, ces moulins ont ensuite été réunis, et leur propriété a reposé ensemble sur la tête du sieur Rolland-Laurent, meunier à Saint-Rambert, au préjudice duquel tous lesdits moulins ont été saisis et vendus par expropriation forcée, devant le Tribunal civil de Montbrison, les moulins de Saint-Rambert, formant le premier lot de la saisie, adjugés en suite de surenchère à Claude Brun, par sentence d'adjudication tranchée à son profit le 19 juin 1886 ; que le moulin de Grillet, formant le deuxième lot de ladite saisie, au profit du sieur Maurice Rolland, suivant sentence d'adjudication du 15 mai même année 1886, aux droits duquel se trouve aujourd'hui Mozin, défendeur ; — Attendu que, si à une époque éloignée, alors que la maison Noyraud était propriétaire des mou-

lins de Saint-Rambert, ces moulins, tout en profitant des eaux utilisées par le moulin Rolland, aujourd'hui Mozin, avaient une prise d'eau particulière sur la rivière Bouson, en aval de celle du moulin Mozin, prise d'eau détruite par une inondation remontant à l'année 1866, il est constant que, depuis que les moulins de Saint-Rambert et de Grillet ont été réunis sur sa tête, Laurent Rolland les a exploités, et cela pendant plusieurs années, tels qu'ils le sont aujourd'hui, en utilisant exclusivement et pour les moulins de Saint-Rambert les eaux ayant déjà servi et sortant du moulin de Grillet et celles s'échappant par le déversoir de l'écluse au-dessus dudit moulin ; que Laurent Rolland a ainsi créé au profit de ses moulins de Saint-Rambert une véritable destination de père de famille ; les moulins de Saint-Rambert n'auraient pu marcher sans cela ; que l'adjudication desdits moulins de Saint-Rambert et de Grillet, quoique faite par lots séparés à différents propriétaires, n'a pu que maintenir cet état de choses et le droit auxdites eaux pour l'adjudicataire des moulins de Saint-Rambert ; que, pour déroger à ce droit et à cet état de choses ainsi créés par Laurent Rolland, il aurait fallu des conditions contraires qui n'ont point été insérées au cahier des charges de l'adjudication desdits moulins ; — Attendu quant aux dommages-intérêts réclamés par les demandeurs, que, depuis une mise en demeure signifiée par Étienne Letiot, locataire des demandeurs des moulins de Saint-Rambert, exploit du 13 octobre dernier, le défendeur a rendu aux eaux de sa prise d'eau leur écoule-

ment par le bief de son moulin, en ouvrant la vanne se trouvant en tête de la prise d'eau sur Bourr, ce qui a été constaté le jour de la visite des lieux et qui n'est pas contesté par les demandeurs;—Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort : pour le service de leurs moulins de Saint-Rambert, maintenons les demandeurs dans la paisible possession où ils sont depuis plus d'une année des eaux sortant du moulin de Mozin, dit moulin de Grillet, et du déversoir de l'écluse au - dessus dudit moulin, toutes eaux se rendant et alimentant le bief au - dessous, appartenant aux demandeurs, desservant leurs moulins de Saint - Rambert, et pour tous dommages - intérêts, condamnons Mozin, défendeur, à payer la somme de 29 fr. 70, représentant les coûts d'un procès - verbal de constat, d'une notification faite par Petiot, locataire des moulins de Saint - Rambert, aux demandeurs, à raison de la privation desdites eaux, et aux dépens liquidés à 27 fr. 70, sans compter le coût et accessoires du présent jugement.»

Observations.— Le seul fait que, par la pente naturelle des lieux, des eaux découlent sur un fonds, et servent à l'alimentation d'une usine, d'un moulin, ou de tout autre établissement analogue, celui qui a la possession annale de ces eaux est en droit de prendre pour trouble à sa possession tout fait quelconque du propriétaire supérieur qui dérive tout ou partie des eaux. A plus forte raison en est-il ainsi lorsque la dérivation d'eau dont le complai-

gnant demande la maintenue a été établie par destination du père de famille.

Tribunal de simple police de Trouville
(Calvados).

Président : M. LARCHANT, juge de paix.

2 mars 1893.

Garde à vue de bestiaux dans le terrain d'autrui complanté en trèfle. — Délit rural. — Demande en dommages-intérêts supérieure à 15 francs. — Incompétence du Tribunal de simple police. — Action civile.

Le Tribunal de simple police est incompétent pour statuer sur un délit de garde à vue de bestiaux dans le terrain d'autrui, lorsque les dommages-intérêts réclamés excèdent la somme de 15 francs.

Le juge de paix incompétent pour statuer sur l'action publique doit également se dessaisir de l'action civile qui y est jointe.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — En ce qui touche l'action publique : — Attendu que Dulong, berger de Prieur, appelé comme civilement responsable, n'a pas méconnu avoir gardé ses moutons à pacager dans une pièce complantée en trèfle rouge, appartenant à Coudray, mais qu'il s'est appointé conjointement avec son maître, à prouver que s'il avait agi de la sorte, c'était avec l'autorisation formelle du propriétaire qui voulait arrêter la végétation trop hâtive de sa récolte; — Attendu que le ministère public s'étant réservé de conclure après l'enquête, cet errement a été ordonné, puisqu'il ressort de la juris-

prudence que le fait délictueux n'existerait qu'autant que l'acte reproché à Dulong aurait eu lieu sans autorisation ; — Mais attendu qu'il ne ressort pas des dépositions recueillies que Coudray ait donné cette autorisation, que dès lors, la question à juger est celle de savoir si le fait incriminé tombe sous l'application de l'article 479, n° 10, ou bien s'il est prévu par l'article 26, titre II, de la loi du 22 septembre-6 octobre 1791, puisqu'il est constant que l'article du Code pénal n'a pas abrogé l'article du Code rural ; — Attendu que la contravention prévue par l'article 479, n° 10, résulte de l'introduction volontaire de bestiaux dans les récoltes d'autrui, hors la présence d'un gardien ; que cette contravention ressort donc uniquement du fait de conduire, de mener, comme dit le texte, les bestiaux sur les propriétés d'autrui ; — Tandis qu'au contraire, l'article 26 de la loi de 1791 exige en plus la présence d'un surveillant, gardant à vue les animaux ; — Attendu que de la comparaison de ces textes il résulte que le délit de garde à vue tel qu'il est défini par l'article 26 de la loi de 1791, se distingue spécialement des contraventions prévues par les articles 471, n° 14, 475, n° 10 et 479, n° 10, en ce qu'il suppose tout à la fois le stationnement et le pâturage des animaux placés sous la garde d'un berger dans les récoltes d'autrui ; — Attendu que toutes ces circonstances se rencontrent dans le fait reproché à Dulong ; — Attendu que le fait de garde à vue n'est de la compétence des Tribunaux de police qu'autant que le chiffre du dom-

mage ne dépasse pas la somme de 15 francs, qui est le maximum des amendes en simple police ; — Attendu que Coudray a conclu tant dans sa citation qu'à l'audience en 60 francs de dommages-intérêts ; qu'il s'ensuit que le juge saisi de la poursuite est incompetent ; — En ce qui touche l'action civile ; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante que l'action civile introduite devant un Tribunal de répression n'est recevable qu'autant qu'une condamnation serait prononcée pour un fait délictueux ; — Par ces motifs, où le ministère public en son réquisitoire, se déclare incompetent pour connaître tant de l'action publique que de l'action civile qui y est accessoirement jointe ; — Renvoie par suite les parties se pourvoir ainsi que de droit ; — Condamne enfin Coudray aux dépens. »

Observations. — Les caractères essentiels du délit de garde à vue sont que ce délit ait lieu dans une récolte de quelque nature, qu'elle soit, du trèfle, par exemple, et qu'il y ait dommage. Cass., 10 septembre 1847. Ce délit est régi par l'article 26 du titre II de la loi de 1791, lequel n'est pas jusqu'à présent abrogé. Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Garde à vue* et les nombreux arrêts qui y sont cités. Quant à la compétence, elle dépend du taux des dommages - intérêts réclamés. Comme le juge de police ne peut prononcer une amende supérieure à 15 francs et que d'autre part l'article 26 précité édicte une amende égale à la somme du dédommagement, il s'ensuit que le juge de police n'est compétent pour

connaître d'un délit de garde à vue qu'autant que le dédommagement demandé par la partie civile ou le dommage constaté n'excède pas 15 francs.

**Justice de paix du canton de Roye
(Somme).**

Président : M. OSCAR BARON, juge de paix.

3 mars 1893.

**Expulsion. — Indue occupation.
Incompétence.**

Le juge de paix ne peut statuer sur une demande en expulsion de lieux qu'en matière de bail ou de louage de services.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la demande formulée par la veuve Tulcy contre Lefèvre se compose de deux chefs : — 1^o Demande en expulsion de lieux indûment occupés et en 50 francs de dommages-intérêts pour cette indue occupation, exposant la demanderesse que par bail sous seing privé du 29 décembre 1891, enregistré à Nesle le 13 janvier 1892, elle a loué au défendeur une boutique de bournel et une grande chambre à coucher et que tout récemment il s'est emparé d'une petite chambre en haut de l'escalier, du corridor, d'un petit cabinet, d'une cave et de petites étables ; — 2^o Et d'une demande en paiement de 91 fr. 65, restant dus sur location de l'année 1891 avec intérêts de droits et dépens ; — Sur le premier chef ; — Attendu que la demande d'expulsion est de sa nature une demande in-

déterminée ne rentrant pas dans la compétence ordinaire du juge de paix ; — Que ce magistrat ne peut en connaître que dans les cas expressément réservés par la loi, comme en matière de baux lorsqu'il y a congé ou défaut de paiement, et en matière de louage de services lorsqu'il y a résiliation du contrat d'engagement ; — Attendu que telle n'est pas l'espèce qui nous est soumise, qu'il ne nous est donc pas permis de statuer sur ce litige ; — Sur le deuxième chef ; — Attendu, etc... (sans intérêt) ; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, sur le premier chef, nous déclarons incompetent et renvoyons la demanderesse à se pourvoir comme elle l'entendra. »

Observations. — Solution exacte et conforme à une jurisprudence souvent visée.

**Justice de paix du canton nord d'Annecy
(Haute-Savoie).**

Président : M. BERNARD, juge de paix.

31 octobre 1890.

**Réintégrande. — Mur. — Chemin.
Voie de fait. — Délimitation.**

Celui qui a été dépossédé par violence ou voie de fait est recevable à intenter l'action en réintégrande.

Spécialement constitue une voie de fait donnant ouverture à cette action le fait de démolir un mur de clôture appartenant à autrui.

Vainement l'auteur de la voie de fait soutiendrait-il que le mur empiétait sur la largeur d'un chemin et qu'il y a lieu à délimitation et bornage. La voie de fait n'en doit pas moins être réprimée, nul n'ayant le droit de se faire justice à soi-même.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le sieur Charles Chappaz a fait citer François Chappaz devant M. le juge de paix du canton nord d'Annecy, pour s'entendre condamner à lui payer, avec dépens et intérêts de droit, la somme de 200 francs ou telle autre à fixer à dire d'experts, pour la valeur d'un mur que possédait le requérant, en la commune de Metz, hameau de Terny, clôturant les grange et remise d'un bâtiment rural, inscrit sous le numéro 395 de la mappe, immeubles achetés par le requérant de la sœur du défendeur, Marie Chappaz, suivant acte du 12 décembre 1878, reçu par M^e Raisin, notaire à Annecy, mur démoli les 1^{er} septembre et 20 octobre courant, malgré l'opposition faite, en présence de plusieurs personnes et notamment de M. le maire de Metz; avis a été donné pour l'audience du 24 courant, où le cité a refusé toute conciliation.

Les parties ont comparu. Le défendeur a reconnu la voie de fait à lui reprochée, c'est-à-dire avoir démoli partie du mur objet du litige, parce que ce mur avait été construit sur un chemin dont il diminuait la largeur, chemin que lui devait le demandeur, et qu'au besoin il demandait une délimitation pour établir la largeur de ce chemin; le demandeur a répliqué qu'en présence des aveux du défendeur, il n'avait pas à répondre sur la question du chemin qui existait, du reste, toujours dans la largeur voulue, et qu'il se bornait à demander à être réintégré dans la possession du mur dont il avait été dépossédé avec violence, et que, modifiant les conclusions de sa citation dans ce sens,

il demandait à ce qu'il plaise à M. le juge de paix de vouloir bien le réintégrer dans la possession du mur démoli par le défendeur; condamner ce dernier à remettre le mur en l'état où il était avant la démolition avouée, et, faute par lui de ce faire dans un délai à fixer par M. le juge de paix, l'autoriser à le faire remettre dans son état primitif aux frais du défendeur.

Le défendeur, pour toute réponse, a persisté à demander une délimitation, se refusant à toute réparation du mur, et demandant un jugement immédiat. — Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que des aveux mêmes du défendeur il résulte que le mur objet du litige a bien été démoli par ce dernier; que, par suite de ses aveux, toute enquête devient inutile, tant au sujet de la démolition du mur qu'au sujet de la possession annale du mur, laquelle possession annale, nécessaire pour la complainte, est inutile pour la réintégrande; — Attendu que l'action qui nous occupe est une action en réintégrande parfaitement caractérisée, puisque la complainte suppose une possession publique, paisible et à titre non précaire, tandis que, l'action en réintégrande ayant pour principe un quasi-délit, il suffit, pour l'exercice de cette action, que le demandeur ait été dépossédé par violence ou voies de fait (Cass., 12 février 1864, ANNALES DES JUSTICES DE PAIX 1865, p. 20); Attendu que doivent être considérés comme voies de fait donnant ouverture à la réintégrande, par exemple : 1^o le fait d'avoir détruit une clôture, encore bien que l'auteur de cette voie de fait prétende avoir agi pour

la conservation et l'exercice d'un droit de passage fondé en titre (Just. de paix de Villefranche, 21 juillet 1860, BULLETIN DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX 1861, p. 217); 2° le fait de démolir un mur élevé par autrui (Just. de paix de la Brède, 30 avril 1856, BULLETIN DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX 1860, p. 259), ce qui est parfaitement le cas au procès actuel; — En ce qui concerne la demande reconventionnelle du défendeur à fin de bornage:—Attendu qu'il est de principe qu'il n'est jamais permis de se faire justice à soi-même, et que celui qui a été dépossédé par violence doit avant tout rentrer en possession, suivant la maxime : *Spoliatus ante omnia restituendus*; — Que, si le défendeur avait voulu procéder à bornage, il aurait dû intenter une action régulière, au lieu de procéder de sa propre autorité à la démolition du mur du demandeur; — En ce qui concerne les dépens:—Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux frais, mais que cette condamnation aux frais peut être considérée par le juge, suivant les circonstances de la cause, comme suffisante pour tous dommages-intérêts; — Attendu que, dans cet état des faits, la demande de Chappaz (Charles) est absolument légitime au fond, mais qu'il résulte des circonstances de la cause et de la situation des parties, qu'il nous a été donné de connaître au cours des débats, que la demande de dommages-intérêts est exagérée; qu'il y a lieu, en outre, de réserver les droits du défendeur au point de vue de la délimitation qu'il réclame; — Par ces motifs:—Statuant par jugement définitif, contradictoire et en pre-

mier ressort; — Sans nous arrêter au surplus des conclusions du demandeur, si ce n'est pour les rejeter, et aux conclusions du défendeur, si ce n'est pour l'en débouter; — Déclarons l'action en réintégration de Chappaz (Charles) recevable, tant en la forme qu'au fond; — Disons que, sous la réserve des droits du défendeur, qu'il fera valoir de la manière et par la voie qu'il avisera, le demandeur sera réintégré dans la possession du mur tel qu'il était antérieurement à la voie de fait commise et avouée par le défendeur; — En conséquence, ordonnons que le défendeur devra remettre dans son état primitif le mur qu'il avoue avoir démolì, et cela dans le délai d'un mois après la signification du présent jugement; et faute par lui de ce faire dans ledit délai, autorisons le demandeur à le faire faire aux frais du défendeur, lequel, dans ce cas, en devra le remboursement, au vu de la quittance des ouvriers; — Et pour tous dommages, condamnons le défendeur aux autres dépens de l'instance, liquidés à ce jour à 12 fr. 30, ainsi qu'au coût et cours du présent jugement. »

Observations. — Solutions exactes. Aucun motif, même fondé, ne saurait excuser une voie de fait, telle que la démolition d'une clôture, d'un mur appartenant à autrui. Celui qui prétend que ce mur empiète sur sa propriété ou sur la largeur d'un chemin doit s'adresser à justice, soit pour obtenir la répression du trouble, soit pour demander une délimitation et un bornage; mais il ne peut se faire justice lui-même en démolissant le mur du voisin de sa propre autorité. Il y a

un intérêt d'ordre public à réprimer de pareils actes, et c'est pour sauvegarder cet intérêt que l'action en réintégrande est ouverte à quiconque a été victime d'une spoliation violente.

Justice de paix du canton de Creil
(Oise).

Président : M. MOURET, juge de paix.

28 août 1892.

*Contrat d'engagement. — Contremaitre.
Rupture du contrat sans motif légitime. — Action en dommages-intérêts.*

Le contremaitre qui a signé un engagement d'un an dans une usine, ne peut, sans motifs légitimes et dûment justifiés, quitter l'usine avant le terme de l'engagement; la rupture du contrat par son fait le rend passible de dommages-intérêts.

Le contremaitre ne peut utilement soutenir que le contrat serait nul parce qu'il n'aurait pas été fait en double, ou parce qu'il aurait été extorqué par violence, alors que rien n'établit la violence dont il excipe.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

M^{me} veuve de Hennau, maître de forges, à Creil, a fait citer le sieur Amédée Guignard, contremaitre ouvrier, à Creil, par devant M. le juge de paix de cette ville, pour le faire condamner à lui payer la somme de 1500 francs, à titre de dommages-intérêts, pour préjudice causé à la dame de Hennau, en sa tréfilerie, à Creil, par ledit Guignard, en quittant l'usine au mépris de ses engagements verbaux, valables jusqu'au 29 octobre 1892, et renouvelables pour un an au gré

de M^{me} de Hennau, plus intérêts et frais.

A l'appel de la cause, le mandataire de la demanderesse a déclaré persister dans sa demande, et, à l'appui, a déposé un engagement signé par le défendeur dont la teneur suit : « Je, soussigné, m'engage à faire le service de contremaitre à la tréfilerie, bottelage, décapage, cristaux, galvanisation; en un mot, comme anciennement, faire tout ce qui me sera commandé. Si, pour une cause quelconque, je venais à ne pas obéir au commandement ou à négliger mon service, j'autorise mon patron à me retenir mon salaire et à me remercier immédiatement. Le présent engagement est valable pour un an à partir de ce jour et renouvelable suivant le désir de mon patron. Fait et signé à Creil, le 22 octobre 1891. Signé Guignard; enregistré à Creil, etc. »

Le défendeur, par l'organe de son mandataire, a répondu que l'engagement produit était nul, et que, dès lors, il n'y avait pas lieu de s'y arrêter; qu'il était nul : 1° parce qu'il n'avait pas été fait en double original, ainsi que l'exige l'article 1325 du Code civil; 2° parce qu'il avait été contracté sous une condition potestative (art. 1174); 3° et enfin, parce qu'il lui avait été extorqué par violence (art. 1109 et 1162); qu'en conséquence, il concluait à être renvoyé des fins de la demande.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes; — En droit : — Premièrement, en ce qui touche la nullité basée sur le défaut de double ori-

ginal : — Attendu que l'engagement produit par la demanderesse ne constatant pas d'obligations réciproques, n'est pas un acte synallagmatique soumis aux formalités de l'article 1325 du Code civil; qu'il ne peut être considéré que comme acte unilatéral, soumis aux formalités de l'article 1326; — Deuxièmement, en ce qui touche la nullité prévue par l'article 1174 du Code civil : — Attendu que cet engagement ne contient pas de clause potestative dans le sens de l'article 1174 du Code civil, mais simplement une clause pénale licite; qu'alors même que cette clause pourrait être considérée comme une condition potestative, elle ne serait pas de nature à entraîner la nullité de la convention; qu'ainsi, il a été jugé qu'il n'y avait pas condition potestative pouvant entraîner la nullité de la convention en matière de louage de service, dans la clause par laquelle le preneur se réserve la faculté de résilier le contrat à sa volonté (Rouen, 12 novembre 1852; Lyon, 6 février 1857; et, dans le même sens, Cour de Paris, 24 janvier 1891); — Troisièmement, en ce qui touche la nullité pour cause de violence : — Attendu qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette accusation, toute gratuite de la part du défendeur; qu'en effet, le défendeur, à la précédente audience, où il a comparu en personne, n'a pu articuler le plus petit fait à l'appui de son allégation; qu'interpellé sur les circonstances dans lesquelles il avait été amené à signer son engagement, il a répondu : « Le directeur m'a demandé si je voulais signer cet engagement, ajoutant que les autres « contremaîtres en avaient signé

« un semblable. J'ai signé et n'ai « fait aucune observation » ; — En fait : — Attendu qu'il résulte tant de l'acte susvisé que de l'aveu du défendeur, que celui-ci s'était engagé par écrit, le 29 octobre 1891, à faire le service de contremaître pendant un an; — Attendu que cet engagement, dont la signature n'est pas contestée, a été légalement consenti par le défendeur; que la durée n'excédait pas celle fixée par l'article 15 de la loi du 22 germinal an XI, relative aux manufactures, fabriques et ateliers; que, dès lors, il aurait dû être exécuté de bonne foi, conformément à l'article 14 de la même loi et à l'article 1134 du Code civil; — Attendu qu'à la suite d'offre d'emploi plus avantageux à lui faite par une maison concurrente, le défendeur n'a pas craint, pour ce seul motif, de rompre son engagement sans donner congé et sans se préoccuper du désarroi qu'il allait jeter dans l'usine de son patron; — Attendu que, mis en demeure de reprendre son travail, ainsi qu'il résulte d'un exploit de Lhomme, huissier à Creil, en date du 11 août, le défendeur s'y est refusé et s'y refuse encore; que c'est en raison de ces faits que la demanderesse l'a fait actionner en paiement de 1500 francs de dommages-intérêts; — Attendu que toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur (art. 1142 du Code civil); qu'il y a donc lieu de rechercher l'importance du dommage que le départ subit du défendeur a pu occasionner à la demanderesse, sans qu'il y ait lieu d'interpréter la cause pénale énoncée dans l'enga-

gement souscrit, le cas prévu de renvoi n'ayant pas eu lieu ; — Attendu que, d'après les usages établis à Creil, le délai du congé à donner dans les usines doit être de huit jours pour les ouvriers, d'un mois pour les contremaîtres conducteurs des ouvriers, et de trois mois pour les contremaîtres chefs de fabrication ; — Attendu que le défendeur, qui doit être classé parmi les contremaîtres conducteurs des ouvriers, aurait dû, en conséquence, s'il n'avait pas souscrit d'engagement, donner congé un mois à l'avance, sinon être passible d'une indemnité équivalente à un mois de salaire, soit, dans l'espèce, 225 francs ; mais, qu'ayant signé un engagement d'un an, il avait, par ce fait, perdu la faculté de donner congé avant l'expiration de cet engagement, si ce n'est pour motifs graves et sérieux ; — Attendu qu'en rompant subitement son engagement, sans motifs et sans même donner congé, il a causé un grave préjudice à la demanderesse, dont il lui doit réparation ; — Attendu, toutefois, que la demande de 1500 francs est exagérée, et que nous avons les éléments nécessaires pour fixer ces dommages-intérêts ; — Par ces motifs, statuant par jugement en premier ressort ; — Déclarons valable l'acte d'engagement dont s'agit, comme ayant été légalement consenti ; — Disons que le défendeur ne pouvait le rompre sans motifs graves et sérieux ; qu'en le faisant, il a causé un préjudice à la demanderesse, dont il lui doit réparation ; — En conséquence, le condamnons à lui payer la somme de 500 francs à titre de dommages-intérêts ; de laquelle somme il y

aura lieu de déduire celle de 60 francs, à lui due pour neuf jours de salaires, que la demanderesse est autorisée à compenser jusqu'à due concurrence avec le montant de la condamnation ci-dessus prononcée ; — Le condamnons, en outre, aux intérêts de droit et aux frais. »

Observations.—Solutionsexactes et conformes à la jurisprudence, ainsi que cela résulte des décisions citées dans le jugement. Aussi la sentence de M. le juge de paix de Creil a-t-elle été confirmée en appel.

Justice de paix du 2^e canton de Lyon
(Rhône).

Président : M. TARGE, juge de paix.

23 décembre 1892.

*Vente à tempérament. — Valeurs à lots.
— Loterie. — Gage. — Condition potestative.*

Est valable, aux termes de l'article 6 du Code civil et ne contient aucune condition potestative la clause d'un contrat de vente à tempérament de valeurs à lots, par laquelle le vendeur est autorisé à conserver les titres ou à les déposer chez des tiers, soit en garde, soit en garantie d'avances à lui consenties, mais sous sa responsabilité personnelle.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que de nombreux documents de jurisprudence tiennent pour licites les stipulations portant que le titre d'une valeur à lots vendu de gré à gré, avec une forte majoration de prix, sous la condition que ce titre restera jusqu'à parfait paiement

des termes convenus, soit aux mains du vendeur, soit aux mains d'un créancier gagiste de ce dernier, de telles stipulations ne faisant pas obstacle à la transmission réelle immédiate de la propriété, dans le sens de l'article 1138 du Code civil, pourvu que la jouissance des coupons et les chances de tirages soient réservées à l'acheteur, et que les formalités relatives à l'émission du titre aient été observées, quant à leurs conditions essentielles; — Attendu, au surplus, que le défendeur a autorisé d'une manière expresse Renaudet et C^e à conserver ses titres dans leurs propres caisses ou à les déposer chez des tiers, soit en garde, soit en garantie d'avances à eux consenties, mais sous leur responsabilité personnelle; — Attendu que l'article 6 du Code civil permet aux parties de déroger par leurs conventions mêmes à la loi, pourvu que l'ordre public et les bonnes mœurs ne soient pas en jeu; — Attendu que la clause par laquelle le défendeur donne à Renaudet et C^e l'autorisation de gager aux mains d'un tiers, en garantie d'avances à eux consenties, une chose qui lui appartient et dont il peut user et abuser, n'a rien de contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public; qu'elle ne constitue pas davantage la condition purement potestative qui n'établit aucun lien de droit entre les parties, puisque, dans l'espèce, si le Comptoir national d'épargne a été autorisé à modifier les conséquences du contrat et à en compromettre l'exécution en diminuant les garanties offertes à l'acheteur, il n'exercera pas ce droit impunément, et n'arrivera pas, par le seul effet de sa volonté, à faire une

lettre morte de ce contrat qui, en engageant sa responsabilité personnelle, prend le caractère d'une obligation de faire ou de ne pas faire, pour laquelle l'article 1142 du Code civil assure des dommages-intérêts au contractant évincé; — Par ces motifs, — Rejetons l'exception de nullité soulevée par le défendeur. »

Observations. — Voir dans le même sens Trib. civ. de Blaye, 29 juillet 1891, *ANNALES* 1892, p. 135; Trib. civ. de la Rochelle, 7 août 1889; Trib. civ. de Chalon-sur-Saône, 2 avril 1889, *ANNALES* 1890, p. 169. — Voir en sens contraire Just. de paix du canton sud d'Aix, 2 octobre 1891, *BULLETIN DES DÉCISIONS*, 1892, p. 66.

Justice de paix du canton de Pontoise
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPH. BOULÉ, *juge de paix*.

27 janvier 1893.

Prescription brevis temporis. — Non commerçant. — Fourniture. — Marché écrit.

Le cultivateur non commerçant, qui a signé un marché d'achat d'engrais, ne saurait, après livraison opérée, invoquer la prescription d'un an édictée par l'article 2272 du Code civil.

Ainsi jugé dans les termes suivants par M. le juge de paix de Pontoise :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Salles conclut contre Édouard Charles un paiement de 66 francs pour fournitures d'engrais faites en mai 1883; — Attendu qu'Édouard

Charles oppose la prescription d'un an, édictée par l'article 2272 du Code civil, en ce qui touche notamment le prix des marchandises vendues par des marchands à des particuliers non marchands ; — Attendu qu'en réponse à ce moyen, Salles produit deux lettres du défendeur, sollicitant son fournisseur à ne faire traite, dans la première, que pour le 15 novembre 1883, et dans la deuxième, que pour la fin du mois de décembre suivant ; — Attendu qu'il prétend y trouver le compte arrêté ou l'obligation dont l'effet légal serait d'interrompre la prescription *brevis temporis* qui lui est opposée ; — Attendu que comme développement de son système, il représente un traité fait double entre lui et Édouard Charles, à la date du 2 mai 1883, par lequel, ce dernier reconnaît lui avoir acheté 300 kilogrammes d'engrais B, superphosphate, au prix de 22 francs les 100 kilogrammes, rendus franco, dans le courant du mois de mai 1883, avec faculté de faire traite à quatre-vingt-dix jours ; — Attendu que les 300 kilogrammes ont été livrés le 25 mai 1883, en gare, à Pontoise ; — Attendu qu'une traite, faite pour la fin de septembre 1883 et s'élevant à 66 francs a été présentée et a fait l'objet d'un protêt à la date du 1^{er} octobre 1883, protêt du ministère de Hamel, huissier à Pontoise, enregistré ; — Attendu que c'est à la suite de ces traite et protêt qu'Édouard Charles a écrit les deux lettres ci-dessus mentionnées ; — Qu'en fait, Salles laisse aujourd'hui de côté et la traite et le protêt et invoque le marché du 2 mai 1883, sans se préoccuper davantage des deux lettres de son débiteur ; — At-

tendu que ce marché est *écrit*, qu'il est devenu parfait par la livraison d'engrais que le défendeur reconnaît implicitement lui avoir été faite ; — Que cette double circonstance tient en échec le moyen de prescription que le législateur n'a permis qu'en cas de conventions verbales ; — Qu'Édouard Charles allègue bien, pour colorer son exception, que l'huissier Bayvel, de Pontoise, a dû avec des fonds qu'il l'avait chargé de recouvrer, solder le sieur Salles, mais que rien ne vient à l'appui de ce prétendu paiement ; — Que la détention continuée jusqu'à ce jour par le demandeur de la traite et de son protêt, antérieurs aux deux lettres écrites par le débiteur, permet de repousser comme ayant pu être opéré le paiement prétendu par Édouard Charles, ces deux pièces, s'il avait eu lieu, ayant dû être remises à ce dernier ou à son mandataire, lors du paiement ; — Par ces motifs, sans avoir égard au moyen de prescription dans lequel Édouard Charles est déclaré mal fondé ; — Le condamnons à payer à Salles la somme de 66 francs dont s'agit, avec intérêt du jour de la demande et le condamnons aux dépens ; — Disons que le marché du 2 mai 1883 sera visé pour timbre et enregistré en même temps que la minute du présent jugement comme étant le titre décisif utilement produit dans la cause, formalité dont le coût sera compris aux dépens, mis à la charge du défendeur. »

Observations. — Solution exacte. Les prescriptions à court terme sont fondées sur une présomption de paiement. Or, les circonstances

relevées dans le jugement faisaient très certainement disparaître cette présomption. C'est donc avec raison que le juge saisi a repoussé l'exception de prescription.

Tribunal de simple police de Montmédy
(Meuse).

Président : M. DIEUDONNÉ, juge de paix.

26 mars 1892.

Voies de fait et violences. — Injures. — Provocation. — Excuses. — Circonstances atténuantes.

L'injure, qui n'est pas publique, constitue une contravention punissable de peines de simple police.

On doit considérer comme non publique l'injure qui, bien que proférée dans un lieu public, ne l'a été que devant un ou deux témoins.

Bien qu'il y ait eu violences réciproques, celui qui a été le provocateur et le premier agresseur doit être seul condamné.

Le juge de police peut néanmoins, à raison des bons antécédents du prévenu et des divers faits de la cause, modérer la peine par application des circonstances atténuantes.

Ainsi décidé par le jugement suivant, qui fait suffisamment connaître les circonstances de la cause :

« LE TRIBUNAL :—Vu le procès-verbal de la gendarmerie de Montmédy, en date du 9 mars 1892, enregistré, et celui complémentaire de la gendarmerie de Stenay, en date du 11 mars ; — Vu la loi du 29 juillet 1881, art. 29 et 33 ; vu l'article 471, n° 11, du Code pénal ; les articles 605 et 606 du Code du 3 brumaire an IV et l'article 159 du Code d'instruction criminelle ; —

Où le ministère public en son réquisitoire et les coprévenus en leurs moyens de défense ; — Attendu qu'en vertu des procès-verbaux de la gendarmerie de Montmédy et de Stenay, en date des 9 et 11 mars 1892, dressés en exécution de la réquisition du parquet, en date du 8 mars, sur la plainte de Haguenauer contre Bailleux, M. le commissaire de police, faisant fonction de ministère public, a traduit les deux coprévenus devant le Tribunal de simple police, sous la double prévention d'injures et de violence et voies de fait réciproques ; — Attendu qu'à l'audience Haguenauer et Bailleux ont reconnu les faits relatés aux procès-verbaux, sauf en ce qui concerne les coups déniés par ce dernier, tous en invoquant chacun à son profit l'excuse de la provocation et le cas de légitime défense ; — Attendu qu'il ressort des débats et de l'aveu des parties : — 1° Qu'il y a moins de trois mois Bailleux a, sans provocation, traité Haguenauer de *sale juif* au café de la Gare d'Ecouvieux, en présence du mécanicien Lux ; — 2° Que le 7 mars courant, vers quatre heures du soir, sur le quai de ladite gare, en présence du sieur Cols, employé au chemin de fer, il l'a interpellé en lui disant : « Vous n'êtes pas encore « crevé ! » ce à quoi Haguenauer a répondu : « On joue ce soir à « Montmédy ceci : *Une veste retournée* « est toujours neuve » ; — 3° Que, dix minutes après, au même lieu, en passant devant le bureau du facteur enregistrant Henry, le sieur Bailleux a qualifié de *vermine, Prussien, mauvais Allemand*, son adversaire, qui lui répondait : « Laissez-moi tranquille » ; — 4° Que, le même jour,

vers cinq heures, à l'arrivée du train d'Écouvies à Montmédy, le vétérinaire accosta Haguenauer, près de la maison Neveux, en lui demandant des explications sur les propos ci-dessus tenus à Écouvies; que, celui-ci s'étant borné à lui dire: « Laissez-moi tranquille; je ne vous demande rien », il lui barra le passage près de la maison Lallemand, tout en continuant à discuter; qu'à ce moment, Haguenauer, brandissant sa canne, le traita de *sacré cochon*; qu'aussitôt les deux adversaires en vinrent aux mains, et tombèrent à terre, le vétérinaire par-dessus, sans qu'aucun des deux seuls témoins de cette scène, Gendry et la femme Monet, ait pu désigner lequel des deux avait commencé la lutte; qu'en se relevant Bailleux traita de *sale juif* Haguenauer, qui répondit par l'épithète de *sale Belge*; — Au fond: 1° en ce qui concerne les injures réciproques; — Attendu que les propos visés ci-dessus sont constitutifs de l'injure telle qu'elle est définie par le paragraphe 2 de l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881; qu'en outre, d'après la jurisprudence, bien qu'ils aient été tenus dans un lieu public, ils ne revêtent aucun caractère de publicité, dès lors qu'ils n'ont été proférés qu'en présence d'un témoin ou deux; qu'aux termes de l'article 33 de la même loi, l'injure qui n'est pas publique constitue une contravention déferée au Tribunal de simple police et punie par l'article 471, n° 11, du Code pénal; — Attendu que de ce qui précède il est constant que Bailleux s'est rendu coupable envers le plaignant, dans les circonstances décrites, de la contravention d'injures non publiques,

sans provocation, tandis que Haguenauer, qui n'a fait que répondre aux injures dont il était l'objet, doit bénéficier de l'excuse de provocation, résultant de la loi du 29 juillet 1881 et de l'article 471 du Code pénal, n° 11; — 2° En ce qui concerne les violences réciproques: — Attendu que la prise de corps des deux adversaires, pendant la rixe du 7 mars dernier, à Montmédy, suivie de leur renversement sur la terre, constitue non la voie de fait, passible de peines correctionnelles, aux termes de l'article 311 du Code pénal, mais la violence légère, telle qu'elle est spécifiée dans l'article 605 de la loi de brumaire an IV, et punie par les peines édictées par l'article 606 de cette loi (la casse du verre des lunettes de Haguenauer et la congestion de son oreille gauche, le tout constaté par le procès-verbal de la gendarmerie, pouvant résulter, dans le doute qui s'interprète en faveur du prévenu, soit du choc de la canne dudit Haguenauer, soit de sa chute sur le sol); — Mais attendu que le fait par Bailleux d'accoster son adversaire pour lui demander une explication au sujet de propos tenus à Écouvies, rappelés ci-dessus, malgré ses protestations, et de lui barrer enfin le passage, constitue au plus haut point la rixe et le cas de légitime défense dont se prévaut légalement le sieur Haguenauer, de sorte que Bailleux seul doit être condamné comme provocateur; — Attendu qu'il y a lieu d'admettre des circonstances atténuantes en faveur de Bailleux, tirées de ses bons antécédents, ainsi que de la surexcitation produite par l'allusion blessante de Haguenauer: « Une veste retournée est

« toujours neuve », qui, a donné lieu à la rixe du 7 mars courant ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort et faisant application des articles 474, n° 11, du Code pénal, 605 et 606 de la loi du 3 brumaire an IV, dont il a été donné lecture et ainsi conçus..., et de l'article 159 du Code d'instruction criminelle, relaxe Haguenauer des poursuites dirigées contre lui, sans dépens ; — Condamne Bailleux à 1 franc d'amende pour injures non publiques et à 2 francs d'amende pour violences légères et aux dépens. »

Observations. — Le caractère de publicité des injures dépend des circonstances, et il appartient au juge de la cause de l'apprécier souverainement. Il peut notamment décider que l'injure, bien que proférée dans un lieu public, dans la rue, dans un cabaret, etc., n'est pas publique, si elle n'a pu être entendue que d'un ou deux témoins. La jurisprudence de la Cour de cassation reconnaît au surplus aux Tribunaux le droit d'apprécier les faits desquels dérive la circonstance de publicité. Voir notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v° *Injures*, n° 135, et les arrêts cités. — En matière de violences et voies de fait, la provocation ou la réciprocité des voies de fait ne sont pas, comme pour l'injure, une excuse légale. Toutefois, s'il résulte des débats que l'une des parties a seule et la première attaqué l'autre, laquelle n'a fait que se défendre, l'agresseur doit être condamné seul, car il est le véritable et le seul coupable des actes de violence respectivement commis.

Justice de paix du canton de Montmédy (Meuse).

Président : M. DIEUDONNÉ, juge de paix.

4 mars 1893.

Vice rédhibitoire. — Cheval. — Emphysème pulmonaire. — Effort de tendon. — Garantie du vendeur. — Allégations contradictoires. — Enquête. — Jugement interlocutoire.

La vente d'un animal domestique implique non seulement la garantie des vices rédhibitoires désignés par la loi de 1884, mais elle entraîne encore celle de tous les autres vices, lorsqu'ils ont fait l'objet d'une convention spéciale des parties soit expresse, soit tacite.

Spécialement, l'acquéreur d'un cheval peut demander la résolution de la vente, ou une diminution de prix, si l'animal est impropre à l'usage auquel il est destiné ou atteint d'une affection grave qui le rend inutile entre les mains de l'acheteur.

S'il y a contestation entre les parties sur le point de savoir, notamment si un vice rédhibitoire a été constaté dans un bref délai, il y a lieu, pour le juge saisi, d'ordonner une enquête sur les points de fait contestés.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance du 17 février 1893, enregistré, l'article 1641 du Code civil, l'article 452 du Code de procédure civile ; ouï les parties en leurs dires et conclusions ; — Attendu que, le 17 février dernier, Noël a actionné le défendeur en paiement de 140 francs, formant le prix de vente d'un cheval, livré le 7 novembre précédent ; — Attendu qu'en réponse à cette réclamation, Jullian a demandé la

résolution de cette vente, ou tout au moins une réduction du prix d'achat, sous prétexte que le cheval était atteint, au moment du marché, de l'emphysème pulmonaire et d'un effort de tendon non guéri; que ces deux vices le rendaient impropre à l'usage auquel il était destiné, et ont été la cause déterminante de son abatage, ordonné par le vétérinaire Bailleux, après une expertise contradictoire, du 18 novembre 1892; — Attendu que Noël, tout en reconnaissant qu'il avait, en effet, garanti l'aptitude du cheval aux travaux de culture, auxquels le destinait l'acquéreur, a contesté l'existence des deux affections ci-dessus lors de la conclusion du marché, et a soutenu, dans tous les cas, que l'expert Bailleux n'avait constaté, le 18 novembre dernier, que l'emphysème pulmonaire; — Attendu que la loi du 2 août 1884 considère comme vice redhibitoire l'emphysème pulmonaire et fixe à neuf jours le délai pendant lequel la résolution de la vente d'un cheval peut être demandée; — Attendu que Jullian doit s'imputer à tort de ne pas avoir formé cette demande dans le délai imparti; que, dès lors, sa réclamation de ce chef est tardive, et, par suite, non recevable; — En ce qui concerne l'effort de tendon non complètement guéri: — Attendu que la vente d'un animal domestique implique non seulement la garantie des vices rédhibitoires désignés par la loi de 1884, mais elle entraîne encore celle de tous les autres vices, lorsqu'ils ont fait l'objet d'une convention spéciale des parties, soit expresse, soit tacite (art. 1^{er} de la loi du 20 août 1884; Cass., 20 décembre 1884,

10 novembre 1885, 23 mars 1887); qu'ainsi, d'après la jurisprudence, l'acquéreur d'un cheval peut demander la résolution de la vente, ou une diminution de prix, si l'animal est impropre à l'usage auquel il est destiné, ou atteint d'une affection grave qui le rend inutile entre les mains de l'acheteur; — Attendu, qu'en l'espèce, Noël avait expressément garanti à Jullian l'aptitude du cheval aux travaux de culture; que l'effort du tendon incomplètement guéri, dont se plaint le défendeur, a pu, en s'aggravant par le travail auquel le cheval était soumis, le rendre impropre à sa destination et même déterminer son abatage; — Que, dans ces circonstances, la demande en résolution de Jullian devrait être accueillie si ce vice a été réellement constaté dans un bref délai et si le vendeur a été mis tout de suite en demeure de reprendre le cheval litigieux; — Attendu qu'en présence des allégations contradictoires des parties en cause, il convient d'admettre la preuve offerte, dès lors qu'elle est admissible et que les faits avoués sont de nature à justifier la demande en résolution dont s'agit; — Par ces motifs, statuant en premier ressort; — Admettons le sieur Jullian à prouver tant par titres que par témoins: 1^o qu'avant la vente, Noël soignait son cheval pour un effort de tendon; 2^o qu'au moment de l'acquisition, ce mal caché n'était pas guéri; 3^o que l'expert Bailleux l'a constaté et révélé aux parties le 18 novembre dernier; 4^o que ce jour, l'acquéreur a offert de résoudre le marché; 5^o que cette affection grave du tendon rendait le cheval impropre aux travaux de

culture et a déterminé son abatage, sur l'ordre du vétérinaire Bailleux ; 6° quelle était la valeur du cheval, eu égard aux affections ci-dessus, la preuve contraire réservée au demandeur ; — Disons que l'enquête aura lieu à l'audience prochaine, ou à toute autre ultérieure s'il échet ; — Ajournons les parties au jour, lieu et heure indiqués, pour être ensuite conclu et statué ce que de droit ; — Les dépens en définitive. »

Observations. — Voir dans le sens des solutions indiquées en tête de la sentence, indépendamment des arrêts qui y sont cités, Rouen, 19 novembre 1885, ANNALES 1887, p. 107 ; Cass., 20 décembre 1887, etc. — Dans l'affaire ci-dessus, et après le prononcé du jugement interlocutoire dont nous rapportons ici le texte, il n'a pas été procédé à l'enquête ordonnée. Les parties se sont conciliées à l'audience même, et le vendeur ayant réduit de moitié son prix de vente, l'acheteur a accepté cette réduction, ce qui a mis fin au débat.

Justice de paix du canton de Lavit
(Tarn-et-Garonne).

Président : M. FOIGNET, juge de paix.

23 février 1893.

Action en dommages-intérêts. — Voie de fait. — Soufflet. — Transaction non exécutée. — Aveu judiciaire. — Bal public. — Enquête. — Torts réciproques.

Lorsqu'il résulte des débats et de l'enquête que des violences ou voies de fait ont été commises de part et d'autre par un danseur et sa danseuse, il y a tou-

tefois lieu d'accorder une réparation, légère d'ailleurs, à la danseuse demanderesse, s'il n'est pas établi que celle-ci ait eu les premiers torts.

Toutefois, et à raison des torts réciproques, le juge peut partager les dépens entre les parties.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Lafforgue a été assigné devant nous pour avoir, le 27 novembre dernier, dans un bal public, à Lavit, souffleté M^{lle} Miquel ; — Que M^{lle} Miquel déclare qu'au bureau de conciliation, devant notre premier suppléant, Lafforgue a reconnu ses torts et a promis de lui verser 25 francs à titre de réparation ; — Que cette promesse n'ayant pas été tenue, elle s'est vue dans la nécessité de lui envoyer une citation ; — Attendu que, par cette citation, le défendeur est appelé devant nous pour s'entendre condamner à payer à la requérante 100 francs, à titre de dommages-intérêts ; qu'il n'y est nullement question d'exécuter l'engagement pris en conciliation ; que la transaction faite alors semblait complètement abandonnée, quand, au dernier moment, la demanderesse a modifié ses premières conclusions ; — Attendu qu'il y a lieu d'examiner séparément l'aveu imputé au sieur Lafforgue, comme aussi la demande nouvelle formée par la demanderesse ; — En ce qui concerne l'aveu : — Attendu que Lafforgue ne reconnaît pas avoir fait d'aveu ; — Qu'il déclare que, s'il a promis une somme de 25 francs à M^{lle} Miquel, ce n'a été que pour éviter le procès correctionnel dont le menaçait son adversaire ; que,

n'ayant aucune habitude des affaires, sa volonté a été annihilée et, qu'en l'état d'esprit où il se trouvait, il aurait souscrit d'avance à toutes les conditions de M^{lle} Miquel ; — Attendu que, pour qu'il y ait aveu aux termes de la loi, il faut que l'aveu contienne la reconnaissance d'un fait déterminé ; qu'il soit formel, spontané ; qu'en résumé, son auteur le fasse avec réflexion et dans l'intention bien arrêtée de fournir à son adversaire une preuve contre lui-même ; — Attendu qu'il importe peu de savoir si le défaut d'expérience du défendeur, son ignorance en affaires ont pu l'entraîner à une déclaration contraire à sa pensée ; que le seul fait d'avoir transigé dans la crainte d'un procès correctionnel rend son aveu inexistant (Cass., 11 novembre 1885) ; — Attendu, en outre, que les termes dans lesquels l'aveu a été fait sont rapportés d'une manière différente par chacune des parties ; — Que la demanderesse n'a pas requis acte lorsqu'il a été fait ; qu'aucun procès-verbal n'a été dressé, qu'il est impossible d'en connaître exactement les termes ; — Que, dès lors, il ne peut être opposé à Lafforgue soit comme aveu judiciaire, soit même comme aveu extra-judiciaire (Foix, 22 janvier 1878 ; Boncenne, t. 1^{er}, p. 296) ; — En ce qui concerne les conclusions modifiées : — Attendu qu'en déclarant que c'est le chiffre mentionné dans la citation et non celui de la condamnation qui détermine le premier ou le dernier ressort, le législateur n'a eu pour but que de mettre à la portée du plaideur un moyen de fixer lui-même le taux de notre compétence ; qu'ainsi, il peut, en restreignant ou

en diminuant à son gré le chiffre de la demande, terminer son procès devant notre juridiction ou en appeler devant les tribunaux d'arrondissement ; — Mais attendu que les conclusions seules peuvent être modifiées ; que la demande primordiale doit rester toujours la même, qu'elle ne peut être substituée ni transformée en une action nouvelle ; — Qu'en demandant aujourd'hui, après plusieurs renvois, après l'enquête et surtout après les termes de la citation du 25 janvier, l'exécution de l'engagement qu'aurait pris Lafforgue vis-à-vis de sa cliente, le mandataire de la demoiselle Miquel a changé la demande originaire elle-même ; qu'il n'y a pas lieu d'y faire droit ; — Attendu que, pour établir le fait imputé au défendeur, une enquête et une contre-enquête ont été ordonnées ; que, de ce moyen de preuve, deux dépositions méritent d'être analysées séparément : celle du sieur Roujean, cavalier de la demoiselle Miquel ; celle du sieur Castagné, vis-à-vis de Lafforgue ; — Attendu que, de la première, il résulte qu'au moment où, dans un quadrille, le sieur Roujean avait laissé sa danseuse à sa place, une altercation éclata ; qu'en se retournant le témoin « vit la main de « M^{lle} Miquel sur le visage du sieur « Lafforgue » et le bras de ce dernier « allongé dans la direction de « M^{lle} Miquel » ; que, pourtant, ce témoin ignore si sa danseuse a été frappée ; — Que le sieur Castagné déclare qu'à un moment de la soirée, une poussée eut lieu, que M^{lle} Miquel buta le défendeur, que ce dernier la pria de faire attention ; que, pour toute réponse, il reçut un soufflet ; qu'alors, Lafforgue répon-

dit à cette attaque « en allongeant le bras » ; — Attendu que, si on rapproche ces deux dépositions des déclarations du défendeur, on voit qu'elles concordent parfaitement entre elles ; — Attendu que tous les témoins, sauf Marie Lafforgue (qui prétend n'avoir rien vu, mais simplement rapporté ce qu'elle a entendu dire) sont d'accord sur deux points, à savoir : 1° que la première voie de fait émane de la demoiselle Miquel ; 2° que le sieur Lafforgue ne l'a pas embrassée ; — Attendu qu'après ces dépositions, les déclarations respectives des parties, les gestes reproduits à l'audience, il est facile de reconstituer la scène du 27 novembre en son entier ; — Attendu que, si Lafforgue n'a pas embrassé la demoiselle Miquel, il est certain que ses lèvres étaient bien près du visage de cette demoiselle, pour que cette dernière n'ait pu réprimer un mouvement d'impatience et l'ait souffleté lorsqu'il lui a dit : « Mademoiselle, il faudrait faire plus de douceur. » ; — Attendu que, s'il n'est pas établi d'une manière péremptoire qu'une gifle ait été la réponse du soufflet reçu, il nous est bien difficile d'admettre que Lafforgue ait laissé tomber sa main sans effleurer, au moins d'une légère tape, le visage de M^{lle} Miquel ; qu'il y a lieu pour nous, en présence des gestes reproduits à l'audience, de présumer le contraire ; — Attendu, certainement, que les parties ont des torts réciproques ; que nous devrions les renvoyer dos à dos ; — Mais attendu, tout en rappelant à Lafforgue qu'on pardonne difficilement à l'homme tous mauvais procédés vis-à-vis d'une femme, il est juste d'établir entre eux une

différence dans l'issue de l'instance ; — Par ces motifs, condamnons le sieur Lafforgue à payer à la demoiselle Miquel la somme de 5 francs, à titre de dommages-intérêts ; disons qu'il sera fait masse des dépens, lesquels seront supportés par moitié par les deux parties. »

Observations. — Le fait d'offrir en conciliation à la partie demanderesse une certaine somme, en vue d'obtenir son désistement, constitue simplement une tentative de conciliation motivée sur le désir d'éviter le procès. On n'en peut faire ressortir l'aveu judiciaire du bien fondé de la demande, ni du fait reproché par l'une des parties à l'autre. Au fond, la sentence de M. le juge de paix de Lavit paraît équitable. Alors même qu'entre un homme et une femme il y a eu des voies de fait réciproques, celles exercées par l'homme, surtout dans les circonstances de la cause, sont plus difficilement excusables.

Justice de paix du canton de Tran
(Orne).

Président : M. DANNEQUIN, juge de paix.

29 janvier 1893.

Demande en réparations d'entretien. — Ususfructier. — Nu-propriétaire. — Conclusions à fin de nomination d'experts sans indication de valeur des réparations à faire. — Demande indéterminée. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix n'est compétent pour statuer sur les réparations d'entretien dont sont tenus les usufructiers, qu'autant que la demande n'excède pas 200 francs ; Lorsque le demandeur conclut à la no-

mination d'un expert pour vérifier les réparations à faire, sans demander l'allocation d'aucune somme, la demande, ainsi formulée, est indéterminée et échappe par suite à la compétence du juge de paix qui doit se dessaisir de l'action et renvoyer le demandeur à se pourvoir devant qui de droit.

Ainsi décidé par le jugement suivant, qui fait suffisamment connaître les faits de la cause :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, suivant exploit de M^e Lemarie, huissier à Trun, en date du 18 de ce mois, le sieur Isidore-Louis Vicair, propriétaire demeurant à Villedieu-les-Bailleul, tant en son nom que comme maître des droits en actions mobiliers de la dame Aminta-Eulalie Denis, son épouse, demeurant avec lui, a fait citer devant ce tribunal le sieur Jacques-Oloquence Denis, propriétaire demeurant à Villedieu, époux de dame Aglaé-Clémentine Charpentier, demeurant avec lui pour : — Attendu que les bâtiments dont la dame Vicair a la nue-propriété et les époux Denis l'usufruit, aux termes d'un acte reçu par M^e Roger, notaire à Trun, le 17 juillet 1876, ont un besoin urgent de réparations d'entretien ; bâtiments situés à Villedieu-les-Bailleul, consistant en une cave avec chambre dessus, petite cour devant cette cave, cabinet et corridor existant sur la cave d'un sieur Gondouin, grenier au-dessus de la chambre ; que notamment les carreaux des deux fenêtres sont cassés ; que, par suite, la boiserie de ces fenêtres est détériorée ; qu'à la porte d'entrée il y a aussi un carreau de cassé ; qu'il peut également se trouver à l'intérieur des bâtiments des réparations à la

charge des usufruitiers, dont le demandeur ignore l'importance, puisqu'il ne peut y pénétrer ; qu'il y a, par suite, lieu de procéder à la visite des réparations à faire ; — Voir dire et ordonner que par experts du choix des parties, sinon nommés d'office, il sera procédé à la visite des bâtiments soumis à l'usufruit des époux Denis ; que les experts constateront le nombre et la nature des réparations à faire ; qu'ils fixeront la valeur desdites réparations et, s'il y a lieu, le préjudice des dégradations ; que, sur leur rapport dûment déposé, le sieur Denis sera tenu de faire les réparations dans le délai d'un mois, sous contrainte de 100 francs, à même laquelle les travaux seront exécutés, le délai expiré, et qu'il sera, en outre, condamné à 50 francs de dommages-intérêts et aux dépens ; — Qu'à l'audience le sieur Denis, dans ses conclusions, a soulevé l'exception d'incompétence, en ce sens que la demande formée par le sieur Vicair avait le caractère d'une action immobilière ; — Qu'en effet il s'agissait, dans l'exploit de citation, de faire aux bâtiments de la dame Vicair certaines réparations d'entretien qui ne sont même pas précisées, et qu'en raison de la nature de ces réparations, l'action échappait à la compétence de ce Tribunal, demandant, en outre, subsidiairement pour le cas où le Tribunal se déclarerait compétent, que l'action du sieur Vicair soit dite à tort et mal fondée ; condamner celui-ci en 125 francs de dommages-intérêts et aux dépens ; — Attendu que l'exception d'incompétence soulevée par le défendeur mérite d'être examinée tant sous le rapport de la

nature des réparations demandées qu'au point de vue de savoir si la demande est ou non déterminée ; — En droit : — Attendu que la loi de 1838, art. 5, ne parlant que des réparations locatives imposées au fermier ou locataires, on ne doit pas y comprendre les réparations d'entretien dont sont tenus les usufruitiers ; — Que cependant ces réparations, qui sont plus étendues que celles locatives, ne sont de la compétence du juge de paix que lorsqu'elles n'excèdent pas 200 francs ; — Que ces derniers principes sont enseignés par les auteurs (Dalloz, n° 439 ; Carré, t. II, n° 1483) ; — Qu'en effet, ainsi considérée, une action de ce genre tendant à obtenir des réparations d'entretien, c'est-à-dire l'exécution d'une obligation légale de faire (ou une somme d'argent) est bien une action mobilière rentrant dans la catégorie de celles pour lesquelles l'article 1^{er} de la loi de 1838 donne compétence au juge de paix jusqu'à la valeur de 200 francs ; — Attendu que, par application de ces principes, l'exploit de citation tendant à obtenir des réparations d'entretien précisées ou non, doit, pour déterminer le taux de la compétence, conclure à l'allocation d'un chiffre, montant de leur évaluation, afin, par cela même, de rendre la demande alternative, le défendeur devant être condamné ou à faire les réparations ou à payer le chiffre réclamé, montant de l'évaluation ; — Attendu, en fait, que le demandeur, par son exploit de citation, ne formule aucun chiffre d'évaluation, que sa demande n'est pas alternative, en sorte que le principal chef de demande est indéterminé ; — Attendu que, par suite,

cette demande ainsi formulée rentre dans la catégorie des demandes indéterminées et échappe, par sa nature, à la compétence de ce Tribunal ; — Qu'il y a donc lieu de renvoyer les parties devant le Tribunal civil compétent ; — Par ces motifs, le Tribunal se déclare incompétent et renvoie les parties devant le Tribunal civil compétent. »

Observations. — En matière de réparations locatives, le juge de paix est compétent, sans limitation de chiffres, à charge d'appel, pour connaître des demandes en paiement de réparations purement locatives, loi de 1838, art. 5. Mais les réparations d'entretien dues par l'usufruitier ne rentrent pas sous la dénomination des réparations prévues par l'article précité. Le juge de paix n'en peut connaître que si la demande rentre dans les termes de l'article 1^{er} de la même loi, c'est-à-dire si elle tend à l'allocation d'une somme n'excédant pas 200 francs, pour représenter la valeur des réparations à faire. — Dans l'espèce, le demandeur n'avait fixé aucune somme. Il concluait seulement à la nomination d'un expert pour faire, par lui, déterminer l'importance des travaux à faire, et sans doute pour faire condamner l'usufruitier à exécuter ultérieurement les travaux de réparations jugées nécessaires, et ce sous une contrainte de 100 francs. Dans ces conditions, la valeur de la demande était essentiellement indéterminée, et, par suite, le juge de paix devait se déclarer incompétent ; car il était impossible de savoir à l'avance si la valeur des réparations à faire serait inférieure ou supérieure à 200 francs. Ajoutons qu'en

toute matière le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande tendant simplement à la nomination d'experts. Devant ce magistrat, le demandeur doit formuler un chiffre de demande, et ne peut conclure que subsidiairement, et, pour le cas où le juge ne serait pas suffisamment éclairé par ses explications, à la nomination d'experts chargés d'apprécier les éléments de la demande et de donner leur avis sur les prétentions respectives des parties.

Justice de paix du canton de Charenton
(Seine).

Président : M. CLÉMENT, *Q*, juge de paix.

31 janvier 1893.

Bateau-lavoirs. — Linge perdu ou volé.
— *Limitation de responsabilité du maître de l'établissement. — Responsabilité prenant fin après le coulage.*

Le propriétaire d'un bateau-lavoir n'est point responsable de la perte ou du vol du linge pendant le transport du linge blanchi du bateau au domicile des clients, alors même que ce transport est accompli par le garçon du bateau, alors qu'il est reconnu que le garçon a reçu du client l'ordre de lui rapporter le linge.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation, en date du 21 janvier 1893, introduite par exploit de Halard, huissier à Charenton, à la requête du sieur Yvernon, marchand de vins à Charenton, rue de Paris, 119, concluant vis-à-vis de Baillet, propriétaire du bateau-lavoir de l'écluse des Carrières, à Charenton, au paye-

ment d'une somme de 165 fr. 50, pour valeur de linge confié à Baillet par Yvernon, et perdu ou volé après blanchissage ; — Vu le jugement déclaratif d'enquête, en date du 24 du même mois ; — Attendu qu'il résulte des explications données à l'audience, que sur cinq paquets de linge fournis par Yvernon à Baillet, afin d'en opérer le coulage, trois paquets seulement ont été rendus après blanchissage complet, les deux autres ayant été perdus ou volés ; — Attendu qu'il résulte des dépositions des témoins entendus à l'enquête que le bateau-lavoir Baillet, de conformité avec les bateaux-lavoirs parisiens, est un établissement où le public apporte son linge, pour y subir la première opération du blanchissage, appelée *coulage* ; — Attendu qu'il résulte des statuts et règlements en vigueur dans ces établissements que le maître du bateau-lavoir n'est responsable du linge à lui confié qu'à partir de son dépôt dans le lavoir jusqu'à l'issue du coulage, c'est-à-dire jusqu'au moment de la sortie du linge du cuvier ; — Attendu que, pour engager et dégager ensuite sa responsabilité, le maître du bateau-lavoir remet au client un bulletin de dépôt lors de la réception du linge, bulletin qui lui est ensuite restitué après l'accomplissement du coulage ; — Attendu qu'après le coulage, le maître du bateau-lavoir rejette toute responsabilité, laissant le client faire par lui-même, ou par des lessiveuses au compte du client, les opérations de lavage, rinçage, passement au bleu, essorage et séchage, le maître du bateau-lavoir se bornant à exiger, pour ces diverses opérations, un

simple droit de location d'appareils, d'ustensiles et de place ; — Attendu que la jurisprudence et un arrêt de la Cour de cassation, en date du 26 janvier 1875, déclarent que lorsque le coulage est accompli, le linge reste en la possession et sous la surveillance exclusive du client, et que la responsabilité du maître du bateau-lavoir, pour toutes les autres opérations, est complètement déchargée ; — Attendu, en l'espèce, qu'après le coulage du linge Yvernon, M^{me} Billiat, lessiveuse au service d'Yvernon, a procédé elle-même aux opérations subséquentes de blanchissage ; que, celles-ci terminées, elle a chargé le garçon du bateau-lavoir, moyennant la promesse d'une rétribution, de rapporter au logis Yvernon les cinq paquets blanchis, et qu'elle a même aidé à placer lesdits paquets sur les épaules du garçon ; — Attendu les déclarations unanimes produites à l'enquête par M^{mes} Englair, Poin et Berthelemy, toutes trois blanchisseuses au bateau-lavoir Baillet, la seconde et la troisième y travaillant depuis quinze et dix-huit années, et, par conséquent, connaissant bien le fonctionnement dudit établissement, affirmant toutes trois que jamais Baillet ne faisait rapporter d'office, par son garçon, le linge aux clients ; que c'était là une règle absolue, et que lorsque survenait une dérogation à cette règle, cette dérogation était demandée par le client, qui, dans ce cas, donnait l'ordre direct au garçon de lui rapporter son linge, moyennant pourboire ; — Attendu qu'il est constant que le jour où les deux paquets de linge Yvernon ont été perdus ou volés, pendant le transport du ba-

teau-lavoir au domicile Yvernon, le garçon, pour ledit transport, obéissait aux ordres directs qu'il avait reçus de M^{me} Billiat, agissant comme mandataire d'Yvernon, laquelle lui avait promis une rétribution ; — Que, dès lors, la qualité de garçon du bateau-lavoir au service de Baillet disparaissait complètement, pour faire place à celle de commissionnaire requis pour un transport commandé non par le patron Baillet, mais par le mandataire Yvernon ; — Attendu que c'est vainement qu'Yvernon invoque à son profit les dispositions de l'article 1384 du Code civil ; qu'en l'espèce, ses dispositions ne sont point applicables, puisque, en cette circonstance, le garçon du bateau-lavoir avait perdu momentanément sa qualité de serviteur à gages de Baillet, pour exécuter, à titre de service particulier et personnel (qui devait lui amener une rétribution étrangère à ses gages), un ordre de transport que ne lui avait pas transmis son patron, et qui, de plus, était complètement en dehors des habitudes de l'établissement ; — Par ces motifs, jugeant en premier ressort ; — Déclarons Yvernon non recevable et mal fondé en ses fins et conclusions, le déboutons de sa demande et le condamnons aux dépens de l'instance. »

Observations. — L'arrêt de la Chambre civile, cité dans le présent jugement, décide surtout que la responsabilité, presque sans limites, imposée par les articles 1952, 1953 et 1954 du Code civil, aux aubergistes ou hôteliers ne peut être étendue par analogie aux propriétaires d'un bateau-lavoir et de ses dépen-

dances. Dès lors, le maître de lavoir ne doit pas être déclaré, comme dépositaire nécessaire, responsable du vol ou de la perte du linge que ses clients ont déposé dans les séchoirs dépendant de l'établissement, si aucune faute n'est articulée contre lui. Voir Cass., 26 janvier 1875, ANNALES 1875, p. 272, et la note. A plus forte raison, le maître du lavoir n'est-il pas responsable lorsque la perte du linge a eu lieu pendant le transport du linge du lavoir au domicile du propriétaire de ce linge. Peu importe que le transport ait été effectué par un garçon du lavoir, si le garçon a agi non par ordre de son patron, mais par ordre et pour le compte du blanchisseur.

Tribunal de simple police de la Rochelle
(Charente-Inférieure).

Président : M. BONNEAU, juge de paix.

7 février 1893.

Établissement insalubre. — Arrêté préfectoral. — Fonderte de suif. — Légalité. — Contravention. — Condamnation du prévenu.

Le juge de police n'est pas compétent pour statuer sur la question de savoir si un établissement insalubre est ou non antérieur au décret de 1810; une telle exception ne peut être jugée que par l'autorité administrative.

C'est à l'autorité préfectorale qu'il appartient de réglementer les établissements incommodes, insalubres ou dangereux; sauf aux intéressés à recourir à l'autorité administrative supérieure contre les arrêtés qui les préjudicient.

Le juge de police doit assurer l'observation rigoureuse des arrêtés des préfets, et ne peut surseoir à statuer sur les infractions commises, alors que ces arrêtés n'ont encore été ni réformés ni même at-

taqués par les propriétaires d'établissements insalubres.

Lorsqu'un arrêté préfectoral subordonne l'autorisation à un établissement insalubre de fonctionner, à la condition de ne fondre que des suifs déjà épurés et de ne jamais fondre des suifs en branches, le fait par cet établissement de fondre des suifs en branches, même au bain-marie et avec emploi d'acide sulfurique, constitue une contravention qui doit être réprimée par application de l'article 471, n° 15, du Code pénal.

Ainsi décidé par jugement du Tribunal de simple police de la Rochelle, dans les circonstances que voici :

L'affaire, appelée à l'audience du 17 janvier dernier, où, les parties présentes, lecture a été donnée par le greffier d'un procès-verbal dressé par Fabre, commissaire de police à la Rochelle, le 25 octobre 1892, constatant que Mellé fait fondre du suif en branches dans son établissement situé à la Rochelle, rue des Merciers, n° 1, contrairement à un arrêté préfectoral du 7 août 1885.

Le prévenu, interrogé, a déclaré qu'il fait, en effet, fondre du suif en branches dans son établissement; mais qu'il fait cette fusion au bain-marie et au moyen d'acide sulfurique à 66 degrés. M^e Audry, son conseil, a été ensuite entendu en ses moyens de défense et a déposé les conclusions écrites suivantes : « Attendu que le procès-verbal, etc. »

Le ministère public a soutenu la contravention et a requis l'application de la loi.

Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal susdaté; — Oul le pré-

venu, tant directement que par l'organe de son conseil, en ses moyens de défense et conclusions ; — Oui le ministère public en son réquisitoire ; — Vu le décret du 15 octobre 1810 et l'ordonnance du 14 juin 1815 ; — Vu les articles 471, § 15, et 162 du Code d'instruction criminelle ; — Vu, enfin, les arrêtés préfectoraux produits aux débats, contenant entre autres dispositions celles suivantes, qu'il est utile d'établir ici (suivent les extraits des arrêtés) ; — Statuant par jugement contradictoire en dernier ressort, a vidé son délibéré de la manière et ainsi qu'il suit : — Attendu que, par le procès-verbal susvisé, il a été constaté que Mellé fond du suif en branches dans son établissement, situé à la Rochelle, rue des Merciers, n° 1 ; — Attendu que Mellé a reconnu qu'en effet il fond chez lui du suif en branches ; mais qu'il ne fait cette fusion qu'à la vapeur, au bain-marie et au moyen d'acide sulfurique à 66 degrés ; — Qu'il a nié formellement avoir fait fondre du suif à feu nu, et a demandé à ce qu'il lui en fût donné acte ; — Attendu qu'il y a lieu de donner acte à Mellé de ce qu'il a dénié formellement avoir fait fondre du suif en branches à feu nu ; — Attendu que Mellé, par ses conclusions principales, soutient que sa fonderie de suif est antérieure au décret du 15 octobre 1810 ; que ce décret n'a point d'effet rétroactif ; que l'arrêté visé par la contravention a été pris illégalement, en violation de l'article 11 dudit décret ; qu'il ne comporte point de sanction ; qu'il y a lieu de le déclarer illégal, d'annuler le procès-verbal et de renvoyer le prévenu des fins de la plainte, sans

dépens ; — Attendu que la question d'antériorité, ainsi soulevée par Mellé, ne peut être présentée devant le Tribunal de simple police ; qu'elle a été expressément réservée à la juridiction administrative ; que c'est un principe absolu, consacré par la Cour de cassation par divers arrêts, notamment ceux en date des 9 novembre 1860, 2 janvier 1879 et 20 novembre 1880 ; que nous ne saurions nous livrer à la recherche de la preuve de cette antériorité, ni prononcer l'illégalité de l'arrêté préfectoral pour ce motif, sans enfreindre les règles de la compétence ; que, par suite, il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'exception préjudicielle ainsi soulevée ; — Attendu que, dans ces conclusions subsidiaires, et, pour le cas où le Tribunal ne reconnaîtrait pas d'ores et déjà la susdite antériorité, Mellé demande qu'il soit sursis à statuer jusqu'après l'appréciation de l'exception préjudicielle ci-dessus par l'autorité administrative compétente ; — Attendu que, par les trois arrêtés successivement pris, les deux premiers sur la demande des intéressés, et le troisième à la suite de nombreuses réclamations, le préfet a déjà statué sur la réglementation de l'usine Mellé ; — Que c'est bien au préfet qu'il appartient, en tant qu'autorité administrative, de réglementer les établissements incommodes, insalubres ou dangereux, sauf aux intéressés à recourir à l'autorité administrative supérieure contre les arrêtés pris à l'encontre de leurs intérêts ; — Attendu que le recours au conseil d'État contre un arrêté préfectoral n'est pas suspensif et ne peut autoriser un sursis à la répression encourue,

par le fait d'avoir contrevenu à cet arrêté; que ce principe a été aussi adopté et consacré plusieurs fois par la Cour de cassation, notamment dans un arrêt du 17 décembre 1864 et dans divers arrêts du 21 août 1874; — Attendu que le Tribunal de simple police ne peut statuer sur l'illégalité de l'arrêté dont il s'agit, en tant qu'il aurait pu méconnaître les droits d'antériorité invoqués par Mellé, en les appréciant mal, ou même en négligeant de les apprécier, ainsi qu'il résulte du premier principe ci-dessus posé; — Et que, d'autre part, il ne peut non plus surseoir à l'exécution de l'arrêté acquis par l'intervention de l'autorité administrative, à cause du deuxième principe qui vient d'être formulé; — Que, par suite, à défaut de réforme par la juridiction administrative supérieure, ledit arrêté est obligatoire; — Et qu'il nous incombe de réprimer le fait d'y avoir contrevenu; — Attendu qu'en conséquence il y a lieu d'examiner si les faits reprochés à Mellé et reconnus par lui constituent une contravention à l'arrêté du 7 août 1885; — Attendu que cet arrêté porte à son article 2 : « Est par suite rétabli le « paragraphe 2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 1858, « interdisant expressément la fonte « des suifs en branches et à feu « nu »; et à son article 3 : « Le « sieur Mellé ne pourra désormais « se servir pour la fabrication de « ses chandelles que de suif de « deuxième fusion; » — Que l'article 2 du 12 mars 1858, ainsi rétabli, porte : « Cette autorisation « (autorisation d'une fabrique de « chandelles) est subordonnée aux

« conditions suivantes : 1° Les sieurs « Boisdon fils et Chesnet ne fonderont pour mouler leurs chandelles que des suifs déjà épurés, « et cette fonte aura lieu à l'aide du « procédé à l'acide sulfurique et à « la vapeur ou au bain-marie; 2° la « fonte du suif en branche à feu nu « est sévèrement interdite dans cet « établissement; » — Qu'il est à remarquer que l'arrêté du 7 août 1885, expliquant ce dernier paragraphe, dit : « interdisant expressément la fonte des suifs en « branches et à feu nu; » — Attendu que, du rapprochement de ces dispositions, il résulte que le susdit arrêté préfectoral n'a autorisé qu'une fabrique de chandelles au moyen de suif déjà épuré, à fondre à l'aide des procédés indiqués de l'acide sulfurique à la vapeur, etc., et a interdit d'une manière absolue la fonte des suifs en branches ou de première fusion; — Attendu, par suite, qu'en fondant du suif en branches, même au bain-marie et avec emploi d'acide sulfurique, Mellé a contrevenu aux dispositions de l'arrêté visé dans le procès-verbal dont il s'agit; — Attendu que le défendeur est, en conséquence, convaincu de contravention de police aux dispositions de l'article 471, n° 15, du Code pénal, portant : art., etc.; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux frais, en vertu de l'article 162 du Code d'instruction criminelle, ainsi conçu : art., etc.; — Par ces motifs, donne acte à Mellé de ce qu'il a dénié formellement avoir fait fondre chez lui du suif en branches à feu nu; — Dit qu'il n'y a pas lieu, ni de déclarer l'illégalité de l'arrêté, ni de surseoir sur

l'exception préjudicielle; — Condamne Mellé à 1 franc d'amende et aux frais et dépens de l'instance, taxés à ... — Et fixe à deux jours la contrainte par corps. »

Observations. — Les solutions de ce jugement nous laisseraient quelques doutes, et nous aurions été disposé à penser que le juge de police, saisi de la question préjudicielle d'antériorité, aurait dû surseoir jusqu'à ce qu'il eût été statué sur cette exception par l'autorité compétente, s'il n'était constaté dans les arrêtés préfectoraux visés que l'autorisation préfectorale donnée pour l'ouverture ou la continuation de la fonderie de suif dont s'agit, l'avait été à la demande des industriels eux-mêmes. Cette demande faite par eux implique nécessairement qu'ils reconnaissent eux-mêmes n'avoir pas l'antériorité qu'ils visent aujourd'hui, et être, par conséquent, soumis à l'autorisation préalable du préfet. Ces prémisses étant admises, le juge de police devait nécessairement passer outre et assurer, par l'application de la peine encourue, l'exécution rigoureuse des conditions imposées à l'établissement.

Justice de paix du canton de Castillon
(Ariège).

Président : M. FAURE, juge de paix.

22 mars 1893.

Élections. — Domicile réel. — Prestations en nature. — Radiation.

A défaut de déclaration formelle, l'intention de transférer le domicile dans un autre lieu dépend des circonstances

et peut résulter notamment de ce fait qu'un électeur a abandonné la commune où il n'a aucun intérêt et ne paye aucune contribution, pour se marier dans une autre commune où il a toujours résidé depuis et où il s'est créé un centre d'affaires.

Ainsi décidé, dans les circonstances que voici :

Le sieur Sentein, électeur de la commune d'Engomer, n'ayant pas obtenu de la commission électorale d'Engomer la radiation de la liste des électeurs de cette commune du nommé Sans, Charles, a interjeté appel de cette décision. Sans a soutenu qu'il paye les prestations à Engomer et que nonobstant sa résidence à Balaguères, où il s'est marié dernièrement, il n'a jamais entendu porter son domicile dans cette dernière commune.

Le 1^{er} mars 1893, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — En la forme, etc., — Au fond ; — Attendu qu'il appert des débats, qu'avant le mois d'août dernier, Sans, Charles, habitait Engomer avec l'unique occupation d'aider son père, débitant, chez lequel il vivait avec les autres membres de la famille ; qu'à cette date du mois d'août, il s'est marié dans la commune de Balaguères, avec une orpheline ; qu'à partir de ce moment, il a réellement résidé dans cette commune, dans la maison de sa femme, où il s'est créé un centre d'affaires (principal établissement), consistant en commerces divers : plâtres, briques, vins... ; qu'il n'exerce à Engomer aucune industrie, n'y possède aucun immeuble, n'y a aucun intérêt et n'y paye aucune contribution ; —

Attendu que le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu et l'intention d'y fixer son principal établissement sont les deux conditions suffisantes pour opérer un changement de domicile (art. 103 du Code civil); qu'à défaut de déclaration expresse, la preuve de cette intention dépend des circonstances (Code civil, art. 105), lesquelles circonstances dans l'espèce, plus haut relatées, paraissent concluantes; — Attendu, dès lors, que le transfert de domicile n'est pas douteux et que le débat ne doit plus porter que sur la question de savoir si Sans, Charles, peut, dans ces conditions, prétendre à son maintien sur la liste des électeurs d'Engomer; — Attendu qu'il résulte d'un arrêt de la Cour de cassation du 11 avril 1889, que si un électeur déjà inscrit sur la liste électorale d'une commune a le droit d'y figurer, même ayant transporté son domicile ailleurs, c'est à la condition qu'il figure au rôle des prestations; — Attendu qu'il appert du débat que Sans, Charles, non seulement ne paye aucune des quatre contributions dans la commune d'Engomer, mais que la prestation en nature pour un homme seulement et se montant à trois journées, figure au nom de Sans, Pierre, son père; qu'au moment où cette inscription a été faite, Sans, père, avait avec lui trois fils ayant, et au delà, atteint l'âge de dix-huit ans; que ce nombre a été réduit à deux par le départ de Charles; que si l'exception au principe de l'inscription personnelle est admise au profit des membres de la famille, il faut, pour avoir droit à l'inscription sur la liste électorale, que ces

membres de famille soient compris dans la cote de prestation applicable au chef de famille (Cass., 20 mai 1886); que pour cela, il faut un nombre suffisant de journées pour qu'aucun doute ne soit possible à cet égard (Cass., 6 avril 1881); — Attendu que si Sans, Charles, prétend bénéficier du droit que lui donnerait l'inscription aux journées de prestations, c'est à lui qu'il incombe de prouver que les trois journées portées sur la cote du chef de famille lui sont applicables (Cass., 19 juin 1883), ce qu'il ne fait pas; — Attendu qu'il demeure prouvé contre Sans qu'il n'a plus qualité pour être maintenu sur la liste des électeurs d'Engomer et que dès lors il ne peut plus bénéficier du principe de la permanence des listes (Cass., 16 avril 1888); — Par ces motifs, infirmons, etc. »

Observations. — La question de savoir quel est le véritable domicile actuel d'un électeur est une question de pur fait que le juge de paix, saisi d'un appel en matière électorale, a plein pouvoir d'apprécier. Jugé notamment que le fait du changement de domicile peut être établi, non seulement par une déclaration expresse et régulière, mais par toute preuve équivalente résultant des circonstances (Cass., 8 avril 1886). Si donc un électeur ne réside plus dans sa commune d'origine, et si, d'autre part, il résulte des circonstances qu'il a transféré son domicile dans une autre commune, cet électeur n'a plus le droit d'être inscrit sur la liste de sa commune d'origine.

Justice de paix du V^e arrondissement
de Paris.

Président : M. FORTIER, suppléant.

21 avril 1893.

*Bail. — Louage. — Fosse d'aisances. —
Vidange. — Action personnelle. —
Compétence civile des juges de paix.
— Réparations locatives.*

Si l'article 3 du Code de procédure civile attribue compétence au juge de la situation des lieux en ce qui concerne les réparations locatives, il est de principe que cette disposition dérogatoire au droit commun ne saurait recevoir d'extension, notamment en ce qui concerne les charges incombant au preneur en exécution de son bail, lesquelles restent régies par les règles ordinaires de compétence. La vidange de la fosse d'aisances n'est point de sa nature une réparation locative et elle ne peut être mise à la charge du preneur que par une clause formelle du bail.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, suivant acte sous seing privé, fait double à Paris, le 30 décembre 1879, enregistré pour toute sa durée (5^e bureau) le 13 janvier suivant, l'Parquet a loué à Seignobos, aux droits duquel s'est trouvé Prenay, une propriété sise à Paris, rue Vésale, 9, moyennant les clauses et conditions énoncées audit bail ; — Attendu qu'il a été notamment spécifié que le preneur aurait à sa charge la location de la tinette, l'établissement de ladite, et la vidange ; — Attendu que ledit bail étant arrivé à expiration, Prenay a quitté les lieux loués sans avoir fait faire la vidange lui incombant ; — Attendu que Cavorgne, se prétendant aux droits de Parquet, a assigné devant ce Tribunal

Prenay, en remboursement de la somme de 89 fr. 60, qu'il a dû déboursier pour faire effectuer ce travail ; — Attendu que Prenay, bien que régulièrement cité pour l'audience du 3 février dernier, n'ayant pas comparu, a été condamné par défaut au paiement de ladite somme, suivant jugement en date dudit jour ; — Attendu qu'il a régulièrement formé opposition audit jugement ; qu'il soutient notamment, à l'appui de cette opposition, que la demande formée contre lui est une action personnelle, qui aurait dû être portée devant le juge de son nouveau domicile, et que ce Tribunal est incompétent pour en connaître ; — Attendu qu'il n'est pas contesté que l'opposant est actuellement domicilié à Recey-sur-Ource (Côte-d'Or) ; — Attendu que si l'article 3 du Code de procédure civile attribue compétence au juge de la situation des lieux en ce qui concerne les réparations locatives, il est de principe que cette disposition dérogatoire au droit commun ne saurait recevoir d'extension, notamment en ce qui concerne les charges incombant au preneur en exécution de son bail, lesquelles restent régies par les règles ordinaires de compétence ; — Attendu que Cavorgne ne méconnaît pas ce principe ; mais que, pour s'y soustraire et justifier la compétence de ce Tribunal, il soutient que la vidange constitue une réparation locative ; qu'il fait remarquer que le Code en parle avec les réparations de cette nature ; mais pour spécifier qu'à leur différence elle restera à la charge du bailleur, sauf convention contraire ; — Mais, attendu qu'on ne saurait assimiler les consé-

quences résultant de l'emploi de la chose louée, suivant son usage et sa destination, comme l'emplissement d'une fosse d'aisances, avec les réparations locatives, que rendent nécessaires les dégradations survenant par suite de la jouissance du locataire ; — Attendu que l'article 1756 du Code civil a eu précisément pour but d'exonérer le preneur de toute obligation à cet égard, et qu'il résulte de l'examen des travaux préparatoires, que le législateur a voulu substituer sur ce point une règle générale aux usages différents qui s'étaient établis dans quelques localités, et, plus particulièrement, sur le curage des puits ; qu'ainsi la vidange n'est donc point de sa nature une réparation locative ; que l'existence d'une convention la mettant, comme dans l'espèce, au compte du preneur, ne saurait changer la nature de l'obligation ainsi remise par la volonté des parties à la charge de celle que la loi en avait déchargée ; — Attendu, en conséquence, que l'exception d'incompétence opposée par Prenay doit être accueillie ; — Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin d'apprécier les autres moyens de Prenay, le recevons opposant au jugement du 3 février ; — Disons que ce Tribunal était incompétent pour connaître de la demande de Cavorgne ; — Annulons, en conséquence, le jugement auquel il a été fait opposition ; renvoyons la cause et les parties devant le juge qui doit en connaître ; laissons, toutefois, à la charge de Prenay les frais jusqu'au jour de son opposition ; condamnons Cavorgne au surplus des dépens. »

Observations. — Aux termes de l'article 5 de la loi du 25 mai 1838, le juge ne connaît que des réparations locatives mises par la loi à la charge du locataire. Or, il est impossible de ranger la vidange de la fosse d'aisances dans cette classe de réparations locatives, puisque le législateur a pris soin, dans l'article 1756 du Code civil, de dire précisément que ce travail incomberait au bailleur, sauf convention contraire. Le juge de paix se trouvait donc de toutes façons incompétent : incompétent *ratione materiz*, si le demandeur persistait à considérer la vidange de la fosse d'aisances comme une réparation locative, parce que cette réparation locative n'est pas de celles qui sont mises par la loi à la charge du locataire ; incompétent *ratione loci*, si le demandeur renonçait à assimiler la vidange de la fosse d'aisances à une réparation locative, parce que l'action qu'il avait contre son locataire résultait du bail, était de sa nature personnelle et mobilière et devait être intentée devant le juge du domicile du défendeur. Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Réparations locatives*, n^{os} 33 et 36, et v^o *Compétence civile des juges de paix*, n^o 87.

Justice de paix de Castres-sur-Garonne
(Haute-Garonne).

Président : M. CABANE, juge de paix.

27 février 1893.

Liste électorale. — Tiers électeur appelant. — Non-recevabilité de l'appel.

N'est pas recevable à former appel d'une décision de la commission muni-

cipale le tiers électeur qui n'est pas inscrit sur la liste de la circonscription électorale ou qui a demandé sa radiation de cette liste.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur la recevabilité de l'appel; — Attendu que le droit de réclamer la radiation ou l'inscription d'un individu indûment inscrit ou omis sur une liste électorale n'appartient qu'aux électeurs inscrits sur la liste de la circonscription électorale (Cass., 26 août 1886); — Attendu que c'est ainsi que des électeurs qui demandent leur inscription n'ont pas qualité pour demander la radiation des électeurs inscrits sur la liste (Cass., 12 avril 1888); — Attendu que, par analogie, l'électeur qui demande sa radiation n'a pas non plus qualité pour demander l'inscription d'un électeur sur la liste où il ne veut plus figurer; — Attendu qu'il résulte des débats et des documents de la cause, et même de l'aveu du sieur Daugla, se disant tiers électeur, que ce dernier a demandé à être rayé de la liste électorale de la commune de X...; que dès lors il n'avait pas le droit de relever appel de la décision critiquée et qu'il y a lieu de le déclarer irrecevable; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire, en dernier ressort, disons irrecevable l'appel interjeté par Daugla se disant tiers électeur, contre la décision de la commission municipale de la commune de X..., qui a refusé d'inscrire sur la liste électorale de cette commune le nom du sieur Dumont et le renvoyons sans dépens, conformément

à l'article 27 du décret organique du 2 février 1852. »

Observations. — Le droit reconnu aux tiers électeurs d'interjeter appel d'une décision de la commission municipale appartient seulement aux électeurs de la circonscription. Par suite, l'électeur qui n'est pas inscrit sur la liste de cette circonscription, ou, ce qui revient au même, qui a demandé sa radiation de cette liste, n'est pas recevable à former appel. C'est ce que décide, avec raison selon nous, le jugement rapporté ci-dessus.

Justice de paix de Melun
(Seine-et-Marne).

Président : M. QUÉTIN, juge de paix.

26 novembre 1892.

*Voie publique. — Action possessoire.
— Complainte. — Poteau télégraphique.
— Exception. — Compétence civile
des juges de paix.*

Le propriétaire d'un immeuble riverain de la voie publique a le droit d'interjeter une action possessoire en cessation du trouble à lui causé par l'établissement sur ladite voie publique d'un poteau télégraphique qui touche le sommet du pilastre de son mur de clôture.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Houzeau et Caget, associés, ont, sur leur demande, été autorisés par arrêté préfectoral du 21 septembre 1892 à établir des lignes électriques sur la voie publique; — Attendu qu'un des poteaux par eux plantés sur le côté droit de l'avenue allant de Melun à Chailly et des-

tiné à supporter les fils de la ligne, a été établi sur un emplacement de l'avenue de Chailly, près du pilastre du mur de clôture de la maison d'habitation portant le numéro 8, appartenant au sieur Lefèvre, et à 12 centimètres seulement du pied de ce pilastre, en sorte que le poteau touchant au sommet du pilastre avait d'abord empêché le placement de la tablette repoussée à l'intérieur par le poteau qui y était accoté à l'extérieur; que par acte de Navelet, huissier à Melun, du 20 octobre dernier, Lefèvre a fait citer par voie de complainte les associés Houzeau et Caget pour voir dire qu'ils seront tenus d'enlever, dans les vingt-quatre heures du jugement à intervenir, ledit poteau qui constitue un trouble à sa possession au point de vue de la sécurité, en favorisant l'introduction des malfaiteurs, de la propriété en servant d'urinoir aux passants, de la vue en ce que le poteau masque le pilastre destiné à recevoir un vase de fleurs, en même temps qu'une dépréciation évidente à la propriété du requérant; et ce sous une astreinte de 5 francs par chaque jour de retard, et 50 francs de dommages, pour le préjudice causé jusqu'à ce jour; que depuis l'appel en conciliation, et, disent-ils, l'avant-veille de l'assignation, les défendeurs ont incliné hors de la perpendiculaire ledit poteau de manière qu'il ne touche plus le sommet du pilastre, mais qui n'en est qu'à 19 centimètres, ainsi qu'il appert de notre procès-verbal de constat du 28 octobre dernier; — Attendu qu'à l'audience de samedi dernier 19 du courant, les défendeurs, par M^e Villeneuve leur con-

seil et mandataire verbal, ont fait déposer à notre barre des conclusions préjudicielles tendant à ce que nous nous déclarions purement et simplement incompetent, renvoyer la cause devant les juges qui doivent en connaître et condamner Lefèvre aux dépens; que le demandeur, par M^e Dupuis, son conseil, a maintenu les conclusions de sa demande au possessoire; — Statuant sur l'exception d'incompétence : — Attendu : 1^o qu'en effet le poteau dont on demande l'enlèvement est placé sur la voie publique, mais qu'il n'en est pas moins certain que le propriétaire riverain d'une voie publique quelconque a, sur cette voie, des droits qu'il tient de la nature des lieux et de la loi; que ces droits ont le caractère de droits réels immobiliers, comme une servitude *sui generis* qui, s'ils ne font pas obstacle à ce que l'administration dispose de la voie, sont néanmoins expressément réservés par la loi, ainsi qu'ils l'ont été d'abondance par l'article 3 de l'arrêté préfectoral susmentionné ainsi conçu : « Art. 3. — « La présente autorisation est accordée sous toute réserve des « droits des tiers... »; que le sieur Lefèvre ayant la possession légale non contestée de l'immeuble riverain a donc le droit d'intenter une action possessoire en cessation d'un trouble qu'il prétend avoir été apporté à sa jouissance depuis moins d'une année, non par l'administration mais par de simples particuliers auteurs de l'établissement du poteau dont s'agit, sans que le demandeur prétende que le poteau soit installé sur son propre terrain, ce qui n'est pas indispen-

sable dans la matière ; qu'aux termes de sa demande et de ses dernières conclusions, le préjudice qu'il prétend lui être causé n'est que l'accèssoire ou la conséquence du trouble de possession dont il se plaint, et, comme tel, encore actuel et permanent, ce qui est bien différent d'une simple action mobilière indéterminée en réparation d'un dégât ou préjudice temporaire ou accidentel que, comme le disent les défendeurs, il n'aurait pu baser que sur l'article 1382 du Code civil ; 2° qu'il importe peu de savoir si, au jour de l'assignation, le poteau ne touchait plus le sommet du pilastre ; qu'il restait toujours à statuer même, à propos de cette question, sur le point de savoir s'il y avait encore trouble de possession par suite du déplacement de la tablette, sur les dommages et les frais ; — Par ces motifs ; — Attendu que l'instance en complainte est basée sur des troubles de possession actuels et permanents sur lesquels, selon l'article 6 de la loi du 25 mai 1838, le Tribunal de paix est spécialement appelé à prononcer en premier ressort ; — Disons qu'elle a été bien engagée ; que l'exception d'incompétence n'est pas fondée ; nous déclarons compétent ; — Renvoyons à quinzaine, à l'audience du samedi 10 décembre 1892, pour statuer au fond. »

Observations. — Le droit d'intenter une action possessoire résulte pour un possesseur à la fois d'un fait matériel de trouble et d'une prétention à une possession contraire à la sienne. Peu importe la forme sous laquelle ce trouble et cette prétention se manifestent

pourvu qu'ils soient constants. Le fait que le poteau télégraphique, cause du trouble, était planté sur la voie publique, ne pouvait donc avoir aucune importance. Quant à la question de savoir si au jour de l'assignation le poteau avait été reculé, elle n'avait non plus aucun intérêt, puisque cette mesure laissait subsister le trouble et la prétention à une possession contraire en résultant. Cependant sur appel, le jugement ci-dessus rapporté a été infirmé par un jugement du Tribunal de Melun du 14 avril 1893. Voir les ANNALES. Le Tribunal a décidé que, dans les faits reprochés aux défendeurs, il manquait la prétention à une possession contraire à celle du demandeur, base essentielle de toute action possessoire, et que par suite, il ne pouvait y avoir lieu de la part du demandeur qu'à une action en dommages-intérêts d'une valeur indéterminée dont la connaissance n'appartenait pas au juge de paix.

Justice de paix du XI^e arrondissement de Paris.

Prés. : M. CRANNEY $\frac{3}{4}$, A. (.), juge de paix.

10 mai 1893.

Objet perdu. — Facteur. — Bureau de poste. — Responsabilité. — Remise de l'objet perdu au bureau de poste. — Demande non recevable.

Les facteurs, lorsqu'ils trouvent un objet laissé par un tiers dans le bureau auquel ils sont attachés, doivent en opérer la remise, non entre les mains du commissaire de police du quartier, mais bien à celles du receveur du bureau, ou, en son absence, à l'un des employés.

En conséquence, lorsque la remise de

l'objet perdu a été opérée ainsi par un facteur, ce dernier n'est pas responsable envers le tiers de la perte ultérieure de cet objet, ou de la restitution qui en a été faite à un autre que le véritable propriétaire,

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Un sieur Cavagnod ayant oublié son porte-monnaie contenant 50 francs sur une table d'un bureau de poste, l'objet fut trouvé par le facteur Potard, qui le déposa entre les mains d'un employé du bureau.

Quelques instants après, un individu se présente et réclame sa bourse qu'il venait, disait-il, de laisser par mégarde dans le bureau. Elle lui est aussitôt remise. Or, ce tiers n'était autre qu'un larron, qui avait eu par hasard connaissance de la perte du porte-monnaie et qui a su inspirer confiance.

Le sieur Cavagnod, survenu trop tard pour réclamer ce qui lui appartenait, a fait citer le facteur Potard devant M. le juge de paix du onzième arrondissement de Paris, en remboursement de la somme soustraite ; il a soutenu que le facteur avait commis une faute en ne portant pas l'objet trouvé chez le commissaire de police. Le facteur a décliné toute responsabilité, en prétendant qu'il n'avait fait que se conformer au règlement de la poste.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes ; — Attendu que le principe sur lequel s'appuie le demandeur, pour soutenir le bien fondé de sa demande, est incontestable ; mais que, toutefois, il résulte des renseignements par nous recueillis qu'il y est fait dérogation, en ce qui

touche les facteurs, en raison des obligations auxquelles ils sont soumis ; ces derniers, lorsqu'ils trouvent un objet laissé par un tiers dans le bureau auquel ils sont attachés, doivent en opérer la remise, non au commissaire de police du quartier, mais bien en celles du receveur du bureau ou, en son absence, à l'un des employés, ce que le sieur Cavagnod reconnaît, dans sa demande, avoir été fait ; — D'où il suit que c'est le cas de débouter le demandeur de sa demande contre le sieur Potard, l'aveu du demandeur étant indivisible, en lui réservant tous ses droits, s'il en a, contre qui il appartiendra, le facteur, dans l'espèce, s'étant conformé à l'obligation le concernant ; — Par ces motifs, etc. »

Observations. — On ne peut être responsable du dommage causé à un tiers qu'autant que l'on a commis une faute ou une imprudence et que l'on est personnellement l'auteur du dommage. Or, dans l'espèce, le facteur n'était certainement pas l'auteur direct du fait dommageable, puisque ce n'était pas lui qui avait remis le porte-monnaie au voleur. D'autre part, en déposant l'objet trouvé non au commissaire de police, mais à un employé du bureau de poste, il s'était conformé aux instructions de son administration. Il n'avait donc commis aucune faute et, par suite, il devait être mis hors de cause.

Justice de paix du canton de Lens
(Pas-de-Calais).

Présid. : M. LE JARDINIER, juge de paix.

14 mars 1893.

Action en dommages-intérêts pour diffamation verbale. — Défendeur. — Nouveaux propos diffamatoires tenus à l'audience. — Juge. — Répression. — Dommages-intérêts.

Lorsque, dans un procès porté devant le juge de paix, le fait d'injure ou de diffamation verbale a eu lieu à l'audience, de la part de l'une des parties envers l'autre, le juge est en droit, si les propos tenus constituent eux-mêmes une nouvelle diffamation verbale, de condamner la partie qui les a tenus à des dommages-intérêts de ce chef.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la femme B... actionne L... en paiement de la somme de 200 francs à titre de dommages-intérêts, pour le préjudice à elle causé en raison des propos diffamatoires tenus publiquement par ce dernier sur son compte, le 8 mars 1893, dans la soirée, dans un estaminet, à Loos-en-Gohelle ; — Attendu que L... reconnaît effectivement avoir dit publiquement « qu'il aurait eu, quand il l'aurait voulu, la femme B... » ; — Attendu qu'il ne s'est pas seulement contenté de rapporter avec forfanterie ledit propos à l'audience, sur la nature duquel il ne saurait y avoir de doute possible, mais encore qu'il s'est empressé d'ajouter : « qu'il « avait eu, pour la première fois, la « femme B... pour vingt sous dans « les champs » ; — Attendu que, quelque invraisemblable que puisse paraître le fait, étant donné l'âge et l'aspect quasi répugnant du défen-

deur, il n'en résulte pas moins que pareil propos, tenu avec cynisme en présence du mari de la demanderesse, est de nature à porter l'atteinte la plus grave à l'honneur d'une femme comme aussi à l'honneur conjugal battu en brèche ; — Attendu, d'autre part, qu'il y a lieu d'édicter que ce dernier propos ainsi rapporté à l'audience constitue par lui-même une diffamation verbale dûment caractérisée de la part de l'une des parties en cause à l'égard de l'autre et en raison de laquelle le juge qui préside l'audience a le devoir de sévir, en condamnant la partie qui a tenu pareil propos à des dommages-intérêts ; — Attendu que, s'il n'en était pas ainsi, les parties en cause pourraient alors librement se rendre coupables, à l'audience, de faits de la nature la plus grave et avec d'autant plus de facilité que l'impunité leur serait assurée ; — Mais attendu qu'il est de principe général, en matière de diffamation, que la vérité légale elle-même ne peut être produite en justice et ne saurait y avoir droit de cité, même comme justification d'une imputation quelconque ; — Attendu que de tout ce qui précède il résulte qu'il y a lieu de prononcer contre le défendeur, en raison des circonstances aggravantes dont s'agit, des dommages-intérêts non seulement du chef de ce qui fait l'objet de la citation, mais encore du chef de la diffamation verbale qui s'est produite à l'audience ; — Attendu que, ce faisant, mais étant donné l'état d'indigence dans lequel se trouve le défendeur, une somme de 25 francs, à titre de dommages-intérêts, nous paraît devoir être le maximum de la réparation pécun-

naire à laquelle nous puissions condamner le défendeur ; — Par ces motifs, condamnons le défendeur en 25 francs de dommages-intérêts, etc. ».

Observations. — Les paroles injurieuses ou diffamatoires prononcées à l'audience même par l'une des parties en cause contre l'autre n'auraient été considérées comme faisant partie de la défense, alors que l'injure, loin d'atténuer le fait reproché par la partie adverse et dont la réparation est demandée, aggrave au contraire les torts de la partie qui l'a proférée volontairement et sciemment. Dans ce cas, il appartient certainement au juge saisi du litige de retenir le propos injurieux et de condamner son auteur à des dommages-intérêts, à raison de ce propos même. Voir par analogie, Caen, 20 avril 1842.

Tribunal de simple police de Pontoise
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPH. BOULÉ, juge de paix.

5 mars 1891.

Établissement incommode. — Demande d'expertise.

Quand le prévenu reconnaît lui-même que son établissement est un moulin à broyer la pierre à plâtre, tel que le vise le décret qui le déclare *incommode*, il n'y a pas lieu, de la part du juge, à s'arrêter à une demande d'expertise ou de visite de lieux, non plus qu'à l'annonce d'une demande à fin d'autorisation.

Ainsi jugé dans les termes suivants par le Tribunal de simple police de Pontoise :

« **LE TRIBUNAL :** — Statuant contradictoirement et en premier ressort, après avoir entendu le sieur Lacroix en ses conclusions, le ministère public en son réquisitoire et ledit sieur Lacroix en sa réplique ; — Attendu qu'il est constant, de l'aveu même de Lacroix, que l'établissement dont s'agit est un moulin à broyer la pierre à plâtre ; — Que cet établissement, d'après le décret du 3 mai 1886, est considéré comme incommode, à raison de la poussière ; — Que la demande de Lacroix, soit pour une visite à faire par le Tribunal, soit pour un expert à nommer, dans le but d'établir que l'exploitation dudit établissement n'engendre pas de poussière, ne saurait être accueillie par le Tribunal, le décret étant formel et n'étant pas susceptible de révision de la part du pouvoir judiciaire ; — Attendu que l'établissement dont s'agit n'est pas autorisé et que la demande que le prévenu annonce avoir l'intention de faire à l'autorité compétente laisse toute sa force au procès-verbal constatant la contravention et ne saurait dès lors, être prise en considération à aucun point de vue ; — Par ces motifs, déboute Lacroix de son opposition au jugement rendu contre lui, le 20 février dernier, par M. Barette, notre premier suppléant ; en conséquence, dit que ledit jugement sortira son plein et entier effet et sera exécuté selon sa forme et teneur ; — Et condamne ledit Lacroix en tous les frais et dépens. »

Observations. — Un établissement que les lois ou décrets rangent parmi les établissements incommodes ou insalubres ne peut être

ouvert sans autorisation. Par suite, le juge de police ne peut qu'appliquer, à celui qui l'a ouvert sans autorisation, la peine de la contravention. Il n'appartient pas au juge de police de décider, même après visite de lieux ou expertise, qu'un tel établissement, qualifié incommode par les lois ou décrets, n'est pas réellement incommode. C'est à l'autorité administrative qu'il appartient, en droit, de statuer sur une telle question.

Justice de paix du cant. sud-est de Lille (Nord).

Président : M. GOUBET, juge de paix.

26 mai 1893.

Saisie-arrêt. — Demande en mainlevée, Compétence.

La demande en mainlevée d'une opposition formée par la partie saisie doit être portée devant le Tribunal civil du domicile du débiteur.

Le juge de paix est incompétent pour statuer sur une telle demande, alors même que les causes de la saisie n'excèdent pas 200 francs.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré et statuant, par jugement contradictoire, en premier ressort ; — Ouf le demandeur par l'organe de M^e Guichard, avocat ; — Ouf le défendeur par l'organe de M^e Roche, avocat ; — Attendu que, par exploit du 15 de ce mois, le sieur Lemainque demande la mainlevée d'une saisie-arrêt que le sieur Cuignet a fait pratiquer sur ses appointements à l'usine de Fives, le 17 avril dernier, par ministère

d'huissier ; — Attendu qu'aux termes de l'article 567 du Code de procédure civile, la demande en mainlevée d'une opposition formée par la partie saisie doit être portée devant le Tribunal civil du domicile du débiteur ; — Attendu que, la loi ne faisant aucune distinction entre les créances supérieures ou inférieures à 200 francs, les auteurs et la majorité des Tribunaux décident que la demande en validité ou en mainlevée d'une saisie-arrêt, même en matière commerciale ou dépendante de la juridiction des juges de paix, est de la compétence exclusive des Tribunaux civils, bien que les causes de la saisie n'excèdent pas 200 francs (Rennes, 15 novembre 1851 ; Limoges, 4 juin 1856 ; 8 février 1860. Voir, en ce sens, Beaume et Million, DICTIONNAIRE DES JUSTICES DE PAIX ; Bioche, DICTIONNAIRE DES JUGES DE PAIX ; Dalloz, RÉPERTOIRE, *Compétence civile des juges de paix*, n° 81, *Saisie-arrêt*, n° 277, 291) ; — Attendu, au surplus, que les demandes en validité ou en mainlevée d'une saisie-arrêt étant d'un taux indéterminé, puisqu'on ne saisit-arrête que ce que le tiers saisi doit ou peut devoir au créancier saisissant, doivent encore, à ce point de vue, échapper à la compétence des juges de paix ; — Par ces motifs : — Nous déclarons d'office incompétent, renvoyons le demandeur devant le Tribunal qui doit connaître de l'affaire et le condamnons en tous les dépens. »

Observations. — Voir, dans ce sens, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Saisie-arrêt*, n° 3 et suiv., et les autres autorités citées dans le jugement.

Just. de paix du canton d'Ancy-le-Franc
(Yonne).

Président : M. GUILLET, juge de paix.

22 décembre 1892.

*Demande en paiement de fournitures. —
Quittance produite par le défendeur.
— Dénégation d'écriture. — Renvoi
devant le Tribunal compétent.*

Lorsque, à une demande en paiement de fournitures, le défendeur oppose une quittance du demandeur, si l'écriture ou la signature de la quittance est déniée ou méconnue par le demandeur, il y a lieu pour le juge de paix, saisi de la contestation, de renvoyer les parties devant le Tribunal compétent pour statuer sur la vérification d'écriture, dépens réservés.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Suivant exploit de Brunat, huissier, en date du 16 décembre, présent mois, enregistré, A... a fait citer B... à comparaître devant le juge de paix d'Ancy-le-Franc à la présente audience, pour s'entendre condamner à lui payer la somme de 61 fr. 05, pour prix de marchandises (nouveautés) vendues et livrées, aux intérêts et dépens, sous toutes réserves.

La cause appelée et lecture faite de la citation, A... a persisté dans sa réclamation et justifié par ses registres des livraisons faites à B... depuis 1890, c'est-à-dire après leur dernier règlement.

B... a prétendu avoir payé A... le 6 juin dernier, et, à l'appui de cette allégation, a produit une facture datée de ce même jour et acquittée au moyen d'un timbre mobile non daté.

A... a protesté énergiquement, affirmant n'avoir rien reçu de B...

depuis 1889, et ne pas l'avoir vu à la date indiquée; puis il a dit qu'il avait encore réclamé cette somme à B... le 28 octobre dernier (ce dont il a justifié par son copie de lettres), et, qu'en réponse à l'avertissement en conciliation, B..., par sa lettre du 8 courant, lui avait promis d'aller le voir le 18 ou le 20 du même mois, lui laissant ainsi supposer qu'il le payerait.

Ensuite B..., après hésitation, a déclaré que c'est sa femme qui a payé A... et que la lettre sus-énoncée a été écrite à celui-ci par son fils, âgé de vingt ans, qui, sachant que A... liquidait, espérait acheter des marchandises à bon marché.

La facture acquittée ayant été mise sous les yeux de A..., celui-ci, après examen, a déclaré que sa signature porte un grand paraphe qui n'existe pas sur cette pièce; mais que, dans tous les cas, le mot *pour* précédant le mot *acquitté*, n'est pas écrit de sa main, non plus que la lettre A qui précède son nom. A... a ajouté qu'il est bien certain de ne pas avoir acquitté cette facture, et que le timbre acquitté (ancien format) qui s'y trouve, a dû être enlevé de son ancienne facture de 1889 et recollé sur celle de 1891. Il a même offert à B... d'abandonner sa demande s'il lui représentait sa facture de 1889 acquittée.

Celui-ci s'y est refusé.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance; — Vu l'article 14 du Code de procédure civile; — Ouf les parties en leurs explications et déclarations; — Donnons acte au demandeur de ce qu'il lui dénie l'écriture que lui op-

pose le défendeur, et, après avoir paraphé la pièce dont l'écriture est déniée, renvoyons la cause devant les juges qui doivent en connaître, dépens réservés. »

Observations. — Il est incontestable que la dénégation ou la méconnaissance d'écritures constitue une question préjudicielle, qui oblige le juge de paix à renvoyer devant le Tribunal compétent, afin qu'il soit procédé à la vérification de l'écriture de la pièce méconnue. Mais doit-il aussi se dessaisir sur le fond? La question est très controversée. Voir sur cette question notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Inscription de faux*, où les opinions des auteurs et les arrêts des Cours sont exposés et discutés très complètement. Nous y enseignons que le juge de paix ne cesse pas d'être compétent pour statuer sur le fond du litige. Il n'est dessaisi que sur l'incident. Telle paraît avoir été, d'ailleurs, l'opinion de M. le juge de paix d'Ancy-le-Franc, et c'est pour ce motif que ce magistrat, tout en renvoyant les parties à se pourvoir sur la vérification d'écriture, a réservé les dépens.

Tribunal de simple police de Brienon
(Yonne).

Président : M. RAGOT, juge de paix.

24 février 1893.

Halles et marchés. — Arrêté municipal.
— Contravention. — Excuse inadmissible.

Lorsqu'un arrêté municipal, régulièrement approuvé, défend de porter et de vendre, et ailleurs qu'au marché, les

dénrées destinées à l'approvisionnement de la ville, le fait par un marchand d'avoir vendu à des particuliers en dehors du marché, constitue une contravention punissable des peines de l'article 471, n° 13, du Code pénal.

Le marchand exciperait en vain, pour sa défense, que, postérieurement aux ventes par lui faites en dehors du marché, il s'est présenté à ce marché et y a acquitté les droits prescrits par l'arrêté municipal.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Après avoir entendu, dans leurs explications et conclusions déposées à la barre du Tribunal, M. Délacolle comme mandataire de M^{me} Pain, et les sieurs Roland et Chavance, représentant en personne leurs femmes, ensemble le ministère public en ses conclusions, le tout à l'audience du 17 février présent mois, jugeant publiquement et en dernier ressort ; — Attendu que le garde champêtre Rodier, de la ville de Brienon-sur-Armançon, a dressé, à la date du 3 février 1893, un procès-verbal contre : 1° Angéline Roy, épouse de Césaire Pain, cultivateur, avec lequel elle demeure à Bouilly, canton de Saint-Florentin ; 2° Emilie Besançon, épouse de Émile Roland, cultivateur, avec lequel elle demeure à Brienon ; 3° Désirée Ballu, épouse d'Armand Chavance, propriétaire, avec lequel elle demeure audit lieu de Brienon, pour avoir, ledit jour, 3 février, ladite dame Pain, vendu un morceau de beurre à M^{me} Roland et une douzaine d'œufs à M^{me} Chavance, au faubourg du Port, rue de la Tête-Noire, à Brienon ; — Attendu qu'aux termes de l'article 97, § 5, de

la loi municipale du 5 avril 1884, le maire a l'inspection sur la fidélité des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure et sur la salubrité des marchandises exposées en vente ; — Cet article paraissant devoir être interprété dans le sens le plus large ; — Attendu qu'il résulte de plusieurs arrêts de la Cour de cassation qu'il appartient à l'autorité municipale de désigner les lieux où doivent se tenir les foires et marchés et les places que les marchands doivent occuper et d'interdire l'exposition et la vente des denrées et marchandises partout ailleurs que dans les lieux fixés par ses arrêtés ; — Attendu, en outre, que l'arrêté municipal qui, dans le double intérêt de la salubrité des comestibles et de l'approvisionnement du marché, interdit d'acheter ou de vendre des comestibles ou denrées ailleurs qu'aux marchés, est légal (Cass., 3 juin 1855) ; — Attendu que les dames Pain, Roland, Chavance, soit en vendant ou achetant des denrées dans la ville de Briennon, le jour du marché, ailleurs que sur l'emplacement fixé par le maire de cette ville en vertu de son arrêté du 20 décembre 1884, approuvé par M. le préfet de l'Yonne, le 24 décembre suivant, des marchandises dans l'intérieur de la ville de Briennon et destinées à l'approvisionnement de son marché, ont contrevenu aux articles 3 et 4 de cet arrêté, qui spécifie ce qui suit : « Article 3. Les « marchands de volailles, gibier, « beurre, œuf, fromages, crème, « fruits, légumes ou autres denrées « et comestibles destinés à l'appro-
« visionnement de la ville, seront « tenus de les porter directement « au marché. — Il leur est interdit

« formellement de les vendre ou de
« les porter ailleurs. — Article 4. Il
« est expressément défendu, sous
« aucun prétexte, d'aller au-devant
« de ceux qui apportent des denrées
« et comestibles destinés à l'appro-
« visionnement du marché, dans le
« but de les acheter, retenir ou ar-
« rher ; » — Attendu, de plus, qu'en
ne se conformant pas à ces prescrip-
tions, les délinquantes ont encouru
les peines édictées par l'article 471,
n° 15, du Code pénal ainsi conçu :
« Seront punis d'amende, depuis
« 1 franc jusqu'à 5 francs inclusi-
« vement, ceux qui auront contre-
« venu aux règlements légalement
« faits par l'autorité administrative
« et ceux qui ne se seront pas con-
« formés aux règlements ou arrêtés
« publiés par l'autorité municipale
« en vertu des articles 3 et 4, titre XI,
« de la loi des 16 et 24 août 1790, et
« de l'article 46, titre I^{er}, de la loi des
« 19 et 22 juillet 1791 » ; — Attendu
qu'il ne nous paraît pas avoir lieu de
tenir compte des conclusions pré-
sentées aux noms des contrevenan-
tes, qui tendent à faire valoir qu'il
n'a été porté aucun préjudice à la
ville de Briennon par la dame Pain,
qui s'est présentée sur le marché
postérieurement à la vente faite aux
dames Roland et Chavance et y au-
rait acquitté les droits prescrits par
l'arrêté du maire, ce règlement or-
donnant de porter directement au
marché les denrées y destinées, doit
être interprété comme étant une
mesure générale, sans y avoir lieu
d'admettre aucune restriction ; —
Par ces motifs, faisant application,
aux dames Pain, Roland et Cha-
vance, de l'article 471, n° 15, du
Code pénal susvisé, les condamne
chacune en 2 francs d'amende ; —

Les condamne, en outre, tous solidairement aux dépens avec leurs maris ; — Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps. »

Observations. — Jurisprudence constante. Voir en ce sens Cass., 13 décembre 1884, 3 juin 1858, 24 décembre 1880, ANNALES 1881, p. 407, etc. Voir notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Marchés*. L'arrêté municipal doit être observé à la lettre, et le fait que le marchand, après les ventes faites en contravention à l'arrêté, se serait transporté au marché et aurait payé les taxes par lui dues ne fait pas disparaître l'infraction commise.

Justice de paix du canton de Saint-Béat
(Haute-Garonne).

Président : M. DE LAMY, juge de paix.

25 avril 1893.

Action possessoire. — Trouble. — Voiture attelée. — Passage. — Défaut d'intention de nuire. — Possession non contestée. — Injure. — Dépens.

Les actes accidentels et qui ne révèlent pas la prétention d'user d'un droit, qui ne laissent aucune trace, ne peuvent être considérés comme des faits de trouble pouvant donner ouverture à l'action possessoire.

Spécialement, le fait par un voiturier d'avoir, pour éviter un accident, fait passer accidentellement sa voiture sur un terrain d'autrui, alors que le voiturier ne conteste nullement la possession du demandeur, ne peut donner lieu à la complainte, mais seulement à une action en dommages-intérêts au cas de préjudice justifié.

Il appartient au juge saisi d'apprécier s'il y a eu préjudice, et de refuser toute réparation si ce préjudice n'est pas établi.

Le fait reproché, alors même qu'il est établi, n'autorise pas l'adversaire à injurier le voiturier, et l'injure, dûment constatée, peut légitimer une demande reconventionnelle, sauf au juge à réduire la réparation à une simple condamnation aux dépens de l'instance.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le sieur Bondoumet, en conduisant, le 17 mars dernier, dans la rue de Dessus, rue fort étroite, sise à Saint-Béat, sa jardinière attelée d'un cheval et chargée de liteaux, fut dans la nécessité, pour éviter un choc ou un accident, de se garer un instant sur une courcelle du sieur Parenteau, aux fins de livrer passage au sieur Saint-Martin, qui conduisait un chariot.

Le sieur Parenteau, se trouvant dans la rue de Dessus, s'avança, à ce moment, vers le sieur Bondoumet et, tout en lui reprochant d'avoir traversé sa courcelle, il le qualifia publiquement de brigand et il l'informa qu'il allait, pour ce fait de passage, le citer en justice ; ce qu'il fit, par exploit en date du 23 mars dernier, où il se plaignait, en outre, de trois autres troubles qui n'ont pu être prouvés, et demandant à être maintenu et, au besoin, réintégré dans la libre et paisible possession de ladite courcelle, avec défense au sieur Bondoumet de plus l'y troubler à l'avenir, et, pour l'avoir fait, s'entendre ce dernier condamner à lui payer une somme de 150 francs à titre de dommages-intérêts.

A l'audience du 28 mars, le sieur Bondoumet a dit qu'il ne contestait au sieur Parenteau ni la possession ni la propriété de ladite courcelle,

et il a été autorisé à prouver qu'en traversant cette courcelle il avait agi dans un cas de force majeure, qu'il n'avait causé aucun dommage au sieur Parenteau, sa courcelle étant ouverte au public, inculte et battue comme une rue, et, reconventionnellement, il a demandé 500 francs de dommages-intérêts pour avoir été qualifié publiquement de brigand par le sieur Parenteau.

Après l'audition d'un seul témoin produit par le sieur Bondoumet, le jugement suivant a été rendu, le 25 avril 1893, sur les lieux litigieux, qui ont été décrits :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — [Parties ouïes, statuant contradictoirement et en premier ressort ; — En fait : — Attendu qu'il résulte des explications fournies par les parties et de la déposition du sieur Saint-Martin, seul témoin entendu, que, le 17 mars dernier, le sieur Bondoumet, défendeur au principal, conduisant, dans la rue de Dessus, où il habite, rue sise à Saint-Béat, mesurant moins de 3 mètres de largeur, sa jardinière attelée d'un cheval et chargée de liteaux, et se dirigeant du midi au nord, fut dans la nécessité absolue, pour éviter un choc ou un accident, de se garer, un instant seulement, dans la courcelle du sieur Parenteau pour laisser passer le chariot conduit par le sieur Saint-Martin ; — Attendu qu'il résulte de notre visite des lieux que la courcelle du sieur Parenteau, formant, en retrait sur ladite rue de Dessus, un parallélogramme de 10 mètres de long sur 2 mètres de large, est non close, absolument inculte et battue comme la rue de Dessus elle-même, de laquelle elle n'est séparée

que par une petite rigole en pierre ; — Attendu qu'en traversant, sans y séjourner, ladite courcelle, le sieur Bondoumet a agi dans un cas de force majeure et aux fins seulement d'éviter un accident ; que, par le fait de son passage, il n'a causé, d'ailleurs, au sieur Parenteau aucun dommage matériel sérieux, palpable ; — Attendu, d'autre part, que le sieur Parenteau reconnaît avoir qualifié le sieur Bondoumet de brigand au moment où celui-ci traversait sa courcelle et que cette parole injurieuse, proférée publiquement, a été entendue par le sieur Saint-Martin, témoin produit par le sieur Bondoumet ; — En droit : — Attendu que le sieur Parenteau n'a pas fait la preuve des faits par lui articulés en son exploit sus-daté ; — Attendu que le sieur Bondoumet n'a jamais contesté au sieur Parenteau soit la propriété, soit la possession de ladite courcelle ; — Attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence que les actes accidentels qui ne révèlent pas la prétention d'user d'un droit et qui ne laissent aucune trace doivent être considérés comme des actes de simple tolérance et non comme des faits de trouble mettant les possesseurs en demeure d'invoquer leurs droits (Requête, 3 août 1882, Sirey 1882, I, 651) ; — Que, notamment, les faits même dommageables, qui ne révèlent pas l'intention de s'attribuer la possession de la chose ou de contester la possession d'autrui, ne peuvent donner lieu à la complainte, mais seulement à une action en dommages-intérêts (Aubry et Rau, V, 187) ; — Qu'aux termes, en effet, d'un arrêt de la Cour de cassation, en date du 1^{er} février 1864, un acte même nuisible

qui ne ferait point grief à la possession ne pourrait engendrer qu'une action en dommages-intérêts, mais ne pourrait point servir de base à une action possessoire ; — Attendu que, pour qu'il y ait plainte, il faut que les faits qui servent de base à cette demande, portent réellement préjudice au plaignant ; — Attendu que le sieur Parenteau ne fournit aucune preuve de l'existence d'un préjudice dûment justifié, matériel, palpable, et qu'à défaut de cette justification il ne peut lui être alloué des dommages-intérêts ; — Attendu que, s'il est de règle que nul ne peut passer sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, cette règle souffre exception dans certains cas, notamment dans le cas de force majeure ; — En ce qui concerne la demande reconventionnelle faite par le sieur Bondoumet : — Attendu que cette demande nous paraît exagérée ; — Attendu qu'il résulte, toutefois, et de la déposition du sieur Saint-Martin et de l'aveu même du sieur Parenteau, que ce dernier a qualifié publiquement le sieur Bondoumet de brigand, au moment où celui-ci traversait ladite courcelle avec sa jardinière ; — Attendu que le sieur Parenteau se défend d'avoir attaché à ce mot de *brigand* un sens injurieux et qu'il ne l'a certainement proféré que dans un moment d'extrême irritation ; — Attendu, néanmoins, qu'une telle injure jetée à la face du sieur Bondoumet ne saurait être complètement excusée et qu'il est dû, de ce chef, à ce dernier, une réparation morale ; — Attendu que cette réparation toute morale résulte suffisamment du jugement même et de la condamnation du

demandeur au principal en tous les dépens ; — Par ces motifs, sans nous arrêter à toutes plus amples fins et conclusions des parties ; — Renvoyons le sieur Parenteau des fins de sa demande comme étant non recevable et mal fondée et l'en déboutons ; — Statuant sur la demande reconventionnelle du sieur Bondoumet, condamnons, pour tous dommages-intérêts, le sieur Parenteau en tous les dépens, à ce non compris coût et suite du présent auxquels il est également condamné. »

Observations. — L'empiètement sur le terrain d'autrui, s'il est, comme dans l'espèce, purement accidentel et momentané, s'il n'implique aucune prétention de possession contraire à la possession du propriétaire du terrain, ne saurait donner ouverture à une plainte possessoire. C'est ce qui a été décidé plusieurs fois déjà. Voir en ce sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Action possessoire*, n° 41 et suiv. ; Loli-gois, v° *Trouble*, n° 5, etc. Or, le fait par un voiturier qui, dans une rue étroite, pour éviter une rencontre et un accident probable, dirige pour un instant sa voiture sur un terrain privé attenant à la rue, est un fait essentiellement accidentel et momentané, lequel ne saurait autoriser la plainte, car un tel fait n'implique, de la part de son auteur, aucune prétention de possession ni de mainmorte sur ce terrain. Tout au plus, ce fait peut-il donner lieu à une action en dommages-intérêts, mais au cas seulement où le propriétaire du terrain justifierait d'un dommage effectif et sérieux. C'est là une question de pur fait, qu'il appartient au juge saisi d'apprécier souverainement.

Justice de paix du cant. de Saint-Julien
(Loire-Inférieure).

Président : M. GODRIE, juge de paix.

22 et 29 avril 1893.

*Dénonciation calomnieuse. — Action en
dommages-intérêts. — Diffamation. —
Cantonnier. — Preuve. — Dommages-
intérêts.*

Le fait par un individu d'avoir dit d'un cantonnier qu'il néglige son travail, et d'avoir, en outre, porté plainte à ses supérieurs, le rend passible de dommages-intérêts au profit du cantonnier, alors qu'il est établi, par les déclarations et certificats de ses chefs, que cette imputation est mal fondée et faite avec intention de nuire.

Ainsi jugé dans les circonstances que voici :

Par exploit du 20 avril courant, enregistré, le sieur Legrais, cantonnier, a fait citer le sieur David pour, est-il dit dans cet exploit : — « Attendu que, le 15 mars dernier, le sieur Jean-Marie David, défendeur, est allé à Châteaubriant porter une plainte à M. l'agent voyer d'arrondissement contre René Legrais, sous prétexte que celui-ci employait, a-t-il dit, une grande partie de son temps dans son jardin, au lieu de le passer sur les routes, comme le veut sa profession ; — Attendu que, le 20 du même mois, cette assertion a été répétée par le sieur David devant plusieurs autres personnes (ainsi que la preuve en sera faite, en cas de dénégation de la part du défendeur) et a rendu cette affaire publique ; — Attendu que cette allégation a été portée d'une manière téméraire, imprudente, par le défendeur, à toutes ces personnes, et évidemment dans l'intention de

nuire à René Legrais, en essayant, par exemple, de faire perdre la place de celui-ci, si l'affirmation de David avait été acceptée par M. l'agent voyer ; — Attendu que cette action, loin d'être contestée par le défendeur (puisqu'il l'a affirmé de nouveau à l'audience de conciliation du 15 courant, devant M. le juge de paix), porte atteinte à l'honneur et à la considération de René Legrais, le discrédite dans l'esprit public et lui cause, par conséquent, un préjudice ; — Qu'il lui en est dû réparation ; — Par ces motifs : — Le sieur David, défendeur, s'entendre condamner à payer à Legrais la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts ; — S'entendre, en outre, condamner aux dépens, sous toutes réserves. »

La cause, en cet état appelée à l'audience de ce jour, les parties ont comparu en personne et, lecture faite de l'exploit introductif d'instance, elles ont fait valoir leurs moyens respectifs de défense et pris les conclusions suivantes :

Le demandeur a conclu à ce qu'il plût au Tribunal lui allouer le bénéfice des conclusions par lui prises dans son dit exploit ci-devant relaté.

Le défendeur, de son côté, a répondu qu'il reconnaissait bien avoir tenu les propos qui sont relatés dans la citation, mais qu'il n'avait, dans la circonstance, usé que d'un droit ; que, d'un autre côté, la demande de Legrais est irrecevable en l'état ; que, par ces motifs, il conclut à ce qu'il plaise à M. le juge de paix débouter Legrais de sa demande et reconventionnellement : — « Attendu que cette demande téméraire lui cause un préjudice, qu'il lui en est dû réparation, condamner Legrais

en 110 francs à titre de dommages-intérêts et le condamner en tous les dépens, sous toutes réserves. » — Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Jean-Marie David reconnaît avoir porté une plainte, le 15 mars dernier, à M. l'agent voyer d'arrondissement contre René Legrais, cantonnier à Juigné-des-Moutiers, sous prétexte que celui-ci employait une grande partie de son temps dans son jardin, au lieu de le passer sur les routes comme le veut sa profession ; — Attendu que Jean-Marie David a répété cette assertion, le 20 du même mois, devant plusieurs autres personnes et a rendu cette affaire publique ; — Attendu, d'un côté, que tout contribuable ne fait qu'user d'un droit en portant plainte contre tout agent de l'administration qui ne fait pas son service ; — Attendu, d'un autre côté, que la plainte ne saurait donner lieu à une demande de dommages-intérêts qu'autant que l'administration compétente aurait statué sur le cas dont s'agit et aurait reconnu la plainte téméraire, imprudente et faite dans l'intention de nuire ; — Attendu que Legrais ne justifie pas, à notre audience de ce jour, que ses chefs ont statué sur la plainte de Jean-Marie David, mais qu'il se propose de nous apporter, à notre audience de huitaine, des pièces et certificats de ses chefs attestant que la plainte était téméraire et avait été faite avec l'intention de nuire ; — Attendu que Jean-Marie David forme une demande reconventionnelle de 110 francs à titre de dommages-intérêts ; — Attendu que, pour statuer sur cette demande reconventionnelle, il y a

lieu de savoir si la plainte est bien ou mal fondée ; — Par ces motifs, avant faire droit, et sans statuer tant sur la demande principale que sur la demande reconventionnelle, — Ordonnons que Legrais déposera au greffe de notre justice de paix, avant notre audience de huitaine, des pièces et certificats de ses chefs, attestant qu'ils ont statué sur la plainte, pour, sur la production desdites pièces, revêtues des formes légales, être statué par le Tribunal ce qu'il appartiendra, réservant en fin de cause les dépens. »

Jugement contradictoire et en premier ressort.

A l'audience du 29 avril, le demandeur produit les pièces suivantes :

1^o Certificat, en date du 26 avril 1893, enregistré, signé de M. l'agent voyer de l'arrondissement de Châteaubriant, de M. l'agent voyer cantonal et de M. le chef-cantonnier, attestant que « le sieur René Legrais, cantonnier, est un homme de conduite irréprochable, assidu à son travail, ne s'absentant jamais qu'avec autorisation préalable et qu'il n'a jamais été l'objet d'aucune punition ; »

2^o Certificat, en date du 25 avril 1893, enregistré, signé de M. le maire de Juigné-des-Moutiers, de l'adjoint, du conseil municipal, ainsi que de trente-huit contribuables, de ladite commune, attestant que « le sieur René Legrais, cantonnier sur le chemin de grande vicinalité n^o 34, est un bon cantonnier, un bon travailleur, et qu'il est d'une exactitude à son travail irréprochable. » — Les contribuables de la commune de Juigné-des-Moutiers ajoutent « que la plainte portée par David contre Legrais n'est qu'une haine per-

sonnelle et de la malveillance » ;

3^e Certificat, en date du 25 avril 1893, enregistré, signé de onze contribuables de Juigné-des-Moutiers, attestant que « le sieur René Legrais est un bon cantonnier, un bon travailleur, et qu'il est d'une exactitude à son travail irréprochable. » Ils ajoutent que « la plainte formée contre le sieur René Legrais par Jean-Marie David n'est qu'une haine personnelle et de la malfaisance. »

Le demandeur maintient les conclusions contenues dans sa citation du 20 avril courant.

Le défendeur, par l'organe de M^e Robert, avoué à Châteaubriant, dépose les nouvelles conclusions suivantes :

« Plaise à M. le juge de paix : — Attendu qu'il incombe au sieur Legrais, pour triompher dans sa demande, d'établir que la plainte portée contre lui par David a été faite sans motifs, dans le dessein de nuire, qu'elle est calomnieuse ou téméraire ; — Que les certificats qu'il produit sont insuffisants pour faire cette preuve, comme n'étant pas contradictoires ; — Que, par suite, tant que Legrais n'aura pas offert de faire cette preuve, il doit être débouté de sa demande ; — Très subsidiairement et pour le cas où M. le juge de paix, par impossible, croirait qu'une plainte portée à M. l'agent voyer contre un cantonnier est présumée faite témérairement ; — Autoriser David à prouver, par toutes voies de droit, notamment par témoins, que, s'il a raconté à M. l'agent voyer d'arrondissement certains faits reprochables à Legrais, c'est que ces faits sont exacts et qu'ils lui ont été rapportés par divers témoins ; — Lui

allouer, pour le surplus, le bénéfice de ses précédentes conclusions. »
— Jugement définitif en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance ; — Vu notre jugement interlocutoire en date du 22 avril courant et où les parties (en leurs dires, explications et conclusions ; — Attendu que le sieur Jean-Marie David aurait, le 15 mars dernier, porté une plainte verbale à M. l'agent voyer en chef de l'arrondissement de Châteaubriant contre le cantonnier René Legrais, sous prétexte que celui-ci employait la plus grande partie de son temps dans son jardin, au lieu de le passer sur les routes, comme le veut sa profession ; que cette assertion a été répétée par Jean-Marie David, le 22 du même mois, à M. Legal, agent voyer cantonal, et à M. Jardin, chef-cantonnier sur un chemin public ; — Attendu, d'un côté, que, dans les débats, le défendeur parle constamment de dénonciation calomnieuse, qu'il s'agit de savoir si la plainte portée par Jean-Marie David peut avoir cette qualification ; — Attendu qu'il n'y a pas, au sens légal du mot, de dénonciation calomnieuse ; qu'en effet, aux termes de l'article 373 du Code pénal, la dénonciation calomnieuse n'est punissable qu'autant qu'elle a été faite par écrit aux officiers de justice ou de police administrative ou judiciaire, ce qui n'est pas le cas, la dénonciation de David étant verbale ; — Attendu que la qualification d'officier de police administrative ou judiciaire ne doit pas être prise dans un sens restreint ; qu'elle s'étend à tous ceux qui, dans les administrations publiques, exercent une

autorité disciplinaire sur leurs subordonnés et peuvent être entraînés, par une dénonciation calomnieuse, à frapper injustement de suspension, de destitution ou de toute autre mesure répressive la personne dénoncée ; — Attendu, d'un autre côté, que le juge ne saurait voir dans cette plainte et ces assertions, malgré leur publicité, les éléments caractéristiques de la diffamation tels qu'ils sont définis par l'article 13 de la loi du 17 mai 1819 et celle du 20 juillet 1881, art. 29, permettant, au point de vue de la réparation civile, l'application de l'article 5, § 5, de la loi du 25 mai 1838 ; qu'en effet Jean-Marie David a, dans l'espèce, usé d'un droit inhérent à tous les citoyens ; que le fait de se plaindre d'un agent de l'administration et particulièrement d'un cantonnier ne saurait être répréhensible et ne le rendrait passible d'aucune action en dommages-intérêts qu'autant que l'administration, seule juge dans les affaires relatives au service, trouverait la plainte mal fondée, téméraire, imprudente et faite de mauvaise foi ; — Attendu que, si la dénonciation portée par Jean-Marie David aux chefs de René Legrais ne constitue pas une dénonciation calomnieuse au sens légal du mot ni une diffamation, il n'en est pas moins vrai qu'il y a eu une plainte qui peut porter un préjudice au sieur Legrais ; que la plainte, si elle a été portée méchamment, avec mauvaise foi et dans l'intention de nuire, et jugée mal fondée et fautive par l'autorité compétente, constitue un délit civil prévu par l'article 1382 du Code civil et peut occasionner une condamnation à des dommages-intérêts, par application de l'arti-

cle 1^{er} de la loi du 25 mai 1838 ; — Attendu que c'est en vain que Jean-Marie David demande à faire la preuve de ses allégations et s'élève contre les certificats apportés par René Legrais, sous prétexte qu'ils ne sont pas contradictoires ; — Attendu qu'il est de jurisprudence, ainsi que cela résulte d'un arrêt de la Cour de cassation en date du 22 décembre 1827, que la vérité ou la fausseté des faits ne peut être appréciée et déclarée que par l'autorité dans les attributions de laquelle rentre la connaissance de ces faits ; qu'elle a seule à sa disposition les documents propres à en vérifier l'existence ou l'exactitude ; que, dans bien des cas, l'autorité judiciaire ne pourrait se livrer à une semblable investigation sans sortir des limites de ses attributions ; que, dans l'espèce, il appartient aux chefs seuls du cantonnier Legrais, de rechercher si la plainte est bien ou mal fondée, car agir autrement, c'est-à-dire en admettant les conclusions de Jean-Marie David, serait méconnaître le principe de la séparation des pouvoirs et provoquer un conflit de juridiction ; — Attendu qu'il résulte du même arrêt de la Cour de cassation que, pour établir la mauvaise foi du dénonciateur, le juge est souverain dans son appréciation ; que c'est sur ce point que doivent porter l'instruction et les débats ; que si la vérité ou la fausseté des faits dénoncés ne peut plus être discutée devant lui lorsque l'autorité compétente a donné à cet égard une décision ; que s'il doit même surseoir au jugement jusqu'à ce que cette décision soit intervenue, il a, au contraire, relativement au jugement de l'intention du dé-

nonciateur, la même latitude que celle qui lui est laissée pour l'appréciation et le jugement de tout autre délit ; — Attendu que, par jugement interlocutoire du 22 avril courant, nous avons ordonné à René Legrais de nous produire des certificats de ses chefs établissant qu'ils ont statué sur la plainte pour, sur la production desdits certificats, voir la vérité ou la fausseté des faits désavoués et, par suite, établir la bonne ou la mauvaise foi du dénonciateur ; — Attendu, qu'il ressort des certificats apportés par le cantonnier Legrais René que ses chefs ont statué sur la plainte du 15 mars dernier, en affirmant, à la date du 26 avril courant, que « ledit Legrais est un « homme de conduite irréprochable, « assidu à son travail et ne s'absent « tant jamais qu'avec autorisation « préalable et qu'il n'a jamais été « l'objet d'aucune punition » ; — Attendu que ces certificats contredisent implicitement les affirmations de David ; que les termes : « assidu « à son travail, ne s'absentant jamais « qu'avec autorisation préalable et « n'a jamais été l'objet d'aucune « punition » montrent assez clairement et très nettement quelle est la valeur et la sincérité de la plainte de David ; — Attendu qu'il résulte d'un certificat du maire de Juigné-des-Montiers et de ses conseillers municipaux en date du 25 avril 1893 que le cantonnier René Legrais est d'une exactitude irréprochable à son travail ; que ce certificat a une grande importance, attendu que les maires ont légalement le droit de constater les absences et les négligences des cantonniers pour l'entretien des routes ; — Attendu que d'autres certificats susrelatés provenant d'habi-

tants de Juigné-des-Montiers, que nous n'accueillons qu'à titre de renseignements, sans nous baser sur eux pour notre jugement, confirment les certificats des chefs de Legrais et ajoutent que la plainte formée par Jean-Marie David contre Legrais n'est qu'une haine personnelle et de la « malveillance » ; — Attendu que les déclarations mêmes de David à l'audience, à savoir : que le cantonnier René Legrais n'avait pas fait droit à une de ses réclamations au sujet des prestations, que c'est à la suite du refus de Legrais à la demande de David que ce dernier a porté plainte à l'agent voyer en chef à Châteaubriant et aurait tenu sur le compte de Legrais les propos qui lui sont incriminés et qu'il avoue ; que cette plainte ne s'est pas bornée aux prestations, qu'il a ajouté, et c'est là que l'intention de nuire devient manifeste, que le cantonnier Legrais employait une grande partie de son temps dans son jardin, au lieu de le passer sur les routes ; — Attendu que, d'après les certificats susmentionnés et les déclarations de David à notre audience, nous pouvons conclure à son intention de nuire en outrepassant son droit de plainte ; — Attendu que sa demande reconventionnelle est mal fondée ; qu'elle est simplement basée sur le prétendu préjudice que lui cause la présente action en justice ; que ce prétendu préjudice est purement imaginaire et ne saurait, en aucun cas, donner lieu à réparation ; — Attendu que, par suite de la fausseté des faits imputés à René Legrais et de la mauvaise foi de Jean-Marie David, il en résulte un préjudice considérable pour Legrais ; que les chefs de ce dernier,

après une telle plainte, ont pu le tenir en suspicion ; que la considération et l'estime des chefs est pour un subalterne d'une valeur inappréciable ; qu'il y a lieu, par suite, de faire droit à sa demande ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, faisant droit aux parties, statuant par jugement contradictoire et en premier ressort : — Condamnons Jean-Marie David à payer à René Legrais la somme de 25 francs, à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice causé ; le déboutons de sa demande reconventionnelle de 110 francs, le condamnons, en outre, aux intérêts et aux dépens, ces derniers liquidés à la somme de... dans lesquels ne sont pas compris les frais de timbre, d'enregistrement, d'expédition et de signification du présent jugement, lesquels demeurent également à sa charge. »

Observations. — Ce jugement, très complètement motivé, ne nous laisse rien à ajouter à l'appui des solutions qu'il contient et que nous approuvons, d'ailleurs, sur tous les points.

Justice de paix du canton de Courbevoie
(Seine).

Président : M. MOULIER, juge de paix.

12 mai 1893.

Octroi. — *Répétition de l'indû.* — *Tarif ancien approuvé par décret.* — *Tarif prorogé non approuvé.* — *Changement du mot construction en celui de construction immobilière.* — *Voies d'intérêt local et d'intérêt général.*

Les délibérations des conseils municipaux,

portant prorogation des taxes d'octroi, ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par décret, lorsqu'elles frappent des objets qui n'avaient pas été compris dans le précédent tarif.

Une voie de chemin de fer peut, bien qu'elle ne soit que l'accessoire de la ligne, être, après examen de la marche des trains, considérée comme d'intérêt général.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement interlocutoire en date du 6 mai courant ; — Vu notre procès-verbal de visite des lieux, en date du 8 mai ; — Attendu qu'il résulte des articles 137 et 139 combinés de la loi municipale du 5 avril 1884, que les délibérations des conseils municipaux portant prorogation des taxes d'octroi ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par décret du Président de la République, lorsqu'elles frappent des objets qui n'étaient pas encore compris dans le tarif ; — Attendu que l'ancien tarif de Colombes, approuvé par décret, ne frappe que les fers et fontes destinés à la construction des bâtiments ; — Attendu qu'il résultait de ces expressions que les fers et fontes destinés à l'établissement d'une voie ferrée n'étaient pas dès lors soumis à la taxe ; qu'en effet le mot *construction de bâtiment* a un sens limité et ne s'applique qu'à un genre particulier de construction ; — Attendu que, pour qu'il y ait au sens propre construction des bâtiments, il faut nécessairement qu'on ait élevé au-dessus du sol un édifice, quel qu'il puisse être d'ailleurs ; qu'il suit de là que l'établissement d'une voie ferrée ou la réparation de plaques

tournantes, qui constituent des constructions, ne peuvent constituer des constructions de bâtiment ; — Que cette interprétation, dont l'exactitude est d'une évidence frappante, a été consacrée par la Cour suprême, dans un arrêt du 17 février 1886 ; — Attendu que le nouveau tarif, substituant à l'expression « construction des bâtiments » celle beaucoup plus générale de « constructions immobilières », a évidemment frappé des objets qui n'étaient pas compris dans les dispositions du premier tarif ; — Attendu que, vainement, la commune prétend que ce changement d'expression n'apporte aucun changement au régime des fers et qu'il n'y faut voir qu'une modification d'expression de tarif ; — Attendu que cette réponse n'a aucune portée ; qu'en effet, s'il est vrai que le changement d'expression ne diminue en rien la portée du tarif, les fers qui font l'objet du litige ne se trouvent pas soumis aux droits (suivant la jurisprudence de la Cour de cassation), ces droits ont été indûment payés ; — Attendu que si, au contraire, le changement d'expression frappe les fers qui ne l'étaient pas par l'ancien tarif, le nouveau devait être approuvé par décret, et les droits ont encore été payés indûment ; — Attendu, surabondamment, qu'il n'a pas été versé de preuve aux débats sur le point de savoir si une délibération du conseil municipal a même été prise pour la modification dont s'agit, ce qui fait supposer qu'il n'en existe pas ; — Attendu, en ce qui concerne spécialement les bois, qu'il résulte avec la dernière évidence, de notre visite des lieux et de l'ensemble des documents de la cause, que les ma-

tériaux de cette espèce, qui ont fait l'objet de la perception, ont été employés, comme les fers, pour l'établissement de voies ferrées au service de l'exploitation ; — Que ces voies se rattachent au grand réseau, à la ligne principale, sont incontestablement d'intérêt général, et forment un tout indivisible pour la marche des trains circulant sur la ligne ; qu'en effet, les trains qui circulent à heure fixe sur ces voies transportent spécialement des marchandises sur tout le réseau ; qu'en conséquence, l'application de l'article 13 du décret de 1870, complété par le décret du 8 décembre 1882, reproduit textuellement dans le règlement d'octroi de Colombes, sous le numéro 42, ne peut souffrir aucune difficulté ; — Attendu, par conséquent, que, dans l'un comme dans l'autre cas, les droits ayant été payés sans être dus, sont sujets à répétition, aux termes de l'article 1235 du Code civil ; — Déterminé par ces motifs et statuant en premier ressort ; — Condamnons la commune de Colombes à rembourser à la Compagnie de l'Ouest la somme de 5 190 fr. 49, indûment payée ; — Vu l'article 130 du Code de procédure civile, condamnons ladite commune en tous les dépens, liquidés à... »

Observations. — Voir l'arrêt du 26 juin 1886, *ANNALES* 1887, p. 186, et nos observations à la suite. Voir aussi l'article 139 de la loi du 5 avril 1884, sur l'organisation municipale, aux termes duquel ne sont exécutoires par elles-mêmes les décisions prises par les conseils municipaux portant la prorogation des taxes d'octroi qu'autant que la pro-

rogation ne portera que sur des objets compris dans le tarif général. Si donc une délibération du conseil municipal, portant sur une prorogation des taxes d'octroi, y assujettit des objets qui n'étaient pas compris dans le précédent tarif, cette délibération ne peut être exécutoire qu'autant qu'elle a été autorisée par décret, conformément à l'article 137 de la même loi. Les droits perçus en vertu d'une prorogation non approuvée ni autorisée sont donc sujets à répétition.

**Justice de paix de Castelsarrasin
(Tarn-et-Garonne).**

Président : M. CARLES, juge de paix (1).

30 janvier 1893.

Domestique. — Demande en paiement de gages. — Aveu. — Indivisibilité. — Offre de preuve. — Admission de la preuve. — Enquête. — Jugement interlocutoire.

L'indivisibilité de l'aveu ne peut être invoquée que si celui auquel l'aveu est fait ne trouve la preuve de sa prétention que dans l'aveu même, et en l'absence de toute autre preuve.

Lorsque l'objet de la demande est supérieur à 150 francs, la preuve testimoniale ne peut être admise, à moins qu'il ne soit impossible de se procurer une preuve écrite. Cette impossibilité s'entend d'une impossibilité morale aussi bien que d'une impossibilité physique.

Spécialement, il est moralement impossible à un domestique de se procurer une preuve écrite de la dette pour salaires contractée par le maître envers lui. Par suite, un domestique est recevable à faire preuve par témoins que des salaires, même supérieurs à 150 francs, lui sont dus.

(1) Actuellement juge de paix à Moissac (Tarn-et-Garonne).

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Marguerite Boë, veuve Rey, réclame à Redon, son ancien maître, la somme de 1500 francs, pour cinq années de gages dus par lui, et qu'il n'a pas payés lorsqu'il l'a congédiée brusquement il y a peu de temps.

Redon, qui, dans une précédente audience en conciliation, avait reconnu devoir, mais avait dit avoir payé par l'intermédiaire d'une tierce personne, qui avait payé en sa présence même la veuve Rey, invoque l'indivisibilité de son aveu, et, subsidiairement, invoque la prescription libératoire de l'article 2272 du Code civil.

M^e de Bernard, avoué, a développé la demande de la veuve Rey; a pour elle persisté dans sa demande et offert de prouver que, tout récemment, Redon a déclaré qu'il devait à la veuve Rey, et que la dame D..., la tierce personne dont s'agit, s'écria : « Tais-toi, il ne faut pas le dire, cela serait préjudiciable. »

Le sieur Ponciès, premier clerc d'avoué, a persisté pour Redon dans les conclusions déjà prises et a conclu au rejet de la preuve testimoniale du fait articulé par l'adversaire; la prescription dont il excipe étant une exception péremptoire.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir délibéré, avons statué comme suit : — Attendu que la demanderesse a conclu à l'adjudication de ses conclusions principales, Redon n'ayant pas justifié sa libération; — Attendu que Redon, de son côté, invoque l'indivisibilité de l'aveu fait par lui en conciliation et en-

suite la prescription de l'article 2272 du Code civil; — Attendu que la veuve Rey a alors subsidiairement offert de prouver sa créance envers Redon en dehors de l'aveu fait par celui-ci en conciliation; lequel, d'après elle, ne serait pas indivisible, et qu'elle prétend aussi que la prescription n'est pas recevable; — Attendu que l'indivisibilité de l'aveu de Redon aurait pour effet, si elle était proclamée légitime, de faire déclarer Redon libéré *in solidum* envers la demanderesse; le moyen tiré par Redon de la prescription de l'article 2272 du Code civil devenant, en ce cas, inutile; que, si l'aveu de Redon n'est pas, au contraire, proclamé indivisible, le moyen tiré de la prescription restera à discuter; que si la prescription est rejetée, Redon, qui n'aura pas établi sa libération, sera réputé débiteur pour le tout; qu'enfin, si elle est admise, il restera débiteur de la dernière année des gages que lui réclame son ancienne servante, la veuve Rey; — Attendu qu'il importe donc de statuer d'abord sur l'indivisibilité dont Redon se fait fort concernant son aveu et de rechercher si les conclusions de la veuve Rey, tendant à combattre cette indivisibilité, sont fondées; — En droit: — Attendu que l'indivisibilité de l'aveu ne peut être invoquée que si celui auquel l'aveu est fait ne trouve la preuve de sa prétention que dans cet aveu même et en l'absence de toute autre preuve; — En fait: — Attendu que Redon a déclaré à la première audience que la demanderesse a été payée il y a environ trois mois, en sa présence, par une tierce personne, d'une somme de 1 500 francs,

sur laquelle il prit 10 francs en excédent, qu'il remit à cette tierce personne, ajoutant qu'il reconnaissait aussi devoir à la veuve Rey les cinq années de gage tels qu'elle les réclamait et qu'ils lui ont été payés sur cesdits 1 500 francs; qu'il a invoqué, à la deuxième audience, l'indivisibilité de cet aveu; — Attendu que la veuve Rey, de son côté, a offert, par conclusions subsidiaires, de prouver par témoins que Redon, dans le courant du mois de décembre dernier, a déclaré devoir à la veuve Rey, et que la dame D..., la tierce personne dont s'agit, s'écria: « Tais-toi; il ne faut pas le dire, cela serait préjudiciable; » — Attendu que ce fait, s'il était prouvé, serait de nature à pouvoir faire diviser l'aveu, dont Redon demande, au contraire, la proclamation d'indivisibilité; — Sur cette offre de preuve: — Attendu que l'objet de la demande étant supérieur à 150 francs, la preuve testimoniale ne peut être admise que dans les cas exceptionnels autorisés par la loi; — Attendu que la veuve Rey invoque l'exception prévue et autorisée par l'article 1348, § 1^{er}, du Code civil; — En droit: — Attendu que l'impossibilité de se procurer une preuve écrite qui autorise par exception l'admission de la preuve testimoniale, s'entend d'une impossibilité morale tout comme d'une impossibilité physique (voir les annotations de Sirey, Code civil annoté, sous l'article 1348); — En fait: — Attendu que la veuve Rey s'appuie sur l'impossibilité morale dans laquelle elle s'est trouvée vis-à-vis de son maître de se procurer une preuve littérale de l'obligation contractée envers elle par son maître; — Attendu qu'il est

admissible que le domestique attaché à la personne ne peut décemment réclamer de son maître un écrit constatant la dette pour salaires contractée envers lui par le maître; que si le maître inscrit le plus souvent sur son livre de père de famille les renseignements concernant les engagements de ses domestiques et les opérations par doit et avoir qu'il fait avec eux, il ne donne pas d'habitude aux domestiques une preuve écrite de ces opérations; que ceux-ci sont moralement empêchés de réclamer au maître une telle preuve; une telle réclamation serait contraire aux convenances et aux rapports de déférence que le domestique doit avoir envers le maître; elle aurait souvent pour effet de produire l'expulsion du domestique; elle serait, enfin, contraire aux usages: — Attendu que le domestique s'en rapporte le plus souvent, au contraire, aux livres du maître; que, plus spécialement, il en est ainsi lorsqu'il s'agit de domestiques anciens dans la maison et vivant avec les maîtres sur le pied d'une confiance grande et réciproque, ce qui a été le cas de la dame veuve Rey avec Redon pendant quatorze ans, ainsi que cela résulte des débats et des circonstances de la cause; — Attendu que la veuve Rey est donc recevable à prétendre qu'elle a été envers Redon dans l'impossibilité morale de se procurer de la part dudit Redon une preuve littérale de sa créance envers Redon; que la preuve testimoniale par elle invoquée, d'après les dispositions de l'article 1348 du Code civil, § 1^{er}, est admissible; — Attendu, au surplus, que l'aveu d'une partie peut

être divisé contre elle si l'une des parties de cet aveu est entachée de dol ou de fraude; que le fait dont la preuve est offerte pourrait, s'il est établi, faire naître contre Redon une grave présomption de quasi-délit; qu'ainsi, la preuve testimoniale d'un tel fait est encore admissible en ce sens, d'après l'article 1348 du Code civil; — Attendu qu'il n'y a lieu conséquemment à statuer encore sur le mérite du moyen subsidiaire de la prescription; — Par ces motifs et avant dire droit: — Vu les articles 5, §, 3 de la loi du 25 mai 1838; 1356, 1348, 2272 du Code civil; — Autorisons la veuve Rey à prouver par témoins que, dans le courant du mois de décembre dernier, le sieur Redon déclara devoir à ladite veuve, et qu'alors la dame D... s'écria: «Tais-toi; «il ne faut pas le dire, cela serait «préjudiciable», etc., etc.

Observations. — Les solutions de ce jugement sont toutes exactes et parfaitement motivées en fait comme en droit. Aussi, le Tribunal civil de Castelsarrazin, saisi de l'appel du défendeur, a-t-il, par jugement du 29 mars 1893, statué comme suit: «Attendu que les motifs donnés par le premier juge justifient pleinement sa décision; que c'est le cas, par suite, de les adopter et de confirmer en son entier le jugement dont est appel; — **CONFIRME.** » — Nous ne saurions mieux dire.

Justice de paix du canton d'Hirson
(Aisne).

Président : M. FOURNET, juge de paix.

17 mars 1892.

*Témoin. — Récusation. — Femme mariée
appelée pour être entendue dans un
procès intéressant son mari.*

Ne peut être admise à déposer comme témoin la femme de l'une des parties en cause. Les causes de reproches établies par les articles 268 et 283 du Code de procédure civile sont applicables en justice de paix.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la dame Doyen se présente à la barre pour être entendue comme témoin dans l'affaire intentée contre son mari par le sieur Chemin ; — Attendu que, malgré nos observations, celui-ci insiste pour que cette dame soit entendue ; — Attendu que l'article 268 du Code de procédure civile est ainsi conçu : — « Nul ne « pourra être assigné comme témoin, s'il est parent ou allié en « ligne directe de l'une des parties, « ou son conjoint même divorcé ; » — Attendu que le but évident de cet article a été notamment d'éviter aux époux la nécessité de déposer en justice l'un contre l'autre, et de conserver ainsi la bonne harmonie qu'il est si désirable de voir régner dans les familles ; — Qu'il en résulte que cette prescription est d'ordre public, et doit être appliquée même d'office par le juge ; que telle est l'opinion d'Allain et de Sirey ; — Attendu que la prohibition et les causes de reproches établies par les articles 268 et 283 du Code de pro-

cédure civile sont applicables en justice de paix, ainsi qu'il a été décidé par arrêt de la Cour de cassation du 8 février 1830 ; — Par ces motifs, statuant d'office, disons que M^{me} Doyen ne sera pas entendue. »

Observations. — Application exacte des articles cités dans la sentence. Voir aussi notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Reproche*, n° 2 et suivants.

Justice de paix du canton de Courbevoie
(Seine).

Président : M. MOULIER, juge de paix.

12 mai 1893.

Demande en restitution de sommes perçues à l'octroi. — Prescription de six mois.

L'action en répétition de droits indûment perçus à l'octroi se prescrit par six mois révolus, et n'est plus, par suite, recevable quand le délai de six mois est expiré sans qu'il y ait eu interruption de la prescription.

Il importe peu qu'il s'agisse de droits perçus au delà du tarif, ou en dehors de ce tarif. Le même délai de prescription est applicable dans les deux cas.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La Compagnie du chemin de fer de l'Ouest a fait citer la commune de Courbevoie à comparaître, le samedi 29 avril 1893, par-devant M. le juge de paix du canton de Courbevoie, pour : « Attendu qu'indépendamment de la somme de 2133 fr. 84 payée par la requérante, en 1892, à l'octroi de Courbevoie, sur des matériaux employés à l'établissement des voies de la gare de Bécon-les-

Bruyères et qui fait l'objet d'une instance actuellement pendante devant M. le juge de paix de Courbevoie, et qui a été renvoyée à l'audience du samedi 29 avril courant, la Compagnie a payé, à la date du 4 juillet 1892, pour droits sur des matériaux employés à l'établissement des voies à la même gare, une autre somme de 779 fr. 84, dont elle est également fondée à réclamer la restitution ; — Attendu qu'en effet l'ancien tarif d'octroi de la commune de Courbevoie ne soumettait aux droits que les fers et fontes destinés à la construction des bâtiments et que, sous l'empire de ce tarif, les matériaux dont il est question n'étaient pas assujettis aux droits ; — Attendu que le tarif actuel, qui porte « Fers « destinés à la construction immobilière », aurait pour effet de soumettre aux droits d'autres fers que ceux destinés à la construction des bâtiments que s'ils devaient la taxe, mais que cette addition de nouveaux matériaux imposables ne pouvait légalement résulter que d'un décret, et que ce décret n'étant pas intervenu, le seul tarif applicable est celui qui assujettit aux droits les fers destinés à la construction des bâtiments ; — Par ces motifs, voir dire et juger M. le maire de Courbevoie es qualités qu'aux termes du tarif de l'octroi de Courbevoie, qui soumet aux droits les fers et fontes destinés à la construction des bâtiments et qui est le seul applicable, la disposition nouvelle étendant la taxe aux fers et fontes destinés à la construction immobilière étant illégale, la somme de 779 fr. 84 dont il s'agit a été indûment perçue ; voir ordonner la restitution de ladite somme ; voir ordonner l'exécution

provisoire du jugement à intervenir, nonobstant opposition ou appel, et sans caution ; et s'entendre, en outre, la commune de Courbevoie condamnée en tous les dépens.

A l'appel de la cause, les parties se sont présentées par leurs mandataires. La commune de Courbevoie, par l'organe de M^e Albert Salle, son avocat, a opposé à la demande la prescription de six mois édictée par l'article 247 du titre VII de la loi du 28 avril 1816. La Compagnie de l'Ouest a répliqué, par l'organe de M^e Duvernoy, que la prescription ne pouvait être admise qu'autant qu'il s'agissait d'une réclamation à propos de sommes perçues au delà du tarif, et qu'il s'agissait, en l'espèce, d'une somme perçue en dehors de ce tarif. Puis l'affaire a été renvoyée pour le prononcé du jugement rendu ainsi qu'il suit :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant en premier ressort ; — Attendu que la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest réclame à la commune de Courbevoie la restitution d'une somme de 779 fr. 84 pour droits d'octroi indûment perçus sur des matériaux employés à l'établissement de voies ferrées près de la gare de Bécon-les-Bruyères ; — Attendu qu'en fait il est acquis aux débats et non dénié que la Compagnie a payé la somme dont il vient d'être parlé, à la date du 4 juillet 1892 ; — Attendu que la commune de Courbevoie oppose à cette réclamation la prescription de six mois édictée par l'article 247 du titre VII de la loi du 28 avril 1816 ; — Considérant que la Compagnie soutient que la prescription de six mois ne peut être admise qu'autant

qu'il s'agit d'une réclamation à propos de sommes perçues au delà du tarif; — Sur l'exception: — Attendu que les droits ont été perçus le 4 juillet 1892, que la citation en répétition des droits a été donnée le 27 avril 1893; — Que l'action intentée n'a été précédée d'aucun acte interruptif de la prescription; — Attendu qu'aux termes de l'article 427 de la loi du 28 avril 1816 les droits d'octroi indûment perçus sont restituables pourvu que la demande en restitution ait été formée dans les six mois de la perception; — Attendu que, si le législateur du 28 avril 1816 s'est servi de cette expression *sommes perçues au delà du tarif*, il a évidemment voulu comprendre tout ce qui aura été payé indûment, tout ce qui aura fait l'objet d'une réclamation au moment de l'entrée; — Qu'il est indiscutable, en effet, qu'on ne pouvait prévoir tous les cas sur lesquels on pourrait baser une demande en répétition de l'indû; — Attendu, enfin, que ce délai seul de six mois pouvait être seul équitable parce que qu'il eût été presque impossible d'admettre la prescription de trente ans, à cause de difficultés de vérification qui auraient surgi après un si grand nombre d'années (Cass., 6 mai 1864, 6 décembre 1848); — Attendu qu'il y a lieu de retenir que les droits dont il s'agit n'ont pas été consignés, que la taxe, au contraire, a été payée sans qu'aucune contestation se soit élevée au moment de la perception; qu'en conséquence, la demande en restitution ne saurait être accueillie, le délai de six mois étant expiré sans

qu'il y ait eu interruption de la prescription; — Attendu qu'il est de toute évidence que, quand l'octroi fait payer 10 francs pour un article non assujéti, ou 20 francs pour un article assujéti seulement à 10 francs, celui qui a payé a, dans les deux cas, un droit identique, celui de réclamer 10 francs payés au delà du tarif; mais que la Compagnie de l'Ouest prétend discuter sur la valeur de ces deux mots « au delà et en dehors »; — Attendu qu'on peut répondre à cette prétention par l'argument suivant: la loi de 1816 n'autorise à réclamer que ce qui a été payé au delà du tarif; or, ce que la Compagnie a payé n'était pas au delà, mais en dehors; en conséquence, elle n'a pas le droit de réclamer: *qui de uno dicit de altero negat*; — Déterminé par ces motifs et statuant en premier ressort; — Déclarons la Compagnie de l'Ouest non recevable en sa demande, son action étant prescrite, et la condamnons en tous les dépens liquidés à 7 fr. 20, non compris le coût du présent jugement et de ses suites. »

Observations. — Application exacte de l'article 247 de la loi de 1816. Les sommes perçues à tort, en dehors du tarif régulièrement approuvé et autorisé, sont bien en même temps perçues au-delà de ce tarif. La distinction qu'avait essayé de faire la Compagnie demanderesse ne repose sur aucune raison acceptable et n'est que spéculative.

Just. de paix du cant. ouest de Cambrai (Nord).

Président : M. VEBER, juge de paix.

17 avril 1890.

Demande en paiement de gages. — Domestique mineure. — Pouvoir du juge de fixer la quotité des gages non déterminée par les parties. — Emploi de la somme due.

Lorsque les gages d'une domestique mineure n'ont pas été fixés par les parties, il appartient au juge de paix saisi d'une demande en paiement des gages de cette domestique, après plusieurs années de services, d'apprécier, d'après les usages du canton, l'âge et les services de la domestique, les gages mensuels qui doivent lui être alloués, et le montant de la somme qui lui est due.

Le juge peut ordonner que la somme due à la mineure sera placée à la caisse d'épargne jusqu'à sa majorité.

Ainsi décidé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré et faisant droit ; — Vu l'article 5, § 3, de la loi du 25 mai 1838 ; — Attendu que le demandeur réclame du défendeur paiement de 1 680 francs pour gages de sa fille mineure Victorine Duforêt, qui a été au service de Boutrouille depuis avril 1883 jusqu'au 11 février de cette année ; — Attendu que le défendeur a reconnu que les gages mensuels ou annuels de la mineure Duforêt n'ont pas été contradictoirement fixés ; qu'il ne lui a jamais rien payé si ce n'est pour environ 100 francs par an de vêtements, de linge et de chaussures ; — Attendu qu'il résulte des débats que Victorine Duforêt a été occupée, pendant les six ans et dix mois de

son service, aux travaux de la culture ; — Attendu que cette domestique est très forte et a évidemment rendu, par son travail, de grands services à son maître ; — Attendu que les gages de cette fille n'ayant pas été convenus, son père les fixe en moyenne à 20 francs par mois ; que le défendeur ne fait aucune offre ; — Attendu que nous possédons les éléments et les connaissances nécessaires pour les évaluer et les établir équitablement ; — Attendu que les gages généralement payés dans le canton à une forte fille sont de 15 francs par mois, de treize à seize ans, et de 25 francs par mois, de seize à vingt ans ; que les trois premières années doivent donc être payées à Victorine Duforêt à raison de 180 francs par an, soit 540 francs, et les quatre dernières à raison de 300 francs par an, soit 1 150 francs pour trois ans et dix mois, soit, au total, 1 690 francs ; — Attendu qu'il y a lieu d'accepter le chiffre de la demande, 1 680 francs, pour ne pas tomber dans le vice *ultra petita* ; — Attendu que les 100 francs de vêtements doivent être déduits de cette somme pour six ans seulement, car Boutrouille a retenu tous les vêtements de sa domestique après le départ de celle-ci ; qu'il ne doit donc plus que 1 080 francs ; — Attendu que les intérêts courent du jour de la demande et que la partie qui succombe doit être condamnée aux frais ; — Statuant contradictoirement et en premier ressort, condamnons le défendeur à payer au demandeur, en sa qualité de tuteur naturel et légal de sa fille mineure Victorine Duforêt, la somme de 1 080 francs, les intérêts du jour de la demande et les frais

liquidés à 13 fr. 84, non compris l'enregistrement du présent jugement ; disons que cette somme de 1080 francs devra être placée à la caisse d'épargne, jusqu'à la majorité de ladite mineure, par les soins de M^e Duez, mandataire, auquel le défendeur devra faire ses paiements. »

Observations. — Solutions exactes. Lorsque les gages d'un domestique n'ont pas été fixés par le contrat d'engagement et qu'une contestation s'élève sur le règlement de ces gages, le juge de paix, compétent pour statuer sur cette contestation, est en même temps compétent pour fixer le montant de ces gages, d'après l'usage local et la nature des services rendus.

Justice de paix du VIII^e arrondissement de Paris.

Président : M. GAULTIER-PASSERAT,
juge de paix.

8 février 1893.

Dommages-intérêts. — Responsabilité civile. — Renseignements. — Domestique. — Lettre missive.

Lorsqu'un maître donne, de bonne foi et confidentiellement, des renseignements qui lui sont demandés sur une ancienne domestique, et que ces renseignements sont reconnus exacts, est non recevable la demande en dommages-intérêts formée contre le maître par son ancienne domestique pour le préjudice causé par ces renseignements.

La personne qui, ayant reçu par lettre confidentielle des renseignements demandés par elle sur une domestique, livre à cette dernière ladite lettre, commet vis-à-vis de l'auteur de la lettre une faute qui engage sa responsabilité civile.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que la demoiselle Lerch demande aux défendeurs 100 francs à titre de dommages-intérêts pour avoir donné sur son compte, par écrit, de mauvais renseignements et l'avoir ainsi empêchée de se replacer ; — Attendu que, sollicitée par une dame de lui donner des renseignements confidentiels sur le compte de la demoiselle Lerch, M^{me} Geibel a commis l'imprudence d'écrire une lettre dans laquelle elle spécifiait ses griefs contre son ancienne domestique ; — Attendu que, sur cette demande, les sieur et dame Geibel ont assigné en garantie et en paiement pour préjudice causé les sieur et dame Lemery, rue Cimarosa, 93, M^{me} Lemery ayant, par un abus de confiance inqualifiable, remis aux mains de la demoiselle Lerch la lettre contenant sur son compte des renseignements fâcheux ; — Sur la demande principale : — Attendu que les sieur et dame Geibel arguent de leur bonne foi et prétendent avoir simplement accompli un devoir en dévoilant la conduite de la demoiselle Lerch ; — Attendu qu'en pareille circonstance la sincérité est exclusive de toute responsabilité ; que les appréciations fournies sur la moralité de la demanderesse ont été justifiées, à l'audience, par des documents qui établissent qu'à sa sortie de chez ses maîtres elle est allée faire, en compagnie du jeune domestique sorti en même temps qu'elle, un voyage d'agrément ; que la demanderesse, tout en reconnaissant le fait, soutient que sa conduite a été néanmoins exempte de toute faute ; — Attendu qu'en admettant la parfaite

innocence des relations de la demoiselle Lerch et du jeune domestique, il n'est pas moins vrai qu'il y avait un manque aux convenances de nature à motiver les renseignements contenus dans la lettre incriminée. et que la demoiselle Lerch ne saurait s'en prendre qu'à elle-même des révélations faites avec une entière bonne foi par ses anciens maîtres ; qu'il y a donc lieu de déclarer la demanderesse purement et simplement non recevable ; — En ce qui touche la demande en garantie et reconventionnelle : — Attendu que les sieur et dame Lemery ont abusé d'une confiance qui leur était faite dans leur intérêt personnel en livrant à la demoiselle Lerch la lettre incriminée ; qu'ils ont ainsi causé à M. et M^{me} Geibel un préjudice incontestable en les exposant à des poursuites vexatoires ; qu'il y a lieu d'évaluer à 50 francs le préjudice causé ; — Par ces motifs, déclare la demoiselle Lerch non recevable, en tout cas mal fondée en sa demande principale, l'en déboute et la condamne aux dépens de ladite demande ; — Dit qu'il n'y a lieu de statuer sur la demande en garantie, qui est sans objet ; — Sur la demande reconventionnelle : — Condamne conjointement et solidairement les sieur et dame Lemery à payer aux sieur et dame Geibel 50 francs à titre de dommages-intérêts pour la cause dont s'agit, les condamne aux dépens. »

Observations. — La personne à qui des renseignements sont demandés confidentiellement sur une ancienne domestique commettrait une faute pouvant engager sa responsabilité civile, si elle ne faisait pas

connaître l'entière vérité. En observant ce principe, elle ne saurait être passible de dommages-intérêts à l'égard de la domestique ; si la vérité est défavorable à cette dernière, c'est à elle à en subir les conséquences. L'ancien maître ne tomberait en faute que s'il donnait une publicité quelconque à ses renseignements ou s'il insinuait contre la domestique des propos malveillants et sans fondement. — De son côté, la personne qui a demandé confidentiellement les renseignements et qui ensuite les livre à la domestique commet certainement une faute. Il a été jugé en ce sens par le Tribunal civil de la Seine (12 novembre 1890, *Gaz. du Palais* 1890, II, 561) que « les lettres missives, lorsqu'elles ont un caractère confidentiel, ne deviennent pas la propriété pure et simple de celui à qui elles sont adressées, mais restent la propriété indivise du destinataire et de celui qui, en les écrivant, a confié à ce dernier le secret de sa pensée sous la condition tacite qu'il ne serait pas divulgué » et que « des lettres de ce genre ne peuvent pas être livrées à la publicité à l'insu de leur auteur ».

Tribunal de simple police de Paris.

Président : M. LE HELLOCO, juge de paix.

25 mai 1893.

Rue. — Chaussée. — Voie publique. — Voie privée. — Cité. — Voirie. — Balayage. — Taxe. — Pouvoir administratif et municipal. — Arrêté de police.

Lorsque les propriétaires d'une voie privée n'exécutent pas les mesures prescrites par l'administration, et, d'autre

part, ne ferment pas leur cité, ils se rendent coupables de la contravention prévue et punie par l'article 471, § 15, du Code pénal, et l'administration est en droit de faire procéder à la fermeture de la voie.

Lorsqu'une ville pourvoit, au moyen d'un abonnement, au balayage d'une voie privée, elle doit être considérée, quant aux propriétaires de cette voie, comme un entrepreneur et ne saurait, en aucun cas, être mise en cause à raison des contraventions commises au sujet du balayage.

Ainsi jugé en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que les susnommés sont poursuivis pour n'avoir pas obéi à l'injonction faite en vertu de l'ordonnance de police du 21 mars 1888, les mettant en demeure : 1° d'avoir à mettre leur rue en état de viabilité et la chaussée; 2° à faire procéder chaque matin au balayage des ruisseaux ainsi qu'à l'enlèvement des ordures, si mieux ils n'aiment fermer la rue Victor-Letalle, de jour comme de nuit, de façon à y interdire toute circulation; — Attendu que les propriétaires de cette rue opposent à cette poursuite qu'ils ont acheté leurs immeubles d'un sieur Victor Letalle, qui est lui-même poursuivi, et que, suivant leur acte de vente, le vendeur s'est réservé la propriété du sol de la voie, en s'engageant à l'entretenir à l'état de rue, et qu'en conséquence, c'est le sieur Victor Letalle qui doit seul être poursuivi; — Mais, attendu que les conventions particulières qui ont pu intervenir entre le vendeur et les acheteurs ne peuvent exonérer ces derniers des obligations auxquelles ils sont astreints par l'ordonnance de police susénoncée; qu'en effet, l'article 1^{er} de ladite

ordonnance s'applique aussi bien aux propriétaires du sol qu'aux propriétaires riverains; — Attendu que lesdits propriétaires opposent également aux poursuites dont ils sont l'objet qu'ils ont un abonnement avec la ville de Paris, et que cette dernière est responsable du défaut de balayage et qu'ils invoquent à l'appui de leurs prétentions la loi de 1837, qui exonère du balayage, au moyen d'une taxe, les propriétaires des maisons bordant la voie publique; — Mais, attendu qu'il ne s'agit pas ici d'une voie publique, mais bien d'une voie privée, que l'administration a le droit de fermer lorsqu'elle ne répond pas aux exigences de la sécurité et de la salubrité; que la ville pourvoit au balayage de la rue Victor-Letalle, non au moyen d'une taxe, mais bien au moyen d'un abonnement; qu'elle ne doit être considérée, quant aux propriétaires de la rue Victor-Letalle, que comme un entrepreneur et ne peut en aucun cas être mise en cause; — Attendu, il est vrai, que les inculpés excipent de certains arrêts de la Cour de cassation qui permettent de poursuivre les entrepreneurs de balayage; mais que cela provient évidemment d'une confusion, car ces arrêts visent une situation tout autre; qu'en effet, les entrepreneurs dont il s'agit sont les concessionnaires soumis à un cahier des charges, et, lorsqu'ils omettent de balayer, ils sont responsables vis-à-vis des communes et peuvent être poursuivis pour infraction à leur cahier des charges, que la Cour de cassation considère comme un règlement d'administration publique; qu'en l'état, il ne peut donc être

question d'un cahier des charges ; mais, en fait, d'un simple abonnement ; — Attendu, enfin, que certains des propriétaires de la rue Victor-Letalle déclarent qu'ils ont fait exécuter au droit de leurs propriétés les travaux demandés par l'administration ; mais que cette objection est également sans valeur, car, en ce qui concerne le bon état de viabilité des voies privées, la jurisprudence décide que le bon état de viabilité est dû conjointement ou séparément par tous les propriétaires pour la totalité de la voie ; qu'un arrêt de la Cour de Rouen, du 11 février 1869, et un arrêt de la Cour de cassation, du 23 février 1891, sont absolument formels à cet égard ; — Attendu, dès lors, qu'il résulte des procès-verbaux en date du 1^{er} février 1893 et des débats la preuve que les inculpés ont contrevenu à l'ordonnance de police du 21 mars 1888 ; que cette infraction constitue la contravention prévue par l'article 471, § 15, du Code pénal, et, faisant application du susdit article ; — Condamne les sieurs Birou-Leclerc, Ribot, Billard, Letalle, V. Bazinory, Letalle, J.-V. Letalle, chacun à l'amende de 1 franc ; le sisur Feneuille, à l'amende de 1 franc par chacune des deux contraventions, et aux dépens, liquidés à la somme de 88 fr. 12, le tout solidairement entre eux ; — Et, attendu qu'ils n'ont pas, dans le délai qui leur avait été imparti, obéi à l'injonction faite en vertu de l'ordonnance de police susdatée, — dit et ordonne qu'il sera procédé à la fermeture de la susdite rue à la diligence de l'administration et aux frais des susnommés. »

Observations. — L'administration peut imposer aux propriétaires des voies privées des mesures de police qui lui paraissent nécessaires au point de vue de la sûreté publique ; Cass., 13 mai 1854, 9 janvier 1864, DICTIONNAIRE GÉNÉRAL DES JUSTICES DE PAIX, 4^e édit., v^o Voirie, n^o 13 ; Cass., 2 juin 1837, *ibid.*, v^o Balayage, n^o 39. Mais elle n'a pas le droit de déterminer la nature des travaux à exécuter dans cet intérêt ; Cass., 16 février 1883, ANNALES 1884, p. 166. Les propriétaires peuvent, sans commettre de contravention, se soustraire à l'exécution des travaux en fermant leur voie ; Cass., 13 janvier 1882, ANNALES 1883, p. 205. — Mais ils se rendent coupables de contravention lorsque, sans fermer leur rue, ils persistent à ne pas exécuter les travaux prescrits. Et alors, l'administration peut user du droit qui lui appartient d'empêcher que cette voie ne serve à la circulation. Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v^o Voirie, n^o 13.

Au point de vue du balayage à Paris, il faut distinguer entre le régime de la taxe et celui de l'abonnement. Avant la loi du 26 mars 1873, le système de la taxe n'existait pas. Les propriétaires riverains d'une voie livrée à la circulation devaient pourvoir eux-mêmes au balayage de la portion de la rue se trouvant au droit de leurs immeubles ; ils pouvaient cependant, au moyen d'un abonnement, charger la ville de procéder au balayage ; mais, en pareil cas, ils traitaient avec la ville, comme ils auraient traité avec un entrepreneur particulier de balayage, et restaient responsables de la non-

exécution ou de la mauvaise exécution du travail. Depuis la loi de 1873, les riverains de voies publiques sont déchargés de l'obligation du balayage, moyennant le payement d'une taxe annuelle. La Ville traite pour l'exécution du travail avec un concessionnaire; ce dernier est lié par un cahier de charges; et, quand une des clauses est violée, c'est lui qui devient coupable d'une contravention. Pour les voies privées, ou du moins pour celles dont il est question au jugement ci-dessus, le régime de l'abonnement ayant été maintenu, les riverains restaient pénalement responsables de toutes contraventions relatives au balayage.

Sur la troisième question, voici le texte de l'arrêt de la Cour de Rouen, du 11 février 1869, cité dans le jugement : « Considérant que le passage a été laissé dans l'indivision pour l'utilité commune des intéressés; que les droits de chacun s'étendent à la totalité et à toutes les parties de la chose; qu'ils existent *in toto et in qualibet parte*; que l'obligation de remanier ou de rétablir le pavage ayant été imposée au passage tout entier, grève chacune des parties, quelque minime qu'elle soit; que pour chaque partie, le pavage, dans son exécution, n'est pas susceptible de division matérielle entre les vingt-huit intéressés, et que, dès lors, il ne peut être exécuté par chacun que pour la totalité; que la même obligation se reproduisant pour les diverses parties du passage, il en résulte que chaque communiste est tenu de remanier le pavage en entier, conformément, d'ailleurs, aux principes en matière d'indivisibilité,

sauf son recours contre les intéressés. » — Voir, dans le même sens, Trib. simp. pol. de Paris du 20 mai 1892; la loi du 30 mai 1892.

**Justice de paix du Châtelet-en-Brie
(Seine-et-Marne).**

Président : M. DESCOURTIS, juge de paix.

10 avril 1893.

Élections. — Revision des listes. — Radiation d'office par la commission municipale. — Appel. — Evocation. — Nullité. — Rétablissement du nom rayé.

La commission municipale électorale ne peut d'office rayer un électeur de la liste.

L'électeur rayé peut appeler devant le juge de paix, après le 31 mars, date de la clôture de la liste.

Le juge de paix doit annuler la décision de la commission et évoquer le fond.

L'homicide par imprudence n'entraîne pas l'incapacité électorale.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Par-devant nous... est comparu M. Cognet..., lequel a exposé que, depuis 1885, il est, chaque année, porté sur la liste électorale de la commune de Chartrettes, où il a sa résidence et son domicile légal ;

Que, cette année, lors de la publication des additions et retranchements proposés par la commission administrative à la liste électorale, la radiation de son nom n'a pas été indiquée, et que, dans les vingt jours suivants, personne n'a réclamé sa radiation ;

Que cependant, le 1^{er} avril, présent mois, M. le maire lui a notifié, par le garde champêtre, la copie

d'une décision rendue la veille par la commission municipale, prononçant d'office sa radiation de la liste électorale, sous prétexte qu'il a été condamné à quinze jours de prison, le 9 janvier 1884, pour homicide par imprudence;

Qu'il a formé appel de cette décision devant notre juridiction, par déclaration faite au greffe, le 6 présent mois;

Qu'il conclut au rétablissement de son nom sur la liste électorale et à la réformation de ladite décision : 1° parce qu'elle a été prise hors du délai légal et d'office; 2° et parce que la condamnation qu'il a subie n'est pas comprise dans le tableau des condamnations entraînant l'indignité électorale.

Et il nous a représenté la copie, certifiée par le maire, de ladite décision qui lui a été notifiée.

Jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu : 1° ladite déclaration d'appel; 2° la copie notifiée de ladite décision; 3° l'extrait du casier judiciaire du réclamant, à nous transmis par M. le maire; 4° le décret organique et le décret réglementaire du 2 février 1852, les lois du 7 juillet 1875, art. 3 et 4, et du 5 avril 1884; — Oui l'appelant dans ses dires et conclusions : — Attendu que la décision de la commission municipale a été notifiée le 1^{er} avril; que l'appel a été formé à notre greffe le 6 avril, par conséquent dans les cinq jours impartis par l'article 4 de la loi du 7 juillet 1874; qu'il est donc régulier en la forme; — Attendu que le principe de la clôture définitive de la liste, le 31 mars, ne fait pas obstacle à son admission;

que la loi, en prononçant la clôture le 31 mars, a supposé réalisées toutes les prescriptions qu'elle avait édictées en vue d'assurer l'exercice du suffrage universel et a statué pour les situations régulières; qu'elle n'a pas entendu couvrir, par une sorte de forclusion, les irrégularités des agents chargés de son application, comme il s'en rencontre dans l'affaire qui nous est déférée; — Attendu que cette doctrine est consacrée par une jurisprudence constante de la Cour de cassation, qui décide que le délai d'appel ne part que de la notification à l'intéressé (11 juin 1877, 8 juin 1880, 4 janvier et 4 mai 1882, 20 juillet 1885), même quand la notification n'a eu lieu qu'après la clôture des listes (16 août 1882); — Attendu qu'il appert des documents produits que Cognet était, avant la présente année, inscrit sur la liste électorale de Chartrettes; que sa radiation n'a pas été proposée par la commission municipale ni par des tiers électeurs; qu'elle a été prononcée d'office par la commission municipale, le 31 mars, en même temps que la clôture définitive de la liste était prononcée; — Attendu que les commissions municipales sont instituées pour juger en premier ressort de la validité des inscriptions et des radiations proposées, soit par la commission administrative, soit par les intéressés, soit par les tiers électeurs (Cass., 30 août 1875 et 3 mai 1888); qu'elles ne peuvent statuer que sur les demandes qui leur sont soumises et dans les délais impartis par la loi; et que, comme les Tribunaux de tous ordres civils et criminels, elles ne peuvent se saisir d'office

(Cass., 13 avril 1870, 16 avril 1885, 13 mai 1888, 9 mai 1889); — Attendu que la commission municipale de Chartrettes a, d'après ce qui précède, commis un excès de pouvoir et rendu une décision nulle; — Qu'il suit de là qu'en vertu du principe de la permanence des listes électorales, le nom de M. Cognet devrait être maintenu sur la liste électorale de Chartrettes; — Attendu, de plus, que l'homicide par imprudence, pour lequel Cognet a été condamné est, non un crime impliquant l'indignité électorale, mais un délit correctionnel, puni d'une peine correctionnelle par l'article 319 du Code pénal, et qu'il ne figure pas dans le tableau officiel dressé, en exécution des lois susvisées, des crimes et délits spéciaux entraînant la perte des droits électoraux; — Par tous ces motifs, disons l'appel de M. Cognet régulièrement formé et l'accueillons; — Annulons la décision rendue d'office par la commission municipale de Chartrettes, le 31 mars dernier, ordonnant la radiation du nom de M. Cognet de la liste électorale; — Et, conformément à l'article 473 du Code de procédure civile, évoquant le fond, qui est en état, et statuant par jugement en dernier ressort, — Ordonnons l'inscription de M. Cognet sur la liste électorale de Chartrettes. »

Observations. — Solutions exactes et conformes à la jurisprudence de la Cour de cassation, ainsi que cela résulte, d'ailleurs, des arrêts cités dans la sentence. Voir aussi SUPPLÉMENT AU DICTIONNAIRE, v^o *Élections*, n^o 115 bis et 117 bis.

Tribunal de simple police de Lille (Nord).

Président : M. GOUBET, juge de paix.

24 mai 1893.

Arrêté municipal. — Eaux sales. — Voie publique. — Procès-verbal. — Arrêté illégal. — Relaxe du prévenu.

Est illégal et non obligatoire l'arrêté qui défend, d'une façon générale, l'écoulement de toutes les eaux sales; les maires n'ayant de pouvoir qu'autant que l'intérêt de la salubrité est en jeu, l'arrêté ne peut prohiber l'écoulement des eaux qu'autant qu'elles sont de nature à répandre des exhalaisons insalubres.

En conséquence, doit être acquitté l'individu contre lequel a été dressé un procès-verbal pour avoir déversé des eaux sales sur la voie publique, contrairement à un arrêté municipal qui prohibe l'écoulement des eaux sales ou insalubres, alors que, des dépositions entendues à l'audience, il résulte que les eaux répandues par le prévenu n'exhalaient aucune odeur.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Vidant son délibéré; — Ouï la prévenue en ses moyens de défense présentés par M^e Dolez, avocat; — Ouï le ministère public en ses conclusions sur le procès-verbal du 5 avril dernier, enregistré; — Attendu que la veuve Watrelot est poursuivie pour avoir déversé des eaux sales dans le fil d'eau longeant son établissement, contrairement à un arrêté municipal en date du 14 décembre 1891; — Attendu que l'inculpée, tout en reconnaissant la matérialité des faits qui lui sont imputés, soutient que l'écoulement d'eaux sales sur la voie publique ne saurait, à lui seul, constituer une contravention; qu'il faut,

pour que le fait soit délictueux, que les eaux sales soient en même temps insalubres;—Attendu que l'article 12 de l'arrêté municipal de la commune de Faches est ainsi conçu : « Il est « expressément défendu de faire « couler sur la voie publique des « eaux sales ou insalubres ; » — Attendu que, d'après une jurisprudence constante, le juge de police a le droit d'interpréter les arrêtés municipaux, d'en apprécier la légalité, de décider, en un mot, s'ils ont été rendus dans la limite des pouvoirs conférés par la loi aux administrations municipales ; — Attendu que l'arrêté susvisé, pris conformément aux dispositions de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, n'a et ne peut avoir entendu prohiber que l'écoulement sur la voie publique des eaux insalubres et malsaines, de nature à préjudicier à la salubrité publique ; que c'est le seul but visé par ledit article 97 de la loi municipale, qui sert de base à l'arrêté dont s'agit ; que si l'arrêté municipal a voulu défendre d'une façon générale l'écoulement de toutes les eaux sales, il doit être considéré comme illégal et non obligatoire, puisque les maires n'ont de pouvoirs qu'autant qu'un intérêt de salubrité est en jeu ; — Attendu que le ministère public n'a pas administré la preuve que les eaux déversées sur la voie publique par la prévenue étaient de nature à produire des exhalaisons insalubres ; qu'il résulte, au contraire, de la déposition du garde champêtre, rédacteur du procès-verbal, que lesdites eaux n'étaient pas corrompues et n'exhalaient aucune odeur ; qu'on peut conclure de cette déclaration qu'elles n'étaient pas insalubres ; — Attendu que les dépositions des

deux témoins entendus à la requête de l'inculpée confirment pleinement les affirmations du garde champêtre et établissent que les eaux en question, provenant du lavage des sous-sols de la brasserie, n'étaient ni nuisibles ni insalubres ; — Attendu que, dans ces circonstances, la veuve Watrelot, en usant d'un droit qui appartient à tout riverain d'une voie publique d'y déverser ses eaux, n'a pas commis de contravention ; — Par ces motifs, déclare illégal l'arrêté du maire de Faches en ce qu'il défend de déverser les eaux sales sur la voie publique, et, vu l'article 159 du Code d'instruction criminelle, acquitte la dame Watrelot et la renvoie des fins des poursuites sans amende ni dépens. »

Observations. — Voir dans le même sens Trib. de police de Melun, 26 août 1874, BULLETIN 1875, p. 45. Voir aussi Trib. de police de Montfort, ci-dessus, p. 90. Le fait de laisser s'écouler des eaux sur la voie publique ne peut être prohibé que dans le cas où les eaux sont insalubres et répandent des exhalaisons nuisibles. Voir aussi notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Jet*, n° 18. Le maire a dans ses attributions le soin d'assurer la salubrité de la voie publique, rien de plus ; par suite, il ne peut prohiber le déversement d'eaux qu'autant que cet intérêt est en jeu. L'arrêté du maire, dans l'espèce, aurait donc dû défendre de faire couler sur la voie publique des eaux sales et insalubres et non des eaux sales *ou* insalubres, ce qui revenait à interdire l'écoulement des eaux sales même non insalubres.

**Tribunal de simple police du Raincy
(Seine).**

Président : M. HAMELIN, juge de paix.

20 février 1893.

Simple police. — Contravention. — Chemin privé. — Droit de police du maire.

La disposition finale des articles 153 et 190 du Code d'instruction criminelle, d'après laquelle le jugement doit être rendu dans l'audience où l'instruction aura été terminée et au plus tard dans l'audience suivante, n'est pas prescrite à peine de nullité.

En principe, les jugements interlocutoires ne lient point le juge, pourvu que le second jugement soit fondé sur un autre motif que le premier interlocutoire et qu'il n'y ait pas contrariété entre eux.

Spécialement, le jugement qui, sur le débat d'abord soulevé relativement au caractère public ou privé d'un chemin, prononce un sursis jusqu'à la décision de l'autorité compétente, et pour faire statuer sur cette exception préjudicielle de propriété, ne met pas obstacle à ce qu'après le délai du sursis, le juge statue sans rechercher si ce chemin est public ou privé, et en se fondant sur ce motif que, même privé, mais du moment où il est ouvert et livré à la circulation publique, le maire de la commune n'en aurait pas moins le droit de prendre à son égard les mesures de police nécessaires pour assurer la sécurité et la commodité de cette circulation, et dès lors d'en ordonner l'enlèvement des obstacles y apportés.

Ainsi jugé en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — En ce qui touche l'exception de prétendue nullité du jugement du 5 décembre, sous prétexte, d'abord, qu'il aurait été rendu à une autre audience que celle du 21 novembre 1892, contrairement aux dispositions des ar-

ticles 153 et 190 du Code d'instruction criminelle, et sans, ensuite, que le sieur Rimbault, qui n'assistait pas à cette audience du 21 novembre, ait eu connaissance de la remise au 5 décembre, où, dès lors, le jugement par défaut, rendu ledit jour, l'aurait été en violation de son droit de défense ; — Attendu que les dispositions des articles 153 et 190 *in fine* du Code d'instruction criminelle ne sont substantielles qu'en ce qui concerne la publicité de l'instruction, le résumé et les conclusions du ministère public ; mais celle qui veut que le Tribunal de police prononce son jugement dans l'audience où l'instruction aura été terminée, ou, au plus tard, dans l'audience suivante, n'est pas prescrite à peine de nullité. — Sirey, art. 153, n° 52 *bis*, du Code d'instruction criminelle ; Cass., 3 avril 1841 (*J. du P.*, 1842, t. II, p. 284) ; 1^{er} octobre 1825, Sirey, 1827, I, 53 ; D. *P.*, 1826, I, 57 ; — Qu'en tout cas, il est, au contraire, exact que si le 21 novembre, et en l'absence du sieur Rimbault, jugement n'a pas été de suite pris et rendu contre lui, mais renvoyé à l'audience du 5 décembre, ce n'a été que dans son propre intérêt et afin qu'il pût s'y présenter et s'y défendre ; — Qu'il fut prévenu de cette remise et la connaissait si bien, que par lettre écrite au greffe le 4^{er} décembre (laquelle sera enregistrée avec le présent jugement et y restera annexée), il dit : « le 21 novembre, mon affaire avec la commune du Raincy a été renvoyée à quinzaine, soit au 5 décembre » ; — Attendu que dans ces circonstances, l'arrêt de Paris du 9 juillet 1883, invoqué par le sieur Raim-

bault, et décidant : *que lorsque l'affaire a été renvoyée d'office, sans que l'inculpé en ait eu connaissance, le Tribunal ne peut donner défaut contre lui, et doit se borner à rayer la cause du rôle*, tournerait au contraire contre lui, puisqu'il a eu pleine et entière connaissance de la remise, ce qu'il n'a pu, du reste, dénier lui-même à l'audience ; — Attendu que, bien plus, M. Raimbault est si mal venu à se plaindre de ce que, le 5 décembre, jugement ait été rendu contre lui et qualifié par défaut, et qu'il y avait si peu lieu ici à citation nouvelle, que légalement et rigoureusement, le second jugement eût pu même être réputé et qualifié de contradictoire, puisqu'il n'était que la suite de celui du 18 juillet 1892, et *qu'à l'audience dudit jour, ledit sieur Raimbault avait comparu et présenté déjà ses moyens de défense, ce qui est ici péremptoire* ; — Que si cela n'a pas eu lieu ainsi, ce n'a encore été que dans son propre intérêt, afin de lui laisser ouverte la porte de l'opposition, ce dont il profite aujourd'hui et dont dès lors il ne saurait se plaindre ; — Déclare son exception à cet égard mal fondée et l'en déboute ; — En ce qui touche la seconde exception soulevée par le sieur Raimbault, tendant, *d'une part*, à ce qu'il lui soit imparti un nouveau délai, pour faire statuer sur son exception préjudicielle de propriété d'abord par lui soulevée, et pour la solution de laquelle le premier jugement du 18 juillet avait sursis jusqu'au 21 novembre, et tendant, *d'autre part*, à ce qu'autrement, toute décision au fond devrait être considérée comme prématurée et prise en violation de la

chose jugée ; — Attendu qu'en fait, sur le mémoire préalable présenté par le sieur Raimbault ès noms à la préfecture, afin d'intenter contre la commune une action judiciaire pour faire reconnaître le prétendu droit de propriété du syndicat du parc Carette sur la partie duchemin où se trouvent les bornes dont l'enlèvement a été prescrit par l'arrêté municipal du 28 mars 1892, l'autorisation de plaider a été refusée à la commune par le conseil de préfecture ; — Que ce refus a été motivé sur ce que, le 16 octobre 1892, le conseil municipal du Raincy, saisi lui-même de ce mémoire, avait pris une délibération disant que la commune n'émettant plus aucune prétention à la propriété réclamée par M. le président du syndicat du parc Carette sur cette portion de l'avenue qu'il revendique, il ne saurait y avoir lieu dès lors par la commune à défendre à une revendication non contestée par elle ; — Attendu d'un autre côté, qu'en droit, il est de principe et de jurisprudence constants *que l'interlocutoire ne lie pas le juge*, particulièrement dans le cas où, comme ici, le second jugement est fondé sur un motif autre et qu'il n'existe dès lors *aucune contrariété entre les deux* ; — Que le jugement qui, sur le débat élevé relativement au caractère *public* ou *privé* d'un immeuble, prononce un sursis jusqu'après la décision à cet égard, ne met pas obstacle à ce qu'après le délai de sursis, le jugement statue sans rechercher si ce terrain est public ou privé ; — Dalloz, Code civil, art. 1351, n° 133 ; Cass., 13 juillet 1850, D. P. 1850, I, 198 ; — Qu'il doit surtout en être ainsi, ajoutent les auteurs

et les arrêts, en matière de répression, où le juge, disent-ils, doit conserver son entière liberté d'appréciation, sans être lié par ce qui aurait pu être jugé dans d'autres instances en tout ce qui concerne la culpabilité du prévenu. — Répertoire du *J. du P.*, 2^e supplément v^o *Chose jugée*, n^o 435; — Cass., 8 août 1857 (Gautrot), *J. du P.*, 1858, I, 236; — Attendu que, faisant application de ces principes à l'espèce, il en résulte que, si par le premier jugement du 18 juillet dernier, un sursis avait été accordé au sieur Rimbault, pour faire statuer par lui sur son exception préjudicielle de propriété, c'est qu'alors cette question de propriété lui était contestée par la commune par suite du classement erroné ou non du 10 mars 1883 de cette partie du chemin où se trouvaient les deux bornes en litige comme comprises dans le chemin vicinal de la commune, dit de l'avenue de Victor-Hugo et objet dudit classement; — Qu'en présence de ce désaccord, il paraissait dès lors important de savoir par qui et à quel titre ces bornes avaient été ainsi plantées, et cela sinon pour faire disparaître complètement la contravention reprochée, dans le cas où cette question de propriété serait tranchée en faveur du syndicat du parc Carette, tout au moins pour l'expliquer ou l'atténuer, en y ayant tel égard que de raison; — Attendu que si, en effet, aujourd'hui cette question de propriété se trouve vidée en faveur du sieur Rimbault par la délibération municipale du 16 octobre, il n'en reste pas moins alors à examiner, si même en admettant que cette partie de chemin où sont les

deux bornes fût la propriété privée du sieur Rimbault ès nom et qualités, l'arrêté municipal du 28 mars 1892 lui enjoignant l'enlèvement dans les quarante-huit heures de ces bornes considérées comme y gênant et entravant la circulation publique, n'en était pas moins légal et obligatoire, et si, en se refusant dès lors à l'exécuter, M. Rimbault n'a pas commis une infraction constitutive de la contravention prévue et réprimée par l'article 471 du Code pénal; — Or, à cet égard, attendu que l'affirmative ne saurait être douteuse; — Qu'en fait, ledit arrêté, approuvé par M. le préfet, a été pris en conformité des dispositions de l'article 3, titre II, de la loi des 16-24 avril 1790, confirmées par les articles 91, 94, 97 de la nouvelle loi du 5 avril 1884, et qui confèrent à l'autorité municipale les mesures de police qu'elle croit devoir prendre pour tout ce qui intéresse la sûreté et la facilité de circulation dans les rues, quais et voies publiques; — Que sous ce nom de voies publiques, il est reconnu qu'on doit y comprendre aussi même celles qui, tout en étant la propriété privée de leurs auteurs, n'en ont pas moins été livrées et ouvertes par ceux-ci à la circulation publique (comme cela a eu lieu dans l'espèce pour celle en litige), et assimilées dès lors aux autres voies publiques et en ayant à cet égard tout le caractère (Cass., 2 juin 1825, 2 juin 1837). — Que, par suite, ajoute le dernier arrêt de cassation du 20 mai 1892, le riverain qui, sans nécessité, en entrave la circulation par des obstacles quelconques, commet une contravention, bien que ce chemin soit sa propriété

privée; — En ce qui touche la troisième exception du sieur Raimbault, d'après laquelle, en tout cas, les deux bornes en litige ne sauraient constituer un obstacle à la circulation, et que ç'aurait été à tort que l'arrêté municipal aurait prétendu le contraire; — Attendu que du moment où l'autorité municipale, dans la plénitude de son droit d'appréciation à cet égard, a décidé que ces deux bornes constituaient un obstacle à la circulation publique, et que, par suite, elle en a prescrit l'enlèvement, il ne saurait nous appartenir d'infirmer cet arrêté en décidant le contraire; — En ce qui touche la quatrième exception du sieur Raimbault, tendant à prétendre que, même alors, sa contravention serait éteinte ici par la prescription d'un an, édictée par l'article 640 du Code d'instruction criminelle, puisqu'en fait l'établissement des deux bornes remontait de beaucoup au delà d'un an; — Attendu qu'en fût-il ainsi, ce délai d'un an pour la prescription ne doit pas partir ici du jour de la pose de ces bornes, mais bien seulement de celui où la contravention a été commise, c'est-à-dire après l'expiration du délai de quarante-huit heures accordé au sieur Raimbault pour faire enlever les bornes, et où, par son refus d'exécution, il a commis une infraction à l'arrêté; — Par ces motifs, et ceux déjà déduits au jugement du 5 décembre et auxquels il en est également référé, jugeant en premier ressort; — Déclare le sieur Raimbault non recevable et mal fondé en toutes ses exceptions et moyens d'opposition susénoncés sur le jugement par défaut du 5 décembre dernier et l'en déboute; — Confirme

et maintient, au contraire, en principe ledit jugement, et faisant en tant que de besoin et de nouveau application au sieur Raimbault de l'article 471, § 15, du Code pénal ainsi conçu et dont lecture a été donnée : Art. 471, § 15. Seront punis d'amende depuis 1 franc jusqu'à 5 francs inclusivement : « Ceux « qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative, et ceux qui « ne se seront pas conformés aux « règlements ou arrêtés publiés par « l'autorité municipale. » — Le condamne à 1 franc d'amende au lieu de 5 francs, d'abord portés au jugement du 5 décembre dernier; — Et sur les conclusions du ministère public réitérées quant à ce : — Dit que dans le mois de la signification du présent, le sieur Raimbault sera tenu de faire enlever les deux bornes en litige, sinon qu'il pourra y être procédé à ses frais, risques et périls, par les soins de l'autorité municipale; — Le condamne aux dépens; — Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps pour le recouvrement de l'amende et des dépens. »

Observations. — 1° La disposition de l'article 153 du Code d'instruction criminelle, non plus que celle de l'article 13 du Code de procédure civile, ne sont prescrites à peine de nullité (Cass., 19 août 1875, ANNALES 1876, p. 71; Cass., 25 août 1877, ANNALES 1878, p. 305; voir aussi DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., *vo Jugement*, n° 22); — 2° la question de savoir si la maxime : « l'interlocutoire ne lie pas le juge », est toujours applicable, est controversée. Les adversaires du système

adopté par le Tribunal s'appuient tout d'abord sur ce fait que la maxime dont s'agit n'est écrite dans aucun texte de loi. De plus, ajoutent-ils, les anciens auteurs, qui la reproduisent, ne faisaient pas, comme nous, une distinction très nette et très précise entre les jugements préparatoires et les jugements interlocutoires ; et il est bien certain que, dans leur esprit, le mot *interlocutoire* n'avait pas le sens que nous lui avons attribué depuis. Enfin, ils arguent encore de ce fait que si le jugement interlocutoire n'avait rien d'obligatoire, ni de définitif, le législateur n'en aurait pas autorisé l'appel immédiat. Mais le dernier arrêt que la Cour de cassation ait rendu sur cette matière (4 juin 1872, Dalloz, 1873, I, 486) est d'accord avec le jugement sus-rapporté. Cet arrêt explique comment il y a lieu d'interpréter ladite maxime. Il décide que si, en principe, le juge n'est pas lié par l'interlocutoire, c'est en ce sens que quel que soit le résultat de la mesure prescrite avant faire droit, il reste absolument libre sur la décision du fond ; mais il ajoute que le jugement interlocutoire peut être définitif pour partie et que, par exemple, le juge violerait l'autorité de la chose jugée si, après avoir, dans son intercuioire, écarté tel moyen d'instruction pour s'en tenir à tel autre, il prenait, en statuant sur le fond, ses éléments de décision dans les moyens rejetés par l'interlocutoire. Voir Cass., 10 février 1883, ANNALES 1884, p. 163 ; Cass., 9 décembre 1887, ANNALES 1888, p. 309. — Il semblerait résulter, de ces arrêts, contrairement à la théorie du Tribunal, que si l'autorité

municipale a le droit de prendre des mesures de police applicables aux rues appartenant à des particuliers et livrées à la circulation publique, ce droit ne saurait aller jusqu'à prescrire des travaux de viabilité. La mesure ordonnée par le maire ne pourrait-elle pas être considérée comme un travail de viabilité ?

Tribunal de simple police de Paris.

Président : M. LE HELLOCO, juge de paix.

23 mars 1893.

Tapage nocturne. — Responsabilité pénale. — Responsabilité civile. — Force majeure. — Ouvriers. — Préposés. — Maîtres et commettants. — Contravention. — Ordonnance de police.

C'est le patron, et non pas ses ouvriers, qui est pénalement responsable des contraventions aux ordonnances de police réglementant l'exercice de son industrie, les ouvriers n'agissant jamais que pour le compte de leur patron et d'après ses ordres présumés.

Ainsi jugé en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Attendu que le sieur Simon est poursuivi pour avoir, dans la nuit du 3 janvier dernier, laissé travailler dans son établissement à 2 h. 30 du matin au moyen de marteaux dont le bruit troublait le repos des habitants du voisinage ; — Attendu que le sieur Simon, tout en reconnaissant la matérialité du fait incriminé, objecte : 1° qu'il n'en est pas l'auteur et qu'il n'aurait pu être compris dans la poursuite que comme civilement responsable ; 2° qu'enfin le fait n'est point punissable s'agis-

sant d'un cas de force majeure ; — Sur le premier point : — Attendu que les obligations qui sont imposées par suite d'une mesure d'intérêt général s'appliquent à celui qui exerce une profession industrielle réglementée et non pas aux ouvriers ou préposés qu'ils emploient ; que ces derniers n'agissent jamais que pour le compte de leurs maîtres et d'après leurs ordres présumés ; — Attendu que, s'il en était autrement et si la responsabilité civile pouvait seule être appliquée, ce serait faire peser la répression sur des ouvriers souvent inconnus, presque toujours insaisissables et entraver ainsi la répression ; — Sur le deuxième point : — Attendu que le sieur Simon reconnaît que, par suite d'un travail urgent, il avait autorisé un travail de nuit ; mais que, par suite d'un accident, les ouvriers avaient pris sur eux de réparer un outil qui était de première nécessité et qu'il en était résulté le bruit faisant l'objet des poursuites ; que c'était là un cas de force majeure qui devait le mettre à l'abri des poursuites ; — Mais attendu qu'il n'est nullement justifié d'un cas de force majeure ; qu'en effet il résulte du rapport des agents que sur l'observation que ce n'était pas une heure à travailler avec des marteaux, le bruit avait immédiatement cessé ; que ce fait indique suffisamment que cette réparation n'avait donc pas le caractère d'urgence et de force majeure dont on voudrait se prévaloir ; — Attendu qu'il en résulte que le sieur Simon a contrevenu à l'ordonnance de police du 6 novembre 1862 et lui faisant application de l'article 471 du Code

pénal ; — Par ces motifs, condamne Simon à 1 franc d'amende et aux dépens. »

Observations. — Le Tribunal ne ne nous semble pas avoir examiné d'assez près la situation de fait : ou bien c'est le travail même ordonné par le patron qui nécessitait l'emploi des marteaux, et alors on peut soutenir que le patron était pénalement responsable de la contravention, comme en étant le véritable auteur. Sans ses ordres, le travail n'eût pas été fait ni la contravention commise. Ou bien les marteaux avaient été employés à l'insu du patron et pour un travail indépendant de celui qui avait été prévu et commandé par lui, et alors il y avait là un fait personnel des ouvriers devant entraîner pour eux une responsabilité pénale. Quant à l'excuse de force majeure, il a été jugé maintes fois par la Cour de cassation qu'elle pouvait être invoquée en matière de contravention de simple police.

Justice de paix de Chalonnes-sur-Loire
(Maine-et-Loire).

Président : M. CHAUVIÈRE, juge de paix.

3 avril 1892.

Action possessoire. — Demande reconventionnelle. — Terrain vague. — Possession. — Enquête.

Lorsque la possession est acquise et dûment constatée, elle se conserve par la seule intention, et ne se perd qu'autant que le possesseur a été privé de la jouissance de la chose et qu'une autre possession est venue remplacer la sienne et s'est continuée pendant une année.

Spécialement, celui qui, par lui ou par

ses fermiers, a depuis de longues années possédé un terrain vague, situé au devant de ses bâtiments ou étables, ne perd pas cette possession parce qu'en certaines époques il n'a pas occupé ce terrain. Il suffit, pour que la possession se conserve, que le possesseur ait usé du terrain selon ses besoins.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu notre jugement préparatoire du 16 février 1892, notre jugement de mise en cause, notre jugement interlocutoire et notre procès-verbal d'enquête des 8, 15 et 21 mars dernier; ouï les parties en leurs dires, moyens et conclusions; — Vidant notre délibéré; — Attendu qu'Eugène Abellard réclame d'être gardé, remis et maintenu dans la libre possession et jouissance d'un terrain vague, non cadastré, situé commune de Rochefort-sur-Loire, au village de la Ménardièrre, à l'ouest des étables des défendeurs, et confrontant du côté opposé au vieux chemin de Rochefort; — Attendu que les consorts Borgella, prenant pour trouble à leur possession le dépôt de boue que le demandeur a fait sur ledit terrain dans le courant de septembre 1891, à quelques mètres de leurs étables, se sont portés reconventionnellement demandeurs, ont soutenu qu'ils étaient seuls en possession annale et plus qu'annale de ce fonds et ont offert d'en administrer la preuve; — Attendu que des enquêtes ordonnées, il résulte que si l'unique témoin cité par Abellard a fait, au sujet des actes de jouissance pouvant établir la possession annale de ce dernier, une déposition

absolument négative, les témoins des consorts Borgella ont, au contraire, surabondamment prouvé que, depuis nombreuses années et notamment depuis un an, ceux-ci ont la jouissance exclusive de l'immeuble dont la possession leur est contestée; — Attendu qu'au cours de notre visite des lieux nous avons constaté que les consorts Borgella ont toujours maintenu l'existence de la porte de leurs étables ouvrant sur le terrain objet du procès; que depuis longtemps, en tout cas depuis plus d'un an, ils y ont édifié une porcherie, un poulailler et une niche à chien; qu'en outre, leurs fermiers successifs se sont toujours servis des parties dudit terrain que ces constructions ont laissées libres pour y déposer leurs bauges de bois et leur fumier; — Attendu qu'après l'enquête et la contre-enquête, Abellard, dans de nouvelles conclusions, a prétendu que la possession des défendeurs n'avait pas le caractère de continuité exigé par la loi et que les témoins de Borgella témoignent de faits antérieurs à l'année qui précède son action et par conséquent sans intérêt dans la cause; — Attendu que la possession revendiquée par Borgella est dûment établie par la contre-enquête; qu'elle réunit tous les caractères exigés par l'article 23 du Code de procédure civile et l'article 2229 du Code civil; que spécialement, elle a toujours été paisible avant le trouble du demandeur; qu'elle a été publique et non équivoque, s'étant exercée depuis près de quarante-cinq ans, sous les yeux du concluant et sans aucune protestation de sa part; qu'elle a été

continue et non interrompue; qu'en effet, les consorts Borgella ont joui par le fait de leurs fermiers depuis 1848 jusqu'à ce jour (troisième témoin de la contre-enquête); qu'il se peut que, chaque année, leurs récoltes de bois épuisées et leurs tas de fumier transportés dans les champs, certaines parties du fonds litigieux soient restées momentanément inoccupées; mais attendu qu'il n'est pas nécessaire de faire acte de jouissance d'une façon permanente ni même dans l'année du trouble, si le mode de jouissance et l'objet de la contestation ne sont pas de nature à comporter une pareille manifestation; — Attendu d'ailleurs que, lorsque la possession annale est acquise, elle se conserve par la seule intention et ne se perd qu'autant que le possesseur a été privé de la jouissance de la chose et qu'une autre possession est venue remplacer la sienne et s'est perpétuée pendant une année; — Attendu enfin que de notre visite des lieux, de l'enquête et de la contre-enquête et des circonstances de la cause, il résulte que le demandeur Abellard n'a jamais fait aucun acte de jouissance sur le terrain qu'il revendique; que les consorts Borgella, par contre, ont formellement établi que, lors du trouble d'Abellard, ils avaient la possession annale et plus qu'annale dudit fonds; — Par ces motifs, statuant au possessoire, contradictoirement et à charge d'appel, les droits des parties réservés au pétitoire, déclarons Eugène Abellard non recevable en son action possessoire, l'en déboutons, et recevant les consorts Borgella reconventionnellement deman-

AOUT 1893.

deurs, disons que le dépôt de boue, fait par lui sur le terrain dont il s'agit est un trouble à leur possession annale et plus qu'annale; les maintenons dans cette possession; faisons défense à Abellard de les y troubler à l'avenir et, pour l'avoir fait, le condamnons en 8 francs de dommages - intérêts; ordonnons qu'il sera tenu, sous une contrainte de 1 franc par chaque jour de retard et dans le délai de huit jours de la signification du présent jugement, d'enlever son dépôt de boue; le condamnons en outre en tous les dépens de l'instance liquidés à..., etc. »

Observations. — Voir en ce sens, Cass., 13 juin 1881, 19 mars 1884, 12 février 1889 et 27 octobre 1891. Voir aussi notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Action possessoire*, n^o 391.

Justice de paix de Melun
(Seine-et-Marne).

Président : M. QUÉTIN, juge de paix.

10 décembre 1892.

Action possessoire. — Complainte. — Possession. — Trouble. — Poteau télégraphique. — Voie publique.

L'établissement sur la voie publique d'un poteau télégraphique touchant au sommet du pilastre du mur de clôture d'un particulier suffit pour constituer un trouble à la libre possession et jouissance de ce dernier et pour servir de base à une action en complainte intentée par lui.

Ainsi jugé en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu l'exploit introductif d'instance du 20 octobre dernier; — Vu notre procès-

verbal de constat du 28 octobre dernier, contradictoire;—Vu notre jugement contradictoire déclaratif de compétence du 26 novembre dernier, signifié, renvoyant à aujourd'hui pour statuer sur le fond;—Attendu qu'à l'audience du 19 novembre dernier, les défendeurs par leur mandataire, après avoir pris des conclusions tendant au déclinaire d'incompétence, ont ajouté qu'il n'y avait pas trouble de possession, et que, conséquemment, ils ne devaient aucuns dommages-intérêts, s'offrant seulement à rembourser les frais de l'avertissement en conciliation, sous le prétexte que le poteau avait été redressé avant la délivrance de l'assignation en complainte dont nous sommes saisi;—Attendu que la question restant à décider est de savoir si le poteau établi depuis moins d'une année par Houzeau et Caget constitue un trouble à la libre possession et jouissance aussi bien qu'une dépréciation de la propriété de Lefèvre, sise à Dammarie-les-Lys, avenue de Chailly, 8;—Considérant que ce poteau est, au ras de terre, à 12 centimètres seulement du pilastre du mur de clôture de la propriété de Lefèvre sur l'avenue de Chailly, et à 19 centimètres de la tablette dudit pilastre; que, par suite de la contiguïté du poteau, Lefèvre a été empêché de terminer la construction de son pilastre et d'y placer la tablette du sommet; que le demandeur, propriétaire incontesté des immeubles n°s 8 et 10 sur l'avenue de Chailly, et qu'il occupe actuellement, a, comme riverain, sur cette voie publique, des droits qu'il tient de la nature des lieux et de la loi; que ces droits ont le caractère de

droits réels immobiliers comme une servitude *sui generis*, et qu'il est fondé à exercer l'action en complainte contre les défendeurs qui, dans un intérêt purement particulier, le troublent dans l'exercice de ses droits, sans qu'il soit indispensable pour l'exercice de l'action possessoire que leur poteau soit établi sur son propre terrain; que ledit poteau ayant une circonférence de 70 centimètres à la base et une hauteur de 10 à 11 mètres, masque encore aujourd'hui presque complètement le pilastre Lefèvre, même après avoir été partiellement redressé de manière à ne plus être accoté à la tablette dudit pilastre, en sorte que le propriétaire demandeur se trouve encore empêché dans la jouissance de sa tablette du pilastre, destinée à recevoir un vase à fleurs, ainsi qu'il est d'usage sur cette avenue; que, tant à cause de ses grandes dimensions que de sa proximité du mur de clôture de l'habitation Lefèvre, ledit poteau est d'un aspect disgracieux, nuisant à la libre possession et jouissance du demandeur d'une manière notable au point de vue de la perspective, et spécialement : 1° en ce qu'il est une invitation permanente aux malfaiteurs pour escalader le mur de l'habitation Lefèvre, et, conséquemment, un danger pour celui-ci; 2° en ce que, à cause de sa proximité du mur, il sert d'urinoir aux passants, et gênera évidemment la circulation du demandeur au cas de réparations à faire audit mur;—Par ces motifs :—Considérant que ledit poteau constitue un trouble encore actuel à la jouissance et possession de Lefèvre, aussi bien qu'une dépréciation à sa propriété;

que le déplacement de la tablette constitue aussi un trouble qui n'est pas encore réparé ; — 1° Disons que, dans la huitaine du présent jugement, les défendeurs seront tenus d'enlever ledit poteau ou de le replacer à une distance telle qu'il ne puisse apporter ni gêne, ni dommage, ni dépréciation à la propriété du demandeur, à peine de 5 francs de dommages-intérêts par jour de retard envers le requérant, passé ce délai... ; — 2° Et, pour le préjudice causé jusqu'à ce jour, condamnons Houzeau et Caget, conjointement et solidairement, à payer à Lefèvre la somme de 5 francs à titre de dommages-intérêts, moyennant lequel paiement Lefèvre mettra lui-même la tablette sur le pilastre dans la position qu'elle devait avoir. »

Observations. — Pour qu'il y ait trouble de fait de possession pouvant donner ouverture à une action en complainte, il faut qu'en dehors du fait matériel de trouble il y ait intention de s'attribuer une possession au préjudice du possesseur actuel. Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Action possessoire*, n° 417; Trib. civ. d'Annecy, 27 décembre 1883, ANNALES 1887, p. 29. — Mais le seul fait de l'établissement du poteau, en dehors du dommage matériel qu'il causait au propriétaire du mur, dénotait chez son auteur une prétention bien formelle à une possession contraire à celle du propriétaire du mur telle qu'elle pouvait s'exercer avant l'établissement du poteau.

Néanmoins, nous devons reconnaître que le jugement ci-dessus a été infirmé par jugement du Tribunal civil de Melun du 14 avril

1893 (voir les ANNALES). Les juges d'appel ont estimé que les faits allégués par le demandeur, s'ils pouvaient causer une gêne pour le demandeur, n'impliquaient point de la part de leurs auteurs une prétention contraire à la possession dudit demandeur. Et ils ont décidé que la seule action ouverte au propriétaire du mur était, non pas une action possessoire, mais une action en dommages-intérêts d'une valeur indéterminée, échappant à la compétence du Tribunal de paix.

Cependant, la Cour de cassation a décidé (26 juillet 1882, ANNALES 1884, p. 88, et la note) que le trouble contre lequel l'article 23 du Code de procédure civile ouvre le recours spécial de l'action en complainte, dérive, abstraction faite du dommage causé, du seul fait de l'atteinte portée contre son gré à la jouissance du propriétaire du fonds investi de la possession légale. Voir dans le même sens, Tribunal civil de Montmédy, 4 mai 1887, ANNALES 1887, p. 321, et la note.

Justice de paix de Mont-Saint-Vincent
(Saône-et-Loire).

Président : M. LAIZON, juge de paix.

18 novembre 1892.

Action possessoire. — Rigole. — Comblement. — Trouble remontant à plus d'une année. — Non-recevabilité de la demande. — Renvoi au pétitoire.

Le juge de paix connaît des actions possessoires à condition que le trouble qui y a donné lieu ait été commis dans l'année.

Spécialement, n'est pas recevable l'action possessoire basée sur des faits qui avaient donné lieu l'année précédente à

un avertissement en conciliation, d'où il résulterait que la plainte est motivée sur un fait de trouble remontant à plus d'un an.

Il y a lieu en ce cas pour le juge de paix de rejeter la demande possessoire et de renvoyer le demandeur à se pourvoir au pétitoire.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes à l'audience du 11 novembre courant; — Attendu que Laublanc articule que Pidant, Paul, et lui sont propriétaires, à Montchanin-les-Mines, de deux fonds contigus traversés par une rigole amenant les eaux pluviales, ménagères et autres de la voie publique, passant d'abord sur son fonds à lui demandeur, et ensuite sur celui appartenant à Pidant, Paul; — Qu'il se plaint de ce qu'il y a environ un an, Déry, fermier de Pidant, s'est permis de rétrécir la rigole à son entrée sur le fonds par lui loué et d'en établir une nouvelle destinée à l'irrigation d'une parcelle de pré; que cet état de choses a eu pour résultat de nuire à l'écoulement des eaux et de faire submerger une partie de sa propriété, actuellement plantée en vigne; qu'il conclut à ce que Déry soit tenu de rétablir la rigole comme elle existait à son état primitif, et condamné avec dépens au paiement de la somme de 200 francs à titre de dommages-intérêts; — Attendu qu'ainsi formulée, soit dans la citation, soit dans les explications fournies à l'audience, et, bien qu'elle ne l'ait pas été en termes précis et sacramentels, la demande que Laublanc a portée devant nous n'en constitue pas moins une plainte

possessoire; la plainte étant, en effet, l'action réservée au possesseur qui, sans être dépossédé, est néanmoins troublé dans sa possession par une entreprise, un acte quelconque, pratiqués même sur son terrain par l'auteur du trouble; — Que tel est le cas qui se présente dans l'espèce, Laublanc ayant à se plaindre d'actes pratiqués par Déry sur son propre terrain, de nature à le troubler dans la possession de sa propriété; — Attendu que Déry n'est que fermier de la pièce de terre contiguë à celle du demandeur; — Qu'il y a lieu d'examiner tout d'abord si, en cette qualité, il peut défendre à l'action qui lui est intentée (résolu affirmativement); — Au fond : — Attendu que Déry ne méconnaît pas avoir comblé la rigole par laquelle se faisait précédemment l'écoulement des eaux et en avoir établi une nouvelle; mais qu'il prétend qu'il y a plus d'un an que ces travaux ont été effectués; — Que, de son côté, Laublanc soutient qu'il y a moins d'un an que cette rigole a été rétrécie de manière à lui porter préjudice; — Qu'il reconnaît, toutefois, que les premiers actes par lesquels Déry a créé l'état de choses actuel remontent à plus d'une année; — Attendu qu'aux termes de l'article 6 de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent, à la charge d'appel, des dénonciations en nouvel œuvre, plaintes, actions en réintégration et autres actions possessoires fondées sur des faits commis dans l'année; — Attendu que si, en principe, le trouble à la possession existe dès le commencement des travaux pouvant contrarier cette possession, il faut reconnaître que

la jurisprudence a consacré et adopté un système plus large et moins rigoureux; qu'en effet, il a été décidé que, lorsque le trouble résulte de travaux d'une certaine durée exécutés par l'auteur du trouble sur son propre fonds, la prescription annale ne court que du jour où ces travaux ont réellement porté atteinte à la possession de la partie demanderesse (Cass., 4 mai 1852, 9 novembre 1875); que la question à résoudre est donc celle de savoir à quel moment Laubanc a réellement été troublé par les actes de Déry; — Attendu qu'à la date du 31 octobre 1891, Laubanc donnait au défendeur, pour notre audience du 6 novembre suivant, un avertissement par lequel il l'invitait « au rétablissement d'une « rigole qu'il avait comblée sans « droit »; que cette rigole est la même que celle au rétablissement de laquelle il conclut aujourd'hui; — Qu'il est certain et constant qu'à cette date du 31 octobre 1891, il reconnaissait déjà que la rigole était comblée et non pas seulement rétrécie; qu'il était, par suite, à ce moment-là, bien convaincu que les travaux exécutés par Déry étaient un danger pour lui et portaient une réelle atteinte à sa possession, puisqu'il demandait dès cette époque le rétablissement de la rigole comblée, c'est-à-dire la suppression même du nouvel état de choses, qu'il considérait comme lui étant préjudiciable; — Attendu, dès lors, que la demande introduite par la citation du 6 novembre 1892 étant basée sur les mêmes faits que ceux qui ont motivé l'avertissement du 31 octobre 1891, ainsi que l'a, au surplus, formellement reconnu

Laubanc, il en résulte qu'elle l'a été en dehors des délais prescrits par les articles 23 du Code de procédure civile et 6 de la loi du 25 mai 1838; — Sur les dépens: — Attendu qu'ils doivent rester à la charge de la partie qui succombe; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, déboutons Laubanc de sa demande; le renvoyons, par suite, à se pourvoir au pétitoire, avec dispense des préliminaires de conciliation, et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Application exacte de l'article 23 du Code de procédure civile. Voir dans le même sens notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, *v° Action possessoire*, n° 226 et suivants.

Justice de paix du canton de Londinières
(Seine-Inférieure).

Président : M. HUE, juge de paix.

17 juin 1892.

Usager. — Entrepreneur responsable. — Gestion. — Mandat. — Demande en paiement d'une part des charges de l'exploitation. — Prescription quinquennale non applicable.

L'usager auquel est réclamée sa part, pendant plusieurs années, des charges de l'exploitation des coupes d'une forêt, n'est pas recevable à opposer à l'entrepreneur de ces coupes, qui lui réclame cette part, la prescription quinquennale de l'article 2277 du Code civil.

L'action de l'entrepreneur, nommé chaque année par le syndic des usagers, est celle du mandataire contre son mandant, pour obtenir le remboursement de ses avances, et n'est prescriptible que par trente ans.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Ouf les parties en leurs conclusions et observations à l'audience du 10 juin courant, vidant notre délibéré ; — Attendu que Breilly a actionné Victor Troude en paiement de 58 fr. 02, représentant, selon lui, sa part dans les charges générales auxquelles les usagers de la forêt de Croixdalle sont tenus, conformément à l'état dressé par leur syndic, pour l'exploitation des coupes pendant quinze années, de 1875 inclus à 1889 inclus ; — Attendu que Victor Troude, sans se reconnaître obligé en principe, en prenant pour base la somme réclamée, a offert sur la barre, à deniers découverts, la somme de 29 fr. 25, composée de celle de 19 fr. 25, représentant cinq années d'exploitation, et de celle de 10 francs, pour frais, sauf à parfaire ou diminuer d'après taxe ; que, pour le surplus, il invoque la prescription de l'article 2277 du Code civil ; — Attendu qu'il résulte des documents de la cause que Breilly a été nommé, chaque année, pendant la période susindiquée, par les syndics des usagers de la forêt de Croixdalle, entrepreneur responsable, conformément aux dispositions du Code forestier, des coupes de ladite forêt ; — Qu'en cette qualité, il représentait tous les usagers vis-à-vis de l'administration forestière et était seul responsable de sa gestion à son égard, sauf son recours contre les usagers ; qu'il choisissait son garde-vente et le payait au taux fixé par les syndics, faisait les acquisitions de cailloux et autres, ordonnait les travaux nécessaires et

acquittait les notes des ouvriersemployés ; — Que son mandat était rétribué ; qu'il lui était alloué par les syndics une indemnité de 400 francs ; — Que le compte de chaque exploitation, comprenant les dépenses générales et spéciales, était soumis par le demandeur aux syndics, approuvé par ceux-ci, avec la répartition indiquant la part de chaque usager d'après sa contenance ; — Attendu que la somme réclamée par le demandeur au défendeur représente bien la part à la charge de ce dernier dans les années d'exploitation énoncées dans la demande ; — Attendu, en ce qui concerne la prescription quinquennale invoquée, que Breilly n'était pas un employé à qui des ordres pouvaient être donnés chaque jour, qu'il avait une responsabilité générale, qu'il agissait en vertu d'un mandat donné par les syndics aux noms de ceux-ci pour gérer la chose commune au mieux des intérêts de tous ; — Que l'action de Breilly est donc celle du mandataire contre son mandant pour obtenir le remboursement de ses frais d'avances ; — Que cette action n'est soumise qu'à la prescription de droit commun, c'est-à-dire de trente ans ; — Que la disposition finale de l'article 2277 du Code civil, malgré ses termes généraux, ne s'applique qu'aux revenus, aux accessoires des capitaux et non aux capitaux eux-mêmes ; — Attendu que toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Statuant en dernier ressort, déclarons le sieur Troude mal fondé dans son exception de prescription et l'en déboutons ; — Et, sans s'arrêter aux offres faites, lesquelles sont déclara-

rées nulles comme insuffisantes, faisant droit à la demande, condamnons le défendeur à payer au demandeur la somme de 58 fr. 27 pour les causes susénoncées, avec les intérêts tels que de droit et les dépens. »

Observations. — Solution exacte et parfaitement motivée.

Tribunal de simple police d'Hirson (Aisne).

Président : M. FOURNET, juge de paix.

21 octobre 1892.

Violences légères. — Provocation. — Demande d'enquête. — Condamnation du prévenu.

En matière de violences légères, la provocation n'est pas une excuse légale.

Les violences qui n'atteignent que les choses matérielles sans toucher aux personnes n'ont pas le caractère légal de la provocation.

Le juge de police n'est pas tenu d'ordonner une enquête lorsque le fait constitutif de la contravention est suffisamment établi par les débats.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Ouf les conclusions du ministère public ; — Vu les conclusions écrites lues à la barre et déposées pour le prévenu par M^e Lérignier qui l'assiste, et statuant contradictoirement en dernier ressort ; — Attendu que le prévenu reconnaît avoir exercé des violences légères contre le jeune Decamp, mais qu'il demande à être relaxé par la raison qu'il a été provoqué et que la provocation constitue une excuse légale ; — Attendu

qu'il est établi par les débats que la provocation dont s'agit consiste tout simplement en ce que le jeune Decamp passait sa main sur le vernis du garde-crotte de la voiture conduite par le prévenu ; — Attendu qu'aux termes d'un arrêt de la Cour de cassation (chambre criminelle du 22 juillet 1882), qui établit jurisprudence en pareille matière, les violences qui n'atteignent que les choses matérielles sans toucher aux personnes ne présentent pas les caractères d'une provocation légale, et que d'ailleurs la provocation, quand elle est admise, ne justifie pas l'auteur des voies de fait et n'est qu'une cause d'atténuation ; — Attendu que le Tribunal est suffisamment renseigné par les débats qui se sont déroulés devant lui et que l'enquête demandée par le prévenu est devenue absolument inutile ; — Par ces motifs, dit qu'il n'y a pas lieu d'ordonner l'enquête demandée ; — Et attendu que les violences légères reprochées au prévenu sont par lui reconnues, qu'aucune violence personnelle ne lui a été faite et ne pouvait lui être faite de la part d'un gamin de neuf ans ; — Qu'il a ainsi contrevenu aux articles 605, § 8, et 606 du Code du 3 brumaire, an IV, ainsi conçu : « Art. 605, etc. » ; — Lui faisant application de ces articles, le condamne à deux journées de travail ; — Le condamne en outre aux dépens et fixe à cinq jours la durée de la contrainte par corps, s'il y a lieu de l'exercer. »

Observations. — La provocation n'est pas, en général, une excuse en matière de contravention ; elle n'est admise comme excuse légale

qu'en matière d'injure; mais elle ne saurait excuser une violence. A plus forte raison en est-il ainsi lorsque la prétendue provocation consiste dans une voie de fait sur des choses matérielles. Voir l'arrêt cité dans la sentence.

Justice de paix de Saint-Rambert
(Loire).

Président : M. TARCHIER, juge de paix.

10 décembre 1891.

Fournitures faites à un mineur. — Demande en paiement contre le père. — Rejet de la demande.

Le père n'est pas tenu de payer les dépenses faites par son fils mineur, alors que ce dernier ne réside pas chez lui, travaille utilement au dehors, et est en état de se suffire par son travail.

Le fournisseur alléguerait vainement que la mère aurait promis de faire payer la dette de son fils, alors que cette promesse a été faite à l'insu de son mari, et n'a pas été ratifiée par ce dernier.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le sieur Ducreux, restaurateur à Saint-Étienne, a fait citer le sieur Juban père, carrier à Sury-le-Comtal, devant M. le juge de paix de Saint-Rambert pour s'entendre condamner à payer au demandeur, avec intérêts de droit et dépens, la somme de 154 fr. 60, montant de fournitures de nourriture et vêtements faits à son fils mineur, Jacques, sur ses ordres et dont le paiement a été vainement réclamé.

La cause appelée, le demandeur a conclu à ce qu'il plaise au Tribunal lui adjuger les conclusions prises dans son exploit de citation susénoncé.

Le défendeur a dit ne rien devoir au demandeur; que si ce dernier a fait des fournitures de nourriture, logement, vêtements, dépenses de café et prêt d'argent à Jacques Juban, son fils mineur, âgé de plus de dix-huit ans, il l'a fait sans son consentement et à ses périls et risques. Jacques Juban, son fils, était ouvrier à la manufacture de Saint-Étienne où il gagnait une journée de 3 fr. 75 qui devait suffire à ses besoins; ce que, du reste, il faisait avant d'entrer chez le demandeur et alors qu'il était chez un autre logeur, le sieur Brunon. Si, plus tard, Claudine Lacroix, son épouse, sur menaces de poursuites, a promis de payer le demandeur, c'est à son insu; sa femme n'avait point qualité pour l'engager ni engager la communauté pour payer les désordres de son fils qui, chez le demandeur, a été surpris résidant avec une femme; en conséquence, le défendeur a conclu à son renvoi d'instance, sans dépens.

Le demandeur a produit un compte de pension, logement, fournitures d'habillement, avances d'argent et dépenses de café, se soldant par une somme de 154 fr. 60, dont Jacques Juban, fils, restait débiteur.

Jugement :

« NOUS JUGE DE PAIX : — Attendu que le solde du compte réclaté par le demandeur au défendeur, soit une somme de 154 fr. 60, se compose du paiement de frais de pension, logement, fournitures d'habillement, avances d'argent, dépenses de café faites par et à Jacques Juban fils, lequel était ouvrier à la manufacture d'armes à Saint-Étienne, où il gagnait une

journée de 3 fr. 75 ; — Attendu que cette journée devait être suffisante pour subvenir à ses besoins ; qu'il est âgé de plus de dix-huit ans et que, quoique mineur, il n'a pu engager la responsabilité du défendeur son père, qui, lui, n'a rien promis au demandeur ; — Que c'est donc à ses risques et périls que le demandeur a fait à Juban fils les fournitures et avances dont aujourd'hui, il réclame le paiement à Juban père ; — Que si la femme de ce dernier, Claudine Lacroix, pour éviter des poursuites, a promis au demandeur de le payer ou de le faire payer, cette promesse a été faite à l'insu de son mari ; qu'elle ne pouvait engager ce dernier ni s'engager elle-même sans son autorisation ; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ; — Par ces motifs, statuant, contradictoirement et en premier ressort ; — Déboutons le demandeur de sa demande contre le défendeur et renvoyons le défendeur sans dépens, lesquels sont liquidés à 10 fr. 52, outre le coût et accessoires du présent jugement. »

Observations. — Le père n'est pas responsable des dépenses faites par son fils mineur, alors que ce fils n'habite pas chez lui et qu'il est en mesure de se suffire à lui-même par son travail. Nous avons déjà rapporté plusieurs décisions en ce sens. Le père ne pourrait être tenu, dans de telles circonstances, que s'il s'était formellement et personnellement engagé envers le fournisseur.

Tribunal de simple police de Cambrai (Nord).

Président : M. VEBER, juge de paix.

5 mai 1893.

Feu. — Cour de maison. — Exposition sur la voie publique. — Fait non prévu par la loi répressive. — Renvoi du prévenu.

Le fait d'allumer du feu, et spécialement de brûler des journaux dans la cour d'une maison, ne constitue ni la contravention prévue par l'article 10 de la loi de 1791, qui défend d'allumer du feu dans les champs à moins d'une certaine distance des maisons, ni celle prévue et punie par l'article 471, n° 6, du Code pénal.

En conséquence, un tel fait, non expressément visé par la loi pénale, ne peut donner lieu à aucune condamnation.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La cause appelée, le greffier a donné lecture d'un procès-verbal dressé par le garde champêtre Dufour, le 1^{er} de ce mois, duquel il résulte que, la veille, vers 8 heures du soir, dans la cour de la maison qu'elle habitait alors et qui est située route de Naves, à Cambrai, la prévenue, femme Bourré, née Jeanne Grousseau, sans profession, demeurant actuellement à Douai, avait allumé du feu et brûlait une grande quantité de vieux journaux, pendant environ trois quarts d'heure.

Le ministère public a exposé l'affaire.

Le mandataire de la prévenue a reconnu le fait.

Le ministère public a résumé l'affaire et demandé l'application de l'article 10 de la loi du 28 septembre-6 octobre 1791.

Jugement :

« LE TRIBUNAL : — Oûi la prévenue, par son mandataire, en ses moyens de défense ; — Oûi le ministère public en ses conclusions ; — Vu le procès-verbal produit, duquel, ainsi que de l'aveu, il résulte que le 31 mars dernier, vers 8 heures du soir, dans la cour de sa maison, située route de Naves, à Cambrai, la prévenue a fait du feu pendant environ trois quarts d'heure avec des journaux ; — Attendu que l'article 10 de la loi de 1791 est ainsi conçu : « Toute personne qui aura allumé du feu » dans les champs plus près que » 50 toises des maisons, bois, » bruyères, vergers, haies, meules » de grains ou de paille ou de foin, » sera condamnée à une amende » égale à la valeur de douze journées de travail et payera en outre » le dommage que le feu aura occasionné. » — Attendu que cette pénalité dépasse 15 francs et est dans tous les cas indéterminée à cause du dommage qui n'est pas évalué ; que le Tribunal de simple police est donc incompétent pour la prononcer ; que, d'un autre côté, cet article punit la personne qui aura allumé du feu *dans les champs* et ne parle pas du feu allumé dans la cour d'une maison ; qu'il ne serait par conséquent pas applicable dans l'espèce ; — Attendu qu'il y a alors lieu de rechercher si le fait ne tombe pas sous le coup de l'article 471, n° 6, du Code pénal, qui prévoit l'exposition de choses pouvant nuire par des exhalaisons insalubres ; — Attendu que cet article ne s'applique qu'au jet ou à l'exposition *sur la voie publique*

(Sirey, Code pénal, p. 583, n° 13) ; que la jurisprudence décide, quoique l'article 471, n° 6, ne dise pas formellement que le jet ou l'exposition doit avoir lieu sur la voie publique, que cette condition est nécessaire pour constituer l'infraction prévue par ledit article ; qu'ainsi, ne contrevient pas à cette loi, celui qui laisse un dépôt de fumier dans l'intérieur de sa cour (Cass., 12 janvier 1856), ni celui qui exécute le jet ou l'exposition d'objets nuisibles devant un édifice donnant sur un terrain privé même non clos (Cass., 2 juin 1865) ; que l'article 471, n° 6, n'est non plus pas applicable, puisque le feu, la fumée et les étincelles ont été produits dans une cour privée et à côté d'un bâtiment privé ; — Attendu qu'il n'existe sur la matière aucun règlement ou arrêté préfectoral ou municipal, et qu'il y a dès lors lieu de faire application de l'article 159 du Code d'instruction criminelle lu à l'audience et ainsi conçu, etc. ; — Faisant application de cet article et statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — **ANNULE** le procès-verbal produit et renvoie la prévenue des fins de la plainte sans amende ni dépens. »

Observations. — Solution juste et très exactement motivée.

Justice de paix d'Arles-sur-Tech
(Pyrénées-Orientales).

Président : M. SALVAT, juge de paix.

20 mai 1893.

Médecin. — Demande en paiement de soins. — Renvoi intempestif. — Tri-

mestre commencé. — Société de secours mutuels.

Une société de secours mutuels qui, sans avertissement préalable, rompt d'une manière intempestive la convention par laquelle un médecin a été engagé à l'année pour donner ses soins aux membres de la société, est tenue d'indemnité envers le médecin.

La prétention du médecin de se faire payer intégralement le trimestre commencé n'a rien que de conforme à l'usage et à l'équité et doit être accueillie.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Suivant exploit de Guin, huissier, en date du 25 avril dernier, le docteur Paraire a fait citer M. Pallarès, en sadite qualité, à comparaître devant nous, pour : « Attendu que M. Pallarès, en sa qualité de président de la Société l'Humanité, doit au requérant pour les soins donnés aux sociétaires malades la somme de 120 francs pour le premier trimestre de 1893 ; — Attendu que, malgré ses nombreuses demandes, le requérant n'a pu obtenir le paiement de ladite somme ; — Attendu que, sur billet d'avertissement, le requis n'a pas comparu ; — S'entendre condamner au paiement de cette somme, ainsi qu'aux dépens, sous toutes réserves. »

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il est établi par les explications fournies dans le cours des débats, que, depuis plusieurs années, le demandeur était médecin de la Société de secours mutuels l'Humanité, à Arles-sur-Tech, moyennant un traitement de 120 francs par trimestre ; — Attendu qu'à la demande faite par M. Paraire, en paiement de

120 francs pour le premier trimestre de 1893, le représentant de la Société oppose que, depuis le 15 janvier dernier, suivant décision prise en assemblée générale, M. Paraire n'est plus médecin de cette Société, et, par conséquent, n'est pas fondé dans sa demande. Toutefois, et comme transaction, la Société offre de lui payer le traitement d'un mois ; ce que le demandeur a refusé d'accepter ; — Attendu que l'engagement qui liait les parties résulte d'une convention faite sans écrit et sans fixation de durée ; mais qui, comme toutes les conventions, oblige non seulement à ce qui y est exprimé, mais à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation, d'après sa nature ; — Que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel ou pour ces causes que la loi autorise, et doivent être exécutées de bonne foi ; — Attendu qu'il n'y a eu ni consentement mutuel de révocation de la convention faite entre les parties, ni même énonciation de griefs ou de causes pouvant justifier la mesure prise par la Société ; — Qu'en effet, dans la décision sur laquelle se base le défendeur et dont copie entière a été produite, il est dit seulement :

« que la Société l'Humanité d'Arles
« a été convoquée en assemblée
« générale le 15 janvier, sur la de-
« mande de vingt de ses membres,
« pour délibérer sur le choix d'un
« médecin » (comme si elle n'en
était point pourvue ou s'il s'agissait
d'en nommer un second), et qu'elle
a décidé « que le docteur Arnal
« était nommé médecin de la So-

« ciété », sans cependant fixer aucune date pour son entrée en fonctions et sans parler aucunement de révocation de la convention existante entre la Société et le demandeur; — Attendu qu'il n'a pu suffire que pareille décision ait été portée à la connaissance de celui-ci pour modifier sa situation de médecin de la Société et le priver du traitement afférent au trimestre déjà commencé; — Attendu qu'en rompant d'une manière intempestive et sans avertissement préalable la convention faite avec le demandeur, la Société était tenue d'indemniser ce dernier; — Attendu que la prétention du docteur Paraire de se faire payer le traitement du trimestre commencé n'est pas exagérée, qu'elle est d'accord avec l'usage et l'équité; — Qu'il y a donc lieu de déclarer insuffisante l'offre de payer le traitement d'un mois seulement; — En ce qui touche les dépens : — Attendu que le défendeur, par l'organe de son mandataire, allègue que la citation introductive d'instance a été donnée sans avertissement préalable et demande l'application de l'article 17 de la loi du 25 mai 1838; — Mais, attendu qu'il résulte du registre tenu par notre greffier que la citation dont il s'agit a été précédée d'un avertissement donné, le 20 avril dernier, au nom du demandeur, à M. Pallarès, Marie, à Arles; — Qu'on ne peut considérer cet avertissement comme non donné

par le motif qu'il n'énonçait pas que M. Pallarès, Marie, était appelé comme président de la Société l'Humanité, alors surtout que ce même avertissement se trouve entre les mains du mandataire qui représente M. Pallarès, Marie, cité comme président de ladite Société; — Qu'il n'y a donc pas lieu d'appliquer l'article de loi invoqué; — Par ces motifs: — Statuant contradictoirement et en premier ressort; — Donnant acte de l'offre de payer au demandeur un mois de traitement; — Déclarons cette offre insuffisante et non libératoire; — Condamnons M. Pallarès, Marie, comme président de la Société de secours mutuels l'Humanité d'Arles-sur-Tech, à payer au docteur Paraire la somme principale de 120 francs, montant de la demande, et le condamnons, en outre, aux dépens. »

Observations. — Ce jugement nous paraît faire une très juste appréciation du fait et du droit. Un médecin engagé à l'année pour donner ses soins aux malades membres d'une société de secours ne peut pas être renvoyé brusquement sans motifs légitimes et dûment établis. Or, l'attribution d'un trimestre à titre d'indemnité de brusque renvoi est à peine suffisante pour réparer le dommage causé au médecin; mais le juge, en l'espèce, ne pouvait accorder plus qu'il ne lui était demandé.

Justice de paix du XI^e arrondissement
de Paris.

Prés. : M. CRANNEY $\frac{1}{2}$, A. Q, juge de paix.

18 janvier 1893.

*Injure. — Lettre missive. — Action civile
en dommages-intérêts. — Domicile du
défendeur. — Compétence.*

Le juge de paix du domicile du défendeur est compétent pour statuer sur une action civile en dommages-intérêts pour injure, spécialement d'une demande en paiement de 100 francs pour réparation du préjudice que le demandeur prétend lui avoir été causé par une lettre missive, à lui adressée par le défendeur, et contenant des termes injurieux.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Labrousse a fait citer devant nous le sieur Laurand en condamnation de la somme de 100 francs à titre de dommages et intérêts, pour réparation du préjudice que lui a causé le susnommé en lui adressant, le 17 décembre dernier, une lettre missive contenant des termes injurieux à son égard ; ladite lettre enregistrée à Paris, le 30 décembre même mois, n^o 87, aux droits de 3 fr. 75 ; — Attendu que le défendeur conclut à notre incompétence, en se fondant sur une disposition du Code d'instruction criminelle, d'après laquelle les juges de paix ne peuvent connaître des contraventions et de leurs conséquences que si elles sont commises dans l'étendue de leur circonscription, et qu'en pareil cas le juge compétent est celui du domicile du destinataire de la lettre, qui, dans l'espèce, demeure en de-

hors du onzième arrondissement ; — Mais, attendu que la disposition du Code d'instruction criminelle invoquée par le défendeur n'est applicable que devant le Tribunal de simple police, et que le sieur Labrousse a introduit sa demande devant la juridiction civile, en vertu de l'article 5, § 5, de la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix, qui attribue compétence aux juges de paix jusqu'à la valeur de 100 francs, et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, pour connaître des actions civiles, notamment pour injures publiques et non publiques, verbales ou par écrit autrement que par la voie de la presse, lorsque les parties ne se sont pas pourvues par la voie criminelle ; que la demande du sieur Labrousse, qui constitue donc une action purement personnelle, rentre dans notre compétence et a été avec raison portée devant nous, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 25 mai 1838 ; — Par ces motifs, — Statuant contradictoirement et en premier ressort, nous déclarons compétent et condamnons le sieur Laurand aux frais de l'incident ; — Disons qu'il sera procédé au jugement du fond à notre prochaine audience, soit à celle du 25 janvier courant, à laquelle nous continuons l'affaire. »

Observations. — Solution juste et très exactement motivée. L'action civile pour injure est une demande purement personnelle, qui doit être portée devant le juge du domicile du défendeur.

**Tribunal de simple police de Creil
(Oise).**

Président : M. MOURET, juge de paix.

30 décembre 1892.

Arrêté municipal. — Dépôt de fumier. — Distance des habitations. — Champignoniste. — Dépôt incommode, mais non insalubre. — Arrêté non obligatoire. — Relaxe.

Est illégal et non obligatoire l'arrêté municipal qui, en interdisant aux champignonistes de faire aucun dépôt de fumier à moins de 100 mètres de toute habitation, reconnaît que ce fumier n'est pas insalubre.

Un tel arrêté, qui n'est pas pris dans l'intérêt de la salubrité publique, constitue une atteinte au droit de propriété et à la liberté de l'industrie.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La cause appelée, lecture est donnée d'un procès-verbal dressé par le garde champêtre de la commune de Saint-Leu-d'Esserent (Oise), le 20 octobre dernier, duquel il résulte que le sieur Gatellier, champignoniste audit lieu, a, contrairement à un arrêté de M. le maire de Saint-Leu-d'Esserent, du 23 septembre dernier, signifié audit prévenu le 1^{er} octobre suivant, déposé environ deux wagons et demi de fumier pour champignons à une dizaine de mètres de l'habitation du garde-sémaphore Friard, située sur le territoire de Saint-Leu-d'Esserent.

Le défendeur a déposé les conclusions suivantes, que M^e Bellet, avocat à la Cour d'appel de Paris, a développées en plaidant :

« Attendu que M. Carré, beau-père du concluant, a loué un ter-

rain à Saint-Leu, en 1867, pour y déposer le fumier de cheval nécessaire à son industrie de champignoniste ; — Attendu que le concluant a repris et continué l'industrie exercée par son beau-père, en 1886 ; qu'il a, comme son beau-père, déposé son fumier sur le terrain dont il s'agit ; — Attendu qu'en 1884, la Compagnie du Chemin de fer du Nord a établi un poste de garde-barrière dans un terrain contigu à celui du concluant ; — Attendu que sur la plainte de la Compagnie, M. le maire de Saint-Leu-d'Esserent a pris, à la date du 23 septembre 1892, un arrêté qui interdit au sieur Gatellier de déposer du fumier à moins de 100 mètres de l'habitation du garde-barrière, au passage à niveau n° 39 ; — Attendu que la limite extrême du terrain du sieur Gatellier est à moins de 100 mètres de l'habitation du garde-barrière ; que l'arrêté de M. le maire de Saint-Leu équivaut à l'interdiction, pour M. Gatellier, de se servir de sa propriété à raison de ce fait ; que depuis qu'il l'a acquise pour exercer son industrie de champignoniste, le chemin de fer du Nord a établi à proximité de son terrain une habitation de garde-barrière ; — Attendu que pour ne s'être pas conformé à cet arrêté, le prévenu a été cité à comparaitre par-devant le Tribunal de simple police ; — Mais attendu qu'il convient de rechercher si l'arrêté a été pris conformément aux lois ; — Attendu que l'industrie des champignonistes et les dépôts de fumier qui sont nécessaires pour l'exercice de cette industrie ne sont pas classés parmi les établissements insalubres ; — Attendu que le fumier

dont se sert le concluant est du fumier de cheval, sans qu'aucun autre élément y soit mêlé; qu'il est certain qu'il ne saurait être considéré comme insalubre; que d'ailleurs l'insalubrité de ce dépôt n'est pas constatée en fait par l'arrêté qui est fondé sur ce qu' « il est au « moins incommode par les vapeurs « fades, humides et chargées d'acide « carbonique qui se dégagent pendant la fermentation » ; — Attendu d'une part, que l'arrêté a été pris par M. le maire de Saint-Leu en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884; que cet article donne pouvoir au maire d'assurer la salubrité publique sous les réserves qui seront ci-après exprimées; qu'il ne lui donne pas pouvoir de supprimer ce qui peut être incommode pour un propriétaire voisin; — Attendu, d'autre part, que les pouvoirs conférés au maire par la loi de 1884 ne peuvent pas aller jusqu'à porter atteinte au droit de propriété et à la liberté de l'industrie; que c'est cependant le résultat auquel aboutirait l'arrêté pris par M. le maire de Saint-Leu, puisqu'il aurait pour conséquence de supprimer le droit pour le concluant de se servir du terrain dont s'agit, aux fins en vue desquelles il l'a loué et d'y exercer son industrie de champignonnière; — Par ces motifs, dire et déclarer que l'arrêté du 23 septembre 1892 a été pris en dehors des pouvoirs conférés au maire par la loi; — Renvoyer en conséquence le concluant des fins de la poursuite sans dépens, sous toutes réserves et ce sera justice. »

Le ministère public a déclaré s'en rapporter à la sagesse du Tribunal.
Jugement :

« LE TRIBUNAL : — Ouf le ministère public en ses conclusions; — Ouf le prévenu en ses explications et conclusions, et M^e Bellet, son avocat en sa plaidoirie; — Vu le procès-verbal du garde champêtre de la commune de Saint-Leu-d'Esserent, en date du 20 octobre dernier, visé pour timbre et enregistré; — Vu l'arrêté de M. le maire de Saint-Leu-d'Esserent, en date du 23 septembre 1892 dont la teneur suit : « Arrêtons : — 1^o Il est « interdit aux champignonnières de « faire aucun dépôt de fumier, à « moins de 100 mètres des habitations... 2^o Le présent arrêté sera « notifié aux intéressés qui devront « enlever les fumiers qui se trouveraient dans ces conditions dans « le délai de quinze jours à dater « de cette notification. » — Attendu qu'il est suffisamment établi par le procès-verbal susvisé et par l'aveu du prévenu que celui-ci a contrevenu audit arrêté en déposant un tas de fumier à une distance moindre de 100 mètres de l'habitation d'un sieur Friard, garde-sémaphore, et en refusant de l'enlever, contravention punie par l'article 471, n^o 15, du Code pénal; mais qu'il convient de rechercher si, comme le prétend le prévenu, cet arrêté a été pris par M. le maire de Saint-Leu en dehors des pouvoirs à lui conférés par la loi; — Attendu que la peine édictée par l'article 471, n^o 15, du Code pénal ne peut être prononcée contre ceux qui ont contrevenu ou ne se sont pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale, qu'autant que ces règlements et arrêtés ont été pris dans la limite des pouvoirs qui lui sont confiés; que si les Tribu-

naux de police n'ont pas le droit d'apprécier le mérite des arrêtés pris par l'autorité municipale, il leur appartient d'examiner si ces arrêtés ont été faits dans les limites des attributions municipales, s'ils statuent sur des intérêts placés sous sa surveillance et si, dans ce cas même, ils n'excèdent pas les bornes que prescrit la loi; — Attendu que la loi municipale du 5 avril 1884, comme le faisait la loi des 16 et 24 août 1790, confère aux maires le soin de veiller à la salubrité publique; qu'elle les charge notamment de prévenir par des précautions convenables... les fléaux calamiteux, tels que... les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties (art. 97); que M. le maire de Saint-Leu-d'Esserent était par suite autorisé à prescrire, s'il y avait lieu, l'enlèvement, l'éloignement et même la suppression de tous dépôts d'objets, matières ou choses insalubres ou de nature à répandre des exhalaisons nuisibles à la salubrité publique; que, dès lors, il nous reste à rechercher si M. le maire de Saint-Leu a interdit les dépôts de fumier de champignonnistes à moins de 100 mètres de toute habitation à cause de l'insalubrité de ces fumiers; — Attendu qu'il résulte de la délibération du conseil d'hygiène de l'arrondissement de Senlis, visée dans l'arrêté susvisé, que ce conseil, appelé à émettre son avis sur l'insalubrité des dépôts de fumier de champignonnistes et spécialement de celui du prévenu, a été d'avis que ces fumiers n'avaient jamais été considérés comme insalubres, mais qu'ils étaient au moins incommodes pour les voisins, par les vapeurs fades,

humides et chargées d'acide carbonique qui s'en dégagent pendant la fermentation; — Attendu que M. le maire de Saint-Leu, partageant cet avis, a fait précéder son arrêté du considérant dont la teneur suit : « Considérant... que si
« le fumier des champignonnistes
« n'est pas classé comme insalubre,
« il est au moins incommode par
« les vapeurs fades, humides et
« chargées d'acide carbonique qui
« se dégagent pendant la fermenta-
« tion. » — Qu'il est donc constant que cet arrêté n'est fondé que sur l'inconfort et non sur l'insalubrité; qu'en conséquence, M. le maire de Saint-Leu a excédé ses pouvoirs en interdisant aux champignonnistes de faire aucun dépôt de fumier à moins de 100 mètres de toute habitation, alors qu'il reconnaît que ce fumier n'est pas *insalubre*; que son arrêté constitue une atteinte au droit de propriété et à la liberté de l'industrie; d'où la conséquence que l'infraction à cet arrêté ne tombe pas sous le coup d'une disposition pénale, et qu'il y a lieu de relaxer purement et simplement le sieur Gatellier des fins de la poursuite; — Par ces motifs, statuant par jugement contradictoire et en dernier ressort, annule l'avertissement et renvoie le sieur Gatellier sans amende ni dépens. »

Observations.— Solution exacte. Une interdiction de cette nature ne pouvait être faite que dans l'intérêt de la salubrité. Or, le conseil d'hygiène et l'arrêté lui-même ayant reconnu que le dépôt de fumier dont s'agit ne pouvait être qu'incommode et n'était pas insalubre,

la prohibition portée par l'arrêté n'était ni légale ni obligatoire.

Justice de paix du canton de Ganges
(Hérault).

Président : M. MARTIN, juge de paix.

31 mars 1893.

*Octroi. — Usine à gaz. — Sous-produits.
— Traité particulier de la ville avec
la compagnie du gaz. — Dispense de
droit.*

Le juge de paix est compétent pour statuer sur le différend qui s'élève entre un fermier de l'octroi et un contribuable, et pour connaître des difficultés que soulève l'application du tarif d'octroi.

Une compagnie du gaz n'est pas tenue de payer les droits d'octroi auxquels sont assujettis certains produits, tels que cokes et goudrons, lorsque, par son traité avec la ville, la compagnie a été exemptée de tous droits d'octroi pour ses sous-produits, parmi lesquels figurent le coke et le goudron.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Le 24 mars 1893, le fermier des octrois de la ville de Ganges, demandeur, d'une part, et le directeur de l'usine à gaz de cette même ville, défendeur, d'autre part, se présentèrent volontairement devant M. le juge de paix de Ganges et lui demandèrent jugement au sujet de la contestation suivante :

Le premier, invoquant l'article 9 du règlement de l'octroi de la ville de Ganges, et voulant en faire l'application au sujet des sous-produits fabriqués dans l'usine à gaz et vendus au dehors, demanda le paiement des droits échus et à échoir à l'avenir, conformément au tarif

annexé audit règlement, la somme demandée pour tous droits échus et non payés au jour de la demande, soit de 500 francs.

L'article 9 précité est ainsi conçu :

« Art. 9. Toute personne qui récolte, prépare ou fabrique des objets compris au tarif est tenue, sous peine de la confiscation des objets récoltés, préparés ou fabriqués, et d'une amende de 100 francs à 200 francs, d'en faire la déclaration et d'acquitter immédiatement le droit si elle ne réclame la faculté de l'entrepôt.

« Les préposés de l'octroi reconnaîtront à domicile les quantités récoltées préparées ou fabriquées et feront toutes les vérifications nécessaires pour prévenir la fraude. »

De son côté, le second invoqua l'article 19 du traité intervenu entre sa compagnie et la ville de Ganges, en vue de l'éclairage au gaz de la ville ; cet article, connu du fermier de l'octroi et figurant dans les conventions faites entre la ville et ce dernier, est ainsi conçu :

« Art. 19. Les frais de timbre, d'enregistrement, d'impression et autres, résultant de la concession, sont à la charge de l'entrepreneur. Les matériaux nécessaires à la construction de l'usine et à son exploitation, le charbon et autres combustibles employés à la fabrication du gaz et au chauffage des fours, ainsi que les sous-produits de l'usine, seront exempts des droits d'octroi. »

Le fermier de l'octroi soutenait que la dispense des droits d'octroi sur les sous-produits de l'usine, établie par l'article précité, ne pouvait s'appliquer qu'à ceux de ces sous-produits (cokes et goudrons)

employés par elle à son chauffage ou autrement et pour les besoins de l'industrie, et non à ceux qu'elle livre ou peut livrer à la consommation publique.

Le directeur de l'usine à gaz soutenait à son tour que l'article précité devait être appliqué dans sa lettre sans aucune autre interprétation possible.

Le 31 mars, jugement en ces termes :

Nous, JUGE DE PAIX : — Vu 1° notre jugement interlocutoire en date du 24 du mois courant, enregistré ; — 2° Le bail à ferme des octrois de la ville de Ganges fait au sieur Phalipon, demandeur, en date du 23 décembre 1888, approuvé par M. le préfet de l'Hérault le 27 du même mois, dûment enregistré, ainsi que les règlements et tarifs qui y ont été annexés ; — 3° Le traité intervenu entre la Compagnie du gaz et la ville de Ganges en vue de l'éclairage au gaz de ladite ville, le 3 mars 1874, dont l'exécution a commencé le 1^{er} novembre 1879, ledit traité dûment enregistré à la date du 20^e juin 1874 et approuvé par M. le préfet de l'Hérault le 29 du mois précédent ; — Et 4° les lois du 11 frimaire an VII, des 2 vendémiaire et 27 frimaire an VIII, et l'article 81 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 ; — Et ouï contradictoirement les parties en leurs dires, moyens et conclusions ; — Attendu qu'il résulte de l'article 81 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 et des textes de lois précitées reproduits par l'article 63 du règlement de l'octroi de la ville de Ganges ; que s'il s'élève une contestation sur

quotité des droits réclamés, le porteur ou conducteur des objets en litige est tenu de consigner avant tout le droit exigé entre les mains du receveur, faute de quoi il ne pourra passer outre ni introduire l'objet qui aura donné lieu à la contestation, sauf à lui à se pourvoir devant le juge de paix du canton, lequel prononcera sommairement, sans frais, soit en dernier ressort lorsque la somme demandée ne s'élèvera pas au-dessus de cinquante francs, soit à la charge d'appel pour les autres affaires ; que quoique la présente affaire n'ait pas été introduite selon le texte exact desdits articles 81 et 63, le premier de l'ordonnance de 1814, et le second du règlement de l'octroi de Ganges (ce dernier réglant la compétence du juge de paix en premier ressort comme on vient de le dire plus haut), les parties étant d'accord à ce sujet, elle n'en a pas moins été introduite et régulièrement devant nous ; que nous sommes donc compétent pour en connaître dans les limites ci-dessus, les parties s'étant du reste présentées volontairement devant nous et nous ayant demandé jugement ; — Attendu qu'en matière fiscale les dispositions de la loi sont de droit strict et étroit ; que cette loi doit être appliquée selon le texte sans qu'on puisse l'étendre par voie d'analogie ou d'assimilation ; qu'aux termes de l'article 54 de la loi du 11 frimaire an VII, l'indication des taxes indirectes et locales doit comprendre la désignation des objets sur lesquels ces taxes devront porter ; que les textes d'un tarif, d'un règlement ou de toute autre convention pouvant établir des perceptions ou des dis-

penses de droit contre ou en faveur de contribuables particulièrement désignés, surtout en matière d'octroi, doivent être nets, précis, tels en un mot qu'aucune contestation possible ne puisse s'élever sur leur application; que s'il est vrai qu'il n'est point permis au juge de modifier la disposition d'un tarif, d'un règlement ou d'une convention, le tout relatif aux octrois, lorsqu'elle est claire, il est de doctrine et de jurisprudence constante qu'il a le droit et le devoir de l'interpréter, dans le cas contraire, cette interprétation devant toujours être faite dans le sens absolu et restreint du tarif ou de la convention et plutôt en faveur du contribuable que contre lui; que si le tarif joint au règlement des octrois de la ville de Ganges range parmi les produits soumis aux droits les coques et goudrons venant de l'extérieur ou fabriqués dans l'intérieur du rayon de l'octroi, lorsqu'ils sortent de l'entrepôt ou de la fabrique, et que l'article 9 dudit règlement est applicable aux sous-produits de l'usine à gaz qui nous occupent actuellement, ces sous-produits ont été dispensés du droit d'octroi par une clause écrite dans le traité entre la Compagnie et la ville, article 19 de ce traité, clause qui a été reproduite dans le bail à ferme des octrois consenti au demandeur par la ville de Ganges; que par suite, conformément à ce qui a été dit ci-dessus, on doit s'en tenir, dans le cas présent, au texte exprès de cet article 19 qui est seul en question et faisant partie intégrante du traité ou bail à ferme intervenu entre le sieur Phalipon et la ville de Ganges, lie les parties; que cet article disant

que les sous-produits de l'usine à gaz sont dispensés des droits d'octroi, c'est dans ce sens seul qu'il doit être interprété, sans qu'on ait à se torturer l'esprit pour, en raison de la tournure de la phrase, chercher à lui donner une autre interprétation; que pour qu'il en fût autrement il aurait fallu que, conformément à l'article 54 précité de la loi du 11 frimaire an VII (comme on l'a fait du reste au Vigan (Gard), ainsi que cela a été affirmé dans les débats et n'a pas été contesté), ledit article 19 eût contenu la mention expresse que parmi les sous-produits de l'usine ne seraient exclus des droits que ceux qui seraient consommés dans ladite usine ou pour elle, ce qui n'a pas été fait; que de plus si nous voulons remonter à ce qui s'est passé depuis que le traité entre l'usine à gaz et la ville est en cours d'exécution, nous voyons que de 1879 à 1881 les octrois ont été gérés par un sieur Delord, fermier; que de janvier 1882 à décembre 1885, ils l'ont été par la ville elle-même; que de janvier 1886 à décembre 1888, ils l'ont été par un sieur Heremtrod, fermier, et que depuis janvier 1889, ils le sont par le demandeur; que personne jusqu'à ce jour, pas même ce dernier, n'a rien réclamé à la Compagnie du gaz, parce que personne ne s'était cru fondé à le faire; — Attendu enfin qu'après avoir examiné dans sa lettre l'article 19 ci-dessus, si nous voulons en examiner l'esprit, nous voyons que ceux qui l'ont rédigé paraissent avoir eu l'intention expresse (la Compagnie du gaz ayant été créée à Ganges dans un but d'utilité publique) de la favori-

ser par tous les moyens possibles en la dispensant de tous droits d'octroi sans restriction, comme on l'a fait bénéficier du droit de prendre toute l'eau qui lui était nécessaire sans payer de concession à la ville ; — Par ces motifs et par jugement en premier ressort, — Disons le sieur Phalipon, fermier des octrois de la ville de Ganges, mal fondé dans sa demande, l'en déboutons purement et simplement et le condamnons aux dépens. »

Observations. — La solution de ce jugement ne nous paraît pas sérieusement contestable. La dispense de droits concédée par la ville à la Compagnie du gaz est aussi formelle et aussi générale que possible ; d'où la conséquence que la prétention du fermier des droits d'octroi ne pouvait être accueillie par le juge. — On nous a demandé ce que veut dire la loi, lorsque dans les divers textes rappelés dans le jugement qui précède, elle dit que les contestations en matière d'octroi seront portées devant le juge de paix du canton, lequel prononcera *sommairement et sans frais*. En l'état actuel de la législation, la procédure en justice de paix est toujours sommaire et aussi peu coûteuse que possible. Cette disposition n'a donc plus grand sens actuellement.

Tribunal de simple police du canton
de Latour-de-France
(Pyrénées-Orientales).

Président : M. PUJOL, juge de paix.

17 septembre 1892.

Tapage nocturne. — Chants proférés à

haute voix. — Procès-verbal. — Tranquillité des habitants. — Relaxe.

Le Tribunal de police, en présence d'un procès-verbal qui ne constate pas expressément que la tranquillité des habitants ait été troublée, peut décider que de simples chants nocturnes, même à voix très élevée, ne rentrent pas dans la catégorie des bruits et tapages réprimés par l'article 479, n° 8, du Code pénal.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

De trois procès-verbaux dressés, le 15 août 1892, par M. Dauriac, Pierre, garde champêtre à Bélesta, enregistrés, il résulte que ledit jour, à 3 heures du matin, à Bélesta, sur le parapet de la route, à la hauteur des maisons de Brandouy et d'Olive, les sieurs Lacourt, Bonnet et Ribes, ont été surpris chantant à grands cris.

Les prévenus ont dit qu'ils ne chantaient pas très fort ; qu'ils fredonnaient seulement une chanson, que l'un d'eux leur apprenait ; qu'ils étaient en dehors du village ; que, par conséquent, ils ne troublaient pas la tranquillité publique.

Le sieur Dauriac, garde champêtre, appelé à l'audience, soutient qu'ils chantaient à grands cris. Interpellé pour savoir la chanson qu'ils chantaient, il répond qu'il ne le sait pas.

Le ministère public a exposé l'affaire en rappelant les faits contenus au procès-verbal, soutenu la contravention constante et a requis contre les prévenus l'application des articles 479, n° 8, du Code pénal, et 162 du Code d'instruction criminelle.

Jugement :

« LE TRIBUNAL : — Ouf les prévenus en leurs explications et aveux ; — Ouf également le ministère public en son réquisitoire ; — Attendu que l'arrêté de M. le maire de Bélesta ne prescrit rien de particulier ; que tout son esprit est conforme aux dispositions de l'article 479 du Code pénal, applicable au tapage qui se produit sur la voie publique de manière à troubler la tranquillité des habitants ; — Attendu que le juge ne doit pas tenir compte de ce que personne ne s'est plaint (Cass., 30 novembre 1854), ni du caractère inoffensif de la réunion qui a fait le tapage (Cass., 21 septembre 1849) ; mais qu'il faut qu'il soit constaté dans les procès-verbaux de cette nature que la tranquillité publique a été troublée ; qu'en l'absence de cette constatation, le juge peut refuser d'appliquer la peine (Cass., 21 juillet 1870) ; — Attendu que lesdits procès-verbaux, dressés distinctement aux trois personnes, ne constatent point qu'ils ont troublé la tranquillité publique ; — Par ces motifs, statuant en dernier ressort, dit qu'il n'y a pas lieu à l'application de la peine et renvoie les prévenus sans amende ni dépens. »

Observations. — Voir en ce sens les arrêts des 28 mai 1851 et 27 avril 1866, ANNALES 1867, p. 97, et notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Tapage nocturne*, n° 20 et suivants.

Tribunal de simple police de Cambrai (Nord).

Président : M. VEBER, juge de paix.

5 mai 1893.

Jet de pierre. — Rapport dressé de au-

ditu. — Témoin. — Plaignant non atteint par la pierre. — Relaxe.

Ne fait pas foi jusqu'à preuve contraire le procès-verbal dressé *de auditu* et non *de visu*, et par un agent de police auquel la loi ne donne pouvoir que de dresser de simples rapports.

Le fait de jeter des corps durs sur quelqu'un ne constitue la contravention prévue et punie par l'article 475, n° 8, du Code pénal, qu'autant que le corps dur a touché quelqu'un.

La simple tentative n'est pas punissable en matière de contravention.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

En exécution du jugement interlocutoire rendu par le Tribunal, le prévenu a produit un témoin à décharge dont il requiert l'audition immédiate.

Ce témoin, après avoir prêté serment de dire toute la vérité, rien que la vérité, a été entendu, conformément à la loi. Le greffier a tenu les notes prescrites par l'article 155 du Code d'instruction criminelle.

Le témoin a déposé que le jet de pierre reproché au prévenu n'a pas été vu par lui.

Le ministère public a réservé l'affaire et s'en est rapporté à la sagesse du Tribunal.

Le prévenu a persisté à nier le fait et demandé son acquittement.

Jugement :

« LE TRIBUNAL : — Ouf le prévenu en ses moyens de défense ; — Ouf le ministère public en ses conclusions ; — Vu le procès-verbal produit, qui ne fait pas foi jusqu'à preuve contraire, ayant été dressé *de auditu* et non *de visu*, et par un agent de police auquel la loi ne

donne pouvoir que de rédiger des rapports; — Attendu qu'il résulte des termes mêmes de ce rapport, des débats et de l'instruction, que le prévenu a jeté une pierre dans les fossés des remparts de Cambrai sans atteindre le plaignant; — Attendu que l'article 475, n° 8, du Code pénal punit ceux qui ont volontairement jeté des corps durs ou des immondices sur quelqu'un; que cette expression *sur quelqu'un* veut évidemment dire qu'il faut que le corps dur ou l'immondice soit tombé sur quelqu'un, ait touché quelqu'un; que cet article suppose, sans aucune contestation possible, que les corps durs ou les immondices ont atteint les personnes, les édifices ou les clôtures; que, sans cette condition, il n'y aurait que tentative, et la tentative n'est pas punie en matière de contravention (art. 2 et 3 du Code pénal); — Attendu, par conséquent, que le fait reproché au prévenu ne tombe sous le coup d'aucune loi pénale et qu'il y a lieu d'appliquer l'article 159 du Code d'instruction criminelle, lu à l'audience et ainsi conçu, etc....; — Faisant application de cet article et statuant contradictoirement et en dernier ressort, renvoie le prévenu des fins de la plainte, sans amende ni dépens. »

Observations. — Sur la première solution, jugé par de nombreux arrêts que les rapports des agents de police ne font pas foi en justice; ils peuvent, toutefois, être entendus comme témoins sur les faits relatés dans leurs procès-verbaux. Voir notamment Cass., 5 mars 1865, 22 août 1874, ANNALES 1874, p. 244. Voir aussi notre DICTIONNAIRE GÉNÉ-

RAL, v° *Procès-verbaux*, n° 142 et suivants. — Sur la seconde solution, les termes de l'article 475, n° 8, du Code pénal, qui punit d'une amende de 6 à 10 francs le jet volontaire d'immondices ou de corps durs *sur quelqu'un*, supposent, en effet, que quelqu'un a été atteint. Or, comme en matière pénale, tout est de droit étroit, et que le texte doit être appliqué à la lettre, il s'ensuit que, lorsque le corps dur volontairement jeté n'a atteint personne, la contravention n'existe pas et la relaxe du prévenu s'impose. La tentative de contravention n'étant pas mentionnée dans les articles 2 et 3 du Code pénal, aucune peine ne peut être prononcée pour une simple tentative de cette nature.

Justice de paix du XI^e arrondissement de Paris.

Prés.: M. CRANNEY ✱, A. (1), juge de paix.

26 juin 1893.

Réintégrande. — Mur. — Démolition. — Expert nommé par ordonnance de référé. — Mitoyenneté. — Demande de sursis. — Rejet de cette demande.

Le juge de paix saisi d'une action en réintégrande n'est pas tenu de surseoir à statuer jusqu'à ce qu'un expert commis par ordonnance de référé ait déposé son rapport sur la mission à lui confiée.

En droit, cette demande de sursis n'est point fondée, son admission entraînant le cumul du possessoire avec le pétitoire, en subordonnant le sort de l'action possessoire au jugement à intervenir sur le pétitoire.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu

qu'en vertu d'une ordonnance par nous rendue le 10 de ce mois, étant au bas d'une requête à nous présentée ledit jour et suivant exploit du ministère de Roussel, huissier à Paris, en date dudit jour, M. l'abbé Paradis a fait citer devant nous le sieur Blanchet, gérant de la société Blanchet et C^e, à l'effet de voir ordonner, le sieur Blanchet, qu'il sera tenu de démolir les entreprises qu'il a commises sur ses murs, et ce immédiatement, par le jugement à intervenir; voir dire qu'à défaut par lui de ce faire, il sera autorisé à procéder auxdites démolitions et à reprendre possession de ses murs même avec l'assistance de la force armée, et pour le préjudice causé s'entendre le sieur Blanchet condamner à lui payer la somme de 200 francs à titre de dommages et intérêts, requérant intérêts, dépens et exécution provisoire; — Attendu qu'en réponse à ladite demande, il est conclu par Blanchet et C^e à la non-recevabilité de la demande, en raison du défaut d'intérêt, et subsidiairement à ce qu'il soit par nous sursis à statuer jusqu'à ce qu'il ait été fait règlement entre les parties pour l'exécution de la mission confiée à M. Carrier, expert, aux termes d'une ordonnance de référé rendue contradictoirement entre les parties par M. le président du Tribunal civil de première instance de la Seine, le 10 juin présent mois; — Attendu qu'il appert d'un procès-verbal du ministère de Gavard, huissier à Paris, en date du 9 juin dernier, ledit enregistré, que l'abbé Paradis est propriétaire d'un immeuble situé à Paris, rue Pierredillery, n^o 6 présumé, contigu à une propriété appartenant à MM. Blan-

chet et C^e, que les propriétés sont séparées par des murs non mitoyens et appartenant en totalité au demandeur, ce qui n'est pas contesté; — Qu'au mépris de la loi et des usages, et malgré la défense formelle de M. l'abbé Paradis, Blanchet et C^e, faisant construire sur leur terrain, ont démoli une partie des murs dont s'agit pour y appuyer leurs constructions; que le procès-verbal susvisé constate notamment que le mur en pierres meulières séparatif des deux propriétés et perpendiculaire à la rue a été démoli sur une longueur de 1^m,80, sur toute sa hauteur (environ 3^m,20), pour y établir une jambe étrière en pierre de roche de Saint-Maximin; cette jambe étrière, faisant boutisse sur la façade, est composée de cinq assises; que sur la façade du mur se trouve un coffret de la Compagnie du gaz, pour l'éclairage de l'immeuble, lequel a été descellé et rescellé sur la face de la jambe étrière avec un massif en moellons; que le tuyau en plomb de la conduite de gaz a été déposé et placé sur la face latérale de ladite jambe étrière et enduit de plâtre; que cette jambe étrière obstrue en partie l'entrée de la porte cochère; l'assise de retraite a 32 centimètres de saillie; celle au-dessus, la deuxième, 45 centimètres; la troisième, 32 centimètres; la quatrième, 30 centimètres, et la cinquième, 28 centimètres environ; que le chaperon en plâtre du mur est démoli sur 8^m,50 de longueur depuis la façade; que quatorze solives en fonte pour le plancher haut des caves sont scellées dans le mur dont s'agit, ainsi que trois assises de dosseret en pierres; qu'un mur

de refend parallèle à la façade a des tranchées de liaison faites dans son mur; qu'à l'égard du mur du fond parallèle à la façade et perpendiculaire au premier, des tranchées de liaison sont faites au milieu de ce mur dans la hauteur des caves, à 1 mètre environ au-dessus du sol du rez-de-chaussée; qu'enfin ce procès-verbal constate que la hauteur de la construction de MM. Blanchet et C^e sur la rue est arasée pour recevoir le plancher haut du rez-de-chaussée; — Attendu que la possession de M. l'abbé Paradis remonte à plus d'une année; que la propriété des murs dont s'agit a toujours été paisible et non précaire; que le trouble dont il se plaint, relaté ci-dessus, n'est pas contesté; d'où suit que, dans l'espèce, il convient d'accueillir l'action en réintégrande, sans recourir soit à une visite des lieux, soit à une expertise, ni à une contre-expertise; — Attendu que vainement, pour faire échec à cette demande, les défendeurs concluent au sursis à statuer jusqu'à ce que l'expert commis à leur requête ait déposé son rapport sur la mission à lui confiée par l'ordonnance susvisée; — Attendu qu'en droit cette demande de sursis n'est point fondée, son admission entraînant le cumul du possessoire avec le pétitoire, en subordonnant le sort de l'action possessoire au jugement à intervenir sur le pétitoire, conformément aux dispositions de l'article 23 du Code de procédure civile et de la jurisprudence. — Par ces motifs, — Statuant contradictoirement et en premier ressort, sans nous arrêter ni avoir égard aux conclusions des sieurs Blanchet et C^e, ten-

dant à un sursis, dont il y a lieu de les débouter, — Disant droit sur l'action en réintégrande: — Ordonnons que les défendeurs seront tenus immédiatement de démolir les entreprises commises sur les murs du demandeur et d'abandonner la possession desdits murs, et faute de ce faire dans les cinq jours du prononcé de notre jugement, autorisons M. l'abbé Paradis à faire faire les travaux nécessaires aux frais des défendeurs, sous la direction de M. Déverin, architecte, demeurant à Paris, 63, rue Claude-Bernard, expert que nous commettons d'office, lequel prêtera serment entre nos mains de bien et fidèlement remplir sa mission; Condamnons en outre les sieurs Blanchet et C^e en 200 francs de dommages et intérêts envers M. l'abbé Paradis avec intérêts tels que de droit; les condamnons en outre aux dépens; — Disons n'y avoir lieu d'ordonner l'exécution provisoire. »

Observations. — Nous avons quelque peine à admettre le bien fondé de la décision que nous rapportons ici. Le voisin, en construisant sur son terrain au long du mur séparatif, n'a fait qu'user de son droit, à charge par lui de payer les droits de mitoyenneté dont il est tenu. De plus, un expert avait été nommé contradictoirement par ordonnance de référé, c'est-à-dire en présence de toutes les parties. Nous ne comprenons donc guère qu'une demande en réintégrande pût être formée dans de telles circonstances. Certes il n'y avait pas lieu à sursis, et la raison de droit par laquelle le juge saisi a rejeté la demande de sursis est indiscutable.

Mais c'est la demande principale elle-même qui, à notre sens, était irrecevable. Il est vrai que le mur démoli en partie par le défendeur à la réintégrande était la propriété exclusive du demandeur, et que celui-ci avait le droit de s'opposer à toute entreprise sur son mur, tant que la mitoyenneté n'en avait pas été acquise et payée par le voisin. Mais ce demandeur avait concouru à la nomination de l'expert chargé de régler le compte de mitoyenneté, en ce sens qu'il avait été présent ou représenté au référé. Il n'avait pas fait appel de l'ordonnance. Il devait donc attendre le règlement du compte de mitoyenneté, sauf à lui à demander ultérieurement tels dommages que de droit si les travaux de reconstruction du mur séparatif lui causaient un préjudice appréciable.

Justice de paix du canton de Pontoise
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPH. BOULÉ, *juge de paix.*

3 mars 1893.

Dommages aux champs. — Dégâts causés par les lapins. — Demandes réunies. — Intérêts distincts. — Disjonction.

L'exploit par lequel plusieurs propriétaires ou fermiers réunis citent les adjudicataires d'un droit de chasse en paiement d'indemnités pour dégâts de lapins, n'est pas nul, encore bien que les requérants, sans lien d'intérêt ou de droit entre eux, aient chacun un intérêt distinct; mais il y a lieu, afin de satisfaire aux nécessités de la procédure, d'ordonner la disjonction des demandes, pour être procédé séparément sur chacune d'elles.

Ainsi jugé dans les circonstances

et termes suivants par M. le juge de paix de Pontoise.

Le sieur Chenevière et quarante-neuf autres propriétaires, domiciliés commune de Saint-Ouen-l'Aumône, avaient, par un même exploit, cité les sieurs Fruchard et Hauducœur, adjudicataires de la chasse sur les terres et bois appartenant à la ville de Paris, commune de Méry-sur-Oise, et, par extension, sur celle de Saint-Ouen-l'Aumône.

Ils concluaient au paiement, à titre d'indemnité pour dégâts causés par les lapins, de sommes variant pour chacun d'eux, la plus basse s'élevant à 30 francs, la plus forte à 2 000 francs, de sorte que les cinquante demandes réunies s'élevaient, en principal, à 20 280 francs.

Il fut conclu par les défendeurs à la nullité de la citation, la demande formée par cinquante personnes, qui ont des intérêts distincts, créant des confusions et rendant toute défense impossible.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Après avoir entendu M^e Salomé, avoué, pour les demandeurs, et M^e Bourgeois, avoué, pour les défendeurs, en leurs dires et conclusions respectifs, comme mandataires des parties, ainsi qu'il est dit aux qualités du présent jugement ; — En ce qui touche le moyen de nullité tiré de ce que les demandeurs n'ont entre eux aucun lien d'intérêt commun : — Attendu que la liquidation des dépens, en cas d'insuccès de l'un ou de l'autre d'entre eux, soit au début du procès, soit lors du jugement définitif, présenterait des difficultés telles que la décision sur ce point deviendrait ou pourrait

devenir arbitraire; — Qu'il en serait de même au cas où l'un ou l'autre d'entre eux se désisterait ou verrait les défendeurs acquiescer aux réclamations de l'un plutôt que de l'autre desdits demandeurs; — Que le jugement à intervenir pouvant être rendu en premier ressort en ce qui concerne certains demandeurs et en dernier ressort en ce qui concerne les autres, et qu'en outre cette décision pouvant ne pas donner gain de cause à tous les demandeurs, la délivrance à faire de la grosse du jugement n'irait pas sans de nouvelles difficultés de procédure, les demandeurs gagnant ayant droit à cette délivrance, et les défendeurs pouvant revendiquer le même droit au regard de ceux des demandeurs ayant succombé; — Que, sans doute, le Tribunal ne saurait déclarer nulle la citation introductive d'instance, puisqu'elle resterait toujours valable de la part au moins de l'un des demandeurs et que le Tribunal ne pourrait d'office dire le quel; — Mais attendu que, soit pour procurer aux parties en cause l'application régulière des règles de procédure, soit pour leur faire respecter les droits du fisc au regard du timbre, il y a lieu d'ordonner la disjonction des demandes, réunies à tort dans l'exploit du 30 janvier 1893, du ministère de Bédié, huissier, à Paris; — Par ces motifs, et avant de faire droit au fond; — Disjoignons les demandes et disons qu'il sera procédé individuellement par chaque demandeur, tel que de droit, aux fins du chef de l'exploit l'intéressant personnellement; — Et, pour plaider au fond, remettons la cause à l'audience de quinzaine,

tous droits, moyens et dépens réservés. »

Observations. — Solution incontestablement exacte. Dans les circonstances du procès, la disjonction s'imposait, et ce, par les motifs déduits dans la sentence et auxquels nous n'avons rien à ajouter.

Justice de paix du canton de Neales
(Somme).

Président : M. FOURNET, juge de paix.

28 août 1886.

Demande en paiement d'honoraires de médecin. — Opération. — Demande reconventionnelle en responsabilité. — Serment supplétif.

Le fait, par le débiteur, d'avoir payé à un médecin un acompte sur les honoraires à lui dus, joint aux mentions régulièrement faites par ce dernier sur son carnet de visites dont il réclame le montant, s'il ne fait preuve complète de la demande, est au moins de nature à autoriser le juge à déférer au médecin le serment supplétif.

Si les médecins et chirurgiens sont responsables de leur négligence à raison des opérations par eux faites, cette responsabilité ne saurait être encourue lorsque les actes à eux reprochés n'ont pas été au préalable établis par un rapport précis et concluant.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La veuve Mauran a été condamnée à payer au docteur Moissinac la somme de 100 francs, restant due pour soins donnés à son fils.

La veuve Mauran a fait opposition au jugement en se basant sur les motifs suivants :

« En la forme, en ce que le juge-

ment est qualifié à tort en dernier ressort, alors qu'il est motivé pour reliquat d'une somme dépassant le dernier ressort ; — Au fond, l'opposante accepte la qualité qui lui est donnée d'héritière de feu Hilaire Mauran, son mari, et, qu'à ce titre, elle a payé au docteur Moissinac 40 francs, et, au cas où ce dernier nierait, sa conscience lui permettra d'invoquer la prescription ; — Quant à la qualité d'héritière de Jean-Baptiste Mauran, par acte au greffe, en date du 18 octobre 1885, elle a renoncé à sa succession et ne peut être tenue des dettes ; — Quant au prétendu règlement de compte dont excipe le sieur Moissinac, l'opposante le nie, et tout demandeur étant obligé de justifier sa demande, ce dernier doit établir par preuve ou écrit que l'opposante s'est engagée à payer les dettes de son fils ; — Et, attendu que tout homme de l'art est responsable du résultat de ses opérations et passible de dommages-intérêts toutes les fois qu'il y a faute lourde de sa part, négligence coupable, impéritie évidente ; qu'il ne sera pas difficile à l'opposante, malgré qu'elle n'ait pas assisté à l'opération, d'établir qu'il y a eu impéritie complète de la part du sieur Moissinac dans l'emploi du chloroforme, car, malgré tous les efforts qu'il a faits pour lui ouvrir les dents avec un instrument qui est en sa possession, il n'a pu réveiller le malade, qui est mort entre ses mains au moment où ses collègues lui disaient : « Malheureux, qu'avez-vous fait ? » (art. 1382, 1383) ; — Attendu qu'un tel dénouement a été une catastrophe pour la mère, car, en supposant que la blessure eût été mortelle, il aurait vécu

quelques jours de plus, assez de temps pour indiquer les moyens de régler ses affaires ; que le sieur Moissinac a donc, par son impéritie, causé un grand préjudice aux héritiers et aux créanciers dudit Mauran ; — Par ces motifs, voir recevoir la requérante opposante audit jugement, la relever de toute condamnation, et, faisant droit à sa demande reconventionnelle résultant et se rattachant à la demande principale, se voir, ledit Moissinac, condamner à 5 000 francs de dommages-intérêts et aux dépens, sous toutes réserves utiles. »

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que l'opposition est régulière en la forme, recevons la dame Mauran opposante à notre jugement du 31 juillet dernier, et, faisant droit sur son opposition : — Attendu qu'il résulte des explications fournies à l'audience par le docteur Moissinac, que, le 14 janvier 1886, aurait eu lieu un arrangement amiable, aux termes duquel la veuve Mauran se serait personnellement reconnue débitrice envers lui d'une somme de 140 francs, pour soins donnés au mari et au fils de cette dernière ; — Attendu que le sieur Moissinac ne disconvient pas avoir reçu, sur cette somme, 40 francs à titre d'acompte, tandis que la veuve Mauran prétend n'avoir voulu payer que la dette de son mari ; — Attendu que, pour fixer notre religion sur le point de fait qui nous est soumis, nous avons demandé au docteur la production de ses registres, dont l'un porte, sous la date du 19 mars 1883, une seule visite, s'élevant à 6 francs,

due par le mari de la veuve Mauran, et l'autre mentionne les 40 francs qui, lors du règlement susrappelé, ont été payés en déduction du prix afférant aux soins successivement donnés aux deux Mauran; — Attendu, dès lors, que le seul fait d'avoir payé 40 francs, alors qu'il n'était dû que 6 francs, démontre surabondamment qu'il y a eu, de la part de la veuve Mauran, intention manifeste et engagement formel de solder le tout; — Attendu, d'ailleurs, que les registres présentés par le docteur Moissinac à l'appui de sa demande, et sur lesquels sont inscrits, par ordre de date, les noms et le domicile des malades visités, n'ont pas évidemment été créés pour le besoin de la cause, et que, s'ils ne font pas preuve complète en faveur de ce dernier, ils peuvent, du moins, permettre au juge d'y puiser des éléments qui l'autorisent à lui déférer le serment supplétif au sujet d'une réclamation d'une somme n'excédant pas 150 francs; — Attendu, d'autre part, qu'il est de notoriété publique que, depuis le décès de son fils, la veuve Mauran aurait fait acte d'héritière en percevant ostensiblement diverses sommes qui étaient dues à Jean-Baptiste Mauran; — Quant à la demande reconventionnelle; — En droit: — Attendu que, si les médecins et chirurgiens sont responsables de leur négligence à raison des opérations de leur ministère, cette responsabilité ne saurait être encourue lorsque les actes à eux reprochés n'ont pas été, au préalable, corroborés par un rapport précis, circonstancié et concluant; — Attendu, au surplus, qu'en pareille matière, il importe de faire une distinction entre les

actes ordinaires et ceux exclusivement réservés aux doutes et aux discussions de la science; — Et, dans l'espèce; — Attendu que l'opération dont s'agit (amputation d'une jambe) a été pratiquée en présence et avec le concours de deux autres médecins, qui ont été complètement désintéressés par la veuve Mauran; qu'il faut donc reconnaître que le refus de paiement dans cette circonstance semble constituer à la fois une iniquité et une ingratitude; — Par ces motifs, vu l'article 1367 du Code civil: — Donnons acte au docteur Moissinac du serment par lui prêté devant nous en la présente audience, et par lequel il a affirmé la sincérité et la légitimité de sa demande; — Statuant contradictoirement et en premier ressort, sans nous arrêter à l'exception qui se rattache à la renonciation ci-dessus mentionnée, et dont, au reste, nous n'avons pas à nous occuper: — Déclarons qu'en l'état actuel la demande reconventionnelle est non recevable et inadmissible; — Déboutons, etc. »

Observations. — Le fait reconnu par un débiteur d'avoir payé un acompte sur la somme à lui réclamée est évidemment une circonstance qui permet au juge de déclarer que, si la demande n'est pas complètement justifiée, elle n'est pas non plus dénuée de preuves, et, par suite, de déférer au demandeur le serment supplétif, conformément à l'article 1367 du Code civil. — En ce qui concerne la responsabilité des médecins, il est certain qu'elle ne doit être admise qu'à la condition que la faute ou l'imprudence qui lui est imputée soit dûment

établie, non pas évidemment par le mauvais résultat du traitement, mais par une expertise ou un rapport d'hommes de l'art, mis à même de se prononcer en connaissance de cause.

Justice de paix du canton d'Erson
(Aisne).

Président : M. FOURNET, juge de paix.

4 et 25 mai 1893.

Contrat d'apprentissage. — Rupture. — Résiliation. — Dommages-intérêts. — Faute de la patronne. — Actes immoraux. — Requête. — Huis clos.

Lorsque le patron n'observe pas à l'égard de l'apprentie mineure la réserve que lui commandent la loi et la décence, il y a lieu d'ordonner la résiliation du contrat d'apprentissage, avec dommages-intérêts au profit de l'apprentie.

Et la résiliation peut être prononcée sans indemnité au profit du patron. Celui-ci n'a droit qu'au prix convenu pour le temps d'apprentissage, lequel peut même être réduit selon les circonstances.

Lorsque les faits que l'apprentie ou son père demandent à prouver par enquête sont de nature à offenser la morale et la décence publiques, le juge de paix peut ordonner que les débats et l'enquête aient lieu à huis clos.

Ainsi décidé par les jugements suivants : premier jugement du 4 mai 1893 :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu que Bouché prétend que sa fille a été témoin d'actes immoraux chez la femme Pucheux, et qu'à ce titre il avait le droit de rompre le contrat verbal d'apprentissage ; — Attendu que les débats de cette affaire, appelée à l'au-

dience d'aujourd'hui, peuvent entraîner des dangers pour la morale et la décence publiques, qu'il y a lieu pour parer à cet inconvénient d'ordonner le huis clos ; — Disons que les débats et l'enquête auront lieu à huis clos et qu'en conformité de l'article 87 du Code de procédure civile, il en sera rendu compte à M. le procureur général. »

Et le 25 mai 1893, après enquête, jugement définitif en ces termes :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes ; — Vu l'exploit introductif d'instance ; — Attendu que Bouché forme, en réponse à la demande principale, une demande reconventionnelle en résiliation du contrat d'apprentissage et en la somme de 200 francs de dommages-intérêts, fondée sur les agissements de la dame Pucheux envers sa fille mineure ; — Attendu qu'aux termes de conventions verbales intervenues entre les parties, la mineure Bouché est entrée comme apprentie couturière chez M^{me} Pucheux, moyennant le prix de 36 francs pour un an ; — Attendu qu'en conformité de l'article 8 de la loi du 4 mars 1851 sur les contrats d'apprentissage, le maître doit veiller sur la conduite et les mœurs de l'apprenti et avertir ses parents des penchants vicieux qu'il pourrait manifester ; — Attendu que la mineure Bouché a quitté, au bout de six mois, l'atelier de couture de la femme Pucheux et que son père prétend qu'il avait le droit de rompre l'engagement pour le surplus du temps restant à courir en raison des exemples immoraux dont sa fille était témoin chez la femme Pucheux ; — Attendu que la dame

Pucheux, de son côté, forme une demande reconventionnelle en 500 francs de dommages-intérêts pour répondre du préjudice que lui cause la demande reconventionnelle de Bouché; — Qu'il y a lieu d'examiner si le prix de l'apprentissage doit être payé, si Bouché avait le droit de rompre l'engagement et de statuer sur les dommages-intérêts respectivement demandés par les parties; — Sur le prix stipulé: — Attendu que pendant les premiers mois l'apprenti ne peut rendre que peu de services à son patron; que dans les derniers mois, au contraire, le patron est appelé à bénéficier des conseils et de l'habileté recueillis par l'apprenti; — Attendu que la mineure Bouché, en quittant l'atelier, a privé sa patronne de la partie de l'apprentissage qui devait lui être profitable, et qu'à ce titre, elle devrait payer le prix de cet apprentissage; mais qu'il faut tenir compte de ce que la mineure avait déjà travaillé plusieurs années à l'ouvrage d'Hirson, et que c'est contre son gré qu'elle a été amenée à quitter l'atelier, ainsi qu'il sera expliqué ci-après; que dans ces conditions, il y a lieu de fixer le prix du temps passé en apprentissage chez la dame Pucheux à la somme de 25 francs; — Attendu qu'il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé que la mineure Bouché a été témoin, chez la femme Pucheux, d'actes contraires à la décence et à la morale; qu'elle y entendait des chansons obscènes et que c'est à bon droit que Bouché a retiré sa fille de cet atelier; — Déclarons résilié purement et simplement le contrat d'apprentissage in-

tervenu entre les parties; condamnons Bouché à payer à la femme Pucheux une somme de 25 francs auxquels est réduit le prix de l'apprentissage non entièrement exécuté; — Et statuant sur les dommages-intérêts réclamés par Bouché; — Attendu que la dame Pucheux n'observait pas à l'égard de la mineure Bouché la réserve que lui commandaient la loi et la décence; que ce relâchement pouvait devenir funeste pour la jeune fille et qu'un préjudice moral lui a été de ce fait occasionné; qu'il en est dû réparation, que nous possédons les éléments d'appréciation nécessaires; — Condamnons la femme Pucheux à payer à Bouché la somme de 30 fr. à titre de dommages-intérêts; — Statuant sur la demande en dommages-intérêts de la femme Pucheux; — Attendu que reconvention sur reconvention ne vaut; — Attendu que s'il est regrettable à tous égards que ce différend se soit étalé en justice, la faute primordiale en est à M^{me} Pucheux en raison de sa conduite envers l'apprentie; qu'à ce titre, elle n'a aucun droit à des dommages-intérêts; — Par ces motifs, déboutons M^{me} Pucheux de sa demande en dommages-intérêts et vu les articles 130 et 131 du Code de procédure civile, disons que les frais seront payés par moitié. »

Observations. — Aux termes de l'article 5 de la loi du 22 février 1851, le maître doit se conduire à l'égard de l'apprenti en bon père de famille, surveiller sa conduite et ses mœurs. A plus forte raison a-t-il le devoir de surveiller sa conduite propre, au moins en

présence de l'apprenti, et de ne pas lui donner des exemples d'immoralité. De tels faits, lorsqu'ils se produisent de la part du maître en présence de l'apprenti, sont certainement de nature à motiver la résiliation du contrat sans indemnité, et même à autoriser l'allocation de dommages-intérêts à la demande des parents de l'apprenti. C'est ce que décide avec raison le jugement qui précède. Le huis clos peut être ordonné en justice de paix comme devant les Tribunaux supérieurs. Voir DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, 4^e édit., v^o *Huis clos*.

Just. de paix du cant. ouest de Cambrai (Nord).

Président : M. VEBER, juge de paix.

29 juillet 1893.

Demande à fin de réparations à un immeuble. — Évaluation à 110 francs de ces réparations. — Réparations non locatives. — Incompétence du juge de paix.

Le juge de paix n'est compétent pour connaître que des réparations locatives ou de menu entretien. Il ne lui appartient pas de connaître des réparations non locatives, quelque minime qu'en soit la valeur, ni des contestations entre le bailleur et le preneur au sujet des réparations d'une autre nature.

La partie qui saisit le juge incompétent doit être condamnée aux frais.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré et statuant en premier ressort sur la compétence ; — Attendu que, par la citation, le de-

mandeur conclut qu'il nous plaise de condamner la défenderesse à faire, dans une maison sise à Cambrai, faubourg de Cantimpré, n^o 6, qu'elle a louée à la Société Ernest Fontaine et C^e, brasseurs à Cambrai, des réparations à la toiture, aux carrelages, aux planchers, aux plafonds, aux murs, à l'escalier, à une cheminée et aux portes, sans indiquer le chiffre ou la valeur de ces travaux ; que la demande ainsi formulée est indéterminée et échappe à notre compétence selon une jurisprudence constante ; — Attendu qu'à la barre, le mandataire du demandeur a verbalement modifié les conclusions de l'exploit et a fixé à 110 francs les travaux à exécuter, pensant ainsi nous rendre compétent ; — Vu les articles 3 et 59 du Code de procédure civile et la loi organique du 25 mai 1838 ; — Attendu qu'il y a lieu de rechercher si l'action sur laquelle nous sommes appelé à statuer est personnelle, mobilière, réelle, immobilière ou mixte ; — Attendu qu'elle n'est pas personnelle puisque le demandeur n'agit pas en vertu d'une obligation, d'un contrat, d'un quasi-contrat, d'un délit ou d'un quasi-délit ; qu'elle n'est pas mobilière, puisqu'il ne s'agit pas de somme d'argent, ni de meubles, ni d'objets mobiliers ; qu'elle est réelle et immobilière parce qu'elle tend à faire faire, à un immeuble, des travaux qui deviendront immeubles aussi, et parce que l'action ne peut être dirigée que contre le propriétaire ou détenteur actuel de l'immeuble, et non plus contre l'ancien propriétaire ou détenteur, ce qui serait le cas si elle était personnelle ; enfin qu'elle n'est pas mixte, car

elle n'est pas en même temps personnelle et réelle; — Attendu que nous sommes incompétent dans la cause de quelque manière qu'on l'envisage. En effet, si elle était personnelle ou mobilière, elle devrait être portée devant le juge de paix du domicile de la défenderesse; si elle est réelle, immobilière ou mixte, elle doit être portée devant le Tribunal de première instance de la situation de l'objet litigieux, c'est-à-dire devant le Tribunal civil de Cambrai, aux termes de l'article 59, §§ 3 et 4, du Code de procédure civile, l'article 3, § 3, du même Code ne parlant que des réparations locatives à la charge du locataire; — Attendu que le juge de paix est incompétent, *ratione materix*, pour connaître des actions réelles, des actions immobilières et des actions mixtes; qu'il est un juge d'exception qui ne peut connaître que des matières et des actions qui lui sont expressément et nommément attribuées par une loi; que les seules actions réelles ou mixtes qui lui sont dévolues sont celles énumérées dans les articles 4, 5 et 6 de la loi du 25 mai 1838 et dans les conditions stipulées par ces articles; que la loi ne confère de compétence au juge de paix que pour les réparations locatives ou de menu entretien dont les locataires sont tenus de plein droit d'après la loi ou l'usage; mais qu'il ne lui appartient pas de connaître des réparations non locatives, quelque minime qu'en soit la valeur, des contestations entre le bailleur et le preneur au sujet des réparations d'une autre nature (DICTIONNAIRE GÉNÉRAL des justices de paix, par Million et Beaume, t. V, v° *Louage*,

p. 217, n° 283, 220 et 300; J. G., *Compétence civile des Tribunaux de paix*, 434, 436; Dalloz, loi du 23 mai 1838, art. 5, n° 62 et 64; Allain et Carré, *Manuel des juges de paix*, t. II, n° 1477; Carré, *Compétence*, t. I, n° 348; Carou, t. I, p. 306; Augier, v° *Bail*, n° 52; Curasson, t. I, n° 420; Bourbeau, n° 188; *Dictionnaire de procédure civile*, par Rousseau et Loisey, t. III, p. 96, n° 414 et 414 bis); — Attendu que l'arrêt de la Cour d'appel de Rouen du 30 juillet 1855, inséré dans le deuxième cahier de la *Jurisprudence générale* par Dalloz, de 1857, et invoqué par M^e Glinel, est absolument contraire à ses prétentions, puisqu'il décide que le Tribunal de première instance de Dieppe était seul compétent dans une affaire tout à fait semblable à celle qui nous occupe; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux frais; — Nous déclarons incompétent dans la cause, renvoyons le demandeur à se pourvoir devant les juges qui doivent en connaître, et le condamnons aux frais liquidés à 8 fr. 59, non compris l'enregistrement du présent jugement. »

Observations. — Bien jugé. Voir dans le même sens notre DICTIONNAIRE, *loc. cit.*, et les autres autorités visées dans la sentence.

Tribunal de simple police de Pontoise
(Seine-et-Oise).

Président : M. ALPH. BOULÉ, juge de paix.

10 février 1893.

Voirie urbaine. — Travail confortatif. —
Mur de façade. — Ravalement. —

Échafaudage. — Autorisation. — Relaxe.

L'autorisation accordée à un propriétaire de faire le ravalement de son mur en façade sur la rue contient virtuellement celle de boucher les trous faits pour poser l'échafaudage dressé en vue de ce travail.

Les discours prononcés devant les Tribunaux, et, entre autres, les conclusions prises devant le Tribunal de simple police, par l'organe du ministère public, ne peuvent donner lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« LE TRIBUNAL : — Vu le procès-verbal de M. le commissaire de police de Pontoise du 24 novembre 1892; — Les dépositions de témoins reçues à l'audience du 9 décembre à la requête du sieur Lempereur, l'un des prévenus, le procès-verbal de visite de lieux du 18 décembre, la déposition du témoin, sieur Coquet, reçue le 23 décembre à la requête du ministère public, et enfin le rapport de l'expert Merle en date du 19 janvier 1893; — Attendu que le ministère public a, dès le début de l'instance, relevé contre les prévenus deux chefs de contravention consistant : le premier, à avoir commencé des travaux au mur de façade, rez-de-chaussée et étages supérieurs, de l'immeuble sis à Pontoise, place Notre-Dame, n° 31 bis, sans en avoir prévenu, au préalable, M. l'architecte voyer; et le second, à avoir bouché des trous avec de la brique dure et plâtre, travail considéré comme confortatif; — Requérant contre les prévenus l'application de l'article 471, n° 5, du

Code pénal; — Attendu que le sieur Coquet, architecte voyer, a, comme témoin déposant à l'audience du 9 décembre, déclaré : 1° n'avoir donné à M. le commissaire de police aucun avis sur la nature des travaux; 2° et considérer l'avertissement dont parle l'arrêté municipal du 15 novembre dernier que comme ne s'appliquant qu'à la pose du lambris en bois, travail encore à faire; — Attendu que lors de la visite des lieux, faite par le Tribunal, M. l'architecte voyer, ainsi que le constate le procès-verbal qui en a été dressé, a persisté dans ces deux déclarations et que le Tribunal a pu constater que la boiserie n'était pas encore placée; — Attendu que l'architecte étant resté étranger à la rédaction du procès-verbal de M. le commissaire de police, le Tribunal a dû considérer la cause comme non en état et ordonner, sur la demande des prévenus, une expertise; — Attendu qu'à l'audience du 27 janvier, c'est-à-dire après l'expertise, le ministère public a relevé un troisième chef de contravention, consistant, de la part des prévenus, à avoir pioché dans une partie de la façade du rez-de-chaussée; — Qu'il a conclu en outre à prouver par témoins que le sieur Coquet lui a déclaré, avant la rédaction de son procès-verbal, qu'il n'avait pas été prévenu du commencement des travaux et que ceux-ci avaient été faits contrairement à l'arrêté municipal susdaté; — Attendu que de son côté, le sieur Coville, l'un des prévenus, a demandé acte au Tribunal : 1° de ce que le ministère public a prétendu que c'était sciemment et volontairement, que lui,

sieur Coville avait commis les contraventions ci-dessus mentionnées, et 2° de ce que le ministère public a déclaré un moment, que s'il avait plu au sieur Coquet de faire plaisir à lui, sieur Coville, en déposant, comme il l'avait fait, ce n'était pas son affaire à lui, ministère public ; — En ce qui touche les conclusions incidentes du ministère public ; — Attendu que le sieur Coquet, déjà entendu sous la foi du serment, soit à la requête des prévenus, soit à la requête du ministère public, ne saurait être cité à nouveau ; — Que, d'ailleurs, le fait sur lequel le ministère public demande à nouveau une enquête n'aboutirait, en le supposant établi, qu'à constater une opinion *non écrite* du sieur Coquet, architecte voyer ; — Que l'articulation du ministère public ne serait donc pas admissible ; — En ce qui touche les conclusions du sieur Coville également incidentes ; — Attendu que la loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 pose comme règle générale, dans son article 41, que les discours prononcés devant les Tribunaux ne peuvent donner lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage ; — Attendu qu'en cet état de la procédure, la question à juger au fond est celle de savoir si les travaux exécutés à l'immeuble dont s'agit, l'ont été conformément à l'autorisation conférée par M. le maire de Pontoise, du 15 novembre 1892, ou s'ils constituent la triple contravention relevée par le ministère public ; — Sur la première contravention : — Attendu qu'il résulte de la déposition du témoin Coquet que le défaut d'avertissement avant le commencement de travaux n'existe

pas dans la cause ; — Sur la deuxième contravention : — Attendu que l'autorisation accordée de procéder au ravalement contient virtuellement celle de boucher les trous faits pour poser l'échafaudage dressé en vue de ce travail ; — Que c'est l'avis de l'expert qui déclare positivement que ce fait ne constitue aucune infraction à l'arrêté de M. le maire ; — Sur la troisième contravention : — Attendu que l'expert qui n'était appelé à donner son avis que sur l'existence possible de la double contravention, objet des premières conclusions du ministère public, a cru avoir à s'expliquer sur le mode adopté par les prévenus pour *dresser* le mur contre lequel la boiserie doit être appliquée ; — Attendu qu'après avoir indiqué que, lorsqu'un mur n'est pas parfaitement droit, il est plus commode, quand on doit le revêtir de planches, de le bûcher légèrement, afin d'enlever les bosses, il ajoute que ce travail n'est pas indispensable et qu'on peut, au moyen de taquets, fixer les planches de revêtement à l'aplomb des parties saillantes du mur ; — Attendu que le Tribunal ne saurait accueillir cet avis ; — Attendu, en effet, que l'arrêté de M. le maire n'ayant point imposé l'un plutôt que l'autre de ces deux procédés, il était loisible aux prévenus de choisir celui qui leur semblait le plus convenable ; — Qu'en prescrivant de laisser les anciennes maçonneries dans leur état naturel, M. le maire avait en vue d'empêcher tout travail de consolidation, et qu'il tombe sous le sens que le mode de dressement du mur auquel les sieurs Lempereur et Coville ont eu recours ne saurait constituer

une atteinte à l'arrêté dont s'agit ; — Attendu qu'il n'existe dès lors aucun travail indûment fait et qu'aucun dommage n'a été causé à la voirie ; — Par tous ces motifs, dit qu'il n'y a lieu de procéder à la nouvelle audition de témoins demandée par le ministère public ; — Dit qu'il n'y a lieu de donner acte des paroles relevées par le sieur Coville ; — Et statuant au fond, déclare les contraventions relevées par le ministère public non prouvées ; — Renvoie en conséquence les prévenus de la poursuite sans dépens, sauf cependant ceux par eux faits pour leur défense et notamment les frais de l'expertise par eux demandée, lesquels restent à leur charge personnelle, ces derniers dépens liquidés à, etc. »

Observations. — Il nous paraît impossible de considérer comme constituant un travail confortatif le fait de boucher les trous pratiqués dans un mur de face pour poser un échafaudage. Dans ce cas, le propriétaire du mur ne fait que réparer le dommage qu'il a lui-même causé à son mur. Très certainement, l'autorisation de faire le ravalement du mur ou de le recrépir, comporte virtuellement l'autorisation d'échafauder en vue de ce travail et ensuite de boucher les trous qu'a nécessités l'échafaudage. Sur la seconde question, voir l'article 4 de la loi du 29 juillet 1881.

Justice de paix du canton d'Hirson
(Aisne).

Président : M. FOURNET, juge de paix.

17 mars 1892.

*Enquête. — Autorisation tacite. — Soulte.
— Compétence du juge de paix. —
Preuve insuffisante. — Demande re-
conventionnelle.*

La partie contre laquelle une enquête est demandée peut y consentir soit formellement, soit tacitement. Lorsque le consentement a été donné, cette partie ne peut, après l'enquête faite, venir contester la recevabilité de la preuve testimoniale.

Le demandeur ne peut être passible de dommages-intérêts fondés sur la demande elle-même, qu'autant qu'il aurait agi de mauvaise foi, ou aurait employé des manœuvres équipollentes au dol.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Sur la demande principale : — Attendu qu'à notre audience du 25 février dernier, où Philipponet comparaisait en personne, Parmentier a demandé à être autorisé à faire la preuve par témoins que ledit Philipponet lui devait bien 80 francs pour une soulte résultant d'un échange de chevaux ; — Que ce dernier n'ayant aucunement protesté, Parmentier a été autorisé à faire cette preuve à notre audience du 10 mars courant, la preuve contraire réservée à son adversaire ; — Attendu qu'à cette audience, Philipponet, par l'organe de M. Hiblot, son conseil, a déclaré se présenter pour assister à l'enquête ; mais faire des réserves, d'en demander la nullité s'il le jugeait à propos, prétendant que la preuve testimoniale n'était pas admissible en pareil cas,

comme ayant trait à un marché, dont la valeur, d'après son appréciation, excéderait 150 francs; — Puis, après avoir assisté à l'enquête, discuté les témoignages recueillis, il a formulé une demande reconventionnelle en 125 francs de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice qu'il prétend lui avoir été causé par la demande principale; — Attendu que nous n'avons jamais été appelé à connaître de l'échange qui s'est opéré entre les parties; que la seule difficulté à juger, et qui seule nous a été soumise, était celle de savoir si une soulte de 80 francs avait été stipulée en faveur de Parmentier; que c'est là le seul point à résoudre, l'échange lui-même n'ayant jamais été mis en discussion; qu'ainsi posé, le litige rentre dans la limite de ceux qui peuvent bénéficier de la preuve testimoniale; — Attendu, au surplus, que la prohibition édictée par l'article 1341 du Code civil n'est pas d'ordre public, et que la partie contre laquelle l'enquête est demandée peut y consentir, soit formellement, soit tacitement; qu'en ne protestant en aucune manière contre l'enquête demandée, en ne faisant aucune réflexion, Philipponet a adhéré tacitement à cette enquête; qu'il ne peut aujourd'hui revenir sur cette adhésion, alors que les témoins ont été cités et qu'ils sont à la barre, prêts à donner leur déposition; que sa protestation est tout au moins tardive; — Qu'il n'est pas admissible, en effet, qu'une partie ait la faculté de consentir à une enquête, en se réservant de l'accepter si elle est favorable, ou de la rejeter dans le cas contraire; — Statuant au fond, et

appréciant la valeur de l'enquête : — Attendu que la déposition du sieur Ferron, deuxième témoin entendu, est insignifiante; que ce témoin n'assistait pas au marché, et que rien de concluant ne peut être tiré de sa déposition; — Attendu que celle du premier témoin, Poulet, est beaucoup plus explicite; qu'en effet, le témoin était présent, dit-il, chez Parmentier, lorsque la convention a eu lieu; qu'il affirme qu'il a bien été convenu que Philipponet verserait une soulte de 80 francs à Parmentier, et que ce marché a été scellé par une consommation prise en commun, ainsi qu'il est d'usage en pareil cas; mais que, malgré la précision de cette déposition, et eu égard à diverses causes et circonstances, elle ne nous donne pas une confiance suffisante et que nous sommes forcé de ne l'accepter qu'avec une certaine suspicion. Et, comme elle est la seule affirmative dans la cause, il s'ensuit que la preuve entreprise par Parmentier n'est pas concluante et ne suffit pas pour entraîner une décision en sa faveur; — Sur la demande reconventionnelle : — Attendu que c'est un droit pour les citoyens de soumettre aux Tribunaux les différends qui les divisent; — Que la demande de Parmentier ne pourrait donner lieu à des dommages-intérêts qu'autant qu'il aurait agi de mauvaise foi et qu'il aurait employé des malices ou manœuvres équivoques au dol; qu'on ne rencontre rien de tel dans la cause; que si Parmentier n'a pas réussi à faire complète la preuve par lui offerte, rien ne démontre qu'il ait été guidé par la mauvaise foi; — Par ces motifs; statuant en premier ressort :

— Déboutons Philipponet de sa demande reconventionnelle en dommages-intérêts; — Disons que la preuve offerte par Parmentier n'est pas suffisamment établie; que, par suite, la demande n'est pas justifiée; l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Sur la première solution, il est certain qu'une partie peut, lorsque son adversaire demande à faire contre elle la preuve par témoins du fait qu'il allègue et qui serait de nature à justifier sa demande, opposer les dispositions des articles 1341 et suivants, et faire déclarer non admissible la preuve offerte, en se basant sur ce que l'obligation que l'on demande à prouver excède 150 francs. Mais quand cette partie a consenti à l'enquête, on ne saurait l'admettre à maintenir ou à retirer ce consentement, selon que l'enquête lui aura été ou non favorable. Comme le dit, avec raison, le jugement, la prohibition de la preuve testimoniale n'est pas d'ordre public, et il est toujours loisible aux parties de renoncer au bénéfice de cette prohibition. Quand elles y ont renoncé, elles ne sont plus recevables à rétracter leur adhésion et à contester l'admissibilité de la preuve par témoins. — Sur la seconde solution, jurisprudence constante.

Just. de paix du 2^e canton d'Angoulême
(Charente).

Prés. : M. LE LÉGARD, A. Q, juge de paix.

28 janvier 1893.

Jugement contradictoire et non par défaut.

Explications et conclusions du défendeur. — Opposition non recevable.

Devant le juge de paix, le défaut faute de comparaître seul est reconnu par la loi.

Si le défendeur s'est présenté, s'est expliqué et a conclu, le jugement qui intervient est contradictoire, alors même qu'il aurait été rendu à la suite d'une enquête à laquelle ledit défendeur n'aurait pas assisté.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, dans les instances portées devant le juge de paix, la loi ne reconnaît que le défaut faute de comparaître; — Que la non-comparution seule justifie le défaut; — Attendu que le sieur Hervy, dit *Nantais*, s'est présenté au jour et à l'heure indiqués par la citation; — Qu'il a déclaré qu'il ne devait rien au demandeur, ajoutant que toutes les consommations qu'il avait prises chez le sieur Bordas, il les avait payées comptant; — Attendu que, dans ces conditions, le sieur Bordas a offert la preuve que le sieur Hervy ne payait pas toujours comptant les consommations qu'il prenait chez lui; et que le Tribunal de paix a continué l'affaire à l'audience du 10 décembre pour cette preuve, la preuve contraire réservée au défendeur; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que Hervy a présenté ses moyens de défense et posé ses conclusions; — Qu'il ne s'agit pas, dès lors, d'une simple prolongation de la citation; — Attendu que si l'on doit considérer comme contradictoire le jugement qui intervient, alors que le défendeur comparant refuse de s'expliquer, on doit à

plus forte raison tenir pour contradictoire un jugement qui a été précédé des explications et conclusions de l'une et l'autre des parties ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, déclarons l'opposition formée par Hervy, dit *Nantais*, non recevable, l'en déboutons et le condamnons aux dépens. »

Observations. — La solution de ce jugement est très certainement controversable et n'est pas unanimement adoptée. Sans nul doute, lorsque, après avoir entendu les parties, procédé à une enquête ou toute autre mesure d'instruction, le juge remet la cause à une autre audience pour prononcer jugement, le jugement sera contradictoire alors même que le défendeur ne serait pas présent au prononcé du jugement. — Mais n'en est-il pas autrement lorsque, présente au jugement qui ordonne l'enquête, une visite de lieux, une expertise, l'une des parties fait défaut lors de l'enquête, de la visite de lieux, etc. ? Elle pouvait avoir à contester telle ou telle déposition, ou à l'interpréter ou à poser des conclusions nouvelles de nature à modifier le débat et à éclairer le juge, et il y a inconvénient à ce que le Tribunal statue par jugement contradictoire sans avoir entendu les réponses que la partie défaillante pouvait avoir à formuler. Aussi a-t-il été jugé, par un arrêt ancien, qu'un jugement est par défaut et non contradictoire lorsqu'il a été rendu après un interlocutoire et que les conclusions au fond, prises avant cet

interlocutoire, n'ont pas été renouvelées depuis. Cass., 3 février 1824. La même doctrine est enseignée par deux jurisconsultes, MM. Boncenne et Chauveau sur Carré, *Loi de la procédure*, t. II, p. 14, question 615. — Dans l'espèce actuelle, il avait été ordonné une enquête, la preuve contraire réservée au défendeur. C'était une sorte d'interlocutoire, et, par suite, selon l'arrêt ci-dessus indiqué, il semble que pour que le jugement définitif pût être contradictoire, il eût fallu que le défendeur eût pris de nouvelles conclusions. — Nous devons dire que l'opinion de M. le juge de paix d'Angoulême est loin d'être isolée. Nous avons eu l'occasion de rapporter, dans le *Bulletin*, deux décisions rendues dans le même sens : justice de paix de Neuvic, 12 décembre 1859, vol. 1860, p. 67, et de Saint-Martin de Seignaux, *ibid.*, p. 333 ; décisions qui, d'ailleurs, ont été critiquées par la rédaction de l'époque. — Nous devons dire qu'il y a avantage à décider dans le sens de M. le juge de paix d'Angoulême, car les affaires en justice de paix doivent y être jugées aussi promptement que possible, et l'on ne doit aucune indulgence au plaideur qui, par négligence ou par abstention calculée, cherche à prolonger le débat et à retarder le jugement définitif de la contestation. Cependant et en présence de la controverse que soulève la question, le juge, en pareil cas, devra souvent s'abstenir de statuer contradictoirement, à moins que le défendeur ne lui paraisse être un débiteur de mauvaise foi et qui ne cherche qu'à gagner du temps. C'était d'ailleurs très probablement le cas du défendeur, et c'est aussi,

sans doute, l'une des raisons pour lesquelles le juge saisi a déclaré l'opposition non recevable.

Just. de paix du cant. ouest de Cambrai (Nord).

Président : M. VEBER, juge de paix.

9 mars 1893.

Injure. — Diffamation. — Action civile en dommages-intérêts. — Pouvoir d'appréciation du juge. — Dépens.

Le dommage causé par la diffamation est subordonné à la condition sociale, au degré d'éducation et d'instruction des parties, à la conduite habituelle de la personne diffamée.

Si le juge saisi de l'action civile pour diffamation estime qu'aucun dommage matériel n'a été causé au demandeur, il peut se borner à condamner le défendeur aux dépens pour tous dommages-intérêts.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré et faisant droit ; — En fait : — Attendu que les conclusions du demandeur tendent à ce que le défendeur soit condamné à lui payer la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts, pour avoir dit publiquement, le 16 décembre dernier, à l'audience de la justice de paix d'Arleux, qu'un nommé Delille, de Féchain, est chez lui depuis cinq heures du matin jusqu'à dix heures du soir pour les beaux yeux de sa femme ; que celle-ci est en procès avec la Compagnie des chemins de fer du Nord pour abus de confiance, et qu'elle et son mari sont des gens de rien ; — Attendu qu'il résulte des dépositions des témoins du demandeur

que, ledit jour et audit lieu, Bustin, en désignant Hary du doigt, a dit que Delille allait chez lui tous les jours depuis cinq heures du matin jusqu'à dix heures du soir, pour les beaux yeux et les beaux miroirs de sa femme ; que celle-ci était en procès avec le chemin de fer du Nord pour abus de confiance ; qu'elle et son mari étaient des gens de rien ; que les témoins ont compris que Bustin voulait dire qu'il y avait des relations adultères entre Delille et la femme Hary ; — Attendu que les témoins du défendeur n'ont pas entendu celui-ci parler de relations adultères entre Delille et la femme Hary, ni prononcer les mots d'abus de confiance et de gens de rien ; qu'ils ont simplement compris que Bustin avait dit que Delille allait se mirer dans la glace de la cabaretière ; — Attendu que les derniers témoins, le greffier de paix et l'huissier d'Arleux, ont déposé que Bustin était très animé, très surexcité, et qu'il a dit que Delille est journellement chez Hary pour les beaux yeux, les beaux miroirs de sa femme ; qu'ils n'ont pas entendu les propos de relations adultères, de gens de rien, d'abus de confiance ; mais que ces propos auraient pu être tenus sans qu'ils les aient entendus ; — Attendu qu'il est de notoriété publique que la femme Hary a été l'objet, l'an dernier, d'une enquête pour un fait d'une grande immoralité ; que sa conduite n'est donc pas à l'abri de tout reproche ; que les visites longues et fréquentes que lui fait Delille sont critiquées par l'opinion publique et atteignent sa réputation ; — Attendu néanmoins et malgré ces circonstances atténuantes en faveur de Bustin, celui-

ci a eu tort de crier les faits de la cause dans un prétoire, d'autant plus qu'ils étaient étrangers à l'affaire qu'il y soutenait contre Delille et ne pouvaient avoir aucune influence sur cette affaire; — En droit : — Attendu que toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne à laquelle il est imputé, est une diffamation; que toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait précis, est une injure; — Attendu que l'accusation d'abus de confiance portée contre la femme Hary est une imputation d'un fait précis, qui porte atteinte à l'honneur de celle-ci et constitue la diffamation; que l'expression « gens de rien » et le propos que Delille va chez Hary pour les beaux yeux de sa femme constituent l'injure simple, mais publique; — Attendu que la diffamation et l'injure peuvent avoir un caractère différent, suivant les conditions où elles ont été commises et la personne envers qui elles l'ont été; qu'il y a donc lieu de rechercher la gravité et l'étendue du préjudice causé; — Attendu que le demandeur ne justifie d'aucun préjudice matériel ou moral; que la Cour de cassation a décidé que celui qui intente une action civile contre l'au-

teur de propos diffamatoires tenus contre lui n'a droit à aucuns dommages-intérêts s'il n'est point établi qu'il ait éprouvé un préjudice (Cass., 19 janvier 1881; *J. P.* 1882, I, 632); — Attendu que, si la diffamation n'entraîne aucune conséquence appréciable au point de vue matériel, le dommage qui en résulte n'est jamais absolu, mais est toujours relatif, c'est-à-dire subordonné à la condition sociale, à la situation de fortune, au degré d'instruction et d'éducation des parties, à la conduite habituelle de la personne diffamée et à l'estime dont elle jouit; que, dans ces circonstances, la condamnation du défendeur aux dépens nous paraît une réparation suffisante; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux frais; — Statuant contradictoirement, condamnons le défendeur, pour tous dommages-intérêts, aux frais de l'instance, liquidés à 59 fr. 12, non compris l'enregistrement du présent jugement. »

Observations. — Le juge est souverain appréciateur du dommage causé par l'injure ou la diffamation, et, notamment, il peut, selon les circonstances, condamner le défendeur aux dépens pour tous dommages-intérêts. Nous avons rapporté dans ce BULLETIN plusieurs jugements en ce sens.

**Justice de paix du canton de Roye
(Somme).**

Président : M. OSCAR BARON, juge de paix.

17 février 1893.

Plainte à la gendarmerie. — Exercice d'un droit. — Rejet de la demande en dommages-intérêts. — Accident de voiture. — Infraction à un règlement de police. — Responsabilité.

Le conducteur d'une voiture circulant sur un chemin vicinal de grande communication doit, à l'approche d'une autre voiture, laisser libre au moins la moitié de la chaussée.

Si minime que soit l'anticipation sur cette moitié, le conducteur de la deuxième voiture est fondé à porter plainte à la gendarmerie et ne peut être pour ce fait passible de dommages-intérêts.

Mais d'un autre côté, la seule infraction à un règlement de police ne peut rendre son auteur responsable de l'accident arrivé à un tiers, s'il est constant, en fait, que cette infraction n'a été pour rien dans cet accident.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que par exploit de Vicot, huissier à Roye, du 1^{er} février courant, Cousin, cultivateur à Avricourt, a fait citer devant nous Guidez, huissier à Roye, pour, le sieur Guidez, s'entendre condamner à 30 francs de dommages-intérêts avec intérêts de droit et dépens ; — Attendu que, victime d'un accident qui lui était arrivé par sa faute le 18 octobre 1892, vers 4 heures du soir, sur le chemin de Beuvraignes, ledit Guidez avait injurié ledit jour le demandeur, avait ensuite porté plainte contre lui à la gendarmerie de Roye et l'avait appelé en conciliation devant M. le

juge de paix de Bassigny, ce qui avait occasionné audit demandeur des ennuis, des démarches et pertes de temps au moment des travaux de semailles ; — Attendu que le sieur Guidez dénie les propos injurieux qu'on lui impute, et au surplus invoque la prescription, puisqu'ils seraient antérieurs de plus de trois mois à la citation introductive d'instance ; — Attendu, quant à la plainte à la gendarmerie et à l'appel en conciliation, qu'il allègue qu'il était dans l'exercice de son droit, le sieur Cousin ne lui ayant pas laissé la moitié de la chaussée, comme le veulent la loi et les règlements, et ayant été la cause de l'accident de voiture dont il a été victime et qui a entraîné la rupture de son harnachement ; — Attendu que, pour ce fait, il se porte demandeur reconventionnellement de 150 francs ; — Attendu que par l'interlocutoire du 3 courant, nous avons, sur la demande du défendeur, ordonné notre transport sur les lieux, et que, par même jugement, nous avons intimé le sieur Guidez de prouver par témoins la faute qu'il impute à Cousin ; — Attendu qu'en conséquence de notre jugement, nous avons effectué notre transport le 9 courant et procédé à l'enquête ; que le sieur Guidez n'a pas fait appeler de témoins ; — Attendu que la cause est aujourd'hui en état d'être jugée ; — Sur la demande principale ; — Attendu, en ce qui concerne les injures, qu'elles ne sont nullement établies ; qu'en tout cas elles seraient couvertes par la prescription (art. 65, loi du 29 juillet 1881), puisque plus de trois mois se sont écoulés depuis le 18 octobre 1892 jusqu'au 1^{er} fé-

vrier courant, date de l'exploit introductif d'instance; — Attendu, en ce qui concerne la plainte à la gendarmerie et l'appel en conciliation, qu'il résulte de notre visite de lieux qu'à l'endroit où l'accident du sieur Guidez est arrivé, le chemin vicinal de grande communication de Beuvraignes à Crapeaumesnil a une largeur de 8 mètres, dont 4 mètres en chaussée et 4 en bas côtés; — Attendu que d'après la déposition des témoins et ainsi d'ailleurs qu'il nous est apparu, le 18 octobre, jour de l'accident, il existait du côté gauche du chemin (en allant à Crapeaumesnil) une chaîne de cailloux anticipant sur la chaussée d'environ 30 centimètres; que, par suite, la largeur de cette chaussée était réduite à 3^m,70; — Attendu que la charrette de Cousin se trouvait, d'après nos constatations sur les lieux, à 35 centimètres du pied de la chaîne de cailloux et occupait une largeur de 1^m,80, de sorte qu'il ne restait plus, sur le reste de la chaussée, que 1^m,55 (0^m,35 + 1^m,80 = 2^m,15; 3^m,70 — 2^m,15 = 1^m,55); — Attendu que l'article 9 du décret du 10 août 1852 est ainsi conçu: « Tout « roulier ou conducteur de voiture « doit se ranger à sa droite à l'ap- « proche de toute autre voiture « de manière à lui laisser libre au « moins la moitié de la chaussée. » — Attendu que, par suite de la réduction de la largeur de la chaussée par l'empiètement de la chaîne de cailloux, la chaussée n'avait plus que 3^m,70 de large, dont la moitié est de 1^m,85; — Attendu que Cousin ne laissant à Guidez que 1^m,55, anticipait, sur la partie réservée à ce dernier, de 30 centimètres; — Attendu, sans

doute, que cette anticipation était bien minime, mais que néanmoins elle constituait une infraction au décret du 10 août 1852; — Attendu, si légère fût-elle, que Guidez dont le droit, d'après ledit décret, était lésé, était autorisé à s'en plaindre bien que l'exercice de ce droit fût en l'espèce d'une rigueur excessive; — Qu'il pouvait donc s'adresser à la gendarmerie; — Attendu, quant à l'appel en conciliation, que Guidez a pu croire que la seule infraction à une mesure intéressant la libre circulation sur les voies publiques, et, par suite, la sécurité publique, pouvait entraîner *de plano* la responsabilité du délinquant au point de vue civil; — Qu'il ne paraît pas avoir agi par pure taquinerie, comme le prétend la citation; — Sur la demande reconventionnelle; — Attendu que la légère infraction aux règlements reprochable au sieur Cousin ne peut pas à elle seule le rendre responsable *de plano* de l'accident assuré au sieur Guidez; qu'en fait elle n'a pas été et n'a pu être la cause dudit accident; — Attendu, en effet, que la largeur de la voie n'a pas été réduite à tel point qu'une autre voiture ne pût passer; qu'il restait un espace libre sur la chaussée de 1^m,55, et sur les bas côtés de 2 mètres; que la déclivité des bas côtés n'est pas tellement prononcée qu'on ne puisse y circuler sans danger; que pendant notre visite des lieux deux voitures, dont l'une conduite par M. Pluchet, agriculteur à Roye, ont passé sur l'espace laissé au sieur Guidez sans qu'elles aient eu à ralentir leur allure et en laissant entre elles et la charrette du sieur Cousin un intervalle d'au moins 60 centi-

mètres ; — Attendu, dans ces conditions, que si un accident est arrivé audit Guidez ce ne peut être que par sa faute et par suite de sa trop grande précipitation à reprendre le milieu de la chaussée. — Par ces motifs, et par jugement contradictoire en premier ressort ; — Déclarons les demandes principale et reconventionnelle mal fondées, en déboutons les parties, — Et, quant aux dépens ; — Attendu que chaque partie a succombé dans ses prétentions, faisons masse desdits dépens et condamnons Cousin et Guidez par moitié. »

Observations.—Solution exactes sur deux points du débat. Il a été bien souvent jugé que le fait de dénoncer à l'autorité compétente un acte qui constitue soit un délit, soit une contravention, ne saurait donner ouverture, de la part de l'individu dénoncé, à une action en dommages-intérêts, et ce, alors même qu'il n'y aurait pas eu poursuite au criminel.

Justice de paix du X^e arrondissement de Paris.

Président : M. BEAUME, 1^{er} suppléant.

23 août 1893.

Louage. — Meubles donnés en location au locataire. — Revendication. — Avis préalable donné au concierge de la maison. — Action en garantie. — Vendeur.

Le marchand de meubles qui a loué des meubles à un locataire et ne les a introduits dans les lieux loués qu'après avoir avisé le concierge de la maison et avoir retiré de lui une reconnaissance de ce fait est fondé à revendiquer ces meu-

bles, saisis ou retenus par le propriétaire comme gage du paiement des loyers à lui dus.

Le concierge est le mandataire du propriétaire et l'oblige même à son insu, et celui-ci n'est pas en droit de retenir les meubles ainsi déposés en location, alors que le marchand de meubles justifie de la propriété des meubles et de l'avertissement préalable ainsi donné au préposé du propriétaire.

Le vendeur d'un immeuble n'est pas garant de la solvabilité des locataires qui, au moment de la vente, occupaient déjà l'immeuble vendu ; il ne saurait donc être déclaré garant du tort causé à l'acquéreur par le fait que l'un des locataires de la maison n'était pas propriétaire des meubles garnissant les lieux loués.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes en leurs dires et explications ; — Attendu que Janiaud jeune demande que Delalain soit condamné à lui restituer certains meubles par lui donnés en location au sieur des Vosseaux, locataire d'un appartement dans la maison du défendeur, sise rue de la Jonquière, n° 89, et que le défendeur aurait retenus comme étant le gage des loyers à lui dus ; — Attendu que Janiaud demande, en outre, que, faute par lui de restituer lesdits meubles dans le jour du jugement, le défendeur soit condamné à lui payer la somme de 100 francs, représentant la valeur desdits meubles, et soit condamné aux dépens ; — Attendu que Delalain conteste la demande, et qu'en outre il a cité à comparaitre devant nous Charrier fils, dont il a acheté la maison susindiquée, pour le faire condam-

ner à le garantir et indemniser des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui, et pour le cas où Delalain serait tenu de remettre à Janiaud les meubles dont s'agit, le faire condamner à payer à Delalain la somme de 190 fr. 20, à lui dus pour loyers, le tout avec dépens; — Joignant les causes et statuant sur le tout par un même jugement; — Sur la demande principale: — Attendu qu'il est justifié par les documents produits que les meubles réclamés par Janiaud sont sa propriété et qu'ils ont été loués par lui à des Vosseaux; que c'est lui qui les a introduits dans les lieux loués par le locataire, et ne les y a mis qu'après avoir prévenu le concierge de la maison; — Attendu qu'un concierge doit être considéré comme le mandataire du propriétaire dans ce qui a rapport à la surveillance qu'il a la mission d'exercer pour l'entrée et la sortie des meubles devant servir de gage pour le paiement des loyers; — Qu'en conséquence, c'est à tort que Delalain retient les meubles appartenant à Janiaud, et qu'il doit les restituer ou en payer le prix; — Sur la demande en garantie: — Attendu que, vainement, Delalain soutient que Chartier aurait dû l'avertir que l'un de ses locataires, le sieur des Vosseaux n'était pas propriétaire des meubles qui garnissaient les lieux à lui loués; — Que Chartier prétend avoir ignoré cette circonstance et que Delalain ne rapporte pas la preuve contraire; — Qu'au surplus, le vendeur d'un immeuble n'est pas garant envers l'acquéreur de la solvabilité des locataires qui occupent cet immeuble au moment de la vente, s'il n'y a à cet égard

convention expresse; que, par suite, la demande en garantie ne saurait être accueillie; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort; — Condamnons Delalain à restituer à Janiaud jeune, dans les trois jours du jugement, les meubles indûment retenus par lui, et, faute de restituer lesdits meubles dans le délai prescrit, le condamnons à payer à Janiaud jeune la somme de 100 francs, avec intérêts du jour de la demande; déclarons Delalain mal fondé en sa demande en garantie contre Chartier, l'en déboutons, et le condamnons en tous les dépens, tant de la demande principale que de la demande en garantie, etc. »

Observations. — En principe, tous les meubles garnissant les lieux loués sont le gage du propriétaire. Cependant, lorsqu'il est dûment établi que ces meubles sont la propriété d'un tiers, et que le propriétaire de la maison en a été dûment avisé, ce dernier ne peut exercer son privilège sur les meubles déposés par ce tiers dans les lieux loués. C'est ce qui arrive très fréquemment pour les pianos, notamment lorsque ces instruments ont été donnés en location à un locataire. Mais, en ce cas, et pour soustraire un piano au gage du propriétaire, le loueur a le devoir d'en aviser préalablement ce dernier. Le Tribunal civil de la Seine a, par plusieurs jugements, admis que l'avertissement préalable donné au concierge, et dont il été retiré une reconnaissance, est suffisant pour engager le propriétaire et l'obliger à restituer le piano au loueur, alors même que son locataire, chez qui

ce piano a été déposé, est envers lui débiteur d'un ou plusieurs termes de loyer. C'est là, en effet, un de ces cas dans lesquels le concierge est essentiellement le mandataire du propriétaire. — Les mêmes principes sont applicables à toute espèce de meubles déposés dans les lieux loués par des tiers. — Sur la seconde question, la solution indiquée ne paraît guère contestable. Le vendeur d'un immeuble est garant des vices cachés, de la contenance et de toutes les autres énonciations essentielles contenues au cahier des charges ou au contrat de vente. Mais, en l'absence de conventions formelles, il n'est pas garant de la solvabilité ultérieure des locataires qui occupent l'immeuble au moment de la vente.

Justice de paix du canton de Lombes
(Gers).

Président : M. DÉLIEUX, A G, juge de paix.

28 juillet 1893.

*Apprentissage. — Infraction au contrat.
— Demande en dommages-intérêts. —
Demande reconventionnelle.*

La clause d'un contrat d'apprentissage (dans l'espèce, chez un pâtissier) par laquelle l'apprenti, ou son père stipulant pour lui, s'engage à ne pas faire de pâtisserie en dehors de la maison du maître, ne peut être applicable que pendant la durée de l'apprentissage.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant contradictoirement et en premier ressort, parties entendues, et vidant notre renvoi à ce jour ; — Vu la loi

du 22 février 1851 et l'exploit introductif d'instance du 19 juillet ; — Attendu qu'en principe le mineur qui se destine à une profession peut être engagé dans les liens de l'apprentissage par son représentant légal, père ou tuteur ; et que l'apprenti, devenu majeur, est tenu de toutes les obligations du contrat, à condition qu'elles soient licites ; — Attendu que Médour, pâtissier à Lombey, et Ruffat, boulanger au même lieu, traitèrent le 13 décembre 1886, suivant acte sous seing privé, dûment enregistré, des conditions d'un apprentissage d'Arthur Ruffat, fils mineur, pour le délai de deux années, dans lequel Ruffat père déclare stipuler pour son fils, âgé de dix-sept ans ; — Attendu que Médour, se prétendant lésé par la violation du contrat, de la part desdits Ruffat, savoir : du fils, pour avoir fabriqué de la pâtisserie ; et du père, pour l'avoir laissé faire dans sa propre maison, malgré l'interdiction stipulée dans le contrat, réclame au père, seul, une somme de 2 000 francs, indemnité fixée par les parties elles-mêmes dans l'article 5 du traité ; — Attendu que si, par cette clause, Ruffat père s'oblige personnellement à ne pas faire ni laisser faire par son fils, de la pâtisserie, sous peine de 2 000 francs d'indemnité, cette obligation se trouve limitée par la durée de l'apprentissage ; ce qui ressort clairement de sa contexture, qui spécifie que les gâteaux fabriqués par exception pour les besoins de la famille Ruffat devront l'être sous les yeux et l'enseignement de Médour ; — Attendu que, dans l'article 6, au contraire, où Ruffat père s'interdit de fabriquer après l'apprentissage,

et durant la vie de Médour, il a le soin de reprendre sa qualité de représentant du mineur, au nom duquel il déclare formellement stipuler; — Attendu qu'il n'est pas articulé par Médour que Ruffat père ait manqué à son engagement pendant l'apprentissage; et qu'il n'a pu, dès lors, se rendre passible de l'indemnité prévue; — Attendu que la question de savoir s'il y a eu violation de l'article 6 par le fils, et si son père a pu engager son avenir, pour un temps indéterminé, ne peut se débattre contradictoirement qu'avec le fils lui-même, en possession de ses droits civils, et seul responsable de ses actes et des stipulations faites en son nom, durant sa minorité, par son représentant légal. — Sur la demande reconventionnelle: — Attendu que le contrat, résolu de plein droit, entre Médour et Ruffat père, à l'expiration de l'apprentissage, ne saurait être aujourd'hui l'objet d'une résiliation judiciaire, réclamée par le défendeur, sans préjudice toutefois des réparations auxquelles aurait pu donner droit la violation du contrat; — Attendu que, si Ruffat père a tenu ses engagements personnels, rien ne démontre que Médour ait méconnu ses obligations, et que la preuve offerte à ces fins par le premier manque de pertinence; — Attendu, en effet, que Ruffat n'articule à la charge de Médour, comme fait précis, dolosif ou dommageable, constituant une infraction au contrat: refus d'enseignement, fabrication clandestine, ou tout autre acte contraire aux devoirs du bon père de famille, ce qui rend invraisemblable le propos attribué à Médour, qui, pris isolé-

ment et fût-il établi, ne serait qu'une vaine forsanterie; — Attendu que Médour ayant exercé comme précédemment, durant l'apprentissage, sous les yeux et avec l'aide de son apprenti, on ne comprendrait pas, s'il lui avait caché les secrets de la fabrication, que le père et le fils eussent gardé le silence pendant cinq ans, et que le premier eût attendu l'action actuelle de Médour pour formuler ses réclamations; — Attendu que la preuve de l'ignorance du fils, à sa sortie de l'apprentissage, ne serait pas plus opérante que les autres, vu l'impossibilité de l'attribuer à la faute du maître plutôt qu'à l'inapplication de l'apprenti; — Attendu d'ailleurs que Ruffat père donnerait lui-même la mesure du préjudice par lui souffert, en se bornant à réclamer la résiliation du contrat, sans conclure à des dommages-intérêts; — Attendu que demandeur comme défendeur succombant sur leur demande respective, il y a lieu de leur faire supporter par égales parts les dépens; — Par ces motifs, déclarons mal fondée la demande principale de Médour, l'en déboutons, et relaxons le défendeur des conclusions contre lui prises; déclarons également dénuée de fondement la demande reconventionnelle, la rejetons, et ordonnons que les dépens seront supportés, par moitié, par chacune des parties... »

Observations. — Cette décision, toute en fait, ne semble pas pouvoir être critiquée. Il va de soi qu'un apprenti entre chez le maître pour y apprendre l'état qu'il doit ultérieurement exercer. L'engagement qu'il a pu contracter de ne point

travailler, et comme dans l'espace, de ne point faire de pâtisserie en dehors de l'établissement de son maître, ne peut évidemment être étendu au delà du terme de l'apprentissage, car les obligations contractées tant par l'apprenti que par le maître lui-même sont nécessairement limitées à la durée du contrat et finissent avec lui.

Tribunal de simple police de Cambrai (Nord).

Président : M. VEBER, juge de paix.

5 mai et 2 juin 1893.

Voies de fait et violences légères. — Injures. — Provocation. — Partie civile. — Dommages-intérêts. — Dépens. — Enquête. — Refus de délai nouveau.

La provocation n'est pas une excuse légale de la contravention de voies de fait et violences légères.

Toutefois, il appartient au juge de police de décider qu'à raison de la provocation et d'injures proférées par la partie civile contre l'auteur des voies de fait, il n'y a pas lieu d'allouer les dommages-intérêts réclamés par cette partie civile et de mettre à sa charge les frais occasionnés par son intervention.

Le juge qui a accordé une première remise à la partie civile pour faire entendre des témoins, peut, lorsqu'elle ne les produit pas dans le délai imparti, lui refuser une nouvelle remise.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

La cause est appelée en vertu du jugement interlocutoire du 21 avril dernier.

A l'appel de la cause s'est présenté Émile Dhollande, maçon, à Boutigny, assisté de M^e Morand, avoué, à Cambrai, son conseil, qui

a déclaré se constituer partie civile et demander 150 francs de dommages-intérêts, pour, le 20 mars dernier, vers 4 h. 30 du soir, au cabaret Penel, à Boutigny, avoir été appelé voleur, canaille, brigand, et avoir reçu sur l'épaule un coup de parapluie et à la figure un verre de liqueur, par la prévenue, Séraphine Lemaire, femme Bocquet.

Le ministère public a requis l'audition de quatre témoins à charge, qu'il a appelés par avertissements. Ces témoins, après avoir prêté serment de dire toute la vérité, rien que la vérité, ont été entendus séparément, en présence des parties, conformément à la loi, et le greffier a tenu les notes prescrites par l'article 55 du Code d'instruction criminelle.

M^e Morand, pour la partie civile, a demandé acte de ce que, à l'audience du 21 avril dernier, des témoins à décharge ont été entendus en l'absence de la partie civile.

M. le président du Tribunal de simple police a fait observer que des témoins à décharge ont pu et dû être entendus à ladite audience, parce qu'alors il n'y avait pas encore constitution de partie civile et qu'on ne pouvait pas prévoir l'intervention de Dhollande en cette qualité. Il lui en a été néanmoins donné acte.

La partie civile a sollicité la remise de la cause à une audience ultérieure, pour lui permettre de faire citer des témoins à charge, et a dit que la prévenue n'était pas gênée d'avoir de bons témoins pour de l'argent.

M^e Dieu a demandé acte de ce propos adressé à sa partie, et cela lui a été concédé.

Le ministère public ne s'est pas opposé à la nouvelle remise de la cause.

Sur quoi, le Tribunal remet la cause et les parties à l'audience du 19 de ce mois, à laquelle la partie civile sera admise à faire la preuve offerte, preuve contraire réservée à la prévenue, et toute autre preuve réservée au ministère public.

A l'audience du 19 mai 1893, la partie civile ne produit pas les témoins qu'à la dernière audience elle avait demandé à faire entendre, et sollicite une nouvelle remise pour les faire citer.

Le ministère public dit que la partie civile avait suffisamment de temps pour faire citer ses témoins; qu'il est à présumer qu'elle n'en a pas trouvé, et que, pour cette raison, il requiert le Tribunal de ne pas faire droit à la nouvelle demande de remise, l'affaire étant suffisamment instruite.

M^e Dieu, pour la prévenue, conclut également à ce qu'un second délai soit refusé à la partie civile.

« LE TRIBUNAL : — Attendu que la partie civile avait quinze jours pour faire assigner ses témoins; que ce délai était suffisant, et qu'elle n'invoque aucun motif valable qui l'aurait empêchée d'exécuter l'interlocutoire du 5 de ce mois; qu'il n'y a pas lieu d'accorder une nouvelle remise, l'affaire se trouvant en état d'être jugée par l'enquête faite à la requête de la prévenue et par celle faite à la requête du ministère public, refuse la remise demandée et dit que les parties devront immédiatement conclure au fond. »

La partie civile a maintenu sa demande en 150 francs de dommages-

intérêts, sans justifier d'aucun préjudice matériel ou moral, n'a pas insisté sur la nouvelle remise et s'en est rapporté pour le tout à la prudence du Tribunal.

M^e Dieu a demandé l'acquiescement de la prévenue, parce qu'il résulte des enquêtes qu'elle a été provoquée par les injures de la partie civile.

Le ministère public a conclu à l'application des articles 605 et 606 de la loi du 3 brumaire an IV.

Le 2 juin 1893, jugement définitif en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Vidant son délibéré et faisant droit; — Ouï la partie civile en ses conclusions; — Ouï la prévenue en ses moyens de défense; — Ouï le ministère public en son résumé et ses conclusions; — Vu le procès-verbal produit, qui ne fait pas foi de son contenu, ayant été dressé *de auditu* et non *de visu*; — Vu les interlocutoires rendus dans la cause et les enquêtes auxquelles il a été procédé à la requête de la prévenue et à celle du ministère public; — Attendu qu'il résulte des dépositions des témoins à décharge que, le 20 mars dernier, au cabaret Penel, à Boutigny, en présence de plusieurs personnes, Dhollande, partie civile, a traité la femme Bocquet, prévenue, de « vache » et a dit que « ce n'est pas « grand'chose d'elle »; — Attendu que les témoins à charge ont tous affirmé, excepté la cabaretière, femme Penel, que la prévenue a donné un coup de parapluie à Dhollande et lui a jeté un verre de liqueur à la figure; — Attendu qu'il résulte de la déposition du témoin César Cambez, qu'en entrant dans

le cabaret Penel, où se trouvait la prévenue, Dhollande s'est placé en face de celle-ci et l'a injuriée ; que ce n'est qu'après avoir été injuriée que la femme Bocquet a donné le coup de parapluie et jeté son verre de liqueur ; — Attendu, par conséquent, que les voies de fait dont se plaint Dhollande ont été provoquées par son attitude et ses injures ; qu'il ne justifie d'aucun préjudice matériel ou moral qui soit résulté pour lui de ces faits ; qu'il n'y a donc pas lieu de lui accorder des dommages-intérêts et qu'il doit être débouté de sa demande ; — Attendu que les violences exercées par la prévenue ne peuvent pas être excusées par la provocation dont elle a été l'objet, l'article 471, n° 11, du Code pénal, n'admettant la provocation comme une excuse que pour les injures, et sont prévues et réprimées par les articles 605 et 606 de la loi du 3 brumaire an IV, lus à l'audience et ainsi conçus, etc. ; — Vu les articles 162 et 172 du Code d'instruction criminelle et 1382 du Code civil ; — Faisant application de ces articles et statuant en dernier ressort, condamne la prévenue en la valeur de trois journées de travail, c'est-à-dire à 3 francs d'amende et aux frais, liquidés à... ; fixe la durée de la contrainte par corps à cinq jours ; déclare la partie civile mal fondée et non recevable en sa demande en dommages-intérêts, l'en déboute et la condamne personnellement et sans recours aux frais occasionnés depuis et par son intervention, ces frais liquidés à..., et, en outre, conformément à l'article 157 du décret du 18 juin 1811, déclare Dhollande personnellement tenu des frais faits par l'État, sauf son recours contre la prévenue

quant à ceux auxquels il n'est pas lui-même condamné sans recours. »

Observations. — Il a été maintes fois jugé dans le sens de la présente décision, que la provocation, admise comme une excuse de l'injure, n'est pas une excuse légale des voies de fait et violences. La prévenue, dont les voies de fait exercées par elle sur son adversaire n'étaient pas déniées, ou étaient dûment établies, devait donc nécessairement être condamnée à la peine de la contravention. Mais, en ce qui touche les dommages-intérêts réclamés par la partie civile, le juge avait plein pouvoir d'appréciation, et, notamment, il pouvait tenir compte de la provocation et des premiers torts imputables au plaignant lui-même. C'est à bon droit que, en l'espèce, il a refusé d'accorder les dommages-intérêts réclamés, alors surtout que la partie civile ne pouvait justifier d'un préjudice sérieux.

Tribunal de simple police de Redon
(Ille-et-Vilaine).

Président : M. ROBERT, juge de paix.

31 décembre 1892.

Embarras de la voie publique. — Excuse de nécessité. — Terrain affermé à une compagnie de chemin de fer. — Relaxe.

Un terrain, loué par une ville à une compagnie de chemin de fer, bien que livré à la circulation, ne peut pas être considéré comme un chemin ni une voie publique ; par suite, l'embarras d'un tel terrain ne tombe pas sous l'application de l'article 471, n° 4, du Code pénal, lequel prévoit et punit le fait d'embarrasser la voie publique sans nécessité.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Un sieur Étienne était poursuivi pour avoir laissé sur la place de Bretagne, à Redon, un tombereau chargé de boues et immondices ramassées la veille. Le prévenu invoquait deux moyens : 1° le terrain sur lequel a stationné son tombereau ne dépend pas de la voie publique; il est la propriété du chemin de fer d'Orléans; 2° la liquidité de la boue était telle qu'il lui était impossible de la transporter, ce qui constituait en sa faveur le cas de force majeure ou d'excuse de la nécessité. — Jugement en ces termes :

« LE TRIBUNAL : — Sur le premier moyen : — Attendu que l'article 471, § 4, du Code pénal n'est applicable qu'à ceux qui embarrassent la voie publique; qu'il résulte de l'enquête et d'un extrait d'un bail intervenu entre le directeur de la Compagnie du Chemin de fer d'Orléans et le maire de la ville de Redon, du 6 mai 1868, dûment approuvé, que le terrain dont s'agit a été affermé par cette Compagnie à la ville de Redon, moyennant un loyer annuel d'un franc, la durée de la location étant indéterminée; que ce terrain n'est donc pas la propriété de la ville, mais bien une propriété privée; qu'il importe peu qu'il soit affecté à l'usage du public et qu'il soit en fait annexé, pour un temps illimité, à la place de Bretagne; qu'en effet, la Cour de cassation a, le 20 mai 1834, jugé qu'un dépôt de matériaux fait sur une propriété privée et particulière, bien que disposée en forme de rue et livrée à la circulation, ne con-

stitue pas une contravention à l'article 471, n° 4, du Code pénal; qu'elle a, par différents arrêts, confirmé cette jurisprudence et décidé que les voies ouvertes à la circulation des habitants sur des terrains privés et non classés parmi les rues de la commune, conservent leur caractère de propriétés particulières (16 février 1883, 21 mai 1886); — Que plus récemment, le 28 février 1891, elle a encore jugé qu'une voie de communication dont l'assiette et les dépendances n'appartiennent pas au domaine public communal, et sur laquelle existerait même une servitude de passage au profit de la commune entière, ne saurait être considérée comme un chemin public dans le sens de l'article 479, n° 11, du Code pénal; — Attendu que sans qu'il soit nécessaire d'apprécier le second moyen, il y a lieu de dire que la contravention n'existe pas à défaut d'un arrêté du maire, etc. »

Observations. — Voir sur cette question l'arrêt de la Cour de cassation du 25 novembre 1892 et nos observations à la suite.

Justice de paix de Saint-Rambert
(Loire).

Président : M. TARCHIER, juge de paix.

13 avril 1893.

Vote public. — *Embarras.* — *Commune.* — *Maire.* — *Action possessoire.* — *Pouvoir de l'autorité municipale.* — *Complainte non recevable.* — *Domaine public.* — *Absence de préjudice.*

Le maire a, dans ses attributions, le pouvoir de réprimer les actes qui constituent un embarras de la voie publique.

C'est donc à tort que le maire d'une commune, au lieu d'user de son autorité et de ses pouvoirs sur cette voie publique, dirige contre l'auteur du fait reproché une action possessoire en complainte.

Le terrain qui a été reconnu faire partie de la voie publique est imprescriptible, et la commune n'a pas à se faire maintenir en possession de ce terrain.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

M. Barbier, agissant en qualité de maire de la commune de Chambles, a fait citer devant M. le juge de paix de Saint-Rambert le sieur Simond, propriétaire audit lieu, aux fins suivantes :

« Attendu que, depuis moins d'an et jour, le cité s'est permis de percer deux ouvertures donnant sur le communal de Mérieux, et cela à une distance moindre que la distance légale; — Attendu que, depuis la même époque, il a installé des égouts de toit de 85 centimètres de longueur se déversant sur le même communal; — Attendu que les biens privés des communes sont soumis aux mêmes règles que les biens des particuliers; — Attendu que le communal en question sert de pâturage à tous les animaux des habitants de Mérieux et n'est point affecté à un usage public, soit comme place, soit comme chemin; — Attendu que les deux faits ci-dessus constituent un trouble à la paisible possession et jouissance par les habitants de Mérieux du communal en question; — Attendu en troisième lieu que Simond a dénaturé le sol d'une partie de ce communal, en y fusant de la chaux et en y déposant des matériaux de construction, sans permission de ses copropriétaires; — Par ces motifs et autres qui seront

déduits à l'audience, entendre dire et prononcer, le cité : 1° que les faits par lui d'avoir, depuis moins d'an et jour, percé des ouvertures à une distance moindre que la distance légale, et installé des égouts sur le communal de Mérieux, sera pris pour trouble à la possession et jouissance de ce communal par les habitants du hameau; que ces derniers y seront maintenus; que Simond sera tenu de faire cesser les causes de ce trouble dans les quarante-huit heures de la signification du jugement à intervenir, sinon le requérant, es qualité, sera autorisé à le faire faire à ses frais; — 2° Et que, pour ce trouble, ainsi que pour avoir dénaturé le sol d'une partie de ce communal, s'entendre condamner à payer au requérant la somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts, les intérêts de droit et les dépens de l'instance. »

Le défendeur répond que le terrain où il a établi ses égouts et ouvert les jours de son bâtiment était non un communal, propriété privée du village de Mérieux, mais voie publique, tant comme chemin que comme place, qu'à ce titre il avait le droit d'y faire tomber ses égouts, comme d'y prendre les ouvertures et vues de sa maison; et pour en faire la constatation, il a demandé le transport du Tribunal sur les lieux litigieux, avec enquête et contre-enquête, s'il y a lieu, et ensuite son renvoi d'instance, sans dépens.

Le demandeur, es qualité, ayant déclaré ne pas s'opposer audit transport, un jugement a ordonné ce transport, qui a été effectué en la présence des parties, le 13 mars dernier, ainsi qu'il est constaté par un procès-verbal régulier, enregistré.

tré; et l'enquête et contre-enquête renvoyées d'abord à l'audience du 23 dudit mois de mars, puis à celle du 6 avril, où les témoins produits ont été entendus en la présence des parties.

Le 13 avril, jugement définitif en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance, jugement interlocutoire, procès-verbal de visite des lieux, enquête, dires et conclusions des parties, le tout susénoncé, et vidant notre délibéré; — Attendu qu'il résulte de la vue des lieux et des documents produits, que le terrain objet de l'action en complainte du demandeur est qualifié, sur lequel le défendeur a pris les jours de son bâtiment et établi un avant-toit ou stillicide, est un terrain non dépendant du domaine particulier à la collectivité des habitants du hameau de Mérieux, mais voie et place publique; — Que, si ce terrain figure sur le plan cadastral de la commune de Chambles, c'est sans numéro; — Qu'il n'est assujéti à aucun impôt; qu'à ce titre de voie et place publique, dont il a tous les caractères, il est imprescriptible et ne saurait faire, pour sa possession, l'objet d'une action en complainte; que M. le maire de la commune de Chambles, en sadite qualité, trouve dans les fonctions dont il est investi et dans la loi, toute l'autorité nécessaire pour réprimer tous empiètements ou usurpations qui pourraient être faits sur ledit terrain; — Attendu que, si les auteurs ne sont point d'accord sur la nature des droits d'accès, de jour et vue qui appartiennent aux riverains des

voies et places publiques, tous sont d'accord avec la jurisprudence pour reconnaître l'existence de ces droits, sauf leur réglementation par le maire et l'autorité compétente dans un intérêt général; — Attendu que c'est donc à tort que M. le maire de la commune de Chambles, demandeur, au lieu d'user de son autorité et de ses pouvoirs sur cette voie publique, a dirigé, ès qualité, contre le défendeur, l'action en complainte sur laquelle le Tribunal est appelé à statuer; — Sur le troisième chef de cette demande : — Attendu que si le défendeur reconnaît avoir fusé de la chaux pour sa construction sur ledit terrain, avoir aplani et comblé un trou qui était au devant de sa maison, il se défend d'avoir profité du terrain enlevé et du gazon qui s'y trouvait, ainsi que l'en a accusé sur les lieux le demandeur; que la preuve de ce fait n'a point été faite; qu'il ne faisait même point l'objet de la demande introductive d'instance; le demandeur, ès qualité, se contentant de réclamer le maintien dans la possession dudit terrain, qu'il disait commun, et, tant pour le trouble apporté à cette possession que pour avoir dénaturé le sol d'une partie de terrain, condamnation à une somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts; — Attendu que ce terrain étant voie publique, M. le maire, demandeur, trouvait dans sa qualité et ses attributions des pouvoirs nécessaires pour la répression de ces actes, qui ont été de simples embarras de la voie publique, sans dommages appréciables, actes contraires à la loi, mais le plus souvent tolérés, même dans des agglomérations plus impor-

tantes que Mérieux; — Que le conseil municipal de la commune de Chambles, appelé à donner son autorisation aux poursuites, paraît l'avoir si bien compris, que cette autorisation n'a été donnée qu'en laissant la responsabilité de l'instance aux habitants du village de Mérieux; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort; — Disons, sur les deux premiers chefs de la demande, que, dans les faits reprochés par le demandeur, ès qualité, au défendeur, il n'y avait pas lieu à action en complainte, ni au maintien de la commune de Chambles dans la possession annale du terrain dont s'agit, lequel terrain est voie et place publiques, à ce titre imprescriptible; — Sur le troisième chef de la demande, qu'il n'est justifié d'aucun préjudice : renvoyons en conséquence le défendeur de tous ces chefs, sans dépens; — Gondamnons le demandeur, ès qualité, en tous les dépens de ladite instance liquidés à 44 fr. 48, outre et non compris le coût et accessoires du présent jugement. »

Observations. — Si le terrain à l'occasion duquel a été intentée la complainte avait été un communal, faisant partie à ce titre du domaine privé de la commune, l'action possessoire eût été recevable, parce que les biens privés des communes sont prescriptibles comme tous autres, et qu'une entreprise ou une anticipation sur ce terrain pouvait procurer une possession utile, de nature à faire acquérir plus tard la prescription; mais le maire, demandeur

en l'espèce, s'était trompé, paraît-il, et de la descente des lieux et de l'enquête, il est résulté, pour le juge saisi, la preuve que le terrain dont s'agit faisait partie de la voie publique, c'est-à-dire du domaine public imprescriptible. Dès lors, l'action possessoire n'était pas recevable ni fondée, le maire pouvant, de sa propre autorité, faire cesser l'usurpation ou l'embarras de la voie publique, et demander la répression du fait devant le juge compétent pour connaître de la contravention. Cependant nous devons signaler un arrêt de la Cour de cassation du 9 janvier 1872 qui décide que, même à l'égard des biens du domaine public, l'État ou la commune ont le droit, en cas de trouble, d'exercer l'action possessoire contre les particuliers. V° ANNALES 1872, p. 131.

Just. de paix du cant. ouest de Cambrai (Nord).

Président : M. VEBER, juge de paix.

27 mai 1893.

Action possessoire. — Ruelle. — Mitoyenneté. — Copossession. — Titres. — Trouble. — Dommages-intérêts.

Le copossesseur d'une ruelle séparative de deux héritages est recevable, en cas de trouble, à exercer l'action possessoire en maintenance de la jouissance de cette ruelle.

Le juge saisi de l'action peut consulter les titres pour caractériser la possession.

Lorsque la jouissance de la ruelle commune a été interrompue pendant un certain temps par l'établissement d'un mur ou d'une barrière, le demandeur est en droit de réclamer, outre la suppression du nouvel œuvre constituant le trouble, la réparation du préjudice causé.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré et faisant droit ; — En fait ; — Vu la citation introductive d'instance du 9 mars dernier, notre jugement interlocutoire du 8 avril suivant, notre procès-verbal de visite des lieux du 21 du même mois, et notre procès-verbal d'enquête du 13 mai courant, tous actes enregistrés ou qui le seront avant ou avec le présent ; — Attendu que le demandeur conclut à être maintenu dans sa possession plus qu'annale d'une ruelle située à Fontaine-Notre-Dame, entre un bâtiment en nature de grange qui lui appartient et la maison de la défenderesse, et à ce que celle-ci soit condamnée à démolir le mur qu'elle a construit à travers cette ruelle, dans le courant de juin dernier et qui le trouble dans sadite possession en l'empêchant d'y passer ; — Attendu que la défenderesse reconnaît la construction du mur, se prétend seule propriétaire de la ruelle litigieuse et dit que la possession invoquée par son adversaire est précaire et a toujours été exercée à titre de tolérance ; — Attendu que les parties qui avaient offert de produire leurs titres de propriété à l'appui de leurs prétentions et conclusions, ne nous les ont pas remis, parce qu'ils ne font pas mention de la ruelle qui sépare leurs bâtiments ; — Attendu qu'il résulte de la visite des lieux ce qui suit : — 1° Le bâtiment du demandeur est séparé de la maison de la défenderesse par une ruelle large de 85 centimètres à la partie antérieure et de 95 centimètres à la partie postérieure ; — 2° Sur le de-

vant de cette ruelle se trouve une porte en lattes ou à claire-voie, pendue au moyen de gonds au mur de la grange du demandeur, fermant sans clenche ni loquet contre le mur de la maison de la défenderesse, mur qu'elle touche légèrement ; — 3° A l'extrémité postérieure de cette ruelle s'élève un mur de construction récente, haut de 1^m,46, long de 98 centimètres et épais de 23 centimètres, placé en travers de la ruelle qu'il bouche complètement ; il touche le mur de la défenderesse et laisse un vide de quelques centimètres contre le pignon du bâtiment du demandeur. La défenderesse avoue qu'elle l'a construit depuis moins d'un an pour empêcher le demandeur et ses locataires de passer par ladite ruelle ; — 4° La gouttière du toit de la défenderesse a 15 centimètres de largeur et déverse les eaux pluviales dans la ruelle. Ce toit est en tuiles et était autrefois, d'après les dires non contestés de la veuve Lemaire, en chaume, ce qui donnait un égout ou stillicide plus large ; — 5° Le mur de la grange du demandeur est un pignon et n'a pas de gouttière vers la ruelle. M^{me} Lestoille affirme que cette grange, autrefois couverte en chaume, avait un toit à quatre pans dont un incliné vers la rue, dans laquelle il déversait les eaux pluviales ; — 6° L'entrée du jardin du demandeur est plus commode et plus facile par la cour et la grange que par la ruelle, car cette grange et cette cour sont très larges et offrent un passage même avec des voitures chargées de récoltes ; — 7° Le plan cadastral, l'état de section et la matrice cadastrale indiquent que la ruelle fait partie des

numéros 1730 et 1734, qui appartiennent au demandeur depuis 1881 et qui ont appartenu depuis 1847 aux père et mère de sa défunte femme. Donc, la contribution foncière a été payée tous les ans par les auteurs de la femme Bracq d'abord, et ensuite par Bracq lui-même, depuis 1847 jusqu'à ce jour; — Attendu que le témoin Dureux, âgé de quarante-cinq ans, dépose qu'à l'âge de huit ou neuf ans, c'est-à-dire il y a trente-six ou trente-sept ans, il a passé par la ruelle litigieuse; qu'il a toujours vu, depuis qu'il se rappelle, la porte à l'entrée de la ruelle et que la toiture de la grange de Bracq était alors en chaume, à quatre pans, dont un déversait les eaux pluviales dans ladite ruelle; — En droit: — Vu l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 25 mai 1838; — Attendu que le juge de paix peut connaître des questions se rattachant à la mitoyenneté, si l'action est introduite sous forme d'action possessoire et s'il n'a à statuer que sur le maintien de la possession annale; que c'est là le cas dans la cause qui nous est soumise; — Attendu que le demandeur invoque la mitoyenneté de la ruelle litigieuse et que la défenderesse la lui conteste et prétend en avoir seule la possession légale et la propriété exclusive, sans étayer sa prétention d'aucun titre, d'aucune preuve autre que l'égout de son toit qui y déverse les eaux pluviales; — Attendu que la loi répute mitoyens les murs, haies ou fossés qui séparent les héritages, s'il n'y a, dit-elle, titre ou marque du contraire; que les motifs qui l'ont déterminée à présumer cette mitoyenneté s'appliquent également aux

venelles ou ruelles étroites existant entre les habitations; que la destination de ces ruelles ou venelles étant de recevoir le stillicide des maisons, de servir à l'écoulement des eaux ménagères, leur existence seule fait présumer qu'elles ont été établies dans l'intérêt commun des deux habitations limitrophes, à moins que le propriétaire de l'une d'elles ne produise un titre ou ne justifie, par la possession, son droit à la propriété exclusive de la venelle (Cour d'appel de Pau, 29 mars 1867; ANNALES DES JUSTICES DE PAIX 1867, p. 411); — Attendu que les venelles ou ruelles doivent être considérées comme le seraient les murs séparatifs, dans les localités où les murs sont en usage; que les mêmes présomptions doivent donc être admises à leur égard; que M. Rendu, dans l'édition du *Code des constructions*, par Perrin, dit « que le terrain des ruelles ou venelles est « réputé mitoyen, s'il n'existe ni « titre ni prescription contraires »; — Attendu que ces autorités, jointes à l'existence depuis plus d'un et jour, même depuis plus de trente ans, de la porte placée par le demandeur et ses auteurs à l'entrée de la ruelle du stillicide du toit en chaume de sa grange, qui déversait autrefois les eaux pluviales dans la ruelle, sont des présomptions en faveur de la mitoyenneté invoquée par le demandeur, présomptions que la défenderesse n'a détruites par aucune preuve et qu'elle n'a même pas essayé de détruire; — Attendu que la présomption de mitoyenneté établie par l'article 653 du Code civil ne peut cesser que dans deux cas : 1^o s'il y a titre contraire; 2^o s'il y a marque ou preuve de non-

mitoyenneté; qu'aucun de ces cas n'existe dans la cause; — Attendu, par conséquent, que la possession annale du demandeur, avant le trouble dont il se plaint, possession que la défenderesse a prétendue être précaire, a été au contraire continue, non interrompue, paisible, publique, non équivoque, exercée à titre de copropriétaire, et réunit par conséquent tous les caractères de l'article 2229 du Code civil; — Attendu que le juge du possessoire n'étant pas seulement juge du fait matériel de la possession, mais étant surtout juge de la possession civile dont il doit vérifier les caractères légaux, ne peut se dispenser, pour faire cette appréciation, de consulter les titres, de faire l'examen de l'état des lieux et de certains faits de possession, comme aussi des présomptions légales (Cass., 6 décembre 1853, ANNALES 1855, p. 22); — Attendu qu'il est de jurisprudence que, si le copropriétaire de la chose mitoyenne fait un travail en violation de la loi sans le consentement de l'autre copropriétaire, celui-ci est fondé, dans l'année du nouvel œuvre, à se dire troublé dans sa copossession annale et à intenter la plainte; que le juge peut dans ce cas ordonner la destruction des travaux, le rétablissement des lieux dans leur état primitif et condamner l'auteur du trouble à des dommages-intérêts; — Attendu que, quand le demandeur pour obtenir la suppression d'ouvrages faits par le défendeur, invoque à la fois un droit de mitoyenneté et des faits de possession, le juge peut, sans cumuler le possessoire avec le pétitoire, apprécier ce droit de mitoyenneté, s'il résulte

de la question posée dans le point de droit et du dispositif de sa décision que ces expressions ne concernent réellement que la possession et ne touchent pas au fond du droit, à la question de propriété, laquelle ne peut pas être résolue par lui (Cass., 17 juillet 1867, ANNALES 1868, p. 76); — Attendu que, la défenderesse n'ayant fourni aucune preuve à l'appui de ses prétentions, il faut admettre les conclusions du demandeur et déclarer recevable l'action pour trouble de possession; — Attendu que Bracq et ses locataires étant privés de la jouissance de la ruelle depuis le mois de juin 1892, c'est-à-dire depuis près d'un an, la demande en dommages-intérêts est fondée; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux frais; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort; — Disons que le demandeur a la possession annale de la ruelle litigieuse à titre de copropriétaire mitoyen et que la défenderesse, en obstruant cette ruelle par un mur édifié en travers, l'a troublé dans cette possession; ordonnons à la défenderesse de démolir ledit mur dans les vingt-quatre heures de la signification de notre présente décision, sinon et passé ce délai, autorisons Bracq à le faire aux frais de la veuve Lemaire; faisons défense à celle-ci de troubler à l'avenir son adversaire dans la copossession de la ruelle mitoyenne, et pour l'avoir fait, la condamnons à lui payer la somme de 20 francs à titre de dommages-intérêts; la condamnons en outre en tous les dépens liquidés à..., non compris l'enregistrement du présent jugement ni les frais de signification

et d'exécution, auxquels, le cas échéant, elle est également condamnée; mettons à la charge du demandeur les frais faits au sujet du témoin reproché, lesquels s'élèvent à 98 centimes. »

Observations. — Ce jugement très complet est en même temps très exact. Voir dans le sens des solutions qu'il contient les arrêts qui y sont cités.

Justice de paix de Mont-Saint-Vincent
(Saône-et-Loire).

Président : M. LAIZON, juge de paix.

19 mai 1893.

Action personnelle et mobilière. — Demande en paiement du prix de fournitures de pain. — Prescription.

Lorsque le demandeur en paiement du prix des fournitures par lui faites à un défendeur non marchand, ne produit ni arrêté de compte, ni cédula, ni obligation de ce dernier, desquels il puisse faire ressortir la preuve de la créance dont il poursuit le paiement, l'exception de prescription qui lui est opposée par le défendeur ne peut être combattue que par la délation de serment sur la question de savoir si la chose a été réellement payée, et ce, conformément à l'article 2275 du Code civil.

Lorsque le demandeur n'a pas usé de ce moyen, il n'appartient pas au juge de la contestation de déferer le serment d'office.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Parties ouïes ; — Vu les articles 2272, 2274, 2275 et 1352 du Code civil ; — Attendu que la demande a pour objet le paiement de la somme de

104 francs pour fournitures de pain ; — Attendu que Blaizot ne méconnaît pas l'existence des fournitures dont s'agit ; mais qu'il prétend en avoir payé le montant le 12 mai 1889, jour de son départ du Creuzot, et, à défaut de pouvoir représenter une quittance, qui ne lui a pas été donnée, il a invoqué le bénéfice de la prescription ; — Attendu que, sans pouvoir indiquer exactement la date à laquelle il a fait les fournitures de pain dont aujourd'hui il réclame le paiement, Theureau est d'accord pour reconnaître qu'elles remontent à plusieurs années ; en tout cas, à plus d'une année ; que, néanmoins, il persiste dans sa demande, fondée sur la taille présentée, que Blaizot aurait certainement retirée ou anéantie si, ainsi qu'il l'allègue, il s'était réellement libéré ; — Sur l'exception : — Attendu que Blaizot oppose à l'action dirigée contre lui par Theureau la prescription annale de l'article 2272 du Code civil ; — Attendu qu'il est de principe, depuis longtemps consacré par la jurisprudence et admis par la majorité des auteurs, que les courtes prescriptions des articles 2271 et suivants du Code civil, et spécialement celle d'une année établie par l'article 2272, en ce qui concerne l'action des marchands pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands, étant fondées sur une présomption légale de paiement, constituent une exception péremptoire, n'admettant pas la preuve contraire et ne pouvant être combattue que dans les formes et par les moyens organisés par les articles 2274 et 2275 du même Code ; — Attendu que Theu-

reau ne produisant ni arrêté de compte approuvé par le défendeur, ni cédula, ni obligation de ce dernier, desquels il puisse faire ressortir la preuve de la créance dont il poursuit le paiement; la seule preuve par laquelle il puisse utilement résister à l'exception qui lui est opposée est celle qui se trouve inscrite dans ledit article 2275, c'est-à-dire la délation de serment à son adversaire sur la question de savoir si la chose a été réellement payée; — Attendu que Theureau n'ayant pas usé de ce moyen, il ne nous appartient pas de déférer le serment d'office; que ce serait là commettre un excès de pouvoir; — Attendu que, par suite de ce qui précède, il n'échet pas de rechercher et d'examiner si le fait par Theureau d'être encore en possession de la taille sur laquelle ont été marquées les fournitures faites ne pourrait pas, dans l'espèce, la demande ne dépassant pas 150 francs, constituer une présomption suffisante pour faire accueillir sa demande, puisque les présomptions sont, en cette matière, un mode de preuve prohibé, comme contraire au texte et à l'esprit des articles de loi susvisés; — Attendu que Theureau étant marchand et Blaisot un simple particulier non marchand, il en résulte que l'exception soulevée par ce dernier est fondée et doit être admise; — Attendu que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort, accordons à Blaisot le bénéfice de l'article 2272 du Code civil, et, par suite, déboutons le sieur Theureau de sa demande et le condamnons aux dépens. »

Observations. — Le serment, que l'article 2275 du Code civil autorise le demandeur à déférer au défendeur, lorsque celui-ci lui oppose la prescription, est une dernière ressource que la loi accorde au prétendu créancier pour écarter la présomption de paiement que suppose toute prescription à court terme. Il appartient à la partie elle-même d'user de ce moyen; mais si elle ne demande pas à déférer le serment, le juge du litige ne peut pas le déférer d'office, pas plus qu'il ne devrait statuer *ultra petita*.

Justice de paix du canton de Roye
(Somme).

Président : M. OSCAR BARON, juge de paix.

18 décembre 1891.

Commerçant. — *Travaux d'embellissement à la devanture du magasin.* — *Incompétence.*

Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître de la demande en paiement dirigée par un entrepreneur contre un chapelier, pour travaux d'embellissement à la devanture de son magasin, surtout si ce dernier n'est que locataire.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu qu'il résulte de la combinaison des articles 631 et 638 du Code de commerce, que la compétence des Tribunaux consulaires n'existe pas seulement à raison des actes de commerce énumérés aux articles 632 et 639 du Code de commerce, mais aussi à raison de tout engagement pris par un commerçant, ayant pour cause et pour but principal les

intérêts de son commerce (Cass., req., 28, janvier 1878); — Qu'en conséquence, si en faisant exécuter des travaux à sa maison de commerce, le négociant s'engage non à raison de sa vie privée, mais de son entreprise commerciale, la contestation qui s'élève à ce sujet existe bien entre commerçants et rentre dès lors dans la compétence commerciale visée par l'article 631 du Code de commerce; — Attendu que l'incompétence du juge de paix en matière d'engagements commerciaux est une incompétence *ratione materiæ*, qu'elle est d'ordre public et doit être relevée d'office par le juge; — Attendu que la dame Rousmans est chapelière à Roye; qu'elle est locataire d'une maison en ladite ville, rue Saint-Pierre; que lors de son installation dans ladite maison ou peu de temps après, en mars 1891, elle a fait faire par Wantot, entrepreneur de maçonnerie à Roye, des travaux d'aménagement et d'embellissement à la devanture du magasin, notamment un soubassement en granit; qu'elle a fait placer de nouveaux marbres et réparer les anciens, installer un trottoir en pavés céramiques; — Attendu que tous ces travaux effectués par cette locataire pour rendre le magasin plus accessible, d'un aspect plus coquet et plus engageant, n'ont eu d'autre but que de flatter le client et de l'attirer; qu'ils ont donc été faits dans l'intérêt de l'entreprise commerciale de la dame Rousmans; — Attendu par suite que nous sommes incompétent pour connaître du litige qui nous est soumis; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, nous déclarons incompétent, renvoyons les parties

à se pourvoir comme elles l'entendront et condamnons Wantot aux dépens. »

Observations. — Solution exacte. Le juge de paix est absolument incompétent pour connaître de la demande en paiement de travaux faits par un commerçant pour un autre commerçant et pour les besoins du commerce de ce dernier. Nous avons déjà rapporté plusieurs décisions en ce sens.

Just. de paix du cant. ouest de Cambrai (Nord).

Président : M. VEBER, juge de paix.

9 février 1893.

Domestique. — *Demande en paiement de gages. — Prescription à court terme. Rejet de l'exception. — Condamnation.*

Le maître actionné en paiement de gages dus à des domestiques de ferme n'est pas recevable à opposer la prescription, lorsqu'il a commencé par nier la dette.

Le juge saisi de la demande, alors même que le calcul des gages dus aux demandeurs excède le chiffre réclamé par eux, ne peut statuer *ultra petita*, et, par suite, ne peut allouer que la somme demandée dans la citation.

Ainsi décidé par le jugement suivant, qui explique suffisamment les faits de la cause :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré et faisant droit; — Vu l'article 5, § 3, de la loi du 25 mai 1838, sur la compétence; — Attendu que les demandeurs réclament du défendeur paiement de 1 551 fr. 66, se décomposant ainsi : 1° 80 francs pour les gages du demandeur,

comme domestique de culture, à raison de 40 francs par mois, pendant les mois de juin et de juillet 1890, qui ne lui ont pas été payés ; — 2° 688 fr. 33 pour ses gages, du 4 août 1890 au 24 mars 1892, à raison de 35 francs par mois ; 3° 783 fr. 33 pour les gages de sa femme, comme servante de culture, du 1^{er} mai 1890 au 10 janvier 1893. à raison de 25 francs par mois ; — Attendu que Frémery, qui est le neveu de Boutrouille, a été à son service avant le 4 août 1890 et touchait des gages mensuels de 40 francs ; — Attendu qu'il résulte des débats, des aveux des parties, des plaidoyers et des circonstances de la cause, que la femme Frémery a été chez Boutrouille depuis le mois d'avril 1883 jusqu'au 11 février 1890, sans qu'il y ait eu convention relativement à la quotité de ses gages ; qu'elle a dû alors quitter le service de son maître, parce que celui-ci voulait la contraindre à épouser son neveu Frémery et parce qu'elle voulait épouser un autre ; que, pour obtenir la rémunération de ses longs services, elle a été obligée, comme aujourd'hui, d'actionner Boutrouille devant nous et d'obtenir contre lui condamnation en 1080 francs par notre jugement du 17 avril 1890 ; que Boutrouille a interjeté appel de ce jugement et s'est désisté ensuite ; que, pour atteindre son but, le mariage de son neveu Frémery avec son ancienne servante, Victorine Duforêt, il a repris celle-ci chez lui et a promis à ces jeunes gens toute sa fortune et de les considérer comme ses enfants et ses seuls héritiers ; que le mariage a été contracté dans ces conditions ; que les époux Frémery

sont restés chez Boutrouille et lui ont fait tous ses travaux sans que des gages aient été stipulés, mais avec la conviction que leur oncle tiendrait sa promesse et leur laisserait son bien pour prix de leurs peines et de leurs travaux ; qu'ils l'ont quitté parce qu'il a séparé Frémery de sa femme et l'a obligé à coucher à l'écurie afin d'empêcher la naissance d'autres enfants ; que leur départ a donc eu une cause juste et morale et a été motivé par les exigences immorales de Boutrouille ; que, dans ces circonstances, n'ayant plus la rémunération de leurs services dans la perspective d'être les héritiers ou les donataires de Boutrouille, ils ont droit à des gages, car toute peine mérite salaire et tout travail doit être rémunéré, à moins que la gratuité n'en ait été convenue, ce qui n'est pas le cas dans la cause ; — Attendu que Boutrouille reconnaît qu'il n'a pas payé aux demandeurs les gages réclamés ; prétend les avoir rémunérés suffisamment avec le logement, la nourriture et les vêtements, et invoque la prescription de l'article 2271 du Code civil pour les gages antérieurs au 24 mars 1892, et dit ne rien devoir à la demanderesse pour le temps postérieur, l'ayant eue à sa charge avec ses deux enfants ; — Attendu que les prescriptions à court terme étant fondées sur une présomption de payement, ne peuvent être utilement invoquées lorsque des débats, des explications des parties et des circonstances de la cause, il résulte, au contraire, la présomption ou la certitude de non-payement ; que celui qui a nié sa dette est non recevable à opposer ensuite la prescription des arti-

cles 2271 et 2272 du Code civil, car cette négation implique nécessairement la reconnaissance que le débiteur ne s'est pas libéré; qu'il a été jugé que la prescription de l'article 2271 est fondée sur une présomption de paiement et est inapplicable à celui qui reconnaît n'avoir pas payé la somme réclamée (Cass., 20 novembre 1889, *ANNALES* 1890, p. 370); — Attendu que tous les domestiques, en général, sauf de très rares exceptions, sont logés et reçoivent encore des gages; — Attendu que ces gages n'ayant pas été fixés, il nous appartient de les évaluer; que nous possédons les éléments nécessaires pour les établir équitablement, en tenant compte au défendeur des vêtements qu'il a fournis à ses adversaires et à leurs deux enfants et de la nourriture de ces enfants; — Attendu que, pour Frémery, il y a lieu de prendre pour base les gages de 40 francs qu'il a touchés avant son mariage, et de les diminuer de 5 francs par mois à cause des dépenses occasionnées par ses enfants; qu'il est donc équitable de lui accorder 35 francs par mois, soit pour dix-neuf mois et vingt jours, 688 fr. 33; — Attendu que la femme Frémery, tout en élevant ses enfants, a servi au défendeur de servante de culture et d'intérieur et a fait les travaux de cette charge; que ses gages ont été fixés à 25 francs par mois par notre dit jugement du 17 avril 1890; qu'aujourd'hui, elle est plus âgée et plus forte et mériterait une rémunération supérieure; mais, qu'à cause de l'entretien de ses enfants, il y a lieu de ne lui allouer que cet ancien chiffre mensuel; qu'il lui est donc dû 808 fr. 33 pour trente-deux mois

et dix jours; — Attendu, en résumé, qu'il revient aux époux Frémery : 1° 80 francs pour les gages du mari pendant les mois de juin et juillet 1890; 2° 688 fr. 33 pour ses gages du 4 août 1890 au 24 mars 1892; 3° 808 fr. 33 pour les gages de la femme du 1^{er} mai 1890 au 10 janvier 1893, soit, au total, 1 576 fr. 66; que, par suite d'une erreur de calcul, la citation ne porte, pour la femme, que 783 fr. 33, et, au total, que 1 551 fr. 66; qu'il y a lieu de n'accorder que ces deux derniers chiffres, afin de ne pas tomber dans le vice *ultra petita*; — Attendu que les intérêts courent du jour de la demande et que la partie qui succombe doit être condamnée aux frais; — Statuant contradictoirement et en premier ressort, condamnons le défendeur à payer aux demandeurs la somme de 1 551 fr. 66, les intérêts du jour de la demande et les frais liquidés à 10 fr. 62, non compris l'enregistrement du présent jugement. »

Observations. — Solutions exactes et consacrées par une jurisprudence constante, que nous avons eu bien souvent l'occasion de rappeler. — Voir, au surplus, dans nos *ANNALES* l'arrêt cité dans la sentence.

Justice de paix de Bourg-de-Viss
(Tarn-et-Garonne).

Président : M. GALY, juge de paix.

1^{er} juillet 1893.

Passage. — Servitude. — Action possessoire. — Bornage. — Compétence du juge de paix.

Le propriétaire d'un champ est recevable et fondé à intenter l'action posses-

soire pour trouble résultant de ce que le défendeur a exercé un passage auquel il avait droit sur le côté nord de ce champ, alors qu'il était seulement en possession du passage sur le côté sud, et que le nouveau passage ainsi pratiqué est plus dommageable pour le demandeur propriétaire du fonds servant.

Le juge de paix est certainement compétent pour statuer sur une telle demande, ainsi que sur une demande en bornage intentée au cours de l'action possessoire.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Par exploit de Dubon, huissier, en date du 25 mai dernier, enregistré, Lafage a déclaré au sieur Montagnac « qu'il ne saurait disconvenir que le requérant possède sur la section C de la commune de Miramont et sous les numéros 57 et 58 du plan cadastral de cette commune une parcelle de terre aboutissant par sa partie supérieure au chemin vicinal de Miramont à Bourg-de-Visa ; — Que dans la partie inférieure de cette parcelle, le sieur Montagnac en possède une autre limitrophe, comprise sous le numéro 62, mêmes plan et section ; — Que pour l'exploitation de sa parcelle, ledit Montagnac ou les précédents propriétaires ont toujours exercé une servitude de passage au midi de la parcelle du requérant, sur la propriété de ce dernier ; — Que contrairement aux précédents établis, ledit Montagnac veut se créer une autre servitude de passage au nord de la parcelle appartenant au requérant, de sorte qu'il résulte de ce fait un préjudice considérable pour ce dernier » ; — En conséquence, il a donné citation audit sieur Montagnac à comparaître le 27 mai courant à l'au-

dience et par-devant M. le juge de paix du canton de Bourg-de-Visa, en son prétoire, sis hôtel de la mairie de ladite ville, pour là étant : — « Attendu que c'est sans droit, titre ni qualité que ledit Montagnac veut se créer une servitude nouvelle pour la desserte du numéro 62 ; que l'ancienne servitude que le requérant a toujours respectée et qu'il ne conteste pas d'ailleurs au sieur Montagnac est suffisante pour les besoins à l'usage desquels elle a été créée ; — Attendu que les faits reprochés à Montagnac et tendant à l'établissement d'une servitude nouvelle, au nord de la parcelle du requérant, doivent être pris comme un trouble à la possession annale de cette parcelle ; — Entendre dire et ordonner que ledit Lafage est maintenu dans cette possession avec défense audit Montagnac de l'y troubler à l'avenir ; — Entendre donner acte au requérant de ce qu'il ne conteste pas la servitude existant au profit de Montagnac sur la partie sud de ladite parcelle et s'entendre en outre, ce dernier, condamner en 100 francs de dommages-intérêts et aux dépens sous toutes réserves de droit. »

Lecture faite de la citation, le sieur Montagnac a conclu à être maintenu dans le droit de servitude de passage sur la partie nord, attendu qu'elle a toujours été exercée en cet endroit. Il conclut encore à ce que Lafage soit débouté de sa demande, offrant de prouver ses prétentions, tant par titres que par témoins, et que reconventionnellement Lafage soit condamné en 100 francs de dommages-intérêts et aux dépens.

Les parties ont déclaré qu'en de-

hors de la servitude dont il est ci-dessus parlé, il y a lieu de procéder à un bornage, le défendeur prétendant qu'il lui manque une contenance de 2 ares 36 centiares.

Par jugement du 3 juin 1893, le juge de paix a ordonné une visite de lieux et commis un géomètre pour procéder à l'arpentage des fonds litigieux.

Après visite des lieux, arpentage et nouvelles conclusions des parties, dont l'une déclinait la compétence du juge saisi, jugement définitif en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu 1° la citation introductive d'instance; 2° notre jugement interlocutoire en date du 3 juin dernier; 3° notre procès-verbal d'enquête du 15 juin dernier; 4° le rapport de l'expert; 5° les articles 5, § 1^{er}, et 6, § 2, de la loi du 25 mai 1838; — Vu les titres des parties, où ces dernières en leurs dires, conclusions et expertises; — Attendu que par acte du 15 décembre 1869, reçu par M^e Chanut, notaire à Touffailles, Lafage a acquis des dames Allègre et Gayral, la pièce de terre sur laquelle Montagnac exerce une servitude; que cet acte se borne à dire que cette pièce est vendue avec ses servitudes actives et passives, occultes ou apparentes; — Attendu que Lafage a actionné Montagnac en trouble avec 100 francs de dommages-intérêts, pour depuis moins d'un an, ledit Montagnac être passé sur le côté nord de la pièce de terre Lafage, ce dernier prétendant être débiteur d'une servitude de passage sur le côté sud seulement, et que dans sa demande en dommages-intérêts se trouve comprise la valeur des

pieds de vigne que Montagnac a détruits en passant avec un charretin; — Attendu que le seul titre produit par Montagnac, qui est l'expédition de l'acte d'acquisition d'une partie de sa propriété, est absolument vague, tant pour la servitude que pour la contenance; — Attendu qu'en réponse à cette action, Montagnac a soulevé l'exception d'incompétence sans la baser sur aucun motif; — En ce qui concerne l'incompétence : — Attendu qu'il s'agit en l'espèce d'une servitude de passage qui aux termes de l'article 691 du Code civil ne peut s'acquérir que par titre; — Attendu que Montagnac ne justifie par aucun titre qu'il ait le droit de servitude de passage du côté nord de la propriété de Lafage; — Attendu qu'à l'audience du 3 juin dernier, Montagnac a été le premier à demander l'arpentage et le bornage, afin de savoir si réellement Lafage n'avait pas trop de contenance, ce que ce dernier a accepté; — Que faisant droit à ces conclusions un expert a été nommé; — Attendu que sur les lieux et sur la production des titres susénoncés, il a été convenu entre toutes les parties que l'expert se livrerait seulement à la recherche des bornes et à l'arpentage de la propriété Lafage, déclarant accepter sa décision; — Attendu qu'au moment où l'expert a fait son rapport verbal, après serment prêté, le défendeur n'a fait aucune objection, alors surtout que ce rapport lui était complètement défavorable, puisqu'il établit que la propriété de Lafage n'a qu'une contenance de 32 ares 2 centiares, alors qu'elle devrait avoir celle de 32 ares 98 centiares, d'où

il résulte qu'il manque à Lafage 96 centiares, tandis que Montagnac prétendait qu'il avait en trop une contenance de 2 ares 36 centiares; — Attendu que c'était bien le moment pour Montagnac et encore pour son conseil de protester et d'invoquer n'importe quel motif pour écarter notre compétence; que tous deux ont même accepté au moins d'une manière tacite la décision de l'expert; — Attendu que si Montagnac a déposé des conclusions tendant à l'incompétence à l'audience du 24 juin, c'est qu'il a vu que l'enquête lui était défavorable (comme il sera dit ci-après) aussi bien que le rapport de l'expert, dont il avait déjà pris connaissance; — Attendu qu'il n'a même su exprimer le moindre motif ni mécontentement pour justifier notre incompétence; — Attendu, il est vrai, que l'incompétence *ratione materiæ* peut être demandée en tout état de cause, mais il ne s'ensuit pas que pour la faire admettre, il puisse dépendre du caprice de l'une des parties afin de changer le degré de juridiction à l'encontre de l'autre partie, et c'est ce qui arriverait si sur de simples allégations, le juge de paix était obligé de se dessaisir de l'affaire, lors même qu'il n'apparaît aucun titre, ce qui a eu lieu dans l'espèce, pour n'importe quelle justification; — Attendu que d'après la jurisprudence, le juge de paix a le droit et même le devoir d'examiner les titres de propriété et de les apprécier au point de vue possessoire seulement (dans lequel point nous nous sommes renfermé absolument), afin de s'assurer si la possession invoquée n'est pas entachée de

précarité ou de tolérance; — Attendu que de ce qui précède, il résulte qu'il convient de retenir la cause, alors surtout que nous n'avons à statuer sur la validité d'aucun titre; — En ce qui concerne le rapport de l'expert: — Attendu que de l'examen par nous fait des lieux, ainsi que de l'appréciation des opérations de bornage et d'arpentage, il résulte que le tout est régulier, que par suite il y a lieu de le reconnaître exact; — En ce qui concerne les dommages: — Attendu que de l'enquête, il résulte que Montagnac n'est passé du côté nord de la propriété Lafage que la seule fois qui lui est reprochée; que non seulement les témoins du demandeur, mais même ceux du défendeur sont tous d'accord pour déclarer que Montagnac et ses précédents propriétaires sont passés avec charrette et bœufs attelés sur la propriété d'un voisin nommé Combedalma et à piétons quelquefois sur le côté sud de la pièce de terre Lafage, endroit où le chemin est tracé d'une manière très visible; — Attendu que Montagnac n'a toujours demandé qu'un chemin; — Attendu que Lafage a demandé acte dans la citation de ce qu'il offrait le chemin sur le côté sud, offre qu'il a toujours maintenue; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède, que si Montagnac est passé sur le côté nord de la pièce de terre Lafage, ce n'est que dans un but de taquinerie, alors surtout que cette partie de propriété était plantée en vigne, et que de plus, pour se faciliter le passage, Montagnac s'est vu obligé de combler de pierres le fossé longeant le chemin de grande communication,

tandis que pour le service du chemin tracé sur le côté sud, une passerelle existe depuis longtemps; — Attendu que du côté sud un chemin est établi d'une manière convenable, alors que du côté nord, il n'y a trace d'aucun; — Attendu qu'il y a lieu par conséquent de rejeter les prétentions de Montagnac comme non fondées; — Attendu que dans l'évaluation des dommages il y a lieu de tenir compte de deux faits : 1° celui d'avoir troublé la possession du demandeur, dans le but de se créer un nouveau passage; 2° celui d'avoir détruit en passant avec un charretin sur le côté nord, de quinze à vingt pieds de vigne; — Attendu que la demande est exagérée et que nous avons les éléments nécessaires pour les évaluer, les ayant vus nous-même, lors de notre visite des lieux; — Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens; — Par ces motifs, vidant notre délibéré, statuant contradictoirement en premier ressort, nous déclarons compétent; homologuons le rapport de l'expert; — Disons que Montagnac est passé sans droit sur le côté nord de la pièce de terre Lafage, ainsi que cela résulte de l'enquête et de notre visite des lieux, faisons défense à Montagnac de revenir passer sur le côté nord; le condamnons tant pour le trouble que pour la valeur des pieds de vigne en 50 francs de dommages-intérêts; le condamnons en outre en tous les dépens liquidés à...; — rejetons la demande reconventionnelle comme non fondée. »

Observations. — Tout fait nouveau qui tend à aggraver ou à

rendre plus onéreux pour le propriétaire du fonds servant l'exercice d'une servitude de passage d'ailleurs non contestée doit être considéré comme constituant un trouble pouvant donner ouverture à la complainte. Il en est ainsi notamment du fait, par le défendeur, d'avoir, depuis moins d'un an et jour, changé l'assiette du passage, de l'avoir pratiqué au nord, alors qu'avant le trouble, il l'avait toujours pratiqué au sud, ou réciproquement, surtout si ce nouveau passage ainsi exercé est de nature à causer un préjudice au débiteur de la servitude. Quant à l'exception d'incompétence, elle devait être évidemment rejetée. Le juge de paix est toujours exclusivement compétent pour statuer en premier ressort sur une action possessoire, quels que soient les moyens respectivement invoqués par les parties en cause, et alors même que l'une d'elles invoquerait ses titres et des moyens du fonds, c'est au juge de paix qu'il appartient de connaître de l'action, à condition qu'il ne statue que sur le possessoire.

Justice de paix de Castelsarrasin
(Tarn-et-Garonne).

Président : M. CARLES, juge de paix (1).

24 septembre 1892.

Action possessoire. — Passage. — Enclave. — Cassation. — Possession continuée.

Lorsque l'enclave a cessé depuis plus de trente ans, celui qui exerce sur le fonds voisin une servitude de passage

(1) Actuellement juge de paix à Moissac (Tarn-et-Garonne).

pour la desserte de son fonds autrefois enclavé n'est pas recevable à faire devant le juge du possessoire la preuve par témoins qu'il aurait, depuis la cessation de l'enclave, continué d'exercer le passage, et a ainsi conservé ses droits ou acquis une nouvelle servitude de passage par une possession trentenaire.

Le juge de paix ne pourrait ordonner l'enquête sur ce point sans cumuler le pétitoire avec le possessoire.

Ainsi jugé dans l'espèce que voici :

Presseq a fait citer Aché pour :
« Attendu que ledit Aché passe sans droits, titres ni qualités sur son héritage à Meauzac, entendre le requérant être maintenu dans la possession légale de son terrain libre de toute servitude de passage et se voir, ledit Aché, condamner à 100 francs de dommages-intérêts et aux dépens. »

Aché a répondu qu'il est passé parce que l'enclave a été son titre légal et qu'il a continué de passer à ce titre. Il reconnaît que l'enclave n'existe pas cependant actuellement. Il demande à prouver par témoins que depuis moins d'un an il est passé chez Presseq ; que *depuis la cessation* de l'enclave, remontant en 1806, de la pièce de terre, lui, Aché, ou ses auteurs ont toujours continué à exercer la servitude de passage contestée par Presseq.

Presseq nie l'existence tant ancienne qu'actuelle de l'enclave ; conclut au rejet de l'offre de preuve faite par Aché et persiste à demander à son profit la recevabilité de sa complainte négatoire avec la condamnation de son adversaire.

Le 24 septembre 1892, jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — OUI M^e Laforgue, avocat, et M^e de Bernard, avoué ; — Vu les conclusions des défenseurs des parties : — En fait : — Attendu que les parties reconnaissent que l'héritage d'Aché n'est pas aujourd'hui enclavé et qu'il aboutit sans difficulté à la voie publique ; qu'Aché ne produit aucun titre établissant ses droits ; — Attendu que Presseq ne lui reconnaît pas, par suite, le droit de passer chez lui, puisque, à défaut de titre, la servitude qu'il réclame et qui est discontinuée de sa nature ne peut être réputée que de pure tolérance ; — Attendu qu'Aché offre de prouver et demande une enquête à l'effet d'établir qu'il a depuis moins d'un an accompli des faits impliquant une servitude de passage établie à son profit sur la terre de Presseq ; et que depuis la cessation de l'enclave remontant à plus de trente ans, soit en 1806, de la pièce de terre litigieuse, Aché ou ses auteurs ont toujours continué à exercer la servitude de passage contestée ; — En droit ; — Attendu qu'en matière de servitude on demande par l'action négatoire que le fonds qui nous appartient soit déclaré libre et exempt de servitude ; qu'en cette matière, contrairement au droit commun, celui qui prétend avoir une servitude sur le fonds d'autrui est tenu d'en justifier dans tous les cas ; — Qu'il réclame la servitude en qualité de demandeur, par action confessoire, ou qu'il soit seulement défendeur à l'action négatoire, c'est toujours à lui à la prouver ; tous les fonds étant réputés libres, cette présomption légale de liberté est, pour le propriétaire, un titre incontestable

jusqu'à preuve contraire (Curason, vol. 1^{er}, p. 4, n° 5, *Traité de la compétence des juges de paix*); — Attendu que ces principes sont encore vrais au possessoire, ainsi que l'a reconnu la Cour de cassation dans son arrêt du 27 février 1889 (*J. du P.* 1890, p. 769 et 770 et les annotations); — D'où suit que Presseq, demandeur à l'action négatoire et propriétaire du fonds prétendu servant, n'a rien à prouver; que c'est à Aché qu'incombe le fardeau de la preuve de la servitude qu'il invoque sur le fonds de Presseq; — Sur l'offre de cette preuve faite par Aché; — En droit: — Attendu que si l'enclave du fonds disparaît, le passage ne se justifie plus ni par la nécessité ni par le titre légal de l'article 682 du Code civil; que si depuis la cessation de l'enclave, le propriétaire précédemment enclavé a continué pendant trente ans à exercer la servitude de passage, il se forme à son profit un titre nouveau acquisitif de ce passage par la prescription trentenaire; — Mais attendu que dans l'hypothèse où la possession trentenaire qui constitue le titre nouveau de la servitude de passage, ne peut être immédiatement démontrée pour caractériser la possession annale devant le juge de paix et où la preuve de cette possession trentenaire ne peut résulter que d'une enquête, le juge du possessoire n'a pas qualité pour ordonner une mesure semblable; qu'en le faisant, il violerait les règles prohibitives du cumul du possessoire et du pétitoire. (Voir *Dictionnaire pratique des actions possessoires* par Charles Archambault et René Seuly, année 1890, p. 323; Carou, *Action possessoire*, n° 188); — En fait: —

Attendu que c'est le cas de l'espèce qui nous est soumise; qu'en effet pour caractériser la possession annale qu'il invoque, Aché invoque, en même temps, la possession plus que trentenaire du passage qu'il aurait continué à exercer sur l'héritage de Presseq après la cessation de l'enclave qui remonte à 1806; qu'Aché veut rapporter la preuve de cette possession plus que trentenaire et demande à cet effet qu'une enquête soit par nous ordonnée sur cet objet; — Attendu que cette preuve n'est pas admissible en matière possessoire; qu'elle ne peut être ordonnée qu'au pétitoire; que l'offre d'Aché ne peut être par nous accueillie; qu'il échet, par contre, de faire droit à l'action négatoire de Presseq; — Par ces motifs, statuant au possessoire et à charge d'appel, tous droits et moyens demeurant réservés à Aché au pétitoire; — Vu les articles 682, 691 du Code civil; 25, 34, 130 du Code de procédure civile; 6 de la loi du 25 mai 1838; — Donnons acte aux parties de ce qu'il est par elles reconnu que la parcelle litigieuse d'Aché n'est pas enclavée; que par suite, à défaut de titre justificatif de la part d'Aché, les actes de passage par lui effectués chez Presseq depuis un an ne peuvent être envisagés au possessoire que comme des actes de pure tolérance; — Disons non admissible au possessoire l'offre de preuve faite par Aché que depuis la cessation de l'enclave, remontant à 1806, soit depuis plus de trente ans, il a continué d'exercer sur le fonds de Presseq le passage accompli auparavant à titre d'enclave et qu'il a ainsi conservé ses droits; — Qu'il

n'y a lieu d'ordonner l'enquête demandée sur cet objet, au possessoire ; — Disons recevable l'action négatoire de Presseq et sa demande fondée au possessoire ; faisons, par suite, défense à Aché de passer à l'avenir sur le fonds de Presseq ; et, pour l'avoir fait sans titre ni droit établis, condamnons ledit Aché à

payer à Presseq, à titre de dommages-intérêts, la somme de 20 fr. ; — Condamnons Aché aux dépens. »

Observations. — Ce jugement, très exactement motivé, a été, sur appel, confirmé purement et simplement par jugement du Tribunal civil, en date du 1^{er} juillet 1893.

Justice de paix du canton de l'Escarène
(Alpes-Maritimes).

Président : M. MAYEN, juge de paix.

19 avril 1889.

Responsabilité. — Accident de voiture.
— Imprudence et faute. — Dommages-
intérêts.

La responsabilité de l'auteur d'un fait dommageable est limitée au préjudice qu'il cause, directement ou indirectement, par sa faute personnelle.

Lorsque des circonstances de la cause et des débats il est résulté la preuve que l'avarie causée à une voiture provient de la négligence et de l'imprudence du défendeur, celui-ci peut être condamné au paiement des dépenses faites pour la réparation de l'avarie, et même des frais accessoires que l'accident a imposés au demandeur.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance, en date du 20 mars dernier, par laquelle M. de Liniers, capitaine au 112^e régiment d'infanterie de ligne, en garnison à Peira-Cava, commune de Luceram, demande à Valetta, Jean-Baptiste, voiturier, demeurant également à Luceram : 1^o la somme de 26 fr. 30, montant des réparations faites à sa voiture ; 2^o celle de 10 francs, provenant de la nourriture et du logement de son ordonnance pendant quatre jours de séjour forcé à Nice ; celle de 6 francs, montant de l'entretien de son cheval ; 4^o et celle de 50 francs, à titre de dommages-intérêts, pour réparation du préjudice qu'il lui a causé en brisant avec sa voiture le véhicule du demandeur ; — Parties ouïes en leurs dires, conclusions et

moyens : — Attendu qu'il résulte, en fait, des explications contradictoires des parties et des dépositions des témoins de l'enquête, que, le 3 février dernier, vers deux heures de l'après-midi, le capitaine de Liniers était monté dans un tilbury, en compagnie de M. Doublet, médecin aide-major à Villefranche-sur-Mer, et de son ordonnance, et descendait sur la route nationale de l'Escarène à Nice ; passé le village de la Trinité-Vittoria, à l'endroit où cette même route porte la dénomination de *Chemin neuf*, lorsque Valetta, revenant de Nice, et conduisant un char à bancs chargé de voyageurs et de bagages, montait sur ladite route en trottant, alors qu'une autre voiture chargée de fumier marchait lentement à sa droite et à quelques mètres devant lui ; qu'au moment où la voiture dont s'agit fut côte à côte avec celle du capitaine de Liniers, qui descendait, les deux conducteurs des véhicules prirent chacun leur droite, et même que celle du demandeur s'arrêta complètement à l'approche de celle de Valetta, qui, sur les instances du capitaine de Liniers, ne voulut pas ralentir sa marche et franchit ainsi au milieu des deux voitures en trottant. Ce fut alors que, par son allure rapide, il accrocha la voiture du demandeur et la brisa à plusieurs endroits ; — Attendu que Valetta, tout en objectant que la voiture telle qu'elle était placée, bien que se trouvant entre la charrette qu'il avait à sa droite et la voiture du demandeur, qui était à sa gauche, mais non rangée au bord, n'avait point commis la dégradation qui lui était imputée ; que rien n'établit, dit-il, que la voi-

ture du capitaine de Liniers n'avait pas de fracture ancienne, et que toutes les réparations qu'il y a fait faire aient été le résultat immédiat de la chute en question, n'a pu en faire la preuve; — Attendu, d'autre part, que Valetta n'a pris aucune précaution pour éviter cet accident, qu'il ne conteste pas même; qu'il est certain qu'avec un peu d'attention il pouvait passer librement et sans causer de dommage, en ralentissant la vitesse de son cheval au lieu de le conduire rapidement; — Attendu qu'aucune disposition ne paraît avoir été prise à cet effet; — Attendu que le tilbury du demandeur, qui n'est qu'à trois places, était au complet au moment de la chute; que, relativement à sa légèreté, le poids exorbitant de la voiture de Valetta, tombant instantanément sur la voiture du demandeur, a eu nécessairement pour effet de donner une très forte impulsion au jeu des ressorts et a dû déterminer des avaries qui n'auraient pas été causées si Valetta avait ralenti la marche de sa voiture; — Qu'en outre, celui-ci a complètement violé les dispositions du décret du 28 août 1808, art. 16; l'ordonnance du 4 février 1820, art. 12, et la loi des 12-30 avril et 30 mai 1851, art. 9; et, subsidiairement, Valetta a également contrevenu, ou du moins violé en entier les prescriptions contenues dans l'article 475, n° 3, du Code pénal; — Attendu que les dispositions susvisées sont tellement naturelles que celui qui les enfreint ne les méconnaît pas; — Que tel est le cas de Valetta, qui, au lieu de chercher à passer au milieu des deux voitures, aurait dû se borner d'abord

à ralentir sa marche et suivre la charrette qui marchait devant lui jusqu'à ce que la route fût complètement libre; que, par suite, celui qui brise ou détériore la voiture d'autrui peut être tenu de payer au propriétaire de cette voiture, non seulement les frais de la réparation, mais même une indemnité proportionnelle au temps pendant lequel ce propriétaire a été privé de la jouissance de sa voiture; — Que l'équité d'abord et divers auteurs enseignent que la responsabilité de l'auteur d'un fait dommageable doit être nécessairement limitée au préjudice qu'il cause, soit directement, soit indirectement par sa faute personnelle; — Attendu, d'autre part, que la preuve faite par Valetta s'est complètement retournée contre lui; — Attendu, ensuite, que tous nos efforts pour arriver à un arrangement à l'amiable sont demeurés infructueux et ont été repoussés par Valetta; — Attendu qu'il résulte surtout des témoignages des sieurs Doublet, médecin-major, et Raymond, instituteur, témoins très dignes de foi, lesquels établissent d'une façon très claire que la voiture du demandeur était rangée, immobile, tout à fait au bord de la route, et engagée même dans un tas de cailloux; que la rupture de ce véhicule provient évidemment du choc produit par la voiture de Valetta, qui marchait à toute vitesse; — Attendu que, dans le fait de l'accident, le défendeur a encouru la responsabilité édictée par les articles 1382 et 1383 du Code civil, enjoignant à toute personne d'être responsable du dommage qu'elle a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négli-

gence ou par son imprudence ; — Attendu qu'il y a donc lieu, en dehors des dégâts matériels, de tenir compte au demandeur des démarches qu'il a été obligé de faire tant pour se procurer une voiture que pour faire réparer la sienne, ainsi que de quelques débours y relatifs ; — Attendu que nous possédons tous les éléments nécessaires pour en fixer équitablement les dommages ; — Par tous ces motifs, statuant contradictoirement et en dernier ressort ; — Condamnons Valetta à payer au capitaine de Liniers : 1^o la somme de 26 fr. 30, montant de la réparation faite à sa voiture ; 2^o celle de 25 francs, pour tous dommages-intérêts et frais de séjour à Nice ; et, vu l'article 130 du Code de procédure civile, le condamnons, en outre, à tous les dépens et frais de l'instance, liquidés à 41 fr. 44. »

Observations. — La faute et l'imprudence du défendeur, en l'espèce, ayant été dûment et complètement établies, la responsabilité du dommage causé devait peser entièrement sur lui, et c'est avec raison que le juge saisi l'a condamné au paiement de toutes les dépenses et frais occasionnés par son fait.

Tribunal de simple police d'Hirson
(Aisne).

Président : M. FOURNET, juge de paix.

22 octobre 1891.

*Chemin. — Sentier. — Usurpation. —
Question de propriété non sérieuse. —
Condamnation du prévenu.*

Le juge de police saisi d'une contravention d'usurpation d'un chemin ou

sentier public n'est tenu d'accueillir une exception de propriété soulevée par le prévenu et de surseoir au jugement de la contravention qu'autant que l'exception de propriété est sérieuse et appuyée sur un titre au moins apparent ou tout autre moyen juridique de preuve.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« **LE TRIBUNAL :** — Ouï les conclusions du ministère public ; — Attendu qu'il existe au terroir de la commune d'Ohis un sentier public ou voyeux mettant en communication la ruelle X... avec la ruelle Nantille ; que ce sentier public figure dans l'acte de reconnaissance des chemins de la commune d'Ohis, dressé conformément à la loi ; — Attendu qu'il y a quelque temps, le prévenu a barré ce sentier par les deux bouts, au moyen de haies sèches, et en a ainsi supprimé totalement l'usage ; — Attendu que ledit prévenu déclare pour sa défense que ce sentier est inutile, puisqu'il y en a déjà deux autres qui servent au même usage ; qu'au surplus il en est propriétaire ; mais qu'il déclare n'avoir aucun titre à produire à l'appui de sa prétention et qu'il ne donne aucun argument pouvant établir la vraisemblance de sa prétention ; que cette prétention ne nous présentant rien de sérieux, il n'y a pas lieu de la prendre en considération et de surseoir en renvoyant la cause devant les juges qui doivent connaître d'une contestation de propriété lorsqu'elle est sérieuse ; — Attendu que le fait commis par le prévenu constitue une usurpation et tombe sous le coup de l'article 479, n^o 11, du Code pénal ainsi conçu : etc. ; — Faisant application de cet article au prévenu,

le Tribunal le condamne à 3 francs d'amende et aux dépens; fixe à cinq jours la durée de la contrainte par corps; — et attendu que l'obstacle a été enlevé par voie administrative, dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur ce point. »

Observations. — Les Tribunaux de simple police sont appréciateurs du mérite de la question préjudicielle élevée devant eux par le prévenu. Celui-ci est donc tenu de produire le titre apparent, ou d'articuler avec précision les faits équivalents de nature à faire accueillir l'exception. D'où la conséquence que, lorsque l'exception préjudicielle est vaguement formulée, le juge de police doit la repousser et passer outre à l'examen du fond. Voir notamment, dans ce sens, Nîmes, 5 mai 1860, *ANNALES* 1861, p. 261.

Just. de paix du cant. ouest de Cambrai (Nord).

Président : M. VEBER, Juge de paix.

1^{er} juillet 1893.

Action possessoire. — Servitude de passage. — Titre. — Caractère pétitoire de l'action. — Incompétence du juge de paix.

Le demandeur au pétitoire ne peut plus, dès que l'assignation est donnée, se désister de sa demande pour agir au possessoire.

Le fait par un demandeur de recourir au titre constitutif de la servitude sans invoquer la possession annale donne à l'action un caractère purement pétitoire, qui ferme la voie du possessoire.

En conséquence, le juge de paix saisi d'une action ainsi caractérisée par la de-

mande, doit se déclarer incompétent et condamner le demandeur aux dépens.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vidant notre délibéré et faisant droit; — Vu la citation introductive d'instance; — Vu les articles 23, 25 et 26 du Code de procédure civile, et 6 de la loi du 25 mai 1838 sur la compétence; — Attendu que, par la citation introductive d'instance, les demandeurs ont pris les conclusions suivantes : — « Attendu que l'auteur de la défenderesse a concédé à leur auteur l'exercice, sur sa propriété, d'un droit de passage à pied, avec brouette, charrette et chariot, pour lui et ses successeurs; que, depuis moins d'un an et jour, elle les a troublés dans l'exercice de leur droit de servitude, en édifant sur sa propriété deux clôtures, dans chacune desquelles existe une porte ne pouvant livrer qu'un passage à pied; que la servitude ne peut donc plus être exercée au profit du fonds dominant, conformément à son titre constitutif; — Par ces motifs, condamner la défenderesse à cesser le trouble, lui faire défense de le renouveler à l'avenir et de la condamner aux dépens; » — Attendu que M^e Morand, leur conseil, voyant sans doute que la demande ainsi formulée et motivée est du domaine du pétitoire et non du domaine du possessoire, l'a modifiée à la première audience comme il suit : — « Attendu que les demandeurs ont la possession plus qu'annale d'un passage sur la cour de la défenderesse, passage fondé en titre; —

« Attendu qu'il y a moins d'un an, « la défenderesse a établi dans sa « cour, à l'endroit où leur passage « doit être exercé, deux barrières à « portes qui rendent la servitude « plus incommode et en empêchent « l'exercice avec brouettes et voi- « tures; qu'elle les a ainsi troublés « dans leur possession plus qu'an- « nale et leur a causé un préjudice; « plaise à M. le juge de paix de dire « que l'établissement des deux bar- « rières constitue un trouble à leur « possession, de les maintenir, et, « au besoin, réintégrer dans cette « possession, de faire défense à la « défenderesse de les y troubler à « l'avenir, de la condamner à dé- « molir les deux barrières dont « s'agit, de remettre les lieux dans « leur état primitif, sinon de les « autoriser à le faire aux frais de « leur adversaire, et de condamner, « en outre, celle-ci à des dom- « mages-intérêts et aux frais »; — Attendu que, dans la citation, les demandeurs n'invoquent pas la possession annale de leur servitude et ne demandent pas à y être maintenus, se bornant à dire que leur droit de passage a été concédé par un titre; — Attendu que l'article 26 du Code de procédure civile porte que le demandeur au pétitoire ne sera plus reçu à agir au possessoire; — Attendu que le demandeur au pétitoire ne peut plus, dès que l'assignation est donnée, se désister de sa demande pour agir au possessoire (Demiau, p. 35; Thomine, t. 1^{er}, n° 49; Boitard, t. II, p. 469; Sirey-Gilbert, Code de procédure civile, art. 26, n° 7); — Attendu que la Cour de cassation, par arrêt du 16 février 1881, inséré dans les ANNALES DES JUSTICES DE PAIX de 1882,

p. 19, a décidé que le recours exclusif à un acte constitutif de servitude, sans invoquer la possession annale et sans demander à y être maintenu, donne à l'action un caractère purement pétitoire qui ferme la voie du possessoire, et que les conclusions de l'assignation ne peuvent pas être modifiées au cours des débats, car c'est du fait même de la citation que la disposition de l'article 26, générale dans ses termes, fait résulter la présomption qu'elle consacre; — Attendu, par conséquent, que l'action ainsi intentée est pétitoire et non possessoire, et que nous ne pouvons pas en connaître; — Attendu que le principe établi par l'article 26 est d'ordre public et qu'il ne peut pas y être dérogé par le silence ou le consentement de la partie adverse; que les conclusions de l'exploit ne devaient et ne pouvaient donc pas être modifiées à la barre; — Attendu qu'il est de jurisprudence que les juges ne sont pas liés par les interlocutoires qu'ils ont rendus dans une affaire, et que, quand ils s'aperçoivent de leur incompétence, ils doivent la déclarer d'office, à n'importe quel moment, sans avoir égard aux actes de procédure déjà faits; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux frais; — Statuant contradictoirement et en premier ressort, nous déclarons incompetent dans la cause, la renvoyons devant qui de droit, et condamnons les demandeurs aux dépens, liquidés à 24 fr. 92, non compris l'enregistrement du présent jugement. »

Observations. — L'article 26 du Code de procédure civile est formel.

Par suite, celui qui, même devant le juge de paix, a formé une demande essentiellement pétitoire, n'est plus recevable à la modifier par des conclusions nouvelles. Voir, au surplus, les arrêts et les auteurs cités dans la sentence.

Justice de paix du canton de Chaource
(Aube).

Président : M. CAHINGT, juge de paix.

23 mai 1893.

Indemnité pour non-jouissance. — Contestation du droit à l'indemnité, non suffisamment motivée. — Compétence du juge de paix.

Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en indemnité pour non-jouissance lorsque le droit à l'indemnité n'est pas consentie.

Toutefois, le juge de paix n'est pas tenu de se dessaisir pour ce seul fait que le défendeur conteste le droit à l'indemnité ; il faut encore que la contestation soit sérieuse et que le défendeur indique les motifs de sa contestation.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Par exploit de M^e Goudeau, huissier à Chaource, en date du 19 mai 1893, la dame Muller a fait citer Panon à comparaître devant M. le juge de paix de Chaource, pour :

« Attendu que la demanderesse est locataire d'un logement faisant partie d'une maison et dépendances appartenant au sieur Panon, sises à Chaource, rue du Beaucaron, moyennant un loyer annuel de 230 francs ; — Que cette location comprend notamment le droit en

commun avec le propriétaire et tous colocataires, au corridor de la maison, un carré de jardin potager ; — Attendu que, l'année dernière, le sieur Panon s'est permis de construire un berceau de vigne dans l'allée qui sépare le carré du jardin potager d'avec le carré de vigne et qu'il a planté un certain nombre de cepS dans la plate-bande faisant partie du jardin potager qui longe cette allée ; — Que tout dernièrement, dans le courant du mois de mars, il a fait enlever la serrure et les verroux qui fermaient à l'extrémité nord la porte dudit corridor, sur lequel ouvrent les portes du logement de la demanderesse ; que la semaine dernière, il a en outre fait enlever la petite porte à claire-voie de la palissade qui sépare la cour d'entrée du jardin, et que malgré les réclamations de la demanderesse, il refuse de rétablir les lieux dans leur état primitif ; — Attendu que ces modifications apportées à l'état de la chose louée, et spécialement la suppression du mode de fermeture de la porte du corridor, qui reste ainsi ouvert, le jour et la nuit, entravent et diminuent la jouissance de la demanderesse ; — Que parmi les obligations auxquelles est tenu tout bailleur, celles d'assurer au preneur une jouissance complète et paisible et de ne point modifier les lieux loués pendant le cours du bail ; — Que les infractions commises par le sieur Panon causent préjudice à la demanderesse ; — Par ces motifs et autres à suppléer, s'entendre le sieur Panon condamner à payer à la demanderesse la somme de 100 francs à titre d'indemnité, s'entendre également con-

damner aux dépens, sous toutes réserves de fait et de droit. »

A l'audience du 23 mai et en réponse à la demande, le sieur Panon a déposé les conclusions suivantes :

« Plaise à M. le juge de paix : — Attendu que si, aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 23 mai 1838, le juge de paix est compétent pour statuer dans les limites indiquées audit article sur les indemnités réclamées par le locataire pour atteintes portées à sa jouissance, il n'en est ainsi que lorsque le droit à l'indemnité n'est pas contesté; que dans le procès actuel, le concluant entend au contraire soutenir que la demanderesse n'a droit à aucune indemnité; — Par ces motifs, se déclarer incompétent et renvoyer les parties devant les juges qui doivent connaître de l'affaire; — Condamner la demanderesse aux dépens sous toutes réserves. »

La dame Muller a conclu à ce qu'il plaise à M. le juge de paix de se déclarer compétent, dire que la cause sera jugée au fond, lui allouer le bénéfice des conclusions par elle prises dans son exploit introductif d'instance, condamner le défendeur à rétablir les lieux loués dans leur état primitif, le condamner aux dépens sous toutes réserves.

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Oui les parties dans leurs dires, explications et conclusions respectifs; — Attendu qu'aux termes de l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 23 mai 1838, les juges de paix connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 100 francs et à charge d'appel, jusqu'au taux de la compétence des Tribunaux de première instance, des indem-

nités réclamées par le locataire ou fermier pour non-jouissance provenant du fait du propriétaire, lorsque ce droit à une indemnité n'est pas contesté; — Attendu que pour décliner la compétence du juge de paix il ne suffit pas de déclarer sèchement qu'on conteste le droit à l'indemnité sans établir le motif sur lequel est basée cette contestation; que s'il en était autrement, la loi ne serait qu'une illusion, puisqu'il dépendrait de l'une des parties de reconnaître ou décliner suivant son caprice ou son intérêt, la juridiction du juge; — Attendu qu'en l'espèce, le défendeur ne donne aucun motif de sa contestation, qu'il n'y a donc pas lieu d'ordonner le déclinatoire; — Par ces motifs, statuant en premier ressort, nous déclarons compétent, disons qu'il sera plaidé au fond et renvoyons la cause d'office à notre audience de quinzaine. »

Observations. — Ce jugement a été frappé d'appel et le Tribunal de Bar-sur-Seine (Aube) l'a confirmé par jugement en date du 26 juillet 1893, ainsi conçu :

« LE TRIBUNAL : — Après avoir entendu à l'audience du 12 juillet, présent mois, les avoués des parties en leurs plaidoiries et conclusions contradictoires et M. le procureur de la République en ses conclusions, vidant son délibéré renvoyé à ce jour, jugeant en matière civile sommaire et en dernier ressort; — Attendu que par exploit du 19 mai 1893, enregistré, la dame Muller, locataire du sieur Panon, d'un logement avec jardin, a assigné ce dernier devant le juge de paix de Chaource, en payement d'une somme

de 100 francs pour trouble de jouissance; — Qu'en réponse à la demande formée contre lui, le sieur Panon, prétendant que la dame Muller n'avait droit à aucune indemnité, a conclu à l'incompétence du premier juge; — Attendu que ce magistrat, sans avoir égard au déclatoire soulevé par le défendeur, s'est déclaré compétent par jugement en date du 23 mai dernier et a renvoyé la cause d'office à l'audience du 30 mai dernier; — Mais attendu que Panon, suivant exploit de Perrin, huissier, du 30 mai dernier, a interjeté appel du jugement interlocutoire dont s'agit et donné assignation devant le Tribunal de Bar-sur-Seine à la dame Muller pour voir dire qu'il a été mal jugé et bien appelé du jugement; — En fait : — Attendu que l'action en paiement d'une somme de 100 fr., formée par l'intimée, est basée, ainsi qu'elle l'expose dans son exploit introductif d'instance, sur certains empiètements commis à son préjudice par Panon, notamment sur la plantation d'un certain nombre de ceps dans une plate-bande dépendant d'un carré de jardin, à elle louée et dans le fait d'avoir enlevé la serrure et les verrous qui fermaient à l'extrémité nord la porte du corridor, sur lequel ouvrent les portes du logement de la dame Muller; — Que cette demande avait donc pour unique objet une indemnité réclamée pour trouble de jouissance provenant du fait du propriétaire; qu'ainsi la compétence était réglée par les dispositions de l'article 4 de la loi du 25 mai 1838, et que le juge de paix devait en connaître, si le droit à l'indemnité n'était pas contesté; — Attendu, il

est vrai, que l'appelant a contesté et conteste encore aujourd'hui ce droit à l'indemnité; — Qu'à cet égard et pour apprécier le mérite de l'appel, il y a lieu de rechercher si Panon prétend avoir puisé dans le titre commun aux parties, c'est-à-dire dans le bail, le droit de faire les actes d'où serait résultée la privation de jouissance, ou au contraire s'il se borne à déclarer qu'il n'y a pas eu privation de jouissance ou que cette non-jouissance, n'ayant causé aucun préjudice, l'intimée n'a droit à aucune indemnité; — Attendu que les faits de la cause rapprochés des conclusions de Panon, démontrent jusqu'à l'évidence que ce dernier n'entend nullement s'appuyer sur le bail qui est la loi des parties; — Qu'en effet Panon déclare contester le droit à l'indemnité pour divers motifs, notamment suivant les termes mêmes des conclusions, parce qu'il n'y a aucun préjudice, parce que les travaux ont été autorisés par l'intimée, parce que ce sont ses agissements qui consistaient à fermer la porte du corridor pour empêcher l'autre locataire de rentrer, qui ont rendu nécessaire l'enlèvement de la serrure; — Qu'il suit de là que la question à juger dans l'espèce se résout dans l'appréciation d'un fait : y a-t-il eu ou non trouble dans la jouissance? Ce trouble a-t-il ou non causé un préjudice appréciable à l'intimée? — Que dans ces circonstances, le juge de paix était compétent pour en connaître; — Par ces motifs, dit qu'il a été bien jugé, à tort et sans griefs appelé; — CONFIRME purement et simplement le jugement du premier juge dont est appel, condamne Panon à

l'amende de son fol appel, etc. »

Le jugement du Tribunal n'est guère qu'une amplification de la décision du juge de paix et n'apporte à l'appui de sa thèse aucun argument nouveau. La vraie raison de décider en ces sens se trouvait dans la sentence du premier juge. Il ne saurait dépendre du caprice ou de l'esprit de chicane de l'une des parties de déroger à l'ordre des juridictions, de déclarer purement et simplement qu'elle conteste la compétence du juge de paix pour lui soustraire la connaissance du procès. Il faut, pour que ce magistrat soit réellement dessaisi, que la contestation soit sérieuse et repose sur des raisons de fait ou de droit formulées avec précision, en sorte que le juge de paix puisse apprécier s'il est ou non compétent pour connaître de l'ensemble de la demande.

Justice de paix du canton d'Ay
(Marne).

Président : M. ISNARD, juge de paix.

23 août 1892.

Semences. — Privilège sur la récolte. — Action du créancier contre le propriétaire. — Notification préalable. — Recevabilité de la demande.

Le privilège du marchand, pour le prix des semences qu'il a vendues au fermier, prime celui du propriétaire.

Lorsque ce dernier, après avoir résilié le bail et pris possession des récoltes, contre le versement d'une somme destinée à payer les frais de culture, engrais et semences, a, malgré une notification à lui faite par le vendeur de semences, négligé d'appeler ce vendeur à la distribution des deniers, il peut être personnellement poursuivi en paiement du

prix des semences, et condamné solidairement avec le fermier au paiement dudit prix et aux dépens de l'instance.

Si le demandeur, bien que déclaré bien fondé en sa demande, avait laissé prendre antérieurement contre lui un jugement de défaut-congé, le coût de ce jugement et de l'exploit d'opposition doit être laissé à sa charge.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

Par exploit de MM. Jeanson, huissier, à Avenay, du 24 mai 1892, et Pisier, huissier à Beauvais, du 25, et Jeanpierre, huissier à Épernay, du 28, le sieur Salomon Lévy a fait citer le sieur Fénot, fermier, et les héritiers Deuil, propriétaires, à comparaître à l'audience du 31 dudit mois de mai, pour :

« S'entendre condamner solidairement entre eux à lui payer, par privilège sur la récolte de la présente année, la somme de 74 fr. 40 pour fournitures de graines de semences par lui faites au sieur Fénot, les 11 juillet et 17 octobre 1891, ainsi qu'il en sera justifié au besoin ; lesdites semences mises dans les terres des héritiers Deuil et dont ces derniers ont repris l'exploitation ; — S'entendre, en outre, condamner en 15 francs de dommages-intérêts judiciaires pour perte de temps, et encore aux intérêts de droit et aux dépens. »

A l'audience du 31 mai, conclusions déposées par les héritiers Deuil, et remise de l'affaire à quinzaine, pour, par le demandeur, répondre à ces conclusions.

A l'audience du 14 juin, le demandeur ne s'est pas présenté ; défaut-congé a été donné contre lui, et il a été débouté de sa demande.

L'affaire est revenue, sur opposi-

tion, à l'audience du 26 juillet; puis, sur remise à quinzaine, à l'audience du 9 août. A cette dernière audience, après débats, l'affaire a été mise en délibéré.

Le 23 août, jugement définitif en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : Attendu que Lévy se prétendant créancier du sieur Fénot, fermier et locataire des terres appartenant aux héritiers Deuil, sises à Mareuil-sur-Ay, de la somme de 74 fr. 40, pour fournitures de graines de semence par lui faites en juillet et octobre 1891, a formé contre tous les défendeurs une demande en paiement de la somme de 74 fr. 40, et qu'il fonde sa demande contre les héritiers Deuil sur le privilège de sa créance; — Que Fénot, débiteur principal, ne conteste pas la dette et reconnaît même que les graines ont été semées par lui dans les terres louées; mais que les héritiers Deuil contestent la demande, comme ne pouvant être tenus personnellement au paiement desdites graines et prétendent être libérés envers Fénot; — Attendu que, par jugement de ce Tribunal, du 14 juin dernier, [défaut-congé a été donné contre Lévy, et qu'il a été déclaré non recevable, et, en tout cas, mal fondé dans sa demande contre tous les défendeurs; — Attendu que Lévy a formé opposition à l'exécution dudit jugement, et que, par autre jugement du 26 juillet dernier, il a été déclaré recevable en la forme dans son opposition et que les débats ont été continués à l'audience du 9 de ce mois, et, qu'à cette dernière audience, l'affaire a été mise en délibéré, pour juge-

ment être rendu à une prochaine audience; — Attendu, en droit, qu'aux termes de l'article 2102, § 4, du Code civil, les sommes dues pour les semences ou les frais de récolte de l'année sont payés sur le prix de la récolte par préférence au propriétaire; — Attendu, en fait, que les fournitures réclamées ont été faites en 1891 et que les graines ont été semées dans les terres louées par Fénot des héritiers Deuil, et que le chiffre n'en est pas contesté par aucun des défendeurs; — Attendu que, par acte sous seing privé, du 25 octobre 1891, enregistré seulement le 7 janvier 1892, n° 51, case 6, par le receveur, qui a perçu 11 fr. 45 pour droits, les défendeurs ont résilié la location de terres faites à Fénot à partir du jour de l'acte, à la charge par les bailleurs de lui tenir compte de ses frais de culture, en grains et semences, à dire d'experts, et que l'indemnité a été fixée entre les parties à la somme de 2460 francs, payés le 26 janvier dernier par les propriétaires à Fénot, es mains de M. Hanol, huissier à Ay, qui, depuis, en a fait la répartition pour le compte de Fénot; — Attendu que Lévy conteste cette répartition faite au mépris de son privilège et hors de son concours; qu'il y a donc lieu pour le Tribunal d'examiner si, dans l'espèce, Lévy a une action directe contre les héritiers Deuil, ou si, au contraire, il doit être renvoyé à se pourvoir à la contribution ouverte sur l'indemnité allouée à Fénot pour l'acte de résiliation; — Attendu que Lévy a, aux termes de l'article 2102, § 4, du Code civil, un privilège sur la récolte de Fénot, son débiteur, et que ce privilège prime celui des proprié-

taires; que ces derniers ont pris, par convention en 1891, n'ayant acquis date certaine à l'égard de Lévy que du 7 janvier 1892, date de l'enregistrement, et qu'ils se sont mis en possession en tout cas immédiatement des terres par eux louées à Fénot, et, conséquemment, des récoltes de l'année; mais à la charge de payer, à dire d'experts, les frais de culture en grains et semences; qu'ils se sont donc substitués dans l'espèce à Fénot et se trouvent en conséquence engagés personnellement vis-à-vis de Lévy, tant par leurs conventions que par l'effet de la loi; — Qu'en effet, le prix des semences constitue une charge de la récolte, et, conséquemment, de la propriété; — Que, toutefois, cette charge et cet engagement personnels ne sauraient être invoqués par Lévy, qu'à la condition par lui d'avoir fait connaître aux héritiers Deuil, et avant leur libération, le montant et la nature de sa créance, et que, dans tous les cas, les conventions intervenues entre eux et Fénot ne sauraient, aux termes de l'article 1165 du Code civil, préjudicier aux droits de Lévy; — Attendu que ce dernier justifie que, par exploit de M. Hanol, huissier à Ay, du 17 décembre 1891, enregistré, il a fait défense aux héritiers Deuil de se libérer de toutes sommes qu'ils pourraient devoir à Fénot, et en leur faisant connaître l'importance et la nature de sa créance et son privilège; — Que les défendeurs étaient donc suffisamment avisés de la créance privilégiée de Lévy, et, qu'en payant l'indemnité due par eux à Fénot, au mépris des droits de Lévy, ils ont encore et surabondamment en-

gagé leur responsabilité; que, d'ailleurs, cette responsabilité existait légalement à leur charge; — Que, malgré le paiement par eux fait, le 26 janvier 1892, à Fénot, ou à M. Hanol, huissier, son mandataire, au mépris de l'exploit susénoncé, et, faute par eux d'avoir appelé Lévy à la distribution amiable des deniers, ils doivent être tenus personnellement envers Lévy au paiement de la créance privilégiée, sauf par eux à se pourvoir ainsi qu'ils aviseront pour leur remboursement; — Que ces principes de droit sont d'ailleurs consacrés par l'arrêt de la Cour de cassation du 11 juillet 1864 et invoqués par le demandeur (Dalloz, 1864, p. 488 et 489); — Attendu, enfin, qu'en ce qui concerne Fénot et pour les motifs déjà déduits, il y a lieu également d'accueillir la demande; — Par tous ces motifs et au fond, rapportons le jugement de défaut-congé du 14 juin 1892; déchargeons Lévy des condamnations prononcées contre lui, et, statuant à nouveau, condamnons Fénot et solidairement avec lui les héritiers Deuil à payer à Salomon Lévy la somme de 74 fr. 40, montant des causes de la demande, et aux intérêts, conformément à la loi, réservant aux héritiers Deuil, tous droits, s'il y a lieu, contre Fénot; — Quant aux dépens : — Attendu que les dépens suivent le sort de la demande principale; qu'en conséquence les défendeurs doivent les supporter; que, toutefois, quant aux frais nécessités par l'opposition de Lévy, il ne justifie pas que le défaut-congé prononcé contre lui soit dû (comme il le prétend) à une faute de Fénot ou à une manœuvre de sa part; que

le contraire résulte même des débats, et, qu'en conséquence, les frais de ce chef doivent être supportés par Lévy ; — Par ces motifs, condamnons les défendeurs, sous la même solidarité, aux dépens, liquidés à 34 fr. 69, compris, etc. ; — Disons que le coût du jugement de défaut-congé et des exploits d'opposition seront supportés par Lévy et resteront à sa charge ; liquidons lesdits frais à 22 fr. 40. »

Observations. — Nous avons signalé déjà dans ce BULLETIN la controverse qui s'est soulevée sur la question de savoir si le propriétaire qui reprend son domaine et les récoltes sur pied, par suite de l'expulsion ou du départ de son fermier insolvable, est tenu de payer de ses deniers personnels les frais de la récolte de l'année. Dans l'espèce actuelle, la situation du demandeur était particulièrement favorable. En effet, le propriétaire, en résiliant la location faite à son fermier, s'était engagé personnellement à lui tenir compte de ses frais de culture, et avait versé une somme équivalente à ces frais, laquelle somme devait être affectée au paiement de ceux de ces frais qui n'avaient pas été acquittés par le fermier. D'autre part, le demandeur avait, par exploit régulier, fait défense au propriétaire de se libérer de toutes sommes qu'il pourrait devoir au fermier, et lui avait notifié la cause et le montant de sa créance privilégiée. Le propriétaire était donc dûment avisé, et, en ne tenant point compte de l'opposition faite entre ses mains, il avait engagé sa responsabilité et avait causé au demandeur un dommage dont il lui

devait réparation. Pour cette seule raison, le propriétaire pouvait être actionné personnellement et avant même la vente de la récolte. — Voir sur cette question l'arrêt du 11 juillet 1864, visé dans la sentence. Dans l'espèce de l'arrêt de cassation, comme dans l'espèce actuelle, l'obligation avait été imposée au propriétaire, comme condition de la résiliation du bail, de payer une certaine somme pour frais de labour, semences et amendement. Mais la résiliation et ces conditions auxquelles elle était consentie, résultaient d'une décision de justice et non d'un accord volontaire des parties. — Voir les observations de Dalloz sur cet arrêt.

Justice de paix du cant. de Saint-Julien
(Haute-Savoie).

Président : M. ASTIER, juge de paix.

2 mars 1893.

Action possessoire. — Pré. — Droit de pâture. — Titres. — Trouble. — Dommages-intérêts. — Demande reconventionnelle. — Commune. — Compétence.

Le juge de paix a le droit de consulter les titres pour caractériser la possession.

Une servitude de pâturage est essentiellement discontinue et ne peut s'acquiescer que par titres.

On ne peut considérer comme des titres opposables au propriétaire d'un pré sur lequel on prétend exercer cette servitude des actes auxquels ce dernier n'a pas été partie. En conséquence, le propriétaire qui justifie de la possession annuelle de ce pré est recevable à prendre pour trouble à sa possession des faits de pâturage exercés sur son pré par d'autres

habitants qui ne justifient pas d'un titre formel auquel il ait été partie.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le sieur Chamay a fait citer les sieurs Jacquet, greffier, et autres, à comparaitre devant M. le juge de paix de Saint-Julien, pour, est-il dit dans l'exploit :

« Attendu que le requérant est propriétaire et en possession d'une pièce de terre nature pré, située sur la commune de Présilly, lieudit à la *Magdeleine*, confinée, au midi, par un chemin ; au nord, par divers propriétaires ; au levant, par M. Barbier ; — Attendu que les cités se sont permis sans droit, dans le courant de l'automne 1892, notamment en septembre et octobre, de faire pâturer leurs bestiaux sur ladite propriété ; — Attendu que ces faits constituent un trouble à la possession bien établie du demandeur et lui causent un sérieux préjudice ; — Voir dire et ordonner que le requérant sera maintenu dans la possession et libre jouissance de la pièce de terre sus-énoncée ; — S'entendre, en outre, condamner solidairement entre eux en 500 francs de dommages-intérêts ; s'entendre faire défense de troubler le requérant dans sa libre jouissance et possession, sous peine de tous dommages, et ce, avec dépens. »

La cause, mise au rôle, a été appelée à l'audience du 12 janvier. Les défendeurs ont demandé et obtenu renvoi de la cause à l'audience du 26 janvier, à laquelle ils ont pris les conclusions suivantes :

« Attendu que l'action du sieur Chamay est nulle et non recevable, en tout cas, mal fondée ; que les faits

de pâturage dont il se plaint sont l'exercice d'un droit communal de vaine pâture qui existe de temps immémorial au profit de la section du chef-lieu de Présilly, et qui, d'ailleurs, est fondée en titre et a toujours été régulièrement exercée par tous les habitants du chef-lieu de Présilly, soit à l'encontre de Chamay, soit à l'encontre de ses auteurs, en remontant jusqu'à la vente des biens nationaux du 8 germinal an III, dont le pré de la *Magdeleine* faisait partie ; que son action ne devrait donc pas être dirigée contre les particuliers, qui n'ont pas mandat de défendre les droits de la commune de Présilly, ni au possessoire ni au pétitoire ; qu'il y a lieu de déclarer la demande nulle de ce chef, et, en tout cas, non recevable ; — Attendu, au fond, qu'il est de jurisprudence certaine que le demandeur au possessoire annal doit établir non seulement qu'il a possédé pendant an et jour, mais encore que sa possession a présenté tous les caractères exigés par la loi, c'est-à-dire qu'elle a été paisible, publique, non équivoque, continue et non interrompue ; — Qu'on met au défi le demandeur de prouver une pareille possession, car chaque année, dès le 23 juillet jusqu'au 1^{er} mai, et cela depuis plus de cent ans, les habitants du chef-lieu de Présilly ont fait pâturer leurs bestiaux sur le pré de la *Magdeleine* ; que sa possession n'était donc ni publique ni continue, se trouvant régulièrement interrompue chaque année par la possession des habitants de Présilly ; — Qu'en fait, la jouissance des habitants de Présilly l'emporte sur celle du sieur Chamay, puisqu'elle durait chaque

année neuf mois, tandis que celle du sieur Chamay ne durait que trois mois; — Que la possession annale, avec ses caractères légaux, est donc absolument déniée au demandeur, lequel devra articuler des faits de possession exclusive, alors qu'il n'a jamais eu le droit de couper le regain de son pré, et paisible et non interrompue, alors qu'il est certain que, chaque année, la durée de la jouissance de la section de Présilly dépassait la sienne; — Attendu, et si l'action n'est pas déclarée nulle ou non recevable, on se réserve d'appeler la commune de Présilly en cause; que, de même, les défendeurs se portent reconventionnellement demandeur au possessoire annal, et offrant de prouver que, chaque année, depuis un temps immémorial, et, spécialement depuis an et jour, eux et d'autres habitants de la section du chef-lieu de Présilly, ont eu la possession paisible, continue, non interrompue, et à titre non précaire du droit de pâturage du pré de la Magdeleine, depuis le 23 juillet jusqu'au 1^{er} mai de l'année suivante; — Que cette demande reconventionnelle est recevable, car il est de doctrine et de jurisprudence constantes que l'action possessoire appartient au propriétaire d'un droit de pâturage qui se prévaut d'une possession annale et d'un titre qui en sont le fondement même si le titre est contesté (Cass., 17 mai 1820; *id.*, 29 mars 1841); — Que le titre ne fût-il pas suffisant par lui-même pour l'établir, il est reconnu que l'existence de la servitude peut être prouvée par témoins, si le titre constitue un commencement de preuve par écrit (Cass., 16 décembre

1863; Sirey, 1864, I, 125; Cass., 2 juillet 1879, 1879, I, 400); — Que, dans toutes les hypothèses, l'action possessoire au profit des propriétaires du droit a un fondement suffisant, et, par conséquent, la demande reconventionnelle des défendeurs est régulière et recevable; — Attendu, plus subsidiairement, que si M. le juge de paix ne se croit pas compétent pour apprécier les titres qui sont à la base les droits du défendeur, ceux-ci déclarent sur ce point s'en rapporter à justice; — Par ces motifs, déclarer l'action du sieur Chamay nulle, non recevable, et, en tout cas, mal fondée; — Subsidiairement, recevoir les défendeurs reconventionnellement demandeurs au possessoire annal et les autoriser à rapporter la preuve de leur possession; — Condamner le demandeur aux dépens et en 500 francs de dommages-intérêts, sous toutes réserves. »

Le demandeur a demandé renvoi de la cause au 2 février, et ensuite au 9 du même mois, pour répondre aux conclusions des défendeurs. A l'audience de cette dernière date, celui-là a déposé les conclusions ci-après :

« Attendu qu'en réponse à l'assignation qui leur a été donnée, les défendeurs ont prétendu que l'action devait être dirigée contre la commune de Présilly et non contre eux; — Que le demandeur n'avait pas la possession annale de la pièce de terre objet du litige, et, enfin, reconventionnellement, ils se portaient demandeurs au possessoire annal; — Attendu, en premier lieu, que M. Chamay est propriétaire de ladite pièce de terre située au lieu-dit *la Magdeleine*, commune de

Présilly, en vertu de titres réguliers qui, du reste, ne sont pas contestés dans l'instance actuelle; qu'en conséquence il est possesseur jusqu'à preuve contraire; que, de plus, il a, depuis plus d'un an et jour, cultivé ladite pièce de terre par lui ou par ses fermiers; qu'il en a acquitté les contributions, récolté les fourrages; en un mot, qu'il a accompli tous les véritables actes de possession nécessaires, pour avoir le droit de ne pas être troublé dans sa jouissance; que ce premier point est articulé en fait; — Attendu que, dans ces conditions, le fait par les cités de venir sur la propriété faire pâturer leurs bestiaux, et cela, notamment en septembre 1892, ce qui est articulé en fait, constitue un trouble à sa possession; que ce trouble est d'autant plus évident qu'il est articulé en fait que, dans le mois de septembre dernier, M. Chamay a fait placer aux endroits les plus apparents de sa propriété cinq poteaux profondément enfoncés avec « Défense de pâturer »; que ces poteaux ont été violemment arrachés et qu'ils ont disparu; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède et des faits articulés à l'appui, que Chamay est réellement en possession du pré objet du litige et qu'il actionne à bons droits des particuliers qui ont apporté un trouble à sa possession; — Qu'il n'est ni de son droit, ni de son devoir, de rechercher si ces individus sont autorisés par la commune et si cette dernière doit être mise en cause; — Attendu que les défendeurs prétendent, en outre, se porter reconventionnellement demandeurs au possessoire annal, articulant à cet appui des faits qui ne tendraient rien moins

qu'à leur permettre d'acquérir par possession une servitude discontinue, et qui, de plus, a été elle-même l'objet d'une réglementation spéciale de la part du législateur; — Attendu que cette prétention est dénuée de fondement, car, en aucun cas, un droit de pâturage n'a pu être acquis par prescription, les arrêts invoqués à l'appui de cette théorie ne traitant que de la servitude discontinue en général et non de la vaine pâture; — Attendu, en outre, que la vaine pâture est soumise pour son exercice à des conditions spéciales et que l'on ne peut aujourd'hui l'assimiler à une servitude ordinaire; qu'elle ne pourrait faire l'objet d'une instance au possessoire que constituée sur un titre régulier; mais, qu'un commencement de titre ne pourrait permettre d'autoriser la preuve par témoins, la loi étant trop formelle à cet égard et les arrêts cités par les défendeurs antérieurs à cette loi ne prévoyant même pas le cas spécial qui nous occupe; — Attendu que la demande reconventionnelle formée par les défendeurs est en tous points irrecevable, et, qu'au sujet de la production des titres irréguliers dont ils pourraient se prévaloir, ils sont formellement interpellés de convenir, si oui ou non, ils comptent appuyer sur eux leur défense à l'action possessoire qui leur est intentée en raison du trouble dont ils sont les auteurs; — Attendu que, dans ce cas, M. le juge de paix voudra bien se déclarer incompétent; — Par ces motifs et tous autres à suppléer, plaise à M. le juge de paix adjuger au demandeur les conclusions par lui prises dans son exploit introductif

d'instance ; — Subsidiairement et dans le cas où les défendeurs prétendraient se prévaloir : 1° du titre dont la date supposée est de germinal an III ; 2° de deux extraits d'actes, Boimond, notaire, du 5 novembre 1863 et du 17 juin 1864 ; se déclarer incompetent, renvoyer les demandeurs à se pourvoir, dire que son jugement équivaldrait au procès-verbal de non-conciliation et réserver les dépens. »

La cause renvoyée au 23 février, les parties, comparantes par leurs mandataires verbaux susnommés et qualifiés, les défendeurs ont répliqué par les conclusions additionnelles suivantes :

« Attendu que la réplique du sieur Chamay est de nature à corroborer les conclusions prises ; qu'en effet, il répond, en premier lieu, qu'il est propriétaire en vertu de titres réguliers qui ne sont pas contestés et est possesseur jusqu'à preuve contraire ; — Que si Chamay invoque des titres de propriété, il n'a qu'à agir au pétitoire et non au possessoire annal ; que ces titres, s'ils existent, n'ont rien à voir aux débats, vu la prohibition légale, de cumuler le pétitoire avec le possessoire ; qu'au possessoire, il doit justifier une possession légale pendant un an et un jour, et qu'on lui a répondu que sa possession n'avait aucun des caractères légaux pendant ce temps, et, notamment, elle n'avait été ni paisible, ni exclusive, ni interrompue, pendant an et jour ; — Que Chamay se charge lui-même de démontrer le caractère de sa prétendue possession, puisqu'il reconnaît lui-même qu'il a planté des poteaux, avec défense de pâturer, lesquels ont été arrachés et ont dis-

paru ; que ces faits démontrent, d'une part, que le pâturage s'exerçait actuellement et jusque-là paisiblement sur son terrain, et, d'autre part, que la tentative faite par Chamay pour s'opposer à l'exercice de la pâture et pour arriver à une possession exclusive et paisible, a complètement échoué ; d'où il suit qu'il est d'ores et déjà prouvé qu'il n'a pas la possession annale exigée par la loi ; — Attendu, au contraire, que les mêmes obligations du sieur Chamay donnent une force nouvelle à la demande reconventionnelle des défendeurs ; qu'eux offrent de prouver qu'ils ont la possession annale et légale du droit de vaine pâture sur le terrain du sieur Chamay pendant an et jour, avant le trouble apporté par le sieur Chamay, et ce, en faisant pâturer leurs bestiaux et ceux des autres habitants de la section du chef-lieu de Présilly, librement, paisiblement, exclusivement à tous autres, dès le 23 juillet jusqu'au 1^{er} mai ; — Que Chamay, sachant bien que ce droit de vaine pâture s'exerce de temps immémorial et que la possession annale des défendeurs sera extrêmement facile à prouver, abandonne le procès ; mais que les défendeurs s'opposent à l'incompétence et insistent pour que la question soit vidée au possessoire annal ; ce qui, d'ailleurs, n'empêchera pas ensuite le sieur Chamay à saisir le juge du pétitoire ; — Que les raisons données par Chamay pour repousser la demande reconventionnelle ne sont pas sérieuses ; qu'il prétend que le droit de vaine pâture n'est pas une servitude discontinuée et apparente soumise aux mêmes dispositions légales, et il s'appuie sur la loi du

22 juin 1890; — Attendu que la loi nouvelle relative à la vaine pâture n'a légiféré que sur la vaine pâture s'exerçant sur la généralité des territoires communaux; qu'il suffit d'en lire le texte pour en être convaincu; que les habitants de Présilly, section du chef-lieu, n'ont pas le droit de vaine pâture sur la généralité du territoire, mais sur des héritages déterminés; qu'ils ont donc une simple servitude, laquelle rentre dans les conditions ordinaires prévues par le Code civil; que la jurisprudence et la doctrine citées dans les conclusions précédentes, bien qu'étant antérieures à la loi de 1890, lui sont donc applicables, car, évidemment, la loi de 1890 n'a pas entendu innover sur les règles relatives aux servitudes et n'a pas déclaré que la vaine pâture n'était pas une servitude, puisque l'article 5 de ladite loi ordonne que ces servitudes, fondées en titre, seront maintenues et exercées conformément aux droits acquis, se référant ainsi au Code civil, qui veut que les servitudes discontinuées et apparentes soient fondées en titres; — Que ladite loi de 1890 a eu, quant à cette servitude de vaine pâture s'exerçant sur des héritages déterminés, un but bien simple, celui de permettre au propriétaire du fonds servant, soit de cantonner la servitude, soit de la racheter; — Attendu, en conséquence, que l'action possessoire est recevable pour une servitude discontinue et apparente fondée sur un titre, même si les titres n'étaient pas suffisants par eux-mêmes pour faire preuve complète; que si le demandeur dénie aux titres produits l'étendue d'une preuve complète, cette contesta-

NOVEMBRE 1893.

tion pourra être évitée plus tard, quand il agira au pétitoire; que, pour le moment, ces titres contestés ou non suffisent, aux termes d'une jurisprudence certaine, pour l'exercice de l'action possessoire, et que les défendeurs puissent soutenir leur demande reconventionnelle, dont la régularité et la recevabilité n'ont pas été contestées pour la forme, ce dont il est pris acte; — Par ces motifs, rejeter l'exception d'incompétence soulevée par le demandeur; déclarer son action nulle, non recevable ou mal fondée; recevoir les défendeurs reconventionnellement demandeurs, dire qu'ils ont la possession annale du droit de vaine pâture sur les terres de Chamay, les maintenir en ladite possession et lui faire défense de les y troubler à l'avenir; le condamner en 500 francs de dommages-intérêts et aux dépens; subsidiairement, admettre à preuve les faits articulés par les défendeurs, sous toutes réserves. »

Le demandeur, à la même audience, a déclaré persister dans ses conclusions, et la cause, renvoyée à l'audience du 2 mars, pour le prononcé du jugement, les parties intimées de s'y trouver. A l'appui de leurs conclusions, les parties ont produit : 1° le demandeur, un acte d'acquisition du pré de la Magdeleine, du 29 mars 1858; Bouchet, notaire, insinué à Saint-Julien, le 21 avril 1858, vol. 4, f° 341, n° 597; 2° les défendeurs, une copie d'une décision du Directoire, du 8 germinal an III, enregistrée à Saint-Julien, le 21 février 1893; un extrait d'acte, Boimond, notaire, du 5 novembre 1863, enregistré à Saint-Julien, le 13 novembre

même année; un autre extrait d'acte Boimond, du 17 juin 1864, enregistré à Saint-Julien le 23 du même mois, et un extrait d'une délibération du conseil municipal de Présilly, du 10 mai 1891.

Jugement en ces termes :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Sur la fin de non-recevoir tirée de ce que le demandeur aurait dû diriger son action contre la commune de Présilly; et non contre les défendeurs; — Attendu que l'action possessoire peut être intentée par toute personne par qui ou par les ordres de qui le trouble a été commis (*Rép. des actions possessoires de Leligois*, procédures 72 et 74); que, dès lors, l'action du sieur Chamay est recevable; — Sur l'exception d'incompétence tirée de l'examen des titres : — Attendu qu'en matière de servitude discontinuée, le juge de paix a le droit et le devoir d'examiner et même d'interpréter les titres produits par les parties au point de vue du possessoire annal (Cass., 13 juin 1888); qu'il n'y a donc pas lieu de nous déclarer incompétent; — Sur la mise en cause de la commune : — Attendu qu'aucun acte réglant l'exercice du droit de vaine pâture n'est présenté par les défendeurs, émanant du conseil municipal de Présilly; qu'il n'est donc pas démontré que la commune ait des prétentions sur le pré de la Magdeleine et ait autorisé les défendeurs à exercer un droit quelconque; qu'il n'y a pas lieu d'autoriser sa mise en cause; — Au fond : — Attendu que, dans les pays qui étaient autrefois de droit écrit,

comme celui-ci, la vaine pâture est restée ce qu'elle était sous la législation romaine, c'est-à-dire purement précaire, quand il n'est pas démontré qu'elle est due à titre de servitude (Arrêt de la Cour de Chambéry, 6 décembre 1887); — Que, donc, l'exercice immémorial de la vaine pâture sur le pré de la Magdeleine par les défendeurs ne peut être présumé avoir procuré une possession annale utile, dépourvue de tout caractère de précarité, qui puisse servir de fondement à une demande reconventionnelle au possessoire annal; — Attendu que la copie de la décision du Directoire du 8 germinal an III, en partie déchirée, ne permet pas d'établir en faveur de qui elle a été prise; qu'elle énonce seulement que le droit de pâturage et autres droits semblables ne doivent pas être compris dans la vente des biens nationaux; — Que, quoi qu'il en soit, cette copie n'est pas un titre constitutif de servitude pour les défendeurs, ni même un commencement de preuve par écrit, qui ne pourrait émaner que du propriétaire du fonds servant; — Que donc les faits de pâturage exercés par les défendeurs depuis an et jour doivent être présumés comme des actes clandestins et de pure tolérance; — Attendu que les extraits d'actes Boimond, notaire, sont étrangers au procès actuel; qu'ils établissent, à la vérité, que deux parcelles provenant du pré de la Magdeleine avaient été aliénées, grevées, l'une d'une servitude de vaine pâture, l'autre d'une servitude de parcours; — Mais, que ces actes ne sont pas opposables au demandeur, qui n'y a pas été par-

Lie ; que, d'autre part, il n'y est pas dit en faveur de qui les servitudes ont été constituées ; — Attendu que, sur l'acte d'achat du pré de la Magdeleine par le sieur Chamay, aucune servitude de vaine pâture, pacage ou pâturage, ne se trouve indiquée ; — Que le fait par les défendeurs de reconnaître au sieur Chamay une possession annale de trois mois par an, et, notamment, depuis an et jour, suffit pour lui conserver la possession *animo solo* pour les neuf autres mois, son titre de propriétaire n'étant pas contesté ; — Attendu que la demande en dommages-intérêts est exagérée et que nous avons les éléments nécessaires pour la réduire à sa valeur ; — Par ces motifs, sans nous arrêter aux autres moyens des parties, si ce n'est pour les rejeter, disons que la demande du sieur Chamay a été bien dirigée ; qu'il n'y a pas lieu de nous déclarer incompétent, ni d'autoriser la mise en cause de la commune de Présilly ; — Que le demandeur a la possession annale, partie *animo domini*, partie *animo solo*, du pré de la Magdeleine, situé sur la commune de Présilly ; l'y maintenons ; — Disons qu'il a été troublé par les défendeurs, qui n'ont pu faire que des actes précaires sur ledit pré ; — Rejetons leur demande reconventionnelle au possessoire annal ; leur faisons défense de troubler le demandeur à l'avenir, et, pour l'avoir fait, les condamnons solidairement à 20 francs de dommages et aux dépens liquidés à 36 fr. 45, ainsi qu'aux coût et cours du présent jugement ; droits des parties réservés au pétitoire.

Observations. — Il est de jurisprudence aujourd'hui constante que le juge de paix peut consulter les titres pour caractériser la possession. Pourvu qu'il ne statue que sur la possession seulement, ce n'est pas là cumuler le pétitoire avec le possessoire, et le juge de paix ne cesse pas d'être compétent pour juger la contestation. Sur la question du fond, les motifs déduits dans la sentence la justifient suffisamment pour que nous n'ayons rien à y ajouter.

Justice de paix du XI^e arrondissement de Paris.

Prés. : M. CRANNEY $\frac{3}{4}$, A. Q, juge de paix.

5 juillet 1893.

Hôtelier. — Responsabilité. — Vol.
Tiers.

L'hôtelier n'est responsable qu'envers son locataire et non envers celui qui, pendant plus ou moins longtemps, s'est substitué au locataire.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Sagot a fait citer devant nous le sieur Pinte à l'effet de s'entendre condamner à lui payer la somme de 200 francs, représentant la valeur des vêtements et objets divers contenus dans une malle, qui lui a été volée, dans l'hôtel exploité par le défendeur, dans la nuit du 24 au 25 mai dernier, requérant intérêts, dépens et exécution provisoire ; — Attendu que, ladite demande étant contestée par le défendeur, qui soutient que le demandeur n'a jamais été son locataire, nous

avons renvoyé les parties, en notre cabinet, à notre audience de conciliation, sur lettre du 29 du mois dernier, en invitant le défendeur à produire son livre de police ; — Attendu qu'il est résulté du dépouillement de ce livre que le locataire de la chambre serait un nommé Jean-François, porté comme entré le 14 mai 1893 et sorti le 3 juin 1893, qui aurait donné l'hospitalité au sieur Sagot, habitant Puteaux, ainsi que le porte sa citation, pendant la nuit du 24 au 25 mai dernier ; — Attendu qu'en admettant qu'un vol ait été commis à son préjudice, dans la chambre occupée par lui dans ces conditions, en l'hôtel exploité par le défendeur, ce qui n'est pas établi, aucun lien de droit n'existant entre le sieur Sagot et le sieur Pinte, mais bien entre ce dernier et le sieur Jean-François, il convient de déclarer le sieur Sagot non recevable en sa demande ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Déclarons le sieur Sagot non recevable en sa demande et le condamnons aux dépens. »

Observations. — La responsabilité des hôteliers, logeurs, etc., à l'égard des effets des voyageurs qu'ils logent, est rigoureuse, parce qu'elle a pour cause le dépôt nécessaire. Mais, à raison même de ce que cette responsabilité est rigoureuse, elle ne peut être étendue au delà de ses termes exacts. C'est ainsi que l'hôtelier ne saurait être déclaré responsable de la perte d'effets apportés dans son hôtellerie par des tiers qui se seraient momentanément substitués au voyageur ou au véritable locataire. Dans ce cas, en effet, il

n'y a pas eu dépôt nécessaire, et d'ailleurs, il n'existe, comme il est dit avec raison dans le jugement, aucun lien de droit entre l'hôtelier et ce tiers.

Just. de paix du 2^e canton d'Angoulême
(Charente).

Prés. : M. LE LÉGARD, A. Q, juge de paix.

1^{er} juillet 1893.

*Avertissement. — Offres réelles.
Validité.*

Les offres réelles faites lors de la comparution sur avertissement et renouvelées à l'audience peuvent être déclarées valables et libératoires.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu le registre tenu en exécution de la loi du 2 mai 1835 ; — Vu la citation du 22 juin dernier ; — Ouf les parties en leurs explications ; — Attendu que le sieur Barbier, assisté d'un homme d'affaires, et le sieur Pascaud ont comparu devant le bureau de paix, le jeudi 22 juin dernier ; — Attendu que le sieur Barbier reprochait à son adversaire d'avoir dit, faisant allusion aux incendies de bois qui ont eu lieu récemment dans le pays, qu'il avait payé pour mettre le feu ; qu'il était en prison ; — Que, pour réparation du préjudice éprouvé, il réclamait 1 franc de dommages-intérêts et le coût de l'avertissement, au total 1 fr. 90 ; — Attendu que le sieur Pascaud, après s'être expliqué, a offert et réalisé toute la somme demandée, en exhibant et déposant sur le bureau une pièce de 1 franc et 90 cen-

times en monnaie de billon ; — Et que le demandeur a refusé de recevoir ces offres ; — Attendu que, sur le registre tenu en exécution de la loi du 2 mai 1835, sont régulièrement inscrits les noms des parties, l'objet de la contestation, les offres réelles dont il est question et le refus de les accepter ; — Attendu que, sur la citation qui lui a été donnée en 500 francs de dommages-intérêts pour réparation des mêmes propos dont il s'était agi au bureau de paix, le sieur Pascaud a fourni ses explications et a renouvelé ses offres identiquement de la même manière, offres que le sieur Barbier a de nouveau refusées ; — Attendu qu'il est hors de doute que les offres réelles, faites au bureau de paix, peuvent être déclarées valables et libératoires, si elles réunissent les conditions exigées par l'article 1258 du Code civil ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ; — Par ces motifs, statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Déclarons valables les offres réalisées par le sieur Pascaud au bureau de paix, le 22 juin dernier ; — Rejetons la demande à tort introduite contre lui par la citation postérieure à ces offres ; — Laissons le coût de cet exploit taxé et liquidé à la somme de 7 fr. 30 à la charge du sieur Barbier, qui est, en outre, condamné au coût du présent jugement. »

Observations. — Voir, sur la compétence du juge de paix en cette matière, notre DICTIONNAIRE GÉNÉRAL, v° *Offres réelles*, où sont exposées les controverses auxquelles a donné lieu cette question de compétence. Aujourd'hui, la doctrine et

la jurisprudence s'accordent avec la pratique pour admettre cette compétence. Particulièrement, le juge de paix est essentiellement compétent, dans les matières de sa juridiction, pour valider des offres faites devant lui, à deniers découverts, lors de la comparution en conciliation sur lettre, et réitérées à sa barre.

Justice de paix du canton de Roye
(Somme).

Président : M. OSCAR BARON, juge de paix

13 juillet 1893.

Scellés. — Référé. — Héritiers présomptifs. — Époux survivant donataire en toute propriété.

L'époux survivant, donataire en toute propriété de son conjoint décédé, peut requérir la levée des scellés sans être tenu d'appeler les héritiers présomptifs autres que les réservataires, ni de faire inventaire.

Ainsi décidé dans les circonstances suivantes :

Le sieur Doublet est décédé à Erolieu, le 28 juin 1893, laissant sa veuve comme donataire en toute propriété de tous ses biens, meubles et immeubles, la mère comme héritière réservataire et deux frères comme héritiers présomptifs.

Par suite de l'absence de tous ces héritiers, les scellés sont apposés d'office.

Le 11 juillet, la dame Doublet demande la levée pure et simple des scellés sans appeler les héritiers non réservataires.

M. le juge de paix de Roye croit devoir s'y refuser et introduit un

référé devant M. le président du Tribunal de Montdidier. Ce magistrat, après avoir entendu M. le juge de paix et M^e Docgeville, avoué, pour la veuve et la mère, a rendu l'ordonnance que voici :

« NOUS, PRÉSIDENT : — OUI M. le juge de paix en son rapport, M^e Docgeville, avoué de M^{me} veuve Doublet, épouse survivante, et de M^{me} Doublet mère, en ses conclusions ; — 1^o Sur la non-présence des héritiers présomptifs : — Attendu que l'article 931 du Code de procédure civile n'oblige point à appeler à la levée des scellés les héritiers dont le titre est annulé par un titre contraire ; — Attendu que la dame Doublet, née Dodancourt, est donataire de la toute propriété, de tous les biens, meubles et immeubles, dépendant de la succession de son défunt mari sans aucune exception ni réserve, même de l'usufruit de la part réservée par la loi aux ascendants et sans être tenue de fournir caution ni de faire emploi, suivant acte reçu par M^e Cottoy, notaire à Erclieu, le 8 juin 1893 ; — Attendu que les héritiers présomptifs ne contestent nullement la validité de ce titre ; qu'ils n'ont pas formé opposition à la levée des scellés, mais que le référé est introduit d'office par M. le juge de paix ; — Attendu que la dame Doublet, mère, héritière réservataire de son fils, se joint à la requérante pour demander la levée des scellés sans y appeler les héritiers présomptifs ; que le vœu de la loi se trouve donc suffisamment rempli ; — 2^o En ce qui concerne la description ; — Attendu que per-

ties présentes étant majeures et ne se trouvant pas dans le cas où la loi l'ordonne, il y a lieu d'ordonner la levée des scellés sans description ; — Par ces motifs, statuant en référé ; — Vu les articles 806 et 922 du Code de procédure civile ; — Au principal, renvoyons les parties à se pourvoir, et par provision ; ordonnons la levée pure et simple des scellés apposés par M. le juge de paix du canton de Roye après le décès et au domicile du sieur Doublet, à Erclieu, et sans qu'il soit besoin d'y appeler les héritiers présomptifs. »

Observations. — Le juge de paix ne doit lever les scellés sans inventaire, que lorsque le défaut de description et d'inventaire ne peut nuire à personne. Si les présomptifs héritiers, tous majeurs, ne font pas opposition à la levée des scellés et ne contestent pas la validité du titre qui a institué un époux survivant légataire universel ou donataire en toute propriété des meubles et immeubles composant la succession du *de cujus*, il n'est pas nécessaire d'appeler ces héritiers, autres que les réservataires, à la levée des scellés, et ils peuvent être levés sans description ni inventaire, parce qu'aucun droit n'est alors compromis. Toutefois, en ce cas, le juge de paix, de qui est requise la levée sans description, fera toujours bien de s'autoriser d'une ordonnance de référé, pour dégager sa responsabilité personnelle.

Justice de paix du canton de Lens
(Pas-de-Calais).

Présid. : M. LE JARDINIER, juge de paix.

6 juin 1893.

Mandataire. — Demande en restitution d'argent recouvré. — Vol. — Force majeure. — Absence de preuve. — Faute. — Responsabilité.

Le mandataire chargé d'encaisser des cotisations d'ouvriers mineurs syndiqués est responsable des fonds par lui recouvrés et tenu de les restituer au syndicat son mandant.

Il exciperait en vain de la force majeure résultant d'un vol dont il aurait été victime, si, d'une part, le ou les auteurs du vol n'ont pas été découverts, et si le vol lui-même n'est pas démontré; et si, d'autre part, il résulte des débats que le mandataire a commis une faute en ne prenant pas les précautions nécessaires pour garantir la conservation des sommes dont il était dépositaire.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Basly ès qualité, actionne Deneuille en paiement d'une somme de 60 francs recouvrée par le défendeur en sa qualité de délégué chargé de recevoir les cotisations trimestrielles des ouvriers mineurs syndiqués et d'en verser ensuite le montant dans la caisse du syndicat ; — Attendu que Deneuille reconnaît en effet avoir accepté le mandat gratuit de percevoir lesdites cotisations et avoir eu en dépôt, chez lui, ladite somme de 60 francs, dont on lui demande aujourd'hui le versement, mais allègue qu'ayant été victime d'un vol, ladite somme de 60 francs lui aurait été soustraite, et invoque, en conséquence, le cas

de force majeure et tire de cette circonstance excuse suffisante, à l'effet de n'être plus légalement tenu à restituer ladite somme de 60 francs ; — En droit : — Attendu que si certaines circonstances, telles qu'un vol, peuvent être de nature à excuser le mandataire dans l'accomplissement de son mandat, c'est à la condition toutefois, qu'il prouve le cas de force majeure invoqué par lui, c'est-à-dire, dans l'espèce, le fait qui, mettant en défaut la sollicitude du dépositaire, a entraîné la perte de la chose ; — En fait : — Attendu que Deneuille invoque, à l'appui du vol dont il aurait été victime, un procès-verbal dressé sur sa plainte par la gendarmerie le 28 novembre 1892, duquel il résulte : — Qu'aucun indice de fracture n'a été relevé sur la porte de Deneuille et qu'aucun bruit n'a été entendu par les voisins dans la nuit du 26 au 27 novembre 1892, d'où il suit que l'enquête n'a par suite pas abouti à faire découvrir le ou les auteurs du vol en question ; — Attendu que, dans ces conditions, il n'y a que présomption du fait invoqué, laquelle présomption ne peut être tenue pour le fait lui-même, d'où il résulte que le vol invoqué par Deneuille, comme cas de force majeure, n'est donc nullement établi ; — Attendu que, dès lors, cette preuve du vol faisant absolument défaut, Deneuille ne saurait être par suite dans le cas du dépositaire pouvant invoquer le cas de force majeure pour n'être pas tenu à l'accomplissement de son mandat ; — Que par suite, le vol invoqué par lui aurait dû être établi tout au moins par une instruction judiciaire, ce qui n'est pas

dans l'espèce; — Qu'au surplus et même en admettant que le vol a été commis, il ne s'ensuit pas que le vol constitue dans tous les cas un cas de force majeure; — Attendu qu'il n'a ce caractère que lorsqu'il est accompli dans des circonstances excluant la faute de celui auquel la garde de la chose a été confiée, et c'est au débiteur à prouver qu'il a eu lieu sans sa faute (Cass., 8 novembre 1881); — Attendu que Deneuille a reconnu que l'argent qui lui aurait été volé était enfermé dans un sac, et pendant son absence, hors de son domicile, qu'il n'avait confié à la garde de personne; — D'où il suit que Deneuille serait encore en tort d'avoir agi ainsi et de n'avoir pas pris, étant dépositaire d'une certaine somme d'argent, toutes les précautions ordonnées par la prudence en pareil cas; — Attendu que de tout ce qui précède, il résulte que le cas de force majeure invoqué par Deneuille ne saurait être admis en aucune façon; qu'il y a donc lieu, par suite, de faire droit à la demande de Basly, ès qualité, laquelle est dûment justifiée; — Par ces motifs, jugeant contradictoirement et en dernier ressort, condamnons Deneuille à payer à Basly, ès qualité, ladite somme de 60 francs, montant des causes susénoncées, avec intérêts de droit; le condamnons en outre aux dépens liquidés à 9 fr. 20, en ce non compris coût et suites du présent jugement auxquels il est également condamné. »

Observations. — Le dépositaire de fonds appartenant à autrui ou qu'il a perçus en vertu d'un mandat ne saurait se soustraire à l'obliga-

tion de restituer les sommes ainsi perçues, par ce seul fait qu'il allègue avoir été victime d'un vol. Encore faut-il que le vol soit dûment démontré et que les circonstances dans lesquelles il a été commis constituent un véritable cas de force majeure. Le vol aurait-il été réellement commis, le dépositaire ou mandataire serait encore responsable de sa faute ou de son imprudence, s'il n'a pas pris les précautions nécessaires pour mettre à l'abri de tout risque les fonds dont il a la garde.

Just. de paix du cant. ouest de Cambrai (Nord).

Président : M. VEBER, juge de paix.

29 avril 1893,

Diffamation. — Absence de préjudice matériel. — Pouvoir d'appréciation du juge. — Dépens.

Si la diffamation, bien que prouvée, n'entraîne, au préjudice du demandeur, aucune conséquence appréciable, et ne lui cause aucun dommage réel, le juge saisi de la demande peut se borner à condamner le défendeur aux dépens pour tous dommages-intérêts.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGES DE PAIX : — Vidant notre délibéré et faisant droit : — En fait; — Attendu que les conclusions des demandeurs tendent à ce que le défendeur soit condamné à leur payer la somme de 200 francs à titre de dommages-intérêts pour avoir dit publiquement, dans le courant de mars dernier, à Abancourt; 1^{er} dans le cabaret de Henri Hyar,

qu'il avait vu un nommé Lefébure chatouiller le bouton à la demanderesse; 2° dans son propre cabaret, en présence d'un sieur Roitelle, que Lefébure avait gratté le bouton à M^{me} Pierre, la demanderesse, et 3° qu'il avait vu Lefébure tenir M^{me} Pierre sur ses genoux et se livrer sur elle à des attouchements réitérés; — Attendu que le défendeur reconnaît le premier fait et nie les autres; — Attendu qu'il résulte de l'enquête et de la contre-enquête auxquels nous avons procédé à huis clos, que dans les premiers jours de mars dernier, Ségard a dit publiquement, à Abancourt, dans le cabaret Hyar, dans le sien et dans celui des demandeurs, qu'il avait vu un nommé Lefébure gratter le bouton à la demanderesse; — Attendu que le troisième propos, celui des attouchements répétés de Lefébure sur la demanderesse, en la tenant sur ses genoux, n'est pas établi; — Attendu qu'il est de notoriété publique: — 1° Qu'à la fin de 1886, la femme Dumont a quitté son mari pour aller vivre à Paris pendant environ un an; — 2° Que Dumont a fait insérer dans le numéro 2675 du journal *le Libéral* de Cambrai, daté du dimanche 13 février 1887, l'avis suivant: « Le sieur Dumont, Pierre-Joseph, couvreur à Abancourt, prévient le public qu'il ne reconnaîtra plus les dettes que pourrait contracter sa femme, Joséphine Herlot, qui a quitté le domicile conjugal; » — 3° Que le 23 mars 1887, il a demandé l'assistance judiciaire pour introduire contre sa femme l'action en divorce; — 4° Que les trop fréquentes visites que fait le nommé Lefébure à Jo-

séphine Herlot sont critiquées et mal interprétées par l'opinion publique et atteignent sa moralité; qu'en un mot, la femme Dumont est très sévèrement et très défavorablement jugée par l'opinion publique, par la population d'Abancourt; — Attendu néanmoins, et malgré ces circonstances atténuantes en faveur de Ségard, que celui-ci a eu tort de publier et répéter les faits de la cause dans trois cabarets différents, à des jours différents et à des personnes différentes; — En droit: — Attendu qu'aux termes de l'article 29 de la loi du 30 juillet 1884, toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne à laquelle il est imputé est une diffamation; que les paroles que Ségard a prononcées à plusieurs reprises, dans différents endroits, méchamment ou inconsiderément, sont de nature à porter atteinte à l'honneur de la femme Dumont et à lui nuire; qu'elles constituent par conséquent la diffamation et engagent la responsabilité de leur auteur, selon l'article 1382 du Code civil; — Attendu que la diffamation peut avoir un caractère différent suivant les conditions où elle a été commise et suivant la valeur morale de la personne envers qui elle l'a été; qu'il y a donc lieu de rechercher et de prendre en considération la gravité et l'étendue du préjudice causé; — Attendu que les demandeurs ne justifient d'aucun préjudice matériel ou moral; que la Cour de cassation a décidé que celui qui intente une action civile contre l'auteur de propos diffamatoires tenus contre lui, n'a droit à

aucune indemnité, s'il n'est point établi qu'il ait éprouvé un préjudice. (Cass., 19 janvier 1881, *J. du P.*, 1882, I, 632); — Attendu que si la diffamation n'entraîne aucune conséquence appréciable au point de vue matériel, le dommage qui en résulte n'est jamais absolu, mais est toujours relatif, c'est-à-dire subordonné à la condition sociale, à la situation de fortune, au degré d'éducation et d'instruction des parties, aux antécédents, à la moralité et à la conduite habituelle de la personne diffamée, à la considération et à l'estime dont elle jouit dans sa commune; que, dans ces circonstances, la condamnation du défendeur aux dépens nous paraît une réparation suffisante; — Attendu qu'il est de jurisprudence que, lorsque les dommages-intérêts ne sont fixés ni par la loi ni par une convention, le juge a un pouvoir discrétionnaire pour en établir la quotité; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux frais; — Statuant contradictoirement et en premier ressort, condamnons le défendeur pour tous dommages-intérêts aux frais de l'instance. »

Observations. — Nul n'a le droit de répandre dans le public des propos diffamatoires, et ce, alors même que la personne diffamée aurait, par sa conduite privée, justifié plus ou moins ces propos. Toutefois, il appartient au juge saisi de la demande de tenir compte des circonstances et de refuser toute indemnité en argent à la personne diffamée. La condamnation du défendeur aux dépens pourra dans de telles circonstances être considérée

comme une réparation suffisante. Le juge de l'action est, en cette matière, souverain appréciateur du prétendu dommage, et par suite, peut refuser de reconnaître qu'en fait le demandeur ait subi aucun préjudice réel.

Just. de paix du cant. ouest de Cambrai (Nord).

Président : M. VEBER, juge de paix.

24 juin 1893.

Passage. — Titre. — Demande en maintenance d'une servitude de passage fondée sur un acte de partage. — Enclave. Possession non invoquée. — Caractère pétitoire de la demande. — Incompétence du juge de paix.

Lorsque le demandeur en maintenance d'une servitude de passage base sa demande sur un titre ou sur l'enclave, sans invoquer sa possession annale du passage, ni réclamer la maintenance de cette possession, la demande ainsi formulée a le caractère pétitoire et échappe par suite à la compétence du juge de paix.

Ainsi décidé dans les circonstances que voici :

La dame Delvallez, cabaretière à Cambrai, a cité devant M. le juge de paix de cette ville les sieurs Denaison et Flahaut, ses voisins.

Par sa citation, la demanderesse, attendu que, depuis moins d'un an et jour, les défendeurs se sont refusés et se refusent encore à laisser passer soit elle, soit ses locataires, sur leurs propriétés, pour se rendre dans un terrain en jardinage lui appartenant et sis à Cambrai, rue Gauthier; que le jardin de la requérante a fait jadis partie du même héritage que les terrains de Denai-

son et de Flahaut ; qu'au moment de la division de cet héritage, constaté dans un acte de partage anticipé reçu par M^e Basquin, alors notaire à Cambrai, le 30 mars 1869, un droit de passage au profit du fonds aujourd'hui à elle demanderesse, a été réservé sur les terrains des défendeurs ; — Attendu que, même, en l'absence de cette réserve, elle serait fondée à réclamer ce passage, aux termes de l'article 682 du Code civil, pour cause d'enclave ; — Conclut qu'il plaise à M. le juge de paix de dire qu'à l'avenir les défendeurs seront tenus de laisser passer sur leurs terrains elle et ses locataires, et de les condamner en 20 francs de dommages-intérêts pour le préjudice causé.

Sur l'observation faite par le juge que l'action, telle qu'elle est introduite, n'est pas une action possessoire et n'est pas de sa compétence, M^e Glénel, avoué des défendeurs, requiert jugement :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation introductive d'instance ; — Vu les articles 23, 25 et 26 du Code de procédure civile, et l'article 6 de la loi du 25 mai 1838 ; — Attendu que les conclusions de la demanderesse tendent à obtenir un passage établi par un titre et fondé sur l'état d'enclave sans indiquer : 1^o l'assiette du passage ; 2^o si elle en a la possession annale ; 3^o en quoi consiste le trouble apporté par les défendeurs ; 4^o sans demander à être maintenue dans sa possession ; — Attendu que l'article 26 du Code de procédure civile porte que le demandeur au pétitoire ne sera plus reçu à agir au possessoire ; que le demandeur au pétitoire ne peut plus, dès que

l'assignation est donnée, se désister de sa demande pour agir au possessoire (Sirey, *Code de procédure civile*, art. 26, n^o 7) ; — Attendu que la Cour de cassation, par arrêt du 16 février 1881 (ANNALES 1882, p. 19), a décidé que le recours exclusif à un acte de partage, sans invoquer la possession annale, donne à l'action un caractère purement pétitoire, qui ferme la voie du possessoire, et que les conclusions ne peuvent pas être modifiées au cours des débats, car c'est du fait même de la citation que la disposition de l'article 26, générale dans ses termes, fait résulter la présomption qu'elle consacre ; — Attendu, par conséquent, que l'action ainsi portée devant nous est pétitoire et non possessoire, et que nous ne pouvons pas en connaître ; — Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux frais ; — Statuant contradictoirement en premier ressort, nous déclarons incompetent dans la cause, la renvoyons devant qui de droit, et condamnons la demanderesse aux frais. »

Observations. — La demanderesse avait peut-être la possession annale, et c'est probablement une plainte qu'elle entendait former, puisqu'elle visait un trouble qui remontait à moins d'an et jour, mais elle ou ses conseils ont eu le tort de mal formuler la demande et de la baser, non pas sur une possession annale fondée en titre, mais sur les titres eux-mêmes, c'est-à-dire sur l'acte de partage ou sur le titre légal de l'enclave. Dans ces conditions, la demande était essentiellement pétitoire, et, par suite, le juge de paix saisi a dû se déclarer incompetent.

*Judice de paix de Saint-Quentin
(Aiane).*

Président : M. FOURNET, juge de paix.

15 novembre 1891.

*Vente. — Taureau. — Condition.
Inexécution. — Domages-intérêts.*

Est valable et doit être observée la convention par laquelle l'acheteur d'un taureau s'est engagé envers le vendeur à ne pas le faire sortir de la commune.

En conséquence, l'acquéreur qui, contrairement à cette convention, a revendu le même taureau dans une autre commune, peut être tenu de dommages-intérêts envers son vendeur.

Cet acquéreur soutiendrait vain, pour se soustraire à son engagement, que le taureau était méchant, alors surtout qu'il résulte des débats qu'il n'a pu ignorer ce vice, d'ailleurs commun aux animaux de cette espèce.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Sur la demande principale : — Attendu qu'il est acquis aux débats que, le 20 octobre dernier, Mouret a vendu et livré à Bigot un taureau, moyennant le prix de 125 francs ; — Attendu que, de l'enquête à laquelle il a été procédé, il ressort que ce taureau n'a été vendu pour ce prix qu'à la condition expresse qu'en raison des qualités de sa race il resterait dans la commune d'Effry pour servir à la reproduction ; — Attendu que la contre-enquête n'a infirmé en rien cette condition ; — Attendu qu'une pareille convention n'est pas prohibée par la loi et qu'elle n'est contraire ni à l'ordre public ni aux bonnes mœurs ; — Attendu qu'il

est établi qu'au mépris de cette convention Bigot a revendu ce taureau à un sieur Parisot d'Entre-deux-Bois, moyennant le prix de 165 francs ; — Attendu que Bigot prétend que, s'il a revendu le taureau, c'est que celui-ci était méchant ; que cette circonstance, en la tenant pour exacte, n'est pas suffisante pour exonérer Bigot des effets de ladite convention ; qu'un animal de cette espèce doit toujours être approché avec précaution, et que la méchanceté est inhérente à sa nature ; — Que Bigot ne pouvait ignorer que cet animal n'était pas facile, puisqu'il était voisin de Mouret ; — Qu'au surplus il est établi par l'enquête que Mouret avait, à plusieurs reprises, offert de résilier le marché, ce à quoi Bigot s'est formellement refusé ; que ce dernier a donc, en violant la convention faite lors de l'achat, causé un préjudice à Mouret, dont il lui doit réparation ; — Attendu que la demande est exagérée et que nous avons les éléments nécessaires pour évaluer le préjudice ; — Sur la demande reconventionnelle : — Attendu que la demande principale étant justifiée et que la demande reconventionnelle, étant fondée exclusivement sur la demande principale elle-même, doit être rejetée ; — Par ces motifs, condamnons Bigot à payer à Mouret la somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts, etc. »

Observations. — La convention dont s'agit n'avait certainement rien de contraire à la loi, et, par suite, son inexécution donnait lieu à la réparation du préjudice causé.

Just. de paix de Montauban-de-Bretagne
(Ille-et-Vilaine).

Président : M. FERRAND, juge de paix.

4 décembre 1891.

Passage. — Possession annale. — Trouble.
Demande en maintenue. — Preuve tes-
timoniale. — Assiette du passage. —
Rejet de la demande.

Lorsque le titre constitutif d'une servitude de passage ne détermine pas exactement l'assiette de la servitude, le demandeur en maintenue de cette servitude ne peut réclamer le passage que sur les points sur lesquels il justifie l'avoir exercé depuis an et jour.

Lorsque la servitude de passage est reconnue, la preuve testimoniale peut être reçue pour en déterminer l'exercice.

Spécialement, lorsque de l'enquête il résulte que le demandeur n'était pas en possession du droit de passage dans la cour du défendeur au long de sa maison, mais seulement à une certaine distance, les actes isolés de passage au long de ladite maison constituent une aggravation de servitude et un trouble qui peut donner ouverture à une demande reconventionnelle en dommages-intérêts.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Vu la citation ; — Vu nos jugements interlocutoires des 23 et 26 octobre, notre procès-verbal de visite de lieux du 20 octobre et nos procès-verbaux d'enquête et contre-enquête des 4, 11 et 20 novembre, le tout enregistré ; — Ouï, en leurs dires, observations et conclusions, pour la demanderesse, M^e Poulain, avocat à Montfort, et, pour le défendeur, M^e Davy, avoué, aussi à Montfort ; — Vidant notre délibéré et statuant en premier ressort ; — Attendu que

la veuve Daubé, se disant troublée dans sa possession annale d'une servitude de passage sur la partie de la cour du défendeur longeant les bâtiments de celui-ci, l'a fait citer devant nous pour s'y voir maintenir, avec défense de l'y troubler à l'avenir ; — Attendu que, dès le début du procès, Verger a reconnu à la veuve Daubé le droit de passer sur sa cour, mais lui a contesté l'annalité de ce passage sur la partie joignant immédiatement ses bâtiments ; — Attendu qu'à l'appui de sa demande la veuve Daubé nous a communiqué la copie sur timbre d'un acte de partage sous signatures privées, en date du 20 septembre 1863, déposé pour minute dans l'étude de M^e Duval, notaire à Montauban, intervenu entre elle et l'auteur de Verger, où on lit ce qui suit : « Le propriétaire du premier « lot souffrira le passage sur son « déport pour le propriétaire du « second lot » ; — Attendu que la veuve Daubé a été appointée, sur sa demande, à prouver que, depuis un an et jour avant le trouble dont elle se plaint elle a exercé son passage sur la partie de la cour située au midi de la cour de Verger et contiguë à ses bâtiments ; — Attendu que, de son côté, celui-ci, prenant pour une aggravation de servitude les faits de passage exercés par celle-là sur sa cour pour le service et le desservice de deux pièces de terre, autres que celles qui ont fait l'objet du partage ci-dessus relaté, s'est reconventionnellement porté demandeur, concluant à sa condamnation en 30 francs de dommages-intérêts pour le préjudice résultant de cette aggravation ; — Attendu que la règle qui prohibe

toute preuve testimoniale en matière de servitude est inapplicable au cas où, le droit même à la servitude étant reconnu, il ne s'agit plus que d'en déterminer l'exercice ; — Attendu que, dans le silence du titre constitutif, le lieu par lequel doit s'exercer la servitude ne peut, lorsque les parties ne s'accordent pas à l'amiable sur ce point, être fixé que par les Tribunaux de première instance, à défaut de possession utile ; — Attendu que le titre représenté par la demanderesse n'indiquant pas exactement sur quelle partie du déport elle doit exercer son passage, elle devait faire la preuve de sa possession annale, preuve qu'elle n'a pas faite ; en effet, les témoins produits par elle nous ont appris : l'un, qu'au mois de juin dernier il existait, sur la partie sud-est de la cour de Verger, un tas de paille, distant de 5^m,85 de la porte de la grange Daubé ; un autre, qu'il a passé, à la même époque, pour le compte de cette dernière, à 1^m,60 des bâtiments Verger ; deux autres, le père et le fils, qu'au mois de septembre ils ont passé une charretée de paille à environ 60 centimètres ; un cinquième, qu'aux mois de juillet et d'août il a passé à 1^m,05 ; le sixième, qu'au mois de décembre 1890 il a enlevé du foin appartenant à la veuve Daubé, en passant à 1^m,05 des bâtiments Verger, et qu'au mois de février suivant, époque à laquelle il est passé de nouveau avec une charrette et une charrue, il y avait un tas de fumier vis-à-vis des bâtiments neufs de Verger, mais distant de ceux-ci de 3 mètres ; enfin le septième, qu'au mois de juillet 1889 il a passé à environ 2 mètres des bâ-

timents, un contrefort en bois qui les appuyait ne lui permettant pas d'approcher plus près ; puis qu'au mois de juillet 1890 il a passé sur un espace d'environ 3 mètres, entre le bâtiment reconstruit par Verger et un tas de terre de démolition ; — Attendu que les deux premiers témoins de la contre-enquête nous ont déclaré être passés, au mois de septembre dernier, pour le compte de la veuve Daubé, son gendre et son locataire, à environ 1^m,60 des bâtiments Verger ; le troisième, qu'au mois de novembre 1890 il a vu, sur une longueur de 6^m,60 (celle de la construction neuve), un dépôt de terre de démolition et de fumier, vis-à-vis de l'écurie de Verger, dont il a enlevé une partie à cette époque et, l'autre au mois d'avril suivant ; le quatrième est passé au mois de juillet dernier, mais il ne se rappelle pas à quelle distance des bâtiments ; le cinquième, qu'au mois d'avril ou de mai dernier, alors qu'il travaillait chez Goudin, il a vu un tas de fumier vis-à-vis des bâtiments de Verger ; il ne se souvient pas à quelle distance il était du mur, il se rappelle seulement qu'il passa entre le mur et le fumier au moment où on le chargeait ; enfin le sixième, qu'au mois de juin 1890 il a vu que le mur du cellier Verger, qu'il venait réparer, était appuyé par un contrefort dont la base reposait à 4 mètres du mur et qu'à la fin du mois de juillet suivant, quand le travail fut terminé, il y avait, sur toute la longueur du mur, un amas de terre qui ne permettait de passer qu'à pied entre lui et le mur ; — Attendu que ces dépositions ne sont que la confirmation de ce qu'a reconnu

Verger, mais n'établissent nullement que, depuis un an et jour avant le trouble prétendu, la veuve Daubé ait exercé sa servitude sur la partie de la cour contiguë aux bâtimens du défendeur ; exercice qui était, d'ailleurs, matériellement impossible avec chevaux et charrettes, ainsi que cela résulte de la déposition du témoin Prioul, confirmée par les sieurs Galbois et Joachim, et qui n'est nullement affaiblie par celle des frères Leclerc, enfans d'un fermier de la demanderesse. Comment, en effet, si le tas de fumier et de terre, dont il ne peut nier l'existence, était séparé du mur de l'écurie de Verger par un espace de 3 mètres, l'un de ces individus, F. Leclerc, eût-il pu passer entre ce fumier et le mur, mais à 1^m,30 de celui-ci ? — Attendu qu'il est très intéressant de remarquer ici, au peu de crédit que nous faisons des dépositions des sieurs Leclerc, que la demanderesse n'a songé à les faire appeler que pour la prorogation d'enquête, après avoir vainement essayé de reprocher le témoin Prioul, dont le témoignage si net et si catégorique annihilait complètement la demande principale ; — Sur la demande reconventionnelle : — Attendu qu'il est de jurisprudence que l'usage d'une servitude ne peut être étendu aux propriétés annexées à l'héritage auquel la servitude est due, à moins qu'elles ne proviennent d'échange opéré avec partie de ce fonds, ou bien d'alluvion et d'atterrissement (Pardessus, n° 39; Douai, 9 janvier 1830) ; — Attendu que la veuve Daubé reconnaît avoir passé, par-dessus la cour de Verger, des produits provenant de deux pièces de terre étrangères au partage de

1863 ; — Attendu que ce fait constitue une aggravation de servitude pour laquelle une réparation est due à Verger ; que nous trouvons, dans les circonstances de la cause, des éléments d'appréciation suffisants pour évaluer le préjudice ; — Attendu que les dépens doivent être supportés par la partie qui succombe ; — Par ces motifs, disons la demande de la veuve Daubé irrecevable ou tout au moins mal fondée en ce qu'elle prétend avoir acquis la possession annale du droit de passage sur la partie de la cour de Verger longeant ses bâtimens ; en conséquence, l'en déboutons. En outre, pour le préjudice causé à Verger par suite de son aggravation de servitude, la condamnons à lui payer la somme de 10 francs de dommages-intérêts et en tous les dépens. »

Observations. — Ce jugement, parfaitement exact en droit, a été, sur appel, confirmé par le Tribunal civil de Montauban-sur-Mer, mais sur le premier chef seulement, l'avoué du défendeur Verger ayant renoncé au bénéfice de la condamnation en 10 francs de dommages-intérêts prononcée au profit de son client. Cet avoué s'est, paraît-il, fondé, pour motiver sa renonciation, sur ce que le juge de paix n'était pas compétent pour statuer sur la demande reconventionnelle en dommages-intérêts. C'est là un scrupule quelque peu singulier et qui ne nous paraît pas justifié. En se portant, dans une action possessoire, reconventionnellement demandeur en dommages-intérêts pour aggravation de servitude, le défendeur Verger excipait à son tour d'un

trouble possessoire, résultant de cette aggravation; par suite, le juge de paix était parfaitement compétent pour apprécier ce trouble et en accorder la réparation. Toutefois, les juges d'appel n'avaient pas à réfuter sur ce point les arguments de l'appelant ni à lui attribuer malgré lui des dommages-intérêts auxquels il déclarait renoncer. C'eût été statuer *ultra petita*. Le Tribunal ne pouvait donc que lui donner acte de sa renonciation.

Justice de paix du canton de Roye
(Somme).

Président: M. OSCAR BARON, juge de paix.

11 août 1893.

Ouvrier. — Moisson. — Saisie-brandon.

La saisie-brandon opérée sur une récolte n'autorise pas l'ouvrier qui s'est engagé à la couper et moissonner à rompre son engagement; en conséquence, il est passible de dommages-intérêts s'il n'a pas obéi à la sommation avec offre de provision qui lui a été faite de se mettre au travail.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Prouille réclame à Gentilini 150 francs de dommages - intérêts pour avoir refusé de faire la moisson après en avoir pris l'engagement ; — Attendu que Gentilini reconnaît qu'il s'était engagé à faire la moisson pour Prouille, mais qu'il expose que cette moisson ayant été saisie le 5 juillet dernier et la mise en vente affichée le 13, il a pensé qu'il ne lui était plus permis de toucher aux

récoltes et s'en est dégagé envers le demandeur ; — Mais attendu que Gentilini n'avait pas à se faire juge de savoir si la saisie était dûment pratiquée et si elle l'empêchait de faire le travail dont il était tenu ; que Prouille pouvait fort bien obtenir la main-levée de cette saisie ou en faire disparaître les causes, ce qui, en fait, a eu lieu le 30, ou peut-être encore obtenir, par voie de référé, l'autorisation, vu l'urgence, de faire couper la récolte soit sous sa surveillance, soit sous celle d'un séquestre ; — Attendu donc que Gentilini, sommé le 25 juillet par exploit de Vicot, huissier à Roye, de faire le travail en question et ce avec l'offre de 100 francs à titre de provision, n'avait d'autre raison de refus que celle d'avoir entrepris témérairement un autre travail ; — Attendu que par ce refus il a causé un préjudice à Prouille, en l'obligeant à faire des démarches auprès d'autres ouvriers et en le mettant même en suspicion telle, auprès de ces moissonneurs, que l'un d'eux, après avoir commencé le travail, l'a abandonné tout de suite, de crainte de ne point être payé ; — Attendu néanmoins que, pour l'appréciation des dommages-intérêts, il y aura lieu de tenir compte de la bonne foi de Gentilini qui a été mal renseigné sur ses obligations ; — Par ces motifs, etc. »

Observations. — Bien jugé.

Justice de paix du canton de Lavit
(Tarn-et-Garonne).

Président : M. FOIGNET, juge de paix.

28 avril et 16 juin 1893.

Travaux intermédiaires nécessaires à la conservation d'un mur. — Mare. — Haie. — Compétence du juge de paix. — Jugement par défaut. — Opposition. — Transport sur lieux. — Enquête.

Le juge de paix est compétent pour statuer sur les travaux intermédiaires nécessaires pour assurer la conservation d'un mur séparatif de deux propriétés.

La partie qui a elle-même demandé au juge une visite de lieux et une enquête, et en présence de laquelle ces mesures d'instructions ont été ordonnées, n'est pas fondée à soutenir que la visite de lieux et l'enquête doivent être considérées comme inexistantes ou nulles, parce qu'elles ne lui ont pas été signifiées par la partie adverse.

Le juge n'est pas tenu de recommencer une enquête et une visite de lieux auxquelles une partie a assisté et participé, bien qu'elle ait déclaré faire défaut.

Ainsi décidé par les deux jugements qui suivent :

Premier jugement du 28 avril 1893 :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que, par exploit, enregistré, de Gaillard, huissier, le sieur Neau réclame au sieur Delpont : 1° une somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts pour le préjudice qu'occasionnent au mur qui clôture leurs propriétés réciproques les eaux d'une mare que ce dernier possède sur son fonds ; 2° la suppression de cette mare ; 3° l'arrachage et la coupe d'une haie, suivant que cette haie touche ou pro-

longe le mur séparatif ; — Attendu que, pour éclairer notre religion, nous nous sommes transporté, le 5 avril présent mois, sur les lieux et avons constaté : 1° que les deux propriétés sont contiguës ; 2° que le mur séparatif est inachevé et ne mesure qu'une hauteur de 60 centimètres environ ; 3° qu'à la tête de ce mur existe un jeune ormeau distant de 20 centimètres de la ligne séparative des deux héritages ; 4° qu'une haie continue ce mur ; que dans cette haie se trouve un ormeau qui nous paraît avoir plus de trente ans ; que cette haie est formée de rejets poussés sur la couronne de souches d'anciens cognassiers ; — Que l'examen du fonds supérieur, qui est celui de Delpont, nous révèle que tout ce qui a pu être fait pour aggraver la servitude énoncée en l'article 640 du Code civil n'a pas été épargné ; — Que, sur le sol de la petite rue de Bardigue, où s'ouvrent les deux fonds, existe en face la mare une gondole, qui est creusée plus profondément à mesure qu'elle se dirige vers ladite mare ; — Que, soit par l'élévation du sol, soit par un entassement de terreau d'une superficie de 2^m,50 (qui nous paraît récent), le trou de 1^m,60, qu'on appelle *mare*, gît au fond et au milieu d'un véritable bassin ; — Attendu qu'avant de déclarer faire défaut au moment de la rédaction de notre procès-verbal, Delpont a déposé, lors de notre jugement préparatoire, des conclusions qui tendent à sa maintenue en possession ; — Attendu que nous n'avons pas à nous occuper de cette possession ; que cette possession fût-elle établie, n'empêcherait en rien l'action de Neau ; que nous

n'avons pas à examiner s'il y a servitude, si la servitude naturelle d'écoulement a été aggravée, si Delpont peut contraindre son voisin inférieur à recevoir les eaux corrompues, malsaines, qu'y déverse la mare; si, après l'acte de vente du 27 septembre 1881 et le procès-verbal de bornage dressé par notre prédécesseur, le 31 octobre de la même année, un changement s'est opéré dans la servitude, entraînant la suspension prévue par l'article 703 du Code civil; que nous n'avons qu'à nous enfermer tant dans les limites de notre compétence que dans celles de la citation; — En ce qui concerne la mare : — Attendu que cette mare n'est pas bâtie, qu'elle est simplement creusée et n'a même pas d'orifice déterminé; que, dès qu'une averse survient, ses eaux, alimentées tant par celles recueillies sur le fonds du défendeur que sur la voie publique, ne contiennent plus dans la profondeur de 1^m,60; qu'alors, les eaux sortent de la mare, se répandent, puis s'élèvent dans le bassin au fond duquel celle-ci se trouve, et, par la direction qu'on leur a donnée, attaquent fatalement le mur séparatif et se déversent chez Neau; — Attendu que Delpont, présent sur les lieux, n'a pas nié ces faits et se borne à déclarer qu'il a le bénéfice d'une possession plus qu'annale; que le préjudice est nul et de minime importance; — Attendu, certainement, que le mur n'a pas encore subi des dégâts qui peuvent immédiatement le renverser; mais que sa chute est certaine, fatale, surtout si des inondations qu'il a eu à souffrir en janvier dernier venaient à se renouveler; — Attendu,

qu'en ne tenant même pas compte de la déposition du témoin Bourreil, qui déclare qu'il « a vu, dans le « mois de janvier, le jardin de Neau « inondé, et que l'eau venait du côté « où est située la mare de Delpont »; il est indéniable qu'un affouillement incessant et des infiltrations permanentes désagrègent les matériaux du mur; — Attendu, il est vrai, qu'il n'existe à Bardigues aucun usage constant et reconnu en ce qui concerne la construction des mares; que cette circonstance n'atténue cependant en aucune façon les torts de Delpont; que la prescription même qu'il prétend avoir, serait-elle justifiée, cette prescription ne saurait lui permettre le préjudice qui lui est imputé; — Attendu que l'action de Neau n'est autre que celle de l'article 6, § 3, de la loi du 25 mai 1838; — Attendu que la compétence que nous donne l'article de cette loi, bien que sans limitation de quotité, seulement à charge d'appel, et sans autre exception que le cas où la propriété ou la mitoyenneté serait contestée, n'est pas pour cela absolue et générale; — Qu'il y a lieu de distinguer dans les travaux à ordonner ceux qui ont le mur pour objet, de ceux qui n'ont d'autre but que la suppression ou la vérification du puits, de la fosse, etc., qui se trouvent près du mur; que pour les premiers travaux essentiellement intermédiaires, qui n'ont en vue que la conservation du mur, nous sommes compétent; que, pour les autres, il nous est interdit d'en connaître, à cause de leur caractère pétitoire et indéterminé (Cass., 30 avril 1873; Sirey, 1893, I, 301; Dalloz, 1873, I, 384); — Attendu que Neau, après

avoir demandé la suppression de la mare, a conclu à ce qu'il nous plût ordonner des travaux nécessaires à la conservation de son mur; — Attendu que les conclusions peuvent être modifiées pendant le cours de l'instance; que les dernières seules doivent définitivement nous saisir (Cass., janvier 1873); que, par suite, il y a lieu d'y faire droit; — En ce qui concerne la haie : — Attendu que la haie qui prolonge le mur de Neau est faite de rejets accrus sur la couronne de souches d'anciens cognassiers; — Attendu que cette haie n'est point placée à une distance moindre que la distance légale; qu'elle n'est protégée ni par un titre ni par la destination du père de famille; — Que, par suite, il y a lieu, tout en respectant les souches, qui, d'après la déposition du témoin Dupont, sont plus que trentenaires, d'arracher tous les sujets et baliveaux composant cette haie; — En ce qui concerne l'ormeau placé à la tête du mur : — Attendu que, près du mur litigieux, existe, à 20 centimètres, à la place de la haie dont parlent les conclusions, un ormeau qui n'a pas trente ans; — Attendu qu'à Bardigues, il n'existe aucun règlement ou usage constant et reconnu touchant la matière; qu'il y a donc lieu de se reporter à l'article 671, loi du 20 août 1881, qui prescrit la distance de 2 mètres pour la plantation d'arbres qui se trouvent près de la limite d'une propriété voisine; — Attendu que cette prohibition est expresse, absolue, et doit recevoir sa stricte exécution; — Attendu que nous avons les éléments nécessaires pour déterminer l'importance des dommages pour le préjudice

éprouvé; — Attendu que la partie qui succombe est passible des dépens; — Par ces motifs : — Vu les articles 6, §§ 2 et 3, de la loi du 25 mai 1838, 671, 672, 674, 1382 du Code civil; — Vu notre procès-verbal de constat des lieux; — Vu l'enquête du 14 avril présent mois, vidant notre délibéré, jugeant publiquement et en premier ressort, statuant par défaut vis-à-vis de Delpont, le condamnons à 25 francs de dommages-intérêts; — Disons qu'il devra établir à ses frais un contre-mur d'une épaisseur de 33 centimètres pour protéger le mur séparatif qui délimite sa propriété de celle de Neau; que l'ormeau planté à 20 centimètres de ce mur sera arraché, ainsi que tous rejets et baliveaux accrus dans la haie; — Le condamnons, en outre, en tous les dépens, et commettons Gaillard, huissier audiencier, pour la signification du présent jugement. »

Le sieur Delpont a fait opposition à ce jugement, et, le 16 juin suivant, jugement qui l'en déboute dans les termes suivants :

« Nous, JUGE DE PAIX : — Attendu que le sieur Delpont a fait opposition au jugement de défaut qui lui a été signifié le 25 mai; qu'à la date du 27, il a assigné le sieur Neau pour l'audience de ce jour; — Sur la recevabilité de l'opposition : — Attendu qu'en déclarant que « l'opposition contiendra assignation « au prochain jour d'audience », le législateur a eu en vue un intérêt d'ordre public d'abord et un intérêt d'ordre privé ensuite; — Qu'il a voulu : 1° terminer devant notre juridiction, où la procédure doit être prompte et peu coûteuse, les

procès commencés et mettre le plus tôt possible chacun en possession de ses droits; 2° ne pas laisser une partie à la merci des retards calculés de son adversaire; — Qu'en mettant un pareil moyen à la portée du défendeur, la loi lui a permis de ne pas laisser l'exécution du jugement qui lui a donné raison indéfiniment suspendu; — Que le défendeur seul est juge de son propre intérêt; qu'il lui est loisible, si la date fixée dans l'assignation n'est pas celle de l'article 20 du Code de procédure civile, ou de provoquer le débat, et, si le demandeur le fait, obtenir un défaut-congé, ou bien attendre et se présenter, comme l'a fait Neau, à l'audience désignée; — Attendu que si Delpont n'a pas assigné Neau pour le 2 juin « prochain jour d'audience », Neau ne nous a pas demandé non plus ce jour-là un défaut-congé; qu'il a, par conséquent, accepté, au moins tacitement, le débat pour aujourd'hui; — Attendu que la loi n'ayant pas subordonné à l'accomplissement de cette formalité la validité de l'opposition elle-même, nous n'avons pas à statuer d'office sur ce chef, puisque la régularité de cette opposition n'est pas contestée par le défendeur; — En ce qui concerne les motifs de l'opposition: — Attendu que le sieur Delpont base les motifs de son opposition sur ce que le jugement du 28 avril 1893 ne peut avoir aucune valeur, parce qu'aucun transport sur les lieux et qu'aucune enquête n'auraient été préalablement ordonnée et que le dispositif de cette sentence est contraire à la loi; — Attendu qu'aucun de ces motifs n'est fondé; — Que l'enquête et la

visite des lieux n'ont été ordonnées, à l'audience du 10 mars dernier, que sur les conclusions formelles du sieur Delpont; — Que ce jugement fixait au 23 du même mois la mise en mouvement de ces moyens d'instruction; mais, qu'à cette date, retenu à Lavit par la maladie, nous n'avons pu nous rendre à Bardigues que le 5 avril suivant; — Attendu que, dans le but d'éviter aux parties des frais qu'elle n'avait pas occasionnés, et surtout préoccupé de remplir notre mission, qui consiste à distribuer une justice prompte et peu coûteuse, nous avons fait avertir les parties de notre transport, tant par les soins de M. le maire de Bardigues que par une lettre qui leur a été personnellement adressée par notre greffier; — Que Delpont, ces opérations fixées de nouveau pour le 5 avril, connaissait si bien cette enquête et ce transport, qu'il a eu soin de nous demander, par une lettre adressée à notre greffier et qui sera enregistrée, le renvoi de ce transport, parce que son conseil ne se trouvait pas près de lui ce jour-là; — Attendu qu'arrivé sur les lieux, le sieur Delpont nous ayant renouvelé sa demande, en ce qui concerne l'enquête, parce qu'il n'avait pu convoquer ses témoins, nous avons passé outre, ordonné que la visite aurait lieu immédiatement et que l'enquête serait faite à l'audience du 14 avril; — Attendu, du reste, comme le prouve notre procès-verbal, que Delpont ne s'est désintéressé de nos constatations qu'au moment de la rédaction dudit procès-verbal, c'est-à-dire au moment où tous les lieux visités en sa présence et avec son concours, nous

n'avions plus qu'à retenir par écrit ce que nous avons vu ; — Attendu que, même après avoir déclaré faire défaut, il a assisté à la rédaction de ce procès-verbal, sur sa porte, à très peu de distance de l'endroit où nous nous trouvions ; — Qu'il a donc parfaitement entendu ce que nous disions à notre greffier, ainsi que le renvoi des parties, pour enquête, à la date même qu'il nous avait prié de fixer ; — Attendu qu'aux termes de l'article 28 du Code de procédure civile, la sentence du juge de paix qui ordonne une opération à laquelle les parties doivent assister ne leur est signifiée que lorsqu'elle n'a pas été prononcée en leur présence ; — Qu'il ne s'agit pas ici des jugements par défaut ; mais, comme l'indique la rubrique du titre cinquième : « Des jugements qui ne sont pas définitifs et de leur exécution ; » — Que le législateur, en prenant soin de dire que ces jugements ne seront pas expédiés quand ils auront été rendus contradictoirement et prononcés en présence des parties, a voulu spécifier que leur signification n'aurait lieu que dans le cas unique où la partie n'aurait pu avoir connaissance de l'opération ordonnée ; qu'autrement, les mots *prononcés en présence des parties* n'auraient aucun sens, puisqu'un jugement contradictoire, en pareil cas, est toujours prononcé en présence des personnes en cause ou de leurs représentants ; — Que Neau n'avait pas à signifier à Delpont, présent sur les lieux, tout en déclarant faire défaut, le procès-verbal d'une opération à laquelle il avait coopéré et une ordonnance d'enquête qu'il avait lui-même sollicitée ; — Que Delpont

est donc mal venu à prétendre aujourd'hui ces mesures juridiquement inexistantes ; qu'en prenant part au transport, sans élever préalablement aucune exception légale, il a reconnu que la sentence qu'il dénie aujourd'hui avait été précédemment ordonnée, qu'elle avait force exécutoire ; — Attendu que les moyens d'instruction, qui entraînent des longueurs et des frais, doivent être évités toutes les fois qu'ils ne sont pas indispensables ; qu'un nouveau procès-verbal ne changerait en rien les constatations que nous avons faites à la date du 5 avril 1893 ; que l'enquête demandée ne jetterait aucune clarté dans le débat, puisque le sieur Neau ne conteste pas à son adversaire la possession qu'il prétend avoir et que les faits que ce dernier offre de prouver ne sont, par suite, ni pertinents ni concluants ; — Attendu que les moyens d'opposition du sieur Delpont n'ayant pas infirmé les motifs du jugement rendu le 28 avril dernier, il y a lieu de confirmer cette décision ; — Par ces motifs, jugeant publiquement en premier ressort ; statuant sur l'opposition régulière en la forme du jugement rendu par défaut le 28 avril dernier contre Delpont ; — Déboutons ledit Delpont de sa demande ; ordonnons que ledit jugement sortira son plein et entier effet et condamnons le sieur Delpont en tous les dépens. »

Observations. — Il a été jugé que, lorsqu'une des parties ne comparait pas au jour fixé pour une enquête, et ne fait pas assigner de témoins, le juge de paix qui a procédé à l'enquête et l'a déclarée close,

peut, sur l'opposition, refuser au défaillant de faire une contre-enquête. — A plus forte raison, le juge de paix peut-il refuser à l'opposant de recommencer l'enquête faite et la visite de lieux. Il est manifeste que ces nouvelles opérations, refaites avec les mêmes témoins et sur les mêmes lieux, ne pourraient donner que le même résultat et n'aboutiraient qu'à occasionner de nouveaux frais parfaitement inutiles. — Voir Cass., 19 juin 1832, ANNALES, 1^{re} série, t. III, p. 14. — Sur le moyen tiré de la prétendue irrégularité de l'enquête et de la visite de lieux, et du défaut de signification des procès-verbaux de ces opérations, le jugement du 16 juin y répond suffisamment pour que nous n'ayons rien à ajouter aux motifs sur lesquels il s'appuie.

Just. de paix du 2^e canton de Montpellier
(Hérault).

Président : M. MAURIN, juge de paix.

9 août 1893.

Responsabilité. — Établissement de bains.
Faute. — Vol.

La présomption de faute établie pour les hôteliers par l'article 1953 du Code civil, ne s'applique pas aux établissements de bains. La responsabilité du propriétaire de ces sortes d'établissements ne peut résulter que de la théorie générale de la faute.

Commets une négligence qui le rend responsable, aux termes des articles 1382 et suivants du Code civil, d'un vol commis au préjudice des baigneurs, le propriétaire d'un établissement de bains où sont installées des cabines, s'il n'a pas pris les précautions d'usage pour assurer la remise au baigneur des choses dont la

garde rentre dans sa responsabilité ordinaire.

Ainsi jugé dans les termes suivants :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que Granon et Jacot réclament à Quercy le paiement, le premier de la somme de 53 francs, le second de celle de 65 francs qui se trouvaient, prétendent-ils, dans les effets renfermés dans les cabines 46 et 47 de l'établissement du sieur Quercy, dont les clefs étaient en la possession d'une femme à son service, lesquelles sommes auraient été dérobées pendant qu'ils prenaient un bain ; — Attendu que le sieur Quercy soutient que, comme maître de bains, il n'est pas dépositaire nécessaire ; que, par suite, les dispositions de l'article 1953 du Code civil ne lui sont pas applicables ; qu'au surplus les demandeurs avaient commis une imprudence en laissant de l'argent dans leurs vêtements, alors qu'ils auraient dû en effectuer le dépôt au bureau ; — Attendu, sur la nature de la responsabilité, que les présomptions légales sont de droit étroit et ne s'étendent pas d'un cas à un autre ; — Qu'il est aujourd'hui de jurisprudence certaine, qu'on ne peut appliquer aux établissements de bains la présomption de faute établie pour les hôteliers par l'article 1953 ; — Mais attendu que la responsabilité du propriétaire de ces sortes d'établissements résulte de la théorie générale de la faute ; — Qu'ils ont la garde des effets, bijoux, argent, que tout baigneur peut-être présumé raisonnablement porter sur lui lorsqu'il quitte Montpellier pour aller à Palaras prendre un bain, y passer la soirée au besoin

et se faire rapporter à Montpellier ; — Que, sans doute, des mesures de précaution exceptionnelles ne doivent être exigées soit du propriétaire de l'établissement, soit du baigneur, que lorsqu'il s'agit d'une somme d'argent considérable, de bijoux de grand prix, de certaines valeurs, en un mot de toutes choses précieuses qu'on ne porte pas habituellement dans sa poche ; — Mais qu'il est des précautions d'usage que les propriétaires d'établissement sont tenus de prendre pour assurer la remise au baigneur des choses dont la garde rentre dans sa responsabilité ordinaire ; — Attendu, dans l'espèce : 1° qu'il n'existait d'avis sur aucun point indiquant qu'on devait remettre au bureau les sommes et objets de valeur ; 2° qu'il n'a pas été remis à Granon et à Jacot le numéro de la cabine que le baigneur doit porter à son costume en allant au bain, et qu'il représente à l'ouvreuse pour se faire ouvrir la cabine lorsqu'il en revient ; — Que ce sont là des négligences qui entraînent évidemment la responsabilité du propriétaire, aux termes des articles 1382 et suivants du Code civil et rendent recevable l'action des demandeurs ; — Attendu, au fond, que Granon et Jacot ne peuvent apporter que leur affirmation, dans l'impossibilité où ils se trouvent de se procurer des preuves relativement à l'importance des sommes contenues, d'après eux, dans leurs effets ; — Mais attendu que Quercy ne conteste pas, d'une part, le fait du vol et reconnaît, d'autre part, que les demandeurs étaient en situation d'avoir en leur possession une certaine somme d'argent ; qu'il se borne seulement à en

discuter le chiffre ; — Attendu que les explications de l'audience nous permettent de déterminer approximativement les sommes dont Granon et Jacot étaient présumés pourvus pour les frais d'un déplacement de Montpellier à Palaras ; — Attendu que les dépens suivent le sort du principal ; — Par ces motifs, jugeant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort : — Condamnons Quercy à payer : 1° à Granon, la somme de 20 francs ; 2° à Jacot, la somme de 25 francs, pour les causes dont s'agit ; le condamnons, en outre, aux intérêts légitimes et aux dépens. »

Observations. — Il a été jugé déjà que les maîtres de bains ne peuvent être assimilés aux hôteliers et aubergistes et ne sont pas soumis à la responsabilité étroite édictée par l'article 1953 du Code civil. Mais ils sont, comme tous autres, responsables du dommage causé par leur négligence et leur faute, dans les termes des articles 1382 et suivants du Code civil. A cet égard, le juge du fait a plein pouvoir d'appréciation.

Justice de paix du canton de Roye
(Somme).

Président : M. OSCAR BARON, juge de paix.

31 mars 1893.

*Dettes de cabaret. — Dépenses exagérées.
Appréciation du tribunal.*

Le juge a le droit de réduire des dépenses de cabaret qui lui paraissent exagérées et hors de proportion avec la situation du consommateur.

Ainsi décidé par le jugement suivant :

« NOUS, JUGE DE PAIX : — Attendu que le défendeur fait défaut, mais que le juge doit néanmoins, avant d'adjuger les conclusions, examiner le bien fondé de la demande; que c'est un devoir d'autant plus impérieux dans la cause qu'il s'agit de dettes de cabaret et que Suret est quelque peu faible d'esprit; — Attendu que Disleville établit ainsi son compte; — (Suit le détail : 58 francs pour boisson et quelques victuailles en janvier, dont 25 francs le 16 janvier, etc.); — Attendu que le chiffre des consommations livrées par Disleville à Suret est manifestement trop élevé relativement à la position sociale du défendeur, simple ouvrier maçon; — Qu'il est de toute évidence que le débiteur a abusé des passions et de la faiblesse de son client, lorsqu'on voit que, dans la seule journée du 16 janvier dernier, il lui a livré pour 25 fr. 05 de boissons et victuailles, et principalement de boissons, et pour 58 fr. en un seul mois; — Attendu qu'il y a lieu en ces circonstances de rejeter une partie de la créance entachée de nullité comme contraire à l'ordre public et à l'intérêt social et, par suite, de réduire de moitié la somme réclamée; — Par ces motifs, statuant par défaut en dernier ressort, condamnons Suret à payer à Disleville la somme de..., etc. »

Observations. — Nous admettons

que, dans une certaine mesure, le juge puisse tenir compte de l'exagération des dépenses faites dans un cabaret par un consommateur dont les ressources paraissent n'être point suffisantes pour les lui permettre, et, par conséquent, de la faute du débiteur qui a eu le tort d'encourager ces dépenses. Mais le juge peut-il et doit-il réduire d'office et par défaut le montant d'une créance qui lui est justifiée par des livres? Nous avons quelque peine à le penser. En ne comparaisant pas pour défendre à la demande, le défendeur est présumé en reconnaître le bien fondé; en tout cas, il n'est pas là pour la contester. Il nous paraît donc prudent, en pareil cas, de donner défaut pur et simple, sauf à examiner et à réduire la demande, sur opposition, si le défendeur vient solliciter cette réduction. Nous lisons dans le jugement que le défendeur est faible d'esprit. C'est possible; mais pour qu'une telle affirmation figure dans la sentence, alors que le défendeur n'a pas comparu, il faut nécessairement que le fait allégué ait été à la connaissance personnelle du juge. Or, il a été décidé plusieurs fois par la Cour de cassation que le juge ne peut pas motiver sa décision sur la connaissance personnelle qu'il peut avoir de certains faits, mais seulement sur ceux qui ont été établis à l'audience et qui résultent des débats.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES AU BULLETIN SPÉCIAL DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

POUR L'ANNÉE 1893.

ABANDON. Est abusif et peut donner lieu à une action en dommages-intérêts le fait, par le propriétaire d'une voiture, de l'avoir abandonnée et laissée stationner sur un terrain attenant à la voie publique, mais appartenant à un particulier, p. 64. — Toutefois, si le fait a été commis de bonne foi, la condamnation du défendeur aux dépens est une réparation suffisante. *Ibid.*

ABATTOIR. — V. *Arrêté municipal.*

ACCIDENT. — V. *Responsabilité.*

ACTE DE COMMERCE. — V. *Commerçant, Compétence.*

ACTION PERSONNELLE ET MOBILIÈRE. Doit être débouté de sa demande celui qui demande la restitution d'un perroquet dont il se prétend propriétaire et qu'il reproche au défendeur de s'être approprié, alors qu'il n'apporte aucune preuve à l'appui de sa demande, et que le défendeur prétend avoir acquis ce perroquet au marché aux oiseaux, p. 28.

ACTION POSSESSOIRE. Le juge de paix connaît des actions possessoires à condition que le trouble qui y a donné lieu ait été commis dans l'année, p. 215. — Spécialement, n'est pas recevable l'action possessoire basée sur des faits qui avaient donné lieu, l'année précédente, à un avertissement en conciliation, d'où il résulterait que la plainte est motivée sur un fait de trouble remontant à plus d'un an. *Ibid.* — Le demandeur au possessoire a la charge de prouver, autrement que par des présomptions simples, la possession annale dont il se prévaut pour justifier sa demande, p. 9. — Lorsque la possession est acquise et dûment constatée, elle se conserve par la seule intention, et ne se perd qu'autant que le

possesseur a été privé de la jouissance de la chose et qu'une autre possession est venue remplacer la sienne et s'est continuée pendant une année, p. 241. — Celui qui se plaint d'un trouble possessoire doit citer l'auteur véritable du trouble, lorsqu'il le connaît, et non pas la personne qui n'en a été que l'instrument, p. 97. — Le juge de paix a le droit de consulter les titres pour caractériser la possession, p. 292. — Une servitude de pâturage est essentiellement discontinue et ne peut s'acquiescer que par titres. *Ibid.* — Une association syndicale, dûment autorisée pour l'exploitation d'un canal d'irrigation, est recevable à intenter l'action possessoire pour trouble apporté à la possession annale dudit canal, p. 131. — Le fait d'avoir détruit ou dégradé le barrage de ce canal constitue un trouble pouvant donner ouverture à la plainte. *Ibid.* — La publicité de la possession est une condition essentielle pour l'exercice soit de la plainte possessoire, soit de l'action en réintégration, p. 93. — Spécialement, cette dernière action ne peut être exercée sous prétexte de voie de fait, lorsqu'il est établi au procès que le demandeur s'est prêté à l'accomplissement du fait dont il se plaint. *Ibid.* — Lorsque, devant le juge de paix saisi d'une action possessoire, aucune des parties n'a fait preuve de sa possession annale du terrain litigieux, il y a lieu de les renvoyer à se pourvoir au pétitoire sans séquestre ni récréance, p. 127. — L'établissement, sur la voie publique, d'un poteau télégraphique touchant au sommet du pilastre du mur de clôture d'un particulier suffit pour constituer un trouble et pour servir de base à une action en plainte, p. 213. — Le propriétaire qui, depuis an et jour, est en possession d'amener sur son terrain, au moyen d'un aqueduc, les eaux grasses sortant d'une écurie à lui appartenant, est

recevable et fondé à exercer l'action possessoire contre celui qui, par un travail nouveau, a fait obstacle à l'écoulement de ces eaux, p. 116. — Le juge de paix saisi d'une action possessoire est compétent pour statuer sur les exceptions opposées à l'action ; il a droit d'apprécier les titres produits par les parties pour caractériser la possession de pure tolérance, p. 22. — Le juge a, en outre, qualité pour apprécier si un fonds est réellement enclavé. *Ibid.* — Il n'y a pas enclave, s'il est possible de se procurer une issue au moyen de travaux faciles et peu dispendieux. *Ibid.* — Lorsque l'enclave a cessé depuis plus de trente ans, celui qui exerce sur le fonds voisin une servitude de passage pour la desserte de son fonds autrefois enclavé n'est pas recevable à faire, devant le juge du possessoire, la preuve par témoins qu'il aurait, depuis la cessation de l'enclave, continué d'exercer le passage, et a ainsi conservé ses droits ou acquis une nouvelle servitude de passage par une possession trentenaire, p. 217. — Le copossesseur d'une ruelle séparative de deux héritages est recevable, en cas de trouble, à exercer l'action possessoire en maintenance de la jouissance de cette ruelle, p. 263. — Les actes accidentels et qui ne révèlent pas la prétention d'user d'un droit, qui ne laissent aucune trace, ne peuvent être considérés comme des faits de trouble pouvant donner ouverture à l'action possessoire, p. 181. — Spécialement, le fait, par un voiturier, d'avoir, pour éviter un accident, fait passer accidentellement sa voiture sur un terrain d'autrui ne peut donner lieu à la complainte, mais seulement à une action en dommages-intérêts, au cas de préjudice justifié. *Ibid.* — Le propriétaire d'un immeuble riverain de la voie publique a le droit d'intenter une action possessoire en cessation du trouble à lui causé par l'établissement, sur ladite voie publique, d'un poteau télégraphique qui touche le sommet du pilastre de son mur de clôture, p. 171.

ALIÉNÉ. — V. Réquisition.

APPRENTISSAGE. La clause d'un contrat d'apprentissage (dans l'espèce chez un pâtissier) par laquelle l'apprenti, ou son père stipulant pour lui, s'engage à ne pas faire de pâtisserie en dehors de la maison du maître, ne peut être applicable que pendant la durée de l'apprentissage, p. 257. — Lorsque le patron n'observe pas à l'égard de l'apprentie mineure la réserve que lui commandent la loi et la

décence, il y a lieu d'ordonner la résiliation du contrat d'apprentissage, avec dommages-intérêts au profit de l'apprentie, p. 241. — Et la résiliation peut être prononcée sans indemnité au profit du patron. *Ibid.*

AQUEDUC. — V. Action possessoire.

ARRÊTÉ MUNICIPAL. Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui dispose que toutes les sociétés musicales, autorisées ou non, ne pourront jouer sur la voie publique sans autorisation, p. 57. — Mais, lorsqu'il est dit dans l'arrêté qu'une société musicale ne pourra jouer sans autorisation sur la voie publique avec bannières et insignes déployés, cet arrêté doit être interprété dans son sens le plus large, c'est-à-dire que l'interdiction de jouer sur la voie publique n'a d'effet qu'autant que la société a joué avec bannières et insignes déployés. *Ibid.* — Est illégal et non obligatoire l'arrêté municipal qui, en interdisant aux champignonnistes de faire aucun dépôt de fumier à moins de 100 mètres de toute habitation, reconnaît que ce fumier n'est pas insalubre, p. 226. — Un tel arrêté, qui n'est pas pris dans l'intérêt de la salubrité publique, constitue une atteinte au droit de propriété et à la liberté de l'industrie. *Ibid.* — Est illégal et non obligatoire l'arrêté qui défend, d'une façon générale, l'écoulement de toutes les eaux sales ; les maires n'ayant de pouvoir qu'autant que l'intérêt de la salubrité est en jeu, l'arrêté ne peut prohiber l'écoulement des eaux qu'autant qu'elles sont de nature à répandre des exhalaisons insalubres, p. 204. — L'arrêté du maire qui, dans l'intérêt de la salubrité, prohibe le lavage des fûts sur la voie publique n'est légal et obligatoire qu'autant que ces fûts contiendraient des matières dont le lavage et l'épandage sur la voie publique seraient de nature à compromettre la santé publique, p. 99. — Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui soumet au contrôle et à l'estampille d'un inspecteur des viandes abattues hors de la commune, lors de leur introduction et avant leur mise en vente, p. 66.

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL. Le fait par un propriétaire de laisser subsister une cave sous la voie publique, malgré l'interjonction à lui faite par arrêté préfectoral d'avoir à combler ladite cave, constitue une contravention de petite voirie, relevant de la compétence du Tribunal de simple police, p. 104.

ASSURANCES. La clause d'une police

d'assurance contre l'incendie ainsi conçue : « En cas de vente des objets assurés, le vendeur sera tenu de payer à la Compagnie, outre les primes échues, une indemnité égale à une année de primes, à titre de dommages-intérêts, lorsqu'il n'aura pas imposé à l'acquéreur l'obligation d'exécuter la police, » ne saurait recevoir son application lorsque la vente des objets assurés a eu lieu à une date antérieure à celle à laquelle le contrat d'assurance devait commencer à produire effet, p. 113. — *V. Quittance.*

AVERTISSEMENT. — *V. Prescription.*

AVEU. A défaut de procès-verbal régulier, l'aveu du prévenu suffit pour établir le fait constitutif de la contravention, p. 44. — La demande d'un commerçant basée uniquement sur ses livres et non établie par aucun genre de preuve ne saurait être accueillie, si elle ne résulte que de l'aveu du défendeur qui, tout en reconnaissant avoir reçu les marchandises, déclare en même temps qu'il les a payées. Il y a lieu, dans ce cas, à l'application de l'indivisibilité de l'aveu et au renvoi du défendeur des fins de la demande, p. 12. — Lorsque, au contraire, l'existence de la créance est susceptible d'être établie par un écrit émanant du défendeur, celui-ci perd le bénéfice de son aveu et ne peut échapper à une condamnation qu'en rapportant la preuve positive de sa libération. *Ibid.* — Si, en droit strict, l'engagement simplement inscrit sur le registre des avertissements et non signé des parties ne constitue pas une preuve juridique, il y a lieu néanmoins de le considérer comme un véritable aveu judiciaire indivisible et intimement lié à l'instance qui peut se produire ultérieurement, p. 68.

BAIL. Si l'article 3 du Code de procédure civile attribue compétence au juge de la situation des lieux en ce qui concerne les réparations locatives, cette disposition ne saurait recevoir d'extension, notamment en ce qui concerne les charges incombant au preneur en exécution de son bail, lesquelles restent régies par les règles ordinaires de compétence. La vidange de la fosse d'aisances n'est point de sa nature une réparation locative et elle ne peut être mise à la charge du preneur que par une clause formelle du bail, p. 169.

BATEAU-LAVOIR. — *V. Responsabilité.*

BILLET A ORDRE. L'endos en blanc n'opère pas le transport. Il n'est qu'une

simple procuration, p. 22. — Le billet à ordre, quand il ne représente que le règlement d'une vente de vin faite au souscripteur pour des besoins personnels, ne donne pas au marché le caractère commercial, et par suite n'autorise pas le bénéficiaire ou son mandataire à grever le débiteur de frais qui ne sont prescrits qu'en matière commerciale. *Ibid.*

BILLET DE THÉÂTRE. Un billet de théâtre sur lequel le directeur a fait imprimer cette mention : « Ce billet ne peut être vendu », est une chose hors du commerce. La vente d'un tel billet par un tiers est nulle aux termes de l'article 1598 du Code civil, et le vendeur doit être condamné, aux termes des articles 1626 et suivants du même Code, à en restituer le prix à l'acheteur de bonne foi, qui n'a eu connaissance de cette mention qu'après la vente, p. 30.

BORNAGE. Jugement interlocutoire, mission de l'expert déterminée par le juge, formule de la décision à rendre, p. 5.

COMMERÇANT. Le juge de paix n'est pas compétent pour connaître de la demande en payement dirigée par un entrepreneur contre un chapelier, pour travaux d'embellissement à la devanture de son magasin, surtout si ce dernier n'est que locataire, p. 270. — *V. Compétence.*

COMPÉTENCE. En cas de contestation ayant trait à un acte commercial quant à l'une des parties et non commercial quant à l'autre, la compétence est déterminée par la nature de l'engagement de celui contre lequel la demande est introduite, p. 29. — Spécialement, le juge de paix est compétent pour connaître d'une demande introduite par un marchand de vin contre un individu, même commerçant, si la fourniture a été faite à ce dernier non pour revendre, mais pour les besoins de son ménage. *Ibid.* — La femme non séparée de biens, citée en même temps que son mari, doit être mise hors de cause. Le mari, chef de la communauté, est seul tenu du payement de la marchandise achetée par lui pour les besoins du ménage. *Ibid.* — Le particulier, non commerçant, qui traite avec un commerçant, peut, en cas de contestation, saisir, à son choix, la juridiction civile ou la juridiction commerciale, p. 15. — Le juge de paix est compétent pour connaître d'une demande tendant au payement d'une somme de 40 francs, bien que la convention originairesoit supérieure à 200 francs, alors que la somme restant due, inférieure à ce

chiffre, est seule restée contestée. *Ibid.* — Le juge de paix est incompetent pour connaître des demandes en paiement des frais et honoraires des officiers ministériels, alors même que la créance est inférieure à 200 francs, p. 36. — Ce magistrat est également incompetent pour connaître des actions en dommages-intérêts dirigées contre les huissiers à raison des faits accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. *Ibid.* — Le juge de paix n'est compétent pour statuer sur les réparations d'entretien dont sont tenus les usufructiers, qu'autant que la demande n'excède pas 200 francs, p. 189. — Lorsque le demandeur conclut à la nomination d'un expert pour vérifier les réparations à faire, sans demander l'allocation d'aucune somme, la demande, ainsi formulée, est indéterminée et échappe par suite à la compétence du juge de paix. *Ibid.* — A défaut d'une déclaration expresse prorogeant la compétence du juge de paix, ce magistrat, s'il s'agit de l'incompétence à raison de la quotité, doit se dessaisir de l'affaire, la renvoyer devant la juridiction qui doit en connaître, en mettant les frais à la charge du demandeur, p. 86

CONTRAT D'ENGAGEMENT. Le patron qui, sans motif sérieux, a renvoyé un contremaître ou ouvrier et rompu des conventions écrites, librement consenties, est tenu à des dommages-intérêts envers son employé; il appartient au juge saisi d'évaluer l'indemnité due, p. 40. — Lorsque les appointements du contremaître ont été, par le contrat, fixés à tant par mois, le patron ne peut lui faire subir des réductions, sous prétexte qu'il y a eu, au cours des travaux, des jours de chômage forcé. *Ibid.* — Le contremaître qui a signé un engagement d'un an dans une usine, ne peut, sans motifs légitimes quitter l'usine avant le terme de l'engagement; la rupture du contrat par son fait le rend passible de dommages-intérêts, p. 148. — Le contremaître ne peut utilement soutenir que le contrat serait nul parce qu'il n'aurait pas été fait en double, ou parce qu'il aurait été extorqué par violence, alors que rien n'établit la violence dont il excipe. *Ibid.*

CONTREMAÎTRE. — V. *Contrat d'engagement.*

DÉNONCIATION CALOMNIEUSE. Le fait par un individu d'avoir dit d'un cantonnier qu'il néglige son travail, et d'avoir, en outre, porté plainte à ses supérieurs, le rend passible de dommages-intérêts au

profit du cantonnier, alors qu'il est établi, par les déclarations et certificats de ses chefs, que cette imputation est mal fondée et faite avec intention de nuire, p. 184.

DETTES DE CABARET. Le juge a le droit de réduire des dépenses de cabaret qui lui paraissent exagérées et hors de proportion avec la situation du consommateur, p. 349.

DIFFAMATION. Lorsque, dans un procès porté devant le juge de paix, le fait d'injure ou de diffamation verbale a eu lieu à l'audience, de la part de l'une des parties envers l'autre, le juge est en droit, si les propos tenus constituent eux-mêmes une nouvelle diffamation verbale, de condamner la partie qui les a tenus à des dommages-intérêts de ce chef, p. 173. — Le dommage causé par la diffamation est subordonné à la condition sociale, au degré d'éducation et d'instruction des parties, à la conduite habituelle de la personne diffamée, p. 251. — Si le juge saisi de l'action civile pour diffamation estime qu'aucun dommage matériel n'a été causé au demandeur, il peut se borner à condamner le défendeur aux dépens pour tous dommages-intérêts. *Ibid.* et 304. — Un individu qui, volontairement et dans un but de vexation et de porter atteinte au crédit d'une personne, se permet, en présence de témoins, de réclamer à celle-ci, avec menaces et insolence, une somme assez importante, lorsque réellement il ne lui est rien dû, ne commet pas des actes injurieux ou diffamatoires proprement dits, mais il se rend coupable d'un fait nuisible prévu par l'article 1832 du Code civil, et peut être condamné à des dommages-intérêts, p. 71. — Le pouvoir donné par le mari seul à un tiers d'occuper et au besoin de transiger sur une contestation relative à des propos diffamatoires ou injurieux ne saurait être opposé à la femme, et la transaction intervenue ne rend pas celle-ci non-recevable à intenter une action civile en réparation du tort à elle causé par ces propos, p. 135.

DOMESTIQUE. Lorsque les gages d'une domestique mineure n'ont pas été fixés par les parties, il appartient au juge de paix saisi d'une demande en paiement des gages de cette domestique, après plusieurs années de services, d'apprécier, d'après les usages du canton, l'âge et les services de la domestique, les gages mensuels qui doivent lui être alloués, et le montant de la somme qui lui est due, p. 197. — Le

juge peut ordonner que la somme due à la mineure sera placée à la caisse d'épargne jusqu'à sa majorité. *Ibid.* — Lorsque l'objet de la demande est supérieur à 150 francs, la preuve testimoniale ne peut être admise, à moins qu'il ne soit impossible de se procurer une preuve écrite, p. 191. — Spécialement, il est moralement impossible à un domestique de se procurer une preuve écrite de la dette pour salaires contractée par le maître envers lui. Par suite, un domestique est recevable à faire preuve par témoins que des salaires, même supérieurs à 150 francs, lui sont dus. *Ibid.* — Le maître actionné en paiement de gages dus à des domestiques de ferme n'est pas recevable à opposer la prescription, lorsqu'il a commencé par nier la dette, p. 24. — Le juge saisi de la demande, alors même que le calcul des gages dus aux demandeurs excède le chiffre réclamé par eux, ne peut statuer *ultra petita*, et, par suite, ne peut allouer que la somme demandée dans la citation. *Ibid.*

DOMMAGES AUX CHAMPS. L'exploit par lequel plusieurs propriétaires ou fermiers réunis citent les adjudicataires d'un droit de chasse en paiement d'indemnités pour dégâts de lapins, n'est pas nul, encore bien que les requérants, sans lien d'intérêt ou de droit entre eux, aient chacun un intérêt distinct; mais il y a lieu, afin de satisfaire aux nécessités de la procédure, d'ordonner la disjonction des demandes, pour être procédé séparément sur chacune d'elles, p. 231. — Le juge de paix est compétent pour connaître d'une action principale en dommages-intérêts, pour dommage causé par le gibier, contre le fermier de chasse d'un cantonnement, et de la demande en garantie intentée par le défendeur contre un co-fermier, alors même que la demande en garantie est fondée sur une convention, si la demande principale n'excède pas 200 francs, p. 78.

EAU. Le propriétaire d'un moulin qui est depuis plus d'an et jour en possession et jouissance du volume d'eau nécessaire pour le roulement de ce moulin, ladite eau découlant d'un fonds supérieur, est en droit de réclamer, par voie d'action possessoire, sa maintenance en jouissance du même volume d'eau, p. 141. — Lorsque la dérivation d'eau a été établie par destination du père de famille, la possession du propriétaire du moulin inférieur est essentiellement utile et doit être maintenue, alors même que les fonds anciennement réunis ont été, à la suite de vente publique sur saisie, adjugés à des pro-

priétaires différents. *Ibid.* — Est recevable et fondée l'action possessoire intentée par celui qui justifie de la possession annale d'eaux pluviales et de source, contre le voisin qui, au moyen d'une rigole, a détourné et capté ces mêmes eaux au préjudice du demandeur, p. 62. — Lorsque, aux termes d'un acte de partage, un demandeur au possessoire ne doit avoir la jouissance des eaux d'un réservoir que pendant deux jours de la semaine, les actes de jouissance desdites eaux, en dehors des deux jours qui lui sont réservés, ne peuvent lui faire acquérir une possession utile pour les autres jours de la semaine, p. 6. — Dans ces conditions, une possession annale, exercée contrairement aux prescriptions de l'acte de partage, devrait être considérée comme étant de pure tolérance et entachée de précarité. *Ibid.*

ÉLECTIONS. La commission municipale électorale ne peut d'office rayer un électeur de la liste, p. 202. — L'électeur rayé peut appeler devant le juge de paix, après le 31 mars, date de la clôture de la liste. *Ibid.* — Le juge de paix doit annuler la décision de la commission et évoquer le fond. *Ibid.* — L'homicide par imprudence n'entraîne pas l'incapacité électorale. *Ibid.* — N'est pas recevable à former appel d'une décision de la commission municipale le tiers électeur qui n'est pas inscrit sur la liste de la circonscription électorale ou qui a demandé sa radiation de cette liste, p. 110. — L'électeur qui réside dans une section de commune, qui y est propriétaire et y exerce son industrie, doit être inscrit sur la liste électorale de cette section et non sur celle de la section voisine, p. 82. — Le domicile réel confère *ipso facto* le droit d'être inscrit sur la liste électorale, p. 129. — Par suite, le domestique habitant chez un maître et ayant de droit le même domicile que ce dernier doit obtenir son inscription sur la liste électorale de la commune dans laquelle ce domicile se trouve situé, sans condition de résidence. *Ibid.* — À défaut de déclaration formelle, l'intention de transférer le domicile dans un autre lieu dépend des circonstances et peut résulter notamment de ce fait qu'un électeur a abandonné la commune où il n'a aucun intérêt et ne paye aucune contribution, pour se marier dans une autre commune où il a toujours résidé depuis et où il s'est créé un centre d'affaires, p. 167. — La loi n'accordant le droit de vote qu'aux citoyens français jouissant de la plénitude de leurs droits civils et politiques, il faut en conclure que le législateur n'a jamais

entendu conférer ce droit aux femmes, et que l'inscription sur les listes électorales doit leur être refusée, p. 102.

EMBARRAS DE LA VOIE PUBLIQUE.

— Un terrain loué par une ville à une compagnie de chemin de fer, bien que livré à la circulation, ne peut pas être considéré comme un chemin ni une voie publique; par suite, l'embarras d'un tel terrain ne tombe pas sous l'application de l'article 471, n° 4, du Code pénal, p. 264.

ENCLAVE. Lorsqu'un fonds primitivement enclavé cesse de l'être, par suite de sa réunion avec d'autres immeubles ayant accès à la voie publique, le passage qui s'exerçait sur les fonds voisins perd son caractère de passage légal et nécessaire et redevient une servitude discontinue et non apparente, laquelle ne peut reposer que sur un titre ou sur la prescription antérieurement acquise, p. 108.

ENQUÊTE. La partie contre laquelle une enquête est demandée peut y consentir soit formellement, soit tacitement. Lorsque le consentement a été donné, cette partie ne peut, après l'enquête faite, venir contester la recevabilité de la preuve testimoniale, p. 247.

ÉTABLISSEMENT INCOMMODE OU INSALUBRE. Le juge de police n'est pas compétent pour statuer sur la question de savoir si un établissement insalubre est ou non antérieur au décret de 1840; une telle exception ne peut être jugée que par l'autorité administrative, p. 164. — Lorsqu'un arrêté préfectoral subordonne l'autorisation à un établissement insalubre de fonctionner, à la condition de ne fondre que des suifs déjà épurés et de ne jamais fondre des suifs en branches, le fait par cet établissement de fondre des suifs en branches, même au bain-marie et avec emploi d'acide sulfurique, constitue une contravention qui doit être réprimée par application de l'article 471, n° 15, du Code pénal. *Ibid.* — Quand le prévenu soutient que son mode d'exploitation pour fabriquer du plâtre est tel qu'il n'en résulte pas de poussière, et que dès lors son établissement ne peut être classé parmi ceux *incommodes*, il y a lieu de surseoir jusqu'à ce que l'autorité administrative ait tranché la question préjudicielle ainsi soulevée, p. 46. — Quand le prévenu reconnaît lui-même que son établissement est un moulin à broyer la terre à plâtre, tel que le vise le décret qui le déclare *incommode*, il n'y a pas lieu, de la part du

juge, à s'arrêter à une demande d'expertise ou de visite de lieux, non plus qu'à l'annonce d'une demande à fin d'autorisation, p. 176.

EXPULSION. Le juge de paix ne peut statuer sur une demande en expulsion de lieux qu'en matière de bail ou de louage de services, p. 145.

FACTEUR. — V. Responsabilité.

FEMME MARIÉE. Lorsqu'un géomètre, chargé par le mari de dresser un devis de travaux à exécuter dans un immeuble même dotal, réclame contre le mari et la femme le paiement des frais et honoraires à lui dus, il y a lieu de mettre la femme hors de cause, comme n'étant pas tenue de payer un travail commandé par le mari, p. 134. — La femme mariée agit en vertu d'un mandat tacite du mari, lorsqu'elle fait des dépenses, contracte des dettes ou des obligations relatives au ménage. Mais il faut qu'elle n'excède pas les besoins ordinaires du ménage ni les ressources de la communauté, p. 43. — Dans ces conditions et dans ces limites, la femme engage le mari sans s'engager elle-même. *Ibid.*

FEU. Le fait d'allumer du feu, et spécialement de brûler des journaux dans la cour d'une maison, ne constitue ni la contravention prévue par l'article 19 de la loi de 1794, ni celle prévue et punie par l'article 471, n° 6, du Code pénal, p. 221. — En conséquence, un tel fait, non expressément visé par la loi pénale, ne peut donner lieu à aucune condamnation. *Ibid.*

FRAIS ET HONORAIRES. — V. Compétence.

GARDE A VUE. Le Tribunal de simple police est incompétent pour statuer sur un délit de garde à vue de bestiaux dans le terrain d'autrui, lorsque les dommages-intérêts réclamés excèdent la somme de 15 francs, p. 143. — Le juge de paix incompétent pour statuer sur l'action publique doit également se dessaisir de l'action civile qui y est jointe. *Ibid.*

HALLES ET MARCHÉS. Lorsqu'un arrêté municipal, régulièrement approuvé, défend de porter et de vendre, et ailleurs qu'au marché, les denrées destinées à l'approvisionnement de la ville, le fait par un marchand d'avoir vendu à des particuliers en dehors du marché, constitue une contravention punissable des peines de

l'article 471, n° 15, du Code pénal, p. 179. — Le marchand exciperait en vain, pour sa défense que, postérieurement aux ventes par lui faites en dehors du marché, il s'est présenté à ce marché et y a acquitté les droits prescrits par l'arrêté municipal. *Ibid.*

INDEMNITÉ POUR NON-JOUISSANCE. Le juge de paix est compétent pour statuer sur une demande en indemnité pour non-jouissance lorsque le droit à l'indemnité n'est pas contesté, p. 286. — Toutefois, le juge de paix n'est pas tenu de se dessaisir pour ce seul fait que le défendeur conteste le droit à l'indemnité; il faut encore que la contestation soit sérieuse et que le défendeur indique les motifs de sa contestation. *Ibid.* — V. *Louage*.

INJURE. L'injure qui n'est pas publique constitue une contravention punissable de peines de simple police, p. 153. — On doit considérer comme non publique l'injure qui, bien que proferée dans un lieu public, ne l'a été que devant un ou deux témoins. *Ibid.* — Le juge de paix du domicile du défendeur est compétent pour statuer sur une action civile en dommages-intérêts pour injure, spécialement d'une demande en paiement de 100 francs pour réparation du préjudice que le demandeur prétend lui avoir été causé par une lettre missive, à lui adressée par le défendeur, et contenant des termes injurieux, p. 225. — V. *Diffamation*.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — Le juge de paix est incompétent pour statuer sur une demande en paiement de frais d'une inscription hypothécaire, alors que la contestation soulève la question de savoir à laquelle des parties, dans l'espèce le nu-propriétaire ou l'usufruitier, doivent incomber ces frais, et si même l'inscription a été légitimement prise, p. 119.

INSTRUCTION PRIMAIRE. Les délibérations de la commission scolaire ne sont valables que si la majorité des membres est présente, p. 88. — En conséquence, la contravention prévue par l'article 14 de la loi du 28 mars 1882, punissable de peines de police, n'existe pas lorsque les peines d'avertissement et d'affiche ont été prononcées par une commission scolaire composée d'un nombre de ses membres n'atteignant pas la majorité. *Ibid.*

JET DE PIERRES. Ne fait pas foi jusqu'à preuve contraire le procès-verbal dressé *de auditu* et non *de visu*, et par un

agent de police auquel la loi ne donne pouvoir que de dresser de simples rapports, p. 233. — Le fait de jeter des corps durs sur quelqu'un ne constitue la contravention prévue et punie par l'article 475, n° 8, du Code pénal, qu'autant que le corps dur a touché quelqu'un. *Ibid.*

JUGEMENT PAR DÉFAUT. Devant le juge de paix, le défaut faute de comparaitre seul est reconnu par la loi, p. 249. — Si le défendeur s'est présenté, s'est expliqué et a conclu, le jugement qui intervient est contradictoire, alors même qu'il aurait été rendu à la suite d'une enquête à laquelle ledit défendeur n'aurait pas assisté. *Ibid.*

LISTES ÉLECTORALES. — V. *Élections*.

LOGEMENT MILITAIRE. — La loi du 3 juillet 1877 confère aux maires le soin de pourvoir au logement et au cantonnement des troupes chez l'habitant, p. 52. — En conséquence, est en contravention le chef de gare qui refuse de recevoir et de loger, dans les dépendances de la gare affectées à son propre logement, un sous-officier porteur d'un billet de logement délivré par le maire. *Ibid.*

LOUAGE. Le locataire d'une terre qui en a sous-loué une partie à un tiers et qui, sans y être contraint, a résilié son bail avec le propriétaire dans l'intention évidente de déposséder le sous-locataire, est passible de dommages-intérêts envers ce dernier, p. 74. — Le marchand de meubles qui a loué des meubles à un locataire et ne les a introduits dans les lieux loués qu'après avoir avisé le concierge de la maison est fondé à revendiquer ces meubles, saisis ou retenus par le propriétaire comme gage du paiement des loyers à lui dus, p. 255. — Le concierge est le mandataire du propriétaire, et celui-ci n'est pas en droit de retenir les meubles ainsi déposés en location, alors que le marchand de meubles justifie de la propriété des meubles et de l'avertissement préalable donné au préposé du propriétaire. *Ibid.* — Le vendeur d'un immeuble n'est pas garant de la solvabilité des locataires qui, au moment de la vente, occupaient déjà l'immeuble vendu; il ne saurait donc être déclaré garant du tort causé à l'acquéreur par le fait que l'un des locataires de la maison n'était pas propriétaire des meubles garnissant les lieux loués. *Ibid.* — Quand le prétendu locataire conclut à la mise en possession et au paiement d'une indemnité pour privation de jouis-

sance, si le bail est nié, le juge de paix doit se déclarer incompétent. L'action en délivrance de l'objet loué ou prétendu tel, étant personnelle et mobilière, doit être portée devant le juge du domicile du défendeur, p. 139.

MANDATAIRE. Le mandataire chargé d'encaisser des cotisations d'ouvriers mineurs syndiqués est responsable des fonds par lui recouvrés et tenu de les restituer au syndicat, son mandant, p. 303. — Il exciperait en vain de la force majeure résultant d'un vol dont il aurait été victime, si le vol n'est pas démontré, et si, d'autre part, il résulte des débats que le mandataire a commis une faute en ne prenant pas les précautions nécessaires pour garantir la conservation des sommes dont il était dépositaire. *Ibid.*

MÉDECIN. Le fait, par le débiteur, d'avoir payé à un médecin un acompte sur les honoraires à lui dus, joint aux mentions régulièrement faites par ce dernier sur son carnet de visites dont il réclame le montant, s'il ne fait preuve complète de la demande, est au moins de nature à autoriser le juge à déléguer au médecin le serment supplétif, p. 238. — Si les médecins et chirurgiens sont responsables de leur négligence à raison des opérations par eux faites, cette responsabilité ne saurait être encourue lorsque les actes à eux reprochés n'ont pas été au préalable établis par un rapport précis et concluant. *Ibid.* — Une société de secours mutuels qui, sans avertissement préalable, rompt d'une manière intempestive la convention par laquelle un médecin a été engagé à l'année pour donner ses soins aux membres de la société, est tenue d'indemnité envers le médecin, p. 222. — La prétention du médecin de se faire payer intégralement le trimestre commencé n'a rien que de conforme à l'usage et à l'équité et doit être accueillie. *Ibid.* — Il y a lieu de faire aux médecins application de l'article 1348, § 1, du Code civil, et, par suite, de les autoriser à établir par la preuve testimoniale, même quand il s'agit de sommes excédant 150 francs, l'existence des obligations contractées envers eux par les malades qui ont reçu leurs soins, p. 106.

MINEUR. Le père n'est pas tenu de payer les dépenses faites par son fils mineur, alors que ce dernier ne réside pas chez lui, travaille utilement au dehors et est en état de se suffire par son travail, p. 220. — Le fournisseur alléguerait vai-

nement que la mère aurait promis de faire payer la dette de son fils, alors que cette promesse a été faite à l'insu de son mari et n'a pas été ratifiée par ce dernier. *Ibid.*

OCTROI. Le juge de paix est compétent pour statuer sur le différend qui s'élève entre un fermier de l'octroi et un contribuable, et pour connaître des difficultés que soulève l'application du tarif d'octroi, p. 229. — Une compagnie du gaz n'est pas tenue de payer les droits d'octroi auxquels sont assujettis certains produits, tels que cokes et goudrons, lorsque, par son traité avec la ville, la compagnie a été exemptée de tous droits d'octroi pour ses sous-produits, parmi lesquels figurent le coke et le goudron. *Ibid.* — Les délibérations des conseils municipaux, portant prorogation des taxes d'octroi, ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par décret, lorsqu'elles frappent des objets qui n'avaient pas été compris dans le précédent tarif, p. 189. — Une voie de chemin de fer peut, bien qu'elle ne soit que l'accessoire de la ligne, être, après examen de la marche des trains, considérée comme d'intérêt général. *Ibid.* — L'action en répétition de droits indûment perçus à l'octroi se prescrit par six mois révolus et n'est plus, par suite, recevable quand le délai de six mois est expiré sans qu'il y ait eu interruption de la prescription, p. 194. — Il importe peu qu'il s'agisse de droits perçus au delà du tarif ou en dehors de ce tarif. Le même délai de prescription est applicable dans les deux cas. *Ibid.*

OFFRES RÉELLES. Les offres réelles faites lors de la comparution sur avertissement et renouvelées à l'audience peuvent être déclarées valables et libératoires, p. 300.

OUVRIER. L'ouvrier briquetier qui s'est associé à une équipe pour travail de briques à façon, avec convention que les comptes d'entre les parties ne devraient être définitivement réglés qu'à fin de travail, et qui a abandonné son emploi avant la fin de l'entreprise, perd, d'après l'usage de cette industrie, son droit à la rémunération du travail fourni, p. 73. — Alors que cet usage est dûment constaté, les Tribunaux doivent en assurer l'exécution. *Ibid.* — La saisie-brande opérée sur une récolte n'autorise pas l'ouvrier qui s'est engagé à la couper et moissonner à rompre son engagement; en conséquence, il est passible de dommages-intérêts s'il n'a pas obéi à la sommation avec offre de provision qui lui a

été faite de se mettre au travail, p. 312.
— V. *Contrat d'engagement*.

PASSAGE. Le propriétaire d'un champ est recevable et fondé à intenter l'action possessoire pour trouble résultant de ce que le défendeur a exercé un passage auquel il avait droit sur le côté nord de ce champ, alors qu'il était seulement en possession du passage sur le côté sud, et que le nouveau passage ainsi pratiqué est plus dommageable pour le demandeur propriétaire du fonds servant, p. 213. — Le juge de paix est certainement compétent pour statuer sur une telle demande, ainsi que sur une demande en bornage intentée au cours de l'action possessoire. *Ibid.* — Le passage avec chevaux et voiture sur un terrain en nature de pré constitue la contravention prévue et punie par l'article 475, n° 10, du Code pénal, p. 44. — Le père est civilement responsable de cette contravention, commise par son fils mineur, alors surtout qu'il avait confié à ce dernier le soin de conduire la voiture et les chevaux. *Ibid.* — Lorsque le titre constitutif d'une servitude de passage ne détermine pas exactement l'assiette de la servitude, le demandeur en maintenance de cette servitude ne peut réclamer le passage que sur les points sur lesquels il justifie l'avoir exercé depuis an et jour. — Lorsque la servitude de passage est reconnue, la preuve testimoniale peut être reçue pour en déterminer l'exercice. — Spécialement, lorsque de l'enquête il résulte que le demandeur n'était pas en possession du droit de passage dans la cour du défendeur au long de sa maison, mais seulement à une certaine distance, les actes isolés de passage au long de ladite maison constituent une aggravation de servitude et un trouble qui peut donner ouverture à une demande reconventionnelle en dommages-intérêts, p. 309.

PATURAGE. — V. *Action possessoire*.

PENSION. Le père de famille qui a mis son enfant dans une pension est réputé avoir accepté implicitement les conditions indiquées dans le prospectus de cette maison et est tenu de payer la pension dans les termes du prospectus, p. 87. — En conséquence, le père qui a brusquement retiré son enfant de la pension ne peut réclamer la restitution du trousseau de ce dernier qu'à charge de payer la pension due et le trimestre à courir, conformément au prospectus. *Ibid.*

PÉTITOIRE. Le demandeur au péti-

toire ne peut, dès que l'assignation est donnée, se désister de sa demande pour agir au possessoire, p. 284. — Le fait, par un demandeur, de recourir au titre constitutif de la servitude sans invoquer la possession annale donne à l'action un caractère purement pétitoire, qui ferme la voie du possessoire. *Ibid.* — Lorsque le demandeur en maintenance d'une servitude de passage base sa demande sur un titre ou sur l'enclave, sans invoquer sa possession annale du passage ni réclamer la maintenance de cette possession, la demande ainsi formulée a le caractère pétitoire et échappe, par suite, à la compétence du juge de paix, p. 306.

POLICE DU ROULAGE. Le conducteur d'une voiture circulant sur un chemin vicinal de grande communication doit, à l'approche d'une autre voiture, laisser libre au moins la moitié de la chaussée, p. 253. — Si minime que soit l'anticipation sur cette moitié, le conducteur de la deuxième voiture est fondé à porter plainte à la gendarmerie et ne peut être pour ce fait passible de dommages-intérêts. *Ibid.* — Commet la contravention prévue et punie par l'article 7, titre II, de la loi du 30 mai 1851 sur la police du roulage, le propriétaire d'une voiture circulant sur les voies publiques, qui ne s'est pas strictement conformé aux prescriptions de l'article 16 du décret réglementaire du 10 août 1852, p. 14. — Une enseigne, portant en légende le nom, la profession et le domicile du propriétaire de la voiture, peinte sur les deux côtés de la voiture, ne satisfait pas au vœu de la loi, dont les termes sont impératifs. *Ibid.* — Un traineau, attelé d'un cheval et servant au transport des personnes, doit être assimilé à une voiture et est assujéti, comme une voiture ordinaire, à l'observation de l'arrêté préfectoral qui dispose que toutes les voitures servant au transport des personnes doivent, pendant la nuit, être pourvues d'un falot ou d'une lanterne allumée, p. 140.

PORTRAIT. Il appartient au juge du fait de décider, après avis d'un homme de l'art, qu'un portrait exécuté à prix convenu n'a pas une ressemblance suffisante avec l'original, et, par suite, de réduire le prix primitivement fixé, p. 96.

PRESCRIPTION. L'avertissement préalable prescrit par la loi du 2 mai 1835 n'est point interruptif de la prescription, p. 38. — L'action civile et l'action publique, aux termes de l'article 65 de la loi

du 29 juillet 1881, sont soumises pour la prescription aux mêmes règles, et cette prescription s'acquiert par les mêmes moyens. *Ibid.* — Une plainte déposée au parquet n'interrompt point le cours de la prescription au point de vue de l'action civile ni de l'action publique. *Ibid.* — Le cultivateur non commerçant, qui a signé un marché d'achat d'engrais, ne saurait, après livraison opérée, invoquer la prescription d'un an édictée par l'article 2272 du Code civil, p. 151. — La prescription annale, établie par l'article 2272 du Code civil, ne peut être invoquée par le débiteur, lorsqu'il résulte des déclarations mêmes de ce dernier que ce n'est pas par un paiement réel, mais bien par un autre mode d'extinction de la créance, telle que la remise de dette, qu'il se serait libéré, p. 31. — Lorsque le demandeur en paiement du prix des fournitures par lui faites à un défendeur non marchand ne produit ni arrêté de compte, ni cédule, ni obligation de ce dernier, l'exception de prescription qui lui est opposée par le défendeur ne peut être combattue que par la délation de serment sur la question de savoir si la chose a été réellement payée, et ce, conformément à l'article 2275 du Code civil, p. 269. — Lorsque le demandeur n'a pas usé de ce moyen, il n'appartient pas au juge de la contestation de déférer le serment d'office. *Ibid.*

PRIVILÈGE. Si le privilège de l'article 2102, § 3, du Code civil existe en faveur des sommes dues pour la semence et les frais de récolte par préférence au propriétaire, ce privilège ne saurait être étendu au prix des engrais et amendements employés par le fermier lors de l'ensemencement ou à quelque autre époque que ce soit, p. 103. — Le propriétaire qui, par suite du départ de son fermier insolvable, rentre dans son domaine et prend possession de la récolte de l'année a exercé un droit qui lui est personnel. Il n'est point substitué à son fermier et n'a point assumé la responsabilité des engagements contractés par ce dernier. *Ibid.* — Le privilège du marchand, pour le prix des semences qu'il a vendues au fermier, prime celui du propriétaire, p. 289. — Lorsque ce dernier, après avoir résilié le bail et pris possession des récoltes, contre le versement d'une somme destinée à payer les frais de culture, engrais et semences, a, malgré une notification à lui faite par le vendeur de semences, négligé d'appeler ce vendeur à la distribution des deniers, il peut être personnellement poursuivi en paiement du prix des semences,

et condamné solidairement avec le fermier au paiement dudit prix et aux dépens de l'instance. *Ibid.* — Le bailleur ne peut exercer son privilège sur les objets garnissant la maison louée et appartenant à un tiers, qu'à la condition d'ignorer que ces objets étaient la propriété d'un tiers, p. 47. — D'autre part, le tiers, s'il n'a pas avisé le propriétaire en temps utile, doit, pour obtenir la restitution des objets mis en gage, payer ou offrir de payer le montant de la dette en capital, intérêts et frais. *Ibid.*

QUITTANCE. La détention par un demandeur de diverses quittances d'assurances et d'impositions et autres reçus n'est pas une preuve suffisante que ce demandeur ait payé de ses deniers, pour le compte du défendeur, les diverses sommes qu'il réclame, p. 59.

RÉINTÉGRANDE. Celui qui a été dépossédé par violence ou voie de fait est recevable à intenter l'action en réintégrande, p. 145. — Spécialement constituée une voie de fait donnant ouverture à cette action le fait de démolir un mur de clôture appartenant à autrui. *Ibid.* — Le juge de paix saisi d'une action en réintégrande n'est pas tenu de surseoir à statuer jusqu'à ce qu'un expert commis par ordonnance de référé ait déposé son rapport sur la mission à lui confiée, p. 234.

RÉPARATIONS LOCATIVES. Le juge de paix n'est compétent pour connaître que des réparations locatives ou de menu entretien. Il ne lui appartient pas de connaître des réparations non locatives, ni des contestations entre le bailleur et le preneur au sujet des réparations d'une autre nature, p. 243.

REPROCHE. — V. *Témoins.*

RÉQUISITION. La commune doit indemnité aux citoyens requis de garder à vue un aliéné, alors que ce service qui leur a été imposé a duré un certain laps de temps et notamment vingt-quatre jours, p. 80.

RESPONSABILITÉ. Le patron, propriétaire d'une fabrique, est responsable envers son ouvrier de la blessure causée à ce dernier par la rupture subite de la poulie d'une machine à estamper, p. 117. — Toutefois, et si l'accident provient d'un vice de la machine, le patron est recevable à actionner en garantie le constructeur qui la lui a fournie, et ce dernier est tenu de la garantir et indemniser des con-

damnations prononcées au profit de l'ouvrier. *Ibid.* — Lorsque des circonstances de la cause et des débats il est résulté la preuve que l'avarie causée à une voiture provient de la négligence et de l'imprudence du défendeur, celui-ci peut être condamné au paiement des dépenses faites pour la réparation de l'avarie, et même des frais accessoires que l'accident a imposés au demandeur, p. 281. — Le conducteur d'une voiture n'est pas responsable de l'accident survenu à un tiers, lorsqu'il n'a commis aucune faute, et qu'au contraire l'accident est le résultat d'une faute ou d'une imprudence commise par ce tiers, p. 31. — Le fait par un enfant de monter sur le chariot vide à l'insu du conducteur constitue une imprudence, et la chute de l'enfant, en ce cas, n'est pas imputable au voiturier. *Ibid.* — Le propriétaire d'un chien est, avec son préposé à la garde duquel il était, responsable du dommage causé à autrui par une morsure de l'animal. La responsabilité est encore aggravée par ce fait que le propriétaire de ce chien l'a fait disparaître après l'accident et ne l'a pas fait examiner, p. 34. — Lorsqu'un maître donne, confidentiellement, des renseignements qui lui sont demandés sur une ancienne domestique, et que ces renseignements sont reconnus exacts, est non recevable la demande en dommages-intérêts formée contre le maître par son ancienne domestique pour le préjudice causé par ces renseignements, p. 198. — La personne qui, ayant reçu par lettre confidentielle des renseignements sur une domestique, livre à cette dernière ladite lettre, commet vis-à-vis de l'auteur de la lettre une faute qui engage sa responsabilité civile. *Ibid.* — Le père est civilement responsable du dommage causé par son fils mineur habitant avec lui, p. 25. — Il ne cesse pas d'être responsable alors que le mineur a, par intermittence, déserté le domicile paternel, s'il est d'ailleurs établi que ce dernier ne peut être considéré comme ayant eu une habitation régulière et séparée de sa famille, à la connaissance et avec l'autorisation de son père. *Ibid.* — Les facteurs, lorsqu'ils trouvent un objet laissé par un tiers dans le bureau auquel ils sont attachés, doivent en opérer la remise entre les mains du receveur du bureau, ou, en son absence, à l'un des employés, p. 173. — En conséquence, lorsque la remise de l'objet perdu a été opérée ainsi par un facteur, ce dernier n'est pas responsable envers le tiers de la perte ultérieure de cet objet. *Ibid.* — L'hôtelier n'est responsable qu'envers son locataire et non envers celui qui, pen-

dant plus ou moins longtemps, s'est substitué au locataire, p. 299. — Le propriétaire d'un bateau-lavoir n'est point responsable de la perte ou du vol du linge pendant le transport du linge blanchi du bateau au domicile des clients, alors même que ce transport est accompli par le garçon du bateau, alors qu'il est reconnu que le garçon a reçu du client l'ordre de lui rapporter le linge, p. 162. — L'homme qui, à certains jours, frotte et nettoie un appartement, n'est pas le domestique de celui qui l'emploie, mais il est son préposé, comme d'ailleurs tout homme engagé, choisi et payé pour un travail déterminé et auquel celui qui l'emploie est en droit de donner des ordres et des instructions, p. 33. — La personne qui emploie un entrepreneur n'échappe à la responsabilité civile des infractions commises par ce dernier que dans le cas où l'entrepreneur ne travaille pas lui-même et se fait remplacer par un de ses ouvriers dont alors il répond. *Ibid.* — C'est le patron, et non pas ses ouvriers, qui est pénalement responsable des contraventions aux ordonnances de police réglementant l'exercice de son industrie, les ouvriers n'agissant jamais que pour le compte de leur patron et d'après ses ordres présumés, p. 210. — La présomption de faute établie pour les hôteliers, par l'article 1953 du Code civil, ne s'applique pas aux établissements de bains. La responsabilité du propriétaire de ces sortes d'établissements ne peut résulter que de la théorie générale de la faute. — Commet une négligence qui le rend responsable, aux termes des articles 1382 et suivants du Code civil, d'un vol commis au préjudice des baigneurs, le propriétaire d'un établissement de bains où sont installées des cabines, s'il n'a pas pris les précautions d'usage pour assurer la remise au baigneur des choses dont la garde rentre dans sa responsabilité ordinaire, p. 318.

SAISIE-ARRÊT. La demande en mainlevée d'une opposition formée par la partie saisie doit être portée devant le Tribunal civil du domicile du débiteur, p. 117. — Le juge de paix est incompétent pour statuer sur une telle demande, alors même que les causes de la saisie n'excèdent pas 200 francs. *Ibid.*

SCELLÉS. L'époux survivant, donataire en toute propriété de son conjoint décédé, peut requérir la levée des scellés sans être tenu d'appeler les héritiers présomptifs autres que les réservataires, ni de faire inventaire, p. 301.

TAPAGE INJURIEUX OU NOCTURNE.

Le juge de police n'est pas lié par les conclusions du ministère public, p. 122. — Spécialement, alors même que le ministère public conclut à l'acquiescement d'individus prévenus de la contravention de tapage injurieux, le juge de police peut et doit condamner ces prévenus, si la contravention est dûment établie par un procès-verbal régulier non débattu par la preuve contraire. *Ibid.* — Un charivari est essentiellement un trouble à la tranquillité publique, et les auteurs de ces bruits ou tapages ne peuvent être excusés sous prétexte qu'ils ont été approuvés par presque toute la population environnante. *Ibid.* — Le Tribunal de police, en présence d'un procès-verbal qui ne constate pas expressément que la tranquillité des habitants ait été troublée, peut décider que de simples chants nocturnes, même à voix très élevée, ne rentrent pas dans la catégorie des bruits et tapages réprimés par l'article 479, n° 8, du Code pénal, p. 232.

TÉMOIN. Ne peut être admise à déposer comme témoin la femme de l'une des parties en cause. Les causes de reproches établies par les articles 268 et 283 du Code de procédure civile sont applicables en justice de paix, p. 194.

TRAVAUX. Le juge de paix est compétent pour statuer sur les travaux intermédiaires nécessaires pour assurer la conservation d'un mur séparatif de deux propriétés. — La partie qui a elle-même demandé au juge une visite de lieux et une enquête, et en présence de laquelle ces mesures d'instructions ont été ordonnées, n'est pas fondée à soutenir que la visite de lieux et l'enquête doivent être considérées comme inexistantes ou nulles, parce qu'elles ne lui ont pas été signifiées par la partie adverse. — Le juge n'est pas tenu de recommencer une enquête et une visite de lieux auxquelles une partie a assisté et participé, bien qu'elle ait déclaré faire défaut, p. 313.

USAGER. L'usager auquel est réclamée sa part, pendant plusieurs années, des charges de l'exploitation des coupes d'une forêt, n'est pas recevable à opposer à l'entrepreneur de ces coupes, qui lui réclame cette part, la prescription quinquennale de l'article 2277 du Code civil, p. 217. — L'action de l'entrepreneur, nommé chaque année par le syndic des usagers, est celle du mandataire contre son mandant, pour obtenir le remboursement de ses avances, il n'est prescriptible que par trente ans. *Ibid.*

VENTE A TEMPÉRAMENT. Est valable, aux termes de l'article 6 du Code civil et ne contient aucune condition potestative la clause d'un contrat de vente à tempérament de valeurs à lots, par laquelle le vendeur est autorisé à conserver les titres ou à les déposer chez des tiers, soit en garde, soit en garantie d'avances à lui consenties, mais sous sa responsabilité personnelle, p. 150.

VENTE. Celui à qui on réclame le prix d'un vêtement fourni et qui allègue d'une façon absolue n'en avoir pas acheté, ni essayé, ni reçu, doit être condamné au paiement du prix, si le poursuivant justifie ses prétentions, même par un témoin unique, p. 114. — Est valable et doit être observée la convention par laquelle l'acheteur d'un taureau s'est engagé envers le vendeur à ne pas le faire sortir de la commune, p. 308. — En conséquence, l'acquéreur qui, contrairement à cette convention, a revendu le même taureau dans une autre commune, peut être tenu de dommages-intérêts envers son vendeur. *Ibid.*

USURPATION. Le juge de police saisi d'une contravention d'usurpation d'un chemin ou sentier public n'est tenu d'accueillir une exception de propriété soulevée par le prévenu et de surseoir au jugement de la contravention qu'autant que l'exception de propriété est sérieuse et appuyée sur un titre au moins apparent ou tout autre moyen juridique de preuve, p. 283.

VÉRIFICATION D'ÉCRITURE. Lorsque, à une demande en paiement de fournitures, le défendeur oppose une quittance du demandeur, si l'écriture ou la signature de la quittance est déniée ou mécon nue par le demandeur, il y a lieu pour le juge de paix saisi de la contestation de renvoyer les parties devant le Tribunal compétent pour statuer sur la vérification d'écriture, dépens réservés, p. 178.

VICE RÉDHIBITOIRE. La vente d'un animal domestique implique non seulement la garantie des vices rédhibitoires désignés par la loi de 1884, mais elle entraîne encore celle de tous les autres vices, lorsqu'ils ont fait l'objet d'une convention spéciale des parties soit expresse, soit tacite, p. 155. — Spécialement, l'acquéreur d'un cheval peut demander la résolution de la vente, ou une diminution de prix, si l'animal est impropre à l'usage auquel il est destiné, ou atteint d'une affection

grave qui le rend inutile entre les mains de l'acheteur. *Ibid.*

VOIES DE FAIT. La provocation n'est pas une excuse des violences, p. 24, 219. — La demande en dommages-intérêts pour injures et voies de fait doit être rejetée lorsqu'il y a des torts réciproques. *Ibid.* — Lorsqu'une personne est citée devant le Tribunal de simple police pour violences légères, et qu'il résulte des circonstances de la cause que la voie de fait reprochée constitue en réalité le délit de coups volontaires, le Tribunal doit d'office se déclarer incompétent, p. 32. — Les violences qui n'atteignent que les choses matérielles sans toucher aux personnes n'ont pas le caractère légal de la provocation, p. 219. — Il appartient au juge de police de décider qu'à raison de la provocation et d'injures proférées par la partie civile contre l'auteur des voies de fait, il n'y a pas lieu d'allouer les dommages-intérêts réclamés par cette partie civile et de mettre à sa charge les frais occasionnés par son intervention, p. 239. — Lorsqu'il résulte des débats et de l'enquête que des violences ou voies de fait ont été commises de part et d'autre par un danseur et sa danseuse, il y a toutefois lieu d'accorder une réparation, légère d'ailleurs, à la danseuse demanderesse, s'il n'est pas établi que celle-ci ait eu les premiers torts, p. 137.

VOIE PUBLIQUE. — V. *Action possessoire, Voirie.*

VOIRIE. Lorsque les propriétaires d'une voie privée n'exécutent pas les mesures prescrites par l'administration, et, d'autre part, ne ferment pas leur cité, ils se rendent coupables de la contravention prévue et punie par l'article 471, § 15, du Code pénal, et l'administration est en droit de faire procéder à la fermeture de la voie, p. 199. — Lorsqu'une ville pourvoit, au moyen d'un abonnement, au balayage d'une voie privée, elle doit être considérée, quant aux propriétaires de cette voie,

comme un entrepreneur et ne saurait, en aucun cas, être mise en cause à raison des contraventions commises au sujet du balayage. *Ibid.* — Le jugement qui, sur le débat d'abord soulevé relativement au caractère public ou privé d'un chemin, prononce un sursis jusqu'à la décision de l'autorité compétente, ne met pas obstacle à ce qu'après le délai du sursis le juge statue sans rechercher si ce chemin est public ou privé, p. 206. — En cas de travaux de petite voirie faits sans autorisation à la façade d'une maison sujette à reculement et menaçant ruine, le juge de simple police doit non seulement condamner à l'amende, mais en outre ordonner la destruction de la besogne mal plantée, sans qu'il ait à distinguer et rechercher si les travaux étaient ou non confortatifs, p. 110. — Le maire a, dans ses attributions, le pouvoir de réprimer les actes qui constituent un embarras de la voie publique. C'est donc à tort que le maire d'une commune, au lieu d'user de son autorité et de ses pouvoirs sur cette voie publique, dirige contre l'auteur du fait reproché une action possessoire en complainte, p. 262. — Le terrain qui a été reconnu faire partie de la voie publique est imprescriptible, et la commune n'a pas à se faire maintenir en possession de ce terrain. *Ibid.* — Le juge de police saisi d'une contravention de construction sans autorisation sur un chemin est juge de la question de savoir si le chemin est ou non public, p. 124. — Lorsque le chemin est reconnu public, le propriétaire qui construit sur le sol du chemin ne peut échapper à la répression, en soutenant qu'il aurait la propriété ou au moins la possession du sol de ce chemin. *Ibid.* — L'établissement sur la voie publique d'un trottoir constitue une contravention lorsqu'il a été fait sans autorisation. *Ibid.* — L'autorisation accordée à un propriétaire de faire le ravalement de son mur en façade sur la rue contient virtuellement celle de boucher les trous faits pour poser l'échafaudage dressé en vue de ce travail, p. 244.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES JUGEMENTS

INSÉRÉS AU BULLETIN DES DÉCISIONS DES JUGES DE PAIX

pendant l'année 1893.

DATES.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGES.	DATES.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGES.
1890			30 juin.	GALY, juge.	131
28 août.	FOURNET, juge.	238	6 juillet.	GODART, juge.	5
26 déc.	DE COURCHANT, juge.	80	18 juillet.	BALMELLE, juge.	62
1897			30 juillet.	LE LEGARD, juge.	43
1899			2 août.	CHAMOIN, juge.	88
26 mars.	TORRACINTA-MORREAU, juge.	101	3 août.	PEAUCHELLE, juge.	108
29 mars.	ROUBAUD, juge.	134	13 août.	ROLLAND, juge.	52
1899			23 août.	ISNARD, juge.	289
1899			23 août.	VALETTE, juge.	22
19 avril.	MAYEN, juge.	281	28 août.	MOURET, juge.	148
1899			29 août.	BALMELLE, juge.	6
1899			14 sept.	BEAUME, premier suppléant.	29
17 avril.	VERER, juge.	197	16 sept.	MAURIN, juge.	12
17 oct.	BERNARD, juge.	36	17 sept.	BOURUT, juge.	14
25 oct.	DE LAMY, juge.	59	17 sept.	PUJOL, juge.	232
31 oct.	BERNARD, juge.	145	20 sept.	LE JARDINIER, juge.	51
7 nov.	ORSATTI, juge.	124	21 sept.	CRANNEY, juge.	28
20 nov.	TARCHIER, juge.	141	24 sept.	CARLES, juge.	217
28 déc.	DUFLOS, juge.	93	27 sept.	DE LAMY, juge.	64
1891			28 sept.	LANCIEN, juge.	113
9 mars.	BOULE, juge.	178	7 oct.	ROJAT, juge.	96
2 juillet.	TARCHIER, juge.	40	15 oct.	LANCIEN, juge.	66
22 oct.	FOURNET, juge.	263	20 oct.	PELISSE, juge.	22
15 nov.	FOURNET, juge.	308	21 oct.	FOURNET, juge.	219
4 déc.	FERRAND, juge.	309	21 oct.	FERRÉ, juge.	90
10 déc.	TARCHIER, juge.	220	24 oct.	FABERS, juge.	38
18 déc.	BARON, juge.	270	25 oct.	CLEMENT, juge.	34
1893			29 oct.	LE JARDINIER, juge.	73
20 fév.	MICHAUX, juge.	35	5 nov.	LE LEGARD, juge.	86
26 fév.	PEQUET, juge.	78	7 nov.	HAMELIN, juge.	110
3 mars.	BOUCHEZ, juge.	15	13 nov.	GUENARD, juge.	140
5 mars.	DIEUDONNE, juge.	127	17 nov.	AUJAY, juge suppléant.	30
17 mars.	FOURNET, juge.	194	18 nov.	BOULE, juge.	46
17 mars.	FOURNET, juge.	247	18 nov.	LAIZON, juge.	215
19 mars.	BOURUT, juge.	68	25 nov.	BOULE, juge.	139
23 mars.	LE HELLOCO, juge.	210	26 nov.	LE LEGARD, juge.	47
2 avril.	CARRÉ, juge.	33	26 nov.	QUETIN, juge.	171
2 avril.	PLATEAU, juge.	44	28 nov.	MOURET, juge.	135
5 avril.	CHAUVIÈRE, juge.	211	10 déc.	QUETIN, juge.	213
15 avril.	HILLAIRET, juge.	9	16 déc.	VANDELET, juge.	74
21 avril.	FORTIER, juge.	169	19 déc.	HUBERT, juge.	114
11 mai.	CRANNEY, juge.	31	19 déc.	HUBERT, juge.	71
17 mai.	BOURUT, juge.	32	22 déc.	GUILLÉ, juge.	178
17 juin.	RUE, juge.	217	23 déc.	TARGE, juge.	150
			30 déc.	MOURET, juge.	226
			31 déc.	ROBERT, juge.	261
1893			1893		
			6 janv.	PICOT, juge.	104
			9 janv.	LARGAUD, juge.	97
			13 janv.	FOIGNET, juge.	119
			18 janv.	CRANNEY, juge.	225

DATES.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGES.	DATES.	NOM ET QUALITÉ DU MAGISTRAT.	PAGES.
27 janv.	BOULE, juge.	151	11 avril.	LEBLANT, juge.	122
28 janv.	LE LEGARD, juge.	249	13 avril.	TARCHIER, juge.	262
29 janv.	DANNEQUIN, juge.	189	22 avril.	GOODRIE, juge.	184
30 janv.	CABLES, juge.	191	25 avril.	DE LAMY, juge.	181
31 janv.	CLEMENT, juge.	162	28 avril.	FOIGNET, juge.	313
4 fév.	KOLB, juge.	106	29 avril.	VEBER, juge.	304
7 fév.	BONNEAU, juge.	164	4 mai.	FOURNET, juge.	241
8 fév.	GAULTIER-PASSERAT, juge.	198	5 mai.	VEBER, juge.	221
9 fév.	VEBER, juge.	24	5 mai.	VEBER, juge.	259
10 fév.	JOLLY, juge.	116	5 mai.	VEBER, juge.	233
10 fév.	BOULE, juge.	244	10 mai.	CRANNEY, juge.	173
17 fév.	BARON, juge.	253	12 mai.	MOULIER, juge.	194
17 fév.	GUILLOTON, juge.	57	12 mai.	MOULIER, juge.	189
20 fév.	HAMELIN, juge.	206	19 mai.	LAIZON, juge.	269
20 fév.	LARGAUD, juge.	129	20 mai.	SALVAT, juge.	222
23 fév.	FOIGNET, juge.	157	23 mai.	CANINGT, juge.	286
24 fév.	RAGOT, juge.	179	24 mai.	GOURRET, juge.	204
24 fév.	DELEAU, juge.	102	25 mai.	LE HELLOCO, juge.	199
27 fév.	CHALOPIN, juge.	82	26 mai.	GOURRET, juge.	177
27 fév.	CABANE, juge.	110	27 mai.	VEBER, juge.	265
2 mars.	ASTIER, juge.	292	6 juin.	LE JARDINIER, juge.	303
2 mars.	LARCHANT, juge.	143	15 juin.	DE LAMY, juge.	80
3 mars.	BARON, juge.	145	24 juin.	VEBER, juge.	306
3 mars.	BOULE, juge.	231	26 juin.	CRANNEY, juge.	234
4 mars.	DIEUDONNE, juge.	155	1 ^{er} juillet.	GALY, juge.	213
8 mars.	CRANNEY, juge.	117	1 ^{er} juillet.	VEBER, juge.	284
9 mars.	VEBER, juge.	251	5 juillet.	LE LEGARD, juge.	300
14 mars.	HUGON, juge.	24	13 juillet.	CRANNEY, juge.	299
14 mars.	LE JARDINIER, juge.	175	28 juillet.	BARON, juge.	301
22 mars.	FAURE, juge.	167	28 juillet.	DELIEUX, juge.	257
26 mars.	DIEUDONNE, juge.	153	29 juillet.	VEBER, juge.	243
31 mars.	MARTIN, juge.	239	9 août.	MAURIN, juge.	318
31 mars.	BARON, juge.	319	11 août.	BARON, juge.	312
10 avril.	DESCOURTIS, juge.	202	23 août.	BRAUME, premier suppléant.	255

